

JOURNAL
DES
ÉCONOMISTES.

JOURNAL
DES
ÉCONOMISTES

REVUE MENSUELLE
D'ÉCONOMIE POLITIQUE

ET DES
QUESTIONS AGRICOLES, MANUFACTURIÈRES
ET COMMERCIALES.

TOME VINGT-SEPTIÈME

(9^e année. — Août à Novembre 1850.)



Pr 80

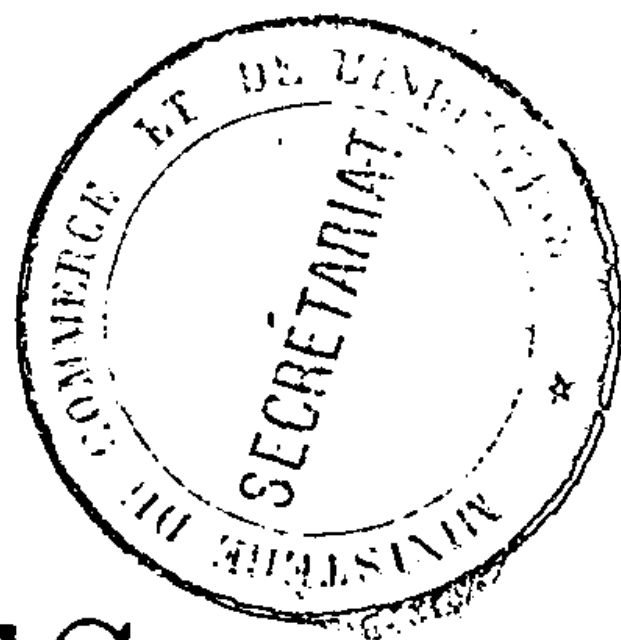
PARIS,
CHEZ GUILLAUMIN ET C^e, LIBRAIRES,
Éditeurs du *Journal des Économistes*, de la *Collection des principaux Économistes*,
du *Dictionnaire du Commerce et des Marchandises*, etc.
Rue Richelieu, 14.

10 960

JOURNAL

DES

ÉCONOMISTES.



LETTRÉS SUR L'AGRICULTURE.

VI. LETTRE.— AVANTAGES DE LA CULTURE PAR LES PROPRIÉTAIRES.—
DE LA MAUVAISE DIRECTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Monsieur,

Je crois que jamais, à aucune autre époque, on n'a témoigné autant de sollicitude pour l'agriculture, que jamais on n'a paru fonder sur ses développements, ses progrès et sa prospérité, des espérances plus vastes et d'une réalisation plus prochaine. Je n'aurais qu'à me féliciter de ces dispositions favorables, si souvent manifestées au sein des assemblées nationales, ou par les nombreux organes de l'opinion publique, si je pouvais reconnaître en même temps que les questions essentielles concernant l'état présent et futur de l'agriculture en France sont parfaitement comprises, et que la plus importante, celle qui, selon moi, domine toutes les autres, est mise hors de doute et de contestation; alors, mais alors seulement, connaissant bien le but qu'on se propose d'atteindre, on saurait aussi quels moyens on doit employer, de quelle nature doivent être ces moyens, et quelle confiance plus ou moins étendue, plus ou moins réservée, il est permis d'avoir dans leur efficacité: autrement on marche au hasard, et on court grand risque de s'égarer dans le vaste champ des illusions. Ainsi, nous entendons répéter tous les jours qu'il faut protéger, exciter, encourager l'agriculture: mais se rend-on bien compte du sens et de la portée de ces expressions si souvent reproduites? Franchement, je fais plus qu'en douter, quand je considère certains moyens, certains projets, qui me paraissent souvent insignifiants, quelquefois même dangereux, et dont j'entends cependant célébrer le mérite et l'infailibilité. Tâchons donc, en précisant les faits, de sortir, s'il est possible, du vague des généralités, dussions-nous reconnaître que le positif et

la réalité sont moins dociles à nos volontés que l'imagination et la fantaisie.

Agriculture, industrie, commerce, etc., sont des expressions abstraites, fort utiles, nécessaires même pour les opérations de l'esprit, mais dont il faut bien se garder de méconnaître la nature en leur supposant une existence propre qu'elles n'ont pas. Ainsi, il n'existe pas une telle chose que l'agriculture; il n'y a, en réalité, que des agriculteurs, ou des individus qui emploient leurs forces physiques, leur intelligence, leur savoir, à la culture de la terre, mais toujours avec l'indispensable concours d'une somme de richesse, fruit du travail et de l'économie, nommé capital mobilier. Ce sont donc ces hommes, ces individus, dont les fonctions, les situations, les lumières, les facultés de tous genres, sont très-diverses, sur lesquels il faut nécessairement agir, quand on veut modifier l'état de choses existant; il faut donc bien connaître ces divers éléments avant de s'occuper des moyens d'action qu'on peut employer à leur égard. S'il était vrai que la très-grande, l'immense majorité de ces agriculteurs sont actuellement, comme je crois l'avoir prouvé, tout à fait incapables d'entreprendre et d'exécuter les améliorations qu'on voudrait voir réalisées; s'il était par conséquent également vrai que ceux qui pourraient travailler efficacement à ces résultats si désirables ne forment qu'une faible minorité, ne serait-il pas évident que les efforts les plus utiles, les soins les plus intelligents devraient avoir pour but d'augmenter le nombre des agriculteurs de cette classe, dans laquelle sont compris tous ceux qui possèdent réunies les deux sortes de capital agricole qui se composent de la terre d'abord, et de toutes les richesses mobilières ou capital d'exploitation proprement dit? Cela me paraît incontestable; mais ce qui ne l'est pas moins, c'est qu'avant de faciliter, d'encourager ces agriculteurs dans l'exercice perfectionné de leur profession, avant même de chercher à augmenter le nombre de ceux-ci, il faut bien se garder de les détourner indirectement de leur profession, en les attirant vers d'autres carrières, soit par l'appât de l'ambition et de la vanité, soit par l'influence d'une éducation qui détermine, en quelque sorte, forcément la vocation de la jeunesse. Enfin, avant de songer à encourager, il ne faudrait pas décourager, en un mot, défaire d'une main ce qu'on édifie de l'autre. C'est pourtant ce qui arrive trop souvent, quand on veut se mêler de tout diriger, au lieu de laisser les choses suivre leur cours naturel.

Vous le voyez, et j'en conviens franchement, je suis dominé par cette pensée que les propriétaires exploitant eux-mêmes peuvent seuls faire prospérer rapidement l'agriculture, et que les grands propriétaires pourraient y contribuer encore plus efficacement que les autres, à cause des moyens considérables dont ils disposent. Je reconnais que cette opinion, avec toute l'étendue que je n'hésite pas à lui donner, rencontre beaucoup de contradicteurs et d'opposants très-

décidés ; cependant, elle est chez moi le résultat d'une conviction profonde, basée sur les faits et sur une expérience personnelle et, je crois l'avoir mis en une évidence, incontestable : je la tiendrai donc pour admise, et, par suite, je regarderai comme chose désirable tout ce qui pourra faire naître ou favoriser chez les propriétaires la disposition à faire valoir leurs terres, et comme fort regrettable tout ce qui tendrait à les en détourner, de quelque nature que puissent être ces influences et de quelque part qu'elles puissent venir.

J'ai exposé dans ma dernière lettre diverses causes, dont quelques-unes fort anciennes, qui ont beaucoup contribué à éloigner les propriétaires de la vie rurale. Cet effet a malheureusement été fort général ; cependant il ne faut rien exagérer, et je me plais à reconnaître qu'il s'est opéré, à cet égard, quelques changements favorables, quoique lents, et que parmi les propriétaires, un certain nombre se sont soustraits à l'empire des préjugés dominants. Si beaucoup d'autres hésitent à suivre la même voie, ils sont retenus par des préoccupations dont quelques-unes sont faciles à dissiper. C'est ce que je crois pouvoir faire à l'égard d'une opinion très-fausse, ou du moins très-exagérée, et dont l'influence est extrêmement fâcheuse.

Ainsi, il y a en France beaucoup de propriétaires qui, sollicités, réveillés en quelque sorte par la lecture des récits, des comptes-rendus de la presse nationale ou étrangère, ou bien encore par certains résultats que des circonstances fortuites les ont mis à même de voir de leurs yeux, éprouvent de fortes tentations de faire valoir des biens ruraux dont le produit est minime dans leur état actuel. Ces propriétaires se sentiraient même le courage de braver les oppositions de plus d'un genre qu'ils rencontreront autour d'eux, y compris les prédications décourageantes, les critiques et même les plaisanteries, qui ne leur seront pas épargnées, cela est certain ; mais ils sont retenus surtout par la crainte de se vouer à un genre de vie qui leur imposerait le sacrifice entier de leurs goûts et de leurs habitudes. Ils se figurent que, sous peine de courir à une ruine certaine, inévitable, dès l'instant qu'un propriétaire s'avise de faire valoir son bien, il doit, en quelque sorte, devenir un tout autre homme qu'il n'était avant d'avoir pris ce parti ; qu'il devra dorénavant être couché avec le soleil et levé avant l'aube, en tout temps, en toute saison ; qu'il devra passer ses journées entières dans ses étables, dans ses écuries ou ses champs, être continuellement sur les épaules de ses domestiques et de ses ouvriers ; enfin qu'il devra ne se donner ni trêve ni repos, de nuit comme de jour. Voilà, en effet, ce que ne manquent pas de dire et de répéter beaucoup de gens qui, pour des motifs faciles à pénétrer, ne désirent pas du tout de voir les propriétaires se mêler directement du soin de leurs affaires ; et l'on comprend facilement que si les choses étaient ainsi, et que les conditions de la vie rurale fussent aussi rebutantes, un homme ayant de l'éducation, de bonnes relations sociales et une

position modeste, mais convenable, hésitât ou se refusât même à prendre un parti aussi rigoureux, aussi radical, dans le but unique d'améliorer sa fortune et d'augmenter son revenu de quelques mille francs chaque année. Heureusement, rien de semblable n'est nécessaire, et il n'est pas besoin de s'imposer ainsi le sacrifice de tous ses goûts, de toutes ses habitudes. Sans doute une active surveillance de la part du maître est très-utile, et même nécessaire ; mais le point essentiel, la condition vraiment indispensable, c'est que l'entreprise agricole soit bien conçue, et de telle sorte que la puissance de l'intelligence et des capitaux assure à la production une supériorité qui contrebalance et qui dépasse l'augmentation de dépenses nécessitée par une exploitation plus dispendieuse que celle qu'elle remplace.

Excepté dans des contrées fort circonscrites où l'agriculture est très-avancée, et où je ne conseillerais à personne de tenter de faire du nouveau et du mieux, il y a, je crois, peu de propriétés rurales qui ne soient susceptibles d'être portées à un revenu beaucoup plus considérable par des améliorations appropriées aux différentes localités. Je me bornerai à en indiquer quelques-unes : ici, ce sera par l'emploi de l'élément calcaire que le sol réclame impérieusement ; là, par la création d'un système d'irrigation intelligent et souvent très-peu coûteux, ou d'assainissement aussi productif qu'indispensable ; ailleurs, par des plantations de vignes, de mûriers, d'oliviers, ou même par des semis d'arbres résineux ; ailleurs enfin, par l'emploi d'engrais que la proximité d'une ville ou d'un port de mer permettra de se procurer à des prix avantageux, etc., etc. Sans doute rien de tout cela ne pourra se faire sans des déboursés souvent considérables et dont il faut se rendre compte fort exactement avant de rien entreprendre et de se mettre à l'œuvre ; bien plus, on devra faire une large part aux éventualités défavorables ; car tout est là. Si des calculs justes reposent sur des prévisions sages et bien fondées, le succès est assuré, malgré de petites négligences d'exécution, de petites *fuites* qu'il faut pourtant fermer et étancher, autant que faire se peut ; mais cette dernière circonstance est d'un intérêt secondaire, et si l'entreprise ne repose pas sur des bases solides et des appréciations telles que l'accroissement des produits dépasse largement celui des frais, cette entreprise est atteinte d'un vice radical et sans remède. Vainement on s'attacherait à de minutieux détails, à supprimer les menus coulages et à multiplier les petits bénéfices, on sera toujours en perte ; peut-être le sera-t-on un peu moins, voilà tout. Souvent, très-souvent même, une parcimonie mal entendue peut être une cause de perte, car la hardiesse est quelquefois de la prudence, et le contraire est également vrai.

La vérité de ce que je viens d'exposer ne sera contestée par aucune personne de bonne foi ; quiconque aura examiné ces choses de près, reconnaîtra avec moi qu'il est possible, et même facile, à un

propriétaire d'établir, avant de rien entreprendre, les dépenses auxquelles il devra pourvoir, ainsi que les produits de sa future exploitation, d'une manière aussi positive et aussi exacte tout au moins, que s'il s'agissait d'une entreprise industrielle d'une autre nature; mais ici, je le reconnais, le propriétaire rencontrera une difficulté, un embarras réel, et que je ne songe pas à dissimuler; le voici : Dans la position que j'entends lui assigner à la tête de son exploitation, il lui est indispensable d'avoir sous ses ordres un agent pour les recevoir et pour veiller à leur accomplissement dans tous les détails d'exécution; cet agent doit être, avant tout, honnête et actif, et suffisamment instruit pour tenir une comptabilité très-simple et une correspondance du même genre; il n'est pas du tout nécessaire qu'il soit un savant agronome, et il serait surtout très-fâcheux qu'il eût, à cet égard, des prétentions presque toujours incommodes, et souvent fort dispendieuses quand elles se traduisent en essais, en nouveautés, dont la pratique n'a pas pu garantir les avantages. Pour remplir convenablement le poste dont il s'agit, il suffirait donc de trouver un jeune homme sachant bien lire, écrire et compter, et ayant travaillé pendant quelques années dans une exploitation d'une importance suffisante. Il semblerait que, pour mettre la main sur un sujet pareil, on n'éprouverait que l'embarras du choix; mais il en est tout autrement, surtout dans les contrées pauvres, délaissées, et qui sont cependant celles où les entreprises agricoles seraient tout à la fois les plus utiles et les mieux situées pour donner des bénéfices importants. Là, l'ignorance domine, et les notions suffisantes de lecture, d'écriture et de calcul sont tellement rares, que celui qui les possède se croit pour cela seulement un personnage important; il mesure à cette échelle ses prétentions, et je ne doute pas que le propriétaire ne soit obligé de les subir, jusqu'à un certain point, dans leur exagération; il devra faire, à cet article, une part suffisante dans le calcul de ses frais généraux. J'ai souvent pensé à la nécessité de créer cette classe d'agents, dans le cas où un grand nombre de propriétaires prendraient le parti de faire valoir leurs biens. Il m'a toujours paru facile de faire cesser la pénurie que je viens de signaler, et cela sans de grandes dépenses. Il suffirait d'établir dans chaque département, ou tout au moins dans ceux que comprend le centre de la France, des fermes modèles où les jeunes gens acquerraient en peu d'années les connaissances nécessaires aux fonctions de régisseur dans une exploitation d'une importance moyenne. S'il s'agissait d'une entreprise très-vaste, le propriétaire qui voudrait la fonder pourrait faire choix d'un régisseur parmi les sujets les plus capables sortis des Instituts agricoles justement renommés, soit en France, soit à l'étranger, car alors l'importance de la rémunération de l'agent serait en rapport avec celle de l'entreprise.

Etant animé d'un sincère désir de voir les propriétaires se décider

à devenir agriculteurs, j'ai dû rechercher et exposer les causes des influences diverses ayant pour effet de les détourner de cette voie, afin d'arriver plus sûrement aux moyens d'écarter, s'il est possible, ces différents obstacles. Mais il en est un que j'ai seulement indiqué plusieurs fois, et sur lequel je ne puis m'empêcher d'insister, car il est plus puissant, peut-être, que tous les autres réunis; j'entends parler de l'instruction et de l'éducation que reçoit actuellement et que recevra encore longtemps, je le crains bien, la jeunesse appartenant aux familles riches ou aisées, au sein desquelles je voudrais voir se former des prosélytes pour la vie rurale, cette vie vers laquelle on se précipiterait à l'envi, si l'on connaissait tous les avantages et toutes les jouissances pures et attachantes qu'elle procure. Mais, loin de favoriser cette tendance, tout semble arrangé, comme à dessein, pour en étouffer le goût dans son germe pendant le cours de la première jeunesse.

Il y a déjà bien des années, je me suis exposé à des animosités passionnées et à des attaques véhémentes pour avoir osé exprimer, avec de grands ménagements cependant, des convictions profondes et réfléchies, et que le temps n'a fait que confirmer, touchant notre système d'instruction publique considéré dans son but, ses moyens et ses résultats. Ces colères, ces violences ne m'ont pas surpris, et je les avais prévues; elles se déchaîneront inévitablement contre quiconque sera assez téméraire pour s'attaquer à une institution puissante, dont l'existence remonte à plus de quarante ans et au sein de laquelle se sont formés les hommes qui, à l'heure qu'il est, occupent tous les emplois publics, depuis le plus humble jusqu'au plus élevé. En pareil cas, non-seulement on voit se dresser contre soi la phalange serrée des innombrables fonctionnaires de ce qu'on appelle, avec trop de raison, le corps enseignant; mais, ce qui est plus fâcheux et plus décourageant, on ne peut se flatter de rencontrer dans le public l'assentiment et l'appui nécessaires; on doit plutôt s'attendre de sa part à de l'indifférence tout au moins, car on a nécessairement pour adversaires deux puissances bien redoutables, l'habitude et l'amour-propre. L'habitude, qui fait que les défauts les plus choquants passent inaperçus, et l'amour-propre qui se révolte contre des critiques rejaillissant nécessairement de l'enseignement sur ceux qui l'ont reçu et qui composent le public presque tout entier. Vous voyez que je ne me suis point fait illusion sur les difficultés qui s'opposent à l'adoption d'un système d'éducation et d'instruction fort différent de celui qui existe, mais qui, au lieu de ne s'appuyer que sur des traditions surannées, reposerait sur des principes raisonnés, sur des bases conformes, d'une part, à la nature et à l'étendue des facultés de la jeunesse et à la marche progressive de leurs développements, de l'autre, aux besoins, aux exigences de notre société actuelle et à l'état des diverses connaissances au point où elles sont parvenues de nos jours.

Je ne sais en vérité si je m'abuse, mais il me semble qu'à moins de s'abandonner volontairement, sur un objet d'une telle importance, aux chances du pur hasard, ou aux décisions d'une routine aveugle et inintelligente, on ne saurait se refuser à admettre les bases que je viens d'indiquer. En effet, n'est-il pas certain que l'être humain se modifie à chaque instant de son existence? que ce phénomène est encore plus manifeste dans les différentes phases de son développement, depuis l'âge de l'enfance jusqu'à celui le plus voisin de la virilité? que par conséquent les aliments offerts à l'intelligence de la jeunesse et l'exercice que l'on exige de ses facultés doivent être en rapport avec le degré de développement qu'elles ont atteint, sous peine de leur imposer des efforts tout au moins stériles, et, ce qu'on oublie trop souvent, de transformer l'étude en une véritable peine, tandis qu'elle pourrait et devrait être, non pas un plaisir, dans le sens ordinaire de ce mot, mais la source d'une satisfaction très-réelle? car il est dans notre nature, à tout âge, que l'exercice fructueux de nos facultés nous donne des jouissances; c'est le sentiment de notre impuissance qui est pénible et même douloureux. Ces principes, sur lesquels devrait reposer toute éducation raisonnable, sont aussi immuables que les lois de notre nature morale, physique et intellectuelle, et ce n'est jamais impunément qu'on se permet de les violer ou de s'en écarter. Quant à la seconde base, qui se modifierait suivant les temps, les époques et le développement des connaissances, je ne sais quelle objection on lui pourrait opposer. En effet, excepté l'enseignement de la religion et de la morale, qui est invariable comme ses objets eux-mêmes, tout autre enseignement doit être subordonné aux besoins, aux convenances de ceux auxquels il est destiné, à leur plus grand avantage bien compris et par suite à celui de la société en général.

Ces deux règles une fois admises comme la véritable pierre de touche pour juger de la bonté d'un système d'instruction publique, je demanderai qu'on l'applique à celui qui existe en France depuis la fondation de l'Université, et qui paraît devoir subsister indéfiniment. Je ne sais jusqu'à quel point l'empire de l'habitude, l'influence funeste des préoccupations politiques et gouvernementales parviendront à fausser le droit sens que chacun possède par don de nature, mais quant à moi, qui n'ai pas pu subir le joug de la première et qui ai toujours ressenti l'aversion la plus vive pour le machiavélisme politique, j'ai fait l'épreuve que je me permets de recommander; je l'ai faite pour ma propre édification, et le résultat est tel, que j'éprouve quelque hésitation à l'exprimer dans sa rude naïveté. Je le ferai cependant, mais comme on remplit un devoir, pour l'acquit de ma conscience et en ne plaçant mon espoir que dans un avenir fort éloigné.

En effet, pour ce qui concerne les facultés du jeune âge, leur portée, leurs tendances et la marche de leur développement, quand, au lieu d'étudier ces divers éléments avec un soin scrupuleux et

une affection consciencieuse, afin de les féconder par une direction intelligente, on aurait pris à tâche de les froisser et de les contrer en tous points, il me semble qu'on n'aurait pas pu agir autrement qu'on n'a fait. Pour me rendre une raison quelconque de l'attachement à un tel système, j'ai pensé qu'il pouvait être une conséquence de ce culte superstitieux de l'antiquité, qui manifeste sa puissance en toute occasion, et qui peut bien l'exercer sur l'éducation comme sur la politique. Quand on a vu Hérault de Sechelles réclamer un exemplaire des lois de Minos pour y puiser les bases de la Constitution destinée à l'approbation de la Convention, serait-il bien étonnant qu'on eût quelque penchant pour le système d'éducation de Lycurgue, qui, soit dit en passant, permettait le vol aux jeunes Spartiates, à la seule condition qu'ils pussent se laisser dévorer les entrailles sans jeter un cri?

Si les partisans passionnés du système actuel se trouvaient offensés du jugement que j'ai dû porter et de la conjecture que je viens de hasarder, je me permettrais de leur répondre qu'ils ne doivent s'en prendre de ma témérité qu'au système lui-même, qui semble injustifiable d'après les règles ordinaires du bon sens, et qui cependant doit avoir une raison d'être et de se maintenir tel qu'il est, malgré les objections si graves qui s'élèvent contre lui. Comment s'expliquer, autrement que par un culte superstitieux pour les traditions anciennes, un fait tel que celui-ci, par exemple : On doit reconnaître, car il semble impossible de le contester, que par la volonté sage et bienfaisante du Créateur, les dispositions dominantes du premier âge sont l'activité de l'esprit et du corps, la curiosité, enfin le besoin incessant de se mettre en contact, en rapport avec les objets extérieurs pour recueillir une multitude de notions individuelles ; tandis que la faculté de former des idées abstraites, de les combiner, de les généraliser n'existe encore qu'en germe, et ne parvient que plus tard, et la dernière de toutes, à son complet développement ; comment se fait-il cependant que ce soit précisément cette faculté qu'on s'obstine à solliciter prématurément, à exciter de préférence aux autres ? Pourquoi, par une marche tout opposée et conforme au vœu de la nature, ne pas s'adresser aux autres facultés physiques et intellectuelles, pour recueillir et rassembler avec ordre et méthode un grand nombre de faits sur lesquels plus tard l'intelligence progressivement développée viendrait appliquer sa puissance d'analyse et de généralisation ? Si je ne devais me renfermer étroitement dans la partie de cette grande question qui a le rapport le plus direct et le plus intime avec le sujet qui m'occupe, il me serait bien facile de faire ressortir, de mettre en évidence ces contre-sens continuels, dont on est frappé quand on examine avec une sérieuse attention le système d'éducation et d'instruction que subit la jeunesse, enchaînée à l'étude presque exclusive de deux langues mortes, dont les règles subtiles et abstrai-

tes sont pour l'enfance le sujet d'étude le plus ingrat, le plus rebutant; car enfin, on ne saurait le nier, le résultat de huit ou dix années d'études se résume, à très-peu près, dans la connaissance du latin et du grec, et de la langue française, il est vrai, mais celle-ci n'occupant en réalité que le dernier rang. Il se pourrait que l'on essayât de contester ce dernier point, mais il n'en est pas moins de la plus exacte vérité, et, par la nature et les procédés de l'enseignement, il ne peut en être autrement. Pour quiconque est sans préjugés, sans parti pris dans cette question, un tel résultat doit paraître bien insuffisant, bien incomplet; mais il est encore plus regrettable sous un autre point de vue d'une bien haute importance. Sans s'arrêter à la partie purement grammaticale, littéraire et philologique des études classiques, si on pénètre jusqu'à la substance même des objets de ces études, n'a-t-on pas lieu de s'étonner que dans notre pays, à l'époque où nous vivons, nos enfants destinés à professer la foi chrétienne, à pratiquer les préceptes de l'Evangile, fondement d'une religion de charité et de mansuétude, appelés à vivre sous la loi de l'égalité civile et politique, soient nourris, imbus dès l'âge le plus tendre, des idées du paganisme antique, qu'on prenne soin de leur offrir sans cesse comme des types et des modèles dignes d'admiration, et sans doute d'imitation, les hommes et les institutions de ces temps anciens, alors que les sociétés auxquelles ils appartenaient étaient constituées dans un but entièrement opposé à celui que nous poursuivons, ou du moins que nous disons vouloir atteindre? En vérité, une telle anomalie semble inexplicable, et chacun peut, avec quelque réflexion, en apprécier les conséquences. Mais je me borne à ce simple aperçu d'un si grave sujet; ceux qui voudront être complètement éclairés sur le vice moral de cet enseignement et sur les conséquences fatales qu'il a eues dans des temps de douloureuse et funeste mémoire, en trouveront le tableau fidèle et saisissant dans un écrit très-court et très-substantiel, publié récemment par M. Fr. Bastiat, sous le titre de *Baccalauréat*. Si les idées exposées dans cet excellent ouvrage ne devaient pas, avec le temps, triompher des préjugés soutenus par l'habitude et l'irréflexion, il faudrait désespérer de l'avenir d'un pays où la raison la plus irrésistible aurait si peu d'empire. Je n'essayerai pas, quant à moi, d'ajouter de nouveaux arguments à ceux que M. Bastiat a produits avec tant d'évidence; je craindrais plutôt de les affaiblir en les étendant, et je me renfermerai particulièrement dans mon sujet.

On ne saurait contester, je pense, que les impressions reçues dans la première jeunesse, la nature des idées et des connaissances dont on a meublé la tendre intelligence des enfants, n'aient une influence très-grande, souvent décisive, sur beaucoup d'entre eux, et pour toute leur vie, en déterminant leur vocation pour une carrière, de préférence à toute autre. Désirant donc qu'un grand nombre de jeunes gens appartenant, comme presque tous ceux qui peuplent les collèges,

à des familles de propriétaires; s'adonnent à la vie rurale et à la pratique de l'industrie agricole, j'ai le droit de regretter que cette jeunesse soit élevée et instruite en dehors de tout ce qui, de près ou de loin, peut avoir le moindre rapport avec cette industrie. Je n'entends pas réclamer pour nos collèges un enseignement direct des principes généraux de l'agriculture, qui, cependant, pourrait occuper le temps des enfants, au moins aussi bien que l'obligation de scander des vers latins, ou de piocher le jardin des racines grecques; mais je n'élève pas des prétentions aussi exorbitantes; je me bornerai seulement à remarquer que plusieurs sciences d'expérience et d'observation, comme la physique, la chimie, l'histoire naturelle, la botanique, la minéralogie, enseignées judicieusement, d'une manière élémentaire et non superficielle (choses très-différentes), donneraient aux enfants des idées justes et très-utiles, qu'ils ne trouveront certainement pas dans Quinte-Curce ou Démosthène. Je pense que ces objets d'étude adoptés de bonne foi, et non pas seulement pour figurer sur des programmes illusoires et dénués d'application sérieuse, seraient tout à fait en rapport avec les facultés du jeune âge et favorables à la direction de ses goûts et de ses penchants à une époque plus avancée de la vie. Mais je me permettrai d'insister sur un point, c'est que l'Université, comprenant bien son intérêt autant que celui de la société, adopterait sincèrement, franchement, le parti de faire marcher de front et parallèlement l'enseignement des sciences et celui des lettres anciennes et modernes, et ne ferait pas seulement une concession apparente et dans le but d'imposer silence aux réclamations importunes qui s'élèvent si souvent à ce sujet. Si on m'accusait, dans cette occasion, de manifester une méfiance que je ne dissimule pas, je pourrais invoquer, pour la justifier, ce que j'ai entendu jadis à la Chambre des députés, pendant une discussion animée sur cette question. Un des organes les plus importants, sous tous les rapports, des doctrines universitaires, ayant combattu avec vivacité des opinions analogues à celle que je viens d'indiquer, sur une réforme nécessaire dans l'enseignement, résumait son opinion à peu près en ces termes : « Sachez-le bien, messieurs, l'enseignement des langues anciennes doit être tout ou rien. » Cette sentence parut trop absolue, j'en conviens, et celui qui l'avait prononcée put regretter de l'avoir ainsi formulée; mais je crois qu'elle exprimait la pensée véritable du corps enseignant, car elle est conforme à la réalité des faits et à la pratique journalière.

Un changement aussi profond dans le système actuel me paraît nécessaire, indispensable; je le souhaite ardemment, et, je l'avoue, je ne vois pas de probabilité pour qu'il se réalise prochainement; car malheureusement, dans notre pays, il est facile, trop facile de renverser trônes et gouvernements; mais une fois que ces grands bouleversements sont accomplis, les réformes les plus utiles ren-

contrent tout autant d'opposition, quelquefois davantage, que sous l'ordre de choses récemment renversé. D'ailleurs, ce changement dont j'ai parlé, et selon moi si désirable, ne pourrait s'opérer sans des réformes qui en seraient la conséquence nécessaire; ainsi, il faudrait supprimer entièrement l'épreuve du baccalauréat, ou du moins modifier profondément les conditions du concours et les termes du programme. Ce n'est pas tout; je m'empresse de reconnaître le premier que nos lycées actuels, de même que les anciens collèges, car le nom seul est changé, sont pour la plupart constitués de telle sorte, qu'ils ne sauraient admettre l'éducation et l'instruction telles qu'elles devraient être pour donner ce qu'on est en droit d'attendre d'elles; des réformes nécessaires se lieraient les unes aux autres. Ainsi l'Etat devrait renoncer à entretenir des pensionnaires, à quelque titre que ce soit, et l'on ne verrait plus, comme à Paris et dans quelques grandes villes, des collèges renfermant plus de six cents élèves internes, ce qui rend, quoi qu'on puisse dire officiellement chaque année, toute véritable éducation impossible. Les familles, je le sais, aiment à s'abuser sur ce point; mais convient-il de tromper leur tendresse trop facile à rassurer, en leur prodiguant des promesses démenties par les faits et la nature des choses? La conséquence matérielle de cette réforme vraiment morale serait de rendre disponibles de vastes emplacements, de spacieux locaux, occupés actuellement par des dortoirs, des buanderies, lingerie, réfectoires, cuisines, etc., etc., enfin par tout ce qui constitue l'attirail fort vulgaire et très-peu scientifique d'un immense ménage, ou, si l'on veut, d'une somptueuse caserne. Quelle facilité l'on aurait tout de suite pour remplacer tout ce bagage par l'établissement de bibliothèques, de cabinets de physique, d'histoire naturelle, de minéralogie, par des salles de dessin, des laboratoires, etc., etc., composant les accessoires indispensables d'un enseignement complet, et tel que le réclament les besoins et les convenances de notre époque! Mais puisque je me suis permis de former de simples vœux, chose fort innocente assurément, sur des changements nécessaires dans les conditions actuelles de l'éducation publique, je compléterai ma pensée par l'expression d'un désir que voici :

Je voudrais que les établissements d'instruction publique, surtout ceux dépendants de la capitale et des grandes villes, fussent transportés hors de leur enceinte et sur quelque point de la campagne rapproché de leurs murs. Ce déplacement des établissements de l'Etat serait suivi inévitablement de celui des établissements privés, tels que les institutions et les pensions de tous les degrés; alors, les jeunes gens et les enfants pourraient jouir d'un air sain et fortifiant, et ils se trouveraient ainsi rapprochés d'une foule d'objets qu'ils apprendraient à connaître, auxquels ils prendraient intérêt, et vers lesquels, plus tard, ils se sentiraient attirés; cette situation ne serait-elle pas

préférable, sous tous les rapports, à l'espèce de claustration dans laquelle ils vivent pendant les longues années de l'éducation actuelle? Je l'avouerai, l'aspect extérieur et intérieur d'un collège m'a toujours frappé par sa triste ressemblance avec celui d'une prison. Ces portes massives, sévèrement gardées, ces murs sombres et noircis par le temps, ces cours où quelques arbres, couverts de poussière, végètent misérablement, forment un ensemble fort peu propre à favoriser chez les enfants les dispositions expansives de leur âge, et doivent avoir, au contraire, pour effet de les refouler en eux. Il me paraît difficile que, dans de telles conditions matérielles, jointes à celles d'un autre ordre que j'ai signalées plus haut, l'enfant ou le jeune homme qui y sont soumis puissent jouir du bonheur, qui est pourtant si facile à cet âge de la vie. On dira peut-être que ce temps est un état de préparation pour la vie civile, celle de l'homme fait et complet; mais alors une réflexion des plus sérieuses se présente naturellement. Supposons, ce que je suis loin d'admettre, qu'une éducation sévère, et même triste, soit la plus propre à développer des facultés puissantes, et que l'enfant, parvenu à l'âge viril, devra se féliciter d'avoir passé ses premières années de manière à ne conserver de ce temps d'épreuve que la satisfaction d'en avoir atteint le terme; supposons tout cela, ce que je conteste absolument; qui vous assure que l'enfant est destiné à parcourir une carrière assez longue pour recueillir le fruit supposé des privations et des ennuis qui lui auroient été imposés? Connaissez-vous le terme que Dieu a fixé à la durée de son existence sur la terre? N'est-il pas certain, au contraire, qu'un nombre plus ou moins considérable de ces enfants n'atteindront pas l'âge viril, dont on paraît se préoccuper exclusivement, et n'aura-t-on pas sujet de regretter que la vie, qui aura été bien courte pour ces derniers, se soit écoulée dans des conditions si peu favorables à leur bonheur?

Mais je m'aperçois qu'entraîné par une pensée dominante, j'ai donné à cette lettre un développement inusité, et cependant il se pourrait que je ne fusse pas parvenu à faire sentir, comme je l'aurais désiré, le lien intime qui rattache à la grande question de l'éducation et de l'instruction le sujet particulier qui m'occupe. Pour bien saisir cette vérité, il faut reconnaître la liaison qui existe, souvent inaperçue, entre les impressions du jeune âge et leurs conséquences les plus éloignées. C'est ce dont chacun pourra s'assurer en réfléchissant sérieusement sur soi-même, sur les événements de sa vie, et sur certaines circonstances qui ont souvent exercé la plus grande influence sur sa propre destinée.

Tous les chasseurs nous disent, et je les crois sur parole, qu'un animal poursuivi par la meute et fuyant devant elle finit toujours, après des détours plus ou moins longs, par prendre le parti de revenir au *lancer*; eh bien, j'aperçois là un rapprochement à faire avec la destinée humaine. Le jeune homme, jeté pour ainsi dire

au milieu de la vie du monde, est bientôt, lui aussi, pourchassé, harcelé par la meute haletante des passions tumultueuses; mais, plus tôt ou plus tard, la fatigue se fait sentir, et avec elle le besoin d'une existence qui lui garantisse un avenir assuré : alors, si ses premières années se sont écoulées à la campagne, si sa pensée se reporte avec complaisance sur des temps déjà loin de lui, croyez qu'il se sentira attiré vers la vie rurale et disposé à l'adopter. Dieu veuille, pour son avantage et celui des autres, qu'il en soit ainsi !

Recevez, etc.

V. TRACY.

D'UN SYSTÈME FINANCIER¹.

Une histoire financière peut rassembler beaucoup de faits, sans mettre au jour beaucoup de principes. Aujourd'hui comme autrefois, quand un impôt se paye sans bruit et qu'il rend beaucoup, on l'augmente; quand il trouve de la résistance ou qu'il rapporte peu, on l'abandonne. On fait, quand on le peut, de la justice relative dans la répartition de chaque impôt; mais de la vraie justice financière, générale, comparative, jamais. Quand il s'agit d'envisager les impôts dans leur correspondance avec la propriété, le travail, l'industrie, de les poursuivre dans leurs effets, de les comparer dans leurs proportions, la discussion devient vague et évasive. La rhétorique fiscale s'est de nos jours enrichie de grands mots, mais la science n'a pas trouvé encore assez d'indépendance pour s'élever jusqu'à la justice, assez de clarté pour arriver à la démonstration, assez d'habileté vraie pour se formuler sur les besoins sociaux et se fortifier en s'appuyant sur le bien général.

Quand les impôts sont passés dans les habitudes des peuples, il faut en tenir compte. Ils subissent même des rapports préexistant dans l'esprit et les mœurs du pays, dans son état politique, dans le mode de son gouvernement, surtout quand ce gouvernement a duré. Mais aujourd'hui, avec le programme de richesse à tout prix et d'industrie à grande vitesse, adopté à l'unanimité par les peuples civilisés, il faut encore tenir plus de compte des résultats économiques, souvent mal compris ou inaperçus des populations; c'est le métier des gouvernants de changer les impôts qui doivent l'être, avant qu'on se soit avisé de leurs défauts et rendu raison de leurs mauvais résultats. Le respect de la coutume devient lui-même une périlleuse utopie, quand on est arrivé à ces époques de discussion où les vices d'un impôt font découvrir les vices des autres, où des systèmes mal

¹ Cet article fait suite à celui *Sur la nature des impôts actuels et principalement de l'impôt du capital*, qui a été publié dans le numéro 110, 15 mai 1850, t. XXVI, p. 122.

combinés se surchargent de la haine des peuples, et où l'impatience qu'ils excitent contre le pouvoir produit des phlegmasies qui se changent en inflammations générales ou révolutionnaires, lesquelles usent le corps social à pure perte, quand elles ne le tuent pas.

M. de Montalembert, qui n'est ni financier ni économiste, comme il le dit, voudrait-il prendre la peine de compter combien il y a eu de banqueroutes de l'Etat, générales ou partielles, rien que depuis Louis XIV? On prenait récemment la partie pour le tout, lorsqu'on faisait honneur au travail infatigable, à l'esprit si net et si sûr de Colbert, de la cessation des longs troubles qui précédèrent son époque. Colbert rêvait un système financier : il faut lui faire une bonne part, il faut en faire, en sens opposé, une plus grande, dans la commotion de 1789, à une série de mesures financières sans suite et sans talent. L'Assemblée constituante opéra sans difficulté des réformes financières radicales, parce qu'elles étaient attendues. Les temps sont peut-être encore mieux venus de compléter une réforme inachevée, qui s'est dans un demi-siècle chargée de plus d'abus que n'en avaient produit les régimes passés. Un mécanisme imparfait, un droit contesté, la gêne des Parlements faisant de l'expédient une nécessité, en faisaient une de la modération. Mais la machine financière, mue par la force nouvelle d'un consentement universel, peut créer d'effrayants dangers, si on ne la règle de façon à éviter une déception plus grande.

Nous avons entendu les défenseurs de nos abus donner l'impôt en nature du maréchal de Vauban, presque comme le dernier mot de la science ; et l'on avait essayé de réhabiliter à l'avance les folies de Law. Les partisans de nos systèmes confus de finances ne se doutent pas qu'ils partent absolument du même principe que les physiocrates ; seulement ils l'appliquent plus mal que ces pionniers de la science. Si l'expansion de l'impôt est incertaine partant d'une source unique, immense ; s'il ne se généralise pas lorsqu'on le porte sur la richesse qui a été, qui est encore le fondement le plus solide de toutes les autres et qui, d'ailleurs, par la nature indispensable de ses principaux produits est placée dans des conditions distinctes, cette expansion est bien moins probable avec un grand nombre d'impôts jetés à l'aventure sur des produits divers. La question difficile de l'expansion, ou de l'irradiation de l'impôt, qui se cache depuis deux ans au fond de presque toutes nos discussions financières, donnera encore lieu à bien des bévues, si on l'aborde avec le dédain des notions économiques ou si l'on s'arrête à l'*a*, *b*, *c*, de la science.

Ne mêlons pas les questions. Quelque favorables qu'on fasse ces vagues hypothèses, qu'il s'agisse d'une avance pénible ou d'une perte sèche, il y a une loi qui est surtout celle de l'impôt, parce qu'elle est celle des sociétés humaines : c'est la justice. Fouillez, creusez, tournez et retournez, cette voie est la seule vraie ; c'est la plus sûre de beaucoup, et la plus facile. Si les privilégiés de l'impôt croient qu'il n'est rien, pourquoi mettre tant de soin à l'éviter? Le meilleur moyen de justifier leur théorie de compensation serait d'assumer la charge entière pour un temps.

Un bon système d'impôts doit s'entendre, non dans le sens d'une taxe unique, fût-elle suffisante, si elle est exceptionnelle, mais dans celui de taxes embrassant toutes les branches de la richesse. La plupart du temps, même, il exige de nos jours la combinaison de plusieurs impôts. Mais alors, il faut les choisir, les coordonner, les empêcher de revenir l'un sur l'autre, les proportionner le plus possible, et étudier sans cesse leurs effets.

Les impôts ont besoin d'être généraux, clairs, modérés, et surtout bien combinés au point de vue économique.

Un impôt doit être général, puisqu'il doit être juste. La taxe ne doit pas seulement atteindre tous les possesseurs de la chose imposée, elle doit embrasser, dans un mode choisi de façon à présenter le moins possible d'inconvénients, toutes les réalités de la richesse sans exception et sans privilège. Le privilège n'est jamais plus subversif que lorsqu'il s'enferme dans l'impôt, c'est-à-dire dans la source même où il se puise ; l'expiation qu'il subit très-souvent lui-même ne rachète pas le mal général qu'il a causé.

Entre mille raisons qui condamnent les impôts partiels, je choisis celle qui doit le plus toucher les hommes d'Etat et les financiers de profession. L'inégalité de l'impôt, qui affaiblit la nation, n'affaiblit pas moins le pouvoir. Si la moitié seulement de la richesse est imposée, elle supporte le double de la charge qui lui reviendrait avec un impôt généralisé. Le gouvernement ne paraît éprouver aucun préjudice, parce qu'il prend sur cette moitié ce dont il a besoin ; mais d'abord, il se prive lui-même de demander plus en temps ordinaire ; et dans un grand besoin public, quand on est obligé de faire passer les nécessités de l'Etat avant celles des citoyens, la position fautive qu'il s'est faite produit toutes ses conséquences. Il ne peut guère demander 4 à ceux qui payent aujourd'hui 2. Ceux-ci ne payant que 1, pourraient alors payer 2, puisqu'ils le font déjà et qu'ils auraient été un temps soulagés. Le ressort de la machine fiscale est donc compromis : en renonçant à la possibilité d'une plus grande extension de l'impôt, l'Etat s'enlève le jeu de sa puissance ; il renonce à l'usage d'un de ses bras ou d'une de ses jambes. L'Etat, qui n'a pas une richesse indépendante de celle de la nation, n'est riche en réalité que des impôts qu'il ne prélève pas, il n'est riche en propre que du bon règlement de ses impôts et de la justice avec laquelle il les prélève. S'il n'impose qu'une partie de la richesse, ce n'est pas seulement une injustice, c'est une faute.

D'où vient que les impôts sont mal compris ? c'est surtout de ce qu'ils sont mal conçus. Savez-vous pourquoi, indépendamment des plaintes qui résultent de l'exagération de la charge, l'assiette de nos taxes soulève tant de réclamations ? C'est que les règles de leur répartition n'ont jamais été posées avec précision. Quand les lois ne laissent pas voir leurs principes, c'est le plus souvent qu'elles n'en ont pas. Il faudrait créer une science financière avant de l'enseigner, et pour la faire passer dans l'intelligence des peuples. Il devient d'un intérêt, de jour en jour plus pressant, d'initier le public français, non pas au secret des expédients financiers, ce serait impru-

dent, mais aux difficultés véritables de l'administration, aux détails, au plan d'une amélioration financière possible.

Je me dispense de prouver qu'un système quelconque qui ne pourrait s'empêcher d'élever l'impôt à la moitié, au tiers du revenu, porterait avec lui une cause irrésistible de découragement. Les taxes, fussent-elles même habilement choisies et également réparties, il faut que le sacrifice imposé à chacun des propriétaires ou des entrepreneurs industriels n'aille pas jusqu'à les dégoûter du métier, et que celui demandé aux consommateurs ne dépasse pas les ressources de la plupart d'entre eux. Pour les monopoles partiels eux-mêmes, qui admettent une certaine exagération, il est évident que si on les multipliait trop, la somme additionnée de ces prix doublés ou triplés ne pourrait se prendre que sur des ressources détournées d'une destination nécessaire.

Il faut que les contribuables trouvent d'abord leur subsistance ; il faut ensuite qu'ils trouvent la satisfaction des habitudes plus ou moins luxueuses qu'ils ont contractées. Depuis quelque temps, les gouvernements qui, au lieu de laisser arriver le luxe à son heure, l'excitent par leur exemple ou par celui de leurs fonctionnaires, et surtout par des encouragements industriels irréfléchis, semblent ne pas comprendre que, entre autres inconvénients, ils se mettent à même de demander moins aux nations, à mesure qu'ils dépensent plus ainsi. Il faut, en outre, qu'une nation trouve tous les ans, sur son revenu net, de quoi refaire autant de capitaux qu'il s'en détruit. Il faudrait même, pour qu'elle progresse, que cette nation trouvât sur son épargne de quoi ajouter à son capital existant, et cela, sans double emploi, sans que le passif vienne compenser l'actif. Si cette addition n'est pas annuelle, il faut qu'elle revienne assez souvent pour réparer les années malheureuses et marcher en avant. L'impôt normal ne peut se prendre, il ne commence que sur cette épargne. Il y a là une moyenne qui aurait besoin de ne pas demeurer hypothétique, et que les gouvernements devraient étudier avec soin pour déterminer l'extension dont l'impôt est susceptible. Dans un bon système financier, l'impôt ne devrait pas absorber plus de la moitié de la moyenne de l'épargne générale. Nous ne nous avançons pas trop en disant que dans à peu près tous les Etats de l'Europe elle l'absorbe aujourd'hui presque en entier, quand elle ne la dépasse pas ; et je pourrais prouver, par des résultats, que les incroyables augmentations de richesse, dont nous nous targuons dans ces derniers temps, sont presque toutes menteuses.

Nous brusquons ces premières conditions de tout système financier, pour aborder les difficultés économiques du choix à faire entre les divers genres d'impôts et la manière dont ils peuvent se combiner entre eux. Nous ne traitons pas ces questions *in extenso*, puisque les détails d'un bon système financier seraient la science entière ; nous ne pouvons procéder que par des exemples, et, dans une foule de raisons économiques, nous en prenons quelques-unes. Comparons les impôts directs avec les impôts indirects, vieille et grande controverse qui emprunte une actualité pressante

aux complications sociales que nous avons imprudemment créées, sans prévoyance des folies socialistes qu'elles amenaient fatalement.

Laissons de côté l'argument que l'on est dans l'usage de tirer en faveur de l'impôt sur les consommations, de son caractère facultatif. Cette prétendue liberté est dérisoire pour les objets nécessaires à la vie ; elle n'est pas même très-réelle pour les autres, et les ouvriers de nos villes se passeraient aujourd'hui de vêtements plutôt que de tabac. Il ne faut pas ajouter plus d'importance à la facilité d'une perception qui s'opère en menue monnaie et en détail, puisque les coups d'épingle de l'impôt indirect ont de tout temps soulevé plus de colères que les prélèvements réguliers de l'impôt direct. Ce n'est pas par des banalités que la préférence doit se décider ; ce n'est pas même trop par des abstractions ou des généralités. Cependant voyons, car il y a dans toutes les questions financières des principes qu'il faut dégager.

Il peut sembler, à un premier coup d'œil, que la production étant antérieure à la consommation, son immunité doit être plus profitable ; il peut sembler qu'il vaut mieux attendre qu'elle ait, par un jeu libre, produit tout ce qu'elle peut produire, afin de trouver plus facilement des consommateurs, pour qui l'impôt sera compensé d'avance par l'abondance et le bon marché. Mais la question est plus compliquée ; il faut se rendre compte d'une première vérité. L'action de l'impôt n'est prédominante que lorsqu'on arrive à d'injustes exagérations ; elle n'est pas isolée et indépendante, elle est subordonnée et secondaire. Quoique des empressements inopinés, des engouements, des paniques, des troubles politiques intérieurs, des événements étrangers viennent souvent exercer une grande influence, la loi prédominante de la formation des prix, c'est-à-dire du règlement de la rente, des profits et des salaires, sera toujours dans les rapports de l'offre avec la demande. Or, surtout aux époques industrielles, l'offre est plus dans la subordination de la demande, que la demande dans celle de l'offre. La production, en général, risque alors si peu de manquer, que c'est son excès qui est très-souvent à redouter. A toutes les époques d'ailleurs, l'offre, c'est-à-dire la production, est engagée, liée par ses avances ; ses ateliers ne peuvent se fermer ou se modifier, ses capitaux chercher une autre destination qu'à la longue et avec difficulté. La consommation, au contraire, limitée d'ailleurs par ses ressources, est douée d'une élasticité très-grande et très-prompte ; celle même des objets de première nécessité se modifie, d'une année de cherté à une autre, dans des proportions surprenantes. Voyez ce qui se passe chez nous depuis deux ans pour nos produits agricoles, dont la lenteur seule de la demande diminue si sensiblement la valeur. Dans une année de disette, le quart de la récolte ordinaire peut manquer, et ce qu'on importe de blé à grands frais n'équivaut souvent qu'à la nourriture de quatre à cinq jours. Sans qu'il soit possible d'établir une règle absolue que les circonstances ne fassent pas plier, on voit, la plupart du temps, par des signes irrécusables, que la production a plus besoin de la franchise de la consommation que de la sienne propre.

Pour les hommes de pratique, l'impôt demeure très-souvent là où on le place ; au lieu d'une expansion continue et appréciable, il ne subit en réalité que les contre-coups de l'abondance ou de la pénurie. Un impôt ordinaire s'ajoute aux prix, il est entraîné dans le mouvement général, et il devient par conséquent ingouvernable comme ce mouvement lui-même. En éloignant les sophismes, sans prétendre gouverner l'industrie ni les effets de l'impôt, sans croire pouvoir amoindrir ces effets, encore moins les changer en bien, il est plus sûr de ne rien faire contre la nature des choses.

Or, qu'il soit un sacrifice définitif ou une simple avance, à qui naturellement doit être demandé l'impôt ? Est-ce à la richesse déjà créée, ou à celle qui ne l'est pas encore ? Est-ce à la réalité du présent ou à l'incertitude de l'avenir ? au capital ou au travail ? Qui doit équitablement défrayer la gestion sociale ? C'est le capital qui a surtout besoin de protection et de stabilité ; et l'on ne peut guère faire payer par les impétrants de la fortune des précautions légitimes, prises très-souvent contre leur impatience. C'est la production qui fait la richesse, la consommation n'est que l'acte de sa destruction. Le capital acquis constitue seul l'actif de la société ; il résume son progrès, et ce n'est que sur l'avoir que les dépenses nécessaires d'une gestion peuvent se prendre. Le capital d'ailleurs meurt, s'annihile si le travail ne vient le féconder ; il est obligé de l'appeler, car son revenu ne peut exister, il ne peut croître que par la liberté et l'activité du travail. C'est le travail qui a tout approprié, tout créé, le capital lui-même ; c'est donc le travail qui est réellement antérieur et qui doit être affranchi, si l'on veut affranchir la production dans son principe primordial. L'association du travail et son paiement en nature par l'abandon d'une partie des produits étaient le mode de l'enfance des sociétés ; mais les capitalistes et les entrepreneurs ont été obligés, pour encourager le travail, de le louer à leurs risques, d'assumer les chances de perte qu'il ne pouvait pas supporter et de le payer d'avance. Ce salaire, indépendant des résultats de la production, est encore moins soumis que le premier aux influences de l'offre et de la demande. C'est par une conséquence encore plus forcée qu'on est amené à rejeter l'impôt sur le possesseur actuel de la richesse.

Supposons, pour nous rendre mieux compte de la thèse générale, un impôt, non pas partiel comme notre impôt foncier, mais s'étendant également sur tous les capitaux, c'est-à-dire sur toutes les sources de la production. L'homme riche ne se peut distinguer du pauvre par aucun signe assuré, mais la richesse, la chose elle-même se peut trouver, calculer, mesurer. Ce n'est pas l'acte de la production à venir, c'est la production ancienne et consolidée, celle qui ne peut plus se dédire ; ce n'est pas la richesse qui est encore dans les limbes du travail, c'est celle seule qui a une existence, qui peut dès lors être atteinte. Le sacrifice, qui peut quelquefois se changer en une simple avance, est demandé justement au capital pour qui la production est une nécessité, à qui un profit plus ou moins grand est assuré, et qui a d'ailleurs le pouvoir de se refaire d'une

perte résultant de l'impôt même, sur la rente future. C'est justice et c'est beaucoup, si ce n'est tout. Au point de vue économique, le trouble est moins grand, la circulation et le mouvement demeurent libres. Au point de vue financier, l'impôt demandé au capital est seul assuré; il a seul la faculté de se combiner d'avance avec les besoins sociaux. Sans doute l'impôt ainsi assis a ses réactions; mais ces réactions sont moins confuses et risquent moins de multiplier le mal. Sans mettre une image à la place d'une idée, l'impôt subit la loi de tous les corps, il descend plus facilement qu'il ne remonte. Les compensations d'un impôt du capital s'établissent plus sûrement, tandis qu'elles s'égarent sans cesse avec les impôts indirects. Le propre de ces dernières taxes est de multiplier le nombre des intermédiaires et de grossir l'impôt d'avances plusieurs fois répétées. La libre circulation des produits rapproche au contraire le consommateur du vendeur et sert de frein aux bénéfices exagérés. Le producteur débat d'ailleurs son prix en gros; il peut attendre souvent d'une année à l'autre, ce qui devient très-souvent un bien pour tout le monde. Mais le consommateur, pressé par des besoins journaliers, qui n'admettent pas d'ajournement, n'a ni la même puissance, ni la même liberté pour se défendre; il subit toutes les chances et tous les aggravements du commerce jusqu'aux tricheries du détail.

Supposons maintenant un impôt sur les consommations, supposons-le général et proportionné à la valeur des objets consommés. Même dans cette hypothèse irréalisable, l'égalité ne se fera jamais aussi sûrement que par un impôt calculé sur tous les capitaux. La mesure de la richesse prise sur la donnée des consommations demeure toujours une des plus fautives qui se puissent prendre. S'agit-il de la portion de ces taxes établies sur les objets nécessaires à la vie, chaque homme en consomme à peu près la même quantité, sans égard à sa fortune; seulement l'homme fort, le travailleur fatigué, en consomment plus que l'oisif. Le pauvre, chargé d'une famille, en consomme cinq à six fois davantage. Sans doute, l'impôt n'est pas responsable de tous les faits malheureux dont la nature de l'homme, plus encore que la société, porte en elle les causes; mais tout impôt augmentant, dans sa proportion, les chances de misère, il faut repousser ceux qui, à un mal inévitable, viennent joindre des gênes nouvelles. Aussi tous les auteurs qui défendent les impôts indirects sont obligés de condamner la sinistre facilité avec laquelle les financiers les rejettent sur une partie de la subsistance des classes laborieuses, et de les restreindre aux consommations superflues. Mais alors même, la nature de ces taxes se refuse à une juste répartition. L'avare riche leur échappe; le prodigue consomme hors de toute proportion avec ses ressources, et l'impôt se fait complice d'une ruine. Le moment des taxes de luxe a besoin d'être bien choisi; il ne faut pas prendre celui où la consommation des objets de prix tend à diminuer, lorsque des établissements, déjà formés, se trouvent compromis. Si, même, ce que nous appelons les articles Paris faisait le plus sûr commerce d'un pays, un bon citoyen y regarderait avant de proposer des impôts indirects

sur le luxe. On a dit légèrement que les impôts indirects se proportionnaient aux revenus ; ce mode immaniable évite la forme inquisitoriale, sans s'assujettir à aucune règle ; il fait passer l'arbitraire dans le principe même de la loi. On ne jette pas les fortunes aux chances d'une appréciation, mais on les laisse venir se présenter à l'impôt, d'elles-mêmes, au hasard, suivant leur vouloir, leurs caprices, leurs tendances.

Dé graves économistes ont répété que l'effet presque immédiat d'une taxe sur les consommations nécessaires est d'augmenter les salaires du montant de l'impôt. Smith a trop cru à la régularité du taux des salaires, et Ricârdo à l'élasticité de l'impôt. Le taux des salaires n'obéit pas toujours, il obéit qu'à la longue à celui des subsistances. Quand une observation constante ne viendrait pas l'attester, l'offre du travail doit croître par le seul effet du renchérissement des denrées, et cette offre plus empressée a pour effet immédiat de diminuer le prix des salaires et celui des gages. C'est par la cessation des disettes réelles et par le développement de la richesse que ce niveau si désirable doit s'établir, plutôt que par un consentement d'intérêts opposés, difficile à obtenir. Il n'est guère dérangé aujourd'hui que par l'intervention imprudente de l'État et les erreurs de l'impôt. Si les choses se passaient comme on le dit, le préjudice de l'impôt indirect, évité par le consommateur, réagirait immédiatement sur l'entreprise, sur le taux de l'argent, et sur la prospérité générale. Ce serait un impôt qui viendrait s'ajouter aux impôts directs, et se mal ajouter, puisqu'il retomberait uniquement sur les contribuables qui font travailler. Grâce aux méprises d'une protection aveugle, que ses mécomptes ne corrigent pas, et aux abus despotiques de notre centralisation, cette question toujours ardue des salaires est arrivée à une hyperboloïde qui, cherchant fausement sa solution dans des termes supérieurs, conduit à la négation du travail. Il peut y avoir des droits politiques, mais il est temps de comprendre que le législateur ne crée pas les droits sociaux.

Nous ne pouvons marquer qu'un bout du rôle que l'économie politique devrait jouer dans le choix des impôts ; et c'est surtout dans les réalités ou dans les possibilités de la pratique que les questions financières trouvent leur solution. Il n'existe pas, mais il peut exister un système complet d'impôts sur les capitaux. Il n'a jamais existé nulle part ; il ne peut exister d'impôt sur toutes les consommations : la moitié du pays aurait besoin d'être enrégimentée pour surveiller l'autre, et cette surveillance serait même insuffisante. Voici une raison, entre beaucoup d'autres, de cette impossibilité en France : dans un pays de petite culture, qui livre à peine au commerce la troisième partie de ses produits agricoles, puisque les propriétaires, qui sont aussi les cultivateurs, y représentent les deux tiers de la population, et consomment eux-mêmes le blé, le vin, le bois, les légumes qu'ils récoltent, l'impôt des consommations est frappé d'une impuissance radicale de généralisation. On faisait valoir, il y a quelques jours, comme une concession faite aux vigneron, de ne pas imposer le vin qu'ils boivent ; mais, même sous le nom de dîme nationale, essayez

aujourd'hui d'organiser un impôt sur cette consommation qui est une partie du travail de la production. Dans cette impuissance, l'impôt, nul pour le producteur qui consomme ses produits, est, dans ses retours, progressif pour le producteur qui les vend; et c'est là une des causes de la ruine de la grande culture chez nous. Une partie considérable des produits échappera toujours à l'impôt indirect, et même, sur la partie atteinte, quelles inégalités! quelles exceptions à peu près forcées! Il y a des consommations cachées, secrètes, passagères, insaisissables. La moitié des ventes se fait sans intermédiaire, dans les campagnes; et pour celles que la perception embrasse; on ne se serait guère rapproché de la justice, tant qu'on n'aurait pas ramené les droits *ad valorem* pour les objets qui, quoique de même nature, offrent des qualités différentes. On y peut réussir, non sans complication, pour quelques-uns; on ne peut pas même l'essayer, pour d'autres. Et pour les produits livrés à la fabrique, laissera-t-on se multiplier les droits; ou établira-t-on un calcul de défalcation de la valeur déjà imposée, à chaque transformation de la matière? Nous ouvrîmes de grands yeux; quand on nous annonça, il y a quelques années, que dans leurs illusions les néophytes du Zollverein devaient calculer leurs impôts indirects à raison de la valeur ajoutée à la matière première. Aujourd'hui l'Allemagne se récrie contre les impôts indirects en masse.

Les systèmes financiers ne s'établissent guère sur un champ libre; je ne crois pas qu'on ait jamais adopté un système d'impôts indirects après délibération. On les trouve établis, ici par le privilège vivace de la souveraineté terrienne ou féodale, là, par les contre-coups d'un impôt direct incomplet; on s'y laisse fixer, on s'y laisse conduire surtout par la pente insensible des dépenses exagérées. L'engouement de ce genre d'impôts revient, comme une mode, à de longs intervalles; mais ce ne sont jamais que des tentatives partielles. Or, si l'infériorité de l'impôt des consommations est déjà vraie en principe, que doit-il en être de ces taxes partielles qui ne subsistent qu'en se bornant à l'oppression d'une minorité d'intérêts? On peut choisir entre des systèmes généraux d'impôts, il n'y a pas de choix à faire entre un impôt général et un impôt condamné à n'être jamais que partiel. Les compensations d'un impôt indirect généralisé n'arrivent jamais sûrement à leur adresse; mais quand les financiers, se faisant une science à eux, défendent un impôt indirect mis exceptionnellement sur quelques produits, ils défendent la confusion et le désordre; ils sèment l'irritation aussi bien parmi les producteurs que parmi les consommateurs. C'est par de semblables impôts que s'explique le plus souvent la ruine de ces industries naturelles qui avaient fait longtemps la prospérité d'un pays; et ces déplacements inattendus de production que l'histoire signale.

Inutile d'observer qu'on ne saurait demander à l'impôt indirect ce qu'on peut attendre d'un impôt basé franchement sur le capital, dont la généralisation est non-seulement possible, mais dont elle est une condition indispensable. L'impôt du capital ne réalise pas complètement le rêve des physiocrates et celui des économistes anglais; il n'affranchit pas l'industrie;

il ne se cantonne pas sur le produit net et sur la rente, là où l'entreprise agricole ne se différencie pas du capital, comme dans la très-majeure partie de la France ; mais il réalise tout ce qu'il est possible de faire pour la liberté et l'avantage du travail : il en est la véritable organisation. Le travail, qui entre pour plus de moitié dans la production, ne peut pas souhaiter une plus magnifique libéralité que celle qui l'exempte de toute participation directe aux charges publiques et qui attend que, victorieux et prospère, il se soit transformé en capital. C'est le seul privilège que la société française puisse supporter, parce qu'il sort du fond même des choses.

Il nous resterait à parler de la combinaison des divers impôts entre eux. Pour ne pas sortir de la comparaison, qui nous a pris trop de temps, il est évident, si l'on a suivi cette simple délinéation d'une question trop vaste, qu'un système, fût-il général, de taxes sur les consommations, se joindrait mal à un système général de taxes sur la production. La règle *non bis in idem* est au moins aussi vraie en matière d'impôts qu'en fait de lois pénales. Ainsi partagée, la charge s'augmenterait des frais de deux perceptions, dont l'une surtout est fort coûteuse. Si le rayonnement existe aussi sûr et aussi régulier qu'on le dit, les deux impôts font double emploi ; s'il est incertain, l'incertitude s'augmente partant de deux points différents. La production et la consommation sont deux actes d'une même chose. Nos discussions modernes s'accordent avec les partialités et les erreurs de l'impôt, pour jeter entre elles un discord sans motif. Dans un ordre naturel, les producteurs et les consommateurs n'ont que le débat de leur marché qui les sépare ; la prospérité des uns fait la prospérité des autres. Outre que la question est d'ailleurs décidée par l'impossibilité de généraliser l'impôt indirect, je suis convaincu que si la même charge pouvait se partager également en deux, les producteurs obligés d'acheter le travail et de ne pas le renchérir, après une courte expérience, consentiraient à l'assumer entière, pour assurer la liberté de leurs ventes, pour accroître la demande et la consommation.

Il est également sensible que l'impôt des revenus est incompatible avec celui du capital. Quand on a pris pour base d'un impôt une moyenne de revenu, on s'est ôté formellement le droit d'imposer le même revenu, sur le chiffre réel de chaque année. En faisant passer un second impôt dans le même chemin, pour glaner ce qui a échappé au premier, on détruit inmanquablement leurs avantages respectifs, pour ne garder que leurs inconvénients. Dans cette impossible combinaison, l'impôt des revenus qui n'atteint que le travail fécond, réprimerait l'épargne ; il prohiberait le succès que l'impôt du capital avait favorisé. Aucun système n'aurait plus besoin d'être général que celui fondé sur un impôt véritable des revenus. Autrement, on tombe dans les questions inextricables que nous avons vues se soulever quand on nous a proposé un income-tax. Faut-il exempter la terre déjà surchargée, le commerce déjà patenté ? Si on le fait, on aggrave les chances de l'arbitraire, on jette la notoriété dans des distinctions qu'elle ne peut faire. Si on ne fait pas la défalcation, non-seulement du montant

des impôts existants, mais de leur charge correspondante, on tombe dans d'intolérables injustices. Je ne dis pas que l'impôt des revenus s'adapte bien à un système de taxes indirectes; mais comme je ne crois pas à l'expansion régulière de ces taxes, on trouve dans ce cas le revenu des capitaux qu'une consommation disproportionnée n'a pas atteints; on n'impose pas aussi rigoureusement la même chose. La modération, qu'on sera toujours obligé de garder à l'impôt des revenus, prouve combien il est exclusif de sa nature, et combien il est loin des conditions financières de notre temps.

L'impôt sur le capital se concilie avec celui de l'enregistrement, pourvu que l'on ne perde pas de vue que ces deux impôts frappant; l'un sur le capital lui-même, l'autre sur son mouvement, frappent une seule chose; et qu'on ne dépasse pas la mesure raisonnable d'un même impôt. C'est un enfantillage de calculer les charges de la terre au cinquième du revenu; si, par un impôt d'enregistrement, rejeté presque en entier sur elle, on double ce cinquième. Mais ces deux impôts, dont l'un se paye le plus souvent sans travail, sur un fait étranger et heureux; valent mieux qu'un seul s'élevant au chiffre des deux.

La combinaison des impôts, quels qu'ils soient, se décide par des principes analogues; et, sans pousser ces recherches plus loin, on voit que l'impôt du capital, s'il est généralisé; ne s'accorde guère qu'avec des monopoles. Ces monopoles, bien choisis et bien étudiés; fournissent le supplément nécessaire d'un impôt s'étendant déjà sur toute la richesse acquise. Dans l'état actuel des choses en France, une première ressource doit se chercher dans la réduction des dépenses que l'Etat a imprudemment prises à sa charge; une décentralisation intelligente est devenue indispensable; au point de vue financier, comme à beaucoup d'autres. En gardant quelques monopoles donnant des recettes; il faudrait se débarrasser des monopoles qui n'occasionnent que des dépenses. Quelques vérités comprises allégeraient vite nos budgets. Ainsi, si l'on se décidait à supprimer l'instruction publique, ou du moins le monopole de l'instruction, on aurait fait disparaître le seul obstacle que l'instruction pouvait rencontrer dans des siècles comme le nôtre; et l'on épargnerait plus que les 20 millions qui figurent dans le budget de ce *ministère des familles*. — Il suffirait de rendre à nos communes une existence réelle, pour alléger encore plus les dépenses générales.

Il n'y a pas de réplique à des chiffres qui le démontrent impitoyablement. Notre agriculture ne donne pas 3, ne donne pas 2 pour 100; prise en masse, elle est en perte tous les ans. Sans la petite culture; qui s'est habilement, résolument jetée dans les intervalles de nos impôts mal joints, l'édifice aurait craqué dans sa base, et nous serions obligés d'acheter aux étrangers une bonne partie de notre subsistance, sans moyen de la payer. Ce n'est pas, néanmoins, un dégrèvement notable qui peut, de longtemps, être accordé à la terre. C'est en corrigeant une disproportion intolérable de charges qu'il faut faire cesser un état alarmant.

Un premier soulagement viendra de la suppression des taxes indirectes qui pèsent sur elle; la terre a plus qu'acheté la libre circulation intérieure

de ses produits. Un autre soulagement viendra de la réforme complète de notre enregistrement, qui peut, sans diminution de recette, être ramené à des proportions plus justes, au profit de notre capital foncier, qui doit d'ailleurs prendre la plus forte part, mais qui ne doit pas supporter le tout.

Mais c'est surtout par la généralisation de l'impôt que doit arriver le soulagement, et que la position du capital foncier peut s'équilibrer avec celle des autres capitaux. L'impôt des capitaux à rente est la plus grande question financière du moment. On a manqué depuis deux ans des occasions où cette réforme se serait mieux fait accepter ; on a beau faire, il y faudra venir.

Il y a aujourd'hui, en France, non pas 4, non pas 6, non pas 14, comme les bureaux l'ont successivement déclaré, mais 20 milliards à peu près de créances hypothécaires imposables. Il y a au moins autant de créances chirographaires. Viennent ensuite les créances sur l'Etat et les actions industrielles, qui ne peuvent être imposées que lorsque toutes les autres le seront, mais qui ne perdront aucun de leurs avantages actuels, si l'impôt est général. Toute la richesse n'est pas là, mais tout le revenu net du pays passe aux rentiers et au delà, car la dette croît toujours. L'impôt sur ces valeurs est le plus facilement pondérable et le plus aisé à proportionner avec le revenu. On peut même les amener à la lumière en corrigeant quelques subtilités poussièreuses de notre législation civile et en substituant des garanties justes aux désordres de notre crédit privé, qui usent depuis bien longtemps la confiance. Pour elles, mais pour elles seules, un système d'assurances libres peut être essayé. — On ne saurait sans un péril public, et sans soulever de vives impatiences, demander toujours à ceux qui n'ont pas. — La dette générale, publique et privée de la France est peut-être aujourd'hui la plus grande à laquelle aucun peuple soit arrivé. Le taux de liquidation de nos faillites, la rapide expropriation de la terre, l'ilotisme frémissant de nos campagnes, le disent assez haut. N'écoutez pas ceux qui vivent de ce désordre, quand ils répondent que ce que l'un a de moins l'autre l'a de plus. Il y a là des profondeurs qu'il faut oser sonder, une solution qu'il faut préparer, des crises qu'il faut prévenir.

Je prie qu'on me permette, en finissant, une digression que je me suis déjà interdite une fois, mais qui rentre dans ma conclusion : un esprit saillant et inquiet jette dans ses écrits des lumières parfois inattendues ; mais, pour ne pas s'avouer les premières erreurs où l'entraîna l'ignorance des plus simples notions économiques, il les jette à l'impuissance et au chaos. Habile à chercher des raisons dans les exemples d'un passé différent, dans les méprises de l'Eglise se mêlant d'économie politique, il veut faire de l'intérêt de l'argent un amortissement ou amener même la gratuité du prêt ; que sais-je ! prohiber le capital, de la même manière qu'il trouve dans les abus du gouvernement les motifs de sa suppression. Il est certain, en principe du moins, que si l'Etat a le droit de fixer l'intérêt de l'argent à 5 p. 100, il a celui de le fixer à 1 et même à rien. A cet égard, c'est

moins le droit que l'efficacité de la loi que la science a contesté. L'acceptation de l'argent, comme intermédiaire de toutes les transactions, semble même lui créer une position particulière et le laisser sous la main du législateur. Mais, comme l'argent tient ce caractère non-seulement de sa valeur comme marchandise, non-seulement du consentement d'un peuple, mais de celui de tous les peuples civilisés, il faudrait le même consentement général pour supprimer sans danger l'intérêt de l'argent. Les capitaux purement pécuniaires forment une station utile, inévitable de la création de la richesse. L'interdiction de l'intérêt serait celle de la station. L'industrie et le travail lui-même souffriraient trop de cette nécessité de se convertir sans retard, et s'il n'y avait que des outils ou d'autres capitaux pareils à louer, l'adaptation du débiteur au créancier deviendrait souvent bien difficile.

Toutefois, la station ne doit pas être trop longue, et surtout, elle ne doit pas par un privilège, plus dangereux ici qu'ailleurs, créer aux rentiers une position qui, par elle-même exempte de travail, soit libre en même temps de toute obligation sociale, qui s'affranchisse des charges communes et devienne trop visiblement préférable à toutes les autres. Dans un Etat où les propriétaires et les entrepreneurs devraient peu, où les commerçants n'achèteraient qu'avec leurs fonds, il y aurait plus d'améliorations et moins de désordres ; on ne donnerait pas autant au hasard ; le progrès subirait moins d'échecs et rencontrerait moins d'obstacles. La société a un intérêt immense à ce qu'il y ait peu d'emprunteurs, car une société où l'on ne travaille que pour autrui, où la peine est trop souvent frustrée de sa récompense, s'énerve ; elle doit finir par jeter ce cri de l'abolition des dettes, dont les Juifs, à qui s'adressaient les paraboles divines, avaient fait une loi, ce cri que les échos du mont Aventin ont plus tard répété. — La société qui prohiberait le capital supprimerait, aujourd'hui du moins, à peu près le travail ; mais une société qui privilégie le capital décourage aussi le travail.

L'observation a pu s'en faire fréquemment. Les capitaux disponibles, quand on leur fait dans la société une position supérieure, doivent tendre à s'accroître sans cesse de la détresse des autres. Leur abondance est souvent signe de ruine ; c'est la baisse non légiférée du taux des intérêts qui est le signe véritable de la prospérité. L'esprit rêveur peut se faire une société où, l'Etat fabriquant des capitaux, et les possesseurs des autres valeurs comme tout le monde n'ayant qu'à se baisser et à tendre la main pour en prendre, le signe des valeurs serait à peu près supprimé et la machine sociale arrêtée du coup. Mais, on le voit : cause, motif, prétexte, il y a une injustice, une faute, une négligence, un encouragement si vous voulez, correspondant à chaque utopie socialiste, à chaque piraterie du libre examen.

C'est une erreur vieillie de croire que la fixation de l'intérêt équivaut à l'impôt, et que le prêteur a toujours le moyen de le rejeter sur l'emprunteur. Si l'impôt atteint tous les capitaux qui sont à louer, les risques demeurent les mêmes ; l'offre et la demande de ces capitaux ne sont nullement modifiées. Mais il est impossible qu'un long et exorbitant privilège n'amène

pas, après cinquante ans, de grands désordres ; ne les laissons pas durer et s'agrandir. Le marchand use plus utilement de sa liberté en plaçant l'argent qu'il a gagné en marchandises ; pourquoi lui imposer une patente ? Le cultivateur a payé sa terre, et il n'en retire qu'un demi-intérêt arrosé de ses sueurs ; pourquoi ces lourdes taxes ? Le capital qui se loue doit la taxe à aussi bon droit au moins. L'impôt de ce capital est donc d'une justice irrésistible ; et il ne faut pas se lasser de le répéter, car il faut qu'on finisse par le comprendre, la souveraineté de la justice est irrécusable en finances.

DAVID (DU GERS).

DU PROJET DE LOI

TENDANT

A LA MODIFICATION DES DROITS DE DOUANE SUR LES BESTIAUX ÉTRANGERS.

Depuis plus de vingt ans on réclame une réduction, avec changement dans le mode de perception, des droits dont les bestiaux étrangers sont frappés à leur entrée en France. L'injustice d'une tarification qui ne tient aucun compte du moindre poids de certains animaux, a été surabondamment démontrée. Cependant les propositions les plus justes et les plus modérées ont toujours été repoussées, grâce à la coalition de ceux qui, se prétendant les représentants de l'agriculture, représentent tout simplement l'intérêt de certains propriétaires qui de tout temps ont voulu pouvoir élever le taux des fermages aux dépens des véritables agriculteurs, aussi bien que des consommateurs.

Nous avons traité la question des bestiaux dès l'apparition du premier volume de ce recueil, et nous avons dû y revenir fréquemment depuis lors¹. Nous ne nous laisserons pas décourager tant qu'il s'agira de combattre les dispositions absurdes de nos tarifs ; nous revenons donc aujourd'hui à nos moutons, ou plutôt à nos bœufs, à l'occasion d'un projet de loi préparé par le ministre du commerce, et sur lequel il a consulté récemment le Conseil général de l'agriculture et du commerce, ainsi que le Conseil d'Etat.

¹ Voir le *Journal des Économistes*, t. I, p. 277, et t. XI, p. 121.

Il est nécessaire, avant d'aborder ce nouveau projet, de rappeler sommairement les faits.

Le bétail étranger était, antérieurement à 1816, exempt de tout droit à l'entrée en France. Les lois des 15 mars 1791 et 24 nivôse an V avaient maintenu l'exemption de taxe qui existait avant 1789.

La loi du 28 avril 1816 ne fut pas aussi libérale, et, dans un intérêt purement fiscal, elle fit prendre place aux bestiaux dans le tarif; les droits furent fixés à :

3 fr. par tête pour les bœufs et taureaux.

1 fr. par tête pour les vaches, génisses et bouvillons.

25 c. par tête pour les veaux, avec des taux analogues pour les moutons et les porcs.

Ces droits n'étaient pas assez élevés pour entraver la circulation du bétail d'une rive à l'autre du Rhin, sur la frontière Suisse ou du côté des Etats sardes; cette circulation avait lieu au grand avantage de toutes les parties, sans plus d'inconvénients que lorsque la limite de l'empire français était portée, à l'Est, sur la ligne de Hambourg à Rome. Pendant les sept années de 1816 à 1822, le nombre de bêtes de race bovine introduites de l'étranger fut en moyenne, de 57,600 par an.

Mais on était alors dans toute la ferveur de l'établissement du régime protecteur, et chacun cherchait à s'y faire une part. La majorité dans les Chambres législatives se composait de ces *ultra-royalistes*, qui, rentrés dans de vastes propriétés territoriales, voulaient en tirer le plus grand parti possible. Les frais de culture restant les mêmes, toute prohibition d'un article de production similaire de l'étranger, en amenant une hausse dans les prix, se traduisait promptement en une augmentation du taux des fermages. Le gouvernement n'entraît pas à leur avis assez hardiment dans cette voie; aussi, quand il proposa en 1822 de porter le droit à 30 francs par tête de bœuf, les *Darblays* de l'époque l'élevèrent par amendement à 50 fr., soit, avec le décime, 55 fr.

On comprenait cependant encore que les animaux jeunes ou maigres qui peuvent venir du dehors sont une recrue précieuse pour l'agriculture, en ce qu'ils consomment des fourrages et fournissent de l'engrais, avant d'être prêts pour la boucherie; aussi le droit était-il réduit de moitié à leur égard. Cette facilité, excitant encore la jalousie des protectionnistes, fut retranchée en 1826.

Cependant, l'accroissement de la population humaine tend à marcher plus rapidement que la multiplication des animaux qui servent à sa nourriture. Le morcellement des héritages et la petite culture sont peu favorables à l'élève du bétail dans tous les pays où ce système prévaut, et il y aurait là avantage à encourager l'arrivage des animaux jeunes, qui sont en quelque sorte une des matières premières de l'agriculture.

La viande devenant plus chère dans les grands centres de population, le gouvernement songea enfin à modifier les rigueurs du tarif : en 1832, il proposa à la Chambre des députés d'abaisser les droits à 25 fr. par tête de bœuf et à 15 fr. par tête de vache ; en 1834, il proposa, par un système plus rationnel, de convertir le droit par tête en un droit au poids et de le fixer à 7 centimes par kilogramme des animaux sur pied, ajoutant même que le droit maximum pour un seul animal ne pût dépasser 40 fr. Cette modification devait avoir double avantage : abaissement du droit et faculté de faire entrer des bêtes de toute grandeur. Vain espoir, tout fut rejeté.

Les Conseils généraux de l'agriculture, des manufactures et du commerce, ayant été réunis en 1837 et en 1844, la question des bestiaux leur fut encore soumise.

Les Conseils du commerce et des manufactures se trouvèrent d'accord pour se prononcer en faveur de la conversion du droit, le premier proposant de le fixer à 5 centimes par kil., le second à 10 centimes.

Le Conseil d'agriculture persista à se refuser à toute modification, et par récrimination contre les populations des villes, demanda que la conversion de droit n'eût lieu qu'en ce qui concernait les octrois.

Pour les droits à l'entrée des villes, la conversion ne pouvait avoir quelque importance que là où les droits étaient élevés, bien qu'ils fussent partout inférieurs aux droits imposés aux frontières. Toutefois, M. Desmousseaux de Givré ayant obtenu un vote de la Chambre des députés, pour rendre la conversion obligatoire pour les villes, l'application en a été faite, et l'expérience prouve que rien ne serait plus facile que d'appliquer la même mesure à la perception du droit de douane.

On peut donc dire qu'il n'y avait pas de question qui fût plus complètement élucidée que celle-là, avant même que M. Dumas en saisît le triple Conseil assemblé cette année.

Il reste à mentionner un fait, c'est celui qui résulte d'une disposition d'un traité passé avec le gouvernement des Etats sardes, et sanctionné par une loi du 9 juin 1845. Pour les animaux de cette provenance, le droit par tête a été gradué à raison du poids, avec réduction d'un cinquième (40 fr. au lieu de 50 fr.) sur le poids maximum, savoir :

	Bœuf.	Vaches.
400 kil. ou plus.	40 fr.	} 20 fr. » c.
300 kil. et moins de 400 kil. .	35	
200 kil. et moins de 300 kil. .	25	12 50
150 kil. et moins de 200 kil. .	17 50	8 75

L'adoption de cette mesure a eu pour effet d'introduire une nouvelle anomalie et une nouvelle complication dans nos tarifs ; non-seu-

lement les droits sont maintenant variés suivant les produits, mais encore suivant les provenances. Nous avons des zones pour le tarif des droits sur les grains, des zones pour l'introduction des houilles, nous avons maintenant des zones pour l'entrée des bestiaux. Les Français ne sont plus égaux devant la loi de douane, suivant qu'ils habitent près de l'une ou l'autre de nos frontières.

Le projet de loi nouveau aurait pour effet d'entrer plus avant encore dans cette voie déplorable, et de créer une zone de plus et une tarification nouvelle pour l'introduction des bestiaux par la frontière de l'Est, à partir de Sierk (Moselle) inclusivement, jusqu'à Bellegarde (Ain). La classification serait la même que pour les provenances sardes, mais les droits seraient portés pour chacune des quatre classes à 50, 40, 30 et 20 francs.

Sous l'empire de la législation existante, le droit est prohibitif pour les bœufs de petite taille; en effet, il présente les proportions suivantes :

0.11 centimes par kil.	pour les bœufs de. . .	500 kilogrammes.
0.13	pour ceux de.	400 —
0.18	de.	300 —
0.22	de.	250 —
0.27	de.	200 —
0.36	de.	150 —

Les tableaux officiels de l'administration des douanes donnent comme mouvement des animaux de race bovine :

	Importation.	Exportation.
En 1822.	45,075 têtes.	9,582 têtes.
1830.	53,484	7,292
1842.	50,176	10,548
1844.	55,853	10,293
1846.	40,855	18,816
1847.	37,959	24,370
1848.	29,264	21,197

Si l'on recherche quel a été l'effet du traité avec les Etats sardes, pour ce qui concerne l'entrée du bétail appelé à combler l'insuffisance d'approvisionnement des départements du Midi et en particulier du port de Toulon, et si l'on prend les deux années qui ont précédé le traité et les deux années qui ont suivi son application, on trouve :

En 1844, importation.	1,304 têtes de bétail.
1845 —	1,134 —
1847 —	2,163 —
1848 —	2,037 —

Ces nombres sont bien peu importants, et, en comparant l'année 1847

à l'année 1844, on voit que s'il est entré 1,000 bœufs de plus dans les départements du Midi, alors qu'il s'en consomme annuellement 95,000 à Paris seulement, il en est sorti d'un autre côté, et notamment par les frontières du Nord, 14,000 de plus.

Dans la plupart des pays qui nous entourent, le prix de la viande est, dans les villes, à peu près le même qu'en France; et le plus grand des faits économiques de ces dernières années, la réforme douanière de l'Angleterre, ne peut rester sans être mentionnée quant à son effet sur le commerce général du bétail.

Depuis cette réforme, à laquelle sir Robert Peel a si glorieusement attaché son nom, l'entrée des denrées alimentaires est libre, et l'importation pour les cinq premiers mois seulement de cette année n'a pas été moindre de 15,000 têtes de la race bovine.

En présence de ces faits, l'invasion des bœufs étrangers en France, que le maréchal Bugeaud a eu le tort de redouter, est-elle vraiment possible? Ce qu'il faut craindre, au contraire, c'est de manquer d'approvisionnement pour les villes; c'est que l'agriculture manque d'élèves et de bestiaux maigres pour utiliser ses fourrages et pour lui donner des fumures.

Pour nous résumer, en ce qui concerne le tarif de douane, il y a quatre partis à prendre : deux de ces partis seraient bons quoique à différents degrés, et deux seraient mauvais.

Les deux bons partis seraient :

Ou la conversion du droit par tête en droit au poids avec fixation du droit à 5 centimes par kilogramme de l'animal sur pied ;

Ou, ce qui serait moins bon, sans doute, mais cependant encore équitable, l'extension à tous les bureaux frontières du régime actuellement en vigueur sur la frontière des Etats sardes.

Les deux mauvais partis auxquels nous voulons faire allusion sont :

L'adoption du projet établissant un nouveau système pour la zone de Sierck à Bellegarde.

Ou bien enfin le pire de tous le *statu quo*.

Ecouterait-on les conseils de la science éclairée par les faits? Saurait-on voir où est le véritable intérêt national? Rien n'est plus douteux, et il est au contraire plus que probable que la coalition des sourds et des aveugles fera prévaloir encore une fois le parti des ajournements.

HORACE SAY.

DES BANQUES EN FRANCE.

(Suite et fin ¹.)

Le 16 mars 1848, des innovations ou des imitations, qui semblaient encore si éloignées, si impossibles un mois auparavant, ont été de bien loin dépassées. Depuis la révolution, l'encaisse de la Banque, il est vrai, avait beaucoup diminué, tant du fait du gouvernement que des particuliers; du 26 février au 15 mars, le Trésor seul retira 77 millions. Les recettes, d'autre part, s'opéraient avec une extrême difficulté; une échéance de 26 millions ne donna lieu qu'à une rentrée de 47,000 francs en espèces, et les billets se présentaient en foule au remboursement. En dernier lieu, cinq bureaux ne suffisaient plus à les recevoir; le 15 mars, il y eut à rembourser 10 millions. Néanmoins la Banque restait le seul établissement de crédit fonctionnant à Paris, je pourrais dire en France. Tout le monde sentait qu'une mesure extraordinaire devenait inévitable. Le gouvernement para à ces difficultés en dispensant la Banque, sur sa propre demande, de rembourser ses billets, et en leur donnant cours forcé. La première de ces mesures était loin pourtant d'être indispensable; la seconde, je l'ai déjà dit, ne doit jamais être tentée. La suspension de paiement ne peut, en effet, être acceptée par une banque qu'à la dernière extrémité; c'est une mesure de faillite, et il restait encore à la Banque 60 millions d'espèces; c'était environ le quart de sa circulation en billets, qui était de 264 millions: sa réserve dans les départements était proportionnellement aussi considérable. Elle a capitulé à la première sommation. Et quant au cours forcé donné à une monnaie toute fictive, de pure convention, à de simples promesses, s'il est un moment où ce soit sans justification, c'est assurément lorsqu'on en détruit la garantie, qui réside seulement dans la faculté de les échanger contre du numéraire métallique ².

On avait agi plus prudemment, plus équitablement, durant les crises précédentes. En 1805, par exemple, le portefeuille de la Banque se trouvait encombré de valeurs très-médiocres; beaucoup d'ouvriers étaient aussi sans ouvrage, et le public s'effrayait. La Banque, le 23 septembre, n'avait plus qu'un encaisse de 1,185,000 fr.; la quantité des billets était, au con-

¹ Voir les livraisons des 15 janvier, 15 février et 15 octobre 1849, et 15 juin 1850.

² Prendre une pareille mesure, c'est assurément un excès de pouvoir; mais quand les banques sont soumises à la réglementation et jouissent du monopole, il est naturel que le gouvernement intervienne dans leur gestion aux moments de crise. Un vice en entraîne un autre.

traire, excessive. On se contenta cependant de décider que chaque jour on n'échangerait des billets que pour 500,000 fr. La restriction commença en octobre ; la Banque s'appliqua à diminuer la quantité de ses billets, de même qu'à se procurer de l'argent, et, le 25 janvier 1806, les remboursements purent être illimités. Dans l'intervalle, il est vrai, l'empereur avait remporté la victoire d'Austerlitz ; mais les victoires les plus belles ne valent pas pour le crédit un mois de sécurité. Le plus fort de la crise avait été au moment de la capitulation d'Ulm.

Le même expédient fut employé en 1814. Le 12 octobre 1813, la Banque ne possédait que 12 millions en écus, pour faire face à 57 millions de billets et à 7 millions de dépôts en compte-courant. Toutefois elle résista, elle tint bon. Ce ne fut que le 18 janvier 1814 que son Conseil général fut d'avis de limiter, comme en 1805, le remboursement des billets à 500,000 fr. par jour ; et dès le 16 avril suivant, on put revenir au remboursement à volonté. La Banque d'Angleterre, au reste, avait eu recours à un procédé de pareille nature en 1745, lorsque l'armée du prétendant était déjà à Derby. Pressée par des demandes innombrables de remboursement, elle s'avisait, pour gagner du temps, de faire tous ses paiements en pièces d'un schelling et d'un demi-schelling ¹.

Sans doute, un remboursement de 500,000 fr. par jour est bien restreint ; mais il suffit pour faire que le billet de banque ne devienne pas du papier-monnaie. Si la conduite de la Banque, après la révolution de Février, a une excuse, elle se trouve uniquement dans les désastres, si prompts et si généraux, que devait causer l'incapacité du nouveau gouvernement. Il était réservé à ce pouvoir, sur lequel je ne puis dire ici mon opinion, de rendre, de toutes parts, inévitables des mesures désespérées. Toujours est-il que la restriction seule imposée à l'émission de la Banque, qui n'a pu s'élever d'abord au-dessus de 350 millions, puis au-dessus de 450 millions, après la réunion des banques départementales, enfin au-dessus de 525 millions depuis la loi du mois de décembre dernier, à moins que tout billet excédant cette somme ne fût représenté par une valeur correspondante dans ses caisses, toujours est-il que, seule, cette restriction a épargné au pays les malheurs des assignats. Dans cette réserve s'est trouvée, se trouve encore toute notre sauvegarde. Si l'émission des billets, qui ne sont plus remboursables en argent, dépassait effectivement 525 millions, surtout dans ce temps d'amoindrissement de la production, de cessation des affaires, elle serait exagérée, n'aurait plus d'emploi, et aussitôt leur dépréciation arriverait, les valeurs se trouveraient sans cours, toutes les fortunes seraient remises en question ².

Le papier-monnaie est toujours, d'ailleurs, le péril des grandes crises, comme l'expédient favori des gouvernements dans l'embarras ; à bout de

¹ J'ai parlé des autres crises subies par la Banque d'Angleterre dans mon second article.

² La Banque est tenue de publier un compte de sa situation tous les huit jours au lieu de ne le faire que tous les trois mois, ainsi que l'avait prescrit la loi de 1840.

ressources, avec des chiffons on croit faire de l'or ; mais je le disais ailleurs ¹, c'est de l'or déprécié dès qu'il apparaît. Quelques coups de balancier qui tombent sur des rames de papier, semblent créer de la valeur ; mais il n'y a que les besoins de la circulation qui fassent le prix, la valeur du numéraire, et jamais le papier n'en conserve quand on ne peut plus espérer de l'échanger contre de la monnaie métallique. Que valaient, par exemple, les 45 milliards et demi d'assignats de notre première République ² ? J.-B. Say voyait vendre 600 fr. une livre de beurre. Le rouble de papier, en Russie, est tombé de 100 copecks à 25 ; le florin de papier ne représente, en Autriche, que la treizième partie du florin en argent. Souvenez-vous aussi des cours récents des papiers-monnaies de Rome, de Turin et de Florence ; leur dépréciation était au moins de 30 à 40 pour 100. Et nuls décrets n'empêchent de tels résultats, pas plus ceux d'une Assemblée, comme la Convention ³, que ceux d'un régent, comme le duc d'Orléans, ou d'une impératrice comme Catherine II. Il ne saurait suffire non plus, pour faire oublier ses malheurs au pays ruiné, d'un vote parlementaire, semblable à celui des Chambres anglaises de 1810, décidant que le papier de la Banque n'avait subi aucune dépréciation, alors qu'il perdait 20 pour 100 ; ni probablement même d'une sentence aussi philosophique que celle qu'on lisait sur quelques assignats ⁴ : « Doit-on regretter l'or quand on sait s'en passer ? » Il n'est pas de gage, d'autre part, capable évidemment de rendre le papier semblable aux métaux précieux ; or, rappelez-vous quel avilissement ils subirent, en se multipliant, à la suite de l'exploitation des mines de l'Amérique, au seizième siècle. Cependant leur plus grande quantité avait mis un demi-siècle à se manifester, et, loin de causer de l'effroi, ils semblaient à tous la seule forme de la richesse. Qu'importe, d'ailleurs, l'excellence d'un gage à qui a besoin de monnaie, cette marchandise demandée partout, toujours divisible, qui convient infailliblement, disait Say, au possesseur de la denrée qui vous est actuellement nécessaire ? La garantie des biens des émigrés et du clergé n'a pas plus empêché la dépréciation de nos assignats, que celle des hypothèques conférées par Catherine II n'a prévenu la dépréciation de ceux qu'elle jeta dans la circulation. On est donc forcément entraîné, une fois livré au papier-monnaie, à le multiplier sans cesse en cherchant à combler les déficits qu'on éprouve, et chaque augmentation ne sert qu'à en accroître l'avilissement, tout en faisant que le capital circulant du pays, repoussé alors de la circulation, s'exporte à l'étranger. C'est pourtant durant les crises que sont surtout nécessaires les métaux précieux, seules

¹ *L'Administration des finances en 1848 et en 1849*, p. 37.

² On en a fabriqué pour 45 milliards 578 millions de fr. — Il en est resté, lors de la démonétisation, les trois quarts, qui n'ont pas été retirés. 100 fr. d'assignats valaient alors 3 sous 6 deniers.

³ En 1793, la Convention décréta six ans de fers contre quiconque échangerait une quantité d'or ou d'autres valeurs contre une quantité nominale plus grande d'assignats.

⁴ Les assignats d'un sou. Il a été émis des assignats de deux liards. Ceux-ci portaient ce vers sentimental : « Ne me refuse pas au malheur qui t'implore ! »

choses qui gardent à de tels moments leur valeur, et soient reçues comme agents d'échange sur tous les marchés:

Les assignats perdirent, dès l'origine, 25 et 30 pour 100; on les multiplia, puis, leur dégradation devenant telle qu'ils n'avaient réellement plus de cours; il fallut y renoncer. On tenta alors de les remplacer par les cédulés hypothécaires. Le Comité de législation de la Convention affirmait par l'organe de son rapporteur, en proposant ce nouveau papier, que « les Français, devenus par ce moyen libres et opulents, pourraient dicter des lois au monde »; par malheur, il fut décrédité avant même de sortir des presses nationales. Pareillement le rapporteur du Comité du crédit foncier voyait, dans les deux milliards de *bons hypothécaires* à cours forcé qu'il proposait, il y a deux ans, à la Constituante, des *mines d'or*; mais ces bons, on s'en souvient, ne purent soutenir l'examen; la première discussion¹.

Aussi, dès qu'apparaît le papier-monnaie, n'y a-t-il plus de transaction qu'au comptant; les rapports des propriétaires et des fermiers, des créanciers et des débiteurs, sont-ils troublés, changés, détruits. Le commerce est anéanti, le travail s'arrête, et tandis que le salaire disparaît, le prix des denrées nécessaires à la vie se décuple: on a institué la terreur financière. Le gouvernement lui-même ne tarde pas à ressentir les désastres de la mesure qu'il avait prise d'abord pour un secours. N'ayant plus, pour faire face à ses dépenses qui restent ce qu'elles étaient précédemment, que des billets dépréciés, il est bientôt entraîné jusqu'à la banqueroute; car l'emprunt n'offre plus de ressources quand la confiance est perdue, que le crédit n'a plus de base; et comment augmenter les contributions lorsque chaque intérêt souffre, que la ruine atteint tout le monde, sauf les endettés, comme le montrait si bien Dupont de Nemours, dans son célèbre pamphlet *Des effets des assignats sur le prix du pain?* La pente est trop rapide, elle ne se termine qu'à l'abîme. Assurément, l'abbé Terrasson, si justement critiqué par Turgot, ne soutiendrait plus aujourd'hui que l'Etat peut toujours et valablement payer avec sa promesse même, par le moyen de ses billets.

Plus tard, sans doute, les métaux reparaissent; il faut bien un agent des échanges, et leur prix élevé les attire de l'étranger; mais auparavant toutes les fortunes ont été bouleversées, et ce retour coûte encore des milliards au commerce, au pays.

La circulation d'un papier déprécié réalise, en les exagérant, tous les effets produits autrefois par l'altération des monnaies métalliques. Au reste; depuis le dix-septième siècle, on crée du papier-monnaie seulement dans les circonstances où, durant le moyen âge, on dégradait le numéraire. Il ne revenait qu'au triumvirat romain de commettre de nos jours ces deux spoliations, ces deux crimes simultanément. Quand un Etat, comme un particulier, est dans la nécessité de faire banqueroute, une banqueroute franche, loyale,

¹ Il est fort curieux de rapprocher les deux rapports de 1793 et de 1848. Les mêmes erreurs s'y trouvent, et souvent les mêmes termes.

publique, Adam Smith a raison, est toujours la mesure la moins déshonorante et la moins nuisible.

Aussi l'histoire du papier-monnaie est-elle celle des plus grands désastres financiers. Il a ruiné la France sous Law, en prenant la forme de billets de banque, et durant la première révolution, en prenant celle d'assignats¹. Il a désolé les États-Unis, pendant la guerre de l'indépendance, sous le nom de *continental money*, et en 1815 sous le nom encore de billets de banque, ainsi que l'Autriche en 1809 ; il a perdu la Suède, le Danemarck, la Russie, le Brésil, Buénos-Ayres. Il n'y a que l'Angleterre qui en ait médiocrement souffert, comme je l'ai montré, et par suite des causes que j'ai indiquées, de 1797 à 1821. Sa Banque, soutenue par l'admirable patriotisme du commerce britannique, sut, durant ce temps, conserver son émission dans d'assez sages limites. Le point culminant a été, au 10 juin 1814, une somme de 29,832,900 liv. st., qui a été réduite, au 1^{er} novembre de la même année, à 27,857,290 liv. st. Cependant la dépréciation de ce papier atteignit un moment 30 p. 100.

Je l'ai déjà dit : ce n'est que par la certitude et la facilité d'être échangée contre de la monnaie métallique que le papier-crédit peut sembler en remplir la fonction. Quand il est privé de cette faculté, sa valeur est incertaine et arbitraire, et le pire de tous les agents de circulation est sans contredit, on l'a remarqué, celui dont on ne peut pas dire ce qu'il vaut.

C'est après avoir reconnu cette vérité que l'intermédiaire des échanges doit être toujours en proportion des besoins de la circulation, qu'il importe en conséquence « que la quantité du papier soit réglée d'après la valeur du métal qui est admis comme mesure commune² », que Ricardo, voulant l'agent des échanges le moins coûteux possible, demandait que tout le numéraire fût en papier de banque, mais remboursable, à volonté, en lingots d'or et d'argent, évalués au titre et au prix de la monnaie. On économiserait ainsi, disait-il, les frais qu'entraîne l'emploi des métaux précieux ; car, malgré la faculté qu'on en aurait, l'embarras d'avoir des lingots ne les ferait pas demander, et la Banque, d'autre part, en présence d'une menace constante de remboursement, restreindrait ses émissions dans de justes bornes.

« La monnaie est dans l'état le plus parfait, disait-il, pour rappeler ses célèbres paroles, quand elle se compose uniquement de papier, mais d'un papier dont la valeur est égale à la somme d'or qu'il représente. » Cependant, aussi longtemps que les métaux précieux feront l'office de numéraire dans le monde civilisé, aucun peuple ne pourra tenter, sans péril, d'adopter pour agent exclusif de la circulation le papier de Banque. Et, dois-je le répéter ? les billets ne remplacent pas réellement le numéraire ; ils n'en ont pas vraiment la fonction. Leur remise nève les dettes, les change de tête, elle ne les éteint pas, elle ne les efface pas. Ce sont des promesses sous la garantie de

¹ Voyez, pour l'histoire des billets de la Banque de Law et des assignats, le *Traité d'économie politique* de J.-B. Say, liv. I, ch. xxvi, et son *Cours*, 3^e partie, ch. xvi.

² Voyez Ricardo, *Principes de l'économie politique*, ch. xxvii.

simples particuliers ou de puissantes et riches compagnies, mais ce ne sont que des promesses. Si on semble les accepter comme on ferait d'écus, c'est seulement à cause de la certitude que l'on a de pouvoir se les faire rembourser à simple présentation. C'est donc uniquement des habitudes, des mœurs, des progrès du crédit, de l'expérience, qu'il faut attendre, non, comme le pensait Ricardo ou comme l'a écrit depuis lui Henry Parnell, l'usage absolu du papier, mais son extension, son emploi aussi général qu'il peut l'être. Quel que soit, d'ailleurs, le mérite des moyens dont on se sert, lorsqu'on prétend imposer la confiance, la sécurité, on engendre infailliblement la crainte, la défiance. Turgot le disait déjà, sans peut-être se rendre très-exactement compte du rôle du papier dans la circulation : « une monnaie de pure convention, qui ne peut s'échanger contre une valeur acceptée par tous, est une chose impossible ¹. »

II.

Le décret organique du 16 janvier 1808 avait accordé à la Banque de France, ou plutôt lui avait prescrit d'avoir des comptoirs *dans les villes où les besoins du commerce en feraient sentir la nécessité*². Les premiers ont été établis à Rouen et à Lyon, en 1808, et à Lille en 1810; mais ces trois comptoirs furent bientôt supprimés, le dernier dès 1813, les deux autres en 1817, après avoir été d'une complète inutilité. C'est seulement ensuite en 1835 que la Banque renouvela sa tentative, en fondant deux nouveaux comptoirs, l'un à Reims et l'autre à Saint-Etienne. Trois ans plus tard, elle en établit à Montpellier et à Saint-Quentin; en 1840 elle en créa à Angoulême et à Grenoble; en 1842, à Besançon, à Caen, à Châteauroux et à Clermont; en 1844, à Mulhouse; en 1846, à Strasbourg, au Mans, à Nîmes et à Valenciennes; en 1847, elle fut autorisée à en fonder un à Alger, auquel elle a renoncé depuis; enfin en 1848, il lui a été concédé d'en établir un à Metz, et cette année un autre à Limoges.

Le capital affecté à chacun de ces comptoirs est de 2 millions. Tous ne prennent, du reste, à l'escompte, au même taux que la Banque, que des valeurs payables soit dans les villes où ils sont établis, soit à Paris. Ils ne peuvent pas accepter celles qui sont payables sur les places où se trouvent d'autres comptoirs. Bien plus, la Banque n'escompte pas à Paris les effets remboursables dans les villes où fonctionnent ses succursales; elle se charge seulement de rembourser leurs billets, et il a fallu une autorisation spéciale pour qu'elles-mêmes pussent rembourser les effets de la Banque centrale. Encore cette faculté n'a-t-elle été accordée d'abord qu'à titre d'expérience.

Dans l'année 1846, que je choisis comme la plus remarquable par sa prospérité, son développement industriel, le montant des opérations des

¹ *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses*, p. 42.

² Le privilège de la Banque de France a été étendu aux Comptoirs d'escompte de cette Banque dans les départements, le 8 septembre 1810.

treize comptoirs qui existaient alors a été de 432,653,000 fr., sur laquelle somme 240,141,000 fr. dépendaient des seuls comptoirs de Saint-Etienne, de Montpellier et de Besançon. La moyenne de leurs divers portefeuilles, qui avait été de 54 millions en 1845, s'est élevée à 68 millions en 1846. Leur circulation moyenne a été dans la même année de 8,800,000 fr., après n'avoir été que de 7,100,000 fr. en 1845. D'autre part, leurs encaissés ont été moyennement, pour 1846, de 42 millions. Leur passif ne s'est élevé qu'à 11 ou 12 millions. Enfin leur produit net a été de 2,347,000 fr., sur un produit brut de 2,944,000 fr.

D'aussi faibles services au sein de centres importants d'industrie ou de commerce révèlent de grands défauts. La Banque, appuyée sur son monopole, ne fait rien, en effet, pour aller au-devant des besoins; elle agit partout d'après les mêmes règles, sans avoir égard aux exigences particulières, aux habitudes différentes de chaque genre de travail ou de chaque localité. C'est surtout dans un cercle restreint d'affaires, sur un marché où ne s'accomplit qu'un nombre assez limité de transactions, que les vices des institutions se manifestent. Or, combien n'est-il pas nuisible d'obliger les billets qui se présentent à l'escompte à porter trois signatures, dont la dernière, on le sait, se paye toujours, dans une ville de province, où les ressources, la fortune, l'existence de chacun sont connues de tous!

Le crédit, cette source féconde où rien n'arrête son énergie et n'entrave son cours, coulant alors à pleins bords, en répandant au loin la richesse et la vie, semble en France appauvrie, presque desséchée. A peine reconnaît-on quelques heureux changements où elle circule.

Et il y a deux graves obstacles à ce que la Banque de France multiplie beaucoup ses comptoirs. C'est, d'une part, la faiblesse de son capital, déjà trop restreint pour elle-même, et, de l'autre, la funeste législation qui règle leur administration. Cette administration doit, en effet, pour chacun d'eux, être composée au moins de neuf négociants, obligés de rester, pendant toute la durée de leurs fonctions, propriétaires d'un nombre d'actions qui entraîne un déboursé, suivant les cours, de 20 à 30,000 fr. Aussi M. Gautier¹ demande-t-il que, dans les lieux où le commerce n'est ni assez important ni assez ancien pour que cette condition puisse être réalisée, la Banque soit autorisée à fonder de petits comptoirs dont l'administration serait confiée à un nombre beaucoup plus restreint de négociants, ou même remise en entier à un directeur choisi par elle, et aidé du petit nombre d'employés secondaires qui seraient nécessaires. Mais il resterait toujours son défaut de capital.

En outre des comptoirs de la Banque centrale, il existait dans les départements, au moment de notre dernière révolution, neuf banques indépendantes, créées en vertu de la loi du 24 germinal an XI, la première qui se soit occupée de la Banque de France. Les banques de Rouen, de Nantes et de Bordeaux avaient été fondées antérieurement à tous les

¹ *Des Banques et des Institutions de crédit en Amérique et en Europe.*

comptoirs de la Banque, et, quant aux autres, à celles de Lyon, de Marseille, de Lille, du Havre, de Toulouse et d'Orléans, elles ne fonctionnaient que depuis peu d'années. Elles étaient toutes constituées, du reste, sur les mêmes bases, et soumises aux mêmes règles que la Banque de France. Cependant leurs billets pouvaient, antérieurement à 1847, n'être que de 250 fr., comme ceux des comptoirs, et le directeur de chacune d'elles était nommée par un Conseil général.

Voici le tableau des principales opérations, en moyenne, des Banques départementales, durant l'année 1846 :

Noms des banques.	Avances.	Circulation.	Comptes courants.	Encaisse.
Rouen.....	10,048,425	10,905,500	300,000	3,814,000
Nantes.....	5,955,401	4,611,500	673,139	1,705,635
Bordeaux...	13,107,551	21,369,630	1,731,872	13,424,000
Lyon.....	20,410,000	20,074,000	11,596,000	13,645,783
Marseille...	12,675,365	14,700,500	789,500	5,775,670
Lille.....	5,245,357	4,235,944	589,778	1,677,265
Le Havre...	6,788,618	3,953,562	89,456	1,385,485
Toulouse...	1,936,992	3,877,256	173,830	1,301,439
Orléans.....	2,955,510	2,780,000	103,076	1,004,459
	79,123,219	86,507,892	16,046,951	43,733,736

Pour faire complètement connaître les cours des opérations de ces banques, et apprécier dans toutes ses parties leur administration, j'indiquerai, par un second tableau, le montant de leur capital, de leur escompte et de leurs produits pendant l'année 1846.

Noms des Banques.	Capital.	Escompte sur place en 1846.	Escompte à Paris en 1846.	Dividende et réserve de l'année en 1846.	Intérêt sur le capital primitif en 1846.
Rouen....	3,000,000	43,733,700	33,981,000	120,33	12,03 0/0
Nantes...	3,000,000	40,167,677	8,506,632	82,86	8,28 0/0
Bordeaux.	3,150,000	55,044,203	42,315,713	132, »	13,20 0/0
Lyon.....	2,000,000	142,887,000	»	244, »	24,40 0/0
Marseille.	4,000,000	214,757,677	49,252,875	120, »	12 0/0
Lille.....	2,000,000	20,220,100	22,433,900	87	8,70 0/0
Le Havre.	4,000,000	21,202,000	33,573,100	63,56	6,35 0/0
Toulouse.	1,200,000	19,767,158	3,435,418	50, »	10 0/0
Orléans...	1,000,000	12,619,300	8,649,200	100,01	10 0/0
	23,350,000	570,368,815	202,177,838		

Ces chiffres montrent combien étaient restreintes pareillement les opérations des banques départementales, quoique placées, elles aussi, dans de grands centres d'affaires. Mais appuyées sur des capitaux si faibles, des bases si fragiles, on doit encore s'étonner qu'elles aient accompli des opérations aussi étendues. Elles avaient toutes effectivement une circulation excessive par rapport à leur capital. La Banque de Lyon, par exemple, qui faisait des avances moyennes de plus de 20 millions, se renouvelant environ neuf fois par

an¹, dont le mouvement général de caisse s'élevait à 1 milliard 150 millions en 1846, n'avait qu'un capital de 2 millions ; encore était-il employé jusqu'à concurrence de 1,400,000 fr. en achat de rentes. Cette banque est la seule, au reste, qui ait constamment maintenu son escompte à 3 pour 100, et la première, je le rappelle, elle avait demandé l'autorisation d'émettre des billets de 100 fr. C'est cette disproportion entre les fonds des banques et leurs opérations qui a valu d'aussi magnifiques dividendes à leurs actionnaires ; ils étaient, en moyenne, de 11,64 pour 100. Le cours des actions de ces banques montre cependant qu'on se contentait généralement dans le public d'un intérêt de 5 1/2. Si donc l'institution des banques avait été libre, elles se seraient multipliées jusqu'à ce que leurs capitaux n'eussent produit que ce revenu, en offrant à l'industrie, sous les stimulants de la concurrence, plus de facilités et aussi plus de sécurité. Il n'y aurait pas eu, d'un côté, des bénéfices considérables pour quelques associés privilégiés, de l'autre, une complète absence de profits pour les détenteurs de capitaux disponibles, obligés de se faire déposants des banques.

On a justement remarqué, à l'occasion de l'importance de la circulation des banques départementales, quoiqu'elle fût alimentée par des coupons d'au moins 250 fr., remboursables seulement, en outre, au bureau qui les avait livrés, combien il serait facile de propager parmi nous l'usage du papier de banque. Nos préjugés ne sont pas si forts qu'ils tiennent longtemps en effet devant nos intérêts. Ce qui s'est passé à Bordeaux, en 1830, en est une nouvelle preuve. La Banque de cette ville, qui avait, comme les autres, son capital et sa réserve placés dans les fonds publics, fut contrainte alors de suspendre le remboursement de ses billets ; ils n'en continuèrent pas moins cependant à circuler comme par le passé. Les commerçants de Bordeaux surent imiter les négociants de Londres de 1797. Ce que révélèrent, depuis un an, les comptes que publie chaque semaine la Banque de France est plus remarquable encore. La Banque refuse maintenant de donner autant de billets qu'on lui en demande, et cette préférence que le public accorde aux billets sur l'argent est un fait tout nouveau parmi nous.

Un des plus grands vices de notre système de banques, tel qu'il existait avant la Révolution de 1848, c'est qu'il n'y avait entre les Banques départementales, et entre ces institutions et les établissements dépendant de la Banque de France, aucune correspondance, aucun lien, aucun mouvement d'affaires qui les reliât ensemble². Il ne suffit pas pourtant à un vaste État de posséder quelques bassins de circulation partielle, fussent-ils

¹ En 1845, la moyenne des échéances pour les effets escomptés, se montant ensemble à 152 millions, a été de 45 jours. En 1846, elle a été de 51 jours. — La moyenne des échéances, pour les effets escomptés par les Banques départementales, est d'environ 41 jours.

² Les Banques de Rouen, du Havre et de Lille avaient établi un commencement de relations avec la Banque de France ; elles lui remettaient à l'escompte le papier sur Paris, et celle-ci les créditait du net produit le jour de l'admission du bordereau.

doués d'une merveilleuse activité ; il lui faut une circulation générale qui, partout répandue, soit partout fécondante. Pour ne citer qu'un des moindres désavantages de l'état de choses qui existait, et qui existe presque encore autant, en France, le change d'une place à l'autre y est resté très-coûteux, tandis qu'aux Etats-Unis ou en Ecosse, personne ne le paye depuis longtemps.

Voici, du reste, le tableau des escomptes et de la circulation de tous nos établissements de banque, avant notre dernière révolution.

	Escomptes faits en 1846.	Moyenne des portefeuilles.	Moyenne des circulations.
Banque de France.....	1,294,264,000	151,747,000	259,673,000
Comptoirs.....	432,653,000	67,949,000	8,820,000
Banques départementales... ..	772,546,600	77,235,000	86,507,800
	2,499,863,600 ¹	296,931,900	355,000,800

Après le 24 février, on le sait, l'organisation du crédit a subi, en France, une grave perturbation ; les banques départementales ont disparu. On les a réunies à la Banque centrale, pour ne plus leur reconnaître que la qualité de succursales. Les chiffres que je viens de transcrire prouvent cependant qu'elles rendaient beaucoup plus de services que les comptoirs qu'avait déjà la Banque de France, bien qu'elles vécussent, elles aussi, dans l'atmosphère délétère du monopole². Mais l'administration des finances était alors livrée à l'incapacité la plus inexpérimentée, et toutes les mesures de cette époque sont marquées au coin de l'unité, de l'absorption par l'Etat ou les institutions qui en dépendent le plus, de toutes les forces individuelles, locales, indépendantes. On ne parlait que de liberté, et chaque jour on étendait davantage l'arbitraire. Sous prétexte de centralisation, on organisait, on préparait au moins le communisme. Le plus curieux, c'est que l'on ne s'en doutait pas. Law, cet apôtre ignoré du socialisme, demandait, en traitant des banques, la réunion en une seule association de tous les capitalistes de France, et la mise en communauté de chacun des éléments de la richesse publique, depuis la propriété foncière jusqu'aux éventualités du commerce colonial. On a réalisé une partie de cette pensée, sans s'inquiéter du but où l'on tendait, ni des principes auxquels on obéissait : c'était du socialisme sans le savoir, et ce n'est pas la dernière fois qu'on en a fait ni qu'on en fera de cette sorte.

Auparavant, nul établissement de crédit ne pouvait se fonder pour émettre des billets au porteur et à vue, c'est-à-dire pour faire le commerce de banque en grand, sans avoir obtenu une autorisation spéciale du gouvernement, qui ne s'accordait qu'après des efforts inouïs, sans non plus

¹ On calcule que le mouvement commercial nécessite la création d'effets souscrits pour plus de 17 milliards ; ce qui arrive aux banques n'est donc guère que le neuvième.

² Les principaux négociants de Bordeaux, blessés des procédés de la Banque de leur ville, avaient déjà formé une société pour succéder à son administration lors de l'expiration de sa charte, qui devait avoir lieu prochainement.

se soumettre aux règlements prescrits ; et, une fois autorisé, il jouissait, dans les lieux où il opérait, d'un privilège exclusif. Maintenant il n'y a plus, en France, qu'une seule institution de prêts et d'escompte, de dépôts et d'émission ; le crédit était resté un droit domanial et royal, comme autrefois le travail ; il a été, en outre, remis aux mains du monopole. Il est la source, le nerf, la vie même de l'industrie, et l'on s'est appliqué à lui procurer les défauts, la torpeur, l'incurie qu'entraînent toujours la réglementation et le privilège. Une banque centrale et vingt-cinq comptoirs, voilà quelle base, quelle extension on a données au crédit français ! Le petit nombre des banques existant déjà, leur faible fonds social (pour toutes les banques de la France ce n'était que 91 millions), la restriction excessive de leurs dépôts malgré la masse énorme de notre numéraire métallique, tout ensemble les frais de change d'une ville à l'autre, l'élévation du taux de l'intérêt, notre répugnance des emprunts, des avances sous toute forme, montraient cependant suffisamment que ce n'était pas par l'excès des développements du crédit que nous péchions. Il fallait s'efforcer de l'étendre, de le propager, de lui donner une force nouvelle, un plus large essor ; au lieu de cela on n'a su que l'amoindrir et le resserrer encore. Arbre à l'ombre fécondante, aux fruits excellents, nous devions souhaiter de voir ses rameaux se multiplier et couvrir une vaste surface, et on les a brisés !

Les effets du monopole absolu qu'on a octroyé à la Banque se seraient dès maintenant manifestés à tous, si, plongés dans l'abîme des révolutions, nous n'avions pas d'autres malheurs, bien plus grands, à subir, si le crédit n'avait pas disparu d'une façon presque complète pour nous, sous chacune de ses formes. On peut juger du vide qui s'est fait dans la circulation des valeurs commerciales, écrivais-je au commencement de l'an dernier, en songeant que la Banque de France est, depuis le mois de février 1848, le seul établissement qui ait continué l'escompte, et que la moyenne de son portefeuille a baissé de plus de 30 pour 100 par rapport à 1847. A Paris, il en est arrivé à 125 millions au-dessous de la moyenne de cette dernière année, qui avait été de 177 millions ; jamais il n'était descendu aussi bas, et il ne s'est guère écarté de ce chiffre, même lorsque le mouvement des affaires a semblé reprendre, au mois de septembre 1848, par exemple, ou au commencement de cette année. Triste résultat de la défiance, de l'incertitude, des craintes qui assiègent les esprits, et des vices de la Banque ! Dès le printemps de 1848, les billets en souffrance étaient plus nombreux qu'en 1831. Les lettres de change, les traites, les billets à ordre, les actions industrielles, les obligations hypothécaires, les titres de vente, les bons du Trésor ont été frappés de dépréciation ou d'anéantissement. Il n'y a plus de marché pour les uns, comme l'a dit M. Léon Faucher, il n'y a plus d'escompte pour les autres ; et il se trouve là une perte de plusieurs milliards pour la richesse nationale, et la preuve d'un affaiblissement extrême dans notre force productive. Si la circulation totale de la France est, ainsi qu'il paraît vrai, de 20 milliards, elle repose, pour 17 milliards, sur des valeurs fiduciaires, sur de simples promesses,

sur le crédit seul. En disparaissant, considérez quelle place il laisse vacante, quelles ruines il cause : le calcul le plus hardi les indiquerait à peine. Les métaux précieux doivent aujourd'hui pourvoir à presque toutes les nécessités de notre circulation, comme dans l'enfance des sociétés ; et c'est pourtant au sein des tempêtes politiques, des violentes secousses, qu'ils cherchent surtout à fuir le domaine des affaires, à se cacher aux regards du public.

Voici le tableau des opérations des banques en 1848, comparées à celles de 1847. — J'ai indiqué plus haut les opérations de 1846.

En 1847, année de crise pourtant, les escomptes de la Banque centrale s'étaient élevés à.....	1,332,000,000	}	2,661,000,000 fr.
Les escomptes des succursales à....	478,000,000		
Les escomptes des banques départementales à.....	851,000,000		
En 1848, les escomptes de la Banque centrale sont tombés à.....	694,000,000	}	1,644,000,000 fr.
Les escomptes des anciens comptoirs et des anciennes banques départementales ¹ à.....	950,000,000		
Réduction dans les escomptes du papier de commerce.	1,017,000,000		
Les effets au comptant encaissés gratuitement pour le compte du public par la Banque centrale ont diminué de 1,122 millions à 420 millions, en 1848 ; la différence en moins a été de	702,000,000		
Enfin une multitude infinie de transactions se soldent par des virements de comptes. Ces virements effectués en 1847 s'étaient élevés à 8 milliards 176 millions ; les virements, en 1848, sont descendus au chiffre de 5 milliards 932 millions ; la réduction a été de	2,224,000,000		
Les transactions qui s'opèrent par l'entremise de la Banque et de ses succursales ont ainsi diminué, en 1848, de.....	3,943,000,000 fr. ²		

En 1849, la décroissance des opérations de la Banque a encore continué. Elle est de plus de 300 millions par rapport à 1848. Cependant le mouvement industriel s'est relevé, la production, les transactions se sont de nouveau largement développées. Il y a donc dans la constitution de la

¹ Ce chiffre comprend les escomptes effectués par les banques départementales depuis le commencement de l'année.

² Voyez le Compte-rendu des opérations des Banques publiques en France pendant l'année 1848, présenté par M. d'Argout, *Journal des Economistes*, mars 1849. — Je ne parle pas des Comptoirs d'escompte, créés à la suite de la dernière révolution, dans quelques-unes des villes les plus importantes ; dénués de capitaux suffisants, ils ne sont à peu près d'aucune ressource. Partout où ils existent, les banquiers ordinaires les dominent.

Banque, il ne faut pas craindre de le répéter, d'énormes vices. Un jour il y faudra bien regarder ¹.

Là se termine l'étude que j'ai entreprise sur les banques. Pour qu'elle fût complète, je devrais, je le sais, parler maintenant des banques agricoles de la Pologne et de plusieurs Etats d'Allemagne ; mais des plumes plus habiles que la mienne ont traité, dans ce journal, cette partie de la question du crédit. Si des diverses considérations que j'ai présentées, des faits que j'ai rappelés, il ressort une conséquence qui doit être acceptée par tous, paraître certaine, évidente, c'est assurément qu'il n'est pour les banques, comme pour tout ce qui se rapporte à l'industrie, de règle meilleure, plus juste, plus sûre même que la liberté. C'est, pour les hommes ou pour les institutions qu'ils créent, ce qu'est le grand air pour les productions de la terre ; elle porte avec elle le mouvement, la vie, la fécondité. Sous son souffle, tout prospère, tout s'élève ; d'où elle se retire, tout s'énervé et meurt. Elle semble d'abord, il est vrai, détruire quelques garanties matérielles ; mais, à mieux la considérer, on s'aperçoit promptement que, loin de détruire, elle multiplie, au contraire, ces garanties, et seule elle engendre des sûretés morales. La liberté industrielle a façonné le monde, d'une main puissante et bienfaisante, comme au sein d'une autre création. A elle reviennent tous, ou presque tous les progrès, toutes les améliorations, tous les perfectionnements matériels dont nous jouissons, qui sont aux perfectionnements moraux et intellectuels ce qu'est au développement, à la dignité de notre esprit et de notre cœur, la vigueur, le bien-être, la satisfaction de notre corps. Pourquoi donc ne pas s'y confier davantage, la repousser sans cesse ? D'ailleurs, la liberté industrielle est un droit. Insensé qui ne le voit, criminel qui la viole.

Où le crédit s'est largement développé, on ne rencontre pas seulement, aussi bien, de nombreuses banques qui retirent à elles, aux meilleures conditions, les capitaux disponibles, pour les répandre ensuite dans tous les canaux de la production, on voit encore les fabricants se faire entre eux, et chaque jour, des ventes à terme, des avances de marchandises ; les propriétaires agissent de même avec les fournisseurs, et ceux-ci les imitent envers les consommateurs. Chacun alors tient, par quelque anneau, à cette chaîne sans fin de prêts et d'emprunts, de besoins et de secours, qui s'appelle le crédit : une confiance générale engendre une assistance universelle. En Angleterre, à une époque (1840) où le papier de banque circulant ne dépassait pas 34 millions st., la circulation des lettres de change seules était évaluée à plus de 132 millions st. Les banquiers de la Cité, qui composent le *Clearing-house*, à l'exclusion des autres banquiers de Londres et des établissements de banque par actions, échangent entre eux pour la somme de 24 à 25 milliards de francs, chaque année, de bons tirés par les particuliers sur leurs caisses. Il est donc aisé de s'en convaincre, le crédit, à mesure

¹ Voir le compte-rendu des opérations de la Banque et de ses succursales pour 1849, et un article sur ce compte-rendu, dans le numéro d'avril 1850 du *Journ. des Economistes*.

qu'il se développe, tend à pénétrer partout, à aider tout le monde.

A la fois, sous l'empire des usages qu'il donne, les avances, les prêts que les particuliers se font les uns aux autres, se règlent en obligations payables après délai, en billets transmissibles; il suffit ainsi, à celui qui a consenti l'avance, de négocier l'effet qu'il possède, moyennant un faible déboursé, un léger escompte payé aux banquiers, pour rentrer dans ses fonds, tout en jouissant du bénéfice du terme que d'autres lui ont accordé. Par là, les négociants, les manufacturiers peuvent tripler, décupler la masse des affaires qu'il leur serait possible d'entreprendre, s'ils n'agissaient qu'avec leur fortune personnelle. Aussi, selon la remarque de M. Carey, le salaire des ouvriers est-il toujours plus élevé où sont répandues les coutumes du crédit.

Comparez, en effet, la condition du travailleur indien à celle du travailleur français, le sort de ce dernier, au sort de l'ouvrier anglais ou américain, et vous suivrez aisément les progrès du bien-être chez les classes les plus nombreuses, en suivant les progrès mêmes du crédit. Enfin les billets circulant, se donnant, s'acceptant comme une sorte de monnaie conventionnelle, pour régler des comptes, liquider des affaires, servent à faire disparaître une partie des métaux précieux devenus inutiles, et ainsi se réalise une notable économie. Grâce au crédit, toutes les ressources, toutes les forces, toutes les énergies de la société s'emploient donc au profit commun, sont mises au service du travail, de l'industrie, de la production. La richesse et la puissance des nations semblent alors perdre leurs limites.

Il n'appartient pas aux banques, assurément, comme je l'ai dit, de rien ajouter au capital d'une nation; mais, sans les stimulants qu'elles procurent, sans les facilités qu'elles fournissent, l'emploi des agents du travail n'aurait pas lieu d'une façon aussi profitable, la plupart de ces prêts, de ces secours mutuels dont je viens de parler, ne pourraient pas s'effectuer. Ce sont les roues qui mettent la machine du crédit en mouvement.

Toutes les personnes, de Jefferson à Sismondi, qui ont attaqué ces institutions, ont cependant fondé leurs accusations, sur cette erreur; qu'elles se proposent de créer des richesses sans premiers éléments, le crédit ne reposant que sur une fiction. Les banques, je le redis encore, ne créent rien qu'une circulation plus active; elles mettent en valeur les capitaux existants; économisés sur les produits du travail antérieur; elles contribuent à accroître la richesse, seulement par les services qu'elles rendent ainsi à l'industrie des peuples. Qu'y a-t-il là d'imaginaire? Et quelles que soient les formes qu'emprunte le crédit, quelques institutions qu'il fasse naître, il repousse également toute fiction. Sa base reste la propriété déjà acquise, ses moyens se trouvent uniquement dans le respect des engagements, la sincérité des promesses, et, lors même qu'il semble ne s'appuyer que sur les chances et les caprices de l'avenir, il repose sur les plus sûrs calculs. Mais son domaine, c'est l'infini, c'est au moins toute l'existence humaine.

GUSTAVE DU PUYNODE.

LA CRIMINALITÉ EN ANGLETERRE

PENDANT L'ANNÉE 1849.

Il y a de fort étranges fluctuations dans les faits qui caractérisent la perversité humaine. Tout à coup, et sans aucun événement qui puisse en provoquer la multiplication, des crimes sont commis en beaucoup plus grand nombre que les années précédentes, ou bien leur diminution devient considérable, sans permettre de mieux conjecturer quelle en est la cause.

La *Statistique de la criminalité, en Angleterre*, offre des exemples remarquables de ces singulières mutations. En 1847, pendant la famine, le nombre des crimes, calculé d'après celui des accusations, s'est élevé à 28,833; en 1848, pendant l'abondance, il a monté à 30,349. Il est descendu, en 1849, à 27,816; sans qu'on sache mieux pourquoi, il y a 2,533 coupables de moins, ou 8 pour 100.

Pendant une période quinquennale, de 1835 à 1839, le nombre des crimes et délits a été, en Angleterre, de 112,864. Pendant une seconde période, il s'est agrandi jusqu'à 142,389, ou presque 30,000 de plus, faisant au delà de 26 pour 100. Lorsque, sans disette, sans révolution, dans un pays où l'économie publique reçoit de continuelles améliorations, il se produit spontanément, et avec persistance, 5 coupables au lieu de 4, comme précédemment, il semble vraiment qu'il faille désespérer des hommes. Ce serait, hâtons-nous de le dire, une opinion précipitée et qui n'est pas confirmée par les chiffres que donne la période la plus récente de la criminalité en Angleterre. En effet, de 1845 à 1849, le nombre des accusations est tombé, en cinq ans, de 142,389 à 136,408. La différence est de près de 6,000; il faut espérer qu'elle s'accroîtra.

Quoique les crimes contre les personnes aient été moins communs en 1849 qu'en 1848, les plus odieux se sont multipliés davantage; il y a eu 122 assassinats ou tentatives, au lieu de 108; mais les meurtres ne se sont élevés qu'à 178, au lieu de 205. Les vols avec violence excèdent toujours 2,000; ceux sans violence sont onze fois aussi nombreux. Comme l'année précédente, il y a eu près de 700 faux monnayeurs.

Le fait le plus extraordinaire de 1849 est l'égalité de la participation prise par les femmes dans le nombre des assassinats qui ont

été commis. Sur 84 crimes de cette sorte, portés devant la justice, il y avait 42 femmes et 42 hommes. La moyenne des dix dernières années n'était que de 22 femmes ou moitié moins. Cet accroissement est inexplicable. Dans aucun pays on ne trouve les femmes égalant les hommes en passions méchantes et cruelles; et c'est peut-être en Angleterre plus qu'ailleurs, que ce phénomène ne devait pas avoir eu lieu.

Les lois anglaises, qui jadis étaient si barbares, sont devenues les plus clémentes de l'Europe. Il n'y a point eu d'exécution depuis 1841 pour d'autres crimes que l'assassinat. Sur 19 condamnations capitales, rendues en 1849, les 15 exécutions qui ont frappé les criminels étaient rendues inévitables par l'atrocité de leurs actions. Des cinq femmes mises à mort, une avait tué et volé sa maîtresse; une avait tué son mari et empoisonné ses deux enfants; une autre avait fait mourir son enfant par le poison, et avait commis le même crime huit ou neuf fois; une quatrième avait fait périr son mari en l'empoisonnant, et la cinquième avait secondé le sien dans un projet de vol et d'assassinat profondément concerté. Quant aux hommes exécutés, ils avaient commis chacun plusieurs assassinats, accompagnés, dans trois cas, de vol avec effraction.

Les sentences de mort et de déportation à vie ont diminué sans cesse depuis quinze ans; en voici les chiffres :

Périodes.	Condamnés à mort.	Condamnés à la déportation à vie.
1835 à 1839.	1,627	2,623
1840 à 1844.	368	990
1845 à 1849.	282	353
1848.	60	67
1849.	66	60

Le nombre total des crimes et délits, calculé d'après les accusations, a été, en 1849, de 27,816, ou 1 sur 570 habitants. Il y a eu 6,786 acquittements et renvois, donnant environ 24 pour 100 du nombre des accusations; proportion semblable à celle de l'année précédente, et qui est ordinairement reproduite. On voit que la justice anglaise, si justement vantée pour son respect scrupuleux envers la liberté individuelle, ne manque, au demeurant, ni de vigilance, ni de sévérité.

M. Redgrave, qui depuis nombre d'années recueille, au département de l'intérieur, les données officielles de la Statistique judiciaire de l'Angleterre, et qui s'acquitte de cette tâche difficile avec un mérite remarquable, a laissé, forcément sans doute, une lacune fâcheuse dans le compte rendu de 1849. Il n'y a pas indiqué le degré d'instruction des accusés. En consultant le compte de l'année précédente sur cet objet important, on trouve que sur 100 accusés :

31.93 ne savaient ni lire ni écrire ;
 96.38 ne savaient lire et écrire qu'imparfaitement ;
 9.83 lisaient et écrivaient bien ;
 0.27 seulement avaient une instruction supérieure ;
 1.59 sont demeurés sans constatation possible.

Ainsi, sur une masse énorme d'environ 30,000 individus, traduits devant la justice en Angleterre, presque les neuf dixièmes sont ignares, illettrés, et ne possèdent point le degré d'instruction qui, en les aidant dans les pénibles occurrences de la vie, aurait pu détourner d'eux la misère et ses mauvais conseils. Un dixième seulement des accusés savent lire et écrire ; et une fraction infiniment petite : 81 sur 30,000, est tout ce qui a acquis une instruction supérieure.

Il est évident qu'en Angleterre, comme ailleurs, l'ignorance est fatalement la compagne presque inséparable du crime.

MOREAU DE JONNÈS.

SIR ROBERT PEEL.

Sir Robert Peel, le seul homme d'Etat que l'économie politique puisse revendiquer depuis Turgot, est né en 1788, dans un petit cottage près de Bury. Son père, Robert Peel, le manufacturier, avait acquis une immense fortune en s'adonnant à la fabrication du coton. Il n'occupait pas moins de quinze mille ouvriers dans ses manufactures. Elu, en 1790, membre du Parlement pour Tamworth, il embrassa chaudement la politique des tories, et fut l'un des plus dévoués partisans de Pitt. Son dévouement lui valut, en 1801, le titre de baronnet. Sir Robert Peel le père n'avait pas en économie politique des idées bien saines, témoin un pamphlet qu'il publia, en 1780, sous ce titre significatif : *De la Dette nationale productive de la prospérité nationale*. Sir Robert Peel le père est mort en 1830.

Son fils fut envoyé au collège de Harrow, où il eut Byron pour condisciple et pour camarade. On a souvent cité ce passage qui le concerne dans les Mémoires du grand poète : « Peel, dit lord Byron, avait toujours donné
 « beaucoup d'espérances et à ses maîtres et à ses camarades ; il ne les a
 « pas démenties. Pour l'instruction classique, il était de beaucoup mon su-
 « périeur ; pour la déclamation et l'action, j'étais au moins son égal. Quand
 « nous sortions, j'étais toujours dans de mauvais pas, lui jamais ; au col-
 « lège, il savait toujours sa leçon, moi rarement ; mais quand je la savais,
 « je la savais à peu près aussi bien. Pour l'instruction générale, l'his-
 « toire, etc., je crois que je lui étais supérieur. » Robert Peel alla achever
 ses études à l'Université d'Oxford, où il obtint les succès les plus brillants.

A l'âge de vingt-un ans, il fut nommé membre de la Chambre des communes par Cashel, un bourg-pourri de l'Irlande, qui comptait douze électeurs. Avec la sagacité dont il a donné plus tard tant de preuves, il passa la première année de son séjour à la Chambre à étudier le terrain parlementaire. Il ne prononça son *Maiden-speech* que l'année suivante, à l'occasion de la discussion de l'adresse. Ce discours le posa, d'emblée, comme l'un des hommes d'Etat futurs de son parti. La même année, il fut nommé sous-secrétaire d'Etat de l'intérieur. En mai 1811, il faisait partie de la majorité qui s'opposait à la motion de M. Francis Horner, ayant pour objet la reprise des paiements en espèces, et qui votait la fameuse résolution de M. Van Sittart, déclarant, contre toute évidence, que « les billets de la « banque d'Angleterre n'avaient pas cessé d'être l'équivalent de la mon-
« naie légale du royaume. » M. Peel obéissait alors aveuglément au mot d'ordre que lui donnait le ministère. Il ne se croyait pas encore assez fort pour avoir une opinion à lui, et pour essayer de la faire prévaloir. L'année suivante (1812), il obtint le poste important de secrétaire d'Etat pour l'Irlande. Il organisa dans ce malheureux pays une force municipale (*Constabulary force*), qui contribua à rendre un peu de sécurité aux personnes et aux propriétés. Les Irlandais l'en récompensèrent en lui décernant la qualification de *sanguinaire*. En 1817, M. Abbott, le représentant d'Oxford, ayant été élevé à la pairie, la célèbre Université conféra à son ancien lauréat l'honneur de la représenter. En 1818, Robert Peel abandonna ses fonctions de secrétaire d'Etat de l'Irlande. En 1819, il était nommé président du Comité d'enquête chargé d'examiner la question de la reprise des paiements en espèces. Dans le même Comité, siégeaient aussi M. Canning, M. Tierney, sir James Mackintosh, M. Huskisson. L'influence de ces excellents esprits modifia complètement son opinion sur cette question. Il en convint lui-même avec beaucoup de franchise : « ... Je ne rougis pas d'a-
« vouer, dit-il dans le cours de la discussion, que je suis entré dans la Com-
« mission avec des idées bien différentes de celles que j'ai aujourd'hui ;
« mais j'y suis entré avec la ferme résolution d'oublier toutes mes impres-
« sions passées et le vote que j'avais donné quelques années auparavant. » En conséquence de ce changement d'opinion, il présenta, le 7 avril, et contribua puissamment à faire adopter le bill qui ordonnait la reprise des paiements en espèces. Ce bill, qui a conservé le nom de *Peels act*, fut, comme on sait, mis en vigueur en 1821.

Membre du Parlement pour l'Université d'Oxford, l'une des colonnes de l'anglicanisme, M. Peel s'était formellement engagé à s'opposer à l'émancipation des catholiques. Le 22 février 1821, il combattit la motion de M. Plunkett, ayant pour objet la révision des lois relatives au serment qui les empêchait de remplir divers emplois civils. Devenu ministre de l'intérieur par suite de la retraite de lord Sydmouth (novembre 1821), il continua de s'opposer opiniâtrément à l'émancipation. En revanche, il signala son passage aux affaires par la réforme de la législation criminelle. Cette réforme avait été préparée par les éloquents écrits de sir Samuel Romilly et de sir

James Mackintosh ; mais sans l'initiative intelligente de M. Peel, elle eût été probablement encore ajournée. En 1826, il la commençait, en faisant passer deux bills, l'un qui appelait à être membre du jury tout propriétaire ayant dix livres sterling de revenus en terres, ou possédant à bail, pour vingt-un ans, des terres rapportant vingt livres sterling ; l'autre, qui diminuait le nombre des accusations criminelles, et limitait la juridiction des juges de paix. Le 9 mars 1827, il présentait un bill pour la révision des statuts concernant le vol. Il proposait d'adoucir, dans certains cas, la pénalité demeurée véritablement barbare, et de décharger les plaignants des frais de poursuites. Cette réforme fut adoptée avec applaudissement, aux communes, le 17 avril, et à la Chambre des lords, le 18 mai. Dans la session suivante, il fit passer encore quatre bills modifiant les lois relatives aux atteintes à la propriété et aux crimes contre la paix publique.

La mort de lord Liverpool, survenue au commencement de cette année (1827), amena la dissolution du ministère. M. Canning devint premier ministre. M. Peel donna sa démission le 11 avril, en la motivant sur son opposition à la mesure de l'émancipation des catholiques. « Pendant dix-huit ans, » dit-il dans la séance du 1^{er} mai, j'ai fait une opposition constante et entière, quoique modérée et constitutionnelle, à l'extension des privilèges des catholiques romains. Mon opposition était fondée sur des principes... » Je n'ai pu rester dans une administration qui me paraissait engagée à appuyer les réclamations des catholiques. » Moins d'un an après, M. Canning mourait, le duc de Wellington était appelé à former un nouveau ministère, et M. Peel se trouvait réintégré dans son poste de secrétaire d'Etat de l'intérieur. Le 8 mai 1828, il combattait encore une proposition de sir Francis Burdett, relative à l'émancipation ; mais l'année suivante, la magnifique élection du comté de Clare lui fit comprendre que le moment était venu de céder au vœu public. L'émancipation fut annoncée dans le discours de la couronne, à l'ouverture du Parlement. A cette nouvelle, les vieux protestants d'Oxford s'émurent d'indignation, et firent entendre les cris de : Trahison ! trahison ! A bas le traître ! que les protectionnistes devaient répéter plus tard. Robert Peel ne se laissa point ébranler par ces cris. Il donna sa démission de député de l'Université d'Oxford. Une nouvelle élection eut lieu : sur treize cent soixante-quatre votants, sir Robert Inglis, son concurrent, et la personnification la plus étroite du bigotisme anglican, obtint une majorité de cent quarante-six voix. M. Peel fut obligé de se faire élire par Wesbury, un des bourgs-pourris dont disposait la couronne. Le 5 mars, il faisait la motion attendue avec une impatience si ardente : « Que la Chambre voulût prendre en considération les lois qui affectaient de certaines incapacités les sujets catholiques. » Admirablement soutenue par lui, cette grande mesure de réparation fut enfin adoptée.

La révolution de Juillet survint. Le ministère tory s'en trouva singulièrement ébranlé. Le 4 novembre, à la suite d'une assemblée radicale présidée par Hunt, le drapeau tricolore fut promené dans les rues de Lon-

dres, aux cris de : Réforme ! A bas Peel ! A bas Wellington ! Le 17 novembre, après le rétablissement de la tranquillité, sir Robert Peel et le duc de Wellington donnèrent leur démission. Le roi offrit la pairie à M. Peel, qui la refusa. Peu de temps auparavant, il avait été élu par le bourg de Tamworth, qu'il représenta constamment depuis cette époque.

Rentré dans l'opposition, sir Robert Peel passa près de dix années à réorganiser son parti, à qui le bill de réforme, adopté en 1832, avait porté un coup terrible. Les premières élections qui eurent lieu après le bill (29 janvier 1833) furent tellement favorables aux whigs qu'on crut un moment que le parti tory ne s'en relèverait jamais. Mais on avait compté sans Robert Peel : à force de persévérance, d'habileté et d'éloquence, il réussit à relever son parti. Lord John Russell, son ancien adversaire, lui rendit à cet égard un solennel hommage :

« Qu'il me soit permis de rappeler ici une partie de sa carrière, à laquelle on ne rend peut-être pas assez de justice; je veux parler de la période qui s'écoula de 1832 à 1841. Après les luttes qui avaient accompagné le vote du bill de réforme, on pouvait craindre que ceux qui l'avaient combattu abandonnassent de dégoût et de découragement les affaires publiques, et laissassent aller la guerre des opinions et des classes jusqu'à un point où elle aurait mis le pays en péril. Sir Robert Peel fut l'homme qui empêcha ce malheur. Quoiqu'il eût combattu le bill de réforme, il envisagea courageusement les circonstances dans lesquelles il se trouvait placé, il en appela au pays en faveur des principes dont il avait été l'éloquent défenseur, il ramena à l'harmonie les différents pouvoirs de l'Etat, et il n'eut point peur de recourir au jugement et au verdict du pays. »

Le 9 décembre 1834, le roi, lassé des whigs, eut la velléité de le rappeler au ministère. Mais c'était trop tôt pour Robert Peel et pour son parti. Constamment en minorité à la Chambre des communes, le ministère Peel ne vécut que quatre mois.

Mais, en 1841, sir Robert Peel recueillit enfin le prix de ses laborieux efforts. Il arriva au pouvoir, porté par une majorité aussi considérable que celle que les whigs avaient eue après le bill de réforme, et dont ils n'avaient pas su profiter. La situation, néanmoins, était critique. Une crise affreuse pesait, depuis 1838, sur l'industrie et sur le commerce de la Grande-Bretagne. Le déficit du Trésor s'était élevé à 36 millions en 1839, à 44 millions en 1840, à 35 millions, en 1841, et allait atteindre 102 millions en 1842. Il fallait une intelligence sûre d'elle-même et un poignet vigoureux, pour diriger le navire avarié de l'Etat, dans ces jours difficiles. Sir Robert Peel comprit que le moment était venu de faire dans le vieux régime économique de la Grande-Bretagne une réforme plus radicale encore que celle qu'il avait introduite dans sa législation criminelle. Il débuta par rétablir l'*income-tax*, cette ressource des mauvais jours, et il fit adopter, en même temps, une réforme sur quarante-quatre articles du tarif. La prohibition fut levée sur les bestiaux, la viande fraîche et le poisson, et remplacée par des droits modérés. A la sortie, le charbon de terre, les livres, les peaux, les minerais, la terre de pipe furent affranchis de tout droit. Des réductions notables furent opérées sur les autres articles, parmi lesquels se trouvaient

le lard, le bœuf salé, la faïence, le bois d'acajou, l'huile d'olive, les bois de construction, les cuirs, les chaussures, le goudron, le suif, le riz, le café. Ces réformes furent poursuivies en 1843 et 1844. Les prohibitions furent abolies, les droits sur les matières premières abaissés à une limite maximum de 5 pour 100, et les droits sur la plupart des articles manufacturés réduits à 12 ou 20 pour 100. Contrairement aux prévisions des protectionnistes qui se désolaient de voir le chef du parti conservateur abandonner l'*arche sainte*, ces réformes furent avantageuses non-seulement à la nation, mais encore au Trésor public. Le montant des recettes abandonnées avait été, en 1842, de 1,092,000 liv. sterl.; de 412,000 liv. en 1843, et de 459,000 liv. en 1844. Malgré ces réductions, le revenu ordinaire, c'est-à-dire le revenu provenant de la douane, de l'excise, du timbre, etc., ne cessa point de s'accroître; il était de 47,917,000 liv. en 1844; il s'éleva à 48,125,000, en 1844.

En 1844, le privilège de la Banque d'Angleterre vint à expirer; sir Robert Peel le fit renouveler par l'acte qui porte son nom. Cet acte a introduit dans la constitution de la Banque le principe de la séparation entre les opérations de l'escompte et l'émission des billets de circulation. Un bureau d'émission des billets de banque (*issuing department*) et un bureau de banque (*banking department*) ont été établis. La Banque peut émettre des billets jusqu'à concurrence de 14 millions de liv., sans en avoir l'équivalent en numéraire. Mais, passé cette somme, chaque émission doit être garantie par une somme égale en métaux précieux. La Banque dirige, à son gré, les opérations du *banking department*. On a beaucoup loué ce bill. Cependant il n'a pas résisté à l'épreuve de la crise de 1847, que MM. Tooke, Wilson, etc., l'accusent d'avoir notoirement aggravée. Encore quelques années d'expérience, et sir Robert Peel aurait probablement été conduit à la liberté des banques, comme il l'a été à la liberté du commerce.

Mais revenons à ses réformes économiques, qui constituent incontestablement son plus beau titre de gloire. Enhardi par ses premiers succès, maître des ressources supplémentaires de l'*income-tax*, il marcha d'un pas de plus en plus sûr et rapide dans les voies de la liberté du commerce. En 1845, les droits sur les matières brutes mises en œuvre dans les manufactures, sur les matières tinctoriales, sur les huiles, furent supprimés. Les manufactures de verres et de cristaux furent exonérées en même temps de tout droit d'accise. Le sucre subit un premier dégrèvement; les cotons et les laines furent affranchis, ainsi que quatre cent trente articles (sur huit cent treize) de moindre importance¹.

Ces diverses réformes, qui bouleversaient la vieille législation économique de l'Angleterre, furent couronnées, en 1846, par l'abolition des *corn-laws*. La pression des événements, le déficit de la récolte dans la Grande-

¹ M. Joseph Garnier a publié dans la *Patrie* (du 22 juillet 1850) un exposé remarquable des mesures économiques et financières de Robert Peel. Nous empruntons à cet exposé la plupart des renseignements économiques qui figurent dans cette notice.

Bretagne, la famine qui désolait l'Irlande, les merveilleux efforts de l'*anti-corn-law-league*, avaient mis à l'ordre du jour la réforme des *corn-laws*. A la fin de 1845, elle était devenue à peu près inévitable. On ne pouvait plus l'ajourner sans susciter parmi les masses les mécontentements les plus redoutables. Sir Robert Peel le comprit. Néanmoins, il pensa que ce n'était pas à lui, qui avait si longtemps et si opiniâtrément repoussé cette réforme, à la réaliser. Il voulut laisser cet honneur aux whigs, et il donna sa démission. Mais lord John Russell n'ayant pas réussi à former un cabinet, il reprit le fardeau des affaires, avec la résolution bien arrêtée de donner satisfaction à l'opinion. A l'ouverture du Parlement (22 janvier 1846), il annonça la réforme des *corn-laws*, et, cinq jours plus tard (27 janvier), dans l'exposé de son plan financier, il annonça leur suppression. Cette nouvelle fut reçue avec des cris de stupéfaction et de colère par le parti protectionniste, et avec une reconnaissance joyeuse par la masse des mangeurs de pain. Sir Robert Peel fit adopter son plan financier, après de longs débats, à la Chambre des communes et à la Chambre des lords, puis il abandonna les affaires à lord John Russell. Grâce à l'appui des *peelites*, le ministère whig put accomplir ensuite la réforme du tarif des sucres et celle des lois de navigation. Sir Robert Peel, délaissé par les tories protectionnistes, qui lui reprochaient amèrement d'avoir trahi et démembré son parti, soutint constamment les whigs dans les questions de politique commerciale et financière; il ne se sépara d'eux que sur les questions de politique étrangère. Dans son dernier discours, consacré à critiquer la politique agressive de lord Palmerston, il motivait ainsi sa ligne de conduite depuis sa sortie des affaires :

« J'ai donné, dit-il, mon appui au ministère, parce que j'adoptais complètement sa politique dans les affaires intérieures du pays. Dans ma pensée cette politique était libérale et consciencieuse. Quant aux principes de la politique commerciale, bien loin d'avoir fait à cet égard le moindre compromis avec les membres qui siègent auprès de moi, et dont j'ai eu le malheur de perdre la confiance, je répète de nouveau, solennellement, que chaque jour qui s'écoule me convainc de plus en plus que la paix et la prospérité de ce pays sont intimement liées à l'adoption franche, dénuée de toute arrière-pensée, de ces principes. Voilà pourquoi j'ai appuyé et j'appuie encore la politique générale du ministère. »

Ces paroles, sir Robert Peel les prononçait dans la séance du vendredi 28 juin. Le samedi soir, une chute de cheval l'étendait meurtri, blessé à mort, sur le pavé. Sir Robert Peel expira le mardi suivant, 2 juillet. L'Angleterre tout entière s'émut de la perte de ce grand homme d'Etat. Amis et ennemis confondirent leurs regrets et leurs larmes. Son adversaire, lord Stanley, s'exprima ainsi dans la Chambre des lords :

« Quoique divisé d'opinion depuis quatre ans sur une question importante avec le très-honorable baronnet, jamais je n'ai rencontré chez ce loyal adversaire le moindre sentiment d'hostilité personnelle. Entre nous, l'amitié n'a jamais été interrom-

puë, et j'ai la conviction profonde que sir Robert Peel n'a jamais eu en vue que le bien de son pays.

A la Chambre des communes, lord John Russell paya noblement son tribut d'hommages à la mémoire de son grand rival :

« Qu'il me soit permis, messieurs, d'ajouter mon tribut de regrets à ceux de tous les membres de cette Chambre. Il est impossible de ne pas être frappé d'émotion en pensant que l'homme qui, vendredi dernier, avait pris part à une des discussions les plus importantes dont la Chambre ait eu à s'occuper cette année, nous ait été si subitement enlevé. Comment la Chambre ne déplorerait-elle pas une pareille perte lorsqu'elle va être privée désormais de cette vaste expérience, de cet immense savoir, de cette puissante éloquence et de cette mémoire si abondante et si exacte par lesquelles elle avait l'habitude d'être éclairée, instruite et guidée ? (Applaudissements.)

« Si je n'ai pas eu l'avantage d'être en communion politique avec l'illustre défunt, j'ai du moins saisi l'occasion de la dernière discussion pour le remercier de l'appui qu'il avait donné au gouvernement. (Ecoutez.) Quelque jugement que porte l'histoire sur sa carrière politique, elle ne pourra nier que les motifs qui l'ont fait agir ont toujours été dictés par son profond amour pour le pays. » (Applaudissements.)

Conformément à ses dernières intentions, sir Robert Peel fut transporté à Drayton-Manor et inhumé sans pompe dans le modeste cimetière de Drayton-Bassett. Mais, sur la proposition de lord Russell, la Chambre des communes décida qu'un monument serait consacré à sa mémoire dans l'abbaye de Westminster. Une souscription populaire a été organisée aussi pour lui élever un monument national. En s'y associant, M. Cobden a proposé de faire graver sur le piédestal de la statue du grand réformateur, ces paroles empruntées à l'un de ses derniers discours :

« Il se peut que je laisse un nom dont on se souviendra avec plaisir dans la demeure de celui qui gagne son pain quotidien à la sueur de son front; lorsqu'il lui sera permis de réparer ses forces épuisées par une nourriture abondante, à bon marché, et d'autant plus agréable qu'elle ne sera plus rendue amère par le sentiment d'une injustice. »

Pendant quarante années, sir Robert Peel joua un rôle important à la Chambre des communes et dans le gouvernement de son pays. Son influence; il la devait à la noblesse de son caractère, à la sûreté de son coup d'œil politique; à l'étendue de ses connaissances, à son rare talent oratoire. Le député et écrivain radical Bulwer a tracé ce portrait de l'orateur :

« Les avantages physiques sont d'une haute importance dans la formation d'un grand orateur. Sir Robert Peel les possède; il a un organe singulièrement timbré; une taille élevée, majestueuse, un débit naturellement heureux; lequel, bien qu'il ne soit pas entièrement exempt de quelque chose de désagréable, est imposant et persuasif. J'ai parlé d'une combinaison d'effets de théâtre; sir Robert Peel sait les employer avec adresse. Par un mouvement de la main, par un salut en travers de la table, par une expression de la bouche, par un air de franchise, il sait donner de la force, de l'énergie, de l'esprit ou de la noblesse à des riens. L'éloquence est un art : il est un artiste achevé; c'est en outre un homme très-remarquable pour les qualités plus élevées de l'esprit; il joint à beaucoup de connaissances d'agrément une

immense instruction pratique ; il réussit également dans un discours sur les principes les plus larges ; il est à la fois homme de lettres et homme d'affaires... A son talent d'orateur il joint certaines qualités rares comme directeur de parti. Il a, à a vérité, peu de hardiesse, mais un tact étonnant ; il ne met jamais son parti dans l'embarras par des phrases lâchées avec imprudence, et il est exempt de l'indiscrétion commune aux orateurs. L'exactitude est encore un trait caractéristique de son esprit ; je ne me rappelle pas lui avoir jamais entendu citer à faux un fait, chose qui arrive sans cesse à tous les autres orateurs que je connais. C'est probablement cette qualité de son esprit qui le rend si propre aux affaires. »

L'homme d'Etat a été apprécié et jugé d'une manière très-remarquable par l'*Economist*. Voici comment notre confrère de Londres explique les contradictions nombreuses qui apparaissent dans la carrière de sir Robert Peel :

« Le grand malheur de sir Robert Peel a été de se trouver placé par les circonstances dans une fausse position. Né au centre même du camp tory, à une époque où le torysme était un principe agressif, un dogme intolérant, une religion pleine de fanatisme ; à une époque où les passions politiques avaient atteint un degré de violence dont nous n'avons plus aujourd'hui qu'une faible idée ; à une époque où le torysme s'était rendu haïssable par son orgueil et son exclusivisme ; né à cette époque et au sein de ce parti, sir Robert Peel possédait des qualités naturelles qui ne pouvaient manquer de le mettre souvent en opposition avec les exigences de sa situation. Il avait, en effet, une intelligence solide, une conscience honnête, un sens inné de la justice et de l'humanité, un vif et profond esprit d'observation, toutes qualités qui se trouvaient incompatibles avec l'esprit du torysme, tel qu'il se manifestait alors ; qualités qui, dès son entrée dans la vie politique, le placèrent au nombre des hommes les plus intelligents et les plus éclairés du torysme, et qui firent pressentir de bonne heure qu'il était destiné ou à trainer son parti après lui ou à marcher seul en avant. Dans la marche progressive de la nation, il occupa, pendant un quart de siècle, le poste difficile et mortifiant, mais d'une inappréciable importance, de *chef des trainards*. Il était l'homme qui unissait le parti du mouvement à la bande des retardataires, qui empêchait ceux-ci d'être abandonnés seuls en arrière, comme un bagage inutile, et ceux-là de marcher d'un pas trop hâtif et trop aventureux.

« C'est à cette situation originairement fausse de sir Robert Peel qu'il faut attribuer le défaut de consistance qui, dans sa carrière, a donné tant de prise à une critique hostile. Fabriqué de l'étoffe dont les libéraux sont faits, mais né dans une pépinière de tories, toute sa conduite a été une protestation constante contre l'accident de sa naissance, un combat inévitable et douloureux entre son caractère et sa situation, sa conscience et ses collègues, sa foi dans ses principes et sa fidélité à son parti. A mesure que son esprit mûrissait et que son expérience augmentait, il était forcé de reconnaître la fausseté des principes qu'il avait soutenus jusque-là et que ses collègues soutenaient encore. Comme tous les hommes d'Etat progressifs, il fut obligé fréquemment d'agir d'après ses anciennes opinions, lorsque ses idées étaient en voie de transition, et de défendre des mesures qu'il avait commencé à soutenir et qu'il n'avait pas encore complètement abandonnées. Voilà pourquoi, si nous examinons sa carrière d'un œil hostile, nous voyons un ministre délaissant successivement les doctrines qu'il avait soutenues comme essentielles au salut de la société, et adoptant des systèmes qu'il avait dénoncés comme dangereux et mauvais ; désertant et trahissant son parti et usurpant les victoires mêmes de ses adversaires. Mais si nous examinons cette même carrière d'un point de vue plus élevé, plus phi-

losophique, et, croyons-nous aussi, plus juste, nous voyons un homme d'Etat qui, né à une époque d'intolérance et au sein d'un parti étroit et exclusif, se dégage peu à peu des broussailles où il était empêtré, brise les fers dont il était couvert, abandonne et rachète successivement toutes ses erreurs... La carrière de sir Robert Peel a été essentiellement progressive. Chaque pas qu'il faisait était un pas en avant. Il n'est jamais retourné en arrière. Du Peel de 1814 au Peel de 1829, la distance est rapide et remarquable : du Peel de 1829 au Peel de 1849, le progrès est si étonnant que l'identité de l'individu semble presque perdue. Il commença sa carrière comme l'un des auxiliaires de lord Sydmouth, l'esprit le plus petit, le plus étroit, le plus borné et le plus obscurant de tout le vieil équipage du torysme. Il la termina en laissant la réputation de l'homme d'Etat le plus libéral du siècle. Il débuta par soutenir les interdictions civiles qui pesaient sur les catholiques et les dissidents. Il finit en défendant la cause de la liberté religieuse. Il était né protectionniste, il est mort *free-trader*. »

Ainsi donc, voilà un homme qui était né à une époque où dominaient des passions étroites, exclusives et haineuses ; au sein d'une caste bouffie du sentiment de son importance et, par système, conservatrice des abus les plus criants. Que fait-il cependant ? Consent-il à servir aveuglément les préjugés et les petits intérêts de cette caste, afin de conserver auprès d'elle sa position et son influence ? Consent-il à se claquer dans le passé pour complaire servilement aux hommes du passé ? Non ! il comprend autrement la mission de l'homme d'Etat. Il ne se laisse pas remorquer par son parti, il le remorque après lui. Il l'oblige, bon gré mal gré, à remonter le courant de ses préjugés surannés et de ses vieilles erreurs favorites. Il l'oblige à accomplir de ses propres mains les réformes que l'opinion réclame, fussent-elles blesser ses intérêts de caste ou de parti. Et c'est ainsi qu'il procure à son pays, avec le bénéfice des garanties d'ordre dont le parti conservateur conserve le dépôt, celui des idées progressives qui s'élaborent au sein des partis d'opposition. C'est ainsi qu'il est à la fois l'homme des conservateurs intelligents, du *Money-Market* et des radicaux même du libéralisme. Noble type qu'on peut opposer à ces politiques impuissants et misérables, qui croient que toute l'œuvre de l'homme d'Etat consiste à résister aux aspirations progressives de son époque ; à ces Machiavels de bas étage qui exploitent les terreurs de la société pour discréditer les réformes les plus justes et les plus nécessaires. Noble type, qui restera, en regard de ces mirmidons politiques, comme la personnification la plus intelligente, la plus élevée et la plus sympathique de l'homme d'Etat.

G. DE MOLINARI.

DE LA PRÉTENDUE

DÉCADENCE DE LA FRANCE ET DE L'ANGLETERRE

ET DES OUVRAGES DE MM. RAUDOT (DE L'YONNE), ET LEDRU-ROLLIN.

DÉCADENCE DE LA FRANCE, par M. Raudot (de l'Yonne), un vol. in-8°; Paris, 1850, chez Amyot. — DÉCADENCE DE L'ANGLETERRE, par Ledru-Rollin, 2 vol. in-8°, Paris, 1850, chez Escudier, frères. — RÉPONSE A L'OUVRAGE DE M. RAUDOT, etc., par M. Mothéré, broch. in-8°, à Auxerre, chez Gallot; à Paris, chez Guillaumin.

Qu'y a-t-il de commun, dira-t-on, entre l'ouvrage de M. Raudot et celui de M. Ledru-Rollin? Bien peu de chose vraiment. Ces deux ouvrages diffèrent autant par les idées qu'ils exposent et par les conclusions auxquelles ils arrivent, que par le sentiment général qui les a inspirés. Et toutefois, n'est-ce pas une étrange circonstance que la presque simultanéité de ces cris qui s'élèvent de deux camps opposés, pour signaler la décadence, réelle ou supposée, des deux pays qui marchent à la tête de la civilisation européenne, l'Angleterre et la France? N'y eût-il que ce seul rapprochement à faire entre les deux ouvrages qui nous occupent, ce serait assez pour nous autoriser à les réunir dans un même compte-rendu. Ajoutons qu'à bien des égards l'un nous paraît être le correctif nécessaire de l'autre.

Bien des gens se flattaient de cette idée, que la France, après avoir étonné le monde par les guerres de géants de la République et de l'Empire, l'étonnait encore depuis trente-cinq ans par ses progrès pacifiques; que sa richesse augmentait à vue d'œil par le travail intelligent de ses habitants; que ses institutions à la fois unitaires et libres étaient l'objet de l'admiration et de l'envie de tous les peuples de l'Europe; que, toujours féconde en artistes, en écrivains, en savants du premier ordre, riche d'idées et forte d'ailleurs des sympathies des autres peuples, elle éclairait et remuait le monde; qu'elle était toujours, en un mot, la première des nations. M. Raudot s'inscrit en faux contre ces pensées flatteuses. Il affirme que la France, loin de s'élever, décline, qu'elle est sur la pente d'un abîme, où, si on n'y prend garde, elle ira bientôt s'engloutir.

D'un autre côté, il n'y avait qu'un cri en Europe pour attester les immenses progrès que l'Angleterre a faits depuis le commencement du siècle. On admirait généralement son habileté, sa hardiesse, son esprit d'entreprise, l'activité de sa population et tant d'autres qualités qui lui ont valu le premier rang dans la carrière industrielle. On n'admirait pas moins la sagesse de ses hommes d'Etat, qui ont toujours su accepter à temps et faire entrer dans les lois les réformes que l'opinion publique a réclamées. Voici venir à son tour M. Ledru-Rollin, qui proteste contre ce cri universel. Selon lui, cette grandeur apparente n'est

qu'un mirage trompeur. Il affirme que l'Angleterre est en pleine décadence et il entreprend de le prouver.

Décadence de la France ! Décadence de l'Angleterre ! Voilà donc les sentences sévères et assez inattendues que ces deux écrivains prononcent.

Quand de telles pensées peuvent se produire au grand jour, non pas en quelques lignes et dans des écrits obscurs, mais dans des ouvrages considérables et avec un grand appareil de preuves à l'appui, c'est déjà un symptôme grave. Si elles ne doivent pas être facilement acceptées, elles fournissent du moins matière à réflexion, et méritent certainement un examen sérieux. Heureusement, pendant que M. Raudot nous montre la France descendant rapidement du haut rang qu'elle occupait, il exalte la situation actuelle de l'Angleterre ; et réciproquement, pendant que M. Ledru-Rollin rabaisse l'Angleterre, il exalte et relève la France. Cela ne veut pas dire qu'ils se réfutent suffisamment l'un l'autre, mais c'est du moins une raison de douter de la rectitude de leurs allégations.

S'il faut en croire le spirituel auteur de la *Réponse*, M. A. Mothéré, qui paraît d'ailleurs bien informé, l'ouvrage de M. Raudot a eu un certain retentissement à l'étranger. « C'est par la presse étrangère, dit-il, que j'appris la publication du livre de M. Raudot. Au delà de nos frontières, on s'appuie de son nom pour prouver que la France est aux abois, que sa chute ne saurait se faire attendre. Le célèbre journal anglais, le *Times*, en a fait le sujet d'un *premier Londres*. »

Voilà donc l'idée de la décadence de la France qui fait son chemin dans le monde, accueillie sans effort à l'étranger. Et cela n'a rien qui nous étonne, surtout dans les circonstances au milieu desquelles elle s'est produite. En nous voyant sans cesse aux prises avec nous-mêmes, que voulez-vous que l'étranger pense de nous ? En présence des agitations, toujours renaissantes et toujours stériles, auxquelles la France est si malheureusement sujette, il est si naturel de penser qu'elle décline. Ce n'est pas la première fois que cette idée de notre décadence, actuelle ou prochaine, a été présentée au dehors, et elle y a trouvé bien des gens crédules. Avec combien plus de facilité ne doit-on pas l'accueillir, lorsqu'elle se produit sous les auspices d'un écrivain français, homme de bonne foi, d'ailleurs, très-éclairé sans aucun doute, et l'un des membres les plus distingués de notre Assemblée législative !

Bien des Français diront à ce propos que M. Raudot, fût-il dans le vrai, a eu tort de divulguer des vérités fâcheuses, propres à déconsidérer la France au dehors. Nous ne sommes pas de cet avis. Si notre décadence est réelle, nous aurons beau vouloir la cacher aux autres peuples ; ils la connaîtront toujours assez tôt : elle se révélera tôt ou tard malgré nous, et qui sait ? peut-être par d'irréparables désastres. Mieux vaut de beaucoup nous signaler à nous-mêmes, pendant qu'il en est temps encore, le mal qui nous tue, afin que, dûment avertis, nous puissions du moins tenter de le guérir.

Le livre de M. Ledru-Rollin n'a pas eu, autant qu'il nous semble, le même succès. Il ne nous paraît pas que la parole un peu ambitieuse du tribun proscrit ait réveillé, ni en France, ni ailleurs, beaucoup d'échos. Même au sein du parti dont M. Ledru-Rollin est l'un des chefs, son ouvrage a été accueilli avec froideur. Pourquoi ? Ce n'est pas que le talent y manque, ni même l'in-

térêt des détails ; non : la raison en est peut-être que les assertions de l'écrivain politique, qui ressemblent, dans leur expression générale, à un audacieux paradoxe, ne gagnaient pas beaucoup à se présenter sous son nom. Avec les idées et les préjugés qu'on lui connaît, M. Ledru-Rollin est, relativement à l'Angleterre, un juge fort suspect. Et ce n'est pas sans raison. Quoi qu'il en dise, ce n'est pas l'impartialité qui domine dans son ouvrage. Ajoutons que bien souvent il s'adresse beaucoup moins à la raison qu'aux passions, et à des passions heureusement éteintes.

Quoi qu'il en soit, au surplus, de l'impression que ces deux ouvrages ont produite, examinons-les dans leur portée véritable, et voyons ce qu'on peut en tirer de vérités utiles.

Sans prétendre le moins du monde mettre sur la même ligne des œuvres si différentes à tant d'égards, nous dirons sans hésiter qu'il y a dans l'une et dans l'autre de bonnes et utiles vérités, mais des vérités moins absolues que relatives : vérités de principes et de faits dans la première ; de faits seulement dans la seconde, et qu'à ce titre elles méritent l'une et l'autre une lecture attentive. Mais en même temps, nous protesterons hautement contre les conclusions générales que les deux écrivains ont tirées des faits qu'ils exposent, et surtout contre les titres trop ambitieux qu'ils ont adoptés. Ni ces conclusions, ni ces titres ne nous paraissent suffisamment justifiés par le contenu de leurs ouvrages.

De quoi s'agit-il, en effet ? Est-ce seulement de nous prouver, d'une part, que la France n'a pas fait depuis trente-cinq ans tous les progrès qu'elle aurait dû faire ; ni même autant de progrès qu'on le suppose ; de l'autre, que l'Angleterre étale au milieu de ses prospérités de grandes misères ? S'il ne s'agissait que de cela, nous serions vite d'accord. Sans renoncer peut-être à disputer encore sur le plus ou moins de vérité dans les détails, nous accepterions sans hésiter le fond. Mais il s'agit de bien autre chose. On a prononcé le mot de décadence. Or, si nous ne nous trompons pas, ce mot signifie décroissance, déclin : Il implique l'idée d'une comparaison faite entre le passé et le présent, et qui aurait tourné au désavantage du présent. Il annonce qu'un pays a reculé au lieu d'avancer, en perdant quelque chose de la somme de ses lumières, de sa population, de sa puissance, de sa richesse. Il annonce même davantage ; car un recul momentané, occasionné par quelque crise accidentelle, par une révolution imprévue ou par une guerre malheureuse, ne justifierait pas l'emploi d'un mot si grave. Il emporte avec lui l'idée d'un déclin continu, résultat de quelque vice organique, et qui serait devenu persistant, sinon irremédiable. Est-ce là ce que MM. Raudot et Ledru-Rollin nous ont montré dans la situation actuelle des deux pays qu'ils envisagent ? Non ; ils ne l'ont pas même essayé.

Pour parler d'abord de l'ouvrage de M. Raudot, l'auteur établit-il par hasard ; cherche-t-il même à établir que la France d'aujourd'hui soit inférieure à la France d'autrefois ? En aucune façon, au moins en ce qui touche aux principales conditions de la grandeur d'un Etat, l'étendue du territoire, la population, la richesse.

Et d'abord, le territoire européen de la France, c'est M. Raudot même qui l'avoue¹, est à peu près ce qu'il était en 1789. Nous avons perdu Landau,

Philippeville, Marienbourg, Bouillon et Sarrelouis ; mais nous avons gagné le comtat Venaissin, Montbéliard et Mulhausen. Hors d'Europe, nous avons perdu Sainte-Lucie, Tabago, l'Ile-de-France et Saint-Domingue, mais nous avons gagné l'Algérie qui, par rapport à l'étendue du territoire et à la population, vaut plus que toutes ces colonies ensemble.

Pour la population continentale de la France, elle a sensiblement augmenté. Selon M. Raudot, qui combat en ceci, et avec avantage selon nous, l'opinion commune, cette population atteignait déjà le chiffre de 30 millions en 1789 : elle ne le dépassait pas encore en 1816, en sorte qu'elle était demeurée à peu près stationnaire durant la Révolution et l'Empire. Mais depuis ce temps, elle s'est accrue au point de s'élever tout à l'heure au chiffre de 36 millions d'habitants. Ici donc, loin qu'il y ait décadence, il y a progrès, et un progrès assez notable.

Est-ce par hasard la richesse qui a diminué ? Au contraire : « l'accroissement de la richesse publique en France est incontestable : » C'est encore M. Raudot qui l'affirme ¹. Il y a plus. La richesse doit avoir augmenté dans une proportion plus forte encore que la population, car, toujours selon M. Raudot, « en général en France, le bien-être a fait des progrès sensibles ². » La preuve de cet accroissement de la richesse en France, M. Raudot l'établit, il est vrai, par des raisonnements qui ne seraient pas les nôtres. Il la tire surtout de l'accroissement de notre commerce extérieur, ce qui donnerait lieu à bien des commentaires. Il tombe même à ce propos dans une erreur économique un peu forte, que nous sommes étonné de rencontrer chez un si bon esprit, lorsque, mettant en regard, dans l'histoire de notre commerce extérieur, deux périodes distinctes, l'une de 1832 à 1836, l'autre de 1842 à 1846, et trouvant dans la seconde, selon les documents officiels, un excédant plus fort des importations sur les exportations, il en conclut que, dans cette dernière période, le commerce extérieur a profité aux étrangers plus qu'à nous ³. Nous serions disposé, nous, à en conclure tout le contraire, si les chiffres officiels méritaient à cet égard une foi implicite. Au milieu de tout cela, cependant, l'auteur reconnaît que la richesse a augmenté, que le bien-être a augmenté : que nous faut-il de plus ?

Voilà donc la France avec un territoire égal à son territoire d'autrefois, avec une population plus forte et une richesse plus grande. Où sont dans tout cela les symptômes de cette décadence qu'on nous annonce ?

Il faut pourtant tout dire. Dès le début de son ouvrage, M. Raudot a établi une distinction subtile, à l'aide de laquelle il tâche de sauver ou d'atténuer l'excentricité de sa proposition. Il ne s'agit pas, dit-il, d'une décadence absolue, mais d'une décadence relative. Oui, la France a gagné tout à la fois en population et en richesse ; mais d'autres pays ont gagné plus qu'elle, en sorte que les anciens rapports ont changé. Tel peuple qui ne faisait autrefois que nous égaler en population, nous dépasse aujourd'hui ; tel autre, que nous laissions loin derrière nous, est sur le point de nous atteindre. Et c'est sur un

¹ Page 12.

² Page 16.

³ Il est juste de dire que cet argument si peu sérieux n'est présenté dans le livre de M. Raudot que sous une forme dubitative, et probablement l'auteur ne l'a hasardé que pour le besoin de sa thèse. Il eût mieux fait toutefois de s'en abstenir.

tel fondement que l'auteur se hasarde à proclamer tout haut que le jour de notre décadence est arrivé.

Une telle manière de raisonner est-elle acceptable ? En vérité, non, elle ne l'est pas. On ne s'est jamais avisé, que nous sachions, de prétendre qu'un peuple décline par cela seul que d'autres font plus de progrès que lui. Autrement il faudrait dire que tous les peuples de la terre sont en décadence, moins un, puisqu'il y en a toujours un dans le nombre qui grandit plus rapidement que tous les autres. En ce moment, par exemple, aucune nation de l'Europe n'échapperait à cet arrêt sévère, puisqu'il n'y en a aucune dont les progrès puissent se comparer à ceux des États-Unis d'Amérique.

Si l'on peut dire que la France est en décadence par cela seul que sa population n'augmente pas avec la même rapidité que celle de quelques autres pays, il faut qu'elle se résigne, quoi qu'elle fasse, à être en décadence toujours. Au point où elle est parvenue, avec une population de 36 millions d'âmes sur une surface de 53 millions d'hectares, elle peut bien gagner encore, et elle gagnera sans aucun doute pour peu que son administration s'y prête, mais elle ne gagnera jamais autant que certains pays actuellement déserts. Par exemple, si une administration libérale et bienfaisante venait à s'étendre sur les solitudes de la Russie, il est hors de doute que ces solitudes se peupleraient, de même que les déserts de l'Amérique du Nord, avec une rapidité phénoménale, que les provinces de la France, déjà chargées d'habitants, n'égalleraient jamais. Pareillement, si l'Algérie vient jamais à conquérir un régime tolérable, on peut prédire d'avance que la population y doublera dans le même temps que celle de la métropole se sera accrue tout au plus d'un quarantième.

Pour justifier sa manière de raisonner, M. Raudot met en avant l'exemple de l'Espagne. « Le peuple espagnol, dit-il, est aussi brave que du temps de Charles-Quint ; si la France, l'Angleterre et le reste de l'Europe étaient restés ce qu'ils étaient au quinzième siècle, la nation espagnole serait encore au premier rang ¹. » L'exemple nous étonne, tant il nous paraît mal choisi. De bonne foi, est-il possible de comparer l'Espagne de Ferdinand VII à l'Espagne de Charles-Quint ? Que le peuple espagnol soit encore aussi brave aujourd'hui qu'il l'était autrefois, nous l'admettons sans peine ; aussi nombreux, aussi riche, aussi puissant, nous le nions. Que sont devenues ces immenses possessions d'Europe et d'Amérique, annexes brillantes de la monarchie espagnole, qui faisaient dire à Charles-Quint, avec quelque apparence de vérité, que le soleil ne se couchait jamais sur ses États ? Elles se sont détachées les unes après les autres, non pas même par l'effet d'une guerre malheureuse, comme celle qui nous a ravi en quelques jours, sur la fin de l'Empire, toutes nos conquêtes, mais par le seul tort d'un gouvernement énervé, d'une administration pourrie, qui n'a pas su les conserver. Que sont devenues ces brillantes armées, ces flottes puissantes, que l'Espagne détachait autrefois de son sein fécond et qui faisaient trembler l'Europe ? Tous ces éléments de sa grandeur passée se sont progressivement évanouis. Que sont devenus pareillement les poètes et les artistes qui faisaient sa gloire ? Les Lope de Vega, les Cervantes, les Murillo et tant d'autres n'ont pas eu de successeurs.

Réduite à ses seules possessions péninsulaires, l'Espagne n'a pas su main-

tenir, même dans ces étroites limites, ce qui est le premier fondement de la grandeur d'un Etat, l'activité de sa population ; et quiconque l'a visitée dans ces dernières années a pu s'en convaincre, en voyant ses routes défoncées, ses ports délabrés, ses arsenaux vides, ses chantiers déserts, ses campagnes incultes, ses villes dépeuplées et ses monuments en ruines. Non, non ; ce n'est pas seulement parce que d'autres pays ont progressé plus qu'elle, que l'Espagne est aujourd'hui si loin de ce qu'elle était au temps de sa gloire ; c'est parce qu'elle a positivement rétrogradé. Ce n'est pas une décadence relative, mais une décadence absolue, que l'on a signalée chez elle. Il est permis de croire que, depuis quelques années, elle se relève un peu de cette longue déchéance ; mais pendant les siècles qui se sont écoulés de Charles-Quint à Ferdinand VII, il est trop certain qu'elle a décliné. Et quelles étaient les causes de cette décadence flagrante ? L'oubli par le gouvernement de ses devoirs les plus sacrés, qui consistent à protéger et à défendre ; une administration fiscale déplorable et une administration de la justice plus vicieuse encore, s'il est possible ; l'expulsion des Maures, l'expulsion des juifs, la domination absolue des moines, et, par-dessus tout, l'inquisition, l'inquisition, fléau cent fois plus cruel que la guerre, la famine et la peste, parce qu'il tue les intelligences en attendant qu'il brûle les corps.

La France, Dieu merci ! n'en est pas là. Malgré quelques vices d'administration très-réels, elle se soutient encore ; elle fait plus que se soutenir, elle progresse. Qu'elle n'ait pas fait tous les progrès qu'elle aurait pu faire, nous l'admettons et nous nous en plaignons tous les jours ; mais ce n'est pas à dire pour cela qu'elle recule. Si d'autres pays ont marché plus rapidement qu'elle dans la voie du progrès, c'est là un fait extérieur, qui ne doit influencer en rien sur la manière dont on la juge : fait heureux ou malheureux pour elle, selon le point de vue d'où on l'envisage. Heureux en temps de paix, puisqu'alors toutes les nations sont solidaires et que la prospérité de l'une se communique plus ou moins à toutes les autres ; malheureux peut-être en temps de guerre, en ce que les positions relatives auraient changé à son détriment, mais dont on ne pourrait induire en aucun cas la décadence actuelle de ce pays.

M. Ledru-Rollin n'est pas plus fidèle à son titre que ne l'a été M. Raudot. Il l'est même moins, s'il est possible. Dans son ouvrage, nulle comparaison de la situation présente de l'Angleterre avec sa situation passée. Et pourtant, c'est d'une telle comparaison seulement qu'on pouvait induire, avec une certaine apparence de raison, que l'Angleterre avance ou qu'elle recule. L'auteur nous signale dans ce pays des misères atroces. En admettant même comme rigoureusement exacts les tableaux qu'il nous présente, et nous avons quelques raisons de les croire exagérés, il resterait toujours à prouver que ces misères sont nouvelles, ou du moins qu'elles vont grandissant de jour en jour. Autrement, ce ne serait plus qu'une plaie funeste, plaie hideuse, mais non mortelle, que ce pays traînerait avec lui, et dont, malgré de louables efforts, il n'aurait pas encore réussi à se guérir. Cette preuve, M. Ledru-Rollin ne tente pas même de la fournir. Le présent l'absorbe, et pour cause, le passé de l'Angleterre lui étant parfaitement inconnu. Aussi est-ce au hasard, et de sa seule autorité, qu'il décide hardiment que ce pays décline.

Il y a pourtant quelques parties de l'ouvrage de M. Raudot, où, mettant en oubli sa première distinction entre la décadence absolue et la décadence relative, il semble vouloir établir que la France a réellement perdu quelque

chose de sa force virtuelle. Ainsi nos bonnes races de chevaux se sont successivement détériorées ou éteintes, et les remontes de la cavalerie deviennent chaque jour plus difficiles; notre marine marchande, véhicule de notre commerce extérieur et soutien de notre marine militaire, a positivement rétrogradé; la propriété foncière voit augmenter à vue d'œil le chiffre de sa dette hypothécaire et déjà succombe sous le poids; la taille et la santé des hommes diminuent, à tel point que le recrutement de l'armée est un problème chaque jour plus difficile à résoudre et qu'on ne saura plus, avant peu, comment former les contingents; enfin la moralité même de la population est profondément atteinte; le système manufacturier corrompt les villes, et la contagion du mal se répand insensiblement dans les campagnes. Pente fatale, au bout de laquelle serait en effet l'affaiblissement graduel et la ruine finale du pays.

Nous ne sommes pas des optimistes de la force de M. A. Mothéré, qui, dans sa réponse à l'ouvrage de M. Raudot, relevant une à une toutes ces plaintes, juge qu'à tous égards les choses sont pour le mieux dans la meilleure des Frances possibles; qui trouve même que la lenteur des progrès de la France est un bien, en ce qu'elle dénote chez elle un corps sain et vigoureux; qui admire enfin jusqu'à l'énormité de notre dette hypothécaire, dans laquelle il voit une source d'avantages précieux pour le pays. M. A. Mothéré, écrivain plein de verve, homme pratique, d'ailleurs, et très-versé dans les matières qu'il traite, nous paraît s'être laissé emporter un peu loin par le désir bien naturel de réagir contre un arrêt trop sévère. Il a voulu, qu'on nous passe le mot, appliquer une couche de miel sur une couche d'absinthe: procédé généreux, que nous n'imiterons pas. Mais, de son côté, M. Raudot a certainement exagéré le mal, s'il n'a pas même cru le voir là où il n'existe pas.

Voyons en peu de mots ce qu'il y a de vrai ou de faux dans toutes ces plaintes.

Pour ce qui concerne la marine marchande, d'accord. Si elle n'a pas absolument décliné, depuis trente ans, quant au nombre et au tonnage total des navires, ni quant à l'importance du personnel maritime employé, elle a décliné tout au moins, et d'une manière très-positive, par rapport à l'échantillon moyen des navires, aussi bien que par rapport à la longueur ordinaire des voyages entrepris. Chaque jour son cercle se rétrécit; elle se resserre de plus en plus sur nos côtes; les voyages au long cours sont progressivement abandonnés, et les petits navires prennent la place des grands. Ce déclin paraît surtout très-rapide, lorsque l'on considère notre marine marchande, non pas seulement par rapport aux marines étrangères, mais encore par rapport à notre propre commerce extérieur, dont elle ne suit pas les progrès, même de loin. C'est là certainement une circonstance fâcheuse, nous dirons même calamiteuse pour le pays. Mais cette circonstance n'affecte pas tellement l'ensemble de notre situation, qu'on puisse la considérer comme un symptôme de décadence ouverte. On sait trop bien d'ailleurs qu'elle ne dérive pas d'un affaiblissement général de la nation, puisque notre commerce extérieur grandit toujours pendant que la marine décline. C'est tout simplement le résultat malheureux d'un système faux, du système soi-disant protecteur, et une simple réforme de nos tarifs suffira toujours pour y mettre ordre.

On affirme de toutes parts que nos bonnes races de chevaux se perdent. Tant de voix le répètent, qu'il faut bien finir par le croire. Nous le croyons d'autant mieux, pour notre part, que nous en apercevons assez clairement

la cause. La cause en est toute, selon nous, dans la création de ces *ateliers nationaux* (ce n'est pas sans dessein que nous employons ce terme), que l'on appelle les haras, ateliers nationaux dont l'effet naturel, inévitable, est de paralyser dans cette direction les efforts de l'industrie privée. Le mal au surplus date de loin. C'est sous le règne de Louis XIV que l'on a établi pour la première fois les haras royaux, et c'est à cette époque que la dégradation de nos races chevalines a commencé. Mais par la nature même des causes qui l'ont fait naître, on voit que c'est encore ici un mal accidentel ou circonscrit, dont le remède est très-facile.

Sur ces deux points, nous croyons donc que M. Raudot a raison ; avec cette restriction pourtant, qu'il tire de faits particuliers des conséquences trop générales.

Il n'est déjà plus autant dans le vrai en ce qui concerne la dette foncière. M. Raudot porte la somme des inscriptions hypothécaires, non rayées ni périmées, à 12 milliards et demi (chiffre rond) en 1840, et il estime qu'elle devait s'élever à 14 milliards en 1849. 14 milliards, soit. Il y aurait beaucoup à dire sur ce chiffre, que quelques-uns réduisent à 5 ou 6 milliards au plus d'inscriptions sérieuses, et que nul ne connaît exactement. Acceptons-le pourtant. Qu'importe ? dirons-nous. Ce n'est pas ici le chiffre de la dette qui nous effraye ; c'est l'incertitude de la constatation, c'est le désordre de l'inscription et la difficulté de la libération. Bon nombre de ceux qui ont emprunté sur hypothèque ont consacré le produit des emprunts à des entreprises industrielles ; quelques-uns, en petit nombre il est vrai, à des améliorations agricoles. Où est le mal ? Nous n'avons guère remarqué, d'ailleurs, que les terres grevées d'hypothèques en fussent plus mal cultivées. Il n'y a donc pas dans tout cela si grand sujet de s'alarmer. Corrigez le système hypothécaire, et ce gros chiffre de la dette inscrite ne représentera en réalité qu'un fonds bien placé. On sait d'ailleurs qu'un meilleur système est tout prêt, et que pour l'appliquer il suffit de le vouloir. Il est vrai qu'il y a tantôt vingt-six ans qu'on l'élabore, et peut-être vingt ans qu'on le promet. Un jour pourtant cette longue attente aura son terme, et il est permis d'espérer que ce sera bientôt.

Mais M. Raudot s'écarte bien autrement de la vérité, quand il nous parle du prétendu étiollement de la race française, étiollement qui se manifesterait à la fois par la diminution de la taille et la détérioration de la santé des hommes. C'est ici le point culminant de sa thèse, et c'est ici que nous éprouvons le besoin de nous séparer de lui sans détour, en protestant hautement contre ses déductions.

Et d'abord, nous demanderons, avec M. A. Mothéré, comment l'auteur parvient à concilier ses tristes assertions avec ce qu'il dit ailleurs de l'augmentation du bien-être général en France. Est-ce que l'augmentation du bien-être, qui comporte à la fois une meilleure nourriture, un meilleur vêtement et une habitation plus confortable, n'est pas la première condition de l'amélioration de la santé ? Et si la bonne santé influe sur la taille, les mêmes raisons ne doivent-elles pas contribuer à l'élever plutôt qu'à l'abaisser ? Vainement objecterait-on les ravages du système manufacturier. Quand nous accepterions tout ce qu'on en raconte (et nous affirmons, avec une entière connaissance de cause, qu'il y a dans les tableaux qu'on en fait des exagérations énormes), qu'est-ce que trois ou quatre cent mille individus de tout âge et de

tout sexe employés dans les manufactures, par rapport à une population de 36 millions d'âmes¹ ? Grossissez tant qu'il vous plaira les effets de cette cause particulière, et vous ne parviendrez pas à nous prouver qu'elle affecte d'une manière bien sensible l'ensemble de la population.

Le principal argument de M. Raudot est tiré de la difficulté qu'on éprouve aujourd'hui à recruter l'armée, et de la nécessité où l'on s'est vu d'abaisser à plusieurs reprises le minimum de la taille des soldats.

Combien n'a-t-on pas abusé de ce fait, tant à l'étranger qu'en France ! Au dehors surtout, on en conclut, ou peu s'en faut, que le peuple français est un peuple rabougri, un peuple de nains ; si bien que les étrangers qui visitent la France pour la première fois sont parfois fort étonnés d'y rencontrer des hommes taillés comme tous les autres. Avec un peu plus de réflexion, on verrait qu'un tel fait ne prouvera jamais rien contre la France, tant que notre système de recrutement ne sera pas appliqué ailleurs dans les mêmes conditions et avec un succès plus grand.

C'est quelque chose de grave en tout pays, on peut en être sûr, que de former annuellement un contingent de 80 mille hommes, pris tous indistinctement, qu'on y prenne garde, parmi les jeunes gens de vingt ans. Ce qui rend ce contingent annuel si fort, c'est d'abord le chiffre très-élevé de notre effectif militaire ; c'est, en outre, la brièveté du service. En Angleterre et en Russie, les soldats ne servent guère moins de vingt ans ; tandis qu'en France ils sont libérés après sept ans de service. Supposez donc un effectif militaire proportionnellement égal, ce qui n'est pas, le contingent annuel serait toujours trois fois plus considérable en France qu'en Angleterre ou en Russie. Dans d'autres pays, il est vrai, la durée du service est moindre ; mais on y parvient ordinairement à retenir les soldats sous les drapeaux quand leur temps est fini ; tandis qu'en France, ils rentrent presque tous chez eux, ou, s'ils se réengagent, c'est en qualité de remplaçants, ce qui ne diminue en rien le chiffre du contingent à demander.

La rigueur de nos exigences militaires ajoute encore à la difficulté de ce recrutement. On met toujours en avant le nombre des jeunes gens réformés, qu'on suppose tous débiles, et l'on dit : Voyez combien de jeunes gens malsains dans ce pauvre pays de France ! Mais on oublie que la mauvaise santé n'est pas le seul cas de réforme. Les inspecteurs repoussent d'abord les pieds-plats, qui peuvent être des hommes très-valides, mais qu'on juge impropres aux marches militaires. Appliquez rigoureusement cette règle en Hollande, où le pied-plat est si commun, et vous verrez comme le recrutement y sera facile. On repousse, en outre, les myopes, qui peuvent être aussi pour tout le reste des hommes parfaitement constitués. Combien d'autres cas de réforme qui pourtant n'affectent pas d'une manière essentielle la santé de l'homme ! Il y a enfin, dans tout ceci, un grand élément d'erreur dont on ne tient pas compte et qui affecte surtout le contingent des villes ; ce sont les mille artifices des jeunes conscrits, qui s'ingénient et se tourmentent de toutes les manières possibles pour échapper, par des maladies simulées, à la rigueur du sort qui les atteint.

¹ Il faut bien remarquer qu'il y avait déjà sous l'ancien régime beaucoup d'individus employés dans nos manufactures, particulièrement dans les manufactures de laine. Le nombre en a augmenté, mais pas autant qu'on le suppose souvent.

Il se peut bien, après tout, que la population française ne soit pas de celles qui brillent le plus par la taille ; ce qui ne voudrait pas dire qu'elle fût moins vigoureuse, ni moins bien trempée qu'une autre, car la taille des hommes, comme celle des animaux, dépend beaucoup des qualités primitives des races et de la nature du sol. Mais ce qu'il s'agit de prouver, c'est que la taille moyenne a baissé, et vraiment nous ne voyons pas même ici un commencement de preuve.

« Avant 1789, dit M. Raudot¹, le minimum de la taille était pour le soldat d'infanterie, de ligne de cinq pieds un pouce ; pour le soldat de cavalerie, de cinq pieds trois pouces : » tandis qu'aujourd'hui il n'est plus, pour le soldat d'infanterie, que d'environ quatre pieds dix pouces. Or, ajoute M. Raudot, le recrutement, qui était volontaire autrefois, s'opérait plus facilement que ne s'opère aujourd'hui le recrutement forcé.

A la bonne heure : mais comparons les conditions.

Il n'est pas vrai d'abord, comme l'auteur semble le dire, qu'avant la révolution les armées fussent aussi nombreuses que de nos jours. Depuis le règne de Louis XIV, où elles avaient été considérables, sans égaler pourtant les armées de l'Empire, jamais l'effectif des troupes ne s'est élevé, surtout en temps de paix, à trois ou quatre cent mille hommes, comme nous l'avons vu à peu près régulièrement depuis 1830. Et puis, quelle différence dans le mode de formation ! La durée des engagements était alors à peu près la même qu'aujourd'hui ; huit ans au lieu de sept ; mais ces engagements se renouvelaient presque toujours. Une fois revêtu de la casaque militaire, qu'il endossait volontairement, faute, le plus souvent, de trouver autre chose à faire, le soldat ne la quittait plus, parce que l'embarras qu'il éprouvait avant de la prendre, il l'eût trouvé plus grand encore en la quittant. Tandis qu'aujourd'hui, l'ouvrier qu'on enlève à son atelier, le paysan qu'on arrache à sa charrue, n'aspirent qu'à y revenir aussitôt que leur temps de service est expiré. Tant donc à cause de la différence de l'effectif, que par suite de la plus grande durée moyenne du service, les renouvellements annuels étaient autrefois incomparablement moins forts.

Ce n'est pas tout. On enrôlait alors les jeunes gens depuis l'âge de seize ans jusqu'à l'âge de trente-cinq ans au moins² ; fait capital, que M. Raudot rappelle dans une note, mais dont il ne tient aucun compte dans ses calculs. De seize à trente-cinq ans ; quelle marge ! On opérait donc sur dix-neuf années, sur dix-neuf générations, tandis qu'aujourd'hui le contingent est pris tout entier sur une seule, sur les jeunes gens de vingt ans. En somme, il y avait peut-être quatre ou cinq fois moins d'hommes à trouver tous les ans, et le cercle à parcourir était dix-neuf fois plus large. N'est-ce pas assez de cette seule observation pour mettre au néant toutes les inductions que l'on prétendrait tirer de la différence des tailles admise pour les soldats ? Diminuez

¹ Page 21.

² Les jeunes gens de seize ans étaient certainement encore inhabiles au service militaire, et ceux de trente-cinq ans étaient déjà trop vieux pour des débutants. Pourquoi donc avait-on reculé si loin les âges extrêmes ? Apparemment parce qu'on avait senti la nécessité d'élargir le cadre du recrutement. Ce seul fait prouve que le recrutement n'était pas alors aussi facile que M. Raudot veut bien le dire. Qui ne connaît, d'ailleurs, les mille roueries que les recruteurs mettaient en œuvre pour enrôler de nouveaux soldats ? — En temps de guerre, l'âge, pour l'admission des recrues, était reculé jusqu'à quarante et quelquefois même quarante-cinq ans.

aujourd'hui de moitié seulement l'effectif des troupes; trouvez, en outre, le moyen d'attacher le soldat pour quinze ou vingt ans à son drapeau, et le contingent annuel se trouvant alors réduit de quatre-vingt mille hommes à moins de vingt mille, vous vous trouverez déjà fort à l'aise. Si, d'un autre côté, adoptant un mode de recrutement plus rationnel, vous parvenez à étendre le cercle de vos choix, de manière qu'ils portent, par exemple, sur les jeunes gens de dix-huit à 50 ans, alors vous pourrez sans risque élever le minimum de la taille de deux ou trois pouces, et, malgré la rigueur apparente de ces nouvelles conditions, soyez tranquille, les hommes propres au service ne vous manqueront jamais.

Nous n'acceptons pas davantage tout ce que M. Raudot nous dit de la démoralisation croissante du peuple. A l'en croire, le nombre des crimes et des délits a augmenté dans une proportion énorme, aussi bien que le nombre des cas de mendicité, de vagabondage, de suicide et de mort accidentelle. Et sur quels fondements appuie-t-il ces assertions? Sur les comptes-rendus de la justice criminelle, et sur les tableaux officiels constatant le nombre des mendiants, des vagabonds, des suicidés, etc., etc. C'est se condamner d'abord à ne pas remonter bien haut dans sa revue rétrospective de la situation morale de la France, car la plupart de ces tableaux n'ont été dressés qu'à partir de 1826. Et puis, comment M. Raudot n'a-t-il pas réfléchi que tous ces relevés statistiques, assez difficiles à faire, ont dû être fort imparfaits au début, et qu'ils ne se sont redressés et complétés qu'avec le temps? Ainsi, les chiffres généralement plus élevés qu'on trouve pour les dernières années, ne prouvent, selon toute apparence, qu'une seule chose, une plus grande exactitude dans les constatations. En ce qui concerne les crimes et délits, ils prouvent peut-être encore que la justice est mieux rendue, en ce sens que moins de criminels échappent aujourd'hui à la vigilance des tribunaux. Un jour, notre grand faiseur de statistiques, M. Ch. Dupin, est parvenu à établir, au moyen de calculs assez spécieux, que, de 1770 à 1845, la vie moyenne de l'homme s'est allongée de onze années. Voici que M. Raudot prétend établir à son tour, à l'aide d'un nouveau mirage de chiffres, que, de 1789 à 1849, l'homme, le Français, s'est rapetissé, s'est étiolé au moral comme au physique. De ces deux assertions opposées, l'une ne nous paraît pas plus sérieuse que l'autre.

Mais où l'auteur se relève, c'est lorsque, renonçant à la fantasmagorie des chiffres, il fait appel à sa seule raison pour nous exposer les causes trop réelles, sinon de la décadence de la France, au moins de son atonie relative et de ses continuelles agitations. Ces causes, il les trouve presque toutes dans l'abus d'une centralisation excessive, dont il développe les conséquences avec une grande force de logique et une grande autorité de raison. Il expose tour à tour les effets de cette centralisation, sur les fonctionnaires publics et sur le maniement des affaires, sur les administrés et sur la prospérité publique, sur la colonisation de l'Algérie, sur les beaux-arts et les intelligences, et sur la fortune publique. Il montre qu'elle a engendré et qu'elle propage les idées communistes, qu'elle perpétue les révolutions, et qu'à d'autres égards elle nuit à la force défensive. Examinant tour à tour les trois institutions qui forment comme le pivot de la centralisation, l'Ecole polytechnique, le système des travaux publics et l'Université, auxquelles il aurait pu ajouter, selon nous, la Banque de France, la régie des tabacs, l'administration des haras, et beaucoup d'autres, il montre combien peu elles satisfont

les grands intérêts qu'on leur confie. Nous ne suivrons pas l'auteur dans les développements auxquels il se livre à ce sujet, d'autant mieux que nous ne pourrions plus que nous associer pleinement à sa pensée, et qu'il vaut mieux qu'on en lise l'exposé dans son ouvrage.

Nous voudrions pouvoir nous associer de même à la pensée de M. Ledru-Rollin, et nous le ferions de grand cœur, car nous ne sommes pas de ceux qui jettent la pierre aux vaincus. Mais nous sommes réduit à nous demander d'abord s'il y a réellement une pensée sérieuse dans son livre.

Ce qui fait surtout l'intérêt de ce livre, c'est une enquête sur la condition des classes ouvrières, poursuivie, on s'en souvient, par quelques-uns des rédacteurs du *Morning-Chronicle* (journal tory, pour le dire en passant), et que M. Ledru-Rollin a reproduite *in extenso*. Enquête fort instructive assurément, quoique l'impartialité puisse en être à bon droit suspecte, et pleine de détails d'un intérêt poignant.

Aux faits saisissants produits par cette enquête, déjà fort longue, M. Ledru-Rollin en a ajouté quelques autres puisés à des sources diverses, et ayant tous également pour objet de faire ressortir la condition misérable des classes ouvrières de la Grande-Bretagne, aussi bien que la situation précaire des industriels en général. Ecrivain neuf et très-inexpérimenté en ces matières, M. Ledru-Rollin a pris de confiance, sans distinction, sans contrôle et sans choix, tous les faits et tous les dires qui lui sont tombés sous la main. Ou plutôt, écrivain partial autant qu'inexpérimenté, il a recueilli avec soin tous les faits et tous les dires, vrais ou faux, qui pouvaient tendre à justifier sa thèse, à savoir, que l'Angleterre périt, que l'Angleterre se meurt, en écartant avec un soin égal tous les faits, même officiels, qui auraient pu adoucir la sombre couleur de ses tableaux. Il ne se contente même pas de cela. A la peinture, certainement outrée, de misères trop réelles, il joint des accusations sans nom contre le gouvernement anglais, et surtout contre l'aristocratie anglaise. C'est la *perfidie Albion* qui renaît sous sa plume : ce sont les cris presque oubliés de 1793, qui retrouvent en 1850 un trop fidèle écho.

Il y a donc beaucoup à laisser dans l'ouvrage de M. Ledru-Rollin ; mais il y a aussi beaucoup à prendre. Pourvu qu'on sache y faire la part de l'exagération et du faux, on trouve là une ample matière à réflexion. Les faits abondent et les enseignements aussi. Ne demandez pas à l'auteur d'où vient cette atroce misère dont il déroule le tableau : il n'en sait rien et ne paraît pas chercher à le savoir. Il déclame vaguement, il est vrai, contre l'égoïsme des classes élevées ; mais tout cela n'explique rien, puisque cet égoïsme se retrouve à peu près au même degré partout. Il semble croire que la misère existe tout simplement parce qu'on lui a dit de naître, parce que les classes supérieures l'ont voulu, et qu'il suffira, quelque jour, de prononcer un *quos ego* ou un *fiat lux*, pour la faire disparaître sans retour. Cependant il se rencontre çà et là, dans sa parole impétueuse, au milieu du choc de ses idées incohérentes, quelques lueurs qu'on peut saisir.

A n'en pas douter, ce qui fait la misère des basses classes en Angleterre, au milieu de la richesse générale du pays, c'est, d'abord, l'abus des privilèges aristocratiques, que M. Ledru-Rollin rappelle avec raison, mais dont M. Fr. Bastiat avait dépeint mieux que lui les conséquences dans la brillante introduction de son ouvrage sur *Cobden et la Ligue* ; c'est, en outre, le poids énorme de l'impôt, qui enlève au pauvre ouvrier la meilleure part de son

salaire ; c'est enfin la viciieuse constitution des Banques, organisées de telle sorte que les bienfaits du crédit, concentrés dans les classes supérieures et moyennes, ne peuvent descendre au-dessous. Ce dernier abus, M. Ledru-Rollin l'entrevoit quelquefois, mais sans en approfondir la nature ni la cause, et il l'attribue plaisamment à l'excès de liberté. Mais à ces causes il faut en ajouter une autre qui les domine toutes ; c'est l'effet dissolvant de la taxe des pauvres ; poison corrosif, insinué autrefois dans les veines de la Grande-Bretagne, et qu'elle ne peut parvenir à dégorger. On a voulu naguère inoculer à la France un poison semblable, sous le nom de droit au travail, ou de droit à l'assistance. Heureusement pour elle, le calice, un instant approché de ses lèvres, s'est éloigné avant que le fatal breuvage eût corrompu son sang.

Aucune des plaies qui rongent le sein de la Grande-Bretagne n'est bien nouvelle. La plus récente de toutes, l'énormité de la dette et de l'impôt, a été singulièrement aggravée durant les longues guerres soutenues contre la France. Depuis ce temps, l'Angleterre a fait, pour adoucir ses misères, de louables et généreux efforts, auxquels M. Ledru-Rollin ne rend pas assez justice. Il ne faut pas désespérer de les lui voir guérir toutes les unes après les autres, tant qu'elle aura le courage de les sonder.

Ce n'est pas le mérite du style qui manque à l'ouvrage de M. Ledru-Rollin ; tout au contraire. On a dit du puissant tribun, que son talent comme orateur avait grandi depuis la révolution de Février. L'ouvrage qui nous occupe fera dire de même, non sans raison, que son talent comme écrivain a mûri. On ne trouve plus peut-être dans son style autant de rondeur ni de véhémence qu'autrefois ; mais, en revanche, on y trouve moins d'enflure, plus de précision et de vigueur. Ce qui lui manque encore, c'est la maturité de la pensée. Pour Dieu ! réfléchissez donc à ce que vous dites ; tâchez d'être toujours d'accord avec vous-même, s'il est possible ; dépouillez-vous de ces passions factices, maladies d'un autre âge, qui altèrent presque toujours vos jugements, et n'acceptez qu'à bon escient les faits qui servent de base à toutes vos deductions.

Pour terminer, nous ferons une dernière réflexion, qui s'adresse à la fois aux deux auteurs dont nous venons de juger les œuvres.

Les peuples qui jouissent d'un gouvernement représentatif et de la liberté de la presse, sont les seuls qui connaissent toutes leurs misères : les autres les ignorent. La tribune publique et la presse sont deux yeux incessamment ouverts sur un pays ; deux moniteurs incommodes, mais vigilants, qui en signalent toutes les taches. De là vient que les peuples soumis au régime constitutionnel paraissent souvent plus mal partagés que les autres, lorsqu'en réalité leur condition est meilleure. Vous connaissez les misères de la France et de l'Angleterre, que tant de voix signalent : connaissez-vous celles de la Russie ou de l'Égypte ? Elles sont grandes celles que vous voyez : qui sait s'il n'y en a pas d'autres plus grandes que vous ne voyez pas ? Sans renoncer à guérir le mal qu'on aperçoit, il faudrait donc se défier des jugements qu'on porte sur différents peuples et des comparaisons qu'on établit entre eux.

CH. COQUELIN.

CORRESPONDANCE.

RÉPONSE DE M. ARRIVABENE A UNE LETTRE RELATIVE A SON OPINION SUR L'IMPÔT FONCIER.

Monsieur,

L'opinion que j'ai soutenue dans mon article sur l'impôt foncier, et à laquelle beaucoup de personnes éclairées ont adhéré, vient de recevoir une nouvelle adhésion, l'auteur de la lettre qui vous a été adressée à ce sujet avouant que *la conséquence à laquelle je suis arrivé est vraie*.

Cette adhésion est d'autant plus remarquable qu'elle a été donnée malgré une argumentation que l'auteur de la lettre a qualifiée d'*une clarté douteuse*. Si la vérité s'est fait jour à travers une semblable argumentation, il faut que ce soit une vérité bien vraie ; elle ne peut plus être sujette à contestation : voilà l'essentiel.

J'ignore ce qui arrive aux autres écrivains, mais, quant à moi, il est bien rare que dans un travail sorti de mes mains, je ne découvre pas de grandes imperfections. Quant à l'article en question, par exemple, je n'ai pas bien rendu ma pensée, en disant que le capital terre est une chose complexe, un mélange de capitaux, de travail et d'agent naturel ; comme s'il n'en était point de même de tous les capitaux. Le capital terre diffère de deux manières seulement des autres capitaux : d'une manière générale, à cause de sa plus grande fixité ; d'une manière particulière, lorsqu'il résulte de l'union des capitaux et du travail avec l'agent naturel terre, placé dans des conditions exceptionnellement favorables, et dont la quantité, dans un certain rayon de l'espace, a été épuisée par l'appropriation.

Mais il me semble que l'auteur de la lettre ne m'a pas compris dans les passages où il n'y avait absolument pas défaut de clarté.

« En supposant, dit-il, qu'un capital produise 5, si vous lui enlevez par l'impôt, « un cinquième, il ne reste plus que 4 pour la production. Or, le capital, qui fait « partie des frais de production, restant le même, tandis que les produits diminuent, « il est évident que, pour ces produits, il y a aggravation de frais de production. » Mais peut-on dire qu'il y ait aggravation des frais de production, lorsque les produits se vendent au même prix qu'auparavant ? Dans ce cas, y a-t-il autre chose que ce que l'auteur de la lettre dit lui-même, autre chose que perte pour le producteur ? Et, comme dans la production il y a deux espèces de capitaux engagés, ceux qui ont servi à rendre la terre cultivable, et ceux qui ont été employés à la cultiver, la perte sera subie par les premiers, comme étant les plus immobilisés ; dans le cas supposé de l'établissement ou de l'augmentation de l'impôt foncier, le capital terre obtiendra un intérêt inférieur à celui dont il jouissait auparavant ; ce sera un placement de fonds qui, par des circonstances imprévues, est devenu mauvais. Lorsque l'argent est à bas prix, que l'on peut se procurer des capitaux à 3 ou à 2 pour 100 d'intérêt, peut-on dire que les frais de production soient augmentés ? Ne cite-t-on pas le bas prix des capitaux comme une des raisons de la supériorité de la production anglaise sur celle des autres pays ? Si l'opinion de l'auteur de la lettre était fondée, il faudrait donc dire que les frais de production sont plus grands en Angleterre qu'ailleurs, parce que les capitaux y sont à meilleur compte.

Aussi longtemps que cette partie des capitaux, fixée dans la terre, au point de ne pouvoir en être détachés d'aucune manière, rapportera un intérêt quelconque, ne

fût-ce que $1/4$ pour 100, le propriétaire continuera à la cultiver lui-même, ou se contentera de ne recevoir, de la personne à laquelle il la cédera, qu'un loyer correspondant à ce $1/4$ pour 100; et ce fait n'est pas particulier au capital terre : il se produit également pour une partie des capitaux fixes engagés dans l'industrie manufacturière. Un grand fabricant de genièvre, à Londres, en me montrant ses vastes usines, dont l'établissement lui avait coûté des sommes énormes, me disait : Mon capital fixe ne me rapporte pas 1 pour 100 ; je continue néanmoins à fabriquer du genièvre, malgré le bas prix auquel il est descendu, parce que si je cessais d'en fabriquer, ce capital ne me rapporterait rien du tout. Du fait donc qu'un cinquième d'intérêt serait enlevé au capital terre, il ne résulterait aucune influence sur les frais de production. Ces frais n'augmenteraient que dans les cas où l'impôt foncier serait tellement élevé qu'il frapperait les intérêts mêmes de la partie du capital terre qui est susceptible d'un autre emploi ; ou bien si un impôt était établi sur les capitaux engagés dans la culture.

Un impôt foncier excessif aurait cependant pour résultat d'arrêter tout défrichement ; et comme la réaction va souvent au delà de l'action qui l'a provoquée, l'offre des produits agricoles pourrait, par ce fait, devenir inférieure à la demande, et leur prix augmenter : avec l'augmentation du prix, la situation des possesseurs du capital terre deviendrait meilleure. Ce qui est étonnant, c'est que l'auteur de la lettre, après m'avoir bien combattu, arrive enfin aux mêmes conclusions que moi-même.

Ces conclusions l'effrayent ; mais il peut se rassurer : dans la réalité, les choses humaines arrivent rarement aux points extrêmes vers lesquels elles semblent tendre. M'emparant de votre juste observation, je dirai qu'il en est de ces choses comme de la somme des frais de production ; elles se tiennent généralement autour d'un centre fixe, à l'instar de ce que fait le prix courant.

Il est cependant bon, lorsque l'on soulève une question, de la considérer sous toutes ses faces, d'en faire ressortir tout ce qu'elle renferme, de l'épuiser, sans avoir peur des vérités qu'on y rencontre.

Les sociétés humaines voguent sur une mer qui recèle dans son sein de nombreux écueils. Serait-il prudent de s'aventurer sur cette mer les yeux fermés ? Serait-il juste de mettre sur le compte de ceux qui ont signalé ces écueils les naufrages que l'on ferait ? Si quelqu'un voulait me rendre responsable des conséquences d'un principe vrai que j'aurais établi, et si j'osais associer mon nom à celui d'un homme illustre, je dirais, en terminant, que ce serait procéder à mon égard comme on l'a fait avec l'auteur du *Principe de la population* : la vérité qu'il a révélée étant désagréable à entendre, on l'a niée, et on a méconnu celui qui l'a découverte.

Agréez, monsieur, etc.,

J. ARRIVABENE.

BULLETIN.

LOI PORTANT FIXATION DU BUDGET DES DÉPENSES DE L'EXERCICE 1851.

ART. 1^{er}. Des crédits sont ouverts jusqu'à concurrence d'un milliard trois cent soixante-sept millions deux cent quarante-deux mille cinq cent neuf francs (1,367,242,509 fr.) pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1851, conformément à l'état A ci-annexé.

ART. 2. Des crédits sont ouverts jusqu'à concurrence de soixante-sept millions trois cent quatre-vingt-onze mille cinq cent trente-huit francs (67,391,538 fr.) pour les travaux extraordinaires de l'exercice 1851, conformément au même état A ci-annexé.

ART. 3. Les dépenses des services spéciaux portées pour ordre au budget de l'Etat et les recettes des mêmes services sont fixées à la somme de vingt et un millions vingt-sept mille trois cent quatre-vingt-douze francs (21,027,392 fr.) pour l'exercice 1851, conformément au tableau B ci-annexé.

ART. 4. Les dépenses du service départemental et les ressources spécialement attribuées à ce service par la loi du 10 mai 1838 sont évaluées à la somme de cent quatre millions trente-neuf mille trois cent trente francs (104,839,330 fr.) pour l'exercice 1851, et leur affectation par section spéciale est et demeure déterminée conformément au tableau C ci-annexé.

ART. 5. Les dépenses du service colonial et les ressources attribuées audit service sont évaluées à la somme de dix-sept millions neuf cent deux mille six cents francs (17,902,600 fr.), pour l'exercice 1851, et leur affectation est et demeure déterminée conformément au tableau D ci-annexé.

ART. 6. L'effectif à entretenir en Algérie au delà duquel il y aura lieu à l'application du deuxième paragraphe de l'art. 4 de la loi des finances du 11 juin 1842 est fixé, pour l'année 1851, à soixante et quinze mille hommes et seize mille quatre cent vingt-huit chevaux. (29 juillet.).

REVENUS PUBLICS EN FRANCE PENDANT LES SIX PREMIERS MOIS DE 1850, 1849 ET 1848. — Le ministère des finances a fait publier dans le *Moniteur* le montant des impôts perçus pendant les six premiers mois de l'année 1850, comparés aux six premiers mois de 1849 et de 1848.

1. Impôts et revenus indirects.

	1850.	1849.	1848.
Droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèques, etc.....	99,256,000	87,882,000	90,910,000
Droit de timbre.....	17,402,000	16,391,000	15,943,000
Droits de douanes à l'importation. { Céréales.....	6,000	56,000	425,000
{ Marchandises diverses.....	38,197,000	38,800,000	26,145,000
{ Sucres des colonies françaises..	11,705,000	15,185,000	9,378,000
{ Sucres étrangers.....	7,659,000	5,958,000	2,627,000
Droits de douanes à l'exportation.....	1,222,000	1,241,000	947,000
Droits de navigation.....	1,200,000	1,157,000	1,094,000
Droits et produits divers de douanes.....	1,414,000	1,208,000	912,000
Taxe de consommation des sels perçue dans le rayon des douanes.....	8,360,000	12,564,000	21,248,000
Droits sur les boissons.....	47,476,000	43,695,000	44,874,000
Taxe de consommation des sels perçue hors du rayon des douanes.....	2,149,000	3,055,000	5,747,000
Droit de fabrication sur les sucres indigènes.....	14,455,000	12,284,000	10,331,000
Droits divers et recettes à différents titres.....	18,383,000	16,221,000	14,584,000
Produit de la vente des tabacs.....	58,911,000	56,169,000	57,723,000
Produit de la vente des poudres.....	2,279,000	2,095,000	2,559,000
Produit de la taxe des lettres; droit sur les envois d'argent, et recettes diverses.....	19,174,000	18,988,000	25,045,000
Produit des places dans les malles-postes.....	528,000	775,000	740,000
Produit des places dans les paquebots.....	690,000	712,000	595,000
	350,467,000	334,436,000	331,827,000

Les recettes de 1848, pour le sel, comprennent une somme de 17,996,000 fr., formant les deux tiers de l'impôt du sel, dont la perception a été supprimée à partir de 1849. (Sels des marais salants, 14,166,000 fr.; sels hors du rayon des douanes, 3,830,000 fr.) Ainsi, en admettant l'égalité de la taxe sur les sels, en 1848

et en 1850, il y aurait sur le 1^{er} semestre de 1850 une augmentation de 36,636,000 fr.

Dans les postes, les envois d'argent à 2 pour 100 ont produit, en 1850, 67,000 rancs d'augmentation sur 1848, qui, réunis à 6,000 fr. de recettes accidentelles, donnent une augmentation de 73,000 fr. Mais le revenu des lettres a diminué de 5,901,000 fr.; le droit de transport des marchandises et des matières d'or et d'argent, par les paquebots ordinaires, de 27,000 fr.; le droit de transit et de correspondances étrangères a diminué de 16,000 fr.; en tout les diminutions ont été de 5,944,000 fr., et de 5,871,000, si on en défalque les augmentations.

Si on compare 1850 et 1849, on voit que la diminution de 4,204,000 fr. sur la taxe de la consommation des sels perçue dans le rayon des douanes, et celle de 906,000 fr. sur les droits des sels de l'intérieur (ensemble 5,110,000 fr.), représentant une quantité de 51,100,000 kilogrammes, dont le 1^{er} semestre de 1849 a profité, par suite des approvisionnements différés en 1848, dans l'attente du dégrèvement. Sans cette circonstance exceptionnelle, l'excédant des recettes du 1^{er} semestre de 1850, au lieu d'être de 16,051,000 fr., se serait élevé à 21,141,000 fr.

En 1850, les lettres ont produit une augmentation de 192,000 fr. sur 1849; les envois d'argent, une augmentation de 19,000 fr., et les recettes accidentelles, une augmentation de 1,000 fr. Il y a eu une diminution de 1000 fr. sur le transport des matières d'or et d'argent par les paquebots, et une de 25,000 fr. sur le droit de transit des correspondances étrangères.

II. *Impôt direct.*

	RECouvreMENTS du 1 ^{er} semestre 1850.	RECouvreMENTS effectués en 1849.	TOTAL au 30 juin 1850.	MONTANT des rôles.	RESTE à recouvrer.
Exercice 1849....	40,838,000	390,291,000	431,129,000	437,605,000.	6,476,000
Exercice 1850....	173,984,000	»	173,984,000	430,345,000	256,361,000
Contribution des biens de mainmorte :					
Exercice 1849....	364,000	2,709,000	3,073,000	3,176,000	103,000
Exercice 1850....	22,000	»	»	907,000	885,000

Les 5 douzièmes du mois de juin s'élevant à 179,000,000 fr., la somme de 175,684,000 fr. représente, à *environ un sixième de douzième près*, le montant des contributions exigibles. A la même époque de l'année 1849, la proportion du retard était de 6/10 de douzième.

LOI SUR LES CHEMINS DE FER DE TOURS A NANTES ET D'ORLÉANS A BORDEAUX. — L'Assemblée législative a adopté, dans la séance du 6 août, une loi concernant les deux chemins de fer de Tours à Nantes et d'Orléans à Bordeaux.

Voici les divers articles de cette loi, avec des remarques faisant apprécier les différences notables qu'elle introduit aux cahiers des charges de ces compagnies.

« ART. 1^{er}. Le ministre des travaux publics est autorisé à modifier ainsi qu'il suit les clauses et conditions de la concession du chemin de fer de Tours à Nantes. »

Le projet de loi présenté par M. Bineau n'ayant même pas été communiqué aux compagnies respectives, ces dernières peuvent accepter ou refuser les changements votés par l'Assemblée.

« 1^o La durée de la concession sera portée à 50 années. »

La concession du chemin de fer de Tours à Nantes est de trente-quatre ans et quinze jours; cela fait donc une augmentation de quinze ans et trois cent

quarante-cinq jours. Suivant M. Bineau, au lieu d'affecter un amortissement de 1.4314 pour 100 au remboursement de son capital, elle pourrait, grâce à la nouvelle durée de la concession, n'y consacrer que 0.6550 pour 100. Elle pourrait ainsi augmenter son dividende annuel d'une somme de 310,560 francs.

« 2° La Compagnie sera exonérée de l'obligation de rembourser à l'Etat le prix des terrains et bâtiments acquis pour l'établissement de la voie. »

Pour comprendre ce paragraphe, il faut savoir que pour la ligne de Nantes, c'est l'Etat qui a construit le chemin, mais que la compagnie s'est engagée à rembourser à l'Etat le prix des terrains et bâtiments acquis pour l'établissement du chemin, à fournir et à poser à ses frais la voie de fer, à fournir les locomotives, wagons, etc., et à établir à ses frais les clôtures de la ligne. L'Etat ne se trouvait payer de cette sorte que les travaux en maçonnerie, les frais de nivellement de la voie et la construction des gares, stations, passages à niveau, etc. L'importance de l'exonération du prix des terrains et bâtiments est évaluée par M. Bineau à 7 millions et demi.

« Toutefois, le partage des bénéfices avec l'Etat aura lieu après 6 pour 100, jusqu'à ce que l'Etat en ait retiré la somme de 7,500,000 fr. »

Ce paragraphe est un amendement de M. Combarel de Leyval, auquel la Commission a adhéré. Suivant l'art. 36 du cahier des charges, après cinq ans d'exploitation, le surplus de 8 pour 100 du capital dépensé par la Compagnie sur les bénéfices nets est partagé par moitié entre l'Etat et la Compagnie. On voit que l'amendement a pour but d'abaisser le maximum au delà duquel il y a partage jusqu'à ce que l'Etat soit rentré dans la somme que le paragraphe précédent remet en terrains et travaux à la Compagnie.

« 3° Elle aura la faculté d'exploiter provisoirement sur une seule voie la section d'Angers à Nantes. La seconde voie devra être posée dans le délai de deux années à partir de l'ouverture de l'exploitation. »

L'article 8 du cahier des charges porte que la voie sera double sur tout le parcours. L'avantage de ce paragraphe pour la Compagnie de Nantes n'est qu'un ajournement de dépenses.

« 4° La Compagnie prendra à sa charge et exécutera à ses frais tous les travaux restant à faire et non encore adjugés, pour l'établissement des gares, stations et ateliers. »

On a vu, à propos du deuxième paragraphe, que ces travaux sont, en vertu du cahier des charges, à la charge de l'Etat. Il résulte du nouveau paragraphe que la Compagnie aurait pour environ deux millions (suivant M. Bineau) de nouveaux travaux à sa charge.

« Ces travaux seront exécutés d'après les plans dressés par la Compagnie et arrêtés par l'administration supérieure. Pour les achever, la Compagnie aura un délai de 10 années, à dater de la présente loi. Jusqu'à leur achèvement, elle devra y suppléer par des bâtiments provisoires exécutés à ses frais, et dont les dispositions et l'étendue seront également soumises à l'approbation de l'administration.

« 5° Le délai de deux années accordé à la Compagnie, à dater de la livraison, pour poser la voie et exploiter, sera réduit à une année.

« Toutefois, l'exploitation de la section d'Ancenis ne sera obligatoire pour elle que le jour où elle devra exploiter la section d'Angers à Ancenis.

« 6° La Compagnie ne pourra réclamer de l'Etat aucune indemnité à raison du retard qu'il a ou aura apporté dans la livraison des travaux qui sont à sa charge. »

D'après l'art. 47 du cahier des charges la livraison des travaux à la charge de l'Etat devait être faite dans le délai de quatre années à partir de l'approbation de l'adjudication à intervenir. En cas de retard, il était tenu compte à la Compagnie, jusqu'à complète livraison, de l'intérêt à 4 pour 100 de la portion de son capital réalisée et engagée pour les parties de chemins non livrées, mais déduction faite des bénéfices qui proviendraient des parties déjà mises en exploitation, et qui excéderaient l'intérêt à 5 pour 100 des sommes dépensées sur ces parties. L'adjudication ayant été approuvée le 27 novembre 1845, les travaux à la charge de l'Etat auraient dû être livrés complètement le 27 novembre 1849; ils ne le seront qu'environ un an plus tard suivant le ministre des travaux publics.

« ART. 2. Le ministre des travaux publics est autorisé à modifier ainsi qu'il suit les clauses et conditions de la concession du chemin de fer d'Orléans à Bordeaux:

« 1^o La durée de la concession sera portée à 50 années. »

La concession du chemin de fer d'Orléans à Bordeaux étant de 27 ans et 278 jours, l'augmentation proposée est de 22 ans 82 jours. Le taux de l'amortissement se trouve ainsi réduit de 2 pour 100 à 0.6550 pour 100. Le dividende pourra s'augmenter de 874,250 fr. par année par cette combinaison:

« 2^o La Compagnie aura la faculté d'exploiter provisoirement sur une seule voie les sections comprises entre Tours et Bordeaux. La seconde voie devra être posée dans un délai de trois années, à dater de l'ouverture de l'exploitation de chaque section, avec faculté par la Compagnie de déterminer l'ordre des sections dans lequel elle devra commencer à poser cette seconde voie; de sorte que si pour une section la Compagnie devance le terme de trois ans pour la pose de la deuxième voie, elle pourra retarder d'autant la pose de deuxième voie sur une autre section de même longueur. »

M. Bineau avait proposé deux années; la Commission a augmenté le délai d'une année; de plus, le dernier membre de phrase commençant par ces mots *avec faculté*, est également de la Commission. Mêmes réflexions sur ce paragraphe que pour Nantes sur le paragraphe 3^o.

Les prix des terrains et bâtiments acquis pour l'établissement du chemin étant à la charge de l'Etat; il n'y a pas lieu, comme pour Nantes, d'en exonérer la Compagnie:

« 3^o La Compagnie prendra à sa charge et exécutera à ses frais tous les travaux restant à faire et non encore adjugés pour l'établissement et l'achèvement des gares, stations et ateliers. »

Ces travaux sont évalués par M. Bineau vers 3 à 4 millions. Du reste, même réflexion que pour Nantes, les frais à la charge de l'Etat ou de la Compagnie étant ordonnés de la même manière que pour Tours à Nantes, sauf le remboursement des terrains, comme nous avons dit plus haut.

« Ces travaux seront exécutés d'après des plans dressés par elle et arrêtés par l'administration supérieure. Pour les achever, la Compagnie aura un délai de dix ans, à dater de la présente loi. Jusqu'à leur achèvement, elle devra y suppléer par les bâtiments provisoires exécutés à ses frais et dont les dispositions et l'étendue seront également soumises à l'approbation de l'administration.

« 4^o Le délai de deux années, accordé à la Compagnie, à dater de la livraison, pour poser la voie de fer et exploiter, sera réduit à une année.

« Toutefois, l'exploitation de la section d'Angoulême à Libourne ne sera obliga-

toire pour elle que le jour où elle devra exploiter la section de Libourne à Bordeaux.

« 5° La Compagnie ne pourra réclamer de l'Etat aucune indemnité à raison du retard qu'il aura apporté dans la livraison des travaux qui sont à sa charge. »

Mêmes observations que pour Nantes, les deux cahiers des charges contenant à ce sujet des dispositions identiques. Seulement le délai est de six ans pour Bordeaux à partir du 24 octobre 1844; les travaux devraient donc être livrés le 24 octobre 1850; M. Bineau pense qu'ils ne pourront l'être au plus tôt avant la fin de 1852.

« ART. 3. Pour assurer la prompte et complète exécution du chemin de fer, objet de la présente loi, les Compagnies seront tenues de verser au Trésor, en compte courant :

« 1° La Compagnie de Tours à Nantes, six millions, savoir : 2 millions fin janvier 1851; 2 millions fin juin 1851; 2 millions, fin octobre 1851 ; »

« 2° La Compagnie d'Orléans à Bordeaux, 12 millions, savoir : 3 millions fin janvier 1851; 3 millions fin juin 1851; 3 millions fin janvier 1852; 3 millions fin juin 1852;

« Les intérêts du compte courant seront réglés tous les six mois, au taux moyen de l'intérêt des bons du Trésor. Les fonds versés au Trésor seront toujours à la disposition des Compagnies pour l'exécution des travaux. Les Compagnies auront la faculté de s'affranchir de ces versements, à la condition de justifier, sous le contrôle des ingénieurs de l'Etat, qu'aux époques ci-dessus fixées elles ont exécuté pour une somme égale de travaux sur les sections d'Angers à Nantes, de Tours à Poitiers, d'Angoulême à Bordeaux, ou effectué des approvisionnements de rails, coussinets, traverses et matériel roulant, destinés au service des sections ci-dessus désignées. »

« Dans le cas où les Compagnies n'auraient pas effectué les versements aux époques fixées ci-dessus, elles encourraient, par le seul fait de l'inexécution de cette obligation, la déchéance de leurs concessions, prévue par l'article 16 de leur cahier des charges. »

Cet amendement a été proposé par M. Loyer et modifié par la Commission.

« ART. 4. Les compagnies de Tours à Nantes et d'Orléans à Bordeaux seront tenues de transporter les troupes de toutes armes voyageant en corps, à leur prix de revient. Les militaires voyageant isolément continueront à jouir du bénéfice du tarif actuel.

« ART. 5. Sans dérogation aux dispositions de l'art. 31 du cahier des charges, annexé à l'ordonnance du 26 juillet 1844, pour le chemin d'Orléans à Bordeaux, et de l'art. 29 du cahier des charges, annexé à l'ordonnance du 19 juillet 1845, pour le chemin de fer de Tours à Nantes, un train régulier et journalier sera mis, à l'aller et au retour, à la disposition du ministre des finances pour le transport des dépêches sur toute l'étendue des deux lignes. La marche et les stationnements des convois, ainsi que les heures de départ et d'arrivée soit de jour, soit de nuit, seront, sauf l'observation des règlements de police, réglés par le ministre des finances et le ministre des travaux publics, après avoir entendu les compagnies. Le transport des dépêches par ces trains aura lieu dans les voitures des compagnies et sera gratuit. »

Ces deux dispositions, qui ne faisaient partie ni du projet ministériel, ni du projet de la Commission, résument divers amendements présentés par plusieurs membres de l'Assemblée.

Sous l'empire des cahiers des charges actuels, les militaires ou marins

voyageant en corps ne sont assujettis, eux et leurs bagages, qu'au quart de la taxe du tarif.

« ART. 6. Les voitures de troisième classe seront couvertes et fermées à vitres. »

Cet amendement est de M. Schœlcher. Les voitures de troisième classe des deux chemins de fer devaient être, aux termes des cahiers des charges respectifs, couvertes, mais avec rideaux seulement, au lieu de glaces.

« ART. 7. Les conventions à passer entre M. le ministre des travaux publics et les Compagnies, pour l'exécution de la présente loi, ne seront valables et définitives qu'après avoir été approuvées par un décret du président de la République. Ces conventions ne seront passibles que du droit fixe de un franc. »

C'est textuellement l'art. 3 et dernier du projet ministériel.

Tel est l'ensemble de la loi adoptée et votée, le 6 août, par l'Assemblée législative, par 291 voix contre 228.

Parmi les amendements rejetés, figure celui de M. Lefèvre-Duruflé qui, pour compenser les charges imposées par le dernier paragraphe, proposait d'augmenter les concessions de cinq ans, soit de les porter à cinquante-cinq ans, au lieu de cinquante. Il a été rejeté.

ALPH. C.

LOI SUR LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS.

ARTICLE 1^{er}. Les associations connues sous le nom de Sociétés de secours mutuels pourront, sur leur demande, être déclarées établissements d'utilité publique aux conditions ci-après déterminées.

ART. 2. Ces Sociétés ont pour but d'assurer des secours temporaires aux sociétaires malades, blessés ou infirmes, et de pourvoir aux frais funéraires des sociétaires.

Elles ne pourront promettre de pensions de retraite aux sociétaires.

ART. 3. Elles devront compter au moins 100 membres, et ne pas dépasser 2,000.

Toutefois, le ministre pourra, sur la demande du maire et du préfet, autoriser les Sociétés à admettre plus de 2,000 membres.

Le nombre minimum de 100 pourra être réduit pour les communes rurales ou dans des cas exceptionnels.

ART. 4. Ces Sociétés sont placées sous la protection et la surveillance de l'autorité municipale ; le maire ou un adjoint par lui délégué ont toujours le droit d'assister à toute séance ; lorsqu'ils y assistent, ils les président.

Les présidents et vice-présidents sont nommés par l'association, conformément aux règles établies par les statuts de la Société.

Ils peuvent être révoqués dans la même forme.

ART. 5. Les cotisations de chaque sociétaire seront fixées par les statuts, d'après les tables de maladie et de mortalité confectionnées ou approuvées par le gouvernement.

ART. 6. Lorsque les fonds réunis dans la caisse d'une Société de plus de 100 membres s'élèveront au-dessus de la somme de 3,000 francs, l'excédant sera versé à la Caisse des dépôts et consignations.

Si la Société est composée de moins de 100 membres, ce versement pourra avoir lieu lorsque les fonds réunis dans sa caisse dépasseront 1,000 francs.

Le taux de l'intérêt des sommes déposées est fixé à 4 1/2 pour 100 par an, jusqu'à ce qu'il ait été statué autrement par une loi.

Les Sociétés de secours mutuels pourront faire aux caisses d'épargne des dépôts

de fonds égaux à la totalité de ceux qui seraient permis au profit de chaque sociétaire individuellement.

ART. 7. Les Sociétés déclarées établissements d'utilité publique pourront recevoir des donations et legs, après y avoir été dûment autorisées.

Les dons et legs de sommes d'argent ou d'objets mobiliers dont la valeur n'excèdera pas 1,000 francs seront exécutoires en vertu d'un arrêté du préfet.

Les gérants et administrateurs de ces Sociétés pourront toujours, à titre conservatoire, accepter les dons et legs. La décision de l'autorité qui interviendra ultérieurement aura effet du jour de cette acceptation.

ART. 8. Au besoin, les communes fourniront gratuitement aux Sociétés dûment autorisées, ou aux sections établies dans leur circonscription, les locaux nécessaires.

Elles leur fourniront aussi gratuitement les livrets et registres nécessaires à l'administration et à la comptabilité.

En cas d'insuffisance des ressources de la commune, cette dépense sera à la charge du département.

ART. 9. Tous les actes intéressant les Sociétés de secours mutuels dûment autorisées seront exempts des droits de timbre et d'enregistrement.

ART. 10. Sont nulles de plein droit les modifications apportées à ses statuts par une Société de secours mutuels autorisée, si elles n'ont pas été préalablement approuvées par le gouvernement.

La dissolution ne sera valable qu'après la même approbation.

En cas de dissolution d'une Société de secours mutuels, il sera restitué aux sociétaires faisant à ce moment partie de la Société le montant de leurs versements respectifs, jusqu'à concurrence des fonds existants, et déduction faite des dépenses occasionnées personnellement.

Les fonds restés libres après cette restitution seront partagés entre les Sociétés du même genre ou les établissements de bienfaisance situés dans la commune, ou, à leur défaut, entre les Sociétés de secours mutuels dûment autorisées du même département, au prorata du nombre de leurs membres.

ART. 11. Un règlement d'administration publique déterminera :

1° Les conditions et garanties générales sous lesquelles les Sociétés de secours mutuels seront reconnues comme établissements d'utilité publique dans les limites fixées par la présente loi ;

2° Le mode de surveillance de ces établissements par l'Etat ;

3° Les causes qui pourraient autoriser les préfets à prononcer la suspension temporaire de ces Sociétés ;

4° Les formes et conditions de leur dissolution.

ART. 12. Les Sociétés de secours mutuels déjà reconnues comme établissements d'utilité publique continueront à s'administrer conformément à leurs statuts.

Les Sociétés non autorisées, mais existant depuis un temps assez long pour que les conditions de leur administration aient été suffisamment éprouvées, pourront être reconnues comme établissements d'utilité publique, lors même que leurs statuts ne seraient pas complètement d'accord avec les conditions de la présente loi.

Les autres Sociétés de secours mutuels actuellement constituées ou qui se formeraient à l'avenir, s'administreront librement, tant qu'elles ne demanderont pas à être reconnues comme établissements d'utilité publique.

Néanmoins, elles pourront être dissoutes par le gouvernement, le Conseil d'Etat entendu, dans le cas de gestion frauduleuse, ou si elles sortaient de leur condition de Sociétés mutuelles de bienfaisance.

En cas de contravention à l'arrêté de dissolution, les membres, chefs ou fonda-

teurs seront punis correctionnellement des peines portées en l'article 13 de la loi du 28 juillet 1848.

ART. 13. Le ministre de l'agriculture et du commerce rendra compte, dans le premier semestre de chaque année, de l'exécution de la présente loi.

A cet effet, chaque Société de secours mutuels devra fournir, à la fin de l'année, au préfet du département où elle est placée, un compte de la situation et un état des cas de maladie ou de mort éprouvés par les sociétaires dans le cours de l'année.

ART. 14. Un crédit extraordinaire de 100,000 fr. est ouvert à M. le ministre du commerce pour subvenir aux dépenses nécessaires à l'exécution de la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, les 8 mars, 5 et 15 juillet 1850.

LOI CONCERNANT : 1° LE SEL DE TROQUE ; 2° L'INTRODUCTION DES SELS ÉTRANGERS ; 3° L'EMPLOI DU SEL ÉTRANGER POUR LA PÊCHE DE LA MORUE.

ARTICLE 1^{er}. Continueront à être observées jusqu'au 1^{er} janvier 1853 les dispositions de l'article 16 de la loi du 17 juin 1840, en ce qui concerne :

1° L'exploitation des petites salines des côtes de la Manche ;

2° Les allocations et franchises sur le sel dit de troque dans les départements du Morbihan et de la Loire-Inférieure.

A cette époque, toutes les ordonnances et décrets rendus en vertu de la loi du 17 juin 1840, et du présent article, cesseront d'être exécutoires, et toutes les salines seront soumises aux prescriptions de la loi de 1840.

ART. 2. A partir du 1^{er} août prochain, les sels étrangers seront admis en France :

*Par mer, dans les ports de l'Océan et de la Manche, en payant
par cent kilogrammes :*

Les sels bruts,

Sous pavillon français..... 1 fr. 75 c.

Sous pavillon étranger..... 2 25

Les sels blancs obtenus par l'action du feu ou raffinés,

Par la frontière de Belgique..... 2 fr. 75 c.

Par mer et par les ports de l'Océan et de la Manche,

Par navires français..... 2 75

Par navires étrangers..... 3 25

Délibéré en séance publique, à Paris, les 14 juin, 1^{er} et 10 juillet 1850.

LA BOURSE DE PARIS PENDANT LE MOIS DE JUILLET 1850. — *Sous-comptoir des chemins de fer.* — Les variations des rentes à la Bourse pendant ce mois-ci ont été peu nombreuses, quoique assez importantes : jusqu'au 24 juillet, il y a eu hausse presque continue, du 24 au 27 un peu de baisse, et de la reprise du 27 au 31. Ces fortes variations sont dues à diverses causes dont nous allons citer les principales. Les situations de la Banque, comme on verra plus loin, ont signalé une grande amélioration dans les affaires commerciales ; l'augmentation des impôts indirects a paru également de bon augure. La place était menacée depuis quelque temps de l'émission de 2 millions de rentes, achetées avec les dépôts aux Caisses d'épargne avant la révolution de Février. Le remboursement de ces dépôts a fait rentrer l'Etat dans la propriété de ces rentes, et on craignait à chaque instant qu'elles ne vinssent encombrer le marché. Dans la séance du 17 juillet, M. Fould, à propos de la discussion du budget des dépenses de 1851, a dissipé toutes ces craintes en annonçant que l'adjudication de ces rentes aurait lieu avant la fin de l'année ; s'il avait été dans son intention de les adjuger dans un terme très-rapproché, il l'aurait fait savoir d'une

manière positive. Dans son discours, M. Fould cite plusieurs faits que nous ne discuterons pas, qui attestent une reprise sérieuse dans le commerce et l'industrie, et qui ont fait grand effet sur les capitalistes. Enfin, M. Bineau a déposé, dans les premiers jours de juillet, un projet de loi ayant pour but de modifier les cahiers des charges des compagnies de Nantes et de Bordeaux. Tous ces motifs réunis ont donné aux cours des rentes une impulsion qui s'est arrêtée momentanément le 24, par suite de quelques articles de journaux dirigés contre l'Assemblée, pour reprendre le 30 et le 31 : Dans les premiers jours d'août, la Bourse a été nulle et insignifiante par suite de l'influence produite par la saison.

Les affaires ont été très-minimes ce mois-ci; particulièrement les marchés à primes, qui étaient presque abandonnés. C'est sur le ferme que s'est portée presque toute la spéculation. Le comptant n'a également donné lieu qu'à un nombre très-restreint de transactions.

BOURSE DE PARIS. JUILLET 1850.		1er		Plus		Plus		Dernier	
RENTES. — BANQUE. — CHEMINS DE FER.		cours.		haut		bas		cours.	
PAIR.	VERSEMENTS.			cours.		cours.		cours.	
100	Tout.	5 %, jouiss. 22 mars 1850, au comptant.		94 05	97 15	94 05	96 65		
100	Tout.	fin juillet.....		94 40	97 20	94 35	96 75		
100	Tout.	4 1/2 %, jouiss. 22 mars 1850.....		82 35	83 25	82 35	83 25		
100	Tout.	4 %, jouiss. 22 mars 1850.....		74 "	76 25	74 "	76 25		
100	Tout.	3 %, jouiss. 22 juin 1850.....		56 65	58 60	56 40	58 20		
1000	Tout.	Banque de France, jouiss. juillet 1850.....		2175 "	2425 "	2175 "	2370 "		
500	Tout.	Paris à Saint-Germain, jouiss. avril 1850.....		380 "	420 "	380 "	417 50		
500	Tout.	Paris à Versailles (rive dr.), jouiss. avril 1847.		155 "	180 "	155 "	170 "		
500	Tout.	(rive g.).....		142 50	151 25	138 75	151 25		
500	Tout.	Paris à Orléans, jouiss. juillet 1850.....		760 "	801 25	747 50	790 "		
500	Tout.	Paris à Rouen, jouiss. janvier 1850.....		562 50	622 50	562 50	615 "		
500	Tout.	Rouen au Havre, jouiss. mars 1850.....		222 50	267 50	222 50	256 25		
500	Tout.	Avignon à Marseille, jouiss. janv. 1848.....		170 "	190 "	170 "	185 "		
350	Tout.	Strasbourg à Bâle, jouiss. janvier 1850.....		108 75	120 "	106 25	117 50		
500	Tout.	Centre, Orléans à Vierzon, jouiss. juillet 1850.		346 25	380 "	338 75	377 50		
500	175	Orléans à Bordeaux, jouiss. juillet 1850.....		392 50	412 50	388 75	407 60		
500	400	Nord, jouiss. juillet 1850.....		445 "	483 75	438 75	473 75		
500	350	Paris à Strasbourg, jouiss. juillet 1850.....		327 50	362 50	327 50	355 "		
500	350	Tours à Nantes, jouiss. juin 1850.....		213 75	268 75	213 75	258 25		

FONDS DIVERS		Plus		SOCIÉTÉS DIVERSES		Plus		Plus	
français et étrangers.		haut:		par actions.		haut.		bas.	
PAIR.				PAIR.					
100	Rentes Ville 5 % j. juill. 1850	96 "	96 "	1250	4 Canaux, j. avr. 1850. ...	1125 "	1090 "		
1000	Obl. Ville 1832, j. juill. 1850	1285 "	1275 "	1000	Canal de Bourg. j. avr. 1850	950 "	950 "		
1000	— 1849, j. avr. 1850	1185 "	1165 "	500	Caisse Bèchet.....	400 "	382 50		
1000	Obl. Seine 1849, j. juill. 1850	1070 "	1045 "	800	Vieille-Mont., j. juill. 1850	2900 "	2715 "		
1000	Obl. de Marseille.....	1060 "	1045 "	750	Stolberg.....	"	"		
100	Naples, 5 %, j. juill. 1850.	97 "	94 50	1000	Monceaux-sur-Sambre. ...	1500 "	1450 "		
100	Rome, 5 %, j. juin 1850..	79 1/2	77 1/3	1000	Mines de la Loire.....	332 50	332 50		
100	— 5 %, 1850, j. juin 1850.	79 3/8	77 "	1000	Grand'Combe.....	"	"		
100	Belgiq., 5 %, j. 1 mai 1850	101 1/4	99 3/4	500	Gaz franç. Brunton, Pille.	800 "	775 "		
100	— 4 1/2 j. 1 mai 1850	92 7/8	90 3/4	2500	Gaz angl. Marguer., Nanby	4600 "	4600 "		
100	— 2 1/2 %, j. juill. 1850	51 1/8	51 "	500	Lin Maberly (Amiens)...	550 "	495 "		
1000	— Banq. 1835, j. avril	815 "	805 "	5000	Nationale incendie.....	89 % b.	86 1/2 % b.		
100	Espag. dett. act. j. mai 1836	24 "	24 "	5000	— Vie.....	5 1/2 % b.	5 % b.		
100	— 3 % ext. j. juill. 1850	38 "	37 1/4	12500	Générale Maritime.....	"	"		
100	Russie, 4 1/2 Baring, j. juill.	96 1/2	95 1/4	5000	— Incendie.....	"	"		
100	Autriche—lots de 1834...	390 "	370 "	7500	— Vie.....	"	"		
100	Piém. 5 % 1849, j. juill. 1850	87 60	950 5	5000	Union incendie.....	20 % b.	18 % b.		
1000	— Obl. 1834, j. juill. 1850	985 "	940 "	5000	France incendie.....	1 1/2 % b.	1 1/2 % b.		
1000	— Obl. 1818, j. avr. 1850	950 "	"	2500	Providence incendie....	"	"		
1000	Haiti—annuités, j. janv. 1844	190 "	180 "	5000	Urbaine incendie.....	"	"		
100	Holland. 2 1/2 j. 22 juill. 1850	59 1/2	58 1/2	1000	Phénix incendie.....	2075 "	2050 "		

On a détaché ce mois-ci de nombreux coupons de dividende et d'intérêt; voici les principaux :

Orléans, coupon d'intérêt semestriel, 7 fr. 50; Centre, dito 10 fr.; Bordeaux, dito 5 fr. 50; Nord, dito 6 fr. 75; Strasbourg, dito 6 fr. 35; Nantes, dito 6 fr. 75; Vieille-Montagne, dividende exercice 1849, 110 fr.

On a également détaché les coupons semestriels des rentes de la ville de Naples

(5 pour 100), du 2 1/2 pour 100 belge, du 5 pour 100 espagnol, du 5 pour 100 piémontais, du 4 1/2 pour 100 russe, du 2 1/2 pour 100 hollandais et des obligations de la ville de Paris, de 1832, de la Seine, et du Piémont (1834).

On vient d'instituer à Paris un nouveau sous-comptoir, sous la dénomination de *sous-comptoir des chemins de fer*. Comme les autres sous-comptoirs fondés à l'époque de la révolution de Février, et conformément à l'art. 5 du décret du 24 mars 1848, son capital n'est pas destiné à la réalisation de l'escompte, mais seulement à garantir envers le Comptoir national d'escompte de Paris les opérations du sous-comptoir.

Les opérations du sous-comptoir des chemins de fer consistent en avances sur dépôt d'actions et d'obligations de chemins de fer. Ces dépôts sont accompagnés d'un billet souscrit par l'emprunteur à l'ordre du sous-comptoir ; le sous-comptoir le passe au comptoir qui le présente à la Banque, avec les trois signatures voulues par les statuts de cet établissement, savoir : la signature de l'emprunteur, celle du sous-comptoir et celle du comptoir. On avance sur les actions 60 pour 100, et sur les obligations 75 pour 100 de leur valeur réelle, calculée sur le dernier cours du jour qui précède l'escompte. Le taux de l'escompte est 5 pour 100, sans commission. Les opérations du sous-comptoir ont commencé le 29 juillet, au siège du comptoir. Voici comment le capital de ce sous-comptoir a été formé :

Le fonds social est exclusivement fourni par les compagnies de chemins de fer, à raison de 1 fr. par 1,000 fr. du capital nominal de leurs actions, et de 50 c. par 1,000 fr. du capital nominal de leurs obligations émises. Quelques compagnies n'ont pas cru devoir encore adhérer.

Voici la liste de celles qui ont participé jusqu'alors à la formation du capital : Andrezieux à Roanne, Amiens à Boulogne, Centre, Dieppe, Grand'Combe (chemins de fer du Gard), Montereau à Troyes, Nord, Orléans à Bordeaux, Paris à Saint-Germain, Paris à Orléans, Paris à Rouen, Paris à Strasbourg, Paris à Versailles (rive droite), Rouen au Havre, Saint-Etienne à Lyon, Saint-Etienne à la Loire, Strasbourg à Bâle et Tours à Nantes.

Les Compagnies qui n'ont pas encore adhéré au sous-comptoir sont : Avignon à Marseille, Montpellier à Cette, Paris à Sceaux (en liquidation), Paris à Versailles (rive gauche), et Bordeaux à la Teste.

Le capital, d'après les statuts, est de 2 millions ; mais la constitution de la Société a pu avoir lieu aussitôt la réunion de souscriptions atteignant 800,000 francs.

ALP. C.

SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE DE FRANCE ET DE SES SUCCURSALES. — REPRISE DES PAYEMENTS EN ESPÈCES. — RÉDUCTION DU PRÊT À L'ÉTAT. — Depuis un mois, la position de la Banque a éprouvé sous tous les rapports beaucoup de changements ; la reprise des affaires, et la nouvelle loi votée par l'Assemblée dans la séance du 6 août, ont fait à la Banque une situation fort différente de celle qu'elle avait le mois dernier.

On se rappelle qu'après la révolution de Février, la panique qui s'empara des porteurs de billets amena le décret du 15 mars 1848 qui suspendit les paiements en espèces et établit le cours forcé des billets de la Banque de France. Les mêmes effets se produisant dans la province, on rendit le décret du 25 mars 1848 qui établit pour les neuf banques départementales des dispositions analogues. Mais les difficultés provenant de la dissemblance des billets de banque émis par les dix banques de la France, ayant tous également cours forcé, engagèrent le Gouvernement provisoire à réunir, par les décrets des 27 avril et 2 mai suivants, toutes les banques départementales à la Banque de France, de sorte qu'il n'y eût plus en France qu'une banque centrale siégeant à Paris et des succursales siégeant dans les départements.

SITUATIONS

DE LA BANQUE DE FRANCE
ET DE SES SUCCURSALES.

ACTIF.

	AU 11 JUILLET. AU MATIN.	AU 18 JUILLET. AU MATIN.	AU 25 JUILLET. AU MATIN.	AU 1 ^{er} AOÛT. AU MATIN.	AU 8 AOÛT. AU MATIN.
Argent monnayé et lingots.....	332,089,102 13	333,318,317 36	333,218,128 31	332,264,981 88	328,797,914 72
Numéraire dans les succursales....	119,054,509 "	115,241,779 "	117,633,779 "	116,968,703 "	118,017,331 "
Effets échus hier à recouvrer ce jour	696,337 89	148,044 79	67,779 57	3,539,211 91	116,442 22
Portefeuille de Paris ¹	46,149,727 33	49,860,008 02	50,891,476 05	49,682,555 52	51,374,799 32
Portefeuille des succursales, effets sur place, etc.....	72,881,355 "	75,242,188 "	75,800,040 "	79,364,119 14	75,131,028 22
Avances sur lingots et monnaies....	2,889,200 "	3,514,600 "	3,670,300 "	6,703,200 "	8,550,500 "
Avances sur lingots et monnaies dans les succursales.....	468,510 "	525,904 "	628,360 "	709,550 "	1,042,110 "
Avances sur effets publics français.	18,222,281 10	16,838,181 10	16,528,681 10	16,489,781 10	17,607,381 10
Avances sur effets publics français dans les succursales.....	2,391,438 "	2,412,238 "	2,688,814 "	2,608,803 "	2,419,093 "
Avances à l'Etat sur bons du Trésor de la République.....	50,000,000 "	50,000,000 "	50,000,000 "	50,000,000 "	50,000,000 "
Avances à l'Etat sur l'emprunt de 150 millions.....	50,000,000 "	50,000,000 "	50,000,000 "	50,000,000 "	50,000,000 "
Rentes de la réserve.....	10,000,000 "	10,000,000 "	10,000,000 "	10,000,000 "	10,000,000 "
Rentes, fonds disponibles.....	42,394,488 13	42,394,488 13	42,394,488 13	42,394,488 13	42,394,488 13
Placement des nouvelles succursales en effets publics.....	12,952,953 89	12,952,953 89	12,952,953 89	12,952,953 89	12,952,953 89
Hôtel et mobilier de la Banque....	4,000,000 "	4,000,000 "	4,000,000 "	4,000,000 "	4,000,000 "
Immeubles des succursales.....	3,340,194 "	3,340,056 "	3,340,031 "	3,340,031 "	3,342,765 "
Intérêt dans le comptoir national d'escompte.....	200,000 "	200,000 "	200,000 "	200,000 "	200,000 "
Intérêt des ex-banques départe- mentales dans les comptoirs na- tionaux.....	230,000 "	230,000 "	230,000 "	230,000 "	230,000 "
Effets en souffrance à la Banque....	441,221 77	326,472 64	301,141 52	270,651 87	222,349 41
Effets en souffrance dans les suc- cursales.....	1,321,574 "	1,352,591 "	1,390,885 "	1,389,947 "	1,383,459 "
Dépenses d'administr. de la Banque.	550 "	395 70	489 75	78,134 74	78,134 24
Idem d'administr. des succursales.	46,757 "	62,184 "	59,869 "	72,048 "	138,952 "
Divers.....	2,367,414 49	558,181 72	2,222,062 99	2,518,275 46	1,857,169 54

772,137,613 73	772,518,586 35	778,219,279 31	785,777,435 64	779,856,870 79
----------------	----------------	----------------	----------------	----------------

PASSIF.

Capital de la Banque.....	67,900,000 5	67,900,000 "	67,900,000 "	67,900,000 "	67,900,000 "
Capital des ex-banques département.	23,350,000 "	23,350,000 "	23,350,000 "	23,350,000 "	23,350,000 "
Réserve de la Banque.....	10,000,000 "	10,000,000 "	10,000,000 "	10,000,000 "	10,000,000 "
Idem des ex-banques département.	2,980,750 14	2,980,750 14	2,980,750 14	2,980,750 14	2,980,750 14
Réserve immobilière de la Banque..	4,000,000 "	4,000,000 "	4,000,000 "	4,000,000 "	4,000,000 "
Billets au porteur en circulation de la Banque.....	429,186,900 "	433,710,600 "	435,611,700 "	436,191,100 "	427,167,900 "
Billets au porteur en circulation des succursales.....	73,877,975 "	71,814,200 "	72,189,175 "	74,175,000 "	72,976,400 "
Billets à ordre payables à la Banque et dans les succursales.....	9,008,166 69	8,422,901 89	8,370,948 03	7,755,771 09	7,744,657 55
Compte courant du Trésor crédi- teur.....	46,515,083 64	47,575,570 05	55,070,157 48	58,434,325 88	62,369,240 84
Comptes courants.....	71,628,033 06	70,593,499 65	66,594,489 80	68,098,093 57	69,314,593 75
Idem dans les succursales.....	23,759,653 "	22,781,899 "	23,818,976 "	23,371,562 "	23,394,125 "
Récépissés payables à vue.....	4,785,000 "	4,974,000 "	4,390,000 "	4,362,500 "	4,675,500 "
Idem payables à vue dans les succ.	1,348,876 "	1,331,058 "	1,258,207 "	1,341,916 "	1,273,794 "
Dividendes à payer.....	2,051,586 25	1,416,556 25	1,137,659 25	936,605 25	823,426 25
Liquidation du comptoir d'Alger...	10,670 "	10,670 "	10,185 "	9,700 "	9,215 "
Escomptes et intérêts divers.....	170,251 43	216,753 67	230,008 98	322,417 76	359,434 94
Dépenses précomptées.....	260,928 80	258,935 60	258,800 60	258,800 60	258,755 60
Escomptes et intérêts divers dans les succursales.....	265,342 "	337,895 "	404,368 "	473,949 "	555,059 "
Réescompte du dernier semestre...	114,831 83	114,831 83	114,831 83	114,831 83	114,831 83
Idem du dernier semestre dans les succursales.....	244,721 "	344,661 "	244,662 "	244,662 "	244,973 "
Divers.....	678,844 84	483,804 27	284,360 20	1,455,750 52	344,213 89

772,137,613 73	772,518,586 35	778,219,279 31	785,777,435 64	779,856,870 79
----------------	----------------	----------------	----------------	----------------

¹ Dont 16,926,567 fr. 14 c. (sit. du 11 juillet), 18,135,254 fr. « c. (sit. du 18 juillet), 18,979,054 fr. « c. (sit. du 25 juillet), 15,165,465 fr. 31 c. (sit. du 1^{er} août), et 16,729,034 fr. 69 c. (sit. du 8 août) provenant des succursales.

COMPARAISON DE LA SITUATION DE LA BANQUE DE FRANCE DU 8 AOUT 1850 AVEC CELLE DU 4 JUILLET 1850.	PARIS.		SUCCURSALES.	
	Augm.	Dimin.	Augm.	Dimin.
Numéraire.....	»	6,684,000	»	848,000
Portefeuille.....	5,826,000	»	6,738,000	»
Avances sur lingots et monnaies.....	5,512,000	»	626,000	»
Avances sur effets publics français.....	»	165,000	»	44,000
Circulation en billets au porteur.....	381,000	»	»	374,000
Id. en billets à ordre.....	»	1,701,000	»	»
Comptes courants des particuliers.....	»	4,593,000	»	3,007,000
Compte courant du trésor.....	14,764,000	»	»	»

SITUATION RÉSUMÉE.

	8 août.	4 juillet.	
Passif exigible à vue ¹	693,916,000	763,812,000	dim. 69,896,000
Actif réalisable immédiatement.....	456,408,000	457,801,000	dim. 1,393,000
Excédant du passif sur l'actif.....	237,508,000	306,011,000	dim. 68,503,000

La limite de la circulation avait été fixée à 350 millions pour la Banque de France et ses comptoirs (elle montait alors à 272 millions), et pour les neuf banques départementales à 102, soit 452 millions après la réunion.

En novembre et décembre 1849, la circulation, grâce à l'empire du cours forcé, menaçant de dépasser sa limite légale, on a rendu la loi du 22 décembre 1849 qui reculait la limite de 75 millions à 525 millions.

La circulation n'a pas tardé alors à dépasser les 452 millions, et son accroissement depuis a été tel que, dans la situation du 1^{er} août 1850, elle n'atteignait pas moins de 510 millions; il n'y avait donc plus que 15 millions de différence, et la moindre circonstance, la continuation de l'augmentation de l'escompte, des retraits de fonds par les comptes-courants, soit du Trésor, soit des particuliers, des avances sur lingots ou sur rentes, etc., pouvait facilement faire dépasser la limite légale ou contraindre la Banque d'user de dispositions très-rigoureuses; telles que le paiement partiel ou même total en espèces.

C'est sous l'empire de ces faits que la Banque elle-même a demandé au ministre des finances d'abroger les dispositions des décrets rendus depuis la révolution de Février, qui ont rapport : 1^o à la circulation forcée des billets de banque; 2^o au remboursement en espèces de ces billets, et 3^o à la limite de la circulation en billets au porteur. Elle s'est réservée l'obligation de publier hebdomadairement sa situation.

M. Fould, d'accord avec ce qu'il avait annoncé dans la séance du 17 juillet, a également demandé l'autorisation de réduire à 75 millions le prêt que la Banque est autorisée à faire à l'Etat en vertu du décret du 5 juillet 1848 et de la loi du 12 novembre 1849.

Actuellement la circulation a subi une légère diminution; elle ne monte plus qu'à 500 millions; cela vient probablement de ce que la Banque, en attendant le vote de la loi dont il vient d'être question, avait cru devoir adopter les mesures déjà prises en décembre 1849, savoir : le paiement en espèces de toute somme inférieure à

¹ Dans les chiffres du passif de la situation au 4 juillet, figurent les 100 millions que la Banque devait encore au Trésor, en exécution du décret du 5 juillet 1848 et de la loi du 19 novembre 1849, qui autorisaient un prêt de 150 millions de la Banque au Trésor. Dans le passif de la situation au 8 août, nous avons dû réduire ces 100 millions à 25, en raison de la nouvelle loi qui réduit le prêt de 150 millions à 75. C'est là ce qui constitue la forte différence entre le passif des deux situations.

5,000 fr. et le paiement mi-partie espèces et mi-partie billets de toutes celles supérieures à ce taux.

Le numéraire a diminué par la même cause que la circulation a augmenté; c'est-à-dire, parce que l'amélioration des affaires depuis quelque temps exigeait de plus nombreux instruments d'échange. L'augmentation du portefeuille qui a continué ce mois-ci, quoique dans des proportions moindres, est également un effet de la reprise des affaires, ainsi que la diminution des comptes-courants.

Mais ce qui est à remarquer, c'est l'augmentation des avances sur lingots, qui, depuis deux mois, ont pris des proportions extraordinaires : le 15 juin, elles ne montaient pas à plus d'un demi-million, soit à Paris, soit dans les succursales ; le 8 août, elles dépassaient 8 millions et demi à Paris et 1 million dans les succursales. C'est un résultat de la démonétisation des monnaies d'or en Hollande, qui fait affluer cette marchandise sur les divers marchés de l'Europe, entre autres à Londres et à Paris. C'est pour la même raison que la prime de l'or a beaucoup baissé depuis quelque temps à Londres comme à Paris.

Les effets en souffrance ne montaient plus, à la date du 8 août, qu'à seize cent mille francs.

ALPH. C.

BIBLIOGRAPHIE.

THÉORIE DE LA RICHESSE SOCIALE, ou résumé des principes fondamentaux de l'économie politique, par M. WALRAS, ancien élève de l'Ecole normale, agrégé de philosophie. — Paris, 1849, Guillaumin et Comp. Brochure in-12 de 105 pages. 1 fr. 50 c.

L'économie politique, en s'appliquant à reconnaître les conditions dans lesquelles les facultés humaines agissent avec le plus de puissance et d'efficacité pour le bien commun, a signalé la liberté ou la concurrence dans tous les travaux, comme la plus essentielle de ces conditions ; or, il est en France plusieurs branches de travaux d'où la liberté a été bannie et qui sont organisées en monopole. L'enseignement public est du nombre, et, par cette raison, l'économie politique n'est pas en faveur auprès de l'Université. Cependant quelques-uns des hommes dont la position se trouve liée à cette institution, mais pour lesquels l'intérêt de la vérité passe avant toute autre considération, ont voulu connaître l'économie politique ; ils l'ont étudiée suffisamment pour se convaincre de la sûreté, de l'importance de ses principes et de l'immense utilité des applications que l'on pourrait en faire ; dès lors ils en sont devenus les partisans sincères et dévoués.

M. Walras est l'un de ces hommes, et à ce titre, autant que par ses lumières, il a droit à toutes les sympathies des économistes.

Dans l'écrit que nous examinons, M. Walras s'est proposé de résumer les principes fondamentaux de la science, en les dégageant des discussions auxquelles quelques-uns d'entre eux ont donné lieu. Un semblable travail, pour être complet, aurait exigé des développements qu'il n'était pas possible de comprendre dans un cadre aussi restreint que celui dans lequel M. Walras a voulu se renfermer ; aussi pensons-nous que c'est, en partie, par le besoin d'une extrême concision, qu'il a été amené à présenter, non pas un résumé des bases fondamentales de la science, telles qu'elles ont été posées par ses devanciers, mais un exposé de principes affectant souvent des formes nouvelles, et qui ne sont pas toujours incontestables.

Cette tendance à innover est au reste commune à beaucoup d'écrivains écono-

mistes ; nous sommes loin de la blâmer absolument, et nous approuvons, au contraire, que chacun cherche à se rendre compte des phénomènes économiques d'après ses propres observations. Une telle disposition nous semble favorable au progrès de la science ; mais nous voudrions qu'elle fût toujours accompagnée d'une connaissance approfondie des travaux antérieurs, et que l'on ne traitât pas légèrement, comme on le fait trop souvent, les opinions des hommes de génie qui ont fondé la science ; nous voudrions surtout que lorsqu'on est conduit par ses propres observations à des résultats différents de ceux qu'ils ont indiqués, on ne se hâtât pas trop de signaler ces différences au public, que l'on prit le temps nécessaire pour bien s'assurer que l'on ne se trompe pas, et que les observations antérieures qu'il s'agit de rectifier sont réellement fautives. Avec ces conditions, le progrès scientifique serait tout aussi rapide et beaucoup plus sûr ; les vues nouvelles seraient moins souvent de nouvelles erreurs ; on aurait moins de temps à perdre à les réfuter, et la science, moins discutée, acquerrait plus d'autorité.

Si nous formulons cette observation à l'occasion de l'écrit de M. Walras, ce n'est pas qu'elle lui soit plus applicable qu'à beaucoup d'autres ; mais elle nous a été suggérée, surtout par une phrase que nous avons regretté de trouver dans son livre et que nous croyons devoir rapporter : « Les économistes, dit-il, ont employé un « siècle et je ne sais combien de volumes à embrouiller les notions les plus simples « et les plus élémentaires. J'ai dû employer moi-même une grande partie de ma « carrière philosophique à éclaircir ces notions et à les retirer une à une du milieu « des nuages accumulés autour d'elles par la lutte des écoles et par le conflit des « opinions. » Le travail d'éclaircissement, dont parle ici M. Walras, a été accompli depuis longtemps par Adam Smith et surtout par J.-B. Say, dans les écrits duquel les principes de l'économie politique sont exposés avec une méthode et une lucidité universellement admirées. Quelques points de la science, notamment les définitions de la richesse et de la valeur, ont laissé à désirer plus de netteté dans l'expression, et, d'un autre côté, plusieurs des branches de connaissances qu'embrasse l'économie politique n'ont pas été suffisamment explorées ; bref, cette science, comme toutes les autres, a encore des progrès à accomplir ; mais après les travaux d'Adam Smith, de J.-B. Say, de Ricardo, de Charles Comte, de Storch, de Mill, de Rossi, de Dunoyer, etc., etc., l'économie politique n'a plus à attendre la venue de ses fondateurs, ainsi que le prouve le résumé récent des éléments de la science par M. Joseph Garnier ; et pourtant la phrase que nous venons de citer tendrait à laisser croire qu'ils n'existent pas encore.

M. Walras a divisé son ouvrage en six chapitres. Le premier traite de la richesse en général, — de la richesse sociale en particulier, — de l'utilité et de la valeur échangeable.

L'utilité est la qualité qui rend les objets propres à satisfaire nos besoins ou nos goûts. La richesse, en général, se compose de toutes les utilités indistinctement ; la richesse sociale se compose seulement des utilités pourvues de valeur échangeable. Ce qui, selon M. Walras, produit la valeur échangeable, *c'est la limitation dans la quantité des choses utiles* ; cette définition n'est pas aussi nouvelle qu'il paraît le croire ; elle avait déjà été proposée dans les mêmes termes, il y a vingt-cinq ans, par des économistes anglais, à J.-B. Say, et elle a été réfutée par lui. (*Voir œuvres diverses de J.-B. Say*, édition Guillaumin, pages 531 à 536.)

Pour qu'une chose utile ait de la valeur, il faut d'abord, comme le dit M. Walras, qu'elle soit susceptible de devenir une propriété privée, qu'elle puisse être possédée par un individu ou une collection d'individus à l'exclusion des autres, et il est évident que ce qui est fourni à tous par la nature en quantité illimitée, comme l'air respirable par exemple, ne saurait former une propriété exclusive ni acquérir de la valeur. Cependant il est des choses utiles dont la quantité est limitée, en ce sens que

chaoun ne saurait avoir la faculté d'en obtenir à tous les instants autant qu'il peut en désirer et qui pourtant n'ont pas de valeur échangeable ; telle est, par exemple, la chaleur du soleil. La limitation dans la quantité des choses utiles n'engendre donc pas toujours la valeur échangeable. D'un autre côté, et bien que la *rareté* des choses utiles soit souvent l'une des causes de la valeur échangeable, elle n'en est jamais la cause unique. Cette valeur dépend, en outre, du degré d'utilité que l'état des besoins assigne à chaque chose ; ainsi, par exemple, certains bois très-râres, mais qui ne seront propres qu'à brûler, auront beaucoup moins de valeur que d'autres bois, bien plus abondants, mais propres aux emplois de l'ébénisterie, etc.

Dira-t-on qu'il ne s'agit pas ici de rareté *absolue*, mais de rareté *relative*?... Relative à quoi ? au besoin, à la demande sans doute ? En ce cas la définition du fondement de la valeur des choses reviendra à dire que cette valeur dépend du rapport existant entre les quantités offertes et demandées de chaque chose ; c'est là une formule depuis longtemps trouvée par l'économie politique ; mais remarquons bien que la loi qu'elle exprime n'est elle-même qu'une conséquence des causes antérieures qui ont déterminé le rapport de l'offre à la demande, et que c'est à ces causes qu'il faut remonter pour trouver les fondements de la valeur. Or, nous soutenons que ces fondements ont été parfaitement indiqués par J.-B. Say, par Rossi et par bien d'autres encore :

J.-B. Say, par exemple, fonde la valeur échangeable sur l'utilité et les frais de production.

Il entend par utilité la qualité qui rend un objet propre à satisfaire l'un de nos besoins et qui le fait rechercher.

Il entend, avec Ricardo, par frais de production l'ensemble des travaux ou des services qu'il a fallu accomplir, des difficultés qu'il a fallu surmonter, y compris celle résultant de la *rareté* des matières ou des services employés, pour obtenir cet objet avec toutes les qualités dont il est pourvu.

L'utilité et les frais de production ainsi entendus, on admettra sans doute que les choses qui constituent le fondement de la valeur échangeable ne peuvent être que celles sans lesquelles cette valeur n'existerait pas.

Cela posé, nous demanderons d'abord si la valeur échangeable peut exister dans un objet complètement dépourvu d'utilité, qui ne peut et ne pourra jamais servir absolument à rien ?

Nous demanderons ensuite si la valeur échangeable pourrait exister dans un objet utile, mais dont la production n'exigerait aucuns frais, n'entraînerait aucune difficulté et s'obtiendrait immédiatement, à discrétion, par la seule détermination du désir ou de la volonté ?

Si l'on veut bien reconnaître qu'il n'est pas possible de répondre à ces deux questions autrement que par la négative, on reconnaîtra, par là même, que l'utilité et les frais de production sont bien le fondement de la valeur des choses, puisque l'absence de l'une ou de l'autre de ces conditions fait disparaître la valeur, qui ne se manifeste que lorsqu'elles se trouvent réunies.

Que l'on prenne, au surplus, l'un après l'autre, tous les objets pourvus de valeur, et l'on reconnaîtra qu'il n'en est pas un seul qui ne réunisse les deux conditions d'utilité et de production coûteuse ou difficile ; que l'on observe ensuite les objets dépourvus de valeur, et l'on verra qu'il n'en est pas un qui réunisse ces mêmes conditions.

Il n'y a donc pas à chercher à la valeur d'autres fondements que ceux indiqués ici par J.-B. Say.

Quant aux causes qui peuvent faire varier le taux respectif de la valeur de chaque

objet, elles sont fort diverses et fort nombreuses, mais ceci est une question autre que celle des fondements généraux de la valeur.

A la fin de son premier chapitre, M. Walras laisse pressentir qu'il croit avoir trouvé une mesure commune des valeurs dans les monnaies d'or ou d'argent. Il développe cette idée et rend compte des fonctions de la monnaie dans le chapitre suivant ; cette partie de son travail contient quelques aperçus neufs et vrais sur les avantages spéciaux que possèdent les métaux précieux pour faire office de monnaie, mais il reconnaît, avec tous les économistes, que, bien que les monnaies servent de mesure commune à toutes les valeurs, cette mesure n'est pas invariable, attendu que la valeur des métaux précieux varie elle-même dans le temps et dans l'espace.

Le troisième chapitre développe les précédents. La distinction que l'auteur établit entre la *possession* et la *consommation*, pour expliquer la nécessité de l'échange, ne revient en définitive qu'à ceci : Dans l'état de division des travaux, chacun produit des utilités *uniformes*, tandis qu'il a besoin de consommer des utilités *diverses* ; de là, la nécessité de l'échange. Quant aux avantages *supérieurs* qu'offrirait la *possession* de l'or et de l'argent, relativement à celle de tout autre objet, nous pensons que l'auteur s'est fait un peu illusion à cet égard ; les accumulations ne se montrent sous forme de monnaie que très-passagèrement, et il serait fâcheux qu'il en fût autrement, car dans ce cas elles seraient stériles. Les accumulations consistent d'ailleurs en toute autre chose qu'en monnaie, alors même que chaque particulier les réalise momentanément sous cette forme, attendu que la monnaie qu'il réunit ainsi existait déjà dans le pays et dans d'autres mains.

Le quatrième chapitre traite du capital et du revenu. Les classifications et les distinctions que l'auteur établit ici, en dehors de celles déjà formulées par ses devanciers, nous ont paru généralement peu fondées. Le revenu est la part de valeur que chacun obtient dans la production totale annuelle, en retour des services productifs qu'il a fournis, et cela indépendamment de la *forme* sous laquelle cette valeur peut lui revenir ; M. Walras cherche, au contraire, la distinction entre le capital et le revenu, dans les formes ou les destinations diverses des objets pourvus de valeur. Il distingue les capitaux *naturels* des capitaux *artificiels*, et il comprend parmi les premiers la capacité intellectuelle et morale. Il est pourtant bien évident que les connaissances d'un savant sont un capital acquis et par conséquent artificiel ; nos facultés primitives et incultes sont seules des capitaux naturels ; les perfectionnements que nous leur donnons, par l'exercice et la culture, constituent des capitaux artificiels. Par suite de ces classifications trop vaguement conçues, l'auteur arrive à écrire ceci : « Le taux du revenu s'affaiblit à mesure que la société s'enrichit ; le taux du revenu s'élève à mesure que la société décline et s'appauvrit. » Il est évident qu'il y a ici confusion du revenu avec l'intérêt des capitaux.

Nous aurions à faire sur le chapitre suivant des observations analogues à celles qui précèdent : l'auteur établit que la masse des revenus se compose de *salaires*, de *fermage* et d'*intérêts* ; il aurait pu ajouter encore les *profits*, puisqu'on est convenu de désigner sous cette dénomination les rémunérations qu'obtiennent les entrepreneurs d'industrie, pour les distinguer des salaires proprement dits. Il dit ensuite que l'économie politique *est muette* sur les lois naturelles qui régissent ces diverses espèces de revenus. En vérité, une telle assertion ne se comprend pas chez un économiste instruit, comme l'est M. Walras. L'économie politique est si peu muette à cet égard, que M. Walras n'a pas signalé une seule loi qui ne se trouve longuement exposée dans tous les ouvrages des principaux économistes, si ce n'est toutefois la loi prétendue qui, dans une société qui progresse, rendrait les salaires stationnaires. L'auteur tire de ces lois la conclusion que, dans une société qui progresse, la vie devient de plus en plus facile pour le propriétaire foncier et de plus en plus difficile pour le capitaliste proprement dit, tandis que pour le travailleur

elle ne devient ni plus facile ni plus difficile ; or, ces conclusions sont en grande partie erronées. La baisse de l'intérêt n'est que la conséquence de l'abondance des capitaux ; et cette abondance, ainsi que M. Walras l'a remarqué lui-même quelques pages plus haut, peut permettre aux capitalistes d'obtenir, en somme, plus de revenus qu'ils n'en obtiendraient avec un taux d'intérêt plus élevé, mais aussi, avec une somme de capitaux beaucoup moindre. D'un autre côté, dans une société qui progresse, les rémunérations obtenues par le travailleur ne sont nullement stationnaires, l'expérience prouve tous les jours le contraire. Il n'est pas de société qui progresse plus que celle des Etats-Unis, et il n'en est pas où les salaires soient aussi élevés. Si, par cette progression, M. Walras entend *seulement* l'accroissement de la population, son effet sur les salaires ne serait pas de les rendre stationnaires, mais d'en faire baisser le taux.

Dans le sixième et dernier chapitre, M. Walras traite de la production et de la distribution des richesses. Ce chapitre est le meilleur du livre. L'auteur fait ressortir avec beaucoup de netteté, comme le faisait en même temps que lui M. Bastiat, la distinction essentielle entre l'utilité et la valeur¹ ; en même temps encore que M. Bastiat ; il fait remarquer que la valeur échangeable est un phénomène désavantageux pour l'espèce humaine ; et que tous nos efforts doivent tendre à la réduire en multipliant les utilités *rare*s ; ou, comme le dit M. Bastiat, en augmentant la somme de l'utilité gratuite. Mais, ainsi que nous avons déjà eu l'occasion de le faire remarquer ailleurs, cette pensée se trouve exprimée en d'autres termes dans les écrits de J.-B. Say et d'autres économistes. MM. Bastiat et Walras ont eu le mérite d'en rendre la vérité plus évidente.

A. C.

MORALE SOCIALE, par ADOLPHE GARNIER, professeur de philosophie à la Faculté des lettres, 1 vol. in-8 ; chez Hachette.

Au dix-huitième siècle, les sciences morales et politiques ne s'étaient pas démembrées en autant de petits domaines cultivés par une espèce particulière de savants vivant séquestrés ; étrangers, si ce n'est hostiles, les uns aux autres. Le philosophe Smith n'aurait pu, sans se blesser lui-même, médire de l'économie politique ; et l'économiste Quesnay aurait paru à ses lecteurs manquer de mémoire ; s'il se fût mis à traiter de chimère la philosophie du droit. On confondait, parfois, peut-être un peu trop, les limites respectives des différentes parties de la science sociale ; et c'était un inconvénient ; mais on n'oubliait pas qu'elles restent solidaires ; on savait qu'isolées elles sont un peu comme des principes sans conséquences ou comme des vérités sans racines, et c'était, je crois, un plus grand bien.

Nous ne voulons pas dire que cette alliance ait été rompue complètement ; de brillants et récents exemples nous donneraient un démenti sans réponse ; personne ne sera pourtant tenté de nier que la philosophie ait revêtu, dans les derniers temps, un certain caractère abstrait qui l'a montrée trop indifférente ou trop étrangère aux grandes questions pratiques qui seules ont le privilège d'émouvoir notre époque profondément positive.

Les études de M. Adolphe Garnier sont particulièrement philosophiques. Sauf quelques modifications, il représente parmi nous cette tradition patiemment expérimentale des sages philosophes de l'Ecosse, de Thomas Reid et de Dugald-Stewart ; ces dignes successeurs des Ferguson et des Adam Smith. C'est un fait digne de remarquer que la tendance pratique qui ne s'est jamais démentie dans cette école de psychologues, tendance si conforme elle-même au génie écossais, bien plus observateur que spéculatif, même en philosophie. M. Garnier, comme ses modèles, n'a jamais

¹ *Journal des Economistes*, numéro de juin 1850, article sur les *Harmonies économiques* de M. Bastiat.

séparé, soit à titre de professeur, soit à titre d'écrivain, la philosophie générale de ses grandes applications. Le sujet récent de son cours était : *La logique considérée dans son application aux sciences*, sorte d'histoire des méthodes étudiées, non plus dans le vague abstrait des préceptes, mais dans la vivante réalité des exemples. L'ouvrage qui a fondé sa réputation dans l'école philosophique est un livre sur la *Psychologie et la phrénologie comparées*. La *Morale sociale* est un nouveau témoignage de cet excellent esprit qui ne divise pas ce que la réalité a uni, la pensée et l'action.

Nous aurions même à nous expliquer ici sur une critique [qui paraît étrange, adressée à un philosophe : c'est que les principes n'occupent pas une assez grande place dans ce livre de la *Morale sociale*. Ce serait, en effet, un reproche à faire au savant écrivain, si nous ne savions que ce traité n'est qu'un appendice d'un ouvrage plus considérable qui embrasse les généralités de la philosophie psychologique et morale. Le volume dont nous rendons compte n'est pas un traité complet de morale ; il laisse en dehors ce qu'on appelle morale théorique, morale individuelle, pour ne s'occuper que de l'organisation de la société, conformément à un certain idéal de la nature humaine, telle qu'elle se montre à l'observation du philosophe, telle que peuvent l'étudier, dans ses manifestations variées, l'économiste, l'historien et le législateur. Il resterait donc seulement à dire que cette discussion approfondie des principes moraux qui président à la formation, au maintien et au développement des sociétés, serait mieux placée en tête de ce traité spécial, que partout ailleurs.

Le livre de M. Adolphe Garnier traite de six sujets fort différents, quoique liés entre eux, à savoir : la propriété, la famille, l'éducation, la liberté et l'égalité, l'organisation du pouvoir, la sûreté intérieure et extérieure. Pas un de ces sujets où M. Garnier n'ait répandu la lumière d'une exposition remarquablement nette, d'un style sain, ferme, souvent ingénieux, d'une analyse fine et déliée.

La méthode constante de M. Garnier consiste à mêler la preuve théorique, ou scientifique, à la preuve historique. Son histoire de la propriété, qu'il n'hésite pas, avec les économistes, à fonder sur le travail, est d'un véritable intérêt, en ce qu'elle montre parfaitement comment cet idéal, en partie réalisé dès le début, tend à se réaliser surtout de plus en plus jusqu'à l'époque présente. C'est donc, non pas sur la loi civile, mais sur le droit individuel, garanti par la société, que l'auteur de la *Morale sociale* fonde la propriété, le travail constituant un droit contre lequel la volonté du plus grand nombre elle-même ne peut prévaloir qu'au nom de la force. Nous savons gré à M. Garnier d'avoir ici maintenu la vraie doctrine en la renouvelant avec intérêt, par l'histoire. Rien de plus utile et de plus méritoire que de montrer à la jeunesse des écoles, à laquelle s'adresse particulièrement l'habile professeur, que la satisfaction de l'instinct de propriété est le prix du travail, et, qu'entre ces deux termes, propriété et service rendu à la société, la proportion tend de plus en plus à s'établir. Que l'auteur de la *Morale sociale* nous permette donc, d'autant plus, de réclamer contre la phrase suivante, sur le droit de transmission : « C'est à titre de récompense qu'il est permis au propriétaire de transmettre ses richesses à ses enfants. » Non, ce n'est pas là une récompense, à moins qu'il ne plaise de donner un pareil nom à l'exercice, légitime par lui-même, d'un droit sacré, comme l'est le droit de propriété dont il émane. Transmettre n'est qu'une conséquence, qu'un des usages de la possession, et, ici encore, la loi intervient comme garantie et non comme base. La société qui laisse s'exercer un tel droit ne peut donc pas dire qu'elle récompense ; elle n'est que juste ; quand elle permet qu'il se développe ; elle est usurpatrice et spoliatrice, lorsqu'elle y porte atteinte.

Dans l'examen et dans la réfutation solide des théories socialistes, une vue, entre autres, nous a frappé. Il appartenait à un philosophe de chercher à laver Platon du reproche de communisme, qui lui est si souvent adressé à cause de sa *République*,

et, bien que cela ne semble pas fort aisé, M. Garnier a du moins atténué l'accusation qui a cours, en faisant remarquer que le grand philosophe de l'antiquité n'interdit la propriété et la famille qu'à la classe des guerriers : organisation qui rappelle la constitution de toutes les grandes armées de l'antiquité et même des temps modernes ; ce n'est guère, en effet, dans les armées que se développent la propriété et la famille. Sans doute, l'interdiction légale, absolue, était un immense abus ; sans doute aussi, Platon, dans son utopie (qu'il donne pour telle et dont il ne rêve nullement l'application), a grandement tort de diviser, en vertu du principe abusif de l'unité, la propriété territoriale par portions égales entre les autres classes. Mais il reste pourtant de la remarque du pénétrant historien, qu'il y a loin de là au communisme radical, universel qu'on attribue communément au disciple de Socrate. Le reproche le plus fondé qu'on puisse lui adresser, c'est d'avoir admis, avec toute l'antiquité, la base de la loi positive, au lieu du droit naturel, comme fondant, légitimant, et dès lors pouvant organiser à son gré, c'est-à-dire désorganiser la propriété. Malheureusement le fait de l'esclavage avait tout obscurci, jusqu'aux esprits les plus pénétrants et les plus élevés ; et Platon, qui dans le *Phédon*, dans le *Gorgias*, dans certains passages admirables de la *République* arrivait à des vérités morales d'une nouveauté et d'une hardiesse fort au-dessus de son temps, répandait dans cette même *République*, en tout ce qui touche l'organisation sociale, des idées que la pure morale, telle que le progrès des temps l'a dégagée, est certainement bien loin d'avouer.

Nous ne suivrons pas M. Garnier dans les différentes parties de la *Morale sociale*. Son livre a le double mérite de passer en revue une foule d'idées, en les résumant, sur des sujets très-variés, et d'ajouter à ces idées plus d'une vue juste ou ingénieuse. Son chapitre sur l'*Organisation du pouvoir* contient d'excellentes critiques de ce qui a été et de ce qui est ; ce que l'auteur propose ici est sujet à de nombreuses contestations, sans doute ; ses vues ont en tout cas le mérite de mettre le doigt sur quelques-unes des causes intimes de l'instabilité de notre état politique.

Nous recommandons les études de l'auteur de la *Morale sociale* sur le mariage, sur le duel, sur la peine de mort, contre laquelle il se prononce nettement ; sur des sujets plus humbles, mais non moins dignes d'intérêt : le travail des femmes, les rapports nouveaux et à venir des serviteurs et des maîtres, etc., etc... ; il est facile d'y voir un esprit libre, sincèrement occupé de la recherche du vrai, ayant longtemps médité ; véritablement ami de l'humanité et du progrès, sans nul fastueux étalage de philanthropie. Un cachet véritable de noblesse morale et de savante analyse marque d'un bout à l'autre le livre de M. Adolphe Garnier. On nous permettra, du moins, de citer ses conclusions sur la guerre, comme donnant une idée de la pensée générale qui anime son ouvrage, et comme parfaitement conformes à l'esprit de ce recueil et à un des buts qu'il poursuit :

« On se demande comment la Providence a longtemps souffert les guerres universelles, si la guerre n'est pas un moyen de progrès et de civilisation ? Mais la Providence a voulu accorder la liberté à l'homme, et elle lui a permis un mauvais usage de cette liberté. Quelque chose que nous fassions, elle accomplit ses desseins sur le monde ; nous n'avons pas besoin de lui renvoyer la responsabilité de la guerre. Nous savons qu'on a invoqué le Dieu des armées, qu'on lui a prêté les passions et les faiblesses de l'humanité ; mais on doit croire que les peuples modernes se sont fait une idée plus juste de la Divinité, en invoquant le Dieu de paix et d'amour.

« Si nous voulions, à notre tour, sonder les voies de la Providence, nous dirions qu'elle n'agit que par la longueur du temps et dans le calme le plus complet. C'est par la suite des siècles et à l'aide du plus profond repos, qu'une poudre fine, impalpable s'est lentement déposée au fond des mers ; qu'elle s'est entassée, serrée, condensée, et qu'elle a formé les couches du globe terrestre ; c'est à l'aide du plus

profond repos, que les continents se sont peu à peu élevés au-dessus de la surface des ondes; c'est à l'aide du plus profond repos, que se forment dans le creuset de nos chimistes ces cristallisations qu'un souffle peut troubler, et, dans le creuset de la nature, cette cristallisation merveilleuse qu'on appelle le diamant. Vient-il un choc soudain? tout se trouble; on ne voit plus qu'une agrégation confuse, irrégulière et fragile. Rien de régulier, rien de solide ne se forme dans le monde physique, comme dans le monde moral, que par le temps et la paix.

« Si nous reportons nos regards sur tout ce que nous avons dit dans cet ouvrage, pour en faire un court résumé, nous verrons que dans la question de la guerre sont enveloppées toutes les autres questions. Propriété, famille, éducation, liberté, égalité, organisation du pouvoir, sûreté intérieure et extérieure, la guerre change la face de toutes ces choses : elle concentre la propriété entre les mains des chefs guerriers; elle transmet les héritages, sans division, de mâle en mâle, et d'ainé en aîné, pour conserver l'importance des familles conquérantes; elle entretient d'immenses troupeaux de gens vivant dans le célibat; elle nuit à l'établissement de nouvelles familles, fomenté l'impureté de mœurs, jette un grand nombre de femmes dans la séduction et la prostitution; elle empêche la culture des arts et des sciences : ce n'est pas, quoi qu'on en ait dit, au feu des guerres médiques, ni des batailles d'Octave et d'Antoine, ni des luttes de la *Fronde*, que s'est allumé le flambeau des trois grands siècles littéraires; leur paisible éclat est dû au loisir que Périclès, Auguste et Louis XIV avaient fait aux sciences et aux arts. La guerre détruit l'égalité et la liberté, en fondant la noblesse militaire et le gouvernement de la force; elle nourrit la fièvre des combats singuliers et porte ainsi atteinte à la sûreté intérieure des citoyens; elle maintient la nécessité des peines sanglantes, et par là endurecit les mœurs; enfin quand elle est agressive, elle provoque l'envie et la haine des nations rivales et surtout des nations vaincues, et compromet la sûreté extérieure de l'Etat. Si l'on supprime la guerre, la propriété et la richesse se tournent vers la main de l'agriculture et de l'industrie; les privilèges dans les héritages sont abolis; le bien-être devient plus égal; les familles se multiplient; les mœurs s'épurent; les arts et les sciences ne sont plus troublés par le fracas des armes, ils se répandent, sans barrière, d'un peuple à l'autre. Depuis la paix générale de l'Europe, combien de découvertes dans les sciences, d'inventions et de perfectionnements dans les arts mécaniques, de chefs-d'œuvre dans les beaux-arts, se sont communiqués d'un bout du monde à l'autre, au lieu de s'éteindre et de se renfermer stérilement dans les frontières d'une seule nation! Avec la paix, les gouvernements sont mieux modérés, les besoins du peuple plus écoutés; un plus grand nombre de classes de citoyens prennent part à l'administration des affaires; la liberté et l'égalité plus respectées; les mœurs s'adoucissent, les rapports des hommes entre eux sont moins rudes; le duel paraît ce qu'il est, un moyen ridicule et inique de vengeance et de punition, et les peines sanglantes tendent à disparaître; enfin les relations entre les peuples s'améliorent : la jalousie, l'orgueil, l'ambition, la haine font place à l'estime, à la bienveillance, à l'échange des services, à la communauté des idées et des sentiments. Ainsi, toute la morale sociale est intéressée dans le problème de la guerre : la paix assure le maintien de cette morale; au contraire, les combats rendent très-difficiles à remplir les devoirs qu'elle impose à l'Etat et aux citoyens, devoirs qui consistent à satisfaire chez le plus grand nombre possible de nos semblables le besoin du bien-être matériel, et les inclinations du cœur et de l'esprit. »

H. B.

SUBSISTANCES ET POPULATION, par M. L. CADOR, 1 vol. in-8; Paris, Guillaumin et compagnie; prix, 8 francs.

Cet ouvrage est précédé d'une introduction dont nous croyons devoir citer quelques passages :

« Une funèbre vérité vient d'être officiellement et définitivement constatée, c'est que nos subsistances ne sont pas en rapport avec l'accroissement de notre population.

« Ce fait effrayant n'a pas besoin de commentaires; il explique à lui seul la sourde et violente fermentation qui travaille les masses, et justifie, sans les absoudre, ces tressaillements convulsifs qui ébranlent l'ordre social jusque dans sa base.

«..... Dans un temps donné, la question des subsistances sera la première posée; que personne n'en doute : l'impérieuse nécessité le veut ainsi. Le plus sûr moyen d'atténuer la commotion, de l'annihiler peut-être, serait d'équilibrer l'espèce et le vivre; de faire en sorte que chaque famille eût un logement qui ne fût pas un bouge, des habillements qui ne fussent pas de honteuses guenilles, des instruments de travail dont le loyer n'absorbât pas le prix du labeur; enfin, une part modeste, mais convenable, de subsistance et de bien-être.

« Il faut que la société marche résolument à ce but; elle doit y arriver; il faut qu'elle y arrive.

« Ce livre n'est point à d'autres fins; nous l'avons entrepris avec la conviction d'un honnête homme, trop heureux si cet humble travail peut servir un jour à consolider l'ordre social. »

Ces citations pourront donner une idée de la nature des préoccupations de l'auteur, de l'objet général de son livre et du mérite de ses intentions. Malheureusement l'excellence des intentions ne suffit jamais, dans l'étude des questions économiques, pour se préserver de l'erreur et saisir la vérité; et bien que l'ouvrage de M. L. Cador nous ait paru remarquable sous plus d'un rapport, un examen attentif nous a convaincu qu'il ne s'y était pas préparé par une étude suffisamment approfondie des principes de l'économie politique.

L'auteur attribue au morcellement excessif du sol tous les maux qui affligent notre pays. « Tous les économistes, dit-il, sont aujourd'hui d'accord sur cette vérité, c'est que le sol de la France est vicieusement aménagé, c'est qu'aucun principe d'ordre n'a été appliqué à sa division, et que de cette anarchie provient ce fait effrayant, que la production n'est plus en rapport avec les besoins de la population. »

A l'exception de quelques Anglais, prévenus en faveur du régime sous lequel la propriété territoriale est placée dans leur pays, nous ne connaissons pas d'économistes, dignes de ce nom, qui aient soutenu positivement l'assertion sur laquelle M. Cador prétend qu'ils sont tous d'accord. La tendance des économistes français nous paraît être, au contraire, de considérer la liberté comme devant donner aux exploitations agricoles, plus sûrement que tout autre moyen, les dimensions réclamées par chaque spécialité de production et par les besoins généraux de la population; c'est ce qui a été soutenu, notamment, dans l'excellent travail de M. Hippolyte Passy, traitant de *l'influence de la civilisation sur les dimensions des cultures*.

Quoi qu'il en soit, M. Cador affirme que tous nos maux viennent de l'extrême morcellement de la propriété foncière. Selon lui, la Constituante, en laissant toute liberté aux subdivisions de cette propriété, en facilitant l'accès au peuple, a livré la terre au pillage; elle a permis de la morceler, de la broyer, de la pulvériser, au point qu'elle est aujourd'hui complètement épuisée et improductive; que, sur la plus grande partie du territoire, la charrue a dû être remplacée par la pioche; que la population des campagnes s'abrutit de plus en plus par un travail excessif et ingrat; qu'elle maudit son sort et menace de se ruer sur la société, par une nouvelle et for-

midable Jacquerie, etc. D'un autre côté, l'excédant de la production du cultivateur sur ses consommations se réduit sans cesse, le prix de toutes les denrées s'élève avec une rapidité effrayante, et l'approvisionnement des consommateurs des villes devient tous les jours plus coûteux et moins assuré.

A tous ces maux, à tous ces dangers résultant du morcellement, M. Cador oppose un remède bien simple, si simple même qu'on éprouve quelque peine à se persuader de son efficacité, lorsqu'on le compare aux effroyables calamités qu'il est destiné à prévenir. Ce remède consisterait dans une disposition législative, portant qu'à l'avenir nul ne pourrait diviser sa propriété en parcelles de moins de 50 ares, sauf les terrains attenants à des habitations.

Nous avons à faire sur cette partie de l'ouvrage de M. Cador deux observations, qui s'appliquent également à tous les autres écrits inspirés par le désir de sauver notre agriculture du naufrage dont on la croit menacée. Notre première observation est que les peintures que l'on nous fait de la détérioration de nos cultures et de la misère de nos cultivateurs sont heureusement plus sinistres que vraies. M. Cador fait remonter le morcellement de la propriété du sol à l'époque de la vente des biens des émigrés et du clergé : « De ce jour, dit-il, la division de la propriété ne rencontra plus de bornes, le fléau du morcellement fut complet. » Or, de ce jour, toutes les statistiques s'accordent à le constater, la production des céréales, du vin et de la soie, a plus que doublé. Ce n'est pas là, assurément, un signe de dépérissement. En outre, de nouvelles cultures, telles que celle de la betterave à sucre, sont venues s'ajouter aux anciennes ; d'autres, telles que celles du colza, de la pomme de terre, de la garance, de la luzerne et de la plupart des plantes potagères se sont développées dans une proportion plus forte encore que celles des céréales et de la vigne ; et tout cela n'est pas constaté seulement par les statistiques, mais par le souvenir et le témoignage de toutes les personnes qui peuvent comparer les deux époques. Où donc est le dépérissement ? Le bois, la viande et les substances alimentaires animales deviennent de plus en plus rares et chers, cela est vrai ; mais la cause en est dans l'accroissement de la population et non dans le dépérissement de l'agriculture ; le bois est d'ailleurs la seule denrée dont la quantité se soit incontestablement réduite. Il n'est nullement prouvé que la France ne nourrit pas une quantité de bestiaux égale, ou même supérieure à celle qu'elle nourrissait avant 1789, et, qu'en somme, la population ne consomme pas plus de viande qu'elle n'en consommait à cette époque. S'il y a aujourd'hui moins de pâturages et de prairies naturelles, ceux qui existent sont mieux exploités ; et, d'un autre côté, les prairies artificielles se sont considérablement étendues, l'accroissement de la production de la pomme de terre a permis de nourrir un plus grand nombre de porcs, etc. Tout ce que l'on peut concéder, comme explication de l'élévation du prix des substances animales alimentaires, c'est que le développement de cette branche de la production agricole est resté en arrière de celui de la population et des besoins ; mais ce n'est pas là un fait particulier à la France, il s'est produit dans la plupart des Etats de l'Europe, et il est remarquable que M. Cador constate lui-même que l'Angleterre, — ce pays modèle de la culture qu'il préconise, — importe de France des quantités considérables de bestiaux, et que le prix de la viande y est encore plus élevé que chez nous. Il n'est donc pas certain que nous puissions faire baisser le prix de la viande en imitant le système anglais.

M. Cador appuie ses assertions relatives au prétendu épuisement de notre sol, sur des supputations de Colbert, Vauban, etc., portant le rendement moyen des céréales en France à 12 pour un, tandis que ce rendement ne serait plus aujourd'hui que de 6 pour un ; mais, indépendamment de l'incertitude que présentent de semblables estimations, même avec tous les moyens d'investigation que nous possédons aujourd'hui, M. Cador dit lui-même ailleurs que, dans l'ancienne exploitation, l'excès de terrain cultivable *faisait négliger les terres de médiocre qualité*, et comme on ne les

néglige plus maintenant, cela suffirait pour expliquer une réduction dans le rendement moyen, sans qu'il fût nécessaire de l'imputer à un affaiblissement dans la force végétative du sol, car nous avons encore beaucoup de terres qui rendent depuis 8 jusqu'à 12 pour un de la semence. Au surplus, si la fertilité de quelques terrains s'est amoindrie, beaucoup d'autres, surtout dans le voisinage des villes, ont été fécondés ou améliorés ; c'est là un fait général que toute personne ayant atteint l'âge de trente ans peut constater en consultant ses propres souvenirs. Evidemment, les plaintes dont M. Cadot s'est fait ici l'écho ne sont fondées que sur des observations superficielles, ou sur des faits particuliers que l'on a mal à propos généralisés.

Quant au sort des cultivateurs, il faut vouloir combattre l'évidence même pour nier qu'il se soit considérablement amélioré depuis 1789 ; le prix moyen de leur journée de travail a presque triplé, la plupart sont devenus de petits propriétaires, un grand nombre se sont enrichis, et c'est incontestablement dans cette classe nombreuse de la population que l'aisance s'est le plus répandue : on peut consulter tous les anciens cultivateurs, dont les souvenirs peuvent remonter à quarante ou cinquante ans ; nous osons affirmer qu'on n'en trouvera pas un qui ne reconnaisse que les travailleurs des campagnes sont aujourd'hui mieux logés, mieux meublés, mieux vêtus et mieux pourvus de bon pain, qu'ils ne l'étaient à cette époque. M. Cadot n'a donc fait que reproduire à cet égard des déclamations sans fondement réel.

Notre seconde observation est qu'en supposant que les dimensions de nos exploitations agricoles ne soient pas ce qu'elles devraient être pour le plus grand avantage de tous, en supposant qu'elles soient trop morcelées, des mesures législatives qui auraient pour effet de concentrer davantage la propriété du sol ne restreindraient pas nécessairement le morcellement des exploitations. On oublie trop facilement en France que propriété foncière et exploitation agricole ne sont pas la même chose. La propriété peut être très-concentrée et l'exploitation très-divisée, et, d'un autre côté, le morcellement de l'exploitation ne suit pas nécessairement celui de la propriété.

Quant au premier point, M. Cadot cite lui-même l'exemple de l'Irlande, où le sol est divisé en un petit nombre de très-grandes propriétés, et où cependant l'exploitation est morcelée incomparablement plus qu'elle ne l'est en France. Sur le second point, nous citerons des faits que nous avons pu observer nous-même dans quatre départements de la France, ceux de l'Isère, de la Drôme, de l'Ardèche et de la Loire. Dans ces départements, il n'est pas rare de voir des exploitations rurales de quelque importance se former au moyen de la réunion de parcelles de terrain appartenant à des propriétaires différents ; beaucoup de petits propriétaires résidant dans les villes afferment leurs terrains, trop peu étendus pour former une exploitation séparée, à de petits fermiers, métayers ou propriétaires-cultivateurs du voisinage, qui les réunissent à leur propre exploitation ; on voit même souvent de petits propriétaires cultivateurs, lorsqu'ils possèdent des pièces de terre trop éloignées de leur exploitation principale, les affermer à d'autres, et prendre à bail en compensation d'autres pièces plus rapprochées d'eux. C'est ainsi que la liberté et l'intérêt personnel déterminent la composition des exploitations rurales de la manière la plus profitable pour tous, selon la nature des cultures et l'état des besoins, et cela, indépendamment du plus ou moins de concentration ou de morcellement de la propriété. Nous persistons donc à attribuer à la liberté, sous ce rapport, beaucoup plus d'efficacité qu'à la mesure proposée par M. Cadot.

Après avoir accusé le morcellement du sol de tous les maux qui affligent notre pays, M. Cadot passe en revue d'autres causes de misère qui ont bien aussi leur influence ; l'énormité des impôts, les octrois, les entraves dont le commerce du vin et d'autres denrées est surchargé, le déboisement des montagnes, le mauvais régime hypothécaire, l'excès de population, etc. Cette partie de son travail contient de

bonnes observations, et nous pensons que s'il eût voulu apprécier la part du mal imputable à chacune de ces causes, ainsi qu'à quelques autres dont il ne s'est pas occupé, il aurait facilement reconnu qu'il ne restait que bien peu de chose à mettre à la charge du morcellement de la propriété.

Contre l'excès de la population, M. Cador propose un remède dont l'application ne serait probablement pas sans difficulté et sans inconvénients, mais qui a, au moins, un caractère très-net et très-positif ; il consisterait à modifier ainsi l'article 144 du Code civil : « L'homme avant trente ans révolus, la femme avant vingt et un ans révolus, ne peuvent contracter mariage. »

Il voudrait encore que la loi intervînt pour imposer au fondateur d'une manufacture, d'une usine, des conditions « qui porteraient aussi bien sur les exigences des règlements d'administration que sur le sort réservé à la population ouvrière, que déplacent inévitablement les créations industrielles. » Il assure que ce ne serait pas là gêner la liberté de l'industrie ; cela tient à la façon particulière dont il entend la liberté qui, à ses yeux, est inséparable de la réglementation, de l'organisation.

M. Cador n'a pas une grande foi dans les services que peut rendre l'agriculture théorique, ni dans les découvertes des agronomes de cabinet ; il ne croit pas non plus aux merveilles du crédit foncier, et nous pensons qu'il a raison ; mais il a tort de supposer comme il le fait (page 256), que ce sont les économistes qui demandent à grands cris l'organisation du crédit foncier.

En somme, il y a dans ce livre de bonnes observations ; le style a de la vivacité et de la franchise ; l'auteur a l'art de tenir éveillée l'attention du lecteur, sans trop la fatiguer.

A. C.

L'IRLANDE ET LE PAYS DE GALLES, esquisses de voyages, d'économie politique, d'histoire, de biographie, de littérature, etc., par M. Amédée Pichot. 2 beaux vol. in-8° de 500 pages chacun. Chez Guillaumin et Comp.

M. Amédée Pichot vient d'ajouter deux beaux volumes, consacrés spécialement à l'Irlande, à la série de ses voyages en Angleterre et en Ecosse, commencée il y a vingt ans. Observateur ingénieux et fin, causeur spirituel et facile, le directeur de la *Revue Britannique* est un des touristes que l'on suit avec le plus d'agrément et de profit. C'est par-dessus tout un littérateur « qui court après l'anecdote littéraire », comme il le dit lui-même ; mais c'est un littérateur que les recherches historiques et les problèmes économiques n'effrayent pas. C'est un littérateur qui fait tour à tour de l'archéologie et de la critique dramatique, de la biographie et de la statistique, de l'économie politique et de la légende. Cependant la littérature est son *dada*, comme aurait dit Tristan Shandy : « Si j'ai abordé, dit-il dans son avant-propos, quelques-uns des problèmes sociaux qui se rattachent à la question d'Irlande ; si j'ai exprimé sur ces graves matières une opinion à moi, en mentionnant avec égards l'opinion des autres, je reviens plus volontiers à la littérature proprement dite. L'économie sociale n'est introduite dans mon ouvrage que pour concourir à sa variété. »

Il était impossible, toutefois, que cet élément, simplement destiné à concourir à la variété de l'ouvrage, n'eût pas une grande place dans un voyage en Irlande. Les questions les plus intéressantes, ou pour mieux dire les seules questions intéressantes qui s'agissent en Irlande ne sont-elles pas des questions économiques ? En touriste intelligent, M. Amédée Pichot a compris que l'intérêt se trouvait là, et il a consacré des pages nombreuses à l'examen des causes de la misère irlandaise, et des remèdes employés ou proposés pour la soulager.

Une partie du premier volume est consacrée au pays de Galles, ce vieux et pittoresque asile de la race cambrienne, qui forme la transition entre la riche Angleterre et la pauvre Irlande. Notre voyageur décrit ainsi les fermes galloises :

« On n'y trouve pas, dit-il, la propreté élégante et coquette du paysan anglais, dans les comtés riches comme celui de Kent ou le Devonshire ; c'est comme une transition entre le cottage confortable de la vieille Angleterre et la hutte de boue de la pauvre Irlande. Le fumier exhale sa vapeur bien près de la porte ; des bordures de fleurs n'encadrent pas les carrés productifs du potager ; le pourceau, sans être aussi familier qu'en Irlande, a le privilège de venir solliciter sur le seuil même de la cuisine les débris du repas ; sur le dressoir ne brille pas la porcelaine bleue ; dans les chambres, ce n'est pas d'une indienne à ramages que sont faits les rideaux roulés ou déployés autour des quatre colonnes du lit ; mais le paysan gallois a un jambon pendu à la solive principale de la chaumière, il a une provision de fromages, il prend son thé avec du sucre tous les soirs, mange de la viande une fois la semaine, et boit une espèce de bière dont le nom est d'une orthographe si difficile que je ne saurais l'écrire. Outre les divers instruments aratoires, vous voyez souvent sous le hangar un bateau comme j'en avais déjà vu en Ecosse : c'est le *coracle*, fait avec une peau de bœuf garnie de lattes disposées de manière à maintenir la concavité de cette espèce de bouclier ou coquille de trois à quatre pieds de diamètre, qu'on dirige avec une longue perche. Le nocher de cette barque primitive remonte ou descend un cours d'eau en manœuvrant d'une main son aviron, et pêchant de l'autre quand il y a du poisson. La pêche finie ou l'eau manquant au coracle, son pilote le charge sur ses épaules, et l'on dirait alors une large tortue qui met en mouvement sa carapace¹. »

Il y a loin de là à l'abjecte misère de l'Irlande. Cependant le pays de Galles avait encore, il y a quelques années à peine, ses bandes d'insurgés mystérieux, connus sous le nom de Rébeccaïtes. Rebecca et ses filles demandaient la réforme de la législation et des frais de justice, la diminution des baux ; *and equitable adjustment of landlords rent*, la suppression des barrières et des dîmes. Le rébeccaïsme n'est, en définitive, qu'une des branches folles du chartisme, lequel ne manque pas d'affinités avec notre socialisme.

M. Amédée Pichot s'embarque à Milford-Haven pour Waterford, où il commence son excursion pittoresque en Irlande. Il visite successivement Cork, Derrinane Abbey, domaine d'O'Connell, Limerick, Dublin, Maynooth, Belfast, la chaussée du géant, Gweedore où il étudie une expérience économique des plus intéressantes. A Dublin, il va voir O'Connell, détenu au Richmond Penitentiary. Ce séjour du libérateur en prison ne fut, comme on sait, qu'une ovation continuelle. « Quand j'eus mis pied à terre, dit M. Amédée Pichot, je trouvai les marches du perron encombrées par un groupe de plus de trente personnes... Il m'est bien permis de douter qu'on trouve dans les vestibules de la royauté un spectacle plus intéressant que celui qui occupa ma curiosité de touriste au milieu de cette foule impatiente des courtisans de l'illustre prisonnier, auprès duquel il ne nous fut possible de parvenir qu'à notre tour, après une heure d'attente, plus longue pour eux que pour moi. C'était vraiment un *épitome* de l'Irlande, une députation de son clergé catholique, de ses propriétaires, de son barreau, de son commerce, de ses journalistes, de ses hommes de lettres, de ses industriels ; car si trente à quarante personnes entrèrent avant moi, elles remplaçaient dans la prison le même nombre de visiteurs qui sortaient à mesure par un, par deux, par trois ; et qui ne remontaient dans leur voiture ou qui ne s'éloignaient à pied qu'après avoir échangé quelques paroles au moins avec ceux qui attendaient que le guichet s'ouvrit pour eux. »

Notre voyageur est introduit à son tour auprès du libérateur. « Je fus présenté, dit-il. Le fameux portrait (qui se vendait alors à Dublin) m'avait fait un O'Connell septuagénaire, et réellement O'Connell était entré, il y avait deux jours, dans sa

¹ Tome I^{er}, page 168.

soixante-dixième année ; mais soit qu'il fût rajeuni depuis deux mois de martyr, comme il le prétendait, soit que son dernier peintre ou le graveur l'eussent vieilli de dix ans, O'Connell me parut en avoir tout au plus soixante ; sa taille droite, sa tête haute, son œil vif, sa démarche assurée, son geste, tout en lui avait quelque chose du militaire plutôt que de l'homme de loi. Ajoutez l'effet de son costume : redingote bleue, façon de capote, et une toque de drap à visière de cuir. Je ne me serais pas figuré autrement un colonel de la brigade irlandaise en petit uniforme. — J'avais débité ma première phrase en anglais, au libérateur ; mais il m'interrompit : « Non, non, me dit-il, vous êtes Français, parlons français ; j'ai été élevé en France. » O'Connell demanda des nouvelles de France, et la conversation roula dans le cercle des affaires du jour. « L'entretien fut court d'ailleurs, ajoute notre narrateur, et interrompu juste au moment où il pouvait devenir intéressant, par une autre présentation, une présentation de dames. Autant j'avais été flatté de trouver le libérateur si poli envers un simple touriste, autant je fus charmé encore, malgré l'interruption, d'être témoin des formes à la fois prévenantes et dignes de sa galanterie ; car, c'est en présence des dames qu'on juge surtout le gentleman et l'homme comme il faut. Or, comme sur la place publique et dans les meetings populaires O'Connell déploie au même degré cet autre genre de séduction qui gagne le peuple à ses tribuns, on peut convenir avec ses enthousiastes que cet homme était né providentiellement pour régner, n'importe à quel titre ¹. »

M. Amédée Pichot consacre aussi quelques pages fort piquantes à Tom Steele, le lieutenant d'O'Connell, et à divers autres notabilités du mouvement du rappel. Nous devons signaler encore un chapitre plein d'intérêt sur le père Mathews et le mouvement de la Tempérance, trois chapitres sur Maynooth et l'éducation en Irlande ; enfin, ce qui nous intéresse d'une manière plus spéciale, un chapitre véritablement curieux sur l'expérience économique tentée par lord Georges Hill, à Gweedore.

Gweedore est situé dans le comté de Donegal, province de l'Ulster ; c'est à la fois le nom d'un domaine, d'une baie et d'une petite rivière qui se perd dans l'Atlantique. Le domaine appartient à lord Hill. En 1836, la population de la paroisse, composée d'environ 4,000 habitants, se trouvait plongée dans une misère, dont ceux qui n'ont pas visité l'Irlande ne sauraient se faire une idée. D'après l'inventaire dressé alors par le maître d'école de la paroisse, Patrick M'Kye, les 4,000 habitants ne possédaient entre eux que :

Une charrette,	point de chariot à quatre roues,
Une charrue,	point d'autres voitures d'aucune sorte,
Seize herses,	point de chapeaux,
Huit selles d'homme,	point de pendules,
Deux selles de femme,	point de miroirs au-dessus de 3 pence
Onze brides,	pièce,
Vingt pelles,	point de bottes,
Trente-deux râtaux,	point d'éperons,
Sept fourchettes de table,	point d'arbres fruitiers, point de navets,
Quatre-vingt-treize chaises,	point de carottes,
Deux cent-quarante-trois tabourets,	point de panais,
Dix fourches de fer,	point de luzerne,
Vingt-sept oies,	point d'autres produits horticoles que des
Trois dindes,	pommes de terre et des choux.
Deux matelas,	Environ dix pieds carrés de vitres pour
Huit paillasses,	toutes les maisons, excepté celles de la
Deux étables à chevaux,	chapelle, de l'école, du presbytère, de

¹ Tome II, page 128-30.

Six étables à vache,
Huit chandeliers de cuivre,
Trois montres,
Une école nationale,
Un prêtre,
Pas de gentleman résident.

la maison de M. Dombraine et le corps
de garde des constables.

Telles étaient les richesses mobilières de Gweedore. Cet inventaire, publié dans les journaux, fit du bruit. On envoya quelques secours aux habitants de Gweedore. Lord Georges Hill, riche propriétaire, eut alors l'idée de tenter une expérience économique avec cette population arrivée au dernier degré de la misère. Il acheta Gweedore. Les rentes étaient alors presque nominales et sans perception régulière. Point de reçus, pas de comptes exacts. Chacun ne savait que confusément ce qu'il devait ou ce qui lui était dû. Il y avait des arriérés de fermages qui remontaient à huit, à dix et même à vingt ans. Quelques créanciers n'avaient payé aucune rente pendant cet espace de temps; il y en avait même qui vivaient tout à fait inconnus dans la propriété qu'ils exploitaient. La terre se trouvait subdivisée à l'infini, et souvent même les parcelles en étaient possédées en commun. Les animaux aussi avaient plusieurs propriétaires. « Dans une des îles adjacentes, dit M. Pichot, trois individus possédaient un cheval : la pauvre bête fut bientôt hors de service, car elle avait quatre jambes, et comme aucun de ses trois maîtres ne se pressait de ferrer la quatrième, elle devint boiteuse. Nouveau sujet de dispute, car l'un des trois propriétaires alla porter plainte au juge de paix, prétendant avoir ferré deux fois à ses frais ce malheureux quatrième pied, que les autres refusaient de ferrer à leur tour. » — C'est en cet état que lord Hill trouva Gweedore, lorsqu'il vint s'y établir. Il commença par bouleverser complètement le régime désastreux des fermages et des sous-fermages, et il accorda à chacun des tenanciers un lot exactement proportionné à la rente qu'il devait payer. Cela ne se fit point sans résistance, mais la volonté énergique de lord Hill triompha de tous les obstacles. Lord Hill fit bâtir ensuite un magasin et une halle aux grains dans le village, puis il établit diverses primes d'encouragement, les unes pour l'entretien des cottages, les autres pour l'élève du bétail. En même temps lord Hill accordait de petites avances à ceux qui désiraient améliorer leurs terrains. Au bout de quelques années, ce bon propriétaire avait réussi à métamorphoser entièrement son domaine : la civilisation avait remplacé la barbarie dans ce coin reculé de l'Irlande. Une école, un dispensaire, une salle de justice (*Session-house*), un hôtel, un moulin à farine, des cottages élégants avaient été construits; partout se révélaient les apparences du bien-être et du confortable. Et remarquons que ce changement si radical s'était opéré en cinq ou six ans. La régénération de l'Irlande n'est donc pas une œuvre si difficile qu'on paraît généralement le supposer. Qu'au lieu de dépenser oisivement, à Londres ou à Paris, les revenus qu'ils arrachent à la pauvre Irlande, les propriétaires irlandais imitent l'exemple de lord Hill; qu'ils dirigent eux-mêmes, avec intelligence, l'exploitation de leurs domaines, et bientôt la face du pays aura changé.

Sous le titre d'*Episodes d'un voyage en Irlande et dans le pays de Galles*, M. Amédée Pichot nous promet encore un supplément à ses deux volumes d'*Esquisses*. Ainsi se trouvera complétée la série des impressions de voyages du spirituel directeur de la *Revue britannique*, dans la Grande-Bretagne. C'est une collection que nous recommandons aux amateurs de livres élégants et utiles.

M.

CONGRÈS DES AMIS DE LA PAIX UNIVERSELLE RÉUNI A PARIS EN 1849. *Compte-rendu des séances des 22, 23 et 24 août...* Discours, etc... précédé d'une note historique sur le mouvement en faveur de la paix, par M. Joseph Garnier. Brochure grand in-8, de quatre feuilles et demie; chez Guillaumin et Co.

Cette publication est un compte-rendu à la fois résumé et complet de la belle manifestation qui a eu lieu l'an dernier à Paris; elle contient tout ce qui s'est passé d'intéressant dans ces trois séances, le texte complet des discours les plus saillants et l'analyse des autres. On y trouve donc les magnifiques allocutions de M. Victor Hugo, les discours originaux et si remarquables de MM. Cobden, Henri Vincent et Burnett; ceux des orateurs français qui ont été les mieux accueillis: M. l'abbé Deguerry, Émile de Girardin, Athanase Coquerel, Frédéric Bastiat, et un Mémoire de M. Burritt sur un projet de Congrès international, etc. Le compte-rendu des séances est suivi de plusieurs renseignements, tels que le compte-rendu d'une visite faite au président de la République par le bureau du Congrès, la statistique des membres du Congrès, les résolutions adoptées par le Congrès, et le compte-rendu des trois meetings à Londres, à Birmingham, à Manchester, que nous avons publié dans notre numéro 104 du 15 novembre 1849, t. XXIV, p. 426.

On a compté dans le Congrès de Paris vingt-un délégués venant exprès des États-Unis, un du Canada, un autre de l'Etat de Guatemala. Les délégués anglais étaient au nombre de trois cents, dont six membres du Parlement, et les autres, ministres des divers cultes, négociants, propriétaires, etc. Ils étaient accompagnés, en outre, de trois cent soixante-cinq visiteurs, tant hommes que dames. Les membres belges étaient au nombre de vingt-trois. Au secrétariat français, il avait été inscrit deux cent trente membres, dont une quinzaine appartenant à la Suède, à l'Allemagne, aux Etats de l'Amérique du Sud et aux autres pays. En résumé, le Congrès se composait de six cents membres, et l'auditoire de la salle Sainte-Cécile peut être évalué à plus de trois mille personnes, y compris les membres du Congrès et les trois cents visiteurs anglais.

Dans une note qui précède ce compte-rendu, M. Joseph Garnier a fait l'historique de ce mouvement qui prend naissance, après les horreurs militaires du commencement du siècle, simultanément en Angleterre et aux États-Unis, et qui a aujourd'hui un caractère d'universalité bien consolant pour l'humanité, et tout à fait digne d'intérêt pour les esprits sérieux et positifs.

Dans un compte-rendu, publié il y a un an, à Bruxelles (in-8, 90 pages; chez Lésigne), sous le titre: *Congrès des Amis de la paix universelle réunis à Bruxelles en 1848*, on trouve le détail de ce qui s'est passé à cette assemblée, dans les séances des 22, 23 et 24 septembre.

BIOGRAPHIE DE BABŒUF, par M. Ed. FLEURY; 1 volume grand in-8° de 176 pages.
A Laon, chez Fleury et Chevergnay.

M. Ed. Fleury, qui est à la fois imprimeur et écrivain distingué, a remarqué qu'un grand nombre d'hommes ayant figuré dans la Révolution sont sortis du département de l'Aisne, qu'il habite; il a voulu en faire une biographie détaillée, qui se trouvera être en même temps l'histoire de son département et celle des idées de la période révolutionnaire de 1788 à 1798. En effet, Camille Desmoulins était de Guise, Condorcet, de Ribemont, Saint-Just, de Chauny, Ronsin, de Soissons, Fouchier-Tinville et Babœuf de Saint-Quentin, etc.

M. Ed. Fleury a déjà publié deux de ces études, Camille Desmoulins et Babœuf. Nous n'avons rien à dire de la première, parce que Camille Desmoulins n'a guère fait que de la politique; nous voulons signaler la seconde à nos lecteurs, parce que Ba-

bœuf est devenu un chef d'école antiéconomique, un grand-prêtre du communisme. Ce travail mérite en effet une attention spéciale. Non-seulement la biographie dramatique de Gracchus Babœuf y est complète et détaillée, mais ses doctrines y sont exposées et reproduites à l'aide de pièces curieuses, avec le secours de ses publications et de son procès très-peu connu; à l'aide enfin des faits authentiques sur lesquels doit s'appuyer l'histoire.

Jusqu'ici la biographie de ce novateur égalitaire n'avait été faite dans les recueils les plus accrédités que d'une manière très-imparfaite et le plus souvent erronée. Sous ce rapport, M. Ed. Fleury a rempli une importante lacune de l'histoire du socialisme. Les doctrines de Babœuf étaient certes bien connues, quant à leur ensemble et à leur tendance finale, depuis l'écrit de M. Louis Reybaud sur les *réformateurs* et l'histoire toute récente du communisme, par M. de Sudre; mais M. Ed. Fleury est venu préciser encore mieux la nature et le développement de ses hallucinations.

La biographie de Babœuf est écrite d'une manière remarquable. Peut-être pourrait-on reprocher aux appréciations de l'auteur un peu de partialité en faveur de certains sentiments politiques, rien moins que révolutionnaires; mais il faut dire que cette nuance de style répandue dans tout l'ouvrage ne semble pas altérer la vérité qui ressort assez bien aux yeux du lecteur.

JER. G.

CHRONIQUE.

SOMMAIRE. — Le timbre. — Congrès de la paix à Francfort; son programme économique. — Société d'économie politique. — Grand concours des collèges; discours de M. Parrieu. — Académie française; prix à M. Baudrillart pour son *Eloge* de M^{me} Staël, et à M. Adolphe Garnier pour son livre sur la *Morale sociale*. — Loi de la reprise des paiements en espèces par la Banque de France. — L'intendance sanitaire de Marseille. — Derniers votes économiques de l'Assemblée: budget de 1851; — la peréquation de l'impôt; — chaires de droit administratif et constitutionnel; — écoles d'arts et métiers; — chemins d'Orléans à Bordeaux et de Tours à Nantes; — primes de la pêche. — Code forestier. — M. Fillimore. — Sous-comptoir des chemins de fer.

La loi du 16 juillet sur le cautionnement et le timbre n'apporte aucun changement à notre publication.

L'article 22 de cette loi dit en effet: « Les recueils et écrits périodiques qui étaient dispensés du timbre avant le décret du 4 mars 1848, continueront à jouir de cette exemption. » Nous sommes en cela traités comme tous les journaux qui ne paraissent qu'une fois par mois, et qui consacrent leur publicité au progrès des sciences. Il en est de même pour le cautionnement.

— Comme nous l'annoncions dans notre dernière Chronique, le Congrès des Amis de la paix universelle se réunira, à Francfort-sur-le-Mein, les 22, 23 et 24 août 1850.

Cette Assemblée sera composée de membres venus des Etats-Unis d'Amérique, d'Angleterre, de France, de Belgique, d'Allemagne, et d'autres pays du continent.

Le programme, conçu à peu près dans les termes de celui du Congrès de Paris que nous avons publié l'an dernier, porte qu'aucun orateur ne sera ad-



JOURNAL DES ÉCONOMISTES.

mis à parler en faveur de la guerre. C'est là une excellente précaution pour écarter toutes les discussions oiseuses.

« Tout membre, dit ce programme, par cela seul qu'il fait partie du Congrès, est censé admettre en principe que l'appel aux armes, pour résoudre les difficultés internationales, est contraire à la religion, à la morale, à la philosophie, à l'économie politique, et que tous les intérêts de l'humanité font un devoir de recourir à des moyens paisibles de conciliation. La discussion, dans le sein du Congrès, aura donc seulement pour objet les propositions tendant à substituer des institutions rationnelles à l'usage barbare de la guerre.

« La discussion s'ouvrira sur les questions posées par le Comité, concernant : la solution, par voie d'arbitrage, des différends entre les nations ; la convocation, dans un temps prochain, d'un Congrès de nations, chargé de préparer un Code des rapports internationaux ; l'importance qu'il y a à appeler l'attention des gouvernements sur la nécessité d'entrer dans une voie de désarmement général et simultané ; la destruction des diverses causes de guerre entre les peuples, par une série de mesures politiques et économiques. »

Nous voyons avec satisfaction le Congrès des amis de la Paix faire de plus en plus appel aux lumières de l'économie politique. C'est le moyen d'attirer vers ces manifestations les esprits positifs et pratiques, ceux qui, sans négliger le côté religieux, sentimental ou philosophique des questions, prennent les hommes pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire pour des êtres sensibles surtout aux arguments tirés de leurs intérêts. A tout prendre, les gouvernements et les hommes d'État ne font guère attention qu'aux raisonnements puisés à cette source.

Les personnes de Francfort qui se sont constituées en Comité d'organisation représentent toutes les notabilités de la ville : le commerce, le droit, la médecine, les sciences et les divers cultes catholique, israélite, luthérien, allemand réformé. Ce sont MM. Philippe de Bary, banquier ; L. Bonnet, pasteur de l'Eglise française réformée ; Carové, docteur en philosophie, vice-président du Congrès de Paris ; S. M. Jost, professeur à l'Ecole industrielle israélite ; K. M. Kirchner, pasteur de l'Eglise luthérienne ; L. Schrader, pasteur de l'Eglise allemande réformée ; Ed. Souchay, docteur en droit ; G. A. Spiess, docteur en médecine ; Georges Varrentrapp, docteur en médecine ; H. A. Wedewer, inspecteur de l'Ecole supérieure catholique.

Cette association de ministres des diverses religions est vraiment remarquable ; elle est une nouvelle preuve de cette noble tolérance vers laquelle convergent aujourd'hui tous les progrès de l'esprit humain.

La convocation a été également faite au nom des représentants des différentes Sociétés de la paix dont les noms suivent : MM. Victor Hugo, membre de l'Institut et de l'Assemblée législative de France, président du Congrès de Paris ; Aug. Visschers, président du Congrès de Bruxelles, vice-président du Congrès de Paris ; Charles Hindley, membre du Parlement, vice-président du Congrès de Paris ; Ath. Coquerel, membre de l'Assemblée législative de France et vice-président du Congrès de Paris ; Richard Cobden, membre du Parlement et vice-président du Congrès de Paris ; Deguerry, curé de la Madeleine, vice-président du Congrès de Paris ; W. Ewart, membre du Parlement, vice-président du Congrès de Bruxelles ; Charles Summer, de Boston, président du Comité américain du Congrès de la paix ; E. Dupectiaux, membre du Comité du Congrès de la paix de Bruxelles ; Elihu Burritt, secrétaire du Comité amé-

ricain du Congrès de la paix ; H. Richard , secrétaire du Congrès de la paix de Londres ; Joseph Garnier, secrétaire du Congrès de la paix de Paris.

— Dans la dernière réunion de la Société d'économie politique, moins nombreuse qu'à l'ordinaire à cause de la saison, la conversation a roulé sur plusieurs sujets. Des considérations fort intéressantes ont été exposées par M. Charles Giraud, de l'Institut, touchant la différence apportée, sur plusieurs points de la France, dans la condition des petits propriétaires, par la conversion, à l'époque de la révolution, des dettes à rentes perpétuelles en dettes à terme et exigibles. La ruine ou la gêne et le mécontentement sont résultés de ce changement dans la législation, et le problème à résoudre aujourd'hui consiste à reconstituer, par les institutions du crédit foncier et par la voie de l'amortissement, des moyens de libération à longs termes qui, d'une part, facilitent les prêts, et, d'autre part, mettent les remboursements en harmonie avec les forces de la culture.

— Le lundi 12 août a eu lieu la distribution des prix du grand concours des lycées et collèges de Paris et de Versailles. Dans une allocution pleine de tact et d'habiles ménagements, M. de Parieu, ministre de l'instruction publique, a rappelé à son jeune auditoire que le terme de cette année scolaire allait être marqué par une transformation importante dans l'organisation de l'enseignement public ; et il a vu, dans l'agitation produite à l'occasion de la nouvelle loi d'enseignement, un sujet d'orgueil pour la jeunesse, dont les destinées morales et intellectuelles excitaient ces préoccupations.

Le ministre a dit la phrase obligée en pareil lieu : « Non, jeunes élèves, cette grande institution de l'enseignement de l'Etat, création d'un génie dévoué à la gloire et à l'unité de la patrie, ne périra pas » ; mais il a aussi parlé de concurrence loyalement soutenue. Université et concurrence sont des termes qui s'excluent, mais qui sont encore nécessaires dans la langue officielle. Au fond, cela veut dire que l'Université, si elle veut faire proroger le temps de son monopole, doit mettre de plus en plus ses programmes d'accord avec les besoins publics ; ne plus enseigner la même chose à tous, la même chose si longtemps, avec de si vieux procédés, la même chose grecque et latine. A cet égard, on voyait que M. de Parieu était heureux de pouvoir annoncer que l'on admettait, pour la première fois, à l'honneur du concours, les exercices sur les langues vivantes.

M. le ministre de l'instruction publique a encore dit aux élèves : « Les palmes de cette fête sont pour vous le gage de celles que vous pourrez cueillir sur la route de votre vie tout entière. Acquises par le travail et le seul mérite, elles vous enseignent d'avance les éternelles voies de tous les succès sérieux et durables. Quand le monde vous sera ouvert, des voix trompeuses vous promettent peut-être, pour aller à ce but, d'autres sentiers plus faciles. Croyez-moi, vous n'en découvrirez jamais d'aussi honorables ni d'aussi sûres. »

Autant que personne, M. de Parieu sait que les questions du travail, toutes liées par des principes, constituent une science qui n'est pas enseignée dans les collèges ; qui est sans contredit, de nos jours, d'une utilité incomparable avec celle des discours latins, des vers latins, des versions latines, des versions grecques, des thèmes latins, et qui servirait à la jeunesse pour mieux comprendre l'histoire et la philosophie, pour écrire de meilleurs discours ou de meilleures dissertations. Espérons que la nouvelle constitution du Conseil de l'instruction publique sera plus favorable que l'ancienne à l'accession

des idées de progrès en général, et à l'enseignement économique en particulier.

— L'Académie française a tenu, le 8 août, sa séance solennelle, publique, annuelle. Un jeune et brillant écrivain, notre collaborateur, M. Henri Baudrillart, a obtenu le prix d'éloquence, dont le sujet était l'éloge de M^{me} de Staël.

Ce travail, qui a eu les honneurs de la lecture et a provoqué les applaudissements d'un public d'élite, a le double mérite de réunir les qualités de la forme, que doit exiger l'Académie française, et les qualités du fond, que la même Académie n'exige pas toujours ou qu'elle méconnaît quelquefois. En effet, M. Baudrillart a fait de la jeunesse, de la vie, des écrits et de l'influence de M^{me} de Staël une peinture pleine d'élégance et de goût ; et, d'autre part, il a raconté, avec une noble indépendance d'esprit, la longue et remarquable lutte entre Napoléon et cette femme illustre.

Ce n'est pas sans opposition, à ce qu'il paraît, que l'Académie a couronné le travail de M. Baudrillart : quelques membres, à quarante ans de distance, ont voulu prendre parti pour l'homme qui les avait éblouis, contre la femme qui n'avait pas tremblé ; et il n'a fallu, dit-on, rien moins que la parole de M. Guizot pour rappeler à la réunion des quarante que le temps de l'histoire avait sonné.

Dans la même séance, il a été donné un prix de 3,000 fr. à un ouvrage de M. Adolphe Garnier, la *Morale sociale*, dont nous publions précisément une appréciation, dans ce numéro, par M. Baudrillart. Cette appréciation sanctionne le jugement de l'Académie. L'ouvrage est digne, en effet, à tous égards, de la distinction qu'il vient de recevoir. Mais nous mêlerons à nos éloges une critique, dont l'Académie ne s'est pas préoccupée, parce qu'elle ne met pas d'importance à ce qu'elle ignore, et que M. Baudrillart n'a pu qu'oublier, lui qui a étudié les œuvres de Turgot, qui a fait l'éloge de ce maître de la science, et qui a été couronné aussi pour ce beau travail. Cette critique, la voici : M. Adolphe Garnier, traitant dans son livre des questions soulevées par le socialisme, s'est privé, en partie, des lumières de la science économique ; car, s'il parle souvent de David Hume et de quelques savants du dix-huitième siècle, il néglige de faire intervenir l'autorité de ceux qui ont fondé la science, de Turgot et d'Adam Smith, par exemple, qui ont eu à la fois (chose à remarquer pour un professeur de philosophie), le génie philosophique et le génie économique. Il en est résulté ceci, que l'ouvrage de M. Adolphe Garnier n'est pas aussi concluant qu'il aurait pu l'être contre l'erreur, et qu'il n'est pas à l'abri de tout reproche, aux yeux de l'économiste.

Au reste, les économistes doivent savoir un très-grand gré à M. Adolphe Garnier de n'avoir pas fait fi, comme c'est le faible des philosophes universitaires, des arguments économiques, et son ouvrage prouve toute l'utilité qu'il y aurait, dans l'enseignement, à marier l'économie politique, soit à la philosophie, soit à l'histoire, dont elle est le guide sûr et l'appui indispensable.

— D'accord avec le Conseil de la Banque, M. le ministre des finances a proposé, et l'Assemblée nationale a adopté d'urgence, un projet de loi autorisant la Banque de France à reprendre ses paiements en espèces. C'est là une mesure à laquelle nous ne pouvons qu'applaudir, et que nous avons réclamée depuis longtemps.

Tout papier de Banque ou d'Etat devient assignat par le cours forcé et l'infériorité du gage. Les billets de la Banque de France n'ont cessé d'être sagement

limités et suffisamment gagés ; mais, par le cours forcé, la Banque avait un pied dans l'abîme. Elle le retire par l'effet de la nouvelle loi. Par suite aussi de cette loi, le gouvernement recouvre la libre disposition des forêts qui se trouvaient engagées par le décret du 5 juillet 1848. En second lieu, la Banque reste encore engagée envers le Trésor pour 25 millions qu'elle devra lui avancer si ses besoins l'exigent ; et d'autre part, le remboursement de cette somme ainsi que des 50 millions déjà prêtés sera prorogé d'une année, ce qui reporte les échéances, de 25 millions chacune, aux 15 avril, 15 juillet et 15 octobre 1852.

Sans rien changer au texte du projet de loi, la Commission des finances a recommandé quelques mesures qui ne peuvent qu'en augmenter encore les bons résultats. L'existence du cours forcé pendant plus de deux ans a fait pénétrer l'usage des billets dans toutes les villes, et même dans les campagnes. Si cette circulation avantageuse cessait d'avoir lieu, il pourrait en résulter des tiraillements et des difficultés dans les transactions. Pour obvier à cet inconvénient et pour maintenir les billets en faveur, la Commission conseille d'autoriser toutes les Caisses publiques à recevoir les billets de banque en paiement et sur le même pied que les écus.

La Commission a appelé également de tous ses vœux l'extension successive des succursales.

Enfin, elle a recommandé de conserver, du décret du 15 mars 1848, l'article 5, portant que la Banque de France publiera, tous les huit jours, sa situation dans le *Moniteur*. En effet, un des éléments fondamentaux de la vie et de la prospérité d'une banque, c'est la confiance publique ; or, la confiance naît de la publicité donnée aux situations.

A propos de cette loi, le *Siècle* a émis, comme une nouveauté, l'idée sur laquelle repose, depuis 1844, la constitution de la Banque d'Angleterre. C'est une question à étudier d'ici à 1853, époque à laquelle il s'agira de renouveler ou de faire cesser le privilège de la Banque de France. Un autre journal, le *Crédit*, a beaucoup critiqué la reprise des paiements en espèces. Il y a vu toutes sortes de machiavélismes, qui ne sont heureusement que dans son esprit. Pour lui, le cours forcé, c'est le progrès par excellence en matière de Banques. Pour nous, nous le répétons, c'est la porte ouverte à l'assignat.

— La ville de Marseille s'est mise de nouveau en émoi au sujet de son lazaret. Messieurs de l'intendance sanitaire s'étant permis, de leur propre autorité, de soumettre à une quarantaine les provenances de Tunis et de Malte sous prétexte de choléra et de fièvre jaune, M. le ministre du commerce leur a intimé l'ordre, par le télégraphe électrique, de n'en rien faire ; et comme ils ont voulu en appeler de nouveau au ministre, celui-ci les a destitués et les a remplacés par un commissaire particulier. Comme à Marseille l'existence de l'intendance se rattache à des intérêts depuis longtemps établis, à des abus qui se voient en péril, à des préjugés populaires que suscite la peur des maladies et le souvenir de la peste de 1720, et aussi à la question d'amour-propre d'une grande cité, on conçoit l'émotion qui s'est produite. M. le ministre a calmé cette effervescence en adjoignant des membres du Conseil municipal à son commissaire. Ceci ramène la question des quarantaines, et il faut espérer que la loi tranchera, d'un moment à l'autre, toutes ces difficultés, trop souvent sur le tapis.

— La discussion du budget des dépenses et du budget des recettes ne pouvait qu'être très-écourtée en face du terme si rapproché de la prorogation.

Néanmoins, M. Daru et soixante-huit autres représentants ont cru devoir soulever la question, déjà si vieille et toujours très-peu résolue, de la peréquation de l'impôt entre les départements. A propos du dégrèvement des centimes additionnels, porté au budget par le ministre, ces messieurs voulaient faire profiter cinquante-deux départements d'un dégrèvement de 22 millions, et trente-quatre autres départements seulement d'un dégrèvement de 5 millions : la majorité n'a pas été de leur avis, et a écouté de préférence le ministre des finances, qui a trouvé la mesure proposée injuste et impossible. Au reste, les évaluations sur lesquelles les contributions sont basées remontent à 1821, et, depuis cette époque, les départements qui se croient lésés ont beaucoup prospéré.

— Sur les observations de M. Valette, professeur à l'Ecole de droit, la Chambre a maintenu les deux chaires de droit administratif et de droit constitutionnel à l'Ecole de droit, que la Commission des finances proposait de réunir et d'amoindrir.

La Chambre n'a pas adhéré non plus à la suppression d'une des trois Ecoles d'arts et métiers, que proposait la Commission du budget. Et en effet, si l'Etat enseigne, il faut qu'il enseigne des choses utiles ; et ce ne sont certes pas les écoles professionnelles qu'il faut supprimer. On peut les améliorer, les empêcher, si c'est possible, de tomber dans la routine et le classicisme ; mais on ne doit songer à les supprimer qu'après les lycées et les collèges, c'est-à-dire le jour où on proclamera la liberté de l'enseignement.

L'Assemblée législative a voté de nouvelles conditions pour les chemins de Tours à Nantes et d'Orléans à Bordeaux. Nous les reproduisons avec quelques observations explicatives dans notre Bulletin.

Faute de temps, elle a prorogé jusqu'au 31 décembre 1851 la législation sur les primes accordées à la pêche de la morue, de la baleine et du cachalot ; et jusqu'au 31 juillet de la même année les dispositions transitoires du titre XV du Code forestier.

— On n'a pas parlé des tendances économiques du président Fillimore qui, en sa qualité de vice-président des Etats-Unis, succède au général Taylor, décédé, ni de son premier ministre, M. Webster. Ces hommes d'Etat suivront-ils les allures libre-échangistes de MM. Polk et Walker, ou s'en tiendront-ils au protectionnisme hésitant de MM. Taylor et Meredith ? c'est ce qu'il ne nous a pas encore été possible de démêler.

Paris, 14 août 1850.

P. S. Dans le bulletin sur la situation de la Banque, nous indiquons la constitution du sous-comptoir des chemins de fer.

LETTRES SUR L'AGRICULTURE¹.

VII^e LETTRE. — DE LA SCIENCE AGRICOLE.

Monsieur,

Je viens aujourd'hui aborder un sujet qui me paraît fort important sous un double rapport; je veux parler de la théorie ou de la science agricole, et des moyens de la perfectionner ou de la fonder, si, après un sérieux examen, on reconnaissait qu'en réalité elle n'existe pas, du moins à l'état que l'on doit souhaiter, et où il est possible de l'amener. En effet, on comprendra facilement que cette science étant élevée au degré de certitude et d'harmonie dans ses diverses branches auquel il est possible d'atteindre, l'art qui en est l'application marcherait avec sûreté dans ses procédés, et que des hommes instruits et jouissant des avantages que donne l'aisance et même la fortune, se sentiraient plus disposés à embrasser une profession ainsi relevée à leurs yeux, et devenue une industrie aussi savante, et même beaucoup plus savante qu'aucune de celles qui sont l'objet d'une considération générale, d'ailleurs très-méritée. Il est certain que l'agriculture se rattache par une multitude de points à des sciences fort diverses, et que l'étude et la connaissance d'aucune de ces sciences n'est indifférente et sans une utilité plus ou moins directe. Je sais que beaucoup de personnes disent et pensent le contraire; et il n'est pas rare d'entendre affirmer, avec l'aplomb et l'assurance qui, très-souvent, sont compagnes de la sottise, que, l'agriculture étant par elle-même un pauvre et ingrat métier, le moyen le plus infailible pour qu'il devienne tout à fait ruineux, c'est de vouloir apporter dans sa pratique autre chose que l'observation scrupuleusement traditionnelle des routines et des habitudes locales. Tout en reconnaissant que des fautes commises par quelques personnes sans expérience ont pu rendre plausible, jusqu'à un certain point, cette assertion, je ne m'attacherai pas à la réfuter, autrement qu'en m'efforçant de bien préciser le sujet que j'ai indiqué, par quelques réflexions préliminaires, et en fixant certains principes sur lesquels repose la question même dont il s'agit.

La puissance de tous les hommes réunis ne saurait créer un atome de matière, ni augmenter, diminuer ou modifier en aucune manière les forces qui, agissant sans cesse sur la matière, produisent et dé-

¹ Voy. les numéros 71 (octobre 1847), 72 (novembre 1847), 73 (décemb. 1847), 76 (mars 1848), 110 (mai 1850), et 112 (août 1850).

truisent sans cesse également les agrégations et les combinaisons que nous appelons des corps.

Le travail de l'homme a pour but et doit avoir pour résultat d'obtenir ces transformations et de former ces combinaisons de manière à satisfaire ses besoins et ses désirs de toutes sortes, d'où naît la propriété d'utilité, en prenant ce mot dans son étendue la plus compréhensive. Mais pour créer cette propriété particulière et toute relative, l'utilité, le travail humain, l'industrie humaine, comme on voudra les appeler, n'ont à leur disposition que la matière telle qu'elle existe, et les forces sans cesse agissantes sur elle, telles aussi qu'il a plu à l'auteur de toutes choses de vouloir qu'elles fussent ; il est donc certain, évident, que le premier, le plus grand besoin de l'homme, et son intérêt le plus pressant, sont de connaître les corps ou la matière agrégée, combinée sous des formes infinies, et les lois constantes qui président à ces multitudes de combinaisons. Et c'est précisément cette connaissance qu'on appelle science. Or, il est évident également que la science en général, ou ses différentes branches, doivent précéder tout travail, toute industrie qui n'en sont que l'application, et dans le but unique de créer la propriété appelée utilité. Si l'on prend la peine de se rendre compte de ce qui passe tous les jours, à chaque instant, et sous nos yeux, on verra qu'il en est ainsi toujours et partout. Depuis le travail manuel le plus simple exécuté à l'aide des instruments, des outils les moins compliqués, jusqu'à ces opérations industrielles accomplies avec le concours des machines les plus puissantes et de la construction la plus savante, tout est soumis à la même loi ; nécessairement, inévitablement, toute opération industrielle, quelle qu'elle soit, n'est et ne peut être qu'une série d'applications, de découvertes scientifiques antérieures. Quoique ces découvertes et ces principes scientifiques soient souvent d'une simplicité telle que leur caractère disparaisse, il n'est pas moins certain que l'industrie ne fait autre chose que de résoudre à chaque instant une multitude de problèmes de mécanique organique ou inorganique, de physiologie végétale et animale, de physique, de chimie, etc., etc. ; car il ne peut en être autrement. Cela posé, on reconnaîtra sans doute que l'agriculture, en dépit d'un préjugé qui commence à se dissiper un peu, étant une industrie semblable aux autres, quant à son but et à ses conditions essentielles, ne saurait se développer comme art qu'avec le secours de la science, et qu'elle est directement intéressée aux progrès de celle-ci.

Une science, quelle qu'elle soit, ne peut faire de progrès réels et assurés que par le secours de deux moyens : l'observation et l'expérience. C'est par eux, et par eux seuls que toutes les sciences physiques et dites naturelles ont fait des pas immenses dans les temps modernes. Je sais qu'il y a une troisième méthode, celle des hypothèses, des raisonnements *à priori*, qui, au lieu de marcher du connu

à l'inconnu, d'étudier les faits particuliers pour en déduire les principes généraux, en un mot, de remonter des effets aux causes, commence par poser des principes absolus arbitraires, et s'arroge ensuite le droit d'y ramener les faits en dépit de leur insurmontable et bien légitime résistance. Cette méthode, en grand honneur chez les anciens, a donné naissance à de bien étranges théories, à de curieux systèmes en physique et en cosmogonie; défendus pendant longtemps avec opiniâtreté, à cause de leur origine révéérée, ils sont enfin tombés dans un discrédit si complet, que personne, de nos jours, n'oserait les défendre ou plutôt les ressusciter. Toutefois, la vénérable antiquité peut se consoler de cette disgrâce superficielle quand elle promène ses regards sur la morale et sur la politique, constamment soumises à son empire et sur lesquelles sa méthode et sa philosophie n'ont pas cessé d'exercer une domination officielle. Aussi, nous ne pourrions sans ingratitude leur refuser le tribut de notre reconnaissance pour les progrès accomplis jusqu'à nous, et dont, sans doute, nous recueillons le fruit au sein de nos sociétés modernes, si riches, comme on le voit, de paix, de concorde et d'harmonie. Mais je me hâte de revenir à mon sujet, et de déclarer que, pour faire avancer la théorie agricole, nous n'appellerons à notre aide que l'observation et l'expérience.

L'observation consiste à étudier les faits dans tous leurs détails, dans toutes les phases qu'ils parcourent, dans leurs rapports de ressemblance et de dissemblance; et par ce moyen, l'observation peut parvenir à découvrir les liens qui rattachent les effets aux causes. L'expérience qui, sous beaucoup de rapports, procède comme l'observation, en diffère cependant en un point essentiel : c'est que, sans se borner à étudier les faits que la nature produit spontanément, l'expérience provoque la production de ces phénomènes préparés à l'avance et dans un but déterminé.

L'observation exige, de la part de celui qui s'y consacre, de la sagacité, de la patience, un jugement droit et consciencieux que l'imagination ne puisse pas éblouir et faire errer; l'expérience réclame les mêmes qualités, mais quelque chose de plus : ce quelque chose est une faculté toute particulière, et qui peut souvent s'élever jusqu'au génie. En effet, l'idée d'une expérience est plus ou moins une sorte d'inspiration, de prescience, de divination, en dehors et au-dessus des procédés habituels de l'intelligence, et que le raisonnement tout seul ne saurait produire ou suppléer. Il y aurait beaucoup à dire sur cette faculté que l'on pourrait aussi appeler invention, qui est certainement la plus précieuse de toutes, et qu'on s'attache si peu à solliciter, à développer; mais cela m'écarterait de mon sujet, et je me borne à examiner ce que ces deux instruments, l'observation et l'expérience, peuvent faire dans l'état actuel des choses pour l'avancement de la théorie, et par suite de la pratique agricole.

Remarquons d'abord que si l'agriculture est, sous les rapports les plus essentiels, une industrie semblable à toutes les autres, elle en diffère cependant en un point très-important : c'est que, s'exerçant exclusivement sur le sol, qui est un élément variable dans ses conditions physiques et atmosphériques d'un lieu à un autre, les observations qu'on peut faire sont individuelles en quelque sorte, et qu'elles ne sont pas concluantes d'une manière absolue ; que pour être utiles, elles doivent être faites avec un grand soin, être fréquemment répétées, et enfin qu'il faudrait les reporter à un centre commun où elles seraient comparées entre elles avec sagacité et avec une critique intelligente.

Quant à l'expérience proprement dite, ses conditions sont encore plus défavorables, pour ce qui concerne l'agriculture ; car, comme on ne peut expérimenter qu'à l'aide d'un élément indispensable, la terre, le sol, il n'y a que ceux qui le possèdent ou le cultivent qui pourraient faire de véritables expériences dans le sens exact et scientifique de ce mot. Or, c'est ce qu'ils ne font pas, et j'ajouterai, c'est ce qu'ils ne sauraient faire. Bien des personnes étrangères à ces questions, et malheureusement c'est le très-grand nombre, pourront se récrier contre cette assertion très-positive, et pourront me dire que l'Etat possède ou subventionne plus ou moins largement des établissements portant le nom de fermes expérimentales. A cela je répondrai simplement que, dans ce cas comme dans beaucoup d'autres, on est dupe des mots ; seulement, dans celui-ci, on le serait bien volontairement, car les deux mots : *ferme expérimentale*, sont incompatibles logiquement, et s'excluent mutuellement, la ferme ayant pour but de donner un produit profitable, un bénéfice, alors que l'expérience ne doit amener qu'un résultat scientifique, une vérité pure, entièrement dégagée de toute considération d'utilité prochaine ou éloignée. Lorsqu'un homme doué du génie de la science, un savant physicien ou chimiste, enfermé dans son cabinet, dans son laboratoire, découvre quelque loi nouvelle dans la composition intime de certains corps, et dont la conséquence pourra quelque jour produire une révolution considérable dans une ou plusieurs industries, il ne s'en préoccupe nullement ; il constate un fait nouveau, une vérité scientifique, objet de ses heureuses méditations ; et pourtant il acquiert une gloire bien méritée, et il est ou il peut être dans l'avenir le bienfaiteur de son pays, bien plus, de l'humanité tout entière. Cela étant, si l'on est sincère dans ses témoignages d'intérêt pour l'agriculture, qu'on proclame sans cesse le premier des arts, pourquoi ne prend-on pas les moyens indispensables pour que la théorie agricole puisse faire de véritables progrès ? Si l'on est d'accord avec moi qu'il n'y a pour cela que deux instruments efficaces, l'observation et l'expérience ; si l'on veut bien reconnaître encore que des observations isolées et plus ou moins exactes sont à peu près insignifiantes pour la science, et que

quant aux expériences proprement dites, elles sont impraticables dans les établissements nommés si mal à propos fermes expérimentales, il doit paraître évident qu'il est nécessaire de recourir à quelque chose de nouveau, de différent de ce qui existe : c'est ce que je me permettrai de proposer ; mais avant, je crois devoir insister sur ce point, que de véritables expériences agricoles ne sauraient être faites par des particuliers. Il suffit pour cela d'en poser les conditions. Pour qu'un propriétaire pût s'acquitter de cette mission toute scientifique, il faudrait le supposer très-savant, et passionné pour la vie rurale ; riche, car il n'y aurait que des dépenses à faire sans aucun profit que pour la science. Enfin, comme dernière condition, aussi indispensable que les deux premières, il faudrait qu'il fût assuré d'une sorte d'immortalité, c'est-à-dire d'une longévité extraordinaire, sans affaiblissement de ses facultés, et sans changement dans ses goûts, et dans son zèle pour les progrès de la science agricole. On conviendra, je pense, que la réunion de telles conditions ressemble bien à une impossibilité.

De ces réflexions, il me semble permis de conclure que si l'on croit utile, et très-utile, comme je le pense, de faire sur les phénomènes agricoles des observations suivies et concluantes, et des expériences sérieuses, exactes et rigoureuses, il faudrait charger de ce soin, de cette mission, un petit nombre d'hommes supérieurs, de savants du premier ordre, formant un comité, un bureau dont les membres seraient remplacés lorsque des vides inévitables se produiraient dans son sein. Ce bureau aurait quelque analogie avec le bureau des longitudes, dont la mission consiste à observer l'état du ciel, à constater et à consigner les phénomènes qui s'y produisent, et à recueillir les observations qui lui sont transmises de différents points du globe. Le bureau d'agriculture prendrait le même soin pour les phénomènes terrestres ; il recueillerait les observations qui lui seraient adressées ; il tiendrait note des expériences dont on lui ferait la communication ; il répondrait aux questions qui lui seraient faites. Enfin, et c'est le point le plus important, il ferait, sur des terres dont il disposerait, des séries d'expériences exactes, rigoureuses, de différentes natures, et qui auraient pour résultat de résoudre d'une manière décisive une multitude de questions, dont plusieurs sont encore des sujets de controverse et d'incertitude, ce qui est très-fâcheux pour la pratique.

L'idée de la fondation de ce bureau paraîtra sans doute assez singulière à beaucoup de personnes qui, faute de s'être occupées de ces sujets avec quelque attention, ne comprendront pas l'utilité d'un tel établissement, et je ne doute pas qu'il ne s'élève contre l'idée elle-même une foule d'objections qu'il m'est difficile de prévoir, et par conséquent de combattre et de réfuter. Cependant, comme malheureusement il n'y a pas de discussion ouverte devant moi, je suis ré-

duit à chercher, à deviner les objections les plus importantes qui probablement se produiront.

Une des premières porterait sans doute sur la dépense qu'occasionnerait la mise à exécution de ce projet. Je déclare tout d'abord que je suis fort touché des considérations de ce genre, et que je ne suis nullement disposé à en tenir peu de compte; mais je ferai aussi observer que, quand il s'agit d'une industrie aussi vaste que l'agriculture, une découverte assez minime, un perfectionnement de peu d'importance apparente, peuvent avoir pour résultat d'augmenter la production pour des sommes considérables, ou de diminuer dans un rapport semblable les frais de la production, ce qui revient exactement au même. D'ailleurs, je pense que la réalisation de ce projet n'entraînerait pas des dépenses considérables; celles-ci consisteraient nécessairement en frais de matériel et de personnel.

Quant aux premiers, ils s'appliqueraient d'abord à la valeur locative d'un immeuble qui serait alloué par l'Etat, ou à la location d'une propriété particulière dont la jouissance serait cédée pour de longues années. Dans l'un comme dans l'autre cas, les immeubles devraient être pourvus de bâtiments suffisants pour loger les personnes et pour recevoir les animaux nécessaires; mais tout cela devrait être réglé dans des proportions restreintes et modestes. Quant à la superficie du sol expérimental, je pense qu'elle ne devrait pas être très-grande, et qu'une centaine d'hectares suffiraient parfaitement pour atteindre le but qu'on doit se proposer. Comme cet établissement devrait nécessairement être situé fort près de la capitale, et que dans un rayon aussi rapproché la location des immeubles est élevée, on pourrait compter cette dépense pour 20,000 fr. par an, en ajoutant pour acquisition de matériel, au moment de l'installation, 100,000 fr. à 10 pour 100 par an, soit 10,000 fr. par an pour cet article, ou 30,000 fr. pour les deux réunis. Les dépenses du personnel consisteraient d'abord dans le traitement annuel des savants, qui devraient être au nombre de trois ou quatre au plus, chacun recevant 10,000 fr. par an; ce serait une somme de 30 ou 40,000 francs; ajoutant pour le paiement des agents secondaires, hommes de bureau et de peine, journaliers, etc., etc., 30,000 fr., cela ferait un total de 60 à 70,000 francs qui, ajoutés aux 30,000 fr. du chapitre du matériel, monteraient en tout à 90 ou 100,000 fr. Quand, pour des causes que je ne prévois pas, la dépense s'élèverait chaque année à 120,000 fr., j'ai l'intime conviction qu'aucune dépense ne saurait être plus productive que celle-ci. Mais je sens trop bien que cela ne suffit pas, et que le point essentiel, indispensable même, c'est que cette conviction puisse être généralement partagée. Je ne me fais aucune illusion à cet égard, et je m'attends à ce que beaucoup de personnes, ne comprenant pas ce qu'auront à faire les savants réunis pour accomplir la tâche, la mission que je ne fais qu'indiquer, pourront me demander quelles in-

structions ils devront recevoir, à cet effet, du gouvernement ou du ministre de l'agriculture. A cette question, ma réponse sera aussi courte et aussi simple que le programme dont il s'agit : liberté complète, absolue, de procéder comme ils l'entendront, à la recherche des faits scientifiques et des vérités théoriques dont la découverte importe le plus à l'avancement de la science agricole. Je serais sûr à l'avance que des hommes éminents dans les sciences physiques et naturelles, habitués à porter dans leurs observations, dans leurs expériences la sagacité remarquable et l'exactitude scrupuleuse qui président à tous leurs travaux, emploieraient la même méthode à la recherche des vérités et des faits qu'il importe le plus de constater et de découvrir. Si je pense que la confiance la plus entière et la liberté la plus complète doivent être accordées à des hommes si capables d'en bien user, ce n'est pas cependant que je n'aie aucune idée de ce qu'ils auraient à faire pour atteindre le but qui m'apparaît très-clairement déterminé, et je n'éprouverais aucun embarras pour indiquer une série de travaux dont les résultats devraient être d'une grande importance : ainsi, quoique les savants dont je réclame les lumières et les travaux soient bien plus capables que moi de poser de semblables questions, je me hasarderai à en indiquer quelques-unes.

Prenant, par exemple, parmi tant de sujets divers, celui des engrais ou amendements de toute nature, minérale, végétale et animale, appliqués sous les différentes formes, solides, liquides ou gazeuses, soit au sol, soit à la plante, soit même à la semence de toutes les espèces végétales comprises dans le domaine agricole, n'y a-t-il pas là un champ très-vaste ouvert pour une multitude d'expériences liées les unes aux autres, pendant plusieurs années, en tenant note exactement, jour par jour, heure par heure quelquefois, des phénomènes survenus, et de l'influence qu'ont pu exercer les diverses circonstances météorologiques ? Ces observations consignées sur des registres, suivant leur importance, feraient servir les données du passé à l'enseignement de l'avenir.

Un autre sujet d'études et d'expériences serait celui qui embrasserait les différentes variétés de grains, de fourrages, de racines et de tubercules de toute espèce, dans le but de déterminer quelles sont les plus productives, sur une superficie donnée et dans des conditions identiques. Il est certain qu'il existe des différences considérables dans les produits qu'on obtient des différentes variétés d'une même plante ; mais pour avoir à cet égard des données certaines et concluantes, il faut non-seulement constater le poids et le volume des produits, mais encore bien connaître leurs qualités nutritives ; et c'est ce qui serait établi par des analyses faites avec le soin et l'exactitude que les savants apportent dans les travaux de laboratoire ou de cabinet, et qui sont, il faut le dire, tout à fait inconnus à la plupart des hom-

mes de pratique, quand ils se mêlent de faire ce qu'ils appellent des expériences.

J'ai presque honte d'être obligé d'exposer avec détail des idées qui me semblent si simples et si claires, qu'elles devraient être saisies et comprises au premier mot, et sur leur seul énoncé ; mais comme elles sont peu de nature à fixer l'attention générale, il faut bien insister sur les considérations qui s'y rattachent, et sur celle-ci, par exemple :

Combien de questions très-importantes en agriculture sont encore le sujet de controverses sans conclusion ou solution définitive ? De ce nombre est l'effet produit par le sel marin sur l'alimentation des bétails, sur leur santé, leur engraissement, etc., etc. Encore à présent, on diffère sur ces points, non pas par des nuances et du plus ou moins, mais de tout à rien ; et cela n'est-il pas étrange ? Cependant, cette question a passé du domaine de l'économie rurale dans la région considérée comme bien plus élevée, celle de la politique. De véritables expériences comparatives, faites avec soin et suivies pendant tout le temps nécessaire, résoudraient assurément le problème d'une manière définitive, incontestable, et chacun enfin pourrait savoir à quoi s'en tenir, et serait tiré d'une incertitude fâcheuse, où l'on se trouve au milieu d'assertions fondées sur de prétendues expériences dont les résultats ne sont ni plus ni moins que parfaitement contradictoires.

Mais je ne finirais pas si je voulais mentionner, indiquer seulement tous les sujets d'expériences et de recherches du plus haut intérêt qui se présentent en foule à mon esprit. Parlerai-je d'un véritable fléau qui afflige et désole, non-seulement la France, mais presque toutes les contrées de l'Europe : on comprend déjà qu'il s'agit de la maladie des pommes de terre. Je sais que cette calamité a une telle importance, que bien des essais ont été faits dans le but de combattre un mal dont les conséquences sont si funestes et si désastreuses pour des populations entières ; cependant, tout a-t-il été tenté avec les moyens de la science, sauf ensuite à voir si ces moyens sont susceptibles d'entrer dans le domaine de la pratique, et d'être adoptés par elle ? car c'est ainsi que devrait toujours procéder l'expérimentation scientifique telle que je la conçois et d'après l'analogie que j'ai indiquée plus haut avec les travaux scientifiques ordinaires. Je suis loin de prétendre que les physiciens, les chimistes et botanistes composant le bureau agricole tel que je le comprends, trouveraient un antidote contre le fléau dont il s'agit ; mais du moins n'auraient-ils pas plus de chances pour le découvrir que des praticiens isolés, souvent peu instruits, qui ne peuvent que tenter des essais fréquemment interrompus par d'autres soins ? Quant à moi, j'en suis persuadé, et je regrette que l'épreuve ne puisse pas en être faite par les soins de ce bureau central d'agriculture. Il embrasserait encore dans ses travaux ce qui concerne la naturalisation des végétaux exotiques et leur acclimatation, si toutefois celle-ci est possible, ce qui, si je ne me trompe, est tout au

moins controversé. Des travaux du même genre s'appliqueraient aux animaux étrangers à notre pays, dont l'introduction et le croisement avec nos races indigènes pourraient être avantageux. Mais sans insister davantage sur les détails d'application du principe, il suffirait qu'il fût admis, et que des hommes éminents par leur savoir prissent à cœur de le féconder, et tinsent à honneur d'en faire sortir toutes les conséquences qu'il me paraît renfermer. Je le répéterai encore, l'importance du principe repose sur cette considération que l'exploitation du sol, dans son acception la plus générale, étant de toutes les industries la plus vaste, il n'y a pas de changement favorable dans ses conditions, quelque minime qu'il paraisse, qui ne donne lieu à de grandes augmentations dans les produits, ou, ce qui est équivalent, d'importantes diminutions dans les frais de production.

Voltaire a dit quelque part, que celui qui trouverait le moyen de faire produire à une tige de blé deux épis au lieu d'un aurait mieux mérité de l'humanité que tous les philosophes, écrivains et hommes d'Etat passés, présents et futurs. Quelle que soit ma partialité bien avouée pour l'agriculture, et quelque haute idée que j'aie de son importance, je n'irais peut-être pas aussi loin que l'illustre auteur de tant de chefs-d'œuvre en tous genres ; mais, d'un autre côté, je serais loin de regarder comme une sorte d'utopie spéculative la possibilité de découvrir le moyen de doubler la production du sol sans augmenter les frais de cette production, car c'est en cela que consiste le véritable problème économique ; autrement rien ne serait plus facile, mais aussi plus inutile dans la pratique. Quoi qu'il en soit, il faudrait d'abord rechercher et constater les faits purement théoriques ; ensuite l'industrie agricole s'approprierait tous ceux dont elle pourrait tirer un parti avantageux.

Je dois m'attendre, et je l'ai déjà dit, que l'utilité de l'établissement dont je n'ai fait qu'indiquer le but et les bases ne sera pas comprise par le plus grand nombre des lecteurs ; mais j'aurais lieu d'être étonné si elle n'était pas appréciée par les hommes qui ont consacré leur vie à l'étude, à l'avancement des sciences, et en particulier, par le savant si éminent auquel est confié en ce moment le département de l'agriculture. Quant à moi, qui n'ai assurément aucun titre scientifique à faire valoir personnellement en faveur de mon opinion, c'est le désir de voir enfin l'agriculture faire des progrès assurés, qui m'a depuis longtemps inspiré la pensée que je viens d'exposer ; et je me souviens avec satisfaction d'avoir obtenu, il y a bien des années, l'approbation la plus complète de M. de Dombasle, et l'assentiment non moins explicite de mon excellent et bien ancien ami Gay-Lussac, qui eût très-volontiers consacré les dernières années d'une carrière si glorieusement parcourue, à des travaux tels que ceux dont aurait à s'occuper le bureau central d'agriculture. C'est ce qu'il m'a dit plusieurs fois, lorsque je lui demandais des conseils sur l'agriculture

qu'il avait en grande affection, et à laquelle il aurait certainement rendu les plus importants services s'il avait pu lui consacrer cette puissance d'investigation qui se révélait dans les applications pratiques les plus usuelles, aussi bien que dans les recherches théoriques les plus abstraites. Quoi qu'il en soit, j'ai toujours sincèrement regretté que l'idée de ce bureau tout à la fois central et expérimental n'ait jamais été adoptée par les dépositaires du pouvoir, qui seuls auraient pu la féconder en lui donnant l'existence et l'impulsion.

On s'étonnera peut-être que, m'occupant de la théorie agricole et de ses progrès, je n'aie rien dit du système d'enseignement agricole constitué sur le plan d'une vaste hiérarchie, et qui a été accueilli avec tant d'empressement pendant ces dernières années. On pourra même me demander si l'Institut de Versailles, placé au sommet de cet édifice comme son couronnement, n'est pas tout à fait propre à réaliser suffisamment les vœux que j'ai exprimés. Je dois m'expliquer brièvement sur ces deux points.

Quand il s'agit d'enseignement en général, deux choses, ce me semble, sont à considérer : premièrement, la science à enseigner ; secondement, les personnes auxquelles cet enseignement est destiné, et qui sont appelées à en tirer avantage. Quant à la science, elle me paraît encore très-incomplète ; et c'est précisément pour en fixer les bases les plus essentielles, que je sollicite le concours et les travaux assidus de quelques hommes tout à fait supérieurs dans les sciences physiques et naturelles. A l'égard des élèves que devra recevoir l'Institut de Versailles, il est nécessaire de savoir quelle sera probablement leur existence, leur position sociale quand ils y entreront, afin de pouvoir former quelque conjecture sur leur destination et la carrière qu'ils pourront prendre quand ils auront suivi pendant plusieurs années les cours de cet établissement. S'ils ne disposent pas de terres à faire valoir comme propriétaires ou par la volonté de leurs parents, trouveront-ils des personnes ayant en eux assez de confiance pour les charger de la régie et de l'exploitation de leurs biens ruraux ? car pour se faire une autre position en rapport avec les connaissances acquises, je veux dire celles de fermier, il faut posséder un capital souvent considérable, et représentant quelquefois la valeur d'un immeuble assez important. Je suis donc toujours ramené au même point, c'est-à-dire à faire des vœux pour que beaucoup de propriétaires se vouent par eux-mêmes, ou par leurs enfants, à l'exploitation de leurs biens, comme à une véritable carrière, en s'y préparant par des études et des travaux sérieux et assidus ; ou bien encore que ces propriétaires emploient dans le même but, et comme régisseurs intéressés, des jeunes gens ayant une bonne instruction théorique et pratique, et une moralité bien éprouvée. Tant qu'il n'en sera pas ainsi, j'aurai des doutes très-sérieux sur les résultats qu'on pourra obtenir de l'Insti-

tut de Versailles comme d'une pépinière d'agriculteurs capables de donner à la culture en France une impulsion puissante.

Je regretterais beaucoup, et je me hâte de le dire, qu'on pût conclure de ces réflexions que je suis un adversaire de l'Institut de Versailles, car je ne le connais pas assez dans ses détails d'organisation pour me permettre de le juger; aussi n'ai-je fait qu'exprimer des doutes et des incertitudes. Je serai d'ailleurs toujours partisan de ce qui pourra répandre et propager les bonnes pratiques agricoles; et, cet établissement n'eût-il pas d'autre avantage, je lui reconnaîtrais du moins celui d'être tout près de la capitale, et de pouvoir être facilement visité par des curieux, des oisifs, pour la plupart propriétaires de terre, chez lesquels pourrait naître la bonne pensée de s'en occuper sérieusement et même avec goût. Une circonstance assez récente donnerait lieu de l'espérer. Il y a deux ans, lorsqu'il s'est agi de régler la nature et les conditions de la dernière exposition des produits de l'industrie, il s'éleva au sein de la commission de l'Assemblée nationale, dont je faisais partie, une discussion très-animée au sujet de savoir si les produits agricoles y seraient ou non admis. J'appuyai vivement l'affirmative, qui fut combattue aussi avec beaucoup de chaleur; et, malgré les vives instances du ministre, l'admission ne fut adoptée qu'à une très-faible majorité. Quant à moi, je ne m'abusais pas sur l'importance absolue de la partie agricole de l'exposition; mais, indépendamment de ce que, pour rendre hommage à un principe essentiel et conforme à la réalité des choses, l'industrie agricole me paraissait devoir trouver là sa place comme toutes les autres industries, j'espérais encore que les produits agricoles ne seraient pas dédaignés par les visiteurs, et c'est ce qui est arrivé au delà de notre attente. En effet, les vaches, les chevaux, les fleurs et les fruits, et autres objets du même genre, ont attiré les regards empressés des curieux, autant et peut-être plus que les mécaniques savantes, les étoffes, l'orfèvrerie, etc., etc. Cette disposition est d'un bon augure; et pourquoi ne serait-elle pas la même à l'égard des fermes de Versailles, de leurs beaux sites, de leurs riches cultures? Au fait, n'est-ce pas du nouveau que l'on veut avant tout? Le factice et même le faux ont été préférés assez longtemps pour que le simple et le vrai puissent avoir leur tour, et, qui sait, devenir à la mode. D'ailleurs, dans le temps où nous vivons, pourrait-on s'étonner de quelque chose?

Recevez, je vous prie, monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

V. TRACY.

DES INDUSTRIES AGRICOLE ET MANUFACTURIÈRE

CONSIDÉRÉES

DANS LEURS RAPPORTS AVEC LA PROTECTION¹.

Les générations humaines se succèdent, et pendant leur court séjour sur cette terre, elles sont en butte à une série infinie de maux. De ces maux, les uns sont inhérents à la nature humaine, et contre eux les hommes sont tout à fait désarmés et impuissants. Mais il y en a beaucoup d'autres qui sont l'œuvre de l'homme même, le fruit amer de mauvaises passions, le résultat de l'ignorance, de préjugés, ou la conséquence d'une fausse appréciation des faits ; et ces maux cessent avec les causes auxquelles ils doivent naissance.

Un fait de la plus haute gravité était constaté depuis plusieurs années en Angleterre aussi bien qu'en Belgique. L'industrie agricole ne produisait plus une quantité de denrées alimentaires correspondant aux besoins de la consommation, et cependant les lois en vigueur dans les deux pays mettaient de fortes entraves à l'importation des denrées alimentaires étrangères. Lorsque le déficit était insignifiant, les inconvénients d'une semblable législation ne se faisaient pas trop sentir ; mais à mesure que le déficit augmentait, ces inconvénients devenaient de plus en plus grands. De là, la réforme des lois sur les denrées alimentaires opérée en Angleterre et en Belgique.

Il est rare cependant que des lois, et des lois économiques surtout, établies dans l'intérêt général, ne froissent pas des intérêts particuliers. En tout cas, celles qui touchent à la production des objets matériels ne possèdent certainement pas cette prérogative.

Tout le monde est producteur et consommateur à la fois, mais chacun ne produit pas toutes les choses qu'il consomme. Chacun ne produit qu'une seule espèce de choses, qu'il échange contre une variété infinie d'autres choses. En conséquence, chaque individu désire l'abondance et le bas prix des objets qu'il achète et qu'il consomme,

¹ Voir un article du même auteur sur la relation qui existe entre l'impôt foncier et le prix des produits agricoles en général et des denrées alimentaires en particulier, n° 108 (mars 1850), p. 353.

en même temps que la rareté et le haut prix de l'espèce d'objets qu'il produit et qu'il vend.

Il n'y a cependant pas le moindre doute (à part les individus en possession de monopoles contre lesquels toute concurrence intérieure ou extérieure est impossible), que ce que les habitants d'un pays, à cause de la protection générale, gagnent d'un côté comme producteurs, ils ne le perdent de l'autre comme consommateurs. Il y a plus. Chacun perd plus qu'il ne gagne : car la protection détournant de leur cours naturel les forces productives des nations, et leur donnant une direction factice, ôte, au concours gratuit que prête la nature à l'œuvre de la production, beaucoup de son efficacité, et rend en conséquence celle-ci moins abondante ; lors donc qu'il y a moins de choses à partager, il est évident que la part de chacun doit être plus petite. Mais l'erreur vient de ceci : les bénéfices résultant de la protection, étant concentrés sur la chose ou la petite variété de choses qu'un individu produit, celui-ci les perçoit distinctement, ils lui paraissent très-importants, il ne veut absolument pas en sacrifier la moindre partie ; tandis que les pertes qu'il subit, à cause de cette même protection, étant éparpillées sur la grande variété de choses qu'il consomme, il ne les voit pas, ou, s'il les voit, elles lui semblent insignifiantes, et ne point mériter que l'on en tienne grand compte. Voilà pourquoi les lois, dites protectrices, sont défendues avec vigueur, et mollement combattues.

Ce n'est qu'après que cette illusion, cette espèce de brouillard qui altère les proportions des objets, agrandissant les uns, rapetissant les autres, se sera dissipé au soleil de la vérité (et, en France surtout, nous sommes encore bien loin de cet heureux moment), ce n'est qu'alors, dis-je, que les hommes viendront spontanément, d'un commun accord, déposer sur l'autel de l'intérêt général les avantages dont ils supposent être en possession.

La réforme des lois sur les denrées alimentaires a donc naturellement eu pour adversaires ceux qui concourent principalement à produire ces denrées, les propriétaires et les fermiers. Ces producteurs, après avoir défendu leur cause à outrance et vu que toute chance de succès était perdue, se sont écriés : Soit, va pour la liberté, mais liberté pour tous. Vous voulez enlever toute protection à l'industrie agricole, soyez justes, n'ayez pas deux poids et deux mesures pour deux choses égales ; soumettez aussi au même régime de liberté l'industrie manufacturière.

Si l'industrie agricole et l'industrie manufacturière étaient vraiment deux choses égales, la demande des propriétaires et des fermiers paraîtrait fondée. Ce serait une injustice, une criante injustice d'être sévère pour l'une et libéral envers l'autre. Mais cette égalité existe-t-elle en réalité ? C'est ce que nous allons examiner.

Il est peu de questions, quelle qu'en soit la nature, que l'on puisse

résoudre à première vue, sans frais de pensée et de raisonnement. Le talent peut rendre la tâche moins difficile, mais il ne dispense pas de la peine. En tout cas, la question que nous avons soulevée n'est certainement pas de ce nombre.

Nous allons donc soumettre à une analyse sévère les deux industries en présence, et si, comme nous l'espérons, nous parvenons à faire ressortir, d'une manière à porter la conviction dans l'esprit de quiconque n'a pas un parti pris d'avance, les différences qui caractérisent ces deux industries, ceux qui soutiennent que l'on peut, sans injustice, et avec moins d'inconvénients, maintenir la protection à l'une et la faire cesser pour l'autre, seront entièrement justifiés.

Considérons, en premier lieu, l'industrie agricole, nous porterons ensuite notre attention sur l'industrie manufacturière¹.

L'industrie agricole est basée sur la terre, mais sur la terre passée de l'état sauvage, si l'on peut s'exprimer ainsi, à l'état civilisé, de terre inculte à champ arable. Cette métamorphose s'opère par des efforts de l'homme, par l'emploi de son intelligence et de ses bras (ce qui constitue le travail), et par celui de capitaux auparavant accumulés. Une fois la transformation accomplie, les instruments qui ont servi à l'effectuer se confondent en un seul, et deviennent le *capital-terre*. Il s'agit dès lors de faire fructifier ce capital. Cette fructification est l'œuvre de la culture. La culture s'opère, elle aussi, au moyen d'instruments de même nature que ceux dont l'emploi a rendu la terre cultivable, avec cette différence, toutefois, que l'opération se repose généralement chaque année, et que, l'opération accomplie, ces instruments, c'est-à-dire le capital et le travail, restent séparés comme ils l'étaient avant.

Les produits de l'industrie agricole sont donc le résultat médiate de la préparation qui a rendu la terre cultivable, et le résultat immédiat de la culture elle-même.

Si des hommes font des efforts, des sacrifices immédiats, soit pour défricher des terres, soit pour les cultiver, c'est en vue d'avantages futurs.

Or, ce qui constitue ces avantages, ce sont précisément les produits, et les produits seuls, de la terre ainsi cultivée. C'est à cette source que doivent se puiser, d'une part, les intérêts du *capital-terre*, et les fonds nécessaires au rétablissement de la partie de ce capital que l'usage détruit; d'autre part, les intérêts des capitaux engagés dans la culture, ainsi que les fonds qu'exige le renouvellement de la partie de ces mêmes capitaux consommés dans cet emploi, et enfin les salaires du travail.

¹ Pour l'intelligence de la question, nous avons été obligé de reproduire des considérations déjà exposées dans notre premier article : nous l'avons fait cependant aussi brièvement, et en même temps aussi clairement qu'il était possible.

Toutefois, la part proportionnelle des produits agricoles représentant les intérêts du *capital-terre* peut varier sensiblement et d'une manière permanente, soit en moins, soit en plus, selon que certains faits, également permanents, viennent à se produire ; tandis que, quoi qu'il arrive, la part de ces mêmes produits, destinée à couvrir les intérêts des capitaux et les salaires du travail engagés dans la culture, ne peut être sujette à des variations, ni constantes, ni sensibles.

Si dans un pays, par exemple, le climat devenait plus rude par suite d'un déboisement excessif ou mal dirigé, ou si la propriété foncière venait à être frappée de plus lourds impôts, ou si la population suivait une marche décroissante, tous ces faits pèseraient gravement et exclusivement sur le *capital-terre*.

Mais si, au contraire, par le défrichement progressif du sol, comme cela se voit aujourd'hui aux Etats-Unis d'Amérique, le climat s'améliorait, si l'impôt venait à peser plus légèrement sur la propriété foncière, si la population prenait une marche ascendante, tous ces faits tourneraient exclusivement à l'avantage du *capital-terre*.

Dans le premier cas, l'immobilité dont ce capital est frappé dans presque toutes ses parties, forcerait son possesseur à subir la perte jusqu'au point où il lui conviendrait mieux d'en distraire le peu d'élément mobile qui s'y rattache, pour consacrer ce dernier à un autre emploi.

Dans le second cas, au contraire, la presque impossibilité, ou au moins la grande difficulté de créer des capitaux de même nature, doués de la même puissance productive, et le temps, d'ailleurs, que cette création exigerait, devant rendre toute concurrence impossible, il en résulterait, pour les possesseurs actuels des *capitaux-terre*, la faculté d'obtenir, dans la répartition des produits du sol, une part proportionnelle plus grande qu'ils n'avaient auparavant.

Par contre, ni l'un ni l'autre de ces deux cas ne pourraient exercer une influence quelque peu durable sur les capitaux et sur le travail engagés dans la culture, soit en diminuant, soit en accroissant leur part proportionnelle dans les produits qu'ils ont concouru à créer. Si la part de ceux-ci ne correspondait pas aux intérêts et aux salaires moyens que les capitaux de cette nature et le travail obtiennent dans les autres emplois, elle serait trop petite ; les capitalistes et les travailleurs déserteraient l'industrie agricole. Si, au contraire, la part dépassait cette mesure, elle serait trop grande, et la concurrence ne tarderait pas à la réduire à sa juste proportion.

Cette distinction entre la part des produits du sol qui peut être affectée aux intérêts du *capital-terre*, et celle qui doit couvrir les intérêts des *capitaux-culture*, ainsi que les salaires du travail, serait tout à fait oiseuse si le possesseur de la terre et celui qui la cultive faisaient toujours une seule et même personne. Dans ce cas, celle-ci aurait le tout, et il lui serait bien indifférent de connaître à quel ti-

tre elle obtient une partie des produits, et à quel autre titre elle reçoit l'autre partie.

Mais, dans les pays avancés en civilisation, cette identité de personne ne se rencontre pas souvent. Les terres, et les grandes terres surtout, sont d'ordinaire cédées par les propriétaires, pour un certain nombre d'années, à des entrepreneurs qui, à l'aide d'ouvriers à gage, cultivent ces terres à leurs risques et périls, payant annuellement de ce chef aux premiers une redevance fixe en argent.

Dans cet état de choses, la distinction établie plus haut devient opportune et utile. Elle permet de suivre les phases de la répartition des produits du sol entre ceux qui, directement ou indirectement, ont concouru à les faire naître.

Tous les produits de l'industrie humaine sont le résultat d'efforts faits par les hommes, aidés de matières et d'instruments, eux aussi le résultat d'efforts antérieurs, le tout avec le concours des forces, des agents de la nature.

Dans la généralité des cas, l'union actuelle des efforts de l'homme avec les agents naturels est aussi multipliée qu'elle peut l'être, et laisse néanmoins toujours à la disposition de tout le monde, pour des unions futures, un fonds inépuisable d'agents naturels semblables, doués de la même efficacité, de la même force productive.

A l'effet de produire un objet quelconque, chacun est libre d'unir aux capitaux et au travail dont il peut disposer, autant de force d'attraction, autant d'air, autant d'eau réduite à l'état de vapeur, etc., que son entreprise en exige, sauf que, pour cela, personne ne se trouve empêché de se livrer à des entreprises semblables, ou différentes, soit dans la même localité, soit ailleurs.

Mais il n'en est pas de même de l'union entre les efforts de l'homme et cette matière, ce composé d'agents naturels, qu'on appelle *terre*. Pour créer une quantité de produits tant soit peu considérable, pour donner naissance à des valeurs de quelque importance, il faut à l'industrie agricole de l'espace, une grande superficie de terrain. Un hectare de terre, par exemple, doué de la plus grande fertilité naturelle, et aussi bien cultivé qu'il est possible, rapporte rarement au delà de trente hectolitres de froment, lesquels, à 20 francs l'hectolitre, représentent une valeur de 600 francs. Et cependant, la terre n'est point un agent naturel aussi inépuisable que la force d'attraction, l'air, l'eau, etc. ; elle ne possède pas partout une force productive également puissante, elle ne prête pas partout une aide également efficace aux efforts de l'homme.

Dans les pays à civilisation ancienne et progressive, la population n'imite pas la marée qui tantôt monte, tantôt descend. Dans ces pays la population monte toujours, et, avec son accroissement, les besoins de produits agricoles deviennent de plus en plus grands. Le prix de ces produits s'élève. Le stimulant du haut prix donne un élan à l'agricul-

ture. On s'empare des découvertes de la science, on améliore les procédés, on verse en plus grande abondance sur les terres en culture les capitaux et le travail, on défriche des terrains incultes. Mais, d'une part, les capitaux et le travail nouvellement appliqués aux terres déjà en culture, produisent rarement des résultats aussi avantageux que ceux des capitaux et du travail déjà précédemment appliqués aux mêmes terres, et, d'autre part, pour que les terres que l'on défriche puissent donner d'abondantes récoltes, il faut du temps, beaucoup de temps ; et, après tout, quoi que l'on fasse, comme ces terres sont d'ordinaire d'une fertilité naturelle inférieure à celle que possèdent les terres d'ancienne culture, les unes, par rapport à la production, restent toujours en état d'infériorité vis-à-vis des autres. L'importation de produits agricoles étrangers, lorsque les lois ne la défendent pas, vient en aide à la production intérieure ; mais la distance qui sépare souvent les pays qui ont besoin de ces produits de ceux qui sont en état de les fournir, le fait que ces produits sont une matière encombrante, une matière qui, sous un grand volume, contient peu de valeur, et en conséquence, d'un transport difficile et coûteux, sont autant d'obstacles à ce qu'il en arrive de l'étranger une quantité qui soit tant soit peu en rapport avec les besoins auxquels ils doivent satisfaire.

Dans les pays donc où la civilisation est d'ancienne date, et où elle est en voie de progrès, le prix des produits agricoles, celui spécialement des denrées alimentaires, qui sont les plus importantes, a une tendance constante à s'élever. La production agricole varie quelquefois infiniment d'une année à l'autre, à l'instar des saisons dont elle est à la merci. Une année, cette production ne répond pas aux espérances des cultivateurs, une autre année, elle les dépasse de beaucoup. Dans les années d'abondance, il y a des haltes, des revirements même dans le prix des fruits du sol ; mais si, en prenant les époques passées, on les sépare en séries d'un certain nombre d'années, on voit que le prix moyen de la première est inférieur à celui de la seconde, et ainsi de suite jusqu'à la dernière série, pour laquelle les prix ont été les plus élevés. Ce qui a eu lieu pour le passé, on peut le prédire, sans crainte d'être démenti par les événements, se répétera dans l'avenir.

Les intérêts des *capitaux-terre*, comme nous l'avons fait remarquer plus haut, sont payés avec une partie des produits du sol, et suivent les variations que subit le prix de ceux-ci. Si le prix diminue, les intérêts baissent ; si le prix augmente, les intérêts augmentent aussi.

Ainsi donc, là où le prix des produits du sol s'élève, les possesseurs des *capitaux-terre* reçoivent des intérêts plus élevés. S'ils cultivent eux-mêmes leurs terres, ils entrent immédiatement en jouissance de ces avantages. S'ils les ont cédées à d'autres personnes, qui les cultivent et leur payent un loyer, dans ce cas, ils attendent ces cultivateurs à l'expiration du bail, et alors ils exigent, et obtiennent de

ceux-ci une augmentation d'intérêts, un loyer plus élevé, correspondant à peu près à l'augmentation du prix des produits agricoles.

Ces avantages montent de degré en degré, des possesseurs des terres le moins naturellement fertiles, à ceux qui sont en possession de terres douées de la plus grande fertilité naturelle. Les fermiers ne peuvent jouir de ces avantages que temporairement, les ouvriers à gage jamais. Les uns et les autres, au contraire, en qualité de consommateurs, ont intérêt à ce que toutes les choses dont ils font usage, les produits agricoles compris, soient en aussi grande abondance et à aussi bon compte qu'il est possible.

Il est donc évident que, dans les pays où, par les causes que nous avons indiquées, le prix des produits agricoles tend à s'élever, l'absence de protection en faveur de l'industrie agricole, c'est-à-dire la libre entrée des produits similaires étrangers (car par protection on entend généralement la prohibition ou la restriction à l'entrée des produits étrangers); cette libre entrée, disons-nous, peut bien diminuer les bénéfices des possesseurs de terres, en faire disparaître la partie artificielle, celle qui dérive de la protection, mais qu'elle est impuissante à leur enlever cette partie de bénéfices inhérents à la nature même des choses.

Ces bénéfices, limités ainsi par la liberté, par la concurrence de tous les pays, purs de l'ombre même de monopole artificiel, sont équitables, légitimes; personne n'a droit de s'en plaindre, ni de les jalouser. Il est de l'intérêt de tout le monde que les terres soient appropriées, et que cette appropriation soit individuelle. Ce n'est qu'à ce prix qu'elles sont bien cultivées, que la production agricole devient aussi abondante qu'il est possible, et que les besoins généraux, dans la mesure de ce qui est réalisable, sont satisfaits. De ce que les terres sont appropriées, il ne s'ensuit pas que cette propriété demeure immobilisée. Cette propriété, comme les autres, subit des fluctuations continuelles. Ceux qui ne possèdent pas de terres aujourd'hui, à la condition d'être heureux dans leurs entreprises, assidus au travail, et d'avoir ménagé quelques épargnes, peuvent en acquérir demain, s'il leur plaît, et participer ainsi aux bénéfices qu'elles donneront dans le cas où, après leur acquisition, le prix des produits agricoles viendrait de nouveau à augmenter.

Le fait que la partie principale des produits agricoles consiste en denrées alimentaires, en choses destinées à satisfaire aux besoins les plus pressants de l'homme, donne à l'industrie agricole un caractère tout particulier.

Si le dicton, *l'homme propose et Dieu dispose*, est vrai pour tous les actes de la vie humaine, il est en agriculture d'une vérité palpable, d'une vérité qui reçoit à chaque instant une nouvelle confirmation. L'homme sème, mais sait-il combien il récoltera? Dieu, dans sa bonté infinie, n'a certes jamais permis que la récolte des choses

dont l'homme fait sa principale nourriture, vînt à manquer totalement dans un pays. Si la pomme de terre, par exemple, a été presque entièrement détruite, sur toute la surface d'une contrée, par une maladie aussi imprévue qu'inexplicable, le froment n'a jamais été exposé à des attaques aussi meurtrières. Les récoltes, en outre, ne sont jamais bonnes ou mauvaises à la fois sur tous les points du globe. Lorsque la disette afflige un pays, l'abondance en réjouit souvent un autre. Le surplus de l'un, lorsqu'on ne méconnaît pas les voies de la Providence, comble ainsi, en partie, du moins le déficit de l'autre. Il faut le reconnaître toutefois : lorsque, dans des pays vastes et peuplés, les récoltes sont inférieures à la moyenne ordinaire, tout en admettant même que la liberté commerciale des denrées alimentaires y soit depuis longtemps établie, les approvisionnements restent en deçà des besoins de la consommation. Dans ce cas, cependant, si les prix de ces denrées s'élèvent, ils ne dépassent jamais certaines limites.

Il en est tout autrement en cas de mauvaise récolte dans de grands pays où des lois prohibitives protègent l'agriculture. Là, une mauvaise récolte est une calamité sans grande atténuation possible. La suspension de ces lois produit peu d'effet : il est trop tard. Le prix des denrées alimentaires monte, et il monte dans une proportion bien plus haute que celle de la quantité de ces denrées qui manque au pays. Si, par exemple, le déficit est d'un dixième, le prix doublera, et pour peu que la peur, pour peu que l'agitation s'en mêlent, le prix atteindra une élévation exorbitante et meurtrière.

L'industrie agricole a, sur les autres industries, un avantage qui ne lui fait jamais défaut. Ses produits, quelle qu'en soit l'abondance, trouvent toujours un débouché, ont toujours de la valeur, parce que personne ne peut s'en passer, parce que leur consommation s'étend à mesure que leur prix s'abaisse. D'ailleurs, ses produits sont multiples. Ceux qui ne sont pas de première nécessité, comme le lin, la laine, les colzas, les plantes colorantes, la bière, le vin, etc., acquièrent une plus grande valeur lorsque ceux de première nécessité sont à bon compte. La grande masse de la population, dépensant moins pour le nécessaire, peut consacrer, et consacre en réalité une plus grande partie de son revenu à des objets d'agrément et de luxe.

Néanmoins, malgré ces circonstances atténuantes, comme les denrées alimentaires forment la partie la plus importante de sa production, l'industrie agricole est en souffrance toutes les fois que les prix de ces denrées sont par trop avilis. Mais la souffrance tombe sur des classes de personnes qui sont en état de la supporter. Et d'ailleurs, l'incertitude, l'inconstance dans les résultats de ses opérations, est le fait inévitable d'une industrie qui opère en association avec un élément aussi variable que les saisons. Mais si ceux qui, directement ou indirectement, prennent part à la culture de la terre, propriétaires ou

fermiers (les ouvriers agricoles sont désintéressés dans la question considérée sous ce point de vue), font entrer le temps dans leurs prévisions ; si, agissant avec prudence, ils tiennent en réserve les bénéfices des bonnes années pour faire face aux pertes des mauvaises, ils sont aussi sûrs, plus sûrs que ceux qui se livrent à d'autres entreprises, d'obtenir les intérêts de leurs capitaux et la rémunération de leur travail. Si l'on compte peu de grandes fortunes faites par les agriculteurs, on signale aussi peu de ruines et de banqueroutes parmi eux.

Et cela est tellement vrai, que ni l'extrême avilissement de ses produits, ni les crises commerciales, ni les guerres, ni les révolutions, n'ont jamais, dans notre siècle du moins, porté une atteinte grave à l'industrie agricole. Peu de ses fabriques, si je puis m'exprimer ainsi, ont jamais chômé. Dans ses bons, comme dans ses mauvais jours, elle a pu donner de l'ouvrage à la presque totalité de ses ouvriers. L'industrie agricole enfin est aussi stable que sont impérieuses les nécessités auxquelles elle pourvoit. Le bas prix de ses produits, résultat de l'abondance, est une époque de crise pour elle, mais c'en est une de prospérité pour la masse de la population ; le haut prix, résultat de la rareté, est une époque de prospérité pour elle, mais c'en est une de souffrance pour la généralité des hommes. Dans le premier cas, la paix, l'ordre, le contentement, le bien-être règnent dans les pays ; dans le second, tout le contraire a lieu.

L'industrie manufacturière. Les considérations que nous avons exposées en traitant de l'industrie agricole jettent assez de lumière sur l'industrie manufacturière, laissent assez entrevoir les points qui les séparent l'une de l'autre, pour que, arrivé à cette seconde partie de notre sujet, nous puissions nous renfermer dans des bornes plus étroites.

Tout ici-bas repose et ne peut reposer que sur la terre. L'industrie manufacturière cependant, pour accomplir son œuvre, ne réclame du sol le plus souvent qu'un espace très-restreint. Il y a telle industrie qui, sur quelques pieds de terrain, produit des valeurs immenses.

L'industrie manufacturière qui, pour opérer, a besoin d'une si petite quantité de l'agent naturel *terre*, s'empare bien moins encore, à quelque degré de développement qu'elle parvienne, d'aucun autre agent naturel, au point d'empêcher qu'un développement ultérieur ne puisse avoir lieu. Il reste au contraire à la disposition de tout le monde autant de ces agents que l'on puisse désirer, et tous sont dotés de la même puissance.

L'industrie manufacturière est loin, sans doute, de produire en quantité suffisante ces choses mêmes qui, sans être d'une nécessité absolue, comme les subsistances, sont néanmoins nécessaires à la vie d'un peuple civilisé. Il n'y a qu'à jeter les yeux autour de soi

pour se convaincre de cette vérité. Et si cette industrie parvenait à fournir en quantité suffisante les choses de ce genre, celles qui ne sont qu'agréables, ou de luxe, lui ouvriraient encore un vaste, un inépuisable champ d'opérations. Ce ne sont pas les agents naturels qui lui font défaut, mais les matières préparées, les instruments de travail, les capitaux.

L'industrie manufacturière ne pouvant donc accaparer aucun des agents naturels qu'elle emploie, des agents de la même force productive restant partout à la disposition de tout le monde, il s'ensuit que la concurrence est possible, qu'elle s'établit inévitablement, qu'elle est le fait culminant de cette industrie. Les lois peuvent, jusqu'à un certain point, empêcher la concurrence étrangère; jusqu'à un certain point, disons-nous, car pour un grand nombre d'objets manufacturés, la contrebande neutralise la force des lois. Mais, de nos jours, il n'existe plus de lois qui mettent des entraves à la concurrence indigène. Lors donc que la demande d'un objet manufacturé s'accroît, son prix s'élève, et l'offre ne tarde pas à répondre à l'appel qui lui est fait. En peu de temps de nouvelles fabriques surgissent, qui, sous le rapport des machines, et en ce qui concerne les procédés, sont souvent établies dans des conditions meilleures que les anciennes.

En général, la demande des produits manufacturés ne peut jamais s'accroître au point d'en faire monter le prix très-haut; car ce sont des choses dont la nécessité n'est pas absolue, tandis que pour la plupart les hommes ont de la peine à se procurer, dans toute l'étendue de leurs besoins, celles qui leur sont absolument indispensables.

A mesure donc que le prix des premières s'élève, la consommation diminue. Leur abondance, leur bas prix est, sans doute, un grand bien: ce bien, l'industrie manufacturière, poussée au progrès par l'accroissement même de la demande et par la concurrence, l'a opéré pour un grand nombre d'objets. Mais l'élévation du prix des objets manufacturés, quelque grande qu'elle ait pu être, n'a jamais inquiété, n'a jamais agité les populations.

On peut comparer l'industrie manufacturière à cette plante dont les feuilles se replient sur elles-mêmes au plus léger attouchement de la main de l'homme. Des événements qui favorisent, ou ne portent pas une grave atteinte à l'industrie agricole, sont une cause de mort pour l'industrie manufacturière, ou affectent, au moins, plusieurs de ses branches. Les mauvaises récoltes, par exemple, élevant le prix des denrées alimentaires, forcent la masse de la population à consacrer la presque totalité de son revenu à l'achat de ces dernières, et réduisent de beaucoup la consommation des objets manufacturés. Les révolutions, les guerres déterminent les gens aisés, les gens riches à réduire leurs dépenses, à laisser inactifs leurs capitaux. Les crises commerciales ruinent le crédit, et causent la fermeture d'un grand nombre d'établissements industriels. L'industrie manufactu-

rière est établie de manière que chaque branche ne produit qu'un seul objet. Si par un changement de mode, ou par une autre cause quelconque, cet objet n'est plus demandé, l'établissement qui le fabriquait doit fermer. Les progrès mêmes de l'industrie manufacturière deviennent pour elle une cause de souffrance, par l'économie de main-d'œuvre qu'ils occasionnent. Tous ces événements bouleversent plus ou moins l'industrie manufacturière, et ruinent tout à la fois et maîtres et ouvriers.

L'industrie manufacturière s'exerce par des individus qui en sont les chefs, les entrepreneurs, dont le travail est principalement intellectuel, et par des ouvriers salariés, dont le travail est principalement manuel. Elle s'exerce au moyen de capitaux qui appartiennent à ces entrepreneurs, ou que ceux-ci ont empruntés. De ces capitaux, les uns sont fixes : les usines, les machines, les outils, etc. ; les autres sont circulants : les matières premières, l'argent destiné au paiement des salaires, etc. Les capitaux fixes n'ont pas ce caractère au même point que les capitaux incorporés à la terre. Ils conservent toujours de la valeur, quel que soit le sort de la branche d'industrie dans laquelle ils sont engagés. Les possesseurs de ces capitaux, en tant que capitalistes, à quelque degré de prospérité que soit parvenue la branche d'industrie que leurs capitaux alimentent, n'ont pas la faculté d'en accroître les intérêts ; au contraire, la baisse des intérêts des capitaux de cette nature est un fait constant dans les pays qui gagnent en richesse et en population. En tant qu'industriels, ils reçoivent de leur travail une rémunération plus ou moins grande, selon le moment choisi pour commencer leurs entreprises, selon leur intelligence, leur application, leur conduite, le tout limité par la concurrence. Les intérêts des capitalistes, la rémunération des entrepreneurs, les salaires des ouvriers proviennent de la même source, tout est couvert par les résultats de la production.

Nous ne pousserons pas plus loin nos investigations. Nous ne prétendons certes pas avoir épuisé notre sujet et fait ressortir toutes les différences qui existent entre les deux industries mises en présence ; mais ce que nous espérons avoir démontré suffisamment, c'est que l'industrie agricole et l'industrie manufacturière, loin d'être deux choses égales, sont deux choses essentiellement différentes, et que l'on peut, sans injustice, sans inconvénients, enlever en partie, en totalité même, la protection à l'une, tout en la conservant à l'autre.

Nous sommes, sans doute, l'adversaire, l'adversaire décidé de la protection, quelle que soit l'industrie qu'elle favorise. Nous le sommes d'autant plus, qu'elle a, selon nous, contribué à la situation déplorable où se trouve l'Europe aujourd'hui. Car, par l'appât qu'elle a offert à l'industrie manufacturière, elle l'a surexcitée, elle a détourné la production de son cours naturel, fait affluer vers cette industrie les capitaux et le travail, causé l'agglomération d'une grande masse

d'ouvriers sur de petits espaces, sans que rien fût préparé pour satisfaire à des nécessités matérielles et morales de premier ordre, ni logements suffisants et convenables, ni églises, ni écoles. Aussi longtemps qu'il y eut équilibre entre la demande et l'offre des objets fabriqués, bien que le désordre moral ne laissât pas de régner parmi les ouvriers, l'ordre matériel du moins fut maintenu ; mais une fois l'équilibre rompu, au désordre moral vint aussitôt se joindre le désordre matériel.

Nous sommes persuadé, d'ailleurs, que si la protection a été profitable, de premier abord, à quelques industries, elle est maintenant, à quelques exceptions près, en grande partie illusoire.

Les seules industries pour lesquelles la protection soit, jusqu'à un certain point, réelle, sont celles qui se rapprochent le plus de l'agriculture, les industries extractives, comme un écrivain distingué les appelle, celles qui opèrent sur des matières brutes. Ces matières n'existant jamais qu'en quantité limitée dans les pays qui les recèlent, d'une part, toute concurrence intérieure est impossible au delà d'une certaine mesure ; comme pour l'extraction de la houille, par exemple, ou celle des minerais, etc. ; et, d'autre part, la concurrence extérieure reste peu efficace, à cause des grands frais auxquels donne lieu le transport de semblables matières. La cessation immédiate de la protection, dans ce cas, réduirait néanmoins les bénéfices des propriétaires des usines (et il n'y aurait aucune injustice à cela), et, ce qui serait plus grave, ôterait le travail à un certain nombre d'ouvriers.

En ce qui concerne les industries qui, sous un petit volume, produisent des objets d'une grande valeur, la contrebande paralyse en grande partie les effets de la protection. Et quant à celles qui, grâce à l'économie, grâce aux perfectionnements introduits dans la fabrication, ont réduit le prix de leurs fabricats, au point de soutenir la concurrence des fabricats similaires étrangers sur tous les marchés du monde, la protection n'est plus pour elles que nominale.

Il ne reste pas moins vrai que la protection est une entrave à la liberté, à la vraie liberté, une cause d'assoupissement pour l'industrie en général, et de diminution de la richesse publique.

Telle n'est cependant la conviction, ni des parties intéressées, ni de l'opinion publique. Si l'on peut réformer les lois qui protègent l'industrie agricole, sans soulever une opposition générale, sans faire naître de graves inconvénients, cela tient à la nature de cette industrie, à l'importance des besoins auxquels elle pourvoit, à l'opposition d'intérêts entre les différentes classes de personnes qui prennent part à la création de ces produits ; cela tient encore à ce que les ouvriers qu'elle emploie sont disséminés sur toute la surface du pays, et à ce que le travail qu'elle offre à ceux-ci est régulier et constant.

Mais s'agit-il de toucher aux lois protectrices de l'industrie manufacturière, comme celle-ci par sa propre nature diffère sous beaucoup

de rapports, et sous des rapports très-déliés, de l'industrie agricole, il s'élève aussitôt une grande et redoutable opposition, le cri d'alarme est jeté, les imaginations s'exaltent, la paix, l'ordre public sont mis en danger; de sorte que, abstraction faite des convictions des gouvernants, et en dépit de la nature absolue de leur pouvoir, ceux-ci sont forcés, ou d'abandonner toute idée de réforme, ou de se contenter souvent d'introduire des réformes de peu d'importance. Que si telle est la nécessité de tous les temps et de tous les lieux, de combien cette nécessité ne devient-elle pas plus impérieuse à l'époque où nous vivons ! Il y a assez d'éléments de désordre dans la société ; elle recèle assez de matières inflammables, pour que l'on n'aille pas jeter dans son sein un nouveau brandon de discorde.

Et ce n'est cependant que par la liberté commerciale que la production peut être portée au faite de sa grandeur ; ce n'est qu'au moyen de cette liberté que l'on peut espérer de voir la misère plus amplement soulagée, qu'il sera plus généralement satisfait au désir louable d'une honnête aisance, que cette ardente et coupable soif de jouissances matérielles (car au bien se mêle toujours le mal), que cette soif, qui tourmente une grande partie de la génération actuelle, pourra être un jour tant soit peu assouvie ; c'est, en effet, par la liberté commerciale que s'établit la division du travail entre les nations, et que les hommes parviennent à participer tous aux dons gratuits dont la bonté du Créateur a enrichi chacune d'elles.

C'est une vérité qu'il ne faut jamais se lasser de répéter et de proclamer tout haut, afin que son triomphe, qui lui est d'ailleurs assuré comme à toutes les vérités, soit aussi prompt et aussi complet qu'il est possible.

J. ARRIVABENE.

NOTICE

SUR

L'AMORTISSEMENT EN ANGLETERRE.

Nous croyons que le moment n'est pas éloigné où la question de l'amortissement, de son utilité, de son efficacité, sera agitée dans notre pays. Sur cette importante matière, le gouvernement anglais nous a toujours devancés et conduits; il peut donc n'être pas tout à fait sans intérêt d'étudier sommairement ce qui a été fait à cet égard de l'autre côté de la Manche.

Le premier fonds d'amortissement (*sinking fund*), régulièrement constitué en Angleterre, le fut par lord Walpole, d'après un plan qui lui fut proposé, en 1716, par le comte Stanhope. L'acte destiné à régir cette nouvelle institution portait que « les sommes consacrées à cet usage ne pourraient en « être distraites pour aucun autre objet ou emploi. » Puis, presque aussitôt, ces sommes furent détournées de leur destination légale, tantôt pour servir de garantie aux possesseurs des billets de l'Échiquier, tantôt pour être appliquées au paiement des arrérages de nouveaux emprunts, tantôt pour faciliter de vastes spéculations sur les titres de diverses compagnies financières.

Après une existence assez agitée, quoiqu'à peu près stérile, durant les administrations successives de Pulteney, du comte de Bath et de Pelham, l'amortissement commença, vers 1771, à attirer sérieusement l'attention des financiers. A cette époque, le docteur Price publia, dans ses *Observations on Reversionary payments*, un plan complet d'extinction de la dette publique. Pendant plusieurs années, ses théories trouvèrent peu de lecteurs et demeurèrent sans application. Lorsque Pitt fut appelé aux affaires, pour terminer la guerre désastreuse que l'Angleterre soutenait contre ses anciennes colonies d'Amérique, sa première pensée fut pour la dette et pour le crédit public, qu'il voulait relever. Il appela à lui le docteur Price. Celui-ci expliqua ses projets devant le ministre; il lui fit comprendre tout le parti que l'on pouvait tirer du système des placements à intérêts composés. Cette théorie alors peu connue, et qu'un financier français, Penchaud, avait vainement tenté de faire adopter dans son pays, séduisit le jeune ministre, qui s'empressa de la développer devant la Chambre des communes. Bientôt après, un acte de Georges III sanctionna les plans de Pitt (36,

Geo. III, c. 31). Voici l'analyse de cet acte, auquel plusieurs dispositions de notre loi de 1816-ont été empruntées ¹:

Le nouveau fonds d'amortissement, et les opérations ultérieures qu'il était appelé à effectuer, furent placés sous la surveillance d'une Commission composée de membres choisis parmi les personnages les plus importants de l'administration et des Chambres.

La dotation de la nouvelle Caisse fut fixée à un million sterling (25 millions de fr.), fourni par diverses branches de revenus qu'on réunit sous la désignation de *fonds consolidé*.

Cette dotation devait être augmentée :

1° Des arrérages des rentes successivement rachetées ;

2° Du produit des extinctions des annuités viagères ;

3° Et des sommes qui, dans l'avenir, pourraient être économisées au moyen de la réduction du taux de l'intérêt des rentes de toute nature.

Il fut arrêté que, lorsque les fonds destinés au rachat seraient parvenus au chiffre de 4 millions sterl., le jeu de l'intérêt composé cesserait complètement, et que les dividendes et arrérages des effets rachetés seraient mis à la disposition du Parlement.

Plus tard, en 1792, Pitt, après avoir exposé l'état florissant des finances et avoir fait décider que la moitié de l'excédant des recettes servirait à amener la suppression de différentes taxes, demanda et obtint que l'autre moitié fût réunie aux fonds consacrés à l'amortissement par l'acte de 1786. Il fit, en outre, adopter une autre disposition portant qu'à l'avenir chaque emprunt nouveau serait doté d'un fonds d'amortissement égal à 1 pour 100 du capital nominal.

Le succès du plan financier adopté par Pitt fut immense, et l'engouement du public fut si vif, qu'en peu de jours les rentes, tombées à 54, s'élevèrent jusqu'à 76. Bientôt la Révolution française éclata et donna le signal de cette lutte sanglante où Pitt engagea son pays. Appuyé d'un côté sur l'amortissement et de l'autre sur la Banque d'Angleterre, dont il fit un instrument de guerre, l'opiniâtre ministre donna à la dette publique un gigantesque développement. Ses successeurs, Percival, Vansittart et Castlereagh continuèrent son œuvre. Quand la paix fut enfin rendue à l'Europe par le traité de Paris, le capital de la dette constituée s'élevait à plus de 24 milliards, et la charge annuelle pour le service des intérêts absorbait plus de 800 millions². Pendant cette longue guerre, l'amortissement n'avait pas toujours été scrupuleusement respecté. En 1813, Vansittart avait fait rapporter la disposition qui portait « que le produit de l'amortissement serait consacré, avec intérêts composés, à l'extinction de la dette ³. Ce fut vers cette même

¹ Voir Grellier's *History of the national debt*, p. 340, et Fenn's *A compendium of funds*, p. 6.

² Fenn's *Compendium*, p. 11.

³ R. Hamilton, *Recherches sur la dette nationale*, p. 86, et Pablo Pebrer, *Histoire financière de l'empire britannique*, 1^{er} volume, p. 280.

époque, que l'on vit naître contre l'amortissement une réaction qui, timide d'abord, ne tarda pas à devenir énergique et hardie. Les résultats annoncés par Price et Pitt étaient si loin d'être réalisés, la dette publique avait suivi une voie si différente de celle où elle devait entrer à partir de 1786, que l'amortissement fut accusé d'une impuissance complète. Une nouvelle école économiste commençait alors à prendre sur l'opinion l'ascendant qu'elle a conquis depuis. Par la voix de Robert Hamilton, son principal organe, elle soutenait qu'il n'y a d'amortissement sincère et efficace que celui qui est alimenté par l'excédant normal du revenu du pays. Portée à la tribune de la Chambre des communes, la doctrine d'Hamilton y fut généralement approuvée. L'état des finances, il faut le dire, disposait singulièrement les esprits à l'adoption de ce principe. De 1815 à 1822 le fonds d'amortissement avait imposé au budget une charge annuelle qui s'était élevée de 400 à 493 millions ; en sorte, qu'à elle seule, la dette et ses moyens d'extinction absorbaient la presque totalité des recettes publiques et forçaient à solder chaque année le budget avec un déficit d'environ 400 millions. Quelque considérable, d'ailleurs, que fût la charge résultant du maintien de l'amortissement, que pouvait-il faire en présence d'une dette immense qui, par son énormité même, échappait à tout plan sérieux de réduction ? Ces considérations ne tardèrent pas à obtenir une approbation si universelle et parvinrent même à passionner si vivement le peuple anglais, qu'à Spafield des ouvriers se réunirent dans une émeute formidable pour obtenir les réformes financières reconnues nécessaires. En face d'une semblable manifestation, il n'y avait plus à hésiter. En 1826, une première Commission de finances se prononça contre le système d'amortissement en vigueur. Deux ans plus tard, dans la séance du 15 février 1828, sir R. Peel, alors membre du cabinet pour le département de l'intérieur, après avoir exposé longuement l'état embarrassé des finances, conclut en accusant l'amortissement d'être la cause principale du déficit signalé¹. A la demande du ministre, une nouvelle Commission, pourvue des pouvoirs les plus étendus, fut chargée de faire une enquête sur l'ensemble de la situation du pays et sur les moyens d'améliorer cette situation.

La Commission commença immédiatement ses travaux. Plusieurs rapports en résumèrent le résultat ; le quatrième fut consacré à la question de l'amortissement. Après avoir développé quelques considérations générales sur les dettes publiques, présenté l'exposé de la situation financière du pays depuis 1822, et proclamé le principe établi par Hamilton que l'excédant du revenu sur la recette est le seul fonds d'amortissement réel et efficace, le rapport continuait ainsi² :

« Par tous ces motifs, la Commission pense que désormais les principes
« suivants doivent servir de règle dans la question relative à la réduction
« de la dette publique.

¹ Hansard's *Parliamentary debates*, 1828, p. 434.

² Voir le Recueil anglais de documents officiels intitulé : *Arrangements of the papers printed by order of the house of commons, Reports committees*, 1828, t. V, p. 505.

« Ayant égard à la nature incertaine et au chiffre variable du revenu public; considérant d'ailleurs qu'il n'est pas seulement nécessaire d'éviter avec soin d'augmenter, en temps de paix, le montant de la dette nationale, mais qu'il est encore indispensable de tendre à la réduire par tous les moyens possibles, la Commission pense que, lors de l'établissement estimatif des voies et moyens, il convient de faire entrer dans cette appréciation un excédant annuel d'au moins 3 millions sterl., mais que toutefois, si, par une éventualité quelconque, cet excédant ne peut être obtenu, on ne doit pas songer à en demander la réalisation à un emprunt.

« La Commission pense que toute la portion de la dette qui sera rachetée avec les fonds ainsi obtenus doit être annulée au fur et à mesure des rachats.

« Elle émet le vœu que les opérations du fonds d'amortissement portent à l'avenir aussi bien sur la dette non fondée que sur la dette fondée; et bien que, grâce au haut prix mis par le public aux bons de l'Echiquier, cette dette n'impose au Trésor, pour le service des intérêts, qu'une charge assez faible, comme dans certaines circonstances elle peut être une cause d'embarras et de dommage tant par son importance, que, parce que, de sa nature, elle est remboursable à des époques déterminées, la Commission pense que le gouvernement ne doit pas perdre de vue la convenance qu'il y a à réduire graduellement la dette non constituée.

« La Commission est d'avis encore qu'il y aurait profit et avantage pour le Trésor dans l'adoption d'un système nouveau, ayant pour objet la conversion d'annuités perpétuelles en annuités temporaires à des conditions et à des termes équitables pour le public.

« Enfin, comme l'époque avancée de la session peut faire craindre que la réalisation des vues émises plus haut ne puisse être opérée dans le courant de la présente année, la Commission émet le vœu que, sans autre ajournement, les sommes consacrées annuellement à l'amortissement soient réduites à 3 millions sterl. »

Ces dernières conclusions furent immédiatement adoptées par le gouvernement, et dans le courant de juillet 1838, sur la motion du chancelier de l'Echiquier, la Chambre décida que le fonds d'amortissement n'excéderait pas 3 millions sterl. »

Dans le cours de la session suivante, le sort de l'amortissement fut définitivement réglé.

Le 8 mai 1829, le chancelier *ouvrit* le budget, selon l'expression anglaise. Dans la partie de son discours relative à cette question, il commença par rappeler les travaux et les vues de la Commission de finances de l'année précédente, dit que le gouvernement était décidé à seconder ces intentions et à organiser l'amortissement sur des bases économiques plus rationnelles et plus sages, puis il s'expliqua sur quelques difficultés d'exécution

pour lesquelles il proposa une solution ¹. Après une courte discussion, le plan du chancelier de l'Échiquier fut adopté. Sanctionné par le roi, il prit rang parmi les lois anglaises sous la désignation : Act. 10, Georges IV, c. 27, et à la date du 1^{er} juin 1829. En voici le résumé exact :

A partir du 5 juillet 1829, il ne sera plus consacré au rachat de la dette nationale que l'excédant des recettes sur les dépenses.

Les lords commissaires de la trésorerie dresseront, dans les trente jours qui suivront l'échéance de chaque trimestre, le compte du revenu des quatre trimestres précédents, et le quart de l'excédant sera remis aux commissaires chargés de la réduction de la dette. Ceux-ci publieront dans *The London Gazette* la somme qu'ils devront employer dans le courant du trimestre suivant.

Toutes les rentes ou annuités qui, au 5 juillet 1829, figureront au nom desdits commissaires, seront annulées.

A l'avenir, les effets publics rachetés par eux seront immédiatement rayés du grand-livre.

Les commissaires seront autorisés à étendre leurs opérations sur les bons de l'Échiquier, soit pour les racheter, soit pour avancer ou prêter de l'argent sur remise de ces bons.

Enfin, ils pourront placer leurs fonds à la Banque, qui les emploiera à l'acquisition d'annuités rachetables, d'annuités à terme, de bons de l'Échiquier, etc. ².

Tel est le régime nouveau sous lequel l'amortissement anglais se trouve actuellement placé. Il diffère essentiellement, on le voit, de celui qui a été fondé, en France, par la loi de 1816. Chez nous la dette publique, ainsi que l'amortissement, est une dépense privilégiée, qui prime tous les autres services publics, et qui se présente toujours la première parmi toutes celles qui composent notre budget. En Angleterre, l'amortissement est, au contraire, la dernière de toutes les dépenses ; elle n'arrive qu'alors que tous les autres besoins de l'Etat ont été satisfaits intégralement, et ne demande au budget que l'excédant non employé des recettes. Cette différence radicale, nous en avons indiqué la cause, en rappelant que, d'après la nouvelle théorie économique anglaise, il n'y a d'amortissement réel et efficace que celui qui résulte de l'application à l'extinction de la dette du solde des recettes sur les dépenses. Nous n'examinerons pas en ce moment si cette théorie est plus vraie et surtout plus conforme aux principes d'une bonne et profitable administration des finances ; cet examen, nous l'espérons, viendra ailleurs, et dans d'autres instants ; aujourd'hui, nous nous en tiendrons à ce court exposé.

Entre le régime de la loi anglaise et celui de la loi française, il existe encore une autre différence qu'il convient de signaler. Aux termes de l'acte de 1829, les titres de la dette publique rachetés par le fonds d'amortisse-

¹ Hansard's *Parliamentary debates*, new series, vol. XXI, page 1182, 1829.

² *Arrangements of the papers, etc. Bills publics*, vol. I^{er}, p. 55.

ment doivent être annulés au fur et à mesure de leur rachat. La loi de 1816, au contraire, prescrit en principe la capitalisation des rentes acquises par la Caisse d'amortissement et n'en permet la radiation définitive que lorsqu'elle est ordonnée par une loi spéciale. Il y aurait encore quelques mots à dire sur cette dissemblance des deux systèmes. Nous les réservons également.

Nous terminerons en donnant le relevé des sommes que la trésorerie anglaise a consacrées à l'amortissement depuis l'acte de 1829.

En 1830.....	2,772,034 l. st.	En 1840.....	7,016 l. st.
En 1831.....	1,935,765	En 1841.....	8,331
En 1832.....	2,673,908	En 1842.....	8,566
En 1833.....	6,825	En 1843.....	1,563,648
En 1834.....	1,026,839	En 1844.....	1,554,618
En 1835.....	1,778,829	En 1845.....	4,134,482
En 1836.....	1,591,924	En 1846.....	2,710,060
En 1837.....	1,986,905	En 1847.....	1,412,889
En 1838.....	8,730	En 1848.....	10,367
En 1839.....	8,707		

On voit, par les chiffres qui précèdent, qu'à l'exception de l'année 1845, durant laquelle l'amortissement a pu obtenir une somme d'environ 103 millions de francs, le gouvernement anglais n'a trouvé dans l'excédant de ses recettes que des ressources bien faibles à employer à l'extinction de son énorme dette, et que même pendant sept années, ces excédants ayant disparu complètement, les lords-commissaires chargés de la haute direction de ce service, n'ont eu à leur disposition que l'insignifiant produit des dons et legs. C'est bien peu, mais il y a lieu encore de faire remarquer que ces ressources mêmes n'ont pas été toutes consacrées à l'amortissement de la dette perpétuelle, elles ont servi fréquemment à faciliter des opérations de trésorerie sur les bons de l'Échiquier. Cette impuissance presque radicale de l'instrument employé par l'Angleterre à la réduction de sa dette est un fait très-grave et qui mérite toute l'attention des hommes sérieux. Dans notre pays, des causes différentes ont produit un résultat à peu près semblable, et nous laissent, en présence d'une dette destinée naturellement à s'accroître, sans moyen efficace pour en opérer l'extinction graduelle. Cette situation est un danger sinon immédiat au moins certain, qu'il est prudent de prévoir dès à présent et auquel il convient d'apporter un remède. Ce remède se trouvera, nous le croyons, non pas dans l'emploi persévérant du mode actuel d'amortissement, dont l'impuissance a été démontrée par une expérience de trente-cinq années, mais dans une modification radicale du régime économique sous lequel notre dette publique se trouve placée.

A. VUHRER.

APPRÉCIATION ET CALCULS

SUR

UN NOUVEAU MODE D'EMPRUNTS PUBLICS.

(Suite et fin) ¹.

Pour donner toute l'autorité possible aux énoncés {que nous avons produits dans le numéro de juillet dernier, nous croyons devoir faire connaître les études et les recherches auxquelles nous nous sommes livré avant d'admettre nous-même ces énoncés.

Si notre législation française permettait à l'Etat de réduire d'un quart pour 100 l'intérêt de sa dette lorsque les rentes auraient été cotées pendant un certain temps à un cours tel qu'elles produiraient un intérêt inférieur d'un quart de franc à celui stipulé sur les titres de rentes en circulation, il pourrait n'y avoir jamais qu'une différence d'un quart pour cent entre l'intérêt payé par le Trésor et celui que les capitalistes pourraient se procurer en achetant des rentes au cours de la Bourse.

Mais telle n'est pas notre législation : le droit de réduire l'intérêt de la dette de l'Etat n'étant qu'une conséquence de son droit de la rembourser au pair, il est absolument nécessaire de laisser subsister une plus grande différence entre l'intérêt que paye le Trésor et l'intérêt que touche celui qui a acheté à la Bourse un titre de rente au-dessus du pair.

Nous avons recherché la loi mathématique qui doit déterminer le chiffre de cette différence ; voici comment nous sommes parvenu à la trouver.

En raisonnant toujours dans l'hypothèse des faits que nous avons supposés dans le n° de juillet dernier, il est évident que si le 6 pour 100 est coté à 104 fr. 35 c., le capitaliste qui l'achètera à ce taux ne se fera qu'un revenu de 5 3/4 net ; cette circonstance n'est cependant point un motif suffisant pour qu'en vertu du droit de remboursement on puisse contraindre le porteur du 6 à réduire son intérêt de 6 à 5 3/4 ; car s'il se refuse à cette réduction, et s'il demande à être remboursé, le Trésor ne pourra effectuer ce remboursement en numéraire.

Mais si, depuis plus de trois mois, le 5 3/4 est coté à 104 fr. 56 c., celui qui l'achète à ce taux ne se fait qu'un revenu de 5 1/2, tandis que le porteur du 6, qui l'a acheté au pair, reçoit 6 pour 100.

Dans ce cas, la position du Trésor est bien différente, il peut contraindre le porteur du 6 à réduire son intérêt de 6 à 5 3/4 ; car si ce porteur demande son remboursement, le Trésor peut l'effectuer très-facilement en numéraire, puisqu'après avoir payé 100 fr. pour un titre de rente 6 pour 100, remboursé par lui, il a ce même titre à sa disposition ; il peut le réduire lui-même à 5 3/4 et le vendre immédiatement à 104.56.

Dans cette situation, tout porteur de 6, qui exige son remboursement, fait gagner au Trésor 4.56 pour chaque somme de 100 fr. qui lui a été remboursée en numéraire.

¹ Voir le n° 112 (15 juillet 1850), t. XXVI, p. 352.

Il est impossible que l'intérêt bien entendu des porteurs du 6 pour 100 ne les détermine pas à préférer réduire leur intérêt de 6 à $5\frac{3}{4}$, valant 104 fr. 55 c., plutôt que de demander leur remboursement en numéraire au pair.

Ce raisonnement démontre que pour que le 6 pour 100 puisse être réduit à $5\frac{3}{4}$, il faut que les capitalistes qui achètent du $5\frac{3}{4}$ à la Bourse ne puissent, au cours où il est coté, se faire qu'une rente de $5\frac{1}{2}$.

En d'autres termes, pour que l'Etat puisse réduire l'intérêt de sa dette d'un quart, il faut que, d'après le cours, l'intérêt de l'argent ait subi une baisse d'au moins $\frac{1}{2}$ pour 100, eu égard au fonds de rente qu'il veut réduire d'un quart.

En d'autres termes encore, pour réduire le 6 à $5\frac{3}{4}$, il faut que, d'après le cours, le $5\frac{3}{4}$ ne produise que $5\frac{1}{2}$ à ceux qui l'achètent à la Bourse.

Le cours qu'un fonds de rente doit atteindre pour produire un intérêt d'un quart de moins que son intérêt nominal, est représenté par un chiffre plus fort lorsque l'intérêt est bas, que lorsque l'intérêt est plus élevé.

Ainsi, pour que le $5\frac{1}{4}$ ne rapporte que 3 pour 100, il faut que le $5\frac{1}{4}$ soit coté à la Bourse à 108 fr. 33 c.; tandis que pour que le $10\frac{1}{4}$ ne rapporte que 10 pour 100 net, il suffit que le $10\frac{1}{4}$ soit coté à 102 fr. 50 c.

Pour le 5, l'excédant de 8.33 est la douzième partie de 100, et pour le $10\frac{1}{4}$, l'excédant de 2 fr. 50 c. est la quarantième partie de 100.

On connaît le chiffre que le cours d'un fonds doit atteindre pour produire un $\frac{1}{4}$ de franc d'intérêt de moins que son intérêt nominal, en divisant 100 par le nombre de quarts qui se trouve dans le taux de l'intérêt nominal du fonds immédiatement inférieur d'un quart.

Ainsi le $10\frac{1}{4}$ doit atteindre 102 fr. 50 c., parce que 10 contient 40 quarts, et que 100 divisés par 40 donnent 2 fr. 50 c.

Le chiffre de l'excédant que le cours d'un fonds doit atteindre au-dessus du pair pour produire un quart de franc de moins que son intérêt nominal, a dû être adopté comme maximum d'émission de chaque fonds, parce qu'il ne serait pas juste que l'Etat, après avoir émis du 6 pour 100 à plus de 104 fr. 55 c., pût forcer le porteur de ce 6 à recevoir, comme compensation de l'abaissement d'un $\frac{1}{4}$ de franc d'intérêt, du $5\frac{3}{4}$ valant moins de 104 fr. 55 c.

La loi mathématique que nous venons d'indiquer donne au contraire ce résultat très-curieux, qu'à mesure qu'un fonds subit un abaissement d'intérêts d'un quart de franc, le fonds inférieur vaut toujours, en capital, une somme plus forte que celui que l'on quitte.

Ainsi, si l'intérêt s'abaissait tout à coup de $10\frac{1}{4}$, dont le maximum d'émission est 102 fr. 50 c., à $5\frac{1}{4}$ dont le maximum d'émission est 108.33, le porteur du $10\frac{1}{4}$ aurait à la place d'un fonds qui ne peut valoir plus de..... 102.50
un fonds qui vaudrait..... 108.33

Différence en sa faveur..... 5.83

Une fois cette loi mathématique bien déterminée, nous avons pu dresser une espèce de table de Pythagore, indicative de l'intérêt que peut produire une rente à différents prix d'achat, en variant l'intérêt de quart en quart.

Et à l'aide de cette table nous avons fait toutes les opérations que la suite de notre travail a nécessitées.

Nous avons dit plus haut que la différence en plus du revenu qu'on s'était toujours fait en achetant du 5 de préférence au 3 a été au maximum de 84 c., au minimum de 0.06 c., et en moyenne de 0.51 c. 20.

Voici comment nous nous sommes mis à même de produire cet énoncé.

En consultant (à la page 508 du compte de finance de l'exercice de 1848) les cours officiels des rentes ramenés à leur moyenne, nous avons reconnu :

1^o Que depuis 1825, époque de l'émission du 3 pour 100, le 5 pour 100 n'avait été coté au-dessous du pair que pendant les années 1831, 1832, 1848 et 1849.

2^o Que c'était pendant l'année 1846 que le 5 pour 100 avait été coté au plus haut au-dessus du pair.

Dès lors nous avons fait dresser, d'après le *Moniteur*, un état du dernier cours officiel de chaque jour, pour le 3 et le 5, pendant les années 1831, 1832, 1846, 1848 et 1849.

Dans le but que nous indiquerons ci-après, nous avons aussi fait dresser un tableau de la valeur successive du coupon d'intérêt de la rente 5 pour 100, et de la rente 3 pour 100, pour chaque jour de l'année.

Muni de ces deux pièces, nous avons d'abord observé les cours de l'année 1831, et nous avons reconnu que parmi ces cours

Le plus élevé du 5 pour 100 avait été, à la date du 14 décembre 1831, de.	98 fr. 55 c.
Et que le même jour, le cours du 3 pour 100 avait été de.....	69 85
Que le cours le plus bas du 5 avait été, à la date du 31 mars, de...	77 40
Et que le même jour le cours du 3 pour 100 était de.....	48 20
Que le cours moyen du 5 avait été, à la date du 22 septembre 1831, de.	87 95
Et que le même jour le cours du 3 pour 100 était de.....	59 20
Sur le cours le plus haut du 5 pour 100, qui était, le 14 déc. 1831, de.	98 55
Déduisant la portion du coupon d'intérêt échue ledit jour montant à.	1 15
Il est resté.....	97 40
Sur le cours du 3 pour 100 qui était, le même jour 14 déc. 1831, de.	69 85
Le coupon d'intérêt étant alors détaché, il n'y a eu lieu de faire	
aucune déduction, et le cours est resté fixé à.....	69 85
Sur le cours le plus bas du 5 pour 100, qui était, le 31 mars 1831, de.	77 40
Déduisant la portion du coupon d'intérêt échue ledit jour, montant à.	12
Il est resté.....	77 28
Sur le cours du 3 pour 100, qui était, ledit jour 31 mars 1831, de...	48 20
Déduisant la portion du coupon d'intérêt échue ledit jour, montant à.	82
Il est resté.....	47 38
Sur le cours moyen du 5 pour 100, qui était, le 22 septembre 1831, de.	87 95
Le coupon d'intérêt étant alors détaché, il n'y a eu lieu à aucune	
déduction, et le cours est resté fixé à.....	87 95
Sur le cours du 3 pour 100, qui était, ledit jour 22 septembre 1831, de.	59 20
Déduisant la portion du coupon d'intérêt échue, montant à.....	75
Il est resté.....	58 45

Il est résulté de ces opérations que pendant l'année 1831 :

Le plus haut cours du 5 pour 100, qui, le 14 décembre, était en net de 97.40, produisait un intérêt de..... 3 15

Et le même jour, le cours du 5 pour 100, qui était en net de 69.85, produisait un intérêt de..... 4 29

Différence en plus pour le 5..... » 84

Le cours le plus bas du 5 pour 100, qui, le 31 mars, était en net de 77.28, produisait un intérêt de..... 6 47

Et le même jour le cours du 5 pour 100 étant en net de 47.38, produisait un intérêt de..... 6 53

Différence en plus pour le 5 pour 100..... » 14

Le cours moyen du 5, qui, le 22 septembre, était en net de 87.95, produisait un intérêt de..... 5 68

Et le même jour le cours du 5 pour 100 étant en net de 58.45, produisait un intérêt de..... 5 13

Différence en plus pour le 5 pour 100..... » 55

Opérant de la même manière pour les années 1832, 1846, 1848 et 1849, on a pu dresser le tableau ci-après :

TABLEAU COMPARATIF de l'intérêt qu'un capital de 100 fr. a pu produire en l'employant en 5 p. 100 ou en 3 p. 100, aux époques ci-après indiquées.

DATES.	COURS DU 5 POUR 100.	COURS du 3 POUR 100.	INTÉRÊT du 5 POUR 100.	INTÉRÊT du 3 POUR 100.	DIFFÉRENCE d'intérêt POUR LE 5 P. 100
1831.	f. c.	f. c.	f. c.	f. c.	f. c.
14 décembre.	Plus haut, 97 40	69 85	5 13	4 29	» 84
31 mars.	Plus bas.. 77 28	47 38	6 47	6 33	» 14
22 septembre.	Moyen ... 87 95	58 45	5 68	5 13	» 55
1832.					
26 décembre.	Plus haut. 98 39	69 72	5 08	4 30	» 78
9 janvier.	Plus bas.. 90 89	62 10	5 50	4 83	» 67
2 mai.	Moyen ... 95 49	68 12	5 24	4 40	» 84
1846.					
27 février.	Plus haut. 121 42	84 20	4 12	3 56	» 56
20 novembre.	Plus bas.. 115 49	80 01	4 33	3 75	» 58
4 avril.	Moyen.... 119 77	82 75	4 18	3 63	» 55
1848.					
10 derniers mois.					
7 juillet.	Plus haut. 78 55	50 88	6 37	5 90	» 47
5 avril.	Plus bas.. 50 31	32 14	9 94	9 34	» 60
25 novembre.	Moyen ... 64 37	41 42	7 77	7 24	» 53
1849.					
26 décembre.	Plus haut. 91 14	56 62	5 49	5 30	» 19
27 janvier.	Plus bas.. 72 35	43 80	6 91	6 85	» 06
9 février.	Moyen ... 80 23	50 01	6 23	6 »	» 23
Total des différences.....					7 68
Dont la moyenne est de.....					0 f. 51 c. 20 m.

De ce tableau il résulte ce qui suit :

Le 5 pour 100 produit un intérêt en plus d'autant plus élevé comparative-ment au 3 pour 100, que le 5 est plus près d'atteindre le pair.

C'est ce qui a eu lieu pendant 1831 et 1832, où la différence a été de 84 c. en faveur du 5, lorsqu'il a été coté à 97.40 et à 95.49.

Cependant cette loi n'est pas absolument vraie, parce qu'en 1849 le 5 étant à 91.14, la différence d'intérêt, en sa faveur, n'a été que de 19 c.

Lorsque le 5 dépasse le pair, la différence d'intérêt en sa faveur est moindre que dans le premier cas, comme on le voit pendant l'année 1846, où le 5 a été coté au plus haut.

Cependant le 5, qui a dépassé le pair et qui est menacé de remboursement, devrait logiquement produire une plus grande différence d'intérêt que quand il approche du pair sans l'avoir atteint.

La différence de l'intérêt que le 5 produit en plus, comparativement au 3, est très-peu importante quand ces fonds sont tous deux éloignés de leur pair ; c'est ce qui a eu lieu dans les années 1831, 1848 et 1849.

La seule donnée utile qui résulte de ce tableau est la moyenne de toutes les différences qu'il indique, laquelle, comme nous l'avons dit plus haut, est de 0.51 c. 20 m.

Sur cette donnée, nous avons regardé comme certain, que toutes les fois que le 3 pour 100 produirait, au cours du jour, un revenu de 5 1/2, par exemple, le public achèterait au pair un fonds qui produirait 6 pour 100, soit 50 c. de plus que le 3 pour 100 au cours du jour ;

Et qu'à plus forte raison le public achèterait d'autant plus volontiers du 6 au pair, si l'Etat s'interdisait de le rembourser avant que le 5 3/4 ait été coté, pendant plus de trois mois, au-dessus de son maximum d'émission qui est de 104 fr. 50 c.

Et ainsi de même pour tous les autres fonds, selon le chiffre du maximum d'émission de chacun d'eux.

Pour suite de nos opérations nous avons donc admis les énoncés ci-après :

Le cours du fonds qui est coté au plus bas au-dessous de son pair étant donné, il y a des probabilités, très-voisines de la certitude, que le Trésor peut négocier au pair un fonds de rente stipulant un intérêt nominal de 50 c. de plus que l'intérêt produit par le fonds sus-mentionné.

Cette probabilité prend un plus grand degré de certitude si l'Etat s'interdit de rembourser le fonds qu'il émet, avant qu'un fonds, stipulant un intérêt nominal inférieur, ait été coté, pendant plus de trois mois, au-dessus de son maximum d'émission.

Voici la marche que nous avons suivie pour parvenir à déterminer le chiffre total des économies qui eussent été faites, si chaque année, depuis 1814 jusqu'au 1^{er} janvier 1849, la dette publique eût été soumise au régime du décret proposé.

En consultant les comptes officiels et divers autres documents que nous nous sommes procurés au ministère des finances, nous avons pu établir d'une manière certaine :

1^o Quel a été, au 1^{er} janvier de chacune des années 1815 à 1849, le montant de la dette inscrite pour chacun des fonds de rente 3, 4, 4 1/2 et 5, et quel a été le montant des rentes 3, 4, 4 1/2 et 5 spécialement inscrites au nom de la Caisse d'amortissement.

2^o Quelle somme de rente 3, 4, 4 1/2 et 5 a été rachetée par cette caisse pendant chacune des années 1816 à 1848, et à quel cours.

3^o Quel a été le chiffre des divers emprunts contractés depuis le 1^{er} janvier 1815 jusqu'au 1^{er} janvier 1849, à quelle époque chaque emprunt a été opéré, et à quel taux.

Nous avons su, par les mêmes documents :

Que chaque année l'accroissement de la dette inscrite s'était opéré,

1° Par des emprunts ;

2° Par des rentes remises à divers, à tout autre titre que par suite d'emprunt.
Et que le décroissement s'était opéré,

1° Par des rachats de la Caisse d'amortissement ;

2° Par des annulations de rente pour divers motifs.

Mais ces documents n'ont pu indiquer au juste pour chaque année,

1° Quelle somme de rente avait été inscrite par suite d'emprunt ;

2° Quelle somme de rente avait été inscrite par suite de rentes remises à divers ;

3° Et quelle somme de rentes avait été annulée.

A l'égard des emprunts, les documents sus-mentionnés font quelquefois connaître que tel emprunt a été réalisé dans une période de deux ou plusieurs années, sans dire quelle partie de cet emprunt a été inscrite pendant l'exercice de chacune des années indiquées.

Ainsi, par exemple, la ligne 13 du tableau des emprunts, qui nous a été communiqué au ministère des finances, indique que de mai 1816 à avril 1817, 6,000,000 de rentes 5 pour 100 ont été négociés en moyenne à 58.13 et ont produit un capital de 69,763,000 ; mais sans faire connaître quelle portion de cet emprunt a été inscrite en 1816, et quelle portion a été inscrite en 1817.

Nous avons dû alors procéder du connu à l'inconnu.

Le point le plus certain est le montant de la dette inscrite le 1^{er} janvier de chaque année.

En nous appuyant sur ce point certain et sur les autres indiqués ci-dessus, nous avons opéré ainsi qu'il suit, pour les années 1816 et 1817.

D'après les documents officiels, la dette inscrite était au 1^{er} janvier

1816 de	80,087,290	Accroissement d'une année à l'autre
1817 de	91,458,523	11,371,233
1818 de	120,881,550	29,423,029

Les mêmes documents font connaître que pendant l'exercice de 1816, les rentes rachetées par la Caisse d'amortissement se sont élevées à.... 1,782,765

Mais, comme nous venons de le dire, ils laissent ignorer,

1° Quelle est la portion des 6,000,000 fr. de rentes négociées en 1816 et 17, qui a été inscrite en 1816 ;

2° Quelle somme de rentes a été remise à divers ou annulée en 1816.

Nous avons supposé que les 6,000,000 fr. de rentes avaient été émises, moitié en 1816 et moitié en 1817, et que 10,353,998 fr. de rentes avaient été remises à divers, en 1816.

En conséquence, nous avons opéré ainsi qu'il suit :

ACCROISSEMENTS.

3,000,000 de rentes supposées négociées en 1816, soit.....	3,000,000
Rentes remises à divers supposées s'élevant à.....	10,353,998
Total des accroissements.....	13,353,998

RENTES AMORTIES.

Reste en accroissement réel.....	11,371,233
Somme égale à l'accroissement qui s'est opéré dans la dette inscrite de 1816 à 1817, d'après les documents officiels.	

Si l'on nous demande pourquoi nous avons supposé que 3 millions seulement avaient été négociés en 1816 et que 10,153,998 fr. de rentes avaient été remises à divers dans la même année, nous répondrons, en raisonnant avec des chiffres ronds, que du moment que nous faisons cadrer nos sommes avec l'accroissement réel indiqué par les documents officiels, nous opérons sans chances d'erreurs pour le but que nous nous proposons.

Voici le raisonnement que nous faisons avec des chiffres ronds, pour rendre la démonstration plus facile.

La dette inscrite au 1 ^{er} janvier 1816 était de.....	80,000,000
Et au 1 ^{er} janvier 1817, de.....	90,000,000
Accroissement.....	10,000,000

Dans la réalité,

Sur l'emprunt de 6,000,000 fr. de rentes réalisé en 1816 et 1817, 2,000,000 fr. de rentes ont été inscrites en 1816 et 4,000,000 en 1817.

Soit pour 1816..... 2,000,000

Les rentes remises à divers se sont élevées à.... 9,000,000

Ensemble..... 11,000,000

Rentes amorties..... 1,000,000

Somme égale à l'accroissement..... 10,000,000

Mais comme, dans le fait, nous ignorons le chiffre de l'emprunt réalisé en 1816 et le chiffre des rentes remises à divers dans la même année, nous opérons en supposant ces chiffres, ainsi qu'il suit :

Rentes négociées..... 5,000,000

Rentes remises à divers..... 8,000,000

Ensemble..... 11,000,000

Rentes amorties..... 1,000,000

Somme égale à l'accroissement..... 10,000,000

Il est évident que, soit que nous opérons pour les inconnues avec des chiffres réels ou avec des chiffres supposés, comme nous cadrons toujours avec le chiffre d'accroissement de 10,000,000, indiqué par les documents officiels, tous les calculs d'intérêts que nous avons à faire sont aussi justes avec des chiffres supposés qu'avec des chiffres réels, parce que dans les deux hypothèses nous n'avons toujours à payer, pour l'exercice de 1816, qu'un excédant d'intérêt de 10 millions de rente.

C'est sur ces bases que nous avons dressé un document très-considérable, ayant pour titre : « Compte comparatif du mouvement de la dette inscrite « pendant l'exercice de chacune des années 1814 à 1848, — suivant le mode « actuel et suivant un mode nouveau formulé dans un projet de décret arrêté « le 16 avril 1850. »

Pour donner une idée de l'importance de ce document, nous en reproduisons ci-après, pag. 143 à 149, un extrait, en ce qui concerne les exercices des années 1816 et 1845; cet extrait fera facilement comprendre comment nous avons opéré pour chacune des autres années.

Mais, auparavant, nous croyons devoir présenter quelques observations sur les emprunts réalisés par l'Etat dans la période de 1814 à 1849.

ETAT DES EMPRUNTS réalisés à des dates connues de 1818 à 1847.

DATES.	PRODUIT des EMPRUNTS.	FONDS ÉMIS.	TAUX des ÉMISSIONS.	INTÉRÊT correspondant à ce taux.	COURS du jour.	INTÉRÊT correspondant à ce cours.	COURS moyen de l'année	INTÉRÊT correspondant à ce cours.	INTÉRÊT admis par le nouveau mode.
	f.		f. c.	f. c.	f. c.	f. c.	f. c.	f. c.	f. c.
9 mai 1818.	14,925,000	5 0/0	66 50	7 52	87 70	5 70	70 65	7 08	7 57
9 octob. 1818.	12,313,433	5 0/0	67 »	7 46	75 90	6 59	70 65	7 08	7 57
9 août 1821.	113,198,802	5 0/0	85 55	5 84	85 90	5 82	83 73	5 97	6 47
10 juill. 1823.	413,980,981	5 0/0	89 55	5 58	89 20	5 61	85 02	5 88	6 38
19 avril 1831.	120,000,000	5 0/0	84 »	5 95	87 80	5 69	60 59	4 95	5 45
8 août 1832.	150,000,000	5 0/0	98 50	5 08	98 85	5 06	68 30	4 39	4 89
12 janv. 1836.	80,000,005	4 0/0	102 07 1/2	3 92	84 70	3 54	70 78	4 24	4 74
18 octob. 1841	150,000,000	3 0/0	78 52 1/2	3 82	79 50	3 77	78 02	3 84	4 34
9 déc. 1844.	200,000,000	3 0/0	84 75	3 54	85 20	3 52	82 70	3 63	4 13
10 nov. 1847.	84,212,360	3 0/0	75 25	3 99	77 »	3 90	77 31	3 88	4 38

¹ Ce cours moyen est celui du 3 pour 100.
² Ce taux d'intérêt correspond à celui du 3 pour 100.

En examinant ce tableau, on remarque que depuis 1821 les emprunts paraissent faits à des prix presque égaux au cours réel de la rente au jour où chaque emprunt a été réalisé, et l'on se demande naturellement comment des capitalistes ont pu se charger d'emprunts à des taux si élevés.

Ils ont été déterminés à agir ainsi, parce qu'on leur a accordé, pour verser le montant de chaque emprunt, un délai qui a varié de six à dix-huit mois, et parce qu'ils ont touché les coupons de semestres qui sont échus pendant ces délais.

En recevant ces semestres, ils ont réalisé des avantages pécuniaires qui, pour eux, ont réduit d'autant le prix qu'ils ont payé au Trésor.

Telle compagnie qui s'est rendue adjudicataire d'un emprunt à 4 pour 100 moyennant. 98 fr. 50 c. et qui a pu se libérer dans un délai qui lui a permis de toucher deux coupons d'intérêts s'élevant ensemble à. 5 » est, sauf l'intérêt des sommes qu'elle a versées pendant le délai dont elle a joui, absolument dans la même position que

si elle ne se fût chargée de l'emprunt qu'au prix de. 93 50

Comme nous manquons absolument d'éléments pour apprécier, en argent, le chiffre des avantages qui ont été faits à chaque compagnie, nous avons négligé ces avantages.

Pour raisonner sur les données les moins favorables au but que nous nous proposons, nous avons supposé que tous les emprunts faits suivant le mode actuel avaient été réalisés par le mode nouveau sur la base des cours moyens indiqués par les documents officiels, pour l'année dans laquelle chaque emprunt a eu lieu.

Il est résulté de cette manière d'opérer,

Que pendant toutes les années autres que celles de 1818 et 1831, nous avons toujours supposé que pour obtenir la somme réalisée par chaque emprunt, le Trésor s'était chargé de faire par le mode nouveau une somme de rentes supérieure à celle qui a été réellement inscrite en suivant le mode actuellement en usage.

Nous avons cru devoir suivre cette marche pour éviter tout soupçon de partialité en faveur du mode nouveau.

Rendons ces énoncés plus sensibles par des exemples :

Lors de l'emprunt de 413,980,981 réalisé en 1823, pour chaque somme de 400 fr. fournie par les souscripteurs de l'emprunt, l'Etat s'est chargé de faire une rente de 5 fr. 58 c.

Nous avons supposé que pour chaque somme de 400 fr. du même emprunt réalisé par le mode nouveau, l'Etat s'était chargé de faire une rente de 6.58, et ainsi de même, dans des proportions différentes, pour tous les autres emprunts réalisés dans les années sus-désignées.

C'est ainsi que, d'après les bases que nous avons adoptées, nous avons été amené à opérer en négligeant beaucoup d'avantages que le mode nouveau eût pu réaliser s'il eût été appliqué réellement.

IV. EXTRAIT DU COMPTE COMPARATIF¹ DU MOUVEMENT DE LA DETTE INSCRITE PENDANT LES EXERCICES DE CHACUNE DES ANNÉES 1814 A 1848, SUIVANT LE MODE ACTUEL ET SUIVANT LE MODE NOUVEAU.

EXERCICE DE 1816.

Documents généraux.

Comparaison de toutes les rentes inscrites le 1^{er} janvier 1817 :

D'après le mode actuel.....	91,458,523 ¹	
D'après le mode nouveau.....		91,304,851
Bonification par le nouveau, en 1816.....		155,672
CHIFFRES ÉGAUX.....	91,458,523	91,458,523
Preuve :		
Bonification de 1815.....	227,246	
Accroissement par le mode actuel.....	11,371,233	
— " par le nouveau.....		11,444,807
Bonification par le nouveau, en 1816.....		155,672
CHIFFRES ÉGAUX.....	11,598,479	11,598,479

Observations sur le cours.

Le 5 étant, cours moyen, à..... 52^{fr.} 25^{c.}
il produisait un intérêt de 9 fr. 5694 au denier..... 10,4500 »
On a pu émettre du 10 1/4 à 101,7929 au denier..... 9,9510 »
produisant un intérêt de 10 fr. 0694, c'est-à-dire 50 cent. de plus que le 5 à 52 fr. 25.

L'amortissement a dû agir d'abord sur le 10 1/4, et subsidiairement sur le 8 1/2 et le 5, en donnant toujours la préférence au fonds de rente qui produit le plus d'intérêt en y employant un même capital.

¹ Il est fait mention de ce compte à la page 13; nous n'en reproduisons ici qu'un extrait suffisant pour le but que nous nous proposons quant à présent.

Compte de la dette inscrite pendant l'année 1816, d'après le mode actuel.

Mouvement des rentes 5 p. 100 pendant cet exercice.

Rentes 5 p. 100 inscrites :

Le 1 ^{er} janvier 1816	80,087,290
Le 1 ^{er} janvier 1817.....	91,458,525
Solde égal à l'accroissement.....	11,371,233
CHIFFRES ÉGAUX.....	91,458,525
	91,458,525

Causes de cet accroissement.

Accroissement	13,153,998
Décroissement	1,782,765
Solde égal à l'accroissement	11,371,233
CHIFFRES ÉGAUX.....	13,153,998
	13,153,998

Développement des causes d'accroissement et de décroissement.

Accroissement.

3,000,000 de fr. de rentes 5 p. 100, émises à 55 fr. 81 c., ont produit un capital de 33,486,000 fr. (Voir le tableau ci-dessous.)

Soit en rentes.....	3,000,000
Rentes remises à divers.....	10,153,998
ENSEMBLE.....	13,153,998

Accroissement (sous-développement).

6,000,000 fr. de rentes 5 p. 100, émises de mai 1816 à avril 1817 à 57 fr. 26 c. (58 fr. 13 c. par rectification), ont produit 69,762,000. (Voir ligne 13 du *Tableau des emprunts.*)

RÉPARTITION DE CETTE OPÉRATION SUR 1816 ET 1817.

ANNÉES.	COURS D'ÉMISSION.	INTÉRÊTS CORRESPONDANTS.	COURS MOYEN.	MONTANT DES RENTES.	PRODUIT.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.	fr.
1816	55 81	8 96	58 13	3,000,000	33,486,000
1817	60 46	8 24	58 13	3,000,000	36,276,000
	116 27	17 20	116 26	6,000,000	69,762,000

La somme attribuée à 1817 est reportée sur l'exercice de cette année.

Décroissement.

Les rentes rachetées par l'amortissement ont coûté un capital de.. 20,439,729
et ont amorti, au cours de 57 fr. 53 c., produisant un intérêt de 8 fr. 70 c.,
des rentes 5 p. 100 s'élevant à..... 1,782,765

Rentes 5 p. 100 inscrites au 1^{er} janvier 1816, avec distinction de celles appartenant à l'amortissement :

Toutes les rentes inscrites au 1 ^{er} janvier 1816 s'élevaient à.....	80,527,240
Celles appartenant à la Caisse d'amortissement étant de.....	439,950
il restait à la charge du Trésor, au 1 ^{er} janvier 1816.....	80,087,290

NOUVEAU MODE POUR LES EMPRUNTS PUBLICS. 145

Compte de la dette inscrite pendant l'exercice de 1816, suivant le mode nouveau.

Comparaison de toutes les rentes inscrites d'après le mode nouveau.

Le 1 ^{er} janvier 1816	70,860,044
Le 1 ^{er} janvier 1817	91,304,851
Solde égal à l'accroissement.....	11,444,807
CHIFFRES ÉGAUX.....	91,304,851 91,304,851

État de tous les accroissements et décroissements opérés pendant l'exercice de 1816.

	Accroissements.	Décroissements.
En 5	10,153,998	
En 8 1/2.....	»	
En 10 1/4.....	1,290,809	
Solde égal à l'accroissement.....		11,444,807
CHIFFRES ÉGAUX.....	11,444,807	11,444,807

État de toutes les rentes inscrites le 1^{er} janvier 1817.

En 5.....	85,241,634
En 8 1/2.....	4,772,408
En 10 1/4.....	1,290,809
TOTAL.....	91,304,851

Mouvement des rentes 5 p. 100 pendant l'exercice de 1816.

Rentes 5 p. 100 inscrites :	
Le 1 ^{er} janvier 1816.....	75,087,636
Le 1 ^{er} janvier 1817.....	85,241,634
Solde égal à l'accroissement.....	10,153,998
CHIFFRES ÉGAUX.....	85,241,634 85,241,634

Causes de cet accroissement.

Rentes remises à divers.....	10,153,998
------------------------------	------------

Mouvement des rentes 8 1/2 pendant l'exercice de 1816.

Rentes 8 1/2 inscrites.

Le 1 ^{er} janvier 1816	4,772,408
Le 1 ^{er} janvier 1817.....	4,772,408
BALANCE	4,772,408 4,772,408

Mouvement des rentes 10 1/4 pendant l'exercice de 1816.

Rentes 10 1/4 inscrites :	
Le 1 ^{er} janvier 1816	»
Le 1 ^{er} janvier 1817	1,290,809
Solde égal à l'accroissement.....	1,290,809
CHIFFRES ÉGAUX.....	1,290,809 1,290,809

Développement des causes d'accroissement et de décroissement.

Accroissement.

3,000,000 de rentes 5 p. 100, émises en 1816 au cours de 55 fr. 81 c., produisant un intérêt de 8,96, ont procuré un capital de 33,486,000 fr.

On avait à emprunter	53,486,000
Mais comme on a pu employer en décroissement (voir page 146, ligne 13)	20,666,975
on n'a eu à emprunter réellement que.....	12,819,025
On eût pu se procurer ce capital en émettant à 101,7927, au denier 9,9510, des rentes 10 1/4, s'élevant à 1,290,809.	

Décroissement.

D'après le mode nouveau, on a payé pour 1816, de moins que d'après le mode actuel, des arrérages s'élevant à (voir page 145, ligne 19)	227,246
Les rentes rachetées par l'amortissement en 1816 ont coûté un capital de (voir page 144, ligne 51)	20,459,729
et ont amorti un capital de 1,782,765 fr. de rente 5 p. 100 à 57 fr. 33 c.	
ENSEMBLE.....	20,666,975

EXERCICE DE 1845.

*Documents généraux.**Comparaison de toutes les rentes inscrites le 1^{er} janvier 1846.*

D'après le mode actuel	174,059,686	
D'après le mode nouveau		67,760,665
Bonification par le nouveau, en 1845.....		106,299,021
CHIFFRES ÉGAUX	174,059,686	174,059,686
Preuve :		
Bonification de 1844.....	101,636,671	
Accroissement par le mode actuel.....	6,783,197	
Accroissement par le mode nouveau.....		2,120,847
Bonification par le nouveau en 1845.....		106,299,021
CHIFFRES ÉGAUX	108,419,868	108,419,868

Observations sur le cours.

Le 5 p. 100 étant, cours moyen, à.....	84f. 20c.
Il produisait un intérêt de 5 fr. 5629 au denier.....	28,0666
On a pu émettre du 4 1/4 à 104 fr. 6048 au denier.....	24,6129
produisant un intérêt de 4,0629, c'est-à-dire 50 c. de plus que le 5 p. 100 à 84 fr. 20 c.	

Proportionnellement à ce cours, le 4 1/2 a valu plus de 105,8823 au denier 25,5294, produisant un intérêt de 4 fr. 25 c., mais sans pouvoir dépasser ce cours de plus de quelques centimes.

L'amortissement a dû agir d'abord sur le 4 1/2 et subsidiairement sur le 4 1/4, le 5 et le 3, en donnant toujours la préférence au fonds de rente qui produit le plus d'intérêt en y employant un même capital.

*Compte de la dette inscrite pendant l'exercice de 1845, d'après le mode actuel.**Comparaison de toutes les rentes inscrites d'après le mode actuel.*

Le 1 ^{er} janvier 1845	167,276,489
Le 1 ^{er} janvier 1845	174,059,686
Solde égal à l'accroissement.....	6,783,197
CHIFFRES ÉGAUX	174,059,686

NOUVEAU MODE POUR LES EMPRUNTS PUBLICS. 147

État de tous les accroissements et décroissements opérés pendant l'exercice de 1845.

	Accroissements.	Décroissements.
En 3 p. 100.....	2,784,284	
En 4 p. 100.....	4,000,000	
En 5 p. 100.....		1,087
Solde égal à l'accroissement.....		6,783,197
CHIFFRES ÉGAUX.....	<u>6,784,284</u>	<u>6,784,284</u>

État de toutes les rentes inscrites.

Le 1 ^{er} janvier 1845, en 3 p. 100.....	28,142,567
— en 4 p. 100.....	10,523,860
— en 4 1/2 p. 100.....	895,502
— en 5 p. 100.....	134,497,957
TOTAL.....	<u>174,059,686</u>

Mouvement des rentes 3 p. 100 pendant l'exercice de 1845.

Rentes 3 p. 100 inscrites :

Le 1 ^{er} janvier 1845.....	25,358,283
Le 1 ^{er} janvier 1846.....	28,142,567
Solde égal à l'accroissement.....	2,784,284
CHIFFRES ÉGAUX.....	<u>28,142,567</u> <u>28,142,567</u>

Causes de cet accroissement.

Accroissement.....	3,874,478	
Décroissement.....		1,090,194
Solde égal à l'accroissement.....		2,784,284
CHIFFRES ÉGAUX.....	<u>3,874,478</u>	<u>3,874,478</u>

Développement des causes d'accroissement et de décroissement.

Accroissement.

Rentes remises à divers.....	3,874,478
------------------------------	-----------

Décroissement.

Rentes amorties moyennant 30,592,642 à 84 fr. 27 c. s'élevant à...	1,090,194
--	-----------

Rentes 3 p. 100 inscrites au 1^{er} janvier 1845, avec distinction de celles appartenant à l'amortissement :

Toutes les rentes 3 p. 100 inscrites au 1 ^{er} janvier 1845 s'élevaient à.	50,567,456
Celles appartenant à la Caisse d'amortissement étant de.....	25,009,173
Il restait à la charge du Trésor au 1 ^{er} janvier 1845.....	<u>25,558,283</u>

Mouvement des rentes 4 p. 100 pendant l'exercice de 1845.

Rentes 4 p. 100 inscrites :

Le 1 ^{er} janvier 1845.....	6,523,860
Le 1 ^{er} janvier 1846.....	10,523,860
Solde égal à l'accroissement.....	4,000,000
CHIFFRES ÉGAUX.....	<u>10,523,860</u> <u>10,523,860</u>

Causes de cet accroissement.

16 juillet 1845, émission de 4,000,000 de rentes 4 pour 100 au pair, moyennant 100,000,000 de fr. (V. ligne 77 du tableau des emprunts).

Rentes 4 pour 100 inscrites au 1^{er} janvier 1845, avec distinction de celles appartenant à l'amortissement.

Toutes les rentes 4 pour 100 inscrites au 1 ^{er} janvier 1845 s'élevaient à.....	22,507,575
Celles appartenant à l'amortissement étant de.....	15,983,515
Restait à la charge du Trésor, le 1 ^{er} janvier 1845.....	6,523,860

Mouvement des rentes 4 1/2, pendant l'exercice de 1845.

Rentes 4 1/2 pour 100, inscrites :

Le 1 ^{er} janvier 1845.....	895,302
Le 1 ^{er} janvier 1846.....	895,302
Chiffres égaux.....	895,302

Rentes 4 1/2, inscrites le 1^{er} janvier 1845, avec distinction de celles appartenant à l'amortissement.

Toutes les rentes 4 1/2, inscrites le 1 ^{er} janvier 1845, s'élevaient à.....	1,026,600
Celles appartenant à l'amortissement étant de.....	131,298
Restait à la charge du Trésor, le 1 ^{er} janvier 1845.....	895,302

Mouvement des rentes 5 pour 100, pendant l'exercice de 1845.

Rentes 5 pour 100 inscrites :

Le 1 ^{er} janvier 1845.....	134,499,044
Le 1 ^{er} janvier 1846.....	134,497,957
Solde égal au décroissement.....	1,087
Chiffres égaux.....	134,499,044

Causes de ce décroissement.

Rentes annulées.....	1,087
----------------------	-------

Rentes 5 pour 100, inscrites au 1^{er} janvier 1845, avec distinction de celles appartenant à l'amortissement.

Toutes les rentes 5 pour 100, inscrites au 1 ^{er} janvier 1845, s'élevaient à.....	147,040,022
Celles appartenant à l'amortissement étant de.....	12,540,978
Reste à la charge du Trésor, au 1 ^{er} janvier 1845.....	134,499,044

Compte de la dette inscrite pendant l'exercice de 1845, suivant le mode nouveau.

Comparaison de toutes les rentes inscrites d'après le mode nouveau :

Le 1 ^{er} janvier 1845.....	65,639,818
Le 1 ^{er} janvier 1846.....	67,760,665
Solde égal à l'accroissement.....	2,120,847
Chiffres égaux.....	67,760,665

NOUVEAU MODE POUR LES EMPRUNTS PUBLICS. 149

Etat de tous les accroissements et décroissements opérés pendant l'exercice de 1845.

	Accroissements.	Décroissements.
En 3 pour 100.....	3,874,478	
4 1/4.....	8,312,910	
4 1/2.....		10,066,541
Solde égal à l'accroissement.....		2,120,847
Chiffres égaux.....	12,187,388	12,187,388

Etat de toutes les rentes inscrites le 1^{er} janvier 1845, d'après le mode nouveau.

3 pour 100.....	18,407,101
4 1/4.....	16,568,026
4 1/2.....	32,785,538
Total.....	67,760,665

Mouvement des rentes 3 pour 100, pendant l'exercice de 1845.

Rentes 3 pour 100 inscrites :		
Le 1 ^{er} janvier 1845.....		14,532,625,
Le 1 ^{er} janvier 1846.....	18,407,101	
Solde égal à l'accroissement.....		3,874,478
Chiffres égaux.....	18,407,101	18,407,101

Cause de cet accroissement.

Rentes remises à divers.....	3,874,478
(Voyez page 147, ligne 26.)	

Mouvement des rentes 4 1/4, pendant l'exercice de 1845.

Rentes 4 1/4 inscrites :		
Le 1 ^{er} janvier 1845.....		8,255,416
Le 1 ^{er} janvier 1846.....	16,568,026	
Solde égal à l'accroissement.....		8,312,910
Chiffres égaux.....	16,868,026	16,568,026

Causes de cet accroissement.

4,000,000 de rentes 4 pour 100, négociées au pair, ont produit 100,000,000 (V. page 148, ligne 1^{re}.)

On eût pu se procurer ce même capital, en émettant au cours de 104 fr. 6048, au denier 24,6129, des rentes 4 1/4, jusqu'à concurrence de..... 4,062,910

Emission supposée de 4,250,000 de rentes 4 1/4, ayant produit, au même cours, un capital de 104,604,800 (V. page 150, ligne 9), soit en rentes.. 4,250,000

Total.....	8,312,910
------------	-----------

Mouvement des rentes 4 1/2, pendant l'année 1845.

Rentes 4 1/2 inscrites :		
Le 1 ^{er} janvier 1845.....		42,842,079
Le 1 ^{er} janvier 1846.....	32,785,538	
Solde égal au décroissement.....	10,066,541	
Chiffres égaux.....	42,852,079	42,852,079

Causes de ce décroissement.

D'après le mode nouveau, on a payé, pour 1845, de moins que d'après le mode actuel, des arrérages s'élevant à (voir page 146, ligne 21)	101,656,671
1,090,194 de rentes 3 pour 100 rachetés à 84 fr. 27 ont coûté (V. page 147, ligne 28).....	50,592,642
Ensemble	152,229,513
Avec ce capital on eût pu, en rachetant au cours de 105 fr. 8823, au denier 23,5294, des rentes 4 1/2, en éteindre jusqu'à concurrence de....	5,619,748
En rachetant au même cours des rentes 4 1/2, avec le capital de 104,604,800 fr., provenant de l'émission supposée page 149, ligne 32, on eût éteint de ces rentes jusqu'à concurrence de	4,445,706
1,087 fr. de rentes 5 pour 100 annulés (V. page 148, ligne 29), soit.....	1,087
Total égal au montant du décroissement.....	10,066,541

Observations.

Il est curieux de faire remarquer qu'en émettant, au cours de 104 fr. 6048, des rentes 4 1/4, jusqu'à concurrence de 4,250,000, le Trésor a reçu un capital de 104,604,800.

Et qu'en employant ce même capital à racheter des rentes 4 1/2 à 105,8823, il a éteint une somme de rente 4 1/2, s'élevant à..... 4,445,706

Mais comme pour se procurer le capital de 104,604,800 fr., il n'avait émis que des rentes 4 1/4, s'élevant à..... 4,250,000

Il a fait un bénéfice de..... 195,706
de rentes qui ont pu être éteintes, et diminuer d'autant la dette inscrite.

Cet exemple démontre mathématiquement que le Trésor peut toujours réaliser des bénéfices en vendant et rachetant de ses propres rentes. Il pourra donc toujours profiter de tous les abaissements d'intérêt de plus d'un quart, sans avoir besoin de faire aucun emprunt.

ALPH. DECOURDEMANCHE.

HISTOIRE

DE

L'ADMINISTRATION DE LA POLICE DE PARIS,

DEPUIS PHILIPPE-AUGUSTE JUSQU'AUX ÉTATS GÉNÉRAUX DE 1789,

Où tableau moral et politique de la ville de Paris durant cette période, considérée dans ses rapports avec l'action de la police,

PAR M. FRÉGIER, auteur des *Classes dangereuses* ¹.

Les Allemands regardent la police comme une branche importante de la vie commune des peuples. C'est, pour eux, la politique en tout ce qui ne tient ni à la forme du gouvernement, ni aux rapports internationaux, ni à la confection des lois, ni à l'investiture des magistrats. C'est enfin l'organisation administrative dans tout ce qui a rapport à la protection de l'individu, à la garantie de la propriété, à la libre circulation des hommes et des choses, au respect des mœurs, à la salubrité des lieux où la population est agglomérée, au libre arrivage des approvisionnements de toute nature et à la régularité de leur vente sur les marchés. Le champ ainsi délimité est encore assez vaste pour donner carrière à une étude spéciale, et nos voisins d'outre-Rhin sont parfaitement fondés à considérer la police, ainsi entendue, comme une véritable science. Pour bien apprécier tout ce qui s'y rapporte, l'histoire du passé fournit, sans doute, des données intéressantes; mais on comprend que cette science, ou plutôt la branche d'administration qui en est l'application, doit se perfectionner, comme toutes les institutions humaines, à mesure que les peuples se civilisent davantage.

M. Frégier n'a pas compris son sujet comme se rattachant à ces principes; les premiers mots de son introduction en sont malheureusement la preuve: « Qu'est ce que la civilisation? » commence-t-il par se demander; et, à cela, il fait cette singulière réponse: « C'est l'art de policer les mœurs d'un peuple réuni en corps de nation »; ajoutant plus loin: « De nos jours le mot *civilisé* a prévalu sur celui de *policé*; nous concevons qu'il ait obtenu la préférence parce qu'il est plus compréhensif, et peut-être plus élégant. »

Pour nous, qui ne trouvons ce début ni élégant, ni juste, la civilisation n'est point un art, mais un résultat: c'est l'état auquel arrive un peuple par le développement de ses lumières, de sa moralité, et par l'intelligence qu'il acquiert des véritables intérêts de tous et de chacun. Pour nous, la police n'est point une providence, se donnant pour mission de polir ou policer les peuples, mais une administration organisée dans leur sein, et par eux, sui-

¹ Deux volumes in-8, chez Guillaumin et comp., libraires-éditeurs, 14, rue de Richelieu. Prix, 16 fr.

vant le degré de civilisation auquel ils sont arrivés, pour assurer le maintien du bon ordre et le respect des mœurs, en même temps que pour pourvoir, au moyen de contributions prélevées sur tous, à la satisfaction de certains besoins communs.

On comprendra qu'avec une telle divergence dans le point de départ, nous nous trouvions rarement d'accord avec l'auteur. Avant toutefois de hasarder aucune autre critique, nous nous hâterons de déclarer que son livre est écrit avec une plume évidemment honnête, qu'il contient une foule de détails curieux et que la lecture en est facile et intéressante. C'est une narration, plus ou moins exacte, des événements politiques, dans laquelle se trouvent intercalés des détails sur les mœurs, les habitudes et le genre de vie des Parisiens à différentes époques. Malgré une apparence d'ordre et de méthode, les faits sont cependant un peu mêlés, et ceux relatifs à l'administration de la police tiennent évidemment la moindre place.

L'auteur partage son histoire en quatre grandes périodes, et, sans rechercher, pour l'origine de nos institutions, les traces de la domination romaine et des coutumes germaniques, il prend son point de départ du règne de Philippe-Auguste, « ce grand roi ayant, suivant lui, posé les premières bases des institutions administratives qui nous régissent. » La seconde période, de 1350 à 1567, s'arrête à un règlement général sur la police, attribué au chancelier L'Hopital et publié sous Charles IX. La troisième période finit en 1639, « époque où, si l'on en croyait l'auteur, Louis XIV aurait réuni dans les mains du lieutenant de police tous les pouvoirs nécessaires à la recherche et à la capture des individus composant les classes dangereuses. » La dernière période s'arrête en 1789, sans qu'aucune conclusion vienne relier les faits du passé au régime qui a prévalu depuis.

Le point de départ de la troisième période est bien placé, sans aucun doute, au moment, très-remarquable, de l'institution d'un lieutenant de police; mais il y a à cet égard dans l'introduction une erreur de date, qui aurait pu passer pour une faute d'impression, et n'être pas relevée, si elle ne se reproduisait ensuite, à chaque page, dans les deux tiers du second volume. Louis XIV ne pouvait créer la charge de lieutenant général de police en 1639, car il ne monta sur le trône qu'en 1643. Cette création est, en effet, du 29 mars 1667, et cette date, comme nous venons de le dire, mérite bien d'être prise pour point de départ d'une période importante dans l'histoire de la police. Les attributions données au nouveau magistrat étaient même bien autrement étendues que ne semble l'indiquer l'auteur. Il devait non-seulement veiller à la sûreté des personnes et des propriétés; mais encore (comme on peut le lire dans l'édit qui se trouve dans la Collection des anciennes lois françaises d'Hambert), pourvoir à l'entretien des rues, à la régularité des approvisionnements, régler les étaux des boucheries, visiter les halles, foires et marchés, inspecter les poids et mesures, faire exécuter les règlements sur les manufactures, faire punir les contraventions commises pour fait d'impression et vente de livres et libelles défendus. Il était, en outre, autorisé à exiger des chirurgiens qu'ils lui déclarassent les noms des blessés qui auraient eu recours à leurs soins; disposition qui a été si malencontreusement rappelée sous le gouvernement tombé en 1848. Le pouvoir du lieutenant de police à Paris se bornait si peu à la surveillance et à la répression de la population dangereuse, que Saint-Simon, en parlant de l'administration de M. de La Rey-

nie, qui fut le premier investi de cette fonction, dit qu'il en fit une sorte de ministère¹.

M. Frégier a fait, dans son ouvrage, de chaque période l'objet d'un livre ; chaque livre se partage en cinq titres, dont les sommaires sont disposés dans un ordre toujours le même : Topographie de Paris, ensuite mœurs, usages, croyances ; puis police religieuse, paix publique, publicité des écrits ; le tout suivi de ce qui concerne la sûreté publique, la police politique, les prisons ; enfin le cinquième titre traitant des subsistances, de l'hygiène, de la voirie, du commerce et de la navigation.

Suivant l'importance des sujets, chaque livre est encore subdivisé en chapitres.

Malgré cette symétrie apparente, les matières sont loin d'être classées avec toute la méthode désirable, et nonobstant l'uniformité des titres donnés aux subdivisions de l'ouvrage, on trouve souvent dans l'une ce qui appartient à l'autre. De plus, pour chacune des périodes, des faits séparés par des intervalles d'un ou deux siècles sont quelquefois présentés ensemble, sans que le lecteur soit averti des dates auxquelles ils se rapportent.

L'ouvrage eût été, suivant nous, plus facile à lire et à consulter s'il eût été disposé par ordre de matières. Une première partie aurait rattaché les différentes phases administratives aux faits généraux de l'histoire ; les hommes qui ont marqué dans le grand travail d'organisation de la société française, auraient été mis en relief. La police municipale, la police judiciaire, la police politique, auraient eu chacune leur histoire, et l'on aurait vu comment aux mauvais jours et sous les mauvais princes, la dernière prenait le pas sur les deux autres. Enfin, un tableau d'ensemble aurait initié le lecteur à la vie intime, aux usages, aux mœurs, aux habitudes des Parisiens de toutes les classes depuis saint Louis jusqu'à nos jours.

Faute de suivre ce plan naturel, et en faisant de son livre une sorte de récit de chroniqueur, M. Frégier a été conduit à donner une beaucoup trop grande place aux faits qui tiennent plus particulièrement à l'histoire politique. Le champ est devenu trop vaste pour pouvoir être sûrement embrassé d'un coup d'œil, et, au milieu de la multiplicité des événements et des idées qu'un tel cadre comporte, l'erreur peut se rencontrer à chaque pas. Le livre perd nécessairement en profondeur ce qu'il gagne en superficie ; aussi, malgré toute la conscience que l'auteur a apportée dans son travail, n'a-t-il pu se soustraire aux nombreux périls que l'étendue de son plan lui a créés. Il a été amené à parler d'une multitude de faits qu'il a dû accepter sur parole, en les empruntant le plus souvent à des livres de seconde main. Or, on sait combien la littérature facile de nos jours nous a rendus peu scrupuleux sur l'exactitude des faits rapportés sur la foi les uns des autres, aussi bien que sur les sources que l'on consulte.

Il ne serait pas difficile de trouver dans l'ouvrage qui nous occupe des exemples qui justifieraient cette observation. Nous nous contenterons d'en citer un seul pris presque au hasard.

Après avoir parlé de la sévérité dont Louis XIII usa envers les duellistes, M. Frégier dit que ce fut dans le commencement de son règne ; mais il s'agit de deux édits de 1625 et 1624, il y avait donc treize ans déjà que Louis XIII

¹ Saint-Simon, t. II, p. 258, deuxième édition.

était sur le trône. L'auteur continue ensuite en ces termes : « Les parlements renchérent encore sur l'impitoyable rigueur d'une pénalité dictée par la colère plutôt que par la justice ; mais le gouvernement recula devant l'exécution des sentences terribles qu'il avait provoquées ¹. » Première remarque : Il n'aurait pas fallu dire *les parlements*, puisque celui de Paris avait seul le droit de porter des arrêts sur cette matière. Ensuite cette pénalité, qui défendait le duel sous peine de la vie, ne fut pas dictée par la colère, ni provoquée par le gouvernement ; elle ne fut qu'une satisfaction donnée au sentiment public qui s'était prononcé de la manière la plus énergique contre les duels, dont la fureur était alors poussée si loin qu'on a assuré qu'elle avait coûté, dans une seule année, quatre mille gentilshommes à la France. Les Etats généraux convoqués en 1614, sous le règne même de Louis XIII, avaient réclamé la peine de mort contre les infracteurs des édits sur les duels ; et le clergé, dans les assemblées générales qu'il tenait périodiquement, ne cessait d'en demander la stricte exécution. Quant au gouvernement, il recula si peu, qu'en 1627, les comtes de Boutteville et Deschapelles, coupables de s'être rencontrés l'épée à la main sur la place Royale, eurent la tête tranchée en place de Grève. Le gouvernement était alors aux mains d'un ministre qui n'avait guère l'habitude de reculer, et qui pensait depuis longtemps, au sujet des duels, « que cette voie de satisfaction n'est pas légitime, et que la justice ne se fait bien que par une autorité publique ². »

M. Frégier a consulté un grand nombre d'ouvrages, il a puisé dans le Livre des métiers rédigé sous saint Louis, dans le *Traité de la police* de Delamare, commencé sous Louis XIV, puis continué par Leclerc du Brillet. Il a surtout mis à profit une précieuse collection manuscrite, en quarante-un volumes in-folio, formée pour l'usage du chancelier Lamoignon et continuée jusqu'à l'année 1763. Cette collection est déposée aux archives de la Préfecture de police, archives admirablement disposées et où se trouvent maintenant classés une masse considérable de documents intéressants pour l'histoire. Il y a du reste aux archives nationales une autre collection que ne paraît pas avoir consultée l'auteur, et qui est non moins précieuse ; elle offre à ceux qui veulent écrire sur le passé de Paris, une mine inépuisable de faits curieux, dont beaucoup sont encore ignorés. Ce sont les *Registres et Chroniques du bureau de l'Hôtel-de-Ville de Paris*. Dans cette volumineuse collection sont rapportés, jour par jour depuis le milieu du seizième siècle, tous les faits dont Paris a été témoin, et tous les détails relatifs à l'administration municipale.

Puisque nous parlons de cette collection, et que nous cherchons à en faire apprécier la portée, il ne sera peut-être pas hors de propos que nous transcrivions ici une délibération assez naïve, portée sur le registre à la date du 16 avril 1551, et qui montre quels étaient ce qu'on pourrait appeler les ateliers nationaux du seizième siècle :

« Aujourd'hui sur ce que le baillif des gouverneurs des pauvres de Paris, a requis de messieurs les eschevins de ladite ville, estans en leur bureau, que, suyvnt l'arresté de la court de Parlement donné sur la police desdits pauvres, qu'ils eussent à adviser à convertir en besongne et faire enchesner quelques pauvres vallides, et les occuper ès œuvres publiques en quelque lieu qu'il

¹ Frégier, t. II, p. 61.

² Mémoires de Richelieu, t. I^{er}, p. 56, année 1613. Collection Michaud.

leur plaira. Et, après avoir mis la matière en délibération, a esté advisé et délibéré que, attendu que les deniers de la dite ville sont de présent bien courts par les charges qui sont sur iceulx, que la dite ville fournira des chesnes pour enchesner les dits vallides, jusqu'au nombre de vingt seulement, ensemble fournira hottes, pelles et engins, et oultre baillera à chacun des dits vingt pauvres vallides douze deniers tournois par chacun jour, pour quelque temps qui sera advisé, et seront mis en besongne pour le commencement de la porte Montmartre. »

Pour bien apprécier l'histoire politique et morale de Paris, il faut savoir puiser également aux archives de la ville et à celles du Châtelet; M. Frégier n'a peut-être pas assez caractérisé cette longue rivalité de l'Hôtel-de-Ville, défendant l'indépendance communale, et des gens du roi, représentant l'autorité féodale. C'est lorsque l'autorité royale a pris définitivement le dessus que la charge de lieutenant-général de police a été créée. L'édit de 1667 est le véritable point de départ de notre organisation actuelle de la police métropolitaine. Comme il y avait beaucoup de Louis XIV dans Napoléon, il y a aussi beaucoup de l'édit de 1667 dans la loi du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800).

Une place suffisante ne nous a pas paru non plus avoir été donnée, dans *l'Histoire de l'administration de la police de Paris*, à la création de la lieutenance générale de police; mais ce qui est non moins étonnant, c'est que M. de La Reynie n'est pas même nommé à cette occasion, bien qu'il ait le premier rempli cette magistrature, et que par sa fermeté, sa droiture et sa vigilance, il ait en peu d'années changé la face de Paris. C'est seulement sous ses successeurs que la police a perdu le caractère honorable qu'il avait su lui donner, qu'elle est devenue tracassière, inquisitoriale et partielle; qu'elle a violé le secret des lettres et recherché le scandale pour amuser les loisirs de rois dissolus et blasés.

Un contemporain, juge assez sévère des hommes, a rendu à M. de La Reynie un témoignage qui aurait mérité de figurer dans le livre qui nous occupe : « Il obtint à quatre-vingts ans, dit Saint-Simon, la permission de quitter un si pénible emploi qu'il avait le premier ennobli par l'équité, la modestie et le désintéressement avec lequel il l'avait rempli, sans se relâcher de la plus grande exactitude, ni faire de mal que le moins et le plus rarement qu'il lui était possible; aussi était-ce un homme d'une grande vertu et d'une grande capacité; qui, dans une place qu'il avait pour ainsi dire créée, devait s'attirer la haine publique, et s'acquittait pourtant l'estime universelle... » Et plus loin, il ajoute en exprimant de nobles regrets sur sa mort : « ... Grand magistrat, et de l'ancienne roche, modeste et désintéressé, qui a formé la place de lieutenant de police dans l'importance où elle est montée, et qui ne l'avait pas mise sur le dangereux et honteux pied où, peu à peu, pour plaire et se faire valoir, ses successeurs l'ont conduite ». » Il y a dans ces paroles un hommage et un blâme que l'historien doit recueillir; l'hommage pour rendre justice à la mémoire de l'honorable administrateur qui s'en est rendu digne, le blâme pour ceux qui ont pu s'écarter de la voie honnête et pure qu'il avait tracée.

En 1844, M. Horace Raison a réuni en un corps d'ouvrage, sous le titre d'*Histoire de la police de Paris*², une série d'articles qui avaient paru dans les journaux de droit, et qui forment simplement une histoire des lieutenants et

¹ Saint-Simon, tome XIII, p. 89.

² Un vol. in-8. Prix, 8 fr.; chez B. Dussillon, à Paris.

des préfets de police de 1667 jusqu'à nos jours ; depuis M. de La Reynie jusqu'à M. Delessert. Ces biographies souvent élégamment écrites, ailleurs un peu trop recherchées, pourraient être lues comme complément de l'ouvrage de M. Frégier, en ce qu'elles font connaître les hommes qui se sont succédé à la tête de l'administration de la police. Les portraits, quand on peut les supposer tracés avec exactitude, sont un des meilleurs ornements de l'histoire.

La place nous manque pour rapporter ici les nombreux et curieux détails donnés par M. Frégier sur les habitudes, le logement, la nourriture et la manière de se vêtir des Parisiens, à diverses époques. Si les repas chez les grands et les gens riches ont été dès l'origine abondants et somptueux, nos pères ont pendant longtemps ignoré les jouissances que procurent un logement bien distribué et des meubles commodes, tout ce qui constitue en un mot ce qu'on appelle aujourd'hui, suivant une expression anglaise, le *comfort*. Il n'y a eu pendant longtemps qu'un seul chauffoir par maison, les cheminées n'existaient encore que dans quelques palais royaux. « Dans toutes les pièces des appartements, on répandait de la paille, durant l'hiver, pour se garantir du froid. Cet usage existait surtout chez les grands et dans les demeures royales ; en été on cherchait à se procurer de la fraîcheur avec de l'herbe et de la feuillée, et l'on garnissait de rameaux verts, dans le même but, les murs des appartements. »

Cependant au treizième siècle les mœurs commençaient à se polir ; l'art de conter était en honneur, les poètes étaient recherchés, on commençait à goûter la lecture ; et si une censure sévère s'exerçait sur les œuvres de théologie, une grande liberté était cependant laissée à la littérature légère. Comme preuve à cet égard M. Frégier donne la traduction d'un passage du charmant fabliau d'Aucassin et Nicolette, *sa douce amie*, dans lequel le poète traite fort lestement les papelards et le paradis.

C'est, du reste, au livre lui-même qu'il faut recourir pour tous ces détails ; une promenade dans Paris, à travers six ou sept siècles, vaut bien les quelques heures qu'il faut y consacrer.

Nous terminerons donc en recommandant de nouveau la lecture de ce livre. L'auteur, dans son introduction, a montré une susceptibilité un peu vive au sujet de quelques critiques faites de son premier ouvrage par l'auteur des *Études sur les réformateurs* ; nous espérons pourtant qu'il comprendra que les observations que nous nous sommes permis de faire, ont été dictées par l'amour de la vérité et par notre désir de voir les études administratives dirigées dans une bonne voie.

HORACE SAY.

LA MONNAIE,

PAR

M. MICHEL CHEVALIER, *professeur au collège de France*¹.

Sans qu'il s'en doute, M. Michel Chevalier m'a rendu autrefois un service, et je ne suis probablement pas son seul obligé au même titre : il m'a converti aux lectures sérieuses. A l'époque que je vais mentionner, le poids de mes occupations industrielles me semblait raisonnablement lourd ; je ne lisais que pour me distraire et me bornais à parcourir un journal chaque matin. C'était d'ordinaire en sautant à pieds joints *le premier Paris* pour m'abattre sur le feuilleton et *les faits divers*. Cependant en 1854, je crois, une lettre venant de l'Amérique du Nord, et occupant précisément le domaine du premier Paris, où je ne m'arrêtais guère me causa un plaisir mêlé de surprise. Cette lettre traitait de sujets graves, abondait en aperçus scientifiques, philosophiques, économiques ; mais la clarté d'exposition était si grande, les agréments de la forme accompagnaient si bien l'utilité du fond, qu'en achevant de lire je regrettais d'en être à la dernière ligne. La signature qui suivait était celle de M. Michel Chevalier. A partir de ce moment-là, il fut décidé que je lirais toutes les lettres de cette provenance. De lettre en lettre, d'article en article, de volume en volume, je m'attachai tellement aux écrits du même auteur que, lorsqu'il devint professeur d'économie politique au collège de France, je pressentis que j'aborderais l'étude de cette science aussitôt que le permettraient mes loisirs.

Qu'on me passe ce détail. J'avais besoin de le présenter comme une circonstance atténuante de l'acte de témérité que je commets aujourd'hui, en rendant compte, dans le *Journal des Économistes*, du dernier ouvrage de M. Chevalier. Ce n'est guère au néophyte de s'ériger en juge de l'initiateur, à l'élève de prononcer sur l'œuvre du maître. D'un autre côté, quel besoin ont les lecteurs de mes appréciations en pareille matière ? Ne savent-ils pas déjà, par le numéro de juillet, qu'un volume, le troisième du cours de M. Michel Chevalier, a paru ? Que ce volume traite de l'important sujet de la monnaie ? La conséquence, ils l'ont tirée tous immédiatement : il faut s'empresse de lire un livre qui a droit incontestable à être lu et relu. Ainsi mon intervention est à la fois superflue et téméraire. Voilà ce qu'on en pensera, et je n'aurai certes rien à répondre. Rien, sinon qu'assez enclin à dire des livres comme des gens, ce que j'en pense, je suis plus excusable d'obéir à cette tendance, quand il s'agit notamment de M. M. Chevalier.

Qu'est-ce que la monnaie ? quelle est sa nature ? de quelle substance doit-elle être formée ? En résolvant, dès les premiers chapitres de son livre, ces

¹ Troisième volume de son *Cours d'économie politique*, un fort volume in-8, 1850. En vente chez Capelle. Prix, 9 fr.

questions principales et plusieurs questions accessoires qui en dérivent, M. Chevalier justifie la pratique universelle. Il établit, par des analyses fort exactes, que les métaux précieux sont ce qu'il y a de moins imparfait pour remplir, dans les échanges, la double fonction de mesure et d'équivalent. Mais il n'est pas homme à écourter un sujet, ni à se mettre dans le cas d'être tancé par M. Proudhon, pour avoir oublié qu'après le *quid* vient le *quomodo*. La substance étant déterminée, reste donc à savoir de quelle manière on doit fabriquer la monnaie, quelle liberté il faut laisser au monnayage, et de combien de métaux il convient que le système monétaire d'un Etat se compose. Ce n'est pas tout. A qui doit appartenir la fabrication des monnaies ? L'Etat les fera-t-il fabriquer par ses préposés, ou se bornera-t-il à surveiller les opérations d'un entrepreneur ? La question est controversée. Elle reçoit des solutions opposées en France et en Angleterre. Chez nous l'Etat se contente du rôle de surveillant ; chez nos voisins, il se fait industriel, il fabrique. Ainsi la solution française est la plus libérale. Nous n'avons pas souvent sur les Anglais un avantage de ce genre, et cependant quelques administrateurs français voudraient nous y faire renoncer, sous prétexte d'améliorer la fabrication. Gardons-nous de les croire. Dans ce cas particulier, comme toujours, ce qu'il y a de mieux, ce qui est le plus conforme à l'intérêt public, c'est ce qui s'approche le plus de la liberté.

En effet, deux choses sont à considérer ici : la perfection de la fabrication monétaire ; les frais qu'elle entraîne. Une comparaison quasi-officielle a été faite par les soins de l'administration française entre la monnaie légale anglaise et la nôtre, au point de vue du mérite d'exécution, ce qui comprend la gravure, l'exactitude du poids et du titre. Cette comparaison mettait en regard nos pièces de 5 francs et les souverains d'or, car les pièces d'or sont la monnaie légale en Angleterre, tandis chez nous l'argent est la principale monnaie. Il fut reconnu (en 1838 et 1839) que nos monnaies laissaient à désirer plus que les monnaies anglaises. Mais à quelle cause fallait-il attribuer l'imperfection des nôtres ? C'est là ce que ne recherchèrent pas assez les examinateurs officiels. S'ils eussent pris cette peine, ils eussent aperçu que la surveillance de l'Etat, exercée désormais sans négligence, était le remède naturel à tous les inconvénients qu'ils signalaient. Point n'est besoin de changer de système et de convertir l'entreprise des monnaies en régie pour atteindre le but.

Au contraire, il importe beaucoup, au point de vue de la modicité des frais, de maintenir notre système actuel. La modicité des frais, va-t-on dire ! peut-elle être plus grande qu'en Angleterre, où le monnayage est gratuit ? Oui certes. Rien n'est plus cher que cette prétendue gratuité, en fait de monnayage, comme en fait de beaucoup d'autres choses. Quand les particuliers qui ont besoin de faire monnayer leurs lingots sont affranchis de toute rétribution, c'est que l'Etat paye pour eux et dépense plus qu'ils n'auraient eux-mêmes dépensé. Il est vrai que l'Etat paye avec les deniers des contribuables, ce qui revient à faire payer par tout le monde des services rendus seulement à quelques citoyens, de telle sorte que la cherté que je signale est accompagnée d'une injustice. Cependant, je dois ajouter que si l'intervention de l'Etat dans la fabrication des monnaies est onéreuse, en Angleterre, au Trésor public, on a trouvé le moyen de la rendre onéreuse aussi aux particuliers qui font monnayer. Même à l'égard de ceux-ci, la gratuité est une fiction : il n'y

a de gratuité réelle qu'en faveur de la Banque d'Angleterre. Ainsi, tandis qu'en France le maximum des frais de monnayage pour les particuliers est de $\frac{3}{4}$ pour 100, ce qui comprend toute rétribution, en Angleterre les particuliers supportent des charges un peu plus qu'équivalentes, bien que l'Etat paye dans tous les cas, pour sa part, un minimum de frais d'environ $1\frac{1}{4}$ pour 100.

N'empruntons donc pas aux Anglais le mode qu'ils ont adopté; n'ajoutons pas une attribution de plus à celles, déjà trop nombreuses, dont l'Etat est investi dans notre pays. Mais nous aurons profit à importer chez nous l'usage d'une ingénieuse machine qu'emploient nos voisins pour s'assurer exactement et rapidement si les pièces de monnaie sont ou ne sont pas du poids légal. La Banque d'Angleterre possède six de ces machines, dont chacune expédie trente-trois pesées par minute, avec la plus grande précision. Elles n'ont coûté à la Banque, y compris la pose et les accessoires, que 1,422 livres sterling. C'est une dépense modique si l'on considère qu'elles procurent à la Banque une économie annuelle de plus de 1,000 livres sterling sur le pesage à la main. Ayons donc aussi de ces machines, et qu'elles fonctionnent sans relâche tant au Trésor que dans notre atelier monétaire.

Edifiés sur la question de fabrication, nous devons désirer des notions précises sur la matière première des monnaies. D'où nous viennent les métaux précieux? comment procède-t-on à leur extraction du sein de la terre? à quelles variations la production en est-elle sujette? Pour toutes ces interrogations, l'auteur a les réponses les plus explicites. Il cite les faits, dont il a une connaissance approfondie, les explique et en même temps expose les données de la science. En sa qualité de voyageur qui a traversé l'Atlantique, et, de plus, en sa qualité d'ingénieur qui a visité au Mexique les mines d'argent les plus riches du globe, on conçoit qu'il est avantageusement placé pour parler des mines d'or et d'argent. L'une des quatorze sections de son livre est un précis historique très-remarquable sur l'extraction des métaux précieux, dans les contrées découvertes par Christophe Colomb. Je vais essayer d'en présenter un aperçu, en reproduisant le plus que je pourrai le texte même, dans l'intérêt du lecteur.

« A la fin du quinzième siècle, l'Europe civilisée ne possédait plus qu'une petite quantité d'or et d'argent. De ce qui en avait existé sous les Romains, une partie, enfouie, avait été perdue; une autre avait disparu en parcelles insaisissables par l'amincissement successif des monnaies et des objets en métaux précieux. Une certaine quantité était allée s'engloutir dans l'Orient; pour solder des marchandises tirées de l'Inde, de la Chine et des îles à épices. Ce que rendait l'exploitation des mines était fort restreint. Ce fut dans ces circonstances que Christophe Colomb et, après lui, Cortez et les Pizarre ouvrirent à l'Europe un monde nouveau, riche en mines d'argent et d'or.

« Les trésors tant vantés des Incas et de Montézuma, dont s'emparèrent les *conquistadores*, joints à tout ce qu'on avait ramassé dans les Antilles, ne purent modifier notablement l'état des choses; car on en a la certitude aujourd'hui, ce n'était qu'un médiocre butin, inférieur ou à peine égal à celui que les princes européens avaient fait quelquefois les uns sur les autres vers le même temps. Trois de nos rois, saint Louis, Jean II et François I^{er}, tombés au pouvoir de l'ennemi, ont eu à payer des rançons, pour le moins aussi riches que les dépouilles de l'empereur mexicain ou de l'inca Atahualpa. La rançon de François I^{er} diffère peu de celle qu'arracha la cupidité de Pizarre et qui fut la plus grosse prise faite dans le Nouveau-Monde. Celle du roi Jean avait été de plus du double.

« Mais l'industrie européenne, alors en pleine renaissance, devait trouver une copieuse récolte de métaux précieux là où, dans leur état élémentaire de civilisation, les Péruviens et les Mexicains n'avaient fait que glaner. »

En effet, avec le temps, beaucoup de gisements que n'avaient pas connus les naturels du Mexique et du Pérou furent découverts, et l'on inventa de bien meilleurs procédés pour le traitement du minerai. C'est ainsi qu'en 1545 on trouva, dans le haut Pérou, les mines d'argent si riches du Potosi. C'est ainsi qu'en 1557, un mineur, nommé Medina, imagina le procédé de l'amalgamation à froid, recette si simple et si heureuse que depuis trois siècles on n'y a presque rien changé. L'application qu'on en fit accrut dans une forte proportion la production de l'argent.

Par diverses causes, que M. Chevalier signale, l'abaissement dans la valeur des métaux précieux, ou, ce qui est la même chose, l'élévation des prix de toutes les autres marchandises, ne se réalisa qu'après le milieu du seizième siècle. Suivant Adam Smith, en Angleterre, ce phénomène ne se manifesta qu'en 1570. En Espagne, vraisemblablement, il fut un peu plus tôt aperçu.

De 1570 jusqu'en 1620, le phénomène poursuit son cours. On voit progressivement diminuer la valeur des métaux précieux, ou, en d'autres termes, s'accroître, d'année en année, la quantité de métal fin qui, dans un échange, sert de mesure et d'équivalent à toute autre valeur. Puis, ce demi-siècle écoulé, le phénomène s'arrête. L'équilibre s'établit partout entre l'offre et la demande, la production et la consommation de l'or et de l'argent. Cet équilibre s'explique en partie par la diffusion de la civilisation, l'extension du commerce qui, à mesure que la production de ces deux métaux augmente, agrandissent l'espace sur lequel ils se répandent. Il s'explique aussi par l'inégalité du progrès dans la production. Tandis qu'en moyenne l'extraction de 1550 à 1600 était montée de 5 millions de piastres (16 millions de francs) à 11 millions (58 millions et demi), pendant le siècle suivant la moyenne tout en continuant à s'élever, n'excède pas 16 millions de piastres. Il suit de là que l'augmentation, après avoir été de 267 pour 100 pendant une période, n'était plus que de 45 pour 100 dans la suivante. Enfin, de 1700 à 1750, elle se réduit à 34 pour 100. Devenue ainsi plus lente, il est facile à concevoir qu'elle se trouve absorbée, neutralisée par le fait d'un débouché qui s'étend sans cesse.

Mais, au milieu du dix-huitième siècle, s'ouvre une phase nouvelle. L'abaissement si longtemps entravé, refoulé, reprend sa marche, et c'est avec une telle énergie que, de 1750 à 1800 ou 1810, il y a tout lieu de croire que la valeur de l'argent, par rapport au blé, s'est réduite de moitié. Le même changement s'est accompli pour l'or sur une échelle presque égale.

« L'esquisse précédente nous conduit jusqu'au commencement du dix-neuvième siècle. A quelques années de là, une crise violente, qui ébranla le nouveau continent, exerça sur l'exploitation des mines une influence désastreuse.

« La guerre civile qui éclata dans toutes les colonies continentales de l'Espagne, en Amérique, peu après l'invasion de la métropole par les armées de l'empereur Napoléon, eut pour effet de paralyser l'industrie des mines. La production rétrograda immédiatement, selon les localités, de moitié, des deux tiers, des trois quarts. Quelques-unes des mines les plus importantes, comme la Valenciana, du district de Guanaxato, furent complètement noyées. C'est ainsi que le Mexique n'a rendu, en

moyenne, de 1810 à 1825, que 65 millions environ (dont plus des neuf dixièmes en argent), au lieu de 120 à 150. Mais ce chiffre est une moyenne ; au fort de la guerre civile, quand, par exemple, la ville de Guanaxato était occupée par l'armée de Hidalgo et baignée de sang, la production était bien moindre. Lorsque la paix eut été signée en Europe, et que Ferdinand VII fut rentré en possession du trône d'Espagne, les troubles de l'Amérique ne furent amortis qu'un instant. Le cri de l'indépendance avait retenti des rives du Rio Bravo del Norte jusqu'à la Terre-de-Feu, l'indépendance devait être consommée. La lutte recommença donc bientôt avec un nouvel acharnement, jusqu'à ce que le drapeau de l'Espagne eût disparu du continent américain. Alors une espèce d'ordre revint dans les ci-devant colonies transformées en républiques, et l'exploitation des mines fut reprise définitivement. Les capitaux anglais vinrent y chercher de l'emploi sur une grande échelle, mais avec peu de discernement. Cette restauration de l'industrie métallurgique du Nouveau-Monde peut être rapportée à l'année 1825.

« Depuis lors, la production de l'Amérique s'est graduellement relevée. Elle n'a cependant jamais repris son ancien niveau quant à l'argent, qui, en valeur, prime de beaucoup l'or dans l'extraction américaine. »

A la fin de cette section de son livre, les conclusions de l'auteur sont celles-ci :

1° En dépit de quelques apparences contraires, la valeur de l'or et de l'argent est aujourd'hui la même qu'au commencement du dix-neuvième siècle ;

2° Autant qu'il soit permis en pareille matière de poser des chiffres, depuis l'exploitation des mines de l'Amérique jusqu'à notre siècle, la valeur de l'or et de l'argent s'est réduite dans le rapport de 6 à 1.

Le problème, dont il énonce la solution approximative, à défaut d'une solution précise, qu'on ne saurait y appliquer, est un des plus délicats et des plus complexes que puisse aborder l'économiste. Suivre et mesurer les transformations d'une valeur quelconque, c'est la comparer à toutes les autres et constater dans quels rapports divers elle se trouve successivement avec elles. Mais quelles difficultés dans la comparaison de choses si mobiles ! Comment découvrir, lorsque entre deux valeurs le rapport se modifie, si le changement tient à ce que l'une des deux surabonde ou bien à ce que l'autre devient plus rare ; s'il dérive des phénomènes naturels de la production ou de crises politiques ; s'il est le résultat d'une cause durable ou d'une cause passagère ? Heureusement que la sagacité, l'érudition et la persévérance de M. Chevalier sont à la hauteur de pareilles recherches.

De cette étude du passé, il faut maintenant faire le point d'appui de prévisions sur l'avenir. Nous avons à nous demander si nous resterons dans une période stationnaire, et s'il est probable que de longtemps nous n'assisterons à des variations importantes dans la valeur des monnaies. M. Chevalier n'est pas pour l'affirmative. En ce qui concerne l'or notamment, il y a lieu de se préoccuper de deux faits considérables, tous deux relatifs à la production de ce métal. L'un de ces faits se passe au fond de l'empire russe, l'autre en Californie.

« Le vieil Hérodote avait assuré que le nord de notre continent recélait des mines d'or d'une abondance extraordinaire. Il avait raconté comment ce métal était successivement transmis aux Grecs par les Arimaspes, qui le recueillaient, et de là par les Issédons et les Massagètes ; mais cette assertion du père de l'histoire était depuis longtemps reléguée au nombre des fables, probablement à cause de ce qu'il y

avait mêlé des griffons qu'il supposait commis à la garde du métal, et auxquels il le faisait enlever par les Arimaspes. »

Voici cependant une justification complète, et complète, vous allez le voir, jusqu'aux griffons eux-mêmes approximativement, de ce qui avait passé pour un radotage.

Il y a un siècle et demi seulement que la Sibérie proprement dite s'est mise à produire des métaux précieux. C'était d'abord une production très-faible et en quelque sorte accessoire qui avait lieu en quelques points de l'Oural. Mais en 1810, la découverte de deux pépites assez belles excita les recherches, et en 1823 les produits commencèrent à être considérables. Bientôt après, à 2,000 kilomètres de l'Oural, au cœur même de la Sibérie, dans la chaîne de l'Altaï, dont le nom signifie montagne d'or, de nouvelles alluvions aurifères sont découvertes. La quantité d'or produite là par l'exploitation n'est, en 1828, que de 7 kilogrammes. Vingt ans plus tard, en 1848, elle s'élève à 22,756 kilogrammes. En somme, pour la Sibérie et pour l'Oural, c'est, en 1848, une extraction de 50,570 kilogrammes d'or fin.

« Les parties de la Sibérie où ces mines d'or ont été reconnues et s'exploitent, offrent aussi des mines de plomb argentifère, d'étain, de fer. Pour qu'elles aient toute ressemblance avec les terrains aurifères du Brésil, on y rencontre quelques pierres précieuses. Les mines de la Russie boréale produisent depuis plusieurs années une quantité de métal qui excède ce qu'en a rendu l'Amérique, aux plus beaux jours du Brésil, et qui est double de ce qu'elle en a jamais livré depuis l'ouverture du siècle. Hérodote avait donc raison.

« Il n'est pas jusqu'à la fable des griffons gardiens du précieux métal qui n'ait son explication : des ossements de grands quadrupèdes, pareils aux éléphants et aux rhinocéros, existent bien conservés dans la couche du sol qui recouvre les bancs de graviers aurifères. Les tribus indigènes, race de chasseurs, croient y reconnaître, selon le témoignage de M. de Humboldt, les griffes, le bec, la tête entière d'un oiseau gigantesque. »

Mais au moment où l'ancien monde, représenté par la Russie, paraissait conquérir la supériorité sur le nouveau pour la production de l'or, la Californie intervient et semble devoir restituer le premier rang à l'Amérique. Bien des récits nous sont parvenus sur les richesses aurifères que, récemment, on y a découvertes. S'il reste encore beaucoup d'incertitude sur l'étendue précise des mines d'or californiennes et sur leur puissance, il n'est cependant plus guère permis, surtout après le rapport de M. Butler-King, chargé d'une exploration spéciale en ces contrées par le gouvernement des Etats-Unis, de douter qu'elles ne soient appelées à augmenter, dans une forte proportion, la quantité de ce métal précieux dont les hommes disposent. Ce rapport est du 22 mars 1850.

Mais reprenons les choses de plus loin. Peu de mois s'étaient écoulés depuis que les Etats-Unis s'étaient fait céder par le Mexique la Californie. Sur les bords de la Fourche américaine, l'une des rivières qui arrosent cette province, un Anglo-Américain, M. Marshal, pour le compte de son compatriote le capitaine Sutter, dirigeait la construction d'une scierie mécanique. L'usine achevée, il ne s'agissait plus que de procurer l'impulsion aux roues motrices, lorsque M. Marshal s'aperçut que le canal préparé était trop étroit pour donner à l'eau une puissance suffisante. Il employa l'eau elle-même à l'élargissement

nécessaire, et fit entrer dans le canal un courant assez fort pour entraîner une masse de terre et de gravier. Un jour qu'il observait les sédiments de cette eau, il voit briller des paillettes, les ramasse, les examine et les reconnaît pour de l'or. Voilà comment s'effectua, à la fin de mai 1848, la fameuse découverte. Dès que la nouvelle s'en répandit, les chercheurs d'or accoururent en tel nombre et opérèrent avec tant de succès, malgré l'inexpérience de la plupart d'entre eux, que l'extraction, à ce qu'on assure, avait été, avant le 1^{er} janvier 1849, de la valeur d'environ 5 millions de dollars, ou approximativement de 7,500 kilogrammes d'or fin. Ces chiffres ne sont pas le résultat de constatations authentiques, on le comprend. Il en est de même de ceux qui, suivant M. Butler-King, représentent l'extraction pendant 1849. D'après lui, il s'agirait de 35 millions de dollars ou 52,500 kilogrammes d'or fin. Pour 1850, il estime d'avance l'extraction à 50 millions de dollars ou 75,000 kilogrammes d'or pur, et ses conjectures pour 1851, sont encore plus éblouissantes. Si des conjectures ne sont pas des réalités, il faut cependant en tenir un certain compte quand elles ont pour bases des informations recueillies avec soin. Le nombre des travailleurs occupés à l'extraction de l'or, la quantité moyenne de ce métal obtenue par chaque journée de labeur, notions que M. Butler-King était en position de se procurer mieux que personne, ont servi d'éléments à ses calculs approximatifs, qui, par cela même, méritent considération. Un seul point, je le répète, reste douteux, contestable : c'est l'étendue des gisements aurifères, et l'on doit regarder comme suspendue à ce doute une grande et universelle révolution dans la valeur de l'or.

Ainsi, sous l'influence combinée des exploitations sibérienne et californienne, nous entrons peut-être dans une phase analogue à celle où furent placés nos ancêtres, il y a trois siècles. Avec cette différence saillante, que la plus grande abondance de l'or paraissant devoir résulter, à l'époque où nous sommes, de causes qui n'agissent pas en même temps sur l'argent, c'est seulement le rapport entre toutes les autres valeurs et l'or qui vraisemblablement changera, ce qui implique la perturbation du rapport actuel entre l'or et l'argent.

Un champ très-vaste est ouvert aux conjectures sur l'étendue possible de cette perturbation. M. Chevalier s'est efforcé de le circonscrire, en signalant un ensemble de circonstances qui agiront en sens contraire du mouvement de baisse imprimé à la valeur de l'or. Cependant, il insiste avec force sur les conséquences probables du phénomène qui paraît devoir se produire, et prononce à ce sujet le *caveant consules*. L'exhortation est opportune : si en effet les gouvernements, stimulés au besoin par les citoyens eux-mêmes, n'avaient pas, il arriverait infailliblement que bien des fortunes, bien des existences seraient dérangées par l'abaissement de valeur de l'or. N'est-il pas évident que, dans tous les pays où l'or fait partie des monnaies légales, les créances à long terme seraient frappées de dépréciation, si les débiteurs conservaient le droit qu'ils ont aujourd'hui de se libérer en cette monnaie ? La Hollande, nation loyale et prévoyante, s'est empressée d'adopter des mesures : elle a destitué l'or immédiatement de sa fonction monétaire. Peut-être a-t-elle été un peu vite et un peu loin ; mais elle n'en a pas moins donné un avertissement utile.

Jusqu'à ce que les gouvernements aient pris l'initiative, il est dès à présent sage aux particuliers, dans les transactions qui embrassent des intérêts futurs, d'introduire des stipulations relatives à l'éventualité d'une dépréciation de l'or.

Un surcroît d'abondance de ce métal, un surcroît d'abondance des métaux

précieux est-il un bien ou un mal pour la société ? C'est une question que ne pouvait se dispenser d'examiner le professeur d'économie politique au collège de France : elle est de sa compétence naturelle. Aussi n'a-t-il pas manqué d'y consacrer un chapitre spécial sous ce titre : « Des effets qu'il faudrait attendre d'un abaissement dans la valeur des métaux précieux. » Il y expose impartialement les avantages et les inconvénients, le pour et le contre, et laisse au lecteur le soin de conclure. Je ne me hasarderai cependant pas à user de la permission. Ah ! si l'or et l'argent n'étaient employés que comme ornements ou comme instruments salubres et durables, la solution serait aisée. Certes, l'abondance de toutes les choses utiles à l'homme est un bien, et cela est vrai des métaux précieux comme de toutes les autres utilités. Moins il faut de peine pour se les procurer, plus nous devons être satisfaits ; moins ils valent, mieux cela vaut. Mais cette attribution qui leur est dévolue d'intervenir comme terme de comparaison, comme intermédiaire obligé dans tous les échanges, complique beaucoup le problème. En tant que monnaie, dès qu'il y en a suffisamment pour que les échanges s'accomplissent avec facilité, il n'est pas désirable qu'il y en ait plus. Loin de là ; il est désirable au contraire que par le progrès des institutions de crédit et de liquidation des comptes, une quantité de plus en plus faible de monnaie suffise à régler des échanges de plus en plus nombreux. Or, il existe une relation nécessaire entre la valeur du métal et la quantité qu'il en faut monnayer. Si les métaux précieux deviennent moins précieux, il en faudra monnayer davantage. Il faudra, pour ainsi dire, suppléer à la qualité décroissante par une augmentation dans la quantité. En effet, à mesure que la valeur des métaux précieux baisse, chaque nation est forcée d'en acquérir, pour le service des échanges, une quantité nouvelle, qu'on n'obtient qu'en retour des produits de l'industrie humaine, à la sueur du front des hommes. Ceci doit figurer au revers de la médaille dont le beau côté représente les merveilles de l'Eldorado. C'est aussi au revers de cette médaille qu'apparaissent les bouleversements de fortunes et d'existences que M. Chevalier nous faisait prévoir, il n'y a qu'un instant. Enfin, et toujours grossissant la liste des inconvénients, se présente la considération suivante. Lorsqu'une diminution survient dans la valeur des monnaies, elle se dissimule aux yeux, elle les trompe. Le franc s'appellerait toujours un franc, dans le cas même où l'argent arriverait sur le marché du monde avec dix fois plus d'abondance qu'aujourd'hui. En pareille circonstance, ce qui paraît varier, c'est uniquement la valeur des autres objets. Cependant les habiles ne s'y méprennent guère quand ils échangent les valeurs qu'ils possèdent, et les habiles sont d'ordinaire les mieux pourvus en valeurs de toute sorte. Sur qui pèse donc longtemps le désavantage ? Sur les classes les moins heureuses, les plus éloignées de l'instruction et de l'aisance. Et cela dure jusqu'à ce que la notion du phénomène soit complètement vulgarisée, jusqu'à ce que les plus ignorants et les plus pauvres aient appris qu'ils ont à exiger, comme équivalent de leurs services, une plus forte quantité de métal. La conséquence à tirer de là, c'est que l'abaissement de valeur des métaux précieux, pendant l'espace de temps où il s'opère, n'agit pas dans le sens des tendances philanthropiques. S'il n'était pas plus sage à moi de m'abstenir, je voterais probablement contre un surcroît d'abondance de l'or. Je reconnais pourtant que, pour les générations suivantes, c'est tout bénéfice. Mais le bénéfice, en quoi consiste-t-il ? On a plus de facilité pour se procurer des ornements et ustensiles

en argent ou en or, et la charge qui résulte de la dette publique des Etats est, ou, pour mieux dire, peut être diminuée.

C'est du reste un événement, de quelque œil que nous l'envisagions, qu'il n'est pas en notre pouvoir d'empêcher. La prévoyance, la diffusion de la vérité peuvent seules en diminuer les conséquences fâcheuses. A ce point de vue, le livre de M. Chevalier apporte bien à propos la lumière au milieu des ténèbres. Il est dans ce livre plusieurs chapitres qui traitent plus particulièrement des fonctions sociales de la monnaie. Ce sont ceux que contiennent les sections ix, x et xi. Rien de plus complet, de plus clairement énoncé et démontré que les notions qu'ils renferment. L'auteur y explique comment, par l'intervention de la monnaie, les transactions sont favorisées et prennent un caractère plus précis; par quels traits saillants la monnaie se distingue du capital; de quelle manière elle se classe dans le capital d'une nation; comment le mécanisme des échanges, se perfectionnant, permet aux hommes d'accomplir une même quantité de transactions avec une quantité moindre d'espèces; comment, enfin, l'intervention du crédit concourt à ce résultat, et dans quelle mesure cette intervention doit être admise. Je regrette de ne pouvoir qu'indiquer ces beaux chapitres, où l'auteur a mis tant de science et de philosophie.

La guerre aux idées fausses entraînait nécessairement dans son plan, et Dieu sait combien il en a rencontré et mis en fuite sur sa route! Il ménage moins que d'autres, comme de juste, les erreurs qui s'appuient sur l'autorité d'un grand nom. Celles-là, en effet, sont les plus dangereuses. Prenons garde! Ici le génie de Newton lui-même a fait fausse route; là Colbert, ce grand ministre, a fait un faux pas (hélas! ce n'est pas le seul qu'aient à lui reprocher les économistes); là s'est trompé le sage Locke; et devinez par qui l'erreur de Locke a été relevée? Par le fameux Law, qui depuis... Mais alors il n'avait pas encore enfanté le système dont la fausseté fut si rigoureusement démontrée à la France. Voici venir Mirabeau, dont la vigoureuse intelligence saisit la vérité et ne faillit que sur une question secondaire. Voici la Convention qui nous enrichit de l'assignat. On pourrait dire, pour atténuer le tort de la Convention, qu'elle n'inventait pas l'assignat, bien qu'elle le multipliât au delà de toute mesure. Mais ce serait choisir très-mal son temps que de chercher des circonstances atténuantes en faveur d'un système exécrationnel, aujourd'hui qu'il trouve encore quelques aveugles défenseurs. Un peu plus près de nous, M. Barbé-Marbois, honnête ministre du Trésor public, sous l'Empire, paye un singulier tribut à l'erreur. De l'autre côté de la Manche, à quelques années de là, c'est lord Castlereagh qui met au jour une définition ridicule, et c'est le Parlement britannique qui, le 9 mai 1811, sanctionne une absurdité. Enfin, en 1848, c'est le tour de M. Thiers, à qui échappe une méprise. Parmi celles qui sont redressées çà et là dans les divers chapitres du livre de la *Monnaie*, celle-ci est, je crois, la plus récente. On conçoit, d'ailleurs, que M. Chevalier ne s'est nullement proposé de redresser toutes les erreurs commises en cette matière, ni d'en décrire les funestes conséquences. S'il se fût donné cette tâche, il eût entrepris une histoire qui remplirait à elle seule plusieurs volumes. A ce sujet d'histoire, l'avenir ajoutera malheureusement encore bien des matériaux, et le contingent qu'en fournira notre pays ne sera pas le moindre; car, il faut en convenir, nous sommes une des nations qui savent le moins ce qu'est la monnaie. Chez nous, comme le remarque M. Chevalier, les hommes appe-

lés par leur position et leur goût à raisonner des affaires publiques, ne sont pas plus avancés que le vulgaire sur ce point. Je puis citer un fait, de la plus fraîche date, à l'appui de sa réflexion.

Un élève des ponts et chaussées, en mission temporaire dans un chef-lieu de département, se trouvait au cercle fréquenté par les notables de la ville. Des administrateurs et des magistrats prenaient part à une conversation générale engagée sur l'intérêt de l'argent. L'élève des ponts et chaussées, qui, par cela même, est en économie politique l'élève de M. Joseph Garnier, appelé à émettre une opinion, soutint, comme de raison, le système de la liberté du crédit. Ses paroles excitèrent la surprise, et l'un de ses graves interlocuteurs l'ayant interrogé en ces termes : « Pour vous l'argent est donc une marchandise ? » il répondit affirmativement. Cette réponse excita un *tolle* général, et notre jeune homme fut déclaré par tous atteint et convaincu d'opinions dangereuses et subversives.

J'aurais encore beaucoup à dire sur le livre de la *Monnaie*, dont je n'ai indiqué jusqu'à présent que quelques détails. Mais, de peur d'excéder les bornes d'un compte-rendu, je termine le mien, en exposant brièvement mon impression sur l'ensemble.

Ce beau livre, dans les circonstances où il se produit, est une réponse éloquente et décisive aux récentes clameurs élevées contre l'économie politique. Nous avons entendu les détracteurs de cette science dire l'un après l'autre : « Elle ne s'occupe pas des faits. » — M. Chevalier continue ses travaux et montre, dans la recherche des faits, une activité si patiente, qu'elle eût fait l'honneur d'un Bénédictin. — « Elle est dépourvue d'entrailles. » — Dans son dernier ouvrage, comme dans tous les précédents, M. Chevalier ne manque pas une occasion de plaider la cause de l'humanité, de signaler l'amélioration du sort des classes malheureuses, comme la tâche assignée à notre siècle. — « Ce n'est pas une science. » — M. Chevalier traite un seul point de la science ainsi contestée, et nous donne un ouvrage, dont le mérite scientifique, allié à d'autres mérites éminents, brille d'un incontestable éclat. Ai-je tort de regarder cette réponse en action, comme la meilleure qu'on puisse faire au nom de l'économie politique ?

Cette aimable et honnête science, tandis qu'on la dénigre,

Verse des torrents de lumière
Sur ses obscurs blasphémateurs.

Mais lui appliquer la strophe de Lefranc de Pompignan, c'est méconnaître sa modestie, son éloignement pour ce qui flatte l'ambition et l'orgueil. Au lieu de voir en elle un soleil, voyons-y un jeune arbre fixé au sol par trois puissantes racines. Ces racines ont des noms que voici : Liberté, Justice, Respect aux lois de la Providence. Avec l'aide du temps et de soins tels que ceux qu'il reçoit de M. Chevalier et de ses dignes émules, l'arbre grandira, étendra ses rameaux, et abritera nos neveux sous son ombrage.

P. PAILLOTET.

REVUE

DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES.

Des prisonniers, de l'emprisonnement et des prisons, par MM. Ferrus, Lélut, Bérenger, Dupin. — *Mémoire sur l'Université d'Oxford*, par M. Lorain. — *Mémoire sur de La Mettrie*, par M. Damiron. — *Du mouvement de la population de la Belgique en 1846*. — *Rapport sur l'Histoire des Villes de France*, par M. A. Thierry. — *Rapport sur le système de Pestalozzi*, par M. Giraud. — *Sujets de prix et concours*, etc.

L'importante question des prisons et du régime à imposer aux détenus a soulevé, depuis un demi-siècle, de nombreuses discussions, qui, de la presse, ont gagné les pouvoirs publics. Elle ne semble cependant pas à la veille d'obtenir une solution. Les obstacles qu'elle rencontre proviennent, non-seulement des variations qui s'opèrent dans les régions politiques et des difficultés matérielles qu'elles présentent, mais surtout de l'insuffisance des documents produits et des expériences faites dans les différents Etats de l'Europe et du Nouveau-Monde. Ce n'est donc pas encore le moment de fermer l'enquête ouverte au nom des intérêts sociaux et des droits individuels de l'humanité, ou de récuser les témoignages que des hommes compétents continuent à apporter, malgré le discrédit et l'indifférence qui s'attachent aujourd'hui à la question du régime des prisons, si ardemment scrutée à des époques plus calmes.

Un ouvrage récent de M. le docteur Ferrus, sur *les prisonniers, l'emprisonnement et les prisons*, a provoqué, de la part de M. Lélut, un excellent rapport qui est une véritable dissertation sur la matière, et que MM. Bérenger et Dupin aîné ont complété par d'intéressantes observations. Le livre de M. Ferrus n'est, dans plusieurs parties, que le résumé de faits ou de doctrines déjà connus ; mais ce qui le distingue des œuvres de ses devanciers, c'est le compromis qu'il propose aux partisans de l'emprisonnement collectif, de l'ancien emprisonnement, et aux partisans de l'emprisonnement individuel. Par suite d'une longue pratique, M. Ferrus a divisé les détenus en trois catégories, basées sur le caractère ou l'étendue de leur intelligence.

Il y a d'abord, suivant lui, les condamnés *pervers intelligents*, qui pèchent sciemment, soit par organisation, soit par système.

Il y a, en second lieu, les condamnés *vicieux, abrutis, passifs*, ou seulement *bornés*, qui sont entraînés au mal, non par absence complète de discernement, mais par indifférence pour la honte comme pour le bien, par lâcheté, par paresse, pour ainsi dire, et par défaut de résistance aux incitations mauvaises.

Il y a, en troisième lieu, les condamnés *ineptes* ou *incapables*, à intelligence obtuse ou dépourvue d'industrie, qui n'ont jamais apprécié la portée de leurs actes, et qui ont subi, pour la plupart, différentes condamnations, non-seulement sans les redouter, mais presque sans les comprendre.

Cette division morale des détenus est capitale aux yeux de l'auteur et lui sert de base à un système complexe et mixte de l'emprisonnement. L'emprisonnement individuel, dans toute sa sévérité, n'est applicable, suivant M. Ferrus, qu'à la première de ses trois catégories. Pour les deux autres, il serait inutile à l'amendement du détenu et nuirait infailliblement à la double santé de son corps et de son âme. Il ne faut donc leur appliquer que l'emprisonnement en commun. M. Lélut s'élève à la fois contre la séparation en plusieurs classes, faite par M. Ferrus, et les conséquences qu'il en tire relativement au système de l'emprisonnement. Si même la distinction dans le moral des détenus était possible et devait influencer sur le mode d'incarcération, ce serait d'une façon contraire ; il faudrait mettre en cellule les seconds, c'est-à-dire les *vicieux bornés*, et laisser les autres à l'emprisonnement collectif. Mais, à part quelques pauvres têtes, plus justiciables de la médecine que des tribunaux, plus dignes de l'hospice que de la prison, le reste des détenus se compose d'esprits assez actifs dans le mal, très-capables de donner ou de recevoir la contagion, et qui, pour parer à ce double danger, doivent, les uns comme les autres, être soumis à l'emprisonnement individuel.

Dans les détails donnés par M. Ferrus sur les prisons cellulaires de Tours, de Bordeaux et de Paris, on aperçoit aisément que l'auteur n'incline pas, en comparant ce qui se passe dans les prisons de l'ancien système et dans les prisons cellulaires actuellement existantes en France, à préférer ces dernières, au point de vue de l'influence du mode d'emprisonnement sur la santé du corps et de l'âme. C'est contre ce jugement, ou plutôt contre cette appréciation, que proteste M. Lélut. Il a, en effet, comparé le chiffre de la mortalité et de la folie dans huit, dix ou douze prisons cellulaires bien réglées, avec le même chiffre dans les prisons de l'ancien mode, et il a trouvé que le chiffre est tout à fait à l'avantage des premières, c'est-à-dire qu'il est beaucoup moindre.

Ainsi, d'abord pour la mortalité :

Dans les maisons centrales de réclusion de Clermont (Oise), de Loos, de Haguenau, d'Ensisheim, le chiffre moyen de la mortalité s'est montré de 7 pour 100 par an.

Dans les prisons cellulaires visitées par M. Lélut, et notamment dans celles de Rhetel et de Remiremont, il ne s'est pas même élevé jusqu'au chiffre ordinaire de la mortalité dans la vie libre chez les classes pauvres, chiffre qui, pour l'âge de trente à quarante ans, est au plus de 2 pour 100.

Pour la folie, son chiffre, dans les maisons centrales de Clermont (Oise), de Loos, d'Haguenau, d'Ensisheim, a été de 15 pour 1000.

Dans les prisons cellulaires précédemment indiquées, il équivalait quelquefois à zéro ; il est en général de 5 ou 4 pour 1000. On n'est donc pas fondé à avancer que l'emprisonnement individuel donne plus de morts et de fous que l'emprisonnement collectif. La thèse contraire est seule exacte.

MM. Villermé, Béranger, Dunoyer, Dupin et de Beaumont, ont ajouté aux considérations présentées par M. Lélut, des observations importantes sur la valeur du système cellulaire, sur la nourriture des prisonniers, sur la nécessité de rétablir le travail dans les prisons. M. Dupin a énergiquement insisté sur le devoir impérieux du législateur et de l'homme d'Etat, de résister aux élans d'une philanthropie exagérée et de maintenir à la prison son caractère de *peine*. A ses yeux, ce qui manque à nos prisons, à notre régime des prisons, c'est l'uniformité des mesures et des règlements, c'est l'égalité dans la vie in-

térieure, comme cela se pratique en Angleterre, où la nourriture, le costume, le travail de la prison, sont les mêmes pour le baronnet qui a failli, que pour le dernier des manouvriers ; tandis qu'en France, le prisonnier qui a des protecteurs et de l'argent est traité avec des douceurs inconnues aux autres ; on fait des exceptions pour lui ; il est moins humilié, moins puni.

— Il est en Angleterre deux choses que les recherches entreprises jusqu'à ce jour sur la condition sociale et politique de ce pays ne nous ont pas fait connaître, la législation et l'éducation publique. L'une et l'autre semblent fermées à nos investigations, soit que les difficultés qu'elles présentent aient éloigné de leur étude, soit que les dissemblances nombreuses qui les séparent de notre législation et de notre système d'enseignement aient fait douter de leur intérêt et de leur utilité. Il y aurait dans ce dernier cas, du moins pour ce qui concerne l'instruction publique, une erreur singulière. L'Angleterre a, en effet, des institutions différentes des nôtres, mais qui se recommandent aux yeux de l'observateur attentif par des avantages nombreux, et dont il est convenable de se rendre compte en se dégageant des préjugés nationaux dont l'illusion nous entraîne trop facilement. Un Mémoire sur l'Université d'Oxford, récemment fourni à l'Académie par M. Lorain, ancien recteur de l'Académie de Lyon, jette sur ce point de vives lumières et a obtenu de ses auditeurs une très-vive et très-légitime approbation.

L'Angleterre compte huit Universités qui sont, en les rangeant suivant leur importance, Oxford, Cambridge, Dublin, Edimbourg, Glasgow, Aberdeen, Saint-Andrews et Londres. Les deux premières surtout ont d'immenses privilèges ; elles sont la pépinière de tous les hommes d'État, des évêques, des ministres futurs, des Parlements, de la judicature, de l'aristocratie. L'une a pour président le prince Albert, l'autre le duc de Wellington. L'Université d'Oxford avec ses nombreux collèges a été l'objet principal des investigations de M. Lorain qui y a séjourné plusieurs mois, et qui, dans son Mémoire, en a fait ressortir l'ancienneté, les mœurs traditionnelles, l'organisation au point de vue de la discipline, de l'enseignement, de la position et du mode de recrutement des professeurs et des directeurs. Sur ces divers points, il a signalé les dissemblances qui existent entre le système d'enseignement suivi en Angleterre et celui généralement pratiqué en France.

De pareils faits, une semblable situation, sont-ils sans enseignement pour nous ? ajoute en terminant M. Lorain. Evidemment non. Il ne s'agit pas de souhaiter à l'Université de France, comme aux Universités anglaises, de vastes domaines, des propriétés immobilières de toute nature, pour alimenter chaque collège, pour assurer l'existence et le bien-être des maîtres ; il ne s'agit pas de réformer, au bénéfice de notre jeunesse, les conditions actuelles de la société ; de lui montrer partout, au-dessus et au-dessous d'elle et dans les familles un sentiment profondément religieux, comprenant dans son respect le culte du passé. Ce sont là des conditions irréalisables ; mais il est d'autres points sur lesquels des essais de réforme ne sont pas impossibles.

Pour l'instruction, il y a peu à dire. Quand on aura fortifié et surtout diminué les Facultés de province ; quand on aura réduit dans les collèges ces enseignements infinis qui sont venus successivement se grouper sur l'enseignement primitif et qui se sont appelés l'un l'autre pour en dévorer la force ; quand on aura établi dans les études un enchaînement plus méthodique, selon les classes, et donné graduellement aux élèves une connaissance positive de

l'histoire, des littératures anciennes dont ils n'emportent que des aperçus isolés; quand on aura supprimé des écritures sans fin et trouvé sur cette économie le temps de voir et d'apprendre des textes et de pénétrer plus avant dans le fond des langues, multiplié les exercices oraux, réduit dans la plupart des classes le nombre des élèves laissés à la charge d'un professeur unique, réglé l'émulation, il n'y aura plus rien à envier ailleurs pour les études.

Mais l'éducation de notre jeunesse est-elle pleinement garantie par les décrets qui semblent l'avoir placée presque tout entière dans la discipline? Quand on voit quatre ou cinq cents enfants réunis, pendant toute la vie de leur jeunesse, sous la responsabilité d'un chef, secondé par des maîtres auxiliaires dont le dévouement n'est pas toujours sûr, ou par des fonctionnaires réellement indépendants de lui, il est permis de se demander si vraiment il peut suffire à parfaire l'œuvre d'éducation qui lui est dévolue : pénétrer toutes ces jeunes âmes, en connaître le bien et le mal, appliquer à chacune en particulier la dose de bons conseils, l'isoler des contacts funestes, étudier pour cela la nature, la portée, la disposition particulière de son intelligence, la diriger dans sa voie, mesurer la nourriture à ses besoins et le travail à sa force; sans parler des soins physiques, du régime alimentaire, de la surveillance générale, de la gestion économique, et tant d'autres devoirs qui incombent à la fois à un seul homme : il n'en faut pas plus, ce me semble, pour se défier d'un système qui suppose tant de perfections à la fois.

M. Lorain a terminé par quelques considérations sur la nécessité de ne pas exagérer l'éducation en commun.

Je voudrais, a-t-il dit, ne pas mériter le reproche de paraître nier l'efficacité de toute éducation en commun; mais enfin, il y a du plus et du moins, et nous vivons dans un temps où on a réclamé tant de libertés, que je puis bien à mon tour en réclamer un peu plus pour l'enfant.

Il est né avec des facultés qui lui sont propres dans une certaine mesure, quoique communes à tous les autres dans leur ensemble. L'éducation est indiquée là tout entière; il faut en faire une personne à part, destinée à remplir aussi son rôle dans la société.

Si l'on se borne à cultiver un esprit dans la direction de ses facultés particulières, on aboutit à en faire un individu : il est déclassé dans le monde.

Si on passe sur tous les instincts personnels de sa nature un niveau conventionnel, on le confisque tout simplement au profit d'un régime universel qui pourra bien ne pas se recommander par ses fruits.

L'éducation consiste dans une sage combinaison, propre à effectuer le développement parallèle de l'originalité de l'enfant et sa fusion dans le tout.

Les Anglais ne se trouvent pas mal d'en user ainsi. Et cela n'a pas lieu seulement à Oxford où les hommes arrivent déjà tout faits, et qui n'est que la continuation du système appliqué de bonne heure dans leurs grandes écoles.

Qu'on les visite, et l'on verra comment on y sait donner une part raisonnable à la liberté des enfants, sans rien abandonner de la surveillance et de l'autorité réservées au maître; comment on laisse par là de bonne heure à toute créature humaine sa part aussi de responsabilité morale, qui devient nulle chez nous, quand la discipline l'a absorbée dans le mécanisme général; comment on y est arrivé, par exemple, à continuer la famille dans le collège, à supprimer tout obstacle intermédiaire entre le véritable maître et l'enfant, laissant à la personne chargée en effet de l'éducation, sa communication di-

recte et constante avec l'élève dont elle doit compte à ses parents et à la société.

Il est à désirer que M. Lorain continue, par de nouvelles communications, cette étude comparative de l'Angleterre et de la France¹, prise au point de vue le plus intéressant pour ces deux peuples, la préparation morale et intellectuelle de la jeunesse sur laquelle reposent les destinées de chaque pays.

— M. Damiron a terminé l'exposition développée et raisonnée des systèmes philosophiques de De La Mettrie, le paradoxal compagnon des fêtes de Postdam, le flatteur de Frédéric, l'auteur de l'*Homme-Machine*. Il en a apprécié la métaphysique et la morale. La dernière lecture a été une réfutation complète du *discours sur le bonheur*, dans lequel De La Mettrie considère le bonheur des sens, le bonheur matériel, sans condition et à tout prix, le bonheur même par l'opium, le rêve et le délire, s'il peut ainsi nous convenir, comme le souverain but de *la vie*, d'une vie terminée sans espoir à la tombe et renfermée dans le développement de perfections purement physiques. C'est à cette proposition que M. Damiron oppose une antithèse, par laquelle il déclare que si l'homme est fait pour le bonheur, c'est qu'il l'est avant tout pour le bien; que le bien est toute perfection à laquelle il est obligé et dont il est capable par sa nature et sa volonté, et le bonheur, toute jouissance née du sentiment de ces perfections; qu'en conséquence, le bonheur est la suite et le prix du bien, et qu'ainsi le souverain bien est la vertu la plus sainte, unie à la plus pure félicité. M. Damiron doit parcourir ainsi la galerie des philosophes du dix-huitième siècle.

— Le gouvernement belge poursuit avec calme et persévérance toutes les études entreprises pour donner à l'administration et aux développements matériels et moraux de ce royaume une salubre impulsion : c'est ainsi que M. Villermé a rendu compte récemment des résultats généraux constatés par le recensement officiel de la population de la Belgique en 1846, résultats récemment livrés à la publicité par le ministère de l'intérieur.

Ces résultats se composent principalement de tableaux rédigés par les Commissions provinciales du royaume et par la Commission centrale de statistique. Ces tableaux présentent d'abord la population par communes considérées sous le rapport de l'habitation, de l'instruction, de l'indigence, du séjour, de l'état civil, de l'origine, de la langue et des cultes. Ils indiquent la population par âge, par profession ou condition.

Une notice raisonnée sert d'introduction à l'ouvrage; elle présente l'histoire de l'opération et ses résultats les plus généraux.

Des mesures préparatoires ont été prises pour ce recensement. On a adopté un nouveau numérotage des maisons de chaque commune, et pour arriver à des résultats aussi complets que possible, tous les enclos renfermant plusieurs maisons distinctes appartenant à un même propriétaire et fermés par une seule porte, ont reçu autant de numéros qu'ils contiennent de maisons.

La population totale du royaume de Belgique, relevée au 15 octobre 1846, était de 4,337,196. Ce sont les provinces les plus industrielles, le Brabant et les deux Flandres, qui offrent la population la plus dense, et les provinces purement agricoles, le Luxembourg, le Limbourg, et Namur, qui présentent la population la plus clairsemée. En moyenne, on compte dans le royaume trois habitants pour deux hectares.

Divers recensements ont été faits pour la Belgique dans le cours de ce siècle, mais les deux derniers (1829 et 1846), seuls sont complets. Il résulte de tous les

chiffres obtenus par ces recensements, que la population s'est constamment accrue depuis 1801, époque du premier recensement, jusqu'à 1846. De tous les pays de l'Europe, la Belgique est celui où la population est la plus dense.

Dans ce même recensement de 1846, on a également constaté qu'il y avait, villes et communes rurales réunies, 799,848 maisons habitées, contre 29,713 non habitées.

Sur 1000 maisons, 782 n'avaient qu'un rez-de-chaussée, 183, deux étages y compris le rez-de-chaussée, et 35 étaient à trois étages et plus.

La population des villes est à celle des communes rurales comme 100 est à 134.

Il faut compter pour 100 maisons habitées, 641 personnes dans les villes, 516 dans les communes rurales.

La moyenne des habitations par 100 ménages est de 459 dans les villes, et de 497 dans les campagnes ou communes rurales.

Les villes donnent 100 pauvres sur 566 habitants, les communes rurales 100 sur 639. Les villes de Brabant et de la Flandre occidentale sont celles qui en comptent le plus, et les villes des provinces d'Anvers et de Luxembourg celles qui en comptent le moins. Les communes rurales des mêmes provinces présentent des données semblables.

On a compté 94 hommes pour 100 femmes dans les villes, et 102 hommes pour 100 femmes dans les communes rurales.

Dans les villes, sur 1000 hommes et sur 1000 femmes les résultats sont, quant à l'état civil des habitants : 649 hommes et 610 femmes célibataires, y compris les enfants ; 318 hommes mariés et 296 femmes mariées, 38 veufs, 79 veuves. Dans les communes rurales, 658 célibataires pour le sexe masculin, 623 pour le sexe féminin, 302 hommes mariés, 307 femmes mariées, 40 veufs et 70 veuves. On retrouve ici pour le nombre des veuves la loi générale constatée dans tous les pays où les dénombrements ont été faits avec soin.

Sur l'ensemble de la population, 1,827,141 parlent la langue française ou le wallon ; 2,471,248 le flamand ou le hollandais ; 54,060 l'allemand ; 3,824 l'anglais ; 923 d'autres langues.

La religion catholique est la religion de la plus grande partie de la population : on ne constate que 7,368 protestants, 1,336 israélites, 1,019 personnes professant d'autres cultes et 600 dont le culte n'a pas été déclaré.

Toute la population a été divisée par classes de profession ; les chiffres sont donnés séparément dans des tableaux, par province, pour les maîtres et pour les personnes de leur famille, pour les ouvriers et pour les personnes qui composent leur famille. En voici les résultats généraux : 736,747 personnes considérées comme maîtres avec 1,185,424 personnes de leur famille, et 1,301,353 ouvriers avec 1,093,672 personnes de leur famille. Ces quatre chiffres réunis, celui de 158,955 personnes sans condition, donnent le chiffre total de 4,357,196 de la population du royaume.

Le tableau général de la population permet de tirer, relativement à la longévité, des conclusions d'un certain intérêt. On voit que la vie probable, au moment de la naissance, est d'environ 23 ans. La vie probable des filles est plus longue que celle des garçons.

A 5 ans, la vie probable est de 47 ans ; c'est à 52 ans que le nombre des individus qui ont eu 5 ans est réduit de moitié et que l'autre moitié vit encore.

La moitié des enfants de 10 ans arrive à 55 ans. Ainsi, en calculant la vie probable à 10 ans, au lieu de la calculer à 5, elle a perdu 5 années.

Elle n'est plus que de 40 années pour les personnes de 20 ans ; de 34 années pour les personnes de 30 ans ; de 28 ans, quand on en a 40 ; de 20 ans à 50, etc...

— Un rapport verbal de M. Amédée Thierry a appelé l'attention de l'Académie sur une des publications les plus importantes exécutées dans ces derniers temps, les *Histoires des Villes de France*, par M. Aristide Guilbert. Le but de M. Thierry a été de signaler le plan, l'ensemble et la pensée scientifique de M. Aristide Guilbert et de ses collaborateurs, qui n'ont pas voulu voir à tout jamais exclus de l'histoire proprement dite, les souvenirs qui se lient plus directement à nos existences privées, les événements domestiques où nos pères ont figuré dans de modestes situations, en un mot les traditions de nos berceaux. L'*Histoire des villes* est pleine, comme le fait observer M. A. Thierry, d'enseignements précieux sur notre économie sociale, administrative ou manufacturière. Elle n'est pas moins riche en leçons morales à la portée de tous : plus qu'aucune autre, elle abonde en traits saisissants qui font aimer les vertus privées, civiles, religieuses et militaires. La jeunesse française apprend, et il ne faut pas s'en plaindre, les légendes de Babylone, de Thèbes, de Memphis ; Rome, Athènes, Sparte, lui sont familières ; mais connaît-on les origines de Paris, de Lyon, de Lille, de Toulouse, de Marseille, de Rouen, de Nantes ? Il est bien temps que l'histoire des provinces et des villes d'où nous sommes sortis prenne rang dans nos écoles, à côté de celle des cités classiques de l'antiquité. C'est dans cette pensée que, sans détruire l'unité qui est le fait culminant de nos annales, unité territoriale, unité politique, unité administrative, a été écrite l'histoire des provinces. En terminant son rapport, M. A. Thierry a dit qu'il ne craignait pas d'affirmer que jusqu'à présent, rien d'aussi bon n'avait été présenté à l'instruction populaire, et que d'ici à un demi-siècle au moins, une si vaste entreprise ne se referait pas.

— L'Académie décerne tous les cinq ans, par suite d'une donation qui lui a été faite par M. Félix de Beaujour, un prix de 5,000 fr. Après avoir inutilement maintenu au programme de ses prix, pendant quatre ans consécutifs, une question relative à la recherche des applications les plus utiles que l'on puisse faire de l'association volontaire et privée au soulagement de la misère, l'Académie avait substitué, pour l'année 1848, à cette question « l'examen critique du système d'instruction et d'éducation de Pestalozzi, considéré principalement dans ses rapports avec le bien-être et la moralité des classes pauvres. » Bien que les résultats du concours aient été proclamés à la fin de 1848, le rapport définitif n'a été présenté, par M. Ch. Giraud, que dans les premières séances de 1850, et on peut affirmer que ce rapport, dans lequel sont analysés les travaux des concurrents, est lui-même un véritable traité sur toutes les matières d'éducation et d'instruction. Le nom de Pestalozzi est connu en Europe comme celui d'un des bienfaiteurs les plus éclairés et les plus courageux de l'humanité, et ses théories, bien que mises en pratique sur un théâtre restreint, dans un petit canton de la Suisse, ont rayonné sur tous les pays, pour féconder le développement moral et intellectuel des populations. Quelle question plus pleine d'actualité, malgré ses apparences de rétrospection historique, que celle qui se rattache à l'avenir des générations confiées à la sollicitude des gouvernements et au zèle désintéressé de tous les hommes de bien, et n'y avait-il pas sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, de la part de

l'Académie, un pressentiment des événements qui allaient surgir, lorsqu'elle s'efforçait de ranimer les efforts des hommes qui se vouent à l'instruction du peuple, par le souvenir des efforts de ceux qui les ont devancés dans cette carrière. Ce que l'Académie demandait, ainsi que l'a fait observer M. Ch. Giraud, c'était l'examen approfondi du système de Pestalozzi, le Vincent de Paul de l'éducation, considéré sous un double point de vue, comme moyen d'enseignement et comme moyen de culture morale ou d'éducation proprement dite, surtout dans ses rapports avec le bien-être et la moralité des classes pauvres. On traversait ainsi de la spéculation pour entrer dans le domaine de l'observation pratique, morale et philosophique ; on embrassait à la fois une question d'éducation publique et d'économie sociale, car l'on devait rechercher, et c'était la pensée principale de l'Académie, comment et pourquoi l'éducation et l'instruction sont des moyens de prévenir la misère, de la soulager, de la consoler ; comment, enfin, la moralité des classes laborieuses se lie à la culture de leur intelligence. L'Académie a eu tout lieu de s'applaudir de son intelligente sollicitude. Ce concours avait provoqué onze Mémoires, dont quelques-uns sont des ouvrages volumineux. Le prix a été partagé entre MM. Rapet et Pompée, et des mentions aux auteurs des Mémoires n^{os} 8, 7 et 2. Comme complément des résultats brillants du concours, il convient d'ajouter le rapport de M. Giraud, que nous connaissions déjà comme un des hommes les plus marquants de notre époque dans la science du droit, et qui vient de prouver, par une œuvre d'une haute portée, que ce n'est pas sans des titres légitimes qu'il figure au premier degré parmi les dépositaires de l'éducation publique en France.

— On sait de combien de nationalités différentes se compose l'empire d'Autriche. C'est là une des difficultés de son-gouvernement, qui ne parvient que par de très-grandes précautions à calmer les susceptibilités de nationalités ombrageuses. Ainsi le bulletin officiel de ses lois (*Allgemeine Reichs-Gesetz und Regierungs blatt*) se publie en dix langues différentes : l'allemand, l'italien, le hongrois, le bohème (morave et slovaque), le polonais, le ruthénien, le slovène, le serbe illyrien (en lettres serbes), le serbe illyrien (croate), en lettres latines, le roumain (moldave et valaque). Ce fait est nouveau dans l'histoire de l'Autriche ; il ne se rencontre pas chez d'autres peuples, composés cependant de nationalités différentes, comme la France avec ses Celtes de la Bretagne, ses Allemands de l'Alsace, ses montagnards de l'Auvergne ; comme l'Angleterre vis-à-vis l'Irlande. Mais ce qui est plus remarquable, suivant M. G. de Beaumont, auteur du rapport sur cette publication, c'est que chaque texte n'est pas une traduction ; il est censé, au contraire, être un original, du moins en principe. Il faut bien qu'il y ait un premier texte dans une certaine langue, dont les autres textes ne sont que des versions, et ce texte est naturellement allemand ; mais chaque version est elle-même, et vaut comme texte original. De cette façon, on sauve la question de prépondérance des diverses nationalités, et la prétention de chacune d'elles à rester distincte et indépendante des autres. Car si le plus grand nombre consent à être sujettes de l'empire nulle, ne veut être sujette d'une autre. Le texte allemand, mis en regard de chaque texte spécial, annonce bien une certaine prétention de l'allemand d'être la langue nationale et officielle de l'empire d'Autriche ; il est un hommage rendu au principe de la Constitution impériale, celui de l'unité politique de l'empire qui rend nécessaire l'existence d'une langue centrale, sans blesser le respect

du aux principes des diverses nationalités, qui toutes ont le droit de connaître la loi de l'empire, et de la recevoir chacune dans sa langue propre, parce qu'aucune d'elles n'est ni dominante ni supérieure.

— M. Barthélemy Saint-Hilaire a présenté à l'Académie un ouvrage de M. William Ellis, intitulé : *Principes élémentaires de l'économie sociale, à l'usage des écoles*. La traduction a été faite sur l'anglais par M. C. Terrien, qui a donné dans sa préface des détails intéressants sur les écoles auxquelles ce livre est destiné, et sur l'auteur.

M. Barthélemy Saint-Hilaire a fait, à cette occasion, quelques réflexions qui se trouvent en partie reproduites dans une introduction dont il a fait précéder l'ouvrage, et que nous allons transcrire :

« Je crois être utile au public français, dit M. Barthélemy Saint-Hilaire, en m'associant, autant qu'il dépend de moi, à la propagation de ce petit ouvrage. En Angleterre, il est parvenu à sa seconde édition, que sans aucun doute suivront plusieurs autres. L'auteur a cru, dans sa modestie, ne pas devoir donner son nom à ses compatriotes ; mais la préface du traducteur n'était pas tenue d'être aussi discrète ; et l'on verra, par les détails qu'elle contient, que M. William Ellis n'est pas seulement un économiste, et qu'il a encore l'expérience directe et consommée des plus grandes affaires. M. W. Ellis est directeur de l'Indemnity-Office, la plus considérable des compagnies d'assurances maritimes de toute l'Angleterre. C'est une circonstance qui n'est pas indifférente, et qui devra donner d'autant plus de poids à ses observations et à ses conseils.

« Cet ouvrage est destiné à l'enseignement dans les écoles populaires connues sous le nom de Birbeck-Schools, du nom d'un de leurs fondateurs, le docteur Birbeck.

« En France, où le gouvernement se charge à peu près de tout, nous avons quelque peine à comprendre tout ce que peuvent les efforts et le dévouement individuels. En Angleterre, ces efforts n'ont pas de bornes ; et ce sont eux qui font la véritable source de la puissance anglaise. L'Etat ne serait pas ce qu'il est si l'énergie de chacun des citoyens ne préparait, dans la sphère qui lui est propre, ces richesses inépuisables dont la réunion compose la force nationale. En fait d'enseignement, ce sont les particuliers qui font tout en Angleterre ; et chacun, suivant son aptitude et ses lumières, suivant ses goûts et sa fortune, peut répandre et patronner telle partie de la science pour laquelle il se sent le plus de vocation.

« M. William Ellis s'est appliqué à propager l'enseignement de l'économie politique ; et les plus heureux succès ont récompensé son zèle et son amour passionné du bien et du vrai. Malgré les occupations les plus graves et les plus impérieuses, il a su trouver le temps de se faire lui-même professeur durant les premiers essais, et de former des maîtres pour la science nouvelle qu'il voulait répandre.

« Il enseigne l'économie politique dans tout ce qu'elle a de pratique et de directement utile aux enfants des ouvriers de Londres. A côté des écoles d'adultes pour les ouvriers des manufactures, que lord Brougham et quelques-uns de ses amis avaient fondées en 1824, le comte de Radnor et plusieurs hommes de bien, au nombre desquels est M. William Ellis, ont fondé des écoles d'enfants où l'éducation est purement séculière, chose assez neuve pour la religieuse Albion. Ces écoles, qui se sont ouvertes vers le milieu de 1848, ont parfaitement réussi : elles se multiplient chaque jour ; et cette heureuse ten-

tative pourrait être, je crois, transportée fort utilement de ce côté du détroit.

« Le livre de M. William Ellis est destiné à servir de manuel aux enfants. Il est le résumé des leçons qui leur sont données et qu'on ne leur impose pas. Le cours d'économie politique n'est suivi que par les enfants de treize ans et au-dessus, qui s'intéressent spontanément à ces matières, et qui ont déjà l'intelligence assez développée pour en comprendre d'eux-mêmes toute l'utilité pratique.

« Le livre de M. William Ellis pourra nous montrer, parmi tant d'autres du même genre, ce qu'est au juste cet enseignement, et, par suite, ce qu'il pourrait être chez nous, si l'on était assez sage pour vouloir l'essayer. Le temps, je le crains, est bien loin encore ; et le préjugé est si violent aujourd'hui, qu'on aura grand'peine à le vaincre ; mais il n'est pas moins déraisonnable que violent, et c'est ce qui doit donner bonne espérance à ceux qui le combattent. Nous avons en tout deux chaires d'économie politique dans la patrie de Turgot ; et comme on trouve qu'elles sont dangereuses, peu s'en faut qu'on ne pense à les supprimer. On avait, un instant, songé à créer des chaires nouvelles dans chacune de nos écoles de droit ; et ce premier pas eût été certainement aussi facile que prudent. On paraît avoir renoncé à ce projet ; et tout indique que l'on craint encore plus l'économie politique dans les Facultés, qu'on ne la craint dans les écoles inférieures.

« Il ne faut pas hésiter à le dire : on tourne dans un cercle vicieux ; et cet entêtement aveugle ne va cependant à rien moins qu'à compromettre, si ce n'est l'existence, au moins le repos de cette société. Le vrai, le seul moyen de combattre des doctrines absurdes, c'est de leur opposer des doctrines raisonnables. Les principes sur lesquels reposent les sociétés ne sont ni plus mystérieux ni plus incompréhensibles que les préceptes de la grammaire. Faites de bonne heure comprendre ces principes aux générations nouvelles ; vous y aurez moins de peine que vous ne le pensez, l'exemple de l'Angleterre est là pour le prouver ; et ces utiles doctrines, qui s'appuient si bien sur les enseignements de la morale et de la religion, auront bientôt armé les âmes contre les funestes théories qu'on redoute à bon droit.

« Mais, hélas ! ces conseils, tout sages qu'ils sont, tout praticables qu'ils peuvent être, ne seront point écoutés. On n'étendra point certainement l'enseignement populaire dans un moment où on le craint comme un danger. On continuera la faute qu'ont faite les temps qui ont précédé le nôtre, et, au lieu d'aller au-devant du péril et de le conjurer par quelque prévoyance, on attendra, dans une inertie déplorable, l'instant des catastrophes. Je ne veux pas dire, sans doute, que l'enseignement de l'économie politique pourrait à lui seul les prévenir ; mais je dis, avec une conviction profonde, qu'il contribuerait à les éloigner et à les amoindrir.

« J'ai eu l'occasion de dire, à la tribune nationale, que la diffusion de ces notions saines en économie politique est une des causes de la paix profonde et de la prospérité dont jouit l'Angleterre. Je ne vois pas pourquoi dans les choses de cet ordre nous n'imiterions point nos heureux voisins. En politique, on a eu certainement grand tort de prétendre imiter la constitution anglaise, parce que la France ne présente aucun des éléments sociaux qui font la stabilité et la grandeur du gouvernement anglais. Mais, en économie politique, rien n'empêche que nos ouvriers de toute sorte, nos agriculteurs, nos industriels, nos commerçants, nos administrateurs et même nos hommes d'Etat,

n'en sachent autant qu'on en sait en Angleterre. C'est une condition d'ordre public, qu'un peuple intelligent et éclairé ne doit point négliger ; et, pour ma part, je ne croirai pas avoir perdu mes peines, si ce petit livre peut appeler dans les classes ouvrières quelques esprits sérieux à d'utiles méditations. Le style en est simple et attachant ; les exemples cités par l'auteur sont clairs et vulgaires ; le fond de la doctrine est excellent, et la théorie la plus sévère n'aurait rien à y reprendre. On sent partout, en le lisant, la présence d'une âme honnête et énergique, d'un esprit vigoureux et droit. De telles lectures font du bien à tout le monde, aux plus instruits comme aux plus ignorants.

« C'est donc un livre scolaire qu'a fait M. William Ellis ; et c'est également à ce titre modeste que je le présente au public français. Ce n'est pas que nous manquions de livres élémentaires en économie politique ; et il me serait facile de citer plusieurs ouvrages en notre langue, où les principes de la science sont exposés avec autant de simplicité que de justesse.

« Mais il n'y a pas en France un seul livre d'économie politique qui soit destiné à nos humbles écoles ; et je crois que celui-ci pourra commencer à combler une lacune certainement fort regrettable.

« L'enseignement de l'économie politique dans les écoles primaires ! Je sais bien que cette seule idée fait frémir beaucoup d'hommes d'Etat, et qu'ils la repoussent avec un dédain qui est pour le moins égal à leur effroi ; mais j'avoue que, pour ma part, je ne comprends pas plus l'effroi que le dédain pour une pareille entreprise. S'il est quelque chose qui menace vraiment la société, c'est l'ignorance. Elle ne fait pas moins de mal à notre siècle, tout éclairé qu'il est, qu'elle n'en a fait aux siècles précédents, bien que sous une autre forme. Sans l'ignorance je demande ce que pourraient ces doctrines insensées et subversives qu'elle inspire d'abord et qu'ensuite elle reçoit et fortifie. Sans l'ignorance, croit-on que l'esprit de nos ouvriers, l'esprit de nos paysans, serait si facilement ouvert à des prédications qui comptent encore plus sur l'erreur que sur les passions ? Apprenez aux hommes comment se forme la richesse individuelle ; apprenez-leur à quelles conditions providentielles elle est soumise ; qu'ils sachent les admirables ressources du travail et de l'économie ; qu'ils comprennent cette richesse sociale que tant de siècles ont successivement formée et que nous devons tous accroître par nos labeurs ; donnez-leur ces notions simples et claires qui ressortent des faits de toute sorte au milieu desquels ils vivent ; et quand vous aurez ainsi éclairé les esprits, quand vous leur aurez fait comprendre les choses économiques et les lois immuables qui les régissent, vous aurez plus fait pour la prospérité et le repos de la société, plus fait pour le bonheur et la vertu des citoyens, que vous ne pourrez jamais faire pour l'ordre par les lois les plus sévères et les répressions les plus dures.

« Je ne sais pas si le révérend archevêque de Dublin, le docteur Wateley, a donné un renseignement parfaitement exact ; mais, dans la séance solennelle de la Société de statistique de Dublin, en 1848, il n'a pas craint d'avancer que le nombre des écoles anglaises où s'enseigne l'économie politique se montait à plus de 4,000. »

L'Académie a paru accueillir avec faveur les considérations que lui présentait M. Barthélemy Saint-Hilaire. Pour notre part, nous sommes convaincu aussi que l'enseignement de l'économie politique ne peut rester longtemps en France ce qu'il est actuellement, et nous hâtons de tous nos vœux le momen

de la réforme et du progrès. Nous sommes heureux de voir l'Académie des sciences morales et politiques se préoccuper de cette question.

— Voici le programme des prix proposés par l'Académie dans sa dernière séance publique, dont nous avons donné le compte-rendu dans l'avant-dernier numéro.

Pour l'année 1852, l'Académie a proposé le sujet de prix suivant : « Exposer « l'ensemble des mesures économiques ordonnées par Colbert, en faire res- « sortir l'esprit, et en déduire les conséquences, telles qu'elles se sont produites « depuis son administration jusqu'à nos jours. »

Ce prix est de la somme de quinze cents francs.

L'Académie a proposé également, pour l'année 1852, le sujet de prix suivant : « Doit-on encourager par des primes, ou par tout autre avantage spécial, les « associations, autres que les sociétés de secours mutuels, qui se formeraient « dans l'industrie, soit entre les ouvriers, soit entre les patrons et les ouvriers ? »

Les concurrents auront à examiner, d'après le programme qui est joint à la question, quels sont les résultats des associations de cette nature qui se sont formées, soit dans l'industrie manufacturière, soit dans celle des travaux publics, avec les encouragements ou avec l'assistance de l'État. Ils devront comparer avec les associations protégées, celles qui se sont librement formées et qui existent indépendamment de toute protection. Dans le cas où les concurrents penseraient que les créations industrielles n'ont pas obtenu tout le succès que l'on s'en était promis, ils auraient à examiner si le résultat tient au principe même, à un vice d'organisation, ou aux circonstances.

Le prix est de la somme de quinze cents francs.

L'Académie met au concours pour l'année 1853, en remplacement de la question sur la circulation en billets et ses rapports avec la circulation métallique, le sujet de prix suivant :

« Rechercher et exposer : 1^o les causes qui ont permis à la terre de rendre, « outre la portion de produit nécessaire pour couvrir les frais de culture, un excé- « dant qui se convertit en rente ou fermage ;

« 2^o Les causes qui déterminent le taux plus ou moins élevé des rentes ou fer- « mages. »

Elle y ajoute le programme suivant :

« La terre, dans toutes les contrées où la civilisation est sortie de l'enfance, donne des récoltes dont la valeur suffit non-seulement pour payer les dépenses de leur production, mais aussi pour créer un excédant ou produit net, qui demeure ou passe aux mains de ceux qui la possèdent.

« C'est l'existence de cet excédant, connu sous le nom de rente ou fermage, qui assure aux diverses portions du sol leur valeur vénale, et en fait principalement rechercher la propriété.

« A quelles causes tient la formation des rentes ou fermages ? Le produit net qui les constitue a-t-il existé à toutes les époques ? Ne s'est-il formé, au contraire, que par l'effet de l'extension de la demande en produits du sol amenée par l'augmentation de la population ? A-t-il pour seule source l'inégalité des qualités des terres, ou cette inégalité ne fait-elle que créer des différences entre les divers taux des fermages ? Quelles sont les causes dont l'influence se fait sentir sur le taux ou prix des fermages ?

« Telles sont, en partie, les questions principalement soulevées par le sujet de prix que l'Académie met au concours. Elle engage les concurrents à ne négliger aucune des

recherches propres à en éclairer la solution. Déjà ces questions ont été traitées par de nombreux écrivains, et l'Académie désire que les raisons sur lesquelles reposent les opinions qu'ils ont admises, soient examinées avec beaucoup d'attention. »

Le prix est de la somme de quinze cents francs.

Les autres sections de l'Académie ont aussi des sujets de prix importants, mais qu'il n'entre pas dans notre cadre de reproduire. Qu'il nous suffise d'ajouter que, dans la section d'histoire générale et philosophie, il y a deux concours ouverts qui seraient encore à leur place dans la section d'économie politique et de statistique : l'un relatif à la condition des classes ouvrières en France, depuis le douzième siècle jusqu'à la Révolution de 1789 ; l'autre relatif à la condition des classes agricoles dans notre pays durant la même période. Leur intérêt est évident, car, fait observer M. Barthélemy Saint-Hilaire au sujet de ces deux concours, « malgré les immenses progrès de l'industrie et ceux de l'agriculture au dix-neuvième siècle, il est certain que la condition de nos ouvriers et de nos cultivateurs tient aujourd'hui en grande partie encore aux mœurs et aux institutions précédentes. L'exacte connaissance de la situation antérieure peut jeter de profondes lumières sur les difficultés actuelles ; et votre section d'histoire, bien qu'elle soit vouée plus particulièrement à l'étude du passé, peut servir aussi, comme vos autres sections, les intérêts du présent. Il est bon de démontrer une fois de plus aux détracteurs de notre société, ce qu'était la société qu'elle remplace, que d'utiles et incomparables réformes accomplies depuis soixante ans ! A aucune époque, chez aucune nation, les améliorations ont-elles été plus réelles, plus rapides ? et si l'esprit de parti pouvait être juste, n'est-ce pas la patience et l'espoir qu'on recommanderait aux citoyens, au lieu de leur prêcher la guerre et la haine ? »

— La mort de M. Alban de Villeneuve-Bargemont, membre de la section de morale, laisse une place vacante pour laquelle de nombreux compétiteurs se sont déjà présentés. L'Académie a renvoyé au mois de novembre prochain l'élection rendue nécessaire par cette vacance. Nous verrons sans doute surgir d'ici là de nouvelles candidatures qui prouveront de plus en plus que les Académies, malgré les épigrammes et les rancunes qu'elles suscitent, ne sont cependant pas à la veille de se dissoudre par l'impossibilité de se compléter.

BULLETIN.

REVENU PUBLIC, COMMERCE ET NAVIGATION DE L'ANGLETERRE, POUR L'ANNÉE
FINISSANT AU 5 JUILLET 1850.

Revenu public. — Le compte-rendu officiel des recettes et des dépenses publiques de la Grande-Bretagne, pour l'année finissant au 5 juillet 1850, qui a été mis tout récemment sous les yeux du Parlement, présente comme résultat un excédant des recettes sur les dépenses, qui ne va pas à moins de 3,438,358 liv. st. (environ 86 millions de francs.)

Ce résultat si satisfaisant, auquel les nations européennes sont en général fort peu habituées, est dû en partie à une large diminution des dépenses et

en partie à un accroissement du revenu. Comparée à la dépense de l'année antérieure finissant au 5 juillet 1849, celle de l'année qui vient de finir présente une réduction totale de 2,385,555 liv., les divers chapitres de dépenses s'étant réglés de la manière suivante dans les deux années que nous comparons.

	1849.	1850.
Intérêt et administration de la dette publique.....	28,555,471 liv.	28,112,505 liv.
Liste civile et paiements relatifs au fonds consolidé.....	2,861,382	2,672,158
Armée.....	6,498,653	6,577,358
Flotte.....	7,762,597	6,381,724
Artillerie.....	2,669,746	2,375,464
Dépenses diverses.....	4,229,219	3,872,104
	<hr/> 52,574,848	<hr/> 49,991,513

Et pendant que l'on obtenait ainsi d'un côté une réduction sur les dépenses de l'année de 2,385,555 liv., le revenu s'accroissait d'autre part de 1,013,426 liv., comme il ressort de la comparaison suivante des divers articles de recettes.

	1849.	1850.
Donanes.....	20,827,852 liv.	20,615,656 liv.
Excise.....	13,448,267	14,383,829
Timbre.....	6,624,527	6,802,954
Taxes.....	4,359,499	4,551,551
Taxe sur la propriété.....	5,562,085	5,459,844
Poste.....	865,000	854,000
Terres de la Couronne.....	150,040	160,000
Retenue sur les pensions, etc.....	4,440	4,564
Revenus héréditaires.....	12,580	46,590
Autres recettes.....	801,978	770,924
	<hr/> 52,416,246	<hr/> 55,429,672

On voit que la plus importante augmentation des recettes a été obtenue sur l'excise, dont le produit est ordinairement considéré comme le meilleur thermomètre de la prospérité publique. Il y a, au contraire, une légère diminution sur le produit de la douane ; ce qui s'explique d'ailleurs par la réduction graduelle ou la disparition de plusieurs droits.

La réduction obtenue sur les dépenses de cette année ayant été de 2,385,555 liv., et l'augmentation du revenu de 1,013,426 liv., c'est une bonification totale de 5,396,961 liv. ; et comme le revenu de l'année précédente, finissant au 5 juillet 1849, présentait déjà un excédant sur les dépenses de 41,597 liv., il suit que le revenu de la dernière année excède les dépenses de la somme de 5,438,558 liv. ; le revenu net ayant été de 55,429,672 liv., tandis que les dépenses ne s'élevaient qu'à la somme de 49,991,513 liv.

Commerce et navigation. — Les derniers relevés publiés par le Bureau du commerce, qui vont jusqu'à la fin du premier semestre de cette année, c'est-à-dire jusqu'au 5 juillet, continuent à offrir les mêmes résultats satisfaisants que ceux qui se rapportaient aux premiers mois. Pour le seul mois de juin, les exportations ne s'élèvent pas à moins de 5,750,556 liv., contre 5,325,466 liv. dans le mois correspondant de 1849, et 3,829,182 liv. en 1848.

Pour les six mois, voici la comparaison des exportations de cette année, en articles manufacturés, avec celles des deux années antérieures.

1848.....	22,773,826 liv.
1849.....	26,515,459
1850.....	31,778,504

Les exportations pour la première moitié de l'année actuelle excèdent donc de 5,265,065 liv. celles de la partie correspondante de l'année 1849, qui étaient déjà fort considérables, et de 9,004,678 liv. celles de l'année 1848. En consultant les tableaux, on trouve que l'augmentation a porté surtout sur les quatre principaux articles manufacturés, en coton, en lin, en laine et en soie. C'est ce qui ressort suffisamment de la comparaison des résultats suivants, en valeurs déclarées.

	1849.	1850.
Coton. — Tissus.....	9,696,648 liv.	10,659,518 liv.
Id. — Fils.....	2,812,174	2,956,871
Lin. — Tissus.....	1,562,711	1,926,197
Id. — Fils.....	327,256	405,307
Laine. — Tissus.....	3,128,107	4,315,654
Id. — Fils.....	595,942	600,620
Soie. — Tissus.....	307,572	484,775
Id. — Fils.....	58,538	91,307

Parmi les données fournies par les derniers relevés de la douane anglaise, il y en a une qui fait ressortir d'une manière encore plus éclatante que les autres les heureux effets de la concurrence étrangère sur l'industrie nationale. De tous les changements opérés dans les tarifs anglais pendant ces dernières années, il n'y en a pas un qui ait soulevé plus de plaintes, et qu'on ait proclamé plus subversif de l'industrie britannique, que celui qui avait pour objet le retrait des droits excessifs qui frappaient les bottes, les souliers, les gants et généralement tous les articles en peau venant de l'étranger. Eh bien! quelles ont été les conséquences de ce changement? Elles ont été ce qu'elles sont toujours en pareil cas. La concurrence étrangère a déjà eu pour effet d'améliorer l'industrie britannique, à ce point que, loin de perdre le marché national, comme on l'avait prédit, par l'importation des articles étrangers, elle a vu croître rapidement ses propres exportations, et qu'elle se produit maintenant avec avantage sur les marchés du dehors. Il résulte, en effet, des relevés officiels, que les quantités exportées dans les six premiers mois de cette année excèdent d'une manière sensible les exportations des périodes correspondantes des deux années antérieures. Voici la comparaison des quantités.

	1848.	1849.	1850.
Gants (livres).....	5,503	4,915	20,278
Autres articles.....	451,953	742,244	808,479

Les relevés des importations ne sont pas moins satisfaisants, excepté pour le café, dont la consommation continue à décliner rapidement. La consommation totale du café pendant les six premiers mois de cette année n'a été que de 15,555,585 livres, contre 17,970,555 livres en 1849, et 19,058,644 en 1848. Cette décroissance continue sur un article qui pourrait devenir si important, est due entièrement à l'extension de la fraude commise au détriment du public par le mélange avec le café d'autres substances de natures diverses,

et cette fraude provient à son tour, sans nul doute, de l'exagération des droits. Sur tous les autres grands articles de consommation, l'importation et la réexportation se sont développées à la fois sur une très-grande échelle.

Mais il n'y a aucune partie des relevés officiels qui fournisse une preuve plus évidente de la rapide extension du commerce britannique, que celle qui présente le tableau des entrées et des sorties de navires pendant les six mois en question. Mettons en regard les résultats de cette année et ceux des deux années antérieures.

	Entrées.	Sorties.
1848.....	2,160,840 tonn.	2,372,968 tonn.
1849.....	2,540,797	2,601,811
1850.....	2,422,266	2,816,006

Ainsi, en deux ans, l'accroissement a été de 261,426 tonneaux à l'entrée et de 443,038 tonneaux à la sortie. Il n'est guère possible de trouver un témoignage plus frappant de l'accroissement général du commerce du pays.

Résumé et conclusion. — En résumé, les tableaux du commerce et de la navigation font ressortir, dans la somme des exportations des six premiers mois de cette année, comparées avec celles des six premiers mois de 1849, un accroissement de plus de 5 millions sterling.

Le revenu de l'année finissant au 5 juillet donne un excédant sur les dépenses qui ne va pas à moins de 3,458,558 livres sterling. Voilà les deux faits significatifs qui ressortent des relevés officiels publiés récemment par le gouvernement britannique. Ces faits parlent assez haut. Ils témoignent suffisamment en faveur des réformes opérées depuis quelques années dans les lois de douane et de navigation.

Il y a cependant un autre fait qui en est le complément naturel et nécessaire. On a souvent prétendu que toutes ces mesures libérales, dont on ne peut plus guère nier l'influence salubre sur le commerce et l'industrie du pays, étaient en somme peu favorables, sinon contraires, aux intérêts des masses, dont elles n'amélioreraient en aucune façon le sort. Eh bien ! les comptes-rendus relatifs au paupérisme donnent encore à cette assertion le plus éclatant démenti. Ils montrent, en effet, que le nombre des pauvres adultes et valides, qui recevaient l'assistance publique au 1^{er} juillet dernier, était inférieur de 16 pour 100 à ceux des années antérieures.

En présence de ces témoignages frappants d'une prospérité inusitée et d'un bien-être croissant, dus tout entiers aux réformes opérées dans ces dernières années, qu'on vienne maintenant proposer au peuple anglais de revenir sur tout ce qui s'est fait ! Aussi le parti protectionniste, qui faisait encore quelque figure au commencement de la dernière session du Parlement, et qui a même réussi quelquefois encore à agiter les deux Chambres, est-il aujourd'hui en pleine déroute. Il est permis de croire qu'il ne s'en remettra pas.

LOI QUI FAIT CESSER LE COURS FORCÉ DES BILLETS DE LA BANQUE DE FRANCE (6 août 1850). — ART. 1^{er}. Conformément à la demande présentée par le Conseil général de la Banque de France, par sa délibération en date de ce jour, sont abrogés le décret du 15 mai 1848, les décrets et les lois postérieures, dans les prescriptions relatives :

1^o Au cours légal des billets de banque ;

2° Au droit conféré à la Banque de France de ne pas les rembourser en espèces ;

3° Au maximum de la circulation.

En conséquence, la Banque de France et ses succursales sont désormais régies par les anciens statuts de la Banque.

ART. 2. L'autorisation d'emprunter une somme de 150 millions à la Banque, donnée au Trésor public par le décret du 6 juillet 1848, et par la loi du 19 novembre 1849, est réduite au chiffre de 75 millions.

Le paragraphe 2 de l'article 2 du décret précité, portant autorisation de vendre à la Banque de France les forêts de l'Etat, désignées au tableau annexé audit décret, est abrogé.

ART. 3. Le Trésor public est autorisé à proroger d'une année, d'accord avec la Banque de France, les clauses, conditions, garanties et dates de remboursements stipulées dans les traités précédents, et relatives à la première partie de l'emprunt approuvé par le décret du 9 juillet 1848.

LA BOURSE DE PARIS PENDANT LE MOIS D'AOUT 1850.—Pendant ce mois les affaires sont, chaque année, à peu près nulles.

PAIR.	VERSEMENTS.	BOURSE DE PARIS. AOUT 1850. RENTES. — BANQUE. — CHEMINS DE FER.	1er cours.	Plus haut cours.	Plus bas cours.	Dernier cours.
100	Tout.	5 %, jouiss. 22 mars 1850, au comptant.	96 80	97 40	96 50	96 60
100	Tout.	— fin août.....	97 15	97 65	96 20	96 50
100	Tout.	4 1/2 %, jouiss. 22 mars 1850.....	"	84 "	84 "	84 "
100	Tout.	4 %, jouiss. 22 mars 1850.....	76 "	76 50	76 "	76 25
100	Tout.	3 %, jouiss. 22 juin 1850.....	58 25	58 65	57 95	58 "
1000	Tout.	Banque de France, jouiss. juillet 1850.....	2375 "	2400 "	2290 "	2300 "
500	Tout.	Paris à Saint-Germain, jouiss. avril 1850.....	417 50	417 50	405 "	415 "
500	Tout.	Paris à Versailles (rive dr.), jouiss. avril 1847.	170 "	172 50	155 "	157 50
500	Tout.	— (rive g.).....	150 "	153 75	142 50	142 50
500	Tout.	Paris à Orléans, jouiss. juillet 1850.....	780 "	790 "	776 25	776 25
500	Tout.	Paris à Rouen, jouiss. juillet 1850.....	615 "	615 "	585 "	587 50
500	Tout.	Rouen au Havre, jouiss. mars 1850.....	256 25	257 50	240 "	245 "
500	Tout.	Avignon à Marseille, jouiss. janv. 1848.....	185 "	185 "	175 "	176 25
350	Tout.	Strasbourg à Bâle, jouiss. janvier 1850.....	116 25	120 "	115 "	118 75
500	Tout.	Centre, Orléans à Vierzon, jouiss. juillet 1850.	375 "	378 75	355 "	352 50
500	175	Orléans à Bordeaux, jouiss. juillet 1850.....	406 25	406 25	385 "	385 "
500	400	Nord, jouiss. juillet 1850.....	472 50	477 50	460 "	460 "
500	350	Paris à Strasbourg, jouiss. juillet 1850.....	356 25	360 "	341 25	342 50
500	350	Tours à Nantes, jouiss. juin 1850.....	257 50	260 "	245 "	245 "

PAIR.	FONDS DIVERS français et étrangers.	Plus haut.	Plus bas.	PAIR.	SOCIÉTÉS DIVERSES par actions.	Plus haut.	Plus bas.
100	Rentes Ville 5 % j. juill. 1850	"	"	1250	4 Canaux, j. avr. 1850. . .	1140 "	1120 "
1000	Obl. Ville 1832, j. juill. 1850	1315 "	1277 50	1000	Canal de Bourg. j. avr. 1850	972 50	950 "
1000	— 1849, j. avr. 1850	1182 50	1170 "	500	Caisse Bèchet.	400 "	385 "
1000	Obl. Seine 1849, j. juill. 1850	1065 "	1060 "	800	Vieille-Mont., j. juill. 1850	2900 "	2850 "
1000	Obl. de Marseille.	1060 "	1057 50	750	Stolberg.	620 "	620 "
100	Naples, 5 %, j. juill. 1850.	96 75	95 25	1000	Monceaux-sur-Sambre. . .	1500 "	1450 "
100	Rome, 5 %, j. juin 1850. .	79 1/2	78 "	3000	Aveyron (Decazeville). . .	"	"
100	— 5 %, j. juin 1850.	79 1/4	78 3/4	1000	Grand'Combe.	"	"
100	Belgiq., 5 %, j. 1 mai 1850	101 "	100 "	500	Gaz franç. Brunton, Pitte.	800 "	775 "
100	— 4 1/2 j. 1 mai 1850	92 3/4	91 1/2	2500	Gaz angl. Marguer., Manby	4700 "	4700 "
100	— 2 1/2 % j. juill. 1850	50 5/8	50 1/4	500	Lin Maberly (Amiens)...	610 "	550 "
1000	— Banq. 1835, j. avril	817 50	815 "	5000	Nationale incendie.....	90 % b.	90 % b.
100	Espag., dett. act. j. mai 1836	24 1/4	24 1/8	5000	— Vie.	"	"
100	— 3 % ext. j. juill. 1850	37 3/4	37 "	12500	Générale Maritime.....	"	"
100	Russie, 4 1/2 Baring, j. juill.	96 1/2	96 1/8	5000	— Incendie.	"	"
100	Autriche—lots de 1834...	405 "	385 "	7500	— Vie.	20 % b.	18 1/3 % b.
100	Prém. 5 % 1849, j. juill. 1850	85 60	84 20	5000	Union incendie.....	21 % b.	21 % b.
1000	— Obl. 1834, j. juill. 1850	970 "	950 "	5000	France incendie.....	2 % b.	2 % b.
1000	— Obl. 1848, j. avr. 1850	945 "	917 50	2500	Providence incendie. . .	"	"
1000	Haïti—annuités, j. janv. 1844	190 "	185 "	5000	Urbaine incendie.....	"	"
100	Holland. 2 1/2 j. 22 juill. 1850	58 1/2	58 3/4	1000	Phénix incendie.....	2175 "	2150 "

Le mois de juillet, si on se rappelle, avait fini avec des tendances de hausse ; ce

mouvement a continué durant les premiers jours d'août; le vote de la loi sur la Banque a été pour beaucoup dans cette persistance; on a vu par là que le commerce reprenait confiance, puisque la Banque elle-même brisait les dispositions qu'on lui avait accordées pour combattre la crise de 1848. Le 6 août, on faisait 97 65, plus haut cours de tout le mois.

Au parquet, la liquidation des chemins de fer a présenté ce fait assez remarquable et surtout assez satisfaisant, savoir : que les reports semi-mensuels avaient considérablement baissé; ainsi, pour l'Orléans, il était de 3 et 2,75 à la liquidation du 2 août; à celle du 16, il ne montait qu'à 1 fr., et même 50 centimes, et ainsi des autres chemins. Cette baisse dans le loyer du prêt des capitaux sur actions de chemins de fer, pour une quinzaine, est due, en partie, à la concurrence que le *sous-comptoir des chemins de fer*, dont nous avons parlé dans le dernier numéro, exerce en ce moment.

Les obligations de chemins de fer ont beaucoup monté depuis quelque temps; cela résulte de l'abondance des capitaux inoccupés.

On a détaché un coupon de dividende semestriel de 16 francs sur le Paris à Rouen; c'est sur les bénéfices du premier semestre de 1850 qu'a été payé ce coupon; au cours de 600 fr. cours fait après le détachement, cela fait un revenu à 5 1/5 pour 100 par an.

ALPH. C.

SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE DE FRANCE ET DE SES SUCCURSALES. — Si on jette les yeux sur le tableau résumé que nous donnons plus bas, on verra que les variations des comptes des situations de la Banque montrent de l'amélioration dans les affaires dans les départements, mais un grand ralentissement dans les opérations commerciales à Paris. En effet, dans cette dernière ville, le portefeuille a diminué, le numéraire a augmenté, et la circulation a diminué; c'est-à-dire que l'on a moins besoin d'instruments d'échange, parce que l'on fait moins d'affaires.

Dans les succursales, au contraire, le portefeuille a augmenté, le numéraire a diminué et l'augmentation sur la circulation est insignifiante.

COMPARAISON DE LA SITUATION DE LA BANQUE DE FRANCE DU 5 SEPTEMBRE 1850 AVEC CELLE DU 8 AOÛT 1850.	PARIS.		SUCCURSALES.	
	Augm.	Dimin.	Augm.	Dimin.
Numéraire.....	10,221,000	»	»	439,000
Portefeuille.....	»	1,988,000	2,009,000	»
Avances sur lingots et monnaies.....	208,000	»	»	134,000
Avances sur effets publics français.....	»	1,014,000	15,000	»
Circulation en billets au porteur.....	»	9,538,000	»	77,000
Id. en billets à ordre.....	»	708,000	»	»
Comptes courants des particuliers.....	»	736,000	1,181,000	»
Compte courant du Trésor.....	16,921,000	»	»	»

SITUATION RÉSUMÉE:

	5 septembre.	8 août.	
Passif exigible à vue ¹	700,880,000	693,916,000	aug. 6,964,000
Actif réalisable immédiatement.....	466,264,000	456,408,000	aug. 9,856,000
Excédant du passif sur l'actif.....	234,616,000	237,508,000	dim. 2,892,000

¹ Dans les charges du passif figurent les 25 millions que la Banque doit encore au Trésor en exécution du décret du 5 juillet 1848 et de la loi du 19 novembre 1849, qui autorisent un prêt de 150 millions de la Banque au Trésor, modifiés par l'art. 2 de la loi du 6 août 1850, qui réduit ce prêt à 75 millions.

SITUATIONS
DE LA BANQUE DE FRANCE
ET DE SES SUCCURSALES.

ACTIF.

	AU 16 AOÛT. AU MATIN.	AU 22 AOÛT. AU MATIN.	AU 29 AOÛT. AU MATIN.	AU 5 SEPT. AU MATIN.
Argent monnayé et lingots.....	332,049,712 27	335,007,421 60	337,420,467 94	339,019,143 30
Numéraire dans les succursales....	116,195,118 "	117,098,064 "	118,738,700 "	117,578,574 "
Effets échus hier à recouvrer ce jour	1,949,519 "	142,380 13	78,528 37	112,250 32
Portefeuille de Paris ¹	47,776,606 10	49,751,471 53	50,199,195 78	49,386,701 55
Portefeuille des succursales, effets sur place, etc.....	76,068,417 "	74,662,445 "	74,486,048 "	77,140,345 "
Avances sur lingots et monnaies....	7,469,500 "	7,177,400 "	7,691,900 "	8,758,100 "
Avances sur lingots et monnaies dans les succursales.....	1,173,869 "	1,081,814 "	1,043,128 "	908,175 "
Avances sur effets publics français.	17,497,281 10	16,584,681 10	16,559,881 10	16,593,581 10
Avances sur effets publics français dans les succursales.....	2,404,997 "	2,435,497 "	2,422,921 "	2,433,921 "
Avances à l'Etat sur bons du Trésor de la République.....	50,000,000 "	50,000,000 "	50,000,000 "	50,000,000 "
Avances à l'Etat sur l'emprunt de 150 millions.....	50,000,000 "	50,000,000 "	50,000,000 "	50,000,000 "
Rentes de la réserve.....	10,000,000 "	10,000,000 "	10,000,000 "	10,000,000 "
Rentes, fonds disponibles.....	42,394,488 13	42,394,488 13	42,394,488 13	42,394,488 13
Placement des nouvelles succursales en effets publics.....	12,952,953 89	12,952,953 89	12,952,953 89	12,952,953 89
Hôtel et mobilier de la Banque....	4,000,000 "	4,000,000 "	4,000,000 "	4,000,000 "
Immeubles des succursales.....	3,473,919 "	3,473,919 "	3,494,712 "	3,494,712 "
Intérêt dans le comptoir national d'escompte.....	200,000 "	200,000 "	200,000 "	200,000 "
Intérêt des ex-banques départe- mentales dans les comptoirs na- tionaux.....	230,000 "	230,000 "	230,000 "	230,000 "
Effets en souffrance à la Banque....	147,202 59	114,073 95	91,894 81	75,461 55
Effets en souffrance dans les suc- cursales.....	1,361,334 "	1,161,410 "	1,152,858 "	1,140,968 "
Dépenses d'administr. de la Banque.	78,134 24	78,134 15	135,090 81	175,806 91
Idem d'administr. des succursales.	142,769 "	148,594 "	154,097 "	203,118 "
Divers.....	224,796 06	224,796 06	1,490,773 69	268,816 81

777,791,616 38 778,919,543 54 784,937,638 52 787,067,116 56

PASSIF.

Capital de la Banque.....	67,900,000 5	67,900,000 "	67,900,000 "	67,900,000 "
Capital des ex-banques département.	23,350,000 "	23,350,000 "	23,350,000 "	23,350,000 "
Réserve de la Banque.....	10,000,000 "	10,000,000 "	10,000,000 "	10,000,000 "
Idem des ex-banques département.	2,980,750 14	2,980,750 14	2,980,750 14	2,980,750 14
Réserve immobilière de la Banque..	4,000,000 "	4,000,000 "	4,000,000 "	4,000,000 "
Billets au porteur en circulation de la Banque.....	426,586,900 "	425,329,800 "	422,995,100 "	417,630,200 "
Billets au porteur en circulation des succursales.....	72,388,725 "	72,365,500 "	72,173,775 "	72,899,425 "
Billets à ordre payables à la Banque et dans les succursales.....	7,422,975 04	7,404,831 79	7,696,507 57	7,036,675 71
Compte courant du Trésor crédi- teur.....	63,520,740 85	68,545,060 77	75,231,697 "	79,290,057 45
Comptes courants.....	67,384,383 03	64,256,667 96	66,334,914 54	68,578,390 56
Idem dans les succursales.....	23,094,888 "	23,814,839 "	23,533,479 "	24,574,773 "
Récépissés payables à vue.....	4,691,500 "	4,700,500 "	4,466,500 "	4,411,000 "
Idem payables à vue dans les succ.	1,189,310 "	1,169,647 "	1,436,475 "	1,460,281 "
Dividendes à payer.....	728,241 25	680,529 25	621,838 25	567,312 25
Liquidation du comptoir d'Alger...	9,215 "	9,215 "	9,215 "	9,215 "
Escomptes et intérêts divers.....	438,924 98	464,868 91	512,367 76	569,518 48
Dépenses précomptées.....	258,755 60	258,755 60	258,755 60	258,649 60
Escomptes et intérêts divers dans les succursales.....	631,012 "	697,958 "	757,992 "	830,374 "
Réescompte du dernier semestre...	114,831 83	114,831 83	114,831 83	114,831 83
Idem du dernier semestre dans les succursales.....	244,973 "	244,973 "	244,974 "	244,973 "
Divers.....	855,290 66	630,815 29	318,465 83	360,689 54

777,791,616 38 778,919,543 54 784,937,638 52 787,067,116 56

¹ Dont 13,946,258 fr. 46 c. (situat. du 16 août), 15,460,169 fr. 63 c. (situat. du 22 août), 16,214,216 fr. 75 c. (situat. du 29 août), et 14,696,341 fr. 46 c. (situat. du 5 septembre) provenant des succursales.

Le compte courant du Trésor a augmenté de la forte somme de 17 millions, à cause du payement du semestre d'intérêt des rentes 5, 4 1/2 et 4, pour 100, qui aura lieu le 22 septembre.

L'excédant du passif exigible sur l'actif réalisable a diminué de 5 millions ; il nous semble que, sous ce rapport, la situation de la Banque doit inspirer la plus grande sécurité, mais qu'elle témoigne du peu d'activité des affaires ; dans un mouvement plus vif d'opérations commerciales, l'excédant du passif sur l'actif devrait au moins excéder ce dernier si ce n'est atteindre le double.

La nouvelle loi qui remet la Banque sous l'empire de ses statuts, a peu contribué à ces variations, à cause de la minime importance des affaires en ce moment.

ALPH. C.

BIBLIOGRAPHIE.

DISCOURSES UPON TRADE BY SIR DUDLEY NORTH. Brochure in-4° de 42 pages. Edinburgh, Adam and Charles Black.

On a réimprimé, il y a quelque temps, à Edimbourg, en imitant le format et la typographie de l'édition primitive, les *Discours sur le commerce*, de sir Dudley North, publiés en 1691. Sir Dudley North est un précurseur d'Adam Smith et des économistes modernes. Ses discours, qui traitent principalement de l'intérêt de l'argent, de la fabrication des monnaies et de la circulation, renferment, en germe, la plupart des grandes vérités économiques qui ont été développées depuis.

Dans sa préface, sir Dudley North, après une digression assez curieuse sur le style et un éloge du discours sur la méthode de Descartes, établit quatorze propositions, qu'il s'attache ensuite à justifier. En voici quelques-unes :

« Le monde, relativement au commerce, n'est qu'une seule nation ou un seul peuple, et, conséquemment, les nations ne doivent être considérées que comme des particuliers.

« La ruine d'un commerce qui se faisait avec une nation ne doit pas être considérée comme une perte isolée, mais comme autant de perdu et d'anéanti dans le commerce du monde ; car, sous ce rapport, tout s'enchaîne.

« La monnaie est une marchandise dont il peut y avoir surabondance aussi bien que rareté.

« Tout privilège accordé à un commerce ou à un intérêt quelconque, à l'exclusion d'un commerce ou d'un intérêt rival, est un abus et diminue d'autant la richesse publique. »

Dans la même préface, il dénonçait les vues étroites de la plupart des industriels et des négociants sur le commerce. « Consultez un homme sur l'intérêt général, dit-il, et sur les moyens de développer le commerce, et vous vous apercevrez toujours qu'il considère son propre intérêt comme la mesure commune du bien et du mal. » Dans son discours sur l'intérêt de l'argent, il s'élève avec énergie contre la limitation légale du taux de l'intérêt. « Laissez, dit-il, les prêteurs et les emprunteurs s'arranger entre eux ; c'est ce qui sera le plus favorable à l'intérêt de la nation. Il n'est au pouvoir d'aucune loi d'abaisser le taux de l'intérêt lorsque les capitaux sont rares. Imitons donc à cet égard le sage exemple que nous donnent les Hollandais. » On voit que sir Dudley North était plus avancé en 1691 que la majorité de notre Assemblée législative en 1850. Plus loin, l'auteur des *Discours* établit que l'augmentation de la richesse d'un

pays n'est pas causée par l'augmentation du numéraire, mais bien par le développement de son activité industrielle et commerciale; que ce que l'on prend ici pour une cause n'est ordinairement qu'un effet; enfin, il apprécie ainsi l'intervention du gouvernement en matière d'industrie et de commerce: « Les lois qui ont pour objet, dit-il, d'entraver le commerce étranger ou domestique ne sont pas des ingrédients qui puissent rendre un peuple riche et augmenter ses approvisionnements de toute espèce. Mais si la paix est maintenue, si la justice est bien rendue, si la navigation n'est pas entravée, si les hommes industriels peuvent arriver à toutes les fonctions publiques, la richesse de la nation augmentera, les capitaux s'obtiendront facilement, et le numéraire ne manquera jamais. »

Malheureusement, cet excellent petit traité, qui semble écrit d'hier, ne fut jamais bien répandu. Roger North, qui a écrit la vie de son frère, prétend que les exemplaires en furent anéantis à dessein. M. Ruding, auteur des *Annales de la monnaie de la Grande-Bretagne*, en possédait un dans sa bibliothèque. C'est d'après cet exemplaire presque unique que la réimpression a été faite. M. Mac Culloch cite quelques extraits des *Discourses upon trade* dans ses *Principes d'économie politique*.

M.

CONGRÈS DE LA PAIX A FRANCFORT.

Comme nous l'avions annoncé dans le numéro précédent, le Congrès des Amis de la paix universelle a tenu cette année sa troisième session à Francfort-sur-le-Mein, les 22, 23 et 24 août, dans l'église Saint-Paul. C'est dans cette église, qui sert aux exercices religieux des Luthériens, qu'a siégé le Parlement de Francfort, envoyé par le suffrage universel des nations allemandes pour faire la Constitution de l'Empire, et dont la puissance morale, d'abord considérable, n'a cessé de décliner depuis le premier jour, et a fini par disparaître complètement, et par amener la dispersion des représentants. Quoique régulièrement construit, ce temple ne dit rien à l'imagination: c'est un édifice assez moderne, en grès rouge, comme toutes les grandes constructions de ce pays-là; dans lequel peuvent bien tenir deux mille personnes, et dont l'intérieur est distribué en salle circulaire, avec des stalles et des galeries tout au tour pour le public.

Nous avons compté dans l'enceinte réservée aux membres près de six cents personnes, dont deux cent cinquante Anglais, trente-un Américains, une quinzaine de Français, autant de Belges, un plus petit nombre de Hollandais, de Suédois, de Suisses, d'Italiens, et le reste en notabilités de Francfort et de différentes villes d'Allemagne. Il y avait également environ deux cent cinquante visiteurs anglais, tant hommes que dames. C'est un moins grand nombre que dans la salle Sainte-Cécile. Les dames n'ont pas voulu s'embarquer pour un si long voyage, et se sont privées de l'admirable spectacle du Rhin. On ne remarquait qu'un petit nombre de quakeresses avec ces chapeaux qui ont fait courir tout Paris. Les Allemands et les Allemandes prenaient gravement place sur les sièges de la Constituante; ils ne chuchotaient pas entre eux, ils ne riaient pas, ils ne remuaient pas comme nos Parisiens et nos Parisiennes, et ils ont d'abord un peu déconcerté, par cette attitude magistrale, les orateurs



et les membres du Congrès. Cependant on remarquait plus de vivacité à la seconde séance, et un certain entraînement à la troisième. Au dehors, sur la place, plusieurs groupes se formaient au moment de l'entrée et de la sortie des séances ; il régnait parmi eux une certaine animation.

La première séance a été ouverte à dix heures. Les membres du Comité d'organisation, qui s'étaient réunis dès neuf heures du matin dans une maison voisine de l'église, sont entrés dans la salle et ont été reçus par les applaudissements ; on a suivi, pour constituer le bureau, la même marche qu'à Paris. Un membre du Comité d'organisation, M. le docteur Spiess, a proposé les noms suivants, qui ont été acclamés :

Président, M. Jaup, membre du Parlement de Francfort et ancien ministre de Hesse-Darmstadt ;

Vice-présidents, pour l'Allemagne, M. Bonnet, pasteur de l'Eglise française réformée ;—pour l'Angleterre, MM. Richard Cobden et Ch. Hindley, membres du Parlement ;—pour la France, M. de Cormenin, membre de la Constituante, conseiller d'Etat, et M. Emile de Girardin, membre de l'Assemblée législative ;—pour les Etats-Unis, le rév. docteur Hitchcock, le rév. docteur Hall ;—pour la Belgique, M. Aug. Visschers, conseiller d'Etat, président du Congrès de Bruxelles.

Secrétaires, pour l'Allemagne, le docteur Varrentrapp et le docteur Creiznach ;—pour l'Angleterre, MM. le rév. Henry Richard, et le rév. W. Stokes ;—pour la France, MM. Ath. Coquerel fils, pasteur, et M. Joseph Garnier ; — pour les Etats-Unis, le professeur Cleveland, de Philadelphie, et M. Elihu Burritt.

Tous ces noms ont été accueillis par des applaudissements ; mais l'attention de l'Assemblée s'est plus vivement portée sur M. Richard Cobden et sur M. Emile de Girardin. On remarquait encore, dans l'auditoire, MM. J.-B. Smith et Lawrence Heyworth, membres du Parlement, M. Joseph Sturge, que M. Cobden appelle en riant le général en chef des quakers ; M. Dupectiaux, inspecteur général des établissements de bienfaisance en Belgique ; M. Numann, professeur d'économie politique à l'université de Groningue ; M. Suringar, d'Amsterdam ; M. Liebig, célèbre chimiste, professeur à Giessen ; le docteur Carové d'Heidelberg, auteur de plusieurs ouvrages philosophiques et de plusieurs écrits en faveur de l'abolition de l'esclavage ; M. Ellissen, négociant à Francfort, connu par ses efforts pour la liberté du commerce ; M. Goldschmidt, banquier, consul du grand-duc de Toscane ; M. Braunfels, avocat, écrivain distingué de Francfort ; M. Beck, conseiller de Darmstadt ; M. Jost, professeur, historien distingué ; M. Baur, docteur en théologie, professeur à Giessen ; M. Kirchner, pasteur de l'Eglise luthérienne ; M. Schrader, pasteur de l'Eglise allemande réformée ; M. Philippe de Bary, banquier, etc. Dans la délégation américaine trois membres appelaient surtout l'attention : les rév. Henry Garnett et Pennington, nègres et anciens esclaves, devenus ministres de l'Evangile ; et le rév. George Copway, de la nation des O-Jib-Ways et un des chefs de cette peuplade. C'est un homme jeune, grand, au teint cuivré, à la physionomie fière, avec un costume européen, rehaussé par quelques insignes de son pays.

Un personnage, d'un tout autre genre, a fait apparition dans la première séance parmi les visiteurs, et a excité un certain étonnement dans l'auditoire.

C'est de général Haynau, si lugubrement fameux par son commandement en Hongrie, et qui vient d'être si tristement traité en Angleterre ¹.

On ne l'a pas vu à la seconde et à la troisième séance, à laquelle assistaient un assez grand nombre de voyageurs et de touristes des eaux.

Aussitôt après la constitution du bureau, le président a invité l'Assemblée à un moment de silence religieux ; il a ensuite ouvert les travaux du Congrès par un discours. M. Jaup, président du Congrès, est déjà avancé en âge, il a une figure fortement accentuée, qui semble plutôt indiquer un ancien sage des bords de la Delaware, qu'un enfant de la blonde Allemagne. Cependant il ne parle que l'allemand ; mais il a été constamment assisté de M. le pasteur Bonnet, parlant avec une rare facilité l'allemand, l'anglais, et le français.

M. Jaup, qui jouit en Allemagne de l'estime générale, et qui a été accueilli avec une faveur marquée, a fait l'historique des Sociétés et des Congrès de la paix, et il a émis dans cet exposé quelques belles pensées. Il a dit que pour la réalisation du progrès et des idées généreuses, il y avait un pouvoir plus fort que tous les autres, l'opinion publique. Il a ajouté qu'il était de l'essence de ces idées qu'elles marchassent plus vite que leur réalisation ; mais que cependant tout semble concourir de nos jours à ce que la réalisation suive de près la vulgarisation.

Après l'allocution de M. le président, on a lu les noms des principaux membres présents, la liste des adhésions et les lettres de M. Victor Hugo, président du Congrès de la paix, et de M. l'abbé Deguerry, curé de la Madeleine, et vice-président de ce même Congrès. Ces lettres ont été écoutées avec un vif intérêt.

La discussion s'est ensuite ouverte sur la première résolution proposée par le Comité d'organisation, et qui a été votée en ces termes :

Le Congrès des Amis de la paix universelle, réuni à Francfort-sur-le-Mein les 22, 23 et 24 août 1850, reconnaît que le recours aux armes étant condamné par la religion, la morale, la raison, l'humanité, c'est un devoir d'adopter des mesures propres à amener l'abolition de la guerre ; et le Congrès recommande à tous ses membres de travailler, dans leurs pays respectifs, à faire disparaître, par une meilleure éducation de la jeunesse et par les enseignements de la chaire, de la tribune et de la presse, les haines héréditaires et les préjugés politiques et commerciaux qui ont été presque toujours cause des guerres les plus désastreuses.

MM. Burnett, Bonnet, de Cormenin, le révérend Garnet et Emile de Girardin, ont pris la parole sur ce vœu.

Le révérend Burnett est cet orateur piquant et original qui a été applaudi à Paris, et dont l'éloquence a cela de remarquable qu'elle réveille et égaye même la partie de l'auditoire qui ne le comprend pas.

M. Bonnet, de Francfort, a développé dans un discours français l'idée de la paix, particulièrement au point de vue de la paix et de l'humanité ; il a combattu le préjugé suivant lequel il y aurait une morale autre pour les individus que pour les Etats. L'orateur rappelle l'exemple de l'illustre Penn qui a su établir ses compagnons aux Etats-Unis sans faire la guerre aux Indiens, et conclut par les paroles de Louis-Philippe, répondant à M. de Laroche-foucault, au

¹ Ce personnage, que les Amis de la paix ont pu observer, tout à leur aise, errant sur les promenades de Francfort, les bateaux à vapeur et les chemins de fer, est un homme de stature ordinaire, blond, vieillot, avec un front déprimé, une petite figure, des moustaches longues d'un demi-pied, grisonnantes et donnant à sa physionomie un air étrange et répulsif.

sujet du premier Congrès de la paix en 1843 : « Je suis convaincu que le jour viendra où on ne fera plus la guerre. »

M. de Cormenin a lu une courte allocution en français, écrite avec la même plume qui l'a rendu populaire. « On nous dit rêveurs et même un peu fous ; soit. Si la paix est une utopie, elle est une utopie comme la vertu, la justice, l'humanité, qui vaut certainement mieux que celle de la guerre. Si elle vaut mieux, il faut le dire, le répéter aux populations, aux ouvriers, aux paysans, qui payent cette absurdité de leur sang et de leurs écus. — Il faut, dites-vous, une dernière bonne guerre pour conquérir la liberté. La dernière ! mais l'histoire démontre que c'est toujours à recommencer, que la liberté est toujours victime. »

Après M. de Cormenin, c'est M. Garnett, de New-York, qui a été entendu. A la vue de cet ancien esclave, aujourd'hui ministre de l'Évangile, un grand enthousiasme a éclaté dans l'Assemblée.

La parole a été ensuite donnée à M. de Girardin, qui a été accueilli par de très-chaleureuses démonstrations. Dans ce premier discours, M. de Girardin a surtout développé cette idée, que le progrès des sciences et de l'industrie, des voies de communication, amène l'unité des peuples, c'est-à-dire l'uniformité des impôts, la liberté des échanges, l'abolition de l'esclavage, le respect de la vie humaine, l'abolition des armées permanentes, c'est-à-dire encore les conditions de la paix universelle.

Après une discussion à laquelle ont pris part M. Visschers, conseiller d'État en Belgique, M. Beck, conseiller de Hesse-Darmstadt, M. Emile de Girardin, M. Maurer, de Francfort, le professeur Cleveland, de Philadelphie, et M. Cobden, on a aussi voté, dans la première séance, cette seconde résolution :

Le Congrès estime que le moyen le plus efficace de conserver la paix serait que les gouvernements soumissent à un arbitrage les différends qu'ils ne pourraient pas arranger à l'amiable.

Après avoir fait ressortir ce que le moyen de l'arbitrage a de rationnel et d'irréfutable en théorie, M. Visschers, qui parle en français, examine la question sous le rapport de l'application, au double point de vue de l'état actuel de l'Europe et de l'avenir. En ce qui touche l'état actuel, il cite les Congrès assemblés depuis un demi-siècle pour arranger les affaires des peuples à l'amiable ; il cite notamment la Belgique, dont l'existence a été fondée par un arbitrage, la Belgique, calme et prospère au milieu des agitations contemporaines.

Au sujet de l'avenir, M. Visschers montre la formation des nationalités ; puis la réunion de celles-ci en confédérations qui détruiront les haines, établiront l'égalité des peuples, associeront les intérêts et les organiseront de façon telle que leurs différends ne pourront plus être vidés que par l'arbitrage. M. Visschers termine en rappelant aux Allemands que leur plus célèbre philosophe, Kant, a écrit sur la paix perpétuelle, que Goethe et Schiller, leurs grands poètes, ont aussi salué la paix comme l'espoir de l'avenir.

M. Beck, conseiller de régence, cite des passages d'un sien écrit, qui se rapporte à la question en discussion. Parlant de la composition du tribunal des arbitres, il pense que la moitié des membres devrait être nommée par le gouvernement, et l'autre moitié par les diètes.

M. de Girardin établit l'arbitrage et la renonciation de l'appel à la force par l'appel à la justice, et il pense qu'un jour les peuples y arriveront par une

assemblée universelle des délégués de toutes les nations, qui y seraient représentées en rapport de la population.

Un journaliste allemand lui succède, M. Maurer, qui cherche souvent à s'échapper (malgré les efforts du président pour le ramener à la question), par la tangente et à plaire au public des galeries en se lançant dans les questions spéciales et favorites de la démocratie allemande. Ensuite le professeur Cleveland lit une adresse envoyée par des citoyens de Philadelphie, et la parole est donnée à M. Cobden, qui clôt la séance par une improvisation pleine de bon sens et de tact. En voici la substance :

Nous dirons aux diplomates et aux gouvernements : lorsque vous avez épuisé tous vos moyens, plutôt que d'avoir recours à l'arbitrage de l'épée, adressez-vous à un jury intelligent, capable de discerner la raison et la justice. — Vous reconnaissez ce principe bon pour les individus ; appliquez-le aux nations dans tous les cas et sans exception. — Il n'est pas nécessaire que vous ayez un tribunal érigé pour assurer dans toutes les occasions les moyens d'arbitrage ; mais quand les diplomates ne peuvent plus continuer leurs relations, que les gouvernements, plutôt que de se battre, fassent appel à des hommes éminents, comme les Humboldt, les Bankroft, et qu'ils les prient de donner leur avis sur ces questions d'étiquette, ou ces disputes à propos de quelques milliers de livres sterling, semblables à celles que nous voyons se débattre devant nous.

M. Cobden fait plusieurs allusions aux derniers événements et aux discussions qu'ils ont soulevées au sein du Parlement. Il cite comme un progrès des idées auxquelles il se consacre la proposition faite, non sans succès, au Parlement et à la Chambre des lords, d'un jury composé moitié d'Anglais et moitié d'étrangers, pour examiner les différends avant que l'Angleterre s'engageât dans la voie des armes. L'orateur tire ensuite, avec le tact dont il est doué, parti de l'apparition du général Haynau dans l'assemblée, qu'il rapproche de la présence du général Klapka à un meeting de la paix du 31 octobre à Londres.

II.

La seconde séance du Congrès a été consacrée à la question des armements et à celle des emprunts publics.

Sur les armements le Congrès a émis le vœu suivant :

Le Congrès pense que les armées permanentes, avec lesquelles les gouvernements de l'Europe se menacent réciproquement, imposent à tous les peuples des charges écrasantes et attirent sur eux des calamités sans nombre ; et le Congrès ne saurait trop appeler l'attention des gouvernements sur la nécessité de parvenir à un désarmement international, sans préjudice des mesures qui seraient jugées nécessaires dans chaque pays pour maintenir la sécurité des citoyens et la tranquillité de l'Etat.

Les orateurs entendus sur cette question sont : M. Ch. Hindley, membre du Parlement ; M. Stein, de Francfort, rabbin ; M. Joseph Garnier, de la Société d'économie politique de Paris ; le docteur Bullar, de l'Etat du Missouri ; M. Emile de Girardin, M. Dawson, de Birmingham ; le révérend Hitchcock, de Massachussets ; M. Richard Cobden et le révérend Hall, de Rhode-Island.

M. Ch. Hindley (en anglais) s'est attaché à faire ressortir la supériorité des intérêts généraux de l'humanité sur les intérêts particuliers des peuples, et même sur les intérêts allemands. Dans une allocution (en allemand) très-imaginée et souvent applaudie par les galeries, M. le rabbin Stein, tout en

reconnaissant que les tendances de l'assemblée sont le commencement de l'accomplissement des promesses de l'Ancien-Testament, défend le point de vue patriotique et national. Il ne croit pas que le moment actuel soit favorable pour propager en Allemagne les propositions du Congrès; toutefois il pense que le peuple des idées, que la nation des penseurs, ne tarderont pas à être accessibles à ces grandes vérités.

M. Joseph Garnier, qui a ensuite pris la parole en français, a d'abord fait l'énumération des causes de guerre. Ces causes sont, à ses yeux : les intérêts religieux, les intérêts des familles régnantes, les intérêts économiques des peuples, les gros armements. Les trois premières causes vont s'affaiblissant par le progrès de la religion, de la civilisation et de l'économie politique, dont les vérités agissent comme par leur propre poids, même chez les peuples qui voudraient les méconnaître. Arrivant aux gros armements, M. Joseph Garnier a montré comment ils amènent à la guerre, et combien ils contribuent à l'appauvrissement et à la démoralisation des peuples, en retirant de la production la moitié des forces vives de la population en consommant de grandes richesses d'une manière improductive, en développant, soit en temps de paix, soit en temps de guerre, l'immoralité, non-seulement parmi les soldats, mais encore parmi les populations au milieu desquelles ils vivent, et en impressionnant l'enfance et la jeunesse de la manière la plus fatale. Faisant un retour sur l'expérience des années qui ont précédé les événements de 1848, M. Joseph Garnier conclut au remplacement du système de la paix armée, par un système de paix désarmée.

Le docteur Bullar, du Missouri, après des considérations élevées sur la fraternité des hommes, fait un tableau de la situation heureuse des Etats-Unis, qui n'ont que 8 à 10,000 hommes de troupes sur pied, et qui peuvent offrir des moyens d'existence assurés à tous ceux que le désarmement licenciera en Europe.

M. de Girardin a critiqué les défauts du recrutement obligatoire, et a montré que les nations pouvaient entrer dans un système de désarmement, en convenant de baser leurs forces respectives sur le chiffre de la population. Il a ensuite montré les dangers de former des armées d'observation qui effrayent les autres peuples et qui, en les engageant à former des armées analogues, peuvent engendrer la guerre d'un moment à l'autre.

Le rév. docteur Hitchcock, du Massachussets, après des réflexions religieuses et philosophiques, déclare qu'il aime son pays et ses institutions; qu'il leur sacrifierait au besoin sa vie, mais que jamais il ne combattrait par ordre du gouvernement, parce qu'il tient la chose pour criminelle et inhumaine.—Le rév. docteur Hall, de Rhode-Island, parle dans le même sens, et compte sur les progrès de l'esprit du christianisme pour abolir à jamais la guerre.—Enfin, M. Cobden clôt encore la discussion par une improvisation toujours heureuse et vivement applaudie.

M. Cobden commence par établir en fait que depuis deux ans la force armée a augmenté en Europe de cinq cent mille hommes, et qu'elle est plus considérable que du temps de Napoléon ! Les grandes armées lui paraissent, comme aux orateurs précédents, comme à Chatam, incompatibles avec les progrès de la liberté. Il voit ensuite les dangers de l'Europe dans le chiffre excessif des budgets, car la détresse financière durera tant qu'on maintiendra les gros armements, et avec la détresse financière subsisteront les causes de trouble et de

révolution. Ce n'est jamais l'excès des armements qui a fortifié les empires ou les a empêchés de s'écrouler.

La quatrième résolution, sur les emprunts, a été votée dans la même séance, presque sans discussion, à la suite de peu de paroles prononcées par M. Drucker, d'Amsterdam, par M. Em. de Girardin et par M. Zachariæ de Gœttingue, dans le Schleswig, lequel a émis cette pensée, qui est la nôtre, que l'union des douanes a plus fait pour l'union allemande que la Confédération germanique. Cette résolution est ainsi conçue :

Le Congrès réproouve les emprunts publics négociés à l'extérieur et destinés à fournir à des peuples étrangers les moyens de s'égorger entre eux.

III.

La troisième séance a été consacrée à la question de non-intervention, à celle du Congrès des nations, à celle du duel et aux opérations finales du Congrès.

Le premier orateur qui prend la parole est M. G. Copway, chef des Ojibways. Il est accueilli par de vives acclamations. Il parle avec facilité. Il raconte qu'il vivait, il y a quinze ans, dans les forêts vierges de l'Amérique, bien loin de penser, comme aujourd'hui, qu'avec les progrès des sciences et de la civilisation, le règne de la paix durable s'avance à grands pas. Il dit, en finissant : « Lorsque je suis monté à cette tribune, vous avez peut-être cru que j'arrivais le glaive au côté ; mais ce n'est pas une épée que je vais offrir à notre honorable président (l'orateur développe un objet recouvert de papier), c'est simplement le calumet de la paix. (On rit et on applaudit.) »

A M. Copway succède M. le docteur Weil, de Francfort, qui ne voudrait pas voir dans la paix universelle l'abnégation nationale et le droit pour les plus forts d'opprimer les plus faibles.

La tribune est ensuite occupée par M. de Bodenstedt, arrivé quelques moments auparavant de Berlin, et qui avait été annoncé par une dépêche télégraphique, comme devant faire au Congrès une proposition relative aux affaires de Schleswig-Holstein, au nom de plusieurs hommes notables. La présence et la mission de M. de Bodenstedt avaient jeté quelque émotion dans l'assemblée ; on craignait qu'il ne fît une digression trop accentuée dans la politique, et que cette digression ne compromît le caractère du Congrès. Mais, grâce à la précaution qu'avait prise l'orateur de parler en anglais, il a pu dire l'objet de sa mission sans trop faire dévier la discussion. M. de Bodenstedt aurait voulu que le Congrès nommât une commission composée de deux membres de chaque nation pour émettre une opinion dans le différend entre les duchés et le Danemarck. Sur l'observation de M. Cobden, le Congrès a pensé que tout en appelant de ses vœux la solution pacifique de cette affaire, par arbitrage, il ne lui convenait pas de se donner une pareille mission et de prendre cette délicate et ambitieuse initiative.

Après cet incident, la discussion a repris son cours. M. Emile de Girardin s'est prononcé pour le principe absolu de non-intervention, qu'il trouve plus utile à la civilisation, que le principe contraire fécond en catastrophes et en guerres interminables. M. Richard Cobden prononce un discours dans le même sens. M. le président Jaup est intervenu dans le débat pour rappeler, avec des dates historiques, que le principe en discussion a été accepté souvent par plusieurs Etats, et que la Diète germanique l'a notamment proclamé en 1834.

Le Congrès a encore entendu sur ce sujet M. le docteur Creiznach, M. Madono de Casale, en Piémont, et M. Miall, rédacteur en chef du *Non Conformist*, à Londres. M. Madono a parlé en italien, en faveur de la proposition. Pour les personnes de l'auditoire qui n'entendent ni l'allemand, ni l'italien, quelques paroles, d'ailleurs très-élégantes, en cette langue, leur ont produit l'effet de la rosée après une rude sécheresse.

M. le docteur Creiznach, israélite, qui est un orateur remarquable et qui a l'estime de tous à Francfort, a repris le thème de M. Weil, et un peu aussi celui du rabbin Stein, il s'est fait l'interprète des scrupules des Allemands, qui n'ont pas encore confiance dans les doctrines de la paix prêchées par des hommes venant d'un pays qui a envahi l'Inde et d'un autre pays qui veut toujours étendre ses frontières. Mais après avoir déchargé son cœur, l'orateur a dit que la patrie de Luther, de Leibnitz, de Kant, de Hader, ne restera certainement pas en arrière. M. Miall, prenant texte de ces craintes, s'est félicité que le Congrès se fût rassemblé dans la capitale même de l'Allemagne, comme pour mieux répandre la semence de paix.

On a ensuite mis en discussion la question relative à la formation d'un Congrès général des représentants des nations, chargé de préciser les lois internationales. Cette question a été l'occasion d'un de ces discours doucement persuasifs, comme les fait l'homme le plus dévoué d'être ces hommes dévoués, M. Elihu Burritt.

Elle a aussi donné lieu à un sage discours de M. Lawrence Heyworth, membre du Parlement, à d'originales et spirituelles allocutions de MM. Chappin, de New-York, André Reed, d'Angleterre, Athanase Coquerel, de Paris, à l'argumentation un peu vague du docteur Kothe, de Francfort, et à l'exposé (écouté par l'intervention du président) des principes d'une langue universelle, par M. Ferdinand Schultz, de Nancy.

M. Athanase Coquerel fils a agréablement captivé l'auditoire par une spirituelle réfutation des sophismes qu'on objecte aux Amis de la paix. Il a expliqué quels sont les vrais grands hommes; il a cité de remarquables passages de l'Ancien-Testament à l'adresse des gens de guerre, de spirituelles boutades de La Bruyère sur la guerre, et le récit saisissant d'un épisode de la bataille de Leipzig, pour montrer jusqu'à quelle horreur de procédés les hommes peuvent atteindre.

Voici les deux vœux adoptés par le Congrès.

Le Congrès adopte le principe de non-intervention, et reconnaît qu'il n'appartient qu'à chaque Etat de régler ses propres affaires.

Le Congrès recommande à tous les Amis de la paix de préparer l'opinion publique, dans leurs pays respectifs, à la convocation d'un Congrès de représentants des Etats, dont l'unique objet serait la rédaction de lois internationales.

Sur la proposition de M. de Cormenin, un vœu est également émis contre le duel. M. de Girardin a appuyé la motion. Il a formulé son opinion en quelques paroles bien senties, et il a rappelé avec beaucoup de convenance le malheur qui lui est arrivé et qui a laissé dans son âme des regrets que quinze ans n'ont pu faire disparaître!

Après le vote de la proposition de M. de Cormenin ont eu lieu les opérations finales usitées dans ce genre de réunion, c'est-à-dire les remerciements : au sénat de Francfort, au président, aux membres du Comité d'organisation et au docteur Varrentrapp (connu par ses travaux sur les réformes pénitentiaires);

et qui avait accepté la pénible et délicate mission de secrétaire, etc. A propos de ces opérations les Anglais savent prononcer de petits discours, où se produit souvent la verve la plus originale. Le révérend Henry Richard, notamment, a tenu pendant quelques minutes l'auditoire sous le charme d'une noble éloquence.

La série des allocutions terminée, ç'a été le tour des cheers et des hourras britanniques en l'honneur de l'Allemagne en général et de la ville de Francfort en particulier, lesquels ont paru beaucoup intéresser le public allemand, pour lequel ce spectacle était tout à fait nouveau.

Après les séances, les membres du Congrès se sont encore trouvés réunis le soir, au jardin du Mein-lust, établissement sur les bords du Mein, où plusieurs prenaient leur dîner.

Plusieurs délégués ont quitté Francfort dès dimanche matin ; les délégués anglais et américains ont, pour la plupart, visité les ruines d'Heidelberg et Wiesbaden.

On a remarqué, dès le début, que la plupart des hommes qui ont reçu, d'ailleurs avec une effusion toute fraternelle, les délégués de la paix, n'acceptaient qu'avec des réserves les propositions déjà votées au Congrès de Paris ; plusieurs docteurs des universités auraient voulu y faire, en faveur de la guerre défensive, des réserves dangereuses que le Comité a eu le bon esprit d'écarter. D'autres n'ont pas été libres en présence de l'entraînement des écoles et de la population pour les duchés danois ; d'autres enfin ont hésité sur les questions du désarmement, des emprunts et de la non-intervention, sous l'influence des événements contemporains. Ces trois raisons expliquent l'absence ou le silence de plusieurs notabilités scientifiques de l'Allemagne dans cette grande manifestation, qui a pourtant eu beaucoup d'attrait pour eux.

Quoique moins nombreux et moins brillant que celui de Paris, le Congrès de Francfort a eu un utile enseignement, et il portera ses fruits. L'attention publique aura de nouveau été éveillée sur une noble cause, et désormais l'Allemagne intelligente est mise en demeure d'examiner ce qu'il y a de superficiel au fond des préjugés ou des craintes d'une nationalité ombrageuse.

P. S. Nous nous apercevons, en relisant ce compte-rendu décoloré, que nous avons oublié de mentionner qu'à la troisième séance, il a été lu une belle adhésion de monseigneur l'archevêque de Paris, et déposé sur le bureau un grand nombre d'adhésions, parmi lesquelles le Comité avait surtout remarqué les lettres de MM. Bastiat, représentant du peuple ; Horace Say, conseiller d'Etat ; Selys-Lonchamps, ancien représentant belge, etc. L'illustre et vénérable M. de Humboldt a aussi écrit une remarquable adhésion, qui n'est pas arrivée à temps et qui n'a pu être communiquée au Congrès.

CHRONIQUE.

SOMMAIRE : Le télégraphe électrique à travers la Manche. — Un vœu du Conseil général contre le libre échange. — Abréviation de la durée légale des exercices financiers. — Départ de M. Frédéric Bastiat. — La question des sucres à la Société d'économie politique. — Il faut s'occuper de la contrefaçon. — Enquête sur le crédit foncier. — Réponses économistes de M. le président de la République. — Faits économiques du règne de Louis-Philippe. — Bruit d'un plan de Zollverein austro-italien. — Votes du Parlement anglais. — Réforme de la loi de navigation en Hollande. — Importation en 1850. — Nombre d'exposants français à Londres.

La fin du mois d'août et le commencement de septembre 1850 auront vu s'accomplir un grand fait scientifique, d'une portée incalculable pour les progrès de la civilisation et de la paix ; nous voulons parler de l'établissement du télégraphe électrique sous-marin entre Douvres et Calais. Les opérations ont commencé le 27 août. Un steamer, monté par trente hommes et par MM. T. Crampton et C. J. Wollaston, ingénieurs civils, portait, sur un tambour de sept pieds de diamètre et quinze de long, un fil métallique entouré d'une gaine de gutta-percha, et d'une longueur d'environ trente milles. Ce fil a été déroulé et déposé au fond de la mer, suivant une ligne droite partant du cap Grinez, le point le plus rapproché de la côte anglaise, et venant aboutir à un autre point, entre Calais et Boulogne. Cette curieuse entreprise a été faite par une société en commandite anglo-parisienne, au capital de 250,000 francs, et qui a, dit-on, reçu des deux gouvernements l'autorisation d'exploitation exclusive.

— Nous avons peu à dire cette année des délibérations des Conseils généraux, la préoccupation des esprits ayant principalement été attirée vers la politique, dont nous n'avons pas à nous occuper. Nous rappellerons, toutefois, que le Conseil général de l'Aube a repris, sur la proposition de M. Gréau aîné, le vœu émis en 1847 contre le libre échange. En 1847, l'Association de la liberté des échanges venait d'éveiller l'opinion publique sur cette grave question. Cette année, les protectionnistes ont été sans doute un peu vexés par un certain mouvement dans une partie de la presse en faveur des réformes des tarifs, et notamment par l'annonce de la reprise des négociations avec la Belgique pour une union douanière.

Nous ne pensons pas qu'il ait été question sérieusement de la reprise de ces négociations, dont il n'a été parlé, à la suite d'un remarquable article des *Débats*, que par contre-coup de celles qui sont entamées entre la Belgique et le Zollverein au sujet du renouvellement du traité qui les lie, mais qui touche à sa fin, et qui a été dénoncé par cette dernière partie comme ne devant être renouvelé qu'avec des modifications dans le sens protectionniste, si tant est qu'on sache bien le fond de la pensée des négociateurs prussiens.

— M. le ministre des finances vient d'apporter une amélioration dans le mécanisme de son département. Il a abrégé la durée légale des exercices, en rapprochant l'apurement définitif des budgets de l'époque de la clôture. Désormais l'Assemblée législative et la Cour des comptes pourront être renseignées beaucoup plus tôt sur les résultats des budgets effectifs. D'après les ré-

glements actuels, la recette et la dépense d'un exercice doivent s'accomplir dans les douze mois de l'année correspondante ; mais, d'une part, il est accordé deux mois de tolérance pour achever les services de matériel qui n'ont pu être arrêtés mathématiquement le 31 décembre ; et, d'autre part, la liquidation et l'ordonnancement des dépenses se prolongent jusqu'au 30 septembre de la seconde année, et le paiement des ordonnances jusqu'au 31 octobre. Ce n'est donc qu'à la fin de la seconde année que l'on peut connaître le montant d'un budget avec exactitude, et c'est ainsi que s'expliquent les nombreuses variations que l'on remarque dans les exposés des situations financières.

M. Fould a fait faire un pas important vers le but de toute comptabilité perfectionnée, qui consiste à rapprocher autant que possible la justification des faits de leur accomplissement. Il a limité à un mois, au lieu de deux, le délai concédé pour compléter la dépense d'un exercice ; il a ensuite abrégé de deux mois l'intervalle dans lequel doivent s'accomplir aujourd'hui les opérations complémentaires de la liquidation, de l'ordonnancement et du paiement. Ainsi l'ordonnancement serait clos désormais à la fin de juillet de la seconde année, et les paiements à la fin d'août. Dès le 1^{er} septembre on a donc pu procéder à l'établissement et à l'apurement du compte définitif de l'exercice expiré avec l'année précédente. Cette réforme apporte de notables avantages dans la comptabilité ; elle permet à la Cour des comptes et aux Commissions financières de l'Assemblée de connaître mieux et plus tôt les faits et les chiffres des budgets effectifs ; elle est, en outre, favorable aux intérêts des créanciers de l'Etat, puisqu'il en résultera sur tous les points de la France une plus grande impulsion pour la liquidation et le paiement des dépenses. Il y a beaucoup à faire dans cet ordre de simplifications pour toutes les branches de notre administration ; et nous devons féliciter M. le ministre des finances d'avoir pris une initiative utile pour une foule de services et d'intérêts tant publics que privés.

— M. Frédéric Bastiat, représentant du peuple, était venu à la dernière réunion des économistes pour faire ses adieux aux membres de cette société. Cédant aux sages avis du docteur Andral, M. Bastiat va passer l'hiver à Pise, et rétablir sa santé altérée par le climat de Paris et un travail trop ardent : il est en ce moment atteint d'un mal de gorge persistant, qui le prive complètement de la voix. Nous espérons que le brillant auteur des *Sophismes* et des *Harmonies économiques*, sous l'heureuse influence du climat d'Italie, pourra bientôt terminer le second volume de ce dernier ouvrage, déjà bien avancé.

Dans cette même réunion, présidée par M. Horace Say, récemment arrivé de voyage, la discussion s'est engagée sur la question des sucres, qui a été soumise tout récemment aux délibérations du Conseil d'Etat, et qui doit être portée bientôt devant l'Assemblée législative. M. Rodet, l'un des hommes de notre pays qui connaissent le mieux les détails pratiques de cette question, est entré dans quelques développements pleins d'intérêt sur la production et le commerce du sucre dans les diverses parties du monde. Il ne croit pas que la réforme des tarifs puisse jamais avoir en France les mêmes résultats qu'en Angleterre, et y étendre la consommation du sucre au même degré, parce que les habitudes du pays sont autres. M. Villermé fils a combattu ces conclusions et soutenu que l'élévation des prix est le seul obstacle à l'extension de la consommation en France. Il a produit, à l'appui de ses assertions, plusieurs faits dont M. Rodet conteste la juste application. M. Coquelin a insisté, à deux reprises, sur la nécessité d'une réforme immédiate et radicale de nos tarifs, et particulièrement de

la suppression entière de la surtaxe qui frappe les sucres étrangers. C'est à cette condition seulement, dit-il, que l'on obtiendra des résultats sérieux, et cette solution, qui paraît au premier abord trop absolue et trop hardie, est réclamée tout à la fois par l'intérêt de nos finances publiques, par l'intérêt de notre marine marchande et même par l'intérêt bien entendu des colonies, en un mot, par tous les intérêts engagés dans la question. Ces conclusions ont été combattues par M. Gabriel Lafond, qui proteste, au nom des colonies, contre tout changement trop brusque. A cette occasion, M. Gabriel Lafond s'est livré à quelques interprétations sur les réformes libérales de l'Angleterre, dont plusieurs lui paraissent avoir été dictées par un esprit machiavélique. Sans se prononcer sur le fond du débat, M. Horace Say a redressé ce qu'il peut y avoir d'erroné dans les interprétations de M. Gabriel Lafond, et a rétabli dans leur vrai jour les intentions du gouvernement anglais, soit dans la réforme des tarifs, soit dans l'acte encore plus éclatant de l'abolition de l'esclavage.

En l'absence de M. Joseph Garnier, M. Guillaumin, seul membre présent qui eût assisté aux séances du Congrès de la paix, à Francfort, a fourni à la Société quelques détails intéressants sur la tenue du Congrès et sur les divers incidents qui en ont signalé la marche.

— M. Ancelot, membre de l'Institut (Académie française), est de retour d'un voyage dans toute l'Europe, où il est allé recueillir, en vertu d'une mission qu'il avait reçue, des renseignements sur la contrefaçon et les moyens de garantir la propriété littéraire de nos écrivains, de nos artistes, de nos éditeurs, de nos graveurs et des nombreux intéressés à l'industrie de la librairie et de l'imprimerie. Le moment est venu pour tous ces intéressés d'agiter la question, c'est-à-dire de pousser l'administration et les ministres, et d'obtenir d'eux un concours actif pour la négociation de traités internationaux qui circonscrivent la contrefaçon en Belgique. Le temps presse ; car déjà cette déplorable industrie a fondé des établissements à Leipzig, au sein de l'Allemagne.

— Le Conseil d'Etat vient de publier une nouvelle enquête d'une grande importance, l'enquête sur le crédit foncier. La lecture de ce recueil d'opinions d'hommes compétents sera fort utile aux représentants qui doivent, dans la prochaine session, nous *organiser* le crédit foncier, et le crédit agricole, et le crédit territorial, et d'autres crédits encore qu'ils ont légèrement promis à leurs électeurs non moins illusionnés qu'eux. Elle les convaincra, s'ils le lisent, combien la loi sur l'usure qui doit être soumise à une troisième délibération, va à l'encontre de leurs désirs, la baisse progressive du taux de l'intérêt.

. — Nous suivons M. le président de la République, dans ses voyages, attentifs à saisir les symptômes de progrès économiques que ce genre de manifestation pourrait faire éclore. Nous avons peu de chose à constater. En général, les discours officiels, quand ils touchent aux questions économiques, sont à double et triple entente, et il est difficile de savoir ce que les orateurs ont bien voulu dire.

A Lyon, M. le président de la République répondant au président de la Chambre du commerce, a dit : « Rétablir l'ordre et la confiance, maintenir la paix, terminer le plus promptement possible nos grandes lignes de chemins de fer, protéger notre industrie et *développer l'échange de nos produits par un système commercial progressivement libéral*, tel a été et tel sera le but constant de mes efforts. »

Ceci semble signifier que M. le président veut être partisan des réformes

économiques opposées à la protection douanière. Nous sommes assez curieux de savoir comment M. le ministre du commerce traduit ces mots : « Protéger l'industrie et développer les échanges par un système libéral. »

À Cherbourg, M. le Président a répondu au maire de cette ville (nous ne prenons que la partie économique de son discours) : « Plus je parcours la France, et plus je m'aperçois qu'on attend beaucoup du gouvernement. Je ne traverse pas un département, une ville, un hameau, sans que les maires, les Conseils généraux et même les représentants me demandent, des voies de communication, des canaux, des chemins de fer, l'achèvement de travaux entrepris ; partout, enfin, des mesures qui puissent remédier aux souffrances de l'agriculture, donner la vie à l'industrie et au commerce. — Rien de plus naturel que la manifestation de ces vœux ; elle ne frappe pas, croyez-le bien, une oreille inattentive ; mais à mon tour, je dois vous le dire, ces résultats tant désirés ne s'obtiendront que si vous me donnez le moyen de les accomplir, et ce moyen est tout entier dans votre concours à fortifier le pouvoir et à écarter les dangers de l'avenir. »

M. le Président aurait pu rappeler fort à propos ici des paroles très-sages qu'il a quelquefois prononcées en public, et exprimant cette pensée que, dans notre pays, on attend trop, beaucoup trop, l'impossible même du gouvernement, en ce qui touche précisément le travail de la nation. — Aide-toi, le Ciel t'aidera ; le gouvernement ne sait et ne peut t'aider. — Voilà ce qui est vrai ; et ce qu'on ne saurait trop dire aux Conseils généraux, aux représentants, aux maires qui se font les orateurs des départements, des communes et des hameaux, et qui obstruent le passage des chefs du gouvernement en voyage.

— Le règne de Louis-Philippe a, au point de vue économique, un caractère particulier qui sera sans doute apprécié un jour par quelque plume intelligente et indépendante. Nous nous bornerons à rappeler ici que les grands faits économiques des dix-huit ans pendant lesquels il a été à la tête des affaires sont : Le maintien parallèle de la paix en Europe, et d'un effectif militaire considérable et croissant ; un grand développement des voies de communication et des autres travaux publics ; la guerre et la conquête en Algérie ; l'augmentation des budgets annuels et des déficits, malgré une augmentation notable des recettes ; d'insignifiantes réformes financières et économiques ; la disette et la crise industrielle et commerciale de 1846 et de 1847. — Louis-Philippe était né à Paris le 6 octobre 1773 ; il a été proclamé roi le 7 août 1830 ; il a quitté la France le 24 février 1848 ; il est mort le 26 août 1850, à Claremont, en Angleterre, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

— On répare d'un Zollverein austro-italien. Rien de précis n'a été articulé à cet égard. Il est probable que ce plan, antérieur aux événements de 1848, et qui, plus tard, a été remplacé dans les préoccupations des économistes d'Etat de l'Autriche par un plan de Zollverein austro-allemand (V. la Chronique du numéro 107, 15 janv. 1850, tome XXIV, p. 315), ne sera sérieusement remis à l'étude que lorsqu'on aura résolu l'éternel problème de la Constitution de la Confédération germanique, lequel est plus confus aujourd'hui que jamais, et ressemble assez bien, entre les mains des diplomates, à un écheveau de fil aux prises avec de jeunes chats.

— Le Parlement anglais a été prorogé comme notre Assemblée législative. Plusieurs lois utiles ont été adoptées dans cette dernière session. L'une a doté d'une meilleure administration les colonies australes, et a introduit la

forme représentative dans ces établissements naissants et déjà si prospères. Une autre, relative au service de la marine marchande, allège les impôts qui pèsent sur elle, adoucit la discipline et améliore le sort des marins. Une troisième ordonne la discontinuation graduelle des inhumations dans les grandes villes. Des mesures ont été votées dans le but d'améliorer l'administration de la justice en divers départements. La reine a dit, dans son discours : « L'amélioration des revenus de l'Etat, et les réductions considérables faites dans diverses branches des dépenses publiques, ont tendu à donner à notre condition financière, stabilité et sûreté. »

La Hollande veut, elle aussi, marcher dans la voie du progrès. Voici le résumé de quelques-unes des principales dispositions des nouvelles lois de navigation que nous trouvons dans un journal belge : 1° rappel inconditionnel de faveurs distinctes accordées au pavillon hollandais, par la suppression des règlements accordant à ce pavillon des préférences sur les pavillons étrangers. — 2° Similarité conditionnelle du pavillon dans la navigation entre les Pays-Bas et leurs colonies, *et vice versa*. 3° Stipulations par lois concernant le commerce et la navigation dans les colonies et les possessions de ce royaume dans les autres parties du monde. — 4° Rappel de l'interdiction de l'inscription sur les registres hollandais des navires construits à l'étranger, en admettant ces navires à l'enregistrement moyennant un léger droit sur la valeur de ces navires ; — 5° Diminution des droits d'importation sur les principaux matériaux nécessaires à la construction des vaisseaux. — 6° Suspension de tous les droits de navigation sur le Rhin et le Wesel. — 7° Abolition totale des droits de transit. (*Patrie*, 8 septembre 1850.)

— L'Administration des douanes a fait connaître les importations des sept premiers mois de l'année. Les recettes du Trésor se ressentent des diminutions sur le sucre et le café. Elles étaient, en 1849, de 72 millions 400,000 francs ; elles ne sont, cette année, que de 69 millions 300,000 francs. La baisse s'est maintenue pendant le mois de juillet, qui n'a rapporté que 11,819,000 francs, contre 12,492,000 en 1849.

— Plus de douze cents exposants se sont fait inscrire pour l'exposition de Londres. Deux tiers appartiennent au département de la Seine, et l'autre tiers à 66 départements. Il y en a 80 du Rhône, 36 du Nord, 35 d'Alsace, 23 de la Seine-Inférieure, 13 de Seine-et-Marne, 10 du Gard, etc.

Les protectionnistes ont fait de leur mieux pour effrayer les exposants des deux côtés du détroit. Les protectionnistes anglais disent : Les Français vont surprendre vos procédés. Les protectionnistes français répètent : Les Anglais n'ont inventé cette exposition que pour vous voler le secret de votre travail. C'est le grand argument du *Moniteur industriel*, qui ne fait pas attention que les Anglais n'ont pas attendu 1851 pour étudier notre industrie, et qu'ils sont venus visiter toutes nos expositions ; circonstance qui n'a pas empêché nos industriels de progresser, et qui a peut-être contribué à leurs succès.

Paris, 15 septembre 1850.

 TRAVAIL

ET

 SALAIRES AGRICOLES EN FRANCE.

STATISTIQUE SOMMAIRE DE LA FRANCE.

I.

Lorsqu'en parcourant nos campagnes, on admire les épis dorés de nos moissons, nos vergers fleuris, nos vignes fécondes comme celles de la Terre promise, on ne songe guère que cette décoration pittoresque cache, derrière elle, les rouages qui font mouvoir notre société. Rien n'est plus simple, plus vulgaire que les machines dont l'action produit ces merveilles. C'est d'abord la charrue, et puis la bêche, instruments du travail agricole, qui en sont les symboles depuis plus de cinquante siècles, et dont la forme et l'usage sont aujourd'hui, chez les nations de l'Europe, les mêmes qu'au temps des plus anciennes dynasties égyptiennes, comme le témoignent les peintures des nécropoles de Thèbes. C'est ensuite le salaire journalier du labeur, pratique presque moderne, puisque, dans l'antiquité, on achetait les laboureurs au lieu de les payer ; et que, sous la domination féodale, on les achetait rarement, et beaucoup plus souvent on les prenait de vive force, ou l'on s'emparait d'eux par quelque procédure, telle que celle qui, même en 1778, adjugea les serfs du Jura aux chanoines du chapitre de Saint-Claude.

La nécessité du travail remonte à l'origine des sociétés, puisque la nature sauvage ne fournissant pas de végétaux comestibles, il faut, pour vivre, les obtenir par la culture. Cette nécessité, qui domine les populations depuis tant de milliers d'années, a changé le travail en une habitude dont on ne tient pas plus compte que de l'air qu'on respire ou de la lumière qui nous éclaire. C'est pourquoi personne n'a jamais inscrit dans l'histoire d'un pays quel nombre de travailleurs agricoles il possède, et quelle quantité de travail la terre exige d'eux pour chaque récolte. Les économistes du dernier siècle ont eu quelques velléités de savoir ces choses ; mais lorsque Voltaire dou-

tait s'il fallait attribuer à la France 16 ou 20 millions d'habitants, lorsqu'un ministre d'Etat, M. de Choiseul, donnait 30,000 lieues carrées, au lieu de 26,800 à notre territoire, lorsque Arthur Young doublait la valeur de notre production et l'étendue de nos vignes, on conçoit qu'à un tel éloignement de la vérité, il était impossible d'aborder les questions dont nos connaissances actuelles nous permettent d'essayer d'obtenir la solution.

L'étendue de la surface des cultures est, en France, ainsi qu'il suit :

	Hectares.	Lieues carrées.	Par habitant.
Céréales.....	13,900,263	7,007	41 ares.
Vignes.....	1,972,340	998	6
Cultures diverses.....	3,442,139	1,720	10
Prairies artificielles.....	1,576,547	820	5
Pépinières.....	766,578	389	»
Totaux.....	21,657,867	10,964	62

Attendu qu'il s'agit uniquement des terres soumises actuellement au travail, les jachères ne sont point comprises dans ces nombres qu'elles élèveraient à 28,421,000 hectares, ou 14,386 lieues carrées, étendue qui dépasse de beaucoup la moitié du territoire. Les pâturages, les forêts et les autres surfaces restent en dehors de ces chiffres.

Le travail appliqué à ces terres en culture étant proportionnel au nombre des travailleurs, il faut, pour l'estimer, déterminer la population agricole de la France ; opération qui ne peut être faite que par déduction, les recensements n'indiquant point la profession des individus.

On compte environ :

8 millions d'habitants dans les villes.....	22 pour 100
1 million dans les campagnes non-cultivateurs.....	3 —
27 millions de cultivateurs dans les campagnes et bourgs....	75 —
36 millions d'habitants.....	100

Ainsi, la population agricole forme les trois quarts des habitants de la France. En Angleterre, elle n'est que du tiers à la moitié du nombre total des habitants du pays.

A raison de quatre individus et demi par famille, on peut admettre qu'il y a 6 millions de familles agricoles en France. Le sexe et l'âge les subdivisent à peu près de la manière suivante :

Travailleurs :	6 millions d'hommes.
—	6 millions de femmes.
—	6 millions d'enfants adultes.
Totaux.....	18 millions de travailleurs actifs.
	6 millions d'enfants en bas âge.
	3 millions de petits enfants.
Total général.	27 millions d'habitants appartenant à la population agricole.

En répartissant le sol cultivé d'après ces nombres, on trouve que, 18 millions de cultivateurs exploitant plus de 21 millions et demi d'hectares, la quote-part de chacun est d'environ 120 ares, savoir : 84 en céréales, et 36 en vignes et autres plantes utiles.

Cette quote-part varie partout selon la nature des cultures de la contrée, et suivant la densité de la population ; mais, en général, elle reste considérable en France, et excède de 15 ares la moyenne que donne en Angleterre et dans l'Allemagne méridionale la même comparaison de la population rurale et du sol cultivé.

L'évaluation en argent de la production agricole va nous conduire à tirer d'importants résultats des données statistiques qui viennent d'être posées.

La surface de nos terres cultivées rapporte, année commune, plus de 5 milliards de francs, 5,152,653,000 fr. — C'est presque 240 francs par hectare.

Les frais de culture, non compris la valeur des semences, montent à 3 milliards, 3,016,261,000 fr. — C'est 140 fr. par hectare qui sont payés aux travailleurs ou gagnés par eux sur leurs propres domaines.

Cette somme de 3 milliards, divisée entre 6 millions de familles agricoles, donne à chacune d'elles, par année, un salaire de 500 francs, qui fait pour chaque jour à dépenser, 1 fr. 37 cent. ou 27 sous.

Les salaires sont répartis autrement que la dépense des travailleurs des campagnes ; celle-ci s'étend d'une extrémité de l'année à l'autre, tandis que la moyenne durée du travail rural n'excédant pas deux cents jours ou six mois et demi, c'est à ce terme que les salaires sont limités. Voici, par approximation, leur distribution pendant cette période :

6 millions d'hommes à 1 fr. 50 cent.....	1,800,000,000 fr.
6 millions de femmes à 0.75 cent.....	900,000,000
6 millions d'enfants à 0.25 cent.....	3,000,000
<hr/>	
18 millions de cultivateurs payés annuellement.....	3,000,000,000 fr.

C'est, pour le travail journalier des trois personnes de chaque famille, un salaire de 2 fr. 50 centimes. Sans doute, dans plusieurs départements, les laboureurs sont payés davantage ; mais il s'agit ici de moyennes générales qui sont tenues fort bas, soit par les chômages prolongés, soit par la concurrence des travailleurs.

En dehors de la population laborieuse, est celle des enfants en bas âge et des petits enfants qui gagnent trop peu pour qu'on puisse en tenir compte.

Des questions de vie et de mort sont liées intimement à ces chiffres, et leur importance est extrême, puisque les populations qu'elles

concernent s'élèvent à des millions, et constituent 75 sur 100 des habitants de la France.

Et d'abord suffit-il, au prix qu'ont maintenant les choses essentielles à la vie, d'une somme de 500 francs pour satisfaire pendant une année aux besoins d'une famille de quatre à cinq personnes dont deux ou trois enfants?

Le premier article est le blé. A raison de trois hectolitres par individu, sans distinction, il en faut 13 à 14 pour l'année entière. C'est une dépense de 210 ou 280 francs, selon que le blé vaut 15 francs, comme aujourd'hui, ou 20 francs, comme il arrive très-souvent. Dans le premier cas, il reste pour les autres nécessités 290 francs, et dans le second 220 fr. L'expérience la plus concluante, par sa durée et son étendue, ne laisse aucun doute que le bien-être des populations ne soit alors assuré, et qu'il ne s'augmente considérablement par les produits variés et abondants d'un jardin, comme beaucoup de familles en ont à présent. Mais lorsque, dans les années de disette, le blé vaut 25 ou 30 francs l'hectolitre, la nourriture de cinq personnes s'élève à 350 francs ou même à 420; ce qui absorbe, à 60 francs près, tout le salaire de l'année.

Voilà les éléments numériques du bonheur des champs; leur dernière expression est tout ce que peut avoir, au moyen d'une centaine de francs, chaque habitant de nos campagnes, depuis le vieillard jusqu'à l'enfant au berceau. Il n'y a pas là, sans doute, de quoi défrayer les plaisirs populaires de nos grandes cités; c'est tout au plus s'il est possible de payer le sel, qui doit relever le goût d'une soupe sans viande et sans beurre. Lorsqu'il survient un nouveau-né, les cent sous qu'exige la matrone présidant à son entrée dans le monde, sont le fruit de privations prolongées pendant plusieurs mois. Le souci de tous les jours, c'est d'amasser de l'argent pour payer le meunier, le loyer de la maison et le percepteur. Il ne reste rien pour l'école primaire qui doit ouvrir aux enfants la vie sociale; et il faut souvent se cotiser pour faire les frais d'une sépulture.

Et, pourtant, cette existence rude et pénible, chacun de ceux soumis à ses lois, l'aime avec tendresse, avec attachement, et rien ne saurait en faire perdre le souvenir. En voici un exemple pris sur des milliers dont j'ai été témoin.

Dans un pays d'outre-mer, alors riche et florissant, chaque militaire qui travaillait sur les habitations gagnait 100 francs par mois, et, de plus, il était nourri avec profusion et servi par des nègres avec tout le respect que la race blanche obtenait d'eux dans ce temps-là. Une partie des soldats qui jouissaient de cet heureux sort étaient des paysans bas-bretons; et quoiqu'ils reçussent de leur labeur le quadruple de ce qu'il leur aurait valu dans le Finistère, le regret de leur hameau les poursuivait sans cesse. Un jour de fête, l'équipage d'un navire de Morlaix, mouillé en rade, descendit à terre, précédé

d'un matelot, qui tirait des sons criards d'une cornemuse celtique, nommé Bignon. La garnison voisine accourut au bruit de cette aigre musique; chacun, en entendant les airs chéris de son enfance, s'attendrit jusqu'aux larmes, et, bientôt dominé par la puissance du rythme, se mit en branle sous les tamarins d'une savane, comme s'il eût été sous l'ormeau de son village. Mais cette scène plaisante faillit avoir un dénouement tragique et provoquer la sanglante intervention d'un conseil de guerre. Sous la vive excitation produite par la danse et la musique de leur pays, ces jeunes soldats se livrèrent au chagrin de demeurer éloignés de leur chère Bretagne; et dans l'exaltation de leurs sentiments, ils résolurent d'y retourner en s'emparant pendant la nuit du navire morlaisien dont l'équipage devait, de gré ou de force, seconder leur désertion. Instruit de ce complot deux heures avant son exécution, je pris les ordres du capitaine-général pour le faire avorter, en tirant le canon d'alarme, signal qui fit courir aux armes toutes les troupes, et leur fit occuper leurs postes de combat. L'idée de la présence de l'ennemi fit triompher le devoir, et personne n'hésita à marcher. Pendant ce temps, le navire mettait à la voile, et le grave danger dont il avait été l'occasion disparaissait avec lui.

Ces malheureux jeunes gens préféraient une vie de privations près du foyer paternel, à une vie d'aisance dans un pays étranger; ils aspiraient à reprendre leurs durs travaux, leurs habitudes sauvages, leur régime grossier; et, pour revoir leurs champs pierreux bordés de genêts arborescents, leur chétif hameau perdu dans les landes ou enseveli dans les rochers du rivage, ils avaient osé braver la terrible puissance de la justice militaire, qui frappait alors sans répit, inexorablement.

C'est donc une erreur que de juger les goûts, les besoins, les nécessités des habitants des campagnes d'après ceux des villes, et de croire qu'au village l'existence soit pénible parce qu'elle diffère de la nôtre. S'il fallait l'apprécier par ses effets, ce serait le contraire qui serait vrai; car si, comme on n'en saurait douter, la vie la meilleure est celle qui prolonge le plus nos jours et qui rend les hommes plus robustes et mieux portants, c'est bien la vie des champs, et non celle des cités, dont l'heureuse influence s'exerce ainsi sur l'espèce humaine.

Il faut qu'il y ait une puissance salubre bien grande dans l'air pur de nos campagnes, dans l'exercice des forces du corps qu'on y fait continuellement, et surtout dans la tranquillité d'esprit qu'on y conserve, pour surmonter les mauvais effets du régime des paysans. Il faut avouer que le progrès général et rapide de toute chose ne s'est point étendu, à cet égard, jusqu'aux populations rurales. Une grande partie d'entre elles vit encore de la même nourriture qu'Arthur Young signalait avec blâme, il y a soixante ans. « Les fermiers anglais, dit ce savant agronome, faisaient encore usage, il y a un siècle,

d'un pain mélangé de plusieurs sortes de grains qui le rendaient mauvais ; mais ils ne mangent plus maintenant que du pain fait avec du froment, et ils regarderaient avec horreur la nécessité de se nourrir, comme on fait en France, d'un pain noir fabriqué avec des céréales inférieures. »

C'était sous le règne de Louis XVI qu'Arthur Young faisait cette observation. Plus d'un demi-siècle s'est écoulé, notre richesse agricole a triplé de valeur, et cependant aucune amélioration n'est venue diminuer cette détresse de chaque jour. Une grande partie de la population de nos campagnes continue, par habitude, par nécessité, de se nourrir d'un pain détestable, mélange indigeste de seigle, d'orge, de son, de fèves, de pommes de terre, qui n'est ni levé, ni cuit suffisamment, et qui, gardé pendant des mois entiers, se couvre de moisissures et d'autres cryptogames dont la vue exciterait la répugnance des peuples les plus sauvages.

Dans un pays où rien ne se fait sans l'intervention des pouvoirs publics, il est à désirer que quelque homme d'Etat bienfaisant s'efforce de procurer à nos paysans l'avantage de manger de meilleur pain, et d'acquérir enfin une amélioration dans leur régime, qui est possédée depuis cent ans par la population rurale de l'Angleterre.

Et, cependant, par l'une de ces singularités dont les fluctuations de l'esprit humain donnent tant d'autres exemples, l'opinion publique est bien plus affectée de voir les campagnes privées de viande que de savoir qu'elles se nourrissent encore de mauvais pain. Cette détresse affligeante est complètement oubliée, et il n'est question, dans les mille projets qui éclosent chaque jour, que de multiplier le bétail, pour donner une nourriture animale à toutes nos populations. Ces projets, dont l'intention est digne d'éloges, ont-ils pour bases la nécessité et la possibilité ? C'est ce qui est au moins problématique.

Il est constaté que la consommation de la viande égale, en France, ou même excède celle des autres pays du continent. L'Angleterre seule l'emporterait de beaucoup, s'il était bien prouvé que 82 kilogrammes y reviennent à chaque habitant ; mais, toute vérification faite, cette consommation demeure fort incertaine ; et tout ce qu'on sait, c'est qu'elle est considérable. Il ne s'ensuit pas qu'il puisse en être ainsi en France. L'organisation physique et économique des deux pays n'est nullement la même, et leur diversité tend à donner des régimes différents à leurs populations. L'Angleterre, enveloppée dans l'atmosphère humide de l'Océan, possède des pâturages toujours verts qui entretiennent de prodigieuses quantités de bétail et de troupeaux, tandis que nos prés sont desséchés tour à tour par la chaleur de nos étés et la froidure de nos hivers. La nécessité d'un régime animal est moins grande au milieu de nos vignobles, que dans un pays où leurs produits sont mal remplacés par le thé, la bière et le genièvre. D'ailleurs, notre climat participe trop de celui du Midi pour ne pas imposer à nos po-

pulations une manière de vivre rapprochée de celle des pays chauds. Là où les pâturages donnent aux bestiaux une nourriture insuffisante ou médiocre, la viande est chère et souvent de chétive qualité. On s'en passe d'autant mieux que, la moitié de l'année, l'élévation de la température en altère le goût et les propriétés nutritives. Le monopole des boucheries et l'exagération des octrois concourent à l'envi à en restreindre la consommation.

Non-seulement les autres populations du continent ne mangent pas plus de viande que nous, mais encore jamais, en France, on n'en a consommé plus qu'à présent. Il fallait bien qu'avant 1789 la même disette se fît sentir, puisqu'il n'y avait pas alors de prairies artificielles, et que les prairies naturelles n'étaient pas aussi étendues qu'aujourd'hui, ce qui implique moins de fourrage et moins de bétail. Quant aux grains, on n'en donnait point assurément aux animaux, les hommes n'en ayant pas assez pour eux-mêmes. Il est évident que la consommation de la viande devait être alors extrêmement bornée ; car l'abstinence religieuse, le jeûne, en interdisaient l'usage pendant la moitié de l'année, et lui substituaient le maigre ou la diète.

Au reste, il serait bien possible qu'on attachât, de nos jours, une trop grande importance au régime animal, et qu'on en fît, à tort, une condition essentielle de la force corporelle des hommes. Les courageux ouvriers des forges de la Chaussade, dans la Nièvre, qui font les ancres et les câbles-chaines de notre marine militaire, ne mangent jamais de viande ; et pourtant ils travaillent, au milieu d'un feu ardent, quatorze heures par jour. Encore au sortir de l'atelier vont-ils bêcher leurs jardins. Jamais les Caraïbes de Saint-Vincent n'avaient goûté de viande, et je les ai vus, pendant deux campagnes, lutter sans infériorité, jour et nuit, corps à corps, avec les soldats anglais qui vivaient de bœuf rôti succulent.

Un exemple plus mémorable est celui des Romains. Dans l'ancienne Italie la viande était très-chère, et par conséquent hors de l'atteinte de tout autre que les riches personnages, possesseurs des dépouilles du monde. Et, cependant, aucun peuple moderne n'a égalé les Romains dans tous les travaux qui exigent la plus grande vigueur du corps et de l'esprit.

Il s'en faut donc de beaucoup que la nécessité d'un régime animal soit prouvée incontestablement. La possibilité de son introduction est encore plus douteuse. Comment, en effet, le journalier des campagnes, qui, par son travail et celui de sa famille, gagne en moyenne 27 sous chaque jour de l'année, pourrait-il prélever sur cette somme la valeur d'une livre de viande, et conserver assez d'argent pour acheter du pain, article qui absorbe 15 à 16 sous par jour quand le blé vaut 20 francs l'hectolitre ? C'est uniquement l'ouvrier des villes dont les salaires sont assez élevés pour lui donner le pouvoir de consommer de la viande plus ou moins souvent. La population agricole

est privée de cet avantage par la force invincible des choses. En effet, pour procurer seulement une livre de viande par jour à six millions de familles habitant les campagnes et formant 27 millions d'individus, il faudrait tout près de 1100 millions de kilogrammes, c'est-à-dire environ le double de la consommation totale et actuelle de la France. Une si prodigieuse augmentation supposerait nécessairement un accroissement proportionnel dans le nombre des animaux qui pâturent et dans leurs moyens de subsistance. Il est étonnant que ceux qui dressent de si vastes projets n'en aperçoivent pas les impossibilités. On n'a point encore d'exemple qu'un grand pays ait doublé l'étendue de ses pâturages en un temps donné, et par une résolution préconçue.

La volonté humaine a si peu d'effets quand il s'agit d'opérer des révolutions rurales, que l'étendue de nos terres cultivées est aujourd'hui, à un vingt-septième près, ce qu'elle était sous Louis XIV, il y a cent cinquante ans, et qu'il a fallu deux générations plus actives et plus intelligentes que celles qui les ont précédées, pour créer seulement 15 à 1600,000 hectares de prairies artificielles. Que serait-ce donc s'il fallait porter à cent millions nos 50 millions de têtes de bétail, et d'autres animaux utiles à la subsistance publique ?

Sans contredit, rien n'est plus à désirer, après l'amélioration du pain des campagnes, que la multiplication des bestiaux et l'extension du régime animal. Mais, il ne faut pas se laisser abuser par les exagérations qui se sont emparées de ce sujet comme de bien d'autres.

Ce n'est point à dire qu'il faille renoncer aux bonnes dispositions prises pendant ces dernières années pour rendre meilleur le régime alimentaire de nos populations. Tout au contraire, on peut augurer, des succès qui en ont été déjà obtenus, des succès beaucoup plus grands encore. Au milieu de la tourmente qu'éprouve la société, c'est une consolation que de reconnaître quel immense progrès a fait, depuis un demi-siècle, l'aisance domestique des habitants des campagnes, qui forment la masse de la nation. La détermination numérique de ces progrès peut se déduire, avec certitude, de l'énorme accroissement des salaires agricoles. La statistique du pays que j'ai exécutée sous l'autorité du gouvernement me permet d'en résumer ici les termes authentiques et précis. C'est une matière inédite, qui tient une place trop importante dans l'économie sociale de la France, pour ne pas mériter de fixer l'attention du philosophe et de l'homme d'Etat.

II.

En compulsant laborieusement tout ce que les documents historiques, économiques et administratifs nous ont laissé de chiffres statistiques depuis Louis XIV, et en y joignant ceux qu'il est possible de faire ressortir, pour notre époque, des travaux exécutés depuis vingt-cinq ans par mes soins persévérants, je suis parvenu à établir les

termes suivants, dont les détails circonstanciés seront exprimés ailleurs.

Les frais de culture, non compris la valeur des semences des céréales, se sont élevés aux sommes énumérées ci-après, aux époques de notre histoire dont il m'a été possible de constater la production agricole.

ÉPOQUES.	Frais de culture.	Leur proportion au produit brut	Par habitant.
1700. Louis XIV.....	458 millions.	35 pour 100	24 fr.
1760. Louis XV.....	442 —	37 —	21
1788. Louis XVI.....	725 —	43 —	30
1813. France impériale.....	1,827 —	60 —	61
1840. France actuelle.....	3,016 —	60 —	90

Sous les règnes de Louis XIV et de Louis XV, la France, épuisée par les impôts qui montaient bien plus haut que ceux d'aujourd'hui, proportionnellement à la population, ne pouvait payer, en frais de culture, qu'environ 450 millions ou un septième seulement de ce qu'elle destine maintenant à ce grand objet. C'était 35 pour 100 du produit brut, ou un tiers de sa valeur totale. Par conséquent, il y avait peu de travail, et il était à peine payé. Nous verrons tout à l'heure que le bas prix des salaires réduisait la population rurale à manquer de pain pendant la moitié de l'année.

Sous Louis XVI, en 1788, il s'était opéré quelque amélioration ; un accroissement absolu de 283 millions dans les frais de culture, les élevait de moitié en sus ; mais la population s'étant augmentée, leur proportion au produit brut total n'était, en plus, que de 6 pour 100. Dès lors, le mouvement des esprits, entraînés vers un autre ordre de choses, avait agi sur l'état économique du pays. Les sciences, dérogeant à leur pompeuse inutilité, commençaient à devenir populaires. Buffon faisait aimer l'histoire naturelle, J.-J. Rousseau la botanique, Rosier l'agriculture et Delille les jardins. Les économistes, dont toutes les lumières étaient d'abord confinées dans l'entresol du docteur Quesnay, les avaient propagées bientôt, à l'aide de leurs ingénieux écrits, dans les classes les plus distinguées de la population ; et des vérités importantes, quelque inclination pour les études sérieuses, quelque sympathie pour les champs, étaient sorties de ce petit cercle d'hommes, qui sont les promoteurs de la science de notre siècle, et qui ont fait enfanter l'intelligence de leur postérité.

Cette postérité est l'héroïque génération qui délivra l'agriculture de la dîme, le laboureur du servage, et les communes du triple impôt qu'elles payaient, depuis mille ans, aux grands pouvoirs dont elles étaient sujettes et vassales.

En énumérant les bienfaits de cet événement sans pareil, il en est un qui a été constamment omis, quoiqu'il doive prendre place

parmi les plus importants. C'est l'accroissement des salaires agricoles qui pourvoient à la subsistance de la population des campagnes.

Les frais de culture qui, en 1788, étaient seulement de 725 millions, s'élevaient, en 1813, à 1,827 millions; ils s'étaient augmentés, en vingt-cinq ans, de plus de 1100 millions. Au lieu de former 43 pour 100 du produit brut, ils montaient à 60, et s'étaient accrus de moitié en sus. Sans doute l'extension de certaines cultures et les soins plus grands qu'on leur donnait exigeaient plus de labeur; mais aussi les salaires étaient devenus beaucoup plus élevés; ils avaient non-seulement doublé, ils étaient comme 1 à 2 1/2.

Depuis ce temps, la paix a permis à cette prospérité de se développer de plus en plus. Maintenant, les frais de culture, indépendamment de la valeur des semences, excèdent annuellement trois milliards: ils continuent, comme au temps de l'Empire, à former 60 pour 100 du produit brut de la terre; et ce paraît être un terme fixe, puisqu'il n'a pas subi de changements depuis une trentaine d'années; mais un autre terme, celui de la quote-part de chaque habitant pour solder le travail agricole, s'est accru considérablement. C'est 90 francs au lieu de 61, que chacun doit aujourd'hui à la population des campagnes. Ce juste tribut a triplé depuis 1789; et les laboureurs, les jardiniers, les vigneron, reçoivent à présent, en dédommagement de leurs rudes travaux, deux milliards 300 millions de plus qu'il y a soixante ans.

Voilà ce que nos campagnes ont gagné à la révolution; quant à leurs salaires journaliers seulement, chacune de leurs pièces de 20 sous d'autrefois, vaut aujourd'hui plus de 4 francs.

En formant, avec la masse de la population agricole de la France, des familles de quatre personnes et demie, et en divisant par le nombre de ces familles la somme totale des frais de culture de la terre, à chaque époque principale, depuis un siècle et demi, on trouve que la valeur des salaires s'est élevée progressivement, pour chacune de ces familles, ainsi qu'il suit:

ÉPOQUES.	Nombre de familles		Salaires de chacune.	
	agricoles.	Par an.	Par jour.	
1700.....	3,350,000	135 fr.	37 cent. ou 7 sous 1/2	
1769.....	3,500,000	126	35	7
1788.....	4,000,000	161	45	9
1813.....	4,600,000	400	1.10	22
1840.....	6,000,000	500	1.37	27

Ainsi, le salaire annuel de chaque famille de cultivateur a quadruplé en France depuis le règne de Louis XV, il y a quatre-vingts ans. Il a triplé et beaucoup au delà depuis le règne de Louis XVI, il y a soixante ans; et il s'est augmenté d'un cinquième depuis l'Empire, en l'espace d'environ trente ans.

Nos calculs sont appuyés par le témoignage inattendu d'un observateur contemporain du dix-septième siècle, également habile, exact et impartial, l'illustre philosophe anglais John Locke, qui parcourut les provinces de la France en 1677. Il nous apprend que le paysan gagnait alors sept sous pour sa journée de travail, et sa femme, trois. Le marc d'argent valant à cette époque 33 francs de notre monnaie actuelle, ces dix sous équivalent à 83 centimes, qui font 166 francs pour deux cent trente jours de labeur, et pour le revenu annuel d'une famille de cultivateurs. C'est un peu plus que le chiffre qui nous est donné par un calcul général; mais Locke remarque que les paysans bordelais, dont il enregistrait les salaires, passaient pour être dans un état florissant, surtout en les comparant à ceux de la Saintonge¹. M^{me} de Maintenon, qu'on ne suspectera pas d'avoir rembruni à dessein les couleurs de son récit, écrivait sous la date du mois de mai 1716, lors de la plus belle saison de l'année, que : Dans le Bourbonnais, province d'une étendue de 400 lieues carrées, et située au centre de la France, on comptait 1,700 domaines ou métairies abandonnés. Les receveurs des tailles ayant saisi et vendu, pour payer le fisc, les bestiaux qui faisaient la ressource du pays, les habitants des campagnes n'avaient pu, faute de ces animaux, ni labourer, ni fumer, ni ensemençer les terres; et, dans les villes, la viande, qui valait auparavant deux sous et demi la livre, était devenue aussi chère qu'à Paris; ce qui veut dire que de cinq sous, le prix s'était élevé jusqu'à quatorze de notre monnaie actuelle².

Les résultats de nos calculs pour fixer les salaires agricoles sous le règne de Louis XV sont pareillement confirmés, avec une grande autorité, par un contemporain. Dans ses recherches sur les finances, Forbonnais, statisticien laborieux et consciencieux de cette époque, dit que le cultivateur recevait pour prix de deux cents journées de travail, à raison de dix sous chacune, 100 francs, auxquels sa femme en ajoutait trente qu'elle gagnait en filant, au taux de trois sous par jour. Ainsi, le salaire de l'un et de l'autre montait annuellement à 130 francs. Forbonnais remarque que, d'après les prix des objets de consommation nécessaires à l'existence d'une famille de paysans, il fallait au moins 129 francs 5 sous pour l'année, ou 35 centimes par jour, qui font 7 sous. C'est justement le chiffre auquel je suis arrivé par des supputations toutes différentes.

La somme totale des frais de culture ne différa pas beaucoup sous le règne de Louis XV; mais la population agricole s'étant accrue, la quote-part de chacune de ses familles diminua sensiblement, et il advint alors ce qui arrive de nos jours en Irlande, dans des proportions encore plus grandes et avec des effets aussi funestes. Le nom-

¹ Locke, *Journal of Travels in France*, t. I^{er}, p. 147.

² *Lettres de M^{me} de Maintenon*, t. III, p. 263.

bre des habitants, au lieu de doubler, comme dans ce malheureux pays, s'augmenta seulement d'un dixième, quantité qui fut cependant suffisante pour diminuer les salaires journaliers, et rendre plus poignante la misère des travailleurs. Un ministre d'Etat, le marquis d'Argenson, peignait la détresse des campagnes de la France, en 1739, dans les termes suivants : « La misère, disait-il, est parvenue à un degré inouï. Au moment où j'écris, au mois de février, en pleine paix, avec les apparences d'une récolte, sinon abondante, du moins passable, les hommes meurent autour de nous comme des mouches, et sont réduits par la pauvreté à brouter l'herbe. Les provinces du Maine, Angoumois, Touraine, haut Poitou, Périgord, Orléanais, Berry, sont les plus maltraitées ; cela gagne les environs de Versailles. Aucune voix ne s'élève plus entre le trône et le peuple ; le royaume est traité comme un pays ennemi frappé de contributions de guerre. On ne songe qu'à faire acquitter l'impôt de l'année courante, sans penser si l'habitant pourra payer encore l'année suivante. Le duc d'Orléans porta dernièrement au Conseil un morceau de pain *de fougère*. A l'ouverture de la séance, il le posa sur la table du roi, en disant : Sire, voilà de quoi vos sujets se nourrissent ! »

La Statistique nous permet de savoir avec précision ; par la comparaison du prix du blé et du salaire annuel de chaque famille agricole, quel déficit constituait la misère de la population des campagnes sous chacun des règnes qui remplirent les dix-septième et dix-huitième siècles.

Sous Louis XIV, en 72 ans, le prix moyen du blé fut.....	18 fr. 85 c.
Louis XV, en 60 ans, — — —	13 05
Louis XVI, en 16 ans, — — —	16 00

Le salaire annuel de chaque famille et la valeur du blé qui lui était nécessaire pour vivre furent ainsi qu'il suit :

	Salaires.	Val. des 13 hect. 1/2	Déficit.
1 ^{re} époque.....	135 fr.	254 fr.	119 fr.
2 ^e époque.....	126	176	50
3 ^e époque.....	161	216	55

Ainsi, la population des campagnes manquait de pain la moitié du temps, sous le règne du grand roi ; sous Louis XV, elle en avait seulement pendant deux jours sur trois ; et ce fut par l'heureux effet des progrès qui eurent lieu sous Louis XVI, qu'elle obtint d'en avoir pendant les trois quarts de l'année.

De 1643 à 1715, le blé, pour être accessible aux paysans, aurait dû n'être payé que 10 francs l'hectolitre, et il valait 18 fr. 85 c.

De 1715 à 1774, son prix moyen fut de 13 francs, et les cultiva-

¹ Mémoires du marquis d'Argenson, p. 322, 331.

teurs, en y mettant tout leur salaire, ne pouvaient l'acheter que 9 francs 35 centimes.

Enfin, de 1774 à 1790, il valut, terme moyen, 16 francs, et il aurait fallu qu'il ne montât qu'à 12 pour servir à la consommation des populations des champs.

Il était donc presque constamment hors de prix, et trop cher du double, du tiers ou du quart.

Nous avons dû, dans cette comparaison des salaires à la subsistance, admettre que le froment servait à la nourriture des campagnes ; car c'est la seule céréale dont les prix soient constatés. Dans la réalité, les paysans consommaient des grains de qualité et de valeur moins élevées ; mais, d'une part, il leur en fallait bien davantage ; et, de l'autre, on doit remarquer que nous avons limité toute la dépense de chaque famille au prix du pain, tandis que la vie la plus misérable exige encore quelque autre chose. Dieu sait si, en mangeant de l'orge ou du seigle, au lieu de blé, la différence de valeur entre ces grains laissait assez pour payer une chaumière, des haillons, la dîme, le fisc et le fossoyeur !

L'exiguité des salaires avait pour cause originelle les traditions de la féodalité, qui, pendant huit siècles, avait fait travailler les serfs à sa glèbe sans les payer. L'usage des corvées gratuites, des redevances, des dîmes, n'était pas autre chose que la prolongation de ce servage, c'est-à-dire une exaction pratiquée sur le labeur de la population rurale et exigée à titre de droit ou de privilège, sans rémunération. On conçoit que ce travail gratuit faisait paraître fort cher le travail payé, lors même qu'il était à si bas prix qu'il ne pouvait suffire à donner seulement du pain à la famille du laboureur.

Une autre cause agissait avec la plus grande puissance pour empêcher les salaires de s'élever : c'était l'énormité des impôts qui laissaient à peine aux propriétaires aucun revenu, et qui leur ôtaient tout moyen de donner au travail une juste rétribution. Lors de son avènement, Louis XVI avait trouvé les finances dans un état déplorable ; et cette plaie, qu'aucun effort ne put guérir, devint le tourment de son règne et le mal rongeur qui fit succomber la monarchie.

Nous venons d'esquisser, d'après les chiffres des documents officiels, la France d'il y a soixante ans, telle que l'avaient faite son organisation sociale et son gouvernement ; il fallait bien que ce fussent là les causes de ses adversités, puisque tout changea et devint meilleur, même au milieu des calamités de la guerre civile et étrangère, dès qu'il eut été mis un terme à l'oppression que subissaient depuis tant de siècles la terre, l'homme des champs et son travail.

Les merveilleux changements produits par la révolution de 1789, dans la condition sociale de la population agricole, n'ont jamais été illustrés plus complètement et d'une manière plus évidente que par les termes numériques suivants :

ÉPOQUE.	Salaire annuel par famille.	Valeur de 13 hectol. et demi.	Excédant.
1813. France impériale.....	400 fr.	283 fr.	117 fr.
1840. France actuelle.	500	256	244

Les tableaux mensuels des mercuriales que j'ai dressés pour l'époque impériale et pour celle où nous vivons maintenant donnent les résultats résumés dans les deux lignes suivantes :

PÉRIODES.	Prix moyen du blé.
France impériale, 1805 à 1814, 10 ans.....	21 fr. 00 c.
France actuelle, 1831 à 1840, 10 ans.....	19 03

Ces faits numériques mettent en présence l'un de l'autre le présent et le passé, et témoignent de l'immense supériorité du bien-être dont jouissent aujourd'hui les populations agricoles, comparative-ment à leur situation économique avant 1789.

Chaque famille rurale gagne à présent, par année, .

365 fr.	de plus que sous Louis XIV, ou 2 fois 1/2 plus ;
374	— que sous Louis XV, ou 3 fois plus ;
339	— que sous Louis XVI, ou 2 fois plus ;
100	— qu'au temps de l'Empire, ou 25 pour 100 de plus.

De 1700 à 1790, les salaires agricoles étaient si bas qu'ils ne pouvaient payer la subsistance d'une famille de cultivateurs que pendant la moitié, le tiers ou le quart de l'année.

Après la révolution, ils s'élevèrent assez haut pour solder tout le blé consommé dans l'année, et laisser, pour d'autres dépenses, 117 francs, somme qui s'est accrue maintenant jusqu'à 244, et qui est égale à la valeur de la consommation des grains.

Cependant, le prix du blé s'est élevé notablement. Depuis 1700 jusqu'en 1790, il fut, terme moyen, de 16 fr. 66 cent. l'hectolitre. De 1805 à 1840, il a été de 20 francs. D'où il suit que l'agriculture est, à présent, mieux rémunérée de ses produits qu'elle ne l'était jadis ; et, cependant, malgré le plus haut prix des grains, la population des champs peut payer sa consommation annuelle complètement, et, en outre, disposer d'une pareille somme pour satisfaire à ses autres besoins.

Ce sont là des faits généraux attestés par les termes moyens qui résultent du dépouillement des mercuriales. Sans doute, dans la distribution locale et partielle des salaires et des prix variés des céréales, il y a des chiffres plus bas ou plus élevés, qui causent des misères individuelles ; sans doute encore, il y a la terrible influence des intempéries et celle des accidents qui assaillent fatalement de malheureuses familles. Mais la vie humaine est ainsi faite, depuis l'origine des choses. Le bonheur public n'est point, comme beaucoup l'imaginent, une félicité parfaite et universelle dont nul exemple ne nous est offert dans les annales de soixante siècles. C'est uniquement une

meilleure destinée du peuple que dans d'autres temps et d'autres pays. Le principal élément de cette supériorité sociale est le rapport proportionnel entre les salaires journaliers des classes ouvrières et les dépenses qu'exigent leurs besoins.

Je viens de montrer, par des nombres appartenant à la Statistique de la France ancienne et actuelle, que ce rapport essentiel au bonheur public n'existait point aux époques les plus brillantes de notre vieille monarchie, et que les populations agricoles, qui forment les trois quarts de la nation, en doivent l'établissement, l'agrandissement et les bienfaits à la rénovation économique enfantée par la révolution ¹.

MOREAU DE JONNÈS,
Membre de l'Institut.

DES ACCIDENTS

PRODUITS

DANS LES ATELIERS INDUSTRIELS

PAR LES APPAREILS MÉCANIQUES.

Un bon exemple, qu'il faudrait imiter dans tous les grands centres industriels, vient d'être donné dans la ville de Lille. On y a publié des recherches sur la fréquence et les dangers des accidents dont sont victimes les ouvriers des usines ou manufactures qui marchent à l'aide d'un moteur mécanique, ordinairement la pompe à feu ².

Déjà on avait signalé en France des faits de ce genre, ainsi que la possibilité, dans beaucoup de cas, de les prévenir. Mais tout ce qu'on en avait dit était fort incomplet, et le travail le plus important sur ce sujet est bien certainement celui dont je vais parler ³.

Ce travail est l'œuvre d'une Commission nommée par M. le préfet du Nord en 1846, et composée des hommes les plus compétents ⁴.

¹ Ce Mémoire est accompagné d'une série de tableaux statistiques, qui seront reproduits dans l'*Annuaire de l'économie politique* de 1851.

² V. *Rapport sur les travaux du Conseil central de salubrité du département du Nord pendant les années 1847, 1848, et le 1^{er} semestre de 1849.*

³ Après celui-ci, le plus curieux, le seul curieux même, et le premier en date, a été publié dans un *rapport fait, le 28 août 1833, au Conseil de salubrité de la ville de Troyes.* Voir *Annales d'hygiène publique et de médecine légale*, tome XII.

⁴ De MM. Bigo, alors maire de Lille, président; Barrois, ancien manufacturier; Delezenne, professeur de physique; Caloine, architecte; Meugy, ingénieur ordinaire des mines; Longhaye, commissaire central de police, et Loiset, membre du Conseil de salubrité du Nord, rapporteur.

Non contente de demander des renseignements à tous ceux qui pouvaient lui en donner, elle a encore visité un grand nombre d'établissements industriels : c'était l'unique moyen de constater la fréquence, la gravité des accidents, d'en vérifier toutes les causes sur les lieux mêmes où ils se produisent, et d'en déduire les meilleurs préservatifs.

Cette Commission a divisé son travail en quatre chapitres ou paragraphes.

Elle établit dans le premier chapitre, intitulé STATISTIQUE DES ACCIDENTS, qu'au moment de son enquête (les derniers mois de 1846), Lille avait, dans 129 établissements, 130 machines à vapeur d'une force totale de 1471 chevaux, et donnant le mouvement à des ateliers où l'on occupait 8170 individus.

Afin de mieux déterminer la proportion et la gravité des accidents, la Commission s'est adressée à l'administration des hospices de Lille, pour avoir le relevé exact des blessures traitées dans les hôpitaux de cette ville, et qui avaient été occasionnées par les appareils que met en mouvement la puissance de la vapeur. Des renseignements suffisamment complets n'ont pu être rassemblés que pour les années 1844, 1845, et les huit premiers mois de 1846.

Il résulte que les victimes soignées pour ces seuls accidents dans les hôpitaux de Lille ont été, nombre moyen annuel, de 53.25, dont 40.50 ont pu guérir, 6 sont mortes, et 6.75 sont restées estropiées.

Mais le chiffre de 53.25, représentant la moyenne annuelle des blessures traitées dans les hôpitaux de Lille, est loin, assure-t-on, de donner le total des accidents dus au jeu des machines employées dans les ateliers industriels de cette ville. La Commission a fourni de curieux détails, qui prouvent que le tribut annuel payé par la classe ouvrière aux puissances motrices qui la secondent dans ses travaux, doit être porté au double. C'est, ajoute-t-elle, au lieu de 53.25, environ 100 accidents par an pour une population de 8,000 individus. Sur ce nombre de 100 blessés, 12 succomberaient, soit immédiatement, soit dans le cours du traitement, et 12 ou 13 éprouvent des mutilations qui entraînent la perte d'un ou de plusieurs membres.

Le relevé des hôpitaux est ici un document fort important, et un modèle offert aux autres grandes villes manufacturières. Il est à regretter toutefois qu'on n'ait pu y joindre un autre tableau non moins important : c'est celui des ouvriers mutilés ou qui avaient été seulement blessés dans les manufactures de Lille, où ils travaillaient encore à l'époque de l'enquête.

Le second paragraphe traite des CAUSES DES ACCIDENTS.

On les examine successivement dans chacune des pièces auxquelles la machine à vapeur communique le mouvement, et en suivant l'ordre selon lequel ces pièces se commandent ou s'entraînent les unes les autres. La place qu'elles occupent dans les ateliers, leurs directions,

leurs engrenages, l'explication des accidents qu'il faut leur attribuer, la fréquence, la nature, la gravité comparatives de ces sinistres événements, les opérations industrielles qu'ils rendent particulièrement dangereuses, l'influence, pour leur production, de la multiplicité des rouages, de l'excessive vitesse des mouvements, etc., tout cela est soigneusement indiqué par la Commission lilloise. Elle signale surtout les fâcheux effets qui résultent des courroies et de l'extrême accélération de tous les mouvements, au moment où, pour suspendre le travail, chaque ouvrier soustrait son métier à l'action du moteur général ¹.

Les accidents dont il s'agit sont presque toujours amenés par la faute, soit du fabricant, quand il a fait mal disposer, ou qu'il n'a point entouré d'un grillage, d'une enveloppe quelconque, les parties des machines qui exposent le plus à des dangers; soit des travailleurs eux-mêmes, surtout des enfants, quand ils négligent de prendre les précautions qui pourraient les en garantir. C'est là le fait le plus ordinaire.

Nous avons déjà mentionné la *proportion de mortalité et de grandes mutilations* qu'entraînent les blessures occasionnées par les divers appareils recevant l'impulsion des machines à vapeur. Les autres accidents, en général, constituent des déchirures, des écrasements, des plaies par arrachement aux doigts et aux mains; et dans un grand nombre des cas de guérison, celle-ci n'est obtenue qu'au prix de la perte d'une ou de plusieurs phalanges, ou de cicatrices difformes « laissant après elles une gêne pour le travail en rapport avec l'étendue « de la partie enlevée et avec l'importance de ses fonctions. »

La même Commission estime que le 0,80 des accidents sont dus aux mouvements des mécaniques, et seulement les 0,20 restants à d'autres causes.

Elle n'a parlé jusqu'ici que de blessures produites par des causes physiques. Elle a voulu compléter son rapport en signalant l'insalubrité de certaines opérations industrielles, laquelle a ses sources dans l'humidité des ateliers, dans leur température excessive, dans le non-renouvellement de l'air, dans quelques gaz, et dans les poussières que soulèvent le battage, le peignage et le cardage du lin, du coton, de la laine et des résidus des cocons de vers à soie.

Mais ces dernières causes d'altération de la santé des ouvriers,

¹ Cette opération est nommée *déclinchage*. Pour en comprendre les effets, il faut savoir que la courroie sans fin qui imprime le mouvement à un métier, à une cardé, etc., circule autour de deux poulies ou roues fixées chacune sur un axe tournant avec elle, et que, à côté de ces poulies, il en est d'autres qui tournent librement sur les mêmes axes. En faisant passer la courroie, à l'aide d'un levier, de la poulie ou roue fixe, sur celle qui ne l'est pas, on arrête le mouvement du métier; mais cet arrêt ne pouvant avoir lieu pour tous les métiers au même instant, la force qui était employée à faire marcher les premiers métiers arrêtés se reporte sur les autres qui marchent encore, et qu'elle lance, pour ainsi parler, tant elle accélère leur mouvement.

mieux connues que les premières, sont la partie la moins neuve et la moins développée du travail. On dirait presque une mention seulement pour mémoire.

LES MOYENS PRÉSERVATIFS DES ACCIDENTS forment la matière du troisième paragraphe.

La Commission lilloise a dû suivre ici le même ordre que dans le chapitre précédent ; c'est aussi ce qu'elle a fait ; car elle indique, elle discute successivement les moyens dont il s'agit,

Pour la machine motrice proprement dite ;

Pour l'arbre principal qui communique l'impulsion à toutes les machines de l'atelier ;

Pour les arbres verticaux ;

Pour les arbres horizontaux, contre-arbres ou arbres de couche ;

Pour les courroies qui sont le dernier intermédiaire à l'aide duquel se transmettent les mouvements ;

Et pour les métiers ou divers rouages.

Les moyens préservatifs recommandés par la Commission sont tels qu'ils devaient être : simples, économiques, efficaces, ne pouvant gêner véritablement l'industrie, et d'une application presque toujours facile dans les anciens établissements, et qui le serait toujours dans les nouveaux, si on le voulait.

Les principaux consisteraient, savoir :

A donner aux salles servant d'ateliers d'assez grandes dimensions ;

A y laisser de larges couloirs ou passages pour que les ouvriers puissent les parcourir sans s'exposer au danger d'être accrochés et blessés par les machines en mouvement ;

A prévenir, à l'aide de précautions, les effets de l'excessive rapidité du mouvement, au moment où l'on arrête le travail dans les manufactures ;

A disposer les arbres en fer, les courroies, les engrenages, et toutes les pièces animées d'une force mouvante susceptible de saisir et d'attirer les vêtements des travailleurs, de manière à rendre fort difficile, sinon impossible, tout contact fortuit avec ces engins ;

Et à couvrir, à entourer d'une enveloppe protectrice tous les engrenages, toutes les parties des métiers ou machines qui doivent le plus faire craindre des accidents ¹.

Cette dernière précaution est la plus importante. Seule, elle ne

¹ L'appareil consiste en une boîte mobile en bois ou en fer-blanc, avec laquelle on recouvre les engrenages ou la partie du métier qui les loge ; en bandes ou plaques de fer jetées, comme des ponts, au-dessus des rouages, ou bien en un grillage de fil de fer. Avec le premier moyen, l'ouvrier ne peut surveiller les parties recouvertes sans enlever la boîte ou les ais qui la forment. Avec les deux autres, au contraire, il voit tout sans rien déranger, et sait toujours quand il doit toucher à son métier. On peut aussi consulter à cet égard un rapport fait en 1833 au Conseil de salubrité de la ville de Troyes. Voir *Annales d'hygiène publique*, etc., tome XII, p. 5 et suiv.

ferait pas éviter tous les périls, mais elle écarterait les plus nombreux. Une disposition légale devrait donc la rendre obligatoire dans toutes les usines, sans cependant exiger davantage dans celles qui marchent déjà. Mais la même considération ne peut exister pour les établissements à créer, dans lesquels il serait toujours aisé d'introduire toutes les précautions jugées utiles.

C'est d'ailleurs en s'appuyant sur cette distinction que la Commission lilloise propose de n'exiger aujourd'hui, « pour les ateliers existants, que le revêtement des arbres verticaux, des divers rouages, « des contre-arbres et des engrenages des métiers. » Elle affirme que dans les usines d'une date récente, presque toutes ces innovations « ont été accomplies spontanément, avec d'autres perfectionnements, « par les industriels qui paraissent tous comprendre qu'un système « qui met en danger la vie des travailleurs et les expose à la mutilation, « ne saurait jamais être considéré comme sage et productif. » — Dans les ateliers nouveaux, ajoute-t-elle, « il suffirait de mettre les manufacturiers en demeure de recevoir de l'administration un programme « de toutes les indications destinées à écarter les accidents, pour « qu'avec le plus louable empressement ils se mettent en mesure de « les exécuter. »

Le quatrième et dernier paragraphe a pour titre DE L'APPLICATION LÉGALE DES MOYENS DE PRÉSERVATION CONTRE LES ACCIDENTS.

La Commission lilloise fait ressortir ici l'inconséquence de notre législation, en vertu de laquelle, dans les usines où la pompe à feu sert de moteur, ce moteur lui-même est soumis à certaines conditions ¹ dans l'intérêt des ouvriers ; tandis que les agents de la transmission des mouvements, et les métiers, les diverses pièces qui occasionnent des malheurs bien plus nombreux, en sont exempts. Cette contradiction semble un oubli.

La même Commission se fonde sur cet oubli ; sur l'esprit du décret du 15 octobre 1810, relatif aux établissements incommodes, dangereux ou insalubres ; sur des applications de ce décret à des ateliers nullement nuisibles aux habitations voisines ², et sur l'exemple de la Grande-Bretagne, pour demander des mesures législatives propres à garantir la sûreté des personnes employées dans tout établissement industriel qu'une machine à vapeur fait marcher. C'est seulement, en effet, dans l'empire britannique, que le législateur s'est efforcé de prévenir complètement les dangers qui menacent ces ouvriers, et que l'on a organisé, dans ce but, un service d'inspection des manufactures ; tandis qu'en France, si l'on excepte la loi du 22 mars 1841 sur le

¹ Telles que l'enquête de *commodo et incommodo*, l'isolement de la chaudière par des murs assez épais, celui du volant de la pompe, etc.

² Par exemple, sur des applications aux fabriques de céruse, aux ateliers d'étamage des glaces, etc.

travail des enfants, laquelle, à bien dire, n'a jamais été observée; presque tout reste à faire.

Enfin, le rapport qui vient d'être analysé, un peu longuement peut-être, conclut à ce que les appareils de transmission des mouvements et les métiers que fait marcher une machine à vapeur soient classés dans la seconde catégorie du décret du 15 octobre 1810.

Ce rapport est daté du 9 novembre 1846, et, en mars 1847, M. le préfet du Nord l'adressa au Conseil central de salubrité du département.

Ce Conseil nomma, de son côté, une nouvelle Commission composée de cinq membres, dont trois étaient ou avaient été manufacturiers¹. Celle-ci, sans rechercher spécialement les faits, car ils lui paraissaient suffisamment prouvés par le travail de la première Commission, par de nouveaux relevés de l'administration des hospices, et sans doute aussi par les observations elles-mêmes de chacun de ses membres, voulut néanmoins visiter un grand nombre d'usines où l'on employait la vapeur, et interroger l'Angleterre pour mieux savoir quelles sont, dans ce pays, les mesures protectrices à l'aide desquelles on veille à la sécurité des ouvriers des manufactures.

De cette nouvelle enquête il est résulté, pour la Commission, que la multiplicité des causes des accidents « ne pouvait ni se prévoir ni se réglementer par des indications générales; mais qu'il fallait demander à un classement parmi les ateliers incommodes ou insalubres, de toutes les machines mises en action par des moteurs inintelligents, les prescriptions applicables à chaque usine. »

Enfin, la seconde Commission admet toutes les assertions de la première et arrive aux mêmes conclusions. Seulement, elle étend les mesures réclamées par celle-ci à tous les ateliers où se trouve un moteur, quel qu'il soit, machine à vapeur, roue hydraulique ou manège, et il lui semble que ces ateliers devraient être rangés dans la troisième classe des établissements dangereux, non dans la seconde. En effet, ajoute-t-elle, comme ils ne peuvent nuire aux voisins, une enquête *de commodo et incommodo* devient inutile; « ce qu'il faut, c'est que l'établissement projeté soit visité par des hommes compétents, qui déterminent si les dispositions prises n'entraînent pas des dangers pour les ouvriers. »

Maintenant, on peut apprécier les faits dont je viens de rendre compte. Ces faits sont certains : la position sociale et les études habituelles de ceux qui les affirment ne permettent pas le moindre doute².

¹ MM. Barrois, Kolb-Bernard et Demesmay; les deux autres membres étaient MM. Bailly, docteur en médecine, et Davaisne, ingénieur des ponts et chaussées.

² Ce sont d'anciens manufacturiers ou des manufacturiers actuels, des médecins, des chimistes, des ingénieurs des mines et des ponts et chaussées, un professeur de physique, un architecte, des membres du Conseil de salubrité du département du Nord, le commissaire central de police de Lille, des conseillers municipaux, et le maire de cette ville.

Le mal signalé par eux s'observe d'ailleurs, mais à des degrés divers, dans toutes les usines ou manufactures que font marcher la force expansive de la vapeur, ou bien une chute d'eau. C'est, toutefois, dans la seule ville de Lille que, jusqu'à ce jour, en France, des recherches bien suivies ont été faites pour en connaître l'étendue et les remèdes. On ne saurait donc prendre les résultats de ces recherches en trop grande considération. C'est le moins qu'on doive aux hommes honorables, aux citoyens utiles qui appellent l'attention de l'administration et du pays sur la nécessité de diminuer considérablement le mal dont il s'agit, sinon de le supprimer tout à fait, et qui montrent comment on peut atteindre ce but si désirable.

La haute importance de leurs recherches, surtout de celles de la première Commission, ressort évidemment de tout ce qui précède. Il est bien à désirer qu'on en fasse de semblables dans nos principaux centres industriels. Si elles viennent confirmer les faits observés à Lille, un simple règlement d'administration, ou bien une loi particulière, devrait rendre obligatoires les moyens préservatifs recommandés par les deux Commissions lilloises. J'insiste sur la nécessité d'ouvrir cette enquête, parce que, jusqu'ici, notre législation a oublié les machines des ateliers qui blessent, mutilent, ou même qui tuent les ouvriers sans fracas, pour ne s'occuper que des pompes à feu, surtout de leurs chaudières, qui occasionnent très-rarement des accidents, mais qui effrayent par le bruit de leurs explosions.

Il faut exprimer ici le vœu que toute mécanique ou pièce de mécanique en communication avec le moteur d'une usine, et servant à la transmission des mouvements ou bien les recevant sans les transmettre à d'autres rouages, et près de laquelle se trouve, soit un passage, soit un *opérateur* dirigé, manœuvré par des ouvriers, reste toujours soustraite au contact des travailleurs et de leurs vêtements. Par conséquent, les appareils préservateurs, s'il en existe et s'ils sont mobiles (comme trappes, tambours, enveloppes, grillages), doivent demeurer en place et fermés, tant que les pièces du contact desquelles ils préservent ne sont pas en repos.

Je crois d'ailleurs que la réalisation des moyens préservatifs demandés par les Commissions lilloises pour prévenir les accidents dont les appareils mécaniques menacent sans cesse un si grand nombre d'ouvriers, ne pourrait être bien assurée qu'à l'aide d'une inspection des manufactures, aux membres de laquelle on donnerait le droit de pénétrer dans les ateliers et d'y faire prendre toutes les précautions nécessaires à la sécurité des travailleurs.

L'adoption d'une surveillance semblable dans les manufactures de la Grande-Bretagne a eu pour effet d'y réduire, beaucoup plus qu'on n'osait l'espérer, le nombre des accidents. Les amendes élevées ¹ dont

¹ De 3 à 100 livres sterling, suivant les cas, assure-t-on.

la législation anglaise punit les chefs des établissements industriels où l'on néglige d'exécuter les mesures propres à prévenir ces accidents, sont la meilleure garantie de cette exécution. C'est ici le lieu de rappeler l'article 1383 de notre Code civil, en vertu duquel *chacun est responsable du dommage qu'il a causé non-seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence.*

L'esprit public s'emparera probablement de la question soulevée par les résultats des recherches faites à Lille, et de nouvelles recherches devront être entreprises dans plusieurs autres villes manufacturières.

Il est des choses qu'il ne faut pas vouloir prouver, parce qu'elles sont évidentes pour tout le monde ; il en est d'autres qu'il ne faut pas louer, parce qu'il n'y a point de louanges qui puissent les recommander mieux que le simple récit des faits. C'est assurément à cette seconde catégorie qu'appartiennent les recherches qui forment le sujet de cet article. Les hommes à qui on les doit méritent toute notre reconnaissance.

VILLERMÉ,

Membre de l'Institut.

DES PROJETS DE LOI

.SUR

LES ENFANTS TROUVÉS,

FORMULÉS PAR UNE COMMISSION MINISTÉRIELLE ET PAR LA COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Nous nous proposons, dans cet article, de compléter et surtout de préciser des vues que nous avons déjà émises dans cette revue¹ sur les réformes à introduire dans la législation qui régit le service des enfants trouvés. Depuis le moment où nous avons pris la plume sur ce sujet, des publications importantes sont survenues ; des projets élaborés avec soin sont venus jeter la lumière sur bien des points, poser nettement les questions, proposer des solutions formelles. En tête de ces travaux, nous devons placer ceux de la Commission des enfants trouvés, instituée le 22 août 1849, par arrêté du ministre de l'intérieur. Dans trente-deux séances, cette Commission, composée des hommes les plus compétents, s'est livrée à des re-

¹ *Journal des Économistes*, numéro 96, du 15 mars 1849, tome XXII, p. 373.

cherches approfondies sur tous les détails de ce service, et le recueil de ses méditations restera comme un des livres les plus utiles et les plus intéressants sur une des plus graves questions de morale et d'administration¹. Dans toutes les discussions auxquelles elle s'est livrée, éclate constamment l'expérience des affaires publiques, jointe à un amour sincère du bien, qui honore à la fois les membres de cette Commission et le ministre qui les avait réunis. Le second projet de loi sur la même matière émane de la Commission d'assistance publique de l'Assemblée nationale, qui a eu pour rapporteur un homme dont l'esprit personnifie le côté le plus séduisant du catholicisme, la charité fraternelle et le soulagement des classes déshéritées. Nul homme n'était plus propre que M. Armand de Melun à servir d'interprète à des sentiments généreux, et à présenter des vues d'amélioration et de réorganisation du service des enfants trouvés.

Cependant, ce n'est pas par l'harmonie que se distinguent ces deux projets de loi : des divergences existent sur les points les plus importants, notamment sur la question du mode d'admission et sur celle de l'éducation des enfants.

La Commission de l'Assemblée nationale a proposé le maintien des tours à une grande majorité; la Commission des enfants trouvés en a proposé la suppression et leur remplacement par des bureaux d'admission. Cette décision a été prise, dans cette dernière réunion, après une discussion approfondie, qui a eu pour résultat remarquable la conversion à ce système d'hommes qui l'avaient autrefois vivement combattu. Les dissidences se sont réduites au mode d'investigation dans les admissions; et nous, qui avons toujours été partisan de la fermeture des tours et de leur remplacement par des bureaux d'admission, nous nous trouvons maintenant d'accord avec les anciens adversaires de cette mesure : comme eux, en effet, nous croyons que, dans certains cas, *un seul* fonctionnaire doit décider *s'il y a lieu à secret*. Les tours, il est vrai, n'ont pas été créés dans l'intérêt des mères; mais on doit chercher néanmoins à protéger leur honneur par tous les moyens possibles. Or, un secret cesse d'être tel, lorsqu'il est confié à plusieurs personnes qui pourront rejeter l'une sur l'autre la faute d'une indiscretion. Un directeur irresponsable doit donc être seul juge des admissions des jeunes enfants, et ne rendre compte que lorsqu'il juge qu'il n'y a pas inconvénient. Que s'il est forcé de faire des absences, il est suppléé par l'employé immédiatement inférieur, revêtu momentanément des mêmes prérogatives. Mais n'insistons pas sur une question déjà et si souvent débattue.

Les deux projets de loi en question maintiennent le système actuel

¹ Deux vol. in-4. Paris, Imprimerie Nationale. La Commission était composée de MM. Victor Lefranc, représentant du peuple, de Lurieu et de Watteville, inspecteurs généraux des établissements de bienfaisance; Durand Saint-Amant et Bailleux de Marizy, anciens préfets; Blanche, conseiller de préfecture du département de la Seine; Nicolas, chef de division à la direction générale des cultes; Giraud, membre de l'Institut; Valentin Smith, conseiller à la Cour d'appel de Riom, secrétaire, et Louis Hamelin, avocat à Paris, secrétaire adjoint.

d'éducation des enfants trouvés, le placement en nourrissage et en gardiennage à la campagne jusqu'à l'âge de vingt-un ans ; ils cherchent seulement à le perfectionner. (Le régime des colonies agricoles n'est considéré que comme une exception qui pourra plus tard prendre de l'extension, mais qui doit être restreint aujourd'hui dans d'assez étroites limites, à cause des sacrifices qu'il exige.) Un point qu'il ne faut pas perdre de vue, parce qu'il domine tout ce service, c'est que les placements à la campagne, qui, en style administratif, constituent le *service extérieur*, sont à peu près tout le service ; que le service intérieur, c'est-à-dire l'admission des enfants, leur entretien pendant huit jours environ jusqu'au départ pour la campagne, l'éducation de quelques infirmes, n'est, en importance numérique, qu'un très-faible accessoire du service extérieur. Dans un état de choses normal, le service intérieur doit être au service extérieur à peu près dans le rapport de 1 à 25.

Mettant de côté les questions financières, la bonne éducation des enfants dépend d'une bonne tutelle et d'une surveillance attentive. Dans l'état actuel des choses, la tutelle est exercée par les Commissions administratives des hospices, auprès desquelles le préfet a pour représentant un inspecteur départemental du service des enfants trouvés et des établissements de bienfaisance. En réalité, c'est cet inspecteur, astreint à ses tournées, qui est le vrai tuteur. Aucune mesure sérieuse ne peut être prise sans son concours ; et, comme seul il connaît les lieux et les choses dont il est appelé à parler, et sur lesquelles les Commissions d'hospices ou les préfets sont appelés à statuer, on ne peut guère que suivre ses avis. Nous avons déjà proposé de déférer à ces inspecteurs la tutelle sérieuse, véritable, et de les faire assister par des Commissions de surveillance (nous renversons l'organisation actuelle pour arriver à la vérité) ; puis, comme l'administration nous a paru inséparable de la tutelle, nous avons proposé de nommer les inspecteurs départementaux directeurs du service des enfants trouvés, et, en cette qualité, ordonnateurs des dépenses, tout le budget des enfants trouvés devenant alors distinct de celui des hospices, et les deux services, intérieur et extérieur, se trouvant réunis en un seul service, *sui generis*, mais essentiellement départemental, quant à la provenance des fonds. Ce système présentait, dans l'exécution, une grande simplicité ; car l'inspecteur, au nom d'un département, n'avait qu'à traiter avec les hospices, pour le service intérieur, à raison d'un prix de journée ; et alors disparaissait tout tiraillement entre les départements et les grandes villes, entre les préfets et les Commissions des hospices.

La Commission des enfants trouvés s'est avancée, mais timidement, dans ce système. La tutelle a été déferée à l'inspecteur départemental ; mais l'administration a été laissée aux commissions administratives. Et cependant les meilleurs arguments que nous ayons à donner contre ce système, nous les trouvons dans les procès-verbaux de cette Commission, où ils n'ont été l'objet d'aucune contradiction. Ce sont MM. Durand Saint-Amand et Valentin Smith, qui les ont présentés avec le plus de force. Voici comment s'exprime le premier (page 153) :

« Mon opinion serait de concentrer tous les pouvoirs, soit pour l'admission, soit pour les secours à accorder aux filles-mères, sur une seule personne. Je ferais de cette personne un fonctionnaire investi d'une grande confiance, convenablement rétribué et réunissant dans ses mains tout ce qui concerne *l'administration et la tutelle* des enfants trouvés.

« Le service des enfants trouvés, aujourd'hui conduit d'une manière tout à fait brisée, demande cependant une suite d'actions combinées, qui embrassent à la fois l'admission, l'administration et la tutelle de ces enfants; ce qui ne peut avoir lieu, avec toutes les garanties désirables, qu'au moyen d'un fonctionnaire spécial, rétribué, permanent, responsable, dont je ferai volontiers un membre de droit de toutes les Commissions charitables de l'arrondissement, sauf à aviser, plus tard, si ce fonctionnaire ne pourrait pas devenir l'intermédiaire qui, suivant l'expression et la pensée de M. Nicolas, engrènerait la charité privée à l'action officielle..... A côté de ce fonctionnaire, que je me borne maintenant à désigner sous le nom de préposé du service des enfants confiés à la charité publique, je voudrais, ainsi que cela a lieu pour le service des aliénés, une Commission de surveillance à laquelle il rendrait compte de sa gestion. Cette Commission de surveillance me paraîtrait devoir être composée des administrateurs de l'hospice, auxquels on pourrait adjoindre le sous-préfet et le curé. Le mode que je propose me paraît faire, à chaque chose, la part qui lui est due. Le service des enfants trouvés est un service départemental. Leur dépense est départementale, sauf le concours des communes et des hospices. Dès lors il est tout naturel que ce service soit spécialement administré par le préfet, ou, ce qui est la même chose, par un agent spécial agissant sous ses ordres et sous la haute surveillance du Conseil général. Les Commissions administratives des hospices ont bien assez de la charge et de l'administration des hospices confiés à leurs soins, sans qu'il soit besoin de compliquer encore leur honorable et pénible tâche de la charge et de l'administration des enfants trouvés. Il doit suffire qu'ils aient un droit de surveillance sur ce service. »

M. Valentin Smith, autre membre de la Commission, a parlé dans le même sens (page 174) : « En proposant la création d'un nouveau fonctionnaire public ¹ investi de la direction et de la haute tutelle des enfants trouvés, lequel serait en même temps membre de droit de toutes les Commissions des établissements charitables du département, je me reporte d'abord à cette pensée que, dans l'état actuel des choses, il n'y a point d'agent responsable placé pour le service des enfants trouvés entre l'administration et les hospices dépositaires. A quelques rares exceptions près, l'inspecteur du service des enfants trouvés est sans action comme sans influence réelle ². Quelles garanties sérieuses présentent les maires dans leurs procès-verbaux

¹ Plus tard on a reconnu, avec bien juste raison, qu'il n'y avait pas lieu à création nouvelle, puisque c'est à l'inspecteur départemental qu'a été dévolue cette mission.

² Rien de plus vrai que cette observation. Le remède, c'est d'attribuer la nomination de ces inspecteurs au ministère, et d'agrandir le cercle de leurs fonctions. C'est un point sur lequel nous avons déjà longuement disserté en plus d'un endroit.

d'exposition, qui ne sont souvent qu'une chose arrangée et convenue? Quelles garanties offrent-ils dans leur surveillance sur les nourrices, dans leur protection envers l'enfant, dans la demande de secours qu'ils sollicitent? Quant aux Commissions administratives des hospices, je reconnais que quelques-unes ont un zèle admirable pour le service des enfants trouvés comme pour tous les autres services. Mais ce sont des exceptions, en cela d'autant plus louables, et l'on ne peut disconvenir qu'en général les Commissions n'ont qu'une initiative molle, une surveillance insouciant, une action brisée. Cependant, il ne faut pas oublier qu'il s'agit ici d'un service départemental qui, envisagé sous le seul rapport financier, comprend une dépense de huit à dix millions.

« Je comprends qu'une Commission administrative des hospices ait une sorte de part et d'immixtion dans le service des enfants trouvés, à raison de la dépense intérieure qui est à la charge de l'hospice dépositaire. Mais cette part et cette immixtion sont tout ce qu'il faut, en investissant cette Commission d'un simple droit de surveillance. Ce n'est pas aujourd'hui, où l'on reconnaît tout ce qu'il y a de défectueux dans les administrations collectives, aux pouvoirs multiples, partagés et irresponsables, qu'il convient d'en établir de nouvelles, alors que généralement l'on abandonne ces sortes d'administrations, derniers débris de la forme du gouvernement directorial. Déjà, dans ces dernières années, les administrations collectives ont disparu de la Bibliothèque nationale ou du Collège de France, qui ont été placés sous la main d'un directeur. Ainsi encore, les Commissions qui administraient les maisons de santé de Charenton, l'Institution des Jeunes Aveugles, celle des Sourds-Muets, l'établissement des Quinze-Vingts, ont été remplacées par des Commissions de surveillance. Enfin, les asiles d'aliénés, créés et organisés en vertu de la loi du 30 juin 1838, ont tous été mis sans exception, par l'ordonnance du 18 décembre 1839, sous le régime d'un directeur unique, assisté d'une Commission de surveillance. Il y a les mêmes raisons, plus puissantes volontiers, pour placer le service hospitalier des enfants trouvés sous un régime semblable.

« Combien seraient nécessaires l'action et la surveillance continues d'un fonctionnaire spécial, non-seulement en ce qui concerne les enfants placés en nourrice, mais encore en ce qui concerne ceux qui ont atteint leur douzième année, aujourd'hui tristement délaissés par le mode illusoire de tutelle qu'exercent les administrations des hospices!

« L'expérience montre que les administrations gratuites et collectives manquent le plus souvent d'activité et de suite. Elle apprend qu'il ne peut y avoir de service véritablement bien organisé, bien conduit, en France, qu'avec un agent rétribué, permanent et responsable. La charité officielle ne fait pas exception à cette règle née de nos mœurs.

« Si le service des enfants trouvés, malgré tous les sacrifices qu'il exige, présente des résultats si peu satisfaisants, c'est qu'il manque d'une administration spéciale, d'une direction unitaire, d'une marche complète et suivie; c'est qu'il est dirigé tout à la fois par le préfet, par les Commissions

administratives, par les sœurs hospitalières, par les maires, sans lien qui combine ces actions divergentes.

« Lorsque ensuite je voulais rattacher le fonctionnaire chargé des enfants trouvés à l'assistance publique, c'est que, dans la réalité, l'enfant trouvé semble y toucher par tous les points. Rien ne demande plus une pensée commune que l'exercice de la charité publique, depuis le sauvetage de l'enfant trouvé jusqu'à l'éducation de cet enfant ou jusqu'à l'hospice des vieillards. Au lieu de cela, que voit-on ? des établissements charitables qui ne sont pas précisément rivaux, mais qui, loin de s'entr'aider, se contrarient, ou du moins isolent leur action.

« D'où cela vient-il ? de ce qu'il n'y a pas de point de contact, de pensée commune pour combiner leurs efforts et relier leurs œuvres. Est-ce que tous les établissements charitables ne devraient pas former une seule chaîne dont les anneaux se tiendraient ? Il n'en est pas ainsi, parce que la charité publique s'exerce, chez nous, par une combinaison moitié officielle, moitié privée, chacun allant dans sa ligne, sans graviter autour d'un centre commun. C'est ce centre commun que je voudrais voir établir quelque part, au moyen d'un fonctionnaire qui, sans être trop dépendant de l'administration, serait néanmoins son agent, qui administrerait le service des enfants trouvés et pourrait être en même temps membre de droit de toutes les Commissions charitables de l'arrondissement, auxquelles il imprimerait une impulsion d'ensemble et une marche unitaire. »

Il est difficile, il est impossible de se rendre compte, après avoir lu des observations si bien motivées, et qui, d'après le silence des autres membres, semblaient avoir été acceptées ; il est impossible, disons-nous, de se rendre compte comment elles n'ont pas été traduites en articles de loi, et pourquoi on n'a pas confié l'administration, en même temps que la tutelle, à l'inspecteur établi indépendant des Commissions administratives actuelles.

Le projet de loi, qui a eu pour rapporteur M. Armand de Melun, isole nettement l'administration des enfants trouvés de l'ensemble du service hospitalier ; et, sous ce rapport, il offre un notable progrès sur celui de la Commission des enfants trouvés. Les motifs de cette mesure sont analogues à ceux déjà exposés. « Malgré leur dévouement, les Commissions administratives ne peuvent traiter les enfants trouvés comme les malades et les vieillards ; leur temps, leurs soins, leur vigilance, leurs ressources sont consacrés avant tout aux établissements qu'elles dirigent et dont les enfants trouvés ne sont que des hôtes passagers et inconnus. Ceux-ci appartiennent plutôt au département qu'à l'hospice ; et aujourd'hui le préfet, d'accord avec le Conseil général, en dirige l'administration, en règle la dépense et prononce même leur admission. C'est avec lui que correspond l'inspecteur ; c'est à lui qu'il adresse ses rapports. »

Partageant ces vues critiques, nous différons avec M. de Melun sur les mesures nouvelles à prendre. La nouvelle Commission ne doit être, nous le répétons, qu'un simple comité consultatif, et ni l'administration ni la

tutelle ne doivent lui être déferés, ainsi que le voudrait la Commission dont ce représentant est l'organe. Mais c'est là un point sur lequel la Commission des enfants trouvés a trop insisté pour que nous ayons à y revenir. Ainsi, du rapprochement de ces deux projets de loi et du triage de leurs idées opéré par elles-mêmes, résulte l'adoption de nos vues, c'est-à-dire la tutelle, l'administration et l'ordonnancement confiés à un fonctionnaire spécial, à l'inspecteur départemental, assisté d'une Commission de surveillance.

Mais la tutelle n'est sérieuse qu'à la condition d'être accompagnée de moyens convenables de surveillance. Ici, nous n'hésitons pas à le dire, se révèle, dans les deux projets de loi, une lacune regrettable. Le talent des personnes n'a pu suppléer aux vues pratiques qui semblent avoir fait défaut; on n'a pas recherché les précédents qui eussent mis sur la voie des mesures à adopter, et on s'est laissé aller à des idées théoriques, fort séduisantes en apparence, mais impuissantes dans la pratique. Des Commissions de patronage, pour surveiller des placements disséminés, n'opéreront aucun bien; elles se complairont presque toujours dans une complète inaction et se réduiront à une apparence d'organisation; ou, si elles veulent opérer, elles créeront des difficultés, en soulevant à chaque instant des questions de personnes ou de localités. Ainsi les efforts du tuteur se consumeront en pure perte, et les enfants seront sans contrôle et sans protection réelle. Le rôle des Comités locaux d'instruction primaire peut du reste fixer au juste sur ce qu'on doit attendre de ce moyen.

Si on eût étudié les faits et les précédents, on eût reconnu que les départements qui ont le plus grand nombre d'enfants trouvés ont été amenés, par la force des choses, à établir un système d'inspection locale, c'est-à-dire à peu près cantonale, et effectuée par des agents salariés et responsables. C'est le système suivi dans les départements de la Seine, du Rhône, de la Gironde, etc. Quelquefois ces sous-inspecteurs sont de simples agents administratifs, à côté desquels fonctionnent les médecins appelés en cas de maladie. La Gironde a réuni ces deux fonctions sur les mêmes têtes; elle a trouvé ainsi une économie d'autant plus profitable que l'inspection a été dévolue à des hommes instruits et qui dominent dans tous les cas les gardiens ¹.

¹ Voici les articles fondamentaux de l'arrêté réglementaire du 25 août 1848, qui régit le service extérieur des enfants trouvés dans le département de la Gironde.

« ART. 1^{er}. Les fonctions des médecins-inspecteurs consistent 1° à rechercher et à expédier à l'hospice de Bordeaux des nourrices, en nombre suffisant, pour les enfants admis à cet hospice; 2° à inspecter tous les enfants et à rendre compte de leur situation; 3° à traiter les enfants malades, et à leur fournir ou faire fournir les médicaments nécessaires.

« ART. 3. Il est alloué aux médecins-inspecteurs, à titre d'indemnité, pour la surveillance des enfants entretenus aux frais du département: 1° 3 francs par an pour chaque enfant de un jour à un an; 2° 2 francs pour un enfant de un à deux ans; 3° 1 franc pour un enfant de deux ans à douze ans.

« ART. 4. Conformément aux fixations établies par l'administration des hospices, il

Voilà à peu près les moyens de surveillance qu'il faut appliquer partout, en concentrant les placements d'enfants dans des contrées déterminées et d'une étendue proportionnée au nombre d'enfants, de telle sorte que deux départements ne se fassent jamais concurrence dans leurs placements.

La fixation des salaires, des indemnités, des vêtements est un point qui nous paraît pouvoir être laissé aux administrations départementales, sous le contrôle ministériel. Les usages, le prix des objets de consommation, varient en effet de département à département et doivent être pris en considération. La loi ne doit poser que des prescriptions générales et des limites.

Les salaires ont été divisés en classes, dont le nombre change d'un département à l'autre, et qui vont en décroissant. Ce nombre de classes est généralement trop considérable, et la décroissance trop rapide. Trois classes nous paraissent suffisantes : une pour les deux premières années, c'est-à-dire jusqu'après le sevrage ; une autre jusqu'à dix ans ; une troisième de dix à quatorze ans. Elles devraient être à peu près entre elles comme les nombres 10, 8 et 6.

L'indemnité fixe de 18 francs pour les dix-huit premiers mois de la vie de l'enfant, nous paraît pouvoir être supprimée. Cette indemnité se confond, dans l'esprit des nourriciers, avec les salaires, puisque, d'après les instructions ministérielles, elle doit être payée, comme ceux-ci, par trimestre.

La seule indemnité à maintenir est celle de 50 francs à douze ans. Mais encore faut-il apporter ici des modifications essentielles. Pour en tirer tout le parti possible, il faut la reculer jusqu'à seize ans, et attacher à son paiement la condition que l'élève saura lire, écrire, calculer, aura fait sa première communion. Mais alors, pour qu'elle soit une juste indemnité de la perte de temps occasionnée par la fréquentation de l'école ou du catéchisme, il faut l'élever et la porter à 100 fr.

Et pour que l'admission à l'école primaire n'éprouve pas de difficulté de la part des instituteurs ou des Conseils municipaux, il faut stipuler

est alloué, sur les fonds de ces établissements, 50 cent. par an pour la surveillance à exercer sur les enfants de douze à vingt-un ans. (Nous voudrions 1 fr. au lieu de 50 c.)

« ART. 5. Les frais de traitement d'enfants malades et la fourniture des médicaments sont fixés par abonnement à 3 fr. par an, et par enfant de un jour à douze ans. » (Ces rétributions, pour être équitables, devraient être portées au moins à 4 francs, lorsqu'un médecin n'aurait pas plus de cent cinquante enfants). La rémunération de toute opération chirurgicale est comprise dans ce chiffre ; la fourniture des bandages pour hernies sera seule remboursée au médecin sur mémoire.

« ART. 6. Ces diverses indemnités seront payées par trimestre, et par l'entremise des percepteurs des contributions directes.

« ART. 40. Lorsque l'inspecteur départemental se rendra dans une circonscription, le médecin-inspecteur lui communiquera les registres et toutes les notes qu'il tient ; il lui fera part de toutes les observations qu'il aura recueillies et qu'il jugera propres à l'amélioration du service ; enfin il l'accompagnera dans ses tournées, partout où cet employé jugera utile de se rendre. »

que tout enfant de huit à seize ans y a droit d'entrée, indépendamment de toute inscription sur la liste des indigents, et donner des ordres en conséquence à l'instituteur communal.

L'admission des filles-mères aux secours pour élever leurs enfants, en les conservant auprès d'elles, ou en les plaçant elles-mêmes en nourrice, est un des sujets qui ont le plus occupé la Commission des enfants trouvés. Ce système de secours tend à se généraliser tous les jours. Au 1^{er} janvier 1848, cinquante-trois départements donnaient des secours aux filles-mères de 7,904 enfants. Dans plusieurs départements, la Gironde, le Tarn, la Haute-Loire, etc., ces secours sont accordés par les préfets sur l'avis des inspecteurs départementaux. C'est le système à étendre partout.

La fixation des secours aux filles-mères ne devrait, dans aucun cas, selon le projet de cette Commission, dépasser deux ans. C'est l'âge de l'admission des enfants à la salle d'asile.

Le but de ces secours est à coup sûr éminemment moral, puisqu'il se propose de retenir l'enfant auprès de sa mère; le principe est donc inattaquable. Mais voyons pour la pratique : lorsque la mère a élevé ou fait élever son enfant jusqu'à deux ans, la salle d'asile est-elle un moyen suffisant pour qu'elle puisse continuer cette éducation? nos observations journalières nous portent à affirmer le contraire.

Ces filles-mères sont en grande majorité des orphelines. C'est l'isolement où elles se sont trouvées qui a occasionné le plus souvent leur faute; elles n'ont d'autre ressource que le produit de leurs mains ou de leurs bras. Dans les grandes villes, qui en fournissent le plus grand nombre, presque toutes appartiennent à la classe des couturières ou des journalières; leurs salaires varient de 50 centimes à 1 franc, sans nourriture; très-peu de salaires dépassent ce dernier chiffre; beaucoup sont au-dessous du premier. N'est-il pas de toute évidence qu'une femme ne peut suffire, sur cette somme, en même temps à ses besoins et à ceux de son enfant? Les voilà donc cruellement punies ces mères, lorsque leur enfant a atteint cet âge de deux ans, de l'avoir conservé et d'avoir cédé aux lois de la morale ou plutôt à l'impulsion de leur bon cœur. Non-seulement elles ont renoncé à leur avenir, en se rendant impossible tout mariage, mais elles peuvent encore se voir condamnées ou à se faire assister par la charité, ou à chercher dans des moyens moins moraux un supplément à l'insuffisance de leurs salaires. Inutile de dire que ce dernier parti est le plus généralement suivi. Voilà donc où peut aboutir quelquefois ce conseil, si moral en apparence, de faire allaiter les enfants par leurs mères : à la prostitution clandestine.

Achevons de soulever le voile; disons toute la vérité. C'est surtout pour les enfants de filles-mères qu'ont été créés les hospices d'enfants trouvés. Qu'on supprime le tour, si l'on veut (et tel est au surplus, nous l'avons dit, notre avis), l'hospice devra toujours recevoir avec une facilité extrême les enfants nés dans cette condition. Et pour celles qui consentent à garder leurs enfants, il faut accomplir en entier le sacrifice. Ce n'est pas jusqu'à deux ans qu'elles doivent recevoir des secours, c'est jusqu'à ce que

l'éducation des enfants trouvés soit complète ; c'est aussi longtemps que les gardiens ordinaires d'enfants trouvés. La plupart des filles-mères ne sont pas dans une position plus heureuse. Serait-ce parce qu'elles accomplissent un devoir d'autant plus pénible qu'elles ont renoncé à leur avenir, que l'on serait autorisé à spéculer sur leur affection ?

Cette charge retombe de son poids le plus lourd sur l'homme qui, dans la société, concourt beaucoup plus que la femme à la création de la richesse ; mais elle n'est qu'une faible compensation pour le privilège créé par la loi en faveur de l'homme, au détriment de la femme, dans la disposition qui s'oppose à la recherche de la paternité. On a voulu classer les contrées en catholiques et protestantes, selon qu'elles ont ou non des tours et des hospices d'enfants trouvés. C'est bien plutôt en pays où la recherche de la paternité est admise ou rejetée qu'il faut établir la distinction. Un privilège était donné à l'homme, il a fallu un équivalent pour la femme. Les tours créés en 1811 ne sont donc qu'un adoucissement pour la femme de la rigueur, disons mieux, de l'injustice créée contre elle en faveur de l'homme, contrat léonin, droit seigneurial, reste impur de la féodalité, moins impure sous ce rapport que le dix-neuvième siècle. Nous croyons que l'on modifiera un jour la loi qui nous régit à cet égard, que les lois d'égalité seront dans l'avenir de plus en plus strictement observées entre les deux sexes, que la femme dont la moralité sera reconnue après une enquête approfondie, sera au moins admise à déférer à un homme le serment ou à obtenir de lui des dommages-intérêts, si des charges apparentes sont contre lui. D'après ce que nous venons de dire, on ne pourrait même supprimer le tour qu'en admettant une réforme si utile dans l'intérêt des mœurs publiques.

L'Angleterre, l'Italie, les États-Unis, la Suisse admettent la recherche de la paternité et condamnent le père non-seulement à des dommages-intérêts, mais aussi à la prison et au mariage avec la fille séduite. Il y a là exagération en sens inverse, c'est-à-dire contre l'homme. C'est le Code civil qui a aboli en France la recherche de la paternité. « Il a été un temps où, en France, le séducteur était condamné à épouser ou à être pendu ; mais peu à peu on se relâcha de cette rigueur ; on réserva la mort ou les galères pour les cas les plus graves, et, dans les circonstances ordinaires, on se contenta d'infliger au coupable une amende ou des indemnités proportionnées à la nature de sa faute et à sa fortune... Le parlement de Paris voyant que les filles, dans l'espoir d'avoir des maris, s'abandonnaient plus facilement, finit même par ne jamais donner le choix du mariage et s'en tint aux peines pécuniaires. » ¹

C'est cette ancienne jurisprudence que nous voudrions voir remise en vigueur. Que si elle n'était pas exempte de tout inconvénient, elle en aurait bien moins que celle qui a été introduite en France par le Code civil.

¹ Abbé Gaillard, *Recherches sur les enfants trouvés*.

Plusieurs départements étendent aux personnes mariées les secours destinés à prévenir les abandons d'enfants. Pour que cette voie ne présente pas de graves dangers, il faut que ces secours soient limités aux cas de maladie ; mais la circonstance de la misère provenant d'un grand nombre d'enfants, ne nous paraît pas un motif suffisant pour y faire participer. Des arguments d'un ordre bien différent défendent d'en accorder dans ce cas. Si, en thèse ordinaire, on secourait ces positions, quels engagements implicites ne contracterait-on pas pour un moment de crise industrielle ! Alors les ressources départementales ne pourraient pas évidemment suffire pour satisfaire des demandes toutes fort légitimes. Cependant, à ce point de vue, il faudrait s'arrêter dans le moment où ces secours seraient le plus nécessaires, et après avoir contribué à développer ces besoins. N'est-il pas prudent de ne pas les faire naître, et de laisser aux seuls bureaux de bienfaisance le soin de soulager ces positions ?

Ces secours tendraient aussi évidemment au développement de la population dans les classes inférieures, dans celles qui, privées d'autres jouissances, se livrent d'autant plus volontiers à l'acte de la copulation, qu'elles ne dispersent pas un capital qu'elles n'ont pas connu. Or, il faut leur faire comprendre que c'est là le moyen de ne jamais s'élever au-dessus du prolétariat ; que ce ne sera, au contraire, qu'en ayant seulement un nombre limité d'enfants à élever, qu'elles y parviendront ; il faut leur montrer en exemple les classes aisées, qui, malgré la facilité qu'elles ont déjà par leur position d'accumuler la richesse, savent néanmoins s'imposer des contraintes sur ce sujet. Ceux-ci, au contraire, peuvent procréer sans inconvénient ; leurs capitaux se dissémineront, l'égalité progressera. Nous soutenons là une thèse réputée, nous le savons, antidémocratique ; et cependant, c'est surtout au point de vue démocratique qu'elle nous paraît emprunter ses meilleurs arguments.

Mais rentrons dans notre sujet dont nous tendions à nous éloigner.

L'article 18 du décret du 19 janvier 1811 autorisait les Commissions administratives des hospices à passer des contrats d'apprentissage pour les enfants au-dessus de 12 ans. Les enfants pouvaient être confiés à des cultivateurs ou à des industriels jusqu'à l'âge de 25 ans ; ils devaient garantir aux maîtres les services gratuits de l'apprenti, qui n'avait droit qu'à la nourriture, à l'entretien et au logement.

De telles dispositions, nous aimons à le croire, n'ont jamais été exécutées. Et, si quelques-unes l'ont été, c'est un mal qu'il faut faire cesser le plus tôt possible. La nourriture matérielle n'est plus jugée suffisante de nos jours. Depuis longtemps, et ses instructions en font foi, l'administration s'efforce pour que la nourriture de l'âme, l'instruction, soit aussi donnée à ses pupilles. Et pourquoi encore assurer cette gratuité de services de la part de l'élève ? Est-ce qu'à seize ou dix-sept ans, et cela dans la plupart des professions, un jeune homme laborieux n'a pas droit à quelque redevance ? Poser la prescription contraire, c'est assurer l'exploitation de l'homme par l'homme :

c'est ainsi que, dans un grand nombre de villes, bien des personnes allaient et vont peut-être encore chercher à l'hospice des serviteurs à titre gratuit, surtout parmi les filles. Enfin que signifie cette tutelle prolongée au delà du terme ordinaire, et jusqu'à 25 ans ?

Nous aurions bien d'autres points de détail à parcourir. Sur un tel sujet, pour tout dire, il faudrait écrire des volumes. Arrêtons-nous, puisque nous n'avons voulu traiter que quelques points saillants. Un projet de loi ne doit poser que des règles générales, essentielles. C'est peut-être ce dont ne s'est point suffisamment pénétrée la Commission des enfants trouvés, dont le projet de loi ne contient pas moins de 163 articles. M. Dufaure lui avait dit cependant : « La loi générale devra être conçue de manière à laisser au règlement d'administration publique ou à l'instruction ministérielle tout ce qu'il convient de leur abandonner. »

Le projet qui suit, s'il n'a pas d'autre mérite, aura au moins celui de la brièveté.

ART. 1^{er}. L'assistance publique s'adresse, en ce qui a trait à l'enfance, c'est-à-dire aux êtres qui ne sont pas âgés de plus de vingt ans : 1^o aux enfants nés de père et mère inconnus ; 2^o aux enfants nés de père inconnu seulement ; 3^o aux enfants nés de père et mère connus, mais aux besoins desquels leurs parents ne peuvent pourvoir, par suite de décès, ou d'infirmités, ou d'immoralité.

L'assistance pour les enfants de parents indigents, infirmes ou indignes, ne peut être exercée que sur la demande des parents, et dans les limites déterminées chaque année par le Conseil général de chaque département. Les villes peuvent aussi créer des moyens spéciaux d'assistance pour les enfants.

2. Il est pourvu aux dépenses de ce service, 1^o par les dotations actuelles de chaque hospice des enfants trouvés ; 2^o par des contingents communaux ; 3^o par un contingent départemental ; 4^o par un secours de l'Etat.

3. Cette dépense est obligatoire pour les communes et les départements.

4. Le complément des dépenses à ajouter à la dotation existante est fourni dans les proportions suivantes : deux cinquièmes pour les communes, deux cinquièmes pour les départements, un cinquième pour l'Etat.

5. Dans chaque département, le service des enfants trouvés est constitué *sui generis* ; il est rendu indépendant du service dévolu aujourd'hui aux Commissions administratives ; et il est régi par des directeurs nommés par le ministre de l'intérieur, et placés par délégation sous l'autorité des préfets.

6. Ces directeurs sont assistés de commissions de surveillance auprès desquelles ils ont voix consultative.

7. Ces Commissions sont composées de dix membres ; le préfet ou son délégué, président, deux membres du Conseil départemental, deux membres du Conseil municipal du chef-lieu, un fonctionnaire de l'Université, deux médecins, un ministre de chaque culte, un avocat ou un notaire.

Chacun de ces fonctionnaires sera élu tous les six ans dans une assemblée des personnes de même profession. Cette Commission se renouvellera tous les trois ans par moitié.

8. L'assistance publique s'exerce, à l'égard de l'enfance, soit par des secours à domicile, soit par l'admission dans un hospice et le placement en nourissage ou en gardiennage.

9. L'enfant est censé appartenir à la commune où il est né, ou, dans l'ignorance de celle-ci, à la commune sur le territoire de laquelle il est recueilli.

10. L'admission au secours à domicile est prononcée par le préfet sur la simple présentation du directeur. (Le directeur peut être assisté d'un agent, pour les vérifications.)

11. Le taux de ces secours ne pourra dépasser le taux ni la durée des mois de nourrice payés pour les enfants trouvés.

12. Chaque département est tenu d'établir un asile d'enfants trouvés, ou de traiter, moyennant un prix de journée, avec un établissement déjà existant, tel qu'une Commission d'hospices. (Il n'y aura pas de tour.)

13. L'asile est destiné à recevoir les jeunes enfants depuis leur entrée jusqu'à leur départ en nourissage, les malades ou infirmes, ou ceux qui seraient renvoyés de la campagne ayant moins de vingt-un ans. Des ateliers seront établis pour les occuper.

14. L'admission est prononcée par le directeur sur l'avis de la Commission de surveillance. Le directeur peut taire les noms des déposants, en affirmant par serment, devant la Commission de surveillance, *qu'il y a lieu à secret*. Un rapport quotidien rend compte au préfet des admissions prononcées.

15. Dans le cas de refus ou d'impossibilité de déclaration sur la provenance d'un enfant, il en sera dressé par le directeur un procès-verbal, lequel sera transmis au procureur de la République, pour qu'il recueille des informations, et dirige, s'il y a lieu, des poursuites.

16. Toute déclaration d'état civil est immédiatement vérifiée à la diligence du directeur.

17. Tout enfant admis, dont l'état civil n'a pas été dressé, reçoit, en entrant dans l'hospice, de nouveaux noms, et son origine est constatée sur les registres de l'état civil. (N'est pas applicable aux enfants trouvés la disposition de l'article du Code civil, qui oblige à la déclaration de naissance, dans le délai de trois jours.)

18. Chaque enfant, lorsque son état civil est constitué, reçoit un livret destiné à contenir la mention de toutes les circonstances essentielles de sa vie.

19. L'admission d'un enfant sevré est prononcée par le préfet, sur l'avis du directeur et celui de la Commission de surveillance.

20. Dans un délai de huit jours, l'enfant, à moins d'empêchement, est placé en nourissage ou en gardiennage dans des contrées déterminées, chez des personnes dont la moralité est reconnue. (Tout enfant au lait doit être pris à l'hospice, par sa nourrice défrayée de ses frais de voyage.)

21. Autant que faire se pourra, l'enfant restera jusqu'à vingt-un ans chez les personnes qui l'auront élevé.

22. Le taux et la limite des mois de nourrice, et des indemnités de gardiennage, le nombre et la composition des vêtements seront fixés par arrêtés du préfet, sur l'avis du Conseil général et avec approbation du ministre : les secours ne pourront s'étendre au delà de la quatorzième année. Des pièces comptables sont dressées sous les yeux du directeur, et les dépenses acquittées par les receveurs, sans remise.

23. Dans la limite de huit à seize ans, tout enfant admis au secours doit être envoyé à l'école primaire; à seize ans, le gardien ou parent peut recevoir, selon le sacrifice qu'il est reconnu s'être imposé, une récompense de 100 fr., lorsque l'enfant sait lire, écrire, compter et qu'il a fait sa première communion.

24. Les fonctions de tuteur des enfants trouvés sont remplies par le directeur du service; celles de Conseil de famille par la Commission de surveillance; celles de subrogé tuteur par le médecin-inspecteur du canton où se trouve l'enfant, ou par un membre de la Commission de surveillance désigné par elle, lorsque l'enfant est dans l'hospice.

25. L'hypothèque légale ne frappe pas les biens du tuteur.

26. Les médecins inspecteurs sont chargés de traiter les enfants malades, de leur fournir des médicaments, et de fournir des notes trimestrielles sur tous les élèves de un jour à vingt et un ans.

27. Ils sont aussi autorisés à faire effectuer les déplacements ou les rentrées d'enfants, dans tous les cas qu'ils jugent nécessaires. Ils en rendent immédiatement compte au directeur; ils fixent les salaires que doivent recevoir à un certain âge les enfants de la part de leurs gardiens.

28. Tous les ans, à deux reprises, le directeur effectue une tournée dans tous les

NOTICE SUR LES BANQUES DE L'ÉTAT DE NEW-YORK. 235

cantons qui reçoivent des enfants trouvés; il visite un certain nombre d'enfants. Chaque tournée dure un mois.

29. Après vingt et un ans, tout enfant de l'hospice cesse de faire partie du personnel de l'asile. Tout infirme entre de droit dans un hospice d'incurables ou de vieillards, et passe à la charge du budget de ces divers établissements.

30. Il est réservé au préfet de statuer sur la remise des enfants aux parents, d'après le rapport du directeur, et sur l'avis de la Commission de surveillance.

31. Les fonctions d'ordonnateur sont remplies par le directeur; il est assisté d'un receveur-économe.

L. LAMOTHE.

NOTICE

SUR

LES BANQUES DE L'ÉTAT DE NEW-YORK.

Nous avons eu plusieurs fois occasion de rappeler que les banques des Etats-Unis, sur lesquelles on a presque toujours le tort de raisonner d'une manière trop générale, ne sont pas instituées d'après un système uniforme, applicable dans toute l'étendue de l'Union. Chacun des Etats qui composent la grande Confédération américaine a sur ce point ses lois particulières, et souvent la distance est très-grande du régime de l'une au régime de l'autre. Il y a loin, par exemple, du système en vigueur dans les Etats de Massachusetts et de Rhode-Island, où les banques s'instituent à peu près librement et sans aucun contrôle, à celui qui prévaut dans quelques Etats de l'Ouest, où il n'existe qu'une seule banque privilégiée, instituée sous l'autorité ou même au nom de l'Etat.

Or, parmi ces systèmes, il en est un qui se distingue de tous les autres, sinon par sa perfection, du moins par son originalité. C'est celui qui est en vigueur dans l'Etat de New-York.

Nous allons tâcher d'esquisser les principaux traits de ce système, peu connu en France, malgré la fréquence de nos relations avec la ville de New-York, et d'autant plus digne de l'être, qu'il paraît avoir inspiré quelques-unes des dispositions de l'acte présenté, en 1844, par sir Robert Peel, et adopté par le Parlement anglais.

De bonne heure, l'Etat de New-York paraît s'être proposé de résoudre législativement un problème que, selon nous, la liberté seule résoudra dans la mesure du possible; celui de rendre la circulation du papier des banques aussi sûre que la circulation des monnaies d'or et d'argent, tout en permettant cependant des émissions aussi fortes que les intérêts du commerce l'exigeraient. Ainsi que le déclarait encore assez récemment le contrôleur des finances, dans son rapport du 31 décembre 1849¹ : « Créer un médium circu-

¹ Ce rapport, fort intéressant, a paru tout entier dans le numéro du *New-York-Herald* du 7 janvier dernier, que nous devons à l'obligeance de M. Aubry (des Vosges), représentant du peuple. Nous avons emprunté à ce document plusieurs des détails qui suivent, en y ajoutant toutefois des renseignements puisés à d'autres sources.

lant assez abondant pour entretenir et faciliter toutes les opérations sérieuses de la communauté, et en même temps en garantir la solidité et la convertibilité, au milieu même de toutes les fluctuations du commerce ; tel a été l'objet constant des mesures variables que l'État a successivement adoptées à l'égard des banques. »

C'est dans cette vue qu'on avait imaginé autrefois un premier système, assez simple en apparence, qui a été en pleine vigueur jusqu'en 1838, et dont il reste encore aujourd'hui, comme on le verra tout à l'heure, d'assez notables débris.

Il consistait essentiellement en une sorte de solidarité établie entre toutes les banques.

Dans ce système, les banques s'établissaient assez facilement ; aussi le nombre en était-il considérable. Elles ne s'établissaient pas cependant sans avoir obtenu de la législature une charte d'incorporation, délivrée pour un temps déterminé et qui leur imposait certaines conditions. La première de ces conditions était, qu'elles ne pourraient émettre de billets que jusqu'à concurrence d'une certaine somme, déterminée, pour chacune d'elles, d'après l'importance de son capital effectif. Il est impossible de ne pas voir une analogie frappante entre cette disposition et plusieurs de celles qui ont été adoptées, en 1844, en Angleterre. La seconde condition essentielle était qu'elles contribueraient toutes, chacune selon ses moyens, à constituer un fonds commun de garantie, *safety fund*, destiné à rembourser les dettes de celles qui viendraient à faillir.

Pour constituer ce fonds de garantie, on obligeait donc chaque banque à verser annuellement dans une caisse commune, mise sous la garde d'un fonctionnaire public, un demi pour 100 de son capital. De cette manière, la somme mise en réserve grossissant d'année en année par ces apports successifs, le fonds de garantie devait être dans quelque temps, on l'espérait du moins, assez considérable pour garantir la société contre toutes les pertes imprévues dont les faillites des banques pourraient la menacer.

L'idée de ce système avait d'abord souri, et il faut convenir qu'elle était au premier abord assez séduisante. On établissait ainsi entre toutes les banques une sorte d'assurance mutuelle ; non pas, il est vrai, au profit de ces banques et pour les indemniser de leurs pertes, mais au profit du public, qu'elles garantissaient en commun contre les catastrophes particulières. Il est juste d'ajouter que ce système a fonctionné pendant quelque temps avec une apparence de succès. Mais il n'a pu résister à la première épreuve un peu rude qu'il a eu à subir ; et si l'on veut bien y réfléchir, on comprendra que la défaillance en était inévitable.

Cette sorte de solidarité établie entre toutes les banques était, au fond, aussi fâcheuse qu'injuste. Elle induisait le public à mettre toutes les banques, bonnes ou mauvaises, sur la même ligne ; à leur accorder à toutes, qu'elles fussent bien ou mal établies, bien ou mal administrées, une confiance égale, puisque les dettes qu'elles pourraient contracter étaient également garanties par le fonds commun. Par là, elle dispensait aussi les directeurs de ces banques de travailler à conquérir la confiance du public, en la justifiant par une conduite prudente et sage. Elle les encourageait indirectement à quitter la bonne voie pour se jeter dans des spéculations aventureuses, et provoquait ainsi ces mêmes désastres qu'elle avait pour objet de prévenir.

Aussi arriva-t-il un jour où tout l'édifice du système fut singulièrement ébranlé.

« On avait cru, pendant un certain nombre d'années, dit l'auteur du rapport déjà cité, que le résultat proposé avait été atteint par l'heureux fonctionnement du fonds de garantie. Mais le fonds de garantie fut englouti, même avec les revenus futurs, par un certain nombre de faillites désastreuses. Dix banques présentèrent tout à coup un déficit énorme, qui entraîna non-seulement la perte entière de leur propre capital, s'élevant à 2,800,000 dollars, mais encore une perte additionnelle de deux millions et demi¹, à la charge du fonds de garantie. L'intensité de la banqueroute essuyée par ces institutions fut étourdissante et presque inconcevable. Cependant il a été prouvé que le fonds de garantie se serait trouvé suffisant pour atteindre son but originel, qui était d'assurer le rachat des billets circulants, s'il avait été exclusivement consacré à cet usage. L'entière destruction du fonds doit être attribuée à ce fait, que toutes les obligations des banques, quelque extraordinaire ou illégitime qu'en fût la source, furent mises à sa charge; et par là un crédit qui n'était pas naturel fut assuré à des institutions mal assises et mal conduites, qui s'efforcèrent de donner à leurs affaires une extension désordonnée, sans rapport avec leurs moyens effectifs. »

Après cette cruelle épreuve, le système du fonds de garantie fut virtuellement abandonné en 1838, et remplacé à cette époque par un système nouveau, assez improprement nommé : *Système des banques libres*.

Nous ferons connaître tout à l'heure les conditions de ce nouveau régime. Mais comme l'ancien système a continué de fonctionner par rapport aux banques établies antérieurement à la loi de 1838, auxquelles il demeure applicable jusqu'à l'expiration de leurs chartes, et comme il subsiste encore un assez grand nombre de ces banques, il ne sera pas inutile d'ajouter à ce qui précède quelques détails.

On vient de voir par quelques-uns des termes du rapport du contrôleur des finances, que le fonds de garantie avait été plus qu'absorbé par les faillites des banques, et qu'il avait fallu anticiper sur les ressources futures pour acquitter toutes les dettes. Cette anticipation avait été faite au moyen d'une émission de rentes, de 900,828 doll. et 47 c. à 6 pour 100, dont le capital devait être progressivement remboursé au moyen des contributions annuelles des banques. Ainsi le fonds commun se trouva fortement grevé pour longtemps. Heureusement les faillites devinrent moins désastreuses par la suite. Cependant, en 1848², le capital des rentes émises était encore dû tout entier par le fonds de garantie, sauf un reliquat de 91,662 doll. 96 c., qui se trouvait entre les mains du trésorier de l'Etat, ou qui était placé à intérêt.

De 1829 à 1848³, le montant des sommes versées par les banques au fonds de garantie, au moyen de leurs contributions annuelles, s'est élevé à 1,876,063 doll. 96 c. Le montant total des billets rachetés pour les banques faillies s'élevait à 1,548,558 doll. 55 c. Il aurait pu, comme on le voit, rester un excédant de 327,505 doll. 43 c. Mais cet excédant, aussi bien que le capital des rentes

¹ Nous dirons, une fois pour toutes, que les sommes indiquées dans ce qui précède et ce qui suit sont toujours en dollars. Le dollar peut être compté pour 5 francs 33 cent.

² V. *The American Almanac for 1850*, pag. 252.

³ *American Almanac for 1850*.

émises, avait été employé à payer les dettes contractées par les banques faillies en dehors de leur circulation de billets. Ajoutons que tous les billets laissés en souffrance ont été successivement rachetés, excepté un certain nombre qui n'ont pas été présentés au remboursement et qu'on suppose perdus.

De ces anciennes banques incorporées, il en existait encore, en 1848, suivant l'*American Almanac*, 78, dont le capital réuni s'élevait à 29,638,860 dollars. Mais le nombre en diminue peu à peu, à mesure que leurs chartes expirent. Ainsi, suivant le rapport du contrôleur des finances, il n'y en avait plus, à la fin de 1849, que 77, sans compter deux succursales, avec un capital réuni de 28,960,860 dollars. De plus, les chartes de quatre de ces banques, possédant ensemble un capital de 1,300,000 dollars, ont dû expirer le 1^{er} janvier dernier ; ce qui réduit le nombre actuel à 73 banques, avec un capital de 27,600,000 doll. — Le montant total des billets qu'elles étaient autorisées à émettre en 1849 était de 23,282,400 dollars, ou environ 5,600,000 de moins que leur capital effectif.

A mesure que les chartes de ces institutions expirent, elles se convertissent pour la plupart, et à leur volonté, en banques du nouveau système. Ainsi, parmi les quatre qui devaient se trouver légalement dissoutes au 1^{er} janvier 1850, trois avaient déjà manifesté cette intention.

Venons maintenant au système nouveau, inauguré en 1838.

Dans ce système, toute banque s'institue librement, sans avoir besoin d'aucune charte d'incorporation. De là, le nom qu'il porte. Mais ce qui en fait le trait distinctif, dit avec raison le contrôleur des finances dans son rapport, c'est l'obligation imposée aux banques de fournir des valeurs solides et productives d'intérêts, qui doivent être placées sous la garde d'un officier public, afin de servir de garantie pour le remboursement de tous les billets mis en circulation.

Ainsi, sous l'empire de cette loi, toute solidarité a cessé d'exister entre les banques ; mais chacune d'elles est tenue de fournir, pour son propre compte, une sorte de cautionnement, suffisant pour garantir le montant entier de sa circulation. Ce cautionnement peut être constitué, moitié en créances hypothécaires, assises sur des biens-fonds pour les deux cinquièmes de la valeur de ces biens, et moitié en rentes publiques. Ajoutons que nulle banque ne peut émettre de billets que pour un montant déterminé, toujours inférieur au chiffre du cautionnement déposé ; et, afin de s'assurer que cette disposition serait toujours rigoureusement observée, on a voulu que les billets ne pussent être émis qu'après avoir été enregistrés au bureau du contrôle et visés par le contrôleur, qui seul délivre la permission de les émettre.

« Ce principe, ajoute l'auteur du rapport, a été éprouvé et justifié par une expérience de douze années, et on peut dire aujourd'hui que l'opinion publique l'accepte fermement comme la base de toute législation future sur la matière des banques. »

Ne nous fions pourtant pas trop à ces paroles louangeuses, assez convenables peut-être dans la bouche d'un officier public chargé de mettre en œuvre le système, et qui ne peut en conscience le condamner, mais que nous verrons bientôt démenties par quelques faits. Ce beau système, en effet, a déjà reçu à plusieurs reprises de graves atteintes ; les unes accidentelles, nous le voulons bien, les autres certainement dérivées de ses vices propres.

Écoutons le rapporteur :

NOTICE SUR LES BANQUES DE L'ÉTAT DE NEW-YORK. 239

« Le plan originellement adopté par la loi générale de 1838 était défectueux dans plusieurs de ses détails, et de nouvelles dispositions législatives ont été jugées nécessaires d'année en année, pour le reconstituer, le fortifier et le perfectionner. La législature s'efforça, au début, d'exiger des garanties suffisantes et parfaitement sûres, pour couvrir le montant entier de la circulation. On regardait alors comme impossible qu'aucun Etat américain voulût répudier ses obligations, et personne ne soupçonnait qu'aucun de ces Etats manquerait jamais à acquitter régulièrement l'intérêt de sa dette. Les fonds publics de tous les Etats furent donc indistinctement admis en dépôt comme garantie de la circulation. Cette erreur devint désastreuse, et fut presque fatale au système durant la première période de sa mise en opération.

« Dans la première année, plusieurs des Etats dont les obligations avaient été mises en dépôt chez le contrôleur, pour servir de garantie aux porteurs de billets, suspendirent le paiement des intérêts de leur dette ; leurs fonds se déprécièrent au point que la valeur en devint presque nominale, et il en résulta la faillite d'un grand nombre de banques dans les années 1839 et 1840. Le public eut à supporter d'énormes pertes, et les actionnaires des banques furent enveloppés dans une ruine irrémissible. On a regardé comme un sujet d'étonnement, que cet ébranlement donné au nouveau système des banques libres n'ait pas entraîné son renversement complet et son abandon final. Telles en eussent été sans doute les conséquences, sans la vigueur élastique et la capacité que notre population sait déployer au besoin pour résister à des revers passagers et en prévenir le retour.

« La législation de 1840, continue le rapporteur, préserva le système en excluant les fonds publics des autres Etats pour l'avenir, et en exigeant des banques le dépôt de fonds appartenant à cet Etat (l'Etat de New-York). La base en a été successivement améliorée par des actes législatifs, jusqu'à ce que la garantie demandée par la loi primitive se soit trouvée du caractère le plus irréprochable ; au point de vue de la valeur et de la stabilité. Il est vrai que la moitié du montant des cautionnements fournis peut consister en obligations hypothécaires ; mais ces hypothèques doivent être assises sur des propriétés en plein rapport, pour une proportion qui n'excède pas les deux cinquièmes de leur valeur estimative, ni pour une somme de plus de 5000 dollars sur chacune, et porter un intérêt de 7 pour 100. S'il est vrai que ces sortes de valeurs ne sont pas aussi facilement convertibles que les fonds publics, il est impossible du moins que de grandes pertes soient essuyées sur des hypothèques de la nature de celles qui viennent d'être décrites, et il y a lieu de croire qu'on pourra mettre en elles une confiance suffisante, aussi longtemps qu'on surveillera avec une vigilance convenable la valeur et les titres des biens hypothéqués. L'autre moitié de la circulation doit être garantie par des rentes constituées sur cet Etat (l'Etat de New-York), ou une égale proportion des fonds de cet Etat et de ceux des Etats-Unis, et cette dernière portion doit porter au moins un intérêt de 6 pour 100, ou représenter une valeur équivalente. Des rentes publiques de ce caractère obtiennent aujourd'hui, et il n'y a pas de raison de douter qu'elles ne continuent à obtenir à l'avenir une notable prime sur le marché monétaire (*money market*). »

Jusque-là le système se présente, comme on le voit, sous des formes séduisantes, malgré les échecs accidentels qu'il a déjà subis : mais voici où commence à se montrer le revers de la médaille, et nous verrons bientôt de

plus graves inconvénients se présenter. — Nous laissons toujours parler le rapporteur :

« Il est vrai qu'en raison du rapide accroissement de valeur des fonds publics de l'Etat de New-York et des Etats-Unis, il est difficile, même aujourd'hui, pour les banques, de fournir le dépôt exigé, sans un engagement de capitaux qui peut être considéré comme désavantageux pour elles. Cette difficulté s'accroîtra par la diminution graduelle de la quantité de ces fonds offerte sur le marché, et l'augmentation constante de la demande qui sera faite pour l'établissement des banques. Les dispositions financières édictées par la Constitution prescrivent une réduction annuelle de la dette de l'Etat, laquelle sera virtuellement éteinte avant l'expiration des dernières chartes délivrées sous le régime du fonds de garantie. D'un autre côté, il n'y a aucune raison de douter que la dette du gouvernement fédéral ne disparaisse dans les quinze ou vingt années qui vont suivre. Il se présente donc une question sérieuse, et dont la solution ne peut être longtemps différée, celle de savoir quelle sorte de garantie formera la base du médium circulant, en remplacement des fonds publics qu'on exige aujourd'hui et qui doivent nécessairement disparaître. »

Voilà donc une première difficulté qui se présente, difficulté sérieuse, sur laquelle M. le contrôleur des finances déclare n'avoir pas d'avis à exprimer, bien qu'elle doive être soumise à la prochaine législature. Les fonds publics de l'Etat de New-York et ceux des Etats-Unis sont les seuls que l'on reçoive comme garantie, et pour cause : or, le montant de ces fonds publics, déjà presque insuffisant, diminue de jour en jour, pendant que la demande s'accroît, et ils vont bientôt disparaître entièrement. Dans cette extrémité, comment faire ? Il est vrai qu'une telle difficulté ne se présenterait guère dans les Etats d'Europe, qui ont tous, Dieu merci ! une dette assez forte et assez persistante pour suffire à toutes les exigences de cette nature. Il est seulement singulier que le système de banques si hautement préconisé par le contrôleur de l'Etat de New-York, comme le seul rationnel et solide, ne puisse subsister régulièrement que dans les pays qui consentent à se charger d'une dette énorme et à ne la rembourser jamais.

Nous allons voir bien d'autres complications sortir du même système. Poursuivons.

Sous le régime du *fonds de garantie*, antérieur à 1838, si les banques étaient liées par une solidarité assez injuste, qui les obligeait à payer en commun les dettes de celles qui se seraient mal conduites, elles conservaient du moins le droit de disposer de leur propre capital. Dans le nouveau système, obligées qu'elles sont de convertir ce capital, partie en rentes constituées, partie en créances hypothécaires, pour couvrir la totalité de leurs émissions de billets, elles n'en gardent plus rien ou presque rien pour leurs opérations courantes. Les voilà donc obligées tout à la fois de restreindre leurs opérations, au grand détriment du commerce, et d'opérer exclusivement sur leur crédit, c'est-à-dire avec les ressources qu'elles se procurent par leurs émissions de billets et les fonds qu'on dépose dans leurs caisses en comptes-courants. Situation pareille à celle où se sont placées plusieurs banques européennes liées d'intérêts avec les gouvernements qui les protègent, mais qui n'est certainement pas la plus normale.

Aussi, à mesure que les anciennes banques se convertissent en banques soi-disant libres, sous l'empire de la loi générale de 1838, les facilités qu'elles of-

frent au commerce tendent à diminuer sensiblement. Écoutons, à ce sujet, le rapporteur :

« Il ne faut pas dissimuler que la tendance de ce changement est de diminuer matériellement les facilités offertes par les banques à la communauté. Dans toute la mesure où les anciennes banques à chartes sont contraintes de transformer leur capital roulant en placements permanents, comme gage pour le rachat de leurs billets, elles se privent elles-mêmes des ressources actuellement employées dans leurs opérations régulières de banque. Mais on espère que ce vide pourra être rempli, sans embarras ni dérangement sérieux, par l'accumulation graduelle des épargnes du peuple, qui chercheront un emploi dans les affaires de banque. »

Cela veut dire que si les banques ne peuvent plus opérer avec leurs propres fonds, engagés dans des placements permanents, elles pourront opérer avec les fonds du public qui leur seront remis en dépôt. Sans doute ; mais elles auront toujours bien de la peine à étendre leurs escomptes aussi loin, et ce qui n'est pas douteux, c'est que leur situation en sera plus variable, plus incertaine, plus précaire et plus fautive. Les dépôts faits par le public n'ont rien de stable, et une banque qui est réduite à opérer avec ces seules ressources est à bien des égards un édifice bâti sur le sable. Ajoutons que, dans ce cas, le public est privé lui-même d'une partie des avantages qui lui sont dus, puisque ces fonds qui travaillent au profit des banques auxquelles ils n'appartiennent pas, devraient et pourraient, dans un meilleur système, travailler à son profit.

Mais voici bien un autre inconvénient, à certains égards imprévu, quoiqu'il sorte pour ainsi dire des entrailles mêmes du système.

Il avait été entendu que les nouvelles banques seraient tout à la fois, comme les anciennes, banques de circulation, d'escompte et de dépôt. Or, il se trouve que déjà plusieurs de celles qui existent se dispensent de faire l'escompte, comme de recevoir des dépôts, et se bornent, pour toute opération, à mettre dans la circulation les billets qu'elles sont autorisées à émettre et qui leur sont délivrés, après enregistrement et visa, par le bureau du contrôle. La loi les oblige, il est vrai, à faire l'escompte ; mais elles éludent la loi avec d'autant plus de facilité, que cette disposition a été dépourvue jusqu'à présent de sanction pénale. Écoutons encore ici l'auteur du rapport :

« Le contrôleur est d'avis qu'aucune altération essentielle de la loi n'est nécessaire quant à présent. Cependant il croit de son devoir d'appeler l'attention de la législature sur une partie du sujet qui semble exiger une intervention particulière. La première section de l'acte passé le 12 avril 1848 exige que toutes les associations de banque, ou toutes les banques particulières, organisées sous l'empire de la loi de 1838, soient banques d'escompte et de dépôt, aussi bien que de circulation, et que leurs opérations ordinaires de banque soient accomplies aux lieux spécifiés dans leurs déclarations. Mais comme la loi a omis d'édicter une pénalité effective pour le fait de violation de cette disposition, elle a été dans plusieurs cas éludée ou entièrement méconnue avec impunité. Il appert des comptes rendus au département du contrôle, que plusieurs banques n'ont aucun souci de leur caractère de banques d'escompte et de dépôt. Pendant que dans les unes il y a absence complète de dépôt et d'escompte, d'autres n'offrent qu'un chiffre purement nominal, dont l'unique objet paraît être de se conformer à la lettre de la loi. Dans quel-

ques cas, il est de notoriété que pas une affaire de banque n'est traitée dans le local indiqué par la déclaration, et que pas une personne siégeant audit lieu n'a un intérêt pécuniaire dans la banque, sauf le traitement qui peut être alloué à un agent chargé de représenter légalement la Compagnie. Les banques de cette sorte recherchent en général, pour y fixer le siège légal de leurs opérations, des endroits écartés, difficilement accessibles au public, pendant que leurs propriétaires résident dans les villes de commerce, et toutes leurs opérations se bornent à mettre en circulation les billets qu'elles ont obtenus du contrôleur.»

Les conséquences d'un tel état de choses sont faciles à concevoir. Le public ne tire aucun avantage de banques instituées de cette manière ; il n'y a que les propriétaires qui en profitent. C'est tout simplement pour ces derniers une manière assez commode de doubler en quelque sorte leur capital et de le faire fructifier de deux côtés. Pendant que leurs fonds sont engagés d'un côté dans des placements permanents, qui leur procurent un intérêt raisonnable, ils rétablissent leur capital presque en son entier, aux dépens du public, au moyen de ces émissions de billets qui leur coûtent si peu, et l'emploient de nouveau dans leur commerce, comme s'il n'était pas déjà placé ailleurs.

« On peut dire, ajoute le rapporteur, en faveur des privilèges dont jouissent ainsi ces sortes de banques libres, qu'elles ont déposé des gages indubitables pour le rachat de leurs billets. Mais on peut répondre, d'un autre côté, qu'elles ne fournissent aucunes avances ni aucunes facilités à l'industrie et au commerce ; et qu'en outre, comme leurs billets supplantent dans la circulation ceux des autres banques, elles diminuent d'autant la somme des affaires et l'étendue des services de celles qui sont engagées dans la poursuite légitime des opérations pour lesquelles les banques ont été originairement instituées. »

Pour peu, en effet, qu'une telle manière de procéder se propage, l'institution des banques sera devenue parfaitement inutile à l'industrie et au commerce. C'est avec raison que M. le contrôleur des finances de l'État de New-York se récrie contre un tel abus. Mais quant à la pénalité qu'il propose d'établir pour y mettre un terme, nous avons peur qu'elle ne soit pas longtemps efficace, en ce qu'il sera toujours assez facile de l'éluder. Selon nous, c'est le système, mauvais en soi, qu'il faudra tôt ou tard songer à réformer.

Au 31 décembre 1849, date du rapport, le nombre des banques dites libres, instituées sous l'empire de la loi de 1838, était en tout de 113, dont 58 associations et 55 banques privées. Le montant total des billets circulants enregistrés pour leur compte, et contresignés au bureau du contrôle, était de 11,180,675 dollars, pour garantie de quoi elles avaient déposé, entre les mains du contrôleur, des valeurs hypothécaires et des rentes publiques pour une somme totale de 11,916,806 dollars et 39 cents.

CH. COQUELIN.

VALEURS NÉGOCIÉES A LA BOURSE DE PARIS,

AVANT, PENDANT ET APRÈS LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER:

Le tableau que nous offrons au lecteur présente, à trois époques différentes, les cours, dividendes, intérêts et taux du revenu des principales valeurs cotées à la Bourse de Paris.

La colonne *a* donne le pair de chacune de ces valeurs, et la colonne *b* le versement par titre au 31 décembre 1849. La colonne *c* donne les dénominations sous lesquelles ces valeurs sont connues à la Bourse de Paris.

Les colonnes *d*, *e*, *f* et *g* appartiennent à la première période, qui est, pour chacune de ces valeurs, celle où elle a atteint son plus haut cours; la colonne *E*, qui donne les dates des époques respectives, prouve que ces époques étant différentes, il faut agir avec une grande réserve dans la comparaison des plus hauts cours de ces valeurs entre eux. Ainsi, l'on voit que, pour les fonds français, par exemple, le plus haut cours du 5 0/0 a été fait en mars 1844, tandis que celui du 3 0/0 et de la Banque de France a été atteint dès 1840. On ne pourrait donc, sans tomber dans de grandes erreurs, faire une comparaison entre les plus hauts cours des deux principales sortes de rentes 5 0/0 et 3 0/0. Pour les chemins de fer, à quelques exceptions près, les plus hauts cours ont été atteints de mars 1845 à février 1846. C'était alors la fièvre des actions de chemins de fer, et la comparaison entre le plus haut cours et le produit correspondant, qui est nul pour tous ces chemins, à l'exception de trois, montrera combien on était, sous certains rapports, exagéré dans ses prévisions. Cependant, constatons qu'il ne faut pas accorder une signification trop large au taux du revenu, par la raison que beaucoup de capitalistes faisaient ces placements dans un but d'avenir. Remarquons aussi que les chemins de fer, dont les plus hauts cours sont antérieurs à mars 1845, ne doivent leur dépression à cette époque qu'à leur position financière. Quant aux sociétés diverses, on voit que le mouvement de hausse de 1845-46 leur a profité, car elles ont atteint presque toutes leurs plus hauts cours à cette époque. Au reste, le taux du revenu est excessivement variable et ne permet de faire aucune généralité.

Les colonnes *h*, *i*, *k* appartiennent à la seconde période, qui est le moment de la révolution de Février. Cette période constate la situation du cours des actions et du revenu de ces actions au moment de la chute de la monarchie. Les actions de la Banque de France étaient moins recherchées à cette époque que les rentes, ce qui fait que le revenu au cours de cette époque était plus considérable. Le revenu en fonds étrangers était généralement, relativement aux cours respectifs, plus profitable qu'en rentes françaises.

Les cours des actions de chemins de fer commençaient à être plus en rapport avec leur revenu. Quant aux affaires industrielles, beaucoup moins recherchées qu'en 1845, elles donnaient aussi, quelques-unes du moins, un revenu plus brillant.

Enfin, les colonnes *l*, *m*, *n*, *o*, *p*, *q*, *r* appartiennent à la troisième et dernière période, qui comprend l'espace écoulé entre le 7 mars (jour de la réouverture de la Bourse après la révolution de Février) et le 31 décembre 1849.

PAR	VERSEMENT.	VALEURS.	PREMIERE PERIODE				DEUXIEME PERIODE			TROISIEME PERIODE.						
			ANTERIEURE A LA REVOLUTION DE FEVRIER.				AU MOMENT DE LA REVOLUTION DE FEVRIER.			DEPUIS LA REVOLUTION DE FEVRIER.						
			Plus haut cours.	Date du plus haut cours.	Produit à cette époque	Taux du reven. p. %.	Cours le 23 février.	Produit à cette époque.	Taux du reven. p. %.	Cours le 7 mars 1848.	COURS DU 8 MARS 1848 au 31 décembre 1849.				Produit à la fin de 1849.	Taux du reven. p. %.
a	b	c	d	e	f	g	h	i	k	l	m	n	o	p	q	r
FONDS PUBLICS FRANÇAIS.																
100	Tout.	5 0/0.....	126 30	4 mars 1844	5 »	3 95	116 10	5 »	4 30	97 50	85 »	92 70	50 »	92 10	5 »	5 43
100	Tout.	4 1/2 0/0.....	»	»	»	»	104 »	4 50	4 32	85 »	72 »	81 »	48 50	81 »	4 50	5 43
100	Tout.	4 0/0.....	»	»	»	»	99 »	4 »	4 04	80 »	66 »	72 35	46 »	72 »	4 »	5 56
100	Tout.	3 0/0.....	86 65	22 j ^r 1840	3 »	3 46	73 70	3 »	4 08	58 »	50 »	58 50	32 50	56 30	3 »	5 32
1000	Tout.	Banque de France.....	3800 »	2 j ^r 1840	144 »	3 79	3180 »	177 »	5 57	2400 »	2000 »	2500 »	950 »	2350 »	106 »	4 51
1000	Tout.	Obligations de la ville (1832).	»	»	»	»	1330 »	»	»	1000 »	990 »	1310 »	865 »	1310 »	»	»
FONDS PUBLICS ÉTRANGERS.																
100	Tout.	Naples 5 0/0.....	»	»	»	»	94 50	5 »	5 29	»	72 50	96 50	47 »	96 50	5 »	5 18
100	Tout.	Rome 5 0/0.....	»	»	»	»	93 1/2	5 »	5 35	83 »	80 3/4	85 3/4	47 »	84 5/8	5 »	5 91
100	Tout.	Belgique 5 0/0.....	»	»	»	»	98 3/4	5 »	5 06	»	75 »	98 »	48 »	96 3/4	5 »	5 17
100	Tout.	Espagne 3 0/0 dette intérieure	»	»	»	»	26 1/2	3 »	11 31	»	20 »	30 7/8	14 »	29 7/8	3 »	10 04
100	Tout.	Autriche Métall. 5 0/0.....	»	»	»	»	96 »	5 »	5 21	»	81 1/2	94 »	74 »	94 »	5 »	5 32
1000	Tout.	Piémont. — Obl. de 1834....	»	»	»	»	1065 »	»	»	1000 »	900 »	992 50	640 »	960 »	»	»
1000	Tout.	Haiti. Annuités.....	»	»	»	»	295 »	»	»	»	102 50	300 »	102 50	190 »	»	»
100	Tout.	Hollande 2 1/2 0/0.....	»	»	»	»	53 1/2	2 50	4 67	»	46 »	58 3/4	46 »	58 3/4	2 50	4 27
CHEMINS DE FER.																
500	Tout.	Paris à Saint-Germain.....	1217 50	27 ms 1845	50 »	4 10	660 »	40 »	6 06	»	350 »	450 »	290 »	402 50	25 »	6 21
500	Tout.	Paris à Versailles (rive droite)	877 50	8 mai 1838	rien	»	295 »	rien	»	»	125 »	267 50	90 »	205 »	rien	»
500	Tout.	dito (rive gauche)	745 »	26 ao. 1837	rien	»	195 »	rien	»	»	90 »	240 »	85 »	167 50	rien	»
500	Tout.	Paris à Orléans.....	1410 »	10 ms 1845	15+46	4 33	1180 »	15+47 70	5 31	1000 »	875 »	900 »	385 »	790 »	15+42 »	7 23
500	Tout.	Paris à Rouen.....	1235 »	10 ms 1845	47 10	3 82	863 75	51 40	5 95	550 »	500 »	580 »	275 »	555 »	33 80	6 09

500	Tout.	Rouen au Havre.....	995 »	10 ms 1845	rien	»	420 »	23 80	5 67	260 »	200 »	350 »	140 »	240 »	13 50	5 62
500	Tout.	Avignon à Marseille.....	1200 »	10 ms 1845	rien	»	532 50	rien	»	»	315 »	315 »	142 50	213 75	rien	»
350	Tout.	Strasbourg à Bâle.....	555 »	22 mai 1838	rien	»	157 50	7 »	4 44	120 »	97 50	125 »	65 »	115 »	7 25	6 30
500	Tout.	Centre (Orléans à Vierzon)...	875 »	16 av. 1845	rien	»	505 »	4 »	3 95	380 »	345 »	382 50	190 »	340 »	4 0/0	5 88
500	Tout.	Amiens à Boulogne.....	640 »	30 j ^r 1845	rien	»	365 »	4 »	5 47	»	165 »	235 »	130 »	195 »	5 fr. 1	3 20
500	175	Orléans à Bordeaux.....	740 »	13 ao. 1845	rien	»	475 »	4 1/2+1 44	5 95	400 »	400 »	430 »	358 75	408 75	4 1/2+0 60	9 07
500	360	Nord.....	860 »	22 sep. 1845	rien	»	536 25	4 1/2+9 95	6 93	390 »	350 »	480 »	302 50	451 25	4 1/2+2 50	5 42
500	300	Paris à Strasbourg.....	560 »	10 fé. 1846	rien	»	401 25	4 »	7 90	340 »	340 »	385 »	322 50	357 50	4 0/0	7 55
500	325	Tours à Nantes.....	600 »	11 fé. 1846	rien	»	380 »	4 »	10 »	325 »	325 »	360 »	275 »	275 »	4 0/0	13 »
500	Tout.	Montereau à Troyes.....	560 »	7 ao. 1845	rien	»	237 50	4 »	»	200 »	195 »	195 »	100 »	107 50	rien	»
500	400	Dieppe et Fécamp.....	537 50	octob. 1845	rien	»	255 »	3 »	»	»	125 »	200 »	125 »	180 »	rien	»
SOCIÉTÉS DIVERSES.																
1000	Tout.	Caisse Hypothécaire.....	»	»	»	»	250 »	rien	»	»	200 »	200 »	95 »	140 »	rien	»
1250	Tout.	Quatre canaux.....	»	»	»	»	1200 »	50 »	4 17	1050 »	1000 »	1105 »	650 »	1075 »	50 »	4 65
1000	Tout.	Canal de Bourgogne.....	»	»	»	»	1030 »	50 »	4 85	950 »	650 »	950 »	635 »	930 »	50 »	5 38
1000	Tout.	Vieille-Montagne (Zinc).....	7900 »	13 mai 1845	300 »	3 80	5400 »	190 »	3 52	»	2500 »	3100 »	1750 »	2925 »	150 »	5 12
750	Tout.	Stolberg (Zinc).....	1460 »	22 av. 1846	rien	»	1250 »	rien	»	»	500 »	750 »	450 »	600 »	rien	»
1000	Tout.	Monceaux-sur-Sambre (charb.)	2700 »	17 ms 1846	170 »	6 30	1740 »	150 »	8 62	»	900 »	1625 »	900 »	1500 »	-100 »	6 66
3000	Tout.	Aveyron (Decazeville).....	6500 »	17 fé. 1846	500 »	7 69	4800 »	600 »	12 50	»	2000 »	3250 »	2000 »	2500 »	-100 »	4 »
500	Tout.	Gaz français (Brunton, Pilté)	1300 »	10 av. 1845	62 50	4 58	850 »	71 87 1/2	8 46	»	500 »	825 »	500 »	700 »	58 75	8 39
2500	Tout.	Gaz anglais (Marguer., Manby.)	9650 »	» avril 1845	»	»	6550 »	610 »	9 31	»	3500 »	5000 »	3500 »	4700 »	380 »	8 09
500	Tout.	Gaz de Belleville (Payn).....	1725 »	10 av. 1845	75 »	4 35	1200 »	70 »	5 83	»	800 »	900 »	800 »	900 »	70 »	7 78
2000	Tout.	Gaz Lacarrière.....	6000 »	» avril 1845	»	»	4000 »	»	»	»	2500 »	2500 »	1800 »	2200 »	200 »	9 10
500	Tout.	Lin Maberly (filat. à Amiens).	837 50	8 août 1845	50 »	5 97	440 »	15 »	3 41	»	280 »	435 »	280 »	435 »	20 »	4 59
ASSURANCES.																
5000	Dép.	Nationale. — Incendie.....	170 0/0 b	21 ms 1845	350 »	2 59	110 2/3 b	300 »	2 85	»	70 2/3 b	95 0/0 b	67 0/0 b	95 0/0 b	500 »	5 13
5000	Dép.	dito. — Vie.....	41 2/3 0/0 b	27 sep. 1845	250 »	3 52	20 1/2 b	rien	»	»	3 2/3 p	8 0/0 b	3 0/0 p	7 0/0 b	rien	»
12500	5000	Générale. — Maritime.....	25 1/2 0/0 b	21 ms 1845	5 1/2+330	3 29	10 2/3 b	50 0/0+600	6 18	»	8 b	10 0/0 b	8 0/0 p	10 0/0 b	1290 »	9 38
5000	Tout.	dito. — Incendie.....	355 0/0 b	13 no. 1845	5 2/3+937 50	5 23	270 2/3 b	50 0/0+760	5 40	»	220 2/3 b	240 0/0 b	220 0/0 b	240 0/0 b	1380 »	8 12
7500	Tout.	dito. — Vie.....	78 0/0 b	30 ms 1847	»	»	66 2/3 b	rien	»	»	4 0/0 b	10 0/0 b	4 0/0 b	10 0/0 b	rien	»
5000	Dép.	Union. — Incendie.....	60 1/2 0/0 b	15 ms 1845	120 »	1 49	20 2/3 b	rien	»	»	5 0/0 p	26 0/0 b	5 0/0 p	26 0/0 b	180 »	2 86
5000	Dép.	dito. — Vie.....	24 0/0 b	20 ms 1845	rien	»	11 1/2 b	rien	»	»	2 0/0 p	1 1/4 0/0 b	2 0/0 p	1 0/0 b	rien	»
1000	Tout.	Phénix. — Incendie.....	3750 »	31 ms 1845	109 »	2 90	2350 »	130 »	5 53	»	1200 »	2000 »	1200 »	2000 »	140 »	7 0/0
5000	Dép.	France. — Incendie.....	34 0/0 b	10 j ^r 1845	80 »	1 19	3 2/3 b	rien	»	»	10 2/3 p	5 1/2 0/0 b	12 0/0 p	5 1/2 0/0 b	110 »	2 11
5000	Dép.	Urbaine. — Incendie.....	20 0/0 b	mai 1844	40 »	0 67	5 2/3 b	rien	»	»	pair	5 0/0 b	1 2 0/0 b	5 0/0 b	100 »	1 90
2500	Dép.	Providence. — Incendie.....	28 0/0 b	janv. 1845	rien	»	9 2/3 b	rien	»	»	pair	6 0/0 b	pair	3 0/0 b	30 »	1 16

* Ce dividende ne se rapporte qu'à un exercice de neuf mois.

La reprise des affaires de Bourse, retardée par ordres supérieurs pendant plusieurs jours, ne date guère que du deuxième ou troisième jour après la réouverture de la Bourse ; le 7 mars, les premiers cours ne signifiaient rien, vu que l'on n'avait aucune donnée sur la valeur relative des divers titres négociés à la Bourse ; ainsi, le 5 0/0 a baissé de 25 fr. en deux jours, le 3 0/0 de 8 fr. dans la même période, et les autres valeurs dans la même proportion. Nous avons donc cru bien faire en mettant la Bourse du 7 mars, dont les cours n'ont été atteints depuis que pour quelques valeurs, en dehors de toute comparaison, et de ne faire porter le résumé des plus hauts et des plus bas cours que sur la période comprise entre le 8 mars 1848 et le 31 décembre 1849.

On voit que, depuis la révolution de Février, les actions de la Banque ont été, relativement à leur revenu, plus recherchées que les rentes. On remarquera aussi qu'au 31 décembre 1849, les fonds napolitains, belges, autrichiens et piémontais étaient à des prix plus élevés que les rentes françaises. L'inverse avait lieu avant la chute de la monarchie.

Une observation importante a besoin d'être faite sur la colonne du plus bas cours durant cette période, c'est qu'elle ne contient que les plus bas cours cotés. En dehors de ces cours, et particulièrement au moment de la panique qui a suivi la révolution de Février, il y a eu surtout, dans les sociétés diverses, et particulièrement dans les assurances, des négociations faites à des prix bien au-dessous de ceux indiqués dans la colonne susdite ; mais ces cours n'ont pas eu, n'ayant pas été cotés, une authenticité suffisante à nos yeux pour les insérer dans ce tableau.

Nous engagerons également le lecteur à ne pas prendre trop à la lettre les taux de revenu pour les chemins de fer sur lesquels on n'a pas effectué tous les versements ; il est certain que l'obligation d'apporter plus tard de nouveaux fonds dans l'affaire doit influencer gravement le prix auquel on achète, et, par suite, le revenu : il faut donc se prémunir contre des comparaisons trop absolues.

Enfin, et pour dernière observation, nous avertissons de bien prendre connaissance de la forme des actions des Compagnies d'assurances avant de déduire des conséquences des taux de revenus p. 100 affectés à ces sortes de valeurs. L'action d'assurance n'est presque jamais intégralement versée ; la plupart du temps, il n'y a même pas du tout de versement ; l'actionnaire dépose une somme de rentes (le plus généralement 50 fr. de rentes, 5 ou 3 0/0) dont les arrérages lui appartiennent toujours, mais dont le titre, au nom de la Compagnie, garantit un premier versement sans préjudice des autres, s'il était nécessaire de les appeler. C'est pour cette simple garantie qu'on lui donne des dividendes qui, comparés au taux nominal de l'action auquel on a joint la prime payée pour l'acquérir, donne les taux de revenu 0/0, indiqués dans le tableau précédent. Il n'y a guère que *la Générale incendie* et *la Générale vie* qui fassent exception à cette règle ; sur les actions de ces deux Compagnies, on a tout versé ; sur la *Générale maritime*, on a versé 5,000 sur 12,500 ; pour le *Phénix incendie*, on a versé intégralement l'action entière. Nous avons donc pu connaître le taux réel de ce placement, tandis que, pour les actions sur lesquelles on n'a opéré qu'un dépôt de rentes, on ne peut avoir au juste le taux réel du revenu.

ALPHONSE COURTOIS.

LE POSITIVISME

OU

DOCTRINE SOCIALE DE M. AUGUSTE COMTE.

Discours sur l'ensemble du positivisme, par M. Auguste Comte. — Un vol. in-8°, à la librairie scientifique industrielle de Ch. Mathias. — *Rapport à la Société positiviste, sur la question du travail*; — *sur la nature et le plan de l'école positive, destinée surtout à régénérer les médecins*; — *sur la nature et le plan du nouveau gouvernement révolutionnaire de la République française*. — *La fondation de la Société positiviste, à quiconque désire s'y incorporer*. Broch. — *Calendrier positiviste*. — *Système de philosophie positive*, par M. Auguste Comte, six vol. — *De la philosophie positive*, par M. E. Littré, de l'Institut, broch. in-8°. — *Application de la philosophie positive au gouvernement des sociétés, et en particulier à la crise actuelle*, par E. Littré, de l'Institut, un vol. in-8°.

Ceci est une nouvelle secte. M. Auguste Comte, qui est le fondateur du *positivisme*, en a d'abord exposé les principes dans son cours de philosophie positive; il s'est ensuite occupé de vulgariser sa doctrine par la parole. Tous les dimanches, vers midi, une soixantaine de *positivistes* se réunissent dans une salle du Palais-National pour entendre la parole du maître. Or, celui-ci ne compte pas précisément la concision au nombre de ses mérites. M. Auguste Comte monte dans sa chaire à midi, et souvent il s'y oublie jusqu'à cinq ou six heures. Eh bien! chose presque invraisemblable, durant cette longue prédication, personne ne bouge. On écoute religieusement le maître aussi longtemps qu'il lui plaît de parler. On l'écouterait jusqu'au lendemain, si sa voix fatiguée ne finissait par se dérober sous sa pensée. C'est de la fascination, du magnétisme! Ainsi propagée, la doctrine nouvelle fait à petit bruit son chemin dans le monde. M. Auguste Comte est en train aujourd'hui de détrôner à son profit Saint-Simon, Fourier, MM. Cabet, Louis Blanc, Proudhon et Pierre Leroux. Le positivisme se substitue au socialisme.

Qu'est-ce donc que le positivisme? C'est une religion et une philosophie. Ce sera bientôt aussi une économie politique, du moins le maître en a fait la promesse formelle à ses disciples. La religion positiviste consiste dans le culte de l'humanité substitué au culte de la Divinité. La philosophie positiviste systématise l'observation des faits et des lois de la nature et la met à la place de la recherche des causes. M. Auguste Comte supprime, en conséquence, la théologie et la métaphysique. Il n'admet comme sciences que la physique, la chimie, l'astronomie, la biologie et la sociologie. La sociologie n'est autre chose que la science des rapports sociaux, l'économie politique et la politique du positivisme. Mais le fondateur de la secte convient de bonne grâce que sa sociologie n'est pas encore fort avancée.

Organiser le culte de l'humanité, tel est le premier but que s'est proposé M. Auguste Comte. Ce culte de l'humanité doit être pratiqué d'abord dans la

République occidentale, c'est-à-dire dans cette partie de l'Europe qui comprend la France, l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne et l'Angleterre. De là, il doit se répandre successivement dans toutes les autres contrées de la terre. M. Auguste Comte ne demande toutefois aucun appui aux gouvernements. Il veut que sa doctrine se propage uniquement par sa propre vertu, qu'elle s'accepte et non qu'elle s'impose. En cela, le positivisme est évidemment supérieur au socialisme. M. Auguste Comte ne réclame pas non plus l'appui des classes supérieures de la société. Il les croit trop gangrénées et trop attachées à l'ordre de choses établi pour épouser la cause du positivisme. Il se tourne de préférence du côté des prolétaires qui représentent, à ses yeux, le principe d'activité de l'humanité. Il se tourne aussi du côté des femmes, expression la plus complète du sentiment ou du principe affectif. Les prolétaires et les femmes, voilà les pierres sur lesquelles le pontife du positivisme veut bâtir son église !

Dans cette église, on adorera donc l'humanité. Mais de quelle façon ? Quels seront les rites et les cérémonies du culte ? M. Auguste Comte a tout prévu. Il a organisé notamment, avec le plus grand soin, les fêtes religieuses de l'humanité. Il y aura deux sortes de fêtes, les *fêtes statiques* et les *fêtes dynamiques*. Les premières manifesteront l'ordre, les secondes le progrès. La plus considérable des fêtes statiques sera celle de l'humanité. Viendront ensuite les fêtes de la famille, du mariage, de la paternité, de la filiation, de la fraternité et de la domesticité. Ces fêtes, qui auront pour objet de célébrer les sentiments de l'humanité, occuperont le premier semestre de l'année. Dans le second semestre, on célébrera les principales fonctions du Grand-Être humanité. On fêtera successivement le génie scientifique, le génie esthétique et le génie industriel. Cette célébration générale sera suivie de quatre solennités spéciales, « relatives, dit M. Comte, aux quatre degrés essentiels de la hiérarchie pratique, la banque, le commerce, la fabrication. Entre les deux semestres, on placera la principale fête relative au culte fondamental de la femme, alors célébrée non-seulement comme épouse et comme mère, mais surtout comme prêtresse spontanée de l'humanité. » Voilà pour les fêtes statiques.

« Quant aux fêtes dynamiques, ajoute M. Auguste Comte, destinées à célébrer le progrès, leur ensemble doit représenter l'histoire, comme l'autre la morale. Le culte esthétique de l'Humanité y devient plus concret et plus animé, consistant surtout à glorifier les meilleurs types individuels des diverses phases de la grande évolution. Cependant il faut aussi que les principaux degrés de la progression sociale soient abstraitement célébrés, indépendamment de toute commémoration personnelle. En y consacrant les deux mois restés étrangers au culte statique, quatre fêtes équidistantes glorifieraient les trois grandes phases du passé, fétichique, polythéique et monothéique, pour aboutir à la fête de l'avenir, ainsi placée à l'anniversaire de l'inauguration décisive de notre immortelle Convention. La chaîne générale des temps étant alors constituée, chaque mois serait consacré à l'un des principaux représentants des diverses évolutions du grand Être (Humanité). »

Voici, du reste, un tableau qui résume l'ensemble des fêtes et des commémorations du positivisme. Nous l'empruntons au Calendrier publié par la Société positiviste (avril 1850).

CULTE ABSTRAIT DE L'HUMANITÉ,

ou

CÉLÉBRATION SYSTÉMATIQUE DE LA SOCIABILITÉ FINALE.

Liens fondamentaux.

Fêtes hebdomadaires de l'Union occidentale, nationale, provinciale, communale.

Premier mois.....	L'HUMANITÉ.
Deuxième mois.....	LE MARIAGE.
Troisième mois.....	LA PATERNITÉ.
Quatrième mois.....	LA FILIATION.
Cinquième mois.....	LA FRATERNITÉ.
Sixième mois.....	LA DOMESTICITÉ.

Etats préparatoires.

Septième mois.....	LE FÉTICHISME.
Huitième mois.....	LE POLYTHÉISME.
Neuvième mois.....	LE MONOTHÉISME.

Fonctions normales.

Dixième mois.....	LA FEMME, ou la <i>vie affective</i> .
Onzième mois.....	LE SACERDOCE, ou la <i>vie contemplative</i> .
Douzième mois.....	LE PROLÉTARIAT, ou la <i>vie active</i> .
Treizième et dernier mois...	L'INDUSTRIE ou le <i>pouvoir pratique</i> .

Fêtes hebdomadaires de la Banque, du commerce, de la fabrication, de l'agriculture.

Jour complémentaire..... Fête générale des MORTS.

Jour additionnel des années bissextiles. Fête générale des SAINTES FEMMES.

Le culte concret, simple préparation au culte abstrait, s'adresse aux personifications principales des différentes évolutions de l'humanité. Ce culte a son calendrier, lequel n'est pas la production la moins curieuse de l'Ecole.

Le Calendrier positiviste comprend treize mois. Chacun de ces mois se compose de vingt-huit jours, plus un jour complémentaire à la fin de l'année, et un jour additionnel pour les années bissextiles. Les saints du Calendrier positiviste sont les hommes qui ont contribué d'une manière ou d'une autre aux progrès de l'humanité. Le premier mois est consacré à la théocratie initiale, sous le patronage de Moïse. On y voit figurer Prométhée, Ulysse, Bélus, Manco-Capac, Isaïe et le calife Haroun-al-Raschid. Vient ensuite la poésie ancienne présidée par Homère. Sapho figure au nombre des saintes de ce deuxième mois. A la poésie ancienne succèdent la philosophie et la science anciennes, la civilisation militaire, le catholicisme, la civilisation féodale, l'épopée, l'industrie, le drame, la philosophie, la politique et la science modernes, sous divers patronages. Adam Smith patronne le lundi 22 du onzième mois; Turgot le samedi 20 du douzième. Malheureusement, à quelques jours de distance, nous apercevons le marquis de Pombal, le dictateur Francia et M. Thilorier, le magnétiseur. A vrai dire, M. Thilorier ne figure dans le Calendrier qu'à titre de saint supplémentaire, avec M^{me} de Staël, saint Ignace de Loyola, Jacquart, Régulus et Abdérame III. Mais, en somme, tous ces saints-là, supplémentaires ou non, forment une compagnie assez mêlée.

M. Auguste Comte a pris soin cependant d'exclure de sa liste tous les hommes qui ne lui présentaient point des garanties morales suffisantes. Il n'a fait exception, dit-il, que pour le chancelier Bacon, à cause de l'immensité des services que ce philosophe illustre a rendus à la science. Et sainte Sapho

donc?... Il a exclu aussi Luther, Calvin et Rousseau, parce qu'ils ont démoli sans rien construire. Voltaire lui-même n'obtient une place dans le Calendrier qu'à titre de poète tragique. Enfin, M. Auguste Comte a consacré le jour additionnel des années bissextiles à la réprobation solennelle de trois hommes qu'il regarde comme les principaux *rétrogradeurs*, Julien, Philippe II et Bonaparte. Cette fête des Réprouvés aura lieu pendant toute la première demi-génération, après quoi ce jour reprendra sa destination finale, indiquée au tableau du culte abstrait.

Tels sont les rites et tel est le Calendrier de la religion positiviste.

La morale du positivisme s'appuie uniquement sur le sentiment humanitaire. « La morale positiviste, dit M. Auguste Comte, se distingue, non-seulement de la morale métaphysique, mais aussi de la morale théologique, en prenant pour principe universel la prépondérance directe du sentiment social. Le positivisme conçoit directement l'art moral, comme consistant à faire, autant que possible, prévaloir les instincts sympathiques sur les impulsions égoïstes, la sociabilité sur la personnalité. » C'est au nom de l'amour de l'humanité que la morale positiviste commande de sacrifier l'intérêt personnel à l'intérêt général. Serait-ce un mobile suffisant ?

La philosophie du positivisme se réduit à la coordination et à la synthèse des lois observées par les six sciences positivistes. Cette philosophie s'appuie encore sur une loi d'évolution que M. Auguste Comte regarde comme tout à fait fondamentale : « Elle proclame, dit-il, le passage nécessaire de toutes nos spéculations quelconques par trois états successifs : d'abord l'état théologique, où dominant franchement des fictions spontanées qui ne comportent aucune preuve ; ensuite, l'état métaphysique, qui caractérise surtout la prépondérance habituelle des abstractions personnifiées, ou entités ; et enfin, l'état positif, toujours fondé sur une exacte appréciation de la réalité extérieure. Le premier régime, quoique purement provisoire, constitue partout notre unique point de départ ; le troisième, seul définitif, représente notre existence normale ; quant au second, il ne comporte qu'une influence modificatrice ou plutôt dissolvante, qui le destine seulement à diriger la transition de l'une à l'autre constitution. Tout commence, en effet, sous l'inspiration théologique, pour aboutir à la démonstration positive, en passant par l'argumentation métaphysique. C'est ainsi qu'une même loi générale nous permet désormais d'embrasser à la fois le passé, le présent et l'avenir de l'humanité. » Nous sortons actuellement de la période métaphysique et nous entrons dans celle de la démonstration positive.

Mais nous n'y avons pas encore fait de grands progrès. Témoin l'insuffisance de la sociologie ou science sociale du positivisme (Economie politique et politique).

Les idées économiques de M. Auguste Comte sont essentiellement confuses. Tout ce qu'on peut voir ou plutôt deviner dans son *Discours sur l'ensemble du positivisme*, c'est qu'il y a chez lui une tendance marquée vers le communisme. Sa manière d'envisager la propriété, notamment, en fournirait une preuve certaine : « Aucune propriété ne pouvant être créée, ni même transmise par son seul possesseur, sans une indispensable coopération publique, à la fois spéciale et générale, son exercice ne doit jamais être purement individuel (p. 150). » Plus loin, il admet « une régulation sociale » des fortunes personnelles, et il déclare que le positivisme voit principalement dans la propriété une in-

dispensable fonction sociale, destinée à former et à administrer les capitaux par lesquels chaque génération prépare les travaux de la suivante (p. 151). Mais ces capitaux, il ne paraît pas se faire une idée bien nette de leur nature, ni de la manière dont ils s'accumulent, car il recommande aux prolétaires de ne point se livrer à l'épargne : « Malgré les prédications de nos économistes sur l'efficacité sociale des caisses d'épargnes, la saine philosophie justifiera pleinement les répugnances décisives de l'instinct populaire qui y voit surtout une source continue de corruption morale, par la compression habituelle des sentiments généreux. » M. Auguste Comte n'entend pas mieux la théorie de la population. A l'exemple du troupeau des socialistes, il dénonce et flétrit « la théorie sophistique de Malthus. » — « Quoique réfutée déjà, affirme-t-il, par de généreux penseurs nationaux (lesquels ?), cette immorale aberration procure encore une apparente sanction scientifique à la coupable antipathie des classes dirigeantes envers toute profonde régénération britannique (p. 139). » Cependant, malgré cette ignorance ou ce mépris des principes de l'économie politique, M. Auguste Comte n'abuse pas trop de l'intervention de l'Etat. Il déplore même « les graves perturbations pratiques récemment suscitées en France, par une tendance métaphysique à prescrire légalement ce qui doit être réglé moralement ¹ », et il se contente de réclamer des travaux d'utilité publique pour les travailleurs sans ouvrage. C'est la conclusion du rapport de M. Thiers sur l'assistance publique. Il accorde, en revanche, une part très-ample à l'intervention morale. Celle-ci sera exercée par les philosophes, prêtres de l'humanité. M. Auguste Comte croit, par exemple, que les philosophes seront tenus d'interposer leurs bons offices dans les questions de salaires et de coalitions. Toutefois il ne veut pas que l'intervention de cette nouvelle espèce de prud'hommes devienne jamais coercitive : « Le vrai pouvoir théorique, dit-il, se borne toujours à conseiller sans commander jamais (p. 163) ». Ce pouvoir théorique sera généralement consulté sur toutes les difficultés qui surgiront dans le monde industriel ou politique. Il reste à savoir si l'on ne se contentera pas de lui obéir... en théorie.

Telles sont, au moment présent, les idées économiques de l'école positiviste.

M. Auguste Comte comprend bien qu'elles sont fort incomplètes. Aussi insiste-t-il particulièrement sur la nécessité de ne faire que de la politique expectante, en attendant que la sociologie du système soit plus avancée. Il proposait dans ce but (en août 1848), l'établissement d'une administration transitoire d'une espèce assez originale. — Cette administration serait composée de trois gouverneurs nommés par la ville de Paris. L'élection se ferait de la manière suivante : les citoyens des quatre-vingt-cinq départements habitant Paris nommeraient un électeur pour chaque département. Ces quatre-vingt-cinq électeurs nommeraient les trois gouverneurs. Aucun terme ne serait assigné au mandat du pouvoir directeur ; mais il suffirait d'une demande signée par deux cents personnes de Paris, donnant leurs noms, leurs domiciles, et exposant leurs griefs, affichée pendant trois mois, pour motiver la démission d'un des gouverneurs ou de tous les trois. On voit que cette administration positiviste ne brillerait pas précisément par la stabilité ! — Toute l'administration matérielle du pays serait réunie entre les mains des trois gouverneurs.

¹ Préambule du rapport adressé à la Société positiviste par la Commission chargée d'examiner la question du travail. Paris, le 11 août 62 (vendredi, 8 mars 1850).

L'un dirigerait l'intérieur, l'autre les finances, et le troisième l'extérieur. C'est la triade de M. Pierre Leroux, ou bien encore les ministres dirigeants de M. Emile de Girardin. Lequel de ces inventeurs de mécaniques administratives a pillé les autres? — On établirait aussi une assemblée de deux cent cinquante membres, mais dont les attributions seraient excessivement bornées. Sa fonction spéciale et presque unique consisterait à voter l'impôt et à examiner les dépenses. La session annuelle ne serait que de trois mois. L'Assemblée ne pourrait prendre aucune espèce de décision législative, et les gouverneurs seraient toujours autorisés à la dissoudre.

Parmi les articles excentriques de la constitution positiviste, nous signalerons celui-ci : « Art. 18. Le gouvernement mettra l'Imprimerie Nationale à la disposition des clubs ou des particuliers qui auront à faire parvenir au gouvernement des avis sur ses actes ou sur ses projets. » — Ce gouvernement s'abstiendrait, du reste, d'intervenir dans les affaires du culte et de l'instruction des citoyens, le pouvoir moral ayant seul capacité pour s'occuper de ces matières. A la bonne heure!

Essentiellement provisoires, destinés à fonctionner seulement jusqu'à ce que les philosophes, assistés des femmes et appuyés sur les prolétaires, eussent mis la dernière main à l'œuvre de la sociologie, les gouvernements positivistes de l'Europe occidentale s'attacheraient exclusivement à maintenir l'ordre matériel et « à seconder le développement et la propagation du positivisme, ainsi que son application croissante, par tous les moyens honorables dont ils pourraient disposer. »

Parmi ces moyens honorables, figurerait l'institution d'une marine occidentale « noblement destinée, soit à l'universelle police des mers, soit aux explorations théoriques ou pratiques. » Cette marine positiviste « librement recrutée et dotée dans les cinq branches de la grande famille, remplacerait dignement une admirable chevalerie maritime, tombée avec le catholicisme. Son pavillon constituerait naturellement la première manifestation solennelle de la commune devise positiviste. Placée au centre de sa face verte, comme la France au milieu de l'Occident, elle y serait entourée, sur les quatre angles, des inscriptions propres aux quatre autres éléments occidentaux. La face blanche contiendrait le symbole de l'humanité, dignement représentée par une femme de trente ans, avec l'exergue : *Amour universel*, qui proclamerait le principe fondamental du régime définitif (p. 382). »

On frapperait encore une monnaie destinée à faciliter, dans tout l'Occident, les transactions industrielles. « Trois sphères, pesant chacune cinquante grammes, respectivement formées d'or, d'argent et de platine, offriraient assez de variété pour une semblable destination. Le grand cercle parallèle à la petite base plate y reproduirait la devise fondamentale (Ordre et Progrès). A son pôle figurerait l'immortel Charlemagne, comme fondateur historique de la république occidentale, dont le nom entourerait cette vénérable image. Une telle mémoire, également chère à tout l'Occident, fournirait dans l'ancienne langue commune, la dénomination usuelle de la monnaie universelle (p. 382). » Ces *charlemagnes* hémisphériques seraient évidemment très-commodes, — pour jouer au loto.

Pendant que les gouvernements positivistes fonctionneraient de la sorte, les philosophes travailleraient assidûment à parachever la doctrine. Pour coordonner leurs efforts, ils institueraient à Paris un comité positif occidental composé,

dans son noyau primitif, de huit Français, sept Anglais, six Allemands, cinq Italiens et quatre Espagnols. Des prolétaires y seraient admis avec les philosophes. On y ferait entrer aussi « six dames d'élite, deux Françaises et une de chaque autre branche occidentale. » Le comité s'adjoindrait, en outre, douze membres *coloniaux*, quatre pour chacune des deux Amériques, deux pour l'Inde et deux pour l'Océanie. Puis, viendraient successivement des représentants des populations retardées, des Grecs, des Russes, des Indous, des Japonais, des Chinois, des Malais, jusqu'à ce que le comité eût atteint un total définitif de soixante membres. Ce comité aurait pour fonctions essentielles d'organiser le culte de l'humanité, et de préparer les transformations morales, économiques et politiques qui seraient rendues nécessaires par les progrès de la sociologie.

Voilà quelle est, fort en raccourci, la doctrine de M. Auguste Comte. Cette doctrine vaut-elle plus ou moins que les anciens systèmes socialistes auxquels elle fait aujourd'hui concurrence ?

Nous la préférons, pour notre part, au point de vue du mode d'application. M. Auguste Comte n'est point, comme M. Louis Blanc, par exemple, un partisan du *compelle intrare*. Il ne veut point forcer les gens à embrasser sa doctrine. Il n'attend l'avènement du positivisme que du libre choix des masses, en dehors de toute influence active du gouvernement. C'est la bonne méthode ! Mais si la méthode d'application est bonne, la doctrine ne vaut, hélas ! pas grand'chose. La religion, la morale, la philosophie, l'économie et la politique du positivisme ne nous paraissent pas destinées à faire fortune. Quoi qu'en disent les positivistes, le monde possède aujourd'hui mieux que cela.

Ainsi, par exemple, l'immense majorité des hommes adorent un Dieu, *cause*, origine de toutes choses. M. Auguste Comte ne veut pas entendre parler de ce Dieu-là ; parce qu'il n'admet point que l'humanité se préoccupe des causes. L'humanité ! voilà le grand Être à qui doivent s'adresser désormais nos adorations. Or, de bonne foi, nous serait-il bien possible d'adorer l'humanité ? Encore si c'était un être abstrait, un mythe ! mais l'humanité n'a rien d'abstrait ni de mythique. C'est tout bonnement une collection d'êtres réels, en chair et en os, qu'on voit s'agiter, geindre et bourdonner incessamment pour satisfaire aux communes nécessités de la vie. Des laboureurs, des vigneron, des charpentiers, des rouliers, des épiciers, des portiers, des hommes politiques, des gendarmes, des argousins, des voleurs, des blanchisseuses, des couturières, des vivandières, des filles publiques, etc., etc., voilà l'humanité ! Certes, j'aime beaucoup tout ce monde-là, quoiqu'il soit bien un peu mêlé ; j'échange volontiers mes services contre les siens, pour parler le langage de notre ami Bastiat ; je suis disposé même à lui en rendre quelques-uns *gratis* ; mais, en vérité, je ne me sens aucune envie de l'adorer. J'aimerais autant m'agenouiller devant les carottes, les panais et les oignons de mon jardin, comme faisaient les Egyptiens, ou bien encore devant le bœuf Apis ! Au moins, c'était une bonne bête, ce bœuf Apis ! C'était un honnête, un excellent animal de bœuf, qui mangeait paisiblement son foin, son trèfle ou sa luzerne, ruminait, se promenait de l'écurie au pré, et du pré à l'écurie, sans songer oncques à nuire à son prochain. — Mais cette cohue bigarrée d'honnêtes gens et de fripons, de maîtres orgueilleux et de valets rampants, de consciences incertaines et de vertus bizeautés qui s'appelle l'humanité ; non ! je ne puis l'adorer. Je l'aime : *Homo sum ; nil humani a me alienum puto*. Mais par delà, loin par delà l'humanité,

mon âme cherche un idéal, un type éternel du bon et du beau, devant lequel elle puisse s'incliner et s'humilier, faible, imparfaite qu'elle est. — C'est l'inconnu, me dit M. Auguste Comte. — Eh ! que m'importe ! si mon âme a soif de l'inconnu ! si cet horizon connu et cadastré où vous voulez l'enfermer, l'étouffe... Pourquoi, d'ailleurs, voulez-vous que mes aspirations et mes espérances ne dépassent point ce que mon intelligence peut connaître ? Parce que je suis incapable d'embrasser l'ensemble de ce vaste univers, et de remonter à sa cause ; parce que ma courte vue s'arrête aux limites de ce banc de sable où la Providence m'a jeté dans un coin perdu de la création, ne dois-je m'incliner que devant ce que je vois et ce que je conçois ? Parce que Dieu m'échappe, dois-je me faire mon propre Dieu ? Non ! mon âme ne cédera point à cet aveugle et misérable orgueil de s'adorer elle-même dans l'humanité, sous le prétexte que la science ne peut lui faire connaître un autre Dieu. Elle se dérobera à votre science ; elle ira chercher dans l'immense inconnu que vous n'avez pu pénétrer, et que l'intelligence humaine ne pénétrera jamais, l'auteur des êtres, le créateur des mondes et des hommes, et elle s'inclinera devant lui. — Eh bien ! cette aspiration incessante et irrésistible de l'âme vers le type éternel du bon et du beau, vers l'idéal, vers l'infini, vers Dieu, le christianisme, même dans ses sectes les plus retardées, la satisfait. Votre religion, au contraire, la méconnaît et la repousse. Laissez-nous donc le christianisme, puisque vous n'avez à nous offrir qu'un culte plus grossier, plus étroit et plus bas !

La morale du positivisme est-elle plus satisfaisante ? Développer activement les facultés affectives de l'humanité, la bienveillance, l'amitié, la justice, tel est l'objet de cette morale. M. Auguste Comte regarde, avec raison, le développement actif des sentiments moraux comme indispensable au maintien et au progrès de la sociabilité. Soyez moraux, dit-il aux hommes, parce que cela est utile à l'humanité. Mais quoi ! est-ce là un motif bien suffisant pour déterminer la moralité ? Chez les natures grossières la crainte d'un châtiment ultérieur n'est-elle pas plus efficace ? Chez les natures supérieures, qui sont naturellement portées à exercer leurs facultés morales, l'espoir de se rapprocher du type de toute moralité, de s'identifier avec lui, de vivre de sa vie, n'est-il pas préférable encore ? La morale du christianisme, au seul point de vue de l'utilité, de l'efficacité, n'est-elle pas supérieure à celle du positivisme ?

La philosophie du positivisme n'a rien, ce nous semble, de bien nouveau. Il y a longtemps que Bacon a systématisé l'observation des faits et des lois de la nature. Avant Bacon, Aristote et la plupart des philosophes dignes de ce nom, avaient largement usé de la méthode d'observation. Mais il y a deux manières de percevoir les phénomènes : ceux du monde extérieur se perçoivent par les sens ; ceux du monde intérieur se révèlent à la conscience. M. Auguste Comte ne tient compte que des perceptions des sens. Sa philosophie n'est donc et ne peut être qu'une philosophie tronquée. Quant à son système d'évolution historique, d'après lequel l'humanité passerait successivement par les états théologique, métaphysique et positiviste, n'est-ce pas une pure hypothèse ? Ces états divers de l'esprit humain ne se sont-ils pas rencontrés à toutes les époques, mêlés, confondus ? N'y a-t-il pas à toutes les époques des esprits qui s'inclinent devant les dogmes établis, d'autres qui les critiquent et leur substituent leurs propres hypothèses ; d'autres enfin qui cherchent la vérité dans l'observation des faits du monde extérieur et des phénomènes de

notre nature ? Jamais l'un de ces états ne s'est manifesté à l'exclusion des deux autres. Mais s'il en est ainsi, que devient la loi d'évolution historique du positivisme ?

L'économie politique du positivisme est-elle plus avancée que sa religion, sa morale et sa philosophie ? Non, elle l'est moins encore. M. Auguste Comte a bien voulu mettre Adam Smith et Turgot dans son calendrier ; mais, en vérité, puisqu'il se donnait la peine de les canoniser, il aurait bien dû se donner aussi celle de les étudier. Dans un préambule ajouté au rapport de la Commission chargée d'examiner la question du travail, il déclare que : « le vrai mécanisme industriel s'y trouve mieux apprécié en quelques pages que dans tous les volumes consacrés à la prétendue science des économistes. » Or, les auteurs du rapport en question concluent purement et simplement à la fondation d'ateliers nationaux « qui donnent du travail aux ouvriers sans faire concurrence à l'industrie. » On voit que les économistes du positivisme ne sont ni plus ni moins forts que ceux du socialisme. C'était bien la peine de prendre un autre nom et de mettre une autre enseigne à la porte !

Enfin, on a pu apprécier la valeur des conceptions politiques de M. Auguste Comte. Certes, les machines politiques qui existent de nos jours sont loin de la perfection, et il faut espérer que nos neveux en auront de meilleures à leur service ; mais, si défectueuses qu'elles soient, ne valent-elles pas mieux que le gouvernement transitoire du positivisme ? Se figure-t-on quelle sécurité donnerait un gouvernement dont les chefs pourraient être révoqués sur la demande, signée de « deux cents électeurs parisiens ? » On aurait beau invoquer en leur faveur « le pouvoir moral dont la mission serait de conseiller toujours sans commander jamais », répandre en leur nom des pluies de charlemagnes hémisphériques, en or, en platine et en argent ; faire évoluer même sous les yeux des badauds parisiens la flotte occidentale avec son pavillon orné d'une femme de trente ans, les *gouverneurs* ne dureraient pas quinze jours. Avec quel enthousiasme les électeurs parisiens s'assembleraient pour les démolir ! On en trouverait pour cette besogne, non pas 200, mais 1,000, mais 10,000, mais 100,000 ! L'an-archie de M. Proudhon serait un modèle de stabilité auprès du régime positiviste.

Ainsi donc, qu'il s'agisse de religion, de morale, de philosophie, d'économie ou de politique, le positivisme n'a rien à nous offrir qui vaille ce que nous avons. C'est tout bonnement une utopie rétrograde, comme les utopies de Saint-Simon, de Fourier, de MM. Cabet, Louis Blanc et Proudhon. Seulement nous devons ajouter, à titre de circonstance atténuante, que M. Auguste Comte s'est modestement tenu à l'écart pendant toutes nos agitations révolutionnaires, et qu'il n'a jamais songé à imposer ses doctrines par la violence. C'est un véritable philosophe par ses mœurs et son caractère. C'est aussi un mathématicien distingué. N'est-ce pas vraiment dommage que cette belle et honnête intelligence se soit évaporée par la fêlure du positivisme ?

G. DE MOLINARI.

DES DIVERSES CLASSIFICATIONS

DES

PRODUITS DE L'INDUSTRIE.

A Messieurs les Membres de la Commission royale pour l'Exposition universelle de Londres en 1851.

Messieurs,

Vos circulaires ayant donné au dévouement de chacun toute facilité d'exposer son avis, je me permets de vous soumettre les considérations suivantes :

C'est une belle initiative, que l'invitation de l'Angleterre civilisée aux autres nations civilisées, de chercher le bonheur des peuples dans l'*union* et dans le progrès. La France accepte cette invitation d'autant plus volontiers, qu'après tant de preuves de cet esprit militaire qui, malheureusement, n'aboutit qu'à détruire, elle est jalouse de montrer aussi son génie pour édifier le bien-être des masses par les arts de la paix.

L'*union* est chose facile entre les deux nations, justement à cause de leur génie particulier ; l'une, personnification de la civilisation du Nord, forcée par la nécessité du climat à la persévérance des *Efforts*, a su mieux jusqu'ici, peut-être, dompter la matière dans l'intérêt des masses ; l'autre, personnification de la civilisation du Midi, sous la douceur d'un climat plus favorable aux *Jouissances*, développe son imagination dans les produits de forme et de goût que recherchent les classes riches. La concurrence pourrait n'être qu'un concours fécond, si les deux nations consentaient à développer plus spécialement dans leur voie naturelle, l'une, ses forces mécaniques, l'autre, ses forces esthétiques, et si le soldat laboureur savait mieux utiliser le marin colporteur pour le placement et l'échange de ses produits.

Qu'il me soit permis de substituer le mot *esthétique*, adopté par les Allemands, au mot *plastique* qu'emploie la Commission anglaise à sa quatrième division : plastique s'applique plus particulièrement à la ronde bosse : esthétique indique le sentiment, le goût.

Le grand tiers de l'exportation de la France est en produits esthétiques. Nous exportons en effet :

En produits esthétiques, pour.....	350 millions de francs.	
— mécaniques et chimiques.....	500	»
— agricoles (dont la moitié en vins)...	150	»
En tout, environ un milliard.....	1,000	» ¹

¹ Ces chiffres sont empruntés aux tableaux du commerce extérieur publiés par le ministère des finances. J'ajoute au chiffre officiel des produits esthétiques la valeur des articles de petit volume et de grand prix qui ne sont pas déclarés par les exportateurs.

Les produits esthétiques vulgarisent le goût par les exportations commerciales, par les débouchés de la consommation ; ils appartiennent aux expositions de l'industrie. — Les *expositions des beaux-arts*, au contraire, n'ont pas la prétention d'affecter un prix vénal aux produits qu'elles veulent faire connaître ou admirer. L'acquéreur d'un chef-d'œuvre artistique, d'une statue, par exemple, stipule même d'ordinaire que le moule sera détruit, pour s'assurer qu'il sera le seul possesseur de l'œuvre. L'industrie vulgarise les produits esthétiques ; les produits artistiques, au contraire, restent dans la haute sphère des beaux-arts.

L'Union des deux nations se cimentera, surtout, en appelant en aide le Progrès, et le but de ces Notes est de montrer, en jetant un coup d'œil sur ce qui s'est fait et sur ce qui peut se faire, à quel notable progrès peut déjà donner lieu une classification raisonnée.

I. *Classification française.*

Je n'ai pas la prétention de faire le procès à la classification française, ni à nos savants qui ont eu le mérite, depuis un demi-siècle, d'être les professeurs de l'Europe, et de donner à nos voisins l'exemple des expositions ; mais on reconnaît dans notre classification superposée et replâtrée, comme dans une vieille ville, les diverses époques où des quartiers sont venus s'adjoindre à d'autres. La dixième section de l'Exposition de 1849, par exemple, relative aux produits de l'Algérie, avait-elle une raison d'être, et dois-je m'arrêter pour en faire la critique ? Combien plus franche, plus sage, plus logique, est la classification anglaise en quatre sections : la matière, l'outil, le produit simple et le produit de luxe ! C'est une ville toute neuve qui, d'un seul coup, s'aligne au cordeau, et où les enfants de Lavoisier ne viennent pas disputer leur part de terrain aux enfants de Vaucanson. — L'excuse de notre classification française se trouve justement dans l'ordre chronologique des besoins, des découvertes, des influences. Il y a des sous-sections, comme les instruments de précision, et les arts céramiques, qui, se détachant de la mécanique et de la chimie, se sont fait élever à la hauteur de sections, et en ont trop multiplié le nombre. — Les artistes n'ont jamais su réclamer leur place à côté des savants ; et le génie éminemment esthétique de la France n'a pas été représenté dans les jurys, ou l'a été insuffisamment, comme en 1849, par sept membres pour les beaux-arts et arts divers, contre dix-sept pour les métaux et les machines.

Tandis que la base de la classification française paraissait prise de préférence dans les matières animales, végétales, minérales, et surtout dans les procédés mécaniques et chimiques, c'est-à-dire dans le point de départ du producteur, le point de vue du consommateur, l'usage, forçait pourtant de faire une classification des tissus. Ces tissus étaient d'abord considérés comme dépendant de la mécanique ; mais la chimie vint bientôt réclamer ses droits ; enfin l'esthétique doit aussi élever des prétentions toutes naturelles. Qu'on décompose, en effet, la valeur d'une robe ou d'un rideau de Mulhouse, et on y trouvera que le tissé, les couleurs, le dessin, y domineront tour à tour.

Rappelons-nous de quoi se composait le carré chimique de l'Exposition, en 1849. Entre autres produits très-chimiques, apparaissaient, daguerréotypes, bouteilles, colle à bouche, amidon, veilleuses, taffetas gommé, sardines, beurre d'anchois, mannequins, etc. Pourquoi le taffetas gommé n'était-il pas avec les tissus ? Je sais bien que toutes les classifications sont de convention, et que

chacune peut avoir son côté faible ; [pourtant le talent est de s'arrêter à celle qui est le plus naturelle. Les sardines appartiennent moins à la chimie qu'à la marine, ou industrie de mer, qui pourrait bien demander un peu de place à côté de l'agriculture. Les mannequins dans la chimie ! Est-ce que ces pièces de 6 à 800 francs ne seraient pas mieux dans la mécanique ? et mieux encore dans la section des procédés esthétiques, comme l'Angleterre ne manquera pas de les y placer ?

Mais le côté le plus faible de notre classification française, c'est la section des arts divers. Le mot *divers* est synonyme de *vague* ; et une bonne classification peut éviter les divers, comme nous le verrons plus loin. — Ces arts divers occupaient une place fort grande aux Champs-Élysées, et comprenaient : papeterie, peaux et cuirs vernis, fourrures, sellerie, chaussures, chapeaux, parapluies, boutonnerie, fleurs artificielles, gainerie, bimbéloterie, vannetie, literie, instruments de chirurgie, etc. .

II. Classification anglaise.

Au lieu de neuf à dix sections, la classification anglaise, en quatre sections, met à gauche, ou du côté *ouest*, les matières premières et les Outils du *producteur* ; et à droite, ou du côté *est*, les produits d'arts ou de métiers à l'usage du *consommateur*. La partie *sud-ouest*, espèce de musée d'histoire naturelle, renfermera les produits bruts, par matières animales, végétales et minérales ; la partie *nord-ouest*, espèce de conservatoire des arts et métiers, classera les outils par procédés mécaniques, chimiques, et probablement esthétiques. La partie *sud-est* pour les produits courants ; la partie *nord-est*, pour les produits plus riches, représenteront le Regent-street ou les boulevards [de Paris : à *gauche*, les découvertes et les secrets de l'atelier et de la science ; à *droite*, les débouchés et les étalages du bazar et du commerce.

Le programme anglais demande aux producteurs « des matières nouvelles », des « procédés nouveaux » ; — mais il demande aussi pour les consommateurs, « des nouveautés, » c'est-à-dire ce que la légèreté traduit par modes, et la prévoyance par progrès ; il demande, « Perfection, utilité, économie », c'est-à-dire l'utile et l'agréable, le beau, le bon, le *pas cher*.

Il est à remarquer que notre langue n'a pas un mot unique comme le *scheap* anglais et le *billig* allemand, pour exprimer le bon marché, qui n'est pas notre plus grande préoccupation, à ce qu'il paraît. Par contre, à notre mot *beau*, correspond en anglais une espèce de périphrase, *beauti-full*.

Mais tout en demandant l'*Economie*, voyez quelle contradiction commet la Commission anglaise, qui défend si explicitement l'indication des prix ; à quelle influence a-t-elle donc pu céder ? Qu'elle ne se montre pas trop sévère à l'endroit de l'exécution de cette prescription ; elle donnerait trop de prise à ces déclamateurs encore nombreux qui crient contre les *Danaos* et la perfide Albion. Persuadons-nous plutôt que son unique raison a été de protéger le commerce de détail, intermédiaire si utile, et dont le riche consommateur n'apprécierait pas assez les frais et les avances. C'est ainsi qu'un verre de montre Cheves, qui coûte quatre sous en fabrique, se vend chez un horloger russe, 4 francs, à cause des droits de douane, de la casse, des intermédiaires, de l'assortiment nécessaire pour trouver le verre convenable à la grandeur de la montre.

Un sujet qu'il ne faut pas oublier en passant, ce sont les désirs exprimés dans la section II, division B, de voir exposer des collections d'outils pour fabri-

quer une montre, un bouton, etc. Que la Commission royale n'insiste pas sur cette idée très-délicate. « Le succès de la plupart des industries dépend du « secret, a dit avec raison M. Rodet ; les rivaux sont plus habiles que le public « à apprécier les procédés de fabrications. » Nos fabricants de nouveautés ont soin d'envoyer leurs premiers échantillons à Rio, avant que de les exposer dans les magasins de Paris, sous les yeux des plagiaires. Exposez donc vos gants avec leurs gracieuses formes, mais n'exposez pas les outils avec lesquels vous les coupez. Quand vous allez dans une fabrique, un écriteau sévère, « le public n'entre pas ici », se lit sur la porte de l'atelier, tandis que le sourire de la femme du fabricant vous engage à entrer au magasin ou au dépôt. L'exposition universelle ne doit pas procéder d'une autre manière.

Que la division du travail décompose, comme à Paris, l'établissement d'une pendule en vingt spécialités distinctes, c'est alors une tout autre affaire. Le fabricant de ressorts, par exemple, n'a de secrets pour personne ; il ne désire pas vendre qu'aux Parisiens ; il expédiera des ressorts dans tous les coins du globe, et les exposera très-volontiers dans la partie nord-ouest de votre palais.

Dans des points de détails, la classification anglaise se trompe à l'imitation trop fidèle de la classification française ; à la section III, 6°, nous lisons : *Petits ouvrages* et *Produits chimiques* : parapluies, vêtements, fleurs artificielles, franges, guipures, colliers et jouets, confiture, savon, chandelle, cire et pains à cacheter. — Il y a bien peu de rapports entre les divers produits de ce sixième paragraphe ; et probablement les membres qui décideront l'étalage définitif de l'Exposition, auront plus d'avantage à s'inspirer d'indications que nous donnerons plus loin, et dont les titres seraient locomotion, habillement, parure, éducation, aliment, toilette, éclairage, bureau.

III. Classification antropique.

En 1834, un savant français, M. Charles Dupin, aujourd'hui président de notre jury, faisait entrevoir les avantages d'une classification suivant les besoins de l'homme, que le rapport de M. Wyalt appelle classification antropique, et que je désignerai du nom de classification commerciale, puisque la mission du commerce est de se charger de pourvoir aux besoins des consommateurs : les découvertes des choses n'ayant d'intérêt que lorsqu'elles trouvent des débouchés auprès des personnes. Ex-position, signifie bien en effet transport (ex) en dehors de l'atelier, pour entrer dans le bazar, le magasin, le dépôt. Une exposition, c'est le vestibule de la circulation ; c'est le palais des produits échangeables. L'exposition de Londres sera le rendez-vous, la foire, la bourse où viendront dix mille producteurs et des millions de consommateurs. masse semblable à celle des contribuables, trop nombreux pour avoir une reconnaissance bien directe envers leurs avocats, et méritant pourtant que l'on prenne leurs intérêts, qui se relie à l'intérêt des producteurs eux-mêmes.

Le commerçant est le représentant naturel du consommateur vis-à-vis du producteur, comme le savant est le professeur et le conseiller le plus intime du producteur. Un équilibre raisonnable entre ces diverses puissances est ce qu'il faut désirer et rechercher. Le commerce ou la science de la circulation se place entre les deux plateaux de la balance : le bâtiment de l'Exposition anglaise, par sa gauche et sa droite, représente merveilleusement bien ces plateaux.

A l'est, les besoins du consommateur sont surtout des besoins de *jouissances* physiques ou intellectuelles. — Mais comme tout consommateur est aussi généralement un producteur, le côté *ouest* du palais de Hyde-Park répond aux besoins spéciaux d'*efforts* de chacun; et la division jusqu'ici adoptée pour ce côté est fort rationnelle. — La division proposée pour le côté Est, par la Commission britannique, est plus sujette à des modifications, comme nous allons bientôt le voir.

IV. *Classification par une société commerciale.*

Pour conseiller plus facilement la Commission dans ce qu'elle doit décider pour 1851, supposons une société de commerçants inspirés par l'exemple de la grande Exposition universelle, et qui, en 1852, à Londres ou à Paris, aurait à décider une classification, et à ouvrir une exposition permanente pour le commerce en gros ou pour l'exportation.

Une telle société aurait de grands avantages sur le jury mixte de l'Exposition de 1851, parce que le sérieux remplaçant les allures de fête, l'intérêt étant mis en jeu autant que l'honneur, les placements et les débouchés ne seraient plus des récompenses factices ou arbitraires; les concurrents ne viendraient pas demander, comme cela a lieu à l'Institut pour les ouvrages littéraires, que le nom du producteur fût caché dans un billet cacheté, de peur que les juges ne se laissent influencer par leurs amis ou par leurs préjugés internationaux. Les prix seraient décernés par le vote universel des écus; et les marques de fabrique viendraient appuyer la garantie impartiale des commerçants arbitres; mais revenons à la classification.

Une société commerciale n'ayant pas besoin de conserver les produits de chaque fabricant dans une loge particulière, exposerait, par exemple, tous les couteaux par prix, depuis l'eustache de 4 centimes la pièce, jusqu'au couteau de dessert, lame argent-vermeil, manche nacre à incrustation, qui coûte 600 fr. la douzaine, et cela sans trop s'inquiéter à quel règne appartiennent les manches, ni par quels procédés sont fabriquées les lames. Pour les pendules, qui toutes n'ont qu'un seul usage, celui de donner l'heure, notre société classerait aussi, par prix d'abord, pourtant avec des divisions par matières de la cage, ou par procédés des mouvements; mais une comparaison raisonnée lui eût fait rejeter, en 1849, et une pendule en fleurs, et une pendule en corail, et une pendule taxée par son auteur à un prix fabuleux; mais surtout une pendule en osier, faite par un fabricant qui livre aux théâtres des boucliers d'osier délicieux, mais qui, pour l'horlogerie, abuse bien certainement de sa matière, pour donner l'équilibre à des balanciers de mouvements.

A l'exposition d'une semblable société commerciale, la première classification se trouve dans l'*usage* ou le *besoin*, qui évite tous les *Divers*; — la seconde, dans les *prix* qui, suivant l'habitude, seraient indiqués différents, au mille, au cent, à la douzaine ou dizaine, ou à la pièce; — la troisième, dans les *procédés*; et la quatrième, dans les *matières*. — Le point de vue du consommateur devient à peu près l'opposé du point de départ du producteur.

V. *Classification par Besoins.*

La Commission britannique ne peut agir, nous le savons, comme ferait une Société commerciale: voyons de quelles inspirations elle pourrait faire son profit.

Le tableau lithographié ci-joint n'a pas, comme nous l'avons dit, la prétention de lever toutes les difficultés que présentera « l'exposage » ; mais, s'il peut être de quelque secours, notre but sera atteint. On remarquera même que l'auteur, habitué aux articles d'ameublement, dits d'*Industrie Parisienne*, touche à peine la grande famille des tissus, le plus important des articles manufacturés. — Dans l'outillage, indiqué au nord-ouest du plan, dans les matières brutes, qui sont au sud-ouest, quelques indications sont seulement données sous les grandes divisions pour les mieux faire comprendre. Dans le côté droit, celui du consommateur, l'auteur n'a pas voulu fatiguer avec une nomenclature trop nombreuse.

Mais je m'arrête à une objection capitale contre la classification en arts et métiers, du côté *Est* du palais de Hyde-Park. Quoique, dans la pensée, on distingue bien ce qui est Métier, et ce qui est Art ; que le métier sorte plus de la science et des machines, qu'il soit la manufacture, ce que l'homme fait avec la main, en opposition à ce que l'art fait avec le génie, le cerveau, l'imagination ; — quoique (*materiam superabat opus*) l'art n'ait pas de limites, tandis que la matière se compte et se pèse ; pourtant dans les produits même courants, il se fixe si bien des rayons du génie, qu'il n'est pas possible de distinguer où commence l'art et où finit le métier. Au contraire, la division en produits pour les gens riches, et produits pour les gens pourvus du nécessaire (ouvriers ou paysans), ou la division en produits de première classe et de troisième classe, qui revient au même, faciliterait beaucoup à la Commission royale le groupement des fabricants divers. La deuxième classe de consommateurs, comme aux chemins de fer, représente cette classe aisée, qui possède au delà de sa suffisance, et qui choisit tantôt l'économie avec la troisième classe, tantôt le luxe avec la première.

Je suppose donc que l'Exposition des produits par besoins commence dans la partie sud-est, sous le titre d'Objets manufacturés, et sur les lignes de latitude A B C, pour aller se terminer, sans discontinuité, dans la partie nord-est, sous le titre d'Arts plastiques, ou mieux esthétiques, et sur les lignes R S T U. — Les numéros de longitude 1 à 30, qui indiquent des espaces de 24 pieds anglais entre colonnes, présenteraient dans autant de galeries la série des besoins de l'homme, intellectuels comme la pensée et la distraction, physiques comme l'habillement et la parure, comme le logement, le coucher, la table, le chauffage, l'éclairage, comme la locomotion, la santé. Les besoins sont les mêmes pour la troisième comme pour la première classe ; seulement, dans la dernière, un calicot uni et blanc remplit la même destination que les brillants tissus et les broderies de la classe placée à la sommité de l'échelle. Entre la lanterne d'écurie et le lustre de salon, entre le flageolet et le piano, entre la pipe de terre et l'étni à cigarette de 5,000 fr., de Froment Meurice, entre l'éventail à deux sous pour l'Amérique du Sud et l'éventail à branches d'or, à marabout ou à peinture, il y a tous les intermédiaires qui rempliraient les galeries depuis A B, jusqu'à S T, extrémité nord, où brillent le dessin, la gravure, la sculpture, le moulage, l'incrusté, la mosaïque, le relief, l'émail, qui constituent le plastique ou esthétique de la section IV de la classification anglaise. Mais chaque besoin se compose d'une infinité de détails. Voyez les principaux articles de Bureau : on y trouve papier, encre, encriers, plumes, porte-plumes, crayons, porte-crayons, canifs, cachets, cire, dont se sert la classe la moins favorisée ; puis les buvards,

presse-papiers, etc., qui ne conviennent qu'aux classes plus élevées. Dans les articles de table, on trouve : ronds de serviettes, cure-dents, tire-bouchons, services à café, caves à liqueurs, et tant d'autres objets trop longs à énumérer, mais qui ne rentreraient jamais dans la case vague des *Divers*.

Messieurs les Anglais, après cette belle initiative de l'Exposition universelle, et dans l'exécution de cette grande solennité, ne déviez pas de l'idée première...; gardez votre génie, restez fidèles à votre tendance commerciale; ne nous imitez pas servilement; donnez de nos expositions une traduction libre. Faites quelque chose pour la classe nombreuse des consommateurs. — Il viendra à votre Exposition universelle tant d'agents de publicité et d'échanges, tant de marchands, d'exportateurs, d'armateurs, de capitaines, qui visiteront avec avidité la partie *Eet* de votre palais de Hyde-Park, et dont la moindre partie ne passera, que pour acquit de conscience, dans la partie *ouest*; qu'il vous faut rendre le côté des consommateurs digne de l'attention que le public y donnera.

Oui, honorables voisins, la classification commerciale est appelée à compléter la classification industrielle; donnez-nous ce *progrès* dès 1851.

Il est encore deux considérations secondaires et courtes, que je me permettrai de soulever après celle de la classification.

D'après le dernier plan du bâtiment que j'ai sous les yeux, un quadrillage en longitudes et en latitudes, comme sur les cartes de géographie, sera nécessaire, pour établir un livre-guide avec plan topographique, avec table alphabétique des matières, avec répertoire alphabétique des exposants et avec synthèse des produits, par Besonis. — 20 divisions latitudinales, des lettres A à U, se croiseront avec 80 divisions longitudinales des n^{os} 1 à 80, et seraient indiquées par des cartouches peints aux voûtes, de sorte qu'on trouverait facilement les cotons en G,70, les lentilles de télescope en P,53, les amorces en D,19, la rubanerie en S,32.

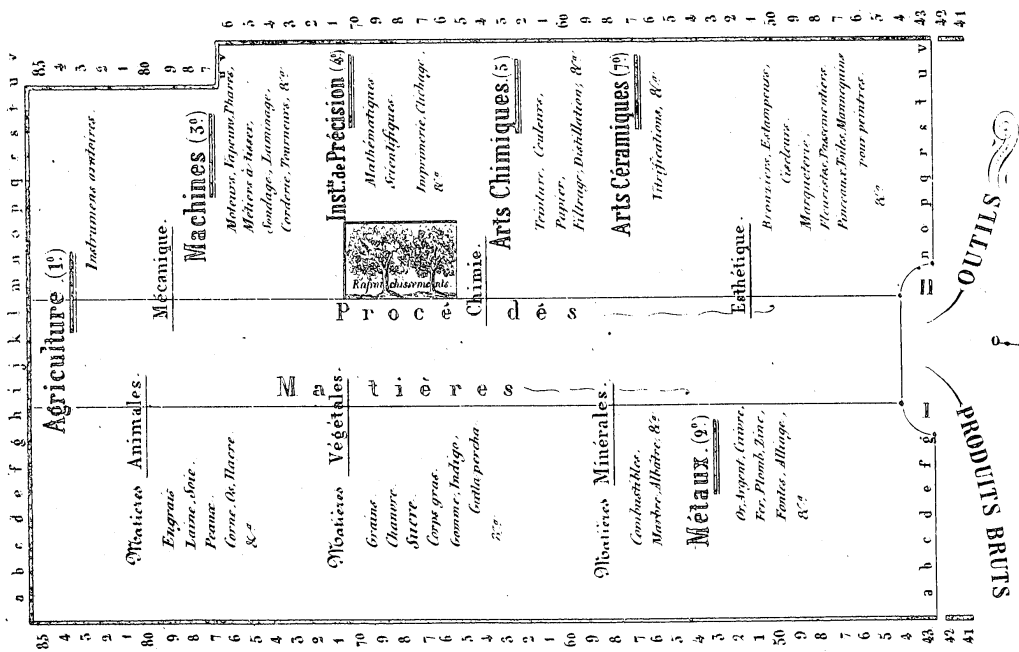
Enfin pour l'étalage, il serait bon de conseiller aux exposants d'étaler plutôt avec méthode, que de vouloir former avec mauvais goût, ce qu'on appelle en commerce *la petite chapelle*. Les ménagères arrangent leurs armoires avec méthode, et c'est ainsi qu'il faut présenter l'Exposition; le goût se met dans le boudoir et dans le salon, surtout le jour où l'on reçoit : mais l'exposition est un atelier et un bazar, et non pas un salon. — Une célèbre fabrique de l'Est de la France, avait, l'an passé, laissé l'un de ses apprentis disposer sur un beau mur les produits métallurgiques de ses usines : trois casques de pompiers, modèles divers, formaient la première ligne, mais un à chaque bout et le troisième au milieu; entre ces casques extrêmes les pendants étaient dessinés par des grils, des cafetières, des arrosoirs, de sorte que quand le visiteur voulait comparer les cafetières, l'œil se perdait à leur recherche à travers les casques et les poêlons. Les cabinets d'histoire naturelle sont d'excellents modèles d'expositions.

Messieurs les membres de la Commission royale, veuillez faire un accueil favorable à ces notes d'un praticien qui n'est pas littérateur, mais qui ne croit pas que personne désire plus ardemment que lui l'union par le progrès de deux nations voisines, si bien faites pour s'estimer.

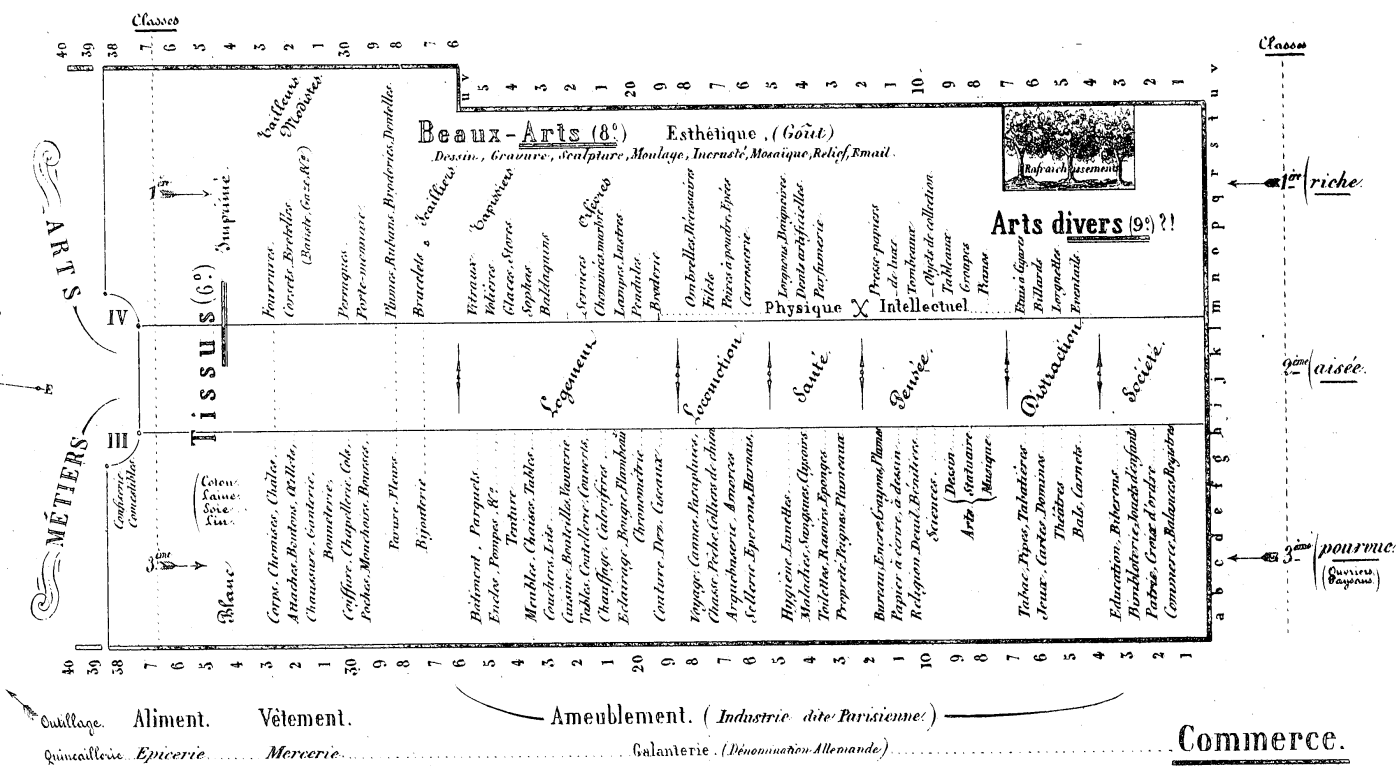
Agréez, etc.

D. POTONIE,
Commerçant parisien.

côté Ouest des **PRODUCTEURS.**
Classification Industrielle par Besoins d'Efforts.
(Matières Animales, Végétales, Minérales
Procédés Mécaniques, Chimiques, Esthétiques.)



côté Est des **CONSUMMATEURS.**
Classification Commerciale par Besoins de Jouissances
Physiques, Intellectuelles, Sociales.



Science.
Produits nouveaux.
Procédés nouveaux.

Paris, chez GUILLAUMIN, 18, rue Richelieu.
Londres, chez M^r DELIZY et C^{ie}, 12, Regent Street.

Paris, chez GUILLAUMIN, 18, rue Richelieu.
Londres, chez M^r DELIZY et C^{ie}, 12, Regent Street.

Commerce.
Nouveautés.
Perfection, Utilité.
Economie.

BUDGET DE L'ESPAGNE.

RAPPORT DE LA COMMISSION DU CONGRÈS.

Chez nos voisins transpyrénéens, le budget n'est réellement discuté qu'au sein de la Commission parlementaire. La majorité et la minorité de celle-ci font chacune un rapport, et le Congrès vote en général sans discussion les conclusions de la majorité; c'est ainsi que les choses se sont passées cette année. Le rapport suivant est celui de la majorité de la Commission générale nommée par le Congrès pour l'étude du budget présenté par le gouvernement.

I.

La publicité est l'âme des gouvernements constitutionnels. L'âme de la publicité, c'est la vérité et la franchise. La politique de parti à parti, de puissance à puissance, pourra peut-être cacher ses véritables idées; mais la politique de l'autorité éclairée d'un gouvernement vis-à-vis des peuples; la politique des représentants du pays doit être éminemment franche et véridique.

Pénétrée de ces principes, la Commission déclare que la situation de nos finances n'est pas satisfaisante; les luttes intestines, les convulsions politiques, une récente guerre civile... nous ont légué un héritage qui pèse durement sur notre position. Pour détruire ce funeste legs, un long laps de temps est nécessaire; mais la Commission reconnaît que les moyens de reconstruction sont abondants; le pays est riche, et au milieu de toutes ces calamités, il est juste de constater que tout est en voie d'accroissement, sa population, son industrie, son bien-être et sa richesse.

Une révolution politique et une guerre civile inaugurèrent le règne actuel; ce furent des motifs plus que suffisants pour que l'édifice de nos finances déjà en ruines finît par s'affaisser. Le gouvernement luttait avec peine contre les provinces révoltées; les ressources diminuaient en même temps que les besoins augmentaient.

L'autorité suprême suivait à peine le mouvement d'une administration forcément irrégulière, et le trésor royal se balançait entre deux abîmes: la dette et l'arbitraire. — Les Cortès, détournés alors par les discordes politiques, de l'étude des besoins matériels des populations, s'occupaient peu de l'administration, et rarement on discutait les budgets. Les réformes, conséquences des révolutions, créées plutôt dans un but de popularité que d'utilité, augmentaient la pénurie du Trésor, faute d'être mises à exécution.

En vain le gouvernement manquait aux engagements les plus sacrés; en vain les plus hauts fonctionnaires publics, l'armée, ne recevaient pas de paye; en vain plus tard, avec la fin de la guerre civile, on réduisit les dépenses extraordinaires, on augmenta le nombre des provinces contribuable; en vain la paix suivit la guerre, les rentes restèrent dans les mains de la

spéculation, et les besoins continuèrent à augmenter en creusant l'abîme du déficit.

D'un autre côté, les gouvernements étaient sans limite dans leur volonté, sans aucune loi efficace qui les retînt, sans un tribunal qui sanctionnât leurs actes; les budgets, formés par le caprice ou par de vaines promesses, ne pouvaient faire connaître la véritable situation du pays.

Les conséquences de cette situation existent encore, messieurs, et à la fin de cette année, après n'avoir pu payer aux employés en activité que trois trimestres dus aux classes passives (employés en non-activité) et trois au clergé, le Trésor a déjà épuisé une partie des ressources de 1850, en laissant en suspens de nombreux et sacrés engagements.

Considéré sous cet aspect, l'état de nos finances est très-loin d'être satisfaisant.

Néanmoins, au milieu de ces calamités, nous devons constater un progrès si fécond et si réel dans le pays, que nous sommes en droit de mieux augurer de l'avenir.

L'année 1845 fut un notable point de départ pour le règlement de notre administration. On améliora le système des contributions en établissant une plus juste répartition dans les provinces; un gouvernement d'ordre, en donnant plus de développement au commerce, permit au trésor de mettre fin à d'onéreux marchés, et inaugura une nouvelle ère d'améliorations qui n'a cessé de suivre une marche ascendante.

L'établissement du nouveau système de contributions fut une première concession faite à l'opinion publique qui, aujourd'hui, en réclame de nouvelles et non moins importantes.

Sans vouloir résoudre ici les hautes questions économiques qui agitent des pays plus avancés que le nôtre; sans prodiguer de vains éloges à la classe ouvrière, qui jouit en Espagne d'un certain bien-être; sans attaquer la classe riche qui ne jouit d'aucuns privilèges et est soumise aux mêmes lois que les autres; sans mettre en doute le droit sacré de la propriété; sans méconnaître que la satisfaction naturelle de tous les besoins sociaux et politiques dépend du juste équilibre des intérêts opposés et des positions diverses, nous pouvons constater que l'opinion publique proclame et déclare hautement, avec un admirable bon sens, qu'elle réclame, non de vaines théories, mais des réformes pratiques. Elle fuit les folles perturbations pour un avancement prudent, et préfère des dépenses utiles et productives à des économies stériles et coûteuses.

Le gouvernement est allé au-devant de ce vœu si universellement et si spontanément manifesté; et dans la dernière législature, il a proposé une importante réforme dans les lois de douanes, laquelle a reçu votre sanction. Cette loi, en conciliant les véritables intérêts du producteur et du consommateur, a triomphé des exagérations de quelques écoles opposées.

A la veille de nouvelles améliorations, ayant déjà franchi cette voie du véritable progrès, le gouvernement, et la Commission à son tour, ont dû mettre tous leurs soins à la présentation de ce budget.

Quelques amis imprudents, ou ennemis candides, attendaient peut-être un complet changement dans le système de nos finances, et n'espéraient rien moins qu'une transformation dans les impôts, ou une réduction presque totale du budget des dépenses. Il n'en est pas ainsi: le gouvernement et la Commis-

sion n'on fait qu'un bien simple, et cependant immense changement ; ils ont introduit dans le système de nos finances, de l'ordre, de la précision et de la clarté, sources fécondes de réelles économies.

Aucun impôt n'a été supprimé, mais on a opéré une notable réduction sur la contribution territoriale. — Dans le système général des contributions, l'administration seule a été améliorée. Sans ôter au gouvernement la latitude nécessaire, on lui a restreint la faculté de distraire d'un chapitre une somme votée pour un autre. Les engagements en suspens n'ont encore pu être remplis ; chaque année les augmente ; mais la plus grande précision a été établie dans toutes les branches de l'administration, et toutes les dispositions nécessaires ont été prises pour y faire face intégralement.

Le système général de comptabilité a été maintenu, mais amélioré par d'importants projets de loi soumis déjà à la suprême sanction de la Chambre.

Si le Congrès ratifie par son vote ce projet de loi, et d'autres qui s'élaborent dans les bureaux, l'ordre sera établi dans l'administration, aucune somme ne pourra être distraite de sa destination sans faire courir au ministre une grave responsabilité.

Non-seulement le ministère et la Commission ont par différentes propositions établi un nouvel ordre de comptabilité ; ils ont, de plus, fait le premier pas dans cette nouvelle voie dans le présent budget.

Le budget des dépenses est divisé, comme les budgets antérieurs, en deux parties essentielles : le budget ordinaire et le budget extraordinaire. Une seule observation doit être faite ; dans le budget des dépenses extraordinaires, n'imitant pas en cela ce qui a été fait jusqu'ici, on a compris seulement les articles du budget antérieur dont le paiement est légitimement dû, et ceux qui, dans le courant, seront probablement payés.

Voici le montant du budget des dépenses présenté par le gouvernement, et approuvé par la Commission avec une légère modification.

	Réaux de veillon.	Francs.
Budget ordinaire.....	1,146,907,536	286,726,889
Budget extraordinaire.....	60,000,000	15,000,000
	<u>1,206,907,536</u>	<u>301,726,889</u>
Somme indiquée par le gouvernement pour subvenir aux dépenses extraordinaires dans le cas de circonstances imprévues où l'armement de la marine deviendrait indispensable.....	36,079,256	9,019,814
Déduisant cette somme, d'ailleurs tout à fait essentielle, le total se réduit à.....	<u>1,170,828,280</u>	<u>292,707,075</u>
Comparons ce résultat avec celui de l'année précédente.		
Le budget ordinaire en 1849 était de.....	1,038,757,563	272,189,390
Le budget extraordinaire (dépenses d'une réalisation certaine).....	138,523,494	34,630,873
	<u>1,227,281,057</u>	<u>306,820,263</u>

Le budget de 1849 donne en plus une différence de 56,452,777 réaux de veillon (14,115,194 francs).

A ces chiffres, il est indispensable d'ajouter que la Commission n'a pu donner le chiffre exact des dépenses du ministère de la guerre en 1849 ; elle a lieu de croire néanmoins qu'il n'a pas été exagéré, ce qui indiquerait que la différence entre les deux budgets est encore plus grande.

En considérant le chiffre élevé des dépenses, la Commission, dédaignant la popularité, déclare que les économies doivent être faites avec mesure et avec précision ; elle a la certitude que le gouvernement ne sera pas sourd à la voix du pays, et s'efforcera de diminuer les dépenses publiques là où l'économie sera possible ; elle se méfie surtout, dans les économies des ministères, de celles qui deviennent coûteuses, parce qu'en privant l'administration des provinces des moyens de satisfaire aux besoins du service, elles arrêtent l'essor du commerce et le développement de la richesse.

Lorsqu'une sage et prudente administration, aidée de la paix dont jouit le pays, permettra aux dépenses de se réduire aux limites ordinaires, alors que la perception des contributions se fera avec plus d'équité et moins de pertes pour le Trésor ; quand les engagements de chaque année pourront être éteints dans le courant de l'exercice, sans être rejetés sur l'année suivante (et la Commission pense que cet heureux moment n'est pas éloigné) ; ces nouvelles ressources, loin d'être effacées du budget, serviront au développement de la richesse des populations par des travaux d'utilité publique et la fondation d'institutions sociales qui les rendent meilleures.

Le ministre des finances, présent souvent à nos discussions, a déclaré, lors des questions relatives au paiement de la dette, qu'il se propose de soumettre cette haute et importante question à la présente législature. La Commission ne peut qu'applaudir et faire des vœux pour la réalisation de ce projet qui relèvera notre crédit, surtout si ce règlement de la dette, conforme aux intérêts de tous les porteurs, satisfait l'honneur du pays.

Le gouvernement, qui a eu pour but de présenter un budget réel et réalisable, n'a trouvé d'autre moyen de combler le déficit qu'en réduisant d'un douzième le traitement des employés en activité ; de deux, celui des employés en non activité (classes passives) et de ceux qui perçoivent des soldes arriérés comme en activité ; de quatre ceux des créanciers du Trésor pour des soldes arriérés des traitements des employés en non-activité.

La Commission aurait désiré que ces réductions ne figurassent pas dans le budget ; mais ayant approuvé toutes les autres parties, et reconnaissant un déficit à combler, la majorité a décidé qu'elle donnait un plein assentiment à cette mesure, dans l'espoir que les droits des employés restant sacrés, ils seront plus tard intégralement et religieusement payés.

Au surplus, la Commission, qui n'exagère pas l'œuvre du gouvernement ni la sienne, voit dans les dispositions adoptées le principe et non la réalisation d'une grande pensée ; mais ce principe renferme le germe d'importantes améliorations, et le gouvernement, nous l'espérons, ne faillira pas à sa tâche, et parviendra à leur donner un entier développement, et obtenir ainsi un brillant résultat.

Ces observations établies, la Commission, fidèle au plan qu'elle s'est tracé, entre dans le détail minutieux du budget des recettes et des dépenses de chaque ministère.

II.

BUDGET DES RECETTES.

Contributions sur les immeubles (culture et fermage).—Cet impôt fut formé, en 1843, de la fusion de différentes contributions qui, sous divers titres, pesaient sur la propriété foncière. Il fut fixé par le gouvernement à 350 millions de réaux (87,500,000 fr.),

d'après le développement que la propriété avait pris depuis l'abolition de la dîme (droit de 10 pour 100 qui se payait au roi d'Espagne sur les marchandises qui entraient en Espagne ou passaient d'une province à une autre). Les Cortès réduisirent le produit de cet impôt à 500 millions de réaux, en prenant en considération que quoique la première somme ne fût pas exagérée, les difficultés matérielles pour le recouvrement d'un nouvel impôt rendaient cette diminution indispensable.

Cette même raison et de nombreuses réclamations venues de quelques provinces ruinées par la guerre civile obligèrent le Congrès à réduire cette somme à 250 millions de réaux pour l'année suivante.

Plus tard, lorsque les provinces se sentirent gouvernées par une main habile et protégées par un ministère d'ordre; lorsque, oubliant d'anciens préjugés, elles reprirent confiance, et que, grâce à d'infatigables efforts, on put régler la contribution dans une juste répartition, le Congrès proposa que l'on revînt au taux primitif.

C'est celui que l'on propose dans le présent budget.

La base de cet impôt n'a jamais été combattue comme exagérée, avec des raisons plausibles; trois cent millions de contributions représentent 12 pour 100 du produit de 2,500 millions de la propriété territoriale, et aucune statistique ni aucun calcul ne donne de produits moindres à notre propriété, même dans les temps de la plus notable décadence.

Par conséquent les plaintes portaient seulement sur la répartition de l'impôt.

Pour accueillir ces réclamations, l'administration n'avait pas de statistique officielle, et voulant néanmoins les prendre en considération, elle prit les mesures suivantes: 1^o un arrêté royal, du 23 décembre 1846, autorisa l'administration à prélever 12 pour 100 seulement sur le revenu net des propriétés appartenant aux étrangers; 2^o un autre, du 3 septembre 1847, ordonna que la précédente disposition s'étendît aux fermiers et tenanciers dont les biens seraient affermés; 3^o enfin l'article 3 du dernier budget, qui comprit dans cette règle tous les contribuables.

En outre, des Commissions nommées dans toutes les provinces n'ont cessé de s'occuper de la création d'une statistique générale, et cela rend tous les jours cet impôt plus équitable.

A ce propos, la Commission fait au Congrès une intéressante observation.

En 1848, on imposa un emprunt forcé de 100 millions de réaux (25 millions de fr.) sur les biens déjà soumis à l'impôt foncier; dans la présente année, cet impôt a été augmenté de 50 millions de réaux.—Ces deux sommes de près de 150 millions de réaux, imposées dans l'espace d'un peu plus d'un an et qu'il aurait été impossible de percevoir il y a quelques années, vont facilement rentrer au Trésor, grâce à l'ordre introduit dans l'administration, au développement progressif de la propriété, et au patriotisme des contribuables.

Il reste encore beaucoup à faire, surtout pour que la contribution pèse également sur les provinces et les individus, dans une répartition proportionnelle. Les intérêts particuliers et ceux du Trésor réclament la solution de ces difficultés. Ce résultat s'obtiendra par la formation d'un cadastre, ou par des mesures administratives locales ou générales.

Mais la Commission, prenant en considération que l'impôt direct est celui auquel ont le plus souvent recours les gouvernements en désarroi; que la propriété, par cela même qu'elle constitue le crédit particulier, représente celui de l'État; n'oubliant pas que les questions de finance s'enveniment au contact des passions politiques et qu'il est juste de diminuer les charges des contribuables; la Commission, d'accord avec le gouvernement, a adopté une nouvelle base.

Sur le montant de la contribution sur les immeubles et sur les nouvelles charges pour dépenses des municipalités, les provinces payent 5 pour 100 destinés à suppléer aux

diminutions provenant des faillis ou des remboursements accordés par suite de malheurs publics.

Ces impositions additionnelles peuvent atteindre jusqu'à 55 pour 100 de la contribution territoriale, quoique jusqu'à ce jour l'administration, pleine de zèle pour les intérêts privés, ne leur ait jamais fait dépasser 15 pour cent.

De toute manière, ces 5 pour 100 supplémentaires ont atteint 17 millions de réaux (4 millions 250 mille francs), et pourront devenir plus productifs en raison de la législation actuellement en vigueur.

La Commission, trouvant ce taux de 5 pour 100 beaucoup trop élevé, propose au Congrès, d'un mutuel accord avec le gouvernement, qu'à partir du 1^{er} janvier 1850 cet impôt supplémentaire ne soit que de 2 pour 100, avec la condition expresse que si à la fin de l'année le résultat de cette modification n'est pas suffisant pour couvrir les bases de la contribution immobilière, la somme nécessaire pour la couvrir serait exigée l'année suivante.

Si, au contraire, le résultat obtenu dépassait la somme nécessaire, le surplus servirait à former un fonds de réserve. Cette modification exonère les contribuables d'une somme qui dépassera 10 millions de réaux (2 millions 500 mille francs).

Subside industriel et commercial (Patentes). — Cette imposition fut réorganisée en 1845 d'une tout autre manière qu'elle était auparavant; mal établie dès le principe, basée sur des données fausses et incertaines, elle ne fut jamais à la hauteur de l'importance de notre industrie et de notre commerce.

A l'exemple de la France et d'autres nations, cet impôt fut modifié; on le convertit en un droit fixe et un droit proportionnel; ce dernier consistait en 10 pour 100 sur le loyer de l'habitation du contribuable et du local dans lequel il exerçait son industrie.

De graves erreurs ne tardèrent pas à être signalées, et chaque année de nouvelles dispositions essayaient de les détruire.

Un résultat favorable n'a jamais été obtenu; l'impôt était fixé à 40 millions de réaux (10 millions de francs); mais la moitié de cette somme, à peine, rentra au Trésor dans l'année 1845.

Pour améliorer cette contribution, un décret royal du 27 mars 1846 établit trois catégories de droits fixes, selon la profession exercée. Le résultat qu'on obtint, quoique plus favorable, ne fut pas encore suffisant, et, par un décret du 3 septembre 1847 cette contribution fut entièrement réformée; le droit proportionnel fut aboli, et on forma un corps de métier ou collège composé d'individus de la même profession, laissant à leur arbitre le classement des catégories. D'autres réformes postérieures, inaugurées lors de la discussion du budget de 1848, et sanctionnées par un décret en date du 19 mai de la même année, terminèrent cette série de modifications et de changements, lesquels n'ont pas amené dans les produits le résultat attendu.

Dans le budget de 1845 cette contribution est évaluée à 40 millions de réaux; dans celui de l'année dernière à 54 millions; dans celui que nous présentons, nous l'évaluons à 52 millions et demi de réaux (8 millions 125 mille francs). Malgré cette décroissance, la perception n'a pas atteint le chiffre de l'évaluation.

La Commission, profondément étonnée de voir que l'impôt sur les professions industrielles et commerciales ne produit pas au Trésor la dixième partie de l'impôt foncier, appelle sur cette situation la sérieuse attention du gouvernement.

La Commission n'a pas cru devoir mettre la main sur l'organisation de cet impôt, mais elle est convaincue qu'il exige de réelles améliorations. Il est important de faire cesser cet étrange phénomène, que c'est l'impôt de l'industrie et du commerce qui contribue le moins à couvrir les dépenses du Trésor.

Contributions sur les titres de noblesse. — Cette contribution spéciale fut créée en

date du 1^{er} janvier 1847. Depuis cette époque, 51 titres ont été concédés ; 34 ont été exempts du paiement de la contribution ; 17 y ont satisfait.

Le montant des droits payés est de 508 mille réaux (127 mille francs) ; celui des exemptés est de 1,012,000 réaux (255,000 fr.).

La Commission ne s'est décidée à consigner ces chiffres dans le budget qu'afin que cette contribution soit réelle ; et afin aussi de rendre plus honorables les titres accordés, elle pense que personne n'en doit être exempté, que par une loi.

Contribution sur les objets de consommation et droits d'octroi.— Cet impôt, fécond en vicissitudes, objet aujourd'hui plus que jamais de nombreuses attaques et de grands éloges, fut organisé comme les précédents par le budget de 1845. Il remplaça d'abord les rentes provinciales ; mais les Cortès, modifiant en grande partie la pensée du gouvernement, conservèrent les droits d'octroi dans les capitales et les ports de mer où déjà ils existaient.

Les droits de consommation pesaient, en vertu d'une loi jointe au budget de 1845, sur les objets suivants : vins, eaux-de-vie, liqueurs, huile d'olive, viandes, cidre, chocolat, bière et jambon. Par un décret royal du 25 février 1848, on les fit également peser sur le vinaigre et la glace.

	Réaux.	Francs.
Les premiers résultats obtenus donnèrent pour tout le royaume.	89,193,217	22,298,304
Ils se réduisirent ensuite à.....	83,178,481	20,794,620
En vertu d'un décret royal, en date du 18 février 1848, ils furent abaissés à.....	74,950,087	18,737,521

Voici du reste, pendant une période de cinq années, les résultats obtenus :

En 1845.....	83,178,484 réaux.	20,794,622 francs.
En 1846.....	77,692,885	19,423,221
En 1847.....	74,954,087	18,738,521
En 1848.....	87,179,128	21,794,782

On peut conclure des chiffres de ce tableau que ces produits ont progressivement augmenté, surtout dans les dernières années, où, le recensement cessant d'être forcé, les villes qui préféraient l'administration municipale à celle du gouvernement ont obtenu un plein consentement.

La Commission croit qu'il est intéressant de faire suivre ces détails d'un tableau du mouvement naturel de cette contribution pendant les années 1848 et 1849 durant lesquelles les dispositions de la loi ont été appliquées.

	1848.			1849.		
	Nombre des villes.	Réaux.	Francs.	Nombre des villes.	Réaux.	Francs.
Administration directe des finances dans.....	5	2,033,905	508,476	3	860,000	215,000
Affermé par l'administration des finances dans.....	71	5,516,279	1,379,069	140	8,740,971	2,185,242
Administration municipale.	10,067	80,211,617	20,052,904	10,000	77,578,157	19,394,539
	10,143	87,761,802	21,940,449	10,143	87,179,128	21,394,781

On voit que les villes préfèrent le dernier mode à l'administration pour compte du ministère des finances, soit que de cette manière la taxe leur soit plus supportable, soit que par le recensement elles obtiennent plus de ressources pour les dépenses municipales, au bénéfice des intérêts communs.

La Commission, sans opposer de sérieux obstacles à l'essence de cette imposition qui donne un brillant revenu quoiqu'il soit loin d'atteindre celui qu'il donne dans les autres pays, et surtout en Angleterre, a prêté néanmoins une attention spéciale à la contribution sur les vins, la plus importante de celles qui pèsent sur les objets de consommation et qui provoque de profondes plaintes dans les villes vinicoles.

Les réclamations portent principalement sur le taux du droit et sur le système d'approvisionnement.

A l'élévation des tarifs se joint la disproportion naturelle entre les vins de différentes qualités qui supportent les mêmes droits ; et comme si ces pertes n'étaient pas suffisantes pour les producteurs, l'approvisionnement dans les villages de moins de deux mille habitants est soumis à un système de fiscalité qui, nécessaire et convenable lorsqu'il est renfermé dans de certaines limites, devient dur lorsqu'il est porté à l'exagération.

Ces considérations ont été longuement débattues dans le sein de la Commission, en présence du ministre des finances ; le moment n'a paru opportun ni aux membres de la Commission ni au ministre pour changer les bases de cet impôt ni pour modifier les tarifs, mais on a pris la résolution de s'occuper activement d'une contribution si lourde pour le contribuable et qui est néanmoins une ressource importante pour le Trésor.

Les droits d'octroi ont également subi quelques altérations dans leurs dispositions et leurs produits, quoique la tendance ait toujours été vers l'augmentation.

Voici le résultat des cinq dernières années, en calculant approximativement celui de 1849 :

En 1845.....	58,095,702 réaux.	14,523,925 francs.
En 1846.....	62,509,616	15,627,404
En 1847.....	55,863,009	13,965,752
En 1848.....	57,106,657	14,276,664
En 1849.....	59,706,602	14,926,650

La différence entre les années 1846 et 1847 provient de quelques suppressions accordées par un décret du 25 février 1848. De toute manière, le revenu de la contribution sur les objets de consommation et les droits d'octroi réunis donne pour résultat une progression ascendante, malgré les mesures adoptées pour le soulagement des contribuables.

En 1845.....	141,274,183 réaux.
En 1846.....	140,202,502
En 1847.....	130,817,096
En 1848.....	144,808,460
En 1849.....	147,885,730

Les mesures administratives qui ont amélioré les résultats des dernières années, le développement du commerce et du trafic des villes, permettent d'assurer que les prévisions pour 1850, fixées dans le budget à 152 millions de réaux (38 millions de francs) seront réalisées.

La Commission croit remplir tout son devoir en présentant l'histoire des différentes phases subies par cet impôt ; il n'entre pas dans son but d'en étudier les principes ni de discuter ces impôts que l'expérience a démontré être si productifs, et que combattent aujourd'hui les adversaires de l'ancienne science économique. La Commission résout la question sous ce point de vue que l'impôt indirect, étant celui dont la perception est la plus coûteuse et dont l'administration est la plus compliquée, doit être l'objet d'une étude continuelle et subir toutes les modifications que l'expérience conseillera.

Droit sur les hypothèques. — Ce droit reçut en 1845 une nouvelle organisation ; il repose, depuis cette époque, sur toute translation temporaire ou perpétuelle, sur tout bail ou sous-bail. Le droit d'*alcabala*, perçu autrefois séparément, fut réuni à celui sur les hypothèques, et le produit total, fortement diminué, figure dans les budgets pour une somme de 18 millions de réaux (4,500,000 francs). En 1847, un décret royal, en date du 11 juin, a réduit ces droits, et de nouvelles peines furent imposées à ceux qui commettraient des fraudes.

La perception a toujours répondu avec une légère différence aux sommes fixées provisoirement.

Revenu des tabacs. — Ce revenu a éprouvé successivement de grandes variations. Depuis la moitié du siècle dernier, l'administration appartient spécialement à l'Etat.

Les chiffres suivants donnent une idée de ces vicissitudes :

En 1796.....	109,705,916 réaux.	27,426,474 francs.
En 1797.....	120,771,225	30,192,806
En 1798.....	116,524,019	29,131,004
En 1799.....	105,292,246	26,323,061
En 1800.....	100,251,968	25,062,992

Trente ans plus tard, les résultats n'étaient plus les mêmes.

En 1830.....	44,544,207 réaux.	11,135,301 francs.
En 1831.....	56,447,711	14,111,928
En 1832.....	65,384,816	16,346,204
En 1833.....	73,865,578	18,466,369
En 1834.....	69,475,448	17,368,862

Cette notable diminution, qui commence avec le siècle présent, doit être spécialement attribuée au peu d'usage à l'intérieur et à la diminution de nos exportations pour l'Amérique et l'étranger, du tabac en poudre, dont nous fournissions presque le monde entier. Il existe dans les magasins de Séville un immense approvisionnement de cet article ; mais c'est à peine si chaque année on en vend quelques livres pour les Etats-Unis.

En 1844, quoique l'usage du tabac en feuilles devint plus général, la liberté dont jouissait la contrebande, à l'ombre de nos discordes civils, empêcha de donner à ce produit son entier développement.

A cette époque, le gouvernement plaça ce monopole dans les mains des particuliers. La quantité de 75 millions de réaux (18,750,000 francs), qu'il fixa comme base à ce revenu, s'éleva à l'adjudication à 110 millions de réaux (27,500,000 francs), grâce à d'amples privilèges accordés aux adjudicataires.

Ce contrat fut aussitôt annulé, et l'administration des finances n'a cessé de conserver ce monopole.

Voici, pour les cinq dernières années, le total du revenu :

En 1844.....	101,049,348 réaux.	25,012,337 francs.
En 1845.....	126,327,257	31,581,814
En 1846.....	142,907,590	35,726,872
En 1847.....	150,760,088	37,690,022
En 1848.....	157,336,033	39,334,008

Quoique nous n'ayons pas de renseignements assez positifs pour calculer le produit net pendant les trois dernières années, nous pouvons donner comme presque certain le chiffre de 110 à 120 millions pour chacune de ces années.

Le budget indique pour cette année le chiffre de 166 millions de réaux (41,500,000 francs), pour revenu total, et celui de 127,094,742 réaux (31,768,685 francs), pour revenu net.

Dans les neuf premiers mois de 1849, il a déjà donné 123,995,323 réaux (31,998,831 francs).

En ajoutant à ce chiffre le résultat probable du dernier trimestre, le chiffre définitif excède celui indiqué dans le budget.

L'accroissement rapide de ce revenu fut légèrement arrêté lors de la guerre civile de Catalogne, et autres tentatives révolutionnaires qui permirent à la contrebande de trafiquer avec moins de dangers.

Ces obstacles, aujourd'hui détruits, nous donnent le droit d'espérer que le revenu de l'année 1850 sera plus considérable que celui de cette année.

Une amélioration aussi sensible doit être attribuée, en grande partie, à l'usage chaque jour plus fréquent du tabac, au perfectionnement de nos fabriques et à la répression incessante de la contrebande.

Cependant elle est encore assez importante, à cause de l'étendue de nos côtes, qui ne peuvent être toutes également surveillées. De cette circonstance est née cette opinion que le gouvernement devrait cesser d'être marchand, abandonner ce monopole, et permettre l'importation avec des droits moins élevés.

C'est sans y attacher beaucoup d'importance que nous mentionnons une idée émise dans le sein de la Commission ; car la majorité est d'avis que, pour le moment, le Trésor ne doit pas abandonner un si beau revenu pour des bénéfices d'une réalisation éventuelle.

Revenu des salines. — La vente de cet important article, que la Providence a semé partout sur notre sol, produit d'immenses ressources.

Anciennement, l'administration procédait par des provisions forcées aux habitants des villes ; et en 1830, cela rapportait en moyenne 71 millions de réaux (17,500,000 francs) chaque année, sans la déduction des frais.

Les approvisionnements furent supprimés en 1834, et on laissa aux villes la liberté d'acheter leur nécessaire ; cela occasionna une diminution dans le revenu, non-seulement à cause des pertes éprouvées par des approvisionnements déjà opérés, mais principalement à cause des nombreux désordres qu'amenèrent nos dissensions politiques.

Le prix du sel continuellement altéré, et les fabriques mal organisées, ne permirent pas à ce revenu de se relever, jusqu'à ce qu'en 1841, il fut affermé pour la somme de 53 millions de réaux (13,250,000 francs).

L'affermage pendant lequel, grâce à l'habileté d'une administration sage et régulière, les produits augmentèrent, étant arrivé au terme fixé par le contrat, le Trésor reprit ce monopole. Voici les résultats obtenus depuis lors :

En 1847.....	90,724,002 réaux.
En 1848.....	92,526,320

Sur cette importante ressource, plus que sur les autres, il est indispensable de faire observer que, dans les derniers mois de 1848 et les premiers de 1849, l'administration eut à souffrir beaucoup de pertes, par suite de nos discordes civiles et des tentatives révolutionnaires sur les frontières de France et de Portugal.

Les insurgés s'emparèrent de quelques salines ; et le produit, vendu à vil prix, occasionna des pertes aux autres fabriques.

Papier timbré et autres papiers de commerce. — Le résultat de ces deux droits est indiqué pour 19 millions de réaux (4,750,000 francs).

En 1848, on perçut 19,445,534 réaux (4,861,885 francs), et dans les neuf premiers mois de 1849, 15,771,896 réaux (3,692,974 francs), d'où l'on peut déduire que la somme indiquée dans ce budget sera dépassée.

Il faut ajouter à ce résultat le chiffre de 550,000 réaux (137,500 francs), somme provenant d'une erreur commise dans le budget présenté par le gouvernement.

Douanes. — Le gouvernement indique dans son budget, pour ce produit, la somme de 160 millions de réaux (40 millions de francs).

Cette somme est-elle bien calculée ? La Commission manque de données assez précises pour émettre son opinion à cet égard.

Le gouvernement ne donne ce chiffre que comme résultat probable et basé sur quelques renseignements. Néanmoins, la Commission pose quelques observations.

Trois sortes de mesures adoptées par les Chambres, et sanctionnées par S. M., ont servi de base à cette évaluation : 1^o la réduction des droits sur les marchandises dont la contrebande est facile ; 2^o l'augmentation des droits sur les marchandises dont la contrebande est difficile ; 3^o l'admission dans le commerce du coton de quelques produits des manufactures étrangères.

Prenant une moyenne dans les revenus de nos douanes pendant les dernières années, on peut en conclure que l'augmentation indiquée dans le présent budget, et provenant des modifications précédentes, est une somme de 50 millions de réaux (12,500,000 francs).

Sur cette somme, 30 millions s'appliquent à la nouvelle introduction des cotons manufacturés : si nous devons en croire des renseignements précis, la valeur des étoffes de coton, introduites par contrebande, est de 400 millions de réaux (100 millions de francs) ; et un tiers de cette somme proviendrait des tissus fins admis par la nouvelle loi. Ainsi, la somme de 30 millions de réaux, que le gouvernement indique, est facilement réalisable, attendu que le droit sur chaque article est diminué de 25 pour 100 de sa valeur.

La Commission, du reste, espère que le Trésor recueillera d'immenses avantages, non-seulement des modifications indiquées plus haut, mais surtout de la persécution active contre toutes fraudes, et de la récente organisation des douanes suivant la nouvelle loi de douane.

Quant aux principes qui ont servi de base à ce premier pas fait dans une nouvelle législation, la Commission considère que le moment est passé d'entrer dans de plus longues réflexions ; néanmoins, elle croit devoir déclarer que, dans son opinion, si le système prohibitif est nécessaire, convenable même pour toute industrie naissante qui ne peut lutter avec l'étranger, il doit cesser lorsque ce système n'est plus utile à l'industrie, par suite des perfectionnements qu'elle a obtenus.

La Commission a consenti à laisser dans le budget des recettes la somme de 1 million de réaux (250,000 francs), pour la huitième partie de la valeur des marchandises saisies, que ne toucheront plus les intendants ou les fonctionnaires qui leur seront substitués.

Loteries. — La Commission n'a pas discuté sur la moralité de cette taxe, s'il serait convenable ou non de la supprimer. C'est une matière grave et délicate que de parler de l'abolition d'une imposition dont la perception s'opère facilement, dont ne se plaignent pas les contribuables, et qui augmente chaque année.

En 1833 et dans les années suivantes, cet impôt produisait en moyenne 10 millions de réaux chaque année (2,500,000 francs). Aujourd'hui, il produit 22 millions de réaux (5,500,000 francs), somme indiquée dans le présent budget.

Postes. — Ce service dépend tout à fait aujourd'hui du ministre de l'intérieur ; c'est un service extrêmement important, mais susceptible encore de grandes améliorations. L'opinion publique réclamait depuis longtemps une réforme totale ; déjà elle a été faite en partie et mise à exécution. Ainsi, les courriers, pour les places les plus importantes, sont journaliers ; l'administration a reçu plus de développement, et, tout récemment encore, on vient d'établir l'affranchissement volontaire des lettres.

En 1845, ce revenu figurait dans le budget pour la somme de :

24,431,000 réaux.

6,107,750 francs.

En 1849 il est indiqué pour :

26,200,000 réaux.

6,550,000 francs.

En 1850, il est porté pour :

26,300,000 réaux.

6,575,000 francs.

La Commission propose l'augmentation de 6,000,000 réaux (1,500,000 francs), dans le budget des dépenses et dans celui des recettes pour les dépenses et nouvelles recettes que doit produire l'établissement d'une malle-poste dans les quatre provinces de Galice, qui reçoivent aujourd'hui la correspondance par la voie de Léon, avec un retard de seize heures par jour.

III. TABLEAU RÉSUMÉ DU BUDGET DES RECETTES.

	PROJET DU GOUVERNEMENT.		MODIFICATIONS (augmentations).		PROJET DE LA COMMISSION.	
	Réaux.	Francs.			Réaux.	Francs.
Contributions directes..	333,780,000	83,445,000			333,780,000	83,445,000
Contributions indirectes.	180,500,000	45,125,000			180,500,000	45,125,000
Douanes.....	175,200,000	43,800,000	1,000,000	250,000	176,200,000	44,050,000
Tabacs, sels, vins, soufre	239,597,342	59,899,335	550,000	137,500	240,147,342	60,036,835
Propriétés de l'Etat....	65,812,561	16,453,140	31,011	7,752	65,843,572	16,460,892
Loteries.....	22,273,000	5,568,250			22,273,000	5,568,250
Trésor royal (solde des caisses d'outre-mer et recettes éventuelles)..	71,500,000	17,875,000			71,500,000	17,875,000
Cruzada.....	14,341,000	3,685,250			14,341,000	3,685,250
Ministère des affaires étrangères.....	380,000	95,000			380,000	95,000
Ministère de l'intérieur.	19,418,390	4,854,597	600,000	150,000	20,018,390	5,004,597
Ministère du commerce, instruction et travaux publics.....	23,443,000	5,860,750			23,443,000	5,860,750
Ministère de la guerre..	162,400	40,600			162,400	40,600
Ministère de la marine..	620,582	155,145	28,989	7,247	649,571	162,392
	1,147,028,275	286,757,067	2,210,000	552,499	1,149,238,275	287,309,566

La *cruzada* est la part du revenu qui reste au gouvernement pour les indulgences, la permission de faire gras et autres immunités accordées par le pape. Dans l'origine ce revenu avait du rapport avec les croisades d'où il tire son nom.

Pour comprendre ces tableaux, il faut aussi se rappeler que par classes actives on entend les employés en activité, et par classes passives ceux qui sont en disponibilité ou à la retraite.

IV. TABLEAU DU BUDGET DES DÉPENSES.

	PROJET DU GOUVERNEMENT.		MODIFICATIONS.		PROJET DE LA COMMISSION.	
	Réaux.	Francs.	Réaux.	Francs.	Réaux.	Francs.
Maison royale.....	45,900,000	11,475,000			45,900,000	11,475,000
Corps législatifs.....	1,161,870	290,467			1,161,870	290,467
Ministère des affaires étrangères.....	11,335,372	2,833,843			11,335,372	2,833,843
Ministère de grâce et jus- tice.....	18,508,851	4,627,212	A		18,508,851	4,627,212
Ministère de la guerre..	313,458,400	78,364,600	1,699,175	424,791	315,157,575	78,789,391
Ministère de la marine .	68,161,964	17,040,491	A		68,161,964	17,040,491
Ministère de l'intérieur..	46,335,241	11,583,810	1,648,000	412,000	47,983,241	11,995,810
Ministère du commerce, instruction et travaux publics.....	61,229,409	15,307,352	D		61,229,409	15,307,352
Ministère des finances..	125,072,410	31,268,102	1,048,000	262,000	124,024,410	30,744,102
Classes passives.....	175,399,040	43,849,760			175,399,040	43,849,760
Remboursement arriéré et paiements affectés aux prix des ventes..	59,342,690	14,835,672			59,342,690	14,835,672
Dette publique.....	100,136,957	25,034,239			100,136,957	25,034,239
Frais de justice.....	16,825,386	4,206,346			16,825,386	4,206,346
Clergé séculier et cou- vents de religieuses...	154,734,603	38,683,650			154,734,603	38,683,650
	1,197,602,193	299,400,544			1,199,901,368	299,974,335
A déduire pour réductions proposées sur les émoluments des classes passives et actives.....					50,694,657	12,673,664
					1,149,206,711	287,300,671

RÉSUMÉ.

Budget des recettes.....	1,149,238,275 réaux.	287,309,568 francs.
Budget ordinaire des dépenses...	1,149,206,711	287,301,677
Solde.....	31,564 réaux.	7,891 francs.

Budget extraordinaire des dépenses.

Matériel existant en 1849.....	23,920,744 réaux.	5,980,186 francs.
Ministère de la guerre.....	37,587,481	9,396,870
Ministère de la marine.....	18,491,775	4,622,944
	80,000,000 réaux.	20,000,000 francs.

CORRESPONDANCE.

DE L'IMPOT SUR LE CAPITAL.

Monsieur,

Je viens de lire dans le *Journal des Economistes* ¹, numéro du mois de mai, un article de M. David (du Gers), *Sur la nature des impôts actuels*, dans lequel il cherche à établir que l'impôt pèse et doit peser sur le capital et non sur le revenu. Je n'ai pas la prétention d'être un savant économiste, mais il me semble que l'affirmation de M. David est contraire aux notions générales sur lesquelles la science repose.

¹ Le défaut d'espace nous a empêché de publier plus tôt cette lettre.

Qu'est-ce que l'impôt, et quelle est la cause de son établissement?

L'homme ne serait pas ou cesserait bientôt d'être s'il n'était créé, élevé et conservé d'une manière indépendante de sa volonté, par ce que nous appelons la société. La forme et la puissance de la société se résument dans le gouvernement, dont la mission est de maintenir l'ordre dans tous les rapports, soit généraux, soit particuliers. Cette mission exige l'emploi de forces ou de moyens considérables, qu'on ne peut obtenir sans demander une part d'action à chacun des membres de la grande famille. Mais, par la nature même de ses facultés, l'homme étant nécessairement un être borné, qui ne peut employer ses forces que d'une manière spéciale, il a fallu réaliser la part d'action de chacun, pour attribuer le total à un nombre déterminé de personnes fonctionnant alors pour tout le monde. Telle est, si je ne me trompe, la raison fondamentale de l'impôt : le prix d'un service rendu. Il suffit donc que l'homme existe pour qu'il soit redevable à la société d'une certaine somme de travail ou d'argent ; car la fonction de l'argent n'est autre que de représenter d'une manière propre à tous les usages une quantité déterminée de produits ou de travail exécuté et non encore consommé. Si tous les citoyens étaient égaux en forces, en moyens et en âge, l'impôt se résumerait dans une cote personnelle ; mais cette égalité n'étant pas possible, il a fallu proportionner la contribution aux services que chacun retire de la société, et faire entrer en compensation ceux qu'on peut lui rendre.

Je trouve dans cet ordre d'idées une cause qui me paraît rendre l'impôt sur le capital contraire aux intérêts de l'individu comme à ceux de la société. La fortune publique n'est pas une chose existant par elle-même ; elle n'est que l'ensemble ou le total des ressources particulières : plus celles-ci seront grandes, plus la nation sera riche ; et réciproquement, plus les fortunes individuelles diminueront, plus l'Etat s'appauvrira. Il résulte de là que le système fiscal d'un peuple ne peut être véritablement bon que lorsqu'il tend à la formation et à la conservation des capitaux, et qu'il ne demande la part contributive de l'homme qu'à sa consommation annuelle ou à son revenu, ce qui est la même chose en principe.

On peut comparer l'administration d'un peuple à celle de toute entreprise ou de toute famille. Les règles qui doivent servir à la première sont identiques à celles qui font loi pour les autres. Que dirait-on d'un industriel ou d'un propriétaire qui prendrait sur son capital pour payer les agents nécessaires à la direction et à la protection de son entreprise ou de son exploitation ? N'en résulterait-il pas forcément une ruine plus ou moins prochaine ? Il en est de même pour la société : si vous prenez l'impôt sur le capital, vous tendez constamment à le diminuer et à faire disparaître les éléments du travail ; car le capital n'est autre chose que le moyen de production. Si l'on objecte que la part prise au capital se reformera aussitôt par l'économie, et que c'est à chacun à y aviser, l'impôt ne sera plus sur le capital, mais sur le produit annuel et sur le travail, puisque le capital n'est qu'un produit ou un travail exécuté et non consommé. Dans cette dernière hypothèse, la conséquence à tirer de ce système serait d'exonérer ceux qui ne possèdent pas de toute charge publique. C'est à peu près l'idée qui a été longuement développée l'hiver dernier par le journal *la Presse* ; elle peut convenir aux masses, mais elle est contraire à la logique. L'homme qui ne vit que de son travail est aussi intéressé que tout autre à l'ordre et à la paix intérieure ou extérieure ; les révolutions et les troubles compromettent également ses moyens d'existence ; il doit donc contribuer pour sa part à assurer l'harmonie générale dans l'Etat.

Ainsi, de quelque manière qu'on l'envisage, l'impôt ne doit être supporté que par le revenu ou plutôt par le produit destiné à la consommation immédiate. C'est là, je le crois, la pensée qui a prévalu dans l'établissement de notre système financier, lorsqu'on a créé l'impôt direct et les impôts de consommation. Je ne chercherai pas ici

à savoir si l'on a atteint le but qu'on s'est proposé. Je crois qu'il y a beaucoup à faire pour tout ce qui concerne les droits indirects ; on devra probablement les transformer et les rendre moins onéreux pour les uns, et moins injustes pour les autres ; mais ce serait faire un grand pas en arrière que de leur enlever leur caractère d'impôt du revenu.

Considéré comme impôt du revenu, M. David regarde la parité de la cote sur les fonds de terre comme une injustice, en se basant sur le fait, que des champs de même nature, placés dans les mêmes conditions et dans la même localité, produisent plus ou moins, suivant le travail qu'ils reçoivent. Il me semble au contraire qu'il n'y a là qu'une stricte justice et une récompense méritée ; car tout surcroît de produit provenant du travail du cultivateur, est en premier lieu un service rendu à la société, qui ne saurait mieux faire que d'y encourager le propriétaire en le prenant par son intérêt même. D'ailleurs est-il donc vrai qu'il soit plus facile d'apprécier la valeur vénale de la terre que celle du produit net ? N'y a-t-il pas mille causes différentes et accidentelles qui rendraient les évaluations fausses, quand bien même elles auraient pu être vraies au moment où elles auraient été faites ? Un canal, une nouvelle route, un marché, une amélioration dans la culture, ou un produit nouveau, etc. ; influent souvent plus sur le capital que sur le revenu. Au bout d'une période quelconque, les chiffres du cadastre seraient encore plus éloignés de la vérité qu'on ne peut le leur reprocher en ce moment, où ils ne font qu'établir un revenu présumé net. Je comprends qu'au moment de la confection des rôles il y ait eu certaines inégalités résultant de la difficulté d'évaluer la qualité de chaque fonds de terre et la proportionnalité entre tous ; mais, après un laps de temps aussi considérable, la contribution de chaque parcelle est devenue une charge permanente qui est entrée dans les habitudes ; et, dans les ventes comme dans les partages, le prix de la terre s'est établi en défalquant l'impôt du produit brut, de même que pour les frais d'exploitation.

M. David repousse le logement occupé comme base de l'impôt à faire supporter aux produits des capitaux mobiliers, en se fondant sur le fait qu'un avare échappe à la charge qu'il pourrait supporter, tandis qu'un prodigue, qui dépense intérêts et capitaux, se trouve grevé d'une manière hors de proportion avec ses ressources. On pourrait répondre à cela qu'il ne s'agit ici que d'une exception, et qu'il n'y a pas de système qui puisse les faire disparaître radicalement. Mais il y a plus encore : le reproche de l'auteur est à mes yeux l'une des raisons qui me font regarder le logement comme le seul moyen rationnel d'atteindre la fortune mobilière d'une manière juste pour les contribuables et avantageuse pour l'Etat.

J'ai posé comme principe, en commençant ma lettre, que l'impôt pris dans son ensemble doit porter sur la consommation et non sur le capital. En admettant que mon axiome soit aussi incontestable que je le crois, l'exemption qui profiterait à l'avare ou à l'homme économe, au sujet de l'impôt de la valeur locative, serait une justice et non une faveur. En effet, supposons un homme ayant cent mille livres de rentes, et occupant un logement dont se contenterait à peine un employé à mille écus d'appointements. N'est-il pas vrai que le but de cet homme sera de faire des économies, et d'augmenter indéfiniment sa fortune ? Mais toute augmentation de fortune privée est une augmentation de la fortune publique ; ces quatre-vingt ou quatre-vingt-dix mille francs capitalisés, vont devenir un capital reproductif, et assurer un travail qui se renouvellera de lui-même tous les ans ; tandis que si cette somme avait été consommée dans l'année, elle n'existerait plus. Ce capitaliste, par une économie qui peut paraître excessive, aura donc rendu un véritable service à la société ; non-seulement il ne faut pas regretter de lui avoir laissé les moyens de faire ce qu'il fait, mais encore il est utile de l'encourager le plus possible, car lui et ceux qui l'imitent sont indispensables pour réparer les pertes que fait la société, par tous les

prodigues qui se ruinent. N'est-il donc pas d'une stricte justice de demander à ces derniers une part proportionnée à leur consommation ? Et, si cette part contribue à la rapidité de la disparition de leur capital, ce ne sera qu'une conséquence naturelle et morale de la loi qui aura précédemment favorisé la formation de ce même capital.

M. David dit qu'il n'y a pas de capital qu'on ne puisse amener à la lumière ; mais il n'en indique pas les moyens. En repoussant la valeur locative des logements et les mesures inquisitoriales qui ont été essayées jusqu'à présent, ou proposées dernièrement, il rend le problème bien difficile à résoudre. Je crois, avec lui, qu'il serait impossible d'établir d'une manière, même approximative, le revenu de chacun par des déclarations spontanées ni par des investigations, quelque minutieuses qu'on puisse les supposer. La réprobation publique aurait d'ailleurs bientôt fait justice d'une semblable tentative. Mais, en admettant les valeurs locatives comme base, on pourrait transformer certains impôts indirects en impôts directs, ce qui simplifierait et réduirait de beaucoup les frais d'administration et de perception, et ce qui devrait en même temps faire disparaître une foule de formalités et d'obstacles qui entravent la circulation et le commerce.

L'impôt sur les valeurs locatives frapperait principalement sur les villes, parce que les évaluations déjà faites établissent une grande différence entre les campagnes et les centres de population. Ce serait encore une preuve de plus en faveur de cette base, car on peut affirmer qu'il n'y a pas de capitaux mobiliers dans les campagnes en dehors de ceux qui servent à l'exploitation agricole. M. un tel peut être propriétaire d'une somme quelconque, hypothéquée sur différents immeubles qui lui en répondent ; ce n'est pas là un capital mobilier ; c'est un titre de propriété que les circonstances et la volonté du prêteur peuvent faire valoir. Le capital mobilier a pu paraître un instant, au moment de la transaction ; mais il est retourné aussitôt après au commerce ou à l'industrie. Le revenu qui en résulte pour le capitaliste n'est que le produit de la terre ; à ce titre, il acquitte sa part d'impôt par la contribution foncière, et le débiteur se trouve placé dans une condition analogue à celle du fermier. Il peut arriver, dans certains cas exceptionnels, je le sais, que le capital emprunté serve par lui-même soit à l'exploitation du sol, soit à des défrichements ou à des plantations ; dans cette circonstance encore, il n'y a pas d'autre produit que celui de la terre, et l'augmentation de l'impôt ne peut résulter que du transport des chiffres du cadastre d'une classe dans une autre ; ce qui est prévu par la loi.

On peut objecter qu'un nouvel impôt sur les valeurs locatives serait onéreux pour le commerce et l'industrie. Cela est vrai, en admettant qu'il soit question d'ajouter simplement une charge de plus à toutes celles qui nous écrasent ; il n'y aurait rien de plus facile alors que d'admettre pour les magasins, les usines et les ateliers l'exception qui a lieu dans les campagnes pour les bâtiments exclusivement affectés à l'exploitation des terres. Mais, si l'impôt ne faisait que remplacer certaines fonctions du timbre et de l'enregistrement et les octrois, il n'y aurait ni nécessité ni justice à cette exemption. Ce serait le moyen le plus simple et le moins vexatoire de résoudre la grande question d'une part proportionnelle à faire supporter à tous les revenus des capitaux mobiliers. Le magasin, soumis à l'impôt, serait assimilé au fonds de terre dont le revenu est évalué sur le cadastre : plus le magasin est considérable, plus le rendement des capitaux nécessaires à son approvisionnement est grand. Les bâtiments affectés à l'exploitation du sol sont exemptés par la raison qu'ils ne sont autre chose qu'une charge à ajouter aux frais de culture des champs, et que ceux-ci payent. Les champs sont ici le capital à l'aide duquel s'exerce l'industrie agricole, tandis que pour le commerce et l'industrie, le produit des capitaux qu'ils font valoir échappe aux charges publiques. La seule chose à faire serait d'établir des classes différentes suivant les centres de population, les quartiers et les différents genres de commerce ou d'industrie, comme cela existe pour les fonds de terre, qui

sont appréciés d'après leur position, leur qualité et leur rendement spécial. De cette manière on établirait l'égalité entre les matières encombrantes et de peu de prix et celles qui ont une grande valeur sous un petit volume.

Il est un impôt qui pèse véritablement sur le capital; c'est celui de l'enregistrement pour les successions, les ventes et les quittances. Il est juste en principe, parce qu'il sert de garantie à la possession et à la transmission; mais il est abusif par le chiffre auquel il est porté. Lorsqu'il faut payer 10 ou 15 sur 100 dans une succession, il y a une consommation exorbitante de capital qui préjudicie à la fois à la fortune publique et à celle des particuliers. Dans une législation financière véritablement bonne, l'enregistrement ne devrait percevoir que ce qui serait nécessaire pour subvenir aux frais de l'administration. L'impôt ne serait plus alors que le prix du service rendu.

J'ignore, monsieur, jusqu'à quel point mes observations vous paraîtront fondées; je les crois vraies et je les sou mets à votre appréciation, en vous demandant de les publier, si vous le jugez à propos.

Agréez, je vous prie, monsieur, l'expression de ma haute considération.

P. de FRANCLIEU.

LETTRE DE M. FRÉGIER.

Monsieur,

Je viens de lire dans le *Journal des Economistes*, numéro de septembre, un article dans lequel vous rendez compte de l'ouvrage que j'ai publié sur l'administration de la police de Paris, depuis Philippe-Anguste jusqu'aux Etats généraux de 1789.

En faisant connaître, au commencement de cet article, les attributions dont se compose l'organisation de la police chez les Allemands, attributions qui se confondent avec celles de notre propre police, vous me reprochez de n'avoir pas circonscrit mon sujet dans les mêmes limites et de l'avoir traité d'après des principes différents. M'étant proposé d'écrire l'histoire morale, politique et administrative de l'ancienne police de Paris, je devais tracer mon plan, non d'après le système moderne de la police de cette grande-cité, mais d'après l'organisation et les attributions qui lui étaient propres sous l'ancienne monarchie, et c'est ce que j'ai fait avec toute l'exactitude dont je suis capable, en plaçant cette administration dans le milieu qui lui servait de centre d'action, c'est-à-dire dans l'enceinte des mœurs et des faits contemporains. Ce point de vue qui est neuf, du moins en partie, dans l'histoire de l'économie publique, peut ne pas avoir votre assentiment, mais il est en accord avec l'objet principal de mon livre, et j'ai dû ne pas m'en écarter.

Les rapports que j'ai établis dans mon introduction entre la civilisation et l'administration de la police paraissent aussi avoir provoqué votre désapprobation, parce que j'envisage la civilisation comme étant l'art de policer, de civiliser un peuple. L'emploi du mot policé, comparé à celui de civilisé, vous paraît fautif, et la proposition elle-même choque votre jugement qui, loin d'admettre la civilisation comme un art, ne veut voir en elle qu'un résultat.

La divergence qui existe entre nous, à cet égard, n'aurait point de terme, si le sens des mots *civilisation* et *policer* n'était pas fixé ici d'une manière précise. J'entends par civilisation l'action de civiliser et l'état de ce qui est civilisé. Policier quelqu'un, c'est adoucir ses mœurs, le civiliser. Dans la civilisation vous n'apercevez qu'un résultat, et moi j'y vois tout ensemble une cause et un effet. Quant au mot policer, vous ne vous expliquez pas nettement; vous semblez ne vouloir l'entendre que dans le sens du mot polir, lequel a une signification beaucoup moins large.

Revenant donc à la première phase de la civilisation, c'est-à-dire à l'action de civiliser, je maintiens que cette action, pour avoir de l'efficacité, doit être non-seu-

lement intelligente, mais très-éclairée et même raffinée, et qu'à tous ces titres on ne saurait méconnaître en elle un art véritable. Les adeptes de cet art si humain, si noble, si brillant abondent dans les grandes nations. Ils se recrutent dans la religion, dans la philosophie, dans les armées, et les plus fervents, comme les plus audacieux, s'élancent avec ardeur et intrépidité vers des contrées lointaines et quelquefois inexplorées pour y défricher l'intelligence et les mœurs des peuples barbares. Quand leur œuvre glorieuse est achevée, l'état dans lequel ils ont mis ces peuples est une civilisation plus ou moins avancée ; c'est ce que vous appelez un résultat, terme qui est en effet celui qui convient dans cette seconde phase de la civilisation ; mais, selon moi, et c'est ici que nous différons, ce résultat deviendra un jour cause à son tour, et pourra être converti en art, quand il sera parvenu au point de maturité que tout art exige.

Au surplus, la théorie que je viens d'exposer n'est pas une opinion individuelle, c'est l'enseignement de l'histoire, et cet enseignement a été consacré dans la définition du mot civilisation, donnée par le corps illustre qui veille à la correction et au progrès de la langue française ¹.

L'administration de la police étant l'auxiliaire le plus actif et le plus utile de la civilisation matérielle et morale d'un peuple, j'ai dit, dans mon introduction, qu'elle était sa compagne inséparable, et quiconque jugera cette administration sans préjugés, ce qui est bien rare même chez les meilleurs esprits, reconnaîtra que la peinture que je fais de la police, comme administration (car mentalement, je ne sépare jamais l'une de l'autre), est plus fidèle encore que bienveillante. Dans aucune partie de mon livre, la police n'est représentée comme agent direct et indépendant de civilisation, encore moins comme une providence, pour employer votre expression, mais comme secondant par ses efforts l'action ou l'art de la civilisation.

Avant d'examiner celles de vos critiques qui touchent au fond de l'ouvrage, je m'arrêterai encore un moment sur une phrase de l'introduction, où j'énonce que Philippe-Auguste a jeté les premières bases de nos institutions administratives : je suis surpris que vous ayez pu vous méprendre sur le sens de cette phrase. Philippe-Auguste, saint Louis et Louis XIV étant les principaux fondateurs, en France, de la centralisation, d'où partent et où viennent aboutir toutes nos institutions administratives, j'avais le droit de poser en fait que Philippe-Auguste avait établi les premières assises de l'administration française centralisée, puisque c'est de lui que date l'administration régulière, la grande administration dans notre pays. La proposition que vous notez, en passant, comme une hérésie, n'a pas d'autre signification ; en tout cas, l'Académie des sciences morales et politiques aurait été ma complice sur ce point, car en mettant au concours l'étude des phases de l'administration monarchique, depuis *Philippe-Auguste* jusqu'à Louis XIV inclusivement, elle a préjugé implicitement la vérité du fait que j'ai avancé.

Après avoir indiqué les quatre périodes capitales qui forment la division de mon livre, vous vous arrêtez à la troisième période, dont le point de départ commencerait, selon vous, à l'institution d'un lieutenant de police. Cette supposition est une erreur, et j'avoue que j'en ai été l'occasion, en faisant figurer par inadvertance dans l'alinéa de mon introduction, qui touche à la troisième période, Louis XIV au lieu de Louis XIII, et le lieutenant de police au lieu du lieutenant civil. Si vous aviez confronté plus attentivement le passage que je viens de rappeler avec celui de la page 6 du second volume et avec ce que je dis en plusieurs endroits de ce dernier sur l'état de la police, en 1639, vous auriez reconnu que la pensée de l'auteur devait être recherchée dans le corps même de l'ouvrage et non dans les deux lignes de l'introduction qui

¹ Consulter le Dictionnaire de l'Académie, dernière édition, aux mots *civilisation* et *policier*.

se trouvent en contradiction avec les nombreux passages qui vous ont frappé vous-même par la conformité de leur énoncé.

Vous aviez d'autant moins de raison d'adopter une autre version que celle résultant du fond de l'ouvrage, que la date de 1639 est antérieure de quatre ans à l'époque où Louis XIV monta sur le trône, et que dès lors l'évolution qui s'était opérée dans le personnel de la Prévôté ne pouvait se rapporter qu'au lieutenant civil, à qui le Parlement remit le soin de présider le tribunal de police, avec la faculté de se faire suppléer par le lieutenant criminel, qui la veille était son égal, ou par le lieutenant particulier.

L'unité du tribunal de police se trouvant ainsi rétablie, et ce résultat devant amener la cessation des conflits séculaires qui avaient divisé tant de fois le lieutenant civil et le lieutenant criminel, il ne restait plus, pour mettre le sceau à ce grand changement, que d'enlever aux justices seigneuriales la connaissance des faits de police nés dans les limites de leur juridiction et concernant la sûreté de la capitale ; c'est ce que fit Louis XIII, en décidant, par l'ordonnance du 24 mai 1639, que le Châtelet aurait le droit de juger exclusivement les voleurs, les vagabonds et les femmes débauchées, qui lui seraient renvoyés par le Prévôt ou son lieutenant civil. C'est à cette dernière disposition que je fais allusion dans la phrase de mon introduction qui vous a induit en erreur, et l'attribution qu'elle contient n'est considérée par moi, quoi que vous en disiez, que comme une simple *addition* aux attributions générales dévolues par les règlements au magistrat de police. C'est donc la date de cette ordonnance qui forme et qui devait former le dernier terme de la troisième période sur lequel vous avez tant épilogué. Mes assertions, en dernier résultat, sont bien loin, comme vous voyez, de celles que vous me prêtez.

Du reste, pour vous assurer que je n'ai point omis de parler en son lieu de l'ordonnance de mars 1667, qui crée les fonctions de lieutenant de police, vous n'avez qu'à vous reporter à la page 203 de mon second volume, où vous trouverez l'analyse complète, quoique rapide, de cette ordonnance.

En annonçant que la quatrième période de mon ouvrage finit à l'année 1789, vous remarquez que ce dernier ne renferme aucune conclusion qui vienne relier les faits du passé au régime qui a prévalu depuis. Permettez-moi, monsieur, de répondre à cette observation qu'un ouvrage historique ne comporte pas ordinairement de conclusions, lors surtout que cette conclusion tend à anticiper sur un ordre de faits étrangers au plan même de l'ouvrage ; ce que vous regardez donc comme une nécessité me paraît, à moi, un hors-d'œuvre.

Le vague dont vous entourez le reproche que vous adressez à mon livre sur le défaut d'ordre que vous auriez remarqué dans quelques-unes de ses parties, m'ôte le moyen de le défendre sous ce rapport. Quand on remplit cependant un rôle aussi délicat que celui de critique, la moindre obligation que l'on doive s'imposer, c'est de justifier le blâme que l'on déverse sur l'auteur dont on examine l'ouvrage ; et cette obligation, vous ne l'avez pas remplie ; s'il en eût été autrement, je vous assure que je n'aurais pas été plus embarrassé de vous répondre que je ne l'ai été jusqu'à présent. Quant aux dates que vous paraissent regretter pour certains faits séparés par de longs intervalles, je les ai établies par celles mêmes des ordonnances, des arrêtés du Parlement et des autres actes publics que je cite au bas des pages comme mes sources.

Nous arrivons enfin à l'examen du fond de l'ouvrage. Vous m'indiquez un plan que vous jugez préférable au mien, et dans lequel j'ai vu avec plaisir que vous donnez, comme moi, une place à la description des usages, des mœurs et des habitudes des Parisiens, et même au récit des faits généraux de l'histoire, faits que je considère pourtant comme une superfétation, s'ils ne se rattachent à la police politique ; car c'est de la police de Paris que traite mon livre. Je ne saurais admettre, d'ailleurs, la division de votre plan, ni par conséquent la composition de l'œuvre. Mais je ne m'ar-

rêterai pas sur ce dissentiment, parce que je n'ai pas pris la plume pour soutenir contre vous une thèse d'histoire. Mon unique objet est d'expliquer et de défendre mon travail et le plan que j'ai adopté.

J'ai suivi, contre votre opinion, l'ordre chronologique dans la distribution des matières par deux raisons : la première, c'est que cette méthode est jugée par les meilleurs historiens comme la plus rationnelle ; et la seconde, c'est qu'ayant à retracer, comme dépendant et comme complément de l'administration de la police de Paris, des tableaux de mœurs ainsi que les scènes dramatiques dont cette ville fut le théâtre durant les guerres civiles de nos ancêtres ; je trouvais un cadre tout tracé dans les périodes mêmes destinées à recevoir l'exposition progressive des institutions de cette administration. Chaque âge se déroulant sous ce triple point de vue, offrait au lecteur un miroir, et comme un réflecteur des phases successives de la civilisation parisienne. D'un autre côté, l'administration de la police, éclairée, dans le cours de chaque période, par les mœurs et les faits ordinaires ou politiques soumis à sa vigilance et à son action, fournissait à l'esprit le moyen de se livrer à une étude, non-seulement instructive, mais piquante de son histoire. C'est ce mélange, cette harmonie des mœurs et des faits, qui donnent à mon livre un caractère neuf, et qui le distinguent des livres de pure administration, écrits dans un sens purement dogmatique.

Vous prétendez, monsieur, que, dans l'exécution du plan que j'ai suivi, je n'ai pas su garder les proportions, et que dans l'ouvrage, l'administration de la police tient la moindre place, absorbée qu'elle est par les tableaux de mœurs et la narration des événements politiques. Voilà bien l'objurgation ; je ne l'affaiblis pas. Eh bien ! elle n'est pas plus concluante que toutes vos autres remarques.

S'il est vrai que les mœurs, et les faits généraux ou politiques, puissent entrer comme parties intégrantes dans une histoire philosophique de l'administration de la police, je ne me dissimule pas qu'il importe, avant tout, que la hiérarchie des fonctions propres à cette administration, ses attributions, en un mot tout ce qui constitue son établissement, soit décrit avec exactitude et d'une manière complète. Or, c'est ce que je me suis appliqué à faire, et cela n'est pas contesté ; je ne vois pas dès lors pourquoi l'élément administratif, dans le corps de l'ouvrage, devrait offrir nécessairement plus d'étendue que l'élément moral ou politique. Est-ce que le commentaire n'est pas plus long que la loi ? Est-ce que les dépendances qui composent le domaine du manoir n'ont pas plus d'étendue que ce dernier ? Du moment que les trois éléments qui composent mon livre s'éclairent mutuellement, qu'ils forment, réunis, un tout harmonique, il ne pouvait qu'être utile à l'effet général et même à la partie doctrinale de l'ouvrage, de conserver aux mœurs comme aux faits leur physionomie pittoresque ou dramatique, ce qui m'eût été impossible, si je n'eusse tenu compte de leur développement historique.

En dernier résultat, qu'ai-je fait ? j'ai voulu introduire l'histoire dans l'administration, de même qu'un écrivain, homme d'Etat ¹, a introduit l'administration dans l'histoire. Sa tentative a été applaudie par les lecteurs sérieux ; j'espère que la mienne obtiendra le suffrage des administrateurs philosophes.

En appréciant les réflexions que je fais sur la manière dont le duel était réprimé sous Louis XIII, une erreur sur le sens de mes paroles vous fournit l'occasion de décocher contre cette partie de mon travail un des traits les plus acérés de votre critique ; vous supposez que l'opinion que j'exprime sur l'extrême rigueur, la rigueur désespérée d'un pouvoir qui se sent vaincu, par le fatal préjugé du duel, s'applique à la pénalité décernée contre ce dernier, c'est-à-dire contre la peine de mort, tandis qu'elle a uniquement en vue la fureur impitoyable qui porta le gouvernement de Louis XIII à *confondre tous les*

¹ M. Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire*.

degrés de culpabilité dans l'application d'une même peine, alors que cette peine frappait indistinctement tous les condamnés dans leur vie comme dans leurs biens. Si je ne craignais d'abuser de l'étendue déjà trop longue de ma réponse, je citerais les propres termes du livre.

Au surplus, en faisant connaître que le gouvernement recula devant l'exécution des sentences terribles qu'il avait provoquées, et en ajoutant, qu'après avoir franchi les bornes immuables de la justice, il avait cherché contre ses propres remords un remède dans l'impunité, je n'ai point voulu dire qu'il suspendit toute exécution, mais qu'il en diminua considérablement le nombre par une amnistie. Le supplice des comtes de Boutteville et Deschapelle, dont vous arguez contre mes assertions, ne prouve donc rien.

Votre dernière critique tombe sur une prétendue lacune résultant de ce que je n'aurais pas fait connaître les magistrats qui se sont succédé dans la lieutenance générale de police de Paris, et notamment M. de La Reynie. Vous oubliez que je ne me suis pas proposé d'écrire l'histoire de la lieutenance générale de police, mais celle de la prévôté de Paris, et que si j'avais entrepris la tâche que vous me reprochez d'avoir négligée, j'aurais été forcé d'écrire la biographie ou de tracer le portrait des prévôts et des lieutenants civils et criminels qui les suppléaient, avant de m'occuper des lieutenants généraux de police. Or, l'absence de matériaux pour l'exécution de la première partie d'un si grand travail, ou plutôt la difficulté de les extraire des registres du Châtelet ne m'aurait pas permis d'offrir à cet égard des résultats complets et satisfaisants.

A supposer même que je n'eusse fait qu'un choix, ce choix aurait dû porter sur une centaine de prévôts et sur un nombre double de leurs lieutenants, magistrats dont les portraits, tracés même avec un discernement rigoureux, auraient suffi pour former à eux seuls une vaste galerie. En effet, les prévôts n'ont pas toujours rempli par eux-mêmes les fonctions de leur office. Le temps les avait réduits de bonne heure à l'exercice d'une autorité purement nominale, et, bien avant l'origine des lieutenants généraux de police, ils n'étaient plus comptés dans la hiérarchie de la prévôté que comme des abstractions. Dans cette situation, et plusieurs recueils estimés contenant des détails sur la vie et l'administration des lieutenants généraux de police, je me suis renfermé exclusivement dans l'histoire des institutions de la police.

J'ai suivi pied à pied, monsieur, vos nombreuses critiques, et je ne crois pas en avoir laissé une debout. Je finis ici ma tâche, afin de ne pas abuser de l'espace que vous voulez bien m'accorder.

J'ai l'honneur, etc.

FRÉGIER.

La lettre de M. Frégier serait susceptible d'une réponse non moins longue. Nous pensons devoir borner là cette polémique.

(Joseph Garnier.)

BULLETIN.

FAITS STATISTIQUES SUR L'INDUSTRIE DE REIMS. — Larcher, intendant de la généralité de Champagne, et Baugier, doyen du présidial de Châlons, mentionnent seulement le nombre des métiers qui travaillaient à Reims en 1686, et indiquent sommairement la nature et le nom des étoffes que l'on tissait alors. Bidet, sans donner aucune estimation, entre dans plus de détails sur la fabrication de 1760. La liste qu'il a dressée contient quinze articles différents, parmi lesquels « les flanelles croisées, Ségovie et d'Angleterre, les draps de Silésie cannelés et impériaux, les ras de castor, de marocs et de dauphines, les draps de castor perpétuels, les étamines, etc. » L'édit réglementaire de Louis XVI, du 4 juin 1780, confirme et développe les faits recueillis par Bidet, et l'*Encyclopédie méthodique* donne une statistique de la production de la manufacture rémoise depuis 1783 jusqu'à 1790. Enfin, dans leur rapport à l'Assemblée provinciale de Champagne de 1787, les procureurs-syndics annoncent que l'on a fabriqué en 1786 « 94,615 pièces, dont la valeur exactement calculée se porte à une somme de 10,909,702 livres, dont la moitié doit être considérée comme le prix de la main-d'œuvre. Ces étoffes passent en Espagne, en Portugal, en Italie, dans le Levant, et y soutiennent la concurrence avec celles des Anglais. On emploie pour les faire un quart de laine d'Espagne, les trois autres quarts sont tirés du royaume. 30,000 personnes, tant dans Reims que dans la campagne qui l'environne, sont occupées à cette manufacture. »

J. B. Gérusez évalue à 13,500,000 livres la valeur de ce commerce en 1790, et produit (t. II, p. 610 de sa *Descript. histor. et statist. de Reims*) un état approximatif qui porte à 9,500,000 francs « les sommes qu'ont rapportées à Reims les différents objets de ses manufactures dans l'année 1808. »

M. Ed. Henriot a, dans l'enquête de 1854, présenté l'aperçu suivant dont on trouva à cette époque les chiffres un peu élevés :

Laine cardée, fils et tissus.....	35,000,000 fr.
Laine peignée, fils et tissus.....	15,000,000
Laine peignée (non filée), expédiée à Paris, à Lyon, à Amiens, etc..	10,000,000
	<hr/>
	60,000,000

Un des derniers documents que nous connaissons porte la date de 1841, et a été publié par le *Dictionnaire du commerce et des marchandises*, t. II, p. 1929. Les auteurs de l'article évaluent, pour l'année 1837,

La production des laines peignées non filées, à.....	4,600,000 fr.
La production des fils de laine cardée.....	1,500,000
La production des fils de laine peignée.....	8,000,000
La production des tissus de tout genre.....	50,922,500
	<hr/>
	65,022,500

La Chambre de commerce de Reims produisit en 1839 et en 1846 des statistiques assez détaillées, que nous ne mentionnons que pour mémoire; en

avril 1849, elle dressa le tableau du mouvement industriel de 1848, et l'envoya à la Commission permanente des valeurs; cet excellent travail fut publié plus tard dans le *Rapport du jury de la Marne*. Il a été refait pour 1849, et sa comparaison avec les estimations antérieures est déjà assez curieuse. Ces états de la Chambre de Reims offrent un ensemble de faits très-intéressants, et il serait à désirer que les autres Chambres de commerce de la République fissent connaître avec la même précision l'importance industrielle de leur cercle manufacturier.

600,000 kil. de laine peignée, à 9 fr. 50 c. le kil.....	5,700,000 fr.
800,000 kil. de fils de laine peignée, à 13 fr. le kil.....	10,400,000
780,000 kil. de fils de laine cardée en gras, à 6 fr. 50 c. le kil.....	5,070,000
240,000 kil. de fils de laine cardée dégraissée, à 8 fr. le kil.....	1,920,000
75,000 pièces de mérinos unis, de 70 mètres, pesant 12 kil., à 250 fr. la pièce.....	18,750,000
5,000 pièces de mérinos double chaîne, de 50 mètres, pesant 14 kil., à 300 fr. la pièce.....	1,500,000
6,000 pièces de mérinos écossais, de 65 mètres, pesant 12 kil., à 180 fr. la pièce.....	1,080,000
3,000 pièces étamines à bluteau, de 24 mètres, pesant 2 kil., à 20 fr. la pièce.....	60,000
500 pièces de burats et voiles, de 58 mètres, pesant 3 kil. 500, à 200 fr. la pièce.....	100,000
20,000 pièces de napolitaines et draps de dame 4/4, de 115 mètres, pesant 15 kil., à 180 fr. la pièce.....	3,600,000
10,000 pièces de napolitaines 9/8 5/4, de 115 mètres, pesant 20 kil., à 250 fr. la pièce.....	2,500,000
17,000 pièces de flanelles croisées pure laine, de 120 mètres, pesant 14 kil., à 220 fr. la pièce.....	3,740,000
8,000 pièces de flanelles lisses pure laine, de 65 mètres, pesant 7 kil., à 135 fr. la pièce.....	1,080,000
3,000 pièces de flanelles, chaîne coton, de 120 mètres, pesant 10 kil., à 110 fr. la pièce.....	330,000
55,000 pièces de manteaux, de 50 mètres, pesant 12 kil., à 160 fr. la pièce.	8,800,000
8,000 pièces de circassiennes, de 55 mètres, pesant 7 kil. 500, à 75 fr. la pièce.....	600,000
1,000 pièces de draps et cannelés, de 80 mètres, pesant 13 kil., à 180 fr. la pièce.....	180,000
10,000 pièces de gilets et pantalons, de 20 mètres, pesant 4 kil., à 60 fr. la pièce.....	600,000
10,000 pièces d'articles pour robe, de 45 et 55 mètres, pesant de 4 à 10 kil., à 100 fr. la pièce.....	1,100,000
800,000 châles écossais et brochés, chacun pesant 650 grammes et valant 5 fr.	4,000,000
16,000 pièces de couvertures, pesant 2 kil. 500, à 15 fr. la pièce.....	220,000
	<hr/>
	69,830,000 fr.

L'état statistique de 1846 présentait un total général de 68,452,430 fr., et le tableau établi pour 1848 donnait un chiffre total de 66,940,000 fr.

On peut remarquer que durant ces quinze dernières années, l'accroissement des affaires de la manufacture de Reims est de 300,000 francs environ par an, mais de 1808 à 1834, il a été en moyenne de 1,500,000 fr.

Nous ne saurions mieux terminer cette note sur l'importance de la fabrique rémoise qu'en indiquant pour quelle proportion figurent la matière première et la façon dans le prix de revient des principaux tissus de Reims :

Burats et voiles : matière première brute, 1/10; filature à la main, façon et teinture, 9/10.

Draps et cannelés : matière première teinte et filée, 5/8 ; main-d'œuvre, 3/8.

Mérinos, napolitaines, châles, couvertures, étamines à bluteau : matière première filée, 2/3 ; façon, teinture, apprêt, etc., 1/3.

Flanelles, manteaux, mérinos écossais, articles pour gilet et pour robe : matière première filée, 3/4 ; façon, teinture, apprêt, etc., 1/4.

Circassiennes et articles à pantalon : matière première filée, 4/5 ; façon, apprêt, 1/5.

NATALIS RONDOT.

LA BOURSE DE PARIS PENDANT LE MOIS DE SEPTEMBRE 1850. — La Bourse continue à avoir l'aspect le plus insignifiant, en raison de l'absence de discussions parlementaires, cause ordinaire des mouvements des rentes. Ce n'est pas que les variations soient peu importantes, au contraire ; mais, comme il y a fort peu d'affaires, elles n'ont pas la même gravité qu'à toute autre époque.

Le détachement du coupon des rentes 5 pour 100, 4 1/2 pour 100 et 4 pour 100 a eu lieu le 7 septembre, pour être payé à partir du 22. Cette opération est toujours le point de mire d'une foule de spéculations en tous sens ; c'est ce qui a eu lieu ce mois-ci.

On se rappelle que la liquidation de fin août avait eu lieu en baisse ; le 2, les cours furent encore faibles ; puis le lendemain et le surlendemain une reprise vint donner momentanément l'avantage aux haussiers ; le 5 pour 100 atteignit alors 97 fr., plus haut cours de tout le mois de septembre. Depuis, la chance a tourné, et les baissiers ont eu l'avantage pendant presque tout le mois, à part quelques essais de reprise, qui n'ont pas duré.

Parmi ces reprises momentanées, celle qui est la plus importante, la seule intéressante à signaler, est celle qui fut due à la hausse des chemins de fer français sur la place de Londres ; non-seulement les rentes montèrent, mais les chemins de fer suivirent aussi le même mouvement, et atteignirent presque tous, ce jour-là, les plus hauts cours du mois. Le Paris à Rouen fut celui dont la hausse eut le plus d'importance.

La cause de ce mouvement de hausse à Londres, sur les actions des lignes françaises, réside dans l'augmentation qu'ont subie les recettes de tous nos chemins de fer en général : ce fait est signalé chaque semaine par la publication dans les journaux des recettes hebdomadaires des principales lignes. Pour le faire ressortir, nous donnons le total des recettes comparées de quelques-unes de ces lignes, pour le même espace de temps, en 1847, 1848, 1849 et 1850.

	1847.	1848.	1849.	1850.
Rouen (du 1 ^{er} juill. au 21 sept.)...	2,514,218 f.	1,653,430 f.	2,228,794 f.	2,571,557 f.
Havre (du 1 ^{er} au 21 sept.).....	271,038	204,484	231,608	299,424
Dieppe (du 1 ^{er} avril au 28 sept.)...	»	»	429,187	439,384
Orléans (du 1 ^{er} janv. au 29 sept.)...	7,519,933	6,668,247	7,499,772	7,210,432
Centre (du 1 ^{er} janv. au 29 sept.)...	»	2,112,819	2,435,950	2,665,925
Bordeaux (du 1 ^{er} juill. au 29 sept.)...	1,081,877	762,224	1,021,283	1,058,830
Montereau (du 1 ^{er} janv. au 23 sept.)	»	»	832,120	884,057
Marseille (du 1 ^{er} janv. au 23 sept.)	»	»	2,042,120	2,409,350

Ce tableau, tout imparfait et tout incomplet qu'il est, permettra de saisir la marche de la progression des recettes, et de comprendre la cause réelle de la hausse des chemins de fer à Londres. On remarquera, cependant, que la ligne d'Orléans est en perte sur 1849 ; cela résulte de la concurrence que les lignes de Lyon et de Chartres font à ce chemin.

BOURSE DE PARIS. SEPTEMBRE 1850.							
PAIR.	VERSEMENTS.	RENTES. — BANQUE. — CHEMINS DE FER.	1er cours.	Plus haut cours.	Plus bas cours.	Dernier cours.	
100	Tout.	5 %, jouiss. 22 septembre 1850, au comptant.	96 65	97 »	92 45	92 70	
100	Tout.	fin septembre.....	96 85	97 »	92 15	92 15	
100	Tout.	4 1/2 %, jouiss. 22 septembre 1850.....	84 »	84 »	81 50	»	
100	Tout.	4 %, jouiss. 22 septembre 1850.....	76 25	76 25	73 »	73 »	
100	Tout.	3 %, jouiss. 22 juin 1850.....	58 05	58 35	57 55	57 65	
1000	Tout.	Banque de France, jouiss. juillet 1850.....	2300 »	2320 »	2270 »	2275 »	
500	Tout.	Paris à Saint-Germain, jouiss. avril 1850.....	»	410 »	400 »	405 »	
500	Tout.	Paris à Versailles (rive dr.), jouiss. avril 1847.	157 50	157 50	152 50	155 »	
500	Tout.	(rive g.).....	142 50	145 »	140 »	140 »	
500	Tout.	Paris à Orléans, jouiss. juillet 1850.....	776 25	787 50	775 »	780 »	
500	Tout.	Paris à Rouen, jouiss. juillet 1850.....	585 »	620 »	585 »	610 »	
500	Tout.	Rouen au Havre, jouiss. mars 1850.....	243 75	252 50	242 50	248 75	
500	Tout.	Avignon à Marseille, jouiss. janv. 1848.....	175 »	180 »	170 »	175 »	
350	Tout.	Strasbourg à Bâle, jouiss. janvier 1850.....	118 75	120 »	116 25	117 50	
500	Tout.	Centre, Orléans à Vierzon, jouiss. juillet 1850.	350 »	352 50	346 25	350 »	
500	175	Orléans à Bordeaux, jouiss. juillet 1850.....	387 50	397 50	385 »	392 50	
500	400	Nord, jouiss. juillet 1850.....	462 50	468 75	455 »	460 »	
500	350	Paris à Strasbourg, jouiss. juillet 1850.....	342 50	347 50	335 »	341 25	
500	350	Tours à Nantes, jouiss. juin 1850.....	245 »	250 »	235 »	240 »	

PAIR.	FONDS DIVERS français et étrangers.	Plus haut.	Plus bas.	PAIR.	SOCIÉTÉS DIVERSES par actions.	Plus haut.	Plus bas.
100	Rentes Ville 5 % j. juill. 1850	95 50	95 50	1250	4 Canaux, j. avr. 1850...	1150 »	1140 »
1000	Obl. Ville 1832, j. juill. 1850	1315 »	1310 »	1000	Canal de Bourg. j. avr. 1850	970 »	962 50
1000	— 1849, j. avr. 1850	1165 »	1155 »	500	Caisse Béchét.....	390 »	390 »
1000	Obl. Seine 1849, j. juill. 1850	1065 »	1057 50	800	Vieille-Mont., j. juill. 1850	2750 »	2700 »
1000	Obl. de Marseil., j. juill. 1850	1060 »	1057 50	750	Stolberg.....	»	»
100	Naples, 5 %, j. juill. 1850.	97 25	96 75	1000	Monceaux-sur-Sambre...	»	»
100	Rome, 5 %, j. juin 1850..	78 3/4	78 »	3000	Aveyron (Decazeville)...	»	»
100	— 5 % 1850, j. juin 1850.	79 »	78 1/2	1000	Grand'Combe.....	»	»
100	Belgic., 5 % j. 1 mai 1850	101 »	100 5/8	500	Gaz franç. Brunton, Pitte.	800 »	800 »
100	— 4 1/2 j. 1 mai 1850	92 »	91 1/2	2500	Gaz angl. Marguer., Manby	»	»
100	— 2 1/2 % j. juill. 1850	50 1/8	50 »	500	Lin Maberly (Amiens)...	510 »	500 »
1000	— Banq. 1835, j. avril	808 75	805 »	5000	Nationale incendie.....	95 % b.	95 % b.
100	Espag., dett. act. j. mai 1836	26 »	25 1/2	5000	— Vie.....	6 % b.	6 % b.
100	— 3 % ext. j. juill. 1850	39 »	37 1/4	12500	Générale Maritime.....	»	»
100	Russie, 4 1/2 Baring, j. juill.	97 »	96 3/8	5000	— Incendie.....	»	»
100	Autriche—lots de 1834...	395 »	395 »	7500	— Vie.....	»	»
100	Piém. 5 % 1849, j. juill. 1850	85 30	84 15	5000	Union incendie.....	»	»
1000	— Obl. 1834, j. juill. 1850	980 »	965 »	5000	France incendie.....	3 % b.	3 % b.
1000	— Obl. 1848, j. avr. 1850	940 »	935 »	2500	Providence incendie....	»	»
1000	Haiti—annuités, j. janv. 1844	175 »	175 »	5000	Urbaine incendie.....	»	»
100	Holland. 2 1/2 j. 22 juill. 1850	58 3/8	58 3/8	1000	Phénix incendie.....	2160 »	2160 »

SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE DE FRANCE ET DE SES SUCCURSALES. — Les principaux comptes des situations de la Banque ont subi d'assez nombreuses variations. Disons d'abord, pour n'en plus parler, que le compte courant du Trésor s'est primitivement enflé de 22 millions, à cause de l'approche du paiement du coupon semestriel des rentes 5 pour 100, 4 1/2 pour 100 et 4 pour 100, pour, ce paiement effectué (à partir du 21 septembre), diminuer, la première semaine de 30 millions, et la seconde de 4 : partie de cet argent est sortie en numéraire et en billets, et partie est rentrée sous forme de compte courant.

Si maintenant nous examinons les autres comptes, nous voyons qu'il y a eu une diminution du numéraire, tant à Paris que dans les succursales ; une légère diminution de billets au porteur en circulation à Paris, mais une beaucoup plus forte augmentation des mêmes billets provenant des succursales ; enfin une diminution du portefeuille de Paris, et une augmentation de celui des succursales. De tout cela, il faut conclure que les affaires sont beaucoup plus actives dans les départements qu'à Paris ; mais qu'en somme, le mouvement est encore bien lent, comparé aux années ordinaires.

Remarquons que les effets en souffrance ne montent pas à 900,000 francs ; il est vrai qu'il en a été passé par profits et pertes pour 4 millions et 1/2 : cela fait moins de 5 millions 1/2 de pertes réellement subies par la Banque, sur son portefeuille, par suite de la crise de 1848.

SITUATIONS DE LA BANQUE DE FRANCE ET DE SES SUCCURSALES.				
	AU 12 SEPT. AU MATIN.	AU 19 SEPT. AU MATIN.	AU 26 SEPT. AU MATIN.	AU 3 OCT. AU MATIN.
ACTIF.				
Argent monnayé et lingots.....	339,450,380 94	341,780,907 71	340,556,042 72	335,904,843 82
Numéraire dans les succursales....	118,331,265 "	115,016,002 "	113,426,061 "	110,952,947 "
Effets échus hier à recouvrer ce jour	109,560 25	122,161 35	468,279 28	215,111 04
Portefeuille de Paris ¹	48,290,000 47	47,114,231 10	47,331,129 37	47,441,673 02
Portefeuille des succursales, effets sur place, etc.....	74,436,151 "	75,623,644 "	76,124,580 "	80,344,555 "
Avances sur lingots et monnaies....	7,359,300 "	6,725,600 "	5,660,800 "	4,526,400 "
Avances sur lingots et monnaies dans les succursales.....	879,510 "	971,960 "	1,075,979 "	1,150,995 "
Avances sur effets publics français.	15,732,081 10	15,731,881 10	15,613,736 10	15,691,736 10
Avances sur effets publics français dans les succursales.....	2,428,021 "	2,460,221 "	2,375,581 "	2,323,555 "
Avances à l'Etat sur bons du Trésor de la République.....	50,000,000 "	50,000,000 "	50,000,000 "	50,000,000 "
Avances à l'Etat sur l'emprunt de 75 millions.....	50,000,000 "	50,000,000 "	50,000,000 "	50,000,000 "
Rentes de la réserve.....	10,000,000 "	10,000,000 "	10,000,000 "	10,000,000 "
Rentes, fonds disponibles.....	42,394,488 13	42,394,488 13	42,394,488 13	42,334,738 13
Placement des nouvelles succursales en effets publics.....	12,952,953 89	12,952,725 74	12,952,725 74	12,952,725 74
Hôtel et mobilier de la Banque....	4,000,000 "	4,000,000 "	4,000,000 "	4,000,000 "
Immeubles des succursales.....	3,494,712 "	3,494,717 "	3,494,712 "	3,494,712 "
Intérêt dans le comptoir national d'escompte.....	200,000 "	200,000 "	200,000 "	200,000 "
Intérêt des ex-banques départe- mentales dans les comptoirs na- tionaux.....	230,000 "	230,000 "	230,000 "	230,000 "
Effets en souffrance à la Banque....	48,915 57	1,033,006 92	920,967 "	895,836 85
Effets en souffrance dans les suc- cursales.....	1,128,664 "	"	"	"
Dépenses d'administr. de la Banque.	175,806 91	175,806 91	175,806 91	276,392 32
Idem d'administr. des succursales.	222,475 "	227,353 "	230,918 "	264,787 "
Divers.....	1,642,955 87	810,225 95	1,145,073 51	231,800 31
	783,507,241 13	781,064,931 91	778,376,879 76	773,432,808 33
PASSIF.				
Capital de la Banque.....	67,900,000 5	67,900,000 "	67,900,000 "	67,900,000 "
Capital des ex-banques département.	23,350,000 "	23,350,000 "	23,350,000 "	23,350,000 "
Réserve de la Banque.....	10,000,000 "	10,000,000 "	10,000,000 "	10,000,000 "
Idem des ex-banques département.	2,980,750 14	2,980,750 14	2,980,750 14	2,980,750 14
Réserve immobilière de la Banque..	4,000,000 "	4,000,000 "	4,000,000 "	4,000,000 "
Billets au porteur en circulation de la Banque.....	410,158,400 "	403,930,600 "	418,552,500 "	416,587,000 "
Billets au porteur en circulation des succursales.....	74,447,250 "	74,120,525 "	73,818,925 "	75,397,025 "
Billets à ordre payables à la Banque et dans les succursales.....	7,330,013 98	7,195,966 69	7,042,620 54	7,492,660 46
Compte courant du Trésor crédi- teur.....	85,142,969 96	90,794,590 64	60,697,889 13	56,718,148 30
Comptes courants.....	67,623,201 98	64,424,844 62	75,738,488 "	71,199,840 63
Idem dans les succursales.....	21,644,089 "	23,024,424 "	23,276,931 "	26,360,888 "
Récépissés payables à vue.....	4,451,000 "	4,765,500 "	4,700,500 "	4,380,000 "
Idem payables à vue dans les succ.	1,445,501 "	1,493,904 "	1,465,418 "	1,434,447 "
Dividendes à payer.....	535,132 25	504,582 25	474,434 25	463,379 25
Liquidation du comptoir d'Alger...	9,215 "	9,215 "	9,215 "	8,730 "
Escomptes et intérêts divers.....	600,977 68	629,374 94	1,983,671 23	2,135,357 61
Dépenses précomptées.....	258,649 60	258,649 60	258,649 60	258,607 90
Escomptes et intérêts divers dans les succursales.....	892,758 "	962,974 "	1,067,389 "	1,163,353 "
Réescompte du dernier semestre...	114,831 83	114,831 83	114,831 83	114,831 83
Idem du dernier semestre dans les succursales.....	244,973 "	244,973 "	244,973 "	244,973 "
Divers.....	377,527 71	359,226 20	699,694 04	1,242,816 21
	783,507,241 13	781,064,931 91	778,376,879 76	773,432,808 33

¹ Dont 14,418,238 fr. » c. (situat. du 12 septembre), 14,418,238 fr. » c. (situat. du 19 septembre), 15,627,732 fr. 60 c. (situat. du 26 septembre), et 14,710,154 fr. 11 c. (situat. du 3 octobre) provenant des succursales.

COMPARAISON DE LA SITUATION DE LA BANQUE DE FRANCE DU 3 OCTOBRE 1850 AVEC CELLE DU 5 SEPTEMBRE 1850.	PARIS.		SUCCURSALES.	
	Augm.	Dimin.	Augm.	Dimin.
Numéraire.....	»	3,114,000	»	6,626,000
Portefeuille.....	»	1,945,000	3,204,000	»
Avances sur lingots et monnaies.....	»	4,232,000	243,000	»
Avances sur effets publics français.....	»	902,000	»	110,000
Circulation en billets au porteur.....	»	1,043,000	2,498,000	»
Id. en billets à ordre.....	456,000	»	»	»
Comptes courants des particuliers.....	2,621,000	»	1,786,000	»
Compte courant du Trésor.....	»	22,572,000	»	»

SITUATION RÉSUMÉE.

	3 octobre.	5 septembre.	
Passif exigible à vue	684,570,000	700,880,000	dim. 16,310,000
Actif réalisable immédiatement.....	452,535,000	466,264,000	dim. 13,729,000
Excédant du passif sur l'actif.....	232,035,000	234,616,000	dim. 2,581,000

ALPH. COURTOIS.

BIBLIOGRAPHIE.

NOUVEAUX PAMPHLETS DE M. FRÉDÉRIC BASTIAT ¹. — I. *Gratuité du crédit*. — II. *Baccalauréat et socialisme*. — III. *Spoliation et loi*. — IV. *La loi*. — V. *Ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas*. Paris, 1850, Guillaumin et comp., 5 volumes ou brochures in-16.

M. Bastiat poursuit avec une courageuse ardeur, que n'ont pu arrêter de graves altérations de santé, la mission qu'il s'est proposée, celle de répandre, parmi les masses de notre population, la connaissance des vérités les plus importantes de l'économie politique, et de détruire, dans leur esprit, de malheureux préjugés, formant le principal appui des nombreux abus dont elles souffrent, et que les charlatans politiques, anciens ou nouveaux, s'efforcent d'entretenir, afin de conserver la chance de les exploiter à leur profit. Il apporte à l'accomplissement de cette généreuse entreprise une persévérance et un talent qui semblent grandir à chaque production nouvelle, et qui, nous en avons la ferme conviction, finiront par éclairer le chaos artificiel de nos affaires publiques, d'une lumière assez vive pour permettre aux populations d'y démêler les véritables causes de leurs maux, et pour qu'il ne soit plus possible de détourner leurs tendances des réformes gouvernementales et administratives, réformes dont le besoin devient tous les jours plus impérieux, et que l'on n'a pu ajourner jusqu'ici qu'en réussissant à passionner les esprits pour ou contre tel ou tel parti politique, ou en s'efforçant de les entraîner à la poursuite de chimériques transformations sociales. Les écrits de M. Bastiat ne corrigeront pas les intrigants, les ambitieux, les jongleurs politiques ou sociaux, toute cette race avide de domination et de dépouilles, que nos mauvaises institutions ont si malheureusement multipliée parmi nous depuis cinquante ans ; tel n'a pas été son dessein, et ce n'est pas à ces gens-là qu'il s'adresse ; mais ce qu'il espère, et ce que l'on peut raisonna-

¹ Voir le compte-rendu, par Fonteyraud, des précédents pamphlets de M. Bastiat, *Journal des Economistes*, t. XXIII, p. 203.

blement espérer avec lui, c'est de parvenir à *éclairer leurs dupes*, qui forment les neuf dixièmes de la nation tout au moins ; or, c'est à quoi les écrits de M. Bastiat contribueront puissamment ; il nous paraît impossible que ces lumineux opuscules ne gagnent pas tous les jours quelques nouveaux esprits aux vérités salutaires et aux doctrines de justice et de liberté, qui y sont présentées avec un art si merveilleux. S'il n'est pas permis de penser que les progrès de cette propagande soient très-rapides, on peut du moins être assuré qu'ils seront incessants et que le nombre des convictions qu'elle aura formées s'étendra progressivement.

Nous n'avons pas l'intention de résumer, ni même d'analyser les nouveaux écrits dont il s'agit ; c'est de la raison déjà concentrée, autant qu'elle peut l'être, sans que la concision nuise à la lucidité, et pour donner une juste idée de ces opuscules, il faudrait les reproduire à peu près en entier ; nous nous bornerons donc à en indiquer brièvement le sujet et la portée, persuadé que ceux de nos lecteurs qui ne les connaissent pas encore s'empresseront de se les procurer.

Le volume intitulé *Gratuité du crédit* est la reproduction de la discussion entre M. Bastiat et M. Proudhon sur la nécessité et la légitimité du prêt à intérêt, discussion publiée par le journal *La Voix du Peuple*, et qui, du mois d'octobre 1849 au mois de février 1850, a vivement excité l'attention publique. Le trop célèbre rhéteur de la Banque du peuple, mis à bout d'arguties par son antagoniste, avait fini par le déclarer vaincu, terrassé, moralement défunt, et par lui fermer les colonnes de son journal. M. Bastiat, dans une dernière lettre ajoutée au volume, prouve qu'il n'est pas mort, et que la victoire est bien évidemment restée au bon droit et au bon sens, puisque M. Proudhon, après avoir été dépisté successivement de chacun des sophismes où il avait cru pouvoir abriter sa thèse absurde, avait fini par faire ce que l'on fait quand on a tort, par se fâcher. M. Bastiat prouve dans cette lettre que *Gratuité du crédit*, et l'ancienne devise de M. Proudhon, *la propriété c'est le vol*, n'expriment, en des termes différents, qu'une même pensée ; puis il résume ainsi le résultat de la discussion : « La gratuité du crédit, c'est l'absurdité scientifique, l'antagonisme des intérêts, la haine des classes, la barbarie : La liberté du crédit, c'est l'harmonie sociale, c'est le droit, c'est le respect de l'indépendance et de la dignité humaine, c'est la foi dans le progrès et les destinées de la société. »

BACCALAURÉAT ET SOCIALISME. — C'est l'un des plus excellents écrits qu'ait publiés M. Bastiat. Jamais tout ce qu'ont de funeste les directions données à notre enseignement public n'avait été signalé avec autant de vérité et de force ; il prouve que la seule exigence du baccalauréat, des grades ou brevets universitaires, pour l'exercice du professorat et des fonctions ou professions les plus recherchées, suffit pour qu'il ne puisse y avoir dans l'enseignement aucune liberté réelle, puisqu'on n'a plus le choix des études et qu'il faut nécessairement se livrer à celles qui, seules, permettent d'aspirer aux grades, et qui sont prescrites par l'autorité. Passant ensuite à l'examen de ce qui constitue le fond de l'enseignement ainsi réglé, les langues, la littérature et l'histoire des anciens peuples de Rome et de la Grèce, il fait remarquer la disparate de cet enseignement avec les besoins et les mœurs des populations actuelles ; il fait voir à quelle étrange hallucination l'on cède, en donnant, autant qu'on le peut, à de jeunes hommes élevés pour des sociétés dont l'existence est fondée sur la liberté, la paix et le travail, les idées, le caractère et les mœurs d'anciens peuples, qui puisaient tous leurs moyens d'existence dans la guerre, le pillage et l'esclavage ; il démontre qu'une semblable éducation ne peut que fausser le jugement, développer, encourager les penchants les plus dangereux, l'amour de la domination, du commandement, de la vie oiseuse, l'éloignement, le dédain pour les travaux utiles ; et il fait sentir combien l'effet de pareilles directions, imprimées aux intelligences dès la première jeunesse, est irrésistible, en signalant l'influence qu'elles ont exercée sur la plupart des grands esprits dont la France s'enorgueillit le plus et les graves er-

reurs où elles les ont entraînés. Enfin, il montre dans ce déplorable système d'enseignement, l'une des causes principales des agitations politiques qui troublent le pays depuis soixante ans, et les racines les plus profondes du socialisme moderne. « Si les idées exposées dans cet excellent ouvrage, écrivait récemment l'un des hommes les plus éclairés de notre pays, ne devaient pas, avec le temps, triompher des préjugés soutenus par l'habitude et l'irréflexion, il faudrait désespérer de l'avenir d'une nation sur laquelle la raison la plus irrésistible aurait si peu d'em-
pire¹. »

SPOLIATION ET LOI. — Réponse énergique et péremptoire aux attaques dirigées contre l'économie politique, par les protectionnistes, dans la session du Conseil général de l'agriculture, des manufactures et du commerce, du mois d'avril 1850. Pour la centième fois, M. Bastiat prouve à ces enfants gâtés de la douane, qu'il ne suffit pas toujours de faire ou d'obtenir une loi qui vous permette de prendre le bien d'autrui, pour être parfaitement irréprochable ; dans tous les cas, il leur fait sentir que lorsque la spoliation est évidente, incontestable, il y a une certaine outrecuidance, de la part de ceux qui croient en profiter, à prétendre imposer aux professeurs d'économie politique l'obligation de la justifier.

LA LOI. — Ce n'est pas le législateur qui crée les hommes et leurs facultés ; ce n'est pas lui qui produit nos aliments, nos maisons, nos vêtements, nos connaissances, nos livres, nos objets d'art... Quelle est donc sa mission, et quel besoin avons-nous de son intervention ? Sa mission rationnelle est uniquement de préserver chacun de nous de la violence ou de l'injustice possibles des autres. Sans l'intervention du législateur, chacun de nous aurait à défendre lui-même sa liberté et ses propriétés : c'est un soin que nous lui déléguons, en l'indemnisant pour cela, et il ne peut étendre ses attributions au delà de ce cercle sans violer nos droits. La loi n'est donc, ou du moins elle ne doit être que l'organisation de la légitime défense, dont le soin est transmis de tous à quelques-uns ; en d'autres termes, la loi n'est que la justice, aidée des forces nécessaires pour qu'elle soit constamment respectée. Lorsque la loi se renferme dans ces limites, le gouvernement est simple, peu dispendieux, vivement appuyé par la population et, par conséquent, inébranlable ; d'un autre côté, la liberté est aussi complète que possible, et sous son impulsion, tous les éléments de prospérité se développent rapidement ; les États du nord de l'Union américaine offrent un exemple de ce régime. Lorsque, au contraire, la loi veut tout embrasser, tout régir, substituer sa prévoyance, son impulsion à celle des individus, le gouvernement est compliqué et coûteux, la justice et la liberté sont très-incomplètes, les facultés utiles sont découragées, les passions dominatrices ou cupides sont vivement excitées, les révolutions sont fréquentes et la sécurité très-précaire. Telle est, à peu près, la thèse développée par M. Bastiat, dans cette brochure de quatre-vingts pages, avec une vigueur, une logique et une éloquence entraînant. Mais, pour que la pensée de cet écrit soit mieux indiquée, nous citerons les lignes qui le terminent :

« Dieu a mis dans l'humanité tout ce qu'il faut pour qu'elle accomplisse ses destinées. Il y a une physiologie sociale providentielle, comme il y a une physiologie humaine providentielle. Les organes sociaux sont aussi constitués de manière à se développer harmoniquement au grand air de la liberté. Arrière donc les empiriques et les organisateurs !... arrière leurs moyens artificiels ! arrière leur atelier social, leur phalanstère, leur gouvernementalisme, leur centralisation, leurs tarifs protecteurs, leurs universités, leurs religions d'Etat, leurs banques gratuites ou leurs banques monopolisées, leurs compressions, leurs restrictions, leur moralisation ou leur égalisation par l'impôt ! Et puisqu'on a vainement infligé au corps social tant de

¹ V. Victor de Tracy, *Journal des Economistes*, t. XXVII, p. 9.

« systèmes, qu'on finisse par où l'on aurait dû commencer, qu'on repousse les systèmes, qu'on mette enfin à l'épreuve la liberté,—la liberté qui est un acte de foi en « Dieu et en son œuvre. »

CE QU'ON VOIT ET CE QU'ON NE VOIT PAS.—L'économie politique enseigne à connaître et à prévoir toutes les conséquences, tous les résultats prochains ou ultérieurs des faits ou des phénomènes économiques. Les esprits privés des lumières qu'elle fournit jugent d'après le fait lui-même ou d'après ses conséquences les plus immédiates et les plus rapprochées, c'est-à-dire d'après *ce que l'on voit*. La vue de la science s'étend beaucoup plus loin dans le temps et dans l'espace ; elle embrasse tous les résultats présents ou futurs, voisins ou éloignés, du fait étudié, et ces résultats sont presque toujours de nature à changer ou à modifier le jugement porté d'après une investigation restreinte aux seules conséquences qu'on ait sous les yeux ; ils constituent ainsi *ce qu'on ne voit pas*, et ce que M. Bastiat a entrepris de faire voir dans les questions se rattachant aux *consommations privées et publiques, à l'impôt, aux subventions en faveur des beaux-arts, aux travaux publics, aux intermédiaires du commerce, aux restrictions industrielles ou commerciales, aux machines, au crédit, aux colonies, à l'épargne et au luxe*, et enfin au *droit au travail et au profit* ; en sorte qu'ayant ainsi parcouru toute la série des conséquences que montre l'économie politique, et qu'on ne voit pas sans elle, il a réellement enseigné, comme le porte le titre de la brochure, *l'Economie politique en une leçon*. A. CLÉMENT.

RAPPORT FAIT AU CONSEIL GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES MANUFACTURES, AU NOM DE LA COMMISSION CHARGÉE DE LA QUESTION RELATIVE AU CRÉDIT FONCIER, par M. WOLOWSKI.

DU CRÉDIT FONCIER, par M. MARCEL BARTHE, ancien représentant du peuple pour 1850, brochure in-4.

Quelques jours avant de mourir, Cuvier disait aux amis qui entouraient son lit : *Notre véritable gouvernement, c'est la commissionocratie*, et c'est assurément le plus fainéant des gouvernements. Voilà quinze ou vingt ans, par exemple, que la question du crédit foncier s'étudie, se discute, se résout dans des Commissions ; et où en est-elle ? juste à son point de départ. En ce moment même, elle est de nouveau livrée à l'examen de la section de législation du Conseil d'Etat, dont les membres décidément savent tout, sont propres à tout. L'heureuse section ! Autrefois, on faisait du moins étudier chaque question par les hommes qui s'en étaient occupés spécialement ; ce n'est plus nécessaire aujourd'hui. La section du Conseil d'Etat vaut à elle seule l'humanité, possède tous les savoirs, a toutes les expériences : chaque chose se perfectionne !

Un mois avant d'être portée au Conseil d'Etat, la question du crédit foncier avait été discutée au Conseil général de l'agriculture, du commerce et des manufactures, et c'est à ce Conseil que M. Wolowski a fait le rapport qu'il vient de publier. Les lecteurs du *Journal des Economistes* savent combien M. Wolowski a répandu de lumière sur la question du crédit agricole. C'est, aussi bien, son sujet favori ; jamais il ne l'abandonne, il le produit partout, il le poursuit toujours. Il fait à lui seul l'office de beaucoup de Commissions, et l'on trouve dans chacun de ses écrits, comme dans chacun de ses discours sur cette matière, la même clarté d'exposition, le même bonheur de discussion. Je ne m'arrêterai pas à analyser les opinions de M. Wolowski sur le crédit agricole, elles sont assez connues ; je me réserve seulement de revenir plus loin sur quelques-unes des solutions qu'il propose, et qu'il me semblerait fâcheux d'adopter.

J'arrive donc, sans plus tarder, à la brochure de M. Marcel Barthe, et j'ai un vrai

plaisir à en parler. S'il faut le dire, je l'avais ouverte avec défiance : M. Barthe a passé par la Constituante, et il ne m'était pas resté de ce passage le meilleur souvenir. C'est, bien entendu, faiblesse d'esprit, excès de réaction de ma part. Eh bien ! si nous siégeons en ce moment, M. Barthe et moi, à l'Assemblée législative, je ne sais si nous voterions ensemble ; il se pourrait bien que non ; mais au fond, nous penserions tout à fait de même, nous aurions absolument les mêmes opinions. Sa brochure, effectivement, abonde en aperçus sur notre état social et politique, et ces aperçus me paraissent aussi justes qu'ils sont bien exposés. Je les signerais des deux mains, ils sont trop épouvantablement conservateurs.

En ce qui touche spécialement la question du crédit foncier, M. Barthe n'a émis, au reste, aucune opinion nouvelle, et cela, pour tout esprit sensé, serait vraiment impossible. Mais il a montré, avec beaucoup de force et de haute raison, la nécessité de fonder enfin ce crédit parmi nous. Les souffrances de la propriété territoriale sont excessives, en effet, et les destinées de la France, aujourd'hui plus que jamais, ce sont les campagnes qui les font. Il y a donc en cela une grande justice à accomplir, un grand service à rendre, et aussi un immense péril à conjurer. Après avoir exposé la condition des populations rurales, M. Barthe rend compte de l'organisation des institutions territoriales de la Pologne et de l'Allemagne. Je n'ai pas besoin de dire que ce sont des institutions semblables ou presque semblables qui lui paraissent désirables en France ; sur ce point tout le monde est d'accord. Il n'y a plus de controverse sur la nature de l'emprunt réclamé par la propriété, sur le mode des prêts, sur celui des remboursements. Seulement, sous quelles garanties doivent se constituer les banques agricoles, avec quels fonds, quelle sera leur administration ? voilà ce qui est en discussion.

M. Wolowski avait, il y a déjà plusieurs années, demandé qu'il n'y eût pour toute la France qu'une banque hypothécaire, avec des succursales dans chaque département, et voulait qu'elle fût dirigée par l'Etat. Dans son rapport au Conseil général de l'agriculture, du commerce et des manufactures, devenu l'organe d'une Commission, il propose, au contraire, que chaque département possède, pour son compte, une banque, et qu'elle résulte, comme en Pologne et en Allemagne, de l'association des propriétaires. Toutefois, au lieu d'être appuyée sur la solidarité des associés, ainsi que dans ces pays, la commission du Conseil général désire qu'elle le soit sur un fonds de garantie, souscrit pour moitié par des souscriptions privées, pour un quart, par le département, et pour le dernier quart, par l'Etat, qui aurait, en outre, un droit de surveillance sur toutes ses opérations ; dans ce fonds de garantie, se trouverait la sécurité du public.

M. Barthe demande également qu'il y ait une banque agricole par département, mais il la veut pourvue seulement par les fonds des propriétaires associés. « Néanmoins, ajoute-t-il, elle devrait être placée sous la surveillance d'une Commission spéciale, composée d'un certain nombre de membres du Conseil général, élus par leurs collègues, du président du tribunal de première instance, du président du tribunal de commerce, du receveur général, du président de la Chambre des notaires, du plus ancien des juges de paix du chef-lieu, et du préfet, qui serait président de droit. Cette Commission devrait faire, tous les ans, un rapport sur la manière dont l'association exécute ses statuts, et sur sa situation. » Et apparemment que si les statuts semblaient violés, la situation mauvaise, la banque pourrait, devrait être aussitôt détruite ; autrement, pourquoi ce rapport, pourquoi cette Commission, d'ailleurs si singulièrement composée ? C'est encore la surveillance, sinon la direction de l'Etat.

Voilà où nous en sommes en France. Nous couvrons chaque pan de muraille du mot de liberté ; nous le répétons à tout propos et hors de propos ; nous repoussons

avec effroi la moindre tentative ouvertement socialiste, ce qui n'est pas notre plus grand tort, et toutes les fois qu'il s'agit d'organiser quelque chose, de fonder une institution, de décider une entreprise, nous recourons à l'Etat, nous réclamons son intervention. Qu'est-ce donc cependant que la liberté du travail ? car je ne veux pas sortir des questions qui touchent aux intérêts matériels. Est-ce une fantaisie ou un droit ? Si c'est une fantaisie, qu'avez-vous à redire aux théories socialistes, prises dans tout leur ensemble ? Si c'est un droit, que l'Etat se retire ! il n'a rien à voir, à commander, à diriger dans le champ de l'industrie. Liberté ou bon plaisir, il faut opter. Et en vérité on croit rêver quand on entend des hommes aussi distingués que MM. Wolowski et Barthe, proposer d'étendre encore en ce moment les attributions industrielles de l'Etat. Abstraction faite même des principes, vérités éternelles, l'Etat n'a-t-il pas déjà suffisamment prouvé son incapacité absolue, radicale en industrie ? Il n'a jamais rien entrepris sous ce rapport sans échouer complètement. Puis la solution de la Commission du Conseil général de l'agriculture, du commerce et des manufactures est, à un autre point de vue, au moins étrange. L'Etat, sans parler des départements, contribuera pour le quart au fonds de garantie de nos quatre-vingt-six banques agricoles ; mais avec quoi ? il n'aurait pas été déplacé de nous l'apprendre. Notre dette hypothécaire dépasse 15 milliards ; dès que le crédit foncier sera vraiment constitué, elle augmentera beaucoup ; le quart du fonds de garantie des banques territoriales devra donc former une somme fort ronde, se composer de millions, s'il n'atteint au milliard ; or, quelles sont aujourd'hui les ressources financières de l'Etat ? Et s'il commanditait l'agriculture, comment ne commanditerait-il pas aussi les manufactures et les comptoirs ? Que l'Etat accomplisse convenablement la réforme hypothécaire, et ne se mêle pas du reste. L'industrie privée, quoi qu'on en ait dit au Conseil général, saura bien faire en France ce qu'elle a fait en Prusse ou en Pologne.

Il ne me reste plus assez d'espace pour discuter avec quelque détail cette autre opinion de M. Wolowski, que le crédit foncier peut s'établir parmi nous, sans la réforme de nos lois sur la transmission des immeubles, et sur les charges qui les grèvent. Il croit qu'il suffirait pour cela d'accorder aux banques agricoles le droit de purger les hypothèques déjà existantes, et de leur concéder, en cas d'expropriation poursuivie à leur profit, l'usage de l'exécution parée. A mon avis, c'est là une complète erreur. Le crédit, de quelque nature qu'il soit, à quelque emploi qu'il s'adapte, ne se fonde jamais sur l'incertain, et, grâce à nos lois sur les immeubles, la propriété elle-même, en France, est certaine.

GUSTAVE DUPUYNODE.

ACTE DE NAVIGATION DE L'ANGLETERRE.— Rapport fait à la Chambre de commerce de Paris, brochure in-8° de 20 pages, 1850.

La Chambre de commerce de Paris s'est préoccupée de l'influence que peuvent avoir pour le commerce français les importantes modifications qui ont été faites en Angleterre sur les lois de navigation ; elle a chargé une Commission du commerce extérieur, formée dans son sein, d'étudier la portée de ces lois, et c'est de cette Commission que M. Rodet est devenu l'organe comme étant certainement l'un des plus compétents de la Chambre en pareille matière.

M. Rodet a fait, à l'aide des nombreux documents qu'il a pu consulter dans sa remarquable bibliothèque, l'historique chronologique de la législation douanière de l'Angleterre ; puis il a analysé le nouvel acte de navigation qui porte la date du 29 juin 1849. Nous reproduirons dans un autre numéro, si l'espace nous le permet, ce résumé de dispositions qui intéressent à un si haut point la production et le commerce du monde en général, la production et le commerce français en particulier.

Cet historique et cette analyse, pleins de faits et de dates précises, sont, nous le

répétons, le produit de savantes recherches dans de précieux documents ; mais nous nous attendions à les voir suivis d'une appréciation sur la portée de l'acte du 29 juin qui préoccupe à si juste titre nos ports de mer et nos grands centres de production.

Nous sommes d'accord avec l'honorable rapporteur que « c'est ici que l'embarras est manifeste » avec les lois sous lesquelles nous sommes placés ; mais ces lois, sont-elles donc immuables ? N'y pourrait-on pas faire des changements pour les mettre en harmonie avec les besoins actuels, avec les conditions que la réforme anglaise fait à notre production, à notre navigation, à notre commerce ? M. Rodet n'en dit rien ! Voici comment il termine son rapport :

La préoccupation générale du commerce de nos ports et de nos grands centres de production laisse pressentir que la mise en vigueur de l'acte du 29 juin 1849 doit exercer son influence même chez nous, les uns disent en bien, les autres croient en mal. Par quelles mesures peut-on obtenir le bien ou conjurer le mal ? C'est ici que l'embarras est manifeste ; et, avant d'aller plus loin, il faut examiner les lois sous lesquelles nous sommes placés.

Mettant à part la pêche à laquelle nous accordons des primes, et les colonies qui sont sous la loi d'une navigation réservée, sauf un petit nombre d'exceptions, nous voyons que, pour les marchandises que l'étranger nous fournit, l'importation sous pavillon français jouit d'une faveur d'autant plus marquée que le navire a parcouru plus de chemin.

Le café, par exemple, paye sept ou huit droits différents :

Et d'abord par navires français : 1° des colonies françaises au delà du Cap ; 2° id. en deçà du Cap ; 3° des établissements de l'Afrique occidentale ; 4° de l'Inde ; 5° de l'Inde, au delà du détroit de la Sonde ; 6° des autres pays hors d'Europe ; 7° des entrepôts de l'Europe, par navires étrangers ; 8° de tous pays, sauf les cas de réciprocité ; 9° prohibés par navires étrangers, et même par navires français suivant la provenance, par exemple, venant d'Angleterre. Tels sont les divers régimes auxquels le café arrivant peut être soumis s'il est présenté à la consommation, car, en tout cas, il peut être entreposé et réexporté. Notre tarif est ainsi compliqué de droits différentiels sur presque tous les articles ; chacun de ces droits a été voté par des raisons spéciales et a donné naissance à quelques intérêts particuliers.

D'un autre côté, l'Angleterre présente des tarifs simples, égaux pour tous, et elle ajoute : Un navire étranger, et par conséquent un navire français, peut aller sur tout point du globe, y prendre un chargement, le porter en Angleterre et le verser dans la consommation sur le pied d'égalité avec un navire anglais, et c'est ce qu'ont déjà exécuté de nombreux navigateurs.

Notre position ainsi bien établie, les questions suivantes ne peuvent manquer d'être posées :

1° Maintiendra-t-on l'ordonnance du 8 février 1826, qui se base sur une disposition de l'ancienne loi anglaise, abrogée par l'acte du 29 juin, et continuera-t-on à repousser les articles énumérés dans la circulaire de M. le directeur général des douanes, du 8 janvier 1850 ?

2° Si la France adoptait l'admission de ces mêmes articles venant d'Angleterre, ainsi qu'elle le fait quand ils arrivent de Belgique ou de Hollande, devrait-on maintenir les droits différentiels suivant la nature des pavillons ?

3° La France restant maîtresse de l'élévation de son tarif et des dispositions particulières dont il peut être accompagné, cédera-t-elle, sous le rapport du mode d'importation, aux menaces implicitement contenues dans les articles 10 et 11 de l'acte du 29 juin 1849 ?

4° Quelles peuvent être les conséquences des modifications de notre législation : 1° sur notre commerce dans les pays éloignés ; 2° sur notre industrie manufacturière ; 3° sur notre navigation ; 4° sur nos possessions coloniales, dans quelque état qu'elles soient tombées ?

5° Nos constructeurs de navires, dont l'habileté ne peut être contestée, auront-ils le droit de vendre aux armateurs anglais le produit de leurs travaux ?

La Chambre de commerce n'aurait pas dû permettre qu'un homme aussi compétent que M. Rodet ne lui donnât pas son opinion sur toutes ces questions.

JOSEPH GARNIER.

INSTRUCTION POUR LE PEUPLE. — *Cent traités sur les connaissances les plus indispensables.* — T. II, traités 51 à 100. — Paris, Paulin et Le Chevalier.

Cette utile collection de traités élémentaires, dont le premier volume a paru il y a deux ans, vient d'être terminée. Le second volume est en vente. Ce volume renferme des traités sur les diverses matières de législation et d'administration, sur l'éducation, la littérature, les beaux-arts, l'agriculture, l'industrie, l'économie politique et industrielle. L'agriculture est l'objet de seize traités. M. Moll s'est chargé des irrigations et des fourrages ; M. Robinet, du mûrier et des vers à soie ; M. Saint-Germain-Leduc, du bétail et des laiteries ; M. Elisée Lefèbvre, de l'horticulture, etc. Dans les traités relatifs à l'industrie, nous remarquons un traité de l'impression sur tissus, par M. Persoz. L'auteur a eu l'excellente idée d'intercaler dans le texte des échantillons d'étoffes imprimées. Nous devons signaler aussi les traités de la verrerie, par M. Peligot, et des travaux publics, par M. L. Lalanne. Des planches nombreuses, et exécutées avec soin, sont intercalées dans le texte.

Notre collaborateur M. Wolowski et notre regrettable ami Fonteyraud ont fourni à la collection un abrégé des principes d'économie politique. Nous avons rendu compte séparément (n° du 15 juillet 1849) de cet excellent résumé d'économie politique dû, pour la plus grande partie, à la plume brillante et facile de Fonteyraud. M. Wolowski s'est réservé la rédaction d'un second traité, qui comprend plus spécialement les faits économiques. On trouvera dans ce traité un aperçu statistique des forces productives de la France : agriculture, mines, industrie et commerce, et une savante analyse du revenu public. M. Mollet s'est chargé de l'économie industrielle ; M. A. Prevost a donné une notice sur les Caisses d'épargne, et M. Leclerc, un exposé plein d'intérêt de l'histoire et de la législation des monts-de-piété. Signalons encore un traité substantiel sur les Sociétés de prévoyance, par M. Louis Deboutteville, directeur de l'Asile des aliénés de la Seine-Inférieure ; les résumés de droit civil et rural, et la statistique des institutions de bienfaisance, par M. Ch. Vergé.

En résumé, cette collection des *Cent traités* est la meilleure encyclopédie populaire que nous possédions en France. On sait qu'elle est imitée de la collection intitulée : *Information for the people*, qui est devenue populaire en Angleterre. Nous espérons que la collection de MM. Paulin et Le Chevalier obtiendra le même succès.

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE.

QUATRIÈME DISCUSSION SUR LE CRÉDIT FONCIER.

Plusieurs étrangers de distinction assistaient à la dernière réunion de la Société d'économie politique : M. Vincent Gioberti, qui s'était fait, avant les derniers événements, une grande réputation d'écrivain philosophe et politique constitutionnel, et qui a pris part aux affaires de son pays, vers la fin de 1848 et au commencement de 1849, en occupant successivement deux fois les fonctions de président du Conseil et celles d'ambassadeur à Paris ; M. le comte Cieszkowski, auteur d'un ouvrage sur la circulation, et un des représentants du duché de Posen à la diète prussienne ; M. J. T. Danson, secrétaire de la Société statistique de Londres, et déjà connu, quoique jeune encore, dans le monde savant par des recherches statistiques pleines d'intérêt ; M. le comte Léon Lubinski, directeur de la *Bibliothèque de Varsovie*, seule revue scientifique de la Pologne, consacrée aux sciences en général, à l'histoire et, autant que faire se peut, à l'économie politique.

L'attention de la Société a d'abord été appelée, par son secrétaire, sur une lettre de M. Lamothe, inspecteur des établissements de bienfaisance à Bordeaux, dans laquelle se trouve énoncée une question de charité légale. Une Commission, composée de MM. Cherbuliez, Leclerc et Paillottet a été priée d'examiner cette question.

Sur les instances de la Société, M. Gioberti a donné quelques renseignements intéressants sur le mouvement des esprits en Italie, relativement à l'économie politique. Il a dit que les idées économiques avaient d'intelligents partisans au sein du Parlement sarde, et que les efforts des amis de la science éveillaient dans toute l'Italie, et surtout en Piémont, de vives sympathies. M. Guillaumin a confirmé les paroles de M. Gioberti par quelques détails commerciaux sur les débouchés de la librairie d'économie politique. Le *Journal des Economistes* a beaucoup plus d'abonnés à Turin qu'à Lyon, qui est pourtant la seconde ville de France et qui possède une population beaucoup plus considérable.

M. Gioberti a manifesté le désir que, lorsque le Congrès d'économistes (dont il venait d'être parlé par M. Wolowski au sujet de l'Exposition de Londres) reprendrait ses réunions, il choisît une fois la ville de Turin. L'honorable membre a rappelé que la chaire d'économie politique de l'Université de cette ville avait d'abord été créée en 1841, pour être presque aussitôt supprimée, et qu'elle n'a été rétablie qu'en 1847, époque à laquelle elle fut confiée à M. Scialoja, de Naples, qui ne tarda pas à rentrer dans son pays pour tenir le portefeuille du commerce, devenir victime innocente des événements politiques, et perdre dans les ennuis de la prison sa jeunesse et son talent, qu'il pourra bientôt utiliser, il faut l'espérer, pour son pays et la science. A M. Scialoja a succédé M. Ferrara, en ce moment occupé d'une grande publication, la collection en italien des économistes anciens et modernes, italiens et étrangers.

La conversation s'est ensuite engagée sur la question du crédit foncier, à l'occasion de la présence de MM. Cieszkowski et Wolowski, qui ont le plus contribué par leurs écrits à faire connaître en France les services et l'organisation des établissements qui fonctionnent avec avantage en Pologne et en Allemagne.

Au début, la discussion tendait à s'éparpiller sur les divers points intéressants que cette question présente : la portée du crédit foncier en lui-même, sa nature, les besoins de l'agriculture, la constitution de la propriété dans les différents pays, les conditions du prêt actuel, le crédit personnel des propriétaires et des cultivateurs, etc. ; mais M. Joseph Garnier a demandé la parole pour poser la question et concentrer la discussion sur un seul point : l'intervention de l'Etat. Il a rappelé que (voir les numéros d'avril, de mai et de juillet) la Société d'économie politique touchait à ces questions pour la quatrième fois, et que le seul point qui restait à éclaircir pour elle, c'était d'apprécier la valeur des raisons de ceux qui pensent que l'Etat doit se faire l'intermédiaire entre les capitalistes et les prêteurs. En Pologne, en Autriche, en Allemagne, ce qu'on appelle les institutions de crédit foncier sont des associations, des syndicats de propriétaires. En Belgique, le projet de loi de M. Frère-Orban, portant création d'une caisse de crédit foncier, tout en copiant l'organisation de ces associations, n'admet qu'une seule association pour tout le royaume, avec une Commission gouvernementale à la tête, les services publics pour auxiliaires et l'impulsion du gouvernement. C'est l'idée

que M. Wołowski a si bien développée dans ses premiers écrits, et dont il a fait l'objet d'une proposition à l'Assemblée constituante.

M. Joseph Garnier fait remarquer qu'en admettant, ce qui n'est pas son opinion, que l'unité soit bonne en Belgique où la population n'est que de quatre millions d'habitants, le nombre des propriétaires de sept cent mille, et où toutes les exploitations agricoles sont de même nature, en plaine, et de niveau; pour ainsi dire, tout porte à croire que cette unité serait une tyrannie et un obstacle en France, où notre sol est partagé en contrées diverses, où la propriété est différemment constituée selon les localités, où les usages et les conditions du prêt sont différents aussi. Il pense que dans ce pays, dix fois plus peuplé que la Belgique et dix fois plus varié quant aux conditions agricoles des campagnes, il faut laisser toute liberté à la création des institutions du crédit foncier; que la loi doit faciliter des associations et des syndicats analogues à ceux de l'Allemagne et de la Pologne, mais qu'il y aurait de graves inconvénients à la création d'une caisse unique entraînant l'intervention directe de l'Etat. On dit bien que ces institutions sont de nature telle que l'Etat n'a aucun risque à courir financièrement; que la caisse est simplement intermédiaire entre les possesseurs du capital circulant et ceux qui donnent le capital fixe en garantie. Mais si l'organisation qu'on veut copier ne s'adapte pas à notre pays, mais si toutes les illusions, comme c'est probable, ne sont pas satisfaites (car l'imagination des esprits a singulièrement travaillé depuis dix ans); n'est-ce pas l'Etat et le gouvernement qui deviendront responsables, à tort ou à raison, devant l'opinion publique? Par suite des ambages de la centralisation, la bureaucratie entravera le développement de la caisse générale, et alors ne donnerez-vous pas de nouveaux griefs aux départements qui se plaignent avec tant de raison de la tyrannie actuelle du centre, aux agriculteurs qui se croient et se disent hautement sacrifiés? Qui peut affirmer enfin qu'après avoir décidé, comme dans le projet belge, que l'intérêt sera de 4 pour 100, l'amortissement de 1 et les frais d'administration de un huitième, les pouvoirs publics embarrassés (cela s'est vu tant de fois!) ne décideront pas que l'intérêt sera augmenté, l'amortissement suspendu, le cours des lettres de gage forcé et les frais d'administration exagérés pour aider le Trésor? Tout cela serait plus difficile, et même impossible avec des associations libres, susceptibles de se faire une concurrence, non par les profits, puisqu'il n'y en a pas pour l'administration directrice, mais au moyen d'une meilleure gestion et de tous les perfectionnements dont ces établissements sont susceptibles dans l'intérêt des propriétaires associés.

M. Wołowski a répondu qu'il pensait toujours que l'unité et l'intervention de l'Etat lui paraissent préférables; qu'il ne pouvait qu'approuver le système proposé aux Chambres belges par M. Frère-Orban, qui lui avait fait l'honneur de s'inspirer de ses idées et de ses études. L'honorable membre a ajouté que, cependant, il ne soutiendrait pas cette thèse à l'Assemblée législative, uniquement pour ne pas faire diversion sur un point, selon lui, secondaire, et qu'il voulait, avant tout, travailler à l'introduction de ces utiles institutions de crédit foncier, qui ont rendu tant de services en Allemagne et en Pologne.

Il voit dans l'intervention de l'Etat une grande économie de ressorts, qui n'existera pas avec plusieurs associations. La perception des intérêts et de l'amortissement, le versement de ces intérêts entre les mains des prêteurs, le paiement des lettres de gage désignées par le sort, la garde et le mouve-

ment des fonds, tout cela peut se faire, pour ainsi dire, sans frais, par les percepteurs, les receveurs généraux, la banque centrale, la caisse des dépôts et consignations, etc. — D'un autre côté, l'institution peut fonctionner sans que l'Etat s'en mêle autrement, sans responsabilité, sans sacrifice de sa part.

Maintenant, l'Etat prélèvera-t-il des redevances à son profit, augmentera-t-il l'intérêt, les frais d'administration, prendra-t-il l'amortissement ? Mais ce serait une spoliation que M. Wolowski ne veut pas admettre. Les abus ne sont pas l'institution, et l'honorable membre n'a jamais recommandé que l'institution en elle-même.

Sur la demande de M. Horace Say, président de la réunion, M. Cieszkowski donne quelques renseignements sur les institutions de Pologne et de Silésie. Ces institutions ne comprennent pas les propriétés foncières urbaines dans les propriétés pouvant servir de garantie aux lettres de gage, à cause des risques qu'elles présentent. Mais M. Cieszkowski ne doute pas qu'on ne puisse les faire jouir des avantages du crédit foncier en élevant simplement le taux de l'intérêt. Les forêts ne sont pas exclues en principe ; mais, par le fait, le crédit en question ne s'y applique pas ; voici pourquoi. En Pologne, où il n'y a pas d'expertise avant le prêt, et où ce prêt est égal à un certain nombre de fois l'impôt que payent les forêts, rien ne s'oppose à ce que ces propriétés soient acceptées comme garantie des lettres de gage. Mais ailleurs, où il y a expertise, comme l'estimation tient naturellement compte de la dépréciation, résultat de l'impossibilité où l'emprunteur se met d'aliéner la forêt, l'estimation se fait à un tarif si bas, qu'il n'y a pas généralement avantage à emprunter sur des forêts.

Ici M. Say fait remarquer que si les forêts, si les propriétés bâties, si les petites propriétés sont exclues du bénéfice des institutions du crédit foncier, la question diminue beaucoup d'importance.

M. d'Esterno, membre du Conseil général de la Saône et du bureau du Congrès agricole, un de ceux qui ont le plus réclamé la création des institutions de crédit foncier, répond à cette observation de M. Say, que ces institutions n'en sont pas moins utiles à une grande masse d'intérêts ; et parce qu'elles ne seront pas profitables à tous, il serait peu juste de ne les accorder à personne.

Le moment est d'ailleurs venu de faire quelque chose sur ce point, l'agriculture s'y attend. Il se peut qu'elle se soit fait des illusions, et qu'elle soit en partie déçue dans ses espérances ; mais c'est là précisément une raison de ne pas refuser l'expérience.

On a dit que les propriétaires seuls profiteraient des avantages des nouvelles institutions. Mais qui ne sait que les trois quarts des cultivateurs français sont aussi des propriétaires, fermiers de leur propre propriété ? Qui ne sait ensuite que l'autre quart qui cultive les terres des autres n'a de l'argent et des avances à espérer que des propriétaires dont il travaille le sol ? De sorte que si nous avons en France trente millions d'hectares cultivables, et s'il faut à la culture trois cents francs de capital roulant par hectare (il en faut mille en Angleterre, cinq cents en Belgique et dans le Nord), voilà un capital de neuf milliards, aidé, vivifié par les institutions dont nous nous entretenons.

Cependant à cette objection que les agriculteurs n'empruntent souvent que pour s'obérer davantage, l'honorable membre dit que les négociants aussi empruntent souvent à des taux absurdes, et que la propriété est le droit d'user, emportant avec lui le droit d'abuser à ses risques et dépens. A cet égard,

M. d'Esterno cite de curieux exemples d'emprunts à taux élevés, qui se pratiquent dans son département. Il y a, dit-il, de petits cultivateurs qui achètent en mai des bœufs pour le travail, et qui les revendent en novembre. S'ils les achetaient comptant, ils les payeraient 600 francs, par exemple; mais comme ils ne payent de suite que trois cents francs et qu'ils promettent les autres trois cents francs pour l'époque où ils comptent avoir vendu, ils consentent à donner cinquante francs de plus pour cette facilité. C'est de l'argent à un taux ruineux. Cette transaction est usuelle et elle se renouvelle pour d'autres animaux, pour les cochons, par exemple.

M. Guillemin fait remarquer que la réforme hypothécaire, en rendant le gage plus accessible au prêteur, donnerait la solution que l'on cherche.

M. Rodet parle dans le même sens et se refuse à voir une différence entre le crédit des agriculteurs et celui des autres producteurs, manufacturiers ou négociants. Le crédit agricole sera fondé lorsque nous ferons comme les Anglais, qui ne se mettent dans la culture qu'avec des capitaux suffisants et capables d'inspirer confiance. En Angleterre, un homme qui a cent mille francs et des connaissances agricoles se fait fermier; en France, il aspire à être propriétaire. Voilà l'explication de bien des déboires et des entraves auxquels on veut remédier par des combinaisons qui n'atteindront pas le mal. Que si l'Etat garantit le paiement des annuités d'emprunt, il doit rendre les contribuables solidaires, ce qui n'est pas juste. Si, au contraire, on laisse faire des associations, elles s'arrangeront pour mériter la confiance.

M. Coquelin combat vivement et du même point de vue que M. Joseph Garnier et M. Rodet l'intervention de l'Etat. Il fait remarquer qu'on peut repousser cette intervention et admettre parfaitement la formation, l'expérience des institutions de crédit foncier, analogues à celles dont on a parlé. Mais il trouve précisément dans ce qui se passe à l'étranger des motifs en faveur de son opinion.

Ces institutions dont on nous parle sont loin d'être parfaites: elles laissent en dehors de leur action les forêts et les propriétés bâties; et cela tient à ce que, le plus souvent, on a voulu qu'elles fussent seules. On a sacrifié à cette unité, qui n'est autre que le monopole, avec tous les abus qui marchent à sa suite. L'Etat eût été encore plus exclusif. S'il y avait eu concours d'associations, émulation, leur constitution aurait plus varié; elles se seraient mieux adaptées aux besoins des pays; elles se seraient plus souvent modifiées, et elles seraient assurément plus parfaites aujourd'hui. — En France, on fera mal, à coup sûr, si l'on se jette dans la voie du monopole, si l'on exclut la concurrence, et si l'on ne laisse pas à ces syndicats de propriétaires la faculté de se constituer diversement, soit à Paris, soit dans les départements, soit dans toute autre circonscription territoriale que leurs intérêts pourront leur conseiller.

Quant à l'Etat, il n'a qu'une chose à faire: à dépouiller les propriétés des privilèges qui ont pu leur être attribués; il doit permettre qu'elles se rendent liquides à peu de frais, et que les titres qui en sont la représentation soient facilement transmissibles; il doit enfin garantir la liberté de cette espèce d'association.

Après quelques autres explications échangées entre MM. Wolowski, Say et Lecercler, la séance a été levée à une heure avancée.

JPH GARNIER.

CHRONIQUE.

SOMMAIRE : Quelques votes économiques des Conseils généraux. — Reprise de la question des canaux. — Ce dont MM. Dumas et d'Hautpoul se défendent. — Réapparition de M. Saint-Chamans. — Les progrès de l'Algérie. — Création de Chambres d'agriculture dans ce pays et de Commissions d'agriculture en France. — La dernière campagne du sucre de betterave. — Les importations des huit premiers mois. — Les revenus publics des neuf premiers mois. — La réforme des lois de navigation au Chili. — *Erratum* au sujet du Piémont. — La marque obligatoire pour les produits et les services des gens de lettres.

Voici encore quelques votes de notre compétence émis par les Conseils généraux, lorsqu'ils en ont eu fini avec la politique.

La majorité a demandé le maintien de l'impôt des boissons, non pas définitivement et aux conditions actuelles, mais uniquement dans la vue du rétablissement de l'équilibre des finances.

Les avis ont été partagés et fort complexes sur la modification de l'assiette de l'impôt des portes et fenêtres, à propos de laquelle M. le ministre des finances avait consulté les Conseils généraux.

La plupart ont réclamé la réforme hypothécaire, et, sans trop s'expliquer sur ce qu'ils entendaient par là, l'organisation du crédit foncier ; ils ont, en général, voté contre les bons hypothécaires à cours forcé.

Ils ont tous répondu par un refus à la proposition de M. le ministre du commerce, qui les invitait à créer des bourses à l'Institut agronomique de Versailles. Le même ministre leur ayant demandé s'il était avantageux d'adjoindre à l'enseignement des écoles primaires quelques notions d'agriculture, avec un terrain à ce destiné, ils ont à peu près universellement repoussé cette proposition, craignant sans doute que la dépense des communes ne dépassât leurs moyens, et que l'instituteur ne négligeât son enseignement pour faire produire son champ. Ils ont reconnu que l'instituteur pourrait donner d'utiles notions d'horticulture. Quand donc consultera-t-on les Conseils, et quand se préoccupera-t-on de leur faire comprendre que des notions d'économie politique sont indispensables aux instituteurs, ensuite à ces jeunes citoyens qui composeront, peu d'années après, la grande majorité du peuple français, et s'agiteront pour des questions de capital, de monnaie, de salaires, de machines, etc. ?

Sur la question du pesage pour remplacer le mesurage, que M. Dumas, ministre du commerce, a mise en circulation, la plupart des Conseils ont pensé qu'il ne fallait rien brusquer, mais qu'il serait utile que, sur les marchés à grains, il y eût à la fois des instruments de pesage et des instruments de mesurage.

Les avis ont été très-divisés au sujet des enfants trouvés et des moyens d'alléger les charges qu'ils imposent. La question des tours est restée obscure et difficile.

— D'une communication qui semble n'avoir été faite qu'au *Constitutionnel*, il résulte que M. le ministre des finances a soumis à l'examen du Conseil d'Etat un projet de loi qui doit être porté devant l'Assemblée, et qui est relatif au rachat des actions de jouissance des sociétés de canaux. Déjà les Chambres

s'étaient occupées, avant la révolution, de ce sujet important. M. le ministre des finances a eu raison de penser que le temps était venu de remettre cette affaire à l'ordre du jour. Les actions de jouissance une fois rachetées, que fera-t-on des canaux ? L'Etat les exploitera-t-il ? les aliénera-t-il ? les affermera-t-il ? Ce sont les plus graves questions de travaux publics qui vont surgir à propos de ce nouveau projet, mais qu'il est utile de discuter de nouveau et de vider si c'est possible.

— Deux notes, deux démentis, successivement insérés au *Moniteur*, témoignent de la terreur que les protectionnistes ont inspirée à deux ministres : M. Dumas et M. d'Hautpoul.

La presse s'était occupée, comme nous l'avons dit, de la reprise du projet d'union douanière avec la Belgique. M. Dumas a juré ses grands dieux qu'il n'avait jamais songé à un projet si monstrueux !

On avait annoncé, nonsans un peu de perfidie, nous croyons, que le ministre de la guerre faisait acheter des chevaux pour la gendarmerie en Angleterre. M. d'Hautpoul s'est empressé de se défendre de ce méfait, et de donner le démenti le plus absolu à ces calomnies !

Avoir prêté l'oreille à des arrangements pour agrandir le marché de la France, quelle abomination de la part d'un ministre du commerce ! Avoir songé à monter notre gendarmerie sur des chevaux de la perfide Albion, quelle félonie !

— M. le vicomte de Saint-Chamans, qui brillait sous la Restauration au rang des écrivains protectionnistes, a publié, dans l'*Union*, une attaque en règle contre le discours de M. Michel Chevalier, dans cette instructive séance du Conseil des manufactures, où l'économie politique fut si tristement menacée ; contre l'article que nous donna M. Bastiat à ce sujet, et contre les réflexions que nous inspira à nous-même ce spectacle des faiblesses humaines.

Il ne nous semble pas que M. de Saint-Chamans, qui se fait remarquer par la clarté et le bon ton de sa polémique, ait produit un argument nouveau. Il dit que la liberté du commerce ferait baisser les salaires et nuirait aux classes pauvres, oubliant que le raisonnement et la pratique prouvent tout le contraire. Il dit encore que le privilège de la protection n'est pas abandonné en Angleterre, ce qui est inexact de la manière la plus manifeste. Enfin, il nie que la réforme de sir Robert Peel ait été radicale et profonde, ce qui prouve que M. de Saint-Chamans ne s'est pas encore procuré le tarif anglais.

Nous engageons ceux de nos lecteurs qui ont lu l'article de M. de Saint-Chamans à se reporter aux discussions de l'Association du libre-échange et aux articles que nous avons publiés, et qui ont répondu à tous les arguments repris par notre honorable adversaire.

— M. le ministre de la guerre a publié, sous forme de rapport à M. le président, un court résumé-prospectus des résultats qui ont été obtenus en Algérie. Cette pièce, qui a une raison d'être, doit être le précurseur de quelque projet de loi.

Il est dit dans ce document que l'Algérie possède 153 *villes* ou villages, et qu'elle n'en avait que 72 en 1848 ; que la population européenne est de 115,000 âmes ; que les colons, au nombre de 11,000, ont élevé des constructions pour 14 millions ; et que les ponts et chaussées et l'armée ont fait 5,350 kilomètres de routes.

Le même ministre a créé, en Algérie, des Chambres consultatives de l'agri-

culture, sur des bases tout à fait rationnelles. Les membres de ces Chambres doivent être choisis par tous les cultivateurs, sans acception de religion et de nationalité ; et ils pourront ainsi être l'expression fidèle des idées et des besoins des colons que l'on a tant de fois fait parler sans les entendre.

Cette innovation annonce la présentation d'un projet de loi portant création de Chambres semblables en France, où le Congrès agricole les a mises en faveur. Déjà M. Dumas, pour donner une première satisfaction aux agriculteurs, a invité les préfets à organiser des Commissions départementales, avec des hommes de leur choix. Si nous ne nous trompons, les préfets sont incapables de remplir cette mission économique-scientifique ; et les Commissions départementales ne répondront que fort mal ou pas du tout aux trop nombreuses questions que leur adresse M. le ministre dans le rapport qui précède le décret.

— L'administration des contributions directes vient de publier le tableau de la production et de la consommation du sucre de betterave, depuis le commencement de la campagne jusqu'à la fin du mois d'août, c'est-à-dire jusqu'à la fin de la campagne 1849-50. Voici les principaux faits que constate ce tableau.

Au 31 août, on comptait 288 fabriques en activité et seulement 9 fabriques en non-activité, c'est-à-dire quatre fabriques en activité de plus et 14 en non-activité de moins que l'année dernière.

Ces 297 fabriques sont maintenant toutes groupées dans le Nord. En effet, il y en a 146 dans le département de ce nom, 69 dans le Pas-de-Calais, 30 dans l'Aisne, 24 dans la Somme, 8 dans l'Oise, et 20 dans les autres départements. Elles sont maintenant à peu près toutes au centre de l'approvisionnement en betteraves, et dans les meilleures conditions industrielles.

Ces diverses fabriques n'avaient, au commencement de la campagne, que 5,714,000 kilogrammes de reprises ; elles ont fabriqué dans le courant de l'année 62,175,000 kilog., ce qui fait un total de 69,209,000 kilogrammes. Ce sont là des résultats bien plus avantageux que ceux de la campagne précédente, où les reprises avaient été plus fortes de 8,611,000 kilogrammes et la fabrication plus faible de 23,536,000 kilogrammes, ce qui donne dans le total une différence en plus de près de 15 millions de kilogrammes.

Cette année, il a été mis en consommation 59 millions de kilogrammes, 10 millions de plus que l'année précédente.

L'administration des douanes a fait connaître, de son côté, le relevé des principales marchandises importées pendant les huit premiers mois de l'année.

Les droits perçus en 1850 s'élèvent à plus de 81 millions de francs. C'est encore 3 millions de moins que l'an dernier ; mais 27 millions de plus qu'en 1848. La différence de 1850 sur 1849 provient toujours des sucres des colonies et des cafés, dont il a été acquitté moins que l'année dernière ; mais ces différences et celles provenant des cotons et des huiles d'olive tendent à être neutralisées par des augmentations qui se manifestent cette année dans les fils et les toiles de lin et de chanvre, les fontes, les graines oléagineuses, les suifs, les houilles, les laines, le plomb, le poivre, les sucres étrangers et les articles divers.

Les exportations suivent naturellement la même progression, et le mouvement de la navigation indique la même activité.

On sait que l'administration des douanes perçoit la majeure partie des droits

sur le sel. Dans un tableau spécial, cette administration nous fait connaître qu'il a été perçu dans les huit premiers mois, tant par ses agents que par ceux des contributions indirectes, 14 millions 264,000 francs en 1850, et 19,889,000 francs en 1848. Il avait été reçu, avant la réforme du tarif, 36 millions et demi en 1848, et plus de 40 millions en 1847. Les résultats de 1849 dépassent ceux de 1850, parce qu'on se rappelle qu'il fut fait pour le commerce des approvisionnements extraordinaires en prévision d'un retour possible à l'ancien tarif. D'autre part, on conçoit que la consommation, favorisée par la baisse des prix, ne pourra prendre son essor que lorsque l'agriculture sera remise de la crise qu'elle a traversée.

Enfin le *Moniteur* publie ce matin le montant des revenus publics pendant les neuf premiers mois de l'année.

Les revenus indirects s'élèvent à 537 millions et demi ; 41 millions de plus qu'en 1848, et 28 millions de plus qu'en 1849.

Sur l'impôt direct, 275 millions et demi sont rentrés. L'arriéré n'est que de 4 1/2 pour 100 ; il était double l'an dernier.

Tous ces chiffres sont les effets du calme et de la reprise des affaires.

— La législature chilienne a décrété la franchise pleine et entière de ses ports en faveur des navires de toutes les nations qui lui accorderont, par réciprocité, un semblable privilège.

A ce sujet, nous rappellerons que ce n'est point à une faible majorité, comme nous avons cru lire dans une correspondance qui nous était adressée, mais à la presque unanimité, 44 voix sur 45 votants, que l'abolition des droits différentiels a été votée par le Sénat sarde. (V. le numéro 112 (juillet), tome XXVI, p. 423.)

— Les dispositions de la loi du 19 juillet, relatives à la signature des articles de journaux, ont été mises à exécution à partir du 24 septembre. Elles portent qu'il faut signer tout article de discussion politique, philosophique ou religieuse. Le *Journal des Économistes* ne fait jamais de politique, il ne traite pas non plus des matières religieuses. Enfin, il ne fait pas de la philosophie proprement dite, et se borne à aborder quelquefois la philosophie de l'économie politique, c'est-à-dire les hautes questions de la science. Or, ce n'est pas dans ce sens que le législateur a entendu le mot, car, sans cela, il aurait exigé la signature des articles de philosophie chimique ! La loi n'a nullement parlé d'économie sociale, et encore moins d'économie politique ; de sorte que, jusque-là, la plupart de nos articles, que nos collaborateurs signaient avant la loi, qu'ils signeront après, pourraient ne pas être signés.

Mais l'article suivant de cette loi fabuleuse, qui a dû faire pâmer d'aise M. Jobard et M. Biétry, les apôtres absolus de la marque obligatoire, restreint singulièrement cette latitude. Cet article stipule qu'il faut signer tout article relatif aux actes, aux opinions ou aux intérêts des citoyens. Le moyen d'écrire quoi que ce soit, sans toucher de près ou de loin aux actes, opinions et intérêts des citoyens !

Cet article nuira, nous le craignons bien, à la critique littéraire et scientifique anonyme, c'est-à-dire, à la critique indépendante.

En ce qui nous touche, il n'a d'autre portée que de nous forcer à mettre notre nom au bas de cette chronique, que nous sommes obligé d'écrire à la hâte et de livrer à la publicité presque sans correction, et que nous signons avec autant de mauvaise grâce qu'en mettrait le premier représentant venu à monter à la tribune sans avoir donné quelques soins à son improvisation, ou même à sa personne.

JOSEPH GARNIER.

Paris, 15 octobre 1850.

P. S. M. Carey nous adresse de Philadelphie une longue lettre relative aux *Harmonies économiques* de M. Bastiat, et que nous ne pouvons publier cette fois, faute d'espace.

Un bruit cruel a couru au sujet de ce dernier économiste, dont le *Journal des Landes* a annoncé la mort à Nice vers le 23 septembre. Mais sa famille et quelques-uns de ses amis n'ont pas tardé à recevoir des lettres donnant le plus complet démenti à cette inexplicable nouvelle. M. Bastiat n'a pas même débarqué à Nice. Il est arrivé, sans le moindre accident, à Pise, d'où il a donné les détails les plus rassurants sur sa santé.

DE LA
RÉFORME HYPOTHÉCAIRE.

HISTORIQUE. — PROJET DE LOI. — RAPPORT DE M. BETHMONT AU CONSEIL D'ÉTAT.
RAPPORT DE M. VATIMESNIL A L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE, ETC.

On formerait aisément une bibliothèque avec les publications qui depuis vingt-cinq ans ont été consacrées à la réforme hypothécaire. Les inconvénients et les lacunes des dispositions du Code civil, en ce qui touche l'assiette des *droits réels*, ont appelé de tout temps l'attention des jurisconsultes ; mais c'est surtout à partir du moment où un homme d'Etat éminent, Casimir Périer, fit de cette question le programme d'un concours, ouvert en 1827, que l'attention publique fut vivement ramenée de ce côté.

Casimir Périer demandait :

1° Quels sont en France les vices et les lacunes des dispositions législatives et administratives concernant le prêt hypothécaire ?

2° Quels sont les obstacles qui s'opposent à la direction des capitaux vers cette nature d'emploi ?

3° Quelles seraient, enfin, les meilleures dispositions à établir pour former, sur cette partie, le projet le plus complet et le plus en harmonie avec les besoins du fisc, ceux des emprunteurs, et les garanties qu'on doit accorder aux prêteurs ?

Le problème était nettement posé : de nombreux écrits furent consacrés à le résoudre. L'étude de la législation comparée jeta de vives lumières sur cette question capitale, qui touche aux difficultés les plus graves du droit. D'illustres jurisconsultes la traitèrent avec un soin particulier ; le gouvernement lui-même provoqua, par une circulaire de 1841, la Cour de cassation, les Cours royales et les Facultés de droit à fournir leurs observations, qui furent réunies et publiées en 1844. En même temps, l'administration de l'enregistrement et des domaines mit au jour des renseignements utiles.

Une Commission fut chargée d'examiner ces documents et de préparer un projet de loi ; mais celui-ci n'était encore qu'à l'état de rapport, quand éclata la révolution de Février.

Le 15 juin 1849, un décret du président de la République institua, sous la présidence de M. Odilon Barrot, alors ministre de la justice, une Commission nouvelle, dont faisaient partie MM. Persil, vice-président et rapporteur, Beaumont (de la Somme), Achille Fould, Pou-

geard et Wolowski, représentants du peuple ; Renouard, conseiller à la Cour de cassation ; Giraud, membre de l'Institut ; Fabre, avocat à la Cour de cassation ; Anthoine de Saint-Joseph, juge au tribunal de la Seine ; de Dalmas, directeur des affaires civiles au ministère de la justice, et Armand, secrétaire.

Les motifs du projet élaboré par cette Commission, et présenté, le 4 avril dernier, par M. Rouher à l'Assemblée nationale, furent développés dans un rapport de M. Persil.

L'Assemblée était saisie, depuis le mois de juin 1849, d'un autre projet de réforme hypothécaire, émanant de l'initiative de l'un de ses membres, M. Pougeard. Elle avait nommé une Commission de trente membres pour examiner cette proposition, en même temps que celle sur l'organisation du crédit foncier, que nous lui avions soumise.

Dès le 25 avril, le résultat des travaux de la Commission, consigné dans le rapport de l'honorable M. de Vatimesnil, fut communiqué à l'Assemblée législative, qui se trouve en présence du projet du gouvernement, du projet de M. Pougeard, et du projet préparé par la Commission parlementaire.

Une quatrième rédaction, beaucoup moins radicale, puisqu'elle vise à maintenir le système du Code civil dans ses éléments essentiels, en améliorant les dispositions secondaires, émane du Conseil d'Etat, qui a statué sur le rapport de M. Bethmont.

On ne peut donc reprocher à la réforme projetée, ni de n'avoir pas été assez mûrie, ni de manquer de documents préparatoires. Et cependant la difficulté de la question est si grande, les intérêts qui se croisent sur le terrain du régime hypothécaire sont tellement compliqués, qu'on se trouve réduit à faire un triste aveu : après tant de recherches, on n'est guère plus avancé qu'au moment où le projet de Code civil fut débattu au sein du Conseil d'Etat, au moment où, sous l'impulsion du premier Consul, après un long débat, et presque de guerre lasse, on tomba d'accord sur l'espèce de transaction, qui constitue le régime actuel.

Ce n'est pas dans un recueil comme celui auquel ces pages sont destinées que nous pourrions aborder tous les détails juridiques et techniques de la matière. Mais il est plusieurs aspects essentiels de la question, qui rentrent aussi bien dans les méditations de l'économiste que dans les études du jurisconsulte. Le but de la législation hypothécaire est d'asseoir le crédit de la propriété sur la sécurité et sur la solvabilité du gage offert ; celle-ci admet, comme point de départ, l'existence d'un *crédit réel*, distinct du *crédit personnel*.

Quand on place son argent sur hypothèque, on prête à la chose et non à la personne ; on apprécie isolément la valeur du bien fonds, on l'individualise en quelque sorte. Le propriétaire qui emprunte n'est alors que l'image vivante de la propriété donnée en gage. Le capitaliste désire connaître exactement la force du lien qui autorise cette es-

pèce de représentation ; une fois édifié sur ce point, il ne s'inquiète plus des ressources et des charges personnelles de l'individu ; il dresse le bilan de l'immeuble, et calcule l'étendue de la garantie offerte.

Voilà ce que n'ont pas suffisamment compris quelques-uns des plus éminents rédacteurs du Code civil, dont M. Bethmont semble avoir suivi les traces, dans son rapport au Conseil d'Etat.

Si les législateurs de 1804 se sont montrés sages quand ils proclamaient que la publicité de l'hypothèque n'est pas la base véritable du crédit, et que cette base est la confiance réciproque que s'accordent les citoyens¹, il vaudrait mieux renoncer aux dispositions compliquées de la loi moderne et retourner aux anciens principes, dont M. Bigot-Préameneu s'était fait le défenseur. Cet illustre rédacteur du Code était logique ; il ne voulait pas de publicité ; il s'en tenait, d'une manière absolue, au régime des hypothèques générales et indéterminées, et il attaquait le prêt hypothécaire dans son essence même. « Loin, disait-il, que le véritable intérêt du commerce et de l'Etat soit d'établir un système qui tende à détruire ou à diminuer la confiance ; qui sera toujours le principal ressort de la circulation générale, il faudrait au contraire que le but de toutes nos lois fût de la rétablir, soit au moyen de peines sévères contre les nouveaux genres de fraude que les événements de la Révolution ont fait naître, soit en faisant une distinction consolante des débiteurs malheureux, dont la bonne foi serait certaine : mais soutenir que l'on ne doit avoir aucune confiance, et que l'on ne doit prêter qu'à celui qui rendra un compte public de ses affaires, afin de pouvoir donner un gage spécial et certain, c'est démentir toutes les notions reçues jusqu'ici ; c'est aller contre son but ; c'est, après une tourmente, dans laquelle tous les genres de crédit ont été anéantis ou ébranlés, mettre un obstacle insurmontable à ce qu'ils se rétablissent²? »

Ces paroles sont la condamnation formelle, non-seulement de toute réforme hypothécaire, mais encore des principes de spécialité et de publicité, admis dans le Code contre l'avis de M. Bigot-Préameneu. Aussi la citation faite par M. Bethmont ne prouve rien, parce qu'elle prouve trop : elle est empruntée à un ordre d'idées que le Code civil a répudié. Le nouveau Conseil d'Etat tient à honneur de respecter les précédents que lui a légués le glorieux Conseil d'Etat du Consulat ; c'est une noble ambition, mais il ne faudrait pas qu'elle s'égarât en se méprenant sur la portée des décisions admises.

Le Code civil, loin de nier, essaye au contraire d'établir une nature particulière de crédit, basé sur la garantie matérielle et impérissable du sol, distinct de la confiance qu'inspire la situation variable du débiteur ordinaire. Il ne croit pas que tous les placements de capitaux

¹ Rapport de M. Bethmont, p. 90.

² Locré, XVI, p. 150.

obéissent à une règle uniforme ; sans nier et sans ébranler le crédit *personnel*, il veut faire fonctionner parallèlement le *crédit réel*. On ne doit donc pas présenter, comme l'expression de la pensée de ses auteurs, une idée qui a succombé dans la discussion.

Ce qui est vrai, c'est que tout en voulant fonder le crédit *réel* sur les principes de la *spécialité* du gage, et de la *publicité* des charges, les rédacteurs du Code civil ont refusé de sacrifier, à l'intérêt de la facilité des transactions et de la richesse publique, les garanties qui protègent la fortune des mineurs et des femmes. Aussi n'ont-ils abouti qu'à une œuvre incomplète, car ils laissent planer sur la solidité et sur l'étendue du gage offert un doute périlleux. La sécurité qu'ils offrent aux prêteurs est une sécurité boiteuse et précaire, qui se traduit nécessairement en une aggravation des conditions du prêt hypothécaire. Néanmoins, l'existence des *charges occultes* ne constitue qu'une exception au principe admis, principe que repoussait M. Bigot-Préameneu, mais qui rencontre de glorieux titres d'origine dans les efforts tentés par des hommes d'Etat dont la France est fière à juste titre.

Nous ne voulons pas remonter trop haut, ni faire parade d'une érudition inutile ; qu'il nous suffise de rappeler qu'à l'origine, l'hypothèque reproduisait, aussi fidèlement que possible, le caractère du gage matériel, et que des signes apparents en révélaient l'existence sur des héritages déterminés.

Les registres hypothécaires traduisent maintenant ces symboles primitifs, altérés, par la suite des temps, dans leur franche et naïve simplicité. La *spécialité* du gage céda le pas à la généralité du titre, suivant l'adage : *qui s'oblige oblige le sien* ; la *publicité* fut négligée à son tour, en entraînant avec elle la garantie la plus sérieuse des contrats et de la propriété.

La féodalité ramena les solennités extérieures qui, de même qu'au premier âge des sociétés, frappaient les sens, fixaient les souvenirs, engageaient publiquement la parole des contractants. La garantie des droits perçus par les seigneurs reposa sur le principe, que ceux-là seuls acquerraient la propriété ou des démembrements de ce droit, qui seraient inscrits sur les registres publics. La résurrection de la loi romaine, expression du progrès à cette époque, ramena l'hypothèque générale et clandestine. Quelques provinces conservèrent cependant la publicité de l'hypothèque et des mutations de la propriété.

Ailleurs, on essaya de parer aux inconvénients de la clandestinité, au moyen de procédures longues et coûteuses, qui servaient à mieux faire comprendre la nécessité d'assurer la publicité des droits réels.

La première tentative pour y parvenir eut trop l'apparence d'un simple moyen de fiscalité : l'édit de 1581, rendu par Henri III, prince besoigneux et disposé à faire argent de tout, ordonna que tout contrat contenant vente, transport ou obligation de plus de cinq écus, tout testament, tout décret fût *contrôlé* et enregistré sur un registre spé-

cial, *faute de quoi on n'acquerrait point droit de propriété ou d'hypothèque sur les héritages*. Cet édit fut révoqué en 1588.

Les grands seigneurs, en général fort endettés, ne se souciaient point de voir mettre au grand jour l'état de leur fortune ; leur opposition paralysa successivement les efforts de trois grands hommes : de Sully, de Colbert, de Turgot, qui avaient compris les avantages économiques de la publicité des droits réels. Les sophismes, dont le dernier écho a retenti lors de la discussion du Code civil, s'attaquèrent aux édits destinés à protéger le crédit territorial ; la noblesse ruinée parla beaucoup de la *confiance*, qui devait demeurer l'âme des contrats ; elle réserva donc à la Révolution le soin de pousser jusqu'à ses dernières conséquences le principe de la publicité.

Sully avait émis le vœu que nul emprunt ne pût se faire sans qu'il fût déclaré *quelles dettes pouvait avoir déjà l'emprunteur, à quelles personnes et sur quels biens*. Mais l'édit de 1606, qui rappelait les dispositions de celui de 1581, ne fut enregistré qu'au Parlement de Normandie : il rencontra les mêmes intérêts et les mêmes préjugés, ligués contre lui.

L'hypothèque générale, indéterminée, continua donc de demeurer attachée à tous les contrats authentiques et à tous les jugements, sans se révéler par aucun signe sérieux. Le génie lumineux et droit de Colbert ne pouvait s'accommoder de ce régime, et l'édit de 1673 parut. Il porte l'empreinte d'une pensée forte, et, chose singulière ; il consacre plusieurs des améliorations que nous sommes encore réduits à demander aujourd'hui.

Voici le préambule de l'édit de 1673 ; on y rencontre les germes vigoureux d'une législation hypothécaire perfectionnée :

« L'application nous ayant fait connaître que la conservation de la fortune de nos sujets dépend principalement d'établir *la sûreté dans les hypothèques*, et d'empêcher que les biens d'un débiteur solvable ne soient consumés en frais de justice, faute de pouvoir faire paraître sa solvabilité ; nous n'avons point trouvé de meilleur moyen *que de rendre publiques toutes les hypothèques...*

« C'est pourquoi nous avons résolu d'établir des greffes d'enregistrement, dans lesquels ceux qui auront des hypothèques pourront former et faire enregistrer leurs oppositions, et, ce faisant, seront préférés à ceux qui l'auront négligé ; et par ce moyen *on pourra prêter avec sûreté, et acquérir sans crainte d'être évincé*. Les créanciers seront certains de la fortune de leurs débiteurs, et ne seront ni dans la crainte de la voir périr, ni dans l'inquiétude d'y veiller ; et les acquéreurs seront assurés de n'être plus troublés dans leur possession par des charges ou hypothèques antérieures. »

Le but étant nettement défini : *l'opposition* joue dans l'édit le rôle que remplit aujourd'hui l'inscription ; elle crée entre les divers créanciers le droit de préférence, et le *droit de suite* sur l'immeuble, en continuant de le grever en quelques mains qu'il passe. *L'opposition* doit contenir le montant des sommes ou droits pour lesquels elle est formée ;

le créancier doit y déclarer la situation et la dénomination de l'immeuble ; en d'autres termes, la *spécialité* se trouve mise en vigueur, tout aussi bien que la *publicité* des charges réelles.

Nous devons ajouter qu'une imperfection grave déparait cet édit ; les *oppositions* pouvaient être inscrites pendant quatre mois à partir de la date du contrat ou du jugement, et leur effet rétroagissait à cette date.

Mais ce défaut était largement compensé par une disposition importante : le principe de la mention du transport du droit hypothécaire, à côté de l'enregistrement de l'opposition, se trouvait formellement consacré.

L'édit de 1673 consacre le principe de l'hypothèque légale des mineurs sur les biens de leur tuteur, et des femmes sur les biens de leur mari, sans que ces droits aient besoin d'aucun enregistrement. Cependant le législateur s'occupe de limiter l'effet de ces privilèges occultes. Ainsi, il assigne un délai assez bref pour exiger l'inscription, après que la cause d'incapacité qui motivait l'exception a cessé. Les mineurs sont tenus de faire enregistrer l'opposition sur les biens de leur tuteur dans l'année qui suit leur majorité, sinon ils perdent le droit de préférence, à dater du jour de la tutelle. Les femmes séparées de biens se voient imposer la même obligation dans les quatre mois qui suivent le jugement de séparation, et les veuves, dans l'année qui suit le décès du mari.

Ceux-là mêmes qui maintiennent avec le plus d'énergie le principe de l'hypothèque légale des femmes et des mineurs, proposent d'introduire dans le Code civil une modification analogue à la disposition remarquable que nous venons de signaler dans l'édit de 1673.

Ce monument du génie de Colbert renferme une large application du principe de la publicité à l'inscription de divers droits réels qui peuvent grever l'immeuble et en diminuer la valeur. Il consacre, quant à la forme des inscriptions, des règles moins étroites que celles du Code, et se rapprochant davantage du système que propose le gouvernement et qu'approuve le Conseil d'Etat ; il n'impose point le renouvellement décennal des *oppositions*, qui duraiient autant que la dette hypothécaire elle-même. Nous avons déjà indiqué les mesures pleines de sagesse prises à l'égard du transport du droit hypothécaire, pour empêcher le danger des cessions frauduleuses et clandestines. En les appliquant aux cessions et aux subrogations dans l'hypothèque légale des femmes, on réalise un des points les plus essentiels de la réforme admise par le Conseil d'Etat lui-même, malgré son attachement scrupuleux pour la lettre du Code civil.

Nous avons dit aussi comment cet édit organisait la publicité des divers droits réels, en devançant les dispositions de cette nature qui ont pris place dans un grand nombre de législations récentes des pays étrangers.

Nous avons un double motif pour nous arrêter sur les prescrip-

tions trop peu connues de l'édit de 1673 : elles prouvent que l'idée d'asseoir sur une base solide le *crédit réel* ou *foncier* n'est point une innovation, qu'elle s'était déjà nettement présentée à l'esprit supérieur de Colbert.

Elles prouvent également que l'on aurait mauvaise grâce à repousser, comme une importation étrangère, des principes qui sont d'origine française, et dont l'application n'a été traversée et retardée que par l'esprit de privilège, qui fuyait le grand jour de la publicité.

L'édit de 1673 n'avait été enregistré que sur des lettres de jussion ; dès le mois d'avril 1674, il fut révoqué par un autre édit, qui porte la trace de la pression à laquelle le gouvernement était obligé de céder ; on y lit en effet ce passage remarquable :

« Quoique nos sujets pussent retirer de très-grands avantages de l'exécution de notre édit (de mars 1673), néanmoins, comme il arrive ordinairement *que les règlements les plus utiles ont leurs difficultés dans leurs premiers établissements, et qu'il s'en rencontre dans celui-ci qui ne peuvent être surmontées* dans un temps où nous sommes obligés de donner notre application principale aux affaires de la guerre... »

Et comment s'étonner de cette résistance opposée à l'œuvre de Colbert, quand on voit plus tard des magistrats aussi illustres que D'Aguesseau se prononcer contre le régime de publicité, comme devant entraîner la ruine des familles ; et, lors de la discussion du Code civil, Bigot-Préameneu, sur l'autorité duquel M. Bethmont s'appuie avec prédilection dans son rapport au Conseil d'Etat, combattre ce même principe de la publicité, comme *incompatible avec le droit de propriété, comme une interdiction aux familles de garder le secret de leurs affaires domestiques* !

Cependant, l'idée-mère de l'édit de 1673 a fini par triompher : dans les divers projets élaborés depuis la Révolution, la condition de la publicité des hypothèques a toujours dominé. Admise dans la loi de messidor an III, qui n'eut qu'une existence nominale, cette condition devint, avec la *spécialité* qui lui sert de complément, le pivot de la célèbre loi de brumaire an VII, et bien que le Code civil ait ressuscité l'exception, consacrée par Colbert en faveur des mineurs et des femmes, il n'en a pas moins conservé, en ce qui concerne les hypothèques conventionnelles, le droit de préférence, réglé suivant la date des *inscriptions*.

Dans son rapport au Conseil des Cinq-Cents, lors de la discussion de la loi de brumaire, Jacqueminot résume en ces termes la pensée qu'il s'agissait de réaliser :

« A l'aide de la vérification facile du livre public, le créancier connaît la situation du débiteur, il sait si le gage qu'il lui offre est suffisant : lorsqu'il l'accepte, il est assuré que nul autre ne le prime, et qu'une simple inscription lui donne toute sécurité.

« Le débiteur, à son tour, voit tous ses autres biens libres. Au besoin, il trouvera encore en eux une utile ressource. »

La règle, *nulle hypothèque sans inscription*, faisait plier tous les droits sous l'empire de la loi de brumaire. Ce régime nouveau, fruit d'une logique rigoureuse, souleva des plaintes, qui ne manquent jamais d'accueillir une innovation profonde. On invoqua l'intérêt sacré des mineurs et des femmes, pour demander que leur recours sur les biens des tuteurs et des maris ne fût point assujéti à une formalité extrinsèque, dont l'absence pouvait amener la ruine des incapables. A cette époque, on ne comprenait pas, autant qu'aujourd'hui, les nécessités du crédit; on crut venir en aide aux familles, en les privant du moyen le plus sûr d'obtenir, à de bonnes conditions, les avances dont elles peuvent avoir besoin. Le principe de la loi de brumaire succomba dans la discussion du Code civil, ou du moins, il subit un grave échec, en présence des hypothèques légales, dispensées de l'inscription.

La sécurité que le régime hypothécaire offre au prêteur n'est donc plus entière; un droit éventuel, indéterminé, occulte, peut mettre en défaut le calcul le plus prévoyant. Une incertitude fatale plane sur le bilan de la propriété; elle fait redouter un risque qui, du moment où il entraîne quelquefois un désastre, suffit pour nécessiter, au détriment de l'emprunteur, une sorte de prime d'assurance, qui accroît le loyer du capital.

Cependant, l'ancienneté de la loi qui nous régit prête aux adversaires d'une réforme un argument dont nous sommes loin de méconnaître l'importance. La plupart des corps judiciaires ont partagé l'avis que la Cour de Limoges a exprimé en ces termes :

« Pour une nation qui, dans le cours d'un demi-siècle, a vu changer plusieurs fois toutes ses lois politiques, civiles, commerciales et criminelles, une loi de plus de quarante ans est précieuse à conserver, n'eût-elle d'autre mérite que de présenter un point d'arrêt contre un mouvement de décomposition qui finirait par le chaos. Et si cette loi est dans son ensemble une œuvre de génie, de prudence et de savoir, elle doit être l'objet d'un respect religieux qui la défende, sinon des moindres amendements, au moins de toute atteinte de nature à altérer les principes par lesquels elle commence à devenir *coutume*. »

C'est sous l'empire de cette même conviction que le Conseil d'Etat vient de donner son avis sur le projet de réforme hypothécaire; il a obéi à une pensée conservatrice en examinant les innovations qui, suivant lui, menacent l'édifice unitaire du Code.

Nous le dirons aussi sans hésiter : pour porter la main sur une œuvre telle que le Code civil, corroboré par une longue jurisprudence, il faut que la grandeur du résultat poursuivi serve d'excuse à la témérité de l'entreprise. Nous ne saurions approuver ici les termes moyens, les demi-mesures. Il faut ou se borner, comme le voudrait le Conseil

d'Etat, à des améliorations de détail, qui ne modifient en rien l'esprit de la loi, mais qui visent uniquement à la compléter, en l'améliorant; ou bien il faut poser hardiment un principe nouveau, rompre avec les précédents, et consacrer, par la proscription absolue des droits occultes et indéterminés, *la réalité du crédit territorial*.

Pour formuler brièvement notre pensée sur le point capital de tout ce débat, nous ajouterons qu'il nous paraît tout aussi dangereux de transformer en une règle obligatoire l'inscription de toutes les hypothèques légales, que de les dispenser de l'inscription, en privant le prêteur de tout moyen de les faire apparaître. A notre sens, il faudrait ou revenir simplement à la loi de brumaire, en rendant l'inscription indispensable pour fixer le rang et pour ouvrir un droit de préférence, mais en la laissant purement *facultative*, ou bien ouvrir, en cas de prêt, un recours analogue à celui qui permet en cas de vente d'échapper à une réclamation inconnue.

Le projet soumis à l'Assemblée législative part d'un autre principe; il maintient l'hypothèque des mineurs et des femmes, avec le caractère de généralité et d'indétermination qui la rend si périlleuse; et au lieu de l'assujettir à l'inscription pour qu'elle produise son effet, il s'occupe d'assurer cette inscription, dans tous les cas, au moyen d'un mécanisme assez compliqué.

Le Conseil d'Etat nous paraît avoir beau jeu contre ce système : M. Bethmont prouve d'une manière péremptoire que si les incapables ne peuvent point se passer de cette garantie, de l'aveu même de ceux qui proposent la réforme hypothécaire, il y a quelque chose d'exorbitant à faire dépendre leur droit d'une négligence ou d'un accident.

D'un autre côté, il démontre que cette publicité générale, obligée, inévitable des hypothèques légales, loin de servir le crédit territorial, portera un grave préjudice aux propriétaires, en leur imposant une charge permanente, à laquelle ils n'auront plus moyen d'échapper, même en aliénant leurs immeubles.

Aujourd'hui, si le crédit hypothécaire se trouve entravé par la menace de ces droits occultes, au moins l'aliénation des immeubles s'en trouve-t-elle préservée : sous ce rapport, si l'on ne peut pas prêter, on peut vendre avec sécurité, car la purge légale met les hypothèques tacites en demeure, elle en amortit l'effet si elles n'apparaissent point dans le délai prescrit.

De là vient ce résultat, dont M. Bethmont a raison de se féliciter : malgré d'autres imperfections, sur la nature desquelles tout le monde semble d'accord, comme aussi sur le remède à y apporter, notre système hypothécaire n'a pas élevé d'obstacle à ce grand mouvement de la propriété, qui se classe de plus en plus entre les mains de ceux qui l'exploitent par eux-mêmes. Mais si jamais les aliénations d'immeubles n'ont été plus nombreuses que dans le cours de ces dernières années, n'est-il point permis d'attribuer souvent la nécessité de la vente à la

difficulté ou aux conditions onéreuses du crédit territorial, dont l'absence ou la mauvaise constitution devient une cause d'instabilité pour la possession de la terre?

Nous devons insister sur cette question des hypothèques tacites, car là se rencontre la difficulté la plus sérieuse de la réforme.

Il importe de faire une distinction entre l'hypothèque des mineurs et l'hypothèque des femmes.

La tutelle devient aujourd'hui une charge fort lourde pour les propriétaires d'immeubles, assujettis seuls à des conditions onéreuses, tandis que les tuteurs qui ne possèdent qu'une fortune mobilière ne sont tenus à présenter aucune garantie. Nous avons eu fréquemment occasion de le dire, cette excessive rigueur du législateur, d'une part, et cette imprévoyance absolue, de l'autre, tiennent à ce que le Code civil a été rédigé sous l'empire d'anciennes idées en ce qui touche aux éléments essentiels de la richesse. Dans une société où la fortune immobilière était presque tout, où la fortune mobilière n'était presque rien, on comprend que le législateur n'ait songé qu'à la première. Mais les magnifiques conquêtes de l'industrie aidée par les merveilleuses inventions de la science et le développement du crédit public, ont singulièrement modifié cet état des choses depuis un demi-siècle. La fortune mobilière grandit sans cesse, elle balancera bientôt l'importance de la fortune immobilière, et cette magnifique création du génie de l'homme ne connaît point de limite.

Il faut donc, puisqu'il est d'un intérêt public incontestable de mettre la fortune des mineurs à l'abri de tristes dilapidations, il faut accroître et généraliser les garanties demandées au tuteur. On y arrivera par la voie la plus directe en diminuant l'omnipotence de celui-ci, en le soumettant à des règles d'action mieux définies et à un contrôle plus sérieux; de cette manière sa responsabilité deviendra moins étendue.

Ici encore, le bénéfice de la *purge légale* contribue à préserver le tuteur des effets les plus embarrassants de l'hypothèque qui le grève. Les inscriptions sont fort rares, et s'il est gêné pour emprunter, il ne l'est pas pour vendre. L'inscription *obligatoire* enlèverait ce refuge, et rendrait la position des tuteurs tout à fait intolérable.

Déjà sous l'empire du Code et dans les premiers temps de son application, le gouvernement reconnut qu'il était impossible d'appliquer à la lettre les articles 2138 et 2139, qui imposent au ministère public l'obligation de requérir, tant au profit des mineurs qu'au profit des femmes, les inscriptions que les tuteurs, les subrogés et les maris auraient négligé de prendre.

Les membres du ministère public se mirent en devoir d'exécuter la loi; leur zèle souleva de toutes parts des réclamations et des plaintes. Le pouvoir, usant alors d'une sorte d'interprétation prétorienne, invita le parquet à user de plus de ménagements; par suite de la circulaire du grand-juge, qui porte la date du 15 septembre 1806, la prescrip-

tion que nous venons de rappeler fut rarement suivie, elle tomba presque en désuétude. La force des choses et la puissance des intérêts paralysèrent l'effet de la loi.

Il y a dans ce précédent un enseignement utile : en voulant trop tendre le ressort de l'hypothèque légale, on risque de le briser.

Nous pensons que des règles plus sévères sur l'administration des biens pupillaires suffiraient pour rendre fort rare le recours à l'hypothèque sur les biens du tuteur, recours qui devrait se manifester par l'inscription, toutes les fois que les autorités chargées du contrôle le jugeraient nécessaire.

En combattant le système du gouvernement et de la Commission de l'Assemblée, M. Bethmont dit que la publicité donnée aux hypothèques légales serait funeste au crédit. Le patrimoine des femmes et celui des mineurs doivent figurer, dans la richesse générale de notre société, pour une somme proportionnelle à celle que les femmes et les mineurs, privés de leurs parents, représentent dans le chiffre général de la population. Si donc l'hypothèque légale qui protège ce patrimoine des faibles et des incapables était inscrite, elle accroîtrait dans une proportion immense le passif apparent qui grève la propriété foncière.

On pourrait répondre que l'inscription ne ferait que révéler la vérité : les femmes et les mineurs sont, en vertu de la loi, des créanciers *éventuels*, qui peuvent absorber par privilège la portion la plus liquide de la fortune immobilière. Sous le rapport du crédit, l'absence de l'inscription ne change en rien ce danger ; elle le voile. Pour le faire disparaître, ce n'est pas au mode d'exercice du droit qu'il faut s'attaquer, c'est au principe lui-même. L'existence de l'hypothèque légale, inscrite ou non, nous fait tourner dans un cercle vicieux, car pour garantir une réclamation purement hypothétique, elle dessèche la source même du crédit territorial.

La discussion brillante à laquelle M. Bethmont s'est livré pour repousser l'inscription de l'hypothèque des mineurs nous paraît détruire la base même de cette hypothèque. La confiance dans la gestion du tuteur doit être l'âme de cette partie de la législation : s'il n'a pas d'immeubles, la loi ne lui demande rien. Pourquoi donc faire dépendre d'un fait étranger, accidentel, l'assiette même de la garantie exigée ?

Les raisons qui militent contre l'hypothèque légale des femmes sont bien plus puissantes encore.

Trois systèmes se trouvent en présence :

Celui du Code (que le Conseil d'Etat maintient, sauf la limitation du droit de l'hypothèque dispensée d'inscription à l'année du veuvage et de la séparation de biens, et sauf la nécessité d'inscrire les cessions et subrogations), consacre l'hypothèque *tacite, générale, éventuelle et indéterminée* ; il met de côté les principes fondamentaux du droit hypothécaire, la *spécialité* aussi bien que la *publicité* ;

Celui du gouvernement, admis par la Commission de l'Assemblée lé-

gislative, qui s'occupe des moyens de rendre *l'inscription* certaine et obligatoire ;

Celui de la loi de *brumaire*, qui maintient le droit de la femme, en remplaçant la convention d'hypothèque par l'effet virtuel du contrat de mariage, mais qui fait dépendre l'exercice de ce droit d'une inscription *facultative*.

Reste encore la règle adoptée en Hollande, suivie dans les Etats allemands, qui met la femme sur la même ligne que les tiers, et exige une stipulation d'hypothèque pour motiver une inscription en sa faveur.

Dans son rapport, M. Bethmont reconnaît que l'on parle à tort de l'incapacité de la femme : cette incapacité n'existe pas. En dehors du mariage, la femme a la même capacité civile que l'homme ; elle a, comme lui, le pouvoir de vendre, d'acquérir, d'emprunter, de prêter, d'administrer, de se livrer au commerce, de s'enrichir ou de se ruiner, sans qu'aucune autorité puisse intervenir pour l'arrêter ou la diriger ¹.

« En se mariant la femme ne perd point cette capacité civile ; elle a seulement besoin, pour l'exercer, de l'autorisation du mari. Le mariage n'est pas seulement une association de personnes, il est encore celle des fortunes : cette dernière association est une société civile soumise aux règles ordinaires ; elle a son gérant responsable, qui est le mari ; à ce titre, il a seul l'administration, la *signature*, comme le veut la loi pour les sociétés ordinaires ; et, comme les revenus des biens de la femme appartiennent à cette société, on conçoit que la femme n'y puisse toucher sans le consentement du chef de la société. Que se passe-t-il entre deux associés ordinaires ? Si l'acte d'association confie la gestion à un seul, ce qui arrive dans le plus grand nombre de cas, celui-là seul peut agir, aliéner acquérir, engager la communauté. Le second se trouve-t-il frappé dans sa capacité personnelle ? Evidemment non ; seulement il ne peut distraire sa part de la société sans le consentement du gérant qui en représente l'intérêt collectif. — La femme mariée ne se trouve pas placée dans d'autres conditions. Son acte de société, c'est la loi et son contrat de mariage. — Il est un acte qu'elle peut faire sans que la société conjugale en souffre, c'est son testament, parce qu'il ne dispose que pour l'époque où cette société sera dissoute ; cet acte n'est pas soumis à l'autorisation du mari. — La femme a-t-elle déclaré vouloir se soumettre au régime de la séparation de biens ? Dans ce cas, elle administre seule et sans l'intervention du mari. L'autorisation de celui-ci redevient nécessaire pour aliéner les biens de la femme ; c'est que la loi oblige la femme à subvenir proportionnellement à sa fortune aux besoins du ménage. Le mari est donc directement intéressé à ce que sa femme ne passe point un acte qui tendrait à diminuer la part de celle-ci dans les charges du ménage.

« L'hypothèque légale, que l'on considère à tort comme une protection

¹ Nous empruntons les considérations qui suivent aux observations présentées à l'Assemblée nationale sur le projet de loi relatif au régime hypothécaire, par les délégués des notaires des départements.

accordée à la faiblesse ou à l'incapacité de la femme, a sa raison d'être ailleurs. Sous tous les régimes, excepté le cas de séparation de biens, l'administration de la société conjugale est légalement confiée au mari. Or, parmi les biens de la femme, il existe des capitaux que le mari touche, et dont il dispose à son gré. D'un autre côté, si la femme vend un de ses immeubles, c'est le mari qui en touche le prix et en dispose, en vertu de son droit d'administrateur. Mais, quand vient le jour de la dissolution de la société, le mari ou ses héritiers doivent restituer tous ces capitaux à la femme ou aux siens. C'est cette restitution et cette administration légale qui donnent de plein droit naissance à l'hypothèque au profit de la femme sur les immeubles de son mari. L'hypothèque légale est donc une conséquence directe de la gestion conférée au mari, mais elle ne touche nullement à la capacité de la femme.

« Veut-on une autre preuve du respect de la loi pour la capacité civile de la femme ? On sait que l'acquéreur des biens du mari a la faculté de purger l'hypothèque légale des femmes et des mineurs, en remplissant certaines formalités. Pour purger l'hypothèque légale de la femme, c'est *directement à celle-ci* que la notification du contrat de vente est faite ; pour le mineur, c'est au *subrogé tuteur*. Quelle preuve plus manifeste que le Code a entendu reconnaître et consacrer la capacité réelle, directe et personnelle de la femme ? »

Les notaires des départements, dans le *mémoire* desquels nous avons puisé ces observations, demandent le retour à la loi de *brumaire* : ils veulent, en principe, le maintien de l'hypothèque dérivant de la loi seule, en faveur de la femme, sans stipulation spéciale ; mais, en même temps, ils insistent sur la nécessité de l'inscription, pour mettre ce droit en mouvement, en répudiant toutefois le régime de l'inscription forcée, pour s'en tenir à celui d'une faculté laissée à la femme.

M. de Vatimesnil s'est prononcé pour l'inscription *obligatoire*, en ce qui concerne les apports constatés par le contrat de mariage. Quant aux actes et aux faits postérieurs au mariage, et d'où peut naître une hypothèque légale, la Commission laisse le soin de prendre inscription au libre arbitre de la femme. Elle reconnaît : « que si chaque acte qui concerne les biens de la femme devait nécessairement, et contre la volonté de celle-ci, amener une inscription sur les immeubles du mari, il en résulterait de graves embarras dans la fortune de ce dernier, et une altération profonde de son crédit ¹. »

N'y a-t-il pas une contradiction flagrante entre cette protection *forcée*, imposée à la femme au moment du mariage, quand la sollicitude de ses proches l'environne, et la simple *faculté* qui lui est réservée lorsqu'elle est isolée des siens, et sous la dépendance de son mari ?

La femme est *capable* ; elle peut s'engager ; elle peut céder son hypothèque ; il faut donc lui laisser le soin d'inscrire ou de ne pas in-

¹ Rapport de M. de Vatimesnil, p. 79.

scrire son hypothèque légale. La logique le commande, et l'intérêt de la famille, sainement entendu, le conseille.

Nous irons plus loin, et, le rapport de M. de Vatimesnil à la main, nous demanderons si la suppression de l'hypothèque *légale*, telle que la législation hollandaise l'a prononcée, n'est pas la meilleure réforme à introduire. En effet, cette hypothèque, nuisible au crédit, ne crée au profit de la femme qu'une garantie illusoire, quand elle ne produit pas un résultat plus fâcheux encore.

« Il faut constater en passant, dit M. de Vatimesnil, que d'après le projet, comme d'après le Code civil, l'hypothèque légale de la femme mariée ne l'empêchera de sacrifier sa dot et ses reprises à son dévouement pour son mari qu'autant qu'elle sera mariée sous le régime dotal. La femme soumise à tout autre régime pourra toujours, ainsi qu'elle le peut aujourd'hui, s'obliger envers les prêteurs solidairement avec son mari, ou, comme caution de celui-ci, garantir les acquéreurs, et par ce moyen renoncer à son hypothèque légale au profit des uns et des autres. Pour la femme mariée en communauté ou en non-communauté, *l'hypothèque légale n'est ordinairement qu'une garantie illusoire*, car il est rare qu'elle refuse sa signature à son mari.

« On peut même ajouter que cette hypothèque légale présente une sorte de danger, puisque c'est à cause de son existence qu'on fait souscrire à la femme des obligations personnelles qu'on ne lui demanderait pas si elle n'avait pas d'hypothèque.

« La question d'hypothèque légale n'a donc d'intérêt réel que relativement à la femme mariée sous le régime dotal. Celle-ci ne peut, en s'obligeant conjointement avec son mari, renoncer à son hypothèque légale ; elle n'en a pas la capacité sous le Code civil, elle ne l'aura pas davantage sous la loi nouvelle. »

Le véritable effet de l'inscription *forcée* de l'hypothèque légale sera d'aggraver les nombreux inconvénients du régime dotal, et de frapper d'un véritable interdit, d'une sorte d'indisponibilité et de main-morte une portion notable du territoire.

Le remède de la *purge légale* disparaît : aujourd'hui, en cas d'aliénation d'un immeuble du mari, les femmes dotales, pas plus que celles qui sont communes, n'inscrivent presque jamais leur hypothèque. Si l'hypothèque de la femme dotale est forcément inscrite, le vendeur ne pourra pas recevoir le prix ; celui-ci devra être versé à la Caisse des dépôts et consignations, car il n'y a pas moyen d'obtenir la mainlevée de cette hypothèque. Loin d'être une amélioration, ce système serait une aggravation de l'état des choses actuel. La *réforme hypothécaire* n'a été demandée que pour donner au mouvement de la propriété et du crédit des facilités nouvelles : or, elle enlèverait les facilités que le Code a laissées subsister ; elle sacrifierait tout à une prétendue protection, dont elle viendrait accabler les femmes, en oubliant que l'intérêt de celles-ci, loin de s'isoler de celui de la famille, de la maison conjugale, se confond avec lui de plus en plus.

Les faits prouvent que l'hypothèque générale occulte et l'inscription *forcée* ne répondent nullement à un besoin général. Dans la pratique, sur cinq cents purges, on voit à peine apparaître une inscription d'hypothèque de la femme; cela montre combien l'utilité de cette disposition est restreinte : l'inscription de l'hypothèque légale de la femme ne se produit que comme une exception. Et de cette exception, l'on voudrait faire une règle générale, absolue, inévitable?

Écoutons encore l'avis du corps des notaires des départements, versés dans la pratique des affaires :

« Si cette inscription est laissée au libre arbitre de la femme, elle sera exceptionnelle comme son utilité. La situation générale sera que les biens du mari seront dégagés de son effet. Alors, ni le mari, ni ceux avec lesquels il contractera, n'auront plus, pour demander l'obligation solidaire de la femme, le prétexte de son hypothèque légale, et celle-ci ne consentira plus comme aujourd'hui ces obligations solidaires dont on a constaté les inconvénients et les dangers. Qu'on le sache bien, la première fois qu'une pareille obligation est demandée à la femme, son premier sentiment est de refuser; le mari lui-même n'insiste auprès de la femme que par nécessité et avec répugnance; on doit expliquer à l'un et à l'autre que l'engagement de la femme n'est réclamé qu'à cause du fait de son hypothèque légale, disposition vague, indéterminée, mystérieuse, et qui plane, comme une entrave permanente, sur les opérations du mari et sur ses relations avec les tiers. Mais la femme s'habitue bientôt à ce qu'on lui a fait considérer comme une opération sans importance; l'engagement solidaire n'est plus pour elle qu'une formalité, et cette formalité peut entraîner sa ruine ! Tandis que sous le régime de l'inscription facultative, au contraire, quand on demandera à la femme de s'engager, et on ne le lui demandera même pas, comme l'a fait observer M. de Vatimesnil, elle saura qu'on lui demande une chose exceptionnelle et sérieuse, elle ouvrira les yeux, elle prendra conseil, et si elle cède, ce sera avec la conscience de l'engagement qu'elle contracte, et non par déférence pour le vain prétexte de son hypothèque légale. D'ailleurs, par cela seul que le mari s'adressera à elle et sollicitera sa garantie, elle sera avertie que le crédit du mari s'altère, qu'elle doit veiller à la conservation de ses droits, et le moment sera venu pour elle de prendre ou de faire prendre l'inscription qui devra les couvrir.

« Lorsque, dans cette situation, une femme aura inscrit son hypothèque, c'est qu'elle aura pris la résolution de conserver ses droits, et il ne sera plus à craindre qu'elle cède à son mari pour s'obliger avec lui. Si, au contraire, elle néglige de requérir son inscription, elle ne court d'autre risque que de sacrifier les capitaux confiés au mari, alternative bien moins grave que celle de sa ruine complète.

« Dans ces conditions, l'hypothèque légale rendue facultative ne serait plus une entrave pour le mari, ni une occasion de ruine pour la femme : son effet ne se produirait que dans la mesure du besoin, sans le dépasser ni sans rester au-dessous de lui. Ce ne sont pas là des hypothèses, mais des réalités; il est constant, et pour quiconque a été initié à la pratique des affaires le fait est incontestable, que l'inscription facultative couvre plus sérieusement les intérêts de la femme que l'inscription *forcée*. »

C'est le premier Consul qui a fait prévaloir, dans la discussion du Code civil, le principe de l'hypothèque occulte, produisant son effet de plein droit; il disait :

« Les hypothèques de la femme seront bien plus certaines si, pour les conserver, il suffit de ne pas y renoncer, que s'il lui fallait, pour en obtenir l'effet, agir et prendre inscription. Beaucoup de femmes refusent avec fermeté de signer tout acte qui peut compromettre leur dot; bien peu sont capables de faire des démarches et de conduire leurs affaires. »

Mais les faits ont énergiquement démenti ces paroles : en laissant l'hypothèque agir de plein droit, sans inscription, et par sa seule force virtuelle, le premier Consul entendait protéger la femme par le fait de son inaction : eh bien ! la pratique a amené un résultat contraire ; la femme agit, agit toujours, agit pour se dessaisir de sa protection légale, et cette action est devenue son plus grand danger.

Si l'on ne veut pas immobiliser une grande partie du sol français, si l'on ne veut pas faire de la femme une véritable ennemie de la fortune du mari et de l'intérêt de la famille, il faut que l'on repousse le système de l'inscription obligatoire.

Le régime de la loi de brumaire, celui de l'inscription *facultative*, est moins périlleux, mais il conserve toujours à la femme un privilège menaçant; il fait dominer, dans les rapports entre époux, celui de créancier à débiteur; il tend, sous l'empire de l'égalité des partages, à faire servir une moitié de la fortune publique de garantie à l'autre moitié, en épuisant les ressources du crédit.

Pour notre compte, convaincu que les avantages de l'hypothèque légale des femmes sont loin d'en balancer les inconvénients, nous croyons que la législation hollandaise a eu raison de trancher dans le vif, en supprimant cette hypothèque.

Si ce moyen radical heurte par trop les habitudes de notre pays, si nous devons sacrifier, comme le dit M. Bethmont, à l'autorité presque irrésistible que les précédents exercent même sur les esprits les plus hardis et les plus puissants¹, il faut choisir entre le retour à la loi de brumaire, améliorée en ce sens que la femme devrait toujours prendre inscription pour une somme déterminée et sur des immeubles spécifiés, et le maintien de l'hypothèque occulte, en étendant au contrat de prêt la faculté de la purge légale, qui n'est ouverte aujourd'hui que sur le contrat de vente, et en diminuant les frais et les formalités de cette procédure.

Dans cette dernière hypothèse, le droit de la femme existerait virtuellement en vertu de l'acte de mariage; mais il serait mis en demeure d'apparaître du moment où l'intérêt des tiers se trouverait en jeu, soit à la suite de l'aliénation de l'immeuble du mari, comme

¹ Rapport au Conseil d'Etat, p. 37.

cela se pratique aujourd'hui, soit à la suite d'un emprunt projeté, comme nous le proposons. Cette faculté est la condition indispensable d'une bonne institution du crédit foncier.

Le Conseil d'Etat, en maintenant l'hypothèque occulte, n'a pas cru devoir examiner la question de la purge sur le contrat de prêt. M. Bethmont s'exprime ainsi à cet égard :

« Nous ne terminerons pas sans parler d'une réforme que le projet ne propose pas, mais qui a paru à des esprits sérieux, mériter une place dans les modifications que comporte le régime hypothécaire. Le droit de *purger* n'est donné par la loi qu'à l'acquéreur. Doit-il être, peut-il être donné aussi au prêteur ?

« Ce problème n'appartient pas à la réforme hypothécaire ; la pensée en a été suggérée par l'étude à des économistes qui se sont occupés des institutions spéciales à l'établissement du crédit foncier. Le Conseil d'Etat pourra, dans les travaux auxquels il est appelé sur cette matière, chercher la solution des difficultés que cette question soulève. *Cette étude est réservée.* »

Mais nous trouvons dans le rapport de M. Stourm, présenté au Conseil d'Etat sur le projet relatif aux *sociétés de crédit foncier*, un avis diamétralement contraire ; le Conseil refuse d'admettre pour ces sociétés des moyens de purge plus étendus que ceux du droit commun, et il se fonde sur les considérations suivantes :

« Qu'une disposition de cette nature, ou toute autre analogue, qui aurait pour objet la publicité des hypothèques légales, soit écrite dans la loi commune, qui prendrait en même temps les précautions nécessaires pour sauvegarder les droits des incapables, *on ne peut douter qu'il n'en résultât une grande sécurité pour le crédit foncier ;* mais le Conseil d'Etat n'a pas pensé qu'il fût possible d'en faire un privilège exclusif au profit d'une certaine classe de prêteurs. »

Nous voudrions éviter toute mauvaise plaisanterie, mais cette manière de renvoyer une solution du droit commun au droit exceptionnel, et du droit exceptionnel au droit commun, ne rappelle-t-elle point la fameuse définition du dictionnaire : *face*, voyez *revers* et *revers*, voyez *face* ?

Nous devons ajouter que la sous-Commission des hypothèques, présidée par M. le comte Portalis, avait, dès 1846, admis le principe de la purge sur contrat de vente ¹.

Nous avons traité avec une attention particulière la question des hypothèques légales, car elle donne lieu aux avis les plus opposés, elle est la véritable pierre d'achoppement de la réforme hypothécaire.

Sur la plupart des autres points, sauf la suppression absolue de l'hypothèque judiciaire, et la transmission des titres hypothécaires

¹ Voyez les procès-verbaux publiés par la *Revue de législation et de Jurisprudence*, 1849, t. II, p. 78.

par voie d'endossement, tout le monde est à peu près d'accord. Nous nous réservons de traiter ces deux questions dans un autre article.

Bornons-nous en ce moment à énumérer, avec M. de Vatimesnil, les dix-neuf principales modifications au titre des hypothèques, que propose la Commission de l'Assemblée législative, outre celles qui concernent les hypothèques légales :

1° La suppression de la disposition d'après laquelle les privilèges généraux énoncés dans l'art. 2101 du Code civil sont colloqués sur les immeubles à défaut de mobilier (Code civil, art. 2105) ;

2° L'introduction d'une disposition qui donne aux créanciers privilégiés et hypothécaires le même droit sur l'indemnité due par l'assureur, qu'ils auraient sur le prix de l'objet assuré ;

3° La suppression du privilège de l'architecte et du constructeur ;

4° La suppression de la faculté d'hypothéquer les biens à venir en cas d'insuffisance des biens présents ;

5° *La suppression de l'hypothèque judiciaire ;*

6° *L'introduction d'une disposition qui autorise les obligations hypothécaires transmissibles par la voie de l'endossement ;*

7° La nécessité de la transcription pour opérer à l'égard des tiers la transmission de la propriété ;

8° La suppression de l'action résolutoire du vendeur, en tant qu'elle porterait préjudice aux créanciers inscrits, aux acquéreurs subséquents ou à ceux qui ont acquis des droits réels sur l'immeuble ;

9° L'obligation de rendre publics par la transcription certains droits immobiliers qui diminuent la valeur des immeubles ;

10° La réduction à deux mois du délai pour prendre inscription à l'effet de conserver le droit de demander la séparation des patrimoines, et, à défaut d'inscription, la déchéance de ce droit, même en cas d'acceptation bénéficiaire ;

11° Des modifications dans la forme des inscriptions hypothécaires ;

12° La fixation d'un *maximum* égal au dixième du capital pour les intérêts et les frais de chaque créance hypothécaire ou privilégiée ;

13° La prolongation à trente ans de la durée des inscriptions hypothécaires ;

14° La suppression de la prescription de l'hypothèque, indépendamment de la prescription de la créance à laquelle elle est attachée ;

15° L'introduction d'une disposition en vertu de laquelle l'acquéreur, quoiqu'il n'ait pas notifié son contrat, est tenu personnellement envers les créanciers inscrits ;

16° La suppression de la faculté de délaissement et du bénéfice de discussion ;

17° L'introduction d'une disposition qui maintient les termes des créances, en cas de notification par l'acquéreur ;

18° La réduction au dixième du prix de la caution à fournir par le surenchérisseur ;

19° L'extension aux garants de la faculté de surenchérir.

En proposant ces innovations, la Commission de l'Assemblée a

voulu établir un système *réel, sérieux et complet de publicité et de spécialité hypothécaire* ; procurer aux prêteurs et aux acquéreurs une véritable sécurité ; simplifier les formalités de toute nature ; réduire les frais ; diminuer les occasions de procès et les causes de déchéance des droits légitimement acquis ; enfin faciliter la transmission du titre hypothécaire.

C'est à ces conditions, dit-elle, que la législation hypothécaire peut devenir pour le crédit foncier une base solide et respectable.

Le point de vue qu'elle a suivi diffère donc de celui vers lequel le Conseil d'Etat a incliné ; elle distingue soigneusement deux sortes de crédits :

Le crédit industriel et commercial,

Et le crédit foncier.

C'est à la législation hypothécaire qu'il appartient de garantir celui-ci ; espérons que cette œuvre féconde sortira des prochaines délibérations de l'Assemblée.

L. WOŁÓWSKI,

Représentant du peuple.

DES

CONDITIONS DU BIEN-ÊTRE

POUR LES CLASSES LABORIEUSES

ET DE L'INFLUENCE QU'IL EXERCE SUR LA MORALITÉ.

I.

Pourquoi parlè-t-on tant aujourd'hui du bien-être, et pourquoi en parlait-on si peu autrefois ? Pourquoi le bien-être occupe-t-il une si large place dans les pensées des hommes ? Pourquoi non-seulement les individus s'en préoccupent-ils pour eux-mêmes, mais pourquoi aussi la société en général s'en préoccupe-t-elle pour tous ses membres, et surtout pour ceux qui, placés dans des conditions difficiles, attendent des efforts de tous ce qu'ils ne pourraient pas se procurer par eux-mêmes ? Questions sérieuses, et sur lesquelles il convient peut-être de jeter quelque lumière.

Et d'abord, lorsqu'on réfléchit sur ce sujet, une première remarque se présente à l'esprit. C'est que le bien-être, avec toutes les idées qu'il entraîne, est quelque chose d'assez moderne. On comprend en effet que le mot ne dût pas être usité, lorsque la chose qu'il désigne n'existait pas encore. Or, le bien-être n'existait pas avant les progrès des arts et de l'industrie, qui lui ont donné naissance. C'est un produit en quelque sorte de la civilisation. Avant les merveilleux progrès de la science et des arts, qui ont multiplié pour l'homme civilisé les commodités de la vie, il y avait de la richesse, du luxe, mais il n'y avait pas de bien-être. Dans les fêtes et les solennités du moyen âge, les seigneurs pouvaient déployer du faste et de la magnificence, la pompe dont ils étaient environnés pouvait éblouir les yeux du vulgaire et couvrir d'un éclatant prestige la vie qu'ils menaient ; mais dans toute cette magnificence il n'y avait presque rien de ce que nous recherchons avant tout, nous autres hommes du dix-neuvième siècle. La plus mince bourgeoise de notre époque n'accepterait peut-être pas aujourd'hui pour chambre à coucher la salle glacée du triste manoir où la noble châtelaine recevait les hommages

de nombreux vassaux. Encore une fois, il y avait là du luxe et de la richesse; il n'y avait pas de bien-être¹.

Le bien-être est né avec les commodités dont les progrès de l'industrie commencèrent à entourer la vie, et, sous ce rapport, une modeste habitation de notre époque en renferme plus que la plupart des grands châteaux des siècles passés. Mais ce n'est pas tout: le bien-être n'est pas seulement un produit des progrès réalisés par les arts; il est aussi le résultat du mouvement de transformation qui s'est opéré dans la société.

C'est, en effet, quelque chose d'intermédiaire entre la richesse et la pauvreté, qui ne pouvait pas exister à une époque où il n'y avait guère que des riches ou des pauvres. Le mot bien-être est, pour ainsi dire, une expression bourgeoise, comme la chose qu'il caractérise. L'idée qu'il représente s'est formée et développée avec la classe dont il résume en grande partie les désirs, et qui tend de plus en plus à absorber dans son sein l'immense majorité de la population: c'est le but des efforts de tout ce qui aspire à la bourgeoisie.

Dans l'antiquité, cette classe était inconnue; on ignorait généralement tout ce qui s'y rapporte. Il n'y avait alors que des maîtres et des esclaves: ceux-ci ne possédant rien, n'ayant que ce qui leur était accordé par leurs maîtres, ne pouvaient songer à une chose qu'il n'était pas en leur pouvoir de se procurer et dont on ne se préoccupait pas pour eux. Quant à leurs maîtres, ils s'inquiétaient plus de leurs plaisirs et des jouissances des sens, ils recherchaient plus le faste et l'éclat de la magnificence, que ce qui fait réellement le charme et la douceur de la vie². De plus, ceux des peuples qui firent le plus de progrès dans les voies de la civilisation et dont l'histoire nous a con-

¹ A une époque beaucoup plus rapprochée de nous, dans ce siècle brillant de Louis XIV, si célèbre par ses splendeurs, le bien-être n'existait pas encore. On peut s'en convaincre en lisant les détails vraiment curieux que M. Delaborde nous a donnés récemment sur la vie et les mœurs de cette époque, dans les lettres si pleines d'intérêt, où il a consigné le résultat de ses *recherches sur le palais Mazarin, ou les grandes habitations du dix-septième siècle*. Dans ces vastes hôtels, où se réunit l'élite de la noblesse et de la cour, les appartements sont vides, froids, nus, dépouillés des meubles que nous croyons les plus indispensables: tout y a un caractère de grandeur, mais les commodités de la vie manquent partout.

² Ce que nous entendons par le bien-être ne paraît pas avoir été connu des peuples de l'antiquité. Car nous ne trouvons pas chez eux d'expression qui rende l'ensemble d'idées résumées dans ce seul mot. Il n'y a rien qui y ressemble dans ce que les Grecs paraissent avoir voulu indiquer par les mots: *euporia* et *rastónê*, qui ont une signification beaucoup plus étendue, et désignent plutôt l'aisance, la richesse même, ou simplement une vie douce, molle, oisive. Chez les Latins, nous ne trouvons aucun mot pour rendre la chose; il n'y a que des périphrases, ce qui semble indiquer combien était rare ce que nous nommons bien-être: car, dans toutes les langues, les mots nécessaires pour exprimer une idée devenue commune ne tardent pas à naître. Pour ce qui est de l'*aurea mediocritas* de l'épicurien Horace, il est évident que l'objet qui nous occupe n'a aucun rapport avec elle.

servé le souvenir, vivaient sous un climat où la vie était facile ; ils devaient donc peu éprouver le besoin de ce que nous recherchons le plus.

Cet état de choses devait changer chez les peuples modernes, placés en général dans des conditions telles, que la possession de tout ce que nous désignons sous le nom de bien-être doit nécessairement acquérir chez eux une plus haute valeur. Mais chez ces peuples, et à une époque où, la société étant encore mal assise, le pouvoir ne s'établissait et ne se maintenait guère que par la force et par le prestige attaché à la puissance, on conçoit que les hautes classes devaient tenir avant tout à ce qui pouvait éblouir les yeux et imprimer, avec l'idée de la richesse, le sentiment de la grandeur. D'ailleurs la vie dure et active de cette époque ne permettait pas d'apprécier toutes ces délicatesses auxquelles nous sommes si sensibles. Des hommes habitués à passer leur vie en plein air n'avaient pas le temps de connaître ces commodités devenues nécessaires aux peuples modernes. Ce qu'il leur fallait, c'étaient surtout des plaisirs violents, en harmonie avec leurs mœurs rudes, et capables d'émouvoir leurs sens grossiers.

Il ne faudrait cependant pas attacher une trop grande importance à l'influence de cette organisation de la société sur le développement de ce que nous nommons le bien-être. La différence entre le climat sous lequel vivent en général les peuples de l'Europe, et le ciel beaucoup plus doux sous lequel respiraient les peuples civilisés de l'antiquité, a nécessairement exercé aussi une influence décisive sur les mœurs des premiers. A mesure qu'ils se sont policés et que leurs mœurs se sont adoucies, ils sont nécessairement devenus plus sensibles à ces commodités de la vie, que la variabilité et l'inclémence des saisons rendent si chères de nos jours aux populations amollies par les raffinements de la civilisation moderne.

Naturellement, à mesure que l'ordre s'affermissait dans notre Europe et que les guerres devenaient de moins en moins l'état habituel des peuples, à mesure que les lumières augmentaient, et qu'avec elles les arts, fruits de la paix et amis du repos, faisaient des progrès, les véritables jouissances de la vie matérielle durent être de plus en plus connues et appréciées. Les artisans, dont les bras avaient jusque-là été employés pour fournir au luxe des seigneurs, commencèrent à tourner leurs pensées vers des objets plus capables de contribuer à l'agrément réel de la vie.

A ce résultat concourut aussi le développement de la bourgeoisie. Celle-ci ne pouvait prétendre aux somptuosités de la noblesse, elle n'aspirait point aux jouissances de la richesse ; mais, après une vie laborieusement occupée à acquérir quelque fortune, elle devait désirer de goûter quelques-unes de ces douceurs qui étaient à sa portée, et qui, moins dispendieuses que les opulents plaisirs de la noblesse, contribuent plus véritablement à rendre la vie agréable. Cette bour-

geoisie, en s'étendant, en conquérant une place de plus en plus grande dans l'Etat, dut naturellement augmenter la demande de ce qu'elle recherchait. Or, comme l'un des premiers et des plus incontestables principes d'économie politique est que la demande d'une chose en accroît la production, les jouissances et les commodités de la vie durent se multiplier à mesure qu'il y avait plus de personnes en état de profiter de celles qui étaient connues. Le nombre de ceux qui étaient employés à les produire augmenta par suite : la concurrence amena les efforts, et ceux-ci furent suivis des inventions et des perfectionnements qui, de proche en proche, ont enfanté les merveilles de l'industrie moderne.

Tout ceci, on le conçoit, n'eut pas lieu avec la régularité et la rapidité, que semblent indiquer les paroles qui précèdent. Il y eut des époques de grands progrès, puis des alternatives de ralentissement et même de stagnation dans cette marche ascendante. Cependant, il n'y a pas à penser qu'il y ait eu de mouvement rétrograde. Lorsque les hommes ont une fois connu ce qui a une utilité, une valeur, un agrément réel, ils y renoncent rarement sans de violents efforts ; il faut, pour les y contraindre, quelques-unes de ces catastrophes qui bouleversent les empires.

Mais dans la marche de l'humanité, ce qui a été effet ne tarde pas à devenir cause à son tour. Le développement de la bourgeoisie, qui avait tant contribué aux progrès de l'industrie, fut à son tour singulièrement accru par ceux-ci. Par ses demandes croissantes, elle activa la production, et augmenta le nombre et les richesses de ceux qui vivaient de leur travail ; ces derniers, à leur tour, vinrent augmenter l'importance en nombre et en richesses de cette bourgeoisie si dédaignée autrefois, et avec qui il a fallu finir par compter.

La révolution, qui, sur ces entrefaites, survint en France, renouvela de fond en comble l'édifice social. La commotion se fit sentir chez tous les peuples de l'Europe, et y amena plus ou moins indirectement des changements d'une gravité incontestable. La réforme qu'elle a introduite dans l'organisation sociale a, plus que toute autre cause, influé sur le changement profond qui s'est opéré en s'étendant graduellement dans toute l'Europe. Le résultat le plus saillant de cette révolution a été, sans contredit, le triomphe de la bourgeoisie, et par suite l'ascendant qu'elle a pris dans tous les pays.

Aujourd'hui, ce sont ses vues, ses idées, ses principes, ses désirs, qui dominant partout. Ses intérêts l'emportent dans les conseils des peuples : ils pénètrent dans les cabinets des rois, et forcent même les souverains absolus à les prendre en considération.

A Dieu ne plaise que nous prétendions approuver tout ce que fait et demande cette bourgeoisie, et tout ce qui se fait en son nom ; que nous voulions justifier tous ses sentiments, tous ses principes et toutes ses tendances. Mais le fait existe, on ne peut le nier. Soumettons-nous

à ce fait, puisqu'il est irrévocable; et, d'ailleurs, n'oublions pas qu'un grand fait ne se produit jamais dans le monde, sans avoir quelque chose de providentiel, sans manifester une des vues de Dieu dans le développement de l'humanité. C'est à nous, en acceptant ce fait, que tous nos efforts ne suffiraient plus à anéantir, à le dépouiller de ce qu'il peut avoir de fâcheux, et à hâter par tous les moyens en notre pouvoir la réalisation de ce qu'il renferme d'heureux pour l'avenir du genre humain.

Le résultat le plus important, par son influence, de ces progrès inouïs de l'industrie, dont nous sommes les témoins, est, sans aucun doute, la place que la possession du bien-être occupe de nos jours dans les pensées de l'immense majorité des populations. Sous toutes les formes et à tous les degrés, il est le but auquel tendent tous les hommes, l'objet de leurs persévérants efforts. C'est pour se le procurer, c'est pour l'augmenter qu'ils travaillent, et qu'ils surmontent les obstacles que leur oppose la nature ou la société.

Acquérir, conserver ou accroître le bien-être, résume en quelque sorte les idées qui dirigent la vie des peuples. Tout paraît faible en comparaison de ce point important : on néglige tout pour l'atteindre, même les choses auxquelles on attachait autrefois le plus grand prix, celles qui préoccupaient le plus vivement les esprits, et qui avaient le privilège d'exciter les passions au plus haut degré. Aujourd'hui, tout est sacrifié à ce but unique : c'est de ce point de vue que sont envisagées toutes les questions. Les sciences, les arts, la politique même, ne sont considérés le plus souvent que dans leurs rapports avec le bien-être des populations. Ce bien-être est devenu un intérêt qui domine tous les autres. Le pouvoir, l'autorité, les libertés de toute espèce, sont estimés et soutenus autant qu'ils le favorisent : on en fait bon marché du moment qu'ils ne lui profitent pas.

La moralité elle-même s'affaiblit à force de considérer toutes choses de ce seul point de vue : elle se fausse, elle s'aveugle sur le mérite ou le démerite; elle ne distingue plus nettement la limite qui sépare le juste de l'injuste; elle cesse d'être scrupuleuse; elle perd cette rectitude, qui fait apercevoir à l'instant la conduite qu'on doit tenir dans une occasion donnée; elle ne connaît plus cette excessive délicatesse, qui ne permet jamais une transaction avec le devoir, qui est toujours prête, au contraire, à sacrifier fortune, repos, avantages de toute espèce, dès que l'accomplissement du devoir pourrait en souffrir.

Le sens moral faiblit ainsi dans les âmes, parce qu'il se trouve sans cesse en lutte avec un intérêt plus puissant : il s'obscurcit, il s'altère, il se rouille, pour ainsi dire, à force de rester sans culture. On ne le consulte plus; on ne lui demande plus des inspirations pour se diriger dans les circonstances si épineuses de la vie, telle que l'a faite la société moderne; ou si quelquefois il fait encore entendre

son langage, ce n'est plus en maître qui sait qu'il a droit de commander et d'imposer ses volontés ; c'est en esclave qui ose à peine émettre un avis. Mais dans ce cas, on l'écoute avec indifférence ; on ne prête aucune attention à ses remontrances : il cesse bientôt d'en faire, et l'intérêt règne en maître dans les cœurs. Il les captive et les dirige seul ; on n'est plus docile qu'à ses suggestions, et on se lance avec entraînement, avec passion, avec une espèce d'enivrement, dans la voie où il pousse avec une force devenue irrésistible.

Et cependant ce désir du bien-être contre lequel on déclame tant, et dont les fâcheux effets nous ont entraîné nous-même à laisser éclater notre propre indignation, ce désir a cependant son bon côté, son côté utile. Le bien qu'il fait, non pas seulement à telle ou telle société, mais à l'humanité en général, l'emporte peut-être sur les maux qu'il sème en passant. Ces maux sont passagers et temporaires : le bien, au contraire, sera permanent et durable, parce qu'il est dans la destinée de l'humanité que tous les grands faits qui se passent dans son sein aient toujours pour résultat de la conduire à un avenir meilleur, dans la suite des évolutions qu'elle doit accomplir.

Mais aussi ce bien, par une triste conséquence de la faiblesse humaine, ne s'achète qu'au prix de certains maux inévitables. C'est en quelque sorte l'écume amenée à la surface par les bouillonnements qui se produisent au sein de la société à toutes les époques de transformation, et qui retombe au fond lorsque l'effervescence s'est calmée et que l'humanité, renouvelée par ce travail intérieur, reprend son cours calme et régulier.

Le goût pour le bien-être, qui se répand de plus en plus chez les peuples modernes et qui s'y manifeste avec une intensité toujours croissante, a une influence salubre qu'on ne saurait lui contester. Et, d'abord, il est devenu pour les Etats un élément de paix, d'ordre, de tranquillité. C'est un fait bien connu aujourd'hui des gouvernements, qu'on a même accusés souvent de vouloir l'exploiter au profit de leurs vues particulières. Mais, quoi qu'il en soit de cette accusation que nous nous bornons à constater comme un aveu public de l'influence indiquée, il est certain que le prix attaché au bien-être et à tout ce qui peut le procurer, l'accroître ou le conserver, doit inspirer de l'éloignement pour tout ce qui serait de nature à le compromettre.

Ainsi, les troubles intérieurs, les émeutes, les révolutions, les agitations politiques de toute espèce, qui, en compromettant la tranquillité publique, portent immédiatement un coup funeste au commerce et à l'industrie, ces deux grands promoteurs du bien-être, doivent être redoutés d'une population préoccupée, avant tout, des jouissances qu'il procure. Peut-être le désir de ne pas porter atteinte à cet heureux état de calme, où les arts de la paix trouvent à s'exercer librement, entraîne-t-il trop loin dans leurs craintes les populations

adonnées au culte des jouissances matérielles, et les rend-il trop indifférentes à tout ce qui y est étranger? Mais ici, comme toujours, c'est l'abus que nous trouvons à côté du bien réel.

Par la même raison, ce sentiment est ce qui apporte de nos jours le plus grand obstacle aux guerres étrangères, et à tous les fléaux qui en sont la suite. Sous ce rapport, l'humanité doit se réjouir d'un ordre de choses qui tend à faire disparaître de plus en plus des luttes qui la déshonorent. Si ces guerres ont été autrefois un moyen de propager la civilisation, ces moyens pâlissent aujourd'hui devant les gigantesques progrès qu'elle accomplit dans le monde entier par des voies pacifiques. A la vue de cet immense résultat et à la pensée des horreurs et des flots de sang que le désir du bien-être épargne au monde, ne peut-on pas l'absoudre un peu pour les écarts où il se laisse entraîner dans sa fougue encore un peu désordonnée?

Ce désir ne contribue-t-il pas encore au développement de l'humanité? N'est-il pas devenu, lui aussi, un moyen de perfectionnement du genre humain? Car, si par suite de cette fâcheuse tendance qui pousse l'homme dans les extrêmes et le conduit presque inévitablement d'un excès dans un autre, quelques branches des connaissances humaines ont été un peu négligées dans ces derniers temps, parce qu'elles ne concouraient pas assez à la satisfaction des besoins nouveaux, quels progrès n'ont pas faits celles qui ont avec ces besoins un rapport immédiat! Quelles merveilles n'avons-nous pas vues s'accomplir sous l'influence de la surexcitation produite par un désir devenu général! Quelle culture n'ont pas reçue certaines facultés trop négligées jusque-là! Quelle puissance, en général, n'a pas acquise l'esprit par la nécessité de marcher, pour ainsi dire, dans ses découvertes, du même pas que le cœur humain dans ses désirs!

N'est-ce donc rien que ce triomphe de l'esprit sur la matière, que nous voyons s'effectuer chaque jour sous nos yeux? Stimulé par ce besoin de jouissances, qui pousse sans cesse l'homme dans des voies nouvelles, son génie dompte les éléments; il asservit la nature à ses lois; il fait travailler pour lui les mille bras de cet infatigable ouvrier; il décuple, il centuple ses forces. Dociles à la voix de l'homme, les forces jusque-là rebelles, et quelquefois dévastatrices de la nature, accomplissent pour lui les travaux les plus rudes; et lui, réalisant la belle définition qu'on a donnée de son être, devient de plus en plus ce qu'il est réellement, une pure intelligence destinée à commander à la matière.

Et, remarquez-le bien: déjà, malgré les nombreuses souillures dont elle tache sa robe d'immortalité, dans la recherche de ce bien tant désiré, l'humanité va cependant en s'épurant avec les siècles. Que sont devenues ces passions fougueuses et sauvages qui transformaient l'homme en une espèce de bête féroce, et cette ardeur pour des jouissances grossières qui le ravalait au rang des brutes? Que sont de-

venues ces ardeurs bestiales, ces ignobles orgies, ces salles débâches des populations encore dans l'enfance, ou des peuples corrompus de l'antiquité?

Sans doute, il y a quelquefois encore, dans les classes abruties par l'ignorance, une dépravation grossière, un entraînement sauvage pour des plaisirs immondes, une abjection qui soulève le cœur; sans doute, dans les rangs plus élevés, on trouve aussi une jeunesse, et parfois un âge mûr, qui, blasés par la richesse et usés par des jouissances précoces, cherchent à ranimer leurs passions éteintes dans de honteux désordres et dans des plaisirs sans nom.

Mais le dégoût qu'inspirent les uns et les autres, et la flétrissure que leur imprime généralement aujourd'hui l'opinion publique, indiquent que le mal est loin d'avoir cette étendue que quelques-uns lui attribuent : car c'est le propre de tout ce qui est excessif de frapper vivement les yeux, et de produire plus d'effet que la chose n'en comporte réellement.

Or, à part ces exceptions, dont on doit toujours faire abstraction lorsqu'on raisonne sur la société en général, il semble démontré qu'il y a une amélioration réelle dans les mœurs. Et, en effet, considérons d'abord cette immense classe moyenne, qui embrasse aujourd'hui la société presque entière, puisque le développement de cette classe est devenu tel qu'on ne sait où en fixer les limites. Dans la cause des reproches qu'on lui adresse que voyons-nous? Un désir de satisfaire des goûts de luxe, plutôt que de se procurer les jouissances grossières des sens. On veut paraître, briller, surpasser ses voisins, les éclipser : on cherche tous les moyens d'arriver à ce but, on emploie tous ceux qui se présentent, sans réflexion, sans discernement, et souvent avec une absence de délicatesse ou de scrupule dans le choix, qui ne justifie que trop l'accusation de corruption portée contre notre époque.

Cependant, il y a dans ceci même plus d'aveuglement, de faiblesse et d'entraînement, plus d'oubli du sens moral, que de véritable perversion. On tend à ses fins, et, pour y arriver, on ne regarde point à la voie qui y conduit. Mais si, dans un certain sens, il y a corruption, démoralisation même, il n'y a pas cette dépravation, cet avilissement des facultés supérieures de l'homme, qui doit faire trembler pour une société. Au contraire, dans cette ardeur avec laquelle on se pousse pour s'avancer, il y a un sentiment de dignité, mal entendue, je l'avoue, mais enfin un sentiment de dignité. On veut s'élever au-dessus des autres; et pour cela on désire des appartements somptueux, de riches ameublements; on veut avoir des chevaux, des voitures : on veut briller même par le luxe de la table; mais ici encore on recherche moins les plaisirs des sens que les jouissances de la vanité. On pourrait dire en quelque sorte que, même dans ses excès et ses désordres, l'humanité se spiritualise de jour en jour.

Ainsi donc, dans les excès, les désordres même qu'on reproche à notre époque, rien, ce semble, qui doive faire trembler pour l'avenir de la société, pourvu, du moins, qu'on ait les yeux sur les abus, afin de les redresser ou de les empêcher de s'étendre. Car dans tout ce que nous voyons, et qui est plus ou moins indirectement un effet de l'amour du bien-être, il y a abus d'une chose bonne, utile, quelquefois louable en elle-même, plutôt qu'il n'y a mal réel. Et cependant nous n'avons guère encore arrêté notre attention que sur les classes moyennes ou les classes riches de la société, là où les abus de l'amour du bien-être sont les plus nombreux, et où ils ont acquis le plus haut degré de gravité.

Si nous portons nos regards sur les classes pauvres, nous y verrons apparaître le bien-être avec toute l'heureuse influence que nous lui avons déjà reconnue, et presque sans aucun de ces graves abus qui en accompagnent le développement dans les autres classes : nous le reconnaitrons comme un grand élément de civilisation, comme le plus puissant levier, peut-être, que possède l'humanité, pour opérer l'ascension graduelle de ces classes qui, au bas de l'échelle sociale, ont, par l'effet d'un coupable oubli, végété trop longtemps dans un triste état de dégradation matérielle et morale.

Le premier effet de la possession du bien-être, ou du moins d'un léger commencement de bien-être, est de relever l'être humain à ses propres yeux ; c'est de lui apprendre à connaître sa dignité d'homme.

Quelle idée voulez-vous qu'il ait de la noblesse de son être, le malheureux condamné à vivre dans un bouge infect, couvert de vêtements et quelquefois de haillons sordides, et réduit à une nourriture grossière que les ardeurs de la faim peuvent seules décider à dévorer ? Dans cet odieux état où, à la honte de l'humanité, nous rencontrons encore beaucoup de malheureux dans nos villes et dans nos campagnes, l'homme a une existence matérielle inférieure à celle de quelques animaux. Rejeté au rang des brutes, il en a tous les instincts ; il se vautre dans la boue des plaisirs les plus grossiers : il ne connaît que les jouissances des sens, et ne les goûte même que dans ce qu'elles ont de plus abject. Dégradé physiquement et moralement, il n'a presque plus les sentiments de son espèce : sa pensée, dans le cercle restreint d'idées où elle se meut, est aussi immonde que son extérieur. Les miasmes délétères, nés de la malpropreté où il croupit, infectent même son esprit ; son intelligence s'affaisse et s'éteint dans la pesante atmosphère du vice et de la débauche. Des passions brutales sont seules capables de le tirer de cet engourdissement où, comme l'animal, il ne songe qu'à entretenir sa vie.

Pour lui, la femme n'est qu'une femelle destinée à assouvir ses ardeurs bestiales ; les enfants ne sont que des petits, pour lesquels il n'a pas même les sentiments que montre l'animal ; car, plus dénaturé

que celui-ci, il les repousse souvent loin de lui, et s'en débarrasse comme d'un fardeau trop lourd. Aussi, pour lui, point de vie de famille, point de ces doux sentiments qui répandent tant d'attraits sur cette vie, et font que l'homme aime son intérieur, s'y plaît et recherche avant tout les joies que l'on goûte autour du foyer domestique.

Et comment s'y plairait-il ? Tout y peint la misère et le dénuement ; tout y exprime la souffrance ; les yeux y sont sans cesse affligés d'un douloureux spectacle ! Comment ne se hâterait-il pas de le fuir, pour aller au dehors respirer plus librement ? Comment n'éprouverait-il pas le besoin de s'étourdir sur une situation qu'il voit sans remède, et de chercher dans la perte de sa raison l'oubli des maux qu'il endure ¹ ?

Mais qu'un rayon de bien-être vienne à luire sur la demeure auparavant désolée du malheureux ouvrier, dès lors tout change. Avec une habitation moins malsaine, moins fétide, moins nue, de nouvelles pensées s'éveillent en lui. Un mobilier moins délabré, moins dépourvu de ce qui rend la vie supportable, des vêtements moins usés, moins souillés par un long usage et par l'effet d'une funeste indolence, font naître chez lui l'idée d'une propreté qui lui était inconnue. Autrefois, il lui eût été impossible de la faire régner sur lui et autour de lui ; maintenant, il entrevoit la possibilité de l'entretenir, et il fait des efforts auxquels il n'aurait pas songé. Dès ce moment, il fuit la malpropreté, il a honte de l'état dans lequel il se montrait ; il craint tout ce qui pourrait porter atteinte à cette propreté dont il commence enfin à sentir le prix.

A mesure qu'il évite ce qui pourrait le souiller au physique, il commence à avoir horreur de ce qui souille et dégrade l'âme. Il rougirait de se laisser aller à ces plaisirs orduriers, les seuls qu'il connût

¹ « J'ose affirmer, dit M. Blanqui (*Rapport sur la situation des classes ouvrières en 1848*), « que l'insalubrité de leurs logements est le point de départ de toutes les misères, de « tous les vices, de toutes les calamités de leur état social. Il n'y a point de réforme « qui mérite à un plus haut degré l'attention et le dévouement des amis de l'humani- « té : c'est par celle-là qu'il faut commencer ; presque toutes les autres en découleront « comme d'une source naturelle : sans celle-là, toutes les autres seront inutiles ou insuf- « fisantes. A peu d'exceptions près, on pourrait juger de la valeur morale d'une famille « d'ouvriers, par la seule inspection du local qu'elle habite. »

On retrouve les mêmes idées dans le *Rapport fait à l'Assemblée nationale sur la ques- tion des logements insalubres*, 8 décembre 1849. « Au point de vue moral, dit le rappor- « teur, M. de Riancey, le chez soi entre pour beaucoup dans les habitudes de l'ouvrier. « Il faut même le dire, l'aspect intérieur de l'habitation du pauvre révèle et reflète en « quelque sorte les conditions morales de ceux qui l'habitent.... Si l'ouvrier trouve dans « son habitation, non pas l'agrément, mais la propreté, mais la salubrité, il s'y plaira, il « y restera. Au contraire, supposez ce qui n'est que trop fréquent, un air méphitique, « des émanations nauséabondes, il s'empressera de le fuir pour aller chercher au dehors « des distractions presque toujours dangereuses et dont l'abus conduit souvent à l'insensi- « bilité et à l'abrutissement. On l'a remarqué avec raison, l'insalubrité du logement, « qui amène le dégoût du foyer domestique, est l'un des plus actifs pourvoyeurs du ca- « baret. »

autrefois, et dans lesquels on ne peut se plonger sans que le corps en conserve de honteuses traces. Ce qui n'était d'abord que la crainte d'une dégradation physique finit par devenir un dégoût pour la dégradation morale. La propreté du corps devient ainsi pour lui le premier pas vers l'épuration de l'âme.

Il commence à acquérir quelques notions de la dignité de l'être humain : ce n'est d'abord qu'un désir de ne plus tomber dans cet état d'avilissement où l'homme se distingue à peine de la brute ; mais peu à peu, à mesure qu'il s'abandonne moins aux honteux penchants qui le dépravaient, à mesure que l'être moral se soustrait à l'empire de passions abjectes, il s'élève à des idées plus nobles ; il comprend ce qu'il n'entrevoyait pas autrefois ; il commence à goûter des plaisirs et à sentir des besoins dont auparavant il ne soupçonnait pas même l'existence. Ces nouveaux besoins deviennent à leur tour un nouveau stimulant qui le pousse dans la voie nouvelle où il est entré.

Ainsi, avec les habitudes de propreté se développent aussi les habitudes d'ordre, si intimement liées aux premières ; car la propreté se maintient rarement sans l'ordre. On veut conserver l'aspect agréable d'un logement dont la vue commence à flatter les yeux, et où l'on a appris à se plaire. Pour cela, on ménage, on économise, afin d'ajouter aux agréments d'une habitation où le bonheur a fait sa première apparition avec un peu de bien-être. On se retranche quelques-uns de ces plaisirs, dont on avait besoin autrefois pour supporter une position sans espoir d'amélioration. On se prive surtout de ces plaisirs qui, par la dépense qu'ils occasionnent et par l'oisiveté qui en est la suite, mettent dans l'impossibilité d'arriver jamais à une condition meilleure. On se retranche ainsi des joies bruyantes d'un moment, afin de se procurer le contentement plus calme, mais plus réel, et surtout plus durable, que procure un intérieur agréable et commode. On s'impose des privations dans le présent, mais afin d'assurer la continuité d'une existence devenue satisfaisante, et de se ménager pour l'avenir un bien-être plus complet. Ainsi, l'ordre qui a été enfanté par la propreté donne à son tour naissance à l'économie. La pensée salutaire de l'avenir s'introduit là où l'on ne savait que vivre au jour le jour. Or, sait-on bien ce qu'est pour l'ouvrier la pensée de l'avenir ? C'est l'ordre, l'économie, la prévoyance, l'activité ; c'est la réunion d'une partie des qualités qui contribuent le plus à la moralisation de l'individu ¹.

Avec ce changement apporté par un peu de bien-être dans la vie matérielle, en surviennent aussi de non moins importants dans la vie

¹ « L'arrivée à la propriété, sous cette forme ou sous toute autre, est pour l'ouvrier ce qu'était pour le géant de la fable le contact de la terre ; elle lui communique une force extraordinaire. De ce moment, il sait ce que c'est que prévoir. L'avenir prend à ses yeux une signification, la vie un but. » (Michel Chevalier, *Lettres sur l'organisation du travail*, XIII.)

du cœur et de l'âme. En rentrant, après le travail, dans un logis où sont à peu près réunies les choses qui rendent la vie agréable, le mari et la femme se retrouvent avec plaisir ensemble. Auparavant, la passion seule les rapprochait : maintenant ils sont unis par le sentiment d'un bien-être qu'ils partagent en commun, et dont la possession répand un nouveau charme sur l'union de leurs cœurs. Les enfants, qui étaient une charge, un fardeau, ajoutent un nouvel attrait au foyer domestique ; on se laisse aller au plaisir de goûter leurs caresses, parce que ce plaisir n'est pas empoisonné par la crainte de ne pouvoir les nourrir. Le cœur s'ouvre aux joies de la famille, à ces joies si douces, si pures, et devant lesquelles, une fois qu'on les a connues, pâlissent toutes les autres.

On s'attache à son foyer parce qu'on y trouve tout ce que l'on aime ; on le quitte à regret, on y revient presque toujours avec un nouveau plaisir : c'est autour de lui que se concentrent toutes les pensées. On cherche à l'embellir, à y réunir ce qui plaît à l'un et à l'autre. Précédemment on regrettait la légère partie qu'on abandonnait sur le fruit de son travail pour l'entretien du ménage ; actuellement on craindrait d'en distraire une faible partie pour des plaisirs que l'on prendrait seul. On regrettait presque la bouchée de pain qu'on jetait en pâture à des enfants affamés, et rien maintenant ne coûte pour eux. C'est la pensée de ces êtres chéris qui soutient dans le travail ; elle donne de nouvelles forces, elle fait redoubler d'ardeur. Dès lors plus d'oisiveté, plus de chômages volontaires : tous les jours, tous les instants sont mis à profit, afin de maintenir et d'accroître le bien-être d'une famille aimée.

Pour l'accroître encore plus, on ne cherche pas seulement à faire plus de travail, on veut le faire mieux. On sent le besoin de cultiver son esprit, de développer son intelligence : on veut lire, étudier, acquérir de nouvelles connaissances qui puissent se traduire en une nouvelle amélioration de sa condition. On profite de ces moyens d'acquérir de l'instruction que la société multiplie pour les pauvres, et qu'on avait dédaignés jusqu'alors. On s'élève ainsi dans la sphère sociale, par son activité, par son industrie, et chaque pas qu'on fait, en rendant la condition meilleure, engage à en faire de nouveaux. Mais à mesure qu'on acquiert de l'instruction, que l'intelligence se développe, de nouveaux plaisirs commencent à paraître : ce sont les plaisirs de l'esprit. Et à mesure qu'on commence à les goûter, on est d'autant moins disposé à s'adonner à ceux qui abrutissent. L'esprit s'ouvre à des pensées qui lui étaient étrangères ; il comprend des choses dont il n'avait pas l'idée.

Moins déshérité de la nature, l'ouvrier apprend à en connaître les beautés ; les merveilles de la création apparaissent à ses yeux qui y étaient restés fermés jusque-là. Son cœur reconnaissant apprend à s'élever vers le Dieu de toute bonté : il le remercie des bienfaits que sa main

généreuse ne cesse de verser sur le monde, et dont il trouve qu'il a aussi sa part. Moins étranger aux bienfaits que la civilisation répand dans sa marche, il ne sent plus bouillonner dans son cœur la haine contre des riches qui jouissent abondamment des commodités qu'un travail pénible ne lui procure que dans une modique mesure.

Comme il participe aux avantages que la société procure à tous les citoyens, il comprend mieux la nécessité du gouvernement et le principe de son organisation : il obéit plus volontiers aux lois qui le protègent : il respecte mieux les magistrats qui font exécuter ces lois à l'ombre desquelles il goûte en paix la douceur de son existence actuelle. Il s'attache à un état de choses dont il est satisfait, et, bien loin de prendre part à ce qui pourrait le détruire, il redoute les troubles, les agitations dont le premier effet est de suspendre le travail d'où découlent les avantages dont il jouit.

C'est ainsi que le bien-être pénétrant parmi ces classes laborieuses, y devient un élément d'ordre, et un gage de sécurité pour les Etats. Cependant il y produit aussi quelquefois de fâcheux effets.

Ainsi, ce n'est pas toujours sur les choses de première nécessité que se portent les désirs de l'ouvrier, sur ce qui contribue réellement à rendre la vie plus douce. Au lieu des commodités véritables, ce sont des jouissances factices qu'il cherche à se procurer : ce sont des idées de luxe, de parure, qui se font jour chez lui, qui l'entraînent dans des dépenses frivoles, et lui font ainsi sacrifier follement un argent qu'il ferait mieux de réserver pour la satisfaction de besoins plus réels. Le désir de satisfaire la passion de la parure devient surtout pour les femmes et les jeunes filles le goût le plus à redouter pour leur vertu. Chez les hommes, un commencement de bien-être, en y rendant plus sensible, fait ouvrir davantage les yeux sur celui que possèdent les personnes des classes plus aisées. Loin de se montrer plus content de celui auquel on est parvenu, on ne fait attention qu'à celui dont on est encore privé.

Une fois que le cœur s'est laissé aller à ces sentiments d'envie, il s'aigrit, il s'indigne contre une société qui permet à une semblable inégalité de s'établir entre ses membres. Au lieu d'éprouver de la reconnaissance pour les découvertes, les travaux, les efforts opérés dans ces classes aisées, et dont la conséquence a été d'activer les progrès de la civilisation et d'introduire dans la condition des classes laborieuses une amélioration incontestable, celles-ci, plus sensibles à ce qui leur manque qu'à ce dont elles jouissent, s'irritent de ne pouvoir posséder toutes les commodités dont la vue excite leurs désirs. L'envie ronge leur cœur, en bannit les sentiments d'une affection mutuelle, de cette charité chrétienne qui devrait unir tous les hommes, et, à sa place, elle y entretient parfois le mécontentement, la jalousie, et de sourdes rancunes.

Voici des inconvénients réels qui, nous devons le reconnaître,

sont une conséquence des progrès de l'amour du bien-être dans l'état présent de la civilisation. Mais ces inconvénients sont-ils une conséquence nécessaire, inévitable de ce besoin de bien-être, qui se fait sentir dans toutes les parties du corps social? Ces inconvénients offrent-ils des dangers que rien ne pourrait amoindrir ou du moins éviter? C'est ce dont il est permis de douter. Et d'ailleurs, les défauts qu'on reproche à notre société sont-ils des défauts particuliers à notre époque?

Pour se convaincre du contraire, il n'y aurait qu'à lire tous les moralistes des siècles précédents. Dans tous sans exception, nous trouverions des plaintes qui indiqueraient chez les hommes de leur temps une tendance analogue à celle qu'on blâme si fort de nos jours. Il nous serait facile d'accumuler ici des citations qui, sans justifier notre époque, dissiperaient cependant les craintes que ses travers peuvent faire concevoir aux personnes qui ne l'ont pas comparée avec les époques précédentes. Nous nous contenterons de rapporter les paroles prononcées au commencement du siècle dernier, et bien avant l'époque qui a amené les changements auxquels on a attribué la situation présente, par un magistrat que sa position mettait en état de bien connaître les défauts de la société où il vivait.

« Tel est le caractère dominant des mœurs de notre siècle, disait-il : une inquiétude généralement répandue dans toutes les professions; une agitation que rien ne peut fixer, ennemie du repos, incapable du travail, portant partout le poids d'une inquiète et ambitieuse oisiveté; un soulèvement universel de tous les hommes contre leur condition; une espèce de conspiration générale dans laquelle ils semblent tous être convenus de sortir de leur caractère; toutes les professions confondues, les dignités avilies, les bienséances violées; la plupart des hommes hors de leur place, méprisant leur état et le rendant méprisable; toujours occupés de ce qu'ils seront, pleins de vastes projets; le seul qui leur échappe est de vivre contents de leur état¹. »

Ne dirait-on pas ces paroles écrites de nos jours? Je me trompe, il y a une différence, et elle est à l'avantage de notre époque. L'oisiveté, l'aversion pour le travail dont se plaignait D'Aguesseau, il y a cent cinquante ans, n'est plus le fait de notre époque. Son caractère dominant est au contraire un travail incessant, une activité sans relâche. Jamais la vie n'a été aussi affairée, aussi active qu'elle l'est aujourd'hui. Si quelquefois l'homme appelle encore à son aide des moyens que blâme avec raison une délicatesse scrupuleuse, cependant c'est avant tout par son travail qu'il cherche à se procurer le bien-être auquel il aspire. Ce bien-être est devenu de nos jours un des plus grands stimulants du travail; or, le travail est certainement l'un des plus puissants éléments de civilisation, de moralisation : il le serait

¹ D'Aguesseau, *Mercuriale* de 1703.

déjà par le seul fait qu'il est opposé à l'oisiveté, cette source de tous les vices.

Sans doute un moraliste sévère peut regretter de voir un sentiment aussi noble que l'amour du travail, un sentiment dont la religion fait presque une vertu, avoir son origine dans un autre sentiment, d'un ordre aussi peu élevé que l'amour des jouissances matérielles. Mais si nous voulons exercer quelque influence sur l'homme, ne raisonnons pas sur un idéal de raison, de force et de vertu qui ne saurait exister. Prenons l'homme avec ses faiblesses, puisque nous ne saurions les guérir entièrement, et sans les flatter ni les favoriser, tout en nous efforçant, au contraire, de les combattre, cherchons avec calme à mettre à profit ce qu'il pourrait y avoir dans leurs tendances de favorable à l'amélioration morale de l'individu et à ses véritables intérêts aussi bien qu'à ceux de l'Etat.

« On s'effraye beaucoup de nos jours, a dit à ce sujet un estimable écrivain ¹, du goût effréné qui se développe de plus en plus au sein des rangs inférieurs de la société, pour les jouissances sensuelles et le bien-être matériel; il y a, dans ces appréhensions, lieu de distinguer: l'amour du plaisir physique, alors qu'il a seulement pour objet la satisfaction des passions les plus grossières, alors qu'il se manifeste sous la forme dégradante de l'ivrognerie, de l'intempérance, de la débauche, est sans contredit un principe démoralisateur et plein de périls, qu'il faut comprimer et contenir par toutes les influences réunies de la religion, de la morale et de la science. Mais le désir du bien-être renfermé dans de certaines et justes limites, se proposant de procurer à l'homme les conditions d'existence sans lesquelles ce nom ne saurait plus être porté avec quelque dignité, ce désir-là, loin de le dégrader au physique ou au moral, contribue puissamment, au contraire, à le relever, à l'améliorer sous ce double rapport. Ce désir ou plutôt ce besoin est pour lui la source des plus louables efforts, des plus utiles encouragements, des plus précieuses vertus. Oui, c'est un bien, un très-grand bien pour la classe laborieuse, que de prétendre avec ardeur et persévérance à une alimentation plus substantielle; à un vêtement plus sain et plus élégant, à une demeure plus spacieuse et plus commode, à une existence plus douce et plus confortable; en un mot, toutes les conquêtes opérées par elle dans ce sens sont des conquêtes au profit du progrès moral de l'humanité. Malheur au peuple ou à la fraction du peuple qui a perdu tout souci du bien-être et de la propreté, car il a perdu sûrement aussi tout souci de la dignité et de l'honnêteté. »

Ainsi, quels que soient les inconvénients que le désir du bien-être puisse offrir, le développement de ce sentiment au sein des classes

¹ F.-F. de Lafarelle, Mémoire lu à l'Académie des sciences morales et politiques (*Journal des Economistes*, t. XI V, p. 97).

laborieuses a des avantages qu'on ne saurait plus contester. Il y a donc utilité pour la société à s'occuper de la chose à laquelle s'applique ce sentiment; il y a en un mot utilité pour elle à chercher les moyens de procurer le bien-être à toutes les classes dont elle se compose. Pour cela, il faut voir en quoi il consiste.

RAPET,

Inspecteur de l'instruction primaire
à Paris.

(La suite à un prochain numéro.)

BUDGET DES ÉTATS PONTIFICAUX.

Les seuls documents officiels qui, depuis l'occupation impériale de Rome, aient été publiés sur la situation des finances pontificales, sont dus au règne de Pie IX.

Le 20 novembre 1847, le pro-trésorier général, Mgr Louis Morichini, présenta, sur cette situation et sur les moyens de l'améliorer, un rapport sommaire mais très-complet, qui, imprimé à un fort petit nombre d'exemplaires, est resté depuis lors beaucoup trop ignoré.

Ce point de départ bien établi, et avant de quitter le ministère des finances en 1848, Mgr Morichini y avait laissé, sur le préventif ou prévisions du budget de cette même année, un travail complémentaire. Dans le mois de février 1849, la défunte république romaine livra ce travail à la publicité, en l'accompagnant du plus grand nombre possible de pièces détaillées et de documents justificatifs. Mais cette seconde publication, confuse autant que précipitée, éclairait fort médiocrement par elle-même l'état des finances pontificales. Elle a besoin avant tout d'une clef explicative, c'est-à-dire du rapport du 20 novembre 1847, et c'est maintenant avec celui-ci que nous allons faire connaître les recettes et les dépenses normales du gouvernement de Pie IX.

Quant aux dépenses extraordinaires et si imprévues occasionnées par la dernière révolution, nous en traiterons à part, quand il s'agira des moyens de combler l'ancien et le nouveau déficit du trésor pontifical.

Rappelons d'abord quelques antécédents indispensables : l'historique du budget normal en donne la première et la meilleure appréciation.

Après la restauration pontificale de 1814, Pie VII et le cardinal Consalvi ayant maintenu sous plusieurs rapports les réformes économiques introduites à Rome sous la domination française, et conservé la presque totalité du personnel administratif, il en résulta un ordre satisfaisant dans la gestion des finances; et les budgets de l'Etat se soldèrent en excédants jusqu'en 1827. Les préoccupations politiques du règne de Léon XII et des réformes mal entendues rompirent alors l'équilibre des recettes et des dépenses. Enfin, sous Pie VIII, et durant le long pontificat de Grégoire XVI, les désordres administratifs et les révolutions, arrêtant à l'envi le développement des intérêts matériels, ne cessèrent d'accroître, avec le déficit annuel du Trésor, les difficultés gouvernementales de la papauté.

Pour rendre plus facile la solution de ces difficultés, il faudra surtout re-

marquer l'état des finances romaines sous le pontificat de Pie VII, dont on ne saurait trop rapprocher les actes de ceux de Pie IX. Voici d'abord la série officielle des divers budgets de 1814 à 1848. Les chiffres y représentent des écus romains dont la valeur est de 5 fr. 37 c.

ANNÉES.	RECETTES.	DÉPENSES.	EXCÉDANTS.	DÉFICIT.
1814	1,852,760	1,345,136	507,624	»
1815	2,926,657	2,353,397	573,260	»
1816	4,642,190	4,704,085	»	61,895
1817	6,687,372	6,732,846	»	45,474
1818	7,327,845	6,339,586	988,259	»
1819	6,542,881	6,274,782	268,099	»
1820	6,730,271	7,004,544	»	276,573
1821	6,505,629	6,044,509	464,120	»
1822	6,609,862	6,125,268	483,594	»
1823	6,589,787	5,923,287	666,500	»
1824	6,678,953	6,022,349	656,604	»
1825	6,399,536	5,971,856	427,680	»
1826	6,132,965	5,920,859	212,106	»
1827	8,800,659	8,506,615	294,044	»
1828	8,770,526	8,773,851	»	3,325
1829	8,275,183	8,443,585	»	168,401
1830	8,547,452	8,775,120	»	227,668
1831	7,289,450	9,219,102	»	1,929,652
1832	7,547,270	12,065,323	»	4,518,053
1833	8,516,263	10,266,132	»	1,749,869
1834	8,869,163	9,770,949	»	901,786
1835	8,847,708	9,845,544	»	998,136
1836	8,938,371	9,671,384	»	266,987
1837	8,746,562	9,799,626	»	1,053,064
1838	8,782,322	9,155,924	»	373,602
1839	9,086,053	9,434,918	»	348,865
1840	9,263,396	9,798,946	»	535,550
1841	9,413,742	9,835,655	»	421,913
1842	9,436,280	9,796,970	»	360,690
1843	10,039,402	10,341,559	»	302,157
1844	9,613,457	10,356,185	»	742,728
1845	10,052,121	10,620,730	»	568,609
1846	9,800,093	10,679,311	»	879,218
1847	9,968,408	10,863,870	»	895,462
1848	9,432,935	12,532,935	»	3,100,000
1849	chiff. inc.	chiff. inc.	»	4,651,000

Telle est, en caractères numériques, l'histoire des 36 dernières années de la papauté ; et c'est de ce texte qu'il faut immédiatement donner un premier commentaire.

Ce tableau accuse d'abord deux phases financières bien distinctes, correspondant aux deux systèmes d'administration que nous avons indiqués. Les résultats de la première période sont exprimés dans la colonne des excédants, et, malgré d'assez graves abus avoués pour cette époque par Mgr Morichini, ils témoignent au moins de la sagesse de Pie VII et de l'intelligente probité de ses ministres. La colonne du déficit démontre, au contraire, l'incurie gouvernementale des derniers ministères, et s'élève contre les deux causes principales qui ont obéré le Trésor pontifical, savoir, les commotions politiques et les désordres administratifs. Les années ruineuses de 1831 et 1832, 1848 et 1849, voilà sans aucun doute la part des révolutions. Mais tous les autres déficits ne peuvent-ils pas être mis à la charge d'une administration détestable ou inexpérimentée ?

C'est, par exemple, durant la seconde période en question, qu'on remarqua ce fait unique dans la gestion financière d'un Etat civilisé, l'absence de tout *consomptif* ou règlement de comptes qui doit, en fin d'année, clore et régulariser chaque exercice. Faute de s'être ainsi orientée, l'administration de Grégoire XVI, depuis 1833, ne cessa de *marcher* au hasard des comptes courants, dépensant en aveugle les deniers publics. Puis, quand elle voulut voir clair dans le chaos de ses règlements de comptes provisoires, elle fit de nouveaux frais pour y introduire quelque lumière ; mais elle n'y vit à peu près rien, et tout fut réglé en conséquence. Pour tous les budgets de cette période régularisés après coup, le tableau précédent n'a donc pu donner que des chiffres très-approximatifs.

Une fois cette distinction bien marquée entre l'administration de Pie VII et celle de Grégoire XVI, complétons les observations que nous suggère la série des budgets pontificaux.

A partir de 1827, sous Léon XII, nous voyons le budget s'élever tout à coup d'environ 6 à 8 millions d'écus.

C'est qu'alors s'introduisit l'usage de calculer le total des recettes d'après le chiffre des revenus bruts. L'augmentation fut donc purement fictive ; mais cette fiction eut un résultat très-réel, celui d'accuser le chiffre antérieurement ignoré des frais de perception, et de le fixer à un tiers des bénéfices nets de l'impôt général, soit au quart des recettes brutes. Proportion énorme, et qui montre combien la nouvelle perception pontificale restait en arrière des économies dont l'administration française de 1812 lui avait donné l'exemple !

En 1828, commence à paraître le déficit constant du Trésor ; insignifiant à son point de départ, il eut alors pour principe la réduction d'un quart de l'impôt foncier ordonnée par Léon XII. Quelques autres réductions, entre autres celle des frais d'enregistrement, amoindrirent aussi les recettes, tandis que divers projets de réforme et la fondation d'établissements nouveaux augmentaient les dépenses. A la mort de Léon XII et même à celle de Pie VIII, l'équilibre financier n'était pourtant pas rompu sans retour, puisqu'il eût suffi, pour le rétablir, de ramener l'administration à une plus grande régularité, ou les impôts réduits à leur chiffre primitif. C'est aux troubles politiques de 1831 et aux causes de diverses natures qui les ont engendrés, que revient le triste honneur d'avoir rendu le déficit du Trésor pontifical à peu près incurable, à moins d'y appliquer des remèdes héroïques.

Dans les deux années 1831 et 1832, ce déficit s'éleva à plus de 6 millions et demi d'écus ; et il y fut pourvu au moyen, d'abord de trois emprunts que le manque de crédit rendit très-onéreux, et ensuite par la vente de certains biens domaniaux, par des rachats de redevances emphytéotiques et camérales, et par le rétablissement des impôts que Léon XII avait réduits avec une généreuse imprudence.

Le déficit de 1833 fut comblé avec les cautionnements financiers des gérants du domaine ;

Celui de 1836 et 1837, provenant en grande partie des précautions sanitaires occasionnées par le choléra, donna lieu à un quatrième emprunt ;

Les cautionnements de la Ferme des sels et tabacs, et d'autres contrats renouvelés en 1840 et 1841, remédièrent au déficit de ces mêmes années ;

En 1845 et 1846, il fallut payer bien des arriérés accumulés, et l'on eut recours à un cinquième emprunt, tandis qu'avec la vente d'une portion des biens de l'apanage Leucthemberg, on pourvoyait aux dépenses les plus urgentes.

C'est en 1847 que les finances pontificales commencèrent à se ressentir de l'heureuse influence de l'élection de Pie IX. La situation du Trésor sortit du mystère où elle était jusqu'alors restée comme enveloppée, et le rapport de Mgr Morichini fixa, dans un résumé clair et substantiel de la situation financière, tous les éléments d'appréciation propres à déterminer le chiffre des budgets subséquents. D'après cet exposé général, dont la loyauté n'était pas le moindre mérite, les recettes brutes étaient d'environ 9 millions et demi d'écus, les dépenses totales de 10 millions et demi, et la dette publique de 59 millions, qu'un crédit de 2 millions sur les acquéreurs de l'apanage Leucthemberg réduisait à 57 millions.

Le déficit moyen depuis vingt années étant ainsi d'un million d'écus, monseigneur Morichini proposait divers moyens d'y remédier; mais les événements dont l'Italie devint bientôt le théâtre l'emportèrent sur les bonnes intentions de Pie IX. Pour faire face aux besoins imprévus qui surgissaient de tous côtés, un emprunt de 1,257,725 écus avait déjà été contracté avec un banquier français, M. Delahante, quand les suites de notre révolution de Février forcèrent cette maison à suspendre ses paiements. Pie IX, lui ayant restitué son cautionnement et consenti la résiliation de l'emprunt, fit émettre des bons du Trésor, hypothéqués successivement sur les biens du clergé, du mont-de-piété, de la banque du Saint-Esprit et du domaine. Le total de ces valeurs pontificales s'éleva à 3,100,000 écus, et solda la part malheureuse des États romains dans la guerre de l'indépendance contre l'Autriche.

Avec cet accroissement de la dette publique, c'en était déjà fait des réformes si noblement promises et tentées en 1847. Le gouvernement provisoire qui s'installa dans Rome après la fuite de Pie IX à Gaëte, vécut en continuant l'émission des bons du Trésor; enfin la plus absurde république qu'aient pu enfanter des rêves de littérature païenne et des souvenirs de collège vint consommer les restes du crédit public.

L'émission des valeurs républicaines s'éleva à 4,651,000 écus, soit à 24,882,850 francs. Tel fut le déficit de l'année 1849; il ouvrit un gouffre où vinrent s'engloutir la moitié des revenus d'une année, et d'où le crédit romain était désormais incapable de se relever par ses seules forces.

Ces derniers bons du Trésor n'ayant toutefois été reconnus par le pape qu'avec une réduction de 55 pour 100, le déficit qu'ils représentent s'est trouvé réduit en proportion, et avec des circonstances que nous apprécierons plus tard.

Après avoir ainsi constaté la progression de la dette publique, il s'agit de mettre ce fait en rapport avec le budget normal de 1847, avec le déficit moyen de 1 million d'écus. C'est à ce chiffre que le gouvernement pontifical s'efforcera d'abord de revenir, et c'est en l'étudiant comme point de repère que nous prendrons une première idée de l'état des finances romaines.

*Tableau des recettes et dépenses pontificales, calculées pour l'année 1847,
d'après les résultats obtenus au 31 août de la même année.*

(Les fractions de sous ou bajoques ont été négligées, et sont pourtant comprises dans les additions totales.)

Recettes.

Propriétés camérales, impôts directs et provenances diverses..	2,969,818 écus.
Douanes, droits de consommation et droits-réunis,.....	4,717,704
Timbre, enregistrement, hypothèques et droits divers.....	718,238
Postes.....	334,728
Loterie.....	904,671
Total des recettes propres à l'exercice 1847.....	9,645,163 écus.
Recettes supplémentaires pour aliénations de biens, restitu- tions, etc.....	323,243
Total.....	9,968,408

Dépenses spéciales ou frais de perception.

Propriétés camérales, impôts directs et provenances diverses..	418,185
Douanes, droits de consommation et droits-réunis.....	612,699
Timbre, enregistrement, hypothèques et droits divers.....	103,606
Postes.....	180,233
Loterie.....	601,161
Total des dépenses spéciales.....	1,915,886 écus.

Dépenses générales.

Palais apostoliques, sacré collège, congrégations ecclésiastiques et diplomatie.....	544,572
Dette publique.....	3,199,069
Politique intérieure et administration de l'Etat.....	492,261
Justice et police.....	928,263
Instruction publique, beaux-arts et commerce.....	128,431
Commission des subsides et bienfaisance publique.....	172,145
Ouvres pies, et diverses assignations de dépenses.....	159,594
Ponts et chaussées.....	500,912
Travaux d'administration centrale.....	330,092
Force publique et arme de sûreté.....	2,154,826
Troupes diverses, institutions sanitaires.....	105,785
Frais éventuels.....	169,945
Total des dépenses générales.....	8,860,899
Dépenses supplémentaires pour acquisitions de biens, etc.....	87,084
Total.....	8,947,983 écus.

RÉSUMÉ.

Dépenses spéciales.....	1,915,886
Dépenses générales et supplémentaires.....	8,947,983
Total des dépenses.....	10,863,869
Total des recettes.....	9,968,408
D'où résulte le déficit de.....	895,461 écus.

En fixant ainsi qu'on vient de le voir le budget de 1847, d'après les résultats obtenus au 31 août de la même année, Mgr Morichini fit remarquer diverses causes d'amoindrissement pour les recettes de 1848. Les dépenses totales étant supposées de..... 10,770,621 écus

Il assignait pour chiffre des nouvelles recettes..... 9,576,090

D'où résultait un déficit présumé de..... 1,194,531 écus.

Mais nous avons déjà dit combien les événements de 1848 trompèrent les prévisions de 1847 ! Pour faire face aux dépenses de cette année extraordinaire, il fallut émettre des bons du Trésor pour une valeur de 3,100,000 écus. Puis survint 1849, avec des résultats encore plus inattendus, et surtout plus funestes au crédit pontifical. Apprécier ces désastres financiers et montrer comment y porter remède sera l'objet d'un second article.

R. THOMASSY.

CONCOURS D'ANIMAUX REPRODUCTEURS

A VERSAILLES.

Depuis longtemps, le mercredi qui précède la fête de Pâques, l'administration distribuait des primes assez considérables aux cultivateurs-engraisseurs qui présentaient ce jour-là, sur le grand marché de Poissy, les plus beaux bœufs gras et les moutons du plus brillant embonpoint. Au carnaval, singulière réminiscence du bœuf Apis, qui broutait l'herbe égyptienne d'il y a cinq ou six mille ans ! on prenait à Poissy le plus gros, le plus grand, le plus lourd de tous les bœufs, fût-il le plus laid et le plus mal bâti. On le lavait, on l'étrillait de fond en comble ; on lui dorait les cornes ; on lui campait sur le dos une grande selle magnifiquement ornée d'une jeune bouchère tenant en ses bras un petit boucher de cinq ou six ans, déguisé en amour, avec ailes, arc, carquois et flèches. Par une association d'idées dont il est difficile aujourd'hui de se rendre compte, Apis, Isis et Cupido, dûment escortés de sauvages portant bonnet de plumes rouges, et massue, se promenaient dans Paris pendant trois jours, à la grande joie du populaire et des enfants, lesquels regrettent beaucoup le *bœuf-gras*, dont on les a privés, nous ne savons pourquoi.

Ces vieux usages avaient leur signification, mais nous traversons une époque de réformes ; on cherche à bien faire, on voudrait faire mieux ; on se remue, on s'agite beaucoup pour cela, en attendant l'époque prochaine peut-être où l'on fera la découverte singulière que ce qu'il y aurait de mieux serait de ne rien faire du tout.

Au concours de Poissy, se reproduit exactement le phénomène que, tous, nous avons observé quand nous étions en seconde et en rhétorique. Dans une classe de cinquante écoliers, il s'en trouve bien cinq ou six qui ont de l'esprit, qui font leur thème en conscience, et ne trichent que rarement à la récitation des vers grecs ; ceux-là se disputent les prix et les accessits ; les autres n'y songent même pas, et se contentent des supériorités à la balle. A Poissy, également, toujours les mêmes triomphateurs, hommes fortunés et intelligents

qui aiment la gloire, et, assurent les médisants, ils l'achètent cher. Les mauvaises langues ajoutent qu'ils mettent leurs bœufs au régime agréable et hygiénique du thé, du café et des délicates tartines beurrées. N'en croyez rien. La vérité, la voici : MM. de Torcy, de Béhague, Massé, Cesbron-Lavaux et quelques autres, ont créé chez nous l'art d'engraisser le bétail, ou tout au moins ils l'ont importé d'Angleterre, et modifié selon les nécessités et les convenances de notre climat. Ils ont fait un bel emploi de leur fortune et de leur talent, à introduire des races nouvelles, à améliorer nos races françaises par des croisements habiles. Cet art, acquis à la France, s'étendra, se généralisera au profit de la communauté.

La question serait de savoir si, par d'autres voies plus simples et moins coûteuses, les mêmes résultats n'eussent pu s'obtenir ; mais ceci serait long à examiner. Mieux vaut retourner à Poissy, et de Poissy aller à Versailles.

Les bœufs sont les enfants affligés des taureaux et des vaches. Nul doute à cet égard. Toutefois, il semble qu'on a été bien longtemps à comprendre cette vérité naïve, à Poissy. Ce qu'on y voyait de vaches et de taureaux était pitieux. On a fini par conjecturer que, dans ces races, la beauté, la bonne conformation des reproducteurs, pourraient bien se transmettre à leur postérité. Et puis, l'Institut national agronomique préparé à Versailles avait besoin de quelque relief, et l'on y a ouvert un nouveau concours, en laissant à Poissy le sien. Les pères, seuls, ont paru dans l'arène, le 12 octobre dernier. Pourquoi pas les mères aussi ? Est-ce que leur rôle est absolument neutre ? Non. Mais la pauvre bête est si constamment à notre service qu'on ne peut la déranger dans sa double fonction : ou elle porte un petit dans ses flancs, ou elle donne chaque jour du lait à plein vase. Force est donc de demeurer au logis ou à l'herbe, dans ces opérations continues, et de renoncer aux pompes de Versailles.

Il faut l'avouer : ce concours que nous ne pouvons admirer nous autres qu'en maugréant un peu, ce concours était magnifique. Cinquante taureaux superbes, bien que tous n'eussent pas les mêmes perfections. Mais, des têtes bien faites et splendidement encornées ; de vastes poitrines, des côtes arrondies, une épine dorsale droite, un large bassin, un arrière modelé merveilleusement, charnu à ravir, et dont l'opulence descend si bas que la jambe devient quelque chose de problématique, si fine d'ailleurs et si courte que l'œil ne s'y arrête plus. Et comme l'organe que la nature a donné à ces belles bêtes afin de pourchasser les animaux parasites et incommodes, comme cet organe est bien planté ! Nous n'avons qu'un seul reproche à faire à ces dignes reproducteurs, dont nous ne pouvons énumérer tous les mérites, c'est d'être un peu trop étrangers, et pas assez français conséquemment. Comptons bien : 14 anglais, suisses et hollandais ; 19 croisés, c'est-à-dire moitié anglais, moitié français ; enfin 18 Français seulement, mais très-purs.

L'utilité de l'introduction des races étrangères ne nous paraît pas contestable. Pourquoi, en effet, la beauté de la forme, qui est au fond un signe très-positif de bonté ; pourquoi ne la prendrait-on pas partout où elle se trouve ? L'engraissement précoce est une question d'économie rurale très-grave ; si on la résout par l'affirmative, et c'est notre solution, pourquoi ne donnerions-nous pas cette heureuse et profitable aptitude à quelques-unes de nos races, qui ont de la tendance à l'acquérir par le croisement ? Si de certaines familles étrangères donnent plus de lait, pourquoi nous refuser cet accroissement de richesse ? Mais peut-être n'agit-on pas avec prudence ; peut-être y a-t-il ici

quelque peu d'entraînement et de mode : c'est à craindre. Nous avons des doutes au moins sur la qualité de la chair, qui est chose importante. Nous ne voyons pas encore complètement clair sur les résultats de comptabilité, autre affaire très-sérieuse, bien que l'agriculture française se soucie peu de comptabilité, en général, et marche un peu trop bravement à l'aventure. Qui peut dire si, au cas où tant d'argent eût été employé au perfectionnement de nos races françaises, dont quelques-unes sont vaillantes, qui peut affirmer que les résultats se fussent trouvés inférieurs? Ainsi, voilà la race charolaise délaissée et quasi abandonnée. Pas un seul charolais pur n'a été présenté au concours. Deux charolais croisés de Durham, voilà tout. Eh bien ! c'est une faute. Cette race, si jeune encore, car elle est due à la famille de Damas, qui l'a créée dans le courant du dernier siècle, cette race si belle déjà n'a pas dit son dernier mot. Mieux valait la continuer en la travaillant, que de perdre les résultats acquis. Durham l'absorbe et il la tuera, on peut le prévoir. C'est pourtant quelque chose que des races faites et acclimatées !

Sans abandonner l'entreprise des améliorations par le sang anglais, nous serions d'avis de n'y pas trop pousser, ou tout au moins de les faire concourir entre elles ; entre leurs croisements, et d'établir un concours direct, spécial, non par région précisément, mais entre sujets de races françaises arrêtées et distinctes, et de les appeler toutes, même les moins favorisées, à venir lutter avec elles-mêmes ; il y aurait à cela plus de logique et d'équité. La dégradation de quelques-unes, due à de tristes causes trop bien connues, s'arrêterait. Ce qu'elles ont de précieux, et chacune a son genre de mérite local, renaîtrait en peu de temps.

La vallée de la Garonne n'a envoyé qu'un seul taureau, parfaitement français, et qui justifie tout ce que nous venons de dire. Il est superbe et merveilleusement bien bâti. Nous faisons son éloge avec d'autant plus de plaisir que ce bel animal appartient à notre honorable et aimable ami M. Howyn de Tranchère, qui était tout seul, et qui était sûr, tout au moins, d'obtenir le second prix qu'on lui a décerné.

Il y avait quinze chevaux, dont quatre français. Rien de merveilleux dans ces quinze étalons, à moins, toutefois, qu'on ne s'émerveille des tristes résultats obtenus après tant et de si longs efforts administratifs, et des incalculables dépenses, des protections douanières infinies pour faire pousser des chevaux sur le territoire français, bien rebelle alors à ce genre de production. Le plaisant, c'est que l'été dernier, M. de Lamoricière, qui, en sa qualité de général de cavalerie, aime tout naturellement les chevaux, a prouvé aux représentants du peuple qu'il fallait forcer nos gendarmes à acheter des chevaux français, moyennant une indemnité prise sur le budget, bien entendu. Cela s'appelle encourager la production chevaline. L'Assemblée nationale a voté cela sans rire, malgré les efforts désolés du ministre de la guerre, qui est monté six fois à la tribune, et qui protestait encore après le vote.

Pour orner et rehausser notre beau concours de taureaux, on avait appelé les machines qui intéressent l'agriculture, et tout l'outillage de l'industrie rurale, puis les produits ruraux.

Notre agriculture n'en est pas encore à se servir d'instruments perfectionnés. La preuve, c'est que nous n'avons pas deux fabriques de ces instruments qui prospèrent. Matthieu de Dombasle en avait une à Roville, et s'y ruinait. Dans son zèle ardent et très-respectable, il sollicitait ses voisins de vouloir bien lui

permettre de leur prêter ses charrues pour les essayer. Les voisins, par politesse, lui accordaient la permission, et, à quelque temps de là, ils rendaient la charrue, dit-il, sans l'avoir essayée. Aujourd'hui, ce n'est plus tout à fait cela ; mais pour avoir des instruments perfectionnés, il faut les acheter, car M. de Dombasle n'en prête plus ; et pour acheter, il faut de l'argent. Or, notre agriculture n'a pas d'argent.

Parmi les machines agricoles exposées à Versailles, celles qui ont eu le plus de succès sont les appareils à fabriquer les tuyaux de drainage. Le drainage est à la mode. On ne parle que de drainage, dans le monde agricole ; c'est une passion, c'est une fureur. On rêve drainage ; on draine en imagination. Quelques-uns draineraient jusque dans le Sahara. Nous avouons ne pas être atteint cette drainomanie, et voir les choses plus froidement. Que cette opération ait les plus heureux effets dans les terres humides, cela n'est pas douteux ; mais enfin toutes les terres ne sont pas humides ; et puis, pour drainer, il faut encore de l'argent, et notre agriculture n'en a pas, même pour bien cultiver les terres qui ne sont point humides. Il y a un innocent petit draineur auquel on ne fait pas attention, qui multiplie parfois à millions sur les prairies, et qui perce et reperce avec une incroyable activité la couche imperméable rapprochée de la surface. C'est un pauvre ver ; c'est le *lombric*. On cite, en Angleterre, un agriculteur qui s'en offensa ; il fit périr tous ces vilains animaux, et son pré devint parfaitement stérile. Il fallut se mettre en quête de lombrics. On en ramassa partout. On en apportait à notre homme par hectolitres, et il les payait bien. L'année suivante, ses foins furent magnifiques. En somme, les Parisiens qui, comme on sait, ont un goût prononcé pour l'agriculture, au point qu'en 1848 un digne fabricant de cuivre estampé forma très-facilement de nombreuses phalanges toutes prêtes à acheter des charrues, et à aller défricher les terres incultes de notre patrie ; les Parisiens, disons-nous, ont pu voir du vrai drainage, et le contempler à Versailles tout à l'aise. Les chemins de fer, rive droite et rive gauche, regorgeaient de curieux. On avait creusé dans une cour de l'Institut quelques petits fossés au fond desquels les tuyaux de terre cuite étaient couchés bout à bout : il n'y manquait que de l'eau.

Les produits de l'agriculture étaient peu nombreux, mais il y en avait de très-beaux. Les collections de blés, par exemple, les laines, et surtout les fourrages-racines si intéressants : superbes carottes, navets énormes, rutabagas, betteraves, etc. Une variété de betteraves a fait l'admiration des connaisseurs. Pourquoi n'admirerait-on pas une betterave ? Celle-ci est jaune et parfaitement sphérique, ce qui lui vaut le nom de *jaune-globe*. Elle est encore nouvelle ; c'est un perfectionnement de la jaune d'Allemagne, excellente déjà pour le bétail. Mais plus de chicots, plus de ces appendices charnus et irréguliers qui rendent le nettoyage si difficile. Voilà une précieuse acquisition.

Le concours de Versailles est un premier essai. Amélioré, comme il est susceptible de l'être, il pourra produire de bons effets et rendre des services.

LOUIS-LECLERC.

DE L'ÉCONOMIE RURALE,

ET

DU COURS PROFESSÉ A L'INSTITUT AGRICOLE DE HOHENHEIM,

PAR M. GÖRITZ.

Il ne m'est jamais arrivé d'ouvrir un traité d'économie rurale sans y chercher avidement une bonne définition de l'économie rurale, et mon espoir a toujours été déçu. Je n'ai rencontré jusqu'ici que confusion d'idées, non-sens, ou bien de grosses erreurs. Serons-nous plus heureux avec M. Göritz? Voyons.

Le savant professeur d'Hohenheim ne commence pas par dire ce qu'est l'économie rurale; il montre en quoi *elle diffère* de l'agriculture proprement dite. Celle-ci, dit-il, s'occupe *surtout* des soins *spéciaux* nécessaires aux animaux et aux plantes; celle-là a *en vue* l'administration de la ferme. L'économie rurale s'applique à l'*extérieur* d'une exploitation, l'agriculture à l'*intérieur*. L'économie rurale est *appelée* à *apprécier* l'organisation générale et particulière du domaine, ses diverses ressources, ses forces et son revenu. — Eh bien! une telle définition ne me satisfait pas encore, et, c'est ma faute sans doute, mais je ne la comprends pas bien.

Si l'agriculture se réduit aux soins spéciaux, et s'applique à l'intérieur de l'exploitation, comment se fait-il que presque à chaque page de son cours d'économie rurale, M. Göritz s'occupe de soins spéciaux et d'affaires d'intérieur? J'ouvre au hasard le premier volume; je tombe sur la page 123, et je lis: — Les topinambours et les panais peuvent rester en terre, et se récolter dans le courant de l'hiver. — Est-ce de l'extérieur ceci? est-ce de l'organisation générale, ou particulière? Page 106, M. Göritz assure que l'on ne fait jamais de pain avec les farines seules des fruits à cosse; que les haricots et les lentilles sont presque exclusivement réservés pour la cuisine, où entrent aussi les pois et les fèves de marais. — Est-ce de l'économie rurale, cela? est-ce même de l'agriculture?

Il est vrai qu'après nous avoir enseigné, dans son introduction, ce que l'économie rurale n'est pas, ce qu'elle a en vue, ce à quoi elle s'applique, ce qu'elle est appelée à apprécier, M. Göritz nous dit *ce qu'elle apprend à juger*. Ainsi, elle apprend à juger les rapports et l'influence qu'exercent sur l'ensemble d'une exploitation les différentes branches qui la composent; les relations qui peuvent exister entre l'industrie agricole et les autres industries d'une nation, ou même avec son gouvernement. — Bien que ceci ne soit pas encore la définition désirée, on comprend mieux; mais après avoir lu soigneusement les deux volumes de M. Göritz, je déclare que si j'y ai trouvé profit et grand plaisir, j'ai vainement cherché un mot, un seul, des relations qui peuvent exister entre l'industrie agricole et les autres industries d'une nation; pas un seul mot non plus de ses relations avec le gouvernement.

D'où j'ai la témérité de conclure, jusqu'à preuve du contraire, que l'économie rurale est une illusion; qu'il n'y a point d'économie rurale comme science propre et distincte; et que tout ce qu'on a donné jusqu'ici sous ce nom, est de l'agriculture plus

¹ Traduit de l'Allemand, par M. Jules Rieffel. In-8, 2 volumes, chez M^{me} V. Bouchard-Huzard.

ou moins bien calculée, raisonnée, comparée ; enrichie de quelques chapitres écourtés et médiocres en général d'économie politique. Et je serais tenté de conclure encore, mais provisoirement, que la vraie économie rurale, ou manufacturière, ou commerciale, ne peut être autre chose que l'économie politique spécialement appliquée à l'agriculture, ou aux manufactures, ou au commerce, c'est-à-dire tirant ses exemples et ses preuves de l'une de ces branches de la production exclusivement aux autres, et par préférence.

Remarquons bien que les ouvrages d'économie rurale sont ordinairement des cours ; c'est de l'enseignement qui se fait à la jeunesse. A Hohenheim, M. Gœritz professe l'économie rurale ; au Conservatoire des arts et métiers, M. Moll ; à Grandjouan, M. Rieffel ; à Grignon, M. François Bella. Or, ôtez de cet enseignement, pour me servir des termes mêmes de M. Gœritz, ce qui concerne les soins qu'exigent les animaux et les plantes, ce qui touche à l'exploitation intérieure, de bonne foi, que restera-t-il ? C'est à la jeunesse, ai-je dit, que s'adresse un tel enseignement. Elle ne sait rien, parce qu'elle est la jeunesse ; et c'est pour cela qu'elle vient apprendre. Peut-être serait-il convenable et fort utile, en cas semblable, de commencer par le commencement, et de mettre entre les mains de la jeunesse le flambeau qui peut seul éclairer sa marche ultérieure. Le professeur d'agriculture viendrait ensuite faire de l'agriculture, des petits chiffres, des calculs sur les millimes d'huile qu'il en coûte pour éclairer un ouvrier chaque soir, et pour l'abreuver de piquette ou de cidre dans une journée. Un professeur d'économie rurale peut abandonner de telles recherches, sans se compromettre.

L'homme, considéré au point de vue économique, a été doué par le créateur d'une puissance de production qui est, qui devait être de toute nécessité, en harmonie avec sa destinée et les besoins de sa double nature. Le travail est la mise en activité de cette puissance, qui se combine avec les forces extérieures, et enfante ainsi la richesse. Eh quoi donc ! l'économiste rural se bornera-t-il à l'examen de la force extérieure ? Il oublierait ce mot admirable échappé au bon sens des masses, que — tant vaut l'homme, tant vaut la terre ! — Il faut rendre justice à M. Gœritz, il dit quelque chose de l'homme, et même de la femme, mais comme en passant. La force intérieure, l'intelligence, n'occupe pas dix pages de son livre, sur six cents : c'est trop peu. Cette intelligence, c'est elle cependant qui observe ; qui conserve et retrouve les impressions ; qui rapproche, compare et choisit ; qui calcule, remonte aux causes, et déduit les résultats nécessaires ou probables ; qui prévoit, combine, ouvre des voies nouvelles ; qui veut, enfin, donne l'impulsion, et règle les actes ; voilà d'où naît la science, en agriculture.

L'art, sans doute, a pu la précéder ; mais lui-même est un résultat. Le besoin, les sens et l'effet industriel de leur perfection, l'énergie musculaire, la santé, l'alimentation, l'adresse, les outils : l'art jaillit de ces sources diverses. Il est évident, dès lors, que l'agriculture n'a les chances de se faire bien et de s'améliorer, que par le perfectionnement continu de ces forces puissantes ; en d'autres termes, par l'éducation et l'apprentissage.

Le capital, le crédit, l'administration, les circonstances qui entourent le cultivateur, le jeu des assolements, l'équilibre des cultures, l'accroissement et les calculs de fécondité, bien, très-bien ! Mais qu'est-ce que tout cela, sinon le produit direct de l'intelligence humaine, moteur sublime, dont la force met en jeu toutes les autres forces, et les utilise en raison de son étendue et de sa valeur propre ? Ah ! que M. Victor de Tracy dit bien, lorsqu'il veut pour l'agriculteur une éducation forte et sensée, morale et lumineuse ! La vraie solution du problème agricole est là, ainsi que de beaucoup d'autres problèmes dont nous ne parlons point. En sorte que l'idéal de l'agriculteur, idéal qu'il faudrait placer toujours sous les yeux de la jeunesse ; l'idéal de l'agriculteur-chef, est ceci : moralité sévère, bonté, fermeté, justice, or-

dre et vigilance, esprit de prévoyance et habileté dans le calcul, science et art, enfin. L'illustre Thaër disait qu'il est presque impossible d'être mauvais agriculteur quand on tient bien sa comptabilité; et je remarque en passant que si M. Gœritz fait quelques calculs de comptabilité, il ne dit absolument rien de la comptabilité à ses disciples d'Hohenheim. L'économiste rural devrait s'élever plus haut que n'a fait Thaër, et dire à quelles conditions il est impossible de n'être pas un bon agriculteur.

Mais à la force intellectuelle s'unissent les puissances extérieures, ou plutôt elle s'en empare et les utilise. Que sont-elles ? La sociabilité, d'abord : c'est la mise en commun des améliorations, des découvertes, de l'expérience générale dont chacun profite. Admirable communisme, celui-là ! trésor inépuisable, que le génie et le sacrifice grossissent chaque jour, et dont prend sa part qui veut. Puis viennent la vitalité animale et végétale, et la puissance spontanée du sol.

Cependant, il y a variété et inégalité providentielles dans les forces productrices, intérieures et extérieures ; il en résulte la division du travail et les prodiges qu'elle enfante en agriculture comme ailleurs, plus, les prodiges qu'elle y pourrait enfanter, si l'on voulait bien ne pas entraver sa marche. Il y a encore la propriété qui découle de l'effort personnel ; le capital, dans ses formes si variées ; l'échange, dans ses merveilleux phénomènes et ses puissants moyens, cadre immense et magnifique ! Viennent les modes divers de production, où rien ne s'oppose, assurément, à ce que l'économiste rural s'occupe de la grande, de la moyenne, de la petite culture ; du domaine compacte et morcelé ; de l'exploitation par le propriétaire, le fermier ou le métayer ; des cultures, des animaux et des fabrications, à leur point de vue économique, et dans les curieux ou utiles problèmes qu'on y rencontre à chaque pas : c'est la fécondité, c'est l'assolement, ce sont les subsistances, les céréales, l'horticulture et les forêts ; c'est l'irrigation et le drainage si fort à la mode aujourd'hui ; c'est la viande de boucherie et la basse-cour ; c'est l'abeille, la magnanerie et le poisson ; ce sont les engrais ; c'est encore la laiterie et les fromages, les vins et les autres boissons, les huiles, le sucre et ce qui se tisse dans les manufactures. Les instruments de production, l'habitation des hommes, des animaux et des récoltes, ne sont pas une étude moins importante, et voudraient qu'on y jetât de vives lumières. L'administration, enfin, la comptabilité surtout, tant prisée de Thaër, et que nos agriculteurs français ont l'imprudence de dédaigner. J'ai entendu, avec un douloureux étonnement, des agriculteurs en réputation, officiels même, soutenir, les uns, que la comptabilité agricole est inutile, les autres qu'elle est impossible ; et si je citais des noms propres, on refuserait peut-être de me croire. Je leur en demande pardon ; mais je vois, dans l'absence presque générale de comptabilité agricole en France, la cause la plus certaine des erreurs, des misères, de l'infériorité qui est tant reprochée à notre agriculture française. Comment ! le chef de la fabrique ou de l'usine qu'on nomme domaine ne se rendra aucun compte de ses opérations, lorsque le manufacturier et le commerçant, dont l'œuvre est moins complexe, y sont obligés par la loi ? Mais l'agriculteur n'a-t-il point l'honneur de son nom et de sa famille à sauvegarder ? n'a-t-il donc pas entre ses mains la fortune de sa femme, celle de ses enfans, celle peut-être de ses amis, ou tout au moins de ses créanciers ? Car enfin, s'il vend, il achète aussi ; il contracte, il prête ou emprunte, puisque vendre et acheter à crédit, ce n'est pas autre chose.

Comment concevoir un cours d'économie rurale qui ne s'occuperait ni de la distribution, ni de la consommation ? Bien que la production suive une marche instinctive, et qu'elle obéisse à des lois qui toutes n'ont pas encore été suffisamment étudiées, nous savons qu'elle est moins variable que ne le sont les moyens d'acquérir. Mille incidents de la vie publique et privée font perpétuellement osciller les rapports entre l'offre et la demande. Il y a donc, au point de vue agricole, d'importantes recherches à communiquer sur l'abondance et la disette, le malheur et la prospérité d'un peuple,

et la spéculation. L'extension et l'amointrissement des débouchés, les mœurs, les législations, les traités ; puis, les moyens de transport, les frais, les prix, le revenu, le profit, l'intérêt, les rétributions des services directs, la condition des ouvriers, le crédit, enfin, dans toutes ses phases, j'imagine que ce sont là des questions qui intéressent singulièrement l'agriculteur, et auxquelles il lui importe de ne point demeurer étranger. On en peut dire autant de celles qui se rattachent à la consommation publique et privée, aux taxes, au budget, aux assurances, à la guerre et à la paix, au développement naturel ou artificiel des manufactures, à la population, aux travaux publics, à la législation industrielle et commerciale. Que si l'on trouve un tel plan trop vaste, je répondrai que c'est le travail humain, que ce sont les relations humaines qui sont vastes ; c'est l'homme et son génie ! On peut abrégé d'ailleurs, et même n'enseigner rien du tout. Mais enseigner l'économie rurale sans faire d'agriculture technique, pour effleurer du bout de l'aile les matières les plus considérables, et ne pas même aborder ce qu'il est si important à l'agriculteur de prendre pour base d'action, c'est se tromper évidemment, et ne saisir que le petit côté des choses ; ce n'est point enseigner l'économie rurale.

Je ne prétends pas, cependant, que le livre ou le cours de M. Gœritz soit dépourvu de mérite et d'intérêt, loin de là ! Il y a du regret dans ma critique, pas autre chose. Un agronome tel que M. Rieffel n'eût point traduit l'œuvre insignifiante d'un homme médiocre ; il ne lui eût pas consacré ses veilles et son beau talent d'écrivain. Indépendamment de ce qu'il peut y avoir de curieux pour nous à savoir comment on enseigne l'économie rurale en Allemagne, et à l'école célèbre d'Hohenheim, le livre de M. Gœritz est instructif, et peut nous apprendre beaucoup. Plusieurs parties sont remarquablement traitées. Il abonde en chiffres précieux à recueillir ; et si plusieurs chapitres sont d'une brièveté qui étonne le lecteur et le désappointe un peu, du moins ce qu'on y trouve est net et précis. L'homme qui parle est un appréciateur consommé, un maître sûr de lui-même, d'une doctrine qui, pour s'appuyer sur les meilleures autorités, n'en a pas moins passé par l'épreuve de l'expérience personnelle. Ce n'est point un cours composé avec des livres, mais un enseignement sérieux et bien mûri. J'attaquerais l'économiste seulement, faible surtout dans le chapitre des capitaux, où il y aurait beaucoup à reprendre, et dans la partie des inventaires, où règnent de la confusion et des vides fâcheux. Mais l'agriculteur éminent sera accepté par les agriculteurs ; son livre prendra place nécessairement dans leur bibliothèque, pour l'enrichir, et les guider en mille circonstances.

La seule ordonnance de ce livre suffirait aux hommes compétents, pour justifier tout l'intérêt que nous attachons à l'ouvrage, au point de vue essentiellement agronomique. Après les considérations générales sur l'état naturel, politique et commercial d'une exploitation agricole ; sur l'étendue des propriétés, la situation relative des pièces de terre et des bâtiments ; sur l'état actuel et antérieur du sol et du système d'exploitation, ses inconvénients et ses ressources, l'auteur aborde les parties constitutives du domaine, les cultures, la technologie, les forêts, les eaux, les mines, tourbières et carrières, et les grandes questions de fécondité du sol, d'engrais et de fourrages. Le second volume n'est pas moins riche de belles et excellentes études sur les systèmes de culture et les assolements. Le travail des ouvriers et leur alimentation ; l'emploi des animaux et leur produit, tout cela est examiné avec soin, et l'œil fixé sur cette célèbre ferme-école d'Hohenheim, l'une des gloires de l'agriculture allemande qui a exercé tant d'influence sur la nôtre, soit par de magnifiques écrits, soit par les agronomes français qu'elle a formés ou inspirés. Et que de riches emprunts nous pouvons lui faire encore ! que de sages leçons elle nous donnera, dès que nous serons las, enfin, de l'empirisme qui règne presque exclusivement dans notre domaine agricole si fécond, si bien disposé à nous livrer des trésors inépuisables, mais que la science seule peut désormais recueillir !

Le nom de M. Gœritz a pris rang parmi ceux qui sont le plus entourés d'hommages en Allemagne, pays où l'agriculture est traitée et prise au sérieux ; où la science est toujours sûre d'être accueillie avec respect, objet d'un amour universel, profond et passionné, d'un culte saint et sincère que la légèreté ignorante ne trouble jamais de son rire imbécile.

LOUIS LECLERC.

REVUE

DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES.

SOMMAIRE : *Situation des classes agricoles, en 1850, par M. Blanqui. — Mémoire sur la statistique judiciaire des Francks et des Anglo-Saxons, par M. Moreau de Jonnés ; observations sur le même sujet, par M. Naudet. — Mémoire sur l'histoire philosophique de l'Académie de Berlin, par M. Bartholmess. — Rapport sur Gerbert (Sylvestre II) et son époque, par M. Portalis. — Communication sur l'Académie de Hongrie, par M. Koenigswarter. — Mémoire sur les facultés intellectuelles et morales des sourds-muets, par M. Ferdinand Berthier, professeur à l'Ecole des Sourds-Muets. — Communication sur les mémoires du cardinal de Richelieu, par M. Ranke.*

La sollicitude éclairée de l'Académie des sciences morales et politiques s'est proposé la solution des différents problèmes qui agitent les sociétés modernes, et dans la sphère des intérêts moraux et intellectuels qui lui sont confiés ; elle a montré en cela une activité qui l'honore. L'année même où la révolution de 1848 soulevait les difficultés les plus terribles et jetait le trouble au milieu des grands centres de population, elle a, par un de ses membres, M. Blanqui, ouvert une véritable enquête sur la situation des classes ouvrières, et le rapport qui a terminé la mission du célèbre économiste a jeté les plus vives lumières sur les malheurs et les misères de nos grandes cités industrielles. Comme complément du travail, l'Académie a jugé opportun de se renseigner également sur la situation des classes agricoles, et, s'il est vrai de dire que les questions qui se rattachent à ces dernières présentent moins d'urgence et de dangers, on ne saurait en même temps méconnaître que cette étude, par l'extrême diversité des points sur lesquels elle doit porter, par la mobilité du théâtre sur lequel elle procède, présente des difficultés plus grandes, mais dont le représentant de l'Académie saura également triompher.

La première lecture de M. Blanqui, qui remonte déjà au mois de juillet, n'est, pour ainsi dire, qu'un avant-propos, dans lequel le rapporteur fait connaître les réflexions générales que lui ont inspirées ses recherches, et les divisions auxquelles il a cru devoir s'arrêter. A l'exemple d'Arthur Young, de Lullin de Châteauneuf, de MM. de Gasparin et Moreau de Jonnés, M. Blanqui a divisé en régions la superficie du sol de la France, s'élevant à 52 millions d'hectares, dont quatre millions appartiennent à l'État ou aux communes, et 45 millions aux habitants du sol ; qui est couverte de 7 millions

d'hectares de forêts, de 4 millions de prairies naturelles, de 3 millions de prairies artificielles, de 2 millions de vignobles, de 30 millions environ de terres arables, le tout exploité par 25 millions de cultivateurs, dont 2 millions n'ont rien, dont 14 millions possèdent le quart, les trois quarts restant étant partagé entre 9 millions de propriétaires. Mais M. Blanqui n'a voulu baser cette division, ni comme Arthur Young, sur la division en grande et en petite culture, ni comme M. de Châteaueux, sur les conditions rurales des divers assolements; il a adopté la division par bassins, comme prise d'un point de vue plus étendu, et laissant à la question rurale toute son ampleur et toute sa liberté. Ces cinq bassins sont, en se guidant sur les grands cours d'eau qui divisent la France, le bassin qui va de la Garonne aux Pyrénées; le second, celui du Rhône aux Alpes; le troisième, celui des bords de la Seine aux frontières du Nord; le quatrième, celui qui s'étend entre le cours de la Seine et celui de la Loire; et le cinquième, celui qui est situé entre la Loire et la Garonne, et qui va jusqu'aux montagnes de l'Auvergne. Les deux premières zones comprennent à peu près toute la région méridionale. La troisième compose à elle seule la partie septentrionale, et les deux autres forment le cœur et le centre du pays.

Nous extrayons de son rapport la description du troisième bassin :

« Au sortir, dit-il, des deux grandes divisions, si parfaitement délimitées par la Garonne et les Pyrénées d'une part, et par le Rhône et les Alpes de l'autre, on entre dans cette région confuse et variée du centre de la France, qui ne ressemble à aucune autre et qui mérite les plus sérieuses études, comme la moins connue et la plus digne de l'être. Ce qui la distingue au point de vue économique, et de la manière la plus tranchée, du reste de la France, c'est son isolement, causé par l'absence de grandes rivières navigables, par la nature tourmentée de son sol, la difficulté des communications et le génie plus *inculte* et moins flexible de ses habitants. Il suffit de nommer au hasard la Lozère, le Cantal, l'Auvergne, la Creuse, le Limousin, le Forez, le Poitou, la Saintonge, la Vendée, la Sologne, pour avoir une idée des difficultés que présente cette étude, et de l'intérêt qu'elle mérite. Nos peintres, nos voyageurs, nos poètes, nos commerçants vont souvent chercher au loin des tableaux, des émotions, des affaires. Il n'est pas de contrée qui leur offre à tous de plus amples sujets de méditation. Turgot et Arthur Young avaient été séduits par les charmes du Limousin. L'Auvergne, le Bourbonnais, la Creuse, la Sologne même ont trouvé leurs historiens et leurs poètes; mais nous ne connaissons que d'une manière imparfaite et par fragments très-incomplets le tableau de toutes les provinces centrales de la France, sur lesquelles repose pourtant aujourd'hui une grande partie de l'approvisionnement à venir des populations de notre pays.

« Les contrastes les plus étonnants règnent parmi tous ces départements, renfermés entre la Garonne, la Loire et la chaîne des Cévennes, et les contrastes sont quelquefois plus frappants parmi les départements les plus rapprochés les uns des autres, ceux-là précisément qui devraient offrir les plus frappantes ressemblances. Tels sont, par exemple, les deux départements de la Vendée et de la Charente-Inférieure, tout à fait contigus, et qui semblent appartenir à deux mondes différents : le premier offrant une surface ondulée, boisée, verdoyante, rafraîchie par des cours d'eau et habitée par des populations compactes, d'une simplicité patriarcale; le second, formé particulière-

ment sur le littoral d'une plaine à moitié salée par les eaux de la mer, infectée par des marais fiévreux et cultivée par des laboureurs malades. Quand on sort de Luçon pour gagner Rochefort, cette différence paraît plus prononcée que celle qui distingue la France de l'Angleterre. Les paysans du Tarn, de la Haute-Vienne, ceux de l'Aveyron, de la Corrèze, de toute cette région des mulets, du fromage et des châtaignes, qui s'étend de Saint-Flour aux Cévennes, et de Tulle à Cahors, hommes intelligents jusqu'à la ruse, économes jusqu'à l'avarice, âpres jusqu'à la dureté, n'ont rien de commun avec les naturels débonnaires du Berry, du Bourbonnais, de la Touraine.

« Toute cette partie centrale de la France appelle aujourd'hui au plus haut degré l'attention de la science et de l'administration. Ce n'est pas sans raison que Turgot et Arthur Young s'en étaient occupés avec prédilection. Ils avaient parfaitement compris l'importance des ressources qu'elle offrira quelque jour à ces populations tourmentées du besoin de l'émigration intérieure, avec esprit de retour, et qui ont établi depuis longues années une espèce de flux et de reflux de leurs champs à la ville et de la ville aux champs. Les Limousins, les Auvergnats, les paysans de la Creuse, qui viennent par troupes de vingt mille hommes, comme de véritables armées, exercent à Paris et dans nos grandes villes les métiers de porteurs d'eau, de charbonniers, de commissionnaires, de maçons, jouissent d'une influence sérieuse sur le mouvement social de leur pays. Ils y rapportent des capitaux accumulés par leur économie, et, dévorés du désir d'acquérir, ils ont fait monter le prix des terres souvent ingrates de ces départements, notamment dans la Creuse, à des taux fabuleux. Ils se sont imprégnés en même temps des préjugés et malheureusement des vices de nos cités, et l'on ne saurait croire à quel point ils ont perverti le sens moral des populations, depuis quelques années.

« Nous ne craignons pas de dire que c'est désormais vers cette zone du centre, entre la Loire et la Garonne, que doivent se porter les grands efforts de l'agriculture française. C'est là qu'elle est vraiment elle-même, simple, variée, protégée par un climat doux, exempt des rigueurs du Nord et des ardeurs du Midi. C'est cette zone qui est la plus favorable à l'élève de tous les genres de bétail, bœufs, chevaux, ânes, mulets, moutons, porcs, volailles. Les châtaigniers, les noyers y donnent des récoltes presque égales, en certains villages, à la valeur des céréales. Le maïs y prospère, les pâturages y sont excellents, nombreux, d'un service inépuisable. Des milliers de cours d'eau limpide descendent du haut des nombreuses collines qui donnent à toute cette région une physionomie originale et qui en rafraîchissent toutes les vallées. Quoi de plus délicieux que les environs de Tulle et d'Uzerches dans la Corrèze, les bords de la Dordogne à Pouillac, ceux de la Vienne à Limoges, ceux du Lot à Cahors, et les rives paisibles de la Charente à Civray ? Partout ailleurs, les grandes voies pluviales permettent aux travaux des champs de se combiner avec ceux de l'industrie et du commerce. Dans la région centrale, l'agriculture règne seule ; seule, elle sera toujours le premier élément de la prospérité publique. On ne saurait donc trop fortifier le capital moral des populations destinées à son service, et sous ce rapport tout est à créer. Nos neveux s'étonneront probablement un jour que dans un pays comme la France centrale, où tout vit de la terre, on n'ait pas commencé par enseigner aux enfants, après les remerciements au Créateur, l'art de la cultiver et d'y vivre heureux. »

La lecture de M. Blanqui a été accueillie par l'Académie avec un vif in-

térêt. Qu'il nous soit seulement permis de faire nos réserves sur la comparaison que le rapporteur a établie entre la condition des habitants des villes et ceux des campagnes qu'il croit sacrifiés aux premiers, et qui, suivant lui, ne se seraient pas ressentis des nombreuses améliorations matérielles dont le pays a profité sous l'action incessante de la civilisation. M. Blanqui affirme que les villages ne sont, comme par le passé, que des amas confus de chaumières jetées au hasard sur le bord des rues sans pavé, infectées par des cloaques immondes, où les animaux sont parfois mieux logés que les hommes ; que les premiers éléments du bien-être y manquent à peu près à tout le monde ; que le village et la cité représentent réellement deux modes d'existence sociale tout à fait opposés. Cela peut être vrai dans plusieurs localités ; mais n'existe-t-il pas, par la force même des choses, des dissemblances permanentes entre les habitants des villes et ceux des campagnes ? N'y a-t-il pas entre eux une variété de besoins et une inégalité de ressources que l'on ne parviendra jamais à faire disparaître ? Ce qui est possible s'accomplit peu à peu. La tuile et l'ardoise remplacent peu à peu le chaume des habitations. Les voies de communication se complètent et s'assainissent. L'église se relève ou se répare. La maison commune se régularise et reçoit les services administratifs nécessaires aux intérêts de tous. L'école reçoit les enfants qui vont y puiser les bienfaits de l'instruction. Des sœurs viennent dans plusieurs localités prodiguer leurs soins aux malades en même temps qu'elles surveillent l'éducation des jeunes filles. Ce qui manque, comme le fait observer M. Blanqui, c'est la présence des propriétaires ; leur exemple sera tout-puissant pour l'amélioration de l'agriculture et de la vie de chaque jour des habitants des campagnes ; et, grâce aux merveilles des chemins de fer, cette présence est déjà moins rare et tend à se répandre de plus en plus.

L'opinion que nous émettons sur l'amélioration de la condition des classes agricoles est, du reste, celle de plusieurs membres de l'Académie, et elle s'était manifestée quelques jours avant la lecture du rapport de M. Blanqui, lorsque M. Moreau de Jonnés donnait communication de son rapport sur les salaires agricoles, reproduit dans la livraison d'octobre du *Journal des Economistes*. M. Villermé montrait alors que cette amélioration très-générale était surtout sensible pour la nourriture, qui est devenue bien meilleure. Sur beaucoup de points, disait-il, on produit maintenant des quantités notables de volailles, de lapins et de petite viande domestique. C'est là une grande ressource dont on ne connaît pas l'importance en chiffres, mais dont il faut tenir compte dans ce genre d'appréciation. D'un autre côté, ajoutait-il, on ne mange plus de pain d'orge, de ce triste pain d'orge dont parlait Delamarre. Assurément le pain de chanoine de ce temps-là ne valait pas notre gruau, qui est bien un pain de luxe, mais un pain à la portée d'un grand nombre de personnes. Jadis on employait plus d'orge et plus de seigle. La proportion du froment a augmenté depuis 89 ; et l'on ne voit plus employer le seigle pour la nourriture des hommes que dans les mauvaises localités. Ce progrès n'est pas particulier à quelques parties de la France, il est général. Partout le froment se répand et remplace, dans la consommation de la population, les grains de moindre qualité.

—Les législations pénales du moyen âge se reconnaissent à un double caractère. Les peines n'y sont pas personnelles, mais pécuniaires ; elles sont de plus inégales, en ce sens que le caractère des personnes entraîne des diffé-

rences notables dans l'étendue et dans le chiffre des pénalités. Un Mémoire récent de M. Moreau de Jonnés, sur la statistique judiciaire des Franks, des Anglo-Saxons et autres peuples du moyen âge, a pour but principal de faire ressortir ce double et bizarre caractère.

Les peuples du Nord, qui envahirent la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et l'Angleterre, étaient divisés par classes ou castes, comme les nations nomades de la haute Asie, dont vraisemblablement ils descendaient. Leur échelle sociale contenait cinq degrés, savoir : les nobles, les ingénus ou hommes libres, les affranchis, les serfs et les esclaves. La conquête ajouta à cette hiérarchie les anciens habitants du pays, qui furent assujettis par les vainqueurs à ces conditions serviles. Un tarif analogue à celui de nos douanes modernes assignait une valeur officielle à chacune de ces classes, et variait le prix des individus suivant leur sexe, leur âge, leur profession et leur race. C'était ce qu'on appelait le *wehrgeld*, ou composition pour les crimes. En cas de meurtre, si ce prix n'était pas payé, le coupable restait exposé à la *fehde*, c'est-à-dire à la vengeance de la famille, qui avait le droit de le tuer ; ou bien l'autorité publique intervenait et le condamnait à l'esclavage ou au bannissement. Ce droit de justice privée recevait chez les Lombards le nom de *faita*.

Le chiffre de l'appréciation d'une vie humaine différait de 100 pour 100, suivant les tribus germaniques, et selon qu'il s'agissait d'un noble, d'un homme libre ou d'un esclave. En voici quelques exemples :

	Pour avoir tué un noble.	Un homme libre,	Un esclave.
Chez les Franks.....	300 sols	150 sols	21 sols
les Allemands.....	380	160	30
les Bavares.....	80	40	20
les Frisons.....	80	54	»
les Burgondes.....	380	160	30
les Anglo-Saxons.....	1200	200	56
les Lombards.....	300	150	21

Ainsi, généralement la vie d'un noble était estimée le double de celle d'un homme libre, et 15 à 20 fois celle d'un esclave. Le plus ou moins d'élévation du taux général dépendait sans doute de la richesse plus ou moins grande des tribus, lors de la fixation des chiffres. Ainsi, les Frisons et les Bavares, à qui, dans leurs expéditions, était échu un moins riche butin que celui qu'avaient enlevé les Franks et les Burgondes dans les provinces de la Gaule, attachaient à la vie des hommes un prix d'argent moins haut.

A notre point de vue actuel, a dit M. Naudet à l'occasion de l'intéressante lecture de M. Moreau de Jonnés, il y avait beaucoup de bizarreries dans ces Codes barbares et dans ces taxations pécuniaires de coups et blessures, et même de la vie de l'homme. Mais pour peu qu'on se représente l'état politique et civil de cet âge de l'humanité, première transition de la violence sauvage à la civilisation, on demeure convaincu que, dans ces lois grossières, tout est relativement prévu et combiné avec beaucoup de prudence, et quelquefois avec une certaine délicatesse d'intelligence et de sentiment. On ne s'est pas encore éloigné de l'état de nature, si contraire à la nature de l'homme, ou du moins à sa destination naturelle. La guerre règne encore, la paix publique n'est qu'à demi établie ; alors l'autorité intervient, comme tiers médiateur, pour concilier les parties contendantes au moins autant que pour les juger. On ne connaît pas encore les contributions qui vont former, au Trésor national, un

fonds pour payer les services publics ; le roi ou ses officiers prennent, dans le prix dont le coupable rachète sa sécurité, la part de l'autorité protectrice contre ceux qui voudraient continuer la guerre et la vengeance, et garante du traité de paix. En ce temps, c'est l'offenseur que l'autorité prend sous sa sauvegarde, et elle exerce sa contrainte à l'égard de l'offensé pour qu'il accepte la *composition*.

Faut-il s'étonner qu'il y eût dans cette barbarie des différences de conditions civiles, et qu'on n'ait pas proclamé l'égalité des hommes devant la loi ? Ce qu'a remarqué M. Moreau de Jonnés dans les codes anglo-saxons existe dans tous les codes des races germaniques : trois prix de valeur personnelle pour le *wehrgeld*, correspondant à trois classes de la société ; par exemple, chez les Franks saliens et ripuaires, le noble, appelé antrustion, leude, fidèle du roi, 600 sols ; l'ingénu frank, 200 sols ; l'homme libre *in potestate alterius*, lié par serment et bienfait à un autre plus riche, comme l'antrustion au roi, 100 sols. Chez les nations vaincues, chez les Gallo-Romains, même hiérarchie : le Romain convive du roi, 500 sols ; le Romain propriétaire, 400 sols ; le tributaire tenant un bien à cens, 60 sols ; moitié moins à chacun des deux premiers degrés pour le Romain que pour le Frank ; diminution plus grande pour le *tributarius*, espèce de colon, plus approchant de la servitude, que pour le barbare du degré correspondant.

Ces remarques, qui témoignent de l'état moral et politique des sociétés au moyen âge, avaient déjà été faites par Montesquieu¹. Les divers codes des lois barbares, et notamment la loi des Saxons, la loi des Lombards, la loi des Allemands (la loi des Frisons faisait exception), nous montrent que l'offensé ou ses parents, s'il avait succombé, étaient tenus de recevoir la satisfaction suivant les tarifs arrêtés, et ne pouvaient conserver leur droit de vengeance si le prix de la composition était payé. Ce droit de vengeance n'existait que si l'offenseur refusait de payer, ou ne pouvait le faire. Les institutions des Germains invitaient à la composition, mais n'y obligeaient pas, et c'était un grand progrès que de substituer à l'état de nature, où la vengeance s'exerçait en toute liberté et latitude, des règles fixes et déterminées à l'avance. Mais cette intervention de l'autorité, dans le règlement et l'application des compositions, entraînait un certain droit que les lois barbares appelaient *fredum*, en suédois *fred*, et en allemand *fried*, c'est-à-dire paix. C'était, à proprement parler, le prix de la protection accordée au criminel contre celui qu'il avait offensé, et le prix du *fredum* variait suivant l'importance de la protection. Le *fredum* pour la protection du roi était plus élevé que le *fredum* pour la protection du comte et des autres juges.

—La Prusse, dans le développement prodigieux qu'elle a pris depuis deux siècles comme puissance politique et militaire, n'est pas restée en arrière sous le rapport littéraire et scientifique. Dans le domaine de la philosophie, de l'histoire et de la législation, elle peut revendiquer aujourd'hui les noms les plus illustres de l'Allemagne, et elle recueille le prix des efforts et des sacrifices que se sont imposés successivement les générations de princes, y compris le grand Frédéric, qui ont présidé à sa fortune.

A la tête des institutions destinées à seconder le mouvement littéraire de la Prusse, au moment de son émancipation, il faut placer l'Académie de Berlin,

¹ *Esprit des Lois*, liv. XXX, ch. XIX et XX.

qui vient de trouver un historien érudit et consciencieux dans M. Christian Bartholmèss, pour toute la période qui correspond au règne des deux premiers rois de Prusse, Frédéric I^{er}, et Frédéric-Guillaume I^{er}.

Différents établissements littéraires avaient précédé, sous le patronage du père de Frédéric I^{er}, le grand-électeur, et avec le concours des Français réfugiés, la création de l'Académie de Berlin. Il y avait à Berlin même le *Collège français* et l'Académie dite *des Nobles*; à Halle, l'*Institut français*, qui fut le berceau de l'université de ce nom; à Francfort-sur-l'Oder, à Königsberg, à Duisbourg, d'importantes universités.

L'Académie de Berlin fut fondée par lettres-patentes en 1700, c'est-à-dire au moment où l'électorat de Brandebourg allait devenir royaume de Prusse. Ses véritables fondateurs furent Leibniz et Sophie-Charlotte, femme de Frédéric I^{er}, amie et élève de Leibniz, cette belle et gracieuse femme, à laquelle les réfugiés eurent tant d'obligations diverses. Des circonstances curieuses, que révèle le récit de l'historien, entourent la formation de cet établissement, que devait régir un règlement émané de Leibniz, et qui est, par M. Bartholmèss, comparé aux constitutions des Académies antérieures, particulièrement à celles des Sociétés de Londres et de Paris. Les caractères qui distinguaient ce règlement étaient 1^o une tendance dominante à l'utilité pratique, à l'application sociale; 2^o l'esprit national et des sentiments patriotiques; 3^o un point de vue largement religieux; 4^o l'absence d'une classe de philosophie, et, cependant, le projet d'un travail philosophique, d'une révision périodique des progrès généraux de la science humaine.

A peine créée, l'Académie de Berlin rencontra dans les événements et dans les oppositions des caractères et des volontés, des obstacles qui faillirent arrêter son développement. La guerre de succession d'Espagne, la mort subite de Sophie-Charlotte, la défaveur de Leibniz à la cour de Prusse, la difficulté de se procurer les ressources nécessaires à former des collections, à publier des Mémoires, sont des épisodes intéressants de cette monographie. On retrouve encore, sous la plume de M. Bartholmèss, le tableau des travaux des premiers académiciens, des Ancillon, des Lacroze, des Jablonski, des Lenfant, des Chauvin. Une analyse savante mais caractéristique des Mémoires ou *Mélanges de Berlin* nous initie aux travaux de la Société, et nous révèle l'importante action exercée sur ces travaux par le premier président, l'universel Leibniz.

La seconde partie du travail de M. Bartholmèss est consacrée à Frédéric-Guillaume I^{er}, et au sort de l'Académie sous un règne aussi nuisible aux lettres et aux arts qu'il était utile à la prospérité matérielle de la Prusse. Nous voyons comment le fils de Sophie-Charlotte en était venu à un mépris si barbare et si comique pour la culture sociale et littéraire; sous quelles influences il avait grandi; quelle révolution son avènement avait opérée à Berlin. Nous suivons les prédilections du prince pour l'armée et pour les finances, son horreur pour l'élégante immoralité des cours contemporaines, sa déférence pour le clergé et sa sollicitude pour les intérêts du culte; sa piété sincère, mais exclusive; enfin, son despotisme brutalement paternel. De là, des résultats inévitables: les savants prussiens cherchent à s'expatrier, et l'Académie tombe dans un long anéantissement.

La partie la plus intéressante de ce livre, toutefois, c'est l'épisode, si souvent mal exposé, des persécutions du philosophe Wolf. L'origine, les développements et l'issue de cette querelle célèbre remplissent une grande et légitime

place dans la narration de M. Bartholmèss. Pour nous expliquer l'importance de Wolf, nous avons besoin de connaître sa doctrine et son école, les applications scientifiques et sociales de son système, les tendances communes et les œuvres diverses de ses nombreux disciples.

La dernière section de ce second livre traite du sort de l'Académie après la mort de Gundling (1731), qui est remplacé par l'évêque Jablonski, historien et philosophe également remarquable. Dès lors, il s'opère une modification heureuse dans l'esprit de Frédéric-Guillaume 1^{er}. Cette modification, si favorable aux sciences et aux lettres, est due principalement à l'empire que la famille royale sut prendre à la longue sur ce monarque impérieux et fantasque.

On apprend avec M. Bartholmèss ce que la religion, la philosophie, la littérature étaient vers 1740, dans la partie la plus éclairée du Nord. Lorsqu'en 1740 le père du grand Frédéric mourut inopinément, et que celui-ci monta au trône, les semences étaient jetées, tout était prêt pour le *renouvellement* de l'Académie prussienne, pour le commencement de cette ère littéraire et philosophique qui s'appelle en Allemagne le *siècle de Frédéric le Grand*.

— Il est remarquable, ainsi que le faisait observer M. Portalis dans le rapport dont il va être question, que depuis une vingtaine d'années nos provinces et nos villes, portant leurs regards en arrière, remontent vers leur origine et glorifient les hommes célèbres qu'elles ont vus naître. C'est dans cette pensée que la ville d'Aurillac élève une statue à un de ses plus illustres enfants, à Gerbert qui, sous le nom de Sylvestre II, a occupé la chaire de saint Pierre au dixième siècle, et a rempli l'Europe de l'éclat de ses écrits et de ses actes. C'est à l'occasion de ce monument et pour en couvrir les frais, qu'un savant jurisconsulte de Riom, M. Barse, a publié les lettres et discours de Gerbert, traduits pour la première fois, classés dans sa biographie, expliqués par l'histoire du dixième siècle. Le rapport que M. Portalis a cru devoir consacrer à cette publication, rapport dont la première partie seulement a été communiquée à l'Académie, contient notamment, comme analyse de l'ouvrage de M. Barse, une explication nouvelle de la féodalité, qui semble empruntée à l'école de M. de Montlosier. Sous le coup de la dissémination, de la déchéance presque complète des pouvoirs publics, est-il dit, les hommes, agissant sous l'influence des idées chrétiennes, cherchèrent en eux-mêmes les moyens de conserver et de défendre leurs biens et leurs personnes. Le principe germanique de l'*association volontaire*, réglée selon les aptitudes diverses, s'empara de tous les esprits. Il donna naissance aux institutions féodales ; le pacte féodal fut un grand progrès social. L'*élément chrétien* qui en devint la base, allié à l'*élément germanique* qu'il perfectionna, conduisit ce genre d'association jusqu'à la *mutualité*. On y parvint par l'union hiérarchique de toutes les forces sociales : au moyen de cette hiérarchie, les pauvres trouvèrent place dans l'association politique. Elle donna un caractère légal, une valeur déterminée, au droit naturel des faibles. Aussi, dans aucun temps, si ce n'est de nos jours, les femmes n'ont joui de plus de considération et d'hommages. Cette explication n'est pas admise par M. Portalis, et il demande s'il ne serait pas facile de prouver que l'institution féodale ne prend point sa source dans le christianisme, et que si l'esprit chrétien l'a quelquefois tempérée, il ne l'a point inspirée.

Serait-il vrai, ajoute-t-il, que la féodalité ne fût au fond qu'un système de mutualité ?

Peut-on admettre qu'il n'existait entre le seigneur et le serf qu'une diversité d'attributions réglées selon les aptitudes diverses ?

Résulte-t-il des faits constatés par l'histoire que le prétendu niveau féodal ait fait régner l'égalité entre les Gallo-Romains et les Francs ?

Est-il certain que le pain quotidien des serfs fût moins amer et plus assuré sous l'autorité seigneuriale, que ne l'est de nos jours celui des indigents secourus par la charité publique et privée ?

Peut-on prouver que les conditions imposées par le pouvoir féodal, dans le contrat d'assurance mutuelle que l'on prétend avoir été établi entre les puissants et les faibles, les grands et les petits, fussent conformes à l'équité, à la dignité humaine et à l'esprit du christianisme ?

— La Hongrie, dont l'Europe ne s'occupe guère qu'au point de vue des intérêts politiques et militaires, mérite cependant son attention pour les efforts qu'elle a faits, depuis le commencement de ce siècle, pour donner à sa nationalité l'éclat littéraire et scientifique qui rayonne depuis plusieurs siècles autour de la couronne de gloire et de valeur guerrière des madgyares, consacrée par les plus brillants exploits de ses enfants. A l'aide de généreuses souscriptions individuelles, dont quelques-unes s'élèvent à une somme de 150,000 fr., elle a pu, en 1830, constituer un capital d'un million de francs, au moyen duquel on a fondé à Pesth une Société nationale, destinée à servir de centre et de foyer aux travaux intellectuels, et qui se divise en six sections : 1^o de philologie ; 2^o de philosophie ; 3^o d'histoire ; 4^o de jurisprudence ; 5^o de mathématiques ; 6^o de sciences naturelles. L'Académie nationale de Hongrie se compose de 19 membres honoraires, de 38 membres actifs ou résidents, et de 125 membres correspondants, partagés dans les différentes sections. Des séances périodiques de chaque section, ou des sections réunies, ont lieu chaque semaine, et la langue madgyare, cette langue qui n'a aucune analogie avec les diverses langues européennes et diffère aussi bien des idiomes slaves que des idiomes d'origine tudesque et latine, est seule admise, soit pour les travaux intérieurs des sections, soit pour les concours.

L'Académie nationale hongroise, qui a voulu par l'envoi de ses Mémoires, annoncé à l'Académie des sciences morales et politiques par un de ses correspondants, M. Kœnigswarter, se mettre en rapport avec elle, donne aux fonds dont elle peut disposer une destination d'une incontestable utilité ; elle a déjà fait publier à ses frais un nombre considérable d'ouvrages de ses propres membres, et même d'auteurs qui lui sont étrangers. C'est à cette intelligente sollicitude que l'on doit une collection, pourvue de bons commentaires, des anciens monuments de la langue madgyare ; une collection de traductions hongroises des classiques grecs et latins ; une autre collection de traductions des principaux auteurs dramatiques de l'étranger ; une collection des productions de la scène nationale, des grammaires et des dictionnaires hongrois ; une revue mensuelle de ses travaux, etc.

— L'Académie a reçu une communication d'un caractère et d'un intérêt tout particuliers ; nous voulons parler d'un mémoire d'un sourd-muet, M. Ferdinand Berthier, professeur à l'Ecole nationale des Sourds-Muets, sur les facultés intellectuelles et morales des sourds-muets. Ce mémoire, qui est en grande partie la réfutation d'un ouvrage de M. le docteur Itard, sur les maladies de l'oreille et de l'audition, relève les erreurs qui y sont répandues sur l'intelligence et le cœur des sourds-muets, et insiste sur ce double fait, à savoir, d'une

part, que l'éducation des organes et des sens peut contribuer à leur perfectionnement, et, de l'autre, que l'on peut gagner du côté de tel ou tel sens ce qu'on perd du côté de tel autre. Et, en effet, comme le fait remarquer M. F. Berthier, n'est-il pas constant qu'en général les vues très-basses ont l'ouïe très-fine, que les amputés d'un membre, d'un bras, par exemple, se servent de l'autre avec autant et même plus de dextérité qu'auparavant ? A quoi attribuer un pareil avantage, si ce n'est à un exercice qu'aura rendu fréquent, habituel, le besoin, la volonté ou l'intérêt ? Or, si l'on accorde qu'un organe ou un sens isolé doit être plus exercé, plus *éduqué*, et par conséquent plus parfait, on ne peut pas certainement ne pas reconnaître qu'il *compense la perte d'un autre organe ou d'un autre sens*.

Le célèbre aveugle Saunderson, professeur de mathématiques à l'Université de Cambridge, en parcourant des mains une suite de médailles, discernait les vraies d'avec les fausses, quoique celles-ci fussent assez bien contrefaites pour tromper les meilleurs yeux. M. Kératry, dans son ouvrage *des Inductions morales et physiologiques*, et Spurzheim, dans son livre sur la crânologie, rapportent d'autres exemples non moins concluants.

Il est donc bien démontré que l'éducation des organes et des sens peut contribuer à leur perfectionnement.

A ce propos, Diderot, dans sa lettre sur les aveugles, pense que les secours que nos sens se prêtent mutuellement les empêchent de se perfectionner. La conclusion contraire semble plus probable. Ces secours mutuels ne sont-ils pas plutôt la cause la plus puissante de la perfection des sens ?

Les sens sont des portes ouvertes au monde extérieur. Leur mission se borne à recevoir l'impression des objets qui les frappent. Pour que les sensations soient perçues, il faut : 1^o que l'impression des objets extérieurs soit transmise au cerveau ; 2^o que le cerveau, comme centre des facultés intellectuelles et morales, les convertisse en perceptions.

Il résulte de ces principes que plus les éléments de comparaison seront nombreux et divers, plus nos notions du monde extérieur seront parfaites. C'est l'inévitable conséquence d'un contrôle intellectuel et permanent que le secours réciproque des sens tend sans cesse à perfectionner.

Si le sourd-muet se trouve déshérité de toute participation à cet échange d'idées qui accroît sans cesse le domaine de l'intelligence humaine ; s'il jouit, sans le comprendre, du spectacle magnifique de la nature ; si l'univers est à ses yeux couvert d'un voile d'airain ; si enfin tout ce qui se passe autour de lui est pour lui *lettre close*, à quoi cela tient-il, si ce n'est à l'absence de tout moyen de communication entre lui et ceux qui l'entourent ?

Or, pour faire cesser cet état déplorable, il s'agit de chercher un moyen, de le trouver et de le mettre en usage. La nature ne nous le fournit-elle pas dans l'économie organique et dans le jeu de la physionomie ? Ce moyen, c'est la mimique, cette langue universelle fondée sur des principes immuables ; cette langue échappée si souvent à l'œil des philosophes et retrouvée enfin par un humble prêtre du dix-huitième siècle !

N'est-ce pas en vérité vouloir fermer les yeux à cette sagesse éclatante, infinie que déploie la Providence en pourvoyant à tout dans l'univers, que de s'opiniâtrer à ne pas reconnaître que la mimique, comme la parole *orale*, peut donner aux idées droit de bourgeoisie dans le monde, de quelque part qu'elles viennent ? Par quelle erreur presque tous les savants et beaucoup d'institu-

teurs eux-mêmes, jusqu'à la venue de l'abbé de L'Epée, ont-ils refusé d'accorder au langage muet le pouvoir de renverser cette barrière que le préjugé seul maintenait entre le sourd-muet et le reste des hommes? Comment ces prétendus réformateurs n'ont-ils pas su comprendre la possibilité pour les gestes, ce langage admirable de la nature, de produire sur un sujet lettré ou illettré des résultats intellectuels et moraux identiques, au moins, avec ceux que produisent les langues imparfaites des hommes; de procurer, si on l'aime mieux, aux êtres pensants et réfléchissants des idées de choses qui ne tombent pas sous leurs sens?

— La critique littéraire fait de vains efforts, depuis plus de deux siècles, pour déterminer le degré d'authenticité entière ou partielle des différents écrits politiques attribués au cardinal de Richelieu, tels que ses Mémoires, son testament et l'ouvrage intitulé : *Histoire de la Mère et du Fils*. Les questions qui se rattachent à ce problème scientifique viennent encore d'être soulevées au sein de l'Académie, à l'occasion de la découverte faite par un savant historien de l'Allemagne, M. Léopold Ranke, correspondant de l'Académie, d'un fragment, jusqu'à présent inédit, des Mémoires du cardinal de Richelieu, et qui fait lacune au manuscrit existant au ministère des affaires étrangères, sur lequel a eu lieu, au commencement du dix-neuvième siècle, l'impression de ces Mémoires reproduits dans la collection de Michaud et dans celle de Pétitot. Le fragment en question a été retrouvé dans un autre manuscrit provenant du fonds de Saint-Germain et déposé à la Bibliothèque nationale. Bien que la discussion engagée devant l'Académie ne présente pas des conclusions bien positives, on peut cependant en induire que les seuls ouvrages incontestablement authentiques du Cardinal de Richelieu sont ceux antérieurs à son élévation politique, tels que le livre *De la perfection du Chrétien*, ses écrits théologiques et ses discours aux Etats de 1614; que relativement aux écrits politiques qui lui sont attribués, il importerait avant tout de connaître exactement, et en prenant pour modèle le travail de M. de Noailles sur le cabinet de Louis XIV, la manière dont le cardinal travaillait, s'il écrivait lui-même, s'il dictait, s'il corrigeait ce qui avait été écrit sous sa dictée; que cependant, et en admettant même le concours d'une plume étrangère et de quelques-uns des écrivains célèbres comme Mézerai, Desmarets, Du Cillon, dont il s'entourait, on rencontre dans ses Mémoires notamment, des idées d'un tel caractère de grandeur et d'élévation, des faits si particuliers et si secrets pour le public, qu'on ne peut mettre en doute la pensée et l'intervention personnelle et directe du Cardinal dans les monuments littéraires qui ont transmis le souvenir de sa vie, de ses actes et des événements contemporains à la postérité.

CH. VERGÉ.

CORRESPONDANCE.

RÉPONSE DE M. DAVID A M. DE FRANCLIEU SUR LA THÉORIE DE L'IMPÔT.

A Monsieur le rédacteur en chef.

Monsieur,

Me permettrez-vous, sans que je veuille engager une grande polémique, de répondre quelques mots à la lettre sur l'impôt du capital, insérée dans le dernier numéro du *Journal des Economistes*.

L'homme, dit M. de Franclicu, ne serait pas ou cesserait bientôt d'être, s'il n'était créé, élevé et conservé d'une manière indépendante de sa volonté par ce que nous appelons la société. Cette proposition, dont il fait son point de départ, est d'un vague immense; mais passons; quoique nous ne soyons pas d'accord sur les prémisses, il est impossible que nous ne le soyons pas au fond sur la raison déterminante et sur la nature générale de l'impôt.

C'est une erreur qui, pour être accréditée, ne résiste pas à l'examen d'un esprit juste, comme paraît l'être celui de votre correspondant, qu'un impôt direct, parce qu'il serait calculé sur le capital, doit détruire nécessairement celui-ci et nuire plus qu'aucun autre à la fortune publique, qui n'est pas une chose existant par elle-même. Il est difficile de concevoir un pouvoir capitalisant dans l'impôt même, et d'imaginer un retranchement quel qu'il soit de la fortune publique, qui augmente cette fortune. Un impôt dont la perception serait strictement limitée sur les revenus, pût-il éviter les méprises qui le rejetteraient quelquefois sur le capital et être calculé avec certitude dans ses variations annuelles et fortuites, s'il était d'égale somme, ne favoriserait pas plus qu'un autre la formation des capitaux. Au contraire, on pourrait dire de cet impôt, qu'obligé de s'attaquer exclusivement au succès, il se rapproche davantage de l'épargne féconde et marche obstinément sur tous les pas de la création industrielle. Ce n'est pas par son mode lui-même, c'est à mesure qu'il devient plus égal, plus proportionnel, plus clair, plus juste en un mot, qu'un impôt apporte moins d'obstacles à la formation naturelle, indépendante, et si diversifiée des capitaux.

M. de Franclicu voit un peu l'impôt des revenus partout; mais en étudiant les inventions protéiformes du génie fiscal, on distingue facilement trois espèces principales d'impôts, auxquelles les autres viennent se rallier ou auxquelles ils ne forment que des exceptions restreintes et passagères. Premièrement l'impôt personnel, l'impôt véritable des revenus, dont le nom spécifique doit être l'impôt arbitraire, et celui auquel on a dû songer d'abord avant que la richesse se fût multipliée, avant qu'on fût arrivé au stabilisme de la propriété, qui est le stabilisme politique le plus vrai des sociétés progressives. Il était naturel alors de demander chaque année une part à cette richesse naissante, qui n'échappait pas à la vue par de rapides transformations. Mais pour que cet impôt puisse dépasser un certain âge social et ne pas tourmenter les peuples, comme il l'a fait dans le bas empire, il faut qu'il s'appuie sur un esprit public, sur une bonne foi générale; car lorsque autour de lui la règle et la loi se substituent partout à l'arbitraire, le serment devient son recours définitif. On n'a pas trouvé, on ne trouvera jamais de règle sûre pour calculer même approximativement, quand il est dénié, le revenu annuel, irrégulier, épargné ou conquis, caché ou apparent de chaque individu. Pour connaître le dessous de cartes de chaque entre-

prise, la fin de compte de chaque ménage, on est de nos jours rejeté forcément dans un arbitrage de soupçons, dans une appréciation presque cabalistique. Et lorsque les circonstances forcent les nations modernes de recourir à ce genre de taxes, elles se dénaturent vite d'elles-mêmes. Malgré de grands et nobles motifs, Peel a été obligé, non-seulement d'exempter le travail, mais d'élever son premier chiffre à un niveau presque aristocratique, de réduire de moitié et de changer même le nom du *property-tax* aboli avec colère en 1815. Il a fait remonter la loi de plusieurs mois, pour se conformer au principe même d'un impôt sur les revenus annuels et effectifs ; mais on a bientôt été amené à faire des abonnements pour plusieurs années. Dans des pays agités, un impôt arbitraire serait un brandon de discorde. Malgré sa prédilection pour l'impôt des revenus, M. de Franchieu avoue qu'il ne veut pas du véritable : je suis de son avis.

Quant aux impôts établis sur les consommations, il croit qu'on a besoin *de les transformer et de les rendre moins onéreux pour les uns, moins injustes pour les autres* : ici nous penchons du même côté. Seulement, comme il prétend que *ce serait faire un grand pas en arrière que de leur enlever leur caractère d'impôt du revenu*, s'il enseigne un moyen de faire coïncider les consommations avec les revenus, ou seulement de les rapprocher, je fais quelques réserves en faveur de l'impôt indirect.

Reste l'impôt *réel*, l'impôt *fixe*, l'impôt de *répartition*, l'impôt *direct*, que je suis autorisé à appeler *du capital*, si le nom d'une chose doit se prendre dans son caractère indélébile et prédominant ; parce que s'il était établi réellement sur les revenus, il devrait changer tous les ans comme eux ; parce qu'il est dû les années même où un contribuable n'a pas de revenu, pour un champ laissé sans culture, ou sur lequel, d'après l'agronomie gouvernementale d'une ferme-école, j'ai essayé d'une culture qui m'a constitué en perte ; parce qu'il est payable uniquement à cause de la terre que je possède, malgré le brouillard, la grêle, la gelée, sans aucun égard à mes dettes, à mes mécomptes, à mon insuccès. A Dieu ne plaise que, lorsqu'il y a un résidu précédent, non employé ou diverti, je veuille empêcher le capital imposé de se libérer avec ce résidu, qui est son revenu net. Il est bien vrai, que si je vendais deux sillons de mon champ pour payer le percepteur, le résidu me ferait un capital plus fructueux et exempt d'impôt, avec lequel je pourrais plus tard acheter trois autres sillons ; mais ce serait d'une administration versatile. L'Etat me demande, comme vous le voyez, avant la récolte, avant l'échange de mon blé que je ne vends guère que l'hiver suivant, de mon vin que je suis bien souvent obligé de laisser en cave ; il me demande quand je n'ai aucun résidu ; c'est donc le capital qui doit, c'est le capital qui est imposé. Sans doute l'Etat ne compromet pas le capital foncier qui ne peut pas périr ; mais l'impôt direct, quand on lui refuserait son vrai nom, compromettrait, comme tous les impôts, la formation de nouveaux capitaux.

Je réclame qu'on me rende du moins une justice, c'est que je n'invente rien, et que je ne veux pas de ma priorité de date. Dans sa rapide manipulation d'idées souvent habile, parfois inachevée, M. de Girardin, que cite M. de Franchieu, n'a pas voulu de l'impôt du capital qu'il avait tout fait dans notre impôt foncier ; il le convertit en un impôt personnel, puisqu'il admet la défalcation des dettes ; il le change en un contrat d'assurance, qui ne serait pas plus facultatif que l'impôt indirect mis sur les besoins de la vie, si l'Etat laissait piller et tuer les non-assurés. — Je n'oserais pas, toutefois, conseiller à un ministre des finances de s'y fier, parce que comptant sur les précautions générales prises en faveur des souscripteurs, beaucoup de gens pourraient vouloir en courir la chance. Il y a plus : l'impôt du capital établi à Florence par les Médicis, et que M. Quinet croit avoir découvert, m'a tout l'air d'un véritable impôt des revenus. Au fond des champs et loin des livres, je n'ai pas pu encore vérifier la chose en détail ; mais j'en ai vu assez dans les fragments que *la Presse* a publiés, pour vous l'affirmer dans le tuyau de l'oreille.

Pourquoi se tant effaroucher du mot, lorsque nous avons la chose et qu'elle a existé chez tant de peuples? Je l'ai déjà dit : je ferais bon marché de la métaphysique ou de la nomenclature financière ; et si l'on voulait m'accorder un impôt du *revenu* calculé sur le capital, j'abandonnerais sans trop de regret l'impôt du *capital* que l'on s'obstine à calculer sur une moyenne des revenus. Mais quand une vérité utile a de la peine à passer dans les esprits, il faut éviter les confusions, et la présenter par tout bout. M. de Francieu doit savoir qu'il n'y a pas dans nos départements de plaintes plus vives et plus répétées, que celles soulevées par les répartitions générales de notre impôt foncier, et la déception des dépenses de péréquation entreprises dans un système illogique ou, pour parler plus juste, en l'absence de tout système. C'est encore un secret que je puis lui dire : depuis la mystification du cadastre général, l'administration et les bureaux n'ont aucun système arrêté de répartition entre les départements, les arrondissements et les communes. On fait de la justice de toutes pièces ; on opère ou on laisse opérer avec des éléments divers, sans aucune mesure de ce mélange, qui est d'ailleurs irrationnel en soi.

Mais, dit M. de Francieu, *il n'est pas plus facile d'apprécier la valeur de la terre que son revenu net*. Qui parle d'appréciation? puisque c'est pour éviter les expertises et les incertitudes que l'on propose de s'en tenir pour les trois répartitions générales aux actes de vente. Outre qu'il n'y a pas en France d'autre base générale, c'est la plus exacte et celle qui se rapproche même plus qu'aucune autre du revenu vrai. Je crois avoir prouvé et, après de longues réflexions, je prouverais encore mieux que ce mécanisme peut fonctionner sans aucun embarras de détail. Je n'engage pas M. de Francieu à me lire, mais j'applique mon idée à l'exemple qu'il donne lui-même : *un canal, une nouvelle route, une amélioration de culture influent souvent plus sur le capital que sur le revenu...* Cela est vrai des deux premiers, mais non de l'autre. Eh bien! dans cette hypothèse de l'ouverture d'une voie nouvelle de communication, il faut attendre un nouveau cadastre pour réparer, bien imparfaitement d'après vous-même, puisque le capital a grandi plus que le revenu, cette injustice, d'autant plus grande que l'augmentation de valeur réalisable résultant de travaux publics est sans frais pour celui qui en profite et se crée aux dépens de la masse. Un ministre du dernier règne voulait fixer la période cadastrale à trente ans; mais il y en a déjà plus de quarante depuis que nous avons commencé notre cadastre, et l'exemple du passé est là. En attendant, la France se tord dans des renouvellements d'injustices qu'une centralisation débordée laisse s'organiser de tous côtés. Avec un relevé annuel donné par l'enregistrement des actes de vente d'un département ou d'un arrondissement, avec la faculté de contrôler, même dans l'état actuel des choses, la dissimulation des prix par les actes où elle n'est pas possible, comme les adjudications, les ventes de biens des mineurs, les remplois, etc., etc.; vous constatez à la fin de chaque année le résultat de toutes les causes qui produisent une variation de valeur, et vous appliquez, avec une précision mesurée, les répartitions à des faits démontrés. Il y a donc nécessité de discuter au moins un autre système, car celui dont vous entreprenez la défense n'est pas soutenable. — En terminant sur l'impôt du capital, je prie M. de Francieu de s'apercevoir de la hardiesse de son idée première que je n'ai pas discutée : qu'il *suffit que l'homme existe pour qu'il soit redevable à la société d'une certaine somme de travail ou d'argent*. Ce n'est pas moi, c'est lui qui innove : l'impôt direct tel qu'il est, calculé même sur une moyenne de revenu, a toujours eu pour but ou pour résultat d'exempter le travail.

Il me fait un autre reproche, c'est de ne pas reconnaître la valeur locative comme base de la fortune du contribuable, et des capitaux à rente possédés par lui. Il croit que le logement de l'avare n'est qu'une exception, tandis que les faits analogues forment presque la règle en cette matière. Ainsi le loyer du père de famille est nécessairement plus fort que celui du célibataire, et le logement varie sans cesse, suivant

des nécessités de profession, des convenances de position, des préjugés. Il peut être un indice de luxe et de la valeur meublante possédée ; mais il est une base par trop fautive pour apprécier des capitaux, qui s'élèvent aujourd'hui, en France, de 40 à 50 milliards, et qui constituent le revenu le plus net, aucuns disent même le seul revenu net du pays. Si ce qu'affirme M. de Franchieu, que le capital hypothéqué n'a paru qu'un moment, lors de la transaction, qu'il est devenu un titre à la propriété, et que le prêteur supporte sa part de l'impôt mis sur la terre, est exact, il est inutile de troubler le repos des capitalistes ; il est inutile même de rappeler que les Anglais ont bien trouvé, en les frappant de nullité, le moyen d'amener leurs créances à la lumière pour assurer leur impôt du timbre ; et qu'on a voulu, à leur exemple, le faire en France dans ce but secondaire. Je crois que l'on y parviendra sans recourir à un moyen violent, en assurant la priorité aux créances mobilières à la date de leur enregistrement ; et c'est d'ailleurs là une amélioration essentielle que réclame notre législation civile. Si, au contraire, le rôle économique que M. de Franchieu assigne aux capitaux loués n'est pas le vrai, comme je le crois, la question s'agrandit. On a sous la main un impôt considérable qui devient, par exception, un bien, parce qu'il rétablit entre les diverses natures de capitaux un équilibre nécessaire au mouvement normal de la richesse, qu'il organise une garantie utile au développement du crédit privé et à la sécurité des transactions. Pour arriver à faire cesser la préoccupation de l'énorme injustice de l'immunité de nos capitaux mobiliers, qui est au fond de la pensée publique, et qui encourage de désastreuses utopies, je ne vois pas d'autre moyen sérieux qu'un impôt direct, non pas sur ces capitaux si l'on veut, mais sur leur revenu. On verra encore une fois, je l'espère, que celui-là même se calcule mieux sur le capital... Peut-on faire autrement ?—Je me propose de lire avec intérêt les explications de M. de Franchieu, s'il nous les donne, sur son projet de fondre dans un nouvel impôt sur les valeurs locatives, *certaines impôts indirects, certaines fonctions du timbre et de l'enregistrement réduit aux frais de l'administration*, et enfin les *octrois*. — J'ai fini tout à fait avec lui.

J'ai, monsieur le rédacteur, un esprit plus pratique que spéculatif, parce que je suis économiste et malthusien décidé. Les économistes prennent les choses comme elles sont. Ils ne forment pas une secte, ils n'inventent pas des systèmes, car la justice et la liberté, bases fondamentales de la science, ne sont pas d'invention humaine. Je laisserais volontiers M. Benoist d'Azy disputer le nom de science à l'économie politique, pour le garder aux expédients financiers et au désordre de la protection... C'est une science contre leur science. Sa marche n'a été qu'une longue lutte pour dégager la vérité de la contradiction du privilège, de la résistance des préjugés et de l'intrigue d'une minorité d'intérêts. Pourquoi faut-il que, malgré la simplicité de ses notions et la rigueur de ses déductions démontrée par chaque épreuve qui s'en fait, ses efforts soient plus nécessaires que jamais ! Voyez où nous ont menés, et où nous mènent encore les théories contraires, et cette manie, qui semble prendre des forces nouvelles, de tout régler, tout récompenser, tout encourager, tout protéger !

Ce n'est pas sans peine, qu'au milieu de tant d'obstacles, on a pu abstraire les principes de l'observation des faits ; il a fallu les débattre longtemps pour les formuler et les réunir en un corps de doctrine. La science a démêlé les lois de la formation de la richesse et celles de la *distribution* ; les notions précises de la valeur, de l'échange, des capitaux, du travail, celles même de la propriété sont désormais acquises. Les intérêts contrariés sont eux-mêmes obligés de prendre le langage de la science pour la combattre. Mais l'œuvre n'est pas achevée. C'est le côté positif, pratique de la science nouvelle qu'il faut poursuivre dans ses applications diverses, et plus étendues qu'on ne croit, aux finances, à l'administration, au gouvernement, à la législation civile. Il ne faut empiéter sur rien, mais les résultats économiques vous regardent partout où ils se produisent. Je ne crois pas que ces résultats soient inhérents à la

forme des gouvernements ; mais l'action de ceux-ci, celle de l'administration, surtout de l'administration financière, les font naître en grand nombre. On ne comprend pas assez généralement combien les grandes idées modernes de liberté individuelle, d'égalité de droits, d'unité, sont liées avec l'affranchissement industriel et commercial, avec une répartition plus scrupuleuse et plus régulière des charges et des ressources publiques. Le laissez-croire, le laissez-dire, la décentralisation communale, universitaire, administrative se touchent par bien des points avec le *laissez-faire* et le *laissez-passer*. Dans une carrière déjà longue, plus particulièrement occupée d'études juridiques, j'ai voulu très-tard envisager nos lois civiles sous le point de vue économique, et j'ai été étonné, il faut que je le confesse, du secours toujours utile, souvent décisif que l'économie politique apportait à leur intelligence, des lumières inattendues qu'elle prêtait à leur simplification et à leur réforme.

Le socialisme, avant de faire sa dernière et tumultueuse irruption, avait, sous des noms et des formes bien variés, envahi déjà notre administration, nos mœurs et nos lois. Un des rêves de ma solitude serait une monographie socialiste, mais ma mémoire chancelle sous le nom même des arbres que j'ai plantés, et M. Brongniart achève de la brouiller. C'est devenu un genre bien nombreux que celui du socialisme, et les espèces les moins connues ne sont pas les moins curieuses. Que les jeunes économistes ceignent leurs reins ! leur règne sera de ce monde ; il est nécessité par trop de mécomptes ; il sera amené par la catastrophe seule des vieilles idées. Il est impossible que les événements sollicitent toujours en vain des solutions qui sont prêtes, des vertus qui sont trouvées, pour prendre la place de tant d'erreurs. Je m'aperçois que je me suis laissé aller à une causerie qui ne naissait pas trop de mon sujet ; mais l'épilogue d'une lettre n'en est pas classiquement la conclusion, et je suis, monsieur, avec une estime sincère et une considération économique, etc.

DAVID (du Gers).

LETTRE DE M. RODET.

Monsieur le Rédacteur,

Vous avez eu la bonté, dans le dernier numéro du *Journal des Economistes*, de dire quelques mots du rapport que j'ai adressé le 18 février à la Chambre de commerce de Paris, sur l'acte de navigation mis en vigueur en Angleterre depuis le commencement de 1850. Je ressens vivement vos paroles de bienveillance.

Vous me reprochez, ainsi que l'a fait le *Journal du Havre*, de ne pas indiquer les changements qu'il faudrait, suivant moi, faire subir à nos lois pour mettre les intérêts de la France en harmonie avec la situation qui nous est faite. Si j'ai ainsi réservé mes opinions, c'est que ma mission se bornait à expliquer les dispositions nouvelles introduites dans la législation anglaise et leur portée. Je n'ai eu pour tâche qu'un simple travail d'exposition, qui devait être suivi d'une discussion où je n'aurais pas manqué d'émettre mes idées, sauf à les modifier sous l'influence des lumières que mes collègues auraient apportées.

L'ouverture du Conseil général de l'agriculture, des manufactures et du commerce suspendit les travaux de la Chambre de commerce. Ce Conseil fut lui-même saisi de la question, qui, sans avoir été agitée, fut retirée des mains de la Commission qu'il avait nommée. Depuis lors, elle est dévolue à des négociateurs diplomatiques, de qui elle doit recevoir une solution que le commerce attend avec impatience, mais qu'il ne peut hâter que de ses vœux.

Les principaux ports ont exprimé leurs craintes et leurs espérances, sans que de l'ensemble de leurs manifestations on puisse déduire aucun système général sur les moyens qui conduiront la France dans la voie de la prospérité commerciale et maritime à laquelle elle aspire. Quant à moi, je ne doute pas qu'une révision complète de notre tarif de douanes, dont les errements remontent à 1816 et à 1822, n'amènât

à sa suite l'adoption de la législation maritime qui conviendrait le mieux à notre pays.

Je vous prie, monsieur le Rédacteur, d'agréer l'expression de mes sentiments distingués.

D. L. RODET.

BULLETIN.

PRODUCTION DU SUCRE DE BETTERAVE EN FRANCE en 1849-50.— Voici quelles ont été la production et la consommation du sucre de betterave, depuis le commencement de la campagne 1849-50 (1^{er} sept. 1849), jusqu'à la fin du mois d'août 1850.

(Les quantités sont exprimées en quintaux métriques.)

Départements.	Fabriques en activité.	Fabrique.	Mis en consom.	Restes à la fin du mois.
Aisne.....	29	53,042	21,498	3,778
Nord.....	142	362,284	217,278	24,695
Oise.....	8	18,398	7,694	731
Pas-de-Calais.	69	133,509	67,863	10,432
Somme.....	23	52,346	8,519	1,281
12 autr. dép..	17	22,173	17,292	4,708
Entrepôts.....	»»	»»	250,203	20,852
<hr/>				
Au 31 août 1850	288	621,752	590,349	66,497
Au 31 août 1849	284	386,390	490,781	90,873

Il y avait, à la fin de la dernière campagne, une cinquantaine de fabriques de plus en activité que dans la campagne précédente. La fabrication s'est accrue des deux tiers, et la mise en consommation de plus d'un cinquième. Les restes à la fin de la campagne étaient en outre inférieurs. Ce sont là des chiffres de progrès.

On voit aussi dans ce tableau que maintenant l'industrie du sucre, qui s'était d'abord essayée sur différents points de la France, s'est concentrée dans le Nord, les départements du Nord, le Pas-de-Calais. Sur 288 fabriques, 266 appartiennent aux cinq départements contigus qui forment la partie la plus septentrionale du pays; tandis que 17 fabriques seulement sont disséminées dans douze départements.

DU DÉBIT DES VIANDES A LA CRIÉE. — D'après la situation respective des producteurs, des bouchers, des consommateurs et de l'autorité, on doit regarder comme d'une nécessité de plus en plus urgente, la recherche des moyens d'activer la consommation de la viande de boucherie. Les anciens règlements, l'impasse des marchés de Sceaux et de Poissy, les restrictions mises à la liberté de vendre en gros et en détail, sont autant d'obstacles qui arrêtent l'essor de la consommation, et portent un immense préjudice à la chose publique, en même temps qu'ils entravent les progrès de notre agriculture.

L'administration de la ville de Paris n'est pas toutefois restée spectatrice impassible et stationnaire devant ces grands intérêts; elle est déjà entrée dans les voies d'une sage réforme, en modifiant certains règlements relatifs à la vente des viandes en détail sur les marchés publics; en rendant cette vente quotidienne; en y appelant un plus grand nombre de bouchers du dehors, et enfin et surtout en créant la vente des viandes en gros à la criée.

Ce mode de vente n'est pas précisément nouveau à Paris ; il y existe depuis longtemps déjà pour les beurres et les poissons ; mais son application à la viande en gros est une véritable innovation sur laquelle il convient de présenter quelques aperçus.

Les marchés de Sceaux et de Poissy pour les bœufs, les veaux et les moutons, sont les seuls marchés d'approvisionnement où les bestiaux propres à la boucherie de Paris puissent se vendre (nous ne parlons pas ici du marché spécial des veaux et des porcs). La prohibition de vendre et d'acheter ailleurs que sur ces deux marchés résulte de lettres-patentes et édits fort anciens dont les dispositions ont été successivement renouvelées jusqu'à nos jours. Elle existe encore aujourd'hui et avec un certain luxe de détails qu'il n'est pas inutile de rapporter :

« Tout boucher qui fera des achats ailleurs que sur les marchés autorisés, sera *interdit* de l'exercice de sa profession pendant six mois ; en cas de récidive, il sera interdit définitivement, et son étal sera fermé. » (*Ordonnance du 18 octobre 1829*, art. 12.)

« Il est fait défense expresse de revendre, ni sur pied ni à la cheville, les bestiaux achetés pour l'approvisionnement de Paris. — Tout boucher qui contreviendra à cette disposition encourra la peine mentionnée dans l'article 12 de l'ordonnance du 18 octobre. » (*Ordonnance du 25 mars 1850*, art. 58.)

« Il est enjoint aux bouchers de faire directement leurs acquisitions de bestiaux sur les marchés autorisés, sous les peines portées dans l'article 12.

« A l'égard des veuves, des bouchers âgés et infirmes, qui ne peuvent se rendre sur les marchés, ils pourront charger leur premier garçon d'étal, ou l'un de leurs confrères, de leur procuration authentique ; mais aucun des mandataires ne pourra être porteur de plus d'une procuration.

« Cette procuration sera essentiellement temporaire ; elle ne sera accordée que sur l'autorisation du préfet de police, qui en fixera la durée.

« En cas d'indisposition subite, de voyage imprévu, etc., le boucher pourra, par écrit, charger son premier garçon d'étal ou un confrère de ses acquisitions ; mais les mandataires seront tenus d'en faire la déclaration, à leur arrivée au marché, à l'inspecteur général ou à celui qui le remplacera, à charge d'en faire immédiatement rapport au préfet de police.

« Cette faculté ne sera accordée que pour quinze jours au plus.

« Par exception, le fils d'un marchand boucher, travaillant chez son père, pourra aller au marché avec la procuration de ce dernier.

« Il pourra aussi accompagner son père ; mais il ne pourra, sous quelque prétexte que ce soit, rester sur les bestiaux marchandés, ni s'immiscer dans les achats ni y concourir, à moins que ce ne soit en la présence et pour le compte de son père, de manière qu'ils ne forment à eux deux *qu'une seule main dans le même marché.* » (*Même ordonnance*, art. 59.)

« Dans le cas où il serait vérifié que des bouchers de Paris auront passé un certain temps sans aller aux marchés de Sceaux et de Poissy, ils pourront être privés de leur crédit, sur le rapport qui en sera fait par l'inspecteur général au préfet de police. » (*Même ordonnance*, art. 190.)

On voit avec quel luxe de précautions les ordonnances encore aujourd'hui en vigueur s'attachent à exiger que les bouchers de Paris achètent par eux-mêmes les bestiaux nécessaires à leur débit, sur les marchés de Sceaux et de Poissy. — C'est tout un code.

Cependant ces prescriptions, dont la lettre subsiste encore, sont-elles maintenues dans la pratique ? — Pas le moins du monde. Depuis longtemps déjà il n'y a qu'un petit nombre de bouchers qui s'y soumettent, et aujourd'hui, sur cinq cents marchands bouchers ayant étal dans la bonne ville de Paris, il n'y en a guère qu'une centaine qui

fréquentent les marchés de Sceaux et de Poissy, savoir, cinquante qui achètent exclusivement pour leur compte, et cinquante qui achètent en même temps pour revendre à la cheville dans les abattoirs de Paris. La force des choses a détruit les minutieuses précautions insérées dans les ordonnances. — Et, en vérité, il ne pouvait en être autrement.

Pour acheter des animaux sur pied, il faut être connaisseur, savoir manier un animal, en estimer le poids en chair, en suif, en peau, et aussi apprécier la qualité de la viande; autrement, on court gros risque de se tromper; on peut payer trop cher, ou bien laisser aller aux mains du concurrent un animal convenable. Il faut quitter son étal pendant un ou deux jours de la semaine, faire des frais qui, répartis sur un petit nombre d'animaux, ne laissent pas que d'avoir leur importance.

Il était donc tout naturel qu'un certain nombre de personnes, ayant plus de hardiesse, plus d'activité, plus de connaissances, se consacraient aux achats sur pied, fissent abattre, et qu'ensuite les autres débitants vinssent aux abattoirs choisir les qualités et les quantités à leur convenance, et à un prix débattu. C'est ce qu'on appelle le commerce à la cheville; et aujourd'hui ce commerce se fait publiquement au vu et au su de l'administration, et au grand avantage des bouchers qui ne peuvent ou ne savent acheter des animaux sur pied.

Les ordonnances sont donc enfreintes; on peut les considérer comme n'existant plus. Il y a plus, on ne saurait aujourd'hui les faire revivre.

Cependant, en prenant tant de précautions pour contraindre chaque boucher à acheter par lui-même sur les marchés de Sceaux et de Poissy, l'administration était guidée par une considération importante et dont il faut lui savoir gré : elle ne voulait pas que, par l'effet d'un petit nombre d'acheteurs puissants et pouvant au besoin agir avec une certaine entente, les expéditeurs de bestiaux fussent à la merci de cette espèce de monopole; elle craignait, et avec raison, que le producteur, trop souvent sacrifié, ne suivît pas avec autant de soin l'élève et l'engraissement du bétail. Grand dommage, en effet, pour le pays! car où il n'y a pas de bétail, il n'y a pas de blé; l'agriculture languit, le pays souffre, et tout progrès moral ou matériel est impossible.

L'administration voulait donc, en défendant le commerce à la cheville sous les peines les plus sévères, que l'agriculture ne fût pas sacrifiée au commerce de la boucherie; elle voulait éviter ce qui arrive aujourd'hui : que la viande tombât à vil prix sur les marchés, et se maintînt chère à l'étal.

Elle le voulait, et elle n'a pas pu l'empêcher; parce que le moyen prescrit dans ses ordonnances est un moyen impraticable, sans cesse renouvelé et sans cesse enfreint, depuis les édits et les lettres-patentes du roi Jean.

Le commerce à la cheville, prohibé par les ordonnances, se fait donc librement; et c'est un bel et bon commerce qui donne de beaux profits à celui qui l'exerce, et qui permet aussi au boucher d'étal d'acheter en connaissance de cause, d'obtenir un certain crédit, et de surveiller lui-même son débit quotidien.

Toutefois, l'agriculture, que cet état de choses maintient dans un état évident de dépendance sur les marchés de Sceaux et de Poissy, a cherché le moyen de s'en affranchir. Elle a demandé d'abord que les animaux de *renvoi*, au lieu d'être gardés de Sceaux pour Poissy et réciproquement, au lieu d'être ainsi exposés à des frais et à une déperdition inévitables, pussent être abattus et vendus pour le compte de l'expéditeur. Abattus par qui? Vendus comment? C'était la difficulté; c'était toute une organisation, et il faut l'avouer, cette organisation n'était pas aussi facile qu'elle le paraît au premier aperçu.

On cherchait donc, quand des hommes pratiques, parmi lesquels nous citerons M. Bella père, fondateur et ancien directeur de l'Institut de Grignon, demandèrent que tout expéditeur de viandes abattues fût admis à les vendre sur l'un des marchés

publics de Paris, aux enchères publiques et par le ministère d'un préposé de l'administration, ainsi que cela se pratique pour le poisson et pour les beurres.

Cette demande fut entendue, et par un arrêté du 21 mai 1849, confirmé et élargi le 1^{er} octobre de la même année, il fut ordonné que les viandes fraîches de bœuf, vache, veau, mouton et porc, arrivant directement des départements, seraient reçues tous les jours au marché des Prouvaires, pour y être vendues à la criée, par l'entremise d'un facteur, commis à cet effet et contrôlé par les agents du service des halles et marchés.

Ce facteur a droit à une commission de 1 pour 100 sur le produit brut des viandes payées comptant et vendues par son entremise, indépendamment du remboursement de ses déboursés pour droits d'octroi, transport, ports de lettres, déchargement, gardage, etc., etc. ; ces derniers frais sont réglés d'après un tarif fixé par l'administration.

Cette expédition de viandes abattues se pratique à Londres sur une assez grande échelle depuis l'établissement des chemins de fer. Chaque jour, il arrive au marché de Linsdall un certain nombre de *carcass* confiées à des commissionnaires qui les vendent pour compte des expéditeurs.

Les mêmes facilités de transport peuvent faire naître en France un commerce analogue, et c'est pour l'exciter que l'administration a créé la vente à la criée.

Tout d'abord, ce nouveau mode de vente a été compris par un certain nombre de bouchers des environs de Paris, particulièrement par ceux qui vont acheter des veaux sur les marchés des départements voisins. Il semblait, en effet, que les bouchers outillés pour l'abattage, sachant préparer ou couper avantageusement la viande, fussent seuls appelés à profiter de la nouvelle création, à l'exclusion des cultivateurs, qui n'ont point chez eux les hommes et l'outillage nécessaires, et qui ne sauraient où vendre les abats, les suifs, etc.

Mais l'industrie, dès qu'on lui ouvre une porte, si étroite qu'elle soit, sait bien vite s'y introduire, et sous sa main libre et intelligente le cercle s'élargit bientôt et les conséquences grandissent.

Un homme a compris ce que la vente à la criée renfermait d'utilité pour les producteurs ; il a ouvert à Bagnolet, non loin du faubourg Saint-Antoine, *une tuerie commissionnaire* où les animaux sont abattus pour compte des expéditeurs, et de là apportés à la criée et vendus publiquement pour leur poids réel.

Une société, composée de quelques-uns de nos principaux éleveurs, s'est formée pour soutenir et développer l'idée au profit des producteurs de toutes les contrées qui approvisionnent Paris.

Les bestiaux peuvent être envoyés à la tuerie de Bagnolet, soit par les chemins de fer, soit par les routes ordinaires.

Par les chemins de fer, il n'y a pas nécessité de faire accompagner les bestiaux par des toucheurs, il suffit d'écrire à l'avance ; les bestiaux sont pris sans frais dans les gares des chemins de fer, sauf le passage des ponts.

Les frais cessent complètement pour l'expéditeur à l'entrée dans les étables de l'établissement.

Les bestiaux sont abattus dans les quarante-huit heures qui suivent leur arrivée, à moins toutefois que la surcharge du marché ou d'autres circonstances ne forcent à retarder dans l'intérêt de la vente.

Les bestiaux sont vendus à la criée comme aux abattoirs, c'est-à-dire :

Les bœufs séparés en deux parties et avec les rognons de graisse ;

Les moutons et les veaux entiers, également avec les rognons de graisse ;

Le porc est vendu fendu suivant l'usage du marché.

L'établissement rend compte :

De la viande suivant le bordereau du facteur ;

Du suif, de la peau ou cuir suivant le cours, en indiquant les maisons auxquelles ces objets sont vendus.

L'établissement donne en même temps les renseignements suivants :

Poids de vie (une bascule devant être établie pour la pesée en vie), et les circonstances propres à indiquer aux éleveurs le résultat de l'élevage, comme clarté des chairs, chairs noires, rufles ou fines, couverture, guicheux, proportion apparente des os.

La commission prise par l'établissement consiste : pour le bœuf, dans les abats proprement dits : pieds, rognon de chair, langue, cœur, foie et poulmon.

Pour le mouton, tête, pieds, rognon de chair.

Pour le veau et pour le porc, 2 centimes par kilogramme.

Ainsi, sauf pour le veau et le porc, dont les abats sont vendus pour l'éleveur et à son profit, la commission est prise en nature et consiste dans l'abandon de choses auxquelles le cultivateur n'attache pas ordinairement d'importance dans le décompte de l'animal.

Les comptes de l'établissement sont aussi simples, si ce n'est plus, que ceux des commissionnaires de Sceaux et de Poissy ; ils se dressent comme suit :

Viande vendue.....	»	»	fr.
Suif.....	»	»	
Peau.....	»	»	
Total.....	»	»	fr.
A déduire, octrois, transport, etc.....	»	»	
Reste net.....	»	»	fr.

Le résultat du compte est transmis sans retard aux expéditeurs par la voie qu'ils indiquent :

L'établissement ne répond pas des cas de mort par maladie ou par accident des animaux envoyés. Il fait faire dans ces cas une constatation régulière ; et tire ensuite le meilleur parti possible des animaux morts :

Nous nous sommes étendu sur les détails qui concernent l'établissement de Bagnolet, parce qu'il nous semble offrir aux cultivateurs un avantage marqué, et réaliser complètement l'idée qui a présidé à la fondation de la criée.

Les producteurs ne sont pas généralement en position d'abattre le bétail ; ils n'ont pas tous la facilité d'expédier convenablement la viande abattue ; la température n'est pas toujours favorable à ces expéditions ; la formalité gênante des octrois exige souvent qu'on soit sur les lieux ou qu'on y soit représenté. La tuerie de Bagnolet obvie à tous ces inconvénients ; c'est une grande agence pour les agriculteurs qui voudront profiter du débouché nouveau que leur offre la vente à la criée, et tout porte à croire qu'à mesure que les avantages et les facilités de ce débouché seront connus, un grand nombre d'animaux y seront expédiés.

La criée peut donc être approvisionnée facilement par le cultivateur, qui en sera nécessairement le grand pourvoyeur. Elle offre aussi un débouché constant au boucher des départements. Les viandes de deuxième et troisième qualité, à cause du prix modéré auquel on peut les vendre à l'étal, trouvent un débit constant dans les villes et dans les campagnes. Le boucher pourrait donc expédier à Paris par les chemins de fer, à la criée, certains morceaux de choix, qui obtiennent dans la capitale un prix plus avantageux.

Parmi les demandes qui nous ont été adressées à propos de nos précédentes observations sur le débit des viandes de boucherie, nous trouvons celle-ci : Quels sont les

acheteurs ordinaires à la criée? Sont-ce les bouchers acheteurs à la cheville seulement, et aussi les restaurateurs, les gros consommateurs, etc.

S'il arrivait à la criée, d'une manière suivie, une certaine quantité de morceaux détachés, comme ceux que les bouchers des départements pourraient y envoyer, il est probable qu'on verrait venir, sur le préau des enchères, un certain nombre de gros restaurateurs; mais très-probablement il s'établirait là une lutte semblable à celle qui a eu lieu sur le marché aux poissons. Quand les restaurateurs se présentaient à la criée, les revendeuses, de gros bonnets, leur faisaient une lutte acharnée; et il n'était pas rare de voir monter à 100 francs un saumon mis à prix à 20 francs!

Cette guerre des intérêts a fini par lasser les combattants, et les restaurateurs trouvent en définitive plus d'avantage à s'adresser aux hippées commères qui fréquentent la criée, et revendent ensuite au public; elles ont leur clientèle de restaurateurs qu'elles traitent en amis. Il y a à vivre pour tout le monde; et, en vérité, pourquoi s'en plaindrait-on?

Il n'est donc pas probable que les achats directs des restaurateurs aient jamais une grande importance à la criée. Les acheteurs naturels de ce marché sont les bouchers forains et les bouchers parisiens qui s'approvisionnent à la cheville. Ceux-ci ont un intérêt marqué à soutenir ce mode de vente, qui fait concurrence aux gros chevillards, et soustrait à leur omnipotence le modeste débitant d'étal! Ceux-ci ont fortement appuyé auprès du Conseil municipal la création d'un abri nouveau, en rapport avec les besoins du commerce, et où les animaux expédiés à la criée pussent être placés aussi convenablement qu'aux abattoirs.

L'intérêt des bouchers parisiens, autres que les chevillards, est donc que la criée prenne toute l'extension dont elle est susceptible.

Quant au producteur, les avantages que lui offre ce marché nouveau sont incontestables.

Non-seulement c'est un marché de plus ajouté à ceux de Sceaux et de Poissy, mais c'est un marché quotidien, et surtout un mode particulier de vente, qui a pour effet :

De mettre l'expéditeur en relation directe avec le détailler, de le placer aussi près que possible du consommateur ;

De lui permettre d'expédier ses animaux au jour qui lui convient et de les vendre pour leur poids réel ;

De le faire profiter, par la vente du suif, des sacrifices faits pour l'engraissement ;

De lui donner la faculté de remettre sa vente en tout ou partie au lendemain; faculté qu'il n'a pas à Sceaux et à Poissy. Là il faut vendre; ou bien, au coup de cloche, les animaux sont renvoyés au marché suivant ;

De porter à sa connaissance le résultat positif de son industrie, et de le mettre en mesure d'apprécier telle ou telle méthode.

Pour un éleveur intelligent et soigneux; la tuerie-commissionnaire et la criée sont un double moyen d'enseignement on ne peut plus précieux, pour la direction ultérieure de l'élevage et de l'engraissement.

Au point de vue de l'intérêt général, la vente publique a aussi pour effet de faire connaître le prix réel de la viande en gros; elle éclaire véritablement le producteur et le consommateur qui ne comprennent rien, ni l'un ni l'autre, aux mercuriales forcément arbitraires et approximatives des marchés de Sceaux et de Poissy! De cette connaissance positive du prix de la vente en gros, il peut résulter en définitive une modification salubre dans les habitudes de la boucherie détaillante. Soit que les chevillards réalisent de gros profits sur les prix par eux payés à Sceaux et à Poissy; et tiennent la cheville à un taux trop élevé, soit toute autre cause; la viande au détail continue d'être chère à l'étal, tandis que les animaux sur pied se vendent à vil prix. A la criée, l'acheteur n'ayant pas à donner un gros profit au chevillard, pourra

appeler le consommateur à profiter du cours de la marchandise ; il pourra la baisser ou la hausser selon le prix qu'il l'aura payée lui-même sur le préau de la criée.

L'autorité, qui n'a pas à s'immiscer dans le prix de la viande, autrement que pour en constater le cours, pourra chaque jour informer le public, par les organes de la presse, du prix du kilogramme de viande, de façon à mettre le consommateur à même de marchander avec le boucher. Le renseignement sur le prix réel de la viande doit en favoriser le débit, et de plus il est d'une grande utilité pour le producteur, en ce sens que tout ce qui peut aider à l'extension de la consommation est pour lui un avantage réel, celui vers lequel doivent tendre les efforts intelligents de toute industrie.

Nous venons de donner une esquisse des avantages généraux que peut procurer à tous les intéressés, c'est-à-dire à tout le monde, le mode de vente en gros des viandes à la criée. Cependant nous ne voudrions pas que, dépassant notre pensée, le public agricole, le producteur s'imaginât que cette institution est une merveille d'où ressortira pour lui la vente toujours avantageuse de ses animaux. Il ne faut voir dans les choses que ce qu'elles contiennent. La criée ne fait pas plus la hausse que la baisse ; elle est subordonnée, comme tout marché public, aux influences de l'offre et de la demande ; elle a contre elle, comme la vente à la cheville, les accidents atmosphériques, une pluie, un orage, tous les risques et toutes les chances attachés aux affaires de ce genre ; mais elle est évidemment un progrès, elle répond à un besoin souvent manifesté par les producteurs et par les Sociétés d'agriculture, les Comices et les Congrès, qui sont leurs organes les plus sûrs et les plus indépendants.

A l'heure où nous écrivons, nous apprenons que le Conseil municipal de Paris vient de voter définitivement la construction d'un abri, pour remplacer le chétif et insuffisant abri du marché des Prouvaires. C'est une excellente mesure qui ne doit être considérée que comme un premier pas dans une voie nouvelle.

(Extrait du *Journal d'Agriculture pratique*, publié par M. Dusacq.)

A. POMMIER,

Membre de la Société centrale d'agriculture.

CAISSE D'ÉPARGNE DE PARIS. — *Compte rendu des opérations de l'année 1849 et des premiers mois de 1850.* — Ce n'est que le 12 octobre 1850 que M. François Delessert a fait le rapport annuel sur les opérations de la Caisse d'épargne de Paris, qui paraît ordinairement au commencement de l'année. Deux causes ont motivé ce retard apporté à la réunion de l'assemblée générale des directeurs et administrateurs.

D'abord, les mesures dont les caisses d'épargne ont été l'objet, à la suite de la révolution de Février, ont multiplié les travaux d'administration, et ce n'est même que depuis le mois de juin 1850 qu'elles ont été autorisées à rembourser aux déposants, au fur et à mesure de leur demande, tout ou partie des fonds de compensation votés par la loi du 21 novembre. On sait que la conversion ordonnée par le décret du 7 juillet avait été fixée au taux de 80 francs : ce prix, supérieur à la valeur qu'avait la rente à cette époque, laissait une forte perte aux déposants qui avaient besoin de réaliser leurs rentes. C'est pour en ramener la valeur au taux plus équitable de 71 fr. 60 c., cours moyen des trois mois qui avaient précédé le 7 juillet, que la loi du 21 novembre 1848 accorda à chaque déposant dont le compte avait été compris dans la conversion une compensation de 8 fr. 40 c. par chaque 5 fr. de rentes. Dans le rapport de l'an dernier, il est question de cette loi réparatrice du 21 novembre, qui reconstituait en quelque sorte les caisses d'épargne en faisant donner à chaque déposant dont l'avoir avait été converti en rentes un livret spécial, sur lequel devaient être inscrits les 8 fr. 40 c. par chaque 5 fr. de rentes, qui lui étaient alloués à titre de compensation. La disponibilité de ces livrets spéciaux avait été ajournée jusqu'à ce qu'il en fût décidé par une loi nouvelle, qui devait être présentée avant la fin de

1849. Le projet déposé le 30 décembre 1849, pour obéir aux prescriptions de la loi de 1848, n'a été converti en loi que le 29 avril 1850. Aux termes de cette loi, les livrets spéciaux sont devenus disponibles à partir du 1^{er} juin dernier, et par conséquent deux ans environ après le décret de conversion.

La seconde cause provient de l'incertitude dans laquelle l'administration s'est trouvée sur la situation de la Caisse d'épargne. La loi du 21 novembre dit qu'il sera tenu compte aux caisses d'épargne de l'excédant de leurs frais d'administration en 1848 et 1849. Or, la Caisse de Paris réclame pour cela, du Trésor public, auquel elle a été obligée d'intenter un procès, une somme de 415,246 fr. 81 c.

Nous allons maintenant laisser parler M. François Delessert.

Opérations de la Caisse d'épargne de Paris en 1849. — La Caisse d'épargne a reçu en 1849, pour le compte des déposants :

En 106,103 versements, dont 17,409 nouveaux livrets, la somme de.....	15,445,596 fr.	3 c.
En 119 transferts-recettes provenant des caisses d'épargne départementales.	55,546	65
En intérêts capitalisés et arrérages de rentes.....	756,163	47
Ensemble.....	16,256,906	12
auxquels il faut réunir le solde dû aux déposants le 31 décembre 1848.....	10,151,440	56
Total en recette pour 1849.....	26,408,346	68
Elle a payé par contre :		
En 17,877 remboursements en espèces, dont 9,175 pour solde, la somme de.....	2,568,108	43
En 189 transferts-payements.....	52,954	31
En 972 achats de rentes.....	693,655	90
Total des paiements.....	3,314,718	64
qui, déduits du total des recettes, laissent pour le solde dû à 175,029 déposants, le 31 décembre 1849.....	23,093,628	04
solde créditeur qui comprend la somme de 7,585,862 fr. 20 c., montant des 108,549 livrets de compensation.		
Ce solde de 23.093,628 fr. 04 c. était représenté au 31 décembre 1849 :		
1 ^o Par l'avoir en caisse et à la Banque, dont il faut déduire une créance hypothécaire de 18,200 fr.....	106,035 fr.	71 c.
2 ^o Par les 22,591,354 fr. 07 c., solde de notre compte courant à la Caisse des dépôts et consignations, dont il faut déduire 34,780 fr. 91 c. montant des réserves et du fonds de rémunération des employés, reste.....	22,556,573	16
3 ^o Par la somme réclamée au Trésor, en exécution de l'article 3 de la loi du 21 novembre 1848, pour l'excédant des frais d'administration en 1848 et 1849.....	415,246	81
Et 4 ^o par la somme imputable sur les 28,000 fr. de rentes appartenant à l'établissement.....	15,722	36
Somme égale à celle due aux déposants.....	23,093,628 fr.	04 c.

Vous n'avez pas oublié, messieurs, que les recettes des dix derniers mois de l'année 1848 n'avaient été que de 1,865,784 fr.; vous venez de voir que celles de 1849 se sont élevées à 15,445,596 fr. C'est surtout pendant le second semestre de 1849 que l'accroissement a été rapide, et si nous voulons anticiper sur la situation encore plus favorable pour la Caisse d'épargne, de l'année 1850, nous vous dirons que pendant

les mois de janvier et de février les versements ont pris un développement tel, que la recette de chaque semaine a atteint et souvent dépassé un demi-million. En mars 1850, les élections partielles et les appréhensions que faisaient naître quelques événements politiques ont exercé une influence notable ; le chiffre des versements est descendu au-dessous de 500,000 fr. par semaine. Il s'est relevé en avril jusqu'à 400,000 fr. pour retomber à une moyenne de 300,000 fr. pendant le mois de mai, par suite de nouvelles préoccupations politiques. Ce n'est qu'en juin que les dépôts se sont élevés de nouveau à un demi-million par semaine. A dater du commencement de juillet ils sont arrivés à leur apogée (700,000 fr.), et se sont maintenus depuis dans des proportions qu'on retrouverait difficilement aux mêmes époques de l'année, dans les temps les plus prospères de l'établissement.

Nous croyons devoir vous faire connaître sommairement nos recettes des neuf premiers mois de la présente année 1850.

Elles attestent, ainsi que nous venons de vous le dire, des progrès toujours plus sensibles dans les versements.

Versements en janvier.....	2,455,580 fr.
— février.....	2,141,797
— mars.....	1,725,568
— avril.....	1,646,529
— mai.....	1,198,076
— juin.....	2,583,776
— juillet.....	2,587,001
— août.....	2,415,526
— septembre.....	2,521,841
Total pour les neuf premiers mois de l'année 1850.....	19,071,294

Le mouvement ascensionnel des versements, qui avait commencé immédiatement après l'élection du 10 décembre 1848, puisque du 5 au 31 de ce mois ils avaient doublé (de 42,600 à 84,000 fr.), ce mouvement a été encore plus sensible dans les quatre premiers mois de 1849 ; les recettes se sont élevées, par semaine, d'abord à 100,000 fr., puis à 200,000 fr., ensuite à 500,000 fr., et enfin jusqu'à 400,000 fr. Elles sont retombées, en mai et en juin, au-dessous de 200,000 fr. Les élections pour l'Assemblée législative et la tentative d'insurrection au Conservatoire des arts et métiers sont les principales causes qui ont arrêté à cette époque la progression des versements. Au 1^{er} juillet 1849, ils avaient repris leur importance (400,000 fr.). Les élections partielles de juillet, la prorogation de l'Assemblée nationale en août, n'ont influé que d'une manière insignifiante sur nos progrès pendant le troisième trimestre de 1849. Quant aux trois derniers mois, ils ont continué la marche ascendante des premiers, et les recettes se sont presque constamment maintenues au-dessus de 400,000 fr., à l'exception des dernières semaines de décembre, qui tous les ans, en temps ordinaire, présentent les mêmes symptômes de décroissance.

Livrets de compensation.—Ainsi que nous l'avons dit, en commençant ce rapport, nous avons regardé comme le dernier des travaux extraordinaires que nous avaient réservés les mesures désastreuses prises à l'égard des Caisses d'épargne dans l'année 1848, la disponibilité rendue aux livrets spéciaux de compensation, à partir du 1^{er} juin 1850. Quoique persuadés qu'une partie notable du montant de ces livrets serait laissée à la Caisse, nous nous étions préparés à rembourser tout ce qui nous serait demandé par une portion quelconque des 108,549 titulaires de ces livrets spéciaux. Nous avons été agréablement surpris de voir cette transition s'opérer d'une manière encore plus insensible que nous ne l'avions pensé. Quelques milliers de personnes attendaient, il est vrai, ce moment avec une impatience motivée par leur

position, et ont profité avec empressement de la faculté de retirer ce qui leur revenait ; mais ce mouvement a été si peu général, que nous n'évaluons pas à plus du dixième, soit en nombre, soit en sommes, les remboursements effectués sur ces livrets, durant les trois mois qui ont suivi le 1^{er} juin, époque de leur disponibilité. Encore devons-nous faire observer que, dans ce nombre, se trouvent compris environ 1,500 livrets, qui devaient être nécessairement soldés par suite du décès des titulaires. Ajoutons que, sur les neuf autres dixièmes qui n'ont demandé aucun remboursement, la majeure partie a fait, avant et depuis la disponibilité, des versements qui ont formé à peu près la moitié de nos recettes.

A cette occasion, nous ne devons pas négliger de faire ressortir ce qu'il y avait d'exagéré dans les craintes manifestées lors de la discussion de la loi du 21 novembre 1848. Quelques personnes s'étaient préoccupées de la pensée que les fonds de compensation avaient pu être l'objet d'une spéculation préjudiciable aux ayants droit : aussi, pour remédier à cet inconvénient, l'article 2 de la loi a attribué la compensation aux titulaires seulement, à l'exclusion des tiers-porteurs qui auraient acheté le titre par voie de négociation, *après le décret du 7 juillet*. Nous ne savons pas comment les choses se sont passées à cet égard dans les départements ; mais ce que nous affirmons, quant à la Caisse d'épargne de Paris, c'est que l'abus redouté ne s'y est nullement produit et qu'il n'y a pas eu, à notre connaissance, de cession postérieure au décret du 7 juillet. Ainsi le sacrifice que l'Etat s'est imposé n'a point été détourné de sa véritable destination.

Balance des comptes particuliers. — Par cela même que notre comptabilité avait été, à diverses reprises, bouleversée de fond en comble par les travaux de toute espèce qu'il nous a fallu accomplir en 1848 et 1849, la balance de tous les comptes particuliers de nos déposants était, cette fois, plus indispensable que jamais. Déjà, il est vrai, notre comptabilité était si bien rentrée dans son ordre accoutumé, que nous avons pu, conformément à nos habitudes, obtenir, dès le 31 décembre dernier, le résultat des opérations de l'année qui finissait, ainsi que la situation générale envers tous nos déposants, arrêtée le même jour, de conformité avec nos comptes généraux.

Il restait à s'assurer que ces résultats seraient confirmés plus tard par ceux des comptes particuliers, et à voir si la balance amènerait la découverte d'erreurs plus ou moins nombreuses, plus ou moins importantes. C'est le 12 février qu'a été terminé ce travail de la balance de tous les comptes des déposants, qui comprenait cette année 346,038 comptes particuliers, savoir : 173,029 comptes-courants et 173,029 doubles comptes ou contrôles.

En ce qui concerne les capitaux, c'est-à-dire toutes les sommes versées ou retirées, la balance a prouvé qu'il n'y avait pas une seule erreur à redresser. Quant aux intérêts dont le total s'élève à 714,625 fr. 18 cent., la balance a fait ressortir une différence de 9 fr. 29 cent., composée de seize petites différences qui ne pouvaient échapper aux recherches, et qui ont été retrouvées.

Dans toute caisse d'épargne de quelque importance, les détails sont si nombreux et les écritures si multipliées et si sujettes à erreur, que pour peu qu'on néglige les moyens de vérification et de contrôle, ou que le mode de comptabilité soit imparfait, le désordre et les abus ne peuvent pas manquer de s'introduire et de demeurer cachés jusqu'à ce qu'ils se révèlent d'une manière inattendue. Aussi, là plus que partout ailleurs, l'exactitude la plus rigoureuse est indispensable ; en fait de balance, rien n'est trompeur comme les *à peu près*, et mieux vaudrait, en quelque sorte, n'avoir pas du tout de balance que de se contenter d'une balance approximative. Quand nous insistons sur la nécessité d'une balance pour les caisses d'épargne, nous n'entendons pas seulement parler de celle des comptes généraux, qui, ne procédant

que par masses, est toujours aisée à obtenir ; le difficile et l'important, c'est de s'assurer annuellement de la balance de tous les comptes particuliers des déposants, présentant des résultats complètement identiques avec ceux que donne la balance des comptes généraux. Il n'y a pas d'efforts, pas de sacrifices que ne doive s'imposer une caisse d'épargne pour se procurer constamment cette balance des comptes particuliers, seule preuve irréfragable de la régularité absolue de toutes les opérations et de toutes les écritures.

Ce problème d'une balance absolue des comptes-courants de la Caisse d'épargne offrait de grandes difficultés, soit à cause de la multiplicité des comptes et des opérations, soit parce qu'il n'y a aucun temps d'arrêt, aucune suspension dans les recettes et les remboursements. Même à présent, après plus de trente années d'existence, la plupart des caisses d'épargne d'Angleterre sont encore privées de cette précieuse garantie. Beaucoup de caisses d'épargne de France en manquent également. Nous-mêmes, à l'origine et pendant les dix premières années, nous en étions dépourvus : c'est seulement à partir de l'année 1829 que, grâce aux soins persévérants et éclairés de notre excellent agent général, M. Prévost, le système actuel a été créé, et depuis lors la Caisse d'épargne de Paris a toujours été en mesure de fournir sa balance annuelle d'une manière rigoureusement exacte. Mais le mécanisme de ce système de comptabilité exigeant une certaine complication de rouages, complication inévitable et résultant de la nature même des choses, on pouvait penser que nous avions acheté, par une trop grande augmentation de dépenses, l'accroissement de sécurité dont nous jouissons, et on nous l'a plusieurs fois reproché.

Frais généraux d'année en année. — Nous avons voulu nous en rendre compte, afin d'apprécier la portée des sacrifices que nous coûtait la nécessité d'une garantie efficace. Pour cela, nous avons relevé, année par année, depuis l'origine, le total de nos frais généraux, et nous les avons rapprochés du nombre des individus auxquels s'était étendue la gestion de la Caisse d'épargne, puis nous avons fait ressortir pour chacun d'eux la moyenne des dépenses annuelles. Nous en avons dressé un tableau, que nous joindrons à ceux qui seront imprimés à la suite de notre rapport. Le résultat en est aussi satisfaisant qu'il peut être imprévu pour beaucoup de personnes ; il établit que, toute proportion gardée avec le nombre des déposants et les sommes versées, nous ne dépensons pas plus aujourd'hui avec notre comptabilité amenée au degré de perfection qu'elle a atteint, en donnant la balance de tous les comptes généraux et de chaque déposant, que nous ne dépensions dans l'origine de la Caisse, alors que le mode de comptabilité insuffisant et défectueux était impuissant à nous procurer cette balance que nous avions poursuivie inutilement pendant plusieurs années.

En effet, si nous classons en six périodes, divisées suivant les différentes phases que nous avons parcourues, les trente-un ans qui se sont écoulés depuis la fondation de la Caisse, nous trouverons que, durant la première période (comprenant les quatre années de 1818 à 1822), la moyenne de la dépense annuelle pour chaque déposant était, en temps ordinaire, de 1 fr. 35 c.

Pendant la seconde période (comprenant les quatre années de 1823 à 1826), époque de la guerre d'Espagne, alors que d'importantes modifications avaient causé une certaine perturbation dans la comptabilité, la moyenne de la dépense annuelle pour chaque déposant s'était élevée à 2 fr. 13 c.

Dans la troisième période (trois années, 1827 à 1829), la Caisse d'épargne était rentrée dans son état normal ; la dépense par année et par individu n'était plus que de 1 fr. 37 c.

Un changement complet de système de comptabilité, et la révolution de Juillet ayant marqué une quatrième période (comprenant trois années, 1830 à 1832), la moyenne des dépenses par chaque déposant s'est élevée à 1 fr. 85 c.

Les affaires étant rentrées dans un état régulier, nous établissons une cinquième période, la plus longue (quinze années, 1833 à 1857), et celle qui a été signalée par les plus nombreuses et les plus importantes améliorations. Eh bien ! malgré le doublement de tous les registres et de toutes les écritures, par suite de l'établissement de contrôles des comptes courants et des comptes divisionnaires, création due encore à M. Prévost, et que nous devons signaler comme un des plus importants services qu'il a rendus à la Caisse d'épargne, malgré l'établissement et l'entretien de nos seize succursales à Paris et dans la banlieue ; malgré des opérations nouvelles entraînant une assez grande complication, telles que virement de fonds avec les Caisses départementales, dons conditionnels, versements de remplacements militaires, achats de rentes, etc., la moyenne de la dépense pour chaque déposant, et par année, n'a plus été que de 1 fr. 26 c.

Nous arrivons à la sixième et dernière période, qui comprend les années 1848 et 1849. C'est l'époque de la révolution de Février et de toutes les mesures extraordinaires qui en ont été la conséquence, et qui ont jeté une si grande perturbation dans nos opérations, dans notre comptabilité et dans l'actif de la Caisse, en tarissant, d'une part, la principale source de nos revenus, et en augmentant, d'une autre part, nos dépenses dans une énorme proportion, et au delà de toute prévision. Nous pourrions mieux en apprécier les conséquences dans le rapport sur l'année 1850. Mais nous ne doutons pas qu'une fois revenus à notre état accoutumé, la moyenne de nos dépenses reprendra bientôt son niveau ordinaire ; et l'on conçoit que ce niveau est toujours déterminé, non pas par l'importance des sommes, mais bien par le nombre des déposants et par la multiplicité des écritures.

Vous voyez, messieurs, qu'ainsi que nous vous le disions tout à l'heure, nous dépensons moins maintenant, tout en faisant beaucoup mieux, que dans les premiers temps de l'établissement de la Caisse. Ce n'est donc pas, comme on avait pu le supposer, aux dépens de l'économie de la gestion, que nous avons acquis une sécurité de plus en plus grande, au moyen du système de comptabilité que nous suivons depuis vingt années, et nous en tirerons la conséquence qu'il n'y a pas de motifs pour que toutes les Caisses d'épargne de France, sans exception, n'en obtiennent pas d'aussi bons résultats que les nôtres, si elles l'adoptent.

Nécessité d'une bonne comptabilité des Caisses d'épargne. — Depuis quelque temps, un certain nombre de Caisses d'épargne, en Angleterre comme en France, ont éprouvé des déficits plus ou moins considérables. Nous déplorons des événements dont la plupart, sans doute, auraient pu être prévenus par une meilleure organisation des établissements qui en ont été victimes. Ce sont ces sinistres et le désir que nous avons qu'ils ne se renouvellent plus, qui nous ont fait autant insister dans ce rapport sur la nécessité, pour les Caisses d'épargne, d'une comptabilité tenue de la manière la plus exacte et la plus rigoureuse, et sur les avantages du système qu'une longue expérience nous a fait adopter.

(Ici M. Delessert rappelle l'écrit de M. Prévost, reproduit dans les *Cent traités* de Paulin et il ajoute :) Si les règles indiquées dans ce Traité avaient été suivies, il est probable que ces événements, qui ont douloureusement pesé sur plusieurs Caisses d'épargne de France, auraient été évités, et c'est dans ce but que nous croyons devoir rappeler aux amis de notre institution cet utile travail. L'attention de l'autorité a été récemment éveillée par ces sinistres, qui ont été portés à sa connaissance, et il y a lieu de supposer que les Caisses d'épargne seront assujetties à une surveillance dont l'utilité ne peut être contestée, mais qui ne devra être ni tracassière ni fatigante pour les administrateurs des Caisses d'épargne. Au reste, l'on se tromperait si l'on croyait que cette surveillance peut suffire. C'est aux administrations elles-mêmes des Caisses d'épargne, qu'il appartient de se donner une bonne et forte organisation. Nous ne saurions trop les engager à en examiner sérieusement tous les

détails. Dans notre vive sollicitude pour tout ce qui les intéresse, nous croyons devoir leur faire observer qu'il existe des principes fondamentaux en comptabilité, des règles préservatrices dont il n'est pas possible de s'écarter impunément; y revenir à temps est dans tous les cas le plus prudent et le plus sûr, car on ne saurait s'entourer de trop de garanties lorsqu'il s'agit de sauvegarder les économies sacrées des classes laborieuses.

L'institution des Caisses d'épargne contenait en elle-même un tel principe de vitalité, qu'elle a survécu à toutes les circonstances de l'année 1848, qui semblaient devoir l'anéantir. Il faut bien reconnaître, du reste, qu'elle ne se serait relevée, ni si rapidement, ni avec tant d'énergie sans les dispositions loyales et généreuses de la loi du 21 novembre 1848, qui a presque entièrement effacé, à l'égard des déposants, les traces d'un passé déplorable. Le vœu de cette loi était évidemment de replacer les Caisses d'épargne de France, et en particulier celle de Paris, dans la situation où elles se trouvaient avant les événements auxquels il s'agissait de remédier. C'est ce vœu, nous l'avons déjà dit, qui a été jusqu'à présent méconnu à notre égard; et pourtant il est plus que jamais démontré que toute Caisse d'épargne est en péril lorsqu'elle ne possède pas et des ressources suffisantes pour subvenir à ses dépenses annuelles et prévues, et un fonds capital proportionné à l'importance de ses opérations, afin de pourvoir aux éventualités de toute sorte, qu'il n'est pas toujours possible de prévenir ni d'éviter.

Nous appellerons à cet égard l'attention du gouvernement et de l'Assemblée nationale sur la nécessité d'adopter des mesures qui, en laissant aux administrations des Caisses d'épargne toute l'indépendance dont elles doivent jouir dans l'intérêt de cette bienfaisante institution, renfermeront le système de leur comptabilité dans des règles dont il ne sera plus permis de s'écarter, et qui, en donnant la garantie d'écritures parfaitement régulières, rendront impossibles les déplorables abus qui ont eu lieu en France comme en Angleterre.

Ce système de comptabilité rendra indispensable une balance rigoureuse et annuelle des comptes de tous les déposants et des comptes généraux; mais, il faut le dire hautement, il en résultera une augmentation notable des dépenses d'administration auxquelles il devra être pourvu, soit par un plus grand prélèvement sur l'intérêt, soit sur les fonds communaux et départementaux; et enfin, si cela était nécessaire, sur le budget de l'Etat. Cette difficulté doit être abordée sans hésitation, et il faut y pourvoir sans délai.

Dépenses annuelles. — La Caisse d'épargne de Paris était naguère, à cet égard, dans d'excellentes conditions: elle était sûre de trouver dans la retenue de $\frac{1}{4}$ pour 100, sur le taux de l'intérêt payé aux déposants, de quoi couvrir ses dépenses, et elle gardait soigneusement en réserve, indépendamment des immeubles qui lui appartiennent et dont elle occupe la plus grande partie, une inscription de 34,000 fr. de rentes sur l'Etat. Mais, depuis lors, nous avons été obligés de vendre, en deux fois, 14,000 fr. de ces rentes; il ne nous reste donc plus que 20,000 fr. Cette réserve s'amoindrirait encore dans une grande proportion, si, contre notre attente, nous n'obtenions pas la restitution intégrale des 415,000 fr. que nous avons réclamés au Trésor, conformément aux stipulations de la loi du 21 novembre 1848, pour l'excédant de nos frais d'administration en 1848 et 1849. Ce n'est pas sans un vif regret et sans une grande appréhension, et nous appelons encore, messieurs, toute votre attention, toute votre sollicitude à cet égard, que nous voyons notre fonds capital se réduire à des proportions qui ne le mettent plus en rapport avec sa destination, avec nos besoins. Vous savez que, pendant quinze ans, nous n'avons usé, dans l'intérêt de nos déposants, que jusqu'à concurrence d'un quart pour cent, de la faculté qui nous est accordée de retenir, pour subvenir à nos dépenses, un demi pour cent sur le taux de l'intérêt alloué par le gouvernement. Notre sollicitude pour nos déposants

nous a fait différer, autant que nous l'avons pu, d'user de cette faculté dans toute sa latitude ; mais enfin, quand nous avons vu notre fonds capital entamé et menacé de nouvelles atteintes, nous avons été forcés d'y recourir, et nous avons décidé, à la fin de l'année dernière, que la retenue à faire sur l'intérêt bonifié par le Trésor serait portée à $1/2$ au lieu du $1/4$, à partir du 1^{er} janvier 1850. En conséquence, conformément à nos statuts et à la loi, le taux de l'intérêt bonifié aux déposants a été fixé à $4\ 1/2$ pour 100, à partir de ladite époque ; et ce qui prouve à quel point cette mesure était indispensable, c'est que, nonobstant ce doublement de la retenue, notre budget de 1850 ne sera point encore en équilibre ; nous nous attendons à un découvert qui ne sera pas, nous le craignons, beaucoup au-dessous de 100,000 fr. L'année 1851 s'ouvrira, selon toute apparence, sous de meilleurs auspices, et l'augmentation probable de l'avoir des déposants devant accroître nos produits, laissera sur cet exercice un découvert bien inférieur à celui de l'exercice 1850. Mais vous voyez, messieurs, en présence d'une pareille situation, combien il est nécessaire que nous ne soyons pas frustrés d'une partie de l'excédant des frais dont nous avons fait l'avance pour 1848 et 1849, et que nous réussissions dans notre recours au Conseil d'Etat contre la décision de M. le ministre des finances.

Virements, et autres opérations. — Nous avons peu de chose à vous dire sur les virements de fonds que nous faisons avec les Caisses départementales. Ces virements avaient été suspendus par le décret du 9 mars 1848 ; ce décret ayant été abrogé par celui du 7 juillet suivant, les virements ont recommencé à partir du 28 du même mois, et ont continué depuis sans interruption. C'est une partie du service des Caisses d'épargne dont profitent avec empressement les ouvriers en tournée et les militaires qui changent de garnison : il leur est d'une grande utilité.

Les versements pour compte de remplacements militaires que nous recevons suivant les règles prescrites par la loi du 22 juin 1845, continuent d'être assez importants ; il en sera sans doute ainsi jusqu'à l'adoption d'une loi spéciale sur le remplacement.

Un progrès semblable se fait remarquer pour notre série des *Dons conditionnels*, c'est-à-dire assujettis à la condition de n'être payables qu'à la majorité du titulaire ou à une époque déterminée (créés par feu le duc d'Orléans et Benjamin Delessert). En regrettant, l'année dernière, que les exigences du service de la Caisse, devenu si difficile et si compliqué dans ces temps d'orage, nous eussent forcés d'interrompre les travaux de statistique dont nous sommes loin de méconnaître l'utilité, nous nous étions promis de les reprendre aussitôt que nous le pourrions et de combler la lacune indiquée dans notre rapport de 1848. Nous sommes aujourd'hui en mesure de fournir les résultats de 1848 et de 1849, dont le dépouillement a eu lieu sur des matériaux établis avec le même soin et la même exactitude que précédemment.

L'analyse de ce travail de statistique nous confirme encore une fois les faits et les preuves que nous avons mis fréquemment sous vos yeux. Nous pouvons affirmer qu'après comme avant la révolution de Février, la majeure partie de nos déposants, la moitié au moins, appartient à la classe des ouvriers ; le reste se répartit dans les mêmes proportions qu'autrefois entre les différentes classes qui figurent dans nos tableaux annuels de statistique. De pareils résultats, positifs, certains, faciles à vérifier, contredisent formellement les assertions persévérantes de ces hommes qui croient ou veulent faire croire que les ouvriers ne peuvent pas faire d'économies sur leurs salaires, et qui ont besoin dès lors de nier l'évidence en affirmant sans cesse que ce ne sont pas des ouvriers qui apportent leur argent à la Caisse d'épargne. Nous leur répondrons, nos documents à la main, que sur les 180,000 déposants de la Caisse d'épargne de Paris au 1^{er} janvier 1848, plus de la moitié appartenaient à la classe ouvrière, et que cette proportion, nous en avons l'assurance, n'a pas diminué depuis.

Nos succursales de Paris et de la banlieue continuent à être fort utiles à nos dépo-

sants par la facilité qu'elles offrent pour les versements de ceux qui sont éloignés de la Caisse centrale. Dans Paris, celles du huitième arrondissement, faubourg Saint-Antoine, et du dixième arrondissement continuent à recevoir les plus fortes sommes. Vous remarquerez, sans doute avec satisfaction, que le premier de ces deux arrondissements renferme une grande population ouvrière. Dans la banlieue, celles de Saint-Denis et de Neuilly ont été les plus utiles.

Le transport des espèces s'est opéré sans aucun inconvénient, malgré les distances assez considérables de quelques-unes de ces succursales.

Projet de loi sur les Caisses d'épargne. La Commission nommée par l'Assemblée législative, pour l'examen du projet de loi sur les Caisses d'épargne, présenté le 30 décembre 1849, était composée de : MM. Charles Dupin, *président* ; Benjamin Delessert, *secrétaire et rapporteur de la Commission* ; Anglade, Quentin Bauchard, Bertrand, Bourdon, Charlemagne, Léon Faucher, Gouin, Huot, Louvet, Manuel, Martel, De Panat, Sainte-Beuve.

Une question importante, celle du renouvellement de nos statuts, a été l'objet des préoccupations du Conseil des directeurs de la Caisse. Vous savez, messieurs, que ses fondateurs l'ont constituée dans la forme des sociétés anonymes. L'acte en avait été dressé devant Me Colin Saint-Menge, notaire à Paris, le 22 mai 1818. Par cet acte, aucune limite n'avait été assignée à la durée de la société ; mais l'ordonnance du 22 juillet suivant borna à trente années l'autorisation donnée par le gouvernement. Depuis lors, bien des modifications, approuvées par des ordonnances spéciales, furent successivement introduites dans les statuts primitifs ; enfin, les Caisses d'épargne passèrent, en 1835, du régime des ordonnances, à celui de la loi. Il était devenu convenable de remanier nos statuts pour les mettre en harmonie avec la législation en vigueur, et pour les présenter ensuite à l'approbation de l'autorité compétente. C'est ce que nous allions faire lorsque la révolution de Février est survenue. Le moment n'étant plus opportun pour donner suite à cette révision, nous avons dû nous contenter d'une simple prorogation de l'état actuel, et sur notre demande, un arrêté du chef du pouvoir exécutif, en date du 11 décembre 1848, a prolongé jusqu'au 31 décembre 1850 l'autorisation donnée par l'ordonnance de 1818. Ce terme approchant, nous avons encore une fois reconnu qu'au sortir des épreuves de tout genre que la Caisse d'épargne a surmontées, et à la veille, peut-être, de quelques nouveaux changements dans la législation, il convenait d'attendre la solution de plusieurs questions graves, d'une grande importance pour l'institution des Caisses d'épargne, afin de procéder avec toute la maturité nécessaire à la refonte de nos statuts, qui auraient pu se retrouver, à peine modifiés, en désaccord avec une nouvelle législation. Le Conseil des directeurs a donc pensé qu'il y avait lieu de solliciter de nouveau une prorogation de nos statuts. Nous nous sommes mis aussitôt en instance, et nous avons tout lieu d'espérer que notre demande ne tardera pas à nous être accordée.

CAISSES D'ÉPARGNE DES DÉPARTEMENTS. — Quoique ce Rapport ait principalement pour objet ce qui concerne la Caisse d'épargne de Paris, nous vous donnerons, comme les années précédentes, quelques détails sur les Caisses d'épargne des départements, détails que vous avez toujours écoutés avec intérêt.

Au 31 décembre 1849, le solde total de toutes les Caisses des départements était de 28,800,000 fr.
lequel joint au solde de Paris de 14,700,000
donne le total de 43,500,000 fr.
pour l'actif de toutes les Caisses d'épargne de France au 31 décembre 1849.

D'après les renseignements que nous avons pu recueillir, l'accroissement des versements dans les départements, en 1850, n'a pas été moins sensible qu'à Paris.

Le montant des dépôts de toutes les Caisses d'épargne que nous venons de vous annoncer, au 31 décembre 1849, pour..... 45,500,000 fr.
 était, au 30 juin 1850, de..... 102,500,000

Il est vrai que dans cette augmentation de 59 millions sont compris les 34 millions formant le montant des livrets de compensation mis à la disposition des déposants le 1^{er} juin 1850. Ainsi, en retranchant ces 34 millions, il resterait 25 millions pour le montant des versements, déduction faite des remboursements faits à toutes les Caisses d'épargne de France dans les six premiers mois de 1850.

Nous avons cherché à recueillir quelques renseignements sur la situation de plusieurs des Caisses départementales les plus importantes. Ce qui ressort principalement de notre correspondance avec l'administration de ces Caisses, qui figurent sur le tableau ci-joint, c'est la reprise des versements déjà sensible dans le dernier semestre de 1849, mais qui a suivi une marche toujours croissante dans les sept premiers mois de 1850.

Avant comme après la conversion, les Caisses d'épargne des départements qui tenaient et qui conservent le premier rang, tant pour le nombre des déposants que pour celui des opérations, sont les Caisses d'épargne de Bordeaux, de Marseille, de Lyon, de Metz, de Nantes, du Havre, de Versailles et de Strasbourg ; puis celles de Brest, de Rouen, de Rennes, d'Angers et de Nancy. Viennent ensuite les Caisses de Beauvais, d'Avignon, de Laval, de Grenoble, de Boulogne-sur-Mer et de Meaux, qui ont encore une importance relative à la population et qui n'a point diminué dans ces derniers temps. En consultant les Rapports et les observations particulières qui nous ont été transmis, ce que nous constatons d'abord est le sentiment général, nous pourrions dire unanime, de la perturbation apportée dans la constitution des Caisses d'épargne par les événements politiques de 1848 et par les premières mesures financières qui en ont été la conséquence. Presque toutes les Caisses d'épargne partagent notre opinion sur les fâcheux résultats de la conversion *obligatoire* et sur les excellents effets de la loi de compensation. Nous aurions voulu reproduire les réflexions et les faits dont nous devons la communication à la bienveillance de MM. les présidents de ces caisses ; mais, malgré toute la satisfaction que nous avons éprouvée à la lecture de ces intéressants documents, les limites de notre travail nous forcent de nous restreindre à cet égard. Le retour de la confiance est généralement attribué au calme dont les populations ont commencé à jouir depuis quelque temps, et au bon effet produit par la loi réparatrice du 21 novembre 1848, qui a créé les livrets spéciaux, devenus remboursables depuis le 1^{er} juin 1850.

Les vingt-sept Caisses d'épargne qui ont fourni les chiffres des tableaux et les indications dont nous venons de vous rendre un compte succinct, sont éparses sur les différentes contrées de la France ; elles peuvent, en conséquence, représenter en quelque sorte la totalité des établissements pareils placés dans tous les départements ; ces résultats offrent, avec ceux que nous avons obtenus ici, une similitude qu'il était utile de faire remarquer, et la majeure partie des observations les plus importantes qui accompagnaient ces résultats, sont l'expression de sentiments que nous partageons, et de vœux que nous avons déjà formés devant vous. Un fait qu'il nous paraît fort important de constater, c'est que, dans les départements comme à Paris, les classes ouvrières ont continué, aussitôt la reprise de leurs travaux, leurs versements aux Caisses d'épargne, et, dans beaucoup de localités, dans une proportion égale à ce qu'elle était avant l'année 1848.

Ces renseignements nous ont été fournis par les Caisses d'épargne de : Angers, Avignon, Beauvais, Bordeaux, Boulogne-sur-Mer, Brest, Caen, Chartres, Grenoble, Laval, Le Havre, Lons-le-Saulnier, Louviers, Lyon, Marseille, Meaux, Metz, Nancy, Nantes, Nîmes, Reims, Rennes, Rouen, Sedan, Senlis, Strasbourg, Versailles.

Ces vingt-sept caisses ont reçu les versements suivants :

En 1847.....	30,752,810 fr. 36 c.
En 1848 (deux premiers mois).....	9,209,967 12
En 1849.....	12,052,922 21

Elles n'ont remboursé, en 1849, que 3,593,009 fr. 37 c., et les soldes des déposants étaient, au 31 décembre 1849, de 20,080,821 fr. 69 c.

Elles ont converti en rentes, par suite du décret du 7 juillet 1848, 90,691,678 fr. 10 cent., donnant 5,665,014 fr. de rentes. Il leur a été alloué à titre de compensation, d'après la loi du 21 novembre 1848, 9,805,615 fr. 27 c.

LES CAISSES D'ÉPARGNE EN ANGLETERRE, EN 1849. — La situation des Caisses d'épargne a peu varié en Angleterre dans l'année 1849. Vous savez que c'est à la fin de novembre de chaque année que les comptes sont arrêtés par les commissaires chargés de la surveillance des Savings-Banks.

Au 20 novembre 1848, il y avait :

1,034,946 déposants pour une somme de.....	26,252,800 l. st.
11,973 institutions charitables, pour.....	601,700
9,962 sociétés de secours mutuels (Friendly societies).....	1,259,500
1,056,881 dépôts, pour.....	28,114,000 l. st.

soit, à 25 fr. 25 c., 709,878,500 francs.

Au 20 novembre 1849, époque des derniers comptes publiés, il y avait :

1,065,031 déposants, pour une somme de.....	26,671,900 l. st.
12,595 institutions charitables, pour.....	612,570
9,928 sociétés de secours mutuels (Friendly societies).....	1,252,750
1,087,554 dépôts, pour.....	28,537,000 l. st.

soit, à 25 fr. 25 c., 720,559,250 fr.

La commune des dépôts est aussi restée à peu près la même : en ne prenant que les dépôts individuels, on trouve qu'en 1848, 1,034,946 déposants pour une somme de 26,252,800 l. st., soit 662,883,200 fr. font une commune de 640 fr. 50 c. par déposant, et en 1849, 1,065,031 déposants, pour une somme de 26,671,900 l. st., soit 673,465,475 fr. donnent une commune de 652 fr. 34 c. par chaque déposant. Vous voyez que la différence entre les deux années est presque insensible.

Au 31 décembre 1846, époque la plus prospère et pendant laquelle les dépôts aux caisses d'épargne de France ont été les plus considérables, la totalité de ces dépôts, y compris Paris, s'était élevée à 585,000,000 fr. pour 754,000 déposants, ce qui donnait une moyenne de 524 fr. par déposant, et pour une population de 35 millions d'habitants, de 11 fr. 52 c. par chaque habitant ; tandis qu'en Angleterre on a évalué à 30 fr. cette commune, d'après la note ci-jointe, que nous copions d'un journal anglais fort estimé, l'*Economist* du 10 août 1850 :

« En examinant les soldes des caisses d'épargne, on verra que les dépôts, pour « l'Angleterre, le pays de Galles et d'Irlande, eu égard à la population, s'élevaient :

« En 1831, à 12 schellings 8 deniers (15 fr. 80 c.) par habitant.

« En 1836, à 16 d° 4 d° (20 fr. 40 c.) d°

« En 1841, à 19 d° 10 d° (24 fr. 75 c.) d°

« En 1848, à 20 d° 11 d° (26 fr. 10 c.) d°.

« En Ecosse, les dépôts étaient, en 1836, de 7 deniers (70 c.) par personne ; en « 1841, de 4 schellings 8 deniers (5 fr. 80 c.) ; en 1848, 7 schellings 5 deniers (9 fr. « 25 c.). Le chiffre le plus élevé des dépôts aux Savings-Banks a été celui de l'année « 1846 ; ils atteignirent :

« En Angleterre.....	l. st. 26,759,817 (668,995,000 fr.)
« Pays de Galles.....	674,657 (16,866,000)
« Ecosse.....	1,585,866 (34,596,000)
« Irlande.....	2,924,910 (73,122,000)
« Au total.....	l. st. 31,745,250 (793,579,000 fr.)

« ce qui donne une proportion de 24 schellings (30 fr.) par individu, pour la population d'Angleterre, du *Pays de Galles* et de l'*Irlande*, et 10 schellings (12 fr. 50 c.) pour celle de l'Ecosse. La diminution dans les dépôts de 1847, 1848 et 1849 est évidemment le résultat de l'élévation du prix des denrées, causée par la maladie des pommes de terre et les circonstances qui l'ont accompagnée, et qui a rendu les économies plus difficiles à faire pour les ouvriers. L'infériorité comparative des dépôts en Ecosse provient de deux causes : premièrement, la faculté, accordée par les lois, de verser de très-petites sommes dans les banques particulières et celles par actions qui en bonifient l'intérêt et qui, par conséquent, remplissent l'office de caisses d'épargne ; et secondement, la réunion, plus récente dans cette partie du Royaume-Uni, des caisses d'épargne au gouvernement. »

CAISSES D'ÉPARGNE EN ALLEMAGNE, EN 1848 ET 1849. — D'après un compte rendu récemment dans les gazettes de Berlin, il avait été versé à la fin de l'année 1848, dans les 211 Caisses d'épargne établies en Prusse,		
par 261,714 personnes.....	14,363,363 risthalers,	
soit.....		53,288,076 fr.
Les versements, pendant 1849, ont été de...	6,497,539	24,103,870
Et l'intérêt arriéré était de.....	410,009	1,521,134
Ensemble.....	21,270,911 rist.,	soit 78,915,080 fr.
Sur laquelle somme il a été remboursé, pendant ladite époque.....	4,713,521	17,487,163
Solde au 31 décembre.....	16,557,390 rist.,	soit 61,427,917 fr.

Ce qui fait une moyenne de 3 fr. 83 c. par habitant, la population de la Prusse étant d'environ 16 millions d'hommes.

La Caisse d'épargne de Francfort-sur-Mein devait, au 31 décembre 1849, à 4,791 déposants, une somme de 1,248,020 florins, soit 2,620,800 fr., ce qui fait, par chaque déposant, une moyenne de 547 fr. 17 c., et de 3 fr. 84 c. par personne, sur une population de 68,240 âmes. Nous venons d'indiquer cette moyenne de 11 fr. pour la France et de 30 fr. pour l'Angleterre, non compris l'Ecosse.

A Hambourg, ville si importante par son commerce et son industrie, le total de l'argent déposé à la Caisse d'épargne, était, au 31 décembre 1849, de 2,850,868 marcs de banque (5,131,562 fr. 40 c.), outre un fonds de réserve gagné par le surcroît de l'intérêt obtenu sur l'intérêt bonifié, de 141,124 marcs de banque (180,000 fr.). Le nombre des déposants était de 21,552, ce qui donne une moyenne de 258 fr. par déposant. Le chiffre de la population totale de Hambourg n'est pas déclaré officiellement ; on l'estime à 160,00 habitants. Cette évaluation, en présence de la somme de 5,130,000 fr. versée à la Caisse d'épargne, ferait une moyenne de 32 fr. par habitant. L'intérêt bonifié à la Caisse d'épargne de Hambourg est de 2 1/2 pour 100 par an.

LA BOURSE DE PARIS PENDANT LE MOIS D'OCTOBRE 1850. — Le mois qui vient de s'écouler a été l'un des plus accidentés que l'on ait vus depuis longtemps, quant aux variations des rentes. Ce n'est pas que ces variations aient eu une grande importance, car, comme on verra, l'ouvrage de la veille a été détruit le lendemain, et l'on ne peut citer aucune influence un peu prolongée qui ait conduit les cours des fonds français bien haut ou bien bas. En effet, la liquidation de fin septembre s'est passée d'une manière assez insignifiante ; des préoccupations politiques, que nous nous abstiendrons de mentionner, ont fait baisser le 5 pour 100, en cinq jours, de 92 60 à 91 fr., plus bas cours de tout le mois. Un avis de M. Fould, relativement à l'émission des rentes de la Caisse d'épargne, dont la place était menacée depuis longtemps, a déter-

miné un peu de reprise. Cet avis, inséré dans le *Moniteur*, affiché à la Bourse, et accompagné de la mention *communiqué par le gouvernement*, déclarait que l'état du Trésor et l'amélioration de la situation financière permettaient au gouvernement de ne pas faire usage de l'autorisation accordée au ministre, par la loi du 18 mai 1850, d'émettre avec publicité et concurrence les 2 millions de rentes provenant des Caisses d'épargne. C'est vers la même époque que l'on sut que MM. de Rothschild frères avaient soumissionné, au prix de 85 fr., l'emprunt de 6 millions de rentes sardes. Ces deux faits firent remonter les fonds français à 92 1/4. De nombreux incidents politiques firent de nouveau retomber le 5 pour 100 à 91 60 ; quelques escomptes et des rachats des places de Lyon et de Marseille qui, après avoir été à la baisse, liquidaient leurs opérations, raréfièrent le comptant et portèrent la rente au plus haut cours du mois, à 93 70. Les affaires d'Allemagne, relativement aux duchés de Schleswig et de Holstein, et à l'électorat de Hesse, firent de nouveau fléchir à 91 75, pour remonter en liquidation à 92 1/4.

C'est le 24 qu'est apparu à la Bourse l'emprunt piémontais soumissionné, comme nous avons déjà dit, par la maison de Rothschild, à 85 fr.; mais il n'a pas dépassé 85 45, et il est depuis revenu au pair. Voici la quotité et les époques de versements : 25 pour 100 le 26 oct.; 10 pour 100 le 25 déc.; 10 pour 100 le 25 janv.; 10 pour 100 le

PAIR.	VERSEMENTS.	BOURSE DE PARIS. OCTOBRE 1850.		1er cours.	Plus haut cours.	Plus bas cours.	Dernier cours.
		RENTES. — BANQUE. — CHEMINS DE FER.					
100	Tout.	5 %, jouiss. 22 septembre 1850, au comptant.		92 35	93 65	91 »	91 95
100	Tout.	fin octobre.....		92 45	93 70	91 »	92 05
100	Tout.	4 1/2 %, jouiss. 22 septembre 1850.....		81 25	82 20	80 50	»
100	Tout.	4 %, jouiss. 22 septembre 1850.....		73 »	73 »	72 »	»
100	Tout.	3 %, jouiss. 22 juin 1850.....		57 30	58 »	56 30	57 10
1000	Tout.	Banque de France, jouiss. juillet 1850.....		2275 »	2310 »	2250 »	2290 »
500	Tout.	Paris à Saint-Germain, jouiss. avril 1850.....		387 50	387 50	385 »	387 50
500	Tout.	Paris à Versailles (rive dr.), jouiss. avril 1847.		155 »	155 »	147 50	153 75
500	Tout.	(rive g.).....		140 »	140 »	132 50	135 »
500	Tout.	Paris à Orléans, jouiss. juillet 1850.....		777 50	782 50	770 »	777 50
500	Tout.	Paris à Rouen, jouiss. juillet 1850.....		610 »	622 50	607 50	607 50
500	Tout.	Rouen au Havre, jouiss. mars 1850.....		248 75	256 25	242 50	245 »
500	Tout.	Avignon à Marseille, jouiss. janv 1848.....		172 50	175 »	170 »	170 »
350	Tout.	Strasbourg à Bâle, jouiss. janvier 1850.....		117 50	120 »	117 50	120 »
500	Tout.	Centre, Orléans à Vierzon, jouiss. juillet 1850.		347 50	360 »	345 »	355 »
500	175	Orléans à Bordeaux, jouiss. juillet 1850.....		392 50	392 50	385 »	396 25
500	400	Nord, jouiss. juillet 1850.....		458 75	467 50	455 »	460 »
500	375	Paris à Strasbourg, jouiss. juillet 1850.....		340 »	345 »	336 25	340 »
500	350	Tours à Nantes, jouiss. juin 1850.....		240 »	242 50	236 25	241 25

PAIR.	FONDS DIVERS français et étrangers.	Plus haut.	Plus bas.	PAIR.	SOCIÉTÉS DIVERSES par actions.	Plus haut.	Plus bas.
100	Rentes Ville 5 % j. juill. 1850	»	»	1250	4 Canaux, j. oct. 1850. . .	1135 »	1125 »
1000	Obl. Ville 1832, j. juill. 1850	1350 »	1315 »	1000	Canal de Bourg. j. oct. 1850	930 »	925 »
1000	— 1849, j. oct. 1850	1152 50	1133 75	500	Caisse Bèchet.....	»	»
1000	Obl. Seine 1849, j. juill. 1850	1080 »	1060 »	800	Vieille-Mont., j. juill. 1850	2750 »	2725 »
1000	Obl. de Marseil., j. juill. 1850	1065 »	1050 »	750	Stolberg.....	615 »	610 »
100	Naples, 5 %, j. juill. 1850.	98 75	97 50	1000	Monceaux-sur-Sambre. . .	1450 »	1450 »
100	Rome, 5 %, j. juin 1850. .	78 7/8	78 »	3000	Aveyron (Decazeville). . .	»	»
100	— 5 % 1850, j. juin 1850.	79 »	78 1/4	1000	Grand'Combe.....	»	»
100	Belgiq., 5 %, j. 1 mai 1850	101 1/2	100 1/8	500	Gaz franç. Brunton, Pille.	750 »	750 »
100	— 4 1/2 j. 1 mai 1850	92 1/2	91 »	2500	Gaz angl. Marguer., Manby	»	»
100	— 2 1/2 % j. juill. 1850	51 »	50 »	500	Lin Maberly (Amiens)...	505 »	500 »
1000	— Banq. 1835, j. oct. .	805 »	795 »	5000	Nationale incendie.....	»	»
100	Espag., dett. act. j. mai 1836	25 3/4	25 1/2	5000	— Vie.....	7 % b.	7 % b.
100	— 3 % ext. j. juill. 1850	39 1/2	38 7/8	12500	Générale Maritime.....	»	»
100	Russie, 4 1/2 Baring, j. juill.	97 »	95 7/8	5000	— Incendie.	255 % b.	255 % b.
100	Autriche—lots de 1834... 405 »	400 »	»	7500	— Vie.....	»	»
100	Piém. 5 % 1849, j. juill. 1850	85 20	84 »	5000	Union incendie.....	»	»
100	— 5 % 1850, j. juill. 1850	85 45	85 »	5000	France incendie.....	»	»
1000	— Obl. 1834, j. juill. 1850	985 »	960 »	2500	Providence incendie.. . .	»	»
1000	— Obl. 1848, j. oct. 1850	920 »	912 50	5000	Urbaine incendie.....	»	»
100	Holland. 2 1/2 j. 22 juill. 1850	58 3/4	58 1/4	1000	Phénix incendie.....	»	»

25 fév.; 15 pour 100 le 25 mars ; 10 pour 100 le 25 avril ; 10 pour 100 le 25 mai ; 10 pour 100 le 25 juin.

On a opéré sur les actions de Paris à Strasbourg un nouveau versement de 25 fr., ce qui porte la somme versée actuellement par action à 575 fr. On a aussi détaché ce mois-ci un coupon d'intérêt semestriel de 25 fr. sur les actions de capital des Quatre-Canaux, du canal de Bourgogne, des Trois-Canaux et du canal d'Arles à Bouc; un coupon d'intérêt semestriel de 25 fr. sur les obligations de la ville de Paris de 1849 (emprunt de 25 millions); un coupon d'intérêt sur les actions de la Banque de Belgique (émission de 1855), et un autre sur les obligations piémontaises de 1848.

Les chemins de fer n'ont pas varié d'une manière importante.

Un fait commercial des plus importants vient de se produire sur la place de Paris ; nous voulons parler de la baisse de l'agio sur l'or, qui est tombé à 2 ou 3 fr. par 1,000 fr. d'or, et de celle du papier sur Londres, à vue (ou à très-courts jours), qui a fait 25 10 et même, dit-on, 25 07 1/2. Ces deux mouvements résultent de la mesure prise en Hollande, relativement aux espèces d'or. Ce pays, redoutant la baisse que l'abondance des mines de l'Oural, de l'Altaï, et surtout de la Californie, amènera dans le prix de l'or, comparativement aux autres valeurs, a déclaré qu'à partir du 23 juin 1850, les pièces d'or de 5 et 10 florins ne seraient plus acceptées comme moyen légal de paiement, mais resteraient en circulation comme monnaie de commerce, c'est-à-dire que ces pièces seraient reçues en paiement d'après le cours arrêté mutuellement par les parties intéressées. En d'autres termes, la Hollande a cessé, comme le font encore la France et d'autres pays, de fixer un rapport légal entre la valeur de l'or et celle de l'argent. Pour, en outre, chasser l'or des transactions habituelles et y substituer, en tant que possible, l'argent et les auxiliaires en papier, le gouvernement a offert de changer, soit par ses payeurs généraux, soit par la Banque des Pays-Bas, à Amsterdam, les pièces d'or au taux marqué sur la pièce, contre des billets de papier-monnaie, créés conformément à la loi du 17 septembre 1849. Ces billets, devant être plus tard remboursés en espèces, et servant en attendant à remplir le vide créé par le retrait des pièces d'or. La Banque des Pays-Bas a, depuis cette époque, fait vendre sur les marchés étrangers, et particulièrement à Londres et à Paris, l'or retiré de la circulation, et de là la grande baisse que nous venons de signaler. De plus, l'or étant en Angleterre la monnaie légale (legal tender), on conçoit que le papier sur Londres ait dû baisser à Paris.

La Belgique a cru devoir, pour parer à la baisse de l'or, abaisser purement et simplement le rapport légal de l'argent à l'or, qui, étant autrefois comme en France de 1 à 15 1/2 p. 100, est maintenant de 1 à 15 83. Mais cette mesure n'est que transitoire, tandis que celle adoptée par la Hollande est d'une tout autre portée, et, bonne ou mauvaise (la première acception lui conviendrait mieux suivant nous), elle a un caractère définitif qui lui donne plus d'importance.

En France on n'a encore rien statué à cet égard, et on semble même ne pas se préoccuper de cette question, qui est cependant du plus haut intérêt. ALPH. C.

SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE DE FRANCE ET DE SES SUCCURSALES. — Les variations de ce mois ne sont pas, comme l'on voit, bien importantes. L'augmentation du portefeuille qui a eu lieu tant à Paris que dans la province, résulte probablement de quelques opérations commerciales ou agricoles qui ont lieu annuellement à cette époque; en outre, on approche de la fin de l'année, et il se peut que l'on se prépare dès à présent pour faire face aux échéances, et que l'accroissement des effets à la Banque durant ce mois en soit un premier résultat. Quant au numéraire, il a subi à Paris et dans les succursales deux effets contraires; l'un, d'augmentation dans la caisse centrale, et l'autre de diminution dans les départements; l'abondance des es-

SITUAT. DE LA BANQUE.

	AU 10 OCT.	AU 17 OCT.	AU 24 OCT.	AU 31 OCT.	AU 7 NOV.
ACTIF.					
Argent monnayé et lingots.....	332,228,548 94	333,136,108 24	339,211,231 46	341,748,504 04	342,197,268 75
Numéraire dans les succursales....	109,292,895 "	107,218,156 "	105,269,641 "	102,338,372 "	101,084,442 "
Effets échus hier à recouvrer ce jour	90,661 76	232,363 07	207,480 13	289,366 14	190,191 13
Portefeuille de Paris	49,705,925 50	48,487,696 01	49,801,904 34	60,431,951 88	50,102,952 16
Portefeuille des succursales.....	79,135,001 "	80,320,395 "	81,550,619 "	84,732,868 "	84,947,609 "
Avances sur lingots et monnaies....	4,608,300 "	5,036,000 "	5,197,900 "	5,069,700 "	4,748,700 "
Idem dans les succursales.....	1,485,142 "	1,544,542 "	1,517,463 "	1,193,133 "	963,249 "
Avances sur effets publics français.	15,150,436 10	14,714,936 10	13,908,586 10	13,958,786 10	12,098,996 10
Idem dans les succursales.....	2,313,934 "	2,205,534 "	2,099,424 "	2,208,584 "	2,220,784 "
Avances à l'Etat sur bons du Trésor	50,000,000 "	50,000,000 "	50,000,000 "	50,000,000 "	50,000,000 "
Idem sur l'emprunt de 75 millions.	50,000,000 "	50,000,000 "	50,000,000 "	50,000,000 "	50,000,000 "
Rentes de la réserve.....	10,000,000 "	10,000,000 "	10,000,000 "	10,000,000 "	10,000,000 "
Rentes, fonds disponibles.....	42,334,738 13	42,227,238 13	42,227,238 13	42,227,238 13	42,227,238 13
Plac. des nouv. succ. en effets publ.	12,952,725 74	12,952,725 74	12,952,725 74	12,952,725 74	12,952,725 74
Hôtel et mobilier de la Banque.....	4,000,000 "	4,000,000 "	4,000,000 "	4,000,000 "	4,000,000 "
Immeubles des succursales.....	3,514,712 "	3,514,574 "	3,514,574 "	3,514,574 "	3,522,574 "
Intérêts dans les compt. nation. d'esc.	430,000 "	430,000 "	430,000 "	430,000 "	430,000 "
Int. des n. succ. d. les comp. nat.	230,000 "	230,000 "	230,000 "	230,000 "	230,000 "
Effets en souffrance.....	828,688 89	731,382 54	619,168 "	631,053 95	607,666 30
Dépenses d'administr. de la Banque.	276,392 32	276,173 17	276,173 17	333,176 28	392,114 70
Idem des succursales.....	308,856 "	315,095 "	321,809 "	328,951 "	397,278 "
Divers.	233,791 32	633,231 62	236,779 82	681,737 50	236,371 17
PASSIF.					
Capital de la Banque et des succ....	91,250,000 5	91,250,000 "	91,250,000 "	91,250,000 "	91,250,000 "
Capital des ex-banques département.	23,350,000 "	23,350,000 "	23,350,000 "	23,350,000 "	23,350,000 "
Réserve de la Banque.....	10,000,000 "	10,000,000 "	10,000,000 "	10,000,000 "	10,000,000 "
Idem des ex-banques département.	2,980,750 14	2,980,750 14	2,980,750 14	2,980,750 14	2,980,750 14
Réserve immobilière de la Banque..	4,000,000 "	4,000,000 "	4,000,000 "	4,000,000 "	4,000,000 "
Billets au port. en circ. de la Banq..	420,607,000 "	421,799,400 "	422,472,100 "	435,964,300 "	419,278,200 "
Idem des succursales.....	76,722,925 "	77,966,600 "	77,978,400 "	79,582,275 "	82,197,275 "
Billets à ordre.....	7,687,218 44	7,226,163 31	7,319,002 58	7,864,904 73	7,587,388 07
Compte courant du Trésor créd..	51,285,060 49	49,624,029 26	50,416,746 32	50,101,785 19	48,261,507 38
Comptes courants.....	69,640,480 16	68,024,448 27	70,176,357 03	68,891,578 19	69,644,532 65
Idem dans les succursales.....	23,771,719 "	24,056,489 "	25,431,120 "	24,876,724 "	25,225,129 "
Récépissés payables à vue.....	4,349,500 "	4,262,000 "	4,755,500 "	4,512,500 "	4,401,000 "
Idem payables à vue dans les succ.	1,365,227 "	1,289,917 "	1,408,021 "	1,273,738 "	1,270,345 "
Dividendes à payer.....	432,936 25	403,727 25	386,755 25	371,010 25	353,556 25
Liquidation du comptoir d'Alger...	8,730 "	8,730 "	8,730 "	8,730 "	8,730 "
Escomptes et intérêts divers.....	2,176,264 54	2,726,030 62	2,758,802 42	2,823,251 42	2,873,498 46
Dépenses précomptées.....	258,607 90	258,607 90	258,607 90	258,552 90	258,552 90
Esc. et int. divers dans les succ....	1,261,915 "	1,339,422 "	1,413,200 "	1,490,454 "	1,582,180 "
Réescompte du dernier semestre...	114,831 83	114,831 83	114,831 83	114,831 83	114,831 83
Idem dans les succ.....	244,973 "	244,973 "	244,973 "	244,973 "	244,973 "
Divers.	732,609 95	400,030 74	998,819 42	460,363 11	1,787,710 50
TOTAL ÉGAL DE L'ACT. ET DU PASS.	768,890,748 70	767,976,150 62	773,372,716 89	787,070,721 76	773,320,160 18
¹ Dont provenant des succursales	17,104,279 68	17,104,275 68	"	19,340,588 83	16,871,032 47

COMPARAISON DE LA SITUATION DE LA BANQUE DE FRANCE DU 7 NOVEMBRE 1850 AVEC CELLE DU 3 OCTOBRE 1850.	PARIS.		SUCCURSALES.	
	Augm.	Dimin.	Augm.	Dimin.
Numéraire.....	6,292,000	"	"	9,869,000
Portefeuille.....	2,661,000	"	4,603,000	"
Avances sur lingots et monnaies.....	222,000	"	"	188,000
Avances sur effets publics français.....	"	3,593,000	"	103,000
Circulation en billets au porteur.....	2,691,000	"	6,800,000	"
Id. en billets à ordre.....	93,000	"	"	"
Comptes courants des particuliers.....	"	1,156,000	"	1,126,000
Compte courant du Trésor.....	"	8,456,000	"	"

SITUATION RÉSUMÉE.

	7 novembre.	3 octobre.		
Passif exigible à vue.....	682,865,000	684,570,000	dim.	1,705,000
Actif réalisable immédiatement.....	448,994,000	452,535,000	dim.	3,541,000
Excédant du passif sur l'actif.....	233,871,000	232,035,000	dim.	1,836,000

pièces d'or à Paris ne semble pas avoir affecté sensiblement le compte des avances sur lingots et monnaies dans cette capitale ; l'augmentation n'atteint pas 225,000 fr. Il est vrai qu'en juillet dernier, mois qui a suivi l'opération de la démonétisation des pièces hollandaises, il avait augmenté de 5 millions et demi ; quant aux succursales, comme on sait que le commerce de l'or se concentre dans quelques places de commerce les plus importantes de l'Europe, on ne s'étonnera pas qu'il n'y ait pas de variations remarquables.

La circulation en billets au porteur a augmenté surtout dans les succursales, ce qui indique un peu d'amélioration dans les affaires ; au reste, si on réfléchit que, d'une part, c'est le comptoir central de Paris qui règle avec le Trésor pour les dépôts ou retraits de partie de son compte-courant, que ce mois-ci le Trésor a retiré 8 millions et demi, que la circulation en billets de Paris n'a augmenté que de 2 millions et demi, tandis que le numéraire a augmenté dans les caisses du comptoir central de 6 millions un quart, et que d'autre part 10 millions de numéraire sont sortis des caisses des succursales, et que la circulation s'est accrue de 7 millions ; on en conclura que le besoin d'instruments d'échange a été beaucoup plus vif ce mois-ci dans la province qu'à Paris, et que par conséquent le commerce va mieux dans la province que dans la capitale.

Les avances sur rentes ont diminué de plus de 5 millions et demi ; cela est en rapport avec les escomptes qui ont eu lieu pendant quelques jours à la Bourse, et résulte du besoin de titres qui s'est fait sentir sur le marché pendant presque tout le mois.

ALPH. COURTOIS.

PRÉCIS DE LA NOUVELLE LÉGISLATION COMMERCIALE ET MARITIME DES PAYS-BAS¹. — La nouvelle législation commerciale et maritime des Pays-Bas, dont le gouvernement néerlandais s'était déjà occupé en 1848, et qui, terminée plus tard sous l'influence que la suppression de l'acte de navigation de la Grande-Bretagne devait indubitablement exercer sur nos relations commerciales avec les autres nations, vient d'être adoptée par les deux Chambres des Etats-Généraux, se compose d'une série de dispositions formant la teneur *légale* et le règlement des MESURES GÉNÉRALES, sur lesquelles repose toute cette nouvelle législation déjà sanctionnée par le roi, et dont l'époque de la mise en vigueur sera déterminée plus tard par une ordonnance royale.

Ces mesures générales, qui seront expliquées plus loin, *chacune séparément*, d'après les dispositions légales qui y ont rapport, sont :

1° *La renonciation complète et SANS CONDITION aux droits différentiels en faveur du pavillon néerlandais, par l'abolition des dispositions qui protégeaient ce pavillon au détriment de celui des nations étrangères ;*

2° *L'égalité CONDITIONNELLE des pavillons naviguant dans les Indes néerlandaises ou vers ces contrées ;*

3° *La détermination des dispositions légales concernant LE COMMERCE ET LA NAVIGATION DANS LES COLONIES et les possessions du royaume dans les autres parties du monde ;*

4° *Le retrait de la défense de délivrer des lettres de mer aux navires construits à l'étranger, par la nationalisation de ces mêmes navires, moyennant un droit d'enregistrement de 4 pour 100 de la valeur ;*

5° *La modification du taux des droits d'entrée sur les principaux articles employés pour la construction navale ;*

6° *La suppression des droits de navigation sur le Rhin et l'Yssel ;*

¹ Le précis que nous reproduisons est publié par M. Nygh, éditeur à Rotterdam.

7° *L'abolition complète des droits de transit.*

La TENDANCE GÉNÉRALE de ces mesures est uniquement de protéger les intérêts du commerce, en affranchissant autant que possible la navigation des entraves que son développement rencontrait dans plusieurs dispositions de l'ancienne législation.

Le SYSTÈME GÉNÉRAL de la nouvelle législation est celui-ci : Abandon complet et irrévocable du système des droits protecteurs ; adoption immédiate et sans condition du principe de la libre navigation, et, par suite, application générale et sans restriction du principe de l'égalité des pavillons, en faisant participer, au moyen d'une loi générale et non à l'aide de traités de commerce avec les nations étrangères, les pavillons étrangers aux faveurs dont le pavillon national a joui jusqu'ici. — Assimilation des pavillons étrangers au pavillon national, indépendamment du traitement réservé à l'étranger au pavillon néerlandais, SOUS CERTAINES DISPOSITIONS ET CONDITIONS POUR CE QUI CONCERNE LES EXPORTATIONS DES COLONIES NÉERLANDAISES, et sous la réserve de MESURES DE REPRÉSAILLES exceptionnelles qui se borneront dans la plupart des cas à l'élévation des droits de tonnage ou au besoin à celle des droits d'entrée.

Abolition non-seulement des droits différentiels au profit du pavillon national, mais aussi de tels autres droits différentiels qui protégeaient l'importation directe de certains articles des lieux de provenance, c'est-à-dire empêcher la perception des droits sur les marchandises venant des Pays-Bas, à un taux plus élevé que si elles étaient importées d'une autre contrée.

En un mot, rendre autant que possible les ports néerlandais accessibles aux autres nations ; — nouvelle consécration des principes libéraux de la politique commerciale, suivie *tout d'abord* autrefois par la Néerlande, afin d'engager ainsi les autres nations à abandonner le système des droits prohibitifs et protecteurs. — Suppression de toute mesure restrictive et de toute protection accordée au pavillon néerlandais, dans l'espoir que notre navigation soutiendra avec succès la concurrence avec celle des autres nations, et qu'en même temps notre commerce saura se maintenir avantageusement dans la nouvelle lutte ouverte par l'abrogation de l'acte de navigation de la Grande-Bretagne.

DÉFINITION DES MESURES LÉGISLATIVES INDICUÉES CI-DESSUS.

1° *Suppression des droits différentiels au bénéfice du pavillon néerlandais.*

Est SUPPRIMÉE à la sortie la faveur accordée par l'ancienne législation qui exemptait de droits les marchandises transportées par navires *néerlandais* ; en sorte qu'aujourd'hui LA MÊME FRANCHISE de droits est accordée à la sortie aux marchandises transportées, N'IMPORTE PAR QUEL NAVIRE, dans les possessions d'outre-mer du royaume, toutefois avec les mesures de sûreté nécessaires concernant la destination, et à l'exception des articles : *verres cassés ou grésil, oreillons, cendres de foyer, de savonneries et de salines.*

Il est en même temps ACCORDÉ A TOUS LES NAVIRES l'exemption consentie seulement autrefois en faveur des *bâtiments néerlandais* à l'entrée et à la sortie des marchandises apportées par mer et transbordées au premier bureau de douanes sur d'autres bâtiments, pour être exportées par les mêmes passes, soit immédiatement, soit après avoir été emmagasinées un certain temps.

Est SUPPRIMÉE la disposition de l'ancienne législation, d'après laquelle toutes les marchandises, importées ou exportées par mer sous pavillon néerlandais, jouissaient d'une réduction de 10 pour 100 sur le montant des droits d'entrée et de sortie.

Est également **SUPPRIMÉE** la remise de 2 florins par last. (de 30 rasières) sur les droits d'entrée pour le froment, seigle, épeautre, blé sarrasin, orge, drèche et avoine importés par navires *néerlandais*.

Est enfin également **SUPPRIMÉE** l'ancienne disposition législative qui voulait que la diminution ou l'exemption de droits, déterminée par la loi qui a fixé le tarif des douanes en faveur des navires néerlandais, fût accordée à toutes les marchandises importées ou exportées par mer, par des bâtiments munis de **LETTRES DE MER NÉERLANDAISES**.

En harmonie avec ces dispositions, les droits différentiels existant à l'égard de certains articles dans le tarif de 1845 sont **ABOLIS** ; ils ont fait place à de nouvelles dispositions où ne se trouve plus consignée la distinction établie autrefois entre les **NAVIRES NÉERLANDAIS** et **CEUX DES AUTRES NATIONS** pour ce qui concerne l'évaluation des droits. En thèse générale, on est maintenant parti de ce **PRINCIPE** que, dans tous les cas où le *minimum* du droit avait été adopté pour l'importation sous pavillon néerlandais, l'importation *sous toute espèce de pavillon* serait frappée *par la suite* du *maximum* du droit. L'article *thé* qui, d'après le tarif existant, était soumis à trois différentes sortes de droits, en raison du lieu de provenance et de la manière dont l'importation avait lieu, est admis aujourd'hui moyennant un *droit d'entrée uniforme* de 20 florins pour 100 livres.

Enfin, le principe d'égalité a été aussi appliqué au paiement des droits de tonnage.

La **TENDANCE** des nouvelles dispositions prises à cet égard est celle-ci : rendre d'une *application générale* la mesure d'après laquelle le droit de tonnage est calculé pour les navires néerlandais.

Les exemptions particulières et les faveurs accordées par la loi du 26 août 1822 à l'égard du pavillon néerlandais, sont étendues au pavillon étranger, si toutefois elles sont susceptibles d'une pareille extension, et, dans le cas contraire, elles sont retirées au pavillon néerlandais.

Le droit de tonnage est de 45 cents des P. B. par tonneau (1,000 kilogrammes) à la première sortie et d'une somme égale à la première entrée pour chaque année (à partir du 1^{er} janvier au 31 décembre).

Dans tous les documents qu'il a fournis et lors de la discussion qui a eu lieu dans les Etats-Généraux au sujet des nouvelles lois de navigation, le gouvernement néerlandais a constamment donné l'assurance que dans le prochain budget il serait question du droit de tonnage, et que ce droit, s'il n'était pas entièrement supprimé, supporterait du moins une diminution. Une proposition relative au droit de pilotage et au pilotage même sera sous peu également soumise à l'examen de la législature.

2° *L'égalité conditionnelle des pavillons navigant dans les Indes néerlandaises ou vers ces contrées.*

L'assimilation au pavillon national accordée *conditionnellement* repose sur ce que les principes de liberté commerciale et de réciprocité qui prévalent de plus en plus dans les rapports entre les diverses puissances commerçantes de l'Europe, n'ont pas encore atteint, sur le terrain colonial, le même degré de développement.

La législation *existante* contient, à part les autres faveurs accordées au pavillon néerlandais, la disposition suivante : Outre les marchandises exemptées par le tarif même des droits d'entrée, de sortie et de transit, sont encore exempts de ces mêmes droits : *à l'entrée* ? 1° Les produits des possessions d'outre-mer du royaume (à l'exception du sucre raffiné, de la mélasse et du thé) qui sont importés directement des colonies par des navires néerlandais et sans rompre charge, pourvu que leur origine soit constatée et que dans les lieux de provenance de ces produits les droits de sortie arrêtés par le tarif colonial aient été acquittés.

La *nouvelle* législation étend cette exemption jusqu'aux produits de nos possessions d'outre-mer qui seront transportés sous pavillon ÉTRANGER, et ce de la manière suivante : UNE PAREILLE FRANCHISE DE DROITS est accordée à l'arrivée, lorsque l'importation a lieu par les navires des États, *a* qui assimilent le pavillon néerlandais à leur propre pavillon à l'entrée et à la sortie de leurs ports (le cabotage et la pêche sont exceptés de cette faveur) ; *b* qui reçoivent le pavillon néerlandais sur le même pied dans leurs colonies, si ces États en possèdent ; *c* qui ne perçoivent de droits différentiels, au détriment des produits des autres parties du monde venant des ports néerlandais, autres que ceux qui servent à protéger les produits de leurs propres colonies et leur importation directe.

Cette disposition d'une triple espèce, comprise dans l'art. 1^{er} de la nouvelle loi A, a par conséquent pour tendance : 1^o de faire assimiler par les autres nations le pavillon néerlandais à leur pavillon national à l'entrée et à la sortie de leurs ports, excepté pour ce qui concerne le cabotage et la pêche ; 2^o de stipuler que le pavillon néerlandais soit traité par les nations étrangères dans leurs colonies sur le même pied que leur propre pavillon, si toutefois ces nations possèdent des colonies ; et 3^o d'obtenir qu'il ne soit perçu aucun droit différentiel au détriment des produits de nos colonies en particulier et au préjudice des produits des autres parties du monde en général importés des Pays-Bas. Une exception a été faite à cette dernière condition en faveur des produits coloniaux des autres nations et de leur importation directe, et ce, parce qu'une semblable faveur a été maintenue dans notre propre législation.

En outre, on a maintenu, ainsi qu'il sera expliqué plus loin, le droit différentiel établi dans les Indes néerlandaises en faveur de l'*exportation* des produits coloniaux pour les ports de la mère-patrie, et les droits différentiels d'*entrée* dans l'intérêt des produits des colonies néerlandaises. Aucune modification ne peut être apportée à ces dispositions sans l'intervention de la législature. En résumé, le sens des dispositions relatives à la navigation coloniale s'explique de la manière suivante : quatre conditions sont exigées, savoir :

1^o L'admission du pavillon néerlandais sur le même pied que le pavillon national dans la mère-patrie ;

2^o L'admission du pavillon néerlandais sur le même pied d'égalité que le pavillon national dans les colonies ;

3^o L'admission des produits des colonies néerlandaises sur le même pied que les produits similaires des autres provenances ;

4^o L'admission de toutes les marchandises d'outre-mer venant des ports néerlandais sur le même pied d'égalité que si elles étaient importées directement des lieux de provenance.

C'est seulement à la stricte observation de ces conditions que le gouvernement néerlandais accorde aux autres nations une égale liberté.

A la demande faite par les États-Généraux, savoir si l'on continuera, après la mise en vigueur des nouvelles lois de navigation, à *employer des navires néerlandais* pour le transport des produits de nos Indes Orientales qui sont importés de ces contrées pour le compte de l'État par la Société de commerce des Pays-Bas (Handelmaatschappij), le gouvernement a répondu qu'il n'entraîne *nullement* dans ses intentions d'*employer* pour le transport de ces produits d'*autres navires que ceux des Pays-Bas*.

En rapport avec ce qui précède, suivent maintenant :

3^o *Les dispositions législatives concernant le commerce et la navigation dans les colonies et les possessions du royaume dans les autres parties du monde.*

On a défini ci-dessus, au paragraphe n^o 2, l'égalité conditionnelle accordée aux pavillons pour la navigation dans les colonies néerlandaises et vers ces contrées. Comme une conséquence de cette concession et en harmonie avec son principe, il

fallait maintenant introduire dans les lois de navigation quelques dispositions à ce sujet. Elles sont de deux espèces :

On a déterminé, EN PREMIER LIEU, qu'aucune modification ne sera faite au tarif colonial existant des droits d'entrée, de sortie et de transit, si ce n'est par *la loi*; et, EN SECOND LIEU, que seulement dans les cas d'impérieuse nécessité le gouverneur général des Indes néerlandaises sera autorisé à modifier momentanément ce tarif, sous l'obligation toutefois d'en donner immédiatement connaissance aux deux Chambres des Etats-Généraux.

Cette disposition a pour tendance que la législation commerciale dans nos colonies sera désormais réglée par le pouvoir *législatif*, et nullement, comme elle l'a été jusqu'ici, par le pouvoir *exécutif*; en sorte que la question de savoir combien de temps seront encore maintenus les droits protecteurs existants pour l'importation dans les colonies des fabricats et produits néerlandais, et l'importation directe des productions des colonies néerlandaises, ne pourra pas être résolue sans *l'intervention de la législature*.

Maintenant, quant à ce qui concerne les dispositions législatives à l'égard des colonies, il a été arrêté, en parfaite conformité avec le principe de l'égalité *conditionnelle* des pavillons pour la navigation dans les colonies néerlandaises, et vers ces contrées (*voir ci-dessus le paragraphe n° 2*), les points suivants :

A. A l'égard des nations qui 1° assimilent le pavillon néerlandais à leur propre pavillon, à l'entrée et à la sortie de leurs ports (le cabotage et la pêche exceptés); qui 2° reçoivent dans leurs colonies, si elles en possèdent, le pavillon néerlandais sur le même pied que le pavillon national, et qui 3° ne perçoivent aucun droit différentiel au préjudice de l'importation des productions des autres parties du monde venant des ports néerlandais; — le pavillon de ces nations, du moment qu'elles ont satisfait à ces conditions, sera *assimilé* au pavillon national dans les colonies et dans les possessions d'outre-mer des Pays-Bas.

B. *L'exception* est que cette assimilation au pavillon national ne s'étend cependant pas au cabotage dans les Indes Orientales néerlandaises, puisque sont seuls admis au cabotage dans ces parages les navires néerlandais; ceux qui appartiennent aux négociants dans les Indes Orientales néerlandaises et les bâtiments indigènes traités sur le même pied que ces navires.

Le sens et le but de la première partie de la disposition reproduite ci-dessus sous la lettre A sont ceux-ci :

Dans tous les cas où l'exportation sous pavillon néerlandais ou par navires néerlandais (il n'y a plus aujourd'hui de différence entre ces deux expressions) est maintenant tarifée au minimum des droits, cette condition sera désormais la même à l'égard du pavillon étranger assimilé au pavillon national.

Si cette diminution des droits de sortie dépend de la condition de l'importation directe pour les Pays-Bas, le pavillon étranger favorisé devra aussi se soumettre à cette condition.

Pour écarter toute incertitude à cet égard, on peut supposer que dans le tarif colonial des Indes, partout où à côté de chaque article du tarif se trouvent les mots : *pavillon néerlandais*, il faut lire : *pavillon néerlandais ou pavillon qui lui est assimilé*; et, à la place des mots *navires néerlandais*, substituer ceux-ci : *navires néerlandais ou navires qui leur sont assimilés*.

REPRÉSAILLES.

Au sujet des mesures de représailles, la nouvelle législation contient la disposition suivante :

Le roi s'est réservé de prendre de pareilles mesures à l'égard des navires des nations chez lesquelles les navires néerlandais ou les marchandises importées ou ex-

portées par navires néerlandais sont soumis à des droits plus élevés, de quelque nature qu'ils soient, que les navires nationaux ou les produits similaires importés ou exportés par navires nationaux, ou chez lesquelles l'importation de toute marchandise quelconque, faite librement par les navires nationaux, est interdite aux navires néerlandais.

Lorsque ces mesures de représailles seront commandées par les circonstances, et que dans l'intérêt du commerce et de la navigation des Pays-Bas il sera reconnu qu'il est nécessaire d'y avoir recours, elles auront lieu de la manière suivante : soit en interdisant aux navires de ces nations l'importation de certaines marchandises, soit en soumettant ces navires à un droit de tonnage plus élevé, ou les marchandises importées par eux, à des droits d'entrée plus élevés ; dans ce but qu'autant que possible il faudra chercher, par les mesures de rétorsion, à arriver à une complète réciprocité. — Ces mesures de rétorsion sont immédiatement communiquées aux Chambres.

L'esprit de cette disposition est qu'on n'a pas voulu rendre entièrement impossible l'application des mesures de représailles ; mais ces mesures, suivant la déclaration du gouvernement néerlandais, devront constituer des exceptions, des exceptions très-rares. Dans tous les cas, on ne recourra qu'à la dernière extrémité à la complète exclusion des navires d'une nation. — Cette mesure tend seulement à insister pour obtenir une juste réciprocité ou pour faire cesser un dommage réel.

4° Nationalisation des navires construits à l'étranger, moyennant un droit d'enregistrement de 4 pour 100 de la valeur.

La possibilité d'obtenir du gouvernement néerlandais des lettres de mer pour les navires construits à l'étranger, constitue une partie nécessaire et indispensable de la nouvelle législation commerciale et maritime. La restriction à laquelle était soumise, quant à présent, par suite de ce principe, la liberté de la navigation, c'est-à-dire l'interdiction de naviguer sous pavillon néerlandais faite aux navires qui n'ont point été construits dans les Pays-Bas, se trouve dans un rapport intime avec tout l'ancien système des droits différentiels. Le gouvernement avait d'abord fixé, de concert avec une diminution des droits d'entrée sur les matières premières destinées à la construction navale, un droit d'enregistrement de 1 pour 100 sur les navires étrangers ; mais par suite d'un amendement adopté par la législature, ce droit est aujourd'hui de 4 pour 100 de la valeur. Les frais d'expertise sont pour le compte du propriétaire du navire ou des armateurs réunis, si la valeur constatée dépasse au moins *d'un huitième* celle qui a été déclarée ; et la loi contient ensuite cette clause que la disposition qui fixe ce droit au taux de 4 pour 100, sera revue en même temps que le tarif des droits d'entrée et de sortie.

Par suite de cette disposition se trouve annulé l'article de la loi de 1819 concernant la défense de délivrer des lettres de mer aux navires qui n'ont point été construits dans les Pays-Bas ; et ainsi, pour l'obtention des lettres de mer, sont considérés aujourd'hui comme sujets du royaume des Pays-Bas tous les habitants de ce pays qui, au moins pendant un an, ont eu un domicile certain dans le royaume, bien qu'ils soient en même temps sujets d'une puissance étrangère. Les mots : *et ne naviguant point sous pavillon étranger*, ont été en conséquence retranchés de cette disposition.

Ainsi les négociants étrangers ne sont point exclus du droit de devenir agents administrateurs des navires construits hors du royaume des Pays-Bas, et qui, en vertu de la nouvelle législation, ont obtenu des lettres de mer.

Mais le gouvernement croit qu'aucune restriction n'a jamais existé sur ce point ; il ne pense pas non plus que l'application en puisse être fréquente, puisqu'il n'y a pas de raison de s'imaginer qu'un armateur puisse se décider à équiper de préférence au moyen de marins étrangers un navire construit hors du royaume, quand un pareil

fait n'a pas même lieu au sujet d'un bâtiment construit dans les chantiers du royaume.

Quant aux formalités nécessaires sur ce point, elles sont définies de la manière suivante :

Il faut, lors de la demande de la première lettre de mer pour un navire construit ailleurs que dans les Pays-Bas ou dans les colonies néerlandaises, que la cédule de l'armateur, avant que la lettre de mer puisse être accordée, soit revêtue de la preuve que l'enregistrement a eu lieu.

Dans le cas où les employés, chargés de la perception du droit d'enregistrement, n'accepteraient point l'estimation qui aurait été faite de la valeur, la décision en doit être abandonnée à trois experts dont l'un sera choisi par les propriétaires du navire, le second par le gouvernement, et le troisième nommé par tous les deux, ou, en cas de dissidence, par le président du tribunal d'arrondissement.

5^o *Diminution des droits d'entrée sur les principales matières premières employées pour la construction navale.*

Cette mesure se trouve dans un rapport immédiat avec les dispositions précédentes relatives à la nationalisation des navires étrangers. La diminution de ces droits d'entrée a donc été introduite dans la loi par suite du rapport qui existe entre le droit d'entrée, non-seulement pour les fabricats et les matières premières, mais encore pour les produits d'une industrie plus compliquée et les éléments qui la constituent. Pour satisfaire à ce principe, tous les droits qui frappent aujourd'hui les principales matières employées pour la construction navale, sont réduits à 4 pour 100 de la valeur ; mais l'abaissement du tarif n'a pas été étendu au delà de ces matières premières et des articles dont l'impôt serait une charge réelle pour la construction navale.

6^o *Suppression des droits de navigation sur le Rhin et l'Yssel.*

La nouvelle législation prescrit la suppression des droits de navigation déterminés par la Convention conclue le 31 mars 1831 avec les Etats riverains rhénans, et l'abolition des droits de péage sur l'Yssel dans la Gueldre, sous cette réserve que le roi pourra rétablir cette perception à l'égard des bâtiments appartenant aux nations qui traitent le pavillon néerlandais moins favorablement que le pavillon national.

7^o *Abolition des droits de transit.*

En même temps et pour la même raison qu'on a supprimé les droits de navigation, tous les droits de transit sur les rivières des Pays-Bas ont été abolis ; et le gouvernement s'est réservé d'établir, à l'égard du transport du sel, telles mesures qui seront jugées nécessaires pour empêcher la fraude des droits d'accise sur le sel.

Le but des deux mesures définies aux paragraphes n^o 6 et n^o 7 est de prévenir que, par suite des frais pour le transport des marchandises, le commerce de transit ne déserte les parages de la Néerlande pour aller se fixer ailleurs. L'extension qui, dans les pays voisins, a été donnée aux chemins de fer et spécialement les efforts faits par la Belgique pour s'emparer du commerce de transit, imposent au gouvernement néerlandais le devoir de supprimer tous les frais inutiles qui pèsent sur le transport par fleuves et rivières. Des négociations diplomatiques devront être ouvertes au sujet de la suppression des droits de navigation sur la Meuse intérieure, et le gouvernement s'occupe aussi de l'examen de la question relative à la diminution des droits sur les canaux. En général, toutes les formalités et entraves qui existent encore sont supprimées, ou rendues moins gênantes, pourvu toutefois que les intérêts du trésor public n'en aient pas trop à souffrir. — Le gouvernement désire vivement la jonction du chemin de fer rhénan à la ligne ferrée de la Prusse ; il emploiera à cet effet tous les moyens qui sont en son pouvoir, et il se flatte que le moment n'est pas éloigné où cette affaire pourra être décidée.

MESSAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

M. le ministre de l'intérieur a lu, à l'Assemblée législative, dans la séance du 12 novembre, le message dans lequel, aux termes de l'art. 52 de la Constitution, le président doit faire l'exposé général de l'état des affaires:

Les questions politiques sont traitées dans le préambule et le résumé, ainsi que dans les articles relatifs à l'intérieur et aux affaires étrangères. Nous reproduisons ce que ce document contient sous les rubriques finances, agriculture et commerce, justice, guerre et Algérie, marine et colonies, parce que le président y parle de nombreuses questions de l'ordre économique.

INTÉRIEUR.

Les lois importantes que la gravité des événements obligea d'adopter contribuèrent puissamment à rétablir la confiance, parce qu'elles prouvèrent la force de l'Assemblée et du gouvernement, lorsqu'ils sont en parfait accord.

L'administration, de son côté, redoubla de vigueur, et les fonctionnaires qui ne paraissaient ni assez capables, ni assez dévoués pour remplir la mission difficile de concilier sans faiblesse et de réprimer sans esprit de parti, furent révoqués; d'autres, au contraire, élevés en grade ou récompensés:

L'autorité municipale, si salubre lorsque son action s'unit franchement à celle du pouvoir exécutif, s'attira justement, dans beaucoup de communes, des reproches très-graves. Quatre cent vingt et un maires et cent quatre-vingt-trois adjoints ont dû être révoqués; et si tous ceux qui sont demeurés au-dessous de leurs fonctions n'ont pas été atteints, c'est que l'imperfection de la loi s'y est opposée.

Le Conseil d'Etat, pour y remédier, a déjà commencé l'examen d'un projet de loi; mais il est difficile de concilier les franchises municipales avec l'unité d'action, véritable force du pouvoir central.

La garde nationale, auxiliaire utile contre les ennemis du dedans et du dehors, quand elle est bien organisée, n'a agi que trop souvent dans un sens contraire au but de son institution, et nous a obligé de la dissoudre dans cent cinquante-trois villes ou communes, partout enfin où elle présentait le caractère d'un corps armé délibérant.

La justice a dignement secondé le pouvoir. La magistrature a déployé une grande énergie pour faire exécuter les lois et punir ceux qui les violaient.

Pour assurer l'ordre dans les provinces les plus agitées, de grands commandements, comprenant plusieurs divisions militaires, ont été créés, et des pouvoirs plus étendus confiés à des généraux expérimentés. Partout l'armée a donné son concours avec cet admirable dévouement qui lui est propre, partout aussi la gendarmerie a accompli sa mission avec un zèle digne d'éloges. (Rires à gauche. — A droite: Très-bien! très-bien! — Nouveaux rires. — Longue agitation).

On a beaucoup calmé l'agitation des campagnes en mettant un frein à la détestable propagande qu'exerçaient les instituteurs primaires. De nombreuses épurations ont été faites, les maîtres d'école ne sont plus aujourd'hui des instruments de désordre.

Quoique préoccupé sans cesse d'une répression urgente, le gouvernement a adopté tout ce qui lui semblait propre à améliorer la situation du pays. Ainsi, malgré la difficulté des circonstances, l'impôt foncier a pu être réduit de 27 millions. Un projet d'organisation de crédit foncier, dont l'application sera encore facilitée par la réforme hypothécaire, vous a été soumis.

Les lois relatives aux Caisses de retraites et de secours mutuels que vous avez votées exerceront la plus salubre influence sur le sort des classes ouvrières. L'organisation des sociétés de patronage, l'auxiliaire le plus utile de l'administration dans le double intérêt de la morale et de la sûreté publique ; les hospices, les établissements de charité, ont été l'objet d'une sollicitude particulière. La meilleure destination possible a été donnée aux fonds de secours.

Un projet s'élabore depuis quelques années ; en vue de procurer aux communes tout le fruit qu'elles pourraient retirer de leurs terrains vagues.

La vicinalité, source de prospérité pour les campagnes, reçoit de constantes améliorations, qui tendent à compléter l'ensemble des communications rurales.

Le dernier Message exprimait le désir de voir supprimer la prestation en nature ; l'Assemblée nationale a été saisie de propositions relatives à cet objet. Les Conseils généraux, consultés, se décident, la plupart, pour le maintien de la prestation en nature plutôt que pour sa suppression. Mais, *maintenir la proportionnalité de l'impôt, sans amoindrir les ressources nécessaires*, est un problème difficile à résoudre.

La situation financière des communes s'améliore ; mais le gouvernement modère leur penchant excessif à voter des dépenses locales.

Les nouvelles lignes télégraphiques, votées par la loi du 10 février dernier, sont en voie d'exécution. Elles fonctionnent de Paris à Tours, à Rouen, à Valenciennes ; mais il est nécessaire d'étendre ce réseau. La loi sur la télégraphie privée, soumise en ce moment à l'Assemblée, réclame une prompt solution.....

L'interdiction du travail dans les prisons avait aggravé le sort des détenus. Le décret du 8 janvier 1849 n'a pas remédié au mal. Un projet de loi, qui sauvegarde les intérêts de la société et ceux des détenus, est soumis au Conseil d'État. Dès qu'il sera adopté, le gouvernement utilisera, autant que possible, cette classe nombreuse dans les travaux agricoles.

Le bien-être et la moralisation des jeunes détenus, le système pénitentiaire cellulaire, l'amélioration du régime des maisons centrales, continuent d'être étudiés avec un soin sérieux, et bientôt le gouvernement demandera à l'Assemblée le moyen de créer des colonies agricoles modèles pour les jeunes détenus, ainsi que le prescrit la loi du 5 août dernier.....

FINANCES.

L'ensemble de cette politique a notamment amélioré notre situation financière.

Le compte de 1848 vous a été soumis, et vous a fait connaître le solde définitif de cet exercice.

On a pu croire un instant que le budget de 1849, en raison de certaines circonstances imprévues au moment où il fut voté, imposerait au Trésor une charge d'environ 500 millions. Grâce aux progrès des revenus et aux économies introduites dans divers services, ce découvert, on peut aujourd'hui l'affirmer, sera réduit de près de 100 millions.

Tout nous fait espérer que le déficit prévu pour le budget de 1850 sera

sensiblement atténué, et que l'équilibre annoncé pour 1851 sera réalisé : la marche ascendante des revenus indirects se soutient ; les neuf premiers mois de 1850, comparés aux mois correspondants de l'année dernière, donnent un avantage de plus de 28 millions. Les contributions indirectes dont les tarifs n'ont pas été modifiés, et qui figurent pour plus de 16 millions dans cet accroissement, attestent la reprise des affaires et l'amélioration du sort des classes laborieuses.

La paix et l'ordre intérieur ont porté d'autres fruits :

Les fonds déposés aux Caisses d'épargne, depuis le 1^{er} janvier 1849, excèdent les remboursements de 69 millions.

Le chiffre du portefeuille de la Banque, qui était tombé successivement au-dessous de 100 millions, s'est élevé, et, le 7 de ce mois, il dépassait 135 millions de francs. En supprimant le cours forcé des billets, vous avez eu raison de compter sur le rétablissement de la confiance, les faits ont pleinement justifié cette grave mesure ; le retour aux statuts primitifs n'a réduit ni l'étendue ni l'importance de la circulation.

Si le produit des douanes a éprouvé quelque diminution, la différence provient de causes accidentelles que vous connaissez et qui sont afférentes au sel et aux sucres coloniaux ; mais considéré dans son ensemble, notre commerce international, après une forte dépression en 1848, s'est relevé en 1849 par un mouvement rapide qui continue à progresser. Abstraction faite de l'introduction des céréales qui eut lieu en 1847, nous sommes en avance sur cette année elle-même, tant pour la valeur des marchandises importées et exportées, que pour le nombre et le tonnage des navires.

Le recouvrement des contributions directes s'opère avec une exactitude remarquable ; le 30 septembre dernier, un tiers de douzième seulement était en retard : c'est beaucoup moins que dans les époques les plus prospères.

Ces heureux changements dans l'ensemble des faits financiers nous auront permis, de 1849 à 1851, c'est-à-dire dans l'espace de trois années, malgré la réduction de plusieurs taxes importantes, de doter le pays de près de 260 millions de travaux publics, de soulager les dernières classes de patentables, de faire remise de 27 millions à l'agriculture, de solder ponctuellement toutes les dépenses des budgets en déficit, et d'arriver enfin, c'est notre vif désir et notre ferme espoir, à établir la balance entre les charges et les ressources annuelles de l'Etat. Ces résultats auront été obtenus sans exiger un recours extraordinaire au crédit et sans imposer au Trésor des avances exagérées.

Le pays, n'en doutons pas, messieurs, a le sentiment de cette situation améliorée. Chacun a pu reconnaître que les finances de l'Etat, qui, l'année dernière, figuraient au premier rang dans les préoccupations de l'opinion publique, sont bien loin aujourd'hui d'inspirer les mêmes appréhensions ; je constate avec satisfaction ce progrès ; il est la récompense du bon esprit des populations et des efforts communs du gouvernement et de l'Assemblée, il sera un encouragement pour tous.

Après être sorti du système fâcheux des douzièmes provisoires, le gouvernement a tenu à honneur de rentrer complètement dans la règle. Le budget de 1851 a été voté en temps utile, et celui de 1852 vous sera présenté dès le commencement de l'année prochaine.

Un perfectionnement, longtemps demandé, vient d'être réalisé dans la comptabilité publique : la durée des exercices a été, par un décret récent, abrégée

de deux mois. Favorable à la fois au Trésor et à ses créanciers, cette mesure accélérera la liquidation et le paiement des dettes de l'Etat, et rendra plus faciles la formation et le jugement des comptes.

Pour entrer dans les vues de l'Assemblée, l'administration a entrepris et presque terminé la réorganisation de tous les arrondissements de perception. Ce grand travail qui entraînera la suppression successive, par voie d'extinction, de 1,500 emplois, aura pour résultat une économie considérable.

Trois projets de loi sur des objets dignes de vos méditations ne tarderont pas à vous être soumis. L'un, conçu dans l'intérêt de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, a pour but d'affranchir l'administration des canaux, au moyen du rachat des actions de jouissance, des entraves qui résultent des cahiers des charges. L'autre règle la matière générale des pensions. Le troisième demande à l'Assemblée les voies et moyens nécessaires pour opérer, en vue d'une meilleure répartition de l'impôt foncier, une nouvelle évaluation des revenus territoriaux. Nous vous proposerons une combinaison qui, en maintenant le produit actuel de l'impôt, soulagera successivement les départements surchargés, sans aggravation pour les autres.

TRAVAUX PUBLICS.

La réduction des crédits a forcé d'ajourner beaucoup de travaux nécessaires, et de ralentir même l'exécution des plus urgents. Néanmoins d'importantes sections de chemins de fer ont été, depuis un an, livrées à la circulation.

Le deuxième semestre de 1849 a vu s'ouvrir les sections de : — Paris à Châlons-sur-Marne ; — Paris à Tonnerre ; — Dijon à Châlon-sur-Saône ; — Saumur à Angers ; — Versailles à Chartres ; — Noyon à Chauny ; — Saint-Pierre à Calais. — Total 574 kilomètres.

Pendant l'année 1850, se sont ouvertes les sections de : — Châlons-sur-Marne à Vitry ; — Metz à Nancy ; — Néronde à Nevers ; — Chauny à Saint-Quentin. Total : 152 kilomètres.

L'année 1851 verra s'ouvrir les sections de : — Vitry à Bar-le-Duc ; Metz à Saint-Avold ; — Strasbourg à Saxebourg ; — Tonnerre à Dijon ; — Tarascon à Beaucaire ; — Tours à Poitiers ; — Angers à Nantes : — et nous l'espérons, Chartres à la Loupe. Total : 515 kilomètres.

L'industrie métallurgique est une de celles dont les travaux reprennent le plus lentement. En 1849, les usines à fer ont fabriqué 425,000 tonnes de fonte, valant environ 59 millions, et 275,000 tonnes de gros fer, d'une valeur de 1 millions environ. Aujourd'hui l'activité des établissements métallurgiques semble se ranimer.

On continue avec le soin le plus persévérant les études qui ont pour but de mettre à la disposition de l'agriculture les moyens, si précieux pour elle, d'arroser et de dessécher les terres.

La liberté du roulage, que par un projet de loi récent nous vous avons proposé d'établir, sera aussi, pour l'agriculture comme pour le commerce, un véritable bienfait.

J'appelle principalement l'attention de l'Assemblée sur la concession du chemin de fer de Lyon. De cette concession dépend la reprise des travaux les plus importants, car elle permettrait de répartir entre les autres chemins de fer et les autres travaux publics de toute sorte, les sommes dont elle dégrèverait le Trésor.

Nos intérêts politiques, commerciaux, industriels exigent l'achèvement, le plus prompt possible, des lignes de Paris à Marseille, de Paris à Strasbourg, de Paris à Bordeaux, de l'Ouest et du Centre.

Or, pour achever ces chemins de fer et nos grands travaux publics en cours d'exécution, le Trésor aura encore, au 1^{er} janvier prochain, 585 millions à dépenser ; savoir :

Pour les chemins de fer..... 450,000,000 fr.
(dont 250 pour le chemin de Paris à Lyon et pour le chemin de Lyon à Avignon).

Pour les canaux, et surtout pour achever le canal de la Marne au Rhin et le canal latéral à la Garonne..... 25,000,000

Pour l'amélioration de la navigation de nos rivières..... 56,000,000

Pour les ports sur le littoral de l'Océan et de la Méditerranée..... 54,000,000

Pour les routes..... 20,000,000

Si tous ces travaux restaient à la charge de l'État, le Trésor aurait donc encore 585 millions à dépenser ; ils ne pourraient être de longtemps terminés ; et, avec une dotation moyenne de 70 millions par année, comme en 1850 et 1851, leur achèvement exigerait encore près de neuf années.

Si le chemin de Lyon est concédé, il en résultera pour le Trésor un dégrèvement d'au moins 260 millions, ce qui réduira ses charges à 325 millions, et à moins de cinq années le temps nécessaire pour terminer ces grands travaux.

Réduire les charges du Trésor de 260 millions, avancer de quatre années l'achèvement de nos routes, de nos canaux, de nos rivières, de nos chemins de fer, ce serait, messieurs, une grande et utile mesure.

« L'Assemblée, je l'espère, sera frappée comme moi de l'immense avantage d'une prompt concession du chemin de fer de Paris à Lyon, pour l'ensemble de tous nos travaux.

AGRICULTURE ET COMMERCE.

Propager les améliorations, porter remède aux souffrances, c'est le devoir de l'administration de l'agriculture et du commerce. La crise qui pèse sur notre agriculture appelait toute sa sollicitude ; l'étendue du mal aurait rendu les ressources dont le gouvernement dispose bien insuffisantes, s'il avait voulu en faire une application générale. Il a paru plus utile d'en localiser l'emploi. Des achats de grains opérés pour les services de la guerre et de la marine, sur les marchés où la dépréciation se faisait le plus sentir, ont soulagé ces détresses locales en rendant aux cours quelque fermeté.

Quoique la récolte des céréales n'ait pas répondu en 1850 à toutes les espérances qu'elle avait fait naître, elle ne laisse aucune crainte pour l'approvisionnement du pays.

La baisse du prix des grains ne pouvait manquer d'amener une dépréciation correspondante sur les marchés aux bestiaux de boucherie.

L'administration de l'agriculture ne négligera aucun des moyens qui peuvent favoriser l'élève du bétail. Aussi les concours d'animaux ont-ils reçu cette année de grands développements. Outre les concours locaux, il a été ouvert des concours régionaux à Nîmes, Aurillac, Saint-Lô et Bordeaux, et un concours général à Versailles, plus spécialement réservés à l'amélioration des

rares. De nombreux cultivateurs, venus à Versailles de tous les points de la France, constataient, il y a peu de jours, l'utilité de cette institution.

La production chevaline, partout en progrès, présente les résultats les plus satisfaisants. L'administration des haras, qui marche avec un ordre et une régularité dignes d'éloges, a bien mérité de l'agriculture et de l'armée. Le nombre de chevaux s'est accru dans le pays, leur valeur s'est relevée.

L'institution des courses a pris elle-même cette année une extension considérable : dans l'ensemble du pays une somme de 800,000 fr. leur a été consacrée. Comme la part de l'Etat ne s'élève qu'à 300,000 fr. dans ce chiffre, on voit que les pouvoirs locaux leur ont prêté un concours puissant.

La pratique des procédés agricoles a fait des progrès, qui par leur importance s'élèvent à la hauteur de véritables révolutions économiques. Dans le courant de la session, le ministère soumettra à l'Assemblée des mesures tendant à développer la pratique des irrigations. Il appellera votre attention sur les procédés de drainage, qui sont en Angleterre l'objet de si larges encouragements.

Une loi concernant la police des engrais industriels vous sera proposée. Les méthodes remarquables de culture, de rouissage et de préparation du lin, qui viennent d'être introduites en Angleterre, en Irlande et en Belgique, ne pouvaient non plus trouver le gouvernement indifférent. Il en a fait une étude approfondie, dont les résultats vous seront soumis dans l'exposé des motifs d'une loi qui vous sera proposée pour affranchir de tout droit d'entrée la graine de lin de semence, de la provenance de Riga.

Les notions positives acquises à la science agricole se répandent pour la jeunesse du pays, par l'intermédiaire des écoles régionales et des fermes-écoles; pour les agriculteurs, par la publication de rapports émanés des hommes les plus compétents.

La situation industrielle du pays s'est généralement améliorée en 1850, même en prenant 1849 comme terme de comparaison. Presque partout, l'activité constatée durant le cours de l'année dernière s'est soutenue; souvent elle s'est développée. Les rapports récents des Chambres de commerce et des manufactures signalent cet état prospère. L'industrie des draps et tissus de laine, celle des toiles et du coton, les cuirs, les poteries, les verreries, les objets de luxe ont trouvé des débouchés faciles et avantageux. L'industrie des soies a partagé la même activité jusqu'ici.

Si l'industrie métallurgique n'a pu se relever encore en ce qui concerne la fabrication des produits destinés aux chemins de fer, la construction des machines a pris une extension en rapport avec le mouvement des affaires.

Quelques faits donnent la mesure exacte du progrès accompli.

Dans le premier semestre de 1847, le gouvernement autorisait la création de quatre-vingt-douze établissements industriels; en 1848 ce nombre tombe à soixante-huit, et même à quarante-cinq l'an dernier. Pour le premier semestre de 1850, il est remonté à quatre-vingt-sept.

Les charges de courtiers et d'agents de change ont repris leur valeur; les ventes sont, cette année, aussi nombreuses qu'en 1847.

Le Conseil d'Etat va examiner le projet de règlement d'administration publique marquant les exceptions que réclame l'exécution de la loi sur la limitation de la durée du travail à douze heures. Ce projet concilie les besoins constatés de l'industrie avec le respect dû à la loi. Fruit de l'expérience des

industriels les plus éminents, il lèvera les difficultés, peu nombreuses d'ailleurs, qu'elle a soulevées.

Deux lois qui intéressent la loyauté des transactions, l'une sur les marques de fabrique et l'autre sur le dévidage métrique, vous seront soumises dans le cours de la session.

La loi des brevets d'invention de 1844 appelle quelques modifications nécessaires pour assurer aux droits des inventeurs une garantie plus efficace : elles vous seront proposées.

L'Assemblée nationale est saisie de trois projets de loi : l'un, présenté le 15 mars 1850, propose de réformer le régime commercial de l'île de la Réunion dans un sens plus libéral et mieux approprié aux nouveaux éléments d'échanges qu'il importe de développer entre notre colonie et les contrées de l'Asie Orientale.

Le second projet de loi, préparé par les départements du commerce et de la guerre, et soumis le 1^{er} mai à l'Assemblée, a pour objet de régler, sur des bases plus libérales, le régime commercial et économique de l'Algérie. Il doit, dans la pensée du gouvernement, imprimer aux progrès de la colonisation une impulsion décisive.

Enfin, le troisième projet de loi, qui vous a été apporté le 12 juillet, concerne le tarif des sucres. Sans méconnaître les difficultés d'une solution définitive, le gouvernement a pensé qu'en dégrevant, dans une forte proportion, l'impôt qui pèse sur le consommateur, et en remplaçant par une taxe suffisamment protectrice le droit prohibitif qui repousse encore le sucre étranger, il concilierait avec équité l'intérêt populaire, qui réclame le sucre à bas prix, avec les intérêts de la production indigène ou coloniale, ceux de la marine marchande et ceux du Trésor.

La solution définitive de ces trois questions appartient complètement aujourd'hui au vote de l'Assemblée.

D'autres améliorations sont prêtes : le département du commerce, après s'être éclairé des lumières d'une Commission spéciale, a préparé un projet de loi sur l'allocation des primes destinées à l'encouragement des grandes pêches. La loi actuelle expire au 31 décembre 1851.

A l'intérieur, par l'ouverture de nouveaux bureaux de douane, par la création de nouveaux entrepôts, par la simplification des formalités de transit, par l'application opportune du régime de l'admission temporaire, l'administration s'est efforcée d'ajouter de nouvelles facilités aux échanges de la France avec l'étranger.

Le département du commerce a pris toutes les mesures nécessaires pour que les produits de l'industrie française figurassent avec honneur à l'exposition universelle qui doit avoir lieu à Londres en 1851.

Dans l'intérêt de notre marine marchande, une enquête, analogue à celle de 1824, sera ouverte prochainement, et permettra de constater tous les besoins. Les armateurs la réclament et le gouvernement la désire. Elle ne demeurera pas stérile.

Parmi les institutions de prévoyance qu'il est dans la volonté du gouvernement de développer, les Sociétés de secours mutuels et la Caisse des retraites fondée par l'Etat se placent au premier rang.

Une enquête, qui se poursuit avec activité, rendra compte du nombre de Sociétés de secours mutuels déjà existantes en France et des services qu'elles

rendent. Elle amènera la formation d'une table exacte des chances de maladie correspondantes à chaque âge.

En attendant, rien n'est négligé pour provoquer la création de ces institutions sur des bases en rapport avec la pensée du législateur, et le gouvernement peut se féliciter du concours que lui ont prêté dans cette circonstance tous les chefs d'industrie, et en particulier ceux de Lyon et de Mulhausen, qui ont donné le plus noble exemple.

Les mesures quaranténaires fournissent au gouvernement les moyens de garantir la santé publique des dangers du dehors. Mais leur exagération entraîne des entraves pour la liberté de nos relations internationales. Les principes restrictifs sur la matière, admis par les puissances étrangères, causent de grands dommages au commerce français, sans réciprocité possible de notre part, nos règlements étant généralement dictés par un esprit libéral. Un accord entre les grandes puissances qui ont des ports sur la Méditerranée ferait cesser les entraves et les pertes de temps et d'argent qui en résultent. Tous nos efforts tendent à l'obtenir.

JUSTICE.

L'Assemblée nationale est encore saisie de trois projets de lois essentielles :

Sur l'organisation judiciaire ;

Sur l'assistance judiciaire ;

Sur les hypothèques.

La première remplit une des obligations imposées par la Constitution. Les deux autres réalisent des promesses contenues dans le Message du 6 juin 1849.

Mais la loi sur les hypothèques ne suffirait pas à l'établissement du crédit foncier ; elle donne de la solidité au gage territorial, mais elle accélère fort peu la liquidation et ne fait pas cesser les plaintes unanimes qui accusent de lenteur le règlement des créances hypothécaires.

L'administration de la justice, pour compléter son œuvre, a préparé un nouveau projet de loi sur la distribution, par voie d'*ordre*, du prix des immeubles, et conciliant, autant qu'elle a pu le faire, la promptitude avec la sécurité.

L'attention de l'Assemblée nationale sera appelée, en même temps, sur des projets de loi relatifs à la réhabilitation de condamnés, soit à la répression de crimes et délits commis à l'étranger par des Français, soit à quelques autres parties importantes de notre législation pénale.

Six mille condamnés, renfermés dans nos bagnes de Toulon, de Brest et de Rochefort, grèvent notre budget d'une charge énorme, se dépravent de plus en plus et menacent incessamment la société. Il a semblé possible de rendre la peine des travaux forcés plus efficace, plus moralisatrice, moins dispendieuse, et en même temps plus humaine, en l'utilisant aux progrès de la colonisation française. Un projet de loi vous sera présenté sur cette question.

On proposera, en même temps, de rendre plus utile et plus réelle la surveillance à laquelle sont assujettis les malfaiteurs que la justice a frappés d'une peine afflictive et infamante.

Le nombre des délits et des crimes commis, chaque année, atteste combien est indispensable l'amélioration de notre législation répressive. Or, ces modifications, qui préparent la réforme pénitentiaire, la rendront moins dispendieuse, et diminueront la fréquence des récidives. Elles contribueront

ainsi à l'œuvre de justice et de moralisation que la magistrature continue avec un dévouement si impartial et une si vigilante fermeté.

GUERRE. — ALGÉRIE.

L'effectif de l'armée de terre, qui, au mois de juin 1849, s'élevait à 451,000 hommes et 93,754 chevaux, n'est plus aujourd'hui que de 396,000 hommes et 87,400 chevaux, et bientôt il entrera complètement dans les limites budgétaires, où il sera maintenu, si les circonstances politiques nous le permettent. Son organisation ne sera définitive qu'après l'adoption des projets de loi des cadres soumis le 19 juin dernier. Divers essais ne sont pas moins tentés ou à l'étude pour augmenter le bien-être du soldat, diminuer les non-valeurs dans les corps et modifier le contrôle administratif.

J'appelle de nouveau vos méditations sur les projets de loi qui vous sont présentés et qui peuvent améliorer la position des officiers, sous-officiers et soldats.

L'Algérie avait beaucoup souffert des événements politiques de 1848. La diminution notable qu'a éprouvée l'effectif de nos troupes n'a pas empêché notre brave armée de faire face à tous les dangers. Zaatcha, pris après des prodiges de valeur, Bouçada soumis, consolident notre domination et permettent de poursuivre l'œuvre de pacification.

Dans la province de Constantine une colonne parcourt, aux mois de mai et de juin, le pays conquis entre Sétif et Bougie; les Beni-Immel sont culbutés par le brave et infortuné général de Barral, et, quelques jours après, les Beni-Merail. Dans le sud, l'Aurès a été visité plusieurs fois par nos troupes; la soumission des Nememcha assure à nos marchés un approvisionnement important, et la nouvelle organisation de ces contrées nous ouvre une voie dans l'intérieur de l'Afrique.

La tranquillité de la province d'Alger permet la continuation des travaux commencés; les populations ont beaucoup souffert de la disette; l'autorité militaire est venue à leur secours par tous les moyens possibles.

La tranquillité a été maintenue dans la province d'Oran; partout, grâce à l'intelligence des officiers de nos bureaux arabes, les indigènes apprécient chaque jour davantage la justice de notre administration.

L'œuvre de la colonisation se continue; les 42 colonies agricoles, distribuées dans nos trois provinces, pourront former, avec le temps, de beaux établissements. Une population européenne de 115,000 habitants, répandus dans 135 villes ou villages, 11,000 colons concessionnaires ayant élevé des constructions dont la valeur actuelle est de 14 millions, attestent un progrès qui, je l'espère, ne se ralentira pas.

Nos voies de communication comprennent une étendue de 5,530 kilomètres.

Nos lignes télégraphiques se composent de 64 postes, et seront complétées par 30 autres postes projetés.

L'insalubrité disparaît chaque jour; près de 8,000 hectares de marais ont été desséchés. En même temps, la fécondité s'est accrue par le creusement de 250,000 mètres de canaux d'irrigation et de 75,000 rigoles; 116,000 mètres d'aqueducs ou de conduits amènent les eaux dans nos villes. Enfin, près de 900 édifices de toute nature ont été élevés jusqu'à ce jour.

Les importants travaux du port d'Alger se continuent avec activité.

L'administration est arrivée à la connaissance d'une quantité considérable de gisements minéralogiques qui contribueront prochainement à la richesse de l'Algérie et de la métropole.

La culture du tabac, du mûrier, du nopal à cochenilles, du coton, de la garance, prend de grands développements ; le commerce des laines s'élève déjà à 56 millions ; celui des peaux à 24 millions.

Enfin, d'immenses travaux de défense, des casernes pour 40,000 hommes, des hôpitaux pour 5,000 malades, garantissent la sûreté de notre conquête et le bien-être de notre armée, aux fatigues incessantes de laquelle revient la plus grande part dans tous les travaux dont nous venons de parler. L'Etat ne négligera rien pour arriver à la prospérité de la colonie.

MARINE. — COLONIES.

La marine a été maintenue sur un pied respectable, malgré les réductions commandées par le budget. Les étrangers ont rendu hommage à la belle organisation de notre flotte réunie à Cherbourg. Cependant notre force maritime ne se compose que de 125 bâtiments, au lieu de 235 que nous avions en activité en 1848. Elle emploie 22,561 hommes, au lieu de 29,331 portés sur les cadres de la même année. L'effectif actuel ne suffit qu'imparfaitement à la protection des intérêts français engagés sur tous les points du globe. L'esprit de nos marins est excellent, leur dévouement à toute épreuve. Les ouvriers de nos arsenaux, éclairés par l'expérience, ont repris leurs travaux avec activité, et nous en pouvons signaler d'importants :

A Cherbourg, la digue, le nouvel arsenal, le fort des Flamands, le creusement de l'arrière-bassin ; à Toulon, le curage de la rade, dont la cinquième partie est déjà terminée ; à Oléron, l'élévation du fort Bayard pour protéger la rade de l'île d'Aix ; à Port-Vendres, tout ce qui est nécessaire pour offrir un sûr refuge à la flotte ; à Marseille, le nouveau bassin.

En attendant les résultats de l'enquête, l'administration a dû différer toute réforme radicale dans les diverses branches de l'administration si complexe du département de la marine.

Cependant, par décret du 16 janvier 1850, le Conseil d'amirauté a été constitué de manière à assurer à tous les corps de la marine les garanties données aux officiers de la flotte.

Le régime pénal de la marine a été soumis à une révision approfondie : cet important travail, réclamé depuis longtemps par les marins et les juriconsultes, vous sera soumis dans un temps peu éloigné.

L'ordonnance sur le service à la mer va recevoir incessamment des modifications qui ajouteront les progrès accomplis aux principes immuables de la discipline.

Dans les colonies des Antilles, après des désastres dont le résultat n'a pas été aussi funeste qu'on pouvait le redouter, si l'on considère la gravité de la brusque épreuve de transformation sociale qu'elles ont subie, le calme est rétabli, et le gouvernement est fermement résolu à le maintenir par une administration énergique, qu'il saura concilier avec l'apaisement des divisions de castes.

La décroissance sensible de la production est un fait incontestable, mais qui peut s'expliquer, en partie, par l'effet des saisons et par la situation gênée des propriétaires, sans qu'il faille encore en rien conclure de défavorable à l'ave-

nir du travail libre. Rien n'est négligé pour améliorer la situation morale et matérielle dans nos possessions coloniales. Organisation, politique, justice, administration, banques, colonisation, tout a été soumis à l'examen d'hommes éminents, et deviendra l'objet de plusieurs projets de loi successifs.

Notre colonie de la Réunion, exempte de troubles, n'aurait pas vu décroître sa remarquable prospérité, si deux ouragans successifs n'y avaient porté assez récemment la dévastation.

Sur la côte occidentale d'Afrique, notre commerce se signale par des progrès auxquels prennent une part intéressante nos établissements du Sénégal, de Gorée, et nos comptoirs échelonnés jusqu'à l'équateur.

A Taïti, le maintien de notre protectorat conserve, dans l'Océan, un point d'appui pour nos missions, ainsi que pour notre marine militaire et marchande.

LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE.

Sur la proposition de M. Ciezkowski, député du duché de Posen à la diète de Prusse, la Société d'économie politique a discuté dans sa dernière réunion, présidée par M. Rodet, membre de la Chambre de commerce de Paris, sur l'opportunité d'un Congrès des économistes à Londres, l'année prochaine, à l'occasion de l'exposition universelle.

Après une conversation dans laquelle MM. Ciezkowski, Léon Faucher, Quijano, membre nouvellement admis, Rodet, Wolowski, Guillaumin, et le capitaine Gabriel Lafond ont successivement eu la parole, la Société a pensé qu'elle n'avait, quant à présent, aucune initiative à prendre; mais elle a chargé ceux de ses membres qui sont en correspondance avec nos voisins de s'enquérir des mesures qui seraient décidées chez eux à cet égard.

Une proposition ayant été faite dans le but d'inscrire sur les lettres de convocation la question à l'ordre du jour, ou de décider à la fin de chaque réunion le sujet qui serait mis en discussion dans la réunion suivante, la Société, après avoir entendu les observations de quelques membres, a pensé qu'il était préférable qu'elle se réservât complètement le choix de son ordre du jour au début de chaque séance.

A cette occasion, la conversation a porté sommairement sur quelques sujets qui pourraient être abordés avec fruit par la Société, et qui sont :

La question de savoir si les banques doivent être constituées librement ou en monopole, déjà abordée une première fois, mais plutôt effleurée que positivement traitée;

La question de l'utilité des salles d'asile, que M. Ciezkowski a défendue dans des écrits récents;

La question des tours, la plus controversée et la plus délicate de celles qui se rattachent à l'assistance publique;

Le principe de l'impôt unique; celui de l'impôt du capital et celui de l'impôt progressif, non pas de cet impôt à l'aide duquel on dévaliserait les contribuables riches ou prétendus tels au détriment de la société entière, mais d'un impôt dont le maximum arrêté à un taux modéré, serait partagé entre les deux limites extrêmes (zéro et le maximum), en échelons croissants.

Au sujet de cette proposition, quelques opinions se sont sommairement produites. M. Léon Faucher a pensé qu'il y avait à propos de l'impôt des problèmes plus utiles à examiner que celui de l'impôt progressif dont il n'est plus question. M. Ciezkowski a été d'un avis opposé. Si on ne s'occupe pas de l'impôt progressif en France, la question est à l'ordre du jour à l'étranger en Prusse, par exemple, où la diète aura bientôt à examiner un projet de loi sur cette matière.

Joseph Garnier.

CHRONIQUE.

SOMMAIRE : Message du président de la République. — Réforme hypothécaire. — Caisses d'épargne en France, en Angleterre, en Allemagne. — Monopole de la boucherie. — La nouvelle loi de navigation en Hollande. — Produit de l'impôt du sel, avant et depuis la réforme. — Débuts de la campagne du sucre indigène. — Les fermiers anglais à la recherche d'une meilleure organisation du crédit. — Effets de la diminution du droit d'enregistrement en Angleterre. — Enquête du *Morning Chronicle* en France. — Commission départementale de la Seine. — Ligne de bateaux franco-américains entre le Havre et New-York. — Inauguration de la troisième section du chemin de fer du Centre. — Mort de M. Joseph Droz.

Nous publions en Bulletin la partie économique, c'est-à-dire la presque totalité du message de M. le président de la République à l'Assemblée législative.

Entre un préambule et un résumé exclusivement politiques se trouvent exposés, sous la rubrique de chaque ministère, les mesures qui ont été prises depuis le message qui a coïncidé avec la première réunion de l'Assemblée législative, les projets de loi qui ont été présentés à l'Assemblée ou qui sont dans la pensée du gouvernement, ainsi que l'indication des faits tirés de la rentrée des impôts ou du commerce extérieur, et qui sont des symptômes de l'état relativement prospère dans lequel la France se trouve aujourd'hui.

Dans la partie relative à l'agriculture et au commerce, le message annonce une enquête prochaine « dans l'intérêt de la marine marchande et analogue à celle de 1824 ». Il nous apprend en même temps qu'une enquête qui se poursuit avec activité nous fera connaître la marche des sociétés de secours mutuel existant en France, les services qu'elles rendent, et qu'elle amènera la formation d'une table exacte des chances de maladie correspondant à chaque âge.

Il est question de beaucoup d'autres choses dans cette partie du message; mais la grande réforme des tarifs n'est abordée que par un bout infiniment petit. M. le ministre du commerce nous annonce un projet de loi pour affranchir de tout droit : la graine... de lin... de semence... de la provenance de Riga !

Nous offrons de parier cependant que M. Dumas s'entendra dire que lui aussi veut sacrifier le travail national à l'industrie russe. Et en effet, l'affranchissement de la graine—de lin—de semence—de Riga, c'est du libre-échange; — à petite dose, il est vrai, mais enfin c'en est.

Dans la justice, le message annonce un projet de loi pour utiliser les six mille forçats qu'il y en a en France « aux progrès de la colonisation française. » Ces expressions sont un peu vagues, et nous donneraient à penser que M. le ministre de la justice n'a pas encore suffisamment élucidé sa pensée.

Entre autres projets de loi énumérés, on a remarqué celui qui doit établir une meilleure répartition de l'impôt foncier entre les départements dans le but de dégrever les uns sans grever les autres; ce qui nous paraît assez difficile. Nous y avons trouvé avec satisfaction l'annonce d'un projet de loi sur la contrefaçon littéraire.

Il n'est dit que peu de chose au sujet de l'instruction publique, de la justice, de la marine et de la guerre, à propos de laquelle le message ne parle guère que de l'Algérie.

L'article des affaires étrangères conclut par de bonnes paroles : « partout où la voix de la France se fait entendre, elle conseille la paix. » Dieu veuille qu'elle soit toujours aussi noblement inspirée.

— Tout porte à croire aujourd'hui que la grande question de la réforme hypothécaire, à l'ordre du jour en France depuis plus de vingt-cinq ans, aboutira cette année devant l'Assemblée législative. Nous publions sur cet important sujet un article de l'honorable M. Wolowski, représentant du peuple, un des hommes qui ont jeté le plus de lumière sur les nombreuses difficultés que cette réforme fait naître. C'est une introduction nécessaire à la discussion qui aura lieu à la tribune nationale.

— Le compte rendu des opérations de la Caisse d'épargne de Paris, qui s'est fait attendre cette année à cause des complications administratives et des travaux extraordinaires occasionnés par l'application des divers décrets de 1848, a enfin été présenté à l'Assemblée des administrateurs de cet établissement si intéressant. Nous le publions dans le Bulletin. Nos lecteurs y trouveront cette fois, outre les résultats des opérations de l'année 1849, des indications sur les résultats de l'année courante, et des détails sur plusieurs caisses départementales; sur les caisses d'Angleterre, et sur quelques caisses d'Allemagne.

Nous publions, également en bulletin, un article de M. Pommier, directeur de l'*Echo agricole*, contenant de curieux détails sur les entraves que rencontre de nos jours encore l'industrie des bouchers : il n'aura fallu rien moins que la puissante action des agronomes, parlant au nom des intérêts de l'agriculture, pour permettre une brèche à un monopole reconstitué par des lois qui n'ont pas plus du vingt ans de date.

Nos lecteurs trouveront encore en bulletin, un précis succinct de la législation maritime commerciale des Pays-Bas, telle qu'elle ressort des derniers actes du Parlement néerlandais et de la réforme que ces actes ont apportée dans les anciennes lois de navigation, à la suite de la réforme anglaise, et concurremment avec la réforme qui a eu lieu en Suède et en Piémont.

— Nous donnions dans notre dernière chronique, et nous reproduisons dans le bulletin avec plus de détails les résultats de la dernière campagne de la fabrication du sucre de betterave.

La nouvelle campagne semble commencer sous des auspices un peu moins favorables que ceux de l'année dernière. A la fin de septembre, premier mois de cette campagne, 40 fabriques seulement s'étaient remises en activité; il y en avait 52 l'an dernier à la même époque; on a compté 264 fabriques en non-activité, il n'y en avait que 243 l'année passée.

Cette hésitation est peut-être due à l'attente du nouveau projet de loi sur la législation fiscale des sucres. C'est donc là une question qu'on ne saurait trop tôt mettre en délibération.

— La crise agricole que l'Angleterre a traversée, et sous les effets de la

quelle les fermiers gémissent encore, a mis l'esprit de ces derniers en quête de moyens d'amélioration. Convaincus qu'il n'est pas possible de revenir sur la réforme des corn-laws, et moins confiants d'ailleurs que par le passé dans la protection douanière, ils cherchent une issue dans d'autres voies : la diminution des fermages, la suppression des entraves qui peuvent gêner le crédit agricole, les améliorations des procédés et la réforme de la législation qui règle la circulation monétaire et le système des banques. Dans un meeting récemment tenu par l'association des fermiers de Bosworth, une résolution relative à cette dernière réforme a été votée. Quelques orateurs ont produit l'idée d'un papier-monnaie de l'État ; mais il est peu probable qu'elle germe chez nos voisins si généralement doués du sens pratique. — Ce qui résultera probablement de cette agitation, si elle se poursuit, c'est la modification de l'acte de 1844 constitutif de la Banque d'Angleterre, et l'adoption d'une législation plus libérale pour les autres banques. Cette agitation a pris le nom de « Currency-reform-movement. »

— Dans la dernière session du Parlement anglais, une réduction assez considérable a été votée sur les droits d'enregistrement et de timbre. Cette réduction a provoqué d'abord une diminution sensible dans le revenu. Nous voyons dans les comptes rendus de l'année finissant le 5 octobre, que la perte a été de 182,000 l. portant presque entièrement sur le dernier trimestre. Mais il paraît qu'un mouvement en sens inverse se manifeste actuellement, et que les recettes du timbre, bien loin d'être diminuées par la réforme, vont se trouver augmentées.

— La rédaction du *Morning-Chronicle*, qui a fait et publié, sur la situation de diverses classes de la population en Angleterre, une intéressante enquête, a envoyé en France un correspondant qui parcourt notre pays pour s'informer de la situation de nos départements. Ce correspondant a déjà écrit sur les départements de la Vendée. Au nombre des choses qui semblent l'avoir le plus frappé, il cite la grande quantité de billards répandus dans les cafés et les cabarets, l'extrême fréquentation de ces établissements, et surtout un arrêté du maire de la ville de Poitiers, fixant l'époque de la maturité du raisin, de l'ouverture et de la clôture de la vendange.

L'intervention et la permission de M. le maire, en pareille matière, l'amuse et l'étonne beaucoup, lui, citoyen d'un pays où la liberté réelle est bien plus avancée qu'en France, bien qu'on y fasse moins de révolutions et moins de constitutions. La permission de M. le maire pour fixer l'époque des vendanges est, en effet, la mesure de l'interventionomanie et du socialisme pratique qui étouffent les admirables facultés de notre pays.

— La Société de statistique de Londres a récemment élu membres honoraires étrangers M. D. L. Rodet, de la Chambre de commerce de Paris, M. Michel Chevalier et M. Joseph Garnier.

— La Commission départementale de la Seine, faisant fonction de Conseil général, a pris quelques résolutions qui méritent d'être signalées.

Voici ce que nous lisons dans le procès-verbal au sujet des crèches : « Les crèches paraissent, au point de vue de l'hygiène, laisser beaucoup à désirer, et présenter sous d'autres rapports des inconvénients plus graves encore. M. le préfet pense donc, avec le Conseil de surveillance de l'administration de l'assistance publique, que cette institution a besoin de la consécration du temps avant d'être considérée comme véritablement utile. »

La Commission départementale s'est bornée à ordonner l'impression du rapport du préfet et des principaux documents qui l'accompagnaient.

La Commission a considéré comme fâcheuses (et nous aurions dit comme injustes) pour la ville de Paris et les communes rurales, les conséquences de la loi de finances du 13 mai 1850, qui a taxé à 25 centimes toute lettre circulant de bureau à bureau, ne payant avant la réforme postale que 20 centimes ; et elle a engagé le préfet à demander au gouvernement la suppression de cette anomalie.

La Commission a émis le vœu que les droits consignés pour la traversée de Paris en passe-debout de denrées portées au tarif de l'octroi, soient remboursés à la barrière de sortie, et elle a insisté pour que ce système soit promptement mis en pratique.

—Jusqu'à présent c'est de Liverpool que partaient tous les voyageurs pour se rendre d'Europe en Amérique. Par suite des efforts combinés de M. Iselin du Havre et de MM. Mortimer Livingston et compagnie, de New-York, une ligne de bateaux franco-américaine va relier les deux derniers ports que nous venons de nommer. Déjà le *Franklin*, beau steamer américain, a inauguré la nouvelle entreprise par un double trajet de New-York au Havre et du Havre à New-York.

La présence du *Franklin* a été l'occasion d'une fête de la part des autorités et du commerce du Havre, qui, de concert avec le capitaine Walton, ont organisé une manifestation internationale à laquelle se sont rendus plusieurs invités de Paris. L'administration de chemin de fer, jalouse de contribuer à cette fête, a mis gratuitement à la disposition de ces derniers un train spécial qui a parcouru les 250 kilomètres en quatre heures moins cinq minutes. On remarquait parmi les notabilités de cette réunion M. Rives, ambassadeur des États-Unis, et M. Léon Faucher.

Le *Franklin*, qui a la force de 750 chevaux, doit faire en bon temps 22 kilomètres par heure, et traverser la mer de New-York au Havre en dix jours. Il a coûté trois millions. Il sera suivi du *Humboldt*, dont les machines auront la force de 900 chevaux, et seront les plus puissantes que l'on ait jusqu'à ce jour appliquées à la navigation. Ces deux beaux navires ont été construits à New-York.

— Le dimanche 20 octobre, a été inaugurée la troisième section du chemin de fer du Centre, de Néronde à Nevers. Cette section est remarquable par des travaux d'art importants, parmi lesquels se trouvent le viaduc de Nevers et le souterrain de Sampages. Le viaduc, composé de sept travées, a 582 mètres de long; le souterrain a 360 mètres. Le chemin est en exploitation depuis le 5 octobre.

— Le vénérable M. Droz s'est éteint, le 9 novembre, dans sa soixante-dix-huitième année. Tous ceux qui ont vu, dans ces dernières années, ce noble vieillard dont la vie semblait se retirer progressivement, seront attristés, mais non surpris de cette nouvelle.

Les travaux de M. Droz se rapportent à la morale et à l'économie politique, mais surtout à la morale. Ses principaux écrits ont pour titres : *Essai sur l'art d'être heureux*; — *De la philosophie morale*; — *Application de la morale à la politique*; — *Histoire de Louis XVI*; — *Principes d'économie politique*.

On trouve dans tous ces ouvrages, d'un style élégant et clair, les sentiments d'une morale douce et pure qui annoncent une belle âme, une nature d'élite, et cette bienveillance presque affectueuse qui charmait dans la conversation de cet homme de bien.

Les *Principes d'économie politique*, où la morale et le bon sens s'associent à la science, sont la meilleure lecture à conseiller à ceux en qui on veut provoquer le goût de cette étude, et ouvrir les magnifiques horizons qu'elle fait apercevoir; cette lecture est à la fois attrayante et instructive. M. Droz y revient souvent sur cette maxime : que l'économie politique est le meilleur auxiliaire de la morale.

Au commencement du siècle, alors qu'on gâtait les conquêtes de la Constituante par de prétendues lois organiques, M. Droz rendit un premier service à la science, en soutenant la cause de la liberté. Son écrit et celui de Vital Roux contribuèrent à empêcher le retour du déplorable système des corporations. Cette brochure, fort rare aujourd'hui, était intitulée : *Lois relatives aux progrès de l'industrie, ou sur les maîtrises, règlements, privilèges et prohibitions*.

M. Droz laisse deux fauteuils vacants à l'Institut : A l'Académie française celui qu'il avait occupé après La Harpe, et sur lequel s'était assis (1674) l'abbé Huet, évêque d'Avranches, auteur d'une histoire du commerce chez les anciens; et, à l'Académie des sciences morales et politiques, le fauteuil qu'il occupait depuis la création de cette classe, en 1832. JOSEPH GARNIER.

Paris, le 14 novembre 1850.

TABLE DES MATIÈRES DU TOME VINGT-SEPTIÈME.

N° 113. — 15 août 1850.

	Pages.
Lettres sur l'agriculture. — VI ^e lettre. — Avantages de la culture par les propriétaires. — De la mauvaise direction de l'instruction publique, par M. V. TRACY, représentant du peuple.....	1
D'un système financier, par M. DAVID (du Gers), ancien constituant.....	13
Du projet de loi tendant à la modification des droits de douane sur les bestiaux étrangers, par M. HORACE SAY, conseiller d'Etat.....	26
Des banques en France (suite et fin), par M. GUSTAVE DU PUYNODE.....	31
La criminalité en Angleterre pendant l'année 1849, par M. MOREAU DE JONNES, membre de l'Institut.....	45
Sir Robert Peel, par M. G. DE MOLINARI.....	47
De la prétendue décadence de la France et de l'Angleterre, et des ouvrages de MM. Raudot (de l'Yonne) et Ledru-Rollin, par M. CH. COQUELIN.....	56
Correspondance. — Réponse de M. ARRIVABENE à une lettre relative à son opinion sur l'impôt foncier.....	69
Bulletin. — Revenus publics en France pendant les six premiers mois de 1850, 1849 et 1848.....	70
Loi portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1851.....	72
Loi sur les chemins de fer de Tours à Nantes et d'Orléans à Bordeaux.....	72
Loi sur les Sociétés de secours mutuels.....	76
Loi concernant le sel de troque, l'introduction des sels étrangers et leur emploi pour la pêche de la morue.....	78
La Bourse de Paris pendant le mois de juillet 1850.....	95
Situations hebdomadaires de la Banque de France et de ses succursales. — Reprise des paiements en espèce. Réduction du prêt à l'Etat.....	80
Bibliographie. — Théorie de la richesse sociale, ou résumé des principes fondamentaux de l'économie politique, par Walras, agrégé de philosophie.....	83
Morale sociale, par M. Adolphe Garnier, professeur de philosophie à la Faculté des lettres.....	87
Substances et population, par M. L. Cador.....	91
L'Irlande et le pays de Galles, esquisses de voyages, d'économie politique, de biographie, de littérature, etc., par M. Amédée Pichot.....	94
Congrès des Amis de la Paix universelle réuni à Paris en 1849. Compte-rendu des séances des 22, 23 et 24 août 1849, par M. Joseph Garnier.....	98
Bibliographie de Babeuf, par M. Ed. Fleury.....	98
Chronique, par M. JOSEPH GARNIER, rédacteur en chef.....	99

N° 114. — 15 septembre 1850.

Lettres sur l'agriculture. — VII ^e lettre. De la science agricole, par M. V. TRACY, représentant du peuple.....	105
Des industries agricole et manufacturière, considérées dans leurs rapports avec la protection, par M. J. ARRIVABENE.....	116
Notice sur l'amortissement en Angleterre, par M. VUHRER.....	129
Appréciations et calculs sur un nouveau mode d'emprunts, par M. DECOURDEMANCHE.....	135
Histoire de l'administration de la police de Paris, depuis Philippe Auguste jusqu'aux États généraux de 1789, considérée dans ses rapports avec l'action de la police, par M. Frégier (compte-rendu par M. HORACE SAY).....	151
La monnaie, par M. Michel Chevalier (compte-rendu par M. PAILLOTET).....	157
Revue de l'Académie des sciences morales et politiques.....	167
Bulletin. — Revenu public de l'Angleterre, commerce et navigation pour l'année finissant au 5 juillet 1850.....	179
Loi qui fait cesser le cours forcé des billets de la Banque de France.....	182
La Bourse de Paris pendant le mois d'août 1850.....	184

	Pages.
Situations hebdomadaires de la Banque de France et de ses succursales.....	184
<i>Bibliographie.</i> — Instruction pour le peuple. Cent traités sur les connaissances les plus indispensables.....	185
Le Congrès de la Paix. — Session de 1850, à Francfort.....	188
<i>Chronique</i> , par M. JOSEPH GARNIER.....	377
N° 115. — 15 octobre 1850.	
Travail et salaires agricoles en France. — Statistique sommaire de la France, par M. MOREAU DE JONNÈS, membre de l'Institut.....	201
Accidents produits dans les ateliers industriels par les appareils mécaniques, par M. VILLERMÉ, membre de l'Institut.....	215
Des projets de loi sur les enfants trouvés, formulés par une Commission d'assistance publique de l'Assemblée nationale, par M. LAMOTHE.....	222
Notice sur les banques de New-York, par M. CH. COQUELIN.....	235
Valeurs négociées à la Bourse de Paris, avant, pendant et après la révolution de Février, par M. ALPHONSE COURTOIS.....	243
Le Positivisme, ou Doctrine de M. Auguste Comte, par M. DE MOLINARI.....	247
Des diverses classifications des produits de l'industrie, par M. D. POTONIE.....	256
Budget de l'Espagne. — Rapport de la Commission du Congrès.....	263
<i>Correspondance.</i> — De l'impôt sur le capital, lettre de M. DE FRANCLIEU.....	275
Lettre de M. FRÉGIER.....	279
<i>Bulletin.</i> — Faits statistiques sur l'industrie de Reims.....	284
Bourse de Paris pendant le mois de juin 1850.....	286
Situations hebdomadaires de la Banque et de ses succursales.....	287
<i>Bibliographie.</i> — Nouveaux pamphlets de M. FRÉDÉRIC BASTIAT.....	289
Rapport fait au Conseil général de l'agriculture, du commerce et des manufactures, au nom de la Commission chargée de la question relative au crédit foncier, par M. Wolowski. — Du crédit foncier, par M. Marcel, ancien représentant du peuple pour 1850.....	292
Acte de navigation de l'Angleterre. — Rapport à la Chambre de commerce de Paris, par M. Rodet.....	294
Société d'économie politique. — Quatrième discussion sur le crédit foncier.....	296
<i>Chronique</i> , par M. JOSEPH GARNIER.....	301
N° 116. — 15 novembre 1850.	
De la réforme hypothécaire, par M. WOŁOWSKI, représentant du peuple.....	305
Des conditions du bien-être pour les classes laborieuses et de son influence sur la moralité, par M. RAPET.....	324
Budget des Etats pontificaux, par M. THOMASSY.....	339
Concours d'animaux reproducteurs à Versailles, par M. LOUIS LECLERC.....	344
De l'économie rurale et du cours professé à l'Institut agricole de Hohenheim par M. Gæritz. Compte-rendu par M. L. LECLERC.....	348
Revue de l'Académie des sciences morales et politiques, par M. CH. VERGÉ.....	352
<i>Correspondance.</i> — Réponse de M. David (du Gers) à M. Franclieu, sur la théorie de l'impôt.....	363
Lettre de M. Rodet.....	367
<i>Bulletin.</i> — Production du sucre de betterave en France en 1849-1850.....	368
Du débit de la viande à criée.....	368
Caisse d'épargne de Paris. (Compte-rendu des opérations de l'année 1849 et dans les premiers mois de 1850, page 374. — Caisses d'épargne en Angleterre, page 384. — Caisses d'épargne en Allemagne.....	385
La Bourse de Paris pendant le mois d'octobre 1850.....	385
Situations hebdomadaires de la Banque de France et de ses succursales.....	387
Précis de la nouvelle législation commerciale et maritime des Pays-Bas pour l'intelligence du commerce étranger.....	389
Message du président de la République française.....	396
Société d'économie politique.....	406
<i>Chronique</i> , par M. JOSEPH GARNIER.....	407

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

contenues dans les tomes XIX à XXVII inclusivement

DU

JOURNAL DES ÉCONOMISTES,

(Troisième période triennale; décembre 1847 à novembre 1850).

Signes abrégatifs employés dans la Table :

B. B., Bulletin bibliographique. — C.-R., Compte-rendu. — C., Chronique.
— A., Analyse.

Le tome XIX comprend les numéros 73, 74, 75, 76, de décembre 1847, janvier, février et mars 1848.

Le tome XX comprend les numéros 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, d'avril, mai, juin et juillet 1848.

Le tome XXI comprend les numéros 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, de août, septembre, octobre et novembre 1848.

Le tome XXII comprend les numéros 93, 94, 95, 96, de décembre 1848, janvier, février et mars 1849.

Le tome XXIII comprend les numéros 97, 98, 99, 100, d'avril, mai, juin et juillet 1849.

Le tome XXIV comprend les numéros 101, 102, 103, 104, de août, septembre, octobre et novembre 1849.

Le tome XXV comprend les numéros 105, 106, 107, 108, de décembre 1849, janvier, février et mars 1850.

Le tome XXVI comprend les numéros 109, 110, 111, 112, d'avril, mai, juin et juillet 1850.

Le tome XXVII comprend les numéros 113, 114, 115, 116, d'août, septembre, octobre, novembre et décembre 1850.

A.

ACADÉMIE FRANÇAISE. Distribution des prix en 1848, XXI, 166.

ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES. Changements révolutionnaires projetés par MM. Carnot et Jean Reynaud, XXI, 52 et 163. — Origine des *Petits Traités* et de la mission de M. Blanqui dans les centres industriels de la France, XXI, 53. — Séance publique du 23 septembre 1848 : — Éloge de Bignon par M. Mignet; — Résultat des concours; — Sujets de prix, XXI, 142. — Election de M. Faucher et de M. Moreau de Jonnés, XXII, 311 et 341. — Ne devrait pas

élire des hommes politiques, 341. — Séance publique annuelle de 1849; — Résultats des concours pour l'économie politique; — Prix proposés, XXV, 72. — Séance publique de 1850 : Discours de M. Barthélemy Saint-Hilaire, président; — Notice sur Cabanis, par M. Mignet, C. R., XXVI, 391. — Résultats du concours. — Comment ce corps savant est jugé à ce sujet par l'*Univers* (V. *Journaux*), 421. — Concours sur le système de Pestalozzi; résultats, XXVII, 173. — Programme des prix proposés dans la séance publique de 1850, 178. — Revue des travaux de cette Académie, par M. Ch.

Vergé, avocat, directeur du Bulletin officiel de l'Académie :

Discussion sur l'enseignement de l'économie politique entre MM. Dunoyer, Passy, Cousin, Droz, Giraud. — De la formation politique et territoriale de l'Italie depuis la fin de l'antiquité jusqu'à la fin du quinzième siècle, par M. Mignet. — Notice sur les projets de mariage d'Elisabeth et de Charles IX, et sur Marie Stuart, par le même. — De la criminalité spécifique de l'homme aux différents âges de la vie, par M. Fayet. — De la municipalité romaine, par M. A. Thierry. — Notice sur Pasquier, par M. Ch. Giraud. — Etude sur la répartition de la richesse et spécialement des profits et des salaires, par M. Joseph Garnier. — Notice sur Labruyère, par M. Frank. — Mémoire sur la logique, par M. Barthélemy Saint-Hilaire. — Discussion au sujet du mémoire de M. Vivien, sur la défense des indigents devant les tribunaux civils ou criminels, entre MM. Cousin, Dupin aîné, de Beaumont et Giraud, XIX, 72. — Rapport de M. Passy sur une brochure de M. le baron de Tocqueville, sur les moyens de prévenir les crises en matière de subsistances. — Observations sur le même sujet, par MM. Villermé et Passy. — Mémoire sur la condition des femmes et des jeunes filles détenues et libérées, par M. Benoiston de Châteauneuf. — Renouveau du bureau pour 1848 et nomination de correspondants, 287. — De la démocratie en Suisse, par M. de Tocqueville. — Bayle et ses écrits. — Mémoire sur la mortalité dans les premiers jours, par le docteur Loir. — Mémoire sur le paupérisme et les disettes, par M. Ch. Dupin, 380.

Mémoire inédit de M. de Choiseul, remis au roi en 1765, communiqué par M. Giraud. — Résumé des faits et débats législatifs relatifs à la suppression de la peine de mort, par M. Ch. Lucas. — Mémoire sur la science politique et particulièrement sur la politique platonicienne, par M. Barthélemy Saint-Hilaire. — Rapport sur la situation économique et morale de l'Espagne en 1846, par M. Blanqui. — Rapport verbal sur une nouvelle édition de Ricardo, de M. Alc. Fonteyraud, par le même. — Rapport verbal sur un ouvrage de M. Henry Doniol relatif à l'Auvergne, par M. Passy, XX, 87. — De l'esprit démocratique du Code civil, par M. Troplong. — Mémoire de M. de Choiseul, remis au roi en 1765 (suite). — Mémoire sur Roger Bacon, par M. Cousin. — De la politique de Platon et d'Aristote, par M. Barthélemy Saint-Hilaire. — Lettres de M. Carnot, ministre de l'instruction publique, 281.

Séance publique annuelle : discours du président, M. Ch. Dupin. — Notice sur la vie et les travaux de M. Bignon, par M. Mignet. — Rapport sur les concours et nouveaux sujets de prix. — Mémoire sur la science politique, par M. Barthélemy Saint-Hilaire. — Rapport sur la situation morale et économique de l'Espagne en 1846, par M. Blanqui. — Mémoire sur l'esprit démocratique dans le Code civil, par M. Troplong, XXI, 142. — Examen de la morale de Fourier, par M. Frank. — Mémoire sur la formation politique et territoriale de l'Espagne, par M. Mignet. — Mission de M. Blanqui. Essai sur l'organisation de l'enseigne-

ment secondaire en France, par M. Fayet. — Rapports verbaux de MM. Dunoyer et Passy. — Candidatures, 386.

Mémoire sur le travail et l'assistance, par M. Marbeau. — Etudes sur les institutions mosaïques, par M. d'Eichthal. — Le communisme jugé par l'histoire, par M. Frank. — Notice sur Mably, par le même. — Sur l'état moral et la cause des homicides en Corse, par M. Arrighi ; observations de MM. Troplong et Portalis. — Rapport sur la situation des classes ouvrières, par M. Blanqui. — Notice sur la vie de Benjamin Franklin, par M. Mignet. — Contingent de M. Ramon de la Sagra à l'Académie. — Publication de petits traités. — Concours. — Mort de M. Rossi, XXII, 25. — Mémoire sur les associations ouvrières, par M. Villermé. — De la vraie démocratie, par M. Barthélemy Saint-Hilaire. — Notice biographique sur Maïmonide, par M. Frank. — Mémoire sur la Providence, par M. Dami-ron. — Suite du rapport sur l'état des populations ouvrières, par M. Blanqui. — Renouveau du bureau, 177. — Suite du rapport de M. Villermé sur les associations ouvrières. — Mémoire sur le développement de la société humaine, par M. Koenigswarter. — Mémoire sur l'homme et la société, et sur leurs droits respectifs, par M. Portalis. — Mémoire sur la méthode, par M. Barthélemy Saint-Hilaire. — Nomination de MM. Léon Faucher et Moreau de Jonnés, 308.

Mouvement de la population en France en 1846, par M. Moreau de Jonnés. — Suite et fin du rapport sur la situation des classes ouvrières en 1848, par M. Blanqui ; observations de M. Cousin et réponse de M. Blanqui. — Du droit à l'oisiveté chez les anciens, par M. Moreau Christophe ; observations de MM. Giraud et Mignet. — Fin du mémoire sur l'homme et la société et sur leurs droits et leurs devoirs respectifs, par M. Portalis. — Mémoire sur la méthode, par M. Barthélemy Saint-Hilaire. — Rapport sur une brochure de M. de Watteville, sur le *Patrimoine des pauvres*, par M. Ch. Lucas. — Mémoire sur les développements de la société humaine, par M. Koenigswarter. Nouvelle mission de M. Blanqui, XXIII, 83. — Mémoire sur le droit à l'oisiveté et l'organisation du travail servile dans les républiques grecques et romaine, par M. Moreau Christophe ; observations de M. Naudet. — Communication sur la santé du peuple, par M. Lélut. — Rapport sur une histoire des cultures, de M. le docteur Schmidt. — Rapport sur une brochure de M. Grün, relative au socialisme, par M. Frank, années 1849-1850. — Rapport de M. Villermé sur l'Annuaire d'économie politique et de statistique publié par MM. Joseph Garnier et Guillaumin, 272. — Mémoire sur l'état religieux des catholiques avant 1792 et ses rapports avec l'état civil, par M. Loir. — Histoire des opinions philosophiques et religieuses relatives à l'âme humaine, par M. Bouchitté. — Revenus des établissements de bienfaisance, par M. Moreau de Jonnés. — Recherches sur les causes des crises des subsistances en 1846 et 1847, et moyens de les prévenir, par M. Romanet. — Suite du mémoire sur les développements

de la société humaine, par M. Kœnigswarter. — Mémoire sur la morale, par M. Frank. — Suite d'un mémoire sur l'homme et la société, par M. Portalis, 355.

Mémoire sur l'organisation de l'administration provinciale dans l'Empire romain et notamment dans les Gaules, par M. A. Thierry. — Mémoire sur la police des Romains sous les empereurs, par M. Naudet. — Notice sur l'origine et l'état social des peuples italiques les plus anciens, par M. Moreau de Jonnés. — Mémoire sur Robinet par M. Damiron. — Mémoire sur le baptême considéré dans ses rapports avec l'état civil et l'hygiène publique, par M. Loir, XXIV, 193. — Suite d'un mémoire sur l'homme et la société, par M. Portalis. — Communication sur l'égalité, par M. Lélut. — Observations sur l'enquête ouverte en Belgique, relativement à la condition des classes ouvrières, par M. Villermé. — Rapport sur les caisses de retraite d'ouvriers de la ville de Sedan, par le même. — Mémoire sur la statistique intellectuelle et morale comparée des départements de la France, par M. Fayet. — Rapport sur un ouvrage de M. Bausset-Roquefort sur les Droits, par M. Giraud. — Mémoire sur la valeur d'échange, par M. Valras. — Lettre à ce sujet, par M. Babbage. — Communication sur la fabrication des aiguilles, par M. Villermé fils. — Rapport de M. Blanqui sur le livre de M. Coquelin, relatif au crédit et aux Banques. — Opinion de MM. Blanqui, Faucher, Cousin, La Farelle, Dupoyer sur la liberté des Banques, 372.

Séance publique annuelle. — Notice historique sur les travaux et la vie de M. Rossi, par M. Mignet. — Résultat des concours dans la section d'économie politique et sujets des prix proposés. — Importante discussion sur l'instruction primaire, entre MM. Cousin, Moreau de Jonnés, Ch. Giraud, Léon Faucher, Portalis et de Rémusat, XXV, 72. — Note sur les mouvements de la population de la France en 1847, par M. Moreau de Jonnés. — Mémoire sur les rapports des prix des grains avec les mouvements de la population, par M. Ch. Dupin. — Observations de MM. Villermé, Léon Faucher, Ch. Lucas et Passy. — Discussion sur la liberté des banques, par MM. Dupoyer, Blanqui, Léon Faucher, de La Farelle. — Nomination de correspondants, 297.

Observations sur les cités ouvrières, à l'occasion d'un Mémoire de M. Villermé, par MM. Blanqui et Ch. Giraud. — Du travail dans les maisons de détention, par MM. Ch. Lucas, Blanqui et Moreau de Jonnés. — Notice sur l'histoire municipale de Nîmes, par M. de La Farelle. — De l'origine musulmane de plusieurs idées socialistes, par M. Eusèbe de Salles. — Mémoire sur Newton, par M. Mallet. — Mémoire sur de La Mettrie, par M. Damiron. — Rapport verbal sur son ouvrage relatif à la gymnastique pratique, par M. Barthélemy Saint-Hilaire. — Mémoire sur l'esprit démocratique dans le Code civil, par M. Troplong. — Observations à l'occasion de l'ouvrage de M. Bastiat, les *Harmonies économiques*, par M. Passy. — Mort du père Girard, XXVI, 61. — Séance publique annuelle : dis-

cours de M. Barthélemy Saint-Hilaire, président. — Notice sur Cabanis, par M. Mignet, 391.

Des prisonniers, de l'emprisonnement et des prisons, par MM. Ferrus, Lélut, Béranger, Dupin. — Mémoire sur l'Université d'Oxford, par M. Lorain. — Mémoire sur La Mettrie, par M. Damiron. — Mouvement de la population en Belgique en 1846. — Rapport sur l'histoire des villes de France, par M. Amédée Thierry. — Rapport sur le système de Pestalozzi, par M. Giraud. — Sujets des prix et concours, XXVII, 167. — Situation des classes agricoles en 1850, par M. Blanqui. — Mémoire sur la statistique judiciaire des Français et des Anglo-Saxons, par M. Moreau de Jonnés. — Observations sur le même sujet, par M. Naudet. — Mémoire sur l'histoire philosophique de l'Académie de Berlin, par M. Bartholmès. — Rapport sur Gerbert (Silvestre II), et son époque, par M. Portalis. — Communication sur l'Académie de Hongrie, par M. Kœnigswarter. — Mémoire sur les facultés intellectuelles et morales des sourds-muets, par M. Ferdinand Berthier, professeur à l'École des sourds-muets. — Communication sur les Mémoires du cardinal de Richelieu, par M. Ranke, 352.

ACADÉMIES ÉTRANGÈRES. Histoire de l'Académie de Berlin, Mémoire A. de M. Bartholmès, XXVII, 357. — Académie nationale de Hongrie, note A. de M. Kœnigswarter, 359.

ACCIDENTS. Des accidents produits dans les ateliers industriels par les appareils mécaniques, mémoire par M. Villermé, XXVII, 315.

ACTIONS INDUSTRIELLES. Oscillation du cours de ces valeurs. V. *Bourse de Paris*.

ADMINISTRATION. Code de l'administration charitable, B. B., XIX, 98. — Rapport de M. Jean Reynaud, sur l'école d'administration à annexer au collège de France, XX, 96. — Arrêté de M. Carnot, ministre de l'instruction publique, relatif à l'admission des élèves, 103. — De la réorganisation de l'administration communale et départementale, par M. A. de Césena, XXI, 219, et XXIV, 121. — Suppression de l'école d'administration par l'Assemblée législative, XXIV, 120. — Mémoire de M. A. Thierry sur l'organisation de l'administration provinciale de l'empire romain, et notamment dans les Gaules, A. 193. — Police des Romains, A. d'un Mémoire, M. Naudet, 195. — L'État s'est abusivement emparé de la direction des intérêts communaux et départementaux, XXV, 234. — Du développement de la commune dans le midi de la France, Mémoire A., de M. Lafarelle, XXVI, 66. — Histoire de l'administration de la police de Paris, depuis Philippe Auguste, jusqu'aux États généraux de 1789, par M. Frégier, C. R. par M. H. Say, XXVII, 151.

ALTERN (Th.-H.). Douze paragraphes sur le paupérisme, B. B., XIX, 205.

AGRICULTURE. Troisième lettre sur l'agriculture par M. V. de Tracy; réflexions sur les points principaux de la question agricole: progrès possibles, XIX, 32. — Les travaux publics dans leurs rapports avec l'agriculture;

volume de M. Aristide Dumont, C. R. par M. Louis Leclerc, XIX, 68.—Quatrième lettre de M. de Tracy : comment et par qui peut être fait le progrès agricole, 352.—Congrès central d'agriculture, session de 1848, 374.—Statistique de l'agriculture en France par M. Moreau de Jonnés, C. R. par M. Passy, XXI, 327.—Transformation progressive des exploitations agricoles en Angleterre, extrait des enquêtes, XXII, 39.—Sur le triple recensement de la population, de l'agriculture et de l'industrie, opéré en Belgique au 15 octobre 1846, par M. Quetelet, XXII, 131.—Congrès central d'agriculture, sixième session, par M. Louis Leclerc, XXIII, 275.—La situation en France, selon le message du président, 291.—Lettre de Robert Peel à ses tenanciers, au sujet de la situation de l'agriculture après la suppression de la loi des céréales, XXV, 181.—Causes de l'infériorité de l'agriculture française, 376.—Importation, exportation des colonies; condamnés transportés; émigration d'Angleterre vers ces pays : importation des produits anglais de 1827 à 1847, 393.—Cinquième lettre de M. de Tracy : l'abandon des champs, XXVI, 112.—De la détresse agricole, 1850, par M. de Francieu, 366.—Sixième lettre de M. de Tracy : avantage de la culture par propriétaires.—De la mauvaise direction de l'instruction publique, XXVII, 1.—Septième lettre de M. de Tracy : de la science agricole, 105.—Travail et salaires agricoles en France, Mémoire de M. Moreau de Jonnés, 201.—Création de Chambres d'agriculture en Algérie, et de commissions départementales d'agriculture en France, par M. Dumas, 302.—*Concours d'animaux reproducteurs à Versailles*, par M. Louis Leclerc, 344.—Situation des classes agricoles en France, par M. Blanqui, et observations de M. Villermé, 352. V. *Economie rurale*.

AGUESSEAU (D'). Mémoire de M. Bouiller, A. XXVI, 281.

AIGUILLES (Industrie des). V. Villermé fils.

ALBIGEOIS. Leur histoire et leurs doctrines; ouvrage de M. Schmidt, apprécié, XXIII, 189.

ALBION. La perfide Albion, petite éptre de M. Joseph Garnier à M. Lebeuf, XXVI, 287.

ALGÉRIE. Prise d'Abd-el-Kader, XIX, 216.—L'Algérie, commerce et navigation, par M. Desjobert, 266.—En quoi consiste le débouché (1848), 315.—Vote d'un crédit de 50 millions pour l'établissement des colonies agricoles, XXI, 280.—Décret, 447.—Départ de huit cents colons, 340.—Commission de la révision de la législation commerciale de l'Algérie, 398.—Boucherie de Zaatcha, XXV, 112.—Courte statistique des progrès de la colonisation.—Création des chambres d'agriculture, XXVII, 302.—Sa situation en 1850 d'après le message du président de la République, 405.

ALLARD. Statistique de l'instruction primaire en France, XX, 271.—Note sur le revenu des instituteurs primaires, XXI, 156.—De l'influence des fortes taxes et des taxes modérées, 182.—De l'influence de l'instruction sur la moralité des populations, XXIV, 266.

AMORTISSEMENT. Projet de loi pour l'annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement, par M. Passy, ministre des finances, 71 et 100.—Notice sur l'amortissement en Angleterre, par M. Vubrer, XXVII, 129.

ANCELOT, de l'Académie française. Sa mission pour étudier la question des contre-façons littéraires, C. XXVII, 198.

ANGLETERRE. Budget de l'année finissant au 5 avril 1848, XX, 162.—Histoire financière de ce pays, par M. Doubleday. C. R., 333.—Revenu de 1688, 335.—Dette de 1701 et 1714, 337.—Dette de 1755 à 1815, 340.—Taxe des pauvres de 1801 à 1816, 343.—Sa situation économique au commencement de 1848.—360.—Ses institutions et sa condition économique discutées par MM. Mounier et Robichon, XXII, 39.—Lettre de M. Cobden à l'association de Liverpool, pour la réforme financière, XXII, 155.—Les exportations de 1848 fléchissent, les recettes du même exercice se maintiennent, 231.—Le libre échange et l'Angleterre pendant les six dernières années (1842 à 1848), traduit de l'*Economist*, XXII, 290.—Passages entre l'Angleterre et le continent en France, de 1842 à 1848, XXIII, 97.—De la condition du peuple anglais, de 1839 à 1847; étude statistique, par M. J. T. Danson : —Population; —Nombre des pauvres secourus; —Des versements à la Caisse d'épargne; —Des mariages; —Des émigrations; —Avec la consommation et les prix des objets de première nécessité, XXIII, 156.—De l'influence qu'a exercée sur sa situation la réforme de Robert Peel, discours de M. Cobden, 179.—Réforme des lois de navigation par le Parlement, 311.—De son commerce d'exportation, XXIV, 104.—Mémoire sur le caractère et le mouvement de la criminalité, par M. Léon Faucher. Analyse des documents officiels, XXV, 113.—Lettre de Robert Peel à ses tenanciers, sur la situation de l'agriculture après la réforme des corn-laws, XXV, 181.—Chiffre du revenu public en 1849, 207.—Enquête par les rédacteurs du *Morning Chronicle*; meeting de vagabonds, 425.—Nouvelle politique coloniale; plan de John Russel, XXVI, 8.—Résultat de l'exercice financier finissant au 5 avril 1850, XXVI, 215.—Nombre des pauvres de 1847 à 1850, 405.—La criminalité pendant l'année 1849, par M. Moreau de Jonnés, XXVII, 45.—De la prétendue décadence de l'Angleterre, C. R. de l'ouvrage de M. Ledru-Rollin, par M. Coquelin, 56.—L'Irlande et le pays de Galles, esquisses de voyage, d'économie politique, d'histoire, de biographie, de littérature, par M. Amédée Pichot, B. B., par M. de Molinari, XXVII, 94.—Notice sur l'amortissement en Angleterre, 129.—Revenu public, commerce et navigation, pour l'année finissant au 5 juillet 1850, 179.—Réduction du droit sur le timbre et l'enregistrement, 409.

ANGLO-SAXON. Statistique judiciaire du peuple.—Mémoire de M. Moreau de Jonnés, A., et observations de M. Naudet, XXVII, 355.

ANISSON-DUPERON, ancien pair de France, membre de la Société d'économie politique.

— Discours à l'Association pour la liberté des échanges (7 janvier), XIX, 212.

ANISSON (Elienne), ancien sous-préfet. — Son ouvrage sur la *centralisation administrative*, et ses dangers dans un Etat démocratique, C. R., XXIII, 268.

ANNUAIRE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE ET DE STATISTIQUE pour 1848, cinquième année, par MM. Joseph Garnier et Guillaumin, B. B., XIX, 309. — *Dito* pour 1849, B. B., XXII, 441. — Rapport de M. Villermé sur cet Annuaire à l'Académie des sciences morales et politiques, XXIII, 272. — Annuaire pour 1850, B. B. Liste de divers Annuaires qui se publient, XXV, 417.

APPRENTISSAGE. Difficultés apportées à l'apprentissage dans les anciennes corporations, extrait de Bigot de Sainte-Croix, XX, 259.

ARGENT. V. *Métaux précieux*.

ARGOUT (d'), ancien ministre, gouverneur de la Banque de France. Son rapport au ministre des finances le 15 mars 1848, XIX, 412. — Compte-rendu des opérations de la Banque de France et des Banques annexées en 1848, XXII, 426. — *Dito* en 1849, XXV, 307.

ARRIGHI, directeur de l'Ecole Paoli, à Corte. — Analyse de son mémoire sur le moyen d'améliorer l'état moral de la Corse et sur la cause des homicides qui s'y commettent, XXII, 95.

ARMEMENTS. Attaque de M. Cobden contre les gros armements, XIX, 216. — Discours du même à Manchester (25 janvier 1848) reproduit, 299. — Ce que le système de paix armée a coûté à la France, 316. — Proposition de M. Cobden, le 9 août 1848, discours de lord John Russel, XXI, 103. — Lettre de M. Cobden à l'Association de Liverpool pour la réforme financière, XXII, 155. — Son discours à Manchester, 311. — Budget de la guerre en Belgique, de 1839 à 1849, XXIII, 97. — Détail des armements militaires et maritimes de la France, XXIII, 291. — Les gros armements ne sont pas un remède au socialisme, XXIV, 428.

ARRIVABENE (Jean). De la relation qui existe entre l'impôt foncier et le prix des produits agricoles en général, et des denrées alimentaires en particulier, XXV, 353. — Lettre d'un correspondant anonyme, au sujet de son opinion sur l'impôt foncier, 400. — Sa réponse à cette lettre, XXVII, 69. — Mémoire sur les industries agricole et manufacturière, dans leurs rapports avec la protection, 117.

ASSEMBLEE CONSTITUANTE. — **ASSEMBLEE LEGISLATIVE**. V. *Constituante et Législative*.

ASSISTANCE PUBLIQUE. Travail et assistance; extrait d'un Mémoire de M. Marbeau, XXII, 85. — Du droit à l'assistance, par M. Villermé fils, XXII, 139. — L'assistance en France depuis la Révolution, extrait d'un mémoire de M. Lélut sur la santé du peuple, XXIII, 187. — Des projets de loi sur l'assistance publique, par M. A. Blaise (des Vosges), XXIV, 1. — Le rapport de M. Thiers sur l'assistance publique, par M. de Molinari, XXV, 289. V. *Bien-être*.

ASSOCIATION. A. Du travail et du capital; plan de M. Olinde Rodrigues, XX, 106. — Es-

prit d'association attaqué par le projet de rachat des chemins de fer, discours de M. de Montalembert à l'Assemblée constituante, 398.

— Des associations en général et des associations ouvrières, par M. Coquelin, XXV, 341.

ASSOCIATIONS DIVERSES. Les associations de crédit, par M. Wolowski, XXII, 19. — Analyse d'un mémoire sur les associations ouvrières, par M. Villermé, 177, 308. — Union des intérêts municipaux et industriels à Rouen après juin 1848, 306. — De l'encouragement aux associations ouvrières, voté par l'Assemblée constituante; — Historique des travaux de la Commission nommée pour distribuer cet encouragement, par M. Paillottet. — Décret de l'Assemblée constituante; statuts d'associations diverses, XXIV, 321; et XXV, 46. — Composition de cette Commission, 59. — L'Assemblée législative refuse la continuation des secours, XXV, 112. — Des associations en général, et des ouvriers; — Rapport de M. Lefebvre-Duruel sur les associations ci-dessus; — Proposition de MM. Nadaud, Morellet, etc., et Rapport de M. Léon Faucher, relatif aux associations d'entreprises de travaux publics; par M. Ch. Coquelin, 341.

ASSOCIATION. Association pour la liberté des échanges. V. *Liberté d'échange*. — Association de Liverpool pour la réforme financière, fondée par M. Robertson Gladstone, XXIII, 101. V. *Finances*.

ASSURANCES. Présentation du projet de loi absorbant cette industrie, XX, 360.

ATELIERS NATIONAUX créés après février 1848; ce qu'ils ont été, XX, 289. — Le 21 juin l'Assemblée constituante admet leur dissolution en principe, 408. — Leur dissolution par MM. Cavaignac et Recurt après les journées de juin, 455. — Renseignements par M. Léon Lalanne, XXI, 33. — Mesures prises à Rouen par M. Dussard, XXII, 298.

AUBRY (des Vosges), représentant. Combat la proposition Saint-Priest, ayant pour but d'aggraver la peine contre le délit d'usure, XXVI, 422.

AUDIFFRET (G. d'), président à la Cour des comptes, ancien pair de France. — *De la crise financière en 1848*, brochure, B. B., par M. de Colmont, XXI, 451. — Candidats à l'Académie des sciences morales et politiques, XXII, 232 et 341.

AUDIGANNE, chef de bureau au ministère du commerce. — Sa brochure sur l'*Organisation du travail*, B. B., XX, 51. — Sa brochure sur l'*Industrie française depuis la révolution de Février* et l'exposition de 1839, B. B., par M. Joseph Garnier, XXIII, 394.

AUTORITE PUBLIQUE. Ses attributions naturelles, par M. A. Clément, XXV, 228. V. *Etat*.

AUTRICHE. Troubles à Vienne. — Nombreux partis, XXI, 343. — Sur sa population, extrait de l'*Economist*, XXII, 107. — Sa politique jugée par M. Cobden, XXIV, 316. — Note sur le bulletin des lois et les nationalités de ce pays, par M. Gustave de Beaumont, XXVII, 174.

AZEGLIO (marquis d'), président du Conseil des ministres à Turin. — Sa belle théorie du gouvernement, XXVI, 423.

B.

BABBAGE, correspondant de l'Académie des sciences morales et politiques à Londres. — Sa lettre au sujet d'un mémoire de M. Walras sur la valeur en échange, XXIV, 381.

BAGNES. Description de ces effroyables demeures par un économiste politique, XXIII, 194.

BANQUE DE FRANCE, SUCCURSALES ET BANQUES DÉPARTEMENTALES. Décret du Gouvernement provisoire suspendant les paiements en espèces à la Banque de France, XIX, 412. — La Caisse d'escompte et la Banque de France à soixante ans d'intervalle, par M. Léon Say; 83. — Valeur de ses actions du 24 février au 31 mai 1848, 350. — Pouvait, en septembre 1848, reprendre ses paiements en espèces, XXI, 280. — Note sur sa situation en 1848, depuis le 17 mars, XXII, 191. — Situations hebdomadaires de décembre 1848 et janvier 1849; 193. — De janvier et février, 329. — De février et mars, XXIII, 97. — De mars et d'avril, 196. — De mai et juin, 305. — Opérations de la Banque de France et des banques annexées, pendant l'année 1848. Compte-rendu du gouverneur, XXII, 426. — Situations hebdomadaires de juin et juillet, 373. — De juillet et août XXIV, 108. — D'août et de septembre, 214. — De septembre et d'octobre, 307. — D'octobre et novembre, 421. — De novembre et décembre XXV, 94. — Décembre 1849 et janvier 1850, 191. — Janvier et février 311. — Opérations de la Banque de France et des Banques annexées, pendant l'année 1849. Compte-rendu du gouverneur, 397. — Situations hebdomadaires de février et mars, 407. — Réflexions de M. Coquelin, à propos de la situation de la Banque, XXVI, 1. — Nouvelles observations à propos de la situation de la Banque de France, par M. Horace Say, 105. — Sa situation en juillet 1848, XX, 457; et en septembre 1848, XXI, 280. — Le 12 octobre, 342. — Note sur sa situation, à partir du 17 mars 1848, XXII, 191. — Dividendes en 1833, 1836 et 1847, 231. — Résumé de ses opérations depuis son origine jusqu'en 1847, par M. A. Bernard, 321. — Situations hebdomadaires du 18 janvier au 8 février 1849, 327. — C. R. du gouverneur sur les opérations des Banques publiques en France pendant l'année 1848, 426. — Situations hebdomadaires du 15 février au 8 mars, 1849. — Du 15 mars au 5 avril, XXIII, 98. — Sa situation de mars et avril, XXVI, 93. — Avril et mai, 196. — De mai et juin, 307. — De juin et juillet, 405. — De juillet et août, XXVII, 80. — Est autorisée à reprendre ses paiements en espèces; ses engagements avec le Trésor; vulgarisation de ses billets, 103. — Situation d'août et septembre, 184. — De septembre et octobre, 287. — D'octobre et novembre, 387.

BANQUE DE PRÊTS SUR NANTISSEMENT. De ces établissements et des monts-de-piété, par M. Horace Say, XIX, 165.

BANQUE D'ÉCHANGE. Invention de M. Proudhon, combattue par M. de Molinari, XXI, 57.

BANQUES. Effets du bill de 1844 sur la crise de 1847, XIX, 92. — De la liberté des Banques en Angleterre, par M. James Wilson : circu-

lation, billets, bill de 1844, 178. — Décrets du gouvernement provisoire, suspendant les paiements en espèces à la Banque de France, 412. — Décret stipulant le cours forcé des billets des Banques départementales, XX, 38, 172. — Banques de Fou-tchou, en Chine, 43. — La Caisse d'escompte et la Banque de France à soixante ans d'intervalle, par M. Léon Say; 83. — Plan d'organisation des Banques par M. Olinde Rodrigues, 104. — Rapport de M. Garnier-Pagès sur la nécessité de créer l'unité des Banques, 232. — Réflexions de M. Say à ce sujet, 213. — Proposition de M. Alex. Martin à l'Assemblée constituante, sur les Banques départementales, XXI, 342. — Étude sur les Banques par M. G. Du Puynode, XXII, 121, 260. — Les Banques en Angleterre, en Irlande et en Ecosse, par M. Du Puynode, XXIV, 254. — Les Banques aux États-Unis, par le même, XXV, 145. — C. R.; par M. Du Puynode, du livre de M. Coquelin : *Du crédit et des Banques*; XXV, 153. — Discussion sur la liberté des Banques à l'Académie des sciences morales et politiques, entre MM. Dunoyer, Léon Faucher, Blanqui et La Farelle, 301. — Discussion à la Société d'économie politique, 422. — Des Banques en France, par M. Du Puynode, XXVI, 217; et XXVII, 31.

BANQUES ÉTRANGÈRES. Opérations des Banques de Russie en 1846, XIX, 94. — Opérations de la Société générale de Belgique en 1848, XXIII, 87. — Situation des Banques en Europe (juin 1849), par M. Michel, 362. — Compte-rendu des opérations de la Banque de Belgique pendant l'année 1848 et note sur cette Banque, par M. Michel, 377. — Situation des Banques (septembre 1849); par M. Michel, XXIV, 173. — Notice sur les Banques de l'Etat de New-York, par M. Coquelin, XXVII, 235. —

Banque d'Angleterre. Histoire de la Banque d'Angleterre, par M. John Francis, B. B., analyse; par M. Legoyt, XIX, 200.

BANQUES HYPOTHECAIRES. V. *Crédit foncier*.

BANQUES DE PRÊTS D'HONNEUR. — Une circulaire de M. Ferdinand Barrot, ministre de l'intérieur; appréciée par M. A. Clément, XXV, 364. V. *Prêt d'honneur*.

BARING, membre du Parlement. Son discours sur l'intervention de l'Etat en matière de chemins de fer, XIX, 90.

BARSE. Son opinion sur le point de départ de la féodalité, dans son Histoire d'Aurillac, XXVII, 359.

BARTHE (Marcel), ex-membre de la Constituante. Sa brochure sur le crédit foncier, B. B.; par M. Du Puynode, XXVII, 292.

BARROT (Ferdinand), représentant, ministre de l'intérieur. Sa circulaire sur les Banques de prêts d'honneur, appréciée par M. A. Clément, XXV, 364.

BARBEUF. Sa biographie, par M. Ed. Fleury, B. B., XXVII, 98.

BAPTÈME. Le baptême sous le rapport hygiénique, mémoire du docteur Loir. A. XXIV, 196.

- BARROT** (Odilon), anc. président du Conseil. Passage caractéristique d'un discours à propos de l'initiative des citoyens, XXII, 251.
- BARTHELEMY SAINT-HILAIRE.** — Son mémoire sur la logique, XIX, 84. — *Dito* sur la science politique et particulièrement sur la science platonicienne, XX, 90, 285. — Jugé Montesquieu et Helvétius, XXI, 146. — Parle à la Constituante pour le rétablissement de la chaire d'économie politique au Collège de France, 455. — Son petit traité sur la vraie démocratie, XXII, 180. — Rapport sur la *gymnastique pratique*, de M. Laisné, A., XXVI, 69. — Président de l'Académie des sciences morales et politiques; caractérise le rôle des sciences morales et politiques et de l'économie politique, 393. — Apprécie les principes élémentaires d'économie sociale de M. W. Ellis, traduits par M. Terrien, XXVII, 175.
- BARTHOLMÉS.** Son mémoire historique sur l'Académie de Berlin, A., XXVII, 357.
- BASTIAT** (Frédéric), représentant du peuple; etc. Son discours à la séance de l'Association pour la liberté des échanges, le 7 janvier 1847, XIX, 214. — Funestes illusions : les citoyens font vivre l'Etat ; l'Etat ne peut faire vivre les citoyens, 323. — *Propriété et Loi*, XX, 177. — *Justice et fraternité*, par M. Bastiat, 310. — *Harmonies économiques* : les intérêts ne sont pas antagoniques. — Besoins de l'homme, efforts, satisfaction, XXI, 105. — *Dito* des moyens de pourvoir aux besoins, XXII, 7. — Veut que les ministres soient pris hors l'Assemblée, 445. — Maudit argent ! Théorie de la monnaie et exposé des préjugés qui s'y rapportent, XXIII, 1. — Ses petits livres : *Protection et communisme*; *Capital et rente*; *Incomptabilités parlementaires*; *Paix et liberté ou le budget républicain*; *l'Etat*; *Maudit argent !* B. B., par Fonteyraud, XXIII, 203. — Discussion sur sa théorie de l'intérêt, par M. de Molinari, 231. — Assiste à trois meetings tenus à Londres, Birmingham et Manchester, à la suite du Congrès de la paix, à Paris, XXIV, 426. — Son impression, 438. — Quelques-unes de ses doctrines dans les *Harmonies économiques* combattues à la Société d'économie politique, XXV, 111. — Emet son opinion sur les limites de l'action gouvernementale en combattant l'impôt des boissons à la tribune, XXV, 111. — Emet aussi son opinion sur les fonctions de l'Etat à la Société d'économie politique, 204, 315. — Nouvelle politique coloniale de l'Angleterre; plan de lord John Russel, XXVI, 8. — Son opinion sur l'organisation du crédit foncier, 99. — Son adresse aux protectionnistes au sujet de leur attaque aux professeurs d'économie politique au sein du Conseil général des manufactures, etc., 160. — C. R. sur ses *Harmonies économiques*; discussion de ses idées sur la valeur, sur la population et la propriété foncière; par M. A. Clément, XXVI, 235. — Part pour Pise, XXVII, 197. — Ses nouveaux pamphlets : *Gratuité du crédit*, — *Baccalauréat et socialisme*, — *Spoliation et loi*, — *La Loi*, — *Ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas*, appréciés par M. A. Clément, B. B., 289. — Bruits de sa mort en septembre 1850, 304.
- BAUDRILLART** (Henri), lauréat de l'Académie française, membre de la Société d'économie politique. — C. R. du livre de M. Quetelet : *Du Système social et des lois qui le régissent*, XXIII, 68. — Sur *l'Histoire du communisme*, par M. de Sudre, B. B., XXIV, 110. — La morale sociale, par M. Adolphe Garnier, B. B., XXVII, 87. — Son éloge de M^{me} de Staël couronné par l'Académie française, XXVII, 102.
- BAYLE** et ses écrits, par M. Damiron, A., XIX, 384.
- BEAULIEU** (Ch. de), professeur d'économie politique à l'Ecole des mines de Mons. Sa lettre sur le crédit et les cédules hypothécaires, XXI, 449.
- BEAUMONT** (G. de), représentant du peuple, membre de l'Académie des sciences morales et politiques. Sa réponse à M. Victor Hugo, croyant qu'on peut détruire la misère, XXIII, 299. — Note sur le bulletin des lois et les nationalités de l'Autriche, XXVII, 174.
- BEAUVAIS.** Sur l'exposition des tapis de la manufacture nationale de Beauvais en 1850, par M. Louis Leclerc, XXVI, 267.
- BELGIQUE.** Sur le triple recensement de la population, de l'agriculture et de l'industrie, opéré en Belgique le 15 octobre 1846; par M. Quetelet, XXII, 131. — C. R. du rapport d'une Commission pour la suppression des octrois, XXI, 130; XXII, 282. — Compte-rendu des opérations de la Société générale pendant l'année 1848, XXIII, 87. — Son budget de la guerre de 1839 à 1849, 97. — Somme qu'elle doit à la France, 190. — Son commerce intérieur pendant les années 1846, 1847 et 1848, 191. — Discussion sur la loi céréale, XXV, 270. — Vote. — Progrès des idées libérales, 317. — Résultats généraux du recensement de 1846, XXVII, 171.
- BENOIST D'AZY** (Denis), maître de forges, représentant du peuple, un des chefs de la ligue protectionniste. Son rapport sur les propositions de MM. Dufournel et Lestiboudois, relatives aux Sociétés de secours mutuels et aux caisses de retraite, XXIV, 395. — Son discours contre l'économie politique au Conseil général de l'agriculture, des manufactures et du commerce, XXVI, 185. — Ce que lui dit M. Bastiat à cet égard, 110. — Petite épître que lui adresse M. Joseph Garnier à ce sujet, 282. — Sa conversion possible, par la force de la logique; lettre de M. A. Clément, 397.
- BERNARD** (A.). B. B. sur les études sur le budget, par M. Coffinières, XXIII, 198.
- BERRYER**, représentant du peuple. Son rapport du budget de 1850, résumé par M. Joseph Garnier, XXV, 413.
- BERTHIER** (Ferdinand), professeur à l'Ecole des sourds-muets. Mémoire sur les facultés intellectuelles et morales des sourds-muets, A., XXVII, 360.
- BESOINS.** Des besoins de l'homme, par M. Bastiat, XXI, 105. — Des moyens de les satisfaire, par le même, XXII, 7.
- BESTIAUX.** Du projet de loi tendant à la modification des droits de douane sur les bestiaux étrangers, par M. Horace Say, XXVII, 26. — Concours d'animaux reproducteurs à Versailles, par M. Louis Leclerc, 344.

BETHMONT, ancien député, deuxième ministre du commerce, etc. après Février, conseiller d'Etat. — Décrète une curieuse réforme, XX, 174. — Son rapport sur la réforme hypothécaire, au Conseil d'Etat, apprécié par M. Wolowski, XXVII, 305.

BIEN-ÊTRE. Des conditions du bien-être pour les classes laborieuses et de l'influence qu'il exerce sur la moralité, par M. Rapet, XXVII, 324.

BIENFAISANCE. Nombre et revenu des établissements de bienfaisance en France, XIX, 99. — Dons et legs à ces établissements en France de 1800 et 1845, note de M. de Watteville, XXI, 438. — Complétée par un document du *Moniteur*, XXVI, 194. — Rapports et observations de M. Lucas sur une brochure sur ce sujet, XXIII, 86. — De la santé du peuple, par M. Lélut, XXIII, 187. — Revenu des bureaux et des hôpitaux, 358. — Des réformes à opérer dans le régime des hôpitaux, par M. Lamothe, XXIV, 266. — Les colonies agricoles de la Société néerlandaise de bienfaisance, XXV, 193.

BILLETS DE BANQUE. Leur fonction, par M. J. Wilson, XIX, 184.

BIGNON. Son éloge, par M. Mignet, XXI, 387.

BILLETS A RENTE. Proposés, après Février, par M. de Girardin, XX, 56. — Discussion sur leur nature, par MM. Cieszkowski et Coquelin, XXI, 74.

BIZET, conservateur des abattoirs de Paris. B. B. sur son livre : *Du commerce de la boucherie et des commerces qui en dépendent*, XX, 447.

BLAISE (des Vosges) (Adolphe), ancien conseiller de préfecture à Rouen, de la Société d'économie politique. C. R. des divers écrits sur les canaux et les chemins de fer, par MM. Minard, Daru, Collignon, Teisserenc, etc. ; réflexions sur la statistique, etc., XIX, 55. — B. B. sur un écrit de M. Laboulaye : *Organisation du travail ; démocratie industrielle*, XXI, 44. — Son C. R. et ses réflexions sur un écrit de Et. Anison, sur la centralisation administrative et ses dangers dans un Etat démocratique, XXIII, 268. — B. B. sur un livre de M. F. Vidal : *Vivre en travaillant*, des voies et moyens des réformes sociales, 389. — De l'assistance publique et du projet de loi sur ce sujet, XXIV, 1.

BLANC (Louis), membre du Gouvernement provisoire. Comment il modifie sa doctrine et censure le *Moniteur*, XX, 111. — Quatrain sur lui, 112. — Le club de la liberté du travail contre ses prédications, 55, 112. — Lettre de M. de Lamennais, 170. — Ecrits de M. Cherbuliez, de M. Gratiot, 175. — Vote contre son système au club des ouvriers de l'*Atelier*, 176. — Son compte-rendu à l'Assemblée nationale apprécié, 236. — Quitte le Comité de travail de la même Assemblée, 358. — Son système jugé, par M. A. Clément, B. B., XXI, 47. — Par M. Léon Faucher, B. B., XXI, 48.

BLANQUI (Adolphe), membre de l'Institut. Situation morale et économique de l'Espagne, XX, 90 ; XXI, 149. — Rapport verbal sur les œuvres de Ricardo, nouvelle édition par Fonteyraud, 95. — Reçoit une mission pour étudier la situation des centres industriels de la France, XXI, 53. — Introduction à son rap-

port (à l'Académie des sciences morales) sur la situation des classes ouvrières en 1848, XXII, 51. — Situation des classes ouvrières en 1848, à Lyon et à Saint-Etienne, 395. — Ses conclusions, XXIII, 83. — Reçoit une nouvelle mission pour étudier la situation des ouvriers agricoles, 87. — Notice nécrologique sur Alcide Fonteyraud, XXIV, 182. — Son appréciation du livre de M. Coquelin : *Du crédit et des Banques*, 383. — Partisan de l'unité des Banques, XXV, 302 et 305. — Son opinion sur la question des logements insalubres, XXVI, 62. — Son observation sur les prisonniers sans travail, 65. — Attaqué par les protectionnistes au Conseil général de l'agriculture, des manufactures et du commerce, sur son enseignement, 179, 185. — Sa lettre à ce sujet, 190. — Sa réponse à M. Cadou-Tailfer, au sujet du système protecteur et de l'industrie des aiguilles, XXVI, 278. — Sur les attaques contre les professeurs d'économie politique au sein du Conseil général de l'agriculture, des manufactures et du commerce, 321. — Situation des classes agricoles en France, XXVII, 352.

BLÉ. V. *Céréales*.

BONAPARTE (Louis-Napoléon), président de la République française. Son manifeste avant les élections du 10 décembre, extrait des passages économiques, XXII, 118. — Socialisme de ses partisans, 120. — Son premier ministère, 225. — Son premier message en 1849, XXIII, 286. — Composition de son second ministère, 312. — Sa conversation avec les membres du bureau du Congrès de la paix, XXIV, 172. — Son discours au Banquet des exposants, 221. — Son discours à propos de la distribution des médailles aux exposants, apprécié, 441. — Son allocution au Conseil général de l'agriculture, des manufactures et du commerce, XXVI, 98. — Ses voyages pendant la prorogation de 1850 ; discours de Cherbourg, XXVII, 198. — Son message de 1850 : intérieur, finances, travaux publics, agriculture et commerce, justice, guerre, Algérie, marine et colonies, XXVII, 396. — Apprécié, 307.

BON MARCHÉ. La vie à bon marché ; lettre de M. Richard Cobden, XX, 68.

BONS HYPOTHÉCAIRES. Emission désapprouvée par la Société d'économie politique, XXI, 166. — Rejetée par la Constituante, 339.

BOURDON (Docteur Isidore). Notice statistique et historique sur les Quinze-Vingts, XXI, 189.

BOUCHERIE. B. B. sur un ouvrage relatif à la boucherie de Paris et des commerces qui en dépendent, par M. Bizet, conservateur des abattoirs, XX, 447. — Curieux faits sur le monopole de la boucherie à Paris, par M. Pommier, XXVII, 369.

BOUCHETTÉ. A. de son mémoire sur les opinions philosophiques touchant la nature et la destinée de l'âme jusqu'à la chute de la philosophie gréco-romaine, XXIII, 357.

BOUILLER. Son mémoire sur d'Aguesseau, A. XXVI, 281.

BOURSE DE PARIS. Variations des cours des fonds publics depuis un demi-siècle, XX, 40. — La Bourse du 24 février au 31 mai 1848, par

M. Courtois, XXI, 344. — En janvier 1849, XXII, 329. — En février 1849, 439. — En mars, XXIII, 99. — Avril, 197. — Mai, 304. — Juin 375. — Juillet, XXIV, 106. — Août, 216. — Septembre, 308. — Octobre, 423. — Novembre, XXV, 96. — Décembre, 190. — Janvier 1850, 312. — Février, 409. — Mars, XXVI, 95. — Avril, 194. — Des opérations de report et de déport qui se font à la Bourse de Paris, par M. Courtois, 271. — Les cours en mai 1850, XXVI, 304. — En juin, 407. — Juillet, XXVII, 78. — Août, 183. — Valeurs négociées à la Bourse de Paris, avant, pendant et après la révolution de Février, par M. Courtois, 243. — Les cours en septembre 1850, 286. — En octobre 1850, 385.

BOURON, banquier. *Guerre au crédit* ou considérations sur les dangers de l'emprunt, B. B., par M. Ch. Giraud, XXVI, 308.

BOUTOWSKI (Alexandre), agent officiel du ministère des finances de Russie, correspondant de la Société d'économie politique. Sur son livre : *Essai sur la richesse nationale et sur les principes de l'Economie politique*, C. R., par M. de Molinari, et citations, XXVI, 247.

BOUVET (Francisque), représentant du peuple. Son discours au Congrès de la paix de Bruxelles, XXI, 279.

BREVETS D'INVENTION. Analyse d'un projet de loi de M. Jobard, de Bruxelles, directeur du Musée de l'industrie belge, XXIII, 208.

BRIEL (Adolphe). De la suppression de la chaire d'économie politique au Collège de France, brochure, B. B., XXII, 442.

BRIGHT (John), orateur de l'*anti-corn-law League*, membre du Parlement. Son discours sur les résultats de la liberté commerciale à Manchester (25 janvier 1848), XIX, 304.

BBOGLIE (A. de) fils. De la question vinicole et de l'urgence de la résoudre dans la crise actuelle (mars 1849), XXII, 263. — Qu'il faut enseigner l'économie politique, XXIV, 425.

BROUCKÈRE (Ch. de), ancien ministre et représentant belge, etc. Combat les protectionnistes au sein du Parlement belge, XXV, 317.

BRUCK (de), ministre du commerce d'Autriche. Adresse un mémoire aux Etats allemands sur les moyens d'asseoir leurs rapports économiques sur une base commune, XXV, 313.

BRYAS (E. de). Sa lettre sur cette question : si l'élévation des fonds publics a récemment augmenté d'un milliard la richesse nationale, XXVI, 168.

BUDGETS. Projet de budget de la France pour 1849, XIX, 215. — Évaluations du déficit de 1848, XX, 456. — Budget de la France rectifié de 1848, XXI, 332, 390. — Ce budget discuté à la Constituante, 453. — Réflexions sur ce budget, XXII, 118. — Etudes sur le budget, par M. Coffinières, B. B., XXIII, 198. — Budget de 1849, discuté à la Constituante, 112 et 214. — Budgets des recettes de 1850, résumé, XXVI, 101. — Le budget de 1850 discuté à l'Assemblée législative, 101. — Loi portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1851, XXVII, 70. — Discussion du budget de 1851 à l'Assemblée législative, la péréquation de l'impôt, XXVII, 104.

BUFFET, représentant du peuple ; premier ministre du commerce de M. Louis-Napoléon Bonaparte. — Ne peut admettre les produits étrangers à l'Exposition de l'industrie, XXIII, 110.

BUGAUD, maréchal de France. — Passage remarquable de sa brochure : *Veillées d'une chaumière de la Vendée*, XXV, 105.

BURRITT (Elihu), promoteur des Congrès de la paix. Organise avec MM. Richard, Joseph Garnier et Wischers le Congrès de la paix à Paris. V. *Congrès de la paix* et *Paix*. — Son éloquence caractérisée, XXIV, 171. — S'occupe du Congrès de la paix de Francfort, XXVI, 426.

BUTTLER-KING, représentant de la Géorgie. Extraits de son rapport sur la Californie : population, climat, production, commerce, or, XXVI, 296.

C.

CABANIS. Analyse d'une notice de M. Mignet, XXVI, 391. — Etrangement appréciée par le journal *l'Univers*.

CABET, ancien député, chef de la secte des communistes dits icariens. Quelques-uns de ses adhérents partent pour le Texas (3 février 1848), XIX, 319. — Deuxième départ après février, XXI, 400. — Trouvent la misère au Texas, XXII, 231. — Protestent, 447. — Accusent le père de dictature, XXVI, 216.

CABOTAGE. Mouvements du cabotage en France pendant l'année 1846, XXIII, 211. — *Dito* pendant l'année 1848, XXVI, 88.

CADOR (L.). Subsistances et population, B. B., par M. A. Clément, XXVII, 91.

CADOU-TAILFER, ancien fabricant d'aiguilles. Sa réclamation au sujet du système protecteur, relativement à une communication sur la fabrication des aiguilles à l'Académie des sciences morales et politiques, par

M. Villermé fils ; réponse de M. Blanqui, XXVI, 278.

CAISSE D'ÉPARGNE. V. *Epargne*.

CAFÉS. V. *Sucres*.

CAISSE D'ESCOMPTE. Sa situation, rapprochée de celle de la Banque de France, à soixante ans d'intervalle, par M. Léon Say, XX, 77.

CALIFORNIE. Rapport du colonel Mason, gouverneur de ce pays (10 septembre 1847), sur la richesse aurifère de ce pays, XXII, 202. — Nouvelles en Europe, en mars 1849, commencement de la fièvre des actions, 447. — Documents divers, lettres, renseignements, appréciation, recueillis par M. Legoyt, XXIV, 41. — Lettre de M. Paul Leclerc, datée de Rosas las Minas sur la Yuba, 22 décembre 1849, XXV, 395. — Population, climat, production, commerce, or ; extrait du rapport de M. Butler King, représentant de

la Géorgie, envoyé en Californie par le gouvernement américain, XXVI, 296.

CANADA. Ce que dit lord John Russell de la liberté laissée à cette colonie, XXVI, 11.

CANAUX. Transport sur les canaux et les chemins de fer; écrits de MM. Minard, Daru, Collignon, Ed. Teisserenc, C. R., par M. Blaise; aliénation des canaux, XIX, 55.—Faux principes desquels on est parti en France pour multiplier les canaux, XXIII, 217.—Reprise de la question des actions de jouissance, XXVII, 301.

CANCRIŒ (De). Son ouvrage : *l'économie des sociétés ou la science des finances*. Son opinion sur la liberté du commerce, B. B., XIX, 205.

CAPITAL. Association du travail et du capital; plan de M. Olinde Rodrigues, XX, 106.—Le capital; par M. Michel Chevalier, XXI, 40.—V. *Intérêt; impôt sur le capital*.

CARNOT (Hipp.); ministre de l'instruction publique après Février. Supprime la chaire d'économie politique au collège de France, XX, 57.—Signe un curieux programme du cours rétabli, 96.—Ses autres décrets, 173.—Sa lettre sur les missions académiques, 286.—Forcé de donner sa démission. Ses actes, 450.—Avait voulu faire des changements révolutionnaires à l'Académie des sciences morales et politiques, XXI, 52, 163.

CATHOLICISME. Le catholicisme et l'économie politique; réponse à un discours de M. Donoso Cortés, député espagnol, par M. de Molinari, XXV, 321.

CAVAIGNAC (le général), chef du pouvoir exécutif, concourt au maintien de la paix, XXI, 101, 167.

CÉDULES HYPOTHÉCAIRES. Lettre de M. Ch. de Beaulieu, XXI, 449.—V. *Hypothèques*.

CENTRALISATION. De la centralisation; par M. G. Du Puynode, XX, 409; XXI, 16.—De la centralisation administrative et de ses dangers dans un État démocratique, par M. Etienne Anisson, C. R., et réflexions, par M. Blaise des Vosges, XXIII, 268.—Discussion à la Société d'économie politique (juin 1849), 308.

CÉRÉALES-BLÉ. Sur les céréales et le commerce des grains, par M. Den-Tex, membre de l'Institut de Hollande, C. R. par M. Dunoyer, XIX, 398.—Avantages du libre commerce des céréales, par M. Cobden, XX, 68.—Sur le prix du blé en Angleterre, de 1839 à 1847, XXI, 216.—Considérations sur la production et le prix des céréales, par M. Passy, 327.—Prix et consommation des céréales en Angleterre, de 1839 à 1846, XXIII, 160.—Histoire d'un grain de blé et d'une tête de bétail, par M. Louis Millot, B. B., XXV, 198.—Discussion sur la législation des céréales dans les Chambres belges, par M. Martou, 270.—Vote, 317.—De la question des céréales en France, par M. J. B. Delaunay du Havre, 274 et 369.—Importation, exportation et prix moyens des céréales en France, de 1832 à 1848, 380.—Effets de l'affranchissement des céréales en Angleterre, note de M. Moreau de Jonnés, XXVI, 11.—Le congrès agricole discute sur l'échelle

mobile, le privilège de la boulangerie, et la sincérité des mercuriales, 53.—Grande variation du prix du seigle en Russie, 256.

CÉRÉALES (lois). V. *Céréales, Réformes économiques, Peel, Cobden, Douanes, Liberté du commerce*.

CESENA (Amédée de), publiciste. De la réorganisation de l'administration communale et départementale, XXI, 249 et XXIV, 121.

CHARITÉ LÉGALE. Effets de cette charité, XIX, 88.—Code de l'administration charitable, B. B., XIX, 98.

CHARTISTES. Leurs plans financiers, XXIV, 213.

CHILI. Sa législation décrite, la franchise des ports pour les nations qui accordent la réciprocité, XXVII, 304.

CHEMINS DE FER. Transports sur les canaux et les chemins de fer; écrits de MM. Minard, Daru, Collignon, Teisserenc, C. R. par M. Blaise, statistique; parcours intermédiaires; transit; rapports internationaux; les voies navigables et les chemins de fer, XIX, 55.—Discussions au Parlement anglais, sur l'intervention de l'État, en matière de chemins de fer, à propos de la crise de 1847, 89.—Inauguration du chemin de Marseille à Avignon, 216.—Chemin d'Orléans mis sous le séquestre; velléité du gouvernement provisoire, XX, 111.—Présentation du projet de loi d'absorption par l'État, par M. Duclerc, XX, 359.—Discours de M. de Montalembert contre ce projet, 398.—Le projet est retiré par M. Goudchaux, 408, 457.—Inauguration du chemin de Dieppe, XXI, 55.—Ouverture du chemin de Barcelone à Mataro, 400.—Faux principes desquels on est parti en France pour les multiplier et les faire construire aux frais de l'État, XXIII, 217.—Inauguration de la ligne de Paris à Chartres, 402.—*Dito* de Paris à Épernay et de Paris à Tonnerre, XXIV, 223.—L'Assemblée législative vote, en deuxième délibération, le projet de loi du chemin de fer de Lyon à Avignon, 442.—*Dito*, en troisième délibération, XXV, 112.—Proposition de la commission des finances, pour la ligne de Paris à Avignon, 320.—Le congrès agricole veut imposer l'obligation de transporter à bas prix les engrais et les amendements, XXVI, 55.—Deuxième délibération sur le chemin de Paris à Avignon, 102 et 214.—Réunion d'une Commission mixte des transports internationaux, France, Belgique, Prusse, pour faciliter le transit par les chemins de fer, XXVI, 216.—*Annales des chemins de fer*, travaux publics et mines, publiés par M. Aristide Dumont, 311.—Loi sur le chemin de fer de Tours à Nantes, avec des observations, par M. A. Courtois, XXVII, 72.—Inauguration du chemin du Centre, 410.

CHERRULIEZ (A. E.), ancien professeur d'économie politique et de droit public à Genève, membre de la Société d'économie politique.—Son livre sur la *Démocratie en Suisse*, apprécié, XIX, 380.—Essai sur la théorie de l'impôt, XX, 381 et 419.—Lettre à M. Proudhon sur ses doctrines philosophiques et économiques, XXII, 68.—Ses brochures appréciées. *Le socialisme est la barbarie*.—*Simple notions de l'ordre social*,

à l'usage de tout le monde. — *Le potage à la tortue*, entretiens populaires sur les questions sociales, B. B., XXII, 443. — Du socialisme philanthropique, XXV, 134. — Ses principes pour reconnaître les fonctions naturelles de l'État, 204. — Du socialisme philanthropique (suite), et des seules réformes rationnelles et profitables, 325. — Son opinion sur la constitution des banques, 425; et XXVI, 216. — Expose les idées économiques de Fichte, 235. — Notice sur la vie et les écrits de M. Émile Vincens, 373.

CHERUEL (A.), professeur d'histoire au lycée de Rouen. De l'administration de Louis XIV (1661-1672). B. B., par M. Monjean, XXVI, 415.

CHEVALIER (Michel), ancien député, professeur au collège de France, membre de l'Institut et de la Société d'économie politique, etc. Son discours d'ouverture du cours d'économie politique au Collège de France sur la liberté du travail, le 22 décembre 1847, XIX, 127. — Introduction à un mémoire de M. de Humboldt sur la production d'or et d'argent, 360. — Sa lettre au sujet de la suppression de sa chaire, XX, 63. — Le capital, XXI, 40. — Statistique des travaux publics sous la monarchie de 1830, XXI, 281. — Candidat à l'Académie des sciences morales et politiques, XXII, 132 et 341. — Son discours de réouverture du cours du Collège de France sur l'économie politique et le socialisme, et les attaques dirigées contre l'économie politique, 345. — Sa circulaire électorale en 1849, XXIII, 214. — Nommé membre correspondant de la troisième classe de l'Institut des Pays-Bas, 308. — Sa lettre au meeting de la paix de Londres, XXIV, 434. — Sa brochure sur la liberté aux États-Unis, B. B., XXIV, 437. — Accord de la morale et de l'économie politique; — discours d'ouverture du cours d'économie politique au Collège de France, XXV, 209. — Son opinion sur les fonctions de l'État, 315. — Son opinion sur la constitution des banques, 423. — Son discours au Conseil général de l'agriculture, des manufactures et du commerce, à l'occasion de l'attaque des protectionnistes contre les professeurs d'économie politique, XXXI, 179. — Publie un volume sur la monnaie, rapidement analysé, 426. — Son ouvrage sur la monnaie, analysé par M. Paillottet, G. R., XXVII, 157.

CHINE. Le tarif, lettre de M. Natalis Rondot, XIX, 291. — La ville de Fou-Tchou; son commerce et ses Banques, par le même, XX, 43. — Éphémérides du papier-monnaie en Chine. — Lettre de M. Natalis Rondot, XXV, 176. — Note sur l'infanticide, par le même; proclamation d'un gouverneur à ce sujet; détails sur des meurtres tolérés, sur les hospices, sur la mare aux filles, etc., XXVI, 258.

CHRISTIANISME. Mis en opposition avec les économistes et les socialistes, par M. Perin, B. B., XXV, 98.

CHOLÉRA. Le choléra à Paris, en 1832. Note historique et statistique par M. de Watteville, XXIII, 49.

CHOISEUL (de). Son mémoire sur l'Italie, remis à Louis XV, A., XX, 87, 284.

CHRONIQUE, par M. Joseph Garnier, rédacteur en chef.

15 décembre 1847. — Débats du parlement. — Enseignement mutuel des prohibitionnistes. — Avis de la consulte romaine sur la liberté du commerce. — Réponse de la Société d'agriculture des Landes au comité Odier, Mimerel et compagnie. — Publication du rapport sur la loi des douanes. — Séance publique de l'Association pour la liberté des échanges à Bordeaux. — Mort à la beiterave. — Statistique phénoménale. — Réouverture du Conservatoire des arts et métiers. — Prix proposés par la Société économique de Mâcon, et par la Société d'agriculture de la Marne. — Les banquets politiques, toast de M. de Malleville sur l'organisation du travail. — M. de Lamartine à un extravagant (communiste), XIX, 104.

15 janvier 1848. — Message de M. Polk. — Les finances et la guerre du Mexique. — Septième séance de l'Association pour la liberté des échanges : discours de MM. Anisson Dupéron, Joseph Garnier, Ch. Coquelin, F. Bastiat. — Réunion publique de l'Association Belge. — L'équilibre du budget. — Curieux projet de réforme de l'impôt du sel et du tarif des lettres. — Promesse du discours de la couronne. — Le projet de loi des monts-de-piété. — L'inauguration du chemin de fer de Marseille à Avignon et *Lucifer*. — La liberté du commerce en Suède, en Hollande. — Cobden neutralise Wellington, XIX, 211.

15 février 1848. — En quoi consiste le débouché de l'Algérie. — Réduction de l'armée dans ce pays. — Folie des armements. — L'adressé, temps perdu par la Chambre des députés. — Nos finances. — M. Thiers économiste. — Association de Montpellier pour la défense des intérêts viticoles. — Pétition libérale de notables de Limoges. — Importations et exportations en 1847. — Stagnation de la place. — Premier départ des communistes icariens pour l'Amérique. — Une nouvelle expérience fouriériste. — l'Italie, XIX, 314.

15 mars 1848. — La République entravée par les socialistes. — L'organisation du travail. — La Commission du Luxembourg et ses décrets extravagants. — Avis à M. Carnot. — Réunion publique de l'Association pour la liberté des échanges : discours de MM. Peupin, Clapier, Coquelin, Golovine, Wolowski, Paillottet, etc. — Démarche du Conseil de cette Association auprès du Gouvernement provisoire. — Nouveaux décrets qui autorisent la Banque de France à suspendre ses paiements en espèces, donnent un cours légal aux billets de Banque, prorogent l'échéance des bons du Trésor, augmentent les impôts. — Note de M. Lehideux aîné sur les remèdes à apporter à la situation, XIX, 406.

1^{er} avril 1848. — Crise et organisation. — Les cuisiniers, boulangers et marchands de vins organisés. — La propriété violée. — Pénalité contre le marchandage. — Projet d'une Sorbonne industrielle. — Les manufactures ci-devant royales. — Les questions économiques dans les clubs. — Club de la liberté du travail. — Un nouveau droit et deux grands hommes. — Fusion des devoirs. — Travail des prisons, XX, 54.

15 avril 1848. — Une éphéméride économique. — Fragment d'une séance de la haute Commission des études. — *Le National*. — Modification de la doctrine de Louis Blanc. — Heureux effets de l'intolérance et de la théorie des organisateurs du travail. — Rachat des chemins de fer. — Il faut bien faire quelque chose ! — Un peu de confiance. — Une résolution du club de la Liberté du travail. — Louis Blanc et Louis Jaunes. — A bas les Savoyards ! 111.

1^{er} mai 1848. — Proscription de l'économie politique. — Les journaux peu intelligents. — Organisation du Collège de France jugée par la *Revue nationale*. — Les élections. — M. Lamennais aux ouvriers. — Mesures financières. — Octroi du luxe. — Suppression de l'impôt du sel. — Impôt sur les créances hypothécaires. — Fusion des Banques. — Curieuses préoccupations du chef de l'Université, à l'endroit des tricornes et des demi-bottes. — Grande réforme de M. Bethmont. — La fête du 4 mai et le Palais du peuple. — Les enfants de la patrie. — La crise et les émeutes. — Nouvelles du socialisme. — Remarquable déclaration d'une société d'ouvriers. — Symptômes de paix malgré la guerre. — Déficit dans le revenu de la France et de l'Angleterre, XX, 167.

15 mai 1848. — Réponse à M. de Colmont. — Comme quoi il est heureux que M. Cunin-Gridaine n'ait pas été libre-échangiste. — L'organisation du travail et son inventeur à l'Assemblée nationale. — Comité d'enquête pour les travailleurs. — Situation de la Banque de France. — *L'Assemblée nationale*, la *Revue nationale*, le *National*. — Fête du 4 mai. — La Constitution. — Niaiserie d'une cour ; bon sens d'un manufacturier anglais. — Adresse de Liverpool à la ville de Marseille. — Réforme des lois de navigation, en Angleterre. — La guerre, XX, 235.

1^{er} juin 1848. — Cause fondamentale de l'émeute du 15 mai ; les voltigeurs de 93. — Conseils aux électeurs sur les candidats. — La Constitution ! la Constitution ! sans déclaration de principes. — Commission et comité du travail. — Décret sur les prud'hommes. — Projets sur les chemins de fer, la poste, etc. — Nos finances ; chiffres alarmants. — Les ateliers nationaux, Pologne et Italie, XX, 235.

15 juin 1848. — Les nouvelles élections : MM. Thiers, Louis Bonaparte, Leroux, Proudhon, Lagrange. — Gâchis intellectuel des hommes avancés. — Le Comité du travail. — Lutte entre le Comité des finances et le ministre des finances. — Du projet de conversion des bons du Trésor, et des dépôts des Caisses d'épargne en rentes. — Projet de rachat des chemins de fer. — Coup d'œil sur le plan du ministre des finances. — Listes de suspects. — Situation économique de l'Angleterre. — Confiscation des assurances, XX, 356.

1^{er} juillet 1848. — L'insurrection de juin. — Projets financiers. — Ce que sera l'Algérie à la France. — Maiden speech de M. Pierre Leroux. — Modifications au tarif, par M. Flocon. — Les droits proclamés par la Constitution. — Les nombreux secrets au sujet des ateliers nationaux. — Reprise de l'ancien système pour l'impôt des boissons. — Premier retrait du

projet des chemins de fer. — La Martinique. — M. Carnot et M. Jean Reynaud, XX, 407.

15 juillet 1848. — Démission de MM. Carnot et Reynaud ; curieux rapprochement ; le manuel du citoyen. — Les partisans du droit au travail, scientifiquement responsables des événements de juin. M. Proudhon et M. Considérant. — Le droit de propriété, M. Lamennais, M. Cousin, M. Proudhon et Hobbes. — Premier programme de M. le ministre du commerce. — Dissolution des ateliers nationaux. — Décisions de l'Assemblée nationale : remboursement des bons du Trésor et des dépôts des caisses d'épargne. — Le décret des heures de travail. — Encouragements aux ouvriers et à l'industrie du bâtiment. — La transportation. — Chiffres du déficit. — Revenu de la douane. — Les États-Unis au Mexique. — Précieuse déclaration de M. le ministre des finances. — La loi sur l'instruction primaire. — Situation des banques. — M. Albert Gazel, XXI, 450.

1^{er} août 1848. — Congrès agricole européen à Bruxelles. — A quoi aboutissent les primes d'exportation. — D'un attentat académique projeté par MM. Carnot et Jean Reynaud. — Publications populaires de l'Académie des sciences morales et politiques. — Mission de M. Blanqui. — L'Irlande. — La colonie du Sig. — Importations en 1848. — Revenu des contributions indirectes. — L'emprunt. — Abrogation du décret du 20 mars. — M. Proudhon devant l'Assemblée nationale, XXI, 50.

15 août 1848. — La situation. — Le maintien de la paix est possible et probable. — Propagande du désarmement en Angleterre. — Paroles de lord John Russell. — Le vote de l'Assemblée nationale sur l'impôt des créances hypothécaires et la discussion en matière de propriété. — Souscription de l'emprunt de 13 millions. — M. Proudhon et cet affreux Malthus, XXI, 101.

1^{er} septembre 1848. — M. Carnot rend compte des actes de son ministère. — L'enquête sur les événements de mai et de juin. — Le second projet de Constitution ; préambule des deux projets. — Les prix de l'Académie française. — Les milliards de bons hypothécaires à la société des économistes et au Comité d'agriculture. — Assemblée nationale : l'impôt sur le revenu ; l'indemnité des colons ; les primes ; l'octroi ; les concordats amiables ; le rachat du chemin de fer de Lyon. — Mort de Berzélius et de Stephenson. — Congrès des économistes, XXI, 163.

15 septembre 1848. — Le préambule de la Constitution : MM. Fresnau et Lamartine. — Curieux épisode au sujet de l'allègement des charges publiques. — Le droit au travail : MM. Lamartine, Billault, etc. ; contre MM. Duvergier de Hauranne, Thiers, Dufaure, etc. — Décret sur les heures de travail : MM. Pierre Leroux et Senard, etc., contre MM. Wolowski, Léon Faucher, Buffet, etc. — M. Senard et les pestiférés. — Travail du dimanche. — Rapport sur le projet d'impôt progressif sur les successions. — Difficultés extérieures. — Congrès de la paix. — Mort de M. Dulens. — Ajournement du Congrès des économistes, XXI, 219.

1^{er} octobre 1848. — La Constitution ; vote

du préambule et de la garantie des droits. — Le droit au travail. — Le droit à l'assistance par le travail; le devoir à l'assistance. — Texte du préambule voté. — Courage de M. Bourdon, directeur du Creusot. — L'impôt sera proportionnel et non progressif. — La liberté d'enseignement comme par le passé. — Congrès de la paix à Bruxelles; discours de M. Francisque Bouvet; vœux émis. — La nouvelle expérience en Algérie. — Situation de la Banque, XXI, 276.

15 octobre 1848. — Les milliards hypothécaires; le Comité d'agriculture; M. Flandin, M. Thiers, M. Léon Faucher, etc. — Le maximum des heures de travail et l'impôt sur le revenu, à la société d'économie politique. — L'enseignement agricole; ce qu'est la France agricole et ce que veut M. Dezeimeris. — Sept millions d'écharpes et de drapeaux. — Premier départ de colons pour l'Algérie. — Proposition sur la douane du même pays. — Le nan-kin et la grass-cloth, proscrits par la Chambre de commerce de Roubaix. — C.-R. du commerce extérieur pour 1847. — Situation de la Banque. — Proposition de M. Alex. Martin sur une création de Banques départementales. — La tourmente de l'Europe: Vienne, l'Italie, M. Rossi. — L'intérieur, le cabinet, la Constitution, le Conseil d'État, XX, 338.

1^{er} novembre 1848. — La Constitution votée: La magistrature, la décentralisation, le remplacement militaire, etc. — La fin du provisoire. — Cas de supériorité des nègres. — Droit sur la contrainte par corps. — Les recettes publiques en France, en Belgique, en Hollande. — Démission de M. Goudchaux, ministre des finances. — Promesses de M. Trouvé-Chauvel, son successeur. — Une commission pour réviser la législation commerciale de l'Algérie. — Une ordonnance libérale de M. Tourret sur la sortie des bourres de soie, et mécontentement du Constitutionnel. — Libéralisme du Congrès des agriculteurs du Nord à Reims. — Une question à M. Vaulabelle, ministre de l'instruction publique. — Comme quoi les socialistes agitateurs se sont séparés en voulant s'unir plus étroitement. — Départ des communistes et des trappistes pour l'Amérique. — Ouverture du premier chemin de fer espagnol. — Premier compte-rendu semestriel du comptoir national. — Encore le droit au travail: M. Félix Pyat et M. André Marius, ouvrier de Toulon, XXI, 395.

15 novembre 1848. — Les candidats à la présidence. — Dangers des promesses illusoires. — Réflexion rétrospective à propos de M. Cunin-Gridaine, à ce sujet. — Représailles du Zollverein. — Lord Russell et les amis de la paix. — Discussion sur le budget de 1848. — L'économie politique à l'Assemblée Constituante: remarquables discours de MM. Léon Faucher, Barthélemy Saint-Hilaire, Wolowsky, Lherbette, Freslon, ministre de l'instruction publique. — Fabuleux arguments de MM. Reynaud et Mathieu de la Drôme. — Vote pour le rétablissement de la chaire du Collège de France. — Réunion de la Société des économistes. — Réclamation de M. Ramon de la Sagra, XXI, 452.

15 décembre 1848. — Société des écono-

mistes: proposition relative à M. Rossi. Remerciements à M. Barthélemy Saint-Hilaire. — Nouvelle discussion sur l'émancipation des colonies. — Le nombre des lois organiques. — Le Conseil d'État supplémentaire et provisoire. — A propos du budget rectifié. — Les promesses économiques de M. Louis Bonaparte dans son manifeste. — Session des Conseils généraux. — De nouveau la question des sucres. — Décret sur les sels nécessaires à la pêche. — Nouveau projet de l'impôt du sel. — Les discussions politiques. — Le Socialisme et M. Louis Bonaparte. — Deux grands symptômes de paix à l'extérieur, XXII, 116.

15 janvier 1849. — Le nouveau ministère. — Premières mesures de M. le ministre de l'instruction publique. — Le message de M. Polk. — Projet du bill sur l'abolition de l'esclavage, proposé par le district de Columbia. — La monarchie et le progrès économique. — La réforme postale. — Réduction de l'impôt du sel. — La réforme du tarif des sels étrangers. — Projet de loi sur les coalitions. — La coalition des boulangers. — Les importations et le revenu anglais. — Le dividende de la Banque. — La loi du travail dans les prisons. — La loi sur l'assistance à Paris. — Déboire de M. Cabet. — La *Démocratie* par M. Guizot. — Les candidats à la succession académique de M. Rossi et à celle de M. Dutens, XXII, 225.

15 février 1849. — La réforme financière. — Proposition Billault. — L'Assemblée nationale ne peut voter le budget. — Réunion de la Société d'économie politique. — La réforme financière en Angleterre. — Le mouvement libre échangiste en Allemagne. — Election de l'Académie des sciences morales et politiques. — Les académiciens politiques. — Circulaire de M. Léon Faucher sur les coalitions. — Le monopole des placeurs d'ouvriers boulangers. — M. Proudhon, propriétaire et banquier; sa curieuse déclaration. — Grand combat singulier entre lui et M. Considerant. — Celui-ci promet d'expliquer ses théories, XXII, 338.

15 mars 1849. — Les fonctionnaires hors la chambre. — Les faillis concordataires électeurs. — Incompatibilité des portefeuilles. — Les frais de représentation du chef de l'État. — La Montagne passe au socialisme. — Y a-t-il des sous-officiers socialistes. — Nouvelles de M. Cabet et du *Gold-fever* en Californie. — Rappel du milliard des émigrés et le socialisme pacifique. — Avis du *Peuple* aux partisans du droit à l'assistance. — Il n'est pas immonde de vendre et d'acheter. — L'exposition et les protectionnistes. — Discussion à la Société des économistes sur l'utilité des expositions. — Le médaillon de Turgot. — Effet de la liberté des céréales sur nos adversaires. — Symptômes de paix, discours de M. de Brouckère à propos de la question des Flandres, XXII, 444.

15 avril 1849. — De la propagande antisocialiste. — Comment ses contre-poisons contiendront aussi du poison. — Économie politique des programmes électoraux. — Amis de la Constitution; montagnards et socialistes; bonapartistes: — La prime douanière prise sur le fait. — Le travail reprend. — M. Proudhon liquide sa banque. — La guerre: l'Italie;

l'Allemagne. — Le budget. — Réduction notable sur les travaux publics. — Origine du trop fameux impôt des 45 centimes, XXIII, 104.

15 mai 1849. — La liste électorale. — La coalition rouge, socialiste et les facilités que lui ont faites les organes de l'opinion modérée. — Utilité et dangers de la nomination des candidats socialistes. — Les circulaires : circulaire de M. Michel Chevalier. — Le budget. — Retour à l'industrie privée des paquebots de la Méditerranée. — Nombre des demandes de bureaux de tabac. — La banqueroute proposée au Gouvernement provisoire. — Adjudication de l'emprunt de Paris. — L'indemnité accordée aux colons. — Le Conseil d'Etat : MM. Vivier, Dunoyer, H. Say et Dussard. — Complications extérieures. — Le Congrès de la paix, à Paris, et les essais socialistes, discussion à la Société d'économie politique, XXIII, 212.

15 juin 1849. — Lettre de la troisième classe de l'Institut des Pays-Bas à M. Michel Chevalier et aux économistes français. — Réunion mensuelle des économistes : la centralisation, l'assistance publique. — Les élections. — Statistique socialiste. — Abolition des impôts sur les boissons. — Réforme des lois de navigation en Angleterre. — Annexion du Penjaub à l'empire des Indes. — La situation. — Nouvelles de l'Amérique du Nord, XXIII, 307.

15 juillet 1849. — Lutte entre M. d'Israeli, chef des protectionnistes, et Robert Peel, au sein du Parlement. — L'art. 13 de la Constitution et la proposition de M. de Melun. — M. Victor Hugo et Lebeuf, socialistes sans le savoir. — Juste observation de M. Gustave de Beaumont, au sujet de la misère. — La majorité veut faire et ne sait comment faire : plans et projets ; l'achèvement du Louvre ; le projet d'instruction de M. Falloux. — Réforme d'abus dans la filature de la Seine-Inférieure. — Conventions postales entre la France, l'Espagne et le Portugal. — Le Congrès de la paix. — Ouverture du chemin de Chartres. — Rome, etc., XXIII, 395.

15 septembre 1849. — Congrès de la paix à Paris ; succès, critiques, injures. — Banquet des exposants : discours de M. le président de la République, de M. le ministre du commerce. — Mehemet-Ali, socialiste pratique. — Inauguration des lignes de Paris à Epernay et de Paris à Tonnerre. — La tempérance à la Société d'économie politique. — Les Conseils généraux. — Une exposition de produits français à Londres. — La politique : sauvagerie, Rome, etc., XXIV, 219.

15 octobre 1849. — Progrès de l'enseignement économique. — Question des limites des fonctions de l'Etat, débattue à la Société d'économie politique. — Meeting contre l'emprunt d'Autriche : Discours de M. Cobden et de lord Dudley Stuart. — Embarras de la Commission des finances. — Nouveaux projets sur le timbre et les patentes. — Plan financier de M. de Girardin. — Projet de loi sur les coalitions. — Triomphe de M. Charles Dupin sur M. Pelletier. — Mouvement de la presse quotidienne socialiste. — La politique : arrestation de M. Scialoja, etc., XXIV, 314.

15 novembre 1849. — La question du désarmement à la Société d'économie politique :

caractère des guerres actuelles, socialisme, recrutement. — Vœu du jury de l'exposition des produits en faveur de la réforme des tarifs. — Distribution des récompenses : préjugé et industrie ; le discours du président de la République. — La révolution ministérielle. — Les idées de M. Fould et la Commission des finances. — La chaire d'économie rurale de l'Institut de Versailles. — Les votes de l'Assemblée : chemin de Lyon à Avignon : caisse de retraite, instruction publique, XXIV, 438.

15 décembre 1849. — Notice sur M. Rossi, par M. Mignet. — Propagande économiste à Berlin. — Discussion à la Société d'économie politique : l'enseignement de l'économie politique ; les *Harmonies économiques* de M. Bastiat. — La discussion de l'impôt des boissons à l'Assemblée législative : M. Montalembert et M. Bastiat. — Nouvelles querelles des grands prêtres socialistes à propos de l'anarchie. — Le fisc à Zaatcha. — Votes de l'Assemblée relatifs au chemin de Marseille à Avignon, aux coalitions, aux subventions et aux associations ouvrières, XXV, 108.

15 janvier 1850. — Quelle est la limite des fonctions de l'Etat ? Discussion à la Société d'économie politique. — Le message du nouveau président des Etats-Unis : la communication entre les deux Océans, l'esclavage, le tarif. — La lettre de Robert Peel à ses tenanciers. — Le revenu public en Angleterre et en France. — Les ligueurs déclarent la guerre au système colonial. — Une mêlée de *free-traders* et de protectionnistes à Stafford. — Les décisions de l'Assemblée législative : l'impôt des boissons ; la guerre avec Rosas ; la guerre aux instituteurs primaires ; la loi sur l'enseignement secondaire, XXV, 202.

15 février 1850. — Plan d'union économique de l'Autriche avec l'Allemagne ; programme de M. de Bruck, ministre du commerce, en Autriche. — Seconde discussion à la Société d'économie politique, sur les limites rationnelles de l'autorité. — Nouvelle loi des céréales en Belgique ; progrès des idées libérales dans ce pays. — L'agitation protectionniste battue en Angleterre. — La réforme coloniale devant le Parlement. — Soullouque suit les conseils des socialistes et des réglementaires. — Election de M. Lavergne à la chaire d'économie rurale à Versailles. — La chaire d'économie politique à l'Ecole des ponts et chaussées devant la Commission des finances. — Discussion sur la loi de l'enseignement. — Vote sur les associations ouvrières. — Vote du traité belge, etc., XXV, 313.

15 mars 1850. — La Commission des finances a maintenu la chaire d'économie politique à l'Ecole des ponts et chaussées. — Attaques à l'économie politique, par M. Donoso Cortés. — Pointé de M. Flourens contre Adam Smith ; son erreur à l'endroit des prohibitions. — Significations des élections socialistes à Paris. — Programme économique de la Montagne. — Discussion à la Société d'économie politique sur l'organisation des Banques. — Programme de la future session des Conseils généraux de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. — Meeting de mendiants et de voleurs à Londres. — Votes de l'Assemblée

législative : la loi de l'enseignement ; les associations ouvrières et les travaux publics ; le chemin de Lyon ; les habitations insalubres ; les Banques cantonales ; loi sur le bobinage et le tissage ; l'honneur, gage du crédit, XXV, 419.

15 avril 1850. — Première huitaine de la session du Conseil général de l'agriculture, des manufactures et du commerce. — Le discours du président de la République. — Un mot à M. Dumas, ministre du commerce. — M. Dupin, avocat de l'intérêt général. — Les recettes évaluées pour 1850. — Discussion du budget de 1850. — Plan socialiste de M. Pelletier. — Critique de MM. Howyn et Raudot. — Les bourgeois, instruits aux frais de l'État. — Le crédit foncier à la Société d'économie politique. — Deuxième délibération sur la ligne de Paris à Avignon. — Le timbre proportionnel sur le transfert des rentes. — Vote de la loi sur l'instruction ; des traités avec le Brésil et Costa-Ricca ; de la convention postale avec la Suisse ; de la loi des logements insalubres. — L'Assemblée ne veut pas toucher à la loi des successions ; elle veut examiner l'art. 1781 du Code civil et le système des concordats par abandon. — Présentation de la loi sur les hypothèques. — Politique et police, XXVI, 97.

15 mai 1850. — Notre embarras avec la politique. — La session du Conseil général de l'agriculture, des manufactures et du commerce. — Attaque contre l'économie politique. — La presse, à cette occasion. — Attaque d'un R. P. protectionniste. — Une lettre des constructeurs. — Conversation à la Société d'économie politique, sur l'attaque du Luxembourg de 1850, l'union douanière de l'Algérie, les marques de fabrique obligatoires. — Vote du budget. — Encore le baudet de Versailles. — Suppressions de M. Raudot. — Le chemin de Lyon. — La loi de l'École polytechnique. — Commission du budget de 1851. — Rapport de M. Gouin sur les projets de loi sur les patentes, les envois d'argent, les traitements des fonctionnaires. — Revenus publics en France et en Angleterre. Le Parlement d'Erfurth. — La dette et l'exposition des produits de l'industrie en Espagne. — Le différend anglo-grec. — La Commission des transports internationaux. Nouvelles de M. Cabet. — Le Creuzot, XXVI, 207.

15 juin 1850. — Querelle avec les prohibitionnistes. — Comment ils entendent l'art des citations. — Une lettre de M. Dumas, ministre du commerce, avec une erreur. — Commentaires et procédés du Comité prohibitionniste. — Encore un professeur à destituer. — Mobilité du domicile. — Les catégories socialistes de M. Lamartine et de M. Thiers. — Il y a un droit contre la loi. — Discussion sur la caisse des retraites, curieux vote. — Ouverture du chemin fer de Saint-Quentin. — Les trois millions de frais de représentation. — L'imprimerie organisée. — La loi du timbre et le timbre sur les transferts de rentes. — Le port des lettres élevé à 25 centimes. — Le différend avec l'Angleterre, XXVI, 311.

15 juillet 1850. — Mort de Robert Peel. — Hommage rendu à sa mémoire par la So-

ciété d'économie politique. — Deuxième discussion sur les institutions du crédit foncier au sein de cette Société : opinion de MM. Léon Faucher, Raudot, etc. — L'Académie des sciences morales, MM. Mignet et Condorcet, jugés par un journal se disant religieux. — Les votes de l'Assemblée législative. — La loi d'urgence de la presse. — Deuxième délibération pour la proposition de M. Saint-Priest sur l'usure. — Troisième délibération sur les caisses de retraite et sur la proposition Nadaud et Morellet, relative aux associations. — Première délibération sur le projet de réforme hypothécaire. — Deuxième délibération sur les Sociétés de secours mutuels. — Rejet de la proposition Adelsward, d'un impôt sur les dividendes, et de celle de M. de Grammont sur une banque foncière. — Loi qui abolit les droits différentiels dans les États sardes. — Les hommes d'État de ce pays ; dignes paroles de M. d'Azeglio, président du Conseil. — Fin du différend anglo-grec-français ; violation des deux Chambres anglaises. — La paix fort applaudie sur les théâtres à Londres. — L'invasion de Cuba. — Le Congrès de la paix de 1850. — Mort de M. Villeneuve Bargemont. — La Monnaie, par M. Michel Chevalier, XXVI, 417.

15 août 1850. — Le timbre des journaux. — Congrès de la paix, à Francfort ; son programme économique. — Société d'économie politique. — Grand concours des collèges ; discours de M. de Parrieu. — Académie française ; prix à M. Beaudrillart pour son éloge de M^{me} de Staël, et à M. Adolphe Garnier pour son livre sur la morale sociale. — Loi de la reprise des paiements en espèces par la Banque de France. — L'intendance sanitaire de Marseille. — Derniers votes économiques de l'Assemblée ; budget de 1851. — La péréquation de l'impôt. — Chaires de droit administratif et constitutionnel. — Écoles d'arts et métiers. — Chemins d'Orléans à Bordeaux et de Tours à Nantes. — Primes de la pêche. — Code forestier. — M. Fillmore. — Sous-comptoir des chemins de fer, XXVII, 99.

15 septembre 1850. — Le télégraphe électrique à travers la Manche. — Un vœu de Conseil général contre le libre-échange. — Abréviation de la durée légale des exercices financiers. — Départ de M. Frédéric Bastiat. — La question des sucres à la Société d'économie politique. — Il faut s'occuper de la contrefaçon. — Enquête sur le crédit foncier. — Réponses économiques de M. le président de la République. — Faits économiques du règne de Louis-Philippe. — Bruit d'un plan de Zollverein austro-italien. — Vote du Parlement anglais. — Réforme de la loi de navigation en Hollande. — Importation en 1850. — Nombre d'exposants français à Londres, XXVII, 196.

15 octobre 1850. — Quelques votes économiques des Conseils généraux. — Reprise de la question des canaux. — Ce dont MM. Dumas et d'Hautpoul sont obligés de se défendre. — Réapparition de M. de Saint-Chamans. — Les progrès de l'Algérie. — Création des Chambres d'agriculture dans ce pays et des Commissions d'agriculture en France. — La dernière campagne du sucre de betterave. — Les im-

portations des huit premiers mois.—La réforme des lois de navigation au Chili.—*Erratum* au sujet du Piémont.—La marque obligatoire pour les produits et les services des gens de lettres, XXVII, 301.

- 15 novembre 1850. — Message du président de la République.—Réforme hypothécaire.—Caisses d'épargne en France, en Angleterre, en Allemagne.—Monopole de la boucherie.—La nouvelle loi de navigation en Hollande. — Produit de l'impôt du sel, avant et depuis la réforme. — Débuts de la campagne du sucre indigène. — Les fermiers anglais, à la recherche d'une meilleure organisation du crédit. — Effets de la diminution du droit de timbre et d'enregistrement en Angleterre. — Enquête du *Morning Chronicle* en France. — Vote de la Commission départementale de la Seine.—Ligne des bateaux franco-américains, entre le Havre et New-York. — Inauguration de la troisième section du chemin de fer du Centre.—Mort de M. Joseph Droz, XXVII, 407.

CIESZKOWSKI (A.), député à la Diète de Prusse, membre de la Société d'économie politique de Paris. C. R. par M. A. Coquelin, de la 2^{me} édition de son livre : *Du Crédit et de la circulation*, XXI, 74.

CINTRÉ (de), ancien préfet, sa lettre sur l'enseignement de l'économie politique, XXIII, 303.

CIRCULATION. Considérations sur la circulation des billets et du numéraire, par M. J. Wilson, XIX, 178.—C. R. de la 2^{me} édition du livre de M. Cieszkowski : *Du crédit et de la circulation*, par M. Coquelin, XXI, 74. — Histoire des prix et des mouvements de la circulation de 1837 à 1849, par M. Tooke, B. B. XXI, 215. — Observations sur un nouveau système de circulation, à propos de la situation des banques, par M. Michel, XXIV, 173. — Conclusions d'une brochure de M. Tooke, ayant précédé l'ouvrage ci-dessus, 437.

CLAPIER, député de Marseille. Analyse de son discours à l'association de la liberté des échanges (15 mars 1848), XIX, 409.

CLASSES LABORIEUSES. V. *Ouvriers*.

CLÉMENT (Pierre) reçoit un prix de l'Académie française pour son *Histoire de Colbert*, XXI, 166.—Un prix de l'Académie des inscriptions pour le *gouvernement de Louis XII*, de 1683 à 1689, 223. — B. B. sur cet ouvrage, XXII, 224.

CLÉMENT (Ambroise), secrétaire de la mairie de Saint-Étienne et membre de la Société d'économie politique. Socialisme et liberté, XX, 241. — Sa brochure : *des nouvelles idées de réforme industrielle*, et en particulier du projet d'organisation du travail de M. Louis Blanc, B. B., XX, 47. — Divers modes de spoliation légale, XX, 261 et 363.—Le crédit, ses avantages, ses inconvénients, XXI, 169. — Des causes de l'instabilité et des institutions gouvernementales de la France, XXII, 233. — Rédige le *Courrier de la Drôme*, 450.—Du projet de loi de M. de Falloux, XXIII, 341. — Des attributions naturelles de

l'autorité publique, XXV, 228. — Sur les Banques de prêt d'honneur, 364.—Son C. R. des *Harmonies économiques* de M. Bastiat; discute les idées de cet économiste sur la valeur, la population et la propriété foncière, XXVI, 235.—Conversion possible de MM. Benoist d'Azy et Lebœuf, mais conversion peu probable de M. Mimerel, lettre, 397. B. B. sur le *Dictionnaire général d'administration*, 414.—B. B. sur la *Théorie de la richesse sociale* ou réserve des principes fondamentaux de l'économie politique, par M. Walras, XXVII, 83. — B. B. *Subsistances et populations*, par M. L. Cador, 91. — B. B. sur les derniers pamphlets de F. Bastiat, 289.

CLERGÉ. De la nécessité d'un clergé régulier, C. R. d'un écrit de MM. Mounier et Rubichon, XXII, 39.

CLIFFE (le Dr). Ses calculs et ses observations sur la traite et la souffrance des nègres, XXI, 152.

COALITIONS D'OUVRIERS, jugées par M. Joseph Garnier, XIX, 159. — Proposition de M. Morin, relative à la liberté de coalition, discutée à l'Assemblée constituante, XXII, 229.—Une coalition d'ouvriers boulangers, causée par les bureaux de placement, 230. — La proposition de M. Morin, renouvelée à l'Assemblée législative, par MM. Benoît et Doutre, est prise en considération, XXIV, 319. — Deuxième délibération, XXV, 112.

COBDEN (Richard), chef de la ligue de Manchester, membre du Parlement. Sa première attaque contre les gros armements, XIX, 216.—Discours sur le même sujet à Manchester (25 janvier 1848), reproduit, 299. — Première lettre sur la liberté du commerce : origine et histoire du système protecteur, 344. — Deuxième lettre : la vie à bon marché, XX, 68. — Analyse de deux brochures qu'il a publiées avant la ligue, par M. de Molinari, 217. — Sa lettre à l'Association du Liverpool pour la réforme commerciale, XXII, 155.—Son discours à Manchester contre les gros armements, 311.—Son discours à Wakefield, sur l'influence qu'ont exercée les réformes de Robert Peel sur la situation de l'Angleterre, XXIII, 179. — Sa motion sur l'arbitrage international, 312. Ses discours au Congrès de la paix de Paris, (août 1849), XXIX, 164, 168. — Son discours contre l'emprunt autrichien, 316.—Son opinion sur la situation économique de la noblesse russe, 318.—Son discours au meeting des amis de la paix à Londres, à la suite du Congrès de Paris, 428.—Son discours au meeting de Bradford, sur la réforme coloniale, reproduit, XXV, 264. — Ses discours au Congrès de la paix de Francfort, analysés, XXVII, 190.

CODE CIVIL. De l'esprit démocratique du Code civil, par M. Troplong, A., XX, 281.—XXI, 150.—XXVI, 70, 280.

COFFINIÈRES, docteur en droit, ses études sur le budget, et spécialement sur l'impôt foncier, B. B. XXIII, 198.

COLINS (colonel). Sa lettre sur son socialisme *sui generis*, XX, 230.

COLLÈGE DE FRANCE. Sa désorganisation par M. Carnot : suppression de la chaire d'économie politique ; création de nouvelles chaires curieuses, XX, 57. — Rapport de M. J. Reynaud sur l'École d'administration annexée à cet établissement, 96. — Critique de cette mesure par la *Revue nationale*, rédigée sous la direction de MM. Buchez et Bastide, 169.

COLONIES. Décrets du gouvernement provisoire relatif aux colonies, XX, 210. — Projet de loi sur l'indemnité des colons, XXI, 167. — Décret relatif à un crédit de 50 millions pour l'établissement des colonies agricoles en Algérie, 447. — Adoption de la loi relative à l'indemnité coloniale, XXIII, 215. — Leur régime douanier, par M. Lavollée, XXIX, 139. — Proposition de MM. Levassieur et Desjobert, d'une réforme du régime économique des colonies françaises, des droits de douane, des droits sur les sucres et les cafés, de la prime à la pêche de la morue, XXV, 84. — Progrès commerciaux des colonies anglaises, dans 1827 à 1846, dans toutes les parties du monde : population, commerce, production, etc., faits statistiques, groupés par M. Danson, secrétaire de la Société de statistique de Londres, XXV, 381. — Du mode de gouvernement laissé à la liberté des colonies anglaises : Canada, Cap de Bonne-Espérance, Australie, Nouvelle-Zélande ; discours de lord John Russel, XXVI, 11.

COLONIES AGRICOLES. Celle de la Société Néerlandaise de bienfaisance, brochure de M. Staring, B. B., extraits par M. de Molinari, XXV, 193.

COLMONT (de), ancien secrétaire général au ministère des finances. Son article sur l'amélioration de la situation sociale des ouvriers, XX, 191. — Réserve du rédacteur de la *Chronique*, relativement à l'opinion de cet écrivain sur la liberté du commerce, 236, 252. — Lettre indiquant ses moyens d'améliorer la condition des ouvriers, 434. — B. B. sur la brochure de M. d'Audiffret : *La crise financière de 1848*, XXI, 451. — Son opinion sur les fonctions de l'État, XXV, 204.

COLONIAL (système). Nécessité d'une réforme, discours de M. Milner-Gibson (25 janvier 1848), XIX, 294. — De la réforme de ce système : discours de M. Cobden, au meeting de Stratford, XXV, 264. — Nouvelle politique coloniale de l'Angleterre, plan de John Russell, XXVI, 8.

COMMERCE. Mémoire sur la liberté du commerce international, par M. Dunoyer, XXIX, 8, 235. — Organisation du commerce, par M. Montaigu, 306.

COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE. Exportation des cinq premiers mois de 1847 et 1848, XX, 457. — Des six premiers mois, XXI, 55. — Faits généraux du commerce de la France en 1847, 341. — Résumé du tableau décennal de 1837 à 1846 du commerce de la France avec ses colonies et les puissances étrangères, XXII, 184. — Le libre

échange et l'Angleterre, pendant les six dernières années, 290, 331, 411. — Sur la révision des valeurs officielles en France, en Belgique et en Angleterre, par M. Rondot, XXIII, 21. — Commerce extérieur de la Belgique, en 1846, 47 et 48, XXIII, 191. — Faits et considérations recueillis par M. Lavollée, ancien directeur au ministère du commerce, XXIV, 30. — Du commerce d'exportation de l'Angleterre, XXIV, 104. — Résumé du commerce de la France avec ses colonies et les puissances étrangères pendant l'année 1848, 384. — Exportation, importation et prix moyen des céréales en France, de 1832 à 1848, XXV, 380. — Exportation des produits anglais de 1827 à 1847, 393. — Résultat des importations en France des sept premiers mois de 1850, XXVII, 20. — *Dito*, des huit premiers mois, 303.

COMMISSION et COMITÉS. Haute Commission d'études nommée par M. Carnot, XX, 66. — Une séance de cette Commission, 109. — Comité du travail à l'Assemblée nationale, 237, 294. — Comité de l'Union des constructeurs dénonçant l'enseignement de M. Blanqui, XXVI, 211. — Commission parlementaire du budget de 1850, supprimant et puis rétablissant la chaire d'économie politique à l'École des ponts et chaussées, XXV, 306. — Commission parlementaire des finances pour le budget de 1851, 214. — Commission mixte pour les progrès des transports internationaux, France, Belgique, Prusse, 216.

COMMUNES. Mémoire sur la municipalité romaine et sur la constitution du droit communal sous l'empire romain, XIX, 82. — L'État s'est abusivement emparé de la direction des intérêts des communes et des départements, XXV, 234. V. *Administration*.

COMMUNISME, par M. Gustave Du Puyode, XX, 25. — Le communisme dans l'histoire, par M. Frank, XXII, 88. — Analyse d'une notice sur Mably, par le même, 93. — La communauté c'est l'esclavage et le vol, par M. Avail, B. B., XXII, 114. — Histoire du communisme, par M. Sudre, B. B. par M. Baudrillart, XXIV, 110. V. *Cabet, Socialisme*.

COMPAGNONNAGE. Apprécié par M. Joseph Garnier, XIX, 159. — Le compagnonnage dans les anciennes corporations, 259.

COMTE (Auguste), sa doctrine sociale sur le positivisme, et ses ouvrages appréciés par M. de Molinari, XXVII, 247.

COMPTES DE RETOUR. Décret du gouvernement provisoire sur ces comptes, XX, 37.

COMPTOIRS D'ESCOMPTE. Circulaire de M. Garnier-Pagès aux commissaires du gouvernement provisoire sur leur organisation, XX, 39. — Proposition de M. Léon Faucher, 441. — Premières opérations de celui de Paris, XXI, 400.

CONDORCET. Comment cet homme de bien est traité par l'*Univers*, journal religieux de 1850, XXVI, 421.

CONDORCET O'CONNOR, général de division, B. B. par M. de Molinari sur son ouvrage : *Le monopole, cause de tous les maux*, XXVI, 198.

CONGRÈS AGRICOLE. Congrès agricole européen à Bruxelles, XXI, 50. — Congrès central à Paris, sixième session, 1849, par M. Louis Leclerc, XXIII, 275. — Septième session, 1850, par le même, XXVI, 48.

CONGRÈS DE LA PAIX. Le Congrès de 1848, projeté à Paris, XXI, 223. — Tenu à Bruxelles : discours de M. Francisque Bouvet et de M. Ramon de la Sagra, 279. — Le bureau de ce Congrès fait visite à lord John Russel, président du Conseil à Londres. — Le Conseil vote un fonds de 125,000 livres, 453. — Préparation d'un Congrès à Paris, XXIII, 216. — Vœux du Congrès de Bruxelles et programme de celui de Paris, par M. Joseph Garnier, XXIV, 101. — Compte-rendu des séances du Congrès de Paris, des 22, 23 et 24 août 1849, par M. de Molinari; discours de MM. Victor Hugo, Émile de Girardin; les précédents et la suite de ce Congrès; visite au président de la République, 152. — Critiques et injures qui s'en sont suivies, 219. — Sentiments qu'inspirent les amis de la paix en Angleterre, 438. — Compte-rendu du Congrès de la paix de 1849, discours, etc., précédé d'une note historique sur le mouvement en faveur de la paix, par M. Joseph Garnier, B. B., XXVII, 98. — Programme et convocation pour le Congrès de Francfort, 1850, 99. — Compte-rendu de la session de ce Congrès, par M. Joseph Garnier, 187.

CONSEIL GÉNÉRAL de l'agriculture, des manufactures et du commerce. Réorganisation, convocation et programme, par M. Dumas, de la session de 1850, XXV, 424. — Ouverture; discours du président et de M. Dumas appréciés, XXVI, 97. — Séance d'après le *Moniteur*, dans laquelle des attaques violentes sont dirigées par les prohibitionnistes contre les professeurs d'économie politique; discours de MM. Michel Chevalier, Palyart, Wolowski, Benoist d'Azy, Legentil, Dumas; paroles inconvenantes de M. Darblay, etc., XXVI, 174. — Lettre de M. Blanqui à ce sujet, 190. — Adresse de Bastiat aux protectionnistes, à ce sujet, 160. — Épître de M. Joseph Garnier à MM. Benoist d'Azy, Darblay et Lebeuf, à ce sujet, 282. — Résumé de la session de ce Conseil, par M. Joseph Garnier, 289. — Erreur de M. Dumas, ministre du commerce, à l'occasion du vœu touchant l'économie politique, dans sa lettre aux constructeurs, 315. — Sur les attaques contre les professeurs d'économie politique, au sein du Conseil, etc., par M. Blanqui, 321. — Observations de M. Joseph Garnier à la suite de cet article; et lettre du même, à M. Dumas, ministre du commerce, sur la signification du vœu du Conseil, XXVI, 300 et 387.

CONSEILS GÉNÉRAUX des départements. Analyse de leurs vœux sur diverses questions économiques, en 1847, par M. A. Legoyt, XXI, 90. — Quelques mots sur la session de 1848. — Celui de l'Aube émet un vœu, en 1850, contre le libre échange, XXVII, 196. — Vœux émis sur les impôts, la réforme hypothécaire, les bourses à l'Institut agronomique de Versailles, le remplacement du mesurage par le pesage; les Enfants-Trouvés, etc., 301.

CONSEIL D'ÉTAT. Conseil d'État provisoire nommé par l'Assemblée constituante, XXII, 117. — Constitution définitive du Conseil d'État: on y compte quatre collaborateurs du *Journal des Économistes*, XXIII, 215.

CONSIDÉRANT (Victor), ancien officier d'artillerie, disciple de Fourier, représentant du peuple. Sa lutte avec M. Proudhon. Promet de faire le devis de son expérience sociale, XXII, 343.

CONSTITUANTE (Assemblée) de France. — Ses discussions inutiles au début, XX, 294. — Veut la paix à propos de la Pologne, 295. — Décide le remboursement des bons du Trésor et des dépôts des Caisses d'épargne, XX, 455. — Vote des secours aux associations et à l'industrie du bâtiment, 456. — Abroge le décret du 20 mars ordonnant de verser au Trésor les arrérages des Sociétés d'assurances et de secours mutuels, XXI, 55. — Vote la gratuité de l'enseignement aux écoles normale, polytechnique et de Saint-Cyr. — Défend la discussion sur le principe de propriété, 104. — Décrète la réforme postale, 167. — Décrète le rachat du chemin de fer de Lyon, 168. — Vote un projet de loi sur les concordats amiables, 168. — Discute le préambule de la Constitution, 219. — Discute la loi des heures de travail, et fixe le maximum à douze heures; opinion de MM. Pierre Leroux, Senard, Corbon, Faucher, Ch. Dupin, etc.; et maintient le décret du 2 mars 1848 sur le marchandage, 220 et 276. — Vote le préambule de la Constitution avec le droit à l'assistance par le travail, 276. — Elle vote l'impôt proportionnel et une liberté d'enseignement illusoire, 278. — Elle vote un crédit de 50 millions pour l'établissement de colonies agricoles en Algérie, 279. — Rejette la création de bons hypothécaires, XXI, 339. — Crée l'Institut agricole de Versailles, des écoles régionales et des fermes modèles, 340. — Achève la première lecture de la Constitution, ajourne la difficulté de l'organisation communale, 395. — Vote un nouveau décret sur la contrainte par corps, XXI, 396. — Décret relatif à un crédit de 50 millions de francs pour l'établissement de colonies agricoles en Algérie, 447. — Discute le budget rectifié de 1848, 453. — Rétablit la chaire d'économie politique du Collège de France, 454. — Fixe à dix le nombre des lois organiques qu'elle veut faire; nomme un Conseil d'État provisoire, XXII, 117. — Elève les primes à l'exportation de la morue. — Permet aux navires pêcheurs de s'approvisionner de sel en franchise, XXII, 120. — Vote la réduction de l'impôt du sel à 10 fr. les 100 kilog., 227. — Discute la question des coalitions, 229. — Vote une loi qui organise l'assistance à Paris, 231. — Incapable de s'occuper de la réforme financière, 333. — Exclut les fonctionnaires de la représentation nationale, et maintient le droit de suffrage aux faillis concordataires, 445. — Décide que les ministres pourront être choisis au sein de l'Assemblée, 445. — Discute le budget de 1849; entend l'historique de l'impôt des 45 centimes, XXIII, 112, 214. — Adopte la loi relative à l'indemnité coloniale, 215. — Supprime l'impôt des boissons, 310. — Son décret pour l'encoura-

gement des associations ouvrières, rapporté, XXIV, 323.

CONSTITUTION de 1848. Conseils à l'Assemblée constituante (mai 1848), XX, 293. — Lecture du premier projet, le 20 juin; droits garantis, 407. — Lecture du deuxième projet, le 29 août 1848; les deux projets du préambule mis en regard, XXI, 166. — Discussion du préambule, 219. — Préambule voté, 277. — Proposition de M. de Melun, de nommer une Commission pour l'application de l'article 13, XXIII, 399.

CONSTITUTION (Société des amis de la). Sa propagande antisocialiste, XXIII, 105. — Son programme socialiste (1849), 107.

CONTREFAÇONS LITTÉRAIRES. Mission de M. Ancelot, membre de l'Académie française, XXVII, 198.

CONTRUCCI (Antonio). Sa traduction des *Sophismes économiques* de Bastiat, présentée à l'Académie des sciences morales et politiques, XIX, 73.

COQUELIN (Ch.), de la Société d'économie politique. Son discours à la séance de l'Association pour la liberté des échanges, XIX, 213. — L'organisation du travail et la liberté, XX, 3. — C. R. de la deuxième édition du livre de M. Cieszkowski : *Du crédit et de la circulation*, XXI, 74. — Les machines à l'exposition des produits de l'industrie en 1849, XXIV, 58. — C. R. d'un ouvrage, M. G. Ducru, et aperçu sur les intérêts matériels de la France, 197. — Son opinion sur les fonctions naturelles de l'État, 315. — Encore une note sur les machines, les fils et les tissus, à l'exposition des produits de l'industrie, 352. — C. R. du livre de M. de Molinari : *Les Soirées de la rue Saint-Lazare, entretiens sur les lois économiques, et défense de la propriété*, 364. — Son livre *Du Crédit et des Banques*, apprécié par M. Blanqui, XXIV, 385. — C. R. de ce livre, par M. du Puyode, XXV, 153. — Son opinion sur les fonctions de l'État, 205. — Des associations ouvrières et des associations en général; appréciation du rapport de M. Lefebvre Duruflé; de la proposition de MM. Nadaud, Morellet, etc.; du rapport de M. Léon Faucher, 341. — A propos de la situation de la Banque de France, par M. Coquelin, XXV, 1. — De la prétendue décadence de la France et de l'Angleterre, et des ouvrages de MM. Raudot et Ledru-Rollin, XXVII, 56. — Notice sur les banques de l'État de New-York, XXVII, 235. — Son opinion sur l'intervention de l'État dans l'organisation des institutions du crédit foncier, 300.

CORBON, ouvrier sculpteur, rédacteur en chef de l'*Atelier*, vice-président de l'Assemblée constituante. Ses idées sur l'association discutées par M. Paillottet, XXIV, 321.

CORMENIN, ancien député, ancien constituant, conseiller d'État. Prend part à la rédaction des résolutions du Congrès de la paix de Paris, XXIV, 157. — Porte ces résolutions au président de la République, 172. — Sur une préface de lui à un livre sur les subsistances, et son opinion sur l'Algérie, la libre entrée des bestiaux, les subsistances, les émigrations, par M. Louis Leclerc, XXV, 60. — Dit que la liberté n'est

pas comprise en France, 319. — Ce qu'il dit au Congrès de la paix de Francfort, XXVII, 190.

CORPORATIONS (anciennes). Extraits de Bigot de Sainte-Croix, XX, 259.

CORSE. Moyen d'améliorer son état moral et cause des homicides qui s'y commettent, analyse d'un Mémoire de M. Arrighi, XXII, 95.

CORTE, ingénieur. Sa revue des projets et des travaux relatifs au passage de l'isthme de Suez, XXII, 381.

CORVÉE. Encore usitée en Russie; ce qu'elle est dans ce pays, XXVI, 249.

COURTOIS (Alphonse). La Bourse de Paris, du 24 février au 31 mai, XX, 344. — Résumé des plans financiers de MM. Passy, Fould et Faucher, XXV, 106. — Des opérations de report et de déport à la Bourse de Paris, à propos du timbre projeté sur les transferts de rentes, XXVI, 271. — Observations sur la loi des chemins de fer de Tours à Nantes, XXVII, 72. — Valeurs négociées à la Bourse de Paris, avant, pendant et après la révolution de Février, 243. — Situations hebdomadaires de la Panque de France, et revue mensuelle de la Bourse de Paris, V. *Banque de France et Bourse*.

COUSIN (Victor), membre de l'Institut, ancien ministre de l'instruction publique, etc. — Son opinion sur l'enseignement de l'économie politique, XIX, 6, 74, 76. — Ses observations à M. Blanqui, au sujet de l'instruction des ouvriers, XXIII, 81. — Son opinion sur la valeur de la statistique de l'instruction publique en France, et sur le rapport de la moralité à l'instruction, XXV, 74 et 76. — Sur l'instruction en Écosse, 80. — Partisan du monopole des banques, 303.

CRÉDIT. C. R. du livre *Du crédit et de la circulation*, deuxième édition de M. Cieszkowsky, par M. C. Coquelin, XXI, 74. — Le crédit, ses avantages et ses inconvénients, par M. A. Clément, 169. — Lettre de M. Ch. de Beaulieu, professeur d'économie politique à l'école des mines de Mons, au sujet de cet article, et principalement des cédules hypothécaires, 449. — C. R. par M. Du Puyode, du livre de M. Coquelin : *Du Crédit et des Banques*, XXV, 153. — *Guerre au crédit*, considérations sur les dangers de l'emprunt, par M. Bouron, banquier, B. B. par M. Ch. Giraud, XXVI, 308.

CRÉDIT FONCIER. De l'organisation du crédit foncier, au sujet des projets soumis à l'Assemblée constituante, et des propositions du Comité d'agriculture, par M. Wolowski, XXI, 401. — Les associations de crédit, la caisse d'épargne et le crédit foncier, conclusion, par le même, XXII, 19. — Les institutions du crédit foncier discutées au Congrès agricole qui adopte une résolution proposée par MM. Joseph Garnier, d'Esterno et Target, XXVI, 56. — La question du crédit foncier discutée à la Société d'économie politique, 99. — *Du crédit et des banques hypothécaires*, par M. Ch. Barre, B. B., 201. — La question du crédit foncier discutée une seconde fois à la Société d'économie politique, 418. — Le Conseil d'État fait une enquête, XXXII, 198. — Rapport de M. Wolowski au Conseil général de l'agriculture, des manu-

factures et du commerce.—Brochure de M. Marcel Barthe, sur le crédit foncier, B. B., par M. Du Puynode, 292.—Discuté une troisième fois à la Société d'économie politique, 296.

CRÉDIT HYPOTHÉCAIRE. V. *Crédit foncier.*

CRIMINALITÉ. Condition des femmes détenues et libérées, XIX, 289.—Conclusions d'un Mémoire de M. Fayet, sur un essai de statistique intellectuelle et morale des départements en France, XXIV, 376.—Discussion à l'Académie des sciences morales et politiques à ce sujet, XXV, 73.—Sur le caractère et le mouvement de la criminalité en Angleterre, mémoire de M. Léon Faucher; analyse et documents officiels, XXV, 113.—La criminalité en Angleterre, pendant l'année 1849, par M. Moreau de Jonnés, XXVII, 45.—Statistique judiciaire des Francs et des Anglo-Saxons, par M. Moreau de Jonnés,

observations de M. Naudet, XXVII, 352.
CRISES. Crise de 1847, revenu des douanes, actions, XIX, 318.—Crise commerciale après février 1848, par M. Say, 338.—Remèdes proposés à la situation, après février, par M. Lehideux, 415.—La crise financière et commerciale (av. 1848), par M. Horn, XX, 15, 112, 175.—Le même sujet, par Fonteyraud, 154.—La crise amène le déficit dans les recettes, 176.—Causes de la crise générale en France en septembre 1848, XXI, 164.—Crise financière de 1848 en France, par M. d'Audiffret, B. B., par M. de Colmont, 451.
CUBA. Ce que dit le président Taylor, dans son message, de l'invasion du général Lopez, XXV, 184.—Réclamation sur le but de cette expédition, XXVI, 425.

CULTES. L'État s'est abusivement chargé de la dépense des cultes et d'en diriger en partie le service, XXV, 238.

D.

DAMAS (Baron de), fondateur de l'œuvre du prêt d'honneur. Lettre au sujet de cette institution de charité, XXVI, 80.

DAMIROU, membre de l'Académie des sciences morales et politiques. Mémoire sur Bayle et ses écrits, A., XIX, 384.—Mémoire sur De La Mettrie et ses écrits, A., XXVI, 69, et XXVII, 170.

DANSON (J.-T.), avocat, secrétaire de la Société de statistique de Londres.—De la condition du peuple anglais, de 1839 à 1847, étude statistique, XXIII, 156.—Progrès commerciaux des colonies anglaises dans toutes les parties du monde, de 1827 à 1846 : population, commerce, production, etc., XXV, 381.

DARBLAY, négociant en farines, représentant du peuple, un des chefs de la ligue protectionniste.—Défend au Congrès agricole l'échelle mobile et le privilège de la boulangerie. Combat l'enseignement de l'économie politique, XXVI, 53.—Sa grossière attaque contre les professeurs d'économie politique au Conseil général de l'agriculture, des manufactures et du commerce, 188.—Petite épître que lui adresse M. Joseph Garnier, à cet égard, 285.

DARESTE DE LA CHAVANNE, professeur à la Faculté de Grenoble. Son *Histoire de l'administration en France*, et des progrès du pouvoir royal, depuis le règne de Philippe-Auguste jusqu'à la mort de Louis XIV, B. B., XXII, 111.

DARU (le comte). Son écrit sur les chemins de fer et l'application du 11 juin 1842, C. R., par M. Blaise (des Vosges), XIX, 55.

DAVID (du Gers), membre de l'Assemblée constituante et de la Société d'économie politique. Du projet de décret relatif à l'établissement d'un impôt progressif sur les successions, XXI, 25.—Distinction des impôts; impôt direct; impôt des revenus; impôt sur les revenus directs des capitaux, 121 et 368.—De l'impôt des boissons, XXIV, 225.

— Nature des impôts actuels et principalement de l'impôt sur le capital, XXVI, 122.—D'un système financier, XXVII, 13.—Réponse à une lettre de M. de Francieu sur l'impôt du capital, 275 et 363.

DECOURDEMANCHE. Appréciation et calculs sur un nouveau mode d'emprunts publics, XXVI, 352, et XXVII, 135.

DÉFRICHEMENTS. Question discutée au Congrès agricole, 1850, XXVI, 54.

DEGUERRY (abbé), curé de la Madeleine. Son discours au Congrès de la paix de Paris, XXIV, 166.—Attaques dont il est l'objet, 220.

DELAUNAY (J.-B.), ancien armateur au Havre. Mémoire sur la question des céréales en France, XXV, 274, 368.

DELESSERT (Benjamin). Ses opinions économiques appréciées par M. Flourens et M. Joseph Garnier, XXV, 420.

DELESSERT (François), président de l'Assemblée des directeurs et administrateurs de la Caisse d'épargne de Paris. Compte-rendu des opérations de cette Caisse en 1847, XXII, 194.—*Dito* en 1848 et les premiers mois de 1849, XXIV, 287.—Compte-rendu des opérations de cette Caisse en 1849 et pendant les premiers mois de 1850; note sur les Caisses départementales, XXVII, 382.

DEMESMAY, ancien député, représentant du peuple. Question du sel : historique de la législation de 1300 à 1790; opinions diverses de savants, d'agronomes, etc., XXV, 7, 251.

DÉMOCRATIE. *La démocratie industrielle*, par M. Laboulaye, B. B., XXI, 44.—De l'esprit démocratique du Code civil, analyse d'un Mémoire de M. Troplong, XX, 281; XXI, 150. Livre de M. Guizot, sur la démocratie, note, XXII, 232.

DEN-TEX, membre de l'Institut de Hollande. Sa brochure sur les céréales et le commerce des grains, C. R., par M. Dunoyer, 398.—Sa lettre à M. Michel Chevalier, au nom de la

troisième classe de l'Institut des Pays-Bas, XXIII, 367.

DÉPARTEMENTS. L'Etat s'est abusivement emparé de la direction des intérêts des communes et des départements, XXV, 234.

DESJOBERT, représentant du peuple, de la Société d'économie politique. Son article sur l'Algérie, XIX, 266. — Avec M. Levavasseur, il soumet à l'Assemblée législative leur projet pour la réforme du régime économique des colonies, des droits de douane, des droits sur les sucres et les cafés, de la prime à la pêche de la morue ; reproduit en entier, XXV, 84.

DETTES PUBLIQUES. Dette de la France au 1^{er} janvier 1848, XXI, 337. — Dette publique par habitant dans les divers Etats, XXIII, 243.

DIETERICI, chef du bureau de la statistique officielle à Berlin. *La Prusse, son progrès politique et social*, suivi d'un précis économique et statistique des réformes opérées depuis 1806, traduit de l'allemand, par M. Al. Moreau de Jonnés-fils, C. R. par M. Passy, XIX, 396.

DISETTES. Recherches sur les moyens de les prévenir, par M. de Tocqueville, XIX, 287. — Disettes et paupérisme, par M. Charles Dupin, 386. — Influence des prix sur la population en 1847 et aux époques antérieures, notes et observations de MM. Moreau de Jonnés, Ch. Dupin, Villermé, Faucher, Ch. Lucas, Passy, XXV, 297.

DONIOL. Rapport verbal de M. Passy sur son livre : *Etat des populations agricoles en Auvergne depuis 1769*, XX, 94.

DONOSO CORTÉS, marquis de Valdegamas, député espagnol. Réponse à ses attaques contre l'économie politique, par M. de Molinari, XXV, 321.

DOUANES. Abus, XIX, 216. — D'un projet de M. Cunin-Gridaine (1847). — Rapport de M. Lamy, par M. Léon Faucher, 254. — Tarif chinois, 291. — Curieuse réforme de M. Bethmont, XX, 174. — Recettes en France des quatre premiers mois de 1848, 295. — Abaissement du droit sur les bourres de soie à la sortie, 398. — La Constituante élève la prime à l'importation de la morue, et permet aux navires pêcheurs de s'approvisionner en franchise, XXII, 120. — Proposition de MM. Levavasseur et Desjobert sur la réforme du régime douanier des colonies, XXV, 84. — Abolitions des droits différentiels en Piémont, XXVI, 423. — Questions des douanes, Mémoire de M. Lavollée, ancien directeur au ministère du commerce, XXIV, 30, 132. — Vote du jury de l'exposition des produits de l'industrie en faveur d'une réforme des tarifs, 440.

DOUANE DE PARIS. Exportations déclarées à cette douane, pendant les six premiers mois de 1847 et de 1848, XX, 447.

DOURLEDAY (Thomas). Compte-rendu de son *Histoire financière de la Grande-Bretagne*, XX, 333.

DRÈCHE. Prix et consommation de la drèche dans la Grande-Bretagne de 1839 à 1846, XXIII, 163.

DROITS. Le droit d'emprunter, XX, 56. — Des droits naturels, par M. Bastiat, 179.

DROIT (Ecoles de). Proposition à l'Assemblée législative pour l'enseignement du droit ad-

ministratif et de l'économie politique dans les Ecoles de droit, XXIV, 118.

DROIT AU TRAVAIL. Ce que signifie cette formule, XX, 250, 375 — Lettre de M. Proudhon sur ce droit, 452. — Ce droit considéré dans un article de M. de Molinari sur M. Proudhon et M. Thiers, XXI, 57. — Passage du rapport de M. Armand Marrast sur la Constitution, XXI, 204. — La Constituante vote le droit à l'assistance par le travail, 277. — Opinion de M. Wolowski, 306. — Opinion de M. Léon Faucher, XXI, 345. — *Le droit au travail à l'Assemblée nationale*, recueil complet des discours prononcés dans cette mémorable discussion et des diverses opinions, avec une introduction et des notes, par M. Joseph Garnier, B. B., XXII, 333.

DROIT A L'ASSISTANCE. Du droit à l'assistance, par M. Villermé fils, XXII, 139. — Comment le journal de M. Proudhon l'entend, 449.

DROIT A L'INSURRECTION fait partie des doctrines de M. Proudhon, XXI, 57.

DROITS DIFFÉRENTIELS. Abolis par le Parlement sarde, XXVI, 423.

DROZ (Joseph), membre de l'Institut. Son opinion sur l'enseignement de l'économie politique, XIX, 75. — Sa mort. — Courte notice sur ses écrits et ses travaux, XXVII, 410.

DUBEUX. Rapport de M. Vivien sur son ouvrage : études sur l'institution de l'avocat des pauvres et sur les moyens de défense des indigents dans les procès civils et criminels en France, en Sardaigne et dans les principaux Etats de l'Europe, XIX, 42.

DUCLERC, ministre des finances. Son rapport avec M. Garnier-Pagès, auquel il a succédé, sur l'abolition de l'impôt du sel, XX, 160. — Son plan financier, 359. — Ses idées financières et économiques, XX, 427.

DUCRU (Gustave). C. R., par M. Coquelin, sur son livre : *Les intérêts matériels de la France*, XXIV, 197.

DUCCIING (François), publiciste. Sa brochure : *l'Ordre du jour ; questions sociales*, XXII, 221.

DUDLEY NORTH, B. B. et citation, par M. de Molinari, extraits de son discours sur le commerce en 1691, XXVII, 186.

DUFAUBE, ancien ministre, représentant du peuple. Se prononce pour l'abaissement des droits et la levée des prohibitions, XXII, 229.

DUFOURNEL, représentant du peuple. Rapport de M. Benoist d'Azy, sur sa proposition relative aux Sociétés de secours mutuels et à la création d'une caisse générale des pensions de retraite, XXIV, 395.

DUMAS, chimiste, membre de l'Académie des sciences, ancien ministre du commerce, représentant. Son rapport sur l'Ecole d'administration et l'enseignement de l'économie politique, XXIV, 118. S'exagère l'importance du procédé Melsens pour la fabrication des sucres, 120. — Convoque le Conseil général de l'agriculture, des manufactures et du commerce, et fait le programme des questions, XXV, 424. — Son exposé à l'ouverture de cette assemblée, XXVI, 98. — Présidait ce Conseil le jour de l'attaque contre

les professeurs d'économie politique par les protectionnistes, 183. — Lettre que lui a adressée M. Joseph Garnier au sujet du vœu de ce Conseil, 387.

DUMONT (Aristide), ingénieur des ponts et chaussées. Ses *Annales* des chemins de fer, des travaux publics et des mines, B. B., XXVI, 331. — C. R., par Louis Leclerc, sur son livre traitant des travaux publics dans leurs rapports avec l'agriculture, XIX, 68.

DUNOYER (Charles), membre de l'Institut, Académie des sciences morales et politiques, un des présidents de la Société d'économie politique de Paris. Mémoire sur la liberté du commerce international, XIX, 8, 235. — Son opinion sur l'enseignement de l'économie politique, 72, 75; XXI, 317. — Rapport sur les *éléments* d'économie politique de M. Joseph Garnier, XXI, 317. — Son livre sur la Révolution de 1848, B. B., XXIV, 112. — Son opinion sur les fonctions naturelles de l'Etat, 316; XXV, 204. — Partisan de la liberté des Banques C., 301 et 303.

DUPIN (Charles), ancien député, membre de l'Académie des sciences et de l'Académie des sciences morales et politiques, représentant du peuple. Paupérisme et disettes, XIX,

386. — Son opinion sur l'enseignement de l'économie politique, XI, 323. — Rapport sur le prix des grains avec le mouvement de la population, XXV, 298.

DUPUIT, ingénieur en chef des mines, membre de la Société d'économie politique. — De la législation actuelle des voies de transport; nécessité d'une réforme basée sur des principes rationnels, XXIII, 217.

DUSSARD (Hippolyte), ex-rédacteur en chef du *Journal des Économistes*, ancien préfet à Rouen, membre de la Société d'économie politique de Paris. Son arrêté cassant un règlement abusif de son prédécesseur relatif à la filature, XX, 440. — Sa lettre sur les mesures prises par lui dans le département de la Seine-Inférieure pour aider à la reprise des travaux, XXII, 298. — Se rend en Angleterre pour étudier les questions d'assistance publique, XXIV, 120. — B. B. sur *l'Histoire d'un grain de blé*, par M. Louis Millot, XXV, 198. — Son opinion sur les fonctions de l'Etat, 316.

DUTENS. Membre libre de l'Académie des sciences morales et politiques. Sa mort. — Notice sur ses ouvrages, XXI, 224.

E.

ÉCHANGES (Liberté d'). V. *Liberté du commerce*.

ECONOMIE POLITIQUE (Enseignement et progrès de l'). — Progrès des études économiques, introduction à la 7^e année du *Journal des Économistes*, XIX, 1. — Discussion à l'Académie des sciences morales et politiques, entre MM. Dunoyer, Passy, Cousin, Droz, Giraud, sur l'enseignement de cette science, XIX, 72. — *Annuaire de l'économie politique*, par MM. Joseph Garnier et Guillaumin, B. B., 309. — *Mélanges de la collection des principaux économistes*, de M. Guillaumin, B. B., 311. — *Études*, par M. Wolowski, B. B., 312. — *Coup d'œil sur ses progrès en Europe*, depuis le seizième siècle, par M. Travers Twiss, B. B., 394. — Sur la suppression de la chaire d'économie politique au Collège de France, et sur celles qui doivent la remplacer, par M. Joseph Garnier. — Lettre de M. Michel Chevalier, XX, 57. — Curieux programme de MM. Jean Reynaud et Carnot pour une nouvelle chaire, et réflexions de M. Joseph Garnier à ce sujet, 123. — La presse de Paris à cette occasion, 167. — Une lettre d'un membre de la haute commission des études, 450. — La vérité sur l'économie politique, réponse aux socialistes et autres détracteurs de l'économie politique, par M. A. Fonteyraud, XXI, 1, 225. — De l'enseignement de l'économie politique, discussion à l'Académie des sciences morales, à la suite d'un rapport sur les *Éléments d'économie politique* de M. Joseph Garnier; opinion de MM. Dunoyer, Giraud, Passy, Rémusat, Charles Dupin, Villermé, XXI, 317. — Pourrait être enseignée par les professeurs d'histoire et de philosophie, note

de M. Verdollin, professeur d'histoire, 325. — Rétablissement de la chaire du Collège de France par l'Assemblée constituante, analyse des discours de MM. Léon Faucher, Barthélemy Saint-Hilaire, Jean Reynaud, Wolowski, Mathieu de la Drôme, Lherbette, Freslon, XXI, 454. — Enseignement de l'économie politique dans la Grande-Bretagne, discours de M. Wathely, archevêque de Dublin, XXII, 63. — L'économie politique et le socialisme, discours de réouverture du cours du Collège de France, par M. Michel Chevalier: accusation contre la science, 345. *Contes sur l'économie politique*, par miss Harriet Martineau, traduction de l'anglais, de M. B. Maurice, C. R., par M. de Molinari, XXIII, 77. — Introduction historique à l'étude de l'économie politique, par M. Mac Culloch, 113, 256. — *Principes d'économie politique* avec quelques-unes de ses applications à la philosophie sociale, par M. J. Stuart Mill. — Essai sur quelques questions indécises de la science économique, par le même, C. R., 127. — Lettre de M. de Cintré, sur l'enseignement de l'économie politique, et réponse à M. Joseph Garnier, 303. — Autre lettre de M. de R., 371. — Enseignement de l'économie politique en Russie, lettre de M. de Lopatine à M. Joseph Garnier, 370. — *Principes d'économie politique*, par M. Fonteyraud, B. B., 393. — Proposition à l'Assemblée législative sur l'enseignement de l'économie politique à l'École de droit, XXIV, 118. — Son enseignement recommandé dans un discours de M. Louis Bonaparte aux exposants, 221. — Introduite dans le programme d'admission des auditeurs au Conseil d'Etat; proposée pour l'École forestière de Nancy, 314. — Qu'il faut

enseigner l'économie politique, par M. Albert de Broglie, 425. — Langage que lui fait tenir M. Prince Smith de Berlin, XXV, 109. — Accord de l'économie politique et de la morale, par M. Michel Chevalier, 209. — De la suppression du cours d'économie politique à l'École des ponts et chaussées, proposée à la Commission des finances; énumération des adversaires de l'économie politique, 306. — Le catholicisme et l'économie politique, réponse à M. Donoso Cortès, par M. de Molinari, 321. — Attaque des protectionnistes au sein du Conseil général de l'agriculture, des manufactures et du commerce, XXVI, 174. — Adresse que leur fait Bastiat à ce sujet, 160. — Coup d'œil sur la presse à ce sujet, 269. — C. R. des *Principes de l'économie politique* en Russie, par M. Boutowski, agent officiel du ministère des finances en Russie, 247. — Que l'économie politique est une science, petite épître à M. Benoist d'Azy, par M. Joseph Garnier, 282. — Répertoire général d'économie politique, par M. A. Sandelin, 309. — Son rôle formulé par M. Léonce Lavergne XXV, 316. — Sur les attaques contre les professeurs d'économie politique au sein du Conseil général de l'agriculture, des manufactures et du commerce, par M. Blanqui, 321. — Sur la portée et la signification du vœu du Conseil général, observations de M. Joseph Garnier, et lettre du même au ministre du commerce à ce sujet, 330 et 337. — Son rôle caractérisé, par M. Barthélemy Saint-Hilaire, président de l'Académie des sciences morales et politiques, 393. — Résumé des principes fondamentaux, par M. Walras, B. B., par M. A. Clément, XXVII, 83. — *Principes élémentaires d'économie sociale*, par M. Ellis, traduit de l'anglais par M. Terrien, appréciés par M. Barthélemy Saint-Hilaire; réflexions sur l'enseignement de l'économie politique en France et en Angleterre, XXVII, 175.

ÉCONOMIE POLITIQUE (Société d') de Paris. Protestation de cette Société contre la suppression de l'enseignement de l'économie politique au Collège de France, visite à M. de Lamartine; paroles de MM. Faucher et de Tracy; réponse de M. de Lamartine, XX, 113. — Discussion sur l'émission de bons hypothécaires, XXI, 166. — Son vote sur le congrès des économistes, 167, 224. — Discute sur l'application de la durée du travail de douze heures et sur l'impôt des revenus, 339. — Discute sur l'émancipation des colonies et diverses questions maritimes, XXI, 457, et XXII, 117. — Écrit à Mme V. Rossi, XXII, 116. — Discussion sur la réforme financière, 339. — Discussion sur l'utilité des expositions, 450. — S'occupe de la préparation du Congrès de la paix à Paris; de l'encouragement demandé pour les essais socialistes, XXIII, 216. — Discute sur la centralisation et l'assistance publique, 308. — S'occupe de l'organisation du Congrès de la paix, 402. — S'occupe de la question de la tempérance et de l'impôt des boissons, XXIV, 223. — S'occupe de quelques progrès de l'enseignement de l'économie politique, et des limites des fonctions du gouvernement à propos du livre de M. de Molinari: *Les soirées de la rue Saint-Lazare*, 315. — S'occupe de la ques-

tion du désarmement, 438. — S'occupe des moyens de propager l'étude de l'économie politique, XXV, 110. — Vote des remerciements aux défenseurs de l'économie politique au sein du Conseil général de l'agriculture, des manufactures et du commerce; — et s'occupe de la question des marques de fabrique et de la loi sur les rapports douaniers de la France avec l'Algérie, XXVI, 211. — Rend hommage à la mémoire de Robert Peel; discute une seconde fois sur la question du crédit foncier, 418. — Discute sur la constitution de la propriété foncière en France, XXVII, 101. — Discute sur la question des sucres, XXVII, 197. — Discute sur le mouvement des idées économiques en Italie, et de nouveau sur le crédit foncier, 296. — Se préoccupe de diverses questions, 406.

ECONOMIE SOCIALE. V. *Economie politique et socialisme.*

ÉCONOMIE RURALE. Ce que doit être un cours d'économie rurale à l'Institut agronomique de Versailles C., XXIV, 442. — Ce qu'il est. — Du cours professé à l'Institut agricole de Hohenheim, par M. Gœritz, C. R. par M. Louis Leclerc, XXVII, 348.

ÉCONOMISTES. Premier volume de *Mélanges de la Collection des principaux économistes*, B. B., XIX, 311. — Ce que propose l'école économiste, 325. — Doctrine des économistes, par M. A. Clément, XX, 241. — Efforts des économistes après Février, XXI, 221. — Œuvres diverses de J.-B. Say, XII^e volume de la Collection des principaux économistes, 393. — Efforts des économistes en 1848, XXII, 1. — Hommage aux économistes français par la 3^e classe de l'Institut des Pays-Bas, XXIII, 308. — Accusés de socialisme par M. Périn, et défendus par M. de Molinari, XXV, 98.

ECONOMISTES (Journal des). V. *Journal des Économistes.*

ÉCONOMIE CHARITABLE. (*Principes d'*) par M. Marbeau, B. B. XIX, 306.

ÉGALITÉ. De l'inégalité des richesses et des causes qui la produisent, par M. Passy, XIX, 217. — Passage du rapport de M. Armand Marrast sur la Constitution, XXI, 204. — Mémoire de M. Lélut, de l'Académie des sciences morales, sur l'égalité. A. XXIV, 373.

EICHTHAL (d'). Mémoire sur les institutions mosaïques, A. XXII, 88.

ÉLECTIONS. Elections de l'Assemblée constituante, XX, 170. — Conseils aux électeurs, (mai 1848), 292. — Résultat de ces élections, 356. — Au sujet de l'élection présidentielle du 10 décembre; réflexions sur les programmes des candidats, par M. Joseph Garnier, XXI, 453. — Les élections pour l'Assemblée législative; leur caractère, candidats à Paris, XXIII, 212. — Résultat de l'élection, 309. — Trois réélections à Paris; leur signification, XXV, 421, et XXVI, 208.

ELLIS W. Ses principes élémentaires d'économie sociale, traduits de l'anglais par M. Terrien, appréciés par M. Barthélemy Saint-Hilaire, XXVII, 175.

ENSEIGNEMENT. V. *Instruction publique.*

ÉMIGRATION. Opinion de MM. L. Leclerc, Cormenin et Joseph Garnier, XXV, 60.

EMPRUNTS PUBLICS. Emprunt de 13 millions

proposé par M. Goudchaux, XXI, 55. — Conclu, 104. — Appréciation et calcul sur un nouveau mode d'emprunts publics, par M. Decourdemanche, XXVI, 352, et XXVII, 135.

ENFANTS TROUVÉS ET ABANDONNÉS.

Des modifications à apporter dans la législation sur les enfants trouvés, par M. Lamothe : des tours, des secours aux filles-mères, de la tutelle, des inspections, etc., XXII, 373. — *Recherches historiques et statistiques sur les enfants trouvés*, par M. Labourt, B. B. XXIV, 217. — Observations au sujet de la statistique des enfants trouvés et abandonnés en France, de M. de Watteville; chiffres d'infanticides, de décès, de dépenses, etc. C. R. par M. Horace Say, XXV, 63. — Emploi de ces enfants dans les colonies agricoles, XXV, 193. — Du projet de loi sur les enfants trouvés, formulé par une commission ministérielle et par la commission d'assistance publique de l'Assemblée nationale, par M. Lamothe, XXVII, 222.

ENQUÊTES. Enquête en Angleterre par les rédacteurs du *Morning Chronicle*; meeting de vagabonds, XXV, 425.

ÉPARGNE (Caisse d'). *Lettres* sur ces institutions à un jeune laboureur, par M. Louis Leclerc, B. B., par M. Joseph Garnier, XX, 107. — La Caisse d'épargne et le crédit foncier, par M. Wolowski, XXII, 30. — Opérations de la Caisse d'épargne de Paris pendant l'année 1847, 194. — Versements aux Caisses d'épargne en Angleterre, de 1839 en 1846, XXIII, 158. — Opérations de la Caisse d'épargne de Paris, pendant l'année 1848 et dans les premiers mois de 1849; compte rendu du président du Conseil d'administration, XXIV, 287. — Notes avec éphémérides et renseignements statistiques, 402. — Compte rendu par M. François Delessert pour l'année 1848, et opérations de la Caisse d'épargne de Paris pendant l'année 1849 et les premiers mois de 1850, XXVII, 374. — Du projet de loi sur les Caisses d'épargne, par le même, 382. — Note sur la situation des Caisses d'épargne départementales en 1847, par le même, 382.

ESCLAVAGE. Décret du Gouvernement provisoire abolissant l'esclavage, XX, 209. — De la traite des nègres et des lois destinées à sa répression, écrit du docteur Cliffe, XXI, 152. — Les noirs ont deux représentants à l'Assemblée constituante, 396. — Projet de loi aux Etats-Unis ayant pour but de supprimer complètement la traite sur la côte d'Afrique, XXV, 184. — Nombre des esclaves et indemnité payée aux colons pour les affranchissements dans les colonies anglaises, 384. — Nombre des nègres capturés sur la côte d'Afrique, 385. — Dixième rapport de la Société abolitionniste anglaise, par M. Scoble, secrétaire; détails statistiques depuis le commencement du siècle et dans ces dernières années, analysé par M. de Molinari, XXVI, 58.

ESPAGNE. Sa situation économique et morale, par M. Blanqui, XX, 90; XXI, 149. — Sa formation territoriale et politique, par M. Mignet, 387. — Somme qu'elle doit à la France, XXIII, 190. — Coup d'œil sur l'industrie espagnole en 1850, XXVI, 92. — De la situation de la dette publique, par M. Giraud, membre

de l'Académie des sciences morales et politiques. — Texte du projet de loi présenté par le gouvernement espagnol, 141. — Exposition des produits de l'industrie annoncée pour le 1^{er} novembre, 215. — Mémoire sur les juifs et sur l'inquisition en Castille et en Aragon, par M. Rossew Saint-Hilaire; — Statistique des victimes de l'inquisition, 280. — Rapport de la Commission à la Chambre des députés sur le budget. — Tableau du budget des recettes, tableau du budget des dépenses, XXVII, 263.

ESTERNO (D'), agriculteur, secrétaire du congrès agricole, membre de la Société d'économie politique. Résolutions proposées, d'accord avec MM. Target et Joseph Garnier, au Congrès agricole de 1850, sur le crédit foncier, XXVI, 56. — Son observation sur le crédit foncier et agricole, XXVII, 299.

ÉTAT. Les citoyens font vivre l'Etat; l'Etat ne peut faire vivre les citoyens, XIX, 323. — Ne doit pas avoir le monopole de la production de la sécurité, par M. de Molinari, 277. — Ses fonctions naturelles, discussion à la Société d'économie politique, XXIV, 315, et XXV, 202. — Des attributions rationnelles de l'autorité publique, par M. A. Clément, XXV, 228. — Autre discussion sur ce sujet à la Société d'économie politique, 310. — Si l'Etat doit faire de l'art et avoir des manufactures nationales, XXVI, 267.

ÉTAT CIVIL. Mémoire sur l'état religieux des catholiques avant 1792 et ses rapports avec l'état civil, par M. Loir. A. XXIII, 355.

ÉTATS-UNIS. Message du président Polk, (décembre 1847); finances, réformes du tarif, monnaies, entrepôts, succursales du Trésor, terres publiques, tribus indiennes, navigation, gouvernement de l'Orégon, postes, XIX, 190. — Message du même président (décembre 1848); situation prospère de la République; affaires du Mexique; guerre et marine de l'Union; — Etendue de la République avec l'adjonction du Texas, de l'Orégon, de la Californie, du Nouveau-Mexique; — Mines de Californie; — Finances et commerce intérieur; — Résultats de la réforme du tarif; — Résultats de l'établissement d'une trésorerie nationale; — Dettes et dépenses de l'Union; — Relation avec les Indiens; — Postes; — Réflexions sur le système politique américain, XXII, 207. — Rapport de M. Walker, secrétaire du Trésor, sur les finances des Etats-Unis (9 décembre 1848), XXIII, 57. — Suite du rapport sur les finances, par M. Walker, 167. — Leur accroissement par l'immigration; leur marine marchande, le commerce, la fabrication monétaire, les postes, passagers arrivés au 30 septembre 1847, 382. — *De la puissance américaine*: Origine, institutions, esprit politique, ressources militaires, commerciales et industrielles, par M. Poussin, B. B., par M. Joseph Garnier, XXIV, 310. — Message du président Taylor (4 décembre 1849); invasion de Cuba, — Californie, — traite des esclaves, — communication des deux Océans, — recettes et dépenses, — tarif, — protection, — constitution des nouveaux Etats, — postes, — recensement, — vote présidentiel, XXV, 183. —

Réflexions par M. Joseph Garnier. Les *Free-soilers*, etc., 206. — Recettes et dépenses de l'exercice finissant au 30 juin 1849, 405. — Notice sur les banques de l'Etat de New-York, par M. Coquelin, XXVII, 235.

EXPORTATION. Travaux d'une commission ministérielle pour encourager les exportations, XXI, 137. — Exportation de l'Angleterre de 1839 à 1846, XXIII, 161.

EXPOSITIONS. La Société d'économie politique discute sur leur utilité, XXII, 450. — Avis des chambres du commerce sur l'admission des produits étrangers, XXIII, 110. — Exposition des produits de l'industrie française en 1849, Situation de l'industrie; utilité des expositions, première impression; composition du jury, par M. Joseph Garnier, 280. — Deuxième article, par le même : causes qui ont amené et maintenu l'usage des expositions; — objections contre cet usage; — utilité des expo-

sitions, 365. — Troisième article, par M. Ch. Coquelin; les machines, XXIV, 58. — Quatrième article, par M. Louis Leclerc; l'agriculture, 67. — Cinquième article, l'industrie parisienne, par M. Louis Leclerc, 178. — Banquet des exposants; discours de M. Louis-Napoléon Bonaparte et de M. Lanjuinais, ministre du commerce, 220. — Sixième article. Encore un mot sur les machines; les fils et les tissus, par M. Coquelin, 352. — Distribution des médailles, réflexions à ce sujet, 441. — Exposition des manufactures de Sèvres, des Gobelins et de Beauvais, 1850, appréciée par M. Louis Leclerc, XXVI, 267. — Exposition de Londres; exposants français inscrits en août 1850; manœuvres des protectionnistes, XXVI, 200. — Des diverses classifications des produits à cette exposition, plan par M. Pottonnier, 256. — Concours d'animaux reproducteurs à Versailles, par M. Louis Leclerc, XXVII, 344.

F.

FAYET, professeur de mathématiques au collège de Colmar. — Son Mémoire sur la criminalité spécifique de l'homme, XIX, 80. — Conclusions d'un Mémoire sur un essai de statistique intellectuelle et morale de la France, XXIV, 376. — Discussions à l'Académie des sciences morales et politiques à ce sujet; valeur de ces recherches, etc., XXV, 73.

FÉODALITÉ. Son point de départ. Opinion de M. Barse, auteur d'une histoire d'Aurillac, et de M. Portalis, XXVI, 359.

FAUCHER (Léon). Son examen du projet de loi des douanes (1847), du rapport de M. Lanyer, et d'un Mémoire de l'Association pour la défense du travail national, XIX, 254. — Porte la parole au nom de la Société d'économie politique pour protester contre la suppression de la chaire du Collège de France, XX, 113. — Sa proposition relative aux comptoirs d'escompte, XX, 441. — B. B. sur son écrit sur le système de M. Louis Blanc ou le travail, l'association et l'impôt, XXI, 48. — Son opinion sur le droit au travail, et considérations sur le socialisme, 345. — Combat l'émission des bons hypothécaires à la Constituante, 339. — Parle à la Constituante pour le rétablissement de la chaire d'économie politique au collège de France, XXI, 454. — Combat la liberté de coalition, XXII, 229. — Candidat à l'Académie des sciences morales, 232. — Élu, 341 et 341. — Sa circulaire aux préfets sur le même sujet, 341. — Pose un problème que fait naître le développement de l'instruction dans ses rapports avec la moralité, et cite l'Ecosse, XXV, 79. — Son plan financier mis en regard de ceux de MM. Passy et Fould, XXV, 107. — Mémoire sur le caractère et le mouvement de la criminalité en Angleterre. Analyse et documents officiels, XXV, 113. — Indique les moyens d'atténuer les effets des disettes, 299. — Partisan du monopole des banques, 303. — Son rapport

sur la proposition de MM. Nadaud, Morellet, etc., relative aux associations pour les entreprises de travaux publics, apprécié par M. Coquelin, 341. — Son opinion sur la constitution des institutions du crédit foncier, XXVI, 419.

FICHTE. Ses idées économiques ou plutôt protectionnistes, combattues par M. le docteur Schnee, ex-membre du parlement de Francfort, A. par M. Cherbuliez, XXVI, 233.

FERRUS (le docteur). Son ouvrage sur l'emprisonnement et les prisons, A. par M. Lélut, XXVII, 168.

FINANCES. *La science des finances*, ouvrage attribué à Cancrin, B. B., XIX, 203. — Finances de la France le 24 février 1848, par M. Joseph Garnier, 334. — Rapport sur la situation financière de la République, par M. Garnier-Pagès, ministre des finances (mars 1848), 389. — Décrets socialistes et financiers après février, 415. — C. R. de l'*Histoire financière* de Thomas Doubleday, XX, 303. — Le comité des finances au début de l'Assemblée constituante; — plan de M. Duclerc, 358. — Quelques mots sur les finances de la France en juillet 1848, par M. H. Say, XX, 390. — Situation de la France en juillet 1848, par M. Goudchaux, XXI, 35. — Produit des impôts en France en 1847, 274. — Lettre de M. Cobden à l'Association de Liverpool pour la réforme financière, XXII, 155. — Rapport sur les finances des États-Unis, par le secrétaire du Trésor, pour l'exercice 1847-48, XXIII, 57. — L'administration des finances en 1848 et 1849, par M. Du Puynode, B. B., 101. — Suite du rapport de M. Walker, sur les finances des États-Unis, XXIII, 157 et 167. — Etudes sur le budget, par M. Coffinières, B. B., 198. — Situation des finances de la France selon le premier message du Président, 289. — Extrait de la *Science des finances* de M. Rau, sur l'impôt du capital, par M. de Pa-

rieux, 328. — Situation financière de la France (avril 1849) et ressources proposées par M. Passy, ministre des finances: impôt des boissons, impôt de l'enregistrement, impôt sur le revenu, amortissement, XXIV, 70. — Accueil qui leur est fait; — M. Passy présente un projet de remaniement des patentes et du timbre, des effets de commerce, etc., 319. — Résumé des plans financiers de MM. Passy, Fould, et Faucher, XXV, 106. — Budgets de 1850 et 1847: rapport de M. Berryer sur le budget de 1850; règlement définitif du budget de 1847, par M. Joseph Garnier, 413. — Exposé de la situation financière au sujet du budget de 1851, par M. Fould, précédé d'une analyse par M. Joseph Garnier, XXVI, 70. — Proposition pour le budget des recettes de la commission des finances, 215. — D'un système financier, par M. A. David, XXVII, 13. — M. Fould abrège la durée légale des exercices, 196. — Situation financière de la France en novembre 1850, message du président de la République, XXVII, 396. — V. *Budgets, Dettes*, et les noms des différents pays.

FLEURY (Ed.). Sa Biographie de Babœuf. B. B., XXVII, 98.

FLOCON, premier ministre du commerce après février, abaisse le tarif du nankin, des glaces non étamées, des fontes acièreuses de l'Algérie et de l'Inde; il augmente les primes à la sortie, XX, 408.

FLOURENS, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences. Apprécie les idées économiques de Benjamin Delessert et les convictions d'Adam Smith, XXV, 421.

FONDS PUBLICS. Variations des cours de la Bourse de Paris depuis un demi-siècle, XX, 40. — Si l'élévation des fonds a récemment augmenté d'un milliard la richesse nationale, lettre de M. E. de Bryas (mai 1850), XXVI, 168.

FONTEYRAUD (Alcide), membre de la société d'économie politique. Rapport verbal de M. Blanqui sur sa nouvelle édition des œuvres de Ricardo, XX, 95. — Ressources comparées de la France et de l'Angleterre à propos de la crise (avril 1848), 154. — Note à propos de la réforme des lois de navigation, XX, 267. — La vérité sur l'économie politique. Réponse aux socialistes et aux autres détracteurs de l'économie politique, XXI, 1 et 225. — Exposé historique et statistique de la réforme postale, traduit sur le document officiel et précédé d'une note, 443. — Note à propos de l'enseignement de l'économie politique, XXII, 63. — B. B. sur la publication de M. Joseph Garnier: *Le Droit au travail*, recueil de tous les discours, etc., 333. — Sa traduction de la *Revue d'Édimbourg* du C. R. de l'ouvrage de M. J. Stuart Mill: *Principes d'économie politique* avec quelques-unes de ses applications à la philosophie sociale; — Essai sur certaines questions indécises de la science économique, par le même, XXIII, 127. — Son analyse des pamphlets de Frédéric Bastiat, 203. — Ses *Principes d'économie politique*, B. B. par M. de Molinari, 393. — Note sur la lutte entre M. d'Israeli, chef des protectionnistes, et Robert Peel, au sein du Parlement, 393. — Sa mort, XXIV, 115. —

Notice nécrologique, par M. Blanqui, 182. — Sa traduction du discours de Robert Peel défendant la réforme économique, 185.

FORÊTS. Des travaux à entreprendre dans les forêts et des revenus qu'ils pourraient offrir à la classe ouvrière dans la crise actuelle (1848), par M. Michel, directeur des *Annales forestières*, XXI, 380. — Plan d'aliénation d'une partie des forêts de l'État, par M. Nouton, ex-directeur au ministère des finances, 425. — La question des forêts discutée au Congrès d'agriculture, XXVI, 51.

FORMULES ÉCONOMIQUES. V. *Association, Droit au travail, Laissez-faire, laissez-passer, Libre échange, Organisation du travail, Protection*.

FOULD (Achille), représentant, successeur de M. Passy aux finances. Son exposé de la situation, XXIV, 442. — Son plan financier mis en regard de ceux de MM. Passy et Faucher, XXV, 106. — Exposé de la situation financière à propos du budget de 1851, XXVI, 70. — Fait rejeter l'impôt sur les rentes, et élever le port des lettres de 20 à 25 centimes, 320. — Abrège la durée légale des Exercices, XXVII, 196.

FOURIER (Charles), fondateur de la doctrine phalanstérienne. — Sa morale jugée par M. Franck, membre de l'Institut, XXI, 386. — *Cris* de Jean Journet, apôtre phalanstérien, XXV, 417. V. *Considérant*.

FRANCE. Ses finances le 24 février 1848, XIX, 334. — Rapport de M. Garnier-Pagès sur ce sujet, 389. — *De la politique des Français* en 1846, par M. le comte Jean d'Harcourt. B. B. par M. de Molinari, 400. — Coup d'œil sur sa situation, par M. Coquelin, XX, 3. — Statistique de l'instruction primaire, 271. — Situation financière, rapport de M. Goudchaux en juillet 1848, XXI, 35. — Des causes de l'instabilité des institutions gouvernementales, par M. A. Clément, XXII, 233. — Sommes qui lui sont dues par les puissances étrangères, XXIII, 190. — Statistique sommaire de la France, par M. Moreau de Jonnés: sol, population, 313. — Des intérêts matériels du Midi de la France, par M. G. Ducru, C. R. par M. Coquelin, XXIV, 197. — Statistique-sommaire de la production agricole, par M. Moreau de Jonnés, 245. — La France avant la Révolution; écrit de M. Raudot, B. B. par M. de Molinari, 313. — De la prétendue décadence de la France et de l'Angleterre, à propos de l'ouvrage de M. Ledru-Rollin, d'un second ouvrage de M. Raudot et d'une réponse à ce dernier, par M. Mothère, C. R. par M. Coquelin, XXVII, 56. — Histoire des villes de France, de M. Guilbert, appréciée par M. Amédée Thierry, XXVII, 173. — Travail et salaire agricoles en France par M. Moreau de Jonnés, 201. — Sa situation politique, financière, etc. en novembre 1850, message du Président de la République, XXVII, 396. — Ce qui frappe le plus les rédacteurs du *Morning-Chronicle* en France, 409.

FRANCIS (John), son *Histoire de la banque d'Angleterre*, B. B., XIX, 200.

FREGIER. Histoire de l'administration de la police de Paris depuis Philippe Auguste jusqu'aux États généraux de 1789, C. R. par

- M. H. Say, XXXII, 151. — Sa protestation contre cette critique, 279.
- FRANCLIEU** (Paul de). De la détresse agricole et de la détresse vinicole (1850), XXVI, 366. — Lettre sur le même sujet, 402. — Lettre sur l'impôt du capital, XXVII, 275. — Réponse de M. David, 363.
- FRANCK**, membre de l'Institut, académie des sciences morales et politiques. Analyse de sa notice sur La Bruyère, XIX, 82. — Juge la morale de Fourier, XXI, 386. — Son Mémoire sur le communisme dans l'histoire et sa notice sur Mably, A. XXII, 88. — Son Mémoire sur Maïmonide, A., 182. — Comment on peut se faire une idée de la morale, A. de son Mémoire, XXIII, 359.
- FRANKS**. Leur statistique judiciaire; Mémoire de M. Moreau de Jonnés, — Observation de M. Naudet, XXVII, 355.
- FRANKLIN**. Petits écrits publiés sous le titre de *Conseils pour faire fortune*, B. B., XX, 390.
- FRATERNITÉ**. *Justice et fraternité*, par M. Bastiat, XX, 177. — Passage du rapport de M. Armand Marrast sur la Constitution, XXI, 204.
- FRESLON**, représentant du peuple, deuxième ministre de l'instruction publique après février. Parle en faveur du rétablissement de la chaire d'économie politique au Collège de France, XXI, 457.

G.

- GALLATIN** (Albert), ministre aux Etats-Unis. Notice sur sa vie et ses travaux, XXIV, 304.
- GARDES CHAMPÊTRES**. Leur organisation discutée au Congrès agricole (1850), XXVI, 55.
- GASPARIN** (de), ancien ministre, membre de l'Académie des sciences, etc., B. B. analytique de son *Cours d'agriculture*, par M. Louis Leclerc, troisième volume, XX, 47.
- GARNIER** (Joseph), rédacteur en chef du *Journal des Economistes*. Introduction à la septième année : progrès des études économiques, XIX, 1. — B. B. sur l'ouvrage : *Des prolétaires ; nécessité et moyen d'améliorer leur sort*, 101. — B. B. sur l'*Annuaire des chemins de fer*, XIX, 104. — I. Etudes sur la répartition de la richesse ; profits et salaires : II. Lois et variations des salaires. III. Lois et variations des profits ; IV. Des profits et des salaires ; V. Causes artificielles qui influent sur les profits et les salaires, 143. — B. B. sur l'*Essai sur l'appréciation de la fortune privée au moyen âge*, par M. Leber, 206. — Son discours à la séance publique de l'Association pour la liberté des échanges, (7 janvier 1847), 213. — *Annuaire de l'économie politique et de la statistique*, B. B., 309. — *Mélanges d'économie politique de la Collection des principaux économistes*, B. B., 311. — Etudes d'économie et de statistique, par M. Wolowski, B. B., 312. — A nos lecteurs, annonce de la publication bi-mensuelle du *Journal des Economistes*. — Finances de la France, le 24 février 1848, 337. — Préjugés mercantiles et protectionnistes en France, 349. — Coup d'œil sur les progrès de l'économie politique en Europe, par M. Travers Twiss, depuis le seizième siècle, B. B., 394. — Introduction à la publication bi-mensuelle du *Journal des Economistes* : analyse des obstacles au progrès, XX, 1. — B. B. sur les brochures de MM. Gentil, Audiganne, Jules Lechevalier, Ramon de la Sagra, sur l'organisation du travail, 51. — Sur la suppression de la chaire d'économie politique au Collège de France, sur les curieuses chaires destinées à la remplacer, XX, 57. — B. B., *Lettres d'un jeune la-*
- boureur* sur les Caisses d'épargne, par M. Louis Leclerc, 107. — Causes économiques de l'insurrection de juin 1848, 261. — Quelques mots d'explication et d'histoire au sujet des principales formules socialistes, XX, 375, 407. — B. B. sur un écrit de M. A. Clément : *Des nouvelles idées de réforme industrielle*, et en particulier du projet d'organisation du travail de M. Louis Blanc, XXI, 47. — B. B. sur une autre brochure de M. Faucher : *Du système de M. Louis Blanc, ou le travail, l'association et l'impôt*, 48. — Rapport sur ses *Éléments d'économie politique*, par M. Dunoyer, 317. — B. B. sur les œuvres diverses de J.-B. Say, 393. — Sa notice sur la vie et les travaux de M. Rossi, XXII, 98. — B. B. sur le compte-rendu de l'Académie des sciences morales et politiques, 221. — B. B. sur le *Catéchisme financier* de M. Ripert Monclar, 223. — B. B. sur le gouvernement de Louis XIV, par M. Clément, de 1683 à 1689, 224. — Sa publication : *Le droit au travail*, recueil des discours prononcés dans cette mémorable discussion, suivis des diverses opinions, avec des notes et une introduction, B. B., 333. — Analyse d'un projet de loi de M. Jobard sur les brevets de priorité, XXIII, 208. — Relevé du mouvement du cabotage pendant l'année 1846. — Son opinion sur les encouragements donnés pour les essais socialistes, 216. — Rapport de M. Villermé à l'Académie des sciences morales sur l'*Annuaire de l'économie politique*, 272. — Propose au Congrès agricole d'émettre le vœu de la propagation des livres élémentaires d'économie politique dans les écoles primaires, XXIII, 279. — Premier article sur l'Exposition des produits de l'industrie française en 1849 : situation de de l'industrie française ; utilité des expositions ; première impression ; composition du jury, 280. — Réflexions sur le premier message du président de la République, 286. — Sa réponse à une lettre de M. Roederer au sujet des primes, 301. — Sa réponse à M. de Cintré, sur l'enseignement de l'économie politique, 303. — Deuxième article sur l'Exposition des produits de l'industrie en 1849 : causes qui ont amené et maintenu l'usage des expositions.

—Des objections contre cet usage.—Utilité des expositions, 365. — Ses *Eléments* traduits en russe, par M. Lopatine, 370. — B. B. sur une brochure de M. Audiganne : *L'Industrie française depuis la révolution de Février et l'exposition de 1849*, 394. — Note sur le Congrès de la paix de Bruxelles et sur le programme de celui de Paris, XXIV, 101. — B. B. sur l'écrit : *La Révolution de 1848*, par M. Dunoyer, XXIV, 112. — Un des organisateurs du Congrès de la paix à Paris (août 1849) ; secrétaire de ce Congrès, 152. — B. B. sur le livre de M. Poussin sur la *puissance américaine*, 310. — Ses *Eléments* traduits en espagnol, 314. — B. B. sur une brochure de M. Michel Chevalier, sur la liberté aux Etats-Unis, 437. — Son opinion sur les gros armements, 438. — Note sur l'émigration, XXV, 62. — Note sur le mode de la réforme des tarifs, 272. — Suppression et rétablissement, au sein de la commission des finances, de son cours à l'Ecole des ponts et chaussées, 306. — Programme de son cours, 441. — Sur le budget de 1850 et 1847, 413. — Annuaire d'économie politique pour 1850, B. B., XXV, 417. — B. B. sur des lettres de M. Peut, sur le *gouvernement de la France* ; sur un projet de statuts, par M. Hachette, et sur un rapport de M. La Nouzais relativement aux Sociétés de secours mutuels et aux Caisses de retraite, 419. — Combat, au Congrès agricole, l'échelle mobile et propose l'enseignement de l'économie politique, XXVI, 53. — Résolution proposée à ce Congrès, avec M. d'Esterno, sur les institutions du crédit foncier, 56. — Analyse du rapport de M. Fould sur le budget de 1851, 71. — Sa réponse à M. Rœderer au sujet de l'impôt du sel demandé aux fabriques de soude, XXVI, 171. — Sur la séance du Conseil de l'agriculture, des manufactures et du commerce dans laquelle les protectionnistes ont attaqué les professeurs d'économie politique, 174. — Son enseignement attaqué par les protectionnistes, 179, 187. — Son opinion sur le contrôle à l'exportation et sur la propriété des marques étrangères, XXVI, 213. — Petite épitre à M. Benoist d'Azy sur sa négation de l'économie politique, XXVI, 282. — Petite épitre à M. Darblay sur son attaque contre les professeurs d'économie politique, 285. — Petite épitre à M. Lebaeuf, au sujet de la perfide Albion, 287. — Résumé de la session du Conseil général de l'agriculture, des manufactures et du commerce, 289. — Petite épitre à M. Dumas, ministre du commerce, sur l'interprétation du vœu de ce Conseil, relatif aux professeurs d'économie politique, 387. — Son compte-rendu du Congrès de la paix de Paris en 1849, précédé d'une note historique sur le mouvement en faveur de la paix, B. B., XXVII, 98. — Biographie de Baebœuf, par M. Ed. Fleury, B. B., 98. — Compte-rendu du Congrès de la paix tenu à Francfort, 187. — Acte de navigation en Angleterre, B. B., 294. — Son opinion sur l'intervention de l'Etat dans les institutions de crédit foncier, 295. — Comptes-rendus des séances de la Société d'économie politique (V. *Chronique*). C. R. pour octobre 1850, 296. Pour novembre, 406. — Chroniques mensuelles. V. *Chronique*.

GARNIER (Adolphe), professeur de philosophie à la Faculté des lettres de Paris. Son livre sur la morale sociale, apprécié par M. Baudrillart, XXVII, 87 ; et par M. Joseph Garnier, 102.

GARNIER-PAGÈS, ancien député, ministre des finances après la révolution de 1848. Son rapport sur la situation financière de la République (mars 1848), 389. — Sa circulaire sur l'organisation des comptoirs d'escompte, XX, 39. — Rapport sur l'abolition de l'impôt du sel, 160. — Rapport sur la nécessité de créer l'unité des Banques, 232. — Ses idées financières et économiques, 427.

GIOBERTI (l'abbé), ancien ministre du Piémont. — Parle, à la Société d'économie politique, du mouvement des idées économiques en Italie, XXVII, 297.

GIRARD (le père), célèbre pédagogue. Note sur sa vie et ses travaux, XXVI, 70.

GIRARDIN (Emile de), rédacteur en chef de *la Presse*, ancien député, représentant. Son discours au Congrès de la paix à Paris, XXIV, 160. — Propose l'impôt sur le capital, etc., 319. — Ses discours au Congrès de la paix à Francfort, analysés, XXVII, 187.

GIRAUD (Ch.), membre de l'Académie des sciences morales et politiques, membre de la Société d'économie politique, ex-ministre de l'instruction publique. Son opinion sur l'enseignement de l'économie politique, XIX, 77, 284 ; XXI, 319. — Ses observations sur l'organisation des classes serviles de l'antiquité, XXIII, 85. — Réfute par des chiffres les conclusions de M. Fayet touchant le rapport de l'instruction à la criminalité, XXV, 76. — De la situation de la dette publique en Espagne, XXVI, 144. — Son opinion sur la législation actuelle, au sujet des marques de fabrique, 212. — Guerre au crédit ou considérations sur les dangers de l'emprunt, par M. Bouron, banquier, B. B., 308. — Analyse du système de Pestalozzi et des Mémoires de MM. Pompée et Rapet, XXVII, 173.

GOBELINS. Sur l'exposition des tapis de la manufacture des Gobelins, par M. Louis Leclerc, XXVI, 267.

GOERITZ. Son cours d'économie rurale, professé à l'Institut agricole de Hohenheim, C. R. par M. Louis Leclerc, XXVII, 348.

GOUDCHAUX (Michel), premier et quatrième ministre des finances après février. De ses premières idées en entrant aux affaires, par M. Horace Say, XX, 427. — Son rapport sur la situation financière en août 1848, XXI, 35. — Retire le projet sur les créances hypothécaires, et conclut un emprunt de 13 millions, 104. — Son exposé des motifs pour le projet d'établissement d'un impôt sur le revenu, 158. — Sa démission, 397.

GOUGENOT - DESMOUSSEAUX. B. B. sur son livre : *Des prolétaires*. Nécessité et moyen d'améliorer leur sort, XIX, 101.

GOVERNEMENT PROVISOIRE. Décrets sur la Banque de France, XIX, 412. — Décret sur l'emprunt national, les 45 centimes, les comptoirs, la Banque de Bordeaux, 418. — Décrets

sur le travail des prisons, les comptes de retour, les banques départementales, XX, 37.—Décrets sur l'octroi de Paris, 147.—Sur l'impôt du sel, 161.—Sur le Louvre et la fête du 4 Mai, 174.—Décret relatif à l'abolition de l'esclavage, et autres décrets relatifs aux colonies, 210.—Décret sur la refonte des monnaies, 215.

GRATIOT (A.), fabricant de papier. Sa brochure : *Organisez le travail et ne le désorganisez pas*, B. B., XX, 288.—Son autre brochure : *MM. les socialistes, une solution s'il vous plaît*, XXI, B. B. 162.

GRÈCE. L'oisiveté et l'organisation du travail servile dans les républiques grecques et romaine, par M. Moreau Christophe, A. XXIII, 185.—Somme qu'elle doit à la France, 191.—Du droit à l'oisiveté et de l'organisation du travail dans les républiques grecques et romaine, par M. Moreau Christophe, C. R. par M. de Molinari, XXVI, 382.—Vote du Parlement, au sujet des hostilités de lord Palmerston contre la Grèce, 424.

GROS (Athanase). Traduit des *Annales de statistique* de Milan, une revue des projets et des travaux relatifs à l'isthme de Suez, XXII, 381.—Commerce de l'exportation en Angleterre, traduit de l'*Economist*, XXIV, 106.

GRUN (Alphonse), rédacteur en chef du *Moniteur*. Son écrit : *Le citoyen français*,

ses droits et ses devoirs, B. B., XX, 449.—Sa brochure sur le vrai et le faux socialisme, appréciée, XXIII, 189.

GUERRE. Dangers de guerre en juillet 1848, XXI, 101.—Tableau des dépenses de la guerre en France, de 1820 à 1845, XXI, 294.—La guerre a fait son temps : lettre de M. Michel Chevalier, au meeting de la paix tenu à Londres, le 30 avril 1849, XXIV, 434.

GUILLAUMIN, éditeur. *Annuaire de l'économie politique et de statistique*, par Joseph Garnier et Guillaumin, B. B., XIX, 309.—Deuxième volume des *Mélanges* de la Collection des principaux économistes, B. B., XXI, 219. Rapport de M. Villermé sur l'*Annuaire d'économie politique*, à l'Académie des sciences morales et politiques, XXIII, 272.—Assiste à trois meetings tenus à Londres, Birmingham et Manchester, à la suite du Congrès de la paix à Paris, XXIV, 426.—*Annuaire de l'économie politique* pour 1850, B. B., 417.

GUIBERT (Adrien). Son Dictionnaire géographique et statistique, B. B., par M. Frédéric Lacroix, XXVI, 414.

GUILBERT (Aristide). Son Histoire des villes de France, appréciée par M. Amédée Thierry, XXVII, 173.

GUIZOT, ancien ministre. Son livre sur la *Démocratie*, apprécié, XXII, 132.

H.

HACHETTE, libraire-éditeur à Paris. Son projet de statuts pour les caisses de secours mutuels et de prévoyance, B. B., XXV, 419.

HARCOURT (Jean d'). De la politique des Français en 1846, B. B. par M. de Molinari.

HAYNAU (général). Ses cruautés en Hongrie, stigmatisées par M. Cobden, au Congrès de la paix à Paris, XXIV, 170.—Son portrait, XXVII, 189, Note.

HISTOIRE. Du communisme dans l'histoire, par M. Frank, XXII, 88.—Introduction historique à l'étude de l'économie politique, par M. Mac Culloch, XXIII, 113, 256.—Histoire des villes de France, de M. A. Guibert, appréciée par M. Am. Thierry, XXVII, 173.

HOLLANDE. Question des céréales, écrit de M. Den-Tex, membre de l'Institut néerlandais, C. R., par M. Dunoyer, XIX, 398.—Réforme ses lois de navigation, XXVII, 200.—Précis de la nouvelle législation commerciale et maritime, 389.

HOPITAUX. Des réformes à opérer dans le régime des hôpitaux, par M. Lamothe, XXIV, 277.

HOVYN-TRANCHÈRE, représentant du peuple, défend l'émission de bons hypothécaires, XXI, 166.—Reconnait l'illusion de ce procédé, et émet son opinion sur les fonctions de l'État, XXV, 203 et 317.—Son

opinion sur l'organisation du crédit foncier, XXVI, 99.—Critique à l'Assemblée législative le système d'intervention de l'État, et les dépenses faites à l'Institut agronomique de Versailles, 101.

HUGO (Victor), représentant du peuple, membre de l'Académie française. Son opinion sur les remèdes à la misère, XXIII, 399.—Son discours d'ouverture comme président du Congrès de la paix à Paris, XXIV, 154.—Son discours de clôture, 169.—Son opinion sur la liberté de l'industrie des théâtres, XXVI, 138.

HUMBOLDT (de). Son Mémoire sur la production de l'or et de l'argent en Amérique, en Europe, en Asie, en Afrique, traduit de l'allemand, par M. Michel Rempp, XIX, 364 ; XX, 77.

HYPOTHÈQUES. Concordance entre les lois hypothécaires étrangères et françaises, par M. de Saint-Joseph, B. B., XX, 166.—Impôt sur les créances hypothécaires, 172.—Question des bons hypothécaires, etc., traitée par M. Wolowski, au sujet des projets sur le crédit foncier, soumis à la constituante, XXI, 401.—De la réforme hypothécaire en France : historique ; projet de loi ; rapport de M. Bethmont au Conseil d'État ; rapport de M. Vatimesnil à l'Assemblée législative, etc., par M. Wolowski, XXVII, 305.

I.

IMMIGRATION. Immigration aux États-Unis, XXIII, 382 et 388.

INCOME-TAX. Note statistique et chronologique sur cet impôt, XXI, 97.

INDE. Réforme des lois de navigation dans l'Inde, XX, 268. — Annexion du Penjaub à l'empire des Anglais, XXIII, 311.

INDIGENTS. Leur défense dans les procès civils et criminels, dans les principaux États de l'Europe, rapport de M. Vivien sur des *Études*, etc., par M. Dubeux, XIX, 42. — Discussion à l'Académie des sciences morales et politiques, 85. — V. *Paupérisme*.

INDUSTRIE. Les industries protégées ne seraient pas ruinées par la liberté du commerce, XIX, 235. — Sur le triple recensement de la population, de l'agriculture et de l'industrie, opéré en Belgique au 15 octobre 1846, par M. Quetelet, XXII, 131. — Situation de l'industrie française en 1849, XXIII, 280. — *Dito* selon le premier message du président, 291. — Industries principales; leur régime, leurs progrès comparés, XXIV, 133.

INFANTICIDE. Toléré en Chine, pour les filles. Détails à ce sujet, par M. Natalis Rondot, XXVI, 258.

INSTRUCTION PUBLIQUE. *Instruction pour le peuple. Cent traités sur les connaissances les plus indispensables*, B. B., par M. de Molinari, XIX, 403. — Situation de l'instruction primaire en France, au 1^{er} janvier 1848; statistique et résultat des années antérieures, XX, 271. — Gratuité de l'enseignement aux Écoles normales, polytechnique et de Saint-Cyr, votée par l'Assemblée constituante, XXI, 104. — Nombre des garçons fréquentant les écoles dans chaque département, 184. — Premier message du président de la République, XXIII, 295. — Du projet de loi de M. de Falloux, par M. A. Clément, 341. — Observations, 401. — De l'influence de l'instruction sur la moralité des populations, par M. Allard; faits statistiques, XXIV, 266. — Influence de l'instruction sur la moralité, la criminalité, conclusions d'un Mémoire de M. Fayet, 376. — Discussion à cet égard: opinion de MM. Moreau de Jonnés, Cousin, Dunoyer, Giraud, Léon Faucher, Portalis, Rémusat, XXV, 73. — L'État s'est abusivement chargé de la direction de l'enseignement public, 240. — Des moyens d'instruction industrielle et artistique à créer principalement pour les adultes, par M. Lamothe, 280. — Dans quel sens l'enseignement public en France doit être réformé, 319. — L'Assemblée législative rejette l'enseignement gratuit et obligatoire, 426. — Rapport de M. Barthélemy Saint-Hilaire sur la *Gymnastique pratique* de M. Laisné, A., XXVI, 69. — Vote de la loi, dite Falloux, sur l'instruction primaire et secondaire; cette loi jugée, 103. — L'Assemblée législative supprime la gratuité de l'enseignement de l'École polytechnique, et

nomme une Commission pour préparer un projet de loi sur cette école, 214. — De la mauvaise direction de l'instruction publique, par M. de Tracy, XXVII, 1. — L'Assemblée législative maintient la chaire de droit administratif et de droit constitutionnel à l'École de droit de Paris et les trois Écoles d'Arts et Métiers, 104. — Mémoire sur l'Université d'Oxford, par M. Lorain, A., et considérations sur l'organisation de l'enseignement en France, 169. — *Instruction pour le peuple*, tome II des cent Traités, B. B., 296.

INSTRUCTION AGRICOLE. Création de l'Institut agricole, de fermes régionales et de fermes modèles, XXI, 340. — L'utilité de l'introduction de l'économie politique dans les écoles primaires, discutée au Congrès agricole, XXVI, 53. — L'utilité des institutions agricoles ci-dessus, discutée au même Congrès, 57. — L'Institut agricole de Versailles critiqué à l'Assemblée législative, 101.

INTEMPÉRANCE. — *Recherches historiques et statistiques sur l'intempérance des classes laborieuses*, par M. Labourt, B. B. par M. de Watteville, XXIV, 217.

INTERVENTION DE L'ÉTAT. Discussion au sujet des chemins de fer et de la crise de 1847, XIX, 90. — Exemple des écharpes, XXI, 340.

IRLANDE. Crise de 1847, XIX, 87. — Fièvre de la faim en 1848, XXI, 54. — Drèche imposée, de 1839 à 1846, XXIII, 163. — *L'Irlande et le pays de Galles*, esquisses de voyages, d'économie politique, d'histoire, de biographie, de littérature, par M. Amédée Pichot, B. B. par M. de Molinari, XXVII, 94.

ISRAËLI (d'), membre du Parlement, chef du parti protectionniste. Sa lutte avec Robert Peel, note de Fonteyraud, 395.

ITALIE. Formation territoriale et politique jusqu'à la fin du quinzième siècle, XIX, 78. — Semble toucher au terme de sa régénération (17 février 1848), 320. — Mémoire sur ce pays, remis à Louis XV par le duc de Choiseul, XX, 87. — Ne veut pas de l'intervention française, 296. — Rossi devient ministre de Pie IX, XXI, 343. — Services que cet homme illustre a rendus à son pays, XXII, 98. — Mouvement des idées économiques en Italie, XXVII, 297. — Budgets des États pontificaux, par M. Thomassy, 339.

IMPÔTS. Réflexions sur les impôts communaux, par M. Horace Say, XX, 147. — Considérations sur les impôts, par M. de Colmont, 201. — Essai sur la théorie de l'impôt, par M. A. Cherbuliez, 381, 419. — Résumé des réformes proposées par M. Faucher après 1848, B. B., XXI, 48. — De l'impôt direct et de l'impôt des revenus, par M. David (du Gers), 121. — De l'influence des fortes taxes et des taxes modérées, par M. Allard, 182. — Décret du 24 août 1848, relatif à la taxe des lettres, 214. — De la substitution de l'impôt

direct à l'impôt indirect, et de l'amortissement du budget en Angleterre, lettre de M. Cobden, XXII, 155.—Pensée de M. Thiers sur les impôts, XXII, 172.—Dette et impôt par tête dans différents pays, 223.—Note sur la réforme de l'impôt et le tarif douanier du sel et du tarif des lettres, 277.—L'impôt foncier sous la Restauration et après la révolution de Juillet, examen d'un livre de M. Coffinières, XXIII, 193.—Impôt par tête dans les divers États, 243.—Impôt sur l'intérêt de l'argent ou sur le capital, fragment de la *Science des finances*, de M. Rau, traduit par M. de Parieu, 328.—Projets de lois, et exposé des motifs, par M. Passy, ministre des finances, sur l'impôt des boissons, l'enregistrement, l'impôt du revenu, XXIV, 78, 92, 95.—Accueil fait à ces mesures; M. Passy présente un projet de remaniement de l'impôt des patentes et du timbre des effets de commerce, etc. Impôt sur le capital proposé, par M. Émile de Girardin, C. 319.—De la relation qui existe entre l'impôt foncier et le prix des produits agricoles en général, et des denrées alimentaires en particulier, par M. Jean Arrivabene, XXV, 353.—L'Assemblée législative adopte un impôt sur les transferts de rente, XXVI, 103.—Nature des impôts actuels et principalement de l'impôt sur le capital, par M. David (du Gers), 122.—Si les fabriques de soude doivent payer l'impôt du sel, lettre de M. Roederer, réponse de M. Joseph Garnier, 170.—Lettre sur l'impôt foncier, à propos de l'opinion de M. Arrivabene, 400.—A. de la loi sur l'impôt du timbre, 403.—Réponse de M. Arrivabene, à la lettre ci-dessus, XXVII, 69.

IMPOT DES BOISSONS. La Constituante modifie le décret du 31 mars, du gouvernement provisoire, XX, 408.—Projet de loi sur l'impôt des boissons, et exposé des motifs, par M. Passy, ministre des finances, XXIV, 78.—De l'impôt des boissons, par M. David (du Gers), membre de la Constituante, 225.—Rétabli par l'Assemblée législative; discussion appréciée, XXV, 111.—Nomination d'une Commission d'enquête, 208.—Lourdeur de cet impôt; lettre d'un abonné obligé de se désabonner, 396.

IMPOT SUR LE CAPITAL. Fragment de la *Science des finances*, de M. Rau, traduit par M. de Parieu, XXIII, 328.—Proposé par M. Émile de Girardin, XXIV, 319.—Apprécié par M. David (du Gers), XXV, 122.—Lettre de M. Franchieu à ce sujet, XXVII, 275.—Réponse de M. David, 363.

IMPOT PROGRESSIF. Du projet de décret relatif à l'établissement de cet impôt sur les successions, à l'Assemblée constituante, par M. David (du Gers), XXI, 25.—Repoussé dans un rapport de M. de Parieu, 223.

IMPOT SUR LE REVENU. Considérations, par M. David (du Gers), représentant, XXI, 121 et 368.—Exposé des motifs et projet de décret relatifs à l'établissement de cet impôt, par M. Goudchaux, ministre des finances, 158.—Projet de loi et exposé des motifs, par M. Passy, XXIV, 92.

IMPOTS ET REVENUS (relevé des) en France. Rentrée des impôts en septemb. 1848, XXI, 397.—Impôts et revenus pendant les années 1846, 47 et 48, XXII, 326.—Chiffre des six premiers mois de 1849, XXIV, 120.—Revenu de la douane pendant les onze premiers mois de 1849, XXV, 207.—Revenus indirects pendant les trois premiers mois de 1850, XXVI, 215.—Revenus publics pendant les six premiers mois de 1850, 1849 et 1848, XXVII, 71.—Revenus des neuf premiers mois de 1850, 304.

INTÉRÊTS. Les divers intérêts ne sont pas antagoniques, par M. Bastiat, XXI, 105.—Analyse de l'intérêt personnel, par M. Matthieu Wolff, XXVII, 201.

INTÉRÊT DU CAPITAL. Sa légitimité niée par M. Proudhon et défendue par M. de Molinari, XXI, 57.—Sur la nature du prêt à intérêt; observations sur les idées de M. Proudhon, et la théorie de M. Bastiat, par le même, XXIII, 231.

INSTITUT. Lettre de M. Carnot, ministre, au sujet des missions académiques, XX, 286.

INSTITUTEURS. Revenus des instituteurs primaires communaux, XXI, 156.—Victimes de la politique, XXV, 208.

J.

JOBARD, directeur du musée de l'industrie de Bruxelles; son plan d'organisation rationnelle du travail, XX, 164.—Analyse de son projet de loi sur les brevets de priorité, XXIII, 208.—Une séance de la Société des inventeurs, XXIV, 116.—La loi de la signature des articles et son triomphe, XXVII, 304.

JOSSAU, avocat, expose au Congrès agricole le mécanisme du crédit foncier, XXVI, 56.

JOURNAL DES ÉCONOMISTES. Table des matières contenues dans les neuf premiers volumes, IX, 485.—*Idem*, contenues dans

les neuf volumes suivants, du 15 décembre 1846 au 15 novembre 1850, XVIII, 437.—*Idem* contenues dans les neuf derniers volumes, XXVII, 413.—Introduction à la septième année: Coup d'œil historique sur les études économiques, par M. Joseph Garnier, XIX, 1.—Introduction à la huitième année, par M. de Molinari, XXII, 1.—Introduction à la septième année, du 1^{er} novembre au 15 décembre 1847. Mouvement des idées économiques; nécessité d'une réforme dans l'enseignement et de l'introduction de l'économie politique, par M. Jo-

seph Garnier, XIX, 1. — Paraît deux fois par mois à partir du 1^{er} avril 1848 ; introduction de M. Joseph Garnier ; le socialisme ne peut être vaincu que par l'étude et par la vulgarisation des lumières, XX, 1. — Introduction à la huitième année, numéro du 15 décembre 1848 ; mouvement des écoles socialistes ; résistance et efforts des économistes, par M. de Molinari, XXII, 1. — Pourquoi il reprend la publication mensuelle, 6. — Introduction à la neuvième année ; mouvement du socialisme et de la réaction qu'il fait naître, par M. Joseph Garnier, XXV, 1. — Observations de M. Joseph Garnier au sujet des rapports de la politique avec les questions économiques, XXVI, 207. — La signature des articles, XXVII, 304.

JOURNAUX. Le *National* embarrassé avec M. Carnot, au sujet de la chaire d'économie politique, XX, 110. — Opinions de quelques autres journaux, 168. — *L'Atelier*, la *Revue nationale* et la *Démocratie* deviennent libéraux, le *Constitutionnel* et le *Moniteur industriel*, économistes, 111, 112. — *L'Assemblée nationale* protectionniste ; le *National*, malveillant, 238. — La presse socialiste

après la levée de l'état siège, XXIV, 320. — *L'Univers* attaque l'économie politique, XXV, 321. — Enquête en Angleterre par le *Morning Chronicle*, 425. — *La Voix du Peuple*, la *Presse*, l'*Univers* et le *Moniteur industriel*, à propos de l'attaque des protectionnistes contre les professeurs d'économie politique, au sein du Conseil général de l'agriculture, des manufactures et du commerce, XXVI, 209. — Comment le *Moniteur industriel* entend l'art des citations ; son triomphe, 313. — Incroyable sortie de l'*Univers* contre l'Académie des sciences morales et politiques, Cabanis, Condorcet et M. Mignet, 421. — Loi sur la presse, discutée, 421. — Le *Crédit* et le *Siècle* défendent le cours forcé des billets de banque, XXVII, 103. — La signature des articles 304. — Enquête du *Morning-Chronicle* en France, C. 409.

JOURNET (Jean), apôtre fouriériste. *Ses Cris*, B. B., XXV, 417.

JUIN (Insurrection de Juin 1848). Causes économiques de cette insurrection, par M. Joseph Garnier, XX, 361.

JUSTICE. Justice et fraternité, par M. Frédéric Bastiat, XX, 310.

K.

KOENIGSWARTER, correspondant de l'Académie des sciences morales. Analyse de son Mémoire sur le développement de la société

humaine, XXII, 309. — Note de l'Académie nationale de Hongrie, A. XXVII, 360.

L.

LABOULAYE, ancien élève de l'Ecole polytechnique ; fondateur de caractères. Son livre : *Organisation du Travail ; De la démocratie industrielle*, B. B., XXI, 44.

LABOUCHÈRE, chef du *board of trade*. — Combat les protectionnistes agricoles, en montrant combien d'articles de l'industrie manufacturière ont été dégrevés, XXV, 318.

LABOURT. Son ouvrage : *Recherches historiques et statistiques sur l'intempérance des classes laborieuses et sur les enfants trouvés*, B. B. par M. de Watteville, XXIV, 217. — Sa lettre à M. Joseph Garnier sur les amis de la paix dans l'antiquité, XXVI, 84.

LABROSSE, rédacteur aux Archives de l'intérieur. Son relevé des dons et legs aux établissements de bienfaisance de l'an IX à 1846, XXVI, 192.

LA BRUYÈRE. Notice par M. Franck, XIX, 82.

LA FABELLE (De), ancien député, correspondant de l'Institut, membre de la Société d'économie politique. — Défend la liberté des Banques à l'Académie des sciences morales et politiques, XXV, 304. — Analyse de son Mémoire sur le développement de la commune dans le midi de la France, XXVI, 67.

LAFOND (capitaine Gabriel), directeur de la Compagnie de l'Union des ports, consul de Costa-Ricca. — Son opinion sur la cause de l'émancipation des esclaves en Angleterre, et

sur le mouvement en faveur de la paix, XXIV, 438.

LAISNÉ (N.). Rapport de M. Barthélemy Saint-Hilaire sur sa *Gymnastique politique*, XXVI, 69.

LAISSEZ - FAIRE , LAISSEZ - PASSER, Formule absolue de l'économie politique ; XIX, 113. — Considérations de M. Coquelin, XX, 10. — V. *Liberté*.

LAMARTINE, ex-membre du gouvernement provisoire, etc. Sa réponse à un discours communiste de la fin de 1847, XIX, 111. — Sa réponse à la Société d'économie politique, au sujet de la suppression de la chaire du collège de France, par le gouvernement provisoire, XX, 113. — Concourt au maintien de la paix du monde, XXI, 101 et 167. — Entreprend de publier ses œuvres. Sa circulaire, XXII, 449. — Devient partisan de l'établissement des chemins de fer par les compagnies, XXVI, 102. — Sa classification du socialisme, 318.

LAMENNAIS (l'abbé de), représentant du peuple. — Sa lettre au *National* sur les écoles socialistes en 1847, XX, 121. — Autre lettre aux ouvriers sur la liberté contre l'organisation du travail, 170. — Sa première lettre appréciée par M. A. Clément, 242.

LA METTRIE (de). Mémoire de M. Damiron, A., XXVI, 69 ; et XXVII, 171.

LAMOTHE (L.), inspecteur des établissements de bienfaisance de la Gironde. Des modifications à apporter dans la législation sur les enfants trouvés, XXII, 373. — Parti que l'on pourrait tirer des listes électorales, XXIII, 371. — Des réformes à opérer dans le régime des hôpitaux, XXIV, 277. — Des moyens d'instruction industrielle et artistique à créer principalement pour les adultes, XXV, 280. — Du projet de loi sur les enfants trouvés, formulé par une commission ministérielle et la commission d'assistance de l'Assemblée nationale, XXVII, 222.

LA NOURAIS. Rapport sur les caisses de secours mutuels et sur les caisses de retraite, B. B., XXV, 419. — Journal hebdomadaire de la Société de l'industrie suisse. B. B., XXVI, 203.

LANYER, ancien député. Examen de son rapport sur la loi des douanes (1847), par M. Léon Faucher, XIX, 251. — Examen par M. Joseph Garnier, à une réunion publique de l'Association pour la liberté des échanges, XIX, 213.

LANJUINAIS, représentant du peuple, deuxième ministre du commerce de M. Louis Bonaparte. Son remarquable discours au banquet des exposants des produits de l'industrie, XXIV, 222.

LAVERGNE (Léonce), ancien député. Nommé professeur d'économie rurale à l'Institut agronomique de Versailles, XXV, 319. — Comment il entend le rôle de l'économie politique, XXVI, 317.

LAVOLLÉE (P.), ancien directeur du commerce extérieur au ministère de l'agriculture et du commerce. Mémoire sur la question des douanes et sur le commerce extérieur, XXIV, 12, 132.

LEBER. Son ouvrage : *Essai sur l'appréciation de la fortune privée au moyen âge, relativement aux variations des valeurs monétaires et du produit commercial de l'argent*, B. B., XIX, 206.

LEBEUF (Louis), manufacturier de porcelaine, représentant du peuple, un des chefs de la ligue protectionniste. Socialiste sans s'en douter, XXIII, 399. — Ce qu'il dit au Conseil général de l'agriculture, des manufactures et du commerce, le jour de l'attaque dirigée par les protectionnistes, contre les professeurs d'économie politique, XXVI, 189. — Petite épître que lui adresse M. Joseph Garnier à ce sujet, 287. — Sa conversion possible, par la force de la logique, lettre de M. A. Clément, 397.

LECHEVALIER (Jules). Sa brochure : *Qu'est-ce que l'organisation du travail ?* B. B., par M. Joseph Garnier, XX, 51.

LECLERC (Louis), membre du jury de l'exposition des produits de l'industrie, membre de la Société d'économie politique. C. R. sur le livre de M. Aristide Dumont : *Des travaux publics dans leurs rapports avec l'agriculture*, XIX, 68. — Compte-rendu du Congrès central d'agriculture, session de 1848, 374. — B. B., du Cours d'agriculture, troisième volume, de M. Gasparin, XX, 51. — Sa brochure sur les caisses d'épargne : *Lettres à un jeune laboureur*, B. B., 107. — Simple observation sur le droit de propriété, XXI, 300. — Compte-

rendu de la sixième session du Congrès agricole, XXIII, 275. — L'agriculture à l'exposition des produits de l'industrie de 1849, XXIV, 67. — L'industrie parisienne, *ditto*, 178. — Soutient que le vin est un aliment et n'est pas essentiellement imposable, 223. — Réflexions sur une préface de M. de Cormenin, dans un livre sur les subsistances de M. Jules Marchal, XXV, 60. — Septième session du Congrès central d'agriculture, compte-rendu, XXVI, 48. — Son opinion sur l'organisation du crédit foncier, 100. — Sur l'exposition de Sévres, des Gobelins et de Beauvais, 1850, 267. — Concours d'animaux reproducteurs à Versailles, XXVII, 344. — Ce qu'est l'économie rurale, et C. R. du *cours d'économie rurale* fait par M. Goeritz à l'Institut agricole de Hohenheim, 348.

LECLERC (Paul). Lettre, datée de Roses-Bar-Mines sur la Yuba, en Californie, à M. Joseph Garnier, XXV, 395.

LEDRU-ROLLIN, ancien député, ex-membre du gouvernement provisoire, etc. Son ouvrage sur la décadence de l'Angleterre, par M. Coquelin, XXVII, 56.

LEFEBVRE - DURUFLÉ, représentant du peuple. Sa traduction du *Colon de Van-Diemen*, par M. Rowcroft, B. B., XX, 352. — Son rapport sur les associations encouragées par l'Assemblée constituante, apprécié par M. Coquelin, XXV, 341.

LEGENTIL, ancien député, président de la Chambre du commerce de Paris. Combat le vœu dirigé contre les professeurs d'économie politique au Conseil général de l'agriculture, des manufactures et du commerce, XXVI, 187.

LÉGISLATIVE (Assemblée). Élu le 13 mai 1849. — Discussion au sujet d'une Commission pour proposer les lois relatives à l'article 13 de la Constitution, et au sujet de la misère. MM. Victor Hugo, G. de Beaumont et Lebeuf, XXIII, 399. — Embarras de la majorité de cette Assemblée, socialiste, sans le savoir, 400. — Supprime l'École d'administration et s'occupe de l'enseignement de l'économie politique aux Écoles de droit, XXIV, 118. — Discute sur les coalitions, 319. — Vote en deuxième délibération le projet de loi du chemin de Lyon à Avignon, 442. — La discussion sur l'impôt des boissons appréciée, XXV, 111. — Adopte le projet de loi du chemin de Paris à Lyon, refuse de nouveaux secours aux associations ouvrières, 112. — Rétablit l'impôt des boissons, XXV, 111. — Nomme une Commission d'enquête, 208. — Ne veut pas faire la guerre à Rosas; met les instituteurs primaires sous la dépendance des préfets, 208. — Discute avec vivacité la deuxième délibération de la loi d'enseignement, 319. — Adopte le renouvellement du traité de commerce entre la France et la Belgique, 320. — Rejette l'enseignement gratuit et obligatoire, 426. — Discute le budget de 1850 : Algérie, instituts agricoles, bourses de collège, haras, écoles d'arts et métiers, guerre, chemin de Paris à Avignon, XXVI, 101, 213. — Deuxième délibération sur le chemin de fer de Paris à Avignon. Votes, 102 et 214. — Adopte un impôt sur les transferts de

rentes, 103. — Supprime la gratuité de l'École polytechnique et décide qu'une Commission sera chargée de proposer des modifications à l'enseignement de cette École, 214. — Deuxième délibération sur le projet de loi de la caisse des retraites; question des primes. Votes, 319. — Vote la loi sur le timbre, rejette l'impôt sur les transferts de rentes, 320. — Élève le port des lettres à 25 cent. 320. — Adopte la loi relative à l'assainissement des logements insalubres, 391. — Adopte la loi sur la caisse de retraite, 403. — Discute une cinquième loi sur la presse, 421. — Adopte en deuxième délibération la loi sur l'usure, 422. — Autorise la Banque de France à reprendre ses paiements en espèces, XXVII, 102.

LEGOYT (A.), chef de bureau au ministère de l'intérieur. B. B. sur *l'Histoire de la Banque d'Angleterre*, de John Francis, XIX, 200. — B. B. sur *l'Economie des Sociétés ou science des finances de Cancrin*, 203. Douze paragraphes sur le paupérisme de Aclern, B. B., 205. — C. R. de *l'Histoire financière de l'Angleterre*, par Thomas Doubleday, XX, 333. — Analyse des vœux des Conseils généraux de 1847 sur diverses questions économiques, XXI, 90. — B. B. sur *l'Histoire des prix* de M. Tooke, 214. — B. B. sur *l'Organisation des travaux*, par M. Rittinghausen, XXIII, 201. — Documents sur la Californie, traduits de l'anglais, XXIV, 41.

LEHIDEUX aîné, banquier. Remèdes qu'il propose à la situation après la révolution de Février 1848, XIX, 415.

LELUT, membre de l'Académie des sciences morales et politiques. Son Mémoire sur la santé du peuple, Anal., XXIII, 187. — Son Mémoire sur l'égalité, Anal., XXIV, 372. — Analyse de son rapport de l'ouvrage de M. Ferrus sur les prisonniers, l'emprisonnement et les prisons, XXVII, 168.

LEROUX (Pierre), représentant. Ce qu'il doit faire à l'Assemblée constituante, XX, 357. — Son premier discours, à propos de l'Algérie, 407. — Défend la propriété, XXVI, 320. — Demande une aggravation de peine contre le délit d'usure, 422.

LESTIBOUDOIS, docteur-médecin, représentant du peuple. Rapport de M. Benoist d'Azy sur sa proposition relative aux Sociétés de secours mutuels, et à la création d'une caisse générale de pension de retraite, XXIV, 395.

LEVAVASSEUR, armateur, représentant du peuple. Son projet avec M. Desjobert, soumis à l'Assemblée législative, d'une réforme économique des colonies françaises, des droits de douane, des droits sur les sucres et les cafés, de la prime à la pêche de la morue, XXV, 84.

LHERBETTE, ancien député, représentant du peuple. Parle à la Constituante pour le rétablissement de la chaire d'économie politique au collège de France, XXI, 456. — Combat la loi d'usure, XXVI, 422.

LIBERTÉ. Principe naturel d'organisation sociale, par M. Bastiat, XIX, 113. — L'organisation et la liberté, par M. Coquelin, XX, 3. — Le socialisme et la liberté, par M. A. Clément, 241. — De la liberté en matière de

travail et d'industrie, par M. Passy, 297. — L'utopie de la liberté, par M. de Molinari, 328. — Passage du rapport de M. Marrast sur la Constitution, XXI, 204. — *La liberté aux Etats-Unis*, brochure, par M. Michel Chevalier, B. B., XXIV, 437. — La liberté n'est pas comprise en France, mot de M. de Cormenin, XXV, 319.

LIBERTÉ DES ÉCHANGES OU DU COMMERCE. Accusée d'avoir causé la crise de 1847, au sein du Parlement anglais, XIX, 91. — Vœu d'une réforme des tarifs de douane par la Société d'agriculture des Landes, — Vœu de la Consulte romaine, 106. — Séance de l'Association bordelaise pour la liberté des échanges, 107. — Séance publique de l'Association de Paris, le 7 janvier 1847, 212. — Séance de l'Association belge, 215. — Association en Suède, 216. — Mémoire sur la liberté du commerce international, 8, 235. — Meeting à l'occasion de l'entrée des ligues au Parlement : résultats financiers de la réforme économique; question coloniale; folie des armements; discours de MM. Milner-Gibson, Cobden, Bright, 293. — Pétition de l'Association de Limoges, XIX, 318. — Liberté et protection, première lettre de M. Cobden; origine et histoire du système protecteur, 344. — Réunion de l'Association pour la liberté des échanges, discours de MM. Peupin, Clapier, Coquelin, Golovine, Wolowski, Paillottet, 408. — Démarche de cette Association auprès du gouvernement provisoire; réponse de M. Marrast, 411. — La vie à bon marché, deuxième lettre de M. Cobden, XX, 68. — Les libre-échangistes sous Louis XIV; extrait d'un mémoire présenté à la Chambre de commerce par un délégué de Dunkerque, XXII, 112. — Les Associations de la liberté du commerce en Allemagne, 340. — De l'influence qu'a exercée la réforme de Robert Peel sur la situation de l'Angleterre, discours de M. Cobden, XXIII, 179. — *Du droit de vivre ou de la liberté commerciale*, par un ancien manufacturier de Lyon, B. B., 209. — Défense de la réforme économique en Angleterre, par Robert Peel, traduit par Fonteyraud, XXIV, 185. — Influence des mesures libre-échangistes sur les mariages et l'abondance en Angleterre, 210. — Aperçu du débat dans les Chambres, à l'occasion de la session de 1850, sur ces mesures et l'application de la réforme des lois de navigation, XXV, 317.

LIBERTÉ DU TRAVAIL. Discours d'ouverture du cours d'économie politique de M. Michel Chevalier au collège de France, le 22 décembre 1847, XIX, 127. — Club de la liberté du travail, XX, 55, 112.

LIBRE-ÉCHANGISTES ANGLAIS. Leur politique libérale, par M. de Molinari, C. R. de deux brochures de M. Cobden, avant l'agitation de la ligue, XX, 217.

LOGIQUE. *Mémoire sur la logique*, par M. Barthélemy Saint-Hilaire, Anal., XIX, 84.

LOIS et DECRETS (textes reproduits). Décret du gouvernement provisoire sur le travail des prisons (24 mars 1848), XX, 37. — *Dito* sur les comptes de retour, 37. — *Dito* pour autoriser les Banques départe-

mentales à suspendre leurs paiements en espèces, 38. — Décret de l'Assemblée constituante, relatif à la taxe des lettres, 24 août 1848, XXI, 214. — Décret relatif aux heures de travail, 276. — *Dito* pour créer des colonies agricoles en Afrique, et ouvrir un crédit de 50 millions, 19 septembre 1848, XXI, 447. — Loi relative au travail des prisons, 7 janvier 1849, XXII, 220. — Loi relative à l'assainissement des logements insalubres, 23 avril 1850, XXVI, 191. — Loi sur les caisses de retraite en Belgique, 202. — Loi sur le timbre, 14 juin 1850, 403. — Loi qui crée, sous la garantie de l'État, une caisse de rentes viagères pour la vieillesse, 25 juin 1850, 403. — Loi portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1851, XXVII, 70. — Loi sur les chemins de fer de Tours à Nantes, 72. — Loi sur les Sociétés de secours mutuels, 76. — Loi sur le sel de troque et les sels étrangers, 78. — Art. 22 de la loi du timbre, 16 juillet, 99. — Loi qui fait cesser le cours forcé des billets de la Banque de France, 6 août 1850, XXVII, 182.

LOISEAU, procureur de la République. Un des premiers auteurs du compte-rendu des séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques, B. B. sur ce compte-rendu, XXII, 220.

LOUIS XIV. *Son gouvernement* de 1683 à 1689, par M. P. Clément, B. B., XXII, 224. — *Son administration*, de 1661 à 1672, par M. A. Cheruel, B. B., par M. Monjean, XXVI, 415.

LOPATINE, conseiller à la Chambre criminelle, à Kostroma, Russie. — Sa lettre sur l'enseignement de l'économie politique en Russie; annonce la traduction en russe des *Eléments d'économie politique* de Joseph Garnier, XXIII, 370.

LOPÈS (général). V. *Cuba*.

LOUIS - PHILIPPE. Très-courte notice, XXVII, 199.

LOIR (docteur). Mortalité dans les premiers jours de la vie, XIX, 384. — Anal. de son Mémoire sur l'état religieux des citoyens avant 1792, et ses rapports avec l'état civil, XXIII, 355. — Le baptême sous le rapport hygiénique, Anal. XXIV, 196.

LORAIN, ancien recteur de l'Académie de Lyon. Mémoire sur l'Université d'Oxford et considération sur l'organisation de l'enseignement en France, Anal., XXVII, 169.

LUCAS (Ch.), membre de l'Institut, inspecteur général des prisons. Sa lecture sur les faits et les débats législatifs depuis 1791, en France, relatifs à l'abolition de la peine de mort, XX, 89. — Voudrait que la statistique dirigeât ses recherches, à propos de disette, sur les populations plus directement atteintes, XXV, 300. — Son opinion sur la question des logements des ouvriers, XXVI, 63. — Rapport sur une brochure de M. Watteville, relative au travail des prisonniers, 64.

LURO (Victor), avocat. Sa brochure : *Du travail et de l'organisation des industries dans la liberté*, B. B., XXI, 217.

M.

MABLY. Notice sur sa vie, Anal., XXII, 93.

MAC CULLOCH. Introduction historique à l'étude de l'économie politique, traduite par M. A. Planche, XXIII, 113, 256.

MALLET. Analyse de son Mémoire sur les idées et les travaux de Newton, XXVI, 67.

MALTHUS. Malthus et le socialisme, par M. Du Puyode, XXIII, 147.

MANUFACTURES NATIONALES. Sur l'exposition de Sèvres, des Gobelins et de Beauvais en 1850; — Si l'État doit faire de l'art, par M. Louis Leclerc, XXVI, 267.

MARBEAU. Son ouvrage : *Du paupérisme en France et des moyens d'y remédier, ou principes d'économie charitable*, B. B., XIX, 306. — Extraits de son Mémoire : *Le travail et l'assistance*, XXII, 85. — Candidat à l'Académie des sciences morales et politiques, 232.

MARCHANDAGE. Décret du gouvernement provisoire abolissant le marchandage, XIX, 407. — Protestation du club de la liberté du travail, XX, 112. — Cette mesure appréciée, 255.

MARIAGES. Mariages en Angleterre, de 1839 à 1846, XXIII, 159.

MARINE. Tableau des dépenses de la marine en France, de 1820 à 1845, XXI, 294. — Situation de la marine marchande, par M. Lavollée, et causes de son infériorité, XXIV, 143.

MARQUES DE FABRIQUE. Question discutée à la Société d'économie politique; opinion de MM. Woloski, H. Say, Ch. Giraud, Sainte-Beuve, Nassau-Senior, Raudot, Joseph

Garnier, XXVI, 212. — Écrit de M. Boitel, élève de M. Jobard, B. B., 312.

MARRAST (Armand), président de l'Assemblée constituante. Fragment de son rapport sur la Constitution : liberté, égalité, fraternité, droit au travail, XXI, 204.

MARTIN (Alex.), représentant du peuple. Sa proposition sur l'organisation des banques départementales, XXI, 342.

MARTINEAU (Miss Harriet). Ses contes sur l'économie politique, traduits de l'anglais par M. B. Maurice, C. R. par M. de Molinari, XXIII, 77.

MARTOU (Edmond), avocat. De la législation des céréales en Belgique, XXV, 270.

MASON (colonel R.-B.), gouverneur de la Californie. Son rapport sur la richesse aurifère de ce pays, 10 septembre 1847, XXII, 202.

MATHIEU (De la Drôme), représentant du peuple. Défend, à la Constituante, la suppression de la chaire d'économie politique au collège de France; ses curieuses accusations, XXI, 456.

MÉHÉMET-ALI, pacha d'Égypte. Court aperçu sur sa carrière et son caractère, XXIV, 223.

MELUN (de). Sa proposition sur les logements des ouvriers, XXV, 426. — Adoption et analyse de cette proposition, XXVI, 103.

MERSON (Ernest), rédacteur en chef de l'*Union bretonne*, B. B. sur trois brochures : *Le communisme*, réfutation de l'utopie icarienne; *Le droit au travail*; *Le libre-échange*

considéré au point de vue protectionniste, par M. de Molinari, XXVI, 310.

MESSAGE de J. Polk, président des États-Unis (9 décembre 1847), XIX, 190.—Apprécié 211.—Message de décembre 1848, XXII, 207.—Le même apprécié, 225.—De Taylor, président des États-Unis (4 décembre 1849), XXV, 183.—Réflexions par M. Joseph Garnier, 206.—Premier message de M. Louis Bonaparte, président de la République française (1849), XXIII, 286.—Son message de 1850, XXVII, 396.—Apprécié, C. 407.

MÉTAUX PRÉCIEUX. Production de l'or et de l'argent considérée dans ses fluctuations, par M. de Humboldt, avec des relevés statistiques, XIX, 360; XX, 77, 129.—Rapport du colonel Mason, gouverneur de la Californie, sur la richesse aurifère de ce pays (10 septembre 1847), XXII, 202.—Produits aurifères de l'Oural et de la Russie en 1847, XXIII, 388.

MEXIQUE. Ressources qu'il offre à la population française, XXIII, 100.

MICHEL. Situation des Banques en Europe, (juin 1849), XXIII, 363.—Notes sur la Banque de Belgique, 377.—Observations sur un nouveau système de circulation, à propos de la situation des Banques, XXIV, 173.

MIGNET, de l'Institut, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques.—Son mémoire sur la formation territoriale et politique de l'Italie jusqu'à la fin du quinzième siècle, Anal. XIX, 78.—Anal. de sa lecture publique sur Bignon, XXI, 142.—Idem de son Mémoire sur la formation territoriale et politique de l'Espagne, 387.—Sa notice sur Rossi lue à la séance publique de l'Académie des sciences morales et politiques, XXV, 160.—Sa notice sur Cabanis, Anal. XXVI, 391.—Comment à ce sujet l'Univers apprécie ce savant, 421.

MILL (J.-Stuart). C. R. de son ouvrage intitulé : *Principes d'économie politique avec quelques-unes de ses applications à la philosophie sociale*, et de son ouvrage : *Essai sur certaines questions indécises de la science économique*, traduit de l'anglais, XXIII, 127.

MILLOT (ancien élève de l'École polytechnique). Son *Histoire d'un grain de blé et d'une tête de bétail*, B. B. par M. Dussard, XXV, 198.

MILNER-GIBSON. Son discours à Manchester (25 janvier 1848), résultat financier du *free-trade*, réforme coloniale, armements, XIX, 293.

MIMEREL, filateur de coton, ancien député, représentant, un des chefs de la ligue prohibitionniste. Son discours socialiste au sujet des primes pour les déposants aux Caisses de retraite, au Conseil général de l'agriculture, des manufactures et du commerce, reproduit XXVI, 165 et 291.—Son interprétation du vote de ce Conseil au sujet des professeurs d'économie politique, 190.—Pas d'espoir sur sa conversion, lettre de M. A. Clément, 399.

MINARD, inspecteur divisionnaire des ponts et chaussées; ses brochures : *des Voyages internationaux sur les chemins de fer entre la Belgique et la Prusse*; et *Mémoire sur*

l'importance du parcours partiel sur les chemins de fer; C. R. par M. Blaise (des Vosges), XIX, 55.

MINISTRES. Ne devraient pas être pris dans la représentation.—Perdent leur temps, C. XXII, 445.

MISÈRE. Si on peut la détruire par voie gouvernementale; discussion à l'Assemblée législative entre M. Victor Hugo et M. G. de Beaumont, XXIII, 399.

MOLINARI (G. de), membre de la Société d'économie politique. Analyse, des écrits de MM. Marbeau et Robert Guyard, sur le paupérisme, et de M. Montaigu sur l'organisation du travail, XIX, 306.—Un des annotateurs des *Mélanges* dans la *Collection des principaux économistes*, 311.—B. B. *De la politique des Français*, par M. Jean d'Harcourt, 400.—B. B. *Instruction pour le peuple*; cent traités sur les connaissances les plus indispensables, 403.—L'utopie de la liberté, lettre aux socialistes, XX, 328.—B. B. Analyse et critique de la traduction, par M. Lefebvre-Duruel, du *Colon de Van Diemen*, *Aventures d'un émigrant*, par M. Rowcrot, XX, 352.—M. Proudhon et M. Thiers : appréciation du discours du premier dans la séance du 31 juillet 1848 et du rapport du second au sujet de la proposition Proudhon, XXI, 57.—B. B. sur une brochure de M. Gratiot : *MM. les socialistes, une solution, s'il vous plaît*, 162.—B. B. sur une brochure de M. Luro : *Du travail et de l'organisation des industries*, 217.—Son édition du tome II des *Mélanges* dans la *Collection des principaux économistes*, 218.—Introduction à la huitième année, XXII, 1.—C. R. du livre de M. Mounier : *De l'action de la noblesse et des classes supérieures dans les sociétés modernes*, avec des remarques par M. Rubichon, XXII, 39.—B. B. sur un écrit de M. Sainte-Marie : *Testaments politiques et Constitutions*, XXII, 114.—C. R. du livre de M. Thiers : *De la propriété*, XXII, 162.—B. B. sur les *Questions sociales* par M. Ducuing, 221.—De la production de la sécurité, circonscription des attributions gouvernementales, 277.—Apprécie plusieurs brochures de M. Cherbuliez : *Le socialisme, c'est la barbarie*;—*Simple notions d'ordre social*;—*Le potage à la tortue*, 443.—C. R. sur les *Contes sur l'économie politique*, par M^{me} Harriet Martineau, XXIII, 77.—Apprécie la brochure de M. Du Puynode sur l'administration des finances en 1848 et 1849, B. B., 101.—Apprécie celle d'un ouvrier sans travail : *La question du travail*, 103.—B. B. sur une brochure d'un ancien manufacturier de Lyon : *Le droit de vivre ou la liberté commerciale*, XXIII, 209.—Lettre sur le prêt à intérêt au sujet des idées de MM. Bastiat et Proudhon, 231.—B. B. sur les *Principes d'économie politique*, de Fonteyraud, 393.—De l'industrie des théâtres et des entraves qu'elle rencontre, XXIV, 12.—Compte-rendu des séances du Congrès de la paix de Paris, 152.—B. B. sur le livre de M. Raudot : *La France avant la Révolution*, 313.—Son livre : *Les soirées de la rue Saint-Lazare, entretiens sur les lois économiques; défense de la propriété*, discussion à la So-

ciété d'économie politique, 316. — De la liberté des théâtres, à propos des deux projets de loi présentés au Conseil d'État, 342. — Son ouvrage cité ci-dessus, apprécié par M. Coquelin, 364. — B. B. sur une brochure de M. Tooke, sur la circulation, 437. — B. B. sur une brochure de M. Perin : *Les économistes, les socialistes et le christianisme*, XXV, 98. — Appréciation des petits livres anti-socialistes publiés par le comité de la rue de Poitiers : de MM. Wallon, Théodore Muret, Charles Gouraud, A. Thiery, Dosten, maréchal Bugeaud, etc., 101. — B. B. et extraits d'une brochure de M. Staring sur les colonies agricoles de la Société de bienfaisance néerlandaise, 193. — B. B. sur une pétition de MM. Mutel et Place sur une caisse générale de secours, 200. — Du rapport de M. Thiers sur l'assistance publique, 289. — Le catholicisme et l'économie politique. réponse à M. Donoso Cortés, par M. de Molinari, 321. — Analyse du 10^e rapport de la Société abolitionniste anglaise de l'esclavage, XXVI, 58. — Analyse de l'enquête sur les théâtres et du rapport de M. Charlon, conseiller d'État, 130. — B. B. sur l'ouvrage de M. Condorcet O'Connor : *Le monopole, cause de tous les maux*, 198. C. R. des *Principes de l'économie politique*, par M. Boutowski, agent officiel du ministère des finances en Russie, 247. — B. B. sur les *Prémises philosophiques de l'économie naturelle des sociétés*, de M. Wolkoff, 200. — Réclamations de ce dernier, 295. — B. B. sur trois brochures de M. Merson : *Le communisme*, *Le droit au travail*, *Le libre échange*, 310. — *Du droit à l'oisiveté et de l'organisation du travail dans les républiques grecques et romaine*, par M. Moreau Christophe, C. R., 382. — Sir Robert Peel, notice sur sa vie et ses travaux, XXVII, 47. — *L'Irlande et le pays de Galles*, par M. Amédée Pichot, B. B., 94. — B. B. et citation extraite du *discours upon the trade* de Dudley-North en 1691, 186. — Le positivisme, doctrine sociale de M. Aug. Comte, appréciée, 247.

MONJEAN, sous-directeur de l'école municipale Chaptal. B. B. sur l'*Histoire de l'administration en France et des progrès du pouvoir royal, de Philippe Auguste à Louis XIV*, par M. Darest de La Chavanne XXII, 111. — *De l'administration de Louis XIV (1661-1672)*, par M. A. Cheruel, B. B., XXVI, 415.

MONNAIE. Le pouvoir commercial de l'argent au moyen âge, XIX, 206. — De la refonte des monnaies de France, par M. Horace Say, XX, 215. — *Maudit argent!* par M. Bastiat. Théorie de la monnaie, exposé des préjugés qui s'y rapportent, XXIII, 1. — Emission de monnaie de cuivre à cours forcé, par Pierre le Grand; des actes qui s'ensuivirent, extrait du livre de M. Boutowski, XXVI, 263. — *La Monnaie*, 1 vol., par M. Michel Chevalier, C. R. par M. Paillottet : historique et citations, XXVI, 157.

MONOPOLE. *Le monopole, cause de tous les maux*. Ouvrage en 3 vol., de M. Condorcet O'Connor, B. B. par M. de Molinari, XXVI, 198.

MONTAIGU (Ch. de). *Organisation du travail et du commerce*, B. B. XIX, 306.

MONTALEMBERT (de), représentant. Son discours à la Constituante sur la propriété et l'association au sujet du rachat des chemins de fer, reproduit, XX, 398. — Accuse de socialisme ceux qui combattent l'impôt des boissons, C. XXV, 111.

MONTS - DE - PIÉTÉ. De ces établissements en général et en France, par M. Horace Say, à propos d'un projet de loi (1847), XIX, 165. — Du projet de décret (octobre 1848), par M. H. Say, XXI, 314. — Rapport de M. Watteville au ministre de l'intérieur, ce qu'il contient, XXVI, 266. — Projet de loi (1850); — proposition de M. Peupin; — enquête du Conseil d'État; rapport de M. Watteville, examiné par M. H. Say, 333.

MORALE. Comment on peut s'en faire une idée. Analyse d'un Mémoire de M. Frank, XXIII, 359. — Accord de l'économie politique et de la morale, par M. Michel Chevalier, XXV, 209.

MORALITÉ DES POPULATIONS. V. INSTRUCTION, CRIMINALITÉ.

MORCELLEMENT DES TERRES. Cette question discutée au Congrès agricole, XXVI, 50. — Discutée par M. A. Clément dans un B. B., XXVII, 91.

MOREAU-CHRISTOPHE. Son Mémoire sur l'organisation des classes serviles dans l'antiquité : observations de M. Giraud, XXIII, 85, 187. — *Du droit à l'oisiveté et de l'organisation du travail dans les républiques grecques et romaine*, C. R. par M. de Molinari, XXVI, 382.

MOREAU DE JONNÈS (A.), membre de l'Institut, chef de la statistique au ministère du commerce. Son livre : *De la statistique de l'agriculture en France*, C. R. par M. Passy, XXI, 327. — Candidat à l'Académie des sciences morales et politiques, XXII, 232. — Élu, 311 et 340. — Statistique sommaire de la France, XXIII, 313 et XXIV, 245. — Fait le relevé des revenus des bureaux de bienfaisance et des hôpitaux, 359. — Son opinion sur les recherches de M. Fayet, au sujet du rapport de la moralité des populations à l'instruction, XXV, 74. — Note sur l'influence de la disette sur la population en 1847, A. 297. — Effet de l'affranchissement des céréales en Angleterre, XXVI, 15. — Son évaluation de l'importance du travail des prisonniers, 65. — La criminalité en Angleterre, pendant l'année 1849, XXVII, 45. — Travail et salaires agricoles en France, 201. — Son mémoire. Analyse de la statistique judiciaire des Français et des Anglo-Saxons, et observations de M. Naudet, 355.

MOREAU DE JONNÈS fils. *La Prusse, son progrès politique et social*, C. R. par M. Passy, XIX, 396.

MORELLET, représentant du peuple. Sa proposition relative aux associations, appréciée par M. Coquelin, XXV, 341.

MORIN, représentant du peuple, membre de la Société d'économie politique. Sa proposition sur les coalitions d'ouvriers, discutée à la Constituante, XXII, 229.

MORT (peine de). Historique des débats lé-

gislatifs en France à ce sujet, par M. Lucas, XX, 89.

MORTALITÉ. Table de mortalité, bases et éléments des tables les plus connues, par M. Vuh-
rer, XXVI, 19. — Tableaux résumés de ces
tables, par le même, 30. — Mortalité dans
les prisons, XXVII, 168.

MOUNIER (L.), C. R. par M. de Molinari, sur son
livre : *De l'action de la noblesse et des clas-*

ses supérieures dans les sociétés modernes,
avec des remarques de M. Rubichon, XXII, 39.

MOYEN ÂGE. *Essai sur l'appréciation de la
fortune privée au moyen âge*, B. B. analyti-
que de l'ouvrage de M. Leber, par M. Jo-
seph Garnier, XIX, 206.

MUTEL ET PLACE. Leur pétition sur une
caisse générale de secours, appréciée, B. B.
par M. de Molinari, XXV, 200.

N.

NADAUD, ouvrier maçon, représentant du
peuple. Sa proposition relative aux associa-
tions, appréciée par M. Coquelin, XXV, 341.
Décision de l'Assemblée, XXVI, 423.

NAISSANCES. Naissances multiples en Angle-
terre, XXVI, 198.

NAUDET, membre de l'Académie des sciences
morales et politiques. Anal. de son Mémoire
sur la police des Romains, XXIV, 195. — Ses
observations à propos de la statistique judi-
ciaire des Franks et des Anglo-Saxons, par
M. Moreau de Jonnés, XXVII, 355.

NAVIGATION. Réforme des lois de navigation,
et du mouvement maritime dans l'Inde, XX,
266. — Réforme des lois de navigation en Angle-
terre, XXIII, 311. — Le Parlement sarde abolit
les droits différentiels, XXVI, 423, et XXVII,
304. — La Hollande réforme ses lois de navi-
gation, XXVII, 200. — Problèmes que la ré-
forme anglaise pose à la France, par M. Rodet,
293. — Le Chili décrète la franchise de ses
ports pour les navires des nations qui lui ac-
corderont la réciprocité, 304. — Précis de la

nouvelle législation commerciale et maritime
de la Hollande, XXVII, 389.

NÉCROLOGIE. V. Droz, Dutens, Delessert,
Fonteyraud, Gallatin, Pettiti de Roreto, Gi-
rard, Robert Peel, Rossi, Stephenson, Ville-
neuve-Bargemont.

NEWTON. Anal. d'un Mémoire sur ses idées et
ses travaux, par M. Mallet, XXVI, 67.

NICARAGUA. Convention conclue entre cet
Etat et les États-Unis, au sujet de la commu-
nication des deux Océans, XXV, 185.

NOBLESSE. *De l'action de la noblesse et des
classes supérieures dans les sociétés mo-
dernes*, par M. L. Mounier, avec des remar-
ques par M. Rubichon, nécessité d'une no-
blesse et d'un clergé régulier, C. R., par M. de
Molinari, XXII, 39.

NOTON, ex-directeur au ministère des fi-
nances. Plans d'aliénation d'une partie des
forêts de l'État, XXI, 425.

NUMÉRAIRE fabriqué aux États-Unis,
XXIII, 386.

O.

OBROU. Variété de fermage perçue par les
propriétaires fonciers en Russie. — Extrait
d'un ouvrage de M. Botowski, XXVI, 255.

OCTROI. De la suppression des droits d'octroi
sur la viande à Paris, et des décrets établissant
des droits sur la volaille, le gibier, le poisson
et les huîtres, par M. Horace Say, XX, 147. —
Dutarif supplémentaire pour l'octroi de Paris,
par M. H. Say, 396. — De la suppression des
octrois; — Rapport de la Commission in-
stituée en Belgique; — Mesures relatives à
l'octroi de Paris, par M. H. Say, XXI, 130;
XXII, 152.

OFFICES. Nombre des offices sous l'ancien
régime, XX, 258.

ORGANISATION. ORGANISATION DU TRAVAIL.
Organisation naturelle et organisation artifi-
cielle, par M. Bastiat, XIX, 113. — Effet des
industries organisées, 159. — *Organisation du
travail et du commerce*, par M. Montaigu,
B. B., 306. — L'organisation du travail (mars
1848), 406. — L'organisation du travail et la
liberté, par M. Coquelin, XX, 3. — Analyse de
cinq brochures sur l'organisation du travail,
par MM. Gentil, Audiganne, Jules Lechevalier,
Ramon de la Sagra, B. B., XX, 51. — Plan d'or-
ganisation de M. Olinde Rodrigues, 104. — Or-
ganisation rationnelle du travail; plan de M. Jo-
bard, 164. — *Organisez le travail, et ne le
désorganisez pas*, par M. Gratiot, B. B., 288.

— *Organisation du travail.* — *De la démoc-
ratie industrielle*, par M. Laboulaye, B. B.,
XXI, 44. — *Des nouvelles idées de réforme
industrielle* et en particulier du projet d'or-
ganisation de M. Louis Blanc, par A. Clément,
B. B., XXI, 47. — *Du travail et de l'organisa-
tion des industries, dans la liberté*, par M. Lu-
ro, avocat, B. B., 217. — *De l'organisation des
travaux*, par M. Rittinghausen (en allemand),
B. B., XXIII, 201.

OUSADJBA. Un des revenus des propriétaires
fonciers en Russie; sa nature; extrait d'un
écrit de M. Boutowski, XXVI, 254.

OUVRIÈRES (classes). De l'amélioration so-
ciale des ouvriers, par M. de Colmont, XX,
191, 252. — Association des travailleurs de
Saint-Quentin pour l'étude des questions éco-
nomiques, XX, 288. — Rapport de M. Blanqui à
l'Académie des sciences morales sur la situa-
tion des classes ouvrières en 1848, introduc-
tion, XXII, 51. — Analyse d'un Mémoire de
M. Villermé sur les associations ouvrières,
177. — La question des coalitions à l'Assem-
blée constituante, 229. — Situation des ou-
vriers à Lyon et à Saint-Etienne en 1848, par
M. Blanqui, 395. — Conclusions de M. Blanqui,
XXIII, 83. — Observations de M. Villermé, au
sujet de l'enquête sur la condition des classes
ouvrières en Belgique, XXIV, 373. — Des con-
ditions du bien-être pour les classes ouvrières

et de l'influence qu'il exerce sur la moralité, par M. Rapet, XXVII, 324. — Situation des classes agricoles en France, par M. Blanqui, et observations de M. Villermé, 352.

OUVRIERS (logements des). Proposition de M. de Melun, article 1^{er}, XXV, 426. — Sur les cités ouvrières, Mémoires de M. Villermé,

XXVI, 37. — Discussion à ce sujet à l'Académie des sciences morales et politiques, 61. — Vote de la proposition Melun; analyse de cette loi, 103. — Texte de cette loi, 191.

OXFORD (Université d'). Mémoire sur l'Université d'Oxford, par M. Lorain, Analyse par M. Vergé; XXVIII, 169.

P.

PAILLET, ancien député, représentant. Rapporteur de la loi sur l'usure, défend les aggravations de peine contre ce prétendu délit, XXVI, 422.

PAILLOTTET, ex-vice-président d'un Conseil de prud'hommes de Paris, membre de la Commission pour l'encouragement des associations ouvrières, de la Société d'économie politique. Note sur les travaux d'une Commission ministérielle pour encourager les exportations, XXI, 137. — Historique et détail des opérations de cette Commission, XXIV, 321; et XXV, 60. — C. R. du livre de M. Michel Chevalier sur *la Monnaie*, XXVII, 157.

PAIX. Manifestation à Manchester en faveur de la paix (janvier 1848), XIX, 293. — Discours de M. Visinet, à Rouen; — de M. Crémieux, à la Chambre des députés, extrait, 301. — Conseils de paix (1^{er} mai 1848), XX, 176. — Adresse de la ville de Liverpool à la ville de Marseille, 239. — Motion de M. Cobden pour l'arbitrage international, XXIII, 312. — Manifestation à Londres, pour protester contre un emprunt autrichien; discours de M. Cobden, XXIV, 316. — Trois meetings des Amis de la paix à Londres, Birmingham et Manchester, les 30 et 31 octobre, et 1^{er} novembre 1849, à la suite du congrès de Paris, XXIV, 427. — Lettre de M. Michel Chevalier au meeting de Londres, 434. — Les amis de la paix dans l'antiquité; lettre de M. Laboulaye à M. Joseph Garnier, XXVI, 84. — Vote du Parlement au sujet du différend anglo-grec, 424. — La paix applaudie sur les théâtres à Londres, 425. V. *Armements, Congrès de la paix*.

PALMERSTON, ministre des affaires étrangères à Londres. Vote du Parlement contre sa politique guerroyante, XXVI, 424.

PANAMA (isthme de). Passage du message du président Taylor, relatif aux projets de communication des deux Océans, XXV, 185.

PAPIER-MONNAIE. Sujet traité par M. Wolowski, à propos des projets de crédit foncier soumis à l'Assemblée nationale, XXI, 401. — Coup d'œil historique sur le papier-monnaie, par M. Villermé fils, XXIII, 242. — Le papier-monnaie en Chine; lettre de M. Natalis Rondot, XXV, 176.

PAPIER DE CRÉDIT. V. *Warrants, Billets de banque*.

PARIEU (Esquirou de), ancien ministre de l'instruction publique, membre de la Société d'économie politique, etc. Extrait de la *science des finances* de M. Rau, sur l'impôt, sur le capital, XXIII, 328. — Pense que la liberté et la nationalité peuvent se concilier, XXIV, C. 315. — Son discours à la distribution des prix du grand concours, extraits, XXVII, 101.

PARLEMENT ANGLAIS. Discussion sur la crise de 1847, l'Irlande, le bill de 1844; le libre échange, les chemins de fer, XIX, 87. — Réforme des lois de navigation, XXIII, 311. — Motion de M. Cobden sur l'arbitrage international, 312. — Lutte entre M. d'Israéli et Robert Peel au sein du Parlement, au sujet des mesures du *free trade*, 395.

PASSY (Hte.), ancien ministre des finances, représentant du peuple, membre de l'Académie des sciences morales, etc. Son opinion sur l'enseignement de l'économie politique, XIX, 72, 73; et XXI, 320. — Mémoire sur l'inégalité des richesses et les causes qui la produisent, 217. — Son C. R. de la Prusse, son progrès politique et social, traduit de l'allemand de Dielerici, par M. Al. Moreau de Jonnés fils, 396. — *Dito* de l'état des populations agricoles d'Auvergne depuis 1789, par M. Doniol, XX, 94. — De la liberté en matière de travail et de propriété, 297. — C. R. de la *Statistique de l'agriculture en France*, par M. Moreau de Jonnés, et considérations sur la production et le prix des céréales, XXI, 327. — Redevient ministre des finances, XXII, 225. — Sa proposition sur l'impôt du revenu est rejetée, 227. — Exposé de la situation financière de la France; ses plans sur l'impôt des boissons, l'enregistrement, l'impôt du revenu, l'amortissement, XXIV, 70. — Orage contre lui à ce sujet, 119 et 319. — Il présente un projet de recensement de l'impôt des patentes et du timbre des effets de commerce, etc., 319. — Résumé de son plan financier mis en regard de celui de MM. Fould et Faucher, XXV, 106. — Son observation sur les disettes, 301. — Son opinion sur la Constitution des banques, 423.

PATENTES. Conséquences de la loi du 25 avril 1844; chiffres recueillis par M. A. Bernard, XXII, 325.

PAUPÉRISME. Les lois des pauvres apprécées, par M. Joseph Garnier, XIX, 161. — Douze paragraphes sur le paupérisme et les moyens d'y remédier, B. B., par M. Aelteron, XIX, 205. — Du paupérisme en France et des moyens d'y remédier, par M. Marbeau; — *Idem* par Robert Guyard, B. B., XIX, 306. — Le paupérisme dans les Flandres, par M. Wolowski, 313. — Paupérisme et disettes, par M. Ch. Dupin, 386. — Statistique des pauvres secourus en Angleterre, de 1839 à 1846, XXIII, 156. — Nombre des pauvres en Angleterre, XXVI, 405. V. *Indigents*.

PETITTI DE RORETO, correspondant de l'Académie des sciences morales et politiques à Turin, membre du Sénat piémontais. — Sa

- mort annoncée, XXVI, 282. — Note sur sa vie et ses travaux, 395.
- PEEL** (Sir Robert), ministre de la Grande-Bretagne. — De l'influence qu'a exercée la réforme de sir Robert Peel sur la situation du peuple anglais, discours de M. Cobden, à Wakefield, XXIII, 179. — Sa lutte avec M. D'Israeli au sein du Parlement, note de Fonteyraud, 395. — Sa défense de la réforme, traduite par Fonteyraud, XXIV, 185. — Sa lettre à ses tenanciers, au sujet de la situation et de l'avenir de l'agriculture, XXV, 181. — Sa mort. Hommage rendu par la Société d'économie politique, XXVI, 417. — Notice sur sa vie et ses travaux, par M. de Molinari, XXVII, 47.
- PELLETIER**, représentant du Rhône. Son système de finances socialiste, XXVI, 107.
- PÉRIN** (Charles), professeur de droit public et d'économie politique à l'Université catholique de Louvain. Sa brochure : *Les économistes, les socialistes et le christianisme*, B. B., par M. de Molinari. M. Périn accuse les économistes de socialisme, XXV, 98. — Son opinion sur la Constitution et l'institution du crédit foncier, XXXI, 420.
- PEUPIN**, ouvrier horloger, représentant du peuple. — Sa proposition relative aux monts-de-piété, examinée par M. H. Say, XXVI, 333.
- PEUT** (Hippolyte). Lettres sur le gouvernement de la France, suivies d'une lettre sur l'enseignement, B. B., XXV, 418.
- PHILOSOPHIE**. Mémoire de M. Barthélemy Saint-Hilaire sur la logique, Anal., XIX, 84. — Histoire des opinions philosophiques sur la nature et la destinée de l'âme jusqu'à la chute de la philosophie gréco-romaine, par M. Bouchitté, Anal., XXIII, 357. — Mémoire de M. Mallet sur les idées et les travaux de Newton, Anal., XXVI, 67. — Mémoire sur la matière, par M. Damiron, Anal., 69. — Mémoire sur d'Aguiseau, par M. Bouiller, Analyse, 281.
- PHILOSOPHIE économique et sociale**. C. R. des *Principes d'économie politique*, avec quelques-unes de leurs applications à la philosophie sociale, par J. Stuart Mill, traduit de la *Revue d'Edimbourg*, par Fonteyraud, XXIII, 127. — B. B. sur les *Prémisses philosophiques de l'économie naturelle des sociétés*, par M. Matthieu Wolkoff, XXVI, 200.
- PICHOT** (Amédée), directeur de la *Revue britannique*. Son ouvrage sur l'Irlande et le pays de Galles ; esquisses de voyages, d'économie politique, d'histoire, de biographie, de littérature, B. B. par M. de Molinari, XXVII, 94.
- PLANCHE** (A.). Sa traduction de l'introduction historique à l'étude de l'économie politique, XXIII, 113 ; — 256.
- PLATON**. Sur la science platonicienne, par M. Barthélemy Saint-Hilaire, XX, 90 ; — 285.
- POISSY** (Caisse de). Réflexions sur cet établissement, par M. H. Say, XX, 150.
- POITIERS** (Comité de la rue de), formé pour une propagande anti-socialiste. — Ses publications appréciées par M. de Molinari, XXV, 101.
- POLITIQUE**, de la politique des Français en 1846, par M. le comte Jean d'Harcourt. B. B., par M. de Molinari, XI, 400. — Politique républicaine des libre-échangistes anglais, par M. Molinari, XX, 217. — Politique platonicienne, par M. Barthélemy Saint-Hilaire, 90, 285. — Testaments politiques et Constitutions. Système constituant, philosophique ou païen, et système représentatif, historique et chrétien, par M. Sainte-Marie, B. B., XXII, 114.
- POLITIQUE EXTÉRIEURE**. Premier message du président de la République, 1849, XXIII, 296.
- POLK** (J.), président des États-Unis. Son message (décembre 1847), XIX, 190. — Le même, apprécié, 211. — Son message de décembre 1848, XXII, 207. — Le même, apprécié, 225.
- PONMIER**, directeur de l'*Echo agricole*, membre de la Société centrale d'agriculture de Paris. Du débit des viandes à la criée et du monopole de la boucherie, XXVII, 368.
- POMPÉE**, directeur de l'école municipale Colbert. Récompensé pour son Mémoire sur Pestalozzi, XXVII, 173.
- PONTS-ET-CHAUSSEES** (Ecole des). De la suppression de la chaire d'économie politique proposée à la Commission des finances, XXV, 306. — Programme du cours d'économie politique et de statistique professé par M. Joseph Garnier, 411. — Deuxième vote de la Commission des finances, 420.
- POPULATION**. Sur le triple recensement de la population, de l'agriculture et de l'industrie, opéré en Belgique au 15 octobre 1846, par M. Quételet, XXII, 131. — Mouvement de la population en France en 1846. — Population d'Angleterre de 1839 à 1846, XXIII, 156. — Sur la population de la France, par M. Moreau de Jonnés, 319. — Note de M. Moreau de Jonnés sur l'influence des prix du blé en 1847, Anal. — Mémoire de M. Charles Dupin, sur le rapport du prix des grains avec le mouvement de la population, Anal., observations de MM. Villerminé, Faucher, Charles Lucas, Passy, XXV, 297. — Population et colonies anglaises ; immigrations vers ces pays. — Emigration de l'Angleterre, esclaves rachetés ; *ditto* capturés sur la côte d'Afrique, 381. — Réfutation, par M. Clément, de cette proposition de Bastiat : Que la densité croissante de la population n'équivaut pas à une facilité croissante de production, XXVI, 246. — *Substances et population*, par M. L. Cador, B. B. par M. A. Clément, XXVII, 91. — Recensement de la population belge en 1846, note par M. Villerminé, XXVII, 171.
- POPULATIONS AGRICOLES**. Leur état moral et physique en Auvergne depuis 1789, par M. Doniol. Rapport verbal de M. Passy, XX, 91.
- PORTALIS** (Joseph), ex-pair de France, membre de l'Académie des sciences morales. Son opinion sur l'organisation de la justice en Corse, XXII, 96. — Analyse de son Mémoire : *L'Homme et la Société*, ou essai sur leurs droits et leurs devoirs respectifs, 310 ; XXIII, 86 ; XXIV, 372. — Son opinion sur l'instruction publique dans ses rapports avec la moralité, XXV, 80. — Son opinion sur le point de départ de la féodalité, XXVII, 359.
- POSTES**. Projet de réforme en France (janvier

- 1848, XIX, 216. — Décret du 24 août 1848 réformant la taxe des lettres, XXI, 214. — Exposé historique et statistique de la réforme postale en Angleterre, traduit des documents officiels, et précédé d'une note de Fonteyraud, 443. — Premiers résultats de la réforme en France, 1850, XXVI, 215.
- POTONIE** (D.), négociant, membre du Conseil de l'Association pour la liberté des échanges. Son plan de l'exposition des produits de l'industrie de 1849, XXIII, 285. — Assiste à trois meetings, à Londres, Birmingham et Manchester, à la suite du Congrès de la paix de Paris, XXIV, 426. — Des diverses classifications des produits à l'exposition de l'industrie de Londres, XXVII, 256.
- POUSSIN** (Gillaume-Tell), ministre plénipotentiaire de la république aux Etats-Unis. B. B. sur son livre : *La puissance américaine*, par M. Joseph Garnier, XXIV, 310.
- PRET D'HONNEUR**. Circulaire de M. Ferdinand Barrot, ministre de l'intérieur, sur de prétendues banques de prêts d'honneur à fonder, avec une appréciation par M. A. Clément, XXV, 364. — Œuvre du prêt d'honneur fondée par M. le baron de Damas, lettre de ce dernier, XXVI, 80. — Prospectus de cette œuvre, 82.
- PRIEST** (Saint-), ancien député, représentant. Promotion de la réforme postale. — Propose une loi pour aggraver la peine contre le délit d'usure, XXVI, 422.
- PRIMES**. Les primes d'exportation provoquent les représailles douanières, XXI, 51 et 453. — Travaux d'une Commission ministérielle pour encourager les exportations, par M. Paillottet, 137. — La prime prise sur le fait, XXIII, 110. — Lettre de M. Roederer, ancien pair de France, à ce sujet; réponse de M. Joseph Garnier, 300. — Proposition de MM. Levavasseur et Desjobert, sur la prime à la pêche à la morue, XXV, 84. — Discussion à l'Assemblée législative sur les primes pour les déposants aux caisses de retraite, XXVI, 319.
- PRINCE-SMITH**. Organise une propagande économique à Berlin, XXV, 109.
- PRISONS et travail des prisons**. Lois sur ce travail appréciées par M. Joseph Garnier, XIX, 158, 163. — Décret du gouvernement provisoire, XX, 37. — Loi relative à ce travail et abrogeant le décret du 24 mars du gouvernement provisoire, XXII, 220. — Sur les prisonniers, l'emprisonnement et les prisons, par M. Ferrus; classement, cellules, mortalité, Anal.; observations de MM. Lélut et Dupin aîné, XXVII, 169.
- PRIX**. Prix de divers objets au moyen âge, XIX, 208. — Rançon de saint Louis et de Jacques Cœur, 210. — Histoire des prix de 1839 à 1847, par M. Tooke, B. B., XXI, 215.
- PROFITS ET SALAIRES**. Suite d'un Mémoire de M. Joseph Garnier, lu à l'Académie des sciences morales : — Lois et variations des profits, XIX, 143; — Des profits et salaires; influence des hauts et bas profits; des hauts et bas salaires, 149; — Causes artificielles influant sur les profits et les salaires, 156.
- PROGRÈS**. Des obstacles au progrès économique, par M. Joseph Garnier, XX, 1.
- PROHIBITIONS**. Réforme en Suède, XIX, 216.
- PROHIBITIONNISTES**. Leur enseignement mutuel au sujet d'un décret de la reine d'Espagne, XIX, 105. — Protestent contre l'introduction, à l'île de la Réunion, du *grass-cloth* et du nankin, XXI, 341. V. *Protectionnistes*.
- PROLETAIRES**. *Nécessité et moyen d'améliorer leur sort*, B. B., XIX, 101.
- PROPRIÉTÉ**. Proposition sur la propriété littéraire, scientifique, etc., par M. Jobard, XX, 164. — *Propriété et loi*, par M. Bastiat, 177. — Atteinte à la propriété; différentes espèces de vols légaux, par M. A. Clément, XX, 363. — Atteinte à la propriété, discours de M. de Montalembert sur le rachat des chemins de fer par l'Etat, 398. — Simple observation sur le droit de propriété, par M. Louis Leclerc, XXI, 300. — *De la propriété*, par M. Thiers, C. R., par M. de Molinari, XXII, 162. — Du livre de M. de Molinari : *Soirées de la rue Saint-Lazare; entretiens sur les lois économiques, et défense de la propriété*. C. R., par M. Coquelin, XXIV, 364. — Réfutation, par M. A. Clément, de cette proposition de Bastiat, que le concours de la terre est toujours gratuit, XXVI, 238.
- PROTECTEUR** (Système). Les industries protégées ne seraient pas ruinées par la liberté du commerce, XIX, 235. — Quand il faudra l'abolir, 247. — Du Mémoire de l'Association formée pour la défense du travail national (1847), 254. — Origine et histoire de ce système, par M. Cobden, XIX, 344. — Préjugés en France, par M. Joseph Garnier, 349. — Deuxième lettre de M. Cobden : La vie à bon marché, XX, 68. — Des industries agricoles et manufacturières dans leur rapport avec la protection, XXVII, 116.
- PROTECTIONNISTES**. Leur langage, XXIII, 300. — Socialisme de M. Lebeuf, 400. — Leur campagne contre l'économie politique, au sein du Conseil général de l'agriculture, des manufactures et du commerce; compte-rendu complet de cette curieuse séance, XXVI, 174, 209. — La presse à cette occasion, 209. — Cette attaque décrite à la Société d'économie politique, 211. — Idées protectionnistes de Fichte, 233. — Petites éptres à MM. Benoist d'Azy, Darblay, Lebeuf, au sujet de leurs attaques contre l'économie politique, par M. Joseph Garnier, 282. — Socialisme de M. Mimerel: son allocution au Conseil général de l'agriculture, des manufactures et du commerce, au sujet des primes, reproduite, 165 et 291. — Attaque du *Moniteur industriel* à ce sujet; comment les protectionnistes entendent les citations, 313, et la polémique, 316. — Manœuvres contre l'exposition de Londres, XXVII, 200.
- PROUDHON** (P.-J.). Son portrait, XX, 357. — Sa lettre à l'*Union*, sur le droit au travail, 452. — Sa fameuse formule : *La propriété c'est le vol*, empruntée à Hobbes, C. — Son discours du 31 juillet; ordre du jour contre lui, XXI, 55. — Réfutation des doctrines émises dans ce discours, par M. de Molinari: droit au travail, droit à l'insurrection, illégitimité du taux de l'intérêt, banque d'échange, 57. — Fait un pamphlet contre les Malthusiens, 104. — Lettre

à M. Proudhon sur ses doctrines philosophiques et économiques, par M. Cherbuliez, XXII, 68. — Entreprenant la banque du peuple : sa déclaration ; réclamation de M. Mazel ; lutte de M. Proudhon et de M. Considerant, 343. — Liquide sa banque, XXIII, 111. — Discussion sur ses idées relatives à l'intérêt, par M. de Molinari, 231. — Exagère, sous le nom d'anarchie, le gouvernement à action circonscrite, XXV, 112.

PRUSSE. *La Prusse, son progrès politique et social*, par M. Alex. Moreau de Jonnés fils, suivi d'un précis économique et statistique des réformes opérées depuis 1806 jusqu'à l'époque actuelle, traduit de l'allemand de Dieterici, C. R. par M. Passy, XIX, 396. — Histoire de l'Académie de Berlin, par M. Bartholmès, Anal., XXVII, 357.

PUYNODE (Gustave du), membre de la Société d'économie politique. — Le communisme, XX, 25. — De la centralisation, 409 et XXI, 16. — Etude sur les banques, XXII, 121, 260. — Sa brochure sur l'administration des finances en 1848 et 1849, B. B., XXIII, 101. — Malthus et le socialisme, 147. — Des banques en Angleterre, en Irlande et en Ecosse (suite de ses études sur les banques), XXIV, 254. — Les banques aux Etats-Unis, XXV, 145. — C. R. du livre de M. Coquelin : *Du crédit et des banques*, 153. — Des banques en France, XXVI, 217, et XXVII, 31. — B. B. Sur un rapport de M. Wolowski au Conseil général de l'agriculture, des manufactures et du commerce, et sur une brochure de M. Marcel Barthe, sur le crédit foncier, 292.

Q.

QUÉTELET, directeur de l'Observatoire de Bruxelles, etc. Sur le triple recensement de la population, de l'agriculture et de l'industrie, opéré au 15 octobre 1846, XXII, 131. — C. R. par M. Baudrillart, sur son livre : *Du système social et des lois qui le régissent*, XXIII, 68.

QUINZE-VINGTS. Les Quinze-Vingts ; notice historique et statistique sur cet établissement d'aveugles, par le docteur Isidore Bourdon, XXI, 189.

R.

RAMPAL (Marius). Ses attaques dans la *Revue nationale*, XX, 458.

RAPET, inspecteur de l'instruction primaire. Récompensé pour son Mémoire sur Pestalozzi, XXVII, 173. — Son Mémoire sur les conditions du bien-être pour les classes laborieuses et l'influence qu'il exerce sur la moralité, 324.

RAU, professeur d'économie politique à l'Université d'Heidelberg. Extrait, par M. de Parieu, de sa *Science des finances*, sur l'impôt, sur le capital, XXIII, 328.

RAUDOT, représentant du peuple, membre de la Société d'économie politique. Son opinion sur les encouragements demandés pour les essais socialistes, XXIII, 216. — Son livre : *La France avant la Révolution*, B. B., par M. de Molinari, XXIV, 313. — Croit que les Etats sont destinés à s'agrandir, 316. — Son opinion sur l'armement des citoyens, 440. — Son opinion sur la constitution des Banques, XXV, 423. — Combat au Congrès agricole la nomination des gardes champêtres par les sous-préfets, le salaire fixe des cantonniers et l'élévation du tarif des chevaux, XXVI, 56. — Combat le système des primes pour les déposants aux Caisses de retraite, 319. — Son opinion sur la constitution des institutions de crédit foncier, 419. — Son ouvrage sur la décadence de la France et réponse de M. Mothère, appréciés par M. Coquelin, XXVII, 56.

REBOISEMENT. Défendu, par M. Louis Leclerc, XIX, 70.

RECENSEMENT. Sur le triple recensement de la population, de l'agriculture et de l'industrie, opéré en Belgique au 15 octobre 1846, par M. Quételet, XXII, 131. — Résultats généraux du recensement de la Belgique en 1846, par M. Villerimé, Anal., XXVII, 171.

REFORMES ECONOMIQUES. Suppression de prohibitions en Suède, XIX, 216. — Ouverture de Surinam à tous les pavillons, 216. — Défense de la réforme économique en Angleterre, par sir Robert Peel, XXIV, 185. — Son

influence sur les mariages et l'abondance en Angleterre, 210. — Projet de réforme du régime économique des colonies françaises : droits de douane, droits sur les sucres, les cafés, primes à la pêche de la morue, soumis à l'Assemblée législative par MM. Levavas seur et Desjobert, XXV, 84. — Lettre de Robert Peel à ses tenanciers sur la situation de l'agriculture, après la suppression des droits sur les blés, XXV, 181. — Les seules réformes rationnelles et profitables, par M. Cherbuliez, 325.

REFORME DOUANIÈRE. V. *Douanes*.

REFORME POSTALE. V. *Postes*.

REFORME DES LOIS DE NAVIGATION. V. *Navigation*.

REFORME FINANCIÈRE. V. *Finances, Impôts, etc.*

REFORMES SOCIALES. V. *autres Réformes et Socialisme*.

REFORME COLONIALE. V. *Colonies et Colonial (système)*.

REGLEMENTATION. La législation industrielle depuis 1791, sur les lois des pauvres, les lois sur le travail des enfants, sur l'usure, les douanes, le travail des prisonniers, appréciés par M. Joseph Garnier, XIX, 158. — Règlements abusifs de M. Caussidière, préfet de police après février, sur la boulangerie, les bureaux de placement, etc. XX, 54. — La réglementation à Rouen après 1848, 440. — Abus de la réglementation industrielle, par M. A. Clément, XXV, 241.

REIMS. Faits statistiques sur son industrie, par M. Natalis Rondot, XXVII, 284.

REMUSAT (A. de), membre de l'Académie des sciences morales et politiques, ancien ministre, etc. Son opinion sur l'enseignement de l'économie politique, XXI, 322. — Son opinion sur l'instruction dans ses rapports avec la moralité, XXV, 82.

RENOUARD, conseiller à la Cour de cassation, ancien député. — Son opinion sur les fonctions de l'Etat, XXV, 316.

RENTE. Bastiat nie la rente du sol et soutient

- que le concours de cet agent de la production est gratuit; réfutation par M. A. Clément, XXVI, 238. — Détails sur les revenus fonciers en Russie, extrait d'un ouvrage de M. Bou-lowski, 253.
- RENTES.** L'Assemblée législative adopte un impôt sur les transferts de rentes, XXVI, 103. — Observations à ce sujet, par M. Courtois, 271. — Rejet de cet impôt par l'Assemblée législative, 320.
- REPRESENTATION** (Frais de). Ceux des hauts fonctionnaires publics, appréciés, XXII, 446.
- REPUBLIQUE.** Entravée par les socialistes, XIX, 406. — V. *France*.
- RÉTRAITE** (Caisses générales de). Rapport de M. Benoist d'Azy, sur les propositions à l'Assemblée législative : de MM. Dufournel et Lesboudois, détails historiques, etc., suivi de projets de loi, XXIV, 395. — Pétition à l'Assemblée constituante, par MM. Camus Mutel et Henri Place sur une Caisse générale de secours, B. B., par M. de Molinari, XXV, 200. — Projets de statuts de M. Hachette; rapport de M. de La Nourais, B. B., 419. — Loi sur les Caisses de retraite en Belgique, XXVI, 302. — Deuxième délibération sur un projet de loi semblable à l'Assemblée législative, 319. — Texte de la loi du 25 juin 1850 qui crée, sous la garantie de l'État, une Caisse de retraites ou rentes viagères pour la vieillesse, 403 et 423.
- RÉVOLUTION DE 1848** (Quelques faits de la). Cause fondamentale de l'émeute du 15 mai, C. XX, 292. — Liste des riches, 359. — Capital affluent à Londres au commencement de 1848, 360. — Causes de l'insurrection de juin, par M. Joseph Garnier, 361. — *La Révolution de 1848*, par M. Dunoyer, membre de l'Institut, B. B. par M. Joseph Garnier, XXIV, 112. — V. *Elections, Socialisme*.
- REYNAUD** (Jean). Son rapport à M. Carnot sur l'Ecole d'administration, XX, 96. — Son curieux programme du cours d'économie politique au collège de France, 123. — Ce qu'il a conseillé à M. Carnot. Ne veut pas être cru un partisan avoué du socialisme, 450. — Aurait voulu faire des changements révolutionnaires à l'Académie des sciences morales et politiques, XXI, 52. — Défend à la Constituante la suppression de la chaire d'économie politique du collège de France, 454.
- RIANCEY** (de), représentant du peuple, un des chefs de l'école charitable. — Combat les primes pour les déposants aux Caisses de retraite, XXVI, 319.
- RICARDO** (David). Rapport verbal de M. Blanqui sur la nouvelle édition de ses œuvres, par Fonteyraud, XX, 95.
- RICARDO**, membre du Parlement. Provoque la réforme des lois de navigation, XXIII, 311.
- RICHARD** (Rev. Henry), secrétaire de la Société des amis de la paix à Londres. Organise avec MM. E. Burritt, Joseph Garnier et Visschers, le Congrès de la paix à Paris, etc. V. *Congrès de la paix et Paix*. — Son éloquence caractérisée, XXIV, 430.
- RICHELIEU.** De l'authenticité de ses écrits, note, XXVII, 362.
- RICHESSSES.** De l'inégalité des richesses et des causes qui la produisent, par M. Passy, XIX, 217.
- RIPERT-MONCLAR.** Catéchisme financier, B. B., XXII, 223.
- ROBERT GUYARD.** Son livre : *Essai sur l'état du paupérisme en France et sur les moyens d'y remédier*, B. B., XIX, 306.
- ROBESPIERRE.** Sa définition de la propriété appréciée par M. Bastiat, XX, 181.
- RODET.** Membre de la Chambre de commerce de Paris et de la Société d'économie politique. Son opinion sur les fonctions de l'État, XXV, 317. — Son rapport à la Chambre du commerce de Paris, sur l'acte de navigation en Angleterre, B. B. et citation, par M. Joseph Garnier, XXVII, 294. — Son observation à propos de l'organisation des institutions de crédit foncier, 300. — Sa lettre à ce sujet, 367.
- RODIÈRE**, professeur à la Faculté de Toulouse. Son opinion sur les fonctions de l'État, XXV, 316.
- RODRIGUES** (Olinde). Plans d'organisation du travail et des Banques, l'association du travail et du capital, XX, 104. — Promoteur des Caisses de retraite par l'État, XXIV, 395.
- ROEDERER**, ancien pair de France. Sa lettre sur la légitimité des primes, XXIII, 300. — Sa lettre pour combattre l'impôt du sel demandé aux fabriques de soude et autres; réponse de M. Joseph Garnier, XXVI, 170.
- ROGIER**, ministre belge. Proclame que l'avènement de la liberté commerciale est inévitable, XXV, 317.
- ROMANET.** Son Mémoire sur les moyens de prévenir les crises des subsistances, XXIII, 359.
- ROME.** *L'oisiveté et l'organisation du travail servile dans cette république*, Anal. d'un Mémoire de M. Moreau Christophe, XXIII, 185. — De l'administration et de la centralisation, An. d'un Mémoire de M. A. Thierry, XXIV, 193. — Police des Romains, An. d'un Mémoire de M. Naudet, 195. — *Du droit à l'oisiveté et de l'organisation du travail dans les républiques grecques et romaine*, par M. Moreau Christophe, C. R. par M. de Molinari, XXVI, 382. — Budget des États pontificaux, XXVII, 339.
- RONDOT** (Natalis), délégué par le commerce des laines en Chine, M. de la Société d'économie politique. Le tarif chinois, XIX, 291. — La ville de Fou-Tchou, son commerce et ses Banques, XX, 43. — Son règlement de l'Association des travailleurs de Saint-Quentin, 287. — Note sur la révision des valeurs officielles en France, en Belgique et en Angleterre, XXIII, 21. — Lettre sur le papier-monnaie en Chine, XXV, 176. — Note sur l'infanticide en Chine : proclamation d'un gouverneur; chiffres relatifs aux hospices, aux meurtres de petites filles, etc., XXVI, 258. — Note statistique sur la ville de Reims, XXVII, 284.
- ROSSEW-SAINTE-HILAIRE.** Mémoire sur les juifs et sur l'inquisition en Castille et en Aragon, Anal.; statistique des victimes de l'inquisition, XXVI, 280.
- ROSSI** (Pellegrino), membre de l'Institut, ancien ambassadeur de France, etc. — Devient ministre du pape Pie IX, XXI, 343. — Notice sur sa vie et ses travaux, par M. Joseph Garnier, XXII, 98. — Notice historique sur sa vie et ses travaux, par M. Mignet, XXV, 160.
- ROWCROFT.** B. B. de son ouvrage *Le colon de Van-Diemen, aventures d'un émigrant*, traduit de l'anglais, par Lefebvre Duruflé, XX, 352.
- RUBICHON.** Fait des remarques dans un livre de M. L. Monnier : *De l'action de la noblesse et des classes supérieures dans les sociétés modernes*, XXII, 39.
- RUSSELL** (Lord John), premier ministre de la Grande-Bretagne. — Combat les protectionnistes en s'appuyant sur les progrès de l'Angleterre au commencement de 1850, et propose un bill favorable à l'émancipation des colonies, XXV, 318. — Plan de sa nouvelle politique coloniale, traduit par M. Bastiat, XXVI, 8.

RUSSIE. Opérations des Banques de l'empire en 1846, XIX, 98. — Condition des serfs, XXVI, 248. — Une expérience de monnaie de cuivre à cours forcé sous Pierre le Grand, 253.

— Revenu des propriétaires fonciers : Ousadjba, Obroc, etc., 254. — Variations du prix du seigle, 256.

S.

SAGRA (don Ramon de la), correspondant de l'Académie des sciences morales et politiques. — Analyse de ses brochures sur l'organisation du travail, B. B. par M. Joseph Garnier, XX, 51. — Son opinion au Congrès de la paix de Bruxelles, XXI, 279. — Sa réclamation, 457.

SAINT-CHAMANS, écrivain protectionniste, reparait à l'horizon, XXVII, 302.

SAINT-SIMON. Extrait de sa fameuse parabole, publié par M. Olinde Rodrigues, sous le titre de *Paroles d'un mort*, B. B., XX, 290.

SAINTE-BEUVE, représentant du peuple, membre de la Société d'économie politique. Son opinion sur les marques de fabrique, XXVI, 213. — Combat la loi d'usure, 422.

SAINTE-MARIE B. B. sur son écrit : *Testaments politiques et Constitutions*. Système constituant, philosophique et païen, et système représentatif, historique et chrétien, XXII, 114.

SALAIRES. Suite d'un Mémoire sur les profits et les salaires, lu à l'Académie des sciences morales et politiques, par M. Joseph Garnier : des profits et des salaires ; influence des hauts et bas profits, hauts et bas salaires, XIX, 149 ; — Causes artificielles influant sur les profits et les salaires, 149. — Égalité des salaires ; lettre d'un ouvrier au *Charivari*, XX, 42. — Considération sur cette égalité, 255. — Travail et salaires agricoles en France, Mémoire de M. Moreau de Jonnés, XXVII, 201.

SALLES (Eusèbe de), orientaliste. Trouve une origine orientale au socialisme, XXVI, 67.

SANDELIN, ancien membre des États-Généraux en Hollande. Son *Répertoire général d'économie politique ancienne et moderne* , B. B., 309.

SARDES (ETATS). Le Parlement sarde abolit les droits différentiels. — Les hommes d'État de ce pays. — Dignes paroles de M. d'Azeglio, président du Conseil, XXVI, 423.

SAY (Jean-Baptiste). Ses œuvres diverses précédées d'une notice sur sa vie et ses travaux, par Charles Comte, Eugène Daire et M. Horace Say, B. B. par M. Joseph Garnier, XXI, 393.

SAY (Horace), membre du Conseil d'État, de la Chambre de commerce de Paris, du Conseil général de la Seine et de la Société d'économie politique. Son B. B. sur le Code de l'administration charitable, XIX, 98. — Des Monts-de-Piété et des Banques de prêt sur nantissement, 165. — La crise commerciale (mars 1848), 338. — *Dito*, XX, 15. — De la suppression des droits d'octroi sur la viande à Paris, 147. — Quelques mots sur les finances (juillet 1848), 390. — Du tarif supplémentaire pour l'octroi de Paris, 396. — Premières idées du ministre des finances (Goudchaux), 427. — B. B. sur un ouvrage relatif à la boucherie de Paris et aux commerces qui en dépendent, par M. Bizet, 447. — De la suppression des octrois ; rapport de la Commission instituée en Belgique ; mesures relatives à l'octroi de Paris, XXI, 130 ; XXII, 232. — Du projet de décret sur les Monts-de-Piété (octobre 1848), XXI, 314. — Son édition des œuvres diverses de J.-B. Say, B. B. par M. Joseph Garnier, 393. — Candidat à l'Académie des sciences morales et politiques, XXII, 232 et 340. — Assiste et parle à trois meetings à Londres, Birming-

ham et Manchester, à la suite du Congrès de la paix à Paris, XXIV, 426. — Ses impressions, 438. — C. R. du rapport de M. Watteville sur les enfants trouvés et abandonnés, XXV, 63. — Son opinion sur la constitution des Banques, 423. — Son opinion sur l'organisation du crédit foncier, XXVI, 99. — Ses observations à propos de la situation de la Banque de France, 105. — Son opinion sur les marques de fabrique et l'union douanière de la France et de l'Algérie, 212 et 213. — Sur l'enquête et les propositions relatives aux Monts-de-Piété (projet de loi et proposition de M. Peupin), 333. — La question des sucres (juillet 1850), 347. — Son observation sur le crédit foncier, 418. — Du projet de loi sur la modification des droits de douane sur les bestiaux étrangers, XXVII, 26. — Histoire de l'administration de la police de Paris jusqu'en 1789, par M. Frégier, C. R., 151. — Réclamation de ce dernier, 279.

SAY (Léon). La Caisse d'escompte et la Banque de France à soixante ans d'intervalle, XX, 83. — Assiste à trois meetings tenus à Londres, Birmingham et Manchester, à la suite du Congrès de la paix à Paris, XXIV, 426.

SCOBLE (John), secrétaire de la Société abolitionniste pour l'émancipation des esclaves à Londres. Prête son concours au Congrès de la paix à Paris, XXIV, 171. — Assiste la légation française aux trois meetings de Londres, Birmingham et Manchester, 431. — Dixième rapport de la Société abolitionniste, avec des chiffres sur le trafic des esclaves, analysé par M. de Molinari, XXVI, 58.

SCIALOJA (Antonio), ancien professeur d'économie politique à l'Université de Turin, ancien ministre du commerce à Naples. — Son arrestation, XXIV, 320.

SCHMIDT. Son ouvrage sur les Cathares ou Albigeois, apprécié, XXIII, 189.

SCHNEER, ex-membre du Parlement de Francfort, secrétaire de la Société silésienne de statistique et d'économie politique, Anal. par M. Cherbuliez de son exposé des idées protectionnistes de Fichte, XXVI, 233.

SECOURS MUTUELS (Sociétés de). Rapport de M. Benoist d'Azy sur la proposition de MM. Dufournel et Lestiboudois à l'Assemblée législative, reproduit, XXIV, 395. — Projets des statuts de M. Hachette. — Rapport de M. La Nourais, B. B., XXV, 419. — Loi sur les Sociétés de secours mutuels, XXVII, 76.

SÉCURITÉ. — De la production de la sécurité, circonscription des attributions gouvernementales, par M. de Molinari, XXII, 277.

SEL. Projet de réforme de l'impôt en France (janvier 1848), XIX, 215. — Abolition de cet impôt par le gouvernement provisoire ; rapport de MM. Garnier-Pagès et Duclerc, XX, 160. — M. Trouvé-Chauvel voudrait le maintien pour 1849 et en partie pour 1850, XXII, 120. — Influence du monopole des sels dans l'Inde, XXIII, 53. — Question du sel : historique de la législation de 1300 à 1790 ; emploi du sel pour les bestiaux ; opinions diverses de savants, d'agronomes, etc., par M. Demesmay, représentant du peuple, XXV, 7. — Rations employées dans les divers pays pour les divers bestiaux, 251. — Impôt, prix de consommation avant 1789, 257 ; — en Angle-

- terre, 259. — Production du sel, consommation, importation, résultats financiers pour 1849, 260. — Si les fabriques de soude doivent payer l'impôt du sel, lettre de M. Rœderer, réponse de M. Joseph Garnier, XXVI, 170. — Loi sur le sel de troque et les sels étrangers, XXVII, 78.
- SENIOR** (Nassau), ancien professeur d'économie politique à l'Université d'Oxford, etc. Son opinion à la Société d'économie politique de Paris, au sujet des moyens de contrôle à l'exportation, XXVI, 213.
- SERVAGE**. Organisation des classes serviles dans l'antiquité, Mémoire de M. Moreau Christophe; observations de M. Giraud, XXIII, 85. — Observations de M. Naudet, 185. — Condition des serfs en Russie, extrait d'un ouvrage de M. Boutowski, XXVI, 248.
- SÈVRES**. Sur l'exposition de la manufacture nationale de porcelaine de Sèvres (1850), par M. Louis Leclerc, XXVI, 267.
- SIG** (colonie du) en Afrique, n'est pas un phalanstère, XXI, 54.
- SMITH** (Adam). Ses convictions économiques mises en doute par M. Flourens, réponse de M. Joseph Garnier, XXV, 421.
- SOCIALISME**. Discours communiste à un banquet d'Aulun, réponse de M. Lamartine (décembre 1847), XIX, 111. — Toast de M. Malleville à l'organisation du travail (décembre 1847), 112. — Premier départ des Icaris (3 février 1848). — Annonce d'un nouvel essai fouriériste, 319. — Funestes illusions : les citoyens font vivre l'État; l'État ne peut faire vivre les citoyens, par M. Bastiat, 323. — Les socialistes entravent la République : l'organisation du travail; la Commission du Luxembourg et ses décrets; extravagances, C. 406. — L'égalité des salaires, lettre d'un ouvrier au *Charivari*, XX, 42. — Théories socialistes appréciées par M. Bastiat dans son article *Propriété et Loi*, XX, 177. — Le socialisme et la liberté, par M. A. Clément, 241. — De la liberté en matière de travail et d'industrie, par M. Passy, 297. — *Justice et fraternité*, par M. Bastiat, 310. — L'utopie de la liberté, lettre aux socialistes, par M. de Molinari, 328. — Causes de l'insurrection de juin 1848, par M. Joseph Garnier, 350. — Quelques mots d'explication et d'histoire au sujet des principales formules socialistes, par M. Joseph Garnier, XX, 375. — Opinion de M. Léon Faucher, à propos du droit au travail, XXI, 345. — Confusion des écoles socialistes et révolutionnaires; elles se divisent en voulant s'unir, XXI, 399. — Mouvement de socialisme pendant l'année 1848, par M. Molinari, XXII, 1. — L'économie politique et le socialisme, discours de réouverture au cours du collège de France, par M. Michel Chevalier, 345. — *Le socialisme c'est la barbarie*, brochure de M. Cherbuliez, B. B., 443. — Banquet du 24 février 1849; les Montagnards repassent au socialisme, 447. — Agitation pour rappeler le milliard des émigrés, 448. — La question du travail, par un ouvrier sans ouvrage, B. B., XXIII, 103. — La propagande antisocialiste en 1849, appréciée, 104. — Programmes des amis de la Constitution, de 55 représentants montagnards et de la presse socialiste, 107. — Malthus et le socialisme, par M. du Puynode, XXIII, 147. — *Le vrai et le faux socialisme*, brochure de M. Grün, appréciée, 189. — Carte socialiste de la France après les élections du 13 mai 1849, 310. — *Voies et moyens des réformes sociales*; livre de M. F. Vidal, B. B., 389. — Socialisme de M. Lebeuf, protectionniste, 400. — La presse socialiste après la levée de l'état de siège, XXIV, 320. — Les gros armements ne sont pas un remède au socialisme, 438. — Mouvement du socialisme, et de la réaction qu'il a fait naître en 1849, par M. Joseph Garnier, XXV, 1. — Socialisme des anti-socialistes, 101. — Comment les socialistes convertissent les économistes, XXV, 112. — Le socialisme philanthropique et des seules réformes rationnelles et profitables, par M. Cherbuliez, 134. — Le socialisme originaire d'Orient, Anal. d'un travail de M. Eusèbe de Salles, XXVI, 67. — Classification du socialisme, par MM. Lamartine et Thiers, 318. — Le positivisme ou doctrine sociale de M. Auguste Comte, XXVII, 247. — V. *Organisation du travail*, *Louis Blanc*, *Proudhon*, etc.
- SOCIALISTE** (propagande anti-). La meilleure serait l'enseignement de l'économie polit., XIX, 1; XX, 1. — Résistance et efforts des économistes, XXII, 1. — Propagande des amis de la Constitution, XXIII, 105. — Propagande dite de la rue de Poitiers, appréciée, XXV, 101. — Propagande de l'Académie des sciences morales et politiques, 615. V. **TRAITÉS (PETITS)**.
- SOCIÉTÉ HUMAINE**. Ses développements, analyse d'un Mémoire de M. Koenigswarter, XXII, 309. — Analyse d'un Mémoire sur l'homme et la société, ou essai sur leurs droits et leurs devoirs respectifs, XXIII, 86-359; XXIV, 372, 310. — *Du système social et des lois qui le régissent*, par M. Baudrillart, C. R. sur un ouvrage de M. Quetelet, XXIII, 68. — Suite du Mémoire sur les développements de la société, par M. Koenigswarter, la *Vengeance* et les *Compositions*, 361.
- SOPHISMES ÉCONOMIQUES**. La fête du 4 mai 1848 fera aller le commerce, XX, 239.
- SOULOUQUE**, empereur d'Haïti, monopolise l'importation, XXV, 319.
- SOURDS-MUETS**. Mémoire sur leurs facultés intellectuelles et morales, par M. Ferdinand Berthier, professeur à l'école des Sourds-Muets, XXVII, 360.
- SPOLIATION**. De la spoliation légale et de ses différentes formes, par M. A. Clément, XX, 363.
- STARING** (W. C. H.). B. B. et extraits de sa brochure sur les colonies agricoles de la Société néerlandaise de bienfaisance, XXV, 193.
- STATISTIQUE**. Sur la statistique agricole, par MM. de Tocqueville, Passy, Villermé, XIX, 287. — Condition des femmes libérées et détenues, 289. — *Annuaire de l'économie politique* et de la *statistique*, B. B., 309. — *Études* de M. Wolowski, B. B., 312. — Statistique de la Prusse, par Dieterici, C. R. par M. Passy, 396. — Parti qu'on pourrait tirer des listes électorales, par M. Lamothe, XXIII, 371. — La statistique sur l'instruction publique en France mérite peu de confiance, XXV, 74.
- STATISTIQUES** (Docum.). V. les différents sujets auxquels ces documents peuvent se rapporter. V. *Danson*, secrétaire de la Société de statistique de Londres, *Commerce extérieur*, *Population*, *Criminalité*, etc.
- STATISTIQUE CRIMINELLE**. Criminalité spécifique de l'homme, XIX, 80.
- STEPHENSON** (Georges), célèbre ingénieur anglais. Notice sur sa vie et ses travaux, XXI, 335.
- SUBSISTANCES**. Avantages du libre commerce des subsistances, lettre de M. Cobden, XX, 68. — Anal. d'un Mémoire de M. Romanet sur les moyens de prévenir le retour de la crise des subsistances, XXIII, 359. — *Subsistances et populations*, par M. L. Cadot, B. B. par M. A. Clément, XXVII, 91.
- SUCCESSIONS**. Du projet de décret à la Constituante, relatif à l'établissement d'un impôt

progressif sur les successions, par M. David (du Gers), XXI, 25.

SUCRES et CAFES. Guerre à la betterave, XIX, 106.—M. Tourret, ministre du commerce (décembre 1848), nomme une Commission pour préparer un nouveau projet de loi, XXII, 120.—Prix et consommation du sucre en Angleterre, de 1839 à 1846, XXIII, 162.—Cette question traitée à la sixième session du Congrès agricole, XXIII, 277.—L'importance du procédé Melsens exagérée, XXIV, 120.—De la révision du tarif, par M. Lavollée, 139.—Proposition de MM. Levavasseur et Desjobert à l'Assemblée législative, sur les droits des sucres et des cafés, XXV, 84.—Production dans les colonies anglaises et importations en Angleterre, en sucres et cafés, 381.—Demande du Congrès agricole (1850), 52.—La question des sucres (juillet 1850), 347.—Résultats généraux de la fabrication du

sucré de betterave en France, pendant la campagne de 1849-50, XXVII, 303.—Tableau de ces résultats, 368.—Commencement de la campagne, 1850-51.

SUDRE (Alf.), avocat. Son Histoire du communisme, B. B. par M. Baudrillart, XXIV, 110.

SUEZ (Isthme de). Revue des projets et des travaux relatifs au passage de l'isthme de Suez, par M. Corte, ingénieur, traduit des *Annales de statistique* de Milan, XXII, 381.

SUISSE. De la démocratie en Suisse, par M. Cherbuliez, appréciée, ainsi que la constitution de ce pays, par M. Al. de Tocqueville, XIX, 380.—Société de l'industrie suisse, son but, son journal. B. B., XXVI, 203.

SYSTÈMES ÉCONOMIQUES. Influence du système réglementaire, mercantile et protecteur sur les profits et les salaires, XIX, 156.

T.

TAXE. V. Impôt.

TAXE DES PAUVRES. Établissement de cette taxe en Irlande, XIX, 87.

TERRE. Des manières d'amodier le sol en Russie : extrait d'un ouvrage de M. Boulowski, XXVI, 253.

TAYLOR (Général Zacharie), président des États-Unis. Son message du 4 décembre 1849, XXV, 183.

TEHUANTEPEC (Isthme de). Ce que dit le président Taylor des projets de communication entre les deux Océans, XXV, 185.

TÉLÉGRAPHE ÉLECTRIQUE. Essai du télégraphe à travers la Manche, XXVII, 196.

TEISSERENC. Son livre : *Études sur les voies de communication perfectionnées, et sur les lois économiques de la production du transport*, C. R. Blaise (des Vosges), XIX, 55.

TERRES INCULTES. Le Congrès agricole demande qu'on encourage la mise en valeur des terres incultes, XXVI, 54.

TERRIEN. Sa traduction des principes élémentaires d'économie sociale de M. W. Ellis, appréciée par M. Barthélemy Saint-Hilaire, XXVII, 175.

THÉ. Prix et consommation du thé en Angleterre de 1839 à 1846, XXIII, 162.

THÉÂTRES (Industrie des). De l'industrie des théâtres ; ses entraves à propos de la crise actuelle (août 1849), par M. de Molinari, XXIV, 12.—De la liberté des théâtres à propos de deux nouveaux projets de loi soumis au Conseil d'État, par le même, 342.—Enquête sur les théâtres, analyse par M. de Molinari ; citations des opinions de MM. Roqueplan, Dormeuil, Montigny, Hostein, Régnier, Coraly, Albert, Janin, Th. Gautier, Ferdinand Langle, Scribe, Alex. Dumas, Victor Hugo, Bocage, Florent ; Anal. du rapport de M. Charton, conseiller d'État, XXVI, 130.—Documents extraits de cette enquête : dates des privilèges, cautionnements imposés, subventions, faillites, nombre de places gratuites, nombre d'établissements de spectacles divers, nombre de salles, 409.

THIERRY (Amédée). Sur la municipalité romaine et sur la constitution du droit communal sous l'empire romain, XIX, 82.—Anal. de son mémoire sur l'administration provinciale dans l'empire romain et notamment dans les Gaules, XXIV, 193.—Apprécie l'histoire des villes de France, par M. Aristide Guilbert, XXVII, 173.

THIERS, ancien ministre, représentant du peuple. Examen de son rapport sur les doctrines de M. Proudhon, par M. de Molinari, XXI, 57.—Parle contre l'émission des bons hypothécaires, 339.—Son livre sur la propriété, C. R. par M. de Molinari, XXII, 162.—Sa pensée sur les impôts et les réformes, 172.—Son rapport sur l'assistance publique apprécié par M. de Molinari, XXV, 289.—Sa classification du socialisme, XXVI, 318.

THOMASSY (R.). Budget des États pontificaux, XXVII, 339.

TOCQUEVILLE (Al. de). Apprécie la *Démocratie en Suisse*, de M. Cherbuliez, et la Constitution de ce pays, XIX, 380.

TONTINES. Note historique sur ces établissements, XXIV, 401.

TOOKE. Sur son histoire des prix et des mouvements de la circulation de 1839 à 1847, B. B., XXI, 215.—Sa brochure sur le principe de la circulation au sujet du bill de 1844, constitutif de la Banque d'Angleterre, B. B., XXIV, 437.

TOURRET, troisième ministre du commerce après Février.—Dégrève les bourres de soie à la sortie, XXI, 398.

TRACY (Victor de), ancien ministre de la marine, représentant du peuple, membre de la Société d'économie politique. Troisième lettre sur l'agriculture : Points principaux de la question agricole ; progrès possibles, XIX, 32.—Quatrième lettre : Comment et par qui peut être fait le progrès agricole, 352.—Porte la parole, au nom de la Société d'économie politique, pour protester contre la suppression de la chaire du collège de France, XX, 113.—Cinquième lettre sur l'agriculture : De l'abandon des champs, XXVI, 112.—Sixième lettre : Avantages de la culture par les propriétaires ; —de la mauvaise direction de l'instruction publique, XXVII, 1.—Septième lettre : De la science agricole, 105.

TRAITÉS (PETITS) de l'Acad. des sciences morales et politiques.—Leur origine, XXI, 53.—Celui de M. Troplong, sur l'esprit démocratique du Code civil, XX, 281 ; XXI, 150 ; XXVI, 69.—De M. Mignet, sur Franklin, XXII, 96.—De M. Thiers, sur la propriété, 162.—De M. Villermé, sur les associations ouvrières, 177.—De M. Barthélemy Saint-Hilaire, sur la vraie démocratie, 180.—De M. Lélut, sur la santé du peuple, XXIII, 187.

TRANSIT. Mouvement du transit entre l'Alle-

magne et la mer, et par le port d'Anvers, de 1839 à 1844, XIX, 60. — Commission mixte pour lui donner de l'impulsion entre la France, la Prusse, la Belgique, XXVI, 216.

TRANSPORTS sur les canaux et les chemins de fer. Compte-rendu d'ouvrages de MM. Minard, Daru, Collignon, Ed. Teisserenc, par M. Ad. Blaise, XIX, 55. V. *Voies de communication*.

TRAVAIL. Association du travail et du capital : plan de M. Olinde Rodrigues, XX, 106. — De la liberté en matière du travail et d'industrie, 297. Travail et assistance, extrait d'un Mémoire de M. Marbeau, XXII, 85. — Mesures prises à Rouen, après juin 1848, pour aider à la reprise du travail par M. Dussard, commissaire du gouvernement, 298. — La question du travail par un ouvrier sans ouvrage, B. B., XXIII, 103. — Travail et salaires agricoles en France, par M. Moreau de Jonnés, XXVII, 201.

TRAVAIL (Heures de). Fixées à douze par un décret de l'Assemblée constituante; discussion, XXI, 220. — Texte du décret, 276.

TRAVAIL DES ENFANTS. Lois sur le travail des enfants appréciées par M. Joseph Garnier, XIX, 161. — Observations de M. Villermé sur l'enquête ouverte en Belgique, XXIV, 373.

TRAVAIL NATIONAL. Examen du Mémoire de l'Association pour la défense du travail national (1847), par M. L. Faucher, XIX, 254. Le gruyère national, XXIV, 305.

TRAVAIL DES PRISONNIERS. Extraits d'une brochure de M. Watteville, et observa-

tions de MM. Lucas, Blanqui et Moreau de Jonnés à l'Académie des sciences morales et politiques, XXVI, 64. V. *Prisons*.

TRAVAUX PUBLICS dans leurs rapports avec l'agriculture, volume de M. Aristide Dumont, C. R. par M. Louis Leclerc, XIX, 68. — Statistique des travaux publics sous la monarchie de 1830, par M. Michel Chevalier, XXI, 281. — Des travaux urgents à entreprendre dans les forêts et des ressources qu'ils pourraient offrir à la classe ouvrière dans la crise actuelle (1848), par M. Michel, directeur des *Annales forestières*, 380. — Premier message du président de la République, XXIII, 294. — L'Etat s'est abusivement emparé de la direction des travaux publics, XXV, 236. — Situation des travaux publics en France, novembre 1850; message du président de la République, XXVII, 399.

TROPLONG, membre de l'Institut. Son Mémoire de l'esprit démocratique du Code civil, Anal. XX, 281; XXI, 150; XXVI, 69 et 280.

TROUVÉ-CHAUVEL, représentant du peuple, quatrième ministre des finances après Février. Son avènement, XXI, 398. — Sa proposition sur l'impôt du sel, XXII, 120.

TWISS (Travers), ex-professeur à l'Université d'Oxford. Son livre : *Coup d'œil sur les progrès de l'économie politique en Europe depuis le seizième siècle*, B. B. par M. Joseph Garnier, XIX, 394.

U.

UNIONS DOUANIÈRES. La presse s'occupe de celle de la France et de la Belgique (septembre 1850), XXVII, 196. — *Dito* d'une union austro-italienne, 199. — Le projet d'union avec la Belgique, démenti par M. Dumas, ministre du commerce, 302. V. *Zollverein*.

UNIVERSITÉ. V. *Instruction publique*.

USURE. Loi sur l'usure, appréciée, par M. Joseph Garnier, XIX, 161. — Deuxième délibération à l'Assemblée législative sur la loi d'usure : proposition de M. de Saint-Priest; orateurs pour et contre, votes, XXVI, 422.

V.

VALEUR. Mémoire de M. Walras sur la valeur échangeable, Anal., XXIV, 377. — Lettre à ce sujet, de M. Babbage, à l'Académie des sciences morales et politiques, 381. — Discussion des idées de M. Bastiat sur la valeur, par M. A. Clément, XXVI, 235.

VALEURS OFFICIELLES en douane. Note sur la révision des valeurs officielles en France, en Belgique et en Angleterre, par M. Natalis Rondot, XXIII, 21.

VAN-DIEMEN. Aventures d'un colon émigrant dans ce pays; détails sur la colonisation et l'exploitation des troupeaux, XX, 352.

VATINESNIL. Son rapport à l'Assemblée nationale sur la réforme hypothécaire, apprécié par M. Wolowski, XXVII, 305.

VERGÉ (Ch.), avocat, rédacteur du Bulletin des séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques. Compte-rendu des séances de cette Académie. B. B. sur le Bulletin officiel qu'il publie sous la direction de M. Mignet, XXVI, 96. — Son B. B. sur un ouvrage de M. Ch. Barre : *Du crédit et des banques hypothécaires*, 204. — B. B. sur le Bulletin qu'il publie, XXII, 220.

VIANDE. De la suppression des droits d'octroi à Paris, par M. H. Say, XX, 147. — Du débit des viandes à la criée à Paris, par M. Pommer, XXVII, 368.

VIDAL (François), secrétaire de la Commission du Luxembourg, représentant à l'Assemblée législative. Sa théorie du point d'honneur, appréciée par M. Bastiat, XX, 184. — Son livre : *Vivre en travaillant, ou voies et moyens*

des réformes sociales, par M. Adolphe Blaise (des Vosges), XXIII, 389.

VILLENEUVE BARGEMONT (Alban de), ancien préfet, ancien député, membre de l'Académie des sciences morales et politiques. Annonce de sa mort, XXVI, 426.

VILLERMÉ, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, et de la Société d'économie politique. Analyse de son Mémoire sur les associations ouvrières, XXII, 177, 308. — Son rapport sur l'*Annuaire d'économie politique*, à l'Académie des sciences morales et politiques, XXIII, 272. — Ses observations au sujet de l'enquête sur la condition des classes ouvrières et le travail des enfants en Belgique, Anal., XXIV, 373. — Son observation sur la mortalité après disette, XXV, 299. — Mémoire sur les cités ouvrières, XXVI, 37. — Communication sur les résultats généraux du recensement belge en 1846, Anal., XXVII, 179. — Des accidents produits dans les ateliers industriels par les appareils mécaniques, XXVII, 315. — Son observation sur la situation des classes agricoles en France, 355.

VILLERMÉ fils, de la Société d'économie politique. Du droit à l'assistance, XXII, 139. — Coup d'œil historique sur le papier-monnaie, XXIII, 242. — Fait à l'Académie des sciences morales et politiques une communication sur l'industrie des aiguilles, XXIV, 383. — Sa lettre au sujet de documents communiqués sur le papier-monnaie en Chine, par M. Rondot, XXV, 395. — Réclamation

de M. Cadou-Taillefer à cet égard, relativement à l'influence du système protecteur; réponse de M. Blanqui, XXVI, 278.

VINCENT (Henry), ancien contre-maître, ancien chartiste. Son discours au Congrès de la paix à Paris, XXIV, 159.

VINCENS (Emile), conseiller d'Etat, ancien chef de division au ministère du commerce. Sur sa vie et ses écrits, par M. Cherbuliez, XXVI, 373.

VINS (Question des). Association pour la défense des intérêts vinicoles à Montpellier, XIX, 318. — De la question vinicole et de l'urgence de la résoudre dans la crise actuelle, par M. Albert de Broglie (mars 1849), XXII, 363. — Le vin est un aliment, il n'est pas essentiellement imposable, XXIV, 223. — De la détresse agricole et de celle de l'industrie vinicole, par M. de Francieu, XXVI, 366. — Lettre sur le même sujet, par le même, 402.

VISSCHERS (Aug.), conseiller des mines en Belgique. Président le Congrès des amis de la paix à Bruxelles, XXI, 279. — Un des organisateurs et des orateurs du Congrès de Paris, XXIV, 101. — Un des orateurs du Congrès de Francfort, XXVII, 190.

VIVIEN, ancien ministre, conseiller d'Etat,

membre de l'Académie des sciences morales et politiques. Son rapport sur des études de M. Dubeux sur l'institution de l'avocat des pauvres, XIV, 42.

VOIES DE COMMUNICATION, DE TRANSPORT. De la législation actuelle des voies de transport; nécessité d'une réforme basée sur les principes rationnels, par M. Dupuit, XXIII, 217. — Communication des deux Océans, convention entre les États-Unis et Nicaragua, plan sur les isthmes de Tehuantepec et de Panama, XXV, 185. — Installation d'une ligne à vapeur du Havre à New-York, XXVII, 410.

VOIES NAVIGABLES. Les voies navigables et les chemins de fer, XIX, 55. — Nombre des cours d'eau ni flottables ni navigables en France, XIX, 70.

VROIL (Jules de), membre de la Société d'économie politique. B. B. sur l'*Annuaire d'économie politique et de statistique* pour 1849, XXII, 441.

VUHRER, employé au ministère des finances. Bases et éléments des tables de mortalité les plus connues, XXVI, 19. — Notice sur l'amortissement en Angleterre, 129.

W.

WALKER, secrétaire du Trésor, sous la présidence de Polk, son rapport sur les finances des États-Unis, 9 décembre 1848, XXIII, 57 et 167.

WALRAS, inspecteur d'Académie, membre de la Société d'économie politique. Analyse de son Mémoire sur la valeur échangeable, XXIV, 377. — Sa théorie de la richesse sociale ou résumé des principes fondamentaux de l'économie politique, B. B. par M. A. Clément, XXVII, 83.

WARRANTS. Nouveau papier de crédit. — Considérations par M. Ch. Coquefin et Cieszkowski, XXI, 74.

WATHELY, archevêque de Dublin. S'oppose à l'établissement de la loi des pauvres en Irlande, XIX, 88. — Son discours sur l'économie politique, et l'utilité de son enseignement, XXII, 63.

WATTEVILLE (Ad. de), inspecteur général des établissements de bienfaisance, membre de la Société d'économie politique. B. B. sur son Code de l'administration charitable, XIX, 98. — Note sur les dons et legs faits depuis 1800 aux établissements de bienfaisance, XXI, 438. — Note historique et statistique sur le choléra à Paris en 1832, XXIII, 49. — Rapport et observations de M. Lucas sur une brochure de M. de Watteville, relative aux dons et legs ci-dessus, XXIII, 86. — B. B. sur un ouvrage de M. Labourt : *Recherches historiques et statistiques sur l'intempérance des classes laborieuses et sur les enfants trouvés*, XXIV, 217. — Son rapport sur la situation administrative, morale et financière des enfants trouvés et abandonnés en France, C. R. par M. Horace Say, XXV, 63. — Son rapport au ministre de l'intérieur, sur les monts-de-piété; ce qu'il contient, B. B., XXVI, 206. — Le même, apprécié dans un C. R. par M. Horace Say, 333.

WILSON (James), rédacteur de l'*Economist*,

membre du Parlement. De la liberté des Banques, circulation, billets de Banque, bill de 1844, XIX, 178.

WOLKOFF (Mathieu de). B. B., par M. de Molinari, sur sa brochure : *Les prémisses philosophiques de l'économie naturelle des sociétés*; analyse de l'intérêt personnel, XXVI, 200. — Sa lettre à ce sujet, 295.

WOŁOWSKI, représentant du peuple, membre de la Société d'économie politique de Paris. *Études d'économie politique et de statistique*, B. B., XIX, 312. — Son opinion sur le droit au travail, XXI, 306. — De l'organisation du crédit foncier, au sujet des projets soumis à l'Assemblée constituante, 401. — Parle à la Constituante pour le rétablissement de la chaire d'économie politique du collège de France, 455. — De l'organisation du crédit foncier (suite): les associations de crédit, les Caisses d'épargne et le crédit foncier, conclusion, XXII, 19. — Croit que les États s'agrandiront, XXIV, 316. — Son opinion sur les fonctions de l'Etat, XXV, 203. — *Dito* sur la constitution des Banques, 422. — Combat au Congrès agricole le cours forcé des lettres de gage, XXVI, 56. — Son discours au Conseil général de l'agriculture, des manufactures et du commerce au sujet de l'attaque des protectionnistes contre les professeurs d'économie politique, 183. — Son opinion sur les marques de fabrique, 212. — Défend ses idées sur le crédit foncier, 418. — Son rapport au Conseil général de l'agriculture, des manufactures et du commerce sur le crédit foncier, B. B., par M. Du Puy-node, XXVII, 292. — Son opinion sur l'intervention de l'Etat dans l'administration des institutions de crédit foncier, 298. — De la réforme hypothécaire: historique, projet de loi. Rapport de M. Bethmont au Conseil d'Etat. Rapport de M. Valimesnil à l'Assemblée nationale, etc., 305.

Z.

ZOLLVEREIN. Répond par des représailles aux primes à l'exportation votée par la Con-

stituante de France, XXI, 453.

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE GÉNÉRALE.